





370 868

HISTOIRE
DU CONSULAT
ET DE L'EMPIRE.

370868

HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE

PAR A. THIERS,

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES, MEMBRE DE LA CHAMBRE
DES DÉPUTÉS ET DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

TOME SECOND.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIBRAIRIE, IMPRIMERIE ET FONDERIE.

1846



516472

ANULOWANO 888

HISTOIRE

DU

CONSULAT ET DE L'EMPIRE.

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

ULM ET TRAFALGAR.

Conséquences de la réunion de Gènes à l'Empire. — Cette réunion, quoiqu'elle soit une faute, a cependant des résultats heureux. — Vaste champ qui s'ouvre aux combinaisons militaires de Napoléon. — Quatre attaques dirigées contre la France. — Napoléon s'occupe sérieusement d'une seule, et, par la manière dont il entend la repousser, se propose de faire tomber les trois autres. — Exposition de son plan. — Mouvement des six corps d'armée des bords de l'Océan aux sources du Danube. — Napoléon garde un profond secret sur ses dispositions, et ne les communique qu'à l'électeur de Bavière, afin de s'attacher ce prince en le rassurant. — Précautions qu'il prend pour la conservation de la flottille. — Son retour à Paris. — Altération de l'opinion publique à son égard. — Reproches qu'on lui adresse. — État des finances. — Commencement d'arrière. — Situation difficile des principales places commerçantes. — Disette de numéraire. — Efforts du commerce pour se procurer des métaux précieux. — Association de la compagnie des *Négociants réunis* avec la cour d'Espagne. — Spéculation sur les piastres. — Danger de cette spéculation. — La compagnie des *Négociants réunis*, ayant confondu dans ses mains les affaires de la France et de l'Espagne, rend communs à l'une les embarras de l'autre. — Conséquences de cette situation pour la Banque de France. — Irritation de Napoléon contre les gens d'affaires. — Importantes sommes en argent et en or envoyées à Strasbourg et en Italie. — Levée de la conscription par un décret du Sénat. — Organisation des réserves. — Emploi des gardes nationales. — Séance au Sénat. — Froideur témoignée à Napoléon par le peuple de Paris. — Napoléon en éprouve quelque peine, mais il part pour l'armée, certain de changer bientôt cette froideur en transports d'enthousiasme. — Dispositions des coalisés. — Marche de deux armées russes, l'une en Gallicie pour secourir les Autrichiens, l'autre en Pologne pour menacer la Prusse. — L'empereur Alexandre à Pulawi. — Ses négociations avec la cour de Berlin. — Marche des Autrichiens en Lombardie et en Bavière. — Passage de l'Inn par le général Mack. — L'électeur de Bavière, après de grandes perplexités, se jette dans les bras de la France, et s'enfuit à Würzburg avec sa cour et son armée. — Le général Mack prend position à Ulm. — Conduite de la cour de Naples. — Commencement des opérations militaires du côté des Français. — Organisation de la grande armée. — Passage du Rhin. — Marche de Napoléon avec six corps, le long des Alpes de Souabe, pour tourner le général Mack. — Le 6 et le 7 octobre, Napoléon atteint le Danube vers Donauwerth, avant que le général Mack ait eu aucun soupçon de la présence des Français. — Passage général du Danube. — Le général Mack est enveloppé. — Combats de Wertingen et de Günzburg. — Napoléon à Augsburg fait ses dispositions dans le double but d'investir Ulm et d'occuper Munich, afin de séparer les Russes des Autrichiens. — Erreur commise par Murat. — Danger de la division Dupont. — Combat de Haslach. — Napoléon accourt sous les murs d'Ulm, et répare les fautes commises. — Combat d'Eichingen livré le 14 octobre. — Investissement d'Ulm. — Désespoir du général Mack, et retraite de l'archiduc Ferdinand. — L'armée autrichienne réduite à capituler. — Triomphe inouï de Napoléon. — Il a détruit en vingt jours une armée de 80 mille hommes, sans livrer bataille. — Suite des opérations navales depuis le retour de l'amiral Villeneuve à Cadix. — Sévérité de Napoléon envers cet amiral. — Envoi de l'amiral Rosily pour le remplacer, et ordre à la flotte de sortir de Cadix afin d'entrer dans la Méditerranée. — Douleur de l'amiral Villeneuve, et sa résolution de livrer une bataille désespérée. — État de la flotte franco-espagnole et de la flotte anglaise. — Instructions de Nelson à ses capitaines. — Sortie précipitée de l'amiral Villeneuve. — Rencontre des deux flottes au cap Trafalgar. — Attaque des Anglais formés en deux colonnes. — Rupture de notre ligne de bataille. — Combats héroïques du *Redoutable*, du *Bucentre*, du *Fougueux*, de l'*Algésiras*, du *Pluton*, de l'*Achille*, du *Prince des Asturies*. — Mort de Nelson, captivité de Villeneuve. — Défaite de notre flotte après une lutte mémorable. — Affreuse tempête à la suite de la bataille. — Les naufrages succèdent aux combats. — Conduite du gouvernement impérial à l'égard de la marine française. — Silence ordonné sur les derniers événements. — Ulm fait oublier Trafalgar.

C'était une faute grave que de réunir Gènes à la France, la veille même de l'expédition d'An-

gleterre, et de fournir ainsi à l'Autriche la dernière raison qui devait la décider à la guerre.

C'était provoquer et attirer sur soi une redoutable coalition, dans le moment où l'on aurait eu besoin d'un repos absolu sur le continent, pour avoir toute sa liberté d'action contre l'Angleterre. Napoléon, il est vrai, n'avait pas prévu les conséquences de la réunion de Gènes; son erreur avait consisté à trop mépriser l'Autriche, et à la croire incapable d'agir, quelque liberté qu'il prit avec elle. Cependant, quoique cette réunion, opérée en de telles circonstances, lui ait été justement reprochée, elle fut, en réalité, un événement heureux. Sans doute, si l'amiral Villeneuve eût été capable de faire voile vers la Manche et de paraître devant Boulogne, il faudrait regretter à jamais le trouble apporté à l'exécution du plus vaste projet; mais, cet amiral n'arrivant pas, Napoléon réduit encore une fois à l'inaction, à moins qu'il n'eût la témérité de franchir le détroit sans la protection d'une flotte, Napoléon se serait trouvé dans un extrême embarras. Cette expédition, si souvent annoncée, manquant trois fois de suite, aurait fini par l'exposer à une sorte de ridicule, et par le constituer, aux yeux de l'Europe, dans un véritable état d'impuissance vis-à-vis de l'Angleterre. La coalition continentale, en lui fournissant un champ de bataille qui lui manquait, répara la faute qu'il avait commise, en venant elle-même en commettre une, et le tira fort à propos d'une situation indécise et fâcheuse. La chaîne qui lie entre eux les événements de ce monde est quelquefois bien étrange! Souvent, ce qui est sage combinaison échoue, ce qui est faute réussit. Ce n'est pas un motif toutefois pour déclarer toute prudence vaine, et pour lui préférer les impulsions du caprice dans le gouvernement des empires. Non, il faut toujours préférer le calcul à l'entraînement dans la conduite des affaires; mais on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'au-dessus des desseins de l'homme planent les desseins de la Providence, plus sûrs, plus profonds que les siens. C'est une raison de modestie, non d'abdication pour la sagesse humaine.

Il faut avoir vu de près les difficultés du gouvernement, il faut avoir senti combien il est difficile de prendre de grandes déterminations, de les préparer, de les accomplir, de remuer les hommes et les choses, pour apprécier la résolution que Napoléon prit en cette circonstance. La douleur de voir échouer l'expédition de Boulogne une fois passée, il se livra tout entier à son nouveau projet de guerre continentale. Jamais il n'a-

vait disposé de plus grandes ressources; jamais il n'avait vu s'ouvrir devant lui un champ d'opérations plus étendu. Quand il commandait l'armée d'Italie, il rencontrait pour limite à ses mouvements la plaine de la Lombardie et le cercle des Alpes; et, s'il songeait à porter ses vues au delà de ce cercle, la prudence alarmée du directeur Carnot venait l'arrêter dans ses combinaisons. Lorsque, Premier Consul, il concevait le projet de la campagne de 1800, il était obligé de ménager des lieutenants qui étaient encore ses égaux; et si, par exemple, il imaginait pour Moreau un plan qui aurait pu avoir les plus heureuses conséquences, il était arrêté par la timidité d'esprit de ce général; il était réduit à le laisser agir à sa manière, manière sûre mais bornée, et à se renfermer lui-même dans le champ isolé du Piémont. Il est vrai qu'il y signalait sa présence par une opération qui restera comme un prodige de l'art de la guerre, mais toujours son génie, en voulant se déployer, avait trouvé des obstacles. Pour la première fois, il était libre, libre comme l'avaient été César et Alexandre. Ceux de ses compagnons d'armes que leur jalousie ou leur réputation rendaient incommodes, s'étaient exclus eux-mêmes de la lice par une conduite imprudente et coupable. Il ne lui restait que des lieutenants soumis à sa volonté, et réunissant au plus haut degré toutes les qualités nécessaires pour l'exécution de ses desseins. Son armée, fatiguée d'une longue inaction, ne respirant que gloire et combats, formée par dix ans de guerre et trois ans de campement, était préparée aux plus difficiles entreprises, aux marches les plus audacieuses. L'Europe entière était ouverte à ses combinaisons. Il était à l'occident, sur les bords de la mer du Nord et de la Manche, et l'Autriche, aidée des forces russes, suédoises, italiennes et anglaises, était à l'orient, poussant sur la France les masses qu'une sorte de conspiration européenne avait mises à sa disposition. La situation, les moyens, tout était grand. Mais si jamais on ne s'était trouvé plus en mesure de faire face à de subits et graves périls, jamais aussi la difficulté n'avait été égale. Cette armée, tellement préparée qu'on peut dire que dans aucun temps il n'y en eut une pareille, cette armée était au bord de l'Océan, loin du Rhin, du Danube, des Alpes, ce qui explique comment les puissances continentales en avaient souffert la réunion sans réclamer, et il fallait la transporter tout à coup au centre du continent. Là était le problème à résoudre. On va juger comment Napoléon

s'y prit pour franchir l'espace qui le séparait de ses ennemis, et se placer, au milieu d'eux, sur le point le plus propre à dissoudre leur formidable coalition.

Bien qu'il se fût obstiné à croire la guerre moins prochaine qu'elle n'était, il en avait parfaitement discerné les préparatifs et le plan. La Suède faisait des armements à Stralsund, dans la Poméranie suédoise; la Russie à Revel, dans le golfe de Finlande. On annonçait deux grandes armées russes qui se concentraient, l'une en Pologne afin d'entraîner la Prusse, l'autre en Gallicie afin de secourir l'Autriche. On ne se bornait pas à soupçonner, on connaissait avec certitude la formation de deux armées autrichiennes, l'une de 80,000 hommes en Bavière, l'autre de 100,000 hommes en Italie, toutes deux liées par un corps de 25,000 à 50,000 en Tyrol. Enfin des Russes réunis à Corfou, des Anglais à Malte, des symptômes d'agitation dans la cour de Naples, ne permettaient plus de douter d'une tentative vers le midi de l'Italie.

Quatre attaques se préparaient donc (voir la carte n° 27) : la première au nord par la Poméranie, sur le Hanovre et la Hollande, devant être exécutée par des Suédois, des Russes, des Anglais; la seconde à l'est par la vallée du Danube, confiée aux Russes et aux Autrichiens combinés; la troisième en Lombardie, réservée aux Autrichiens seuls; la quatrième au midi de l'Italie, devant être entreprise un peu plus tard par une réunion de Russes, d'Anglais, de Napolitains.

Napoléon avait saisi ce plan tout aussi bien que s'il avait assisté aux conférences militaires de M. de Vintzingerode à Vienne, que nous avons rapportées antérieurement. Il n'y avait qu'une circonstance encore inconnue pour lui comme pour ses ennemis : entraînerait-on la Prusse? Napoléon ne le croyait pas. Les puissances coalisées espéraient y parvenir en intimidant le roi Frédéric-Guillaume. Dans ce cas l'attaque du nord, au lieu d'être une tentative accessoire, fort gênée par la neutralité prussienne, serait devenue une entreprise menaçante contre l'empire, depuis Cologne jusqu'aux bouches du Rhin. Cependant cela était peu probable, et Napoléon ne considérait comme sérieuses que les deux grandes attaques par la Bavière et la Lombardie, et regardait comme tout au plus dignes de quelques précautions celles qu'on préparait en Poméranie et vers le royaume de Naples.

Il résolut de porter le gros de ses forces dans la vallée du Danube, et de faire tomber toutes

les attaques secondaires par la manière dont il repousserait la principale. Sa profonde conception reposait sur un fait fort simple, l'éloignement des Russes, qui les exposait à venir tard au secours des Autrichiens. Il pensait que les Autrichiens, impatientés de se porter en Bavière, et d'occuper, suivant leur coutume, la fameuse position d'Ulm, ajouteraient en agissant de la sorte à la distance qui les séparait naturellement des Russes, que ceux-ci dès lors se présenteraient tardivement en ligne, en remontant le Danube avec leur principale armée réunie aux réserves autrichiennes. En frappant les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, Napoléon se proposait de courir ensuite sur les Russes privés du secours de la principale armée de l'Autriche, et voulait user du moyen très-facile en théorie, très-difficile dans la pratique, de battre ses ennemis les uns après les autres.

Pour réussir, ce plan exigeait une façon toute particulière de se transporter sur le théâtre des opérations, c'est-à-dire dans la vallée du Danube. (Voir la carte n° 28.) Si, à l'exemple de Moreau, Napoléon remontait le Rhin pour le passer de Strasbourg à Schaffouse, s'il venait ensuite par les défilés de la forêt Noire déboucher entre les Alpes de Souabe et le lac de Constance, et attaquait ainsi de front les Autrichiens établis derrière l'Iller, d'Ulm à Memmingen, il ne remplissait pas complètement son but. Même en battant les Autrichiens, comme il en avait plus que jamais la certitude avec l'armée formée au camp de Boulogne, il les poussait devant lui sur les Russes, et les conduisait, affaiblis seulement, à la jonction avec leurs alliés du nord. Il fallait, comme à Marengo, et plus qu'à Marengo même, tourner les Autrichiens, et ne pas se borner à les battre, mais les envelopper, de manière à les envoyer tous prisonniers en France. Alors Napoléon pouvait se jeter sur les Russes n'ayant plus pour soutien que les réserves autrichiennes.

Pour cela une marche toute simple s'offrit à son esprit. L'un de ses corps d'armée, celui du maréchal Bernadotte, était en Hanovre; un second, celui du général Marmont, en Hollande; les autres à Boulogne. (Voir la carte n° 28.) Il imagina de faire descendre le premier à travers la Hesse en Franconie, sur Würzburg et le Danube; de faire avancer le second le long du Rhin, en usant des facilités que procurait ce fleuve, et de le réunir par Mayence et Würzburg au corps venu du Hanovre. Tandis que ces deux grands détachements allaient descendre du

nord au midi, Napoléon résolut de porter par un mouvement de l'ouest à l'est, de Boulogne à Strasbourg, les corps campés au bord de la Manche, de feindre avec ces derniers une attaque directe par les défilés de la forêt Noire, mais en réalité de laisser cette forêt à droite, de passer à gauche, à travers le Wurtemberg, pour se joindre en Franconie aux corps de Bernadotte et de Marmont, de franchir le Danube au-dessous d'Ulm, aux environs de Donauwerth, de se placer ainsi derrière les Autrichiens, de les encercler, de les prendre, et, après s'être débarrassé d'eux, de marcher sur Vienne à la rencontre des Russes.

La position du maréchal Bernadotte venant du Hanovre, du général Marmont venant de la Hollande, était un avantage, car il ne fallait à l'un que dix-sept jours, à l'autre que quatorze ou quinze, pour se transporter à Würzburg, sur le flanc de l'armée ennemie campée à Ulm. Le mouvement des troupes partant de Boulogne pour Strasbourg exigeait environ vingt-quatre jours, et celui-là devait fixer l'attention des Autrichiens sur le débouché ordinaire de la forêt Noire. Dans l'espace de vingt-quatre jours, c'est-à-dire vers le 25 septembre, Napoléon pouvait donc être rendu sur le point décisif. En prenant son parti sur-le-champ, en cachant ses mouvements le plus longtemps possible par sa présence prolongée à Boulogne, en semant de faux bruits, en dérobant ses intentions avec cet art d'abuser l'ennemi qu'il possédait au plus haut degré, il pouvait avoir passé le Danube sur les derrières des Autrichiens avant qu'ils se fussent doutés de sa présence. S'il réussissait, il était dès le mois d'octobre débarrassé de la première armée ennemie, il employait le mois de novembre à marcher sur Vienne, et se rencontrait dans les environs de cette capitale avec les Russes, qu'il n'avait jamais vus, qu'il savait être des fantassins solides, mais non point invincibles, car Moreau et Masséna les avaient déjà battus, et il se promettait de les battre encore plus rudement. Arrivé à Vienne, il avait dépassé de beaucoup la position de l'armée autrichienne d'Italie, ce qui devenait pour celle-ci un motif pressant de retraite. (Voir les cartes nos 28 et 51.) Le projet de Napoléon était de confier à Masséna, le plus vigoureux de ses lieutenants, et celui qui connaissait le mieux l'Italie, le commandement de l'armée française sur l'Adige. Elle ne devait être que de 50,000 hommes, mais des meilleurs, car ils avaient fait toutes les campagnes au delà

des Alpes, depuis Montenotte jusqu'à Marengo. Pourvu que Masséna pût arrêter l'archiduc Charles sur l'Adige pendant un mois, ce qui semblait hors de doute avec des soldats habitués à vaincre les Autrichiens, quel que fût leur nombre, et sous un général qui ne reculait jamais, Napoléon, parvenu à Vienne, dégagerait la Lombardie, comme il avait dégagé la Bavière. Il attirait l'archiduc Charles sur lui, mais il attirait en même temps Masséna; et, joignant alors aux 150,000 hommes avec lesquels il aurait marché le long du Danube les 50,000 venus des bords de l'Adige, il devait se trouver à Vienne à la tête de 200,000 Français victorieux. Disposant directement d'une telle masse de forces, ayant déjoué les deux principales attaques, celles de Bavière et de Lombardie, qu'importaient les deux autres, préparées au nord et au midi, vers le Hanovre et vers Naples? L'Europe entière fût-elle en armes, il n'avait rien à craindre de l'universalité de ses forces.

Toutefois il ne négligea pas de prendre certaines précautions à l'égard de la basse Italie. Le général Saint-Cyr occupait la Calabre avec 20,000 hommes. Napoléon lui donna pour instruction de se porter sur Naples, et de s'emparer de cette capitale au premier symptôme d'hostilité. Sans doute il eût été plus conforme à ses principes de ne pas couper en deux l'armée d'Italie, de ne point placer 50,000 hommes sous Masséna au bord de l'Adige, 20,000 sous le général Saint-Cyr en Calabre, de réunir le tout au contraire en une seule masse de 70,000 hommes, laquelle, certaine de vaincre au nord de l'Italie, aurait eu peu à craindre du midi. Mais il jugeait que Masséna, avec 50,000 hommes et son caractère, suffirait pour arrêter l'archiduc Charles pendant un mois, et il regardait comme dangereux de permettre aux Russes, aux Anglais de prendre pied à Naples, et de fomenter dans la Calabre une guerre d'insurrection difficile à éteindre. C'est pourquoi il laissa le général Saint-Cyr et 20,000 hommes dans le golfe de Tarente, avec ordre de marcher au premier signal sur Naples, et de jeter les Russes et les Anglais à la mer, avant qu'ils eussent le temps de s'établir sur le continent d'Italie. Quant à l'attaque préparée dans le nord de l'Europe, et si distante des frontières de l'Empire, Napoléon se borna, pour y faire face, à continuer la négociation entreprise à Berlin, relativement au royaume de Hanovre. Il avait fait offrir ce royaume à la Prusse pour prix de son alliance; mais, n'espérant guère une alliance formelle de la part d'une cour aussi timide, il lui proposa de

mettre le Hanovre en dépôt dans ses mains, si elle ne voulait pas le recevoir à titre de don définitif. Dans tous les cas, elle était obligée d'en éloigner les troupes belligérantes, et sa neutralité suffisait dès lors pour couvrir le nord de l'Empire.

Tel fut le plan conçu par Napoléon. Portant ses corps d'armée, par une marche rapide et imprévue, du Hanovre, de la Hollande, de la Flandre, au centre de l'Allemagne, passant le Danube au-dessous d'Ulm, séparant les Autrichiens des Russes, enveloppant les premiers, culbutant les seconds, s'enfonçant ensuite dans la vallée du Danube jusqu'à Vienne, et dégagant par ce mouvement Masséna en Italie, il devait avoir bientôt repoussé les deux principales attaques dirigées contre son Empire. Ses armées victorieuses étant ainsi réunies sous les murs de Vienne, il n'avait plus à s'inquiéter d'une tentative au midi de l'Italie, que le général Saint-Cyr d'ailleurs devait rendre vaine, et d'une autre au nord de l'Allemagne, que la neutralité prussienne allait gêner de toutes parts.

Jamais aucun capitaine, dans les temps anciens ou modernes, n'avait conçu, exécuté des plans sur une pareille échelle. C'est que jamais un esprit plus puissant, plus libre de ses volontés, disposant de moyens plus vastes, n'avait eu à opérer sur une telle étendue de pays. Que voit-on en effet la plupart du temps? Des gouvernements irrésolus qui délibèrent quand ils devraient agir, des gouvernements imprévoyants qui songent à organiser leurs forces quand déjà elles devraient être sur le champ de bataille, et au-dessous d'eux des généraux subordonnés, qui peuvent à peine se mouvoir sur le théâtre circonscrit assigné à leurs opérations. Ici au contraire, génie, volonté, prévoyance, liberté absolue d'action, tout concourait dans le même homme au même but. Il est rare que de telles circonstances se rencontrent, mais, quand elles se trouvent réunies, le monde a un maître.

Dans les derniers jours du mois d'août, les Autrichiens étaient déjà sur les bords de l'Adige et de l'Inn, les Russes à la frontière de Gallicie. Il semblait qu'ils dussent surprendre Napoléon; mais il n'en fut rien. Il donna tous ses ordres à Boulogne dans la journée même du 26 août, avec la recommandation cependant de ne les émettre que le 27, à dix heures du soir. Il voulait ainsi ménager toute la journée du 27, avant de renoncer définitivement à sa grande expédition maritime. Le courrier, parti le 27, ne devait arriver que

le 1^{er} septembre à Hanovre. Le maréchal Bernadotte, déjà prévenu, devait commencer son mouvement le 2 septembre, avoir assemblé son corps le 6 à Gœttingue, et être rendu à Würtzbourg le 20. (Voir la carte n° 28.) Il avait ordre de réunir dans la place forte d'Hameln l'artillerie enlevée aux Hanovriens, des munitions de tout genre, les malades, les dépôts de son corps d'armée, et une garnison de 6,000 hommes commandée par un officier énergique, sur lequel on pût compter. Cette garnison devait être approvisionnée pour un an. Si l'on convenait d'un arrangement avec la Prusse pour le Hanovre, les troupes laissées à Hameln rejoindraient immédiatement le corps de Bernadotte; sinon, elles resteraient dans cette place, et la défendraient jusqu'à la mort, dans le cas où les Anglais feraient une expédition par le Weser, ce que la neutralité prussienne ne pouvait pas empêcher. — « Je serai, » écrivit Napoléon, aussi prompt que Frédéric, « lorsqu'il allait de Prague à Dresde et à Berlin. » « J'accourrai bientôt au secours des Français défendant mes aigles en Hanovre, et je rejetterai dans le Weser les ennemis qui en seraient venus. » — Bernadotte avait ordre de traverser les deux Hesses, en disant aux gouvernements de ces deux principautés qu'il rentrait en France par Mayence, de forcer le passage s'il était refusé, de marcher du reste l'argent à la main, de tout payer, d'observer une exacte discipline.

Le même soir du 27 août, un courrier porta au général Marmont l'ordre de se mettre en mouvement avec 20,000 hommes et 40 pièces de canon bien attelées, de suivre les bords du Rhin jusqu'à Mayence, de se rendre par Mayence et Francfort à Würtzbourg. L'ordre devait parvenir à Utrecht le 50 août. Le général Marmont, ayant déjà reçu un premier avis, devait se mettre en mouvement le 1^{er} septembre, être arrivé à Mayence le 15 ou le 16, et le 18 ou le 19 à Würtzbourg. (Voir la carte n° 28.) Ainsi, ces deux corps de Hanovre et de Hollande devaient être rendus au milieu des principautés franco-niennes de l'électeur de Bavière, du 18 au 20 septembre, et y présenter une force de 40,000 hommes. Comme on avait recommandé à l'électeur de s'enfuir à Würtzbourg, si les Autrichiens essayaient de lui faire violence, il était assuré de trouver là un secours tout préparé pour sa personne et pour son armée.

Enfin, le 27 au soir, furent émis les ordres pour les camps d'Ambleteuse, de Boulogne et de Montreuil. Ces ordres devaient commencer à s'exé-

cuter le 29 août au matin. Le premier jour, devaient partir, par trois routes différentes, les premières divisions de chaque corps, le deuxième jour les secondes divisions, le troisième jour les dernières. Elles se suivaient par conséquent à vingt-quatre heures de distance. Les trois routes indiquées étaient, pour le camp d'Ambleteuse : Cassel, Lille, Namur, Luxembourg, Deux-Ponts, Manheim ; pour le camp de Boulogne : Saint-Omer, Douai, Cambrai, Mézières, Verdun, Metz, Spire ; pour le camp de Montreuil : Arras, la Fère, Reims, Nancy, Saverne, Strasbourg. Comme il fallait vingt-quatre marches, l'armée pouvait être transportée tout entière sur le Rhin, entre Manheim et Strasbourg, du 21 au 24 septembre. Cela suffisait pour qu'elle y fût en temps utile, car les Autrichiens, voulant garder quelque mesure, afin de mieux surprendre les Français, étaient restés au camp de Wels près Lintz, et ne pouvaient dès lors être en ligne avant Napoléon. D'ailleurs, plus ils s'engageraient sur le haut Danube, plus ils s'approcheraient de la frontière de France, entre le lac de Constance et Schaffouse, plus Napoléon aurait de chances de les envelopper. Des officiers envoyés avec des fonds, sur les routes que les troupes devaient parcourir, étaient chargés de faire préparer des vivres dans chaque lieu d'étape. Des ordres formels, et plusieurs fois réitérés, comme tous ceux que donnait Napoléon, enjoignaient de fournir à chaque soldat une capote et deux paires de souliers.

Napoléon, gardant profondément son secret, qui ne fut confié qu'à Berthier et à M. Daru, dit autour de lui qu'il envoyait 50,000 hommes sur le Rhin. Il l'écrivit ainsi à la plupart de ses ministres. Il ne s'ouvrit pas davantage envers M. de Marbois, et se borna à lui enjoindre de réunir dans les caisses de Strasbourg le plus d'argent possible, ce qui s'expliquait suffisamment par la nouvelle avouée de l'envoi de 50,000 hommes en Alsace. Il prescrivit à M. Daru de partir sur-le-champ pour Paris, de se rendre chez M. Dejean, ministre du matériel de la guerre, d'expédier de sa propre main tous les ordres accessoires qu'exigeait le déplacement de l'armée, et de ne pas mettre un seul commis dans sa confiance. Napoléon voulut rester lui-même six à sept jours de plus à Boulogne, pour mieux tromper le public sur ses projets.

Comme tous ces corps allaient traverser la France, excepté celui du maréchal Bernadotte, qui devait s'annoncer en Allemagne comme un

corps destiné à repasser la frontière, il faudrait qu'ils fussent déjà en pleine marche pour donner des signes de leur présence, que ces signes fussent transmis à Paris, de Paris à l'étranger, et que bien des jours s'écoulassent avant que l'ennemi apprît la levée du camp de Boulogne. D'ailleurs les nouvelles de ces mouvements pouvant s'expliquer par l'envoi, qu'on ne cachait pas, de 50,000 hommes sur le Rhin, laisseraient dans le doute les esprits les plus prévoyants, et il y avait grande chance de se trouver sur le Rhin, le Necker ou le Mein, quand on serait encore supposé sur les bords de la Manche. Napoléon fit en même temps partir Murat, ses aides de camp Savary et Bertrand, pour la Franconie, la Souabe et la Bavière. Ils avaient ordre d'explorer toutes les routes qui du Rhin aboutissaient au Danube, d'observer la nature de chacune de ces routes, les positions militaires qu'on y rencontrait, les moyens de vivre qu'elles présentaient, enfin tous les points convenables pour traverser le Danube. Murat devait voyager sous un nom supposé, et, son exploration terminée, revenir à Strasbourg, afin d'y prendre le commandement des premières colonnes rendues sur le Rhin.

Pour laisser le plus longtemps possible les Autrichiens dans l'ignorance de ses résolutions, Napoléon recommanda en outre à M. de Talleyrand de différer le manifeste destiné au cabinet de Vienne, et ayant pour but de sommer ce cabinet de s'expliquer définitivement. Il n'en attendait que des mensonges en réponse à ses sommations, et, quant à le convaincre de duplicité à la face de l'Europe, il lui suffisait de le faire au moment des premières hostilités. Il expédia pour Carlsruhe M. le général Thiard, passé au service de France depuis la rentrée des émigrés, et le chargea de négocier une alliance avec le grand-duché de Baden. Il adressa des offres de même nature au Wurtemberg, alléguant qu'il prévoyait la guerre, à en juger par les préparatifs de l'Autriche, mais ne disant jamais à quel point il était prêt à la commencer. Enfin il ne livra le secret entier de ses projets qu'à l'électeur de Bavière. Ce malheureux prince, hésitant entre l'Autriche qui était son ennemie, et la France qui était son amie, mais l'une proche, l'autre éloignée, se souvenant aussi que dans les guerres antérieures, constamment foulé par les uns et les autres, il avait toujours été oublié à la paix, ce malheureux prince ne savait à qui s'attacher. Il comprenait bien qu'en se donnant à la

France, il pourrait espérer des agrandissements de territoire ; mais, ignorant encore la levée du camp de Boulogne, il la voyait, à l'époque dont il s'agit, tout occupée de sa lutte contre l'Angleterre, importunée de ses alliés d'Allemagne, et n'étant pas en mesure de les secourir. Aussi ne cessait-il de parler d'alliance à notre ministre, M. Otto, sans jamais oser conclure. Cet état de choses changea bientôt par suite des lettres de Napoléon. Celui-ci écrivit directement à l'électeur, et lui annonça (en lui disant que c'était un secret d'État confié à son honneur) qu'il ajournait ses projets contre l'Angleterre, et marchait immédiatement avec 200,000 hommes au centre de l'Allemagne. « Vous serez secouru à temps, lui mandait-il, et la maison d'Autriche vaincue sera forcée de vous composer un État considérable avec les débris de son patrimoine. » Napoléon tenait à gagner cet électeur, qui comptait 25,000 soldats bien organisés, et qui avait en Bavière des magasins très-bien fournis. C'était un avantage important que d'arracher ces 25,000 soldats à la coalition, et de se les donner à soi. Du reste, le secret n'était pas en péril, car ce prince éprouvait une véritable haine pour les Autrichiens, et, une fois rassuré, ne demanderait pas mieux que de se lier à la France.

Napoléon s'occupa ensuite de l'armée d'Italie. Il ordonna de réunir sous les murs de Vérone les troupes dispersées entre Parme, Gènes, le Piémont, la Lombardie. Il retira le commandement de ces troupes au maréchal Jourdan, en observant les plus grands ménagements envers ce personnage, pour lequel il avait de l'estime, mais dont il ne trouvait pas le caractère au niveau des circonstances, et qui en outre n'avait aucune connaissance du pays compris entre le Pô et les Alpes. Il lui promit de l'employer sur le Rhin, où il avait toujours combattu, et enjoignit à Masséna de partir sans délai. La distance à laquelle était l'Italie rendait la divulgation de ces ordres peu dangereuse, car elle ne pouvait être que tardive.

Ces dispositions terminées, il consacra le temps qu'il devait passer encore à Boulogne, à prescrire lui-même les précautions les plus minutieuses afin de mettre la flottille à l'abri de toute attaque de la part des Anglais. Il était naturel de penser que ceux-ci profiteraient du départ de l'armée pour tenter un débarquement, et incendier le matériel accumulé dans les bassins. Napoléon, qui ne renonçait pas à revenir bientôt sur les côtes de

l'Océan, après une guerre heureuse, et qui ne voulait pas d'ailleurs se laisser faire un outrage aussi grave que l'incendie de la flottille, ordonna les précautions suivantes aux ministres Decrès et Berthier. Les divisions d'Étaples et de Wimereux durent être réunies à celles de Boulogne, et toutes placées dans le fond du bassin de la Liane, hors de la portée des projectiles de l'ennemi. On ne pouvait en faire autant pour la flottille hollandaise, qui était à Ambleteuse, mais tout fut disposé pour que les troupes stationnées à Boulogne pussent accourir sur cet autre point en deux ou trois heures. Des filets d'une espèce particulière, attachés à de fortes ancrs, empêchaient l'introduction des machines incendiaires qui auraient pu être lancées sous la forme de corps flottants.

Trois régiments entiers, y compris leur troisième bataillon, furent laissés à Boulogne. Il y fut ajouté douze troisièmes bataillons des régiments partis pour l'Allemagne. Les matelots appartenant à la flottille furent formés en 15 bataillons de 1,000 hommes chacun. On les arma de fusils, et on leur donna des officiers d'infanterie pour les instruire. Ils devaient alternativement faire le service ou à bord des bâtiments restés à la voile, ou autour de ceux qui étaient échoués dans le port. Cette réunion de troupes de terre et de mer présentait une force de 56 bataillons, commandés par des généraux et un maréchal, le maréchal Brune, celui qui avait, en 1799, jeté les Russes et les Anglais à la mer. Napoléon ordonna la construction de retranchements en terre, tout autour de Boulogne, pour couvrir la flottille et les immenses magasins qu'il avait formés. Il voulut que des officiers de choix fussent attachés à chaque position retranchée, et conservassent toujours le même poste, afin que, répondant de sa sûreté, ils s'étudiassent sans cesse à en perfectionner la défense.

Il chargea ensuite M. Decrès d'assembler les officiers de mer, le maréchal Berthier d'assembler les officiers de terre, d'expliquer aux uns et aux autres l'importance du poste confié à leur honneur, de les consoler de rester dans l'inaction tandis que leurs camarades allaient combattre, de leur promettre qu'ils seraient employés à leur tour, qu'ils auraient même bientôt la gloire de concourir à l'expédition d'Angleterre, car après avoir puni le continent de son agression Napoléon reparaitrait aux bords de la Manche, peut-être au printemps suivant.

Napoléon assista de sa personne au départ de

toutes les divisions de l'armée. On se ferait difficilement une idée de leur joie, de leur ardeur, quand elles apprirent qu'elles allaient entreprendre une grande guerre. Il y avait cinq ans qu'elles n'avaient combattu ; il y en avait deux et demi qu'elles attendaient vainement l'occasion de passer en Angleterre. Vieux et jeunes soldats, devenus égaux par une vie commune de plusieurs années, confiants dans leurs officiers, enthousiastes du chef qui devait les conduire à la victoire, espérant les plus hautes récompenses sous un régime qui avait mené au trône un soldat heureux, pleins enfin du sentiment qui à cette époque avait remplacé tous les autres, l'amour de la gloire, tous, vieux et jeunes, appelaient de leurs vœux la guerre, les combats, les périls, les expéditions lointaines. Ils avaient vaincu les Autrichiens, les Prussiens, les Russes ; ils méprisaient tous les soldats de l'Europe, et n'imaginaient pas qu'il y eût une armée au monde capable de leur résister. Rompus à la fatigue comme de vraies légions romaines, ils voyaient sans effroi les longues routes qui devaient les mener à la conquête du continent. Ils portaient en chantant, en criant *vive l'Empereur !* en demandant la plus prochaine rencontre avec l'ennemi. Sans doute il y avait, dans ces cœurs bouillants de courage, moins de pur patriotisme que chez les soldats de 92 ; il y avait plus d'ambition, mais une noble ambition, celle de la gloire, des récompenses légitimement acquises, et une confiance, un mépris des périls et des difficultés, qui constituent le soldat destiné aux grandes choses. Les volontaires de 92 voulaient défendre leur patrie contre une injuste invasion ; les soldats aguerris de 1805 voulaient la rendre la première puissance de la terre. N'établissons pas de distinctions entre de tels sentiments : il est beau de courir à la défense de son pays en péril ; il est beau également de se dévouer pour qu'il soit grand et glorieux.

Après avoir vu de ses yeux son armée en marche, Napoléon partit de Boulogne le 2 septembre, et arriva le 5 à la Malmaison. Personne n'était informé de ses résolutions ; on le croyait toujours occupé de ses projets contre l'Angleterre ; on s'inquiétait seulement des intentions de l'Autriche, et on expliquait les déplacements de troupes dont il commençait à être question, par l'envoi déjà publié d'un corps de 50,000 hommes qui devait surveiller les Autrichiens sur le haut Rhin.

Le public, ne connaissant pas exactement les faits, ignorant à quel point une profonde intrigue anglaise avait serré les nœuds de la nouvelle coalition, reprochait à Napoléon d'avoir poussé l'Autriche à bout, en mettant la couronne d'Italie sur sa tête, en réunissant Gènes à l'empire, en donnant Lucques à la princesse Élisabeth. On ne cessait pas de l'admirer, on se trouvait toujours fort heureux de vivre sous un gouvernement aussi ferme, aussi juste que le sien, mais on lui reprochait l'amour excessif de ce qu'il faisait si bien, l'amour de la guerre. Personne ne pouvait croire qu'elle fût malheureuse sous un capitaine tel que lui, mais on entendait parler de l'Autriche, de la Russie, d'une partie de l'Allemagne, soldées par l'Angleterre ; on ne savait pas si cette nouvelle lutte serait de courte ou de longue durée, et on se rappelait involontairement les angoisses des premières guerres de la révolution. Toutefois, la confiance l'emportait de beaucoup sur les autres sentiments ; mais un léger murmure d'improbation, très-sensible pour les fines oreilles de Napoléon, ne laissait pas de se faire entendre.

Ce qui contribuait surtout à rendre plus pénibles les sensations qu'éprouvait le public, c'était une extrême gêne financière. Des causes diverses l'avaient produite. Napoléon avait persisté dans son projet de ne jamais emprunter. « De mon vivant, écrivait-il à M. de Marbois, je n'émettrai aucun papier. » (Milan, 18 mai 1805.) En effet, le discrédit produit par les assignats, par les mandats, par toutes les émissions de papier, durait encore, et tout puissant, tout redouté qu'était alors l'empereur des Français, il n'aurait pas fait accepter une rente de cinq francs pour un capital de plus de cinquante francs, ce qui aurait constitué un emprunt à dix pour cent. Cependant il résultait de graves embarras de cette situation, car le pays le plus riche ne saurait suffire aux charges de la guerre, sans en rejeter une partie sur l'avenir.

Nous avons déjà fait connaître l'état des budgets. Celui de l'an xii (septembre 1805 à septembre 1806), évalué à 700 millions (sans les frais de perception), s'était élevé à 762. Heureusement les impôts avaient reçu de la prospérité publique, que la guerre n'interrompait pas sous ce gouvernement puissant, un accroissement d'environ 40 millions. Le produit de l'enregistrement figurait pour 18 millions, celui des douanes pour 16, dans cet accroissement du revenu. Il restait à combler un déficit de 20 et quelques millions.

L'exercice de l'an xiii (septembre 1804 à sep-

tembre 1805), qui se terminait en ce moment, présentait des insuffisances plus grandes encore. Les constructions navales étant en partie achevées, on avait cru d'abord que la dépense de cet exercice pourrait être fort réduite. Quoique celui de l'an XII se fût élevé à 762 millions, on avait espéré solder celui de l'an XIII avec une somme de 684 millions. Mais les mois écoulés jusqu'ici révélaient une dépense mensuelle de 60 millions environ, ce qui supposait une dépense annuelle de 720. On avait, pour y faire face, les impôts et les ressources extraordinaires. Les impôts, qui produisaient 500 millions en 1801, s'étaient élevés, par le seul effet de l'aisance générale, et sans aucun changement dans les tarifs, à un produit de 560 millions. Les contributions indirectes, récemment établies, ayant rapporté près de 25 millions cette année, les dons volontaires des communes et des départements, convertis en centimes additionnels, fournissant encore une vingtaine de millions à peu près, on était arrivé à 600 millions de revenu permanent. Il fallait donc trouver 120 millions pour compléter le budget de l'an XIII. Le subside italien de 22 millions en devait procurer une partie. Mais le subside espagnol de 48 millions avait cessé en décembre 1804, par suite de la brutale déclaration de guerre que l'Angleterre avait faite à l'Espagne. Celle-ci, servant désormais la cause commune par ses flottes, n'avait plus à la servir par ses finances. Le fonds américain, prix de la Louisiane, était dévoré. Pour suppléer à ces ressources, on avait ajouté au subside italien de 22 millions une somme de 56 millions en nouveaux cautionnements, espèce d'emprunt dont nous avons expliqué ailleurs le mécanisme, puis une aliénation de biens nationaux d'une vingtaine de millions, et enfin quelques remboursements dus par le Piémont, et montant à 6 millions. Le tout faisait, avec les impôts ordinaires, 684 millions. Restait donc une insuffisance de 56 à 40 millions pour arriver à 720.

Ainsi on était arriéré de 20 millions pour l'an XII, et de 40 pour l'an XIII. Mais ce n'était pas tout. La comptabilité, encore peu perfectionnée, ne révélant pas comme aujourd'hui tous les faits à l'instant même, on venait de découvrir quelques restes de dépenses non acquittées, et quelques non-valeurs dans les recettes, se rapportant aux exercices antérieurs, ce qui constituait encore une charge d'une vingtaine de millions. En additionnant ces divers déficit, 20 millions pour l'an XII, 40 pour l'an XIII, 20

de découverte récente, on pouvait évaluer à 80 millions environ l'arriéré qui commençait à se former depuis le renouvellement de la guerre.

Différents moyens avaient été employés pour y pourvoir. D'abord on s'était endetté avec la caisse d'amortissement. On aurait dû rembourser à cette caisse, à raison de 5 millions par an, les cautionnements dont il avait été fait ressource. On aurait dû lui verser, à raison de 40 millions par an, les 70 millions de la valeur des biens nationaux, que la loi de l'an IX lui avait attribués pour compenser l'augmentation de la dette publique. On ne lui avait remis aucune de ces deux sommes. Il est vrai qu'on l'avait nantie en biens nationaux, et qu'elle n'était pas un créancier bien exigeant. Le Trésor lui devait une trentaine de millions à la fin de l'année XIII (septembre 1805).

On avait trouvé quelques autres ressources dans plusieurs perfectionnements apportés au service du Trésor. Si l'État n'inspirait pas en général une grande confiance sous le rapport financier, certains agents des finances, dans les limites de leur service, en inspiraient beaucoup. Ainsi le caissier central du Trésor, établi à Paris, chargé de tous les mouvements de fonds entre Paris et les provinces, émettait sur lui-même, ou sur les comptables ses correspondants, des traites qui étaient toujours acquittées à bureau ouvert, parce que les payements s'exécutaient, même au milieu de ces embarras, avec une parfaite exactitude. Cette espèce de banque avait pu mettre en circulation jusqu'à 15 millions de traites acceptées comme argent comptant.

Enfin une amélioration véritable dans le service des receveurs généraux avait procuré une ressource à peu près égale. Pour les contributions directes, reposant sur la terre et les propriétés bâties, dont la valeur était connue d'avance, et l'échéance fixe comme une rente, on faisait souscrire à ces comptables des effets payables mois par mois à leur caisse, sous le titre souvent rappelé d'*obligations des receveurs généraux*. Mais pour les contributions indirectes, qui s'acquittent irrégulièrement, au fur et à mesure des consommations ou des transactions sur lesquelles elles reposent, on attendait que le produit fût réalisé pour tirer sur les receveurs généraux des effets appelés *bons à vue*. Ils jouissaient ainsi de cette partie des fonds de l'État pendant environ cinquante jours. Il fut établi qu'à l'avenir le Trésor tirerait d'avance sur eux,

et tous les mois, des mandats pour les deux tiers de la somme connue des contributions indirectes (cette somme était de 190 millions), que le dernier tiers resterait dans leurs mains pour faire face aux variations des rentrées, et n'arriverait au Trésor que par la forme anciennement usitée des *bons à vue*. Ce versement plus prompt d'une partie des fonds de l'État répondait à un secours d'environ 15 millions.

Ainsi en s'endettant avec la caisse d'amortissement, en créant les traites du caissier central du Trésor, en accélérant certaines rentrées, on avait trouvé des ressources pour une soixantaine de millions. Si on suppose le déficit de 80 ou 90, il devait manquer encore une trentaine de millions. On y avait suffi, soit en s'arriérant avec les fournisseurs, c'est-à-dire avec la fameuse compagnie des *Négociants réunis*, dont on ne payait pas les fournitures exactement, soit en escomptant d'avance une somme d'*obligations des receveurs généraux* plus grande qu'on ne l'aurait dû.

Napoléon, qui ne voulait pas s'engager trop avant dans cette voie de l'arriéré, avait imaginé, pendant qu'il se trouvait en Italie, une opération qui, selon lui, n'avait rien de commun avec une émission de papier. Des 500 ou 400 millions de biens nationaux existant en 1800, il ne restait rien en 1805, non pas qu'on eût dépensé tout entière cette précieuse valeur, mais, au contraire, parce que, dans le but de la conserver, on en avait fait la dotation de la caisse d'amortissement, du Sénat, de la Légion d'honneur, des invalides, de l'instruction publique. Les quelques portions qu'on voyait figurer encore dans les budgets composaient un dernier reste qu'on livrait à la caisse d'amortissement, en acquittement de ce qu'on lui devait et de ce qu'on ne lui payait pas. Napoléon eut l'idée de reprendre à la Légion d'honneur et au Sénat les domaines nationaux qu'il leur avait attribués, de leur donner en place des rentes, et de disposer de ces domaines pour une opération avec les fournisseurs. Effectivement, on délivra des rentes au Sénat et à la Légion d'honneur en échange de leurs immeubles. Pour 1,000 francs de revenu en terre, on leur accorda 1,750 francs de revenu en rentes, afin de compenser la différence entre le prix des unes et des autres. Le Sénat et la Légion d'honneur y gagnèrent ainsi une augmentation de dotation annuelle. On reprit ensuite les biens nationaux, et on commença à en livrer aux fournisseurs à un prix convenu. Ceux-ci, obligés d'emprunter

à des capitalistes qui leur prêtaient les fonds dont ils avaient besoin, trouvaient dans les immeubles un gage à l'aide duquel ils obtenaient du crédit, et se procuraient le moyen de continuer leur service. Ce fut la caisse d'amortissement qu'on chargea de toute cette opération, et qui prit sur les rentes rachetées la somme nécessaire pour indemniser le Sénat et la Légion d'honneur. L'État, à son tour, dut la dédommager en créant à son profit une somme de rentes correspondante à celle dont elle venait de se dépouiller. C'est avec ces divers expédients, les uns légitimes, comme les améliorations de service, les autres fâcheux, comme les retards de paiement aux fournisseurs et la reprise des biens donnés à divers établissements, c'est avec ces expédients, disons-nous, qu'on était parvenu à faire face au déficit qui s'était produit depuis deux années. De notre temps, la dette flottante, à laquelle on pourvoit avec les *bons royaux*, permettrait de supporter une charge quatre ou cinq fois plus considérable.

Tout cela n'eût présenté qu'un médiocre embarras, si la situation du commerce eût été bonne; mais il n'en était pas ainsi. Les négociants français, en 1802, croyant à la durée de la paix maritime, s'étaient engagés dans des opérations considérables, et avaient fait des expéditions pour tous les pays. La conduite violente de l'Angleterre, courant sur notre pavillon avant aucune déclaration de guerre, leur avait causé des pertes immenses. Beaucoup de maisons avaient dissimulé leur détresse, et, en se résignant à de grands sacrifices, en s'aidant les unes les autres de leur crédit, avaient supporté le premier coup. Mais la nouvelle secousse résultant de la guerre continentale devait achever leur ruine. Déjà les banqueroutes commençaient dans les principales places de commerce et y produisaient un trouble général. Ce n'était pas là l'unique cause de gêne dans les affaires. Depuis la chute des assignats, le numéraire, quoiqu'il eût promptement reparu, était toujours demeuré insuffisant, par une cause facile à comprendre. Le papier-monnaie, tout en étant discrédité dès le premier jour de son émission, avait néanmoins fait l'office de numéraire, pour une partie quelconque des échanges, et avait expulsé de France une partie des espèces métalliques. La prospérité publique, subitement restaurée sous le Consulat, n'avait cependant pas assez duré pour ramener l'or et l'argent sortis du pays. On en manquait dans toutes les transactions. S'en procurer était, à cette époque, l'un

des soucis constants du commerce. La Banque de France, qui avait pris un rapide développement, parce qu'elle fournissait, au moyen de ses billets parfaitement accredités, un supplément de numéraire, la Banque de France avait la plus grande peine à maintenir dans ses caisses une réserve métallique proportionnée à l'émission de ses billets. Elle avait fait, sous ce rapport, de louables efforts, et tiré d'Espagne une somme énorme de piastres. Malheureusement, une voie d'écoulement, ouverte alors au numéraire, en laissait échapper autant qu'on pouvait en amener, c'était le payement des denrées coloniales. Autrefois, c'est-à-dire en 1788 et 1789, quand nous possédions Saint-Domingue, la France retirait de ses colonies, en sucre, café et autres produits coloniaux, jusqu'à 220 millions de francs par an, dont elle consommait 70 ou 80, et exportait jusqu'à 150, particulièrement sous forme de sucre raffiné. Si on songe à la différence des valeurs entre ce temps et le nôtre, différence qui est du double au moins, on jugera quelle immense source de prospérité se trouvait tarie. Il fallait aller chercher hors de chez nous, et recevoir de nos propres ennemis, les denrées coloniales que, vingt ans auparavant, nous vendions à toute l'Europe. Une portion considérable de notre numéraire était transportée à Hambourg, Amsterdam, Gènes, Livourne, Venise, Trieste, pour payer les sucres et les cafés que les Anglais y faisaient entrer par le commerce libre ou par la contrebande. On envoyait en Italie fort au delà des 22 millions que nous payait cette contrée. Tous les commerçants du temps se plaignaient de cet état de choses, et ce sujet était journellement discuté à la Banque par les négociants les plus éclairés de France.

C'était à l'Espagne que toute l'Europe avait l'habitude de demander des métaux. Cette célèbre nation, à laquelle Colomb avait procuré des siècles d'une riche et fatale oisiveté, en lui ouvrant les mines de l'Amérique, s'était laissé obérer à force d'ignorance et de désordre. Les malheurs de la guerre s'ajoutant à une mauvaise administration, elle était alors la plus gênée des puissances, et donnait le spectacle toujours si triste du riche réduit à la misère. Les galions, arrêtés par la marine anglaise, faisaient faute, non-seulement à l'Espagne, mais à toute l'Europe. Bien que la sortie des piastres fût interdite dans la Péninsule, la France les en faisait sortir par la contrebande, grâce à une longue contiguïté de territoire, et les pays voisins les

emportaient souvent de France par le même moyen. Ce commerce interlope était aussi établi, aussi étendu qu'un commerce licite. Mais il était à cette époque fort contrarié par l'interruption des arrivages d'Amérique, et, chose singulière, l'Angleterre elle-même en souffrait. Habituee à puiser aux sources de la France et de l'Espagne, elle subissait la privation commune dont elle était la cause. L'argent qui s'accumulait dans les caves des gouverneurs espagnols du Mexique et du Pérou ne venait plus ni à Cadix, ni à Bayonne, ni à Paris, ni à Londres. L'Angleterre manquait de métaux pour tous les besoins, mais surtout pour le payement de la coalition européenne, car les denrées coloniales et les marchandises qu'elle fournissait soit à la Russie, soit à l'Autriche, ne suffisaient plus pour acquitter les subsides qu'elle avait pris l'engagement de leur fournir. M. Pitt avait lui-même allégué cette raison, pour contester aux puissances coalisées une partie des sommes qu'elles exigeaient. Après avoir donné presque pour rien des masses énormes de sucre et de café aux coalisés, le cabinet britannique leur envoyait, au lieu d'argent, des billets de la banque d'Angleterre. On venait d'en trouver dans les mains des officiers autrichiens.

Telles étaient les causes principales de la détresse commerciale et financière. Si la compagnie des *Négociants réunis*, qui faisait alors toutes les affaires du Trésor, fourniture des vivres, escompte des obligations, escompte du subsidie espagnol, s'était bornée au service dont elle était chargée, bien qu'avec peine, elle aurait pu en supporter le fardeau. Elle ne trouvait plus à escompter à 1/2 pour 100 par mois (6 pour 100 par an) les obligations des *receveurs généraux*; c'est tout au plus si elle trouvait des capitalistes qui les lui escomptaient à elle-même à 5/4 pour 100 par mois (9 pour 100 par an), ce qui l'exposait à une perte énorme. Toutefois, le Trésor, en transigeant avec elle, et en l'indemnisant de l'usure exercée par les capitalistes, aurait eu le moyen de lui faciliter la continuation de son service. Mais son principal directeur, M. Ouvrard, avait basé sur cette situation un plan immense, fort ingénieux assurément, fort avantageux même, si ce plan avait joint au mérite de l'invention le mérite plus nécessaire encore de la précision du calcul. Ainsi qu'on l'a vu, les trois contractants qui formaient la compagnie des *Négociants réunis* s'étaient partagé les rôles. M. Desprez, ancien garçon de caisse, enrichi par une rare habileté

dans le commerce du papier, était chargé de l'es-compte des valeurs du Trésor. M. Vanlerberghe, fort entendu dans le commerce du blé, était chargé de la fourniture des vivres. M. Ouvrard, le plus hardi des trois, le plus fertile en ressources, s'était réservé les grandes spéculations. Ayant accepté de la France les valeurs avec lesquelles l'Espagne payait son subside, et ayant promis de les escompter, ce qui avait séduit M. de Marbois, il avait été amené à l'idée de nouer de grandes relations avec l'Espagne, cette souveraine du Mexique et du Pérou, des mains de laquelle sortaient les métaux, objet de l'ambition universelle. Il s'était rendu à Madrid, où il avait trouvé une cour attristée par la guerre, par la fièvre jaune, par une disette affreuse, et par les exigences de Napoléon, dont elle était la débitrice. Rien de tout cela n'avait paru surprendre ou embarrasser M. Ouvrard. Il avait charmé par sa facilité, par son assurance, les vieilles gens qui régnaient à l'Escurial, comme il avait charmé M. de Marbois lui-même, en lui procurant les ressources que celui-ci ne savait pas trouver. Il avait offert d'abord d'acquitter le subside dû à la France pour la fin de 1805, et pour toute l'année 1804, ce qui était un premier soulagement qui venait fort à propos. Puis il avait fourni quelques secours immédiats d'argent, dont la cour éprouvait un pressant besoin. Il s'était chargé en outre de faire arriver des blés dans les ports d'Espagne, et de procurer aux escadres espagnoles les vivres dont elles manquaient. Tous ces services avaient été agréés avec une vive reconnaissance. M. Ouvrard avait écrit sur-le-champ à Paris, et par M. de Marbois, dont il possédait la faveur, il avait obtenu la permission, ordinairement refusée, de laisser sortir de France quelques chargements de blé pour les envoyer en Espagne. Ces arrivages subits avaient mis un terme à l'accaparement des grains dans les ports de la Péninsule; et en faisant cesser la disette, qui consistait plutôt dans une élévation factice des prix que dans le défaut des céréales, M. Ouvrard avait soulagé comme par enchantement les plus poignantes misères du peuple espagnol. Il n'en fallait pas tant pour séduire et entraîner les administrateurs peu clairvoyants de l'Espagne.

On se demande naturellement avec quelles ressources la cour de Madrid pouvait payer M. Ouvrard de tous les services qu'elle en recevait. Le moyen était simple. M. Ouvrard voulait qu'on lui abandonnât l'extraction des piastres du Mexique.

Il obtint, en effet, le privilège de les tirer des colonies espagnoles, au prix de 5 francs 75 centimes, tandis qu'elles valaient en France, en Hollande, en Espagne, 5 francs au moins. C'était un bénéfice extraordinaire, mais bien mérité assurément, si M. Ouvrard parvenait à tromper les croisières anglaises, et à transporter du nouveau monde dans l'ancien ces métaux devenus si précieux. L'Espagne, qui succombait sous la misère, était très-heureuse; avec l'abandon du quart de ses richesses, de réaliser les trois autres quarts. Les fils de famille oisifs et prodigues ne traitent pas toujours aussi avantageusement avec les intendants qui rançonnent leur prodigalité.

Mais comment faire venir ces piastres malgré M. Pitt et les flottes anglaises? M. Ouvrard ne fut pas plus embarrassé de cette difficulté que des autres. Il imagina de se servir de M. Pitt lui-même, au moyen de la plus singulière des combinaisons. Il y avait des maisons hollandaises, celle de M. Hope notamment, qui étaient établies à la fois en Hollande et en Angleterre. Il eut l'idée de leur vendre des piastres espagnoles, à un prix qui assurait encore à sa compagnie un bénéfice assez considérable. C'était à ces maisons à obtenir de M. Pitt qu'il les laissât venir du Mexique. Comme M. Pitt en avait besoin pour son propre compte, il était possible que, dans le désir de s'en procurer, il en laissât passer une certaine somme, quoiqu'il sût qu'il devait la partager avec ses ennemis. C'était une espèce de contrat tacite dont les maisons hollandaises, associées des maisons anglaises, devaient être les intermédiaires. L'expérience prouva plus tard que ce contrat était réalisable pour une partie, sinon pour le tout. M. Ouvrard songea aussi à se servir des maisons américaines, qui, avec sa délégation et grâce au pavillon neutre, pouvaient aller chercher des piastres dans les colonies espagnoles pour les rapporter en Europe. Mais la question était de savoir combien M. Pitt laisserait passer de ces piastres, combien les Américains pourraient en transporter à la faveur de la neutralité. Si on avait eu du temps, une pareille spéculation aurait pu réussir, rendre d'importants services à la France et à l'Espagne, et procurer à la compagnie d'abondants et légitimes profits. Malheureusement les besoins étaient bien urgents. Sur 80 ou 90 millions d'arriéré, auxquels il fallait que le Trésor français fit face avec des expédients, il y avait 50 millions environ qu'il devait à la compagnie des *Négociants réunis*, et qu'il lui payait avec des immeubles. Elle avait donc à supporter cette pre-

mière charge. Elle avait à fournir en outre à ce même Trésor français la valeur d'une année au moins du subside espagnol, c'est-à-dire 40 à 50 millions ; elle avait à lui escompter les obligations des receveurs généraux ; elle avait enfin à payer les blés envoyés dans les ports de la Péninsule, et les vivres procurés aux flottes espagnoles. C'était là une situation qui ne permettait guère d'attendre le succès de spéculations hasardeuses et lointaines. Jusqu'à ce succès la compagnie était réduite à vivre d'expédients. Elle avait engagé à des prêteurs les immeubles reçus en paiement. Ayant réussi, grâce à la complaisance de M. de Marbois, à se saisir presque complètement du portefeuille du Trésor, elle y puisait à pleines mains des obligations des receveurs généraux, qu'elle confiait à des capitalistes prêtant leur argent sur gage, à un prix usuraire. Elle faisait escompter une partie de ces mêmes obligations par la Banque de France, qui, entraînée par son intimité avec le gouvernement, ne refusait rien de ce qui était réclamé au nom du service public. La compagnie recevait la valeur de ces escomptes en billets de la Banque, et la situation se résolvait dès lors en une émission, chaque jour plus considérable, de ces billets. Mais la réserve métallique n'augmentant pas en proportion de la masse des billets émis, il en résultait un véritable danger ; et c'était la Banque en réalité qui allait bientôt supporter le poids des embarras de tout le monde. Aussi des voix s'élevaient-elles dans le sein du conseil de régence, pour demander qu'on mit un terme aux secours accordés à M. Desprez, représentant de la compagnie des *Négociants réunis*. Mais d'autres voix moins prudentes et plus patriotiques, celle de M. Perregaux surtout, s'étaient prononcées contre une telle proposition, et avaient fait accorder les secours réclamés par M. Desprez.

Le Trésor français, le Trésor espagnol, la compagnie des *Négociants réunis* qui leur servait de lien, se conduisaient comme ces maisons embarrassées, qui se prêtent leur signature, et s'aident les unes les autres d'un crédit qu'elles n'ont pas. Mais il faut reconnaître que le Trésor français était la moins gênée de ces trois maisons associées, et qu'il était exposé à souffrir beaucoup d'une pareille communauté d'affaires ; car, au fond, c'était avec ses seules ressources, c'est-à-dire avec les obligations des receveurs généraux escomptées par la Banque, qu'on faisait face à tous les besoins, et qu'on nourrissait les armées espagnoles aussi bien que les armées françaises. Au surplus le se-

cret de cette situation extraordinaire n'était pas connu. Les associés de M. Ouvrard, dont les engagements avec lui n'ont jamais été bien définis, quoique ces engagements aient été le sujet de longs procès, ne savaient pas eux-mêmes toute l'étendue du fardeau qui allait peser sur eux. Éprouvant déjà beaucoup de gêne, ils appelaient M. Ouvrard à grands cris, et ils lui avaient fait donner par M. de Marbois l'ordre de revenir immédiatement à Paris. M. de Marbois, peu capable de juger par ses yeux de tous les détails d'un vaste manquement de fonds, trompé de plus par un commis infidèle, ne soupçonnait pas à quel point les ressources du Trésor étaient abandonnées à la compagnie. Napoléon lui-même, quoiqu'il étendit sur toutes choses son infatigable vigilance, ne voyant dans les services qu'une insuffisance réelle d'une soixantaine de millions, à laquelle on pouvait suppléer avec des biens nationaux et divers expédients, ignorant la confusion qui s'était établie entre les opérations du Trésor et celles des *Négociants réunis*, ne saisissait pas la véritable cause des embarras et des inquiétudes qui commençaient à se produire. Il attribuait la gêne dont on souffrait partout aux fausses spéculations du commerce français, à l'usure que les possesseurs de capitaux cherchaient à exercer, et se plaignait des gens d'affaires, à peu près comme il se plaignait des idéologues quand il rencontrait des idées qui le contrariaient. Quoi qu'il en soit, il ne voulait pas qu'on tirât de cet état de choses des objections à l'exécution de ses ordres. Il avait demandé 12 millions en espèces à Strasbourg, et les avait demandés si impérieusement qu'on avait eu recours aux moyens les plus extrêmes pour les trouver. Il avait exigé 10 autres millions en Italie, et la compagnie, réduite à les acheter à Hambourg, les faisait passer à Milan soit en argent, soit en or, en traversant le Rhin et les Alpes. Napoléon, d'ailleurs, comptait avoir frappé de tels coups avant quinze ou vingt jours, qu'il aurait mis un terme à tous les embarras. — « Avant quinze jours, disait-il, j'aurai battu les Russes, les Autrichiens et les joueurs à la baisse. »

Ces ressources bien ou mal obtenues du Trésor, il s'occupa de la conscription et de l'organisation de sa réserve. Le contingent annuel se divisait alors en deux moitiés de 50,000 hommes chacune, la première appelée à un service actif, la seconde laissée dans le sein de la population, mais pouvant être réunie sous les drapeaux sur un simple appel du gouvernement. Il restait encore une grande partie du contingent des an-

nées ix, x, xi, xii et xiii. C'étaient des hommes d'un âge fait, dont le gouvernement pouvait disposer par décret. Napoléon les appela tous; mais il voulut en outre devancer la levée de l'an xiv, comprenant les individus qui devaient atteindre l'âge requis, du 23 septembre 1805 au 23 septembre 1806; et comme le calendrier grégorien allait être remis en usage au 1^{er} janvier suivant, il fit ajouter à cette levée les jeunes gens qui auraient atteint l'âge légal du 23 septembre au 31 décembre 1806. Il résolut donc de comprendre en une seule levée de quinze mois tous les conscrits auxquels la loi serait applicable, depuis le mois de septembre 1805 jusqu'au mois de décembre 1806. Cette mesure devait lui fournir 80,000 hommes, dont les derniers ne compteraient pas tout à fait vingt ans révolus. Mais il ne songeait pas à les employer tout de suite à un service de guerre. Il se proposait de les préparer au métier des armes, en les plaçant dans les troisièmes bataillons, qui composaient le dépôt de chaque régiment. Ces hommes auraient ainsi un an ou deux, soit pour s'instruire, soit pour se renforcer, et fourniraient dans quinze ou dix-huit mois d'excellents soldats, presque aussi bien formés que ceux du camp de Boulogne. C'était là une combinaison, bonne à la fois pour la santé des hommes et pour leur instruction militaire, car le conscrit de vingt ans, s'il entre immédiatement en campagne, va bientôt finir à l'hôpital. Mais cette combinaison n'était possible qu'à un gouvernement qui, ayant une armée tout organisée à présenter à l'ennemi, n'avait besoin du contingent annuel qu'à titre de réserve.

Le Corps Législatif n'étant pas assemblé, il fallait perdre du temps pour le convoquer. Napoléon ne consentit point à un tel retard, et imagina de s'adresser au Sénat, en se fondant sur deux motifs : le premier, l'irrégularité d'un contingent qui comprenait plus de douze mois, et quelques conscrits de moins de vingt ans; le second, l'urgence des circonstances. On sortait de la légalité en agissant ainsi, car le Sénat ne pouvait voter ni la contribution en argent, ni la contribution en hommes. Il était chargé de fonctions d'un autre ordre, comme d'empêcher l'adoption des lois inconstitutionnelles, de remplir les lacunes de la Constitution, et de veiller sur les actes du gouvernement entachés d'arbitraire. Au Corps Législatif seul appartenait le vote des impôts et des levées d'hommes. C'était une faute que de violer cette Constitution, déjà si flexible, et de la rendre par trop illusoire, en négligeant

si facilement d'en observer les formes. C'était une autre faute de ne pas ménager davantage l'emploi du Sénat, dont on avait fait la ressource ordinaire de tous les cas difficiles, et d'indiquer trop clairement que l'on comptait sur sa docilité beaucoup plus que sur celle du Corps Législatif. L'archichancelier Cambacérès, n'aimant pas les excès de pouvoir qui n'étaient pas indispensables, fit ces remarques, et soutint qu'il faudrait au moins, pour l'observation des formes, attribuer par une mesure organique le vote des contingents au Sénat. Napoléon, qui, sans méconnaître les vues de prudence, les remettait à un autre temps quand il était pressé, ne voulut ni poser de règle générale, ni différer la levée du contingent. En conséquence, il ordonna de préparer pour la levée de la conscription de 1806 un sénatus-consulte fondé sur deux considérations extraordinaires : l'irrégularité du contingent, embrassant plus d'une année entière, et l'urgence des circonstances, qui ne permettait pas d'attendre la réunion du Corps Législatif.

Il songea également à recourir aux gardes nationales instituées en vertu des lois de 1790, 1791 et 1795. Cette troisième coalition ayant tous les caractères des deux premières, bien que les temps fussent changés, bien que l'Europe en voulût moins aux principes de la France, et beaucoup plus à sa grandeur, il pensait que la nation devait à son gouvernement un concours aussi énergique, aussi unanime qu'autrefois. Il ne pouvait pas attendre le même élan, car le même enthousiasme révolutionnaire ne subsistait plus; mais il pouvait compter sur une parfaite soumission à la loi de la part des citoyens, et sur un profond sentiment d'honneur chez ceux d'entre eux que la loi appellerait. Il ordonna donc la réorganisation des gardes nationales, mais en s'attachant à les rendre plus obéissantes et plus militaires. Pour cela il fit préparer un sénatus-consulte, qui l'autorisait à régler leur organisation par des décrets impériaux. Il résolut de s'attribuer la nomination des officiers, et de réunir dans les compagnies de chasseurs et de grenadiers, la portion la plus jeune et la plus guerrière de la population. Il la destinait à la défense des places fortes, et à certaines réunions accidentelles sur les points menacés, tels que Boulogne, Anvers, la Vendée.

Ces divers éléments furent disposés de la manière suivante. Près de 200,000 soldats marchaient en Allemagne; 70,000 défendaient l'Ita-

lie ; vingt et un bataillons d'infanterie plus quinze bataillons de marine gardaient Boulogne. On a déjà vu que les régiments étaient composés de trois bataillons, deux de guerre, un de dépôt, ce dernier chargé de recevoir les soldats malades ou convalescents, d'instruire les conscrits. Déjà un certain nombre de ces troisièmes bataillons avaient été placés à Boulogne. Tous les autres furent établis de Mayence à Strasbourg. On dirigea vers ces trois points les hommes restant à lever sur les années IX, X, XI, XII, XIII, et les 80,000 conscrits de 1806. Ils devaient être versés dans les troisièmes bataillons, pour s'y exercer et y acquérir des forces. Les plus âgés, lorsqu'ils seraient formés, viendraient plus tard, organisés en corps de marche, remplir les vides que la guerre aurait opérés dans les rangs de l'armée. C'était une réserve de 150,000 hommes au moins, gardant la frontière, et assurant le recrutement des corps. Les gardes nationales, appuyant cette réserve, devaient être organisées dans le nord et l'ouest pour accourir à la défense des côtes, surtout pour se rendre à Boulogne ou Anvers, si les Anglais essayaient de brûler la flotte, ou de détruire les chantiers élevés sur l'Escaut. Déjà le maréchal Brune avait été chargé de commander à Boulogne. Le maréchal Lefebvre dut commander à Mayence, le maréchal Kellermann à Strasbourg. Ces nominations attestaient le tact parfait de Napoléon. Le maréchal Brune avait une réputation acquise en 1799, pour avoir repoussé une descente des Russes et des Anglais. Les maréchaux Lefebvre et Kellermann, vieux soldats, qui avaient reçu pour prix de leurs services une place au Sénat et le bâton de maréchal honoraire, étaient propres à veiller à l'organisation de la réserve, pendant que leurs compagnons d'armes, plus jeunes, feraient la guerre active. Ils devenaient en même temps l'occasion d'une dérogation à la loi qui interdisait aux sénateurs les fonctions publiques. Cette loi déplaisait fort au Sénat, et on y dérogeait très-adroitement, en appelant quelques-uns de ses membres à former l'arrière-ban de la défense nationale.

Ces dispositions terminées, Napoléon fit porter au Sénat les mesures que nous venons d'énumérer, et les présenta lui-même dans une séance impériale, tenue au Luxembourg le 25 septembre. Il y parla en termes précis et fermes de la guerre continentale qui venait de le surprendre, tandis qu'il était occupé de l'expédition d'Angleterre, des explications demandées à l'Autriche, des réponses ambiguës de cette cour, de ses men-

songes aujourd'hui démontrés, puisque ses armées avaient passé l'Inn le 8 septembre, au moment où elle protestait le plus fortement de son amour pour la paix. Il fit appel au dévouement de la France, et promit d'avoir anéanti bientôt la nouvelle coalition. Les sénateurs lui donnèrent de grandes marques d'assentiment, bien qu'au fond du cœur ils attribuassent aux réunions d'États opérées en Italie la nouvelle guerre continentale. Dans les rues que le cortège impérial eut à parcourir, du Luxembourg aux Tuileries, l'enthousiasme populaire, comprimé par la souffrance, fut moins expressif que de coutume. Napoléon s'en aperçut, en fut piqué, et en témoigna quelque humeur à l'archichancelier Cambacérés. Il y voyait une injustice du peuple parisien envers lui ; mais il parut en prendre son parti, se promettant d'exciter bientôt des cris d'enthousiasme, plus grands, plus vifs que ceux qui avaient retenti tant de fois à ses oreilles, et il reporta sa pensée, qui n'avait le temps de séjourner sur aucun sujet, vers les événements qui se préparaient aux bords du Danube. Pressé de partir, il fit un règlement pour l'organisation du gouvernement en son absence. Son frère Joseph eut la mission de présider le Sénat ; son frère Louis, en qualité de connétable, dut s'occuper des levées d'hommes et de la formation des gardes nationales. L'archichancelier Cambacérés fut chargé de la présidence du Conseil d'État. Toutes les affaires devaient être traitées dans un Conseil, composé des ministres et des grands dignitaires, présidé par le grand électeur Joseph. Il fut établi que par des courriers partant tous les jours on ferait parvenir à Napoléon un rapport sur chaque affaire, avec l'avis personnel de l'archichancelier Cambacérés. Celui-ci, craignant que Joseph Bonaparte, présidant le Conseil du gouvernement, ne fût blessé du rôle de critique suprême attribué à l'un des membres de ce Conseil, en fit l'observation à Napoléon. Mais Napoléon l'interrompit brusquement, en lui disant que, pour ménager les vanités, il ne voulait pas se priver des lumières les plus précieuses pour lui. Il persista. Ses décisions devaient revenir à Paris à la suite du rapport envoyé par l'archichancelier. Il n'y avait que les cas d'urgence, dans lesquels le Conseil fût autorisé à devancer la volonté de l'Empereur, et à donner des ordres, que chaque ministre exécutait, sous sa responsabilité personnelle. Ainsi, Napoléon se réservait la décision de toutes choses, même en son absence, et faisait de l'archichancelier Cambacérés

l'œil de son gouvernement, pendant qu'il serait loin du centre de l'Empire.

Tout ce qui l'entourait le vit partir avec chagrin. On n'avait pas le secret de son génie, on ne savait pas combien il abrégérait la guerre. On craignait qu'elle ne fût longue, et on était assuré qu'elle serait sanglante. On se demandait quel serait le sort de la France si une percille tête venait à être frappée par le boulet qui perça la poitrine de Turenne, ou par la balle qui brisa le front de Charles XII. D'ailleurs, ceux qui l'approchaient, tout brusque, tout absolu qu'il était, ne pouvaient s'empêcher de le chérir. Ce fut donc avec un vif regret qu'ils le virent s'éloigner. Il consentit à être accompagné jusqu'à Strasbourg par l'impératrice, qui lui était toujours plus attachée, à mesure qu'elle avait plus de craintes pour la durée de son union avec lui. Il emmenait le maréchal Berthier, laissant à M. de Talleyrand l'ordre de suivre le quartier général à une certaine distance et avec quelques commis. Parti le 24 de Paris, Napoléon était arrivé le 26 à Strasbourg.

Déjà, au grand étonnement de l'Europe, l'armée qui vingt jours auparavant se trouvait sur les bords de l'Océan, était au centre de l'Allemagne, sur les bords du Mein, du Necker et du Rhin. Jamais marche plus secrète, plus rapide, n'avait eu lieu dans aucun temps. Les têtes de colonne s'apercevaient partout, à Würtzbourg, à Mayence, à Strasbourg. La joie des soldats était au comble, et quand ils voyaient Napoléon, ils l'accueillaient par les cris de *vive l'Empereur!* mille fois répétés. Cette foule innombrable de troupes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, subitement réunies; ces convois de vivres, de munitions, formés à la hâte; ces longues files de chevaux, achetés en Suisse et en Souabe; tous ces mouvements enfin d'une armée qu'on n'attendait pas quelques jours auparavant, et qui était subitement apparue, présentaient un spectacle unique, relevé encore par la présence d'une cour militaire, à la fois sévère et brillante, et par une immense affluence de curieux accourus pour voir l'Empereur des Français partant pour la guerre.

La coalition s'était hâtée de son côté, mais elle n'était pas si bien préparée que Napoléon, et surtout pas si active, quoique animée des passions les plus ardentes. Il avait été convenu entre les puissances coalisées qu'elles porteraient leurs forces principales vers le Danube, avant l'hiver, afin que Napoléon ne pût pas profiter de la difficulté des communications pendant la mauvaise saison,

pour écraser l'Autriche isolée de ses alliés. Tous les ordres de mouvement avaient donc été donnés pour la fin d'août et le commencement de septembre. En agissant ainsi, les coalisés croyaient être fort en avance sur Napoléon, et se flattaient de pouvoir commencer les hostilités au moment qu'ils jugeraient le plus opportun. Ils ne s'attendaient pas à trouver les Français rendus sitôt sur le théâtre de la guerre.

Un rassemblement russe se formait à Revel, et s'embarquait dans les premiers jours de septembre pour Stralsund. Il se composait de 16,000 hommes sous le commandement du général Tolstoy. Douze mille Suédois les avaient déjà précédés à Stralsund. Ils devaient tous ensemble se rendre par le Mecklembourg en Hanovre, et s'y joindre à 15,000 Anglais, débarqués par l'Elbe à Cuxhaven. (Voir la carte n° 28.) C'était une armée de 45,000 hommes destinée à exécuter l'attaque par le nord. Cette attaque devait être ou principale ou accessoire, suivant que la Prusse s'y joindrait ou ne s'y joindrait pas.

Deux grandes armées russes, de 60,000 hommes chacune, s'avançaient l'une par la Gallicie, sous le général Kutusof, l'autre par la Pologne, sous le général Buxhoevden. La garde russe, sous l'archiduc Constantin, forte de 12,000 hommes d'élite, suivait la seconde. Une armée de réserve sous le général Michelson se formait à Wilna. Le jeune empereur Alexandre, entraîné à la guerre par légèreté, assez clairvoyant pour apercevoir sa faute, mais point assez résolu pour en revenir, ou pour la corriger par l'énergie de l'exécution, l'empereur Alexandre, dominé, sans se l'avouer, par une crainte secrète, ne s'était décidé que fort tard à faire les derniers préparatifs. Le corps de Gallicie, qui, sous le général Kutusof, devait venir au secours des Autrichiens, n'avait atteint la frontière d'Autriche que vers la fin d'août. Il avait à traverser la Gallicie de Brody à Olmutz, la Moravie d'Olmutz à Vienne, l'Autriche et la Bavière de Vienne à Ulm. (Voir la carte n° 28.) C'était beaucoup plus de chemin que les Français n'en avaient à parcourir de Boulogne à Ulm, et les Russes ne savaient pas franchir les distances comme les Français. L'Europe, qui a vu marcher nos soldats, sait bien que jamais il n'en exista d'aussi rapides. La prévision de Napoléon s'accomplissait donc, et déjà les Russes étaient en retard.

La seconde armée russe, placée entre Varsovie et Cracovic (voir la carte n° 28), aux environs de Pulawi, forte, avec les gardes russes, de

70,000 hommes, attendait l'arrivée de l'empereur Alexandre pour recevoir ses directions à l'égard de la Prusse. Ce monarque avait voulu voir l'embarquement de ses troupes à Revel, avant de partir pour l'armée de Pologne, et s'était rendu à Pulawi, belle demeure de l'illustre famille des Czartoryski, à quelque distance de Varsovie. Il était là chez son jeune ministre des affaires étrangères, le prince Adam Czartoryski, pour communiquer de plus près avec la cour de Berlin.

A côté d'Alexandre se trouvait le prince Pierre Dolgorouki, officier débutant dans la carrière des armes, plein de présomption et d'ambition, ennemi de la coterie des jeunes gens d'esprit qui gouvernait l'empire, cherchant à persuader à l'empereur que ces jeunes gens étaient des Russes infidèles, qui, dans l'intérêt de la Pologne, trahissaient la Russie. La mobilité d'Alexandre donnait au prince Dolgorouki plus d'une chance de succès. Il était faux que le prince Adam, le plus honnête des hommes, fût capable de trahir Alexandre. Mais il haïssait la cour de Prusse, dont il prenait la faiblesse pour de la duplicité; il souhaitait, par un sentiment tout polonais, que le projet de violenter cette cour si elle n'adhérait pas aux vues de la coalition, s'accomplît à la rigueur, que l'on rompît avec elle, et que, passant sur le corps de ses armées à peine formées, on lui enlevât Varsovie et Posen, pour proclamer Alexandre roi de la Pologne reconstituée. C'était là un vœu tout naturel chez un Polonais, mais peu réfléchi chez un homme d'État russe. Napoléon seul suffisait pour battre la coalition : que serait-ce si on lui donnait l'alliance forcée de la Prusse ?

Au surplus, c'était beaucoup trop exiger du caractère irrésolu d'Alexandre. Il avait envoyé son ambassadeur à Berlin, M. d'Alopeus, pour faire appel à l'amitié de Frédéric-Guillaume, pour lui demander d'abord le passage d'une armée russe, à travers la Silésie, et pour lui insinuer ensuite qu'on ne doutait pas du concours de la Prusse pour l'œuvre si méritoire de la délivrance européenne. Le négociateur était même autorisé à déclarer au cabinet prussien qu'il n'y avait pas à balancer, que la neutralité était impossible, que si le passage n'était pas accordé de bonne grâce, on le prendrait de force. M. d'Alopeus devait être secondé par le prince Dolgorouki, l'aide de camp d'Alexandre. Celui-ci était chargé de laisser voir clairement à Berlin le parti pris d'entraîner la Prusse par des caresses, ou de la décider par la violence. On avait même poussé les

choses à Pulawi, jusqu'à rédiger le manifeste qui précéderait les hostilités.

Tandis que ces vives instances étaient adressées à la Prusse par les agents russes, elle se trouvait en présence des négociateurs français MM. Duroc et de Laforest, chargés par Napoléon de lui offrir le Hanovre. On doit se souvenir que le grand maréchal du palais Duroc était parti de Boulogne avec mission de porter cette offre à Berlin. La probité du jeune roi n'y avait pas tenu; et les sentiments de M. de Hardenberg, qu'on appelait en Europe le ministre bien pensant, n'y avaient pas tenu davantage. M. de Hardenberg ne voyait dans cette affaire qu'une difficulté, c'était de trouver une forme qui sauvât l'honneur de son maître aux yeux de l'Europe. Deux mois avaient été employés, juillet et août, à chercher cette forme. On en avait imaginé une qui ne laissait pas d'être assez ingénieuse. C'était la même que la coalition avait imaginée de son côté pour commencer la guerre contre Napoléon, c'est-à-dire une médiation armée. Le roi de Prusse devait, dans l'intérêt de la paix, qui était, disait-on, un besoin de toutes les puissances, déclarer à quelles conditions l'équilibre de l'Europe lui semblerait suffisamment garanti, énoncer ces conditions, et donner ensuite à comprendre qu'il se prononcerait pour ceux qui les admettraient contre ceux qui refuseraient de les admettre, ce qui signifiait qu'il ferait la guerre de moitié avec la France, afin de gagner le Hanovre. Il devait adopter, en effet, dans sa déclaration, la plupart des conditions de Napoléon, telles que la création du royaume d'Italie, avec séparation des deux couronnes à l'époque de la paix générale, la réunion du Piémont et de Gènes à l'empire, la libre disposition de Parme et de Plaisance laissée à la France, l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, enfin l'évacuation de Tarente et du Hanovre à la paix. Il n'y avait de difficulté que sur la manière d'entendre l'indépendance de la Suisse et de la Hollande. Napoléon, qui n'avait alors aucune vue sur ces deux pays, ne voulait cependant pas garantir leur indépendance dans des termes qui permissent aux ennemis de la France d'y opérer une contre-révolution. Les contestations sur ce sujet s'étaient prolongées jusqu'à la fin du mois de septembre, et le jeune roi de Prusse allait finir par se résigner à la violence qu'on voulait lui faire, quand il reconnut clairement, à la marche des armées russes, autrichiennes et françaises, que la guerre était inévitable et prochaine. Saisi de crainte à

cet aspect, il se rejeta en arrière, et ne parla plus ni de médiation armée, ni d'acquisition du Hanovre pour prix de cette médiation. Il rentra dans son système ordinaire de neutralité du nord de l'Allemagne. Alors MM. Duroc et de Laforest, d'après les ordres de Napoléon, lui offrirent ce que le cabinet de Berlin avait tant de fois demandé lui-même, la remise du Hanovre à la Prusse, à titre de dépôt, à condition que celle-ci en assurerait la possession à la France. Mais, quelque plaisir que fissent éprouver au roi Frédéric-Guillaume la retraite des Français et la remise d'un dépôt si précieux, il vit qu'il faudrait s'opposer à l'expédition du nord, et il refusa encore. Il fit mille protestations d'attachement à Napoléon, à sa dynastie, à son gouvernement, ajoutant que, s'il ne cédait pas à ses sympathies, c'est qu'il était sans défense contre la Russie du côté de la Pologne. A cela MM. Duroc et de Laforest répliquèrent par l'offre d'une armée de 80,000 Français prête à se joindre aux Prussiens. Mais c'était encore la guerre, et Frédéric-Guillaume la repoussa sous cette nouvelle forme. C'est dans ce moment que M. d'Alopeus et le prince Dolgorouki arrivèrent à Berlin afin de demander à la Prusse de se prononcer pour la coalition. Le roi ne fut pas moins effrayé des demandes des uns que des propositions des autres. Il répondit par des protestations exactement semblables à celles qu'il adressait aux négociateurs français. Il était, disait-il, plein d'attachement pour le jeune ami dont il avait fait la connaissance à Memel, mais il serait le premier en butte aux coups de Napoléon, et il ne pouvait pas exposer ses sujets à de si grands périls, sans se rendre coupable envers eux. Les envoyés russes, insistant, lui dirent que le rassemblement formé entre Varsovie et Cracovie était justement placé là pour le secourir, que c'était une amicale prévoyance de l'empereur Alexandre, que les 70,000 Russes composant ce rassemblement allaient traverser la Silésie et la Saxe, pour se porter sur le Rhin, et recevoir le premier choc des armées françaises. Ces raisons n'entraînèrent pas Frédéric-Guillaume. Alors on alla plus loin, et on lui laissa entendre qu'il était trop tard, que, ne doutant pas de son adhésion, on avait déjà ordonné aux troupes russes de franchir le territoire prussien. A cette espèce de violence, Frédéric-Guillaume ne se contenta plus. On s'était trompé sur son caractère. Il était irrésolu, ce qui lui donnait souvent l'apparence de la faiblesse et de la duplicité, mais, poussé à bout, il devenait opiniâtre

et colère. Il s'emporta, convoqua un conseil auquel furent appelés le vieux duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorf, et se décida, malgré sa parcimonie, à mettre l'armée prussienne sur le pied de guerre. Se voyant sur le point d'être violenté par les uns ou par les autres, il résolut de prendre ses précautions, et ordonna la réunion de 80,000 hommes, ce qui devait lui coûter 16 millions d'écus prussiens (64 millions de francs), à prélever, partie sur les revenus de l'État, partie sur le trésor du grand Frédéric, trésor dissipé sous le règne précédent, et refait pendant le règne actuel à force d'économies.

M. d'Alopeus, effrayé de ces dispositions, se hâta d'écrire à Pulawi, pour conseiller à son empereur, avec les plus vives instances, de ménager le roi de Prusse, si on ne voulait avoir toutes les forces de la monarchie prussienne sur les bras.

Quand ces nouvelles arrivèrent à Pulawi, elles ébranlèrent la résolution d'Alexandre. Le prince Adam Czartoryski l'avait vivement pressé de se décider, de ne pas donner à la Prusse le temps de se mettre en garde, et d'enlever le passage au lieu de le solliciter si longuement. Si la Prusse tournait à la guerre, disait le prince Adam, on déclarerait Alexandre roi de Pologne, et on organiserait ce royaume sur les derrières des armées russes. Si au contraire elle se rendait, on aurait réalisé le plan des coalisés, et conquis un allié de plus. Mais Alexandre, éclairé par la correspondance de M. d'Alopeus, résista aux conseils de son jeune ministre, renvoya son aide de camp Dolgorouki à Berlin, pour affirmer à son royal ami qu'il n'avait jamais eu l'intention de contraindre sa volonté, qu'au contraire il venait de donner ordre à l'armée russe de s'arrêter sur la frontière prussienne, qu'il en agissait ainsi par déférence pour lui, mais que de si grandes affaires ne pouvaient pas se traiter par intermédiaires, et qu'il lui demandait une entrevue. Frédéric-Guillaume craignant d'être violenté par les caresses d'Alexandre, autant qu'il aurait pu l'être par ses armées, ne se sentait aucun goût pour une telle entrevue. Cependant la cour, qui penchait pour la coalition et pour la guerre, la reine dont les sentiments étaient d'accord avec ceux du jeune empereur, lui persuadèrent qu'il ne pouvait pas refuser. L'entrevue fut accordée pour les premiers jours d'octobre. En attendant, MM. de Laforest et Duroc étaient à Berlin, recevant de leur côté toute sorte d'assurances de neutralité.

Tandis que les Russes employaient ainsi le

mois de septembre, l'Autriche faisait un meilleur usage de ce temps précieux. Pendant qu'elle chargeait M. de Cobentzel de répéter sans cesse à Paris que son unique désir était de négocier et d'obtenir des garanties pour l'état futur de l'Italie, elle mettait à profit les subsides anglais avec la plus extrême activité. Elle avait réuni d'abord 100,000 hommes en Italie, sous l'archiduc Charles. C'était là qu'elle plaçait son meilleur général, sa plus forte armée, afin de recouvrer ses provinces les plus regrettées. Vingt-cinq mille hommes, sous l'archiduc Jean, celui qui commandait à Hohenlinden, gardaient le Tyrol; 80 à 90,000 hommes étaient destinés à envahir la Bavière, à se porter en Souabe, et à prendre la fameuse position d'Ulm, où M. de Kray, en 1800, avait retenu si longtemps le général Moreau. Les 50 ou 60,000 Russes du général Kutusof, venant se joindre à l'armée autrichienne, devaient former une masse de 140,000 combattants, avec laquelle on espérait donner assez d'occupation aux Français pour procurer aux autres armées russes le temps d'arriver, à l'archiduc Charles le temps de reconquérir l'Italie, et aux troupes envoyées en Hanovre et à Naples le temps de produire une diversion utile. C'était le fameux général Mack, celui qui avait été le rédacteur de tous les plans de campagne contre la France, et qui venait, avec beaucoup d'activité et une certaine intelligence des détails militaires, de remettre l'armée autrichienne sur le pied de guerre, c'était ce même général qu'on avait chargé du commandement de l'armée de Souabe, de moitié avec l'archiduc Ferdinand.

On avait profité des villes appartenant à l'Autriche dans cette contrée, pour préparer des magasins entre le lac de Constance et le haut Danube. La ville de Memmingen, placée sur l'Iller, et formant la gauche de la position dont Ulm forme la droite, était une de ces villes. On y avait réuni des approvisionnements immenses, et élevé quelques retranchements, ce qu'il n'était pas possible de faire à Ulm, qui appartenait à la Bavière.

Tout cela s'était exécuté dans les derniers jours d'août. Mais l'Autriche, par une précipitation qui ne lui était pas ordinaire, commit ici une faute grave. On ne pouvait occuper cette position d'Ulm sans franchir la frontière bavaroise. De plus, la Bavière possédait une armée de 25,000 hommes, de grands magasins, la ligne de l'Inn, et on avait ainsi toute sorte de raisons pour être les premiers à se saisir d'une si riche proie. On

imagina d'agir avec elle comme la Russie avec la Prusse, c'est-à-dire de la surprendre et de l'entraîner. C'était plus facile, il est vrai, mais les conséquences, si on échouait, devaient être fâcheuses.

Le général Mack étant arrivé sur les bords de l'Inn, le prince de Schwartzenberg fut envoyé à Munich, pour faire à l'électeur les instances les plus vives de la part de l'empereur d'Allemagne. Il était chargé de lui demander de se prononcer en faveur de la coalition, de joindre ses troupes à celles de l'Autriche, de consentir à ce qu'elles fussent incorporées dans l'armée impériale, dispersées régiment par régiment dans les divisions autrichiennes, de livrer son territoire, ses magasins aux coalisés, de se joindre en un mot à cette nouvelle croisade contre l'ennemi commun de l'Allemagne et de l'Europe. Le prince de Schwartzenberg était autorisé, s'il le fallait, à offrir à la Bavière, dans le pays de Salzbourg, dans le Tyrol même, les plus beaux agrandissements, pourvu que, l'Italie étant reconquise par les armes communes, on pût reporter dans cette contrée les branches collatérales de la maison impériale qui en avaient été éloignées.

Tandis que le prince de Schwartzenberg arrivait à Munich, l'électeur se trouvait dans une situation assez semblable à celle de la Prusse elle-même. M. Otto, celui qui, en 1801, avait si habilement négocié la paix de Londres, était notre ministre à Munich. Affectant, au milieu de cette capitale, d'être négligé par la cour, il avait néanmoins de secrètes entrevues avec l'électeur, et s'efforçait de lui démontrer que la Bavière n'existait que par la protection de Napoléon. Il est certain que, dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, elle ne pouvait se sauver de la convoitise autrichienne qu'en s'appuyant sur la France. Si, même en 1805, elle avait obtenu une raisonnable part des indemnités germaniques, elle ne le devait qu'à l'intervention française. M. Otto, en insistant sur ces considérations, avait mis un terme aux hésitations de l'électeur, et l'avait amené à se lier, le 24 août, par un traité d'alliance. Le plus profond secret avait été promis et gardé. Ce fut quelques jours après, le 7 septembre, que parut à Munich le prince de Schwartzenberg. L'électeur, qui était très-faible, avait auprès de lui une nouvelle cause de faiblesse dans l'électrice sa femme, l'une de ces trois belles princesses de Baden, qui étaient montées sur les trônes de Russie, de Suède, de Bavière, et qui toutes trois se signalaient par leur

passion contre la France. Des trois, l'électrice de Bavière était la plus vive. Elle s'agitait, pleurait, témoignait le plus grand chagrin de voir son époux enchaîné à Napoléon, et le rendait plus malheureux encore qu'il ne l'eût été naturellement par ses propres agitations. M. de Schwartzenberg, suivi à deux marches par l'armée autrichienne, secondé par les larmes de l'électrice, parvint à ébranler l'électeur, et lui arracha la promesse de se donner à l'Autriche. Ce prince toutefois, effrayé des conséquences de ce brusque changement, craignant le général Mack, qui était près, mais aussi Napoléon, quoiqu'il fût loin, crut devoir prévenir M. Otto, s'excuser de sa conduite en alléguant le malheur de sa position, et solliciter l'indulgence de la France. M. Otto, averti par cet aveu, courut auprès de l'électeur, lui montra le danger d'une telle défection, et la certitude d'avoir bientôt Napoléon victorieux à Munich, faisant la paix par le sacrifice de la Bavière à l'Autriche. Certaines circonstances secondaient les raisonnements de M. Otto. La demande de disloquer l'armée, pour la disperser dans les divisions autrichiennes, avait indigné les généraux et les officiers bava-rois. On apprenait en même temps que les Autrichiens, sans attendre le consentement demandé à Munich, avaient passé l'Inn, et l'opinion publique était révoltée d'une pareille violation du territoire. On disait tout haut que, si Napoléon était ambitieux, M. Pitt ne l'était pas moins; que celui-ci avait acheté le cabinet de Vienne, et que, grâce à l'or de l'Angleterre, l'Allemagne allait être de nouveau foulée aux pieds par les soldats de toute l'Europe. Indépendamment de ces circonstances favorables à M. Otto, l'électeur avait un ministre habile, M. de Montgelas, dévoré d'ambition pour son pays, rêvant pour la Bavière, dans le dix-neuvième siècle, les agrandissements que la Prusse avait acquis dans le dix-huitième, cherchant sans cesse si c'était à Vienne ou à Paris qu'il y avait plus de chance de les obtenir, et ayant fini par croire que ce serait avec la puissance la plus novatrice, c'est-à-dire avec la France. Il avait donc opiné pour le traité d'alliance signé avec M. Otto. Touché cependant des offres du prince de Schwartzenberg, il fut ébranlé un instant sous l'influence de l'ambition comme son maître sous celle de la faiblesse. Mais il fut bientôt ramené, et les instances de M. Otto, secondées par l'opinion publique, par l'irritation de l'armée bavaroise, par les conseils de M. de Montgelas, l'emportèrent encore une fois. L'électeur

fut rendu à la France. Dans le désordre d'esprit où était ce prince, on lui fit accepter tout ce qu'on voulut. On lui proposa de se réfugier à Würzburg, évêché sécularisé pour la Bavière en 1805, et de s'y faire suivre par son armée. Il accueillit cette proposition. Afin de gagner du temps, il annonça à M. de Schwartzenberg qu'il envoyait à Vienne un général bavarois, M. de Nogarola, partisan connu de l'Autriche, et chargé de traiter avec elle. Cela fait, l'électeur partit avec toute sa cour dans la nuit du 8 au 9 septembre, se rendit d'abord à Ratisbonne, et de Ratisbonne à Würzburg, où il arriva le 12 septembre. Les troupes bavaroises, réunies à Amberg et à Ulm, reçurent l'ordre de se concentrer à Würzburg. L'électeur, en quittant Munich, publia un manifeste, pour dénoncer à la Bavière et à l'Allemagne la violence dont il venait d'être la victime.

M. de Schwartzenberg et le général Mack, qui avaient passé l'Inn, virent ainsi l'électeur, sa cour, son armée leur échapper, et le ridicule les atteindre autant que l'indignation. Les Autrichiens s'avancèrent à marches forcées sans pouvoir joindre les Bavarois, et trouvèrent partout l'opinion du pays soulevée contre eux. Une circonstance contribua surtout à irriter le peuple en Bavière. Les Autrichiens avaient les mains pleines d'un papier-monnaie qui n'avait cours à Vienne qu'avec une grande perte. Ils obligeaient les habitants à prendre comme argent ce papier discrédité. Un grave dommage pécuniaire se joignait donc à tous les sentiments nationaux froissés pour révolter les Bavarois.

Le général Mack, après cette triste expédition, dont au reste il était moins responsable que le négociateur autrichien, se porta sur le haut Danube, et prit la position qui lui était depuis longtemps assignée, la droite à Ulm, la gauche à Memmingen, le front couvert par l'Iller, qui passe par Memmingen pour se jeter à Ulm dans le Danube. (Voir les cartes nos 28 et 29.) Les officiers de l'état-major autrichien n'avaient cessé de vanter cette position depuis quelques années, comme la meilleure qu'on pût occuper pour tenir tête aux Français débouchant de la forêt Noire. On y avait l'une de ses ailes appuyée au Tyrol, l'autre au Danube. On se croyait donc bien garanti des deux côtés, et, quant à ses derrières, on n'y songeait point, n'imaginant pas que les Français pussent jamais arriver autrement que par la route ordinaire. Le général Mack avait attiré à lui le général Jellachich, avec la division du Vo-

rarlberg. Il avait 65,000 hommes directement sous sa main, et sur ses derrières, pour se lier avec les Russes, le général Kienmayer à la tête de 20,000 hommes. C'était un total de 85,000 combattants.

Le général Mack était donc où Napoléon l'avait supposé et désiré, c'est-à-dire sur le haut Danube, séparé des Russes par la distance de Vienne à Ulm. L'électeur de Bavière était à Würtzbourg, avec sa cour éplorée, avec son armée indignée contre les Autrichiens, et dans l'attente de la prochaine arrivée des Français.

Il ne reste plus, pour avoir une idée complète de la situation de l'Europe pendant cette grande crise, qu'à jeter un instant les yeux sur ce qui se passait dans le midi de l'Italie. Les conseillers suprêmes de la coalition ne voulant pas que la cour de Naples, observée par les vingt mille Français du général Saint-Cyr, se compromît trop tôt, lui avaient suggéré une vraie trahison, qui ne devait guère coûter à une cour aveuglée et démoralisée par la haine. On lui avait conseillé de signer avec la France un traité de neutralité, afin d'obtenir la retraite du corps qui était à Tarente. Quand ce corps se serait retiré, la cour de Naples, moins surveillée, aurait, lui disait-on, le temps de se déclarer, et de recevoir les Russes et les Anglais. Le général russe Lasey, homme prudent et avisé, était à Naples, chargé de tout préparer en secret, et d'amener les coalisés quand le moment serait jugé opportun. Il y avait 12,000 Russes à Corfou, outre une réserve à Odessa, et 6,000 Anglais à Malte. On comptait encore sur 56,000 Napolitains, un peu moins mal organisés que de coutume, et sur la levée en masse des brigands de la Calabre.

Ce traité, proposé à Napoléon à la veille de son départ de Paris, lui avait paru acceptable, car il ne croyait pas qu'une cour aussi faible s'exposât avec lui aux conséquences d'une trahison. Il se figurait que le terrible exemple qu'il avait fait de Venise en 1797, avait dû guérir les gouvernements italiens de leur penchant à la fourberie. Il trouvait dans un traité de neutralité qui excluait les Russes et les Anglais du midi de l'Italie, l'avantage de pouvoir donner 20,000 hommes de plus à Masséna, si les 50,000 dont celui-ci disposait n'étaient pas suffisants pour défendre l'Adige.

Il accepta donc cette proposition, et, par traité signé à Paris le 21 septembre, il consentit à retirer ses troupes de Tarente, sur la promesse que lui fit la cour de Naples de ne souffrir aucun

débarquement des Russes et des Anglais. A cette condition, le général Saint-Cyr eut ordre de s'acheminer vers la Lombardie, et la reine Caroline, ainsi que son faible époux, purent en liberté préparer une soudaine levée de boucliers sur les derrières des Français.

Telle était, du 20 au 25 septembre, la situation des puissances coalisées. Les Russes et les Suédois, chargés de l'attaque du Nord, se réunissaient à Stralsund, pour se combiner avec un débarquement d'Anglais aux bouches de l'Elbe; une armée russe s'organisait à Wilna, sous le général Michelson; l'empereur Alexandre, avec le corps de ses gardes et l'armée de Buxhoewden, était à Pulawi sur la Vistule, sollicitant une entrevue du roi de Prusse; une autre armée russe, sous le général Kutusof, avait pénétré par la Gallicie en Moravie, pour se joindre aux Autrichiens. Celle-ci était à la hauteur de Vienne, et allait remonter le Danube. Le général Mack, plus avancé de cent lieues, avait pris position à Ulm, à la tête de 85,000 hommes, attendant les Français au débouché de la forêt Noire. L'archiduc Charles était avec 100,000 hommes sur l'Adige. La cour de Naples méditait une surprise qui devait s'exécuter avec les Russes de Corfou et les Anglais de Malte.

Napoléon, comme on l'a déjà vu, était arrivé à Strasbourg le 26 septembre. Ses colonnes avaient suivi exactement ses ordres, et parcouru les routes qu'il leur avait tracées. (Voir la carte n° 28.) Le maréchal Bernadotte, après avoir pourvu la place d'Hameln de munitions, de vivres, et d'une forte garnison, après y avoir déposé les hommes les moins capables de faire campagne, était parti de Goettingue avec 17,000 soldats, tous propres aux plus dures fatigues. Il avait prévenu l'électeur de Hesse de son passage, en y mettant les formes prescrites par Napoléon. Il avait d'abord rencontré un consentement, puis un refus, dont il n'avait tenu aucun compte, et avait traversé la Hesse sans éprouver de résistance. Des officiers d'administration, précédant le corps d'armée, commandaient des vivres à chaque station, et, payant tout argent comptant, trouvaient des spéculateurs empressés de satisfaire aux besoins de nos troupes. Une armée qui porte avec elle un pécule peut vivre sans magasins, sans perte de temps, sans vexations pour le pays qu'elle traverse, pour peu que ce pays soit abondant en denrées alimentaires. Bernadotte avec ce moyen traversa sans difficulté les deux Hesses, la principauté de Fulde,

les États du prince archichancelier, et la Bavière. Il marchait perpendiculairement du nord au midi. Il arriva le 17 septembre près de Cassel, le 20 à Giessen, le 27 à Würzburg, à la grande joie de l'électeur de Bavière, qui se mourait d'espérance au milieu des nouvelles contradictoires des Autrichiens et des Français. Un ministre de l'empereur d'Allemagne était accouru auprès de ce prince, pour lui présenter des excuses sur ce qui s'était passé, et pour essayer de le ramener. Le ministre autrichien ne connut la marche du corps de Bernadotte que lorsque la cavalerie française parut sur les hauteurs de Würzburg. Il partit sur-le-champ, nous laissant l'électeur pour toujours, c'est-à-dire pour toute la durée de notre prospérité.

M. de Montgelas, afin de mieux colorer la conduite de son maître, nous demanda une précaution peu honorable pour la Bavière, c'était d'altérer la date du traité d'alliance conclu avec la France. Ce traité avait été signé en réalité le 24 août, M. de Montgelas exprima le désir de lui attribuer une autre date, celle du 25 septembre. On y consentit, et il put soutenir à ses confédérés de Ratisbonne, qu'il ne s'était donné à la France que le lendemain des violences de l'Autriche.

Le général Marmont remontant le Rhin, et s'en servant pour transporter son matériel, s'était mis en marche par la belle route que Napoléon avait ouverte le long de la rive gauche du fleuve, et qui est l'un des ouvrages mémorables de son règne. Il était le 12 septembre à Nimègue, le 18 à Cologne, le 25 à Mayence, le 26 à Francfort, le 29 aux environs de Würzburg. (Voir la carte n° 28.) Il amenait un corps de 20,000 hommes, un parc de 40 bouches à feu bien attelé, et des munitions considérables. Dans ces 20,000 hommes se trouvait comprise une division de troupes hollandaises, commandée par le général Dumonceau. Quant aux 15,000 Français qui composaient ce corps, un fait sans exemple dans l'histoire de la guerre donnera une juste idée de leur qualité. Ils venaient de traverser une partie de la France et de l'Allemagne, et de marcher vingt jours de suite sans s'arrêter : il y manquait 9 hommes en tout, en arrivant à Würzburg. Il n'y a pas de général qui ne se fût regardé comme heureux s'il en avait perdu deux ou trois cents seulement, car c'est à l'entrée en campagne, et par l'effet des premières marches, que les tempéraments faibles se déclarent et restent en arrière.

Vers la fin de septembre, Napoléon avait donc au centre de la Franconie, à six journées du Danube, et menaçant le flanc des Autrichiens, le maréchal Bernadotte avec 17,000 hommes, le général Marmont avec 20,000. Il faut ajouter à ces forces 25,000 Bavares, réunis à Würzburg, et animés d'un véritable enthousiasme pour la cause des Français devenue la leur dans le moment. Ils battaient des mains en voyant paraître nos régiments.

Le maréchal Davoust avec le corps parti d'Ambleteuse, le maréchal Soult avec celui qui était parti de Boulogne, le maréchal Ney avec celui qui était parti de Montreuil, traversant la Flandre, la Picardie, la Champagne et la Lorraine, étaient sur le Rhin du 25 au 24 septembre, précédés par la cavalerie, que Napoléon avait mise en mouvement quatre jours avant l'infanterie. Tous avaient marché avec une ardeur sans pareille. La division Dupont, en traversant le département de l'Aisne, avait laissé en arrière une cinquantaine d'hommes appartenant à ce département. Ils étaient allés visiter leurs familles, et le surlendemain ils avaient tous rejoint. Après avoir fait cent cinquante lieues au milieu de l'automne, sans se reposer un seul jour, cette armée n'avait ni malades, ni trainards : exemple unique, dû à l'esprit des troupes et à un long campement.

Le maréchal Augereau avait formé ses divisions en Bretagne. Partant de Brest, passant par Alençon, Sens, Langres, Belfort, il avait la France à traverser dans sa plus grande étendue, et devait être sur le Rhin une quinzaine de jours après les autres corps. Aussi était-il destiné à servir de réserve.

Jamais étonnement ne fut égal à celui qu'inspira dans toute l'Europe l'arrivée imprévue de cette armée. On la croyait aux bords de l'Océan, et en vingt jours, c'est-à-dire dans le temps à peine nécessaire pour que le bruit de sa marche commençât à se répandre, elle apparaissait sur le Rhin, et inondait l'Allemagne méridionale. C'était l'effet d'une extrême promptitude à se résoudre, et d'un art profond à cacher les déterminations prises.

La nouvelle de l'apparition des Français se répandit à l'instant même, et ne fit naître chez les généraux allemands d'autre idée que celle-ci : c'est que le principal théâtre de la guerre serait en Bavière et non en Italie, puisque Napoléon et l'armée de l'Océan s'y rendaient. Il n'en résulta que la demande d'augmenter les forces autri-

chiennes en Souabe, et l'ordre, qui déplut fort à l'archiduc Charles, d'envoyer un détachement de l'Italie dans le Tyrol, afin de venir par le Vorarlberg au secours du général Mack. Mais le véritable dessein de Napoléon resta profondément caché. Les troupes réunies à Würzburg parurent avoir pour mission unique de recueillir les Bavares et de protéger l'électeur. Le rassemblement principal placé sur le haut Rhin, à l'entrée des défilés de la forêt Noire, sembla destiné à s'y engager. Le général Mack se confirma donc chaque jour dans son idée de garder la position d'Ulm, qui lui avait été assignée.

Napoléon, ayant réuni toute son armée, lui donna une organisation qu'elle a toujours conservée depuis, et un nom qu'elle gardera perpétuellement dans l'histoire, celui de la GRANDE ARMÉE.

Il la distribua en sept corps. Le maréchal Bernadotte, avec les troupes amenées de Hanovre, formait le premier corps, fort de 17,000 hommes. Le général Marmont, avec les troupes venues de Hollande, formait le second, qui comptait 20,000 soldats présents au drapeau. Les troupes du maréchal Davoust, campées à Ambleuse, et occupant la troisième place le long des côtes de l'Océan, avaient reçu le titre de troisième corps, et s'élevaient à un effectif de 26,000 combattants. Le maréchal Soult, avec le centre de la grande armée de l'Océan, campé à Boulogne, et composé de 40,000 fantassins et artilleurs, formait le quatrième corps. La division Suchet devait bientôt en être détachée pour faire partie du cinquième corps, avec la division Gazan et les grenadiers d'Arras, connus dorénavant sous le titre de grenadiers Oudinot, du nom de leur brave chef. Indépendamment de la division Suchet, ce cinquième corps devait s'élever à 18,000 hommes. Il était destiné au fidèle et héroïque ami de Napoléon, au maréchal Lannes, qui avait été rappelé du Portugal pour prendre part à la périlleuse expédition de Boulogne, et qui maintenant allait suivre l'Empereur jusqu'aux bords de la Morawa, de la Vistule et du Niémen. Sous l'intrépide Ney, le camp de Montreuil composait le sixième corps, et s'élevait à 24,000 soldats. Augereau, avec deux divisions fortes tout au plus de 14,000 hommes, placé le dernier sur la ligne des côtes (il était à Brest), composa le septième corps. Le titre de huitième corps fut donné plus tard aux troupes d'Italie lorsqu'elles vinrent agir en Allemagne. Cette organisation était celle de l'armée du Rhin, mais avec d'im-

portantes modifications, adaptées au génie de Napoléon et nécessaires à l'exécution des grandes choses qu'il méditait.

Dans l'armée du Rhin, chaque corps, complet en toutes armes, présentait à lui seul une petite armée, se suffisant à elle-même, et capable de livrer bataille. Aussi ces corps tendaient-ils à s'isoler, surtout sous un général comme Moreau, qui ne commandait qu'en proportion de son esprit et de son caractère. Napoléon avait organisé son armée de manière à ce qu'elle fût tout entière dans sa main. Chaque corps était complet seulement en infanterie; il avait en artillerie le nécessaire, et en cavalerie tout juste ce qu'il fallait pour se bien garder, c'est-à-dire quelques escadrons de hussards ou de chasseurs. Napoléon se réservait ensuite de les compléter en artillerie et en cavalerie, à l'aide d'une réserve de ces deux armes, dont il disposait seul. Suivant le terrain et les occurrences, il retirait à l'un pour le donner à l'autre, ou un renfort de bouches à feu, ou une masse de cuirassiers.

Il avait tenu surtout à réunir sous un même chef, et dans une dépendance immédiate de sa volonté, la masse principale de sa cavalerie. Comme c'est avec elle qu'on observe l'ennemi en courant sans cesse autour de lui, qu'on achève sa défaite quand il est ébranlé, qu'on le poursuit et l'enveloppe quand il est en fuite, Napoléon avait voulu se réserver exclusivement ce moyen de préparer la victoire, de la décider et d'en recueillir les fruits. Il avait donc réuni en un seul corps la grosse cavalerie, composée des cuirassiers et des carabiniers, commandés par les généraux Nansouty et d'Hautpoul; il y avait ajouté les dragons tant à pied qu'à cheval, sous les généraux Klein, Walther, Beaumont, Bourcier et Baragucy-d'Hilliers, et avait confié le tout à son beau-frère Murat, qui était l'officier de cavalerie le plus entraînant de cette époque, et qui sous ses ordres représentait le *magister equitum* des armées romaines. Des batteries d'artillerie vaillante suivaient cette cavalerie, et lui procuraient, outre la puissance des sabres, celle des feux. On la verra bientôt se répandre dans la vallée du Danube, culbuter les Autrichiens et les Russes entrant pêle-mêle avec eux dans Vienne étourdi puis, se reportant dans les plaines de la Saxe cette de la Prusse, poursuivre jusqu'aux bords de la Baltique, enlever tout entière l'armée prussienne ou, se précipitant à Eylau sur l'infanterie, sauver la fortune de Napoléon par l'un de ces jours à les plus impétueux que jamais les masses de gau-

che le temps d'arriver en ligne. C'était une position des plus délicates que celle de côtoyer, pendant une quarantaine de lieues, un ennemi fort de 80,000 à 90,000 hommes, sans lui donner trop d'éveil, et sans s'exposer à le voir déboucher à l'improviste sur l'une de ses ailes. Napoléon y pourvut avec un art et une prévoyance admirables. Trois routes traversaient le Wurtemberg, et aboutissaient à ces extrémités abaissées des Alpes de Souabe qu'il s'agissait d'atteindre pour arriver au Danube, entre Donauwerth et Ingolstadt. (Voir la carte n° 29.) La principale était celle de Pforzheim, Stuttgart et Heidenheim, qui longeait le flanc même des montagnes, et qui était par une foule de défilés en communication avec la position des Autrichiens à Ulm. C'était celle qu'il fallait parcourir avec le plus de précautions, à cause du voisinage de l'ennemi. Napoléon l'occupait avec la cavalerie de Murat, le corps du maréchal Lannes, celui du maréchal Ney, et la garde. La seconde, celle qui, partant de Spire, passait par Heilbronn, Hall, Ellwangen, pour aboutir dans la plaine de Nordlingen, était occupée par le corps du maréchal Soult. La troisième, partant de Manheim, passant par Heidelberg, Neckar-Elz, Ingelfingen, aboutissait à Oettingen. C'est celle que parcourait le maréchal Davoust. Elle se rapprochait de la direction que les corps de Bernadotte et Marmont devaient suivre pour se rendre de Würzburg sur le Danube. Napoléon disposa la marche de ces diverses colonnes de manière qu'elles arrivassent toutes du 6 au 7 octobre dans la plaine qui s'étend au bord du Danube, entre Nordlingen, Donauwerth et Ingolstadt. Mais dans ce mouvement de conversion, sa gauche pivotant sur sa droite, celle-ci avait à décrire un cercle moins étendu que celle-là. Il fit donc ralentir le pas à sa droite, pour donner aux corps de Marmont et de Bernadotte, qui formaient l'extrême gauche, au maréchal Davoust qui venait après eux, enfin au maréchal Soult qui venait après le maréchal Davoust, et les liait tous au quartier général, le temps d'achever leur mouvement de conversion.

Après avoir suffisamment attendu, Napoléon se mit en marche, le 4 octobre, avec toute la droite. Murat, galopant sans cesse à la tête de sa cavalerie, paraissait tour à tour à l'entrée de chacun des défilés qui traversent les montagnes, ne faisait que s'y montrer, et puis en retirait ses escadrons, dès que les paires et les bagages étaient assez avancés pour n'avoir plus rien à craindre. Napoléon, avec les corps de Lannes, de Ney, et

la garde, suivait la route de Stuttgart, prêt à se porter avec cinquante mille hommes au secours de Murat, si l'ennemi paraissait en force dans l'un des défilés. Quant aux corps de Soult, Davoust, Marmont et Bernadotte, formant le centre et la gauche de l'armée, le danger ne commençait pour eux que lorsque le mouvement qu'on exécutait en parcourant le pied des Alpes de Souabe serait achevé, et qu'on déboucherait dans la plaine de Nordlingen. Il se pouvait, en effet, que le général Mack, averti assez tôt, se repliât d'Ulm sur Donauwerth, passât le Danube, et vint combattre dans cette plaine de Nordlingen, pour y arrêter les Français. Napoléon avait tout disposé pour que Murat, Ney, Lannes, et avec eux les corps des maréchaux Soult et Davoust au moins, convergassent ensemble le 6 octobre, entre Heidenheim, Oettingen et Nordlingen, de manière à pouvoir présenter une masse imposante à l'ennemi. Mais jusque-là ses soins tendaient toujours à tromper le général Mack assez longtemps pour qu'il ne songeât point à décamper, et qu'on pût atteindre le Danube à Donauwerth avant qu'il eût quitté sa position d'Ulm. Le 4 et le 6 octobre, tout continuait à présenter le meilleur aspect. Le temps était superbe; les soldats, bien pourvus de souliers et de capotes, marchaient gaiement. Cent quatre-vingt mille Français s'avançaient ainsi sur une ligne de bataille de 26 lieues, la droite touchant aux montagnes, la gauche convergeant vers les plaines du haut Palatinat, pouvant en quelques heures se trouver réunis au nombre de 90,000 ou 100,000 hommes sur l'une ou l'autre de leurs ailes, et, ce qui est plus extraordinaire, sans que les Autrichiens eussent la moindre idée de cette vaste opération.

« Les Autrichiens, écrivait Napoléon à M. de Talleyrand et au maréchal Augereau, sont sur les débouchés de la forêt Noire. Dieu veuille qu'ils y restent! Ma seule crainte est que nous ne leur fassions trop de peur... S'ils me laissent gagner quelques marches, j'espère les avoir tournés, et me trouver avec toute mon armée entre le Lech et l'Isar. » — Il écrivait au ministre de la police : « Faites défense aux gazettes du Rhin de parler de l'armée, pas plus que si elle n'existait pas. »

Pour arriver au point qui leur était indiqué, les corps de Bernadotte et de Marmont devaient traverser l'une des provinces que la Prusse possédait en Franconie, celle d'Anspach. A la rigueur, en les resserrant sur le corps du maréchal

Davoust, Napoléon aurait pu les ramener vers lui, et éviter ainsi de toucher au territoire prussien. Mais déjà les chemins étaient encombrés; y accumuler de nouvelles troupes eût été un inconvénient pour l'ordre des mouvements et pour les vivres. De plus, en rétrécissant le cercle décrit par l'armée, on aurait eu moins de chances d'envelopper l'ennemi. Napoléon voulait dans son mouvement embrasser le cours du Danube jusqu'à Ingolstadt, pour déboucher le plus loin possible sur les derrières des Autrichiens, et pouvoir les arrêter dans le cas où ils auraient rétrogradé de l'Ille jusqu'au Lech. N'imaginant pas, dans l'état de ses relations avec la Prusse, qu'elle pût se montrer difficile à son égard, comptant sur l'usage établi dans les dernières guerres de traverser les provinces prussiennes de Franconie, parce qu'elles étaient hors de la ligne de neutralité, n'ayant reçu aucun avertissement qu'il dût en être autrement cette fois, Napoléon ne se fit nul souci d'emprunter le territoire d'Anspach, et en donna l'ordre aux corps de Marmont et de Bernadotte. Les magistrats prussiens se présentèrent à la frontière pour protester au nom de leur souverain contre la violence qui leur était faite. On leur répondit par la production des ordres de Napoléon, et on passa outre, en soldant en argent tout ce qu'on prenait, et en observant la plus exacte discipline. Les sujets prussiens, bien payés du pain et de la viande fournis à nos soldats, ne parurent pas fort irrités de la prétendue violation de leur territoire.

Le 6 octobre, nos six corps d'armée étaient arrivés sans accident au delà des Alpes de Souabe, le maréchal Ney à Heidenheim, le maréchal Lannes à Neresheim, le maréchal Soult à Nordlingen, le maréchal Davoust à Oettingen, le général Marmont et le maréchal Bernadotte sur la route d'Aichstedt, tous en vue du Danube, fort au delà de la position d'Ulm.

Que faisaient pendant ce temps le général Mack, l'archiduc Ferdinand et tous les officiers de l'état-major autrichien? Très-heureusement l'intention de Napoléon ne s'était point révélée à eux. Quarante mille hommes qui avaient passé le Rhin à Strasbourg, et qui s'étaient engagés tout d'abord dans les défilés de la forêt Noire, les avaient confirmés dans l'idée que les Français suivraient la route accoutumée. De faux rapports d'espions, adroitement dépêchés par Napoléon, les avaient encore affermis davantage dans cette opinion. Ils avaient entendu parler, il est vrai, de quelques troupes françaises répandues dans le

Wurtemberg, mais ils avaient supposé qu'elles venaient occuper les petits États de l'Allemagne, et peut-être secourir les Bavares. D'ailleurs, rien n'est plus contradictoire, plus étourdissant que cette multitude de rapports d'espions ou d'officiers envoyés en reconnaissance. Les uns placent des corps d'armée où ils n'ont rencontré que des détachements, d'autres de simples détachements où ils auraient dû reconnaître des corps d'armée. Souvent ils n'ont pas vu de leurs yeux ce qu'ils rapportent, et ils n'ont fait que recueillir les ouï-dire de gens effrayés, surpris ou émerveillés. La police militaire, comme la police civile, ment, exagère, se contredit. Dans le chaos de ses rapports, l'esprit supérieur discerne la vérité, l'esprit médiocre se perd. Et surtout, si une préoccupation antérieure existe, s'il y a penchant à croire que l'ennemi arrivera par un point plutôt que par un autre, les faits recueillis sont tous interprétés dans un seul sens, quelque peu qu'ils s'y prêtent. C'est ainsi que se produisent les grandes erreurs qui ruinent quelquefois les armées et les empires.

Telle était en ce moment la situation d'esprit du général Mack. Les officiers autrichiens avaient préconisé depuis longtemps la position qui, appuyant sa droite à Ulm, sa gauche à Memmingen, faisait face aux Français débouchant de la forêt Noire. Autorisé par une opinion qui était générale, et obéissant de plus à des instructions positives, le général Mack s'était établi dans cette position. Il y avait ses vivres, ses munitions, et il ne pouvait pas se persuader qu'il n'y fût pas très-convenablement placé. La seule précaution qu'il eût prise vers ses derrières consistait à envoyer le général Kienmayer avec quelques mille hommes à Ingolstadt, pour observer les Bavares réfugiés dans le haut Palatinat, et pour se lier aux Russes qu'il attendait par la grande route de Munich.

Tandis que le général Mack, l'esprit dominé par une opinion faite d'avance, demeurait immobile à Ulm, les six corps de l'armée française débouchaient le 6 octobre dans la plaine de Nordlingen, au delà des montagnes de Souabe qu'ils avaient tournés, et aux bords du Danube qu'ils allaient franchir. Le 6 au soir, la division Vandamme, du corps du maréchal Soult, devançant toutes les autres, toucha au Danube, et surprit le pont de Munster à une lieue au-dessus de Donauwerth. Le lendemain, 7 octobre, le corps du maréchal Soult enleva le pont même de Donauwerth, faiblement disputé par un bataillon de Colloredo,

qui, ne pouvant le défendre, essaya en vain de le détruire. Les troupes du maréchal Soult l'eurent bientôt réparé, et le passèrent en toute hâte. Murat, avec ses divisions de dragons, précédant l'aile droite, formée des corps des maréchaux Lannes et Ney, s'était porté au pont de Munster déjà surpris par Vandamme. Il réclama ce pont pour ses troupes et celles qui le suivaient, abandonna celui de Donauwerth aux troupes du maréchal Soult, passa à l'instant même avec une division de dragons, et se jeta au delà du Danube, à la poursuite d'un objet de grand intérêt, l'occupation du pont de Rain sur le Lech. Le Lech, qui court derrière l'Iller, presque parallèlement à lui, pour se joindre au Danube, près de Donauwerth, forme une position placée au delà de celle d'Ulm, et en occupant le pont de Rain, on avait tourné à la fois l'Iller et le Lech, et laissé au général Mack peu de chances de rétrograder à propos. Il ne fallut qu'un temps de galop aux dragons de Murat pour enlever Rain et le pont du Lech. 200 cavaliers culbutèrent toutes les patrouilles du corps de Kienmayer, pendant que le maréchal Soult s'établissait en forces à Donauwerth, et que le maréchal Davoust arrivait en vue du pont de Neubourg.

Napoléon se rendit ce même jour à Donauwerth. Ses espérances étaient désormais réalisées, mais il ne tenait le succès pour complètement assuré que lorsqu'il aurait recueilli jusqu'au dernier résultat de sa belle manœuvre. On avait déjà fait quelques centaines de prisonniers, et leurs rapports étaient unanimes. Le général Mack était à Ulm, sur l'Iller; c'était son arrière-garde commandée par le général Kienmayer, et destinée à le lier avec les Russes, qu'on venait de rencontrer et de refouler au delà du Danube. Napoléon songea sur-le-champ à prendre position entre les Autrichiens et les Russes, de manière à les empêcher de se joindre. Le premier mouvement du général Mack, s'il savait se résoudre à temps, devait être de quitter les bords de l'Iller, de se replier sur le Lech, et de traverser Augsbourg pour rejoindre le général Kienmayer sur la route de Munich. (Voir la carte n° 29.) Napoléon, sans perdre un instant, prescrivit les dispositions suivantes. Il ne voulut pas porter le corps de Ney au delà du Danube, il le laissa sur les routes qui vont du Wurtemberg à Ulm, pour garder la rive gauche du Danube par laquelle nous arrivions. Il prescrivit à Murat et à Lannes de passer sur la rive droite, par les deux ponts dont on était maître, ceux de Munster et de Donauwerth, de

remonter le fleuve, et de venir se placer entre Ulm et Augsbourg, pour empêcher le général Mack de se retirer par la grande route d'Augsbourg à Munich. Le point intermédiaire qu'ils avaient à occuper était Burgau. Napoléon ordonna au maréchal Soult de partir de l'embouchure du Lech, sur lequel il était en position, de remonter cet affluent du Danube jusqu'à Augsbourg, avec les trois divisions Saint-Hilaire, Vandamme et Legrand. La division Suchet, quatrième du maréchal Soult, se trouvait déjà placée sous les ordres de Lannes. Ainsi, le maréchal Ney avec 20,000 hommes sur la gauche du Danube qu'on avait quittée, Murat et Lannes avec 40,000 sur la droite qu'on venait d'envahir, le maréchal Soult avec 50,000 sur le Lech, enveloppaient le général Mack, par quelque issue qu'il voulût s'enfuir.

De ce soin passant immédiatement à d'autres, Napoléon ordonna au maréchal Davoust de se hâter de franchir le Danube à Neubourg, et de dégager le point d'Ingolstadt vers lequel Marmont et Bernadotte devaient aboutir. La route que suivaient ceux-ci étant plus longue, ils étaient de deux marches en arrière. Le maréchal Davoust devait se porter ensuite à Aichach, sur la route de Munich, pour pousser devant lui le général Kienmayer, et faire l'arrière-garde des masses qui s'accumulaient autour d'Ulm. Les corps de Marmont et de Bernadotte avaient ordre d'accélérer le pas, de franchir le Danube à Ingolstadt, et de se diriger sur Munich, afin d'y replacer l'électeur dans sa capitale, un mois seulement après qu'il l'avait quittée. C'est au maréchal Bernadotte, compagnon en ce moment des Bavares, qu'il réservait l'honneur de les réinstaller dans leur pays. Par cette disposition, Napoléon présentait aux Russes, venant de Munich, Bernadotte et les Bavares, puis, au besoin, Marmont et Davoust, qui devaient, selon les circonstances, se porter ou sur Munich ou sur Ulm, pour aider au complet investissement du général Mack.

Le lendemain 8 octobre, le maréchal Soult remonta le Lech pour se rendre à Augsbourg. Il ne trouva point d'ennemis devant lui. Murat et Lannes, destinés à occuper l'espace compris entre le Lech et l'Iller, remontèrent de Donauwerth à Burgau, à travers une contrée légèrement accidentée, çà et là couverte de bois, ou traversée par de petites rivières qui courent se jeter dans le Danube. Les dragons marchaient en tête, lorsqu'ils rencontrèrent un corps ennemi, plus nombreux qu'aucun de ceux qu'on avait encore aperçus, posté en avant et autour d'un

gros bourg appelé Wertingen. Ce corps ennemi se composait de six bataillons de grenadiers et trois de fusiliers, commandés par le baron d'Auffenberg, de deux escadrons de cuirassiers du duc Albert, et de deux escadrons des cheveu-légers de Latour. Ils étaient envoyés en reconnaissance par le général Mack, sur le bruit vaguement répandu de l'apparition des Français au bord du Danube. Il croyait toujours que ces Français devaient appartenir au corps de Bernadotte placé, disait-on, à Würzburg, pour secourir les Bavares. Les officiers autrichiens étaient à table quand on vint leur annoncer qu'on apercevait les Français. Ils en furent extrêmement surpris, refusèrent d'abord d'y ajouter foi, mais, ne pouvant bientôt plus en douter, ils montèrent précipitamment à cheval pour se mettre à la tête de leurs troupes. En avant de Wertingen se présentait un hameau du nom de Hohenreichen, gardé par quelques centaines d'Autrichiens, fantassins et cavaliers. Abrisés par les maisons de ce hameau, ils faisaient un feu incommode, et tenaient en échec un régiment de dragons arrivé le premier sur les lieux. Le chef d'escadron Excelmans, celui qui a depuis signalé son nom par tant de faits éclatants, alors simple aide de camp de Murat, était accouru au bruit de la fusillade. Il fit mettre pied à terre à deux cents dragons de bonne volonté, qui, se jetant le fusil à la main dans ce hameau, en délogèrent ceux qui l'occupaient. De nouveaux détachements de dragons étant survenus dans l'intervalle, on pressa plus fortement les Autrichiens, on pénétra à leur suite dans Wertingen, on dépassa ce bourg, et on trouva, sur une espèce de plateau, les neuf bataillons formés en un seul carré, peu étendu mais serré et profond, ayant du canon et de la cavalerie sur ses ailes. Le brave chef d'escadron Excelmans chargea sur-le-champ ce carré avec une rare hardiesse, et eut un cheval tué sous lui. A ses côtés le colonel Meaupetit fut renversé d'un coup de baïonnette. Mais, quelque vigoureuse que fût l'attaque, on ne put pénétrer dans cette masse compacte. Il s'écoula ainsi un certain temps, pendant lequel les dragons français essayaient de sabrer les grenadiers autrichiens, qui leur rendaient des coups de baïonnette et des coups de fusil. Murat parut enfin avec le gros de sa cavalerie, et Lannes avec les grenadiers Oudinot, vivement attirés les uns et les autres par le bruit du canon. Murat fit aussitôt charger le carré ennemi par ses escadrons, et Lannes se hâta de diriger ses grenadiers sur la

lisière d'un bois qui s'apercevait dans le fond, de manière à couper toute retraite aux Autrichiens. Ceux-ci, chargés de front, menacés par derrière, rétrogradèrent d'abord en masse serrée, puis bientôt en désordre. Si les grenadiers d'Oudinot avaient pu être rendus sur le terrain quelques instants plus tôt, les neuf bataillons autrichiens étaient pris en entier. Néanmoins on fit deux mille prisonniers, on enleva plusieurs pièces de canon et quelques drapeaux.

Lannes et Murat, qui avaient vu le chef d'escadron Excelmans sur la pointe des baïonnettes ennemies, voulurent qu'il portât à Napoléon la nouvelle du premier succès obtenu, et les drapeaux pris à l'ennemi. L'Empereur reçut à Donauwerth le jeune et brillant officier, lui accorda un grade dans la Légion d'honneur, et lui en remit les insignes en présence de son état-major, afin de donner plus d'éclat aux premières récompenses méritées dans cette guerre.

Ce même jour, 8 octobre, le maréchal Soult était entré à Augsburg sans coup férir. Le maréchal Davoust avait passé le Danube à Neubourg, et s'était porté à Aichach, pour prendre la position intermédiaire qui lui était assignée, entre les corps français qui allaient investir Ulm et ceux qui allaient à Munich tenir tête aux Russes. Le maréchal Bernadotte et le général Marmont faisaient les apprêts du passage du Danube, vers Ingolstadt, dans l'intention de se rendre à Munich.

Napoléon ordonna de resserrer la position d'Ulm. Il enjoignit au maréchal Ney de remonter la rive gauche du Danube, et de s'emparer de tous les ponts du fleuve, pour être en mesure d'agir sur les deux rives. Il enjoignit à Murat et à Lannes de remonter de leur côté sur la rive droite, et de contribuer avec Ney à l'investissement plus étroit des Autrichiens. Le lendemain, 9, le maréchal Ney, prompt à exécuter les ordres qu'il recevait, surtout quand ces ordres le rapprochaient de l'ennemi, atteignit les bords du Danube, et les remonta jusqu'à la hauteur d'Ulm. Les premiers ponts qui s'offraient à lui étaient ceux de Günzburg. Il chargea la division Malher de les enlever.

Ces ponts étaient au nombre de trois. (Voir la carte n° 7.) Le principal se trouvait devant la petite ville de Günzburg, le second au-dessus, devant le village de Leipheim, le troisième au-dessous, devant le petit hameau de Reisenbourg. Le général Malher les fit aborder tous à la fois. Il chargea l'officier d'état-major Lefol d'attaquer

celui de Leipheim avec un détachement, et le général Labassée d'attaquer celui de Reisenbourg avec le 59^e de ligne. Lui-même, à la tête de la brigade Marcognet, se réserva l'attaque du pont principal, celui de Günzbourg. Le lit du Danube n'étant pas régulièrement formé dans cette partie de son cours, il fallait traverser une multitude d'îles, de petits bras bordés de saules et de peupliers. Les avant-gardes s'y jetèrent avec résolution, franchirent à gué toutes les eaux qui leur faisaient obstacle, et enlevèrent deux à trois cents Tyroliens avec le baron d'Aspre, général-major qui commandait sur ce point. Nos troupes arrivèrent bientôt devant le grand bras, sur lequel était construit le pont de Günzbourg. Les Autrichiens, en se retirant, en avaient détruit une travée. Le général Malher voulut la faire rétablir. Mais sur l'autre rive étaient placés plusieurs régiments autrichiens, une artillerie nombreuse, et l'archiduc Ferdinand accouru lui-même avec des renforts considérables. Les Autrichiens commençaient à comprendre combien était sérieuse l'opération entreprise sur leurs derrières, et ils voulaient tenter un grand effort pour sauver au moins les ponts les plus rapprochés d'Ulm. Ils dirigèrent sur les Français un feu meurtrier de mousqueterie et d'artillerie. Ceux-ci, n'étant plus abrités par des îles boisées, et restant à découvert sur les graviers du fleuve, supportèrent ce feu avec une rare constance. Passer à gué était impossible. Ils s'élancèrent sur les chevaux de pont pour le réparer avec des madriers. Mais les travailleurs, abattus un à un par les balles ennemies, n'y purent réussir, et les lignes françaises, exposées pendant ce temps aux coups des Autrichiens, essayèrent de pertes cruelles. Le général Malher les fit replier dans les îles boisées, pour ne pas prolonger une témérité inutile.

Cette tentative infructueuse avait coûté quelques centaines d'hommes. Les deux autres attaques s'étaient exécutées simultanément. Des marais impraticables avaient rendu impossible celle de Leipheim. Celle de Reisenbourg avait été plus heureuse. Le général Labassée, ayant à ses côtés le colonel Lacuée, commandant du 59^e, s'était porté avec ce régiment au bord du grand bras du Danube. Les Autrichiens avaient encore détruit une travée du pont, mais pas assez complètement pour empêcher nos soldats de la réparer et d'y passer. Le 59^e franchit le pont, enleva Reisenbourg et les hauteurs environnantes, malgré des forces triples au moins. Son colonel Lacuée y fut tué en combattant à la tête

de ses soldats. En voyant un régiment français jeté seul au delà du Danube, la cavalerie autrichienne accourut au secours de son infanterie, et chargea à outrance le 59^e, formé en carré. Trois fois elle s'élança sur les baïonnettes de ce brave régiment, et trois fois elle fut arrêtée par une fusillade dirigée à bout portant. Le 59^e resta maître du champ de bataille, après des efforts dont le souvenir mérite d'être conservé.

L'un des trois ponts étant franchi, le général Malher porta sa division entière sur Reisenbourg vers la fin du jour. Les Autrichiens n'eurent garde alors de s'obstiner à disputer Günzbourg. Ils se replièrent sur Ulm dans la nuit même, abandonnant aux Français un millier de prisonniers et 500 blessés.

De grands honneurs furent rendus au colonel Lacuée. Les divisions du corps de Ney, réunies à Günzbourg, assistèrent à ses funérailles dans la journée du 10, et payèrent à sa mémoire d'unanimes regrets. Le maréchal Ney plaça la division Dupont sur la rive gauche du fleuve, et fit passer sur la rive droite les divisions Malher et Loison, pour se tenir en communication avec Lannes.

Napoléon était resté jusqu'au 9 au soir à Donauwerth. Il en partit pour se transporter à Augsbourg, parce que là était le centre des renseignements à recueillir et des directions à donner. A Augsbourg, il était entre Ulm d'un côté, Munich de l'autre (voir la carte n° 28), entre l'armée de Souabe qu'il allait envelopper, et les Russes dont une rumeur générale annonçait l'approche. En s'éloignant d'Ulm pour un jour ou deux, il voulut y concentrer le commandement, et par une raison de parenté bien plus que par une raison de supériorité, il plaça sous les ordres de Murat les maréchaux Ney et Lannes, ce qui leur déplut fort, et amena des tiraillements fâcheux. C'étaient là les embarras inséparables du nouveau régime établi en France. La république a ses inconvénients, qui sont les rivalités sanglantes; la monarchie a les siens, qui sont les complaisances de famille. Murat avait ainsi une soixantaine de mille hommes à sa disposition, pour tenir le général Mack en respect sous les murs d'Ulm.

Napoléon, arrivé à Augsbourg, y trouva le maréchal Soult avec le quatrième corps. Le maréchal Davoust s'était établi à Aichach; le général Marmont le suivait; Bernadotte s'acheminait sur Munich. L'armée française se trouvait à peu près dans la position qu'elle avait à Milan lorsque, après avoir franchi miraculeusement le Saint-Bernard,



elle était sur les derrières du général Mélas, le cherchant pour l'envelopper, mais ignorant la route où elle pourrait le saisir. La même incertitude régnait à l'égard des projets du général Mack. Napoléon s'appliquait à prévoir ce qu'il pourrait être tenté de faire dans un péril aussi pressant, et avait peine à le deviner, car le général Mack ne le savait pas lui-même. On devine plus difficilement un adversaire irrésolu qu'un adversaire résolu, et si l'incertitude ne devait vous perdre le lendemain, elle vous servirait la veille à tromper l'ennemi. Dans le doute où il se trouvait, Napoléon prêta le dessein le plus raisonnable au général Mack, celui de s'enfuir par le Tyrol. Ce général, en effet, en se dirigeant vers Memmingen, sur la gauche de la position d'Ulm, n'avait que deux ou trois marches à faire pour gagner le Tyrol par Kempten. (Voir la carte n° 28.) Il se réunissait ainsi à l'armée qui gardait la chaîne des Alpes, et à celle qui occupait l'Italie. Il se sauvait, et allait contribuer à former une masse de 200,000 hommes, masse toujours formidable, quelque position qu'elle occupe sur le théâtre général des opérations. Il échappait, en tout cas, à une catastrophe à jamais célèbre dans les annales de la guerre.

Napoléon lui attribua donc ce dessein, ne s'arrêtant pas à une autre pensée que le général Mack aurait pu concevoir, et qu'il conçut un instant, celle de s'enfuir par la rive gauche du Danube, qui n'était gardée que par l'une des divisions du maréchal Ney, la division Dupont. Ce parti désespéré était le moins supposable, car il exigeait une audace extraordinaire. Il fallait couper la route que les Français avaient suivie, et qui était encore couverte de leurs équipages et de leurs dépôts, s'exposer peut-être à les y rencontrer en masse, et leur passer sur le corps pour se retirer en Bohême. Napoléon n'admit point une telle probabilité, et ne songea qu'à fermer les routes du Tyrol. Il ordonna donc au maréchal Soult de remonter le Lech jusqu'à Landsberg, pour aller occuper Memmingen, et intercepter la route de Memmingen à Kempten. Il remplaça dans Augsbourg le corps du maréchal Soult par celui du général Marmont. Il établit en outre dans cette ville sa garde, qui suivait habituellement le quartier général. Là il attendit les mouvements de ses divers corps d'armée, rectifiant leur marche quand ils en avaient besoin.

Bernadotte, poussant l'arrière-garde de Kienmayer, entra dans Munich le 12 au matin, un

mois juste après l'invasion des Autrichiens et la retraite des Bavaois. Il fit un millier de prisonniers sur le détachement ennemi qu'il poussait devant lui. Les Bavaois, transportés de joie, reçurent les Français avec de vifs applaudissements. On ne pouvait pas venir plus vite ni plus sûrement au secours de ses alliés, surtout quand on était quelques jours auparavant à l'extrémité du continent, sur les bords de la Manche. Napoléon écrivit sur-le-champ à l'électeur pour l'engager à rentrer dans sa capitale. Il l'invita à y revenir avec toute l'armée bavaoise, qui eût été inutile à Würzburg, et qui fut destinée à occuper la ligne de l'Inn, conjointement avec le corps de Bernadotte. Napoléon recommanda de l'employer à faire des reconnaissances, parce que le pays lui était familier, et qu'elle pouvait donner de meilleurs renseignements sur la marche des Russes, qui arrivaient par la route de Vienne à Munich.

Le maréchal Soult, envoyé du côté de Landsberg, n'y rencontra que les cuirassiers du prince Ferdinand qui se repliaient sur Ulm à marches forcées. L'ardeur de nos troupes était si grande que le 26^e de chasseurs ne craignit pas de se mesurer contre la grosse cavalerie autrichienne, et lui enleva un escadron entier avec deux pièces de canon. Cette rencontre prouvait évidemment que les Autrichiens, au lieu de s'enfuir vers le Tyrol, se concentraient derrière l'Inn, entre Memmingen et Ulm, et qu'on allait y trouver une nouvelle bataille de Marengo. Napoléon disposa tout pour la livrer avec la plus grande masse possible de ses forces. Il supposa qu'elle pourrait avoir lieu le 15 ou le 14 octobre; mais, n'étant pas pressé, puisque les Autrichiens ne prenaient pas l'initiative, il préféra le 14, afin d'avoir plus de temps pour réunir ses troupes. D'abord il modifia la position du maréchal Davoust, qu'il porta d'Aichach à Dachau, de manière que ce maréchal, dans un poste avantageux entre Augsbourg et Munich, pouvait, en trois ou quatre heures, ou se porter à Munich pour opposer avec Bernadotte et les Bavaois 60,000 combattants aux Russes, ou se reporter vers Augsbourg pour seconder Napoléon dans ses opérations contre l'armée du général Mack. Après avoir pris ces précautions sur ses derrières, Napoléon fit les dispositions suivantes sur son front, en vue de cette journée supposée du 14. Il ordonna au maréchal Soult d'être établi le 15 à Memmingen, débordant cette position par sa gauche, et se liant par sa droite avec

les corps qui allaient être portés sur l'Iller. Il envoya sa garde à Weissenhorn, où il résolut de se transporter lui-même. Il espérait ainsi rassembler cent mille hommes dans un espace de dix lieues, de Memmingen à Ulm. Les troupes, en effet, pouvant dans une journée faire une marche de cinq lieues et combattre, il lui était facile de réunir sur un même champ de bataille les corps de Ney, Lannes, Murat, Marmont, Soult et la garde. Du reste, la destinée lui réservait un tout autre triomphe que celui qu'il attendait, triomphe plus nouveau, et non moins étonnant par ses vastes conséquences.

Napoléon quitta Augsburg le 12 à onze heures du soir pour se rendre à Weissenhorn. Sur la route il rencontra les troupes du corps de Marmont, composées de Français et de Hollandais, accablées de fatigue, chargées à la fois de leurs armes et de leurs rations de vivres pour plusieurs jours. Le temps, qui avait été beau jusqu'au passage du Danube, était tout à coup devenu affreux. Il tombait une neige épaisse qui fondait, se changeait en boue, et rendait les routes impraticables. Toutes les petites rivières qui se jettent dans le Danube étaient débordées. Les soldats cheminaient au milieu de vrais marécages, souvent gênés dans leur marche par les convois d'artillerie. Cependant ils ne murmuraient pas, Napoléon s'arrêta pour les haranguer, les fit former en cercle autour de lui, leur exposa la situation de l'ennemi, la manœuvre par laquelle il venait de l'envelopper, et leur promit un triomphe aussi beau que celui de Marengo. Les soldats, enivrés par ses paroles, fiers de voir le plus grand capitaine du siècle leur expliquer ses plans, se livrèrent à de vifs transports d'enthousiasme, et lui répondirent par des cris unanimes de *vive l'Empereur!* Ils se remirent en route, impatients d'assister à la grande bataille. Ceux qui avaient entendu les paroles de l'Empereur les répétaient à ceux qui n'avaient pas pu les entendre, et tous s'écriaient avec joie que c'en était fait des Autrichiens, et qu'ils seraient pris jusqu'au dernier.

Il était temps que Napoléon revint sur le Danube, car ses ordres, mal compris par Murat, auraient amené des malheurs, si les Autrichiens avaient été plus entreprenants.

Tandis que Lannes et Murat investissaient Ulm par la rive droite du Danube, Ney, resté à cheval sur le fleuve, avait deux divisions sur la rive droite, et une seule, celle du général Dupont, sur la rive gauche. En se rapprochant d'Ulm

pour l'investir, Ney avait senti le défaut d'une telle situation. Éclairé par les faits qu'il voyait de plus près, guidé par un heureux instinct de la guerre, confirmé dans son avis par le colonel Jomini, officier d'état-major du plus haut mérite, Ney avait entrevu le danger de ne laisser qu'une division sur la rive gauche du fleuve. « Pourquoi, disait-il, les Autrichiens ne saisiraient-ils pas l'occasion de fuir par la rive gauche, en foulant sous leurs pieds nos équipages et nos parcs, qui ne leur opposeraient certainement pas une grande résistance? » Murat n'admettait pas qu'il en pût être ainsi, et, s'appuyant sur les lettres mal interprétées de l'Empereur, qui, s'attendant à une affaire sérieuse sur l'Iller, ordonnait d'y concentrer toutes les troupes, il allait jusqu'à croire que c'était trop de la division Dupont sur la rive gauche, car cette division devait être hors du lieu de l'action le jour de la grande bataille. Cette divergence d'avis fit naître une vive altercation entre Ney et Murat. Ney était blessé d'obéir à un chef qu'il croyait au-dessous de lui par les talents, s'il était au-dessus par la parenté impériale. Murat, plein de l'orgueil de son nouveau rang, fier surtout d'être plus particulièrement initié à la pensée de Napoléon, fit sentir sa supériorité officielle au maréchal Ney, et finit par lui donner des ordres absolus. Sans des amis communs, ces lieutenants de l'Empereur auraient décidé leur querelle d'une manière peu conforme à leur haute position. Il résulta de cette altercation l'envoi d'ordres contradictoires à la division Dupont, et une situation périlleuse pour elle. Mais heureusement, tandis qu'on disputait sur le poste qu'il convenait de lui faire occuper, elle sortait du péril dans lequel l'avait jetée une erreur de Murat, par un combat à jamais mémorable.

Le général Mack, ne pouvant plus douter de son infortune, avait fait un changement de front. Au lieu d'avoir sa droite à Ulm, il y avait sa gauche; au lieu d'avoir sa gauche à Memmingen, il y avait sa droite. Toujours appuyé sur l'Iller, il montrait le dos à la France, comme s'il en était venu, tandis que Napoléon montrait le dos à l'Autriche, comme si elle eût été son point de départ. C'était la position naturelle de deux généraux dont l'un a tourné l'autre. Le général Mack, après avoir attiré à lui les troupes répandues en Souabe, ainsi que celles qui étaient revenues battues de Wertingen et de Günzbourg, avait laissé quelques détachements sur l'Iller de Memmingen à Ulm, et avait réuni la plus grande

partie de ses forces à Ulm même, dans le camp retranché qui domine cette ville.

On connaît la situation et la forme de ce camp, déjà décrit dans cette histoire. (Voir la carte n° 7.) Sur ce point la rive gauche du Danube domine de beaucoup la rive droite. Tandis que la rive droite présente une plaine marécageuse légèrement inclinée vers le fleuve, la rive gauche, au contraire, présente une suite de hauteurs dessinées en terrasse, et baignées par le Danube, à peu près comme la terrasse de Saint-Germain est baignée par la Seine. Le Michelsberg est la principale de ces hauteurs. Les Autrichiens y étaient campés au nombre de 60,000 environ, ayant la ville d'Ulm à leurs pieds.

Le général Dupont, qui était demeuré seul sur la rive gauche, et qui, conformément aux ordres du maréchal Ney, devait se rapprocher d'Ulm le 11 octobre au matin, s'était porté en vue de cette place par la route d'Albeck. C'est ce même moment que Murat et Ney réunis à Günzburg employaient à disputer, et que Napoléon accouru à Augsbourg employait à faire ses dispositions générales. Le général Dupont, arrivé au village de Haslach, d'où l'on aperçoit le Michelsberg dans tout son développement, y découvrit 60,000 Autrichiens dans une attitude imposante. Les dernières marches, exécutées au milieu du plus mauvais temps et avec une extrême rapidité, avaient réduit sa division à 6,000 hommes. On lui avait cependant laissé les dragons à pied de Baraguey-d'Hilliers, lesquels, pendant le trajet du Rhin au Danube, avaient été adjoints non pas à Murat, mais au maréchal Ney. C'était un renfort de 5,000 hommes, qui aurait pu être d'une grande utilité s'il n'était resté à Langenau, trois lieues en arrière.

Le général Dupont, arrivé en présence du Michelsberg et des 60,000 hommes qui l'occupaient, se trouva devant eux avec trois régiments d'infanterie, deux de cavalerie, et quelques pièces de canon. Cet officier, si malheureux depuis, fut saisi, à cette vue, d'une inspiration qui honorerait les plus grands généraux. Il jugea que, s'il reculait, il allait déceler sa faiblesse, et être bientôt enveloppé par 10,000 chevaux lancés à sa poursuite; que si, au contraire, il faisait acte d'audace, il tromperait les Autrichiens, leur persuaderait qu'il était l'avant-garde de l'armée française, les obligerait à être circonspects, et aurait ainsi le temps de se retirer du mauvais pas où il était engagé.

En conséquence, il fit sur-le-champ ses dispo-

sitions pour combattre. A sa gauche, il avait le village de Haslach, entouré d'un petit bois. Il y plaça le 52^e, devenu célèbre en Italie et commandé à cette époque par le colonel Darricau, le 1^{er} de hussards, une partie de son artillerie. A sa droite, adossée de même à un bois, il plaça le 96^e de ligne, commandé par le colonel Barrois, le 9^e léger, commandé par le colonel Meunier, plus, le 17^e de dragons. Un peu en avant de sa droite, il avait le village de Jungingen, entouré aussi de quelques bouquets de bois, et il le fit occuper par un détachement.

C'est dans cette position que le général Dupont reçut les Autrichiens, détachés, au nombre de 25,000, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, pour combattre une division de 6,000 Français. Le général Dupont, toujours bien inspiré en cette circonstance, s'aperçut promptement que sa division serait détruite par la mousqueterie seule, s'il laissait les Autrichiens déployer leur ligne et étendre leurs feux. Joignant alors à l'audace d'une grande résolution l'audace d'une exécution vigoureuse, il ordonna aux deux régiments de sa droite, le 96^e de ligne et le 9^e léger, de charger à la baïonnette. Au signal donné par lui, ces deux braves régiments s'ébranlent, et marchent, la baïonnette baissée, sur la première ligne autrichienne. Ils la culbutent, la mettent en désordre, et lui font quinze cents prisonniers, qu'on envoie à la gauche pour les enfermer dans le village de Haslach. Le général Dupont, après ce fait d'armes, se remet en position avec ses deux régiments, et attend immobile la suite de cet étrange combat. Mais les Autrichiens, ne pouvant se tenir pour battus, reviennent sur lui avec de nouvelles troupes. Nos soldats s'avancent une seconde fois à la baïonnette, repoussent les assaillants, et font encore de nombreux prisonniers. Dégoûtés de ces inutiles attaques de front, les Autrichiens dirigent leurs efforts sur nos ailes. Ils abordent le village de Haslach qui couvrait la gauche de la division Dupont, et qui contenait leurs prisonniers. Le 52^e, dont le tour était venu de combattre, leur dispute énergiquement ce village, et les en chasse, tandis que le 1^{er} de hussards, rivalisant avec l'infanterie, exécute des charges vigoureuses sur les colonnes repoussées. Les Autrichiens ne se bornent pas à attaquer Haslach, ils font une tentative à l'aile opposée, et essayent d'enlever le village de Jungingen, placé à la droite du général Dupont. Favorisés par le nombre, ils y pénètrent et s'en rendent maîtres un moment. Le général Dupont,

appréciant le danger, fait réattaquer Jungingen par le 96^e, et parvient à le reprendre. On le lui enlève de nouveau, il le reprend encore. Ce village est ainsi emporté de vive force cinq fois de suite, et, dans la confusion de ces attaques réitérées, les Français font chaque fois des prisonniers. Mais, tandis que les Autrichiens s'épuisent en efforts impuissants contre cette poignée de soldats, leur immense cavalerie, débordant dans tous les sens, se jette sur le 17^e de dragons, le charge à plusieurs reprises, lui tue son colonel, le brave Saint-Dizier, et l'oblige à se replier dans le bois auquel il était adossé. Une nuée de cavaliers autrichiens se répand alors sur les plateaux environnants, court jusqu'au village d'Albeck d'où était partie la division Dupont, lui enlève ses bagages que les dragons de Baraguey-d'Hilliers auraient dû défendre, et ramasse ainsi quelques vulgaires trophées, triste consolation d'une défaite essuyée par 25,000 hommes contre 6,000.

Il devenait urgent de mettre un terme à un engagement aussi périlleux. Le général Dupont, après avoir fatigué les Autrichiens par cinq heures d'une lutte acharnée, se hâte de profiter de la nuit pour se retirer sur Albeck. Il y marche en bon ordre, en se faisant précéder par 4,000 prisonniers.

Si le général Dupont, en livrant ce combat extraordinaire, n'avait arrêté les Autrichiens, ceux-ci auraient fui en Bohême, et l'une des plus belles combinaisons de Napoléon aurait complètement échoué. C'est une preuve qu'aux grands généraux il faut de grands soldats, car les plus illustres capitaines ont souvent besoin que leurs troupes réparent par leur héroïsme, ou les hasards de la guerre, ou les erreurs que le génie lui-même est exposé à commettre.

Cette rencontre avec une partie de l'armée française provoqua d'orageuses délibérations dans le quartier général autrichien. On était informé de la présence du maréchal Soult à Landsberg; on ne supposait pas le général Dupont seul à Albeck, on commençait à se croire cerné de toutes parts. Le général Mack, sur lequel les Autrichiens ont voulu jeter toute la honte de leur désastre, était tombé dans un désordre d'esprit facile à concevoir. Quoi qu'en aient dit des juges qui ont raisonné après l'événement, il aurait fallu, pour qu'il se sauvât, qu'une inspiration du ciel lui eût révélé tout à coup la faiblesse du corps qui était devant lui, et la possibilité en l'écrasant de se retirer en Bohême. L'infortuné,

qui ne savait pas ce qu'on a su depuis, et qui ne devait guère penser que les Français fussent si faibles sur la rive gauche, se mit à délibérer avec l'auguste compagnon de son triste sort, l'archiduc Ferdinand. Il perdit en agitations d'esprit un temps précieux, et ne sut se résoudre ni à fuir vers la Bohême en passant sur le corps de la division Dupont, ni à fuir vers le Tyrol en forçant le passage à Memmingen. Le parti qui lui sembla le plus sûr fut de s'établir plus solidement encore dans sa position d'Ulm, d'y concentrer son armée, et d'attendre là, en une grosse masse difficile à enlever d'assaut, l'arrivée des Russes par Munich, ou de l'archiduc Charles par le Tyrol. Il se disait que le général Kienmayer avec 20,000 Autrichiens, le général Kutusof avec 60,000 Russes, allaient paraître sur la route de Munich; que l'archiduc Jean avec le corps du Tyrol, même l'archiduc Charles avec l'armée d'Italie, ne pouvaient manquer d'accourir à son secours par Kempten, et que ce serait alors Napoléon qui se trouverait en péril, car il serait pressé entre 80,000 Austro-Russes arrivant de l'Autriche, 25,000 Autrichiens descendant du Tyrol, et 70,000 Autrichiens campés sous Ulm, ce qui ferait 175,000 hommes. Mais il aurait fallu que ces diverses réunions s'opérassent malgré Napoléon, placé au centre avec 160,000 Français habitués à vaincre. Dans le malheur on accueille avec empressement la moindre lueur d'espérance, et le général Mack croyait jusqu'aux faux rapports que lui faisaient les espions envoyés par Napoléon. Ces espions lui disaient tantôt qu'un débarquement d'Anglais à Boulogne allait rappeler les Français sur le Rhin, tantôt que les Russes et l'archiduc Charles débouchaient par la route de Munich.

Dans les situations difficiles, les subordonnés deviennent hardis et discoureurs; ils blâment les chefs et ont des avis. Le général Mack avait autour de lui des subordonnés, qui étaient de grands seigneurs, et qui ne craignaient pas d'élever la voix. Ceux-ci voulaient s'enfuir en Tyrol, ceux-là en Wurtemberg, quelques autres en Bohême. Ces derniers, qui avaient raison par hasard, s'appuyaient sur le combat de Haslach pour soutenir que la route de Bohême était ouverte. L'ordinaire effet de la contradiction sur un esprit agité est de l'affaiblir encore, et d'amener des demi-partis, toujours les plus funestes de tous. Le général Mack, pour accorder quelque chose aux opinions qu'il combattait, prit deux résolutions fort singulières de la part d'un homme décidé à demeurer

à Ulm. Il envoya la division Jellachich à Memmingen, pour renforcer ce poste que le général Spangen gardait avec 3,000 hommes, dans l'intention de se tenir ainsi en communication avec le Tyrol. Il fit sortir le général Riese pour s'emparer des hauteurs d'Elehingen, avec une division entière, afin de s'étendre sur la rive gauche, et d'essayer une forte reconnaissance sur les communications des Français.

A rester dans Ulm, pour y attendre des secours et y livrer au besoin une bataille défensive, il fallait y rester en masse, et ne pas envoyer des corps aux deux extrémités de la ligne qu'on occupait, car c'était les exposer à être détruits l'un après l'autre. Quoi qu'il en soit, le général Mack fit occuper par le général Riese le couvent d'Elehingen, qui est situé sur les hauteurs de la rive gauche, tout près de Haslach, où l'on avait combattu le 11. Au pied de ces hauteurs et au-dessous du couvent, se trouvait un pont que Murat avait fait occuper par un détachement français. Les Autrichiens avaient précédemment essayé de le détruire. Le détachement de Murat, pour se couvrir à l'approche des troupes du général Riese, acheva de le ruiner en le brûlant. Cependant il restait les pilotis enfoncés dans le fleuve, et que les eaux avaient sauvés de l'incendie. De la sorte l'armée française était sans communication avec la rive gauche, autrement que par les ponts de Günzbourg, placés fort au-dessous d'Elehingen. La division Dupont s'était retirée à Langenau. La retraite était donc ouverte aux Autrichiens. Heureusement ils l'ignoraient !

C'est sur ces entrefaites que Napoléon, parti d'Augsbourg le 12 octobre au soir, parvint à Ulm le 13. A peine arrivé, il parcourut à cheval, par un temps affreux, toutes les positions qu'occupaient ses lieutenants. Il trouva ceux-ci fort irrités les uns à l'égard des autres, et soutenant des avis entièrement différents. Lannes, dont le sens était sûr et pénétrant à la guerre, avait jugé, comme le maréchal Ney, qu'au lieu de vouloir accepter une bataille sur l'Iller, les Autrichiens songeaient plutôt à s'enfuir en Bohême par la rive gauche, en passant sur le corps de la division Dupont. Si Napoléon loin des lieux avait pu avoir des doutes, il ne lui en resta plus un seul sur les lieux mêmes. D'ailleurs, en ordonnant de veiller à la rive gauche et d'y placer la division Dupont, il allait sans dire qu'on ne devait pas y laisser cette division sans appui, sans s'assurer surtout le moyen de passer d'une rive à l'autre, pour la secourir si elle était attaquée. Ainsi les

instructions de Napoléon n'avaient pas été mieux comprises que la situation elle-même. Il donna donc complètement raison aux maréchaux Ney et Lannes contre Murat, et prescrivit de réparer sur-le-champ les graves fautes commises les jours précédents. Il résolut de rétablir les communications de la rive droite à la rive gauche par le pont le plus voisin d'Ulm, celui d'Elehingen. On aurait pu descendre jusqu'à Günzbourg, qui nous appartenait, y repasser le Danube, et remonter avec la division Dupont renforcée jusqu'à Ulm. Mais c'était un mouvement fort allongé qui laissait aux Autrichiens bien du temps pour s'enfuir. Il valait bien mieux, à la pointe du jour du 14, rétablir de vive force le pont d'Elehingen qu'on avait sous les yeux, et se transporter en nombre suffisant sur la rive gauche, pendant que le général Dupont averti remonterait de Langenau sur Albeck et Ulm.

Napoléon donna ses ordres en conséquence pour le lendemain 14. Le maréchal Soult avait été porté à l'extrémité de la ligne de l'Iller vers Memmingen ; le général Marmont s'avancait en intermédiaire sur l'Iller. Lannes, Ney, Murat, réunis sous Ulm, allaient se mettre à cheval sur les deux rives du Danube, pour tendre la main à la division Dupont laissée sur la rive gauche. Mais pour cela il fallait rétablir le pont d'Elehingen. C'est à Ney que fut réservé l'honneur d'exécuter, dans la matinée du 14, l'acte de vigueur qui devait nous rendre la possession des deux rives du fleuve. (Voir la carte n° 7.)

Cet intrépide maréchal ne pouvait se consoler de quelques paroles peu convenables qu'il avait essuyées de Murat, dans la récente altercation qu'il avait eue avec lui. Murat, comme importuné de raisonnements trop longs, lui avait dit qu'il ne comprenait rien à tous les plans qu'on lui exposait, et qu'il avait l'habitude de ne faire les siens qu'en face de l'ennemi. C'était la réponse superbe qu'un homme d'action aurait pu adresser à un vain discoureur. Le maréchal Ney, à cheval, dès le matin du 14, en grand uniforme, paré de ses décorations, saisit le bras de Murat, et, le secouant fortement devant tout l'état-major et devant l'Empereur lui-même, lui dit fièrement : « Venez, prince, venez faire avec moi vos plans en face de l'ennemi. » Puis, se portant au galop vers le Danube, il alla, sous une grêle de balles et de mitraille, ayant de l'eau jusqu'au ventre de son cheval, diriger la périlleuse opération dont il était chargé.

Il fallait réparer le pont, duquel il ne restait

que les chevalets sans travées, le franchir, traverser une petite prairie qui s'étendait entre le Danube et le pied de la hauteur, s'emparer ensuite du village et du couvent d'Elchingen, qui s'élevait en amphithéâtre, et qui était gardé par 20,000 hommes et une formidable artillerie.

Le maréchal Ney, que tant d'obstacles n'effrayaient point, ordonna à un aide de camp du général Loison, le capitaine Coisel, et à un sapeur, de se saisir de la première planche, et de la porter sur les chevalets du pont, afin de rétablir le passage, sous le feu des Autrichiens. Le brave sapeur eut la jambe emportée d'un coup de mitraille, mais il fut immédiatement remplacé. Une planche fut d'abord jetée en forme de travée, puis une seconde et une troisième. Après avoir réparé cette travée, on en répara une autre, et on arriva de la sorte à couvrir le dernier chevalet sous une fusillade meurtrière, que d'adroits tirailleurs dirigeaient de l'autre rive sur nos travailleurs. Aussitôt, les voltigeurs du 6^e léger, les grenadiers du 59^e et une compagnie de carabiniers, sans attendre que le pont fût entièrement consolidé, se jetèrent de l'autre côté du Danube, dispersèrent les Autrichiens qui gardaient la rive gauche, et se ménagèrent assez de place pour que la division Loison pût venir à leur secours.

Le maréchal Ney fit alors passer le 59^e et le 6^e léger sur l'autre rive du fleuve. Il ordonna au général Villatte de se mettre à la tête du 59^e et de s'étendre à droite dans la prairie, pour la faire évacuer par les Autrichiens, tandis que lui-même avec le 6^e léger enlèverait le couvent. Le 59^e, arrêté, pendant qu'il traversait le pont, par la cavalerie française qui s'y précipitait avec ardeur, ne réussit pas à passer tout entier. Le 1^{er} bataillon de ce régiment put seul exécuter l'ordre qu'il avait reçu. Il eut à essayer les charges de la cavalerie autrichienne et l'attaque de trois bataillons ennemis ; il fut même, après une résistance opiniâtre, ramené un moment au débouché du pont. Mais bientôt secouru par son second bataillon, rejoint par les 69^e et 76^e de ligne, il recouvra l'espace perdu, resta maître de toute la prairie à droite, et obligea les Autrichiens à regagner les hauteurs. Pendant ce temps Ney, à la tête du 6^e léger, gravissait les rues tortueuses du village d'Elchingen, sous le feu plongeant des maisons qui étaient remplies d'infanterie. Il arracha le village, une maison après l'autre, aux mains des Autrichiens, et enleva le couvent qui est sur le sommet de la hauteur. Arrivé en cet endroit, il avait devant lui les plateaux ondulés, parsemés

de bois, sur lesquels la division Dupont avait combattu le 11. Ces plateaux s'étendent jusqu'au Michelsberg, au-dessus même de la ville d'Ulm. Ney voulut s'y établir, pour n'être pas culbuté dans le Danube par un retour offensif de l'ennemi. Un fort bouquet de bois venait jusqu'au bord de la hauteur se joindre au couvent et au village d'Elchingen. Ney résolut de s'en emparer pour y appuyer sa gauche. Il voulait, sa gauche étant bien assurée, pivoter sur elle, et porter sa droite en avant. Il jeta dans le bois le 69^e de ligne, qui s'y précipita malgré une vive fusillade. Tandis que l'on combattait de ce côté avec acharnement, le reste du corps autrichien était formé en plusieurs carrés de 2,000 à 3,000 hommes chacun. Ney les fit attaquer par les dragons suivis de l'infanterie en colonne. Le 18^e de dragons exécuta sur l'un d'eux une charge si vigoureuse, qu'il pénétra, et le contraignit à mettre bas les armes. Les Autrichiens, à cette vue, se retirèrent en toute hâte, s'enfuirent d'abord vers Haslach, et vinrent enfin se rallier sur le Michelsberg.

Sur ces entrefaites, le général Dupont, reporté de Langenau vers Albeck, avait rencontré le corps de Werneck, l'un de ceux qui étaient sortis d'Ulm la veille, dans l'intention de pousser des reconnaissances sur la rive gauche du Danube et de chercher un moyen de retraite pour l'armée autrichienne. En entendant le canon sur ses derrières, le général Werneck avait rebroussé chemin, et était revenu sur le Michelsberg par la route d'Albeck à Ulm. Il y arrivait à l'instant même où la division Dupont s'y rendait de son côté, et où le maréchal Ney enlevait les hauteurs d'Elchingen. Un nouveau combat s'engagea sur ce point entre le général Werneck qui voulait regagner Ulm, et le général Dupont qui voulait au contraire l'en empêcher. Le 52^e et le 9^e léger se précipitèrent en colonne serrée sur l'infanterie des Autrichiens, et la repoussèrent pendant que le 96^e recevait en carré les charges de leur cavalerie. La journée s'acheva au milieu de cette mêlée, le maréchal Ney ayant glorieusement reconquis la rive gauche, et le général Dupont ayant coupé au corps de Werneck le retour vers Ulm. On avait fait 3,000 prisonniers et enlevé beaucoup d'artillerie. Mais ce qui valait mieux, les Autrichiens étaient définitivement enfermés dans Ulm, et cette fois sans aucune chance de se sauver, la plus heureuse inspiration leur vint-elle à ce dernier moment.

Pendant que ces événements avaient lieu sur la

rive gauche, Lannes s'était approché d'Ulm par la rive droite, le général Marmont s'était avancé vers l'Iller, et le maréchal Soult, débordant l'extrémité de la position des Autrichiens, s'était emparé de Memmingen. On travaillait encore à palissader cette ville quand le maréchal Soult y était arrivé. Il l'avait rapidement investie, et avait obligé le général Spangenberg à déposer les armes avec 5,000 hommes, toute son artillerie et beaucoup de chevaux. Le général Jellachich, accourant trop tard pour secourir Memmingen avec sa division, et se trouvant en face d'un corps d'armée de 50,000 hommes, se retira, non pas sur Ulm, qu'il craignait de ne pouvoir plus regagner, mais sur Kempten et le Tyrol. Le maréchal Soult s'achemina sur-le-champ vers Ochsenhausen, pour achever dans tous les sens l'investissement de la place et du camp retranché d'Ulm.

Telle était la situation à la fin de la journée du 14 octobre. Après le départ du général Jellachich et les divers combats qui avaient été livrés, le général Mack était réduit à 50,000 hommes. Encore fallait-il en déduire le corps de Werneck, séparé de lui par la division Dupont. Ce malheureux général se trouvait donc dans une position désespérée. Il n'avait aucun bon parti à prendre. Sa seule ressource était de se précipiter l'épée à la main sur l'un des points du cercle de fer dans lequel on l'avait enfermé, pour mourir ou s'ouvrir une issue. Se jeter sur Ney et Dupont était encore le parti le moins désastreux. Certainement il eût été battu, car Lannes, Murat allaient accourir par le pont d'Elehingen au secours de Ney et de Dupont, et il ne fallait pas une telle réunion de forces pour vaincre des soldats démoralisés. Cependant l'honneur des armes eût été sauvé, et, après la victoire, c'est le plus précieux résultat à obtenir. Mais le général Mack persista dans la résolution de se concentrer à Ulm, et d'y attendre les secours des Russes. Il essaya de violentes attaques de la part du prince de Schwartzberg et de l'archiduc Ferdinand. Ce dernier surtout voulait à tout prix échapper au malheur d'être fait prisonnier. Le général Mack montra les pouvoirs de l'Empereur, qui, en cas de dissentiment,

lui attribuaient l'autorité suprême. Mais c'était assez pour le rendre responsable, pas assez pour le faire obéir. L'archiduc Ferdinand résolut, grâce à sa position moins dépendante, de se soustraire aux ordres du général en chef. La nuit venue, il choisit celle des portes d'Ulm qui l'exposait le moins à rencontrer les Français, et il sortit avec 6,000 ou 7,000 chevaux et un corps d'infanterie, dans l'intention de rejoindre le général Werneck, et de s'enfuir par le haut Palatinat vers la Bohême. En réunissant au détachement qui le suivait le corps du général Werneck, l'archiduc Ferdinand priva le général Mack d'une vingtaine de mille hommes, et le laissait dans Ulm avec 50,000 seulement, bloqué de toutes parts, et réduit à mettre bas les armes de la manière la plus ignominieuse.

On a dit faussement que le départ du prince prouvait la possibilité de sortir d'Ulm. Il est d'abord tout à fait improbable que l'armée entière avec son artillerie et son matériel pût se dérober comme un simple détachement, composé en majeure partie de troupes à cheval. Mais ce qui arriva quelques jours après à l'archiduc Ferdinand démontre que l'armée elle-même eût trouvé sa perte dans cette fuite. La grande faute était de se diviser. Il fallait ou rester, ou sortir tous ensemble; rester pour livrer une bataille acharnée à la tête de 70,000 hommes; sortir pour se précipiter avec ces 70,000 hommes sur l'un des points de l'investissement, et y trouver soit la mort, soit le succès que la fortune accorde quelquefois au désespoir. Mais se diviser, les uns pour s'enfuir avec Jellachich vers le Tyrol, les autres pour escorter la fuite d'un prince en Bohême, les autres pour signer une capitulation à Ulm, était de toutes les manières de se conduire la plus déplorable. Du reste l'expérience enseigne que, dans ces situations, l'âme humaine abattue, quand elle a commencé à descendre, descend si bas, qu'entre tous les partis elle prend le plus mauvais. Il faut ajouter, pour être juste, que le général Mack s'est toujours défendu depuis d'avoir voulu cette division des forces autrichiennes et ces retraites séparées¹.

¹ Les Autrichiens n'ont jamais fait connaître leurs opérations dans cette première partie de la campagne de 1805. On a publié néanmoins beaucoup d'écrits en Allemagne, dans lesquels on s'est attaché à accabler le général Mack, à exalter l'archiduc Ferdinand, pour expliquer par l'ineptie d'un seul homme le désastre de l'armée autrichienne, et diminuer en même temps la gloire des Français. Ces écrits sont tous inexacts et injustes, et s'appuient la plupart du temps sur des circonstances fausses, dont l'impossibilité même est démontrée. Je

me suis procuré avec beaucoup de peine l'un des rares exemplaires de la défense présentée par le général Mack au conseil de guerre devant lequel il fut appelé à comparaître. Cette défense, d'une forme singulière, d'un ton contraint, surtout à l'égard de l'archiduc Ferdinand, plus remplie de réflexions déclamatoires que de faits, m'a cependant fourni le moyen de bien préciser les intentions du général autrichien, et de rectifier un grand nombre de suppositions absurdes. Je crois donc être arrivé dans ce récit à la vérité, autant du moins qu'il est

Napoléon avait passé la nuit du 14 au 15 dans le couvent d'Elchingen. Le 15 au matin, il résolut d'en finir, et donna l'ordre au maréchal Ney d'enlever les hauteurs du Michelsberg. Ces hauteurs placées en avant d'Ulm, quand on vient par la rive gauche, dominant cette ville, qui est, comme nous l'avons dit, située à leur pied, au bord même du Danube. (Voir la carte n° 7.) Lannes avait passé avec son corps par le pont d'Elchingen, et flanquait l'attaque de Ney. Il devait enlever le Frauenberg, hauteur voisine de celle du Michelsberg. Napoléon était sur le terrain, ayant Lannes auprès de lui, observant d'un côté les positions que Ney allait aborder à la tête de ses régiments, et de l'autre plongeant ses regards sur la ville d'Ulm placée dans le fond. Tout à coup une batterie démasquée par les Autrichiens vomit la mitraille sur le groupe impérial. Lannes saisit brusquement les rênes du cheval de Napoléon pour l'éloigner de ce feu meurtrier. Napoléon qui ne recherchait pas le feu, et ne l'évitait pas non plus, qui ne s'en approchait qu'autant qu'il le fallait pour juger des choses d'après ses propres yeux, se place de manière à voir l'action avec moins de péril. Ney ébranle ses colonnes, gravit les retranchements élevés sur le Michelsberg, et les emporte à la baïonnette. Napoléon, craignant que l'attaque de Ney ne soit trop prompte, veut la ralentir pour donner à Lannes le temps d'aborder le Frauenberg, et de diviser ainsi l'attention de l'ennemi. « La gloire ne se partage pas, » répond Ney au général Dumas, qui lui apporte l'ordre d'attendre le secours de Lannes; et il continue sa marche, surmonte tous les obstacles, et parvient avec son corps sur le revers des hauteurs, au-dessus même de la ville d'Ulm. Lannes enlève de son côté le Frauenberg, et réunis ils descendent ensemble pour s'approcher des murs de la place. Dans l'ardeur qui entraînait les colonnes d'attaque, le 47^e léger, sous les ordres du colonel Vedel, de la division Suchet, escalade le bastion placé le plus près du fleuve, et s'y établit. Mais les Autrichiens, s'apercevant de la position aventureuse de ce régiment, se jettent sur lui, le repoussent et lui font quelques prisonniers.

Napoléon crut devoir suspendre le combat, et remettre au lendemain le soin de sommer la place, et, si elle résistait, de la prendre d'as-

permis de l'espérer à l'égard d'événements qui n'ont pas été constatés par écrit même en Autriche, et qui sont presque sans témoins vivants aujourd'hui. Les principaux personnages en

saut. Pendant cette journée, le général Dupont, demeuré depuis la veille en face du corps de Werneck, s'était de nouveau engagé avec lui, pour l'empêcher de regagner Ulm. Napoléon avait envoyé Murat pour voir ce qui se passait de ce côté, car il avait la plus grande peine à se l'expliquer, ignorant la sortie d'une partie de l'armée autrichienne. Bientôt il devint évident pour lui que plusieurs détachements avaient réussi à se dérober par l'une des portes d'Ulm, celle qui était le moins exposée à la vue et à l'action des Français. Il chargea sur-le-champ Murat, avec la réserve de cavalerie, la division Dupont et les grenadiers Oudinot, de suivre à outrance la portion de l'armée ennemie qui s'était échappée de la place.

Le lendemain, 16, il fit jeter quelques obus dans Ulm, et le soir il donna l'ordre à l'un des officiers de son état-major, M. de Ségur, de se transporter auprès du général Mack pour le sommer de mettre bas les armes. Obligé de marcher la nuit par un très-mauvais temps, M. de Ségur eut la plus grande peine à pénétrer dans la place. Il fut amené les yeux bandés devant le général Mack, qui, s'efforçant de cacher sa profonde anxiété, ne put cependant dissimuler sa surprise et sa douleur en apprenant toute l'étendue de son désastre. Il ne la connaissait pas entièrement, car il ignorait encore qu'il était cerné par plus de 100,000 Français, que 60,000 autres occupaient la ligne de l'Inn, que les Russes au contraire étaient fort loin, et que l'archiduc Charles, retenu sur l'Adige par le maréchal Masséna, ne pourrait arriver. Chacune de ces nouvelles, qu'il ne voulait d'abord pas croire, mais qu'il était bientôt obligé d'admettre sur l'assertion réitérée et véridique de M. de Ségur, déchirait son âme. Après s'être beaucoup récrié contre la proposition de capituler, le général Mack finit par en supporter l'idée, à la condition d'attendre quelques jours le secours des Russes. Il était prêt, disait-il, à se rendre sous huit jours, si les Russes ne paraissaient pas devant Ulm. M. de Ségur avait ordre de ne lui en accorder que cinq, et à la rigueur six. En cas de refus, il devait le menacer d'un assaut, et du sort le plus rigoureux pour les troupes placées sous son commandement.

Cet infortuné général mettait son honneur, désormais perdu, à obtenir huit jours au lieu de

effet sont morts, et il y a eu en Allemagne un motif fort naturel, fort excusable de défigurer la vérité, celui de sauver l'amour-propre national en accablant un seul homme.

six. M. de Ségur se retira pour porter sa réponse à l'Empereur. Les pourparlers continuèrent, et enfin Berthier, introduit lui-même dans la place, convint avec le général Mack des conditions suivantes. Si le 25 octobre, avant minuit, un corps austro-russe capable de débloquer Ulm ne se présentait pas, l'armée autrichienne devait déposer les armes, se constituer prisonnière de guerre, et être conduite en France. Les officiers autrichiens pouvaient rentrer en Autriche à la condition de ne plus servir contre la France. Chevaux, armes, munitions, drapeaux, tout devait appartenir à l'armée française.

On traitait le 19 octobre, mais on devait dater la convention du 17, ce qui en apparence donnait au général Mack les huit jours demandés. Cet infortuné, arrivé au quartier général de l'Empereur, et reçu avec les égards dus au malheur, affirma itérativement qu'il n'était pas coupable des désastres de son armée, qu'on s'était établi à Ulm par ordre du conseil aulique, et que depuis l'investissement on s'était divisé malgré sa volonté formelle.

C'était, comme on le voit, une nouvelle convention d'Alexandrie, moins la terrible effusion de sang de Marengo.

Pendant ce temps, Murat, à la tête de la division Dupont, des grenadiers Oudinot et de la réserve de cavalerie, rachetait sa faute récente en poursuivant les Autrichiens avec une rapidité vraiment prodigieuse. Il suivait à outrance le général Werneck et le prince Ferdinand, jurant de ne pas laisser échapper un seul homme. (Voir la carte n° 29.) Parti le 16 octobre au matin, il livra le soir à Neresstetten un combat d'arrière-garde au général Werneck, et lui enleva 2,000 prisonniers. Le lendemain, 17, il se dirigea sur Heidenheim, tâchant de déborder les flancs de l'ennemi par la marche rapide de sa cavalerie. Le général Werneck et l'archiduc Ferdinand, alors réunis, faisaient leur retraite en commun. Dans la journée, on dépassa Heidenheim, et on arriva à Neresheim à la nuit, en même temps que l'arrière-garde du corps de Werneck. On la mit en désordre, et on la contraignit à se disperser dans les bois. Le lendemain 18, Murat, marchant sans relâche, suivit l'ennemi sur Nordlingen. Le régiment de Stuart enveloppé se livra tout entier. Le général Werneck, se voyant cerné de toutes parts et ne pouvant plus avancer avec une infanterie harassée, n'ayant plus ni l'espérance ni même la volonté de se sauver, offrit de capituler. La capitulation fut acceptée,

et ce général posa les armes avec 8,000 hommes. Trois généraux autrichiens, emmenant une partie de la cavalerie, voulurent s'échapper malgré la capitulation. Murat leur envoya un officier pour les rappeler à l'exécution de leur engagement. Ils n'écoutèrent rien, et allèrent rejoindre le prince Ferdinand. Murat se promit de punir un tel manque de foi en les poursuivant plus activement encore le lendemain. Dans la nuit on s'empara du grand parc, composé de 500 voitures.

Cette route offrait un spectacle de confusion inouï. Les Autrichiens s'étaient jetés sur nos communications; ils avaient pris beaucoup de nos équipages, de nos trainards, et une partie du trésor de Napoléon. On leur reprit tout ce qu'ils avaient conquis pour un moment, plus leur artillerie, leurs équipages et leur propre trésor. On voyait des soldats, des employés des deux armées fuir en désordre, sans savoir où ils allaient, ignorant quel était le vainqueur ou le vaincu. Des paysans du haut Palatinat couraient après les fuyards, les dépouillaient, et coupaient les traits de l'artillerie autrichienne pour s'en approprier les chevaux. Murat, continuant sa poursuite, arriva le 19 à Gunzenhausen, frontière prussienne d'Anspach. Un officier prussien eut la hardiesse de venir réclamer la neutralité, quand les fugitifs autrichiens avaient obtenu l'autorisation de traverser le pays. Murat, pour toute réponse, entra de vive force dans Gunzenhausen, et suivit l'archiduc au delà. Le lendemain, 20, il dépassa Nuremberg. L'ennemi, sentant ses forces épuisées, finit par s'arrêter. Un combat s'engagea entre les deux cavalleries. Après des charges nombreuses reçues et rendues, les escadrons de l'archiduc se dispersèrent, et la plus grande partie d'entre eux mit bas les armes. Quelque infanterie qui restait se rendit prisonnière. Le prince Ferdinand dut au dévouement d'un sous-officier, qui lui donna son cheval, l'avantage de sauver sa personne. Il gagna, avec deux ou trois mille chevaux, la route de Bohême.

Murat ne crut pas devoir pousser plus loin. Il avait marché quatre jours sans se reposer, faisant plus de dix lieues par jour. Ses troupes étaient harassées de fatigue. Prolongée au delà de Nuremberg, cette poursuite l'eût emporté hors du cercle des opérations de l'armée. D'ailleurs ce qui restait au prince Ferdinand ne valait pas une marche de plus. Dans cette circonstance mémorable, Murat avait pris 12,000

prisonniers, 120 pièces de canon, 500 voitures, 11 drapeaux, 200 officiers, 7 généraux, plus le trésor de l'armée autrichienne. Il avait donc sa glorieuse part de cette immortelle campagne.

Le plan de Napoléon était complètement réalisé. On était au 20 octobre, et en vingt jours, sans livrer bataille, par une suite de marches et quelques combats, une armée de 80,000 hommes était détruite. Il ne s'était enfui que le général Kienmayer avec une douzaine de mille hommes, le général Jellachich avec cinq ou six, le prince Ferdinand avec deux ou trois mille chevaux. On avait recueilli à Wertingen, à Günzbourg, à Haslach, à Munich, à Elchingen, à Memmingen, dans la poursuite dirigée par Murat, environ 50,000 prisonniers ¹. Il en restait 30,000 qu'on allait trouver dans Ulm. C'étaient 60,000 hommes en tout qu'on avait enlevés, avec leur artillerie composée de 200 bouches à feu, avec 4,000 ou 5,000 chevaux très-propres à remonter notre cavalerie, avec tout le matériel de l'armée autrichienne et 80 drapeaux.

L'armée française avait quelques mille éclopés par suite des marches forcées ; elle comptait tout au plus 2,000 hommes hors de combat.

Napoléon, rassuré à l'égard des Russes, n'avait pas été fâché de s'arrêter quatre ou cinq jours devant Ulm, afin de donner à ses soldats le temps de se reposer, et surtout de rejoindre leurs drapeaux, car les dernières opérations avaient été si rapides, qu'un certain nombre d'entre eux étaient demeurés en arrière. « Notre Empereur, disaient-ils, a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre ; il ne la fait plus avec nos bras, mais avec nos jambes. »

Cependant Napoléon ne voulait pas attendre davantage, et il tenait à gagner les trois ou quatre jours qui restaient à courir, en vertu de la capitulation signée avec le général Mack. Il le fit venir, et, en versant quelques consolations dans son cœur, il en obtint une nouvelle concession, c'était de livrer la place le 20, moyennant que Ney restât sous Ulm jusqu'au 25 octobre. Le général Mack croyait avoir rempli ses derniers devoirs, en paralysant un corps français jusqu'au huitième jour. Au reste, dans la situation à la-

quelle il était réduit, tout ce qu'il pouvait était peu de chose. Il consentit donc à sortir le lendemain de la place.

Le lendemain, en effet, 20 octobre 1805, jour à jamais mémorable, Napoléon, placé au pied du Michelsberg, en face d'Ulm, vit défiler sous ses yeux l'armée autrichienne. Il occupait un talus élevé, ayant derrière lui son infanterie rangée en demi-cercle sur le versant des hauteurs, et vis-à-vis sa cavalerie déployée sur une ligne droite. Les Autrichiens défilaient entre deux, déposant leurs armes à l'entrée de cette espèce d'amphithéâtre. On avait préparé un grand feu de bivac, auprès duquel Napoléon assistait au défilé. Le général Mack se présenta le premier, et lui remit son épée en s'écriant avec douleur : « Voici le malheureux Mack. » Napoléon le reçut, lui et ses officiers, avec une parfaite courtoisie, et les fit ranger à ses côtés. Les soldats autrichiens, avant d'arriver en sa présence, jetaient leurs armes avec un dépit honorable pour eux, et n'étaient arrachés à ce sentiment que par celui de la curiosité, qui les saisissait en approchant de Napoléon. Tous dévoraient des yeux ce terrible vainqueur, qui, depuis dix années, faisait subir de si cruels affronts à leurs drapeaux.

Napoléon, s'entretenant avec les officiers autrichiens, leur dit assez haut pour être entendu de tous : « Je ne sais pas pourquoi nous nous faisons la guerre. Je ne la voulais pas, je ne songeais qu'à la faire aux Anglais, quand votre maître est venu me provoquer. Vous voyez mon armée : j'ai en Allemagne 200,000 hommes, vos soldats prisonniers en verront 200,000 autres qui traversent la France pour venir en aide aux premiers. Je n'ai pas besoin, vous le savez, d'en avoir autant pour vaincre. Votre maître doit songer à la paix, car autrement la chute de la maison de Lorraine pourrait bien être arrivée. Ce ne sont pas de nouveaux États que je désire sur le continent, ce sont des vaisseaux, des colonies, du commerce que je veux avoir, et cette ambition vous est aussi profitable qu'à moi. » Ces paroles, prononcées avec quelque hauteur, ne rencontrèrent chez ces officiers que le silence, et le regret de les trouver méritées. Napoléon s'entretint ensuite avec les plus connus des généraux autrichiens, et as-

¹ Voici l'énumération approximative, mais plutôt réduite qu'exagérée, de ces prisonniers :

Pris à Wertingen. . . .	2,000
à Günzbourg. . . .	2,000
à Haslach. . . .	4,000
<i>A reporter.</i> . . .	8,000

<i>Report.</i> . . .	8,000
à Munich. . . .	4,000
à Elchingen. . . .	3,000
à Memmingen. . . .	5,000
Pendant la poursuite dirigée par Murat. . .	12 à 15,000
TOTAL. . . .	29 à 50,000

sista cinq heures à ce spectacle extraordinaire. Vingt-sept mille hommes défilèrent devant lui. Il restait dans la place trois à quatre mille blessés.

Selon sa coutume, il adressa le lendemain à ses soldats une proclamation. Elle était conçue dans les termes suivants :

« Du quartier général impérial d'Elchingen, le 29 vendémiaire an XIV (21 octobre 1805).

« SOLDATS DE LA GRANDE ARMÉE,

« En quinze jours nous avons fait une campagne : ce que nous nous proposons est rempli. Nous avons chassé les troupes de la maison d'Autriche de la Bavière, et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses États. Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer sur nos frontières est anéantie. Mais qu'importe à l'Angleterre? son but est atteint, nous ne sommes plus à Boulogne!...

« De 100,000 hommes qui composaient cette armée, 60,000 hommes sont prisonniers : ils iront remplacer nos conscrits dans les traux de nos campagnes. 200 pièces de canon, 90 drapeaux, tous les généraux sont en notre pouvoir, il ne s'est pas échappé de cette armée 15,000 hommes. Soldats, je vous avais annoncé une grande bataille; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance; et ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un aussi grand résultat ne nous affaiblit pas de plus de 4,500 hommes hors de combat.

« Soldats, ce succès est dû à votre confiance sans bornes dans votre Empereur, à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toute espèce, à votre rare intrépidité.

« Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes impatients de commencer une seconde campagne. Cette armée russe que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort.

« A cette nouvelle lutte est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie. C'est là que va se décider pour la seconde fois cette question qui a déjà été décidée en Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la seconde ou la première de l'Europe? Il n'y a point là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir : tout mon soin sera

« d'obtenir la victoire avec le moins possible
« d'effusion de votre sang. Mes soldats sont mes
« enfants. »

Le lendemain de la reddition d'Ulm, Napoléon partit pour Augsbourg, dans l'intention d'arriver sur l'Inn avant les Russes, de marcher sur Vienne, et, comme il l'avait résolu, de déjouer les quatre attaques qui se dirigeaient contre l'Empire, par la seule marche de la grande armée sur la capitale de l'Autriche.

Pourquoi faut-il qu'après cet heureux récit nous soyons immédiatement obligé d'en placer un qui est si triste! Pendant ces mêmes journées du mois d'octobre 1805, à jamais glorieuses pour la France, la Providence infligeait à nos flottes une cruelle compensation des victoires de nos armées. L'histoire, à qui est imposée la tâche de retracer tour à tour les triomphes et les revers des nations, et de faire ressentir à la postérité curieuse les mêmes émotions de joie ou de douleur qu'éprouvèrent en leur temps les générations dont elle raconte la vie, l'histoire doit, après les merveilles d'Ulm, se résigner à décrire l'effroyable scène de destruction qui se passait, à la même époque, le long des côtes d'Espagne, en vue du cap de Trafalgar.

L'infortuné Villeneuve, en sortant du Ferrol, était agité du désir de se diriger vers la Manche, pour se conformer aux grandes vues de Napoléon; mais il était, par un sentiment irrésistible, ramené vers Cadix. La nouvelle de la réunion de Nelson avec les amiraux Calder et Cornwallis l'avait frappé d'une sorte de terreur. Vraie sous quelques rapports, car Nelson en rentrant en Angleterre avait visité l'amiral Cornwallis devant Brest, cette nouvelle était fautive en ce qu'elle avait d'important, puisque Nelson ne s'était pas arrêté devant Brest, et avait fait voile vers Portsmouth. L'amiral Calder avait été renvoyé seul vers le Ferrol, et n'y avait paru qu'après la sortie de Villeneuve. Ils couraient donc vainement les uns après les autres, comme il arrive souvent sur le vaste espace des mers; et Villeneuve, s'il eût persisté, aurait trouvé devant Brest Cornwallis séparé à la fois de Nelson et de Calder. Il perdit ainsi la plus grande des occasions, et la fit perdre à la France, sans qu'on puisse dire cependant quel eût été le résultat de cette expédition extraordinaire, si Napoléon s'était trouvé aux portes de Londres, tandis que les armées autrichiennes auraient été sur les frontières du Rhin. La rapidité de ses coups, ordinairement prompts comme

la foudre, aurait seule décidé si quarante jours, écoulés du 20 août au 30 septembre, suffisaient pour subjuguier l'Angleterre, et pour donner à la France les deux sceptres réunis de la terre et des mers.

En quittant le Ferrol, Villeneuve n'avait pas osé dire au général Lauriston qu'il allait à Cadix; mais, une fois en mer, il ne lui cacha plus les inquiétudes dont il était dévoré, et qui le portaient à s'éloigner de la Manche, pour se diriger vers l'extrémité de la Péninsule. Sur les vives instances du général Lauriston, qui s'efforça de lui retracer toute la grandeur des desseins qu'il allait faire échouer, il revint un instant à la pensée de naviguer vers la Manche, et mit le cap au nord-est. Mais un vent debout, qui soufflait du nord-est même, lui interdisant cette route, il prit définitivement le parti d'aller à Cadix, le cœur tourmenté d'un nouvel effroi, celui d'encourir la colère de Napoléon. Il parut en vue de Cadix vers le 20 août. Une croisière anglaise, de médiocre force, bloquait ordinairement ce port. Arrivant à la tête des escadres combinées, il pouvait enlever cette croisière, s'il se fût présenté brusquement avec ses forces réunies. Mais toujours poursuivi des mêmes craintes, il envoya une avant-garde, pour s'assurer s'il n'y avait pas devant Cadix une force navale capable de livrer bataille, et il donna l'éveil à la croisière anglaise, qui eut ainsi le temps de s'enfuir. L'amiral Ganteaume, en 1801, ayant manqué le but de son expédition d'Égypte, prit au moins *le Swiftsure* : Villeneuve n'eut pas même la faible consolation d'entrer dans Cadix en amenant prisonniers deux ou trois vaisseaux anglais, comme dédommagement de son inutile campagne.

Il s'attendait naturellement à une vive explosion de colère de la part de Napoléon, et il passa quelques jours dans un profond désespoir. Il ne se trompait pas. Napoléon, en recevant de son aide de camp Lauriston le rapport détaillé de tout ce qui avait eu lieu, prenant pour un acte de duplicité le double langage tenu au sortir du Ferrol, et pour une sorte de trahison l'ignorance dans laquelle on avait laissé Lallemand du retour de la flotte à Cadix, ce qui exposait ce dernier à se présenter seul devant Brest, Napoléon, imputant surtout à Villeneuve l'avortement du plus grand dessein qu'il eût jamais conçu, le qualifia en présence du ministre Decrès des expressions les plus outrageantes, et l'appela même un lâche et un traître. L'infortuné Villeneuve n'était ni lâche ni traître. Il était bon soldat et bon citoyen; mais

trop découragé par l'inexpérience de la marine française et par l'imperfection de son matériel, effrayé de la désorganisation complète de la marine espagnole, il ne voyait que des défaites certaines dans toute rencontre avec l'ennemi, et il était désespéré du rôle de vaincu auquel Napoléon le destinait nécessairement. Il n'avait pas assez compris que ce que Napoléon lui demandait, c'était non pas de vaincre, mais de se faire détruire, pourvu que la Manche fût ouverte. Ou bien s'il avait compris cette terrible destination, il n'avait pas su s'y résigner. On verra prochainement qu'il allait être amené au même sacrifice, et cette fois sans aucun résultat qui pût illustrer sa défaite.

Napoléon, dans ce torrent de grandes choses qui l'emportait, perdit bientôt de vue l'amiral Villeneuve et sa conduite. Néanmoins, avant de partir pour les bords du Danube, il jeta un dernier regard sur sa marine, et sur l'emploi qu'il jugeait convenable d'en faire. Il ordonna la séparation de la flotte de Brest, et la division de cette flotte en plusieurs croisières, conformément au plan de M. Decrès, qui consistait à éviter les grandes batailles navales jusqu'à ce que notre marine fût formée, et à entreprendre en attendant des expéditions lointaines, composées de peu de vaisseaux, presque insaisissables pour les Anglais et dommageables à leur commerce autant qu'avantageuses à l'instruction de nos marins. Il voulut en outre donner à la faible armée du général Saint-Cyr, qui occupait Tarente, l'appui de la flotte de Cadix, et des troupes de débarquement qu'elle avait à son bord. Il calculait que cette flotte, forte d'une quarantaine de vaisseaux, et même de quarante-six, après qu'elle aurait rallié la division de Carthagène, devait dominer pendant quelque temps la Méditerranée, comme y avait dominé jadis celle de Bruix, enlever la faible croisière anglaise qui stationnait devant Naples, et fournir au général Saint-Cyr l'utile secours des quatre mille soldats qu'elle venait de transporter sur toutes les mers. Il lui ordonna donc de sortir de Cadix, d'entrer dans la Méditerranée, de rallier la division de Carthagène, de se rendre ensuite à Tarente, et dans le cas où les escadres anglaises se seraient réunies devant Cadix, de ne pas s'y laisser enfermer, et de sortir si on était en nombre supérieur, car il valait mieux être battu que déshonoré par une conduite pusillanime.

Ces résolutions prises par Napoléon sous l'impression que lui avait fait éprouver la timidité de

Villeneuve, point assez mûries, et surtout point assez combattues par le ministre Decrès, qui n'osait plus redire ce qu'il craignait d'avoir trop dit, furent immédiatement transmises à Cadix. L'amiral Decrès ne rapporta point à Villeneuve toutes les paroles de Napoléon ; mais il lui énuméra, en retranchant les expressions outrageantes, les reproches adressés à sa conduite depuis la sortie de Toulon jusqu'au retour en Espagne, et ne lui dissimula pas qu'il aurait de grandes choses à exécuter pour regagner l'estime de l'Empereur. En l'informant de sa nouvelle destination, il lui ordonna de mettre à la voile, et de toucher successivement à Carthagène, Naples et Tarente, pour y exécuter les instructions que nous venons de rapporter. Sans lui prescrire de sortir dans tous les cas, il lui manda que l'Empereur voulait que la marine française, lorsque les Anglais seraient inférieurs en force, ne refusât jamais le combat. Il s'en tint là, n'osant ni déclarer à Villeneuve toute la vérité, ni renouveler ses instances auprès de l'Empereur pour empêcher une grande bataille navale, qui n'avait plus alors l'excuse de la nécessité. Ainsi, tout le monde se préparait sa part de tort dans un grand désastre, Napoléon celle de la colère, le ministre Decrès celle des réticences, et Villeneuve celle du désespoir.

Prêt à se mettre en route pour Strasbourg, Napoléon donna un dernier ordre à M. Decrès, relativement aux opérations navales. « Votre ami Villeneuve, lui dit-il, sera probablement trop lâche pour sortir de Cadix. Expédiez l'amiral Rosily, qui prendra le commandement de l'escadre, si elle n'est pas encore partie, et vous ordonnerez à l'amiral Villeneuve de venir à Paris me rendre compte de sa conduite. » M. Decrès n'eut pas la force d'annoncer à Villeneuve ce nouveau malheur, qui le privait de tout moyen de se réhabiliter, et se contenta de lui apprendre le départ de Rosily, sans lui en faire connaître le motif. Il ne donna point à Villeneuve le conseil de mettre à la voile avant que l'amiral Rosily fût arrivé à Cadix, mais il espéra qu'il en serait ainsi ; et, dans son embarras entre un ami malheureux, dont il ne méconnaissait pas les fautes, et l'Empereur, dont il jugeait les volontés imprudentes, il eut un tort trop fréquent, celui de livrer les choses à elles-mêmes, au lieu de prendre la responsabilité de les diriger ¹.

Villeneuve, en recevant les lettres de M. Decrès, devina tout ce qu'on ne lui disait pas, et fut malheureux autant qu'il devait l'être des reproches qu'il avait encourus. Ce qui le touchait le plus, c'était l'imputation de lâcheté, qu'il savait bien n'avoir jamais méritée, et qu'il croyait entrevoir dans les réticences mêmes du ministre, son protecteur et son ami. Il répondit à M. Decrès : « Les marins de Paris et des départements « seront bien indignes et bien fous s'ils me jettent « la pierre. Ils auront préparé eux-mêmes la « condamnation qui les frappera plus tard. Qu'ils « viennent à bord des escadres, et ils verront « avec quels éléments ils sont exposés à com- « battre. Au reste, *si la marine française n'a « manqué que d'audace, comme on le prétend, « l'Empereur sera prochainement satisfait, et il « peut compter sur les plus éclatants succès.* »

Ces paroles amères contenaient le pronostic de ce qui allait bientôt arriver. Villeneuve fit les préparatifs d'une nouvelle sortie, débarqua les troupes afin de les reposer, et les malades afin de les guérir. Il s'aïda des moyens fort appauvris de l'Espagne, pour radouber ses vaisseaux fatigués d'une longue navigation, pour se procurer au moins trois mois de vivres, pour réorganiser enfin les diverses parties de sa flotte. L'amiral Gravina, par ses conseils, se débarrassa de ses mauvais bâtiments, en les échangeant contre les meilleurs de l'arsenal de Cadix. Tout le mois de septembre fut consacré à ces soins. La flotte y gagna beaucoup en matériel ; le personnel resta ce qu'il était. Les équipages français avaient acquis quelque expérience pendant une navigation de près de huit mois ; ils étaient pleins d'ardeur et de dévouement. Quelques-uns des capitaines étaient excellents. Mais parmi les officiers s'en trouvait un trop grand nombre empruntés récemment au commerce, et n'ayant ni les connaissances, ni l'esprit de la marine militaire. L'instruction, surtout sous le rapport de l'artillerie, était beaucoup trop négligée. Nos marins n'étaient pas alors d'aussi habiles artilleurs qu'ils le sont devenus dans ces derniers temps, grâce au soin spécial apporté à cette partie de leur éducation militaire. Ce qui manquait aussi à notre marine, c'était un système de tactique navale approprié à la nouvelle manière de combattre des Anglais. Au lieu de se mettre en bataille sur deux lignes contraires, comme on fai-

¹ On a fait une foule de conjectures sur les causes qui amenèrent la sortie en masse de la flotte de Cadix, et la bataille de Trafalgar. Il n'y a de vrai que ce que nous rapportons ici.

Notre récit est emprunté à la correspondance authentique de Napoléon, et à celle des amiraux Decrès et Villeneuve. Il n'y a dans ce triste événement rien au delà de ce qu'on va lire.

sait autrefois , de s'avancer méthodiquement , chacun gardant son rang et prenant pour adversaire le vaisseau placé vis-à-vis de lui dans la ligne opposée, les Anglais dirigés par Rodney dans la guerre d'Amérique, par Nelson dans la guerre de la révolution, avaient contracté l'habitude de s'avancer hardiment, sans observer aucun ordre que celui qui résultait de la vitesse relative des vaisseaux, de se jeter sur la flotte ennemie, de la couper, d'en détacher une portion pour la mettre entre deux feux, de ne pas craindre enfin la mêlée, au risque de tirer les uns sur les autres. L'expérience, l'habileté de leurs équipages, la confiance qu'ils devaient à leurs succès, leur assuraient toujours dans ces entreprises téméraires l'avantage sur leurs adversaires, moins agiles, moins confiants, quoique ayant autant de bravoure, et souvent davantage. Les Anglais avaient donc opéré sur mer une révolution assez semblable à celle que Napoléon venait d'opérer sur terre. Nelson, qui avait contribué à cette révolution, n'était pas un esprit supérieur et universel comme Napoléon, il s'en fallait ; il était même assez borné dans les choses étrangères à son art. Mais il avait le génie de son état ; il était intelligent, résolu, et possédait à un haut degré les qualités propres à la guerre offensive, l'activité, l'audace et le coup d'œil.

Villeneuve, qui était doué d'esprit, de courage, mais non de cette fermeté d'âme qui convient à un chef d'armée, savait parfaitement en quoi péchait notre manière de combattre. Il avait écrit à ce sujet des lettres pleines de sens à M. Decrès, qui était de son avis, car tous les marins le partageaient. Mais il croyait impossible de préparer en campagne de nouvelles instructions, et de les rendre assez familières à ses capitaines pour qu'ils pussent les appliquer dans une prochaine rencontre. Toutefois, à la bataille du Ferrol, il avait opposé aux Anglais, comme on s'en souvient sans doute, une manœuvre inattendue, fort approuvée par Napoléon et par M. Decrès. L'amiral Calder se portant en colonne sur la queue de sa ligne pour la couper, il avait eu l'art de la lui dérober avec beaucoup de promptitude. Mais une fois la bataille engagée, il n'avait plus su manœuvrer, il avait laissé oisive une partie de ses forces, et lorsqu'il aurait suffi d'un mouvement en avant, exécuté par toute sa ligne, pour reprendre deux vaisseaux espagnols désemparés, il n'avait pas osé le prescrire. Villeneuve néanmoins montra dans cette bataille de véritables talents, au jugement de Napoléon, mais pas assez de ca-

ractère pour ce qu'il possédait d'esprit. Depuis il n'adressa à ses capitaines d'autre instruction que d'obéir aux signaux qu'il ferait dans le moment de l'action, si l'état du vent permettait de manœuvrer, et s'il ne le permettait pas, de faire de leur mieux pour se porter au feu et se chercher un adversaire. — « On ne doit pas attendre, disait-il, les signaux de l'amiral, qui dans la confusion d'une bataille navale ne peut souvent ni voir ce qui se passe, ni donner des ordres, ni surtout les faire parvenir. Chacun ne doit écouter que la voix de l'honneur, et se porter au plus fort du danger. TOUT CAPITAINE EST A SON POSTE, S'IL EST AU FEU. » — Telles furent ses instructions, et, du reste, l'amiral Bruix lui-même, si supérieur à Villeneuve, n'en avait pas adressé d'autres aux officiers qu'il commandait. Si dans toutes nos grandes rencontres en mer chaque capitaine avait suivi ces simples prescriptions, dictées par l'honneur autant que par l'expérience, les Anglais auraient compté moins de triomphes, ou les auraient payés plus cher.

Ce qui alarmait surtout l'amiral Villeneuve, c'était l'état de la flotte espagnole. Elle se composait de beaux et grands vaisseaux, l'un d'eux notamment, le *Santísima Trinidad*, de 140 canons, le plus grand qu'on eût construit en Europe. Mais ces vastes machines de guerre, qui rappelaient l'ancien éclat de la monarchie espagnole sous Charles III, étaient, comme les vaisseaux turcs, superbes en apparence, inutiles dans le danger. Le dénûment des arsenaux espagnols n'avait pas permis de les gréer convenablement, et ils étaient quant aux équipages d'une faiblesse désespérante. On les avait armés avec un ramassis de gens de toute sorte, recueillis sans choix dans les villes maritimes de la Péninsule, n'ayant aucune instruction, aucune habitude de la mer, et incapables sous tous les rapports de se mesurer avec les vieux marins de l'Angleterre, quoique le généreux sang espagnol coulat dans leurs veines. Les officiers, pour la plupart, ne valaient pas mieux que les matelots. Cependant, dans le nombre, quelques-uns, comme l'amiral Gravina et le vice-amiral Alava, comme les capitaines Valdès, Churruca et Galiano, étaient dignes des plus beaux temps de la marine espagnole.

Villeneuve, très-décidé à prouver qu'il n'était pas un lâche, employa le mois de septembre et les premiers jours d'octobre à mettre quelque choix et quelque ordre dans cet amalgame des deux marines. Il forma deux escadres, l'une de

bataille, l'autre de réserve. Il prit lui-même le commandement de l'escadre de bataille composée de 21 vaisseaux, et la distribua en trois divisions de 7 vaisseaux chacune. Il avait sous ses ordres directs la division du centre; l'amiral Dumanoir, dont le pavillon était arboré sur le *Formidable*, commandait la division de l'arrière-garde; le vice-amiral Alava, dont le pavillon flottait sur le *Santa Ana*, commandait celle de l'avant-garde. L'escadre de réserve était composée de 12 vaisseaux, et distribuée en deux divisions de 6 vaisseaux chacune. L'amiral Gravina était le chef de cette escadre, et avait sous lui, pour en diriger la seconde division, le contre-amiral Magon, monté sur l'*Algésiras*. C'était avec cette escadre de réserve, détachée du corps de bataille, et agissant à part, que Villeneuve voulait parer aux manœuvres imprévues de l'ennemi, si toutefois le vent lui permettait à lui-même de manœuvrer. Dans le cas contraire, il s'en fit un devoir d'honneur, imposé à tous ses capitaines, de se porter au feu.

L'escadre combinée était donc composée de 53 vaisseaux, 5 frégates et 2 bricks. Dans son impatience de mettre à la voile, Villeneuve voulut profiter, le 8 octobre (16 vendémiaire), d'un vent d'est pour sortir de la rade, car il faut, pour déboucher de Cadix, des vents du nord-est au sud-est. Mais trois des vaisseaux espagnols venaient de quitter le bassin, et les équipages y étaient embarqués de la veille: c'étaient le *Santa Ana*, le *Rayo*, et le *San Justo*. Propres tout au plus à appareiller avec la flotte, ils étaient incapables de tenir leur place dans une ligne de bataille. C'est ce que firent remarquer les officiers espagnols. Villeneuve, pour couvrir sa responsabilité, voulut assembler un conseil de guerre. Les plus braves officiers des deux armées déclarèrent qu'ils étaient prêts à se porter partout où il faudrait, pour seconder les vues de l'empereur Napoléon, mais que se présenter immédiatement à l'ennemi, dans l'état de la plupart des bâtiments, était une imprudence des plus périlleuses; que la flotte, au sortir de la rade, ayant eu à peine le temps de manœuvrer quelques heures, rencontrerait une flotte anglaise, de force égale ou supérieure, et serait infailliblement détruite; qu'il valait mieux attendre quelque occasion favorable, comme une séparation des forces anglaises produite par une cause quelconque, et jusque-là terminer l'organisation des vaisseaux qui avaient été armés les derniers.

Villeneuve envoya cette délibération à Paris, ajoutant à cet avis le sien propre, qui était contraire à toute grande bataille, dans l'état présent des deux marines. Mais il envoya ces inutiles documents comme pour faire ressortir davantage sa tranquille résignation, et il ajouta qu'il avait pris la résolution d'appareiller au premier vent d'est qui lui permettrait de mettre la flotte hors de rade.

Il attendait donc impatiemment un moment propice pour quitter Cadix à tout risque. Il avait enfin devant lui ce redoutable Nelson, dont l'image, le poursuivant sur toutes les mers, lui avait fait manquer la plus grande des missions par crainte de le rencontrer. Et maintenant il ne craignait plus sa présence, bien qu'elle fût plus à redouter que jamais, parce que son âme, tendue par le désespoir, souhaitait le péril, presque la défaite, pour prouver qu'il avait eu raison d'éviter la rencontre de la marine britannique.

Nelson, après avoir touché un instant aux rivages de la Grande-Bretagne, qu'il ne devait plus revoir, avait fait voile vers Cadix. Il amenait avec lui l'une des flottes que l'amirauté britannique, pénétrant après deux ans les projets de Napoléon, avait réunies dans la Manche. Il était naturellement conduit à Cadix par le bruit répandu sur l'Océan du retour de Villeneuve vers l'extrémité de la Péninsule.

Nelson avait à sa disposition à peu près la même force navale que Villeneuve, c'est-à-dire trente-quatre ou trente-cinq vaisseaux, mais tous éprouvés par de longues croisières, ayant sur la flotte combinée de France et d'Espagne la supériorité qu'ont toujours les escadres bloquantes sur les escadres bloquées. Ne doutant pas, aux préparatifs dont il était exactement informé par des espions espagnols, de saisir bientôt Villeneuve au passage, il observait ses mouvements avec le plus grand soin, et avait adressé aux officiers anglais, pour la bataille qu'il prévoyait, des instructions connues depuis, et admirées de tous les hommes de mer.

Il leur avait prescrit sa manœuvre de prédilection, en ayant soin d'en détailler les motifs. « Se mettre en ligne, disait-il, faisait perdre trop de temps, car tous les vaisseaux ne se comportaient pas également au vent, et alors il fallait qu'une escadre réglât ses mouvements sur ceux qui marchaient le plus mal. On donnait ainsi à un ennemi, qui voulait éviter la bataille, le temps de se dérober. Or il fallait se garder de laisser échapper en cette occasion la flotte franco-

espagnole. » Nelson supposait que Villeneuve avait rallié la division Lallemand, et peut-être la division de Carthagène, ce qui aurait composé une escadre de quarante-six vaisseaux. Il espérait lui-même en avoir quarante, en comptant ceux dont l'arrivée prochaine était annoncée ; et plus sa flotte devait être nombreuse, moins il voulait essayer de la mettre en ligne. Il avait donc ordonné de former deux colonnes, l'une directement placée sous son commandement, l'autre sous le commandement du vice-amiral Collingwood, de les porter vivement sur la ligne ennemie, sans observer aucun ordre que celui de vitesse, de couper cette ligne en deux endroits, au centre et vers la queue, d'envelopper ensuite les portions qu'on aurait coupées, et de les détruire. « La partie de la flotte ennemie que vous laisserez en dehors du combat, avait-il ajouté en se fondant sur les nombreuses expériences du siècle, viendra difficilement au secours de la partie attaquée, et vous aurez vaincu avant qu'elle arrive. » On ne pouvait prévoir avec plus de sagacité et de justesse les conséquences d'une pareille manœuvre. Nelson en avait d'avance fait entrer la pensée dans l'esprit de chacun de ses lieutenants, et il attendait à chaque instant l'occasion de la réaliser. Pour ne pas trop intimider son adversaire, il avait même soin de ne pas serrer Cadix de trop près. Il en observait la rade par de simples frégates, et, quant à lui, il croisait avec ses vaisseaux dans la large embouchure du détroit, courant des bordées de l'est à l'ouest, bien loin de la vue des côtes.

Informé du véritable état des forces de Villeneuve, qui n'avait rallié ni Salcedo ni Lallemand, il n'avait pas craint de laisser quatre vaisseaux à Gibraltar, d'en donner un à l'amiral Calder, qui venait d'être rappelé en Angleterre, et d'en renvoyer encore un autre à Gibraltar pour y faire de l'eau. Cette circonstance, connue à Cadix, confirma Villeneuve dans sa résolution de mettre à la voile. Il croyait les Anglais plus en force, car il leur supposait trente-trois ou trente-quatre vaisseaux, et il fut charmé d'apprendre qu'ils n'en avaient pas autant. Il leur en supposa même moins qu'ils n'en possédaient réellement, c'est-à-dire vingt-trois ou vingt-quatre.

C'est sur ces entrefaites qu'arrivèrent à Cadix les dernières dépêches de Paris, annonçant le départ de l'amiral Rosily. Villeneuve n'en fut pas d'abord très-affecté. L'idée de servir honorablement sous un chef, son supérieur d'âge et de grade, et de se conduire à ses côtés en vaillant

lieutenant, soulagea son âme accablée du poids d'une trop grande responsabilité. Mais déjà l'amiral Rosily était à Madrid, qu'aucune dépêche du ministre n'avait expliqué à Villeneuve le sort qui lui était réservé sous le nouvel amiral. Villeneuve commença bientôt à croire qu'il était destitué purement et simplement du commandement de la flotte, et qu'il n'aurait pas la consolation de se réhabiliter en combattant au second rang d'une manière éclatante. Pressé de se soustraire à ce déshonneur, et profitant de ses instructions qui l'autorisaient à sortir, qui lui en faisaient même un devoir, lorsque l'ennemi serait en force inférieure, il considéra les avis reçus dernièrement comme une autorisation d'appareiller. Sur-le-champ il en fit le signal. Le 19 octobre (27 vendémiaire) une faible brise du sud-est s'étant déclarée, il mit hors de rade le contre-amiral Magon avec une division. Celui-ci donna la chasse à un vaisseau et à quelques frégates de l'ennemi, et mouilla la nuit en dehors de la rade. Le lendemain 20 (28 vendémiaire), Villeneuve appareilla lui-même avec toute la flotte. Les vents faibles et variables venaient de la partie de l'est. Il mit le cap au sud, ayant en tête et un peu à sa gauche l'escadre de réserve sous l'amiral Gravina. La flotte combinée était, comme nous l'avons dit, forte de 55 vaisseaux, 5 frégates et 2 bricks. Elle avait belle apparence. Les vaisseaux français manœuvraient bien, mais les espagnols assez mal, au moins pour la plupart.

Quoiqu'on ne vit pas encore l'ennemi, le mouvement de ses frégates donnait lieu de penser qu'il n'était pas loin. Un vaisseau, l'*Achille*, finit par l'apercevoir, mais ne découvrit et ne signala que 18 voiles. On se flatta un moment de rencontrer les Anglais en force très-inférieure. Une lueur d'espérance se fit jour dans l'âme de Villeneuve : ce devait être la dernière de sa vie.

Il ordonna le soir de se mettre en bataille par rang de vitesse, en formant la ligne sur le vaisseau qui serait le plus sous le vent, ce qui signifiait que chaque vaisseau se placerait d'après sa marche, non d'après son rang accoutumé, et s'alignerait sur celui qui aurait le plus cédé au vent. La brise avait varié. On avait le cap au sud-est, c'est-à-dire vers l'entrée du détroit. Le branle-bas de combat était fait sur tous les bâtiments de la flotte.

Pendant la nuit on ne cessa de voir et d'entendre les signaux des frégates anglaises, qui par des feux et des coups de canon indiquaient à Nelson la direction de notre marche. A la pointe

du jour les vents étant à l'ouest, toujours faibles et variables, la mer houleuse, la vague haute, mais ne brisant pas, le soleil brillant, on aperçut enfin l'ennemi formé en plusieurs groupes, dont le nombre parut aux uns de deux, aux autres de trois. Il se dirigeait vers la flotte française, et en était encore à cinq ou six lieues de distance.

Sur-le-champ Villeneuve ordonna de former régulièrement la ligne, chaque vaisseau gardant le rang qu'il avait pris la nuit, se serrant le plus possible à son voisin, et ayant les amures à tribord, disposition dans laquelle on recevait le vent par la droite, ce qui était naturel, puisqu'on avait des vents d'ouest pour aller vers le sud-est, de Cadix au détroit. La ligne fut assez mal formée. La vague était forte, la brise faible, et on manœuvrait difficilement, circonstances qui rendaient plus regrettable encore l'inexpérience d'une partie des équipages.

L'escadre de réserve, composée de 12 vaisseaux, marchait indépendante de l'escadre principale. Elle s'était constamment tenue au-dessus de celle-ci dans la direction du vent, ce qui était un avantage, car en laissant arriver, c'est-à-dire en cédant au vent, elle pouvait toujours la rejoindre, en prenant telle position qu'il lui conviendrait de prendre, comme par exemple de mettre l'ennemi entre deux feux, lorsqu'il serait occupé à nous combattre. Si la création d'une escadre de réserve était motivée, c'était sans doute pour la circonstance où l'on se trouvait. L'amiral Gravina, dont l'esprit était prompt et juste au milieu de l'action, fit signal à Villeneuve pour lui demander la faculté de manœuvrer d'une manière indépendante. Villeneuve la lui refusa par des motifs qu'on a peine à comprendre. Peut-être craignait-il que l'escadre de réserve ne fût compromise par sa position avancée, et désespérait-il de pouvoir aller à son secours, vu qu'il était placé au-dessous d'elle par rapport au vent. Cette raison elle-même n'était pas suffisante, car s'il n'était pas assuré de pouvoir aller à elle, il était toujours assuré de pouvoir l'amener à lui; et en la faisant rentrer immédiatement en ligne, il se privait sans retour d'un détachement mobile, très-utilement placé pour manœuvrer; il allongait sans profit sa ligne déjà trop longue, puisqu'elle était de 21 vaisseaux, et qu'elle allait être de 33. Néanmoins il enjoignit à l'amiral Gravina de venir s'aligner sur la flotte principale. Ces signaux étaient visibles pour toute l'escadre. Le contre-amiral Magon, qui n'était pas moins heureusement doué que l'amiral Gravina, aperçut

aux mâts des deux amiraux la demande et la réponse, s'écria que c'était une faute, et en exprima vivement son chagrin, de manière à être entendu de tout son état-major.

Vers huit heures et demie l'intention de l'ennemi devint plus manifeste. Les divers groupes de l'escadre anglaise, moins difficiles à discerner à mesure qu'ils s'approchaient, parurent n'en plus former que deux. Ils révélaient distinctement le projet de Nelson de couper notre ligne sur deux points. Ils s'avançaient toutes voiles déployées, et vent arrière, très-favorisés dans leur projet de se jeter en travers de notre marche, puisque avec des vents d'ouest ils venaient sur nous, qui formions une longue ligne du nord au sud, un peu inclinée à l'est. La première colonne, placée au nord de notre position et forte de 12 vaisseaux, commandée par Nelson, menaçait notre arrière-garde. La seconde, placée au sud de la première, forte de 15 vaisseaux, commandée par l'amiral Collingwood, menaçait notre centre. Villeneuve, par ce mouvement instinctif qui porte toujours à garantir la partie menacée, voulut aller au secours de son arrière-garde, et se maintenir en même temps en communication avec Cadix, qui était derrière lui au nord, afin d'avoir, en cas de défaite, un refuge assuré. Il fit donc le signal de virer tous à la fois, chaque vaisseau par cette manœuvre tournant sur lui-même, la ligne restant comme elle était, longue et droite, mais remontant au nord au lieu de descendre au sud.

Cette manœuvre ne pouvait avoir d'autre avantage que celui de se rapprocher de Cadix. Notre flotte remontant en colonne vers le nord, au lieu de descendre vers le sud, devait être rencontrée en des points différents, mais rencontrée toujours par les deux colonnes ennemies qui venaient la prendre par le travers. C'était le cas de regretter plus que jamais la position indépendante, et au vent, qu'avait un peu auparavant l'escadre de réserve, position qui en cet instant lui aurait permis de manœuvrer contre l'un des deux groupes de la flotte anglaise. Dans l'état des choses, tout ce qu'il y avait de praticable, c'était de serrer la ligne, de la rendre régulière, et autant que possible de ramener à leur poste les vaisseaux qui, étant tombés sous le vent, laissaient des vides à travers lesquels l'ennemi pouvait passer.

Mais se remettre dans la ligne n'était pas facile aux vaisseaux qui en étaient sortis, surtout dans l'état des vents et avec l'inexpérience des

équipages. On aurait pu *laisser arriver* tous ensemble, afin de chercher à s'aligner sur les vaisseaux *sous-ventés*, ce qui aurait entraîné un déplacement général, et peut-être de nouvelles irrégularités, plus grandes que celles qu'on voulait corriger. On ne crut pas devoir le faire. La ligne resta donc mal formée, la distance n'étant pas égale entre tous les vaisseaux, plusieurs même étant ou à droite ou en arrière de leur poste. La brise variable ayant agi davantage sur l'arrière-garde et sur le centre, il s'était produit un peu d'engorgement dans ces parties. Villeneuve avait ordonné de forcer de voiles à la tête, pour donner aux parties engorgées le moyen de se développer. Il multipliait ainsi les signaux, pour amener chacun à sa place, et n'y réussissait guère, malgré la bonne volonté et l'obéissance de tout le monde. Les frégates rangées à la droite, et sous le vent de l'escadre, chacune à la hauteur de son vaisseau-amiral, étaient un peu trop éloignées pour rendre d'autres services que celui de répéter les signaux.

Enfin, vers onze heures du matin, les deux colonnes ennemies, s'avancant vent arrière, et toutes voiles dehors, joignirent notre flotte. Elles marchaient par rang de vitesse, avec la seule précaution de placer en tête leurs vaisseaux à trois ponts. Elles en comptaient sept, et nous quatre seulement, malheureusement espagnols, c'est-à-dire moins capables de rendre leur supériorité utile. Aussi, bien que les Anglais eussent 27 vaisseaux et nous 53, ils possédaient le même nombre de bouches à feu, et dès lors une force égale. Ils avaient pour eux l'expérience de la mer, l'habitude de vaincre, un grand général, et ce jour-là même les faveurs de la fortune, puisque l'avantage du vent était de leur côté. Nous manquions de toutes ces conditions du succès, mais nous avions une vertu qui peut quelquefois conjurer le destin, la résolution de combattre jusqu'à la mort.

On était arrivé à portée de canon. (Voir la carte n° 50.) Villeneuve, par une précaution souvent ordonnée à la mer, mais fort peu souhaitable cette fois, avait prescrit de ne tirer que lorsqu'on serait à bonne portée. Les deux colonnes anglaises présentant une grande accumulation de vaisseaux, chaque coup leur aurait causé de nombreuses avaries. Quoi qu'il en soit, vers midi la colonne du sud, commandée par l'amiral Collingwood, devançant un peu celle du nord, commandée par Nelson, atteignit le milieu de notre ligne, à la hauteur du *Santa Ana*, vaisseau espagnol

à trois ponts. Le vaisseau français *le Fougueux*, placé derrière *le Santa Ana*, se hâta de tirer sur *le Royal Souverain*, vaisseau de tête de la colonne anglaise, armé de 120 canons, et portant le pavillon de l'amiral Collingwood. Toute la ligne française suivit cet exemple, et dirigea le feu le plus vif sur l'escadre ennemie. Les avaries qu'on lui fit essayer donnèrent lieu de regretter que le feu eût commencé si tard. *Le Royal Souverain*, continuant son mouvement, essaya de se porter entre *le Santa Ana* et *le Fougueux*, pour passer entre ces deux vaisseaux, qui n'étaient pas assez rapprochés. *Le Fougueux* força de voiles pour remplir le vide, mais il n'arriva pas à temps. *Le Royal Souverain*, passant derrière *le Santa Ana* et devant *le Fougueux*, envoya sa bordée de bâbord au *Santa Ana*, en tirant à double charge, boulet et mitraille, et en le prenant dans sa longueur, ce qui produisit beaucoup de ravage sur le vaisseau espagnol. Il envoya au même instant sa bordée de tribord au *Fougueux*, mais sans beaucoup d'effet, tandis qu'il reçut de lui un notable dommage. Les autres vaisseaux anglais de cette colonne, qui avaient suivi de près leur amiral, et s'étaient rabattus sur la ligne française du nord au sud, cherchaient à la couper en s'engageant dans les intervalles, et à la mettre entre deux feux en se portant vers son extrémité. Ils étaient quinze et se trouvaient engagés contre seize. Si donc chacun avait fait son devoir, ces seize vaisseaux français et espagnols auraient pu tenir contre les quinze anglais, indépendamment de tout secours de l'avant-garde. Mais plusieurs vaisseaux, mal dirigés, s'étaient déjà laissé entraîner hors de leur poste. *Le Bahama*, *le Montanez*, *l'Argonauta*, tous espagnols, étaient ou à droite ou en arrière de la place qu'ils auraient dû occuper dans la ligne de bataille. *L'Argonaute*, vaisseau français, ne suivait pas un meilleur exemple. Au contraire, *le Fougueux*, *le Pluton*, *l'Algésiras*, s'étaient engagés avec une rare vigueur, et par leur énergie avaient attiré sur eux le plus grand nombre des vaisseaux ennemis, de manière que chacun d'eux en avait plusieurs à combattre. *L'Algésiras* notamment, que montait le contre-amiral Magon, s'était pris corps à corps avec *le Tonnant*, qu'il canonisait avec une extrême violence, et faisait ses préparatifs d'abordage. *Le Prince des Asturies*, commandé par l'amiral Gravina, terminait notre ligne, et, entouré d'ennemis, vengeait l'honneur du pavillon espagnol de la mauvaise conduite de la plupart des siens.

Il y avait à peine une demi-heure que le combat était commencé, et déjà la fumée, que la brise expirante n'emportait plus, enveloppait les deux armées. De ce nuage épais s'échappait une détonation épouvantable et continue, et tout autour flottaient les débris des mâtures et de nombreux cadavres horriblement mutilés.

La colonne du nord, commandée par Nelson, était arrivée vingt ou trente minutes après celle de Collingwood à la hauteur de notre centre, par le travers du *Bucentaure*. (Voir la carte n° 50.) Il y avait là sept vaisseaux rangés dans l'ordre suivant : le *Santisima Trinidad*, monté par le vice-amiral Cisneros, immédiatement après le *Bucentaure*, monté par l'amiral Villeneuve, tous deux en ligne, et si rapprochés que le beaupré du second touchait la poupe du premier ; le *Neptune*, vaisseau français, le *San Leandro*, vaisseau espagnol, tombés l'un et l'autre sous le vent, et ayant laissé un double vide dans la ligne ; le *Redoutable*, parfaitement à son poste et dans les eaux du *Bucentaure*, mais placé à l'égard de celui-ci à la distance de deux vaisseaux ; enfin le *San Justo* et l'*Indomptable*, tombés sous le vent, et laissant encore deux postes vacants entre ce groupe et le *Santa Ana*, qui était le premier du groupe attaqué par Collingwood. Sur ces sept vaisseaux il n'y avait donc en ligne que le *Santisima Trinidad* et le *Bucentaure*, tout à fait serrés l'un à l'autre, et le *Redoutable*, ayant deux postes vides devant lui, et deux derrière. Heureusement, non pour le succès de la bataille, mais pour l'honneur de nos armes, il y avait là des hommes dont le courage était supérieur à tous les dangers. C'est contre ces trois bâtiments, seuls restés à leur poste sur sept, que vint fondre tout entière la colonne de Nelson, composée de douze vaisseaux, dont plusieurs à trois ponts.

Le *Victory*, sur lequel Nelson avait son pavillon, devait être précédé par le *Téméraire*. Les officiers de l'état-major anglais, s'attendant à voir leur premier vaisseau foudroyé, avaient supplié Nelson de permettre que le *Téméraire* devançât le *Victory*, pour ne pas trop exposer une vie aussi précieuse que la sienne. « Je le veux bien, avait répondu Nelson ; que le *Téméraire* passe le premier, s'il le peut. » Puis il avait couvert le *Victory* de toutes ses voiles, et il était resté ainsi en tête de la colonne. A peine le *Victory* arrivait-il à portée de canon, que le *Santisima Trinidad*, le *Bucentaure* et le *Redoutable* ouvrirent sur lui un feu terrible. En quelques minutes ils lui enlevèrent l'un de ses mâts de hune, lui déchirè-

rent son grément, et lui mirent 30 hommes hors de combat. Nelson, qui cherchait le vaisseau amiral français, crut le reconnaître, non dans le géant espagnol le *Santisima Trinidad*, mais dans le *Bucentaure*, vaisseau français de 80, et il essaya de le tourner en passant dans l'intervalle qui le séparait du *Redoutable*. Mais un intrépide officier commandait le *Redoutable*, c'était le capitaine Lucas. Comprenant l'intention de Nelson à l'allure de son vaisseau, il avait déployé toutes ses voiles pour recueillir un dernier souffle de vent, et il avait été assez heureux pour arriver à temps, si bien qu'avec son beaupré il rencontra et fracassa le couronnement qui ornait la poupe du *Bucentaure*. Nelson trouva donc l'espace fermé. Il n'était pas homme à reculer. Il s'obstina, et, ne pouvant avec sa proue séparer les deux vaisseaux si fortement unis, il se laissa tomber le long du *Redoutable*, en appliquant son flanc au sien. Par le choc et un reste de brise, les deux bâtiments furent emportés hors de la ligne, et le chemin se trouva ouvert de nouveau derrière le *Bucentaure*. Plusieurs vaisseaux anglais s'y jetèrent à la fois, afin d'envelopper le *Bucentaure* et le *Santisima Trinidad*. D'autres remontèrent le long de la ligne française, où dix vaisseaux demeuraient sans ennemis, leur lâchèrent quelques bordées, et se rabattirent immédiatement sur les vaisseaux français du centre, dont trois opposaient à leurs assaillants une résistance héroïque.

Les dix vaisseaux français de la tête devinrent donc à peu près inutiles, comme Nelson l'avait prévu. Villeneuve fit arborer à ses mâts de misaine et d'artimon les pavillons qui signifiaient que tout capitaine n'était pas à son poste, s'il n'était au feu. Les frégates, d'après les règles, répétèrent le signal, plus visible à leur mât qu'à celui de l'amiral, toujours enveloppé d'un nuage de fumée ; et, d'après les mêmes règles, elles ajoutèrent au signal les numéros des vaisseaux restés hors du feu, jusqu'à ce que ceux qui étaient désignés de la sorte répondissent à la voix de l'honneur.

Pendant qu'on appelait ainsi au danger ceux que la manœuvre de Nelson en avait séparés, une lutte sans exemple s'était engagée au centre. Le *Redoutable*, outre le *Victory* appliqué à son flanc gauche, avait à combattre le *Téméraire*, qui était venu se placer un peu en arrière de son flanc droit, et soutenait contre ces deux ennemis un combat furieux. Le capitaine Lucas, après plusieurs décharges de ses batteries de bâbord, qui

avaient causé un effroyable ravage sur *le Victory*, avait été obligé de renoncer à tirer de sa batterie basse, parce que dans cette partie les flancs arrondis des vaisseaux se touchant, il n'y avait plus moyen de se servir de l'artillerie. Il avait porté ses matelots devenus disponibles dans les hunes et les haubans, pour diriger sur le pont du *Victory* un feu meurtrier de grenades et de mousqueterie. En même temps il se servait de toutes ses batteries de tribord contre *le Téméraire* placé à quelque distance. Pour en finir avec *le Victory*, il avait ordonné l'abordage ; mais son vaisseau n'étant qu'à deux ponts et *le Victory* à trois, il avait la hauteur d'un pont à franchir, et de plus une espèce de fossé à traverser pour passer d'un bord à l'autre, car la forme rentrante des vaisseaux laissait un vide entre eux, bien qu'ils se touchassent à la ligne de flottaison. Le capitaine Lucas ordonna sur-le-champ d'amener ses vergues pour établir un moyen de passage entre les deux bâtiments. Pendant ce temps le feu de mousqueterie continuait du haut des hunes et des haubans du *Redoutable* sur le pont du *Victory*. Nelson, revêtu d'un vieux frac qu'il portait dans les jours de bataille, ayant à ses côtés son capitaine de pavillon, le commandant Hardy, n'avait pas voulu se dérober un instant au péril. Déjà près de lui son secrétaire avait été tué, le capitaine Hardy avait eu une boucle de souliers arrachée, et un boulet ramé avait emporté huit matelots à la fois. Ce grand homme de mer, juste objet de notre haine et de notre admiration, impassible sur son gaillard d'arrière, observait cette horrible scène, lorsqu'une balle, partie des hunes du *Redoutable*, vint le frapper à l'épaule gauche, et se fixer dans les reins. Ployant sur ses genoux, il tomba sur le pont, faisant effort pour se soutenir sur l'une de ses mains. En tombant, il dit à son capitaine de pavillon : « Hardy, les Français en ont fini avec moi. — Non, pas encore, lui répondit le capitaine Hardy. — Si, je vais mourir, » ajouta Nelson. On l'emporta au poste où l'on pansa les blessés, mais il avait presque perdu connaissance, et il ne lui restait que peu d'heures à vivre. Recouvrant ses esprits par intervalles, il demandait des nouvelles de la bataille, et répétait un conseil qui prouva bientôt sa profonde prévoyance. « Mouillez, disait-il, mouillez l'escadre à la fin de la journée. »

Cette mort avait produit une singulière agitation à bord du *Victory*. Le moment était favorable pour l'aborder. Ignorant ce qui s'y passait,

le brave Lucas, à la tête d'une troupe de matelots d'élite, était déjà monté sur l'une des vergues étendues entre les deux vaisseaux, quand *le Téméraire*, ne cessant de seconder *le Victory*, lâche une épouvantable bordée de mitraille. Près de deux cents Français tombent morts ou blessés. C'était presque tout ce qui allait s'élançer à l'abordage. Il ne restait plus assez de monde pour persister dans cette tentative. On retourne aux batteries de tribord, et on redouble contre *le Téméraire* un feu vengeur, qui le démâte et le maltraite horriblement. Mais comme s'il ne suffisait pas de deux vaisseaux à trois ponts, pour en combattre un à deux ponts, un nouvel ennemi vient se joindre aux premiers pour écraser *le Redoutable*. Le vaisseau anglais *le Neptune*, le prenant par la poupe, lui envoie des bordées qui le mettent bientôt dans un état déplorable. Deux mâts du *Redoutable* sont tombés sur le pont ; une partie de son artillerie est démontée ; l'une de ses murailles, presque démolie, ne forme plus qu'un vaste sabord ; le gouvernail est hors de service ; plusieurs trous de boulets, placés à la ligne de flottaison, introduisent dans sa cale l'eau par torrents. Tout l'état-major est blessé, dix aspirants sur onze sont frappés à mort. Sur 640 hommes d'équipage 522 sont hors de combat, parmi lesquels 500 morts et 222 blessés. Dans un pareil état cet héroïque vaisseau ne peut plus se défendre. Il amène enfin son pavillon ; mais, avant de le rendre, il a vengé sur la personne de Nelson les malheurs de la marine française.

Le Victory et *le Redoutable* ayant été entraînés hors de la ligne en s'abordant, le chemin avait été ouvert aux vaisseaux ennemis qui cherchaient à envelopper *le Bucentaure* et *le Santissima Trinidad*. Ces deux vaisseaux se tenaient fortement liés l'un à l'autre, car *le Bucentaure* avait son beaupré engagé dans la galerie de poupe du *Santissima Trinidad*. Au-devant d'eux *le Héros*, qui était le plus rapproché des dix vaisseaux restés inactifs, leur avait d'abord prêté secours ; mais après avoir essayé une assez vive canonnade, il s'était laissé aller au vent, et avait abandonné *le Santissima Trinidad* et *le Bucentaure* à leur funeste sort. *Le Bucentaure* au début du combat avait reçu du *Victory* quelques bordées, qui, le prenant en poupe, lui avaient causé beaucoup de mal. Bientôt plusieurs vaisseaux anglais remplaçant *le Victory* l'avaient entouré. Les uns étaient venus se placer vers la poupe, les autres doublant la ligne étaient venus se placer à tri-

bord. Il était ainsi foudroyé en arrière et à droite par quatre vaisseaux, dont deux à trois ponts. Villeneuve, aussi ferme au milieu des boulets qu'indécis au milieu des angoisses du commandement, se tenait sur son gaillard, espérant que, parmi tant de vaisseaux français et espagnols qui l'environnaient, il s'en détacherait quelqu'un pour secourir leur général. Il combattait avec la dernière énergie, et non sans quelque espérance. N'ayant pas d'ennemis à gauche, et plusieurs en arrière et à droite, par suite du mouvement que les Anglais avaient fait en passant en dedans de la ligne, il avait voulu changer de position, pour soustraire sa poupe ainsi que ses batteries de tribord fort maltraitées, et montrer à l'ennemi celles de bâbord. Mais, engagé par son beaupré dans la galerie du *Santisima Trinidad*, il ne pouvait se mouvoir. Il fit ordonner à la voix au *Santisima Trinidad* de *laisser arriver*, pour amener la séparation des deux vaisseaux. L'ordre ne fut point exécuté parce que le vaisseau espagnol, privé de tous ses mâts, était réduit à une complète immobilité.

Le Bucentaure, cloué à sa position, était donc obligé de supporter un feu écrasant par l'arrière et par la droite, sans pouvoir faire usage de ses batteries de gauche. Cependant, soutenant noblement l'honneur du pavillon, il répondait par un feu tout aussi actif que celui qu'il endurait. Après une heure de ce combat, le capitaine de pavillon Magendie fut blessé. Le lieutenant Daudignon, qui l'avait remplacé, fut blessé aussi, et remplacé à son tour par le lieutenant de vaisseau Fournier. Bientôt le grand mât et le mât d'artimon s'abattirent sur le pont, et y produisirent un affreux désordre. On arbora le pavillon au mât de misaine. Plongé dans un épais nuage de fumée, l'amiral ne distinguait plus ce qui se passait dans le reste de l'escadre. Ayant aperçu à la faveur d'une éclaircie les vaisseaux de tête toujours immobiles, il leur ordonna, en arborant ses signaux au dernier mât qui lui restait, de virer de bord tous à la fois, afin de se porter au feu. Enveloppé de nouveau de cette nuée meurtrière qui vomissait le ravage et la mort, il continua de combattre, prévoyant qu'il lui faudrait sous peu d'instants abandonner son vaisseau amiral, pour aller remplir ses devoirs sur un autre. Vers trois heures son troisième mât tomba sur le pont, et acheva de l'encombrer de débris.

Le Bucentaure, avec son flanc droit déchiré, sa poupe démolie, ses mâts abattus, était rasé comme un ponton. « Mon rôle sur *le Bucentaure*

est fini, s'écria l'infortuné Villeneuve, je vais essayer sur un autre vaisseau de conjurer la fortune. » Il voulut alors se jeter dans un canot, et se transporter à l'avant-garde pour l'amener lui-même au combat. Mais les canots placés sur le pont du *Bucentaure* avaient été écrasés par la chute successive de toute la mâture. Ceux qui étaient sur les flancs avaient été criblés de boulets. On héla à la voix *le Santissima Trinidad* pour lui demander une embarcation : vains efforts ! au milieu de cette confusion, aucune voix humaine ne pouvait se faire entendre. L'amiral français se vit donc attaché au cadavre de son vaisseau prêt à couler, ne pouvant plus donner d'ordre, ni rien tenter pour sauver la flotte qui lui était confiée. Sa frégate, *l'Hortense*, qui aurait dû venir à son secours, ne faisait aucun mouvement, soit qu'elle en fût empêchée par le vent, soit qu'elle fût terrifiée par cet horrible spectacle. Il ne restait à l'amiral qu'à mourir, et l'infortuné en forma plus d'une fois le vœu. Son chef d'état-major, M. de Prigny, venait d'être blessé à ses côtés. Presque tout son équipage était hors de combat. *Le Bucentaure*, entièrement privé de mâture, criblé de boulets, ne pouvant se servir de ses batteries qui étaient démontées ou obstruées par les débris de grément, n'avait pas même la cruelle satisfaction de rendre un seul des coups qu'il recevait. Il était quatre heures un quart ; aucun secours n'arrivant, l'amiral fut obligé d'amener son pavillon. Une chaloupe anglaise vint le chercher et le conduire à bord du vaisseau *le Mars*. Il y fut accueilli avec les égards dus à son grade, à ses malheurs, à sa bravoure : faible dédommagement d'une si grande infortune ! Il avait enfin trouvé ce sinistre désastre qu'il avait craint de rencontrer, tantôt aux Antilles, tantôt dans la Manche. Il le trouvait là même où il avait cru l'éviter, à Cadix, et il succombait sans la consolation de périr pour l'accomplissement d'un grand dessein.

Pendant ce combat, *le Santissima Trinidad*, entouré d'ennemis, avait été pris. Ainsi, des sept vaisseaux du centre attaqués par la colonne de Nelson, trois, *le Redoutable*, *le Bucentaure*, *le Santissima Trinidad*, avaient été accablés sans être secourus par les quatre autres, *le Neptune*, *le San Leandro*, *le San Justo*, *l'Indomptable*. Ces derniers, tombés sous le vent au commencement de l'action, n'avaient pu se remettre en bataille. Ils n'avaient plus d'autre moyen d'être utiles que de descendre en dedans de la ligne,

sous l'impulsion bien faible du vent, qui continuait à souffler de l'ouest, et d'aller combattre avec les seize vaisseaux attaqués par l'amiral Collingwood. Un seul, le *Neptune*, bâtiment français, commandé par un bon officier, le capitaine Maïstral, exécuta cette manœuvre en se tenant toujours près du danger. Il envoya successivement des bordées au *Victory*, au *Royal Souverain*, et essaya de porter quelque secours à l'arrière-garde engagée avec la colonne de Collingwood. Les trois autres, le *San Leandro*, le *San Justo*, l'*Indomptable* se laissèrent entraîner loin du champ de bataille par la brise expirante.

Toutefois restaient les dix vaisseaux de la tête, qui, après avoir échangé quelques boulets avec la colonne de Nelson, étaient demeurés sans ennemis. Le signal qui les appelait au poste de l'honneur les avait trouvés, ou déjà *sous-ventés*, ou presque réduits à l'immobilité par la faiblesse de la brise. Le *Héros*, placé le plus près du centre, après avoir soutenu, un moment, comme on l'a vu, ses deux voisins, le *Bucentaure* et le *Santisima Trinidad*, s'était laissé aller à ce léger souffle de l'atmosphère qui régnait encore, et qui malheureusement ne donnait d'impulsion que pour s'éloigner du combat. Du moins le sang avait coulé sur le pont de ce vaisseau; mais son vaillant capitaine, Poulain, tué dès le début, avait emporté l'âme qui l'animait. Le *San Augustino*, placé au-dessus du *Héros*, ayant perdu son poste de très-bonne heure, était poursuivi et pris par les Anglais vainqueurs du *Bucentaure*. Le *San Francisco* ne faisait pas mieux. En remontant cette ligne de l'avant-garde, venaient successivement le *Mont-Blanc*, le *Duguay Trouin*, le *Formidable*, le *Rayo*, l'*Intrépide*, le *Scipion*, le *Neptuno*. Le contre-amiral Dumanoir leur avait répété le signal de virer de bord pour se rabattre sur le centre. La plupart étaient restés immobiles, faute de savoir manœuvrer, de le pouvoir ou de le vouloir. A la fin, il y en eut quatre qui obéirent au signal du chef de la division, en s'aidant de leurs canots mis à la mer pour virer de bord. Ce furent le *Mont-Blanc*, le *Duguay-Trouin*, le *Formidable* et le *Scipion*. Le contre-amiral Dumanoir leur avait prescrit une bonne manœuvre, c'était, au lieu de virer *vent arrière*, ce qui devait les porter en dedans de la ligne, de virer *vent devant*, ce qui devait, au contraire, les porter en dehors, et leur ménager le moyen, seulement en *laissant arriver*, de se jeter dans la mêlée lorsqu'ils le jugeraient utile.

Le contre-amiral Dumanoir, avec le *Formidable* qu'il montait, et qui avait acquis tant de gloire au combat d'Algésiras, avec le *Scipion*, le *Duguay-Trouin*, le *Mont-Blanc*, se mit donc à descendre du nord au sud, le long de la ligne de bataille. Il pouvait, là où il se porterait, mettre les Anglais entre deux feux. Mais il était tard, trois heures au moins. Il apercevait presque partout des désastres consommés, et, sans la résolution de s'envelir dans le malheur commun de la marine française, il devait trouver de bonnes raisons pour ne pas s'engager à fond. Parvenu à la hauteur du centre, il vit le *Bucentaure* amariné, le *Santisima Trinidad* pris, le *Redoutable* vaincu depuis longtemps, et les Anglais, quoique fort maltraités eux-mêmes, courant sur les vaisseaux qui étaient tombés sous le vent. Pendant ce trajet, il essuya un feu assez vif, qui causa des avaries à ses quatre vaisseaux, et diminua leur aptitude à combattre. Chaudement accueilli par la colonne victorieuse de Nelson, et ne voyant personne à secourir, il continua son mouvement, et parvint à l'arrière-garde, où combattaient les seize vaisseaux français et espagnols engagés avec la colonne de Collingwood. Là, en se dévouant, il pouvait sauver quelques vaisseaux, ou ajouter de glorieuses morts à celles qui devaient nous consoler d'une grande défaite. Découragé par le feu qui venait d'endommager sa division, consultant la prudence plutôt que le désespoir, il n'en fit rien. Traité par la fortune comme Villeneuve, il devait bientôt, pour avoir voulu éviter un désastre glorieux, rencontrer ailleurs un désastre inutile.

A cette extrémité de la ligne qui avait été engagée la première avec la colonne de Collingwood, tous les vaisseaux français, un seul excepté, l'*Argonaute*, combattaient avec un courage digne d'une gloire immortelle. Et quant aux vaisseaux espagnols, deux, le *Santa Ana* et le *Prince des Asturies*, secondaient bravement la conduite des Français.

Après une lutte de deux heures, le *Santa Ana*, qui était le premier de l'arrière-garde, ayant perdu tous ses mâts, et rendu au *Royal Souverain* presque autant de mal qu'il en avait reçu, venait d'amener son pavillon. Le vice-amiral Alava, gravement blessé, s'était noblement conduit. Le *Fougueux*, voisin le plus proche du *Santa Ana*, après avoir fait de grands efforts pour le secourir en empêchant le *Royal Souverain* de forcer la ligne, avait été abandonné par

le *Monarca*, son vaisseau d'arrière. Tourné alors, et assailli par deux vaisseaux anglais, le *Fougueux* les avait désemparés l'un et l'autre. Engagé ensuite et bord à bord avec le *Téméraire*, il avait eu à repousser plusieurs abordages, et sur 700 hommes en avait perdu environ 400. Le capitaine Baudouin qui le commandait, ayant été tué, le lieutenant Bazin l'avait remplacé immédiatement, et avait aussi vaillamment résisté que son prédécesseur aux assauts des Anglais. Ceux-ci revenant à la charge, et s'étant emparés du gaillard d'avant, le brave Bazin, blessé, couvert de sang, n'ayant plus que quelques hommes autour de lui, et réduit au gaillard d'arrière, s'était vu contraint de rendre le *Fougueux* après la plus glorieuse résistance.

Derrière le *Fougueux*, à la place même abandonnée par le *Monarca*, le vaisseau français le *Pluton*, commandé par le capitaine Cosmao, manœuvrait avec autant d'audace que de dextérité. Se hâtant de remplir l'espace laissé vide par le *Monarca*, il avait arrêté tout court un vaisseau ennemi, le *Mars*, qui cherchait à y passer, l'avait criblé de coups, et allait l'enlever à l'abordage, lorsqu'un bâtiment à trois ponts était venu le canonner en poupe. Il s'était alors dérobé habilement à ce nouvel adversaire, et lui montrant le travers au lieu de la poupe, avait évité son feu en lui envoyant plusieurs bordées meurtrières. Revenu à son premier ennemi, et sachant se donner l'avantage du vent, il avait réussi à le prendre en poupe, à lui couper deux mâts, et à le mettre hors de combat. Débarrassé de ces deux assaillants, le *Pluton* cherchait à courir au secours des Français qui étaient accablés par le nombre, grâce à la retraite des vaisseaux infidèles à leur devoir.

En arrière du *Pluton*, l'*Algésiras*, que montait le contre-amiral Magon, livrait un combat mémorable, digne de celui qu'avait soutenu le *Redoutable* et tout aussi sanglant. Le contre-amiral Magon, né à l'île de France d'une famille de Saint-Malo, était jeune encore, et aussi beau qu'il était brave. Au commencement de l'action il avait assemblé son équipage, et promis de donner au matelot qui s'élancerait le premier à l'abordage un superbe baudrier, que lui avait décerné la Compagnie des Philippines. Tous voulaient mériter de sa main une pareille récompense. Se conduisant comme l'avaient fait les commandants du *Redoutable*, du *Fougueux*, du *Pluton*, le contre-amiral Magon porta d'abord l'*Algésiras* en avant, pour fermer le chemin aux

Anglais, qui voulaient couper la ligne. Dans ce mouvement il rencontra le *Tonnant*, vaisseau de 80, autrefois français, devenu anglais après Aboukir, et monté par un courageux officier, le capitaine Tyler. Il s'en approcha de fort près, lui envoya son feu, puis, virant de bord, il engagea profondément son beaupré dans les haubans du vaisseau ennemi. Les haubans, comme on sait, sont ces échelles de cordes qui, liant les mâts au corps du navire, servent à les roidir, et à y monter. Attaché ainsi à son adversaire, Magon rassembla autour de lui ses plus vigoureux matelots pour les mener à l'abordage. Mais il leur arriva ce qui était arrivé à l'équipage du *Redoutable*. Déjà réunis sur le pont et le beaupré, ils allaient s'élancer sur le *Tonnant*, quand ils essayèrent, d'un autre vaisseau anglais placé en travers, plusieurs décharges à mitraille qui abattirent un grand nombre d'entre eux. Il fallut alors, avant de songer à continuer l'abordage, riposter au nouvel ennemi qui était survenu, et à un troisième qui allait se joindre aux deux autres, pour canonner les flancs déjà déchirés de l'*Algésiras*. Tandis qu'il se défendait ainsi contre trois vaisseaux, Magon fut abordé par le capitaine Tyler, qui voulut à son tour se montrer sur le pont de l'*Algésiras*. Il le reçut à la tête de son équipage, et lui-même, une hache d'abordage à la main, donnant l'exemple à ses matelots, il repoussa les Anglais. Trois fois ils revinrent à la charge, trois fois il les rejeta hors du pont de l'*Algésiras*. Son capitaine de pavillon, Letourneur, fut tué à ses côtés. Le lieutenant de vaisseau Plassan, qui prit le commandement, fut immédiatement blessé aussi. Magon, que son brillant uniforme désignait aux coups de l'ennemi, reçut une balle au bras, et perdit bientôt une grande quantité de sang. Il ne tint compte de cette blessure, et voulut rester à son poste. Mais une seconde vint l'atteindre à la cuisse. Ses forces commencèrent alors à l'abandonner. Comme il se soutenait à peine sur le pont de son vaisseau couvert de débris et de cadavres, l'officier qui, après la mort de tous les autres, était devenu capitaine de pavillon, M. de la Bretonnière, le supplie de descendre un moment à l'ambulance, pour faire au moins bander ses plaies, et ne pas perdre ses forces avec son sang. L'espérance de pouvoir revenir au combat décide Magon à écouter les prières de M. de la Bretonnière. Il descend dans l'entre-pont appuyé sur deux matelots. Mais les flancs déchirés du navire donnaient un libre passage à la mi-

traille. Magon reçoit un biscaien dans la poitrine, et tombe foudroyé sous ce dernier coup. Cette nouvelle répand la consternation dans l'équipage. On combat avec fureur pour venger un chef qu'on aimait autant qu'on l'admirait. Mais les trois mâts de *l'Algésiras* étaient abattus, et les batteries démontées ou obstruées par les débris de la mâture. Sur 641 hommes, 150 étaient tués, 180 blessés. L'équipage, refoulé sur le gaillard d'arrière, ne possédait plus qu'une partie du vaisseau. On était sans espoir, sans ressource ; on fait alors une dernière décharge sur l'ennemi, et on rend ce pavillon du contre-amiral si vaillamment défendu.

D'autres luttèrent encore derrière *l'Algésiras*, quoique la journée fût fort avancée. *Le Bahama* s'était éloigné, mais *l'Aigle* combattait avec bravoure, et ne se rendait qu'après des pertes cruelles et la mort de son chef, le capitaine Gourrège. *Le Swiftsure*, que les ennemis tenaient à reconquérir parce qu'il avait été anglais, se comportait aussi bravement, et ne cédait qu'au nombre, ayant déjà sept pieds d'eau dans sa cale. Derrière *le Swiftsure*, le vaisseau français *l'Argonaute*, après avoir éprouvé quelques avaries, se retirait. *Le Berwick* combattait honorablement à sa place. Les vaisseaux espagnols *le Montanez*, *l'Argonauta*, *le San Nepomuceno*, *le San Ildefonso* avaient abandonné le champ de bataille. Au contraire, l'amiral Gravina, monté sur *le Prince des Asturies*, enveloppé par les vaisseaux anglais qui avaient doublé l'extrémité de la ligne, se défendait seul contre eux avec une rare énergie. Cerné de toutes parts, criblé, il tenait ferme, et aurait succombé s'il n'eût été secouru par *le Neptune*, qu'on a vu s'efforcer de regagner le vent pour se rendre utile, et par *le Pluton*, qui, ayant réussi à se débarrasser de ses adversaires, était venu chercher de nouveaux dangers. Malheureusement, au terme de ce combat, l'amiral Gravina reçut une blessure mortelle.

Enfin, à l'extrémité de cette longue ligne, marquée par les flammes, par les débris flottants des vaisseaux, par des milliers de cadavres mutilés, une dernière scène vint saisir d'horreur les combattants, et d'admiration nos ennemis eux-mêmes. *L'Achille*, assailli de plusieurs côtés, se défendait avec opiniâtreté. Au milieu de la canonade, le feu avait pris au corps du bâtiment. C'était le cas d'abandonner les canons pour courir à l'incendie, qui déjà s'étendait avec une activité effrayante. Mais les matelots de *l'Achille*, craignant que, pendant qu'ils seraient occupés à l'é-

teindre, l'ennemi ne profitât de l'inaction de leur artillerie pour prendre l'avantage, aimèrent mieux se laisser envahir par le feu que d'abandonner leurs canons. Bientôt des torrents de fumée, s'élevant du sein du vaisseau, épouvantèrent les Anglais, et les décidèrent à s'éloigner de ce volcan qui menaçait de faire explosion, et d'engloutir ses assaillants comme ses défenseurs. Ils le laissèrent seul, isolé au milieu de l'abîme, et se mirent à considérer ce spectacle, qui, d'un instant à l'autre, devait se terminer par une horrible catastrophe. L'équipage français, déjà fort décimé par la mitraille, se voyant délivré des ennemis, s'occupa seulement alors d'éteindre les flammes qui dévoraient son navire. Mais il n'était plus temps ; il fallut songer à se sauver. On jeta à la mer tous les corps propres à surnager, barriques, mâts, vergues, et on chercha sur ces asiles flottants un refuge contre l'explosion attendue à chaque minute. A peine quelques matelots s'étaient-ils précipités à la mer, que le feu, parvenu aux poudres, fit sauter *l'Achille* avec un fracas effroyable, qui terrifia les vainqueurs eux-mêmes. Les Anglais se hâtèrent d'envoyer leurs chaloupes pour recueillir les infortunés qui s'étaient si noblement défendus. Un bien petit nombre réussit à se soustraire à la mort. La plupart, demeurés à bord, furent lancés dans les airs avec les blessés qui encombraient le vaisseau.

Il était cinq heures. Le combat était fini presque partout. La ligne, coupée d'abord en deux points, bientôt en trois ou quatre, par l'absence des vaisseaux qui n'avaient pas su se tenir en bataille, se trouvait ravagée d'une extrémité à l'autre. A l'aspect de cette flotte, ou détruite ou fugitive, l'amiral Gravina, dégagé par *le Neptune* et *le Pluton*, et devenu général en chef, donna le signal de la retraite. Outre les deux vaisseaux français qui venaient de le secourir, et *le Prince des Asturies* qu'il montait, Gravina en pouvait encore rallier huit, trois français, *le Héros*, *l'Indomptable*, *l'Argonaute*, cinq espagnols, *le Rayo*, *le San Francisco de Asis*, *le San Justo*, *le Montanez*, *le Leandro*. Ces derniers, nous devons le dire, avaient sauvé leur existence beaucoup plus que leur honneur. C'étaient onze échappés au désastre, indépendamment des quatre du contre-amiral Dumanoir, qui faisaient une retraite séparée, en tout quinze. Il faut à ce nombre ajouter les frégates, qui, placées sous le vent, n'avaient pas fait ce qu'on aurait pu attendre d'elles, pour secourir la flotte. Dix-sept vais-

seaux français et espagnols étaient devenus prisonniers des Anglais; un avait sauté. L'escadre combinée avait perdu six ou sept mille hommes, tués, blessés, noyés ou prisonniers. Jamais plus grande scène d'horreur ne s'était vue sur les flots.

Les Anglais avaient obtenu une victoire complète, mais une victoire sanglante, cruellement achetée. Sur les vingt-sept vaisseaux dont se composait leur escadre, presque tous avaient perdu des mâts; quelques-uns étaient hors de service, ou pour toujours, ou jusqu'à un radoub considérable. Ils avaient à regretter environ 5,000 hommes, un grand nombre de leurs officiers, et l'illustre Nelson, plus regrettable pour eux qu'une armée. Ils traînaient à leur remorque dix-sept vaisseaux, presque tous démâtés ou près de couler à fond, et un amiral prisonnier. Ils avaient la gloire de l'habileté, de l'expérience, unies à une incontestable bravoure. Nous avions la gloire d'une défaite héroïque, sans égale peut-être dans l'histoire, par le dévouement des vaincus.

A la chute du jour, Gravina s'achemina vers Cadix avec onze vaisseaux et cinq frégates. Le contre-amiral Durnanoir, craignant de trouver l'ennemi entre lui et les Français, se dirigea vers le détroit.

L'amiral Collingwood prit des signes de deuil pour la mort de son chef, mais il ne crut pas devoir suivre le conseil de ce chef mourant, et résolut, au lieu de mouiller l'escadre, de passer la nuit sous voiles. On voyait la côte et le sinistre cap de Trafalgar, qui a donné son nom à la bataille. Un vent dangereux commençait à se lever, la nuit à devenir sombre, et les vaisseaux anglais, manœuvrant difficilement à cause de leurs avaries, étaient obligés de remorquer ou d'escorter dix-sept vaisseaux prisonniers. Bientôt le vent acquit plus de violence, et aux horreurs d'une sanglante bataille succédèrent les horreurs d'une affreuse tempête, comme si le ciel eût voulu punir les deux nations les plus civilisées du globe, les plus dignes de le dominer utilement par leur union, des fureurs auxquelles elles venaient de se livrer. L'amiral Gravina et ses onze vaisseaux avaient dans Cadix une retraite assurée et prochaine. Mais, trop éloigné de Gibraltar, l'amiral Collingwood n'avait que l'étendue des flots pour se reposer des fatigues et des souffrances de la victoire. En peu d'instants la nuit, plus cruelle que le jour lui-même, mêla vaincus et vainqueurs, et les fit trembler

tous sous une main plus puissante que celle de l'homme victorieux, sous celle de la nature en courroux. Les Anglais furent obligés d'abandonner les vaisseaux qu'ils traînaient à la remorque, ou de renoncer à surveiller ceux qu'ils avaient sous leur escorte. Singulières vicissitudes de la guerre de mer! Quelques-uns des vaincus, pleins de joie à l'aspect terrifiant de la tempête, conçurent l'espérance de reconquérir leurs vaisseaux et leur liberté. Les Anglais qui gardaient le *Bucentaure*, se voyant sans secours, rendirent eux-mêmes notre vaisseau amiral aux restes de l'équipage français. Ceux-ci, ravis d'être délivrés par un affreux péril, élevèrent quelques mâts de fortune sur leur bâtiment démâté, y attachèrent quelques débris de voiles, et se dirigèrent vers Cadix, poussés par l'ouragan. *L'Algésiras*, digne de l'infortuné Magon dont il emportait le cadavre, voulut aussi devoir sa délivrance à la tempête. Soixante et dix officiers et matelots anglais gardaient ce noble vaincu. Tout mutilé qu'il était, *l'Algésiras*, récemment construit, se soutenait sur les flots, malgré ses profondes blessures. Mais il avait ses trois mâts coupés, le grand mât à quinze pieds du pont, celui de misaine à neuf, celui d'artimon à cinq. Le vaisseau qui le remorquait, songeant à son propre salut, avait lâché le câble qui le retenait prisonnier. Les Anglais chargés de le garder avaient tiré du canon pour demander du secours, et n'avaient obtenu aucune réponse. Alors, s'adressant à M. de la Bretonnière, ils le prièrent de les aider avec son équipage à sauver le navire, et avec le navire leur vie à tous. M. de la Bretonnière, saisi à cette proposition d'une lueur d'espérance, demanda à conférer avec ses compatriotes détenus à fond de cale. Il va trouver les officiers français, et leur fait partager l'espoir d'arracher *l'Algésiras* à ses vainqueurs. Tous ensemble conviennent d'accepter la proposition qui leur est communiquée, et puis, une fois mis en possession du bâtiment, de se précipiter sur les Anglais, de leur enlever leurs armes, de les combattre à outrance au milieu de cette sombre nuit, et de pourvoir ensuite comme ils pourraient à leur propre salut. Il restait 270 Français, désarmés, mais prêts à tout pour arracher leur vaisseau des mains de l'ennemi. Les officiers se répandent parmi eux, leur font part de ce projet qui est accueilli avec transport. Il est convenu que M. de la Bretonnière sommera d'abord les Anglais, et que, s'ils refusent de se rendre, les Français, à un signal donné, se jeteront sur eux.

L'effroi de la tempête, la crainte de la côte dont on est près, tout est oublié : on ne songe plus qu'à ce nouveau combat, espèce de guerre civile en présence des éléments déchainés !

M. de la Bretonnière retourne auprès des Anglais, et leur dit que l'abandon dans lequel on laisse le vaisseau au milieu d'un si grand péril a dissous tous leurs engagements, que dès ce moment les Français se regardent comme libres, et que si, du reste, leurs gardiens croient leur honneur intéressé à combattre, ils le peuvent ; que l'équipage français, quoique sans armes, va fondre sur eux au premier signal. Deux matelots français, en effet, dans leur impatiente ardeur, s'élançant sur les factionnaires anglais, et en reçoivent de larges blessures. M. de la Bretonnière contient le tumulte, et donne aux officiers anglais le temps de la réflexion. Ceux-ci, après avoir délibéré un instant, songeant à leur petit nombre, à la cruauté de leurs compatriotes, au danger commun qui menace vaincus et vainqueurs, se rendent aux Français, à condition qu'ils redeviendront libres quand ils auront touché le rivage de France. M. de la Bretonnière promet de demander leur liberté à son gouvernement, si on réussit à rentrer dans Cadix. Alors les cris de joie éclatent sur le vaisseau ; on se met à l'œuvre ; on cherche des mâts de hune dans les approvisionnements de réserve, on les hisse, on les fixe sur les tronçons des grands mâts, on y attache quelques voiles, et on se dirige ainsi vers Cadix.

Le jour avait paru, et, loin de dissiper le mauvais temps, l'avait rendu plus mauvais encore. L'amiral Gravina était rentré dans Cadix avec les débris des escadres combinées. La flotte anglaise était à la vue de ce port, suivie de quelques-uns de ses prisonniers, qu'elle tenait sous la pointe de ses canons. Après avoir lutté toute la journée contre la tempête, le commandant la Bretonnière, quoique sans pilote, mais aidé d'un marin à qui les parages de Cadix étaient familiers, arrive à l'entrée de la rade. Il ne lui restait qu'une seule ancre de bossoir et un gros câble, pour résister au vent qui portait violemment à la côte. Il jette cette ancre et s'y confie, dévoré néanmoins d'inquiétude, car si elle cède, *l'Algésiras* doit périr sur les rochers. Ne connaissant pas la rade, il avait mouillé près d'un écueil redoutable, appelé la Pointe-du-Diamant. La nuit se passe dans de cruelles angoisses. Enfin le jour reparait, et répand une redoutable leur sur cette plage désolée. *Le Bucentaure*,

toujours malheureux, est venu s'y briser. Toutefois on a sauvé une partie de son équipage à bord de *l'Indomptable* mouillé non loin de là. Ce dernier, qui avait peu d'avaries, parce qu'il avait peu combattu, était attaché à de bonnes ancrés et à de bons câbles. Pendant la journée entière *l'Algésiras* tire le canon de détresse pour réclamer du secours. Quelques barques périssent avant de le joindre. Une seule parvient à lui remettre une ancre de jet très-faible. *L'Algésiras* reste amarré près de *l'Indomptable*, lui demandant la remorque, que celui-ci promet dès qu'il sera possible de rentrer dans Cadix. La nuit s'étend de nouveau sur la mer et sur les deux vaisseaux mouillés l'un à côté de l'autre : c'est la seconde depuis la funeste bataille. L'équipage de *l'Algésiras* regarde avec effroi les deux ancrés si faibles sur lesquelles repose son salut, et avec envie celles de *l'Indomptable*. La tempête redouble, et tout à coup on entend un cri effroyable. *L'Indomptable*, dont les puissantes ancrés ont cédé, arrive subitement tout couvert de ses fanaux, ayant sur son pont son équipage au désespoir, passe à quelques pieds de *l'Algésiras*, et vient se briser avec un fracas horrible sur la Pointe-du-Diamant. Les fanaux qui l'éclairent, les cris qui retentissent, tout s'évanouit dans les flots. Quinze cents hommes périssent à la fois, car *l'Indomptable* portait son équipage presque entier, celui du *Bucentaure*, valides et blessés, et une partie des troupes embarquées à bord de l'amiral.

Après ce cruel spectacle et les désolantes réflexions qu'il provoque, *l'Algésiras* voit reparaitre le jour et la tempête s'apaiser. Il rentre enfin dans la rade de Cadix, et va s'engager presque au hasard dans un lit de vase, où il est désormais hors de péril. Juste récompense du plus admirable héroïsme !

Tandis que ces tragiques aventures signalaient le retour miraculeux de *l'Algésiras*, *le Redoutable*, celui qui avait si glorieusement lutté contre *le Victory*, et duquel était partie la balle qui avait tué Nelson, venait de couler à fond. Sa poupe, minée par les boulets, s'était éroulée subitement, et on avait eu à peine le temps d'en retirer 119 Français. *Le Fougueux*, désemparé, jeté sur la côte d'Espagne, s'y était perdu.

Le Monarca, abandonné de même, s'était brisé devant les rochers de San-Lucar.

Il ne restait plus que quelques-unes de leurs prises aux Anglais, et avec leurs vaisseaux les

moins maltraités ils tenaient la mer, en vue de Cadix, toujours contrariés par les vents, qui ne leur avaient pas permis de regagner Gibraltar. Le brave commandant du *Pluton*, le capitaine Cosmao, à cet aspect, ne put contenir le zèle dont il était animé. Son vaisseau était criblé, son équipage réduit de moitié; mais aucune de ces raisons ne put l'arrêter. Il emprunta quelques matelots à la frégate *l'Hermione*, il rapiéça son grément à la hâte, et, usant du commandement qui lui appartenait, car tous les amiraux et contre-amiraux étaient morts, blessés ou prisonniers, il fit signal d'appareiller aux vaisseaux qui étaient encore capables de tenir la mer, afin d'aller arracher à la flotte de Collingwood les Français qu'elle trainait à sa suite. L'intrépide Cosmao sortit donc, accompagné du *Neptune*, qui pendant la bataille avait fait de son mieux pour se porter au feu, et de trois autres vaisseaux français et espagnols qui n'avaient pas eu l'honneur de combattre dans la journée de Trafalgar. Ils étaient cinq en tout, suivis des cinq frégates qui avaient aussi à réparer leur conduite récente. Malgré le mauvais temps, ces dix bâtiments s'approchèrent de la flotte anglaise. Collingwood, les prenant pour autant de vaisseaux de ligne, fit avancer sur-le-champ ses dix vaisseaux les moins avariés. Dans ce mouvement une partie des prises fut abandonnée. Les frégates en profitèrent pour saisir et remorquer le *Santa Ana* et le *Neptuno*. Le commandant Cosmao, qui n'était pas en forces, et qui avait contre lui le vent soufflant vers Cadix, rentra, amenant avec lui les deux vaisseaux reconquis, seul trophée qu'il pût remporter à la suite de tels malheurs. Ce ne fut point l'unique résultat de cette sortie. L'amiral Collingwood, craignant de ne pouvoir conserver ses prises, coula à fond ou brûla le *Santisima Trinidad*, l'*Argonauta*, le *San Augustino*, l'*Intrépide*.

L'*Aigle* échappa au vaisseau anglais le *Defiance*, et alla s'échouer devant le port de Sainte-Marie. Le *Berwick* se perdit par un acte de dévouement semblable à celui qui avait sauvé l'*Algésiras*.

Parmi les vaisseaux qui avaient suivi le commandant Cosmao, il y en eut un qui ne put rentrer; ce fut l'espagnol le *Rayo*, qui périt entre Rota et San-Lucar.

Enfin l'amiral anglais revint à Gibraltar, n'emmenant que quatre de ses prises sur dix-sept, dont une française, le *Swiftsure*, et trois espagnoles. Encore fallut-il couler à fond le *Swiftsure*.

Telle fut cette fatale bataille de Trafalgar. Des marins inexpérimentés, des alliés plus inexpérimentés encore, une discipline faible, un matériel négligé, partout la précipitation avec ses conséquences; un chef sentant trop vivement ces désavantages, en concevant des pressentiments sinistres, les portant sur toutes les mers, faisant sous leur influence manquer les grands projets de son souverain; ce souverain irrité ne tenant pas assez compte des obstacles matériels, moins difficiles à surmonter sur terre que sur mer, désolant par l'amertume de ses reproches un amiral qu'il fallait plaindre plutôt que blâmer; cet amiral se battant par désespoir, et la fortune, cruelle pour le malheur, lui refusant jusqu'à l'avantage des vents; la moitié d'une flotte paralysée par l'ignorance et par les éléments, l'autre moitié se battant avec fureur; d'une part une bravoure calculée et habile, de l'autre une inexpérience héroïque, des morts sublimes, un carnage effroyable, une destruction inouïe; après les ravages des hommes, les ravages de la tempête; l'abîme dévorant les trophées du vainqueur; enfin le chef triomphant enseveli dans son triomphe, et le chef vaincu projetant le suicide comme seul refuge à sa douleur, telle fut, nous le répétons, cette fatale bataille de Trafalgar, avec ses causes, ses résultats, ses tragiques aspects.

On pouvait cependant tirer de ce grand désastre d'utiles conséquences pour notre marine. Il fallait raconter au monde ce qui s'était passé. Les combats du *Redoutable*, de l'*Algésiras*, de l'*Achille* méritaient d'être cités avec orgueil à côté des triomphes d'Ulm. Le courage malheureux n'est pas moins admirable que le courage heureux: il est plus touchant. D'ailleurs les faveurs de la fortune à notre égard étaient assez grandes pour qu'on pût avouer publiquement quelques-unes de ses rigueurs. Il fallait ensuite combler de récompenses les hommes qui avaient si dignement rempli leur devoir, et appeler devant un conseil de guerre ceux qui, cédant à l'horreur de ce spectacle, s'étaient éloignés du feu. Et, se fusent-ils bien conduits en d'autres occasions, il fallait les immoler à la nécessité d'établir la discipline par de terribles exemples. Il fallait surtout que le gouvernement trouvât dans cette sanglante défaite une leçon pour lui-même; il fallait qu'il se dit bien que rien ne se fait vite, et particulièrement quand il s'agit de marine; il fallait qu'il renoncât à présenter en ligne de bataille des escadres qui ne seraient pas éprouvées à la mer, et qu'en attendant il s'appliquât à les former

toutes par des croisières fréquentes et lointaines.

L'excellent roi d'Espagne, sans se livrer à tous ces calculs, enveloppa dans une même mesure de récompense les braves et les lâches, ne voulant mettre en lumière que l'honneur fait à son pavillon par la conduite de quelques-uns de ses marins. C'était une faiblesse naturelle à une cour vieillie, mais une faiblesse inspirée par la bonté. Nos marins, un peu remis de leurs souffrances, étaient mêlés avec les marins espagnols dans le port de Cadix, lorsqu'on leur annonça que le roi d'Espagne donnait un grade à tout Espagnol qui avait assisté à la bataille de Trafalgar, indépendamment des distinctions particulières accordées à ceux qui s'étaient le mieux conduits. Les Espagnols, presque honteux d'être récompensés quand les Français ne l'étaient pas, dirent à ceux-ci que probablement ils allaient recevoir de leur côté le prix de leur courage. Il n'en fut rien : les braves, les lâches parmi les Français furent confondus aussi dans le même traitement, et ce traitement fut l'oubli.

Quand la nouvelle du désastre de Trafalgar parvint à l'amiral Deerès, il en fut saisi de douleur. Ce ministre, malgré son esprit, malgré sa profonde connaissance de la marine, n'avait jamais que des revers à annoncer à un souverain qui, en toute autre chose, n'obtenait que des succès. Il manda ces tristes détails à Napoléon, qui déjà s'avancait sur Vienne du vol de l'aigle. Quoiqu'une nouvelle malheureuse eût peine à se faire jour dans une âme enivrée de triomphes, la nouvelle de Trafalgar chagrina Napoléon, et lui causa un profond déplaisir. Cependant il fut cette fois moins sévère que de coutume à l'égard de l'amiral Ville-neuve, car cet infortuné avait vaillamment combattu, quoique très-imprudemment. Napoléon agit ici comme agissent souvent les hommes,

aussi bien les plus forts que les plus faibles ; il tâcha d'oublier ce chagrin, et s'efforça de le faire oublier aux autres. Il voulut qu'on parlât peu de Trafalgar dans les journaux français, et qu'on en fit mention comme d'un combat imprudent, dans lequel nous avons plus souffert de la tempête que de l'ennemi. Il ne voulut, non plus, ni récompenser ni punir, ce qui était une cruelle injustice, indigne de lui et de l'esprit de son gouvernement. Il se passait alors quelque chose dans son âme, qui contribua puissamment à lui inspirer cette conduite si mesquine ; il commençait à désespérer de la marine française. Il trouvait une manière de battre l'Angleterre, plus sûre, plus praticable, c'était de la battre dans les alliés qu'elle soldait, de lui enlever le continent, d'en expulser tout à fait son commerce et son influence. Il devait naturellement préférer ce moyen, dans l'emploi duquel il excellait, et qui, bien ménagé, l'aurait certainement conduit au but de ses efforts. A partir de ce jour, Napoléon pensa moins à la marine, et voulut que tout le monde y pensât moins aussi.

L'Europe elle-même, quant à la bataille de Trafalgar, se prêta volontiers au silence qu'il désirait garder. Le bruit retentissant de ses pas sur le continent empêcha d'entendre les échos du canon de Trafalgar. Les puissances, qui avaient sur la poitrine l'épée de Napoléon, n'étaient guère rassurées par une victoire navale, profitable à l'Angleterre seule, sans autre résultat qu'une nouvelle extension de sa domination commerciale, domination qu'elles n'aimaient guère, et ne toléraient que par jalousie de la France. D'ailleurs la gloire britannique ne les consolait pas de leur propre humiliation. Trafalgar n'effaça donc point l'éclat d'Ulm, et, comme on le verra bientôt, n'amoindrit aucune de ses conséquences.

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

AUSTERLITZ.

Effet produit par les nouvelles venues de l'armée. — Crise financière. — La Caisse de consolidation suspend ses paiements en Espagne, et contribue à accroître les embarras de la compagnie des *Négociants réunis*. — Secours fournis à cette compagnie par la Banque de France. — Émission trop considérable des billets de la Banque, et suspension de ses paiements. — Faillites nombreuses. — Le public alarmé se confie en Napoléon, et attend de lui quelque fait éclatant qui rétablisse le crédit et la paix. — Continuation des événements de la guerre. — Situation des affaires en Prusse. — La prétendue violation du territoire d'Anspach fournit des prétextes au parti de la guerre. — L'empereur Alexandre en profite pour se rendre à Berlin. — Il entraîne la cour de Prusse à prendre des engagements éventuels avec la coalition. — Traité de Potsdam. — Départ de M. d'Haugwitz pour le quartier général français. — Grande résolution de Napoléon en apprenant les nouveaux dangers dont il est menacé. — Il précipite son mouvement sur Vienne. — Bataille de Caldiero en Italie. — Marche de la grande armée à travers la vallée du Danube. — Passage de l'Inn, de la Traun, de l'Ens. — Napoléon à Lintz. — Mouvement que pouvaient faire les archiducs Charles et Jean pour arrêter la marche de Napoléon. — Précautions de celui-ci en approchant de Vienne. — Distribution de ses corps d'armée sur les deux rives du Danube et dans les Alpes. — Les Russes passent le Danube à Krems. — Danger du corps de Mortier. — Combat de Dirnstein. — Combat de Davoust à Mariazell. — Entrée à Vienne. — Surprise des ponts du Danube. — Napoléon veut en profiter pour couper la retraite au général Kutusof. — Murat et Lannes portés à Hollabrunn. — Murat se laisse tromper par une proposition d'armistice, et donne à l'armée russe le temps de s'échapper. — Napoléon rejette l'armistice. — Combat sanglant à Hollabrunn. — Arrivée de l'armée française à Brünn. — Belles dispositions de Napoléon pour occuper Vienne, se garder du côté des Alpes et de la Hongrie contre les archiducs, et faire face aux Russes du côté de la Moravie. — Ney occupe le Tyrol, Augereau la Souabe. — Prise des corps de Jellaehich et de Rohan. — Départ de Napoléon pour Brünn. — Essai de négociation. — Fol orgueil de l'état-major russe. — Nouvelle coterie formée autour d'Alexandre. — Elle lui inspire l'imprudente résolution de livrer bataille. — Terrain choisi d'avance par Napoléon. — Bataille d'Austerlitz livrée le 2 décembre. — Destruction de l'armée austro-russe. — L'empereur d'Autriche au bivac de Napoléon. — Armistice accordé sous la promesse d'une paix prochaine. — Commencement de négociation à Brünn. — Conditions imposées par Napoléon. — Il veut les États vénitiens pour compléter le royaume d'Italie, le Tyrol et la Souabe autrichienne pour agrandir la Bavière, les duchés de Baden et de Wurtemberg. — Alliances de famille avec ces trois maisons allemandes. — Résistance des plénipotentiaires autrichiens. — Napoléon, de retour à Vienne, a une longue entrevue avec M. d'Haugwitz. — Il reprend ses projets d'union avec la Prusse, et lui donne le Hanovre, à condition qu'elle se liera définitivement à la France. — Traité de Vienne avec la Prusse. — Départ de M. d'Haugwitz pour Berlin. — Napoléon, débarrassé de la Prusse, devient plus exigeant à l'égard de l'Autriche. — La négociation transférée à Presbourg. — Acceptation des conditions de la France, et paix de Presbourg. — Départ de Napoléon pour Munich. — Mariage d'Eugène de Beauharnais avec la princesse Auguste de Bavière. — Retour de Napoléon à Paris. — Accueil triomphal.

Les nouvelles venues des bords du Danube avaient rempli la France de satisfaction ; celles qui venaient de Cadix l'attristèrent, mais ni les unes ni les autres ne lui causèrent de surprise. On espérait tout de nos armées de terre, constamment victorieuses depuis le commencement de la Révolution, et presque rien de nos flottes, si malheureuses depuis quinze années. Mais on n'attachait que des conséquences médiocres aux

événements de mer ; on regardait, au contraire, nos prodigieux succès sur le continent comme tout à fait décisifs. On y voyait les hostilités éloignées de nos frontières, la coalition déconcertée dès son début, la durée de la guerre fort abrégée, et la paix continentale rendue prochaine, ramenant l'espérance de la paix maritime. Cependant l'armée, s'enfonçant vers l'Autriche à la rencontre des Russes, faisait prévoir de nouveaux

et grands événements, qu'on attendait avec une vive impatience. Du reste, la confiance dans le génie de Napoléon tempérait toutes les anxiétés.

Il fallait cette confiance pour soutenir le crédit profondément ébranlé. Nous avons déjà fait connaître la situation embarrassée de nos finances. Un arriéré dû à la résolution de Napoléon de suffire sans emprunt aux dépenses de la guerre, les embarras du Trésor espagnol rendus communs au Trésor français par les spéculations de la compagnie des *Négociants réunis*, le portefeuille du Trésor livré entièrement à cette compagnie par la faute d'un ministre honnête mais trompé, telles étaient les causes de cette situation. Elles avaient fini par amener la crise longtemps prévue. Un incident avait contribué à la précipiter. La cour de Madrid, qui était débitrice envers la compagnie des *Négociants réunis* du subside dont celle-ci s'était chargée d'acquitter la valeur, des cargaisons de grains expédiées pour les divers ports de la Péninsule, des approvisionnements fournis aux flottes et aux armées espagnoles, la cour de Madrid venait, dans sa détresse, de recourir à une mesure désastreuse. Obligée de suspendre les paiements de la *Caisse de consolidation*, espèce de banque consacrée au service de la dette publique, elle avait donné cours forcé de monnaie aux billets de cette caisse. Une pareille mesure devait faire disparaître le numéraire. M. Ouvrard, qui, en attendant le recouvrement des piastres du Mexique, à lui déléguées par la cour de Madrid, n'avait d'autre moyen de faire face aux besoins de ses associés que le numéraire qu'il tirait de la Caisse de consolidation, se trouvait subitement arrêté dans ses opérations. On avait promis notamment à M. Desprez 4 millions de piastres, qu'il avait promis à son tour à la Banque de France, pour en obtenir les secours qui lui étaient nécessaires. Il ne fallait plus compter sur ces 4 millions. Sur les recouvrements à opérer au Mexique, on avait négocié en Hollande, auprès de la maison Hope, un emprunt de 10 millions, dont on pouvait tout au plus espérer 2 en temps utile. Ces fâcheuses circonstances avaient accru au delà de toute mesure les embarras de M. Desprez, qui était chargé des opérations du Trésor, de M. Vanlerberghe, qui était chargé de la fourniture des vivres, et leurs embarras, à l'un et à l'autre, étaient retombés sur la Banque. Nous avons déjà expliqué comment ils faisaient escompter à la Banque ou leur propre papier, ou les *obligations des receveurs généraux*. La Banque leur en donnait la valeur en billets, dont l'émission

s'augmentait ainsi d'une manière immodérée. Ce n'eût été là qu'un mal très-prochainement réparable, si les piastres promises étaient arrivées assez promptement pour ramener à un taux convenable la réserve métallique de la Banque. Mais les choses en étaient venues à ce point, que la Banque n'avait plus que 1 million 500,000 francs en caisse contre 72 millions de billets émis et 20 millions de comptes courants, c'est-à-dire contre 92 millions de valeurs immédiatement exigibles. Une circonstance étrange, qui s'était révélée récemment, aggravait beaucoup cette situation. M. de Marbois, dans sa confiance illimitée pour la compagnie, lui avait accordé une faculté tout à fait exceptionnelle, dans laquelle il n'avait vu d'abord qu'une facilité de service, et qui était devenue la cause d'un abus grave. La compagnie ayant en sa possession la plus grande partie des *obligations des receveurs généraux*, puisqu'elle les escomptait au gouvernement, ayant à se payer des services de tous genres qu'elle exécutait sur les divers points du territoire, se trouvait dans le cas de puiser sans cesse aux caisses du Trésor; et, pour plus de commodité, M. de Marbois avait ordonné aux receveurs généraux de lui verser les fonds qui leur rentraient, sur un simple récépissé de M. Desprez. La compagnie avait sur-le-champ usé de cette faculté. Tandis que d'une part elle tâchait de se procurer de l'argent à Paris, en faisant escompter à la Banque les *obligations des receveurs généraux* dont elle était nantie, de l'autre elle enlevait à la caisse des receveurs généraux l'argent destiné à acquitter ces mêmes obligations; et la Banque, à leur échéance, les envoyant chez les receveurs généraux, ne trouvait en paiement que des récépissés de M. Desprez. Celle-ci encaissait donc du papier en paiement d'un autre papier. C'est ainsi qu'elle était arrivée à une si grande émission de billets avec une si faible réserve. Un commis infidèle, trompant la confiance de M. de Marbois, était le principal auteur des complaisances dont on faisait un abus si déplorable.

Cette situation inconnue au ministre, mal appréciée même par la compagnie, qui, dans son entraînement, ne mesurait ni l'étendue des opérations dans lesquelles on l'avait engagée, ni la gravité des actes qu'elle commettait, cette situation se révélait peu à peu par une gêne universelle. Le public surtout, avide d'espèces métalliques, averti de leur rareté à la Banque, s'était porté en foule à ses bureaux pour convertir les billets en argent. Les malveillants se

joignant aux effrayés, la crise devint bientôt générale.

Les circonstances ainsi aggravées amenèrent des aveux longtemps différés, et une clarté fâcheuse. M. Vanlerberghe, à qui on ne pouvait imputer ce qu'il y avait de blâmable dans la conduite de la compagnie, car il s'occupait uniquement du commerce des grains, sans savoir à quels embarras il était exposé par ses associés, M. Vanlerberghe se rendit auprès de M. de Marbois, et lui déclara qu'il lui était impossible de suffire à la fois au service du Trésor et au service des vivres, que c'était tout au plus s'il pouvait continuer ce dernier. Il ne lui dissimula pas que les fournitures exécutées pour l'Espagne, et demeurées jusqu'ici sans paiement, étaient la cause principale de sa gêne. M. de Marbois, redoutant de voir manquer le service des vivres, encouragé d'ailleurs par quelques paroles de l'Empereur, qui, satisfait de M. Vanlerberghe, avait exprimé l'intention de le soutenir, accorda à ce fournisseur un secours de 20 millions. Il les imputa sur des fournitures antérieures que les administrations de la guerre et de la marine n'avaient pas encore soldées, et il les donna en rendant à M. Vanlerberghe 20 millions de ses engagements personnels, contractés à l'occasion du service du Trésor. Mais à peine ce secours était-il accordé que M. Vanlerberghe vint en réclamer un second. Ce fournisseur avait derrière lui une multitude de sous-traitants, qui ordinairement lui faisaient crédit, mais qui, n'obtenant plus confiance des capitalistes, ne pouvaient prolonger leurs avances. Il était donc réduit aux dernières extrémités. M. de Marbois, épouvanté de ces aveux, en reçut bientôt de plus graves encore. La Banque lui adressa une députation pour faire connaître sa situation au gouvernement. M. Desprez n'envoyait pas les piastres promises, il demandait cependant de nouveaux escomptes; le Trésor en demandait de son côté, et la Banque n'avait pas 2 millions d'écus en caisse contre 92 millions de valeurs exigibles. Comment devait-elle se conduire en pareille occurrence? M. Desprez déclarait pour sa part au ministre qu'il était au terme de ses ressources, surtout si la Banque lui refusait son assistance. Il avouait, lui aussi, que c'était le contre-coup des affaires d'Espagne qui le précipitait dans ces tristes embarras. Il devenait malheureusement évident pour le ministre que M. Vanlerberghe appuyé sur M. Desprez, M. Desprez sur le Trésor et la Banque, portaient le fardeau des affaires de l'Es-

pagne, lequel se trouvait ainsi rejeté sur la France elle-même par les téméraires combinaisons de M. Ouvrard.

Il était trop tard pour revenir sur ses pas, et fort inutile de se plaindre. Il fallait se tirer de ce péril, et pour cela en tirer ceux qui s'y étaient imprudemment exposés, car, les laisser périr, c'était courir la chance de périr avec eux. M. de Marbois n'hésita point dans la résolution de soutenir MM. Vanlerberghe et Desprez, et il fit bien. Mais il ne pouvait plus se permettre d'agir sous sa seule responsabilité, et il provoqua la réunion d'un conseil de gouvernement, qui s'assembla sur-le-champ sous la présidence du prince Joseph. Le prince Louis, l'archichancelier Cambacérés et tous les ministres y assistaient. On y appela quelques employés supérieurs des finances, et entre autres M. Mollien, directeur de la Caisse d'amortissement. Le conseil délibéra longuement sur la situation. Après beaucoup de discussions générales et oiseuses, il devenait urgent de conclure, et chacun hésitait en présence d'une responsabilité également grande, quelque parti qu'on prit, car il était aussi grave de laisser tomber les traitants que de les soutenir. L'archichancelier Cambacérés, qui avait assez de sens pour comprendre les exigences de cette situation, et assez de crédit pour les faire admettre par l'Empereur, fit prévaloir l'avis d'un secours immédiat à M. Vanlerberghe, secours qui devait être de 40 millions d'abord, et de 40 autres ensuite, lorsqu'on aurait une réponse approbative du quartier général. Quant à M. Desprez, ce fut une question à traiter avec la Banque, car elle seule pouvait venir en aide à ce dernier, en lui continuant ses escomptes. Mais on discuta les moyens qu'elle proposait pour parer à l'épuisement de ses caisses, et pour maintenir le crédit de ses billets, sans lesquels on allait succomber. Personne ne pensa qu'on pût leur donner cours forcé de monnaie, tant à cause de l'impossibilité de rétablir en France un papier-monnaie, qu'à cause de l'impossibilité de faire agréer une telle résolution à l'Empereur. Mais on admit certaines mesures qui devaient rendre les remboursements plus lents et l'écoulement des espèces moins rapide. On laissa au ministre du Trésor et au préfet de police le soin de s'entendre avec la Banque sur le détail de ces mesures.

M. de Marbois eut avec le conseil de la Banque des explications très-vives. Il se plaignit de la manière dont elle avait géré ses affaires, reproche fort injuste, car, si elle était embarrassée, c'était

uniquement par la faute du Trésor. Son portefeuille ne contenait que d'excellents effets de commerce, dont l'acquittement régulier était dans le moment sa seule ressource effective. Elle avait même diminué les escomptes aux particuliers jusqu'à réduire son portefeuille au-dessous des proportions ordinaires. Elle n'avait en quantité disproportionnée que du papier de M. Desprez et des obligations des receveurs généraux, qui ne ramenaient point d'argent. Elle ne souffrait donc qu'à cause du gouvernement lui-même. Mais les banquiers qui la dirigeaient étaient en général si dévoués à l'Empereur, dans lequel ils chérissaient sinon le guerrier glorieux, du moins le restaurateur de l'ordre, qu'ils se laissaient traiter par les agents du pouvoir avec une sévérité que ne souffriraient pas aujourd'hui les plus vulgaires compagnies de spéculateurs. Du reste, c'était de leur part patriotisme plutôt que servilité. Soutenir le gouvernement de l'Empereur était à leurs yeux un devoir impérieux envers la France, que lui seul préservait de l'anarchie. Ils ne s'irritèrent pas de reproches fort peu mérités, et ils montrèrent à la cause du Trésor un dévouement digne de servir d'exemple en pareille circonstance. On adopta les mesures suivantes, comme les plus capables d'atténuer la crise.

M. de Marbois dut faire partir en poste des commis pour les départements voisins de la capitale, avec l'ordre aux payeurs de se démunir de tous les fonds dont ils n'auraient pas indispensablement besoin pour le service courant des rentes, de la solde, du traitement des fonctionnaires, et d'expédier ces fonds à la Banque. On espérait ainsi faire rentrer cinq à six millions en espèces. On donnait ordre aux receveurs généraux qui n'auraient pas livré à M. Desprez toutes les sommes encaissées, de les verser immédiatement à la Banque. Les commis envoyés avaient en même temps la mission de s'assurer si quelques-uns de ces comptables n'useraient pas des fonds du Trésor dans leur intérêt personnel. A ces moyens pour faire arriver le numéraire, on en ajouta quelques autres pour l'empêcher de s'écouler. Le billet commençant à perdre, le public courait avec empressement aux caisses de la Banque afin de le convertir en argent. Quand l'agiotage et la malveillance ne s'en seraient pas mêlés, il eût suffi de la perte de 1 ou 2 pour 100 que supportait le billet, pour que la masse des porteurs en exigeât la conversion en espèces. On autorisa la Banque à ne convertir en argent que cinq à six cent mille francs de billets par

jour. C'était tout ce qu'il fallait de numéraire, quand la confiance existait. On prit une autre précaution afin de ralentir les paiements, ce fut celle de compter l'argent. Les demandeurs de remboursement se seraient bien passés de cette formalité, car ils ne craignaient pas que la Banque trompât le public, en mettant un écu de moins dans un sac de mille francs. Cependant on affecta le soin de les compter. On décida, en outre, qu'on ne rembourserait qu'un seul billet à la même personne, et que chacun serait admis à son tour. Enfin, l'affluence grossissant chaque jour, on imagina un dernier moyen, celui de distribuer des numéros aux porteurs de billets, dans la proportion de cinq ou six cent mille francs, qu'on voulait rembourser par jour. Ces numéros, déposés dans les mairies de Paris, durent être distribués par les maires aux individus notoirement étrangers au commerce de l'argent, et n'ayant recours au remboursement que pour satisfaire à des besoins véritables.

Ces mesures firent cesser au moins le trouble matériel autour des bureaux de la Banque, et réduisirent l'émission des espèces aux besoins les plus urgents de la population. L'agiotage, qui cherchait à soustraire les écus de la Banque pour les faire payer au public jusqu'à 6 et 7 pour 100, fut déjoué dans ses manœuvres. Cependant c'était une vraie suspension de paiement, dissimulée sous un ralentissement. Elle était malheureusement inévitable. Dans ces circonstances, ce n'est pas la mesure elle-même qu'il faut blâmer, c'est la conduite antérieure qui l'a rendue nécessaire.

Les commis envoyés procurèrent la rentrée de deux millions tout au plus. L'échéance journalière des effets du commerce amenait plus de billets que d'écus, car les commerçants ne s'acquittaient en espèces que lorsqu'ils avaient à payer des sommes moindres de 500 francs. La Banque résolut donc d'acheter en Hollande des piastres à tout prix, et de prendre ainsi à son compte une partie des frais de la crise. Grâce à cet ensemble de moyens, on serait bientôt sorti d'embarras, si M. Desprez n'était venu tout à coup déclarer de plus grands besoins, et solliciter de nouveaux secours.

Ce banquier, chargé par la compagnie de fournir au Trésor les fonds nécessaires au service, et pour cela d'escompter les obligations des receveurs généraux, les bons à vue, etc., avait pris l'engagement de faire cet escompte à 1/2 pour 100 par mois, c'est-à-dire à 6 pour 100 par an. Les capitalistes ne voulant plus les lui escompter à lui-

même qu'à 4 pour 100 par mois, c'est-à-dire à 12 pour 100 par an, il était exposé à des pertes ruineuses. Afin de s'épargner ces pertes, il avait imaginé un moyen, c'était de donner en gage aux prêteurs les *obligations* et les *bons à vue*, et d'emprunter sur ces valeurs, au lieu de les faire sous-escompter. Les spéculateurs, dans le désir de mettre la circonstance à profit, avaient fini par lui refuser le renouvellement de ce genre d'opérations, afin de l'obliger à livrer les valeurs du Trésor, et de les avoir ainsi à vil prix. — « Les embarras de la place, écrivait M. de Marbois à l'Empereur, servent de prétexte à beaucoup de gens pour en user comme des corsaires envers les *Négociants réunis*, et je connais de grands patriotes qui ont retiré douze à quatorze cent mille francs à l'agent du Trésor, pour en tirer un meilleur parti. » (Lettre du 28 septembre. — Dépôt de la secrétairerie d'État.)

M. Desprez, qui avait déjà reçu 14 millions de secours de la Banque, en voulait obtenir 50 immédiatement, et 70 dans le mois de brumaire. C'était par conséquent une somme de 100 millions qu'il lui fallait. Cette situation, avouée à la Banque, y causa un véritable effroi, et y provoqua une explosion de plaintes, de la part des hommes qui n'étaient pas disposés à épouser la fortune du gouvernement quelle qu'elle fût. On demanda ce qu'était M. Desprez, et à quel titre de si grands sacrifices étaient réclamés pour lui? On ignorait dans le commerce la solidarité établie entre lui et la compagnie de fournisseurs, qui travaillait à la fois pour l'Espagne et pour la France. Mais, tout en ignorant sa vraie situation, on voulait obliger le ministre à l'avouer comme agent du Trésor, ne fût-ce que pour avoir une garantie de plus. Le ministre averti avait envoyé un billet de sa main au président de la régence, pour dire que M. Desprez n'agissait que dans l'intérêt du Trésor. Par distraction, M. de Marbois avait négligé de signer ce billet. On exigea de lui qu'il le signât. Il y consentit, et il fut impossible de se dissimuler qu'on était en présence de l'Empereur lui-même, créateur de la Banque, sauveur et maître de la France, demandant qu'on ne réduisît pas son gouvernement aux abois, par le refus des ressources dont il avait un urgent besoin.

La voix du patriotisme prévalut, et ce résultat fut particulièrement dû à M. Perregaux, célèbre banquier, dont l'influence était toujours employée au profit de l'État. On décida que tous les secours nécessaires seraient donnés à M. Desprez; que les obligations qui servaient à emprunter sur

gage, et qu'on évitait d'escompter pour s'épargner de trop grandes pertes, seraient escomptées n'importe à quel prix, soit qu'elles appartenissent à M. Desprez ou à la Banque; qu'il se chargerait lui-même de cette opération, comme plus capable qu'aucun autre de l'exécuter; que les pertes seraient supportées de moitié par la compagnie et par la Banque; que des métaux seraient achetés à Amsterdam et à Hambourg, à frais communs, et que M. Desprez serait formellement invité à ne plus renouveler ses engagements, afin de mettre un terme à une pareille situation. On résolut enfin de diminuer les escomptes au commerce, de consacrer toutes les ressources existantes au Trésor, et de n'émettre de billets que pour lui. Le remboursement quotidien des effets de commerce avait fait rentrer une quantité considérable de billets, qu'on avait d'abord voulu détruire, mais qu'on remit bientôt en circulation pour suffire aux besoins de M. Desprez. On dépassa même de beaucoup la première émission, et on la porta jusqu'à 80 millions, indépendamment des 20 millions de comptes courants. Mais les achats extraordinaires de piastres, l'escompte effectif des *obligations*, procurèrent les cinq à six cent mille francs par jour, qui étaient indispensables pour satisfaire le public, et on put se flatter de traverser cette crise sans compromettre les services, et sans amener la banqueroute des traitants, qui aurait amené celle du Trésor lui-même.

On n'empêcha cependant point les banqueroutes particulières, qui, se succédant rapidement, ajoutèrent beaucoup à la tristesse générale. La faillite de M. Récamier, banquier renommé par sa probité, l'étendue de ses affaires, l'éclat de sa manière de vivre, et qui succomba, victime des circonstances bien plus que de sa conduite financière, produisit la sensation la plus pénible. Les malveillants l'attribuèrent à des relations d'affaires avec le Trésor, qui n'existaient pas. Beaucoup de faillites moins importantes suivirent celle de M. Récamier, tant à Paris que dans les provinces, et causèrent une sorte de terreur panique. Sous un gouvernement moins ferme, moins puissant que celui de Napoléon, cette crise aurait pu entraîner les conséquences les plus graves. Mais on comptait sur sa fortune et sur son génie; personne n'avait d'inquiétude pour le maintien de l'ordre public; on s'attendait à chaque instant à quelque coup d'éclat qui relèverait le crédit; et cette détestable espèce de spéculateurs, qui aggravent toutes les situations en fondant leurs

calculs sur l'avilissement des valeurs, n'osait se hasarder dans le jeu à la baisse, par crainte des victoires de Napoléon.

Tous les yeux étaient fixés sur le Danube, où allaient se décider les destinées de l'Europe. C'est de là que devaient surgir les événements qui pouvaient mettre fin à cette crise financière et politique. On les espérait avec une pleine confiance, surtout après avoir vu en quelques jours une armée entière prise presque sans coup férir, par le seul effet d'une manœuvre. Cependant une circonstance même de cette manœuvre venait de susciter une fâcheuse complication avec la Prusse, et de nous faire craindre un ennemi de plus. Cette circonstance était la marche du corps du maréchal Bernadotte à travers la province prussienne d'Anspach.

Napoléon, en dirigeant le mouvement de ses colonnes sur le flanc de l'armée autrichienne, n'avait pas considéré un instant comme une difficulté de traverser les provinces que la Prusse avait en Franconie. En effet, d'après la convention de neutralité stipulée par la Prusse avec les puissances belligérantes, pendant la dernière guerre, les provinces d'Anspach et de Bareuth n'avaient point été comprises dans la neutralité du nord de l'Allemagne. La raison en était simple, c'est que ces provinces se trouvant sur la route obligée des armées françaises et autrichiennes, il était presque impossible de les soustraire à leur passage. Tout ce qu'on avait pu exiger, c'était qu'elles ne devinssent pas un théâtre d'hostilités, qu'on les traversât rapidement, et en payant ce qu'on y prendrait. Si la Prusse avait voulu qu'il en fût autrement cette fois, elle aurait dû le dire. D'ailleurs, lorsqu'elle venait tout récemment encore d'entrer en pourparlers d'alliance avec la France, lorsqu'elle s'était avancée dans cette voie jusqu'à écouter et accueillir l'offre du Hanovre, elle n'était guère en droit de changer les anciennes règles de sa neutralité, pour les rendre plus rigoureuses envers la France qu'en 1796. Cela eût été inconcevable ; aussi avait-elle gardé à cet égard un silence que récemment elle n'aurait pas osé rompre, surtout pour déclarer qu'en pleine négociation d'alliance, elle voulait être moins facile avec nous que dans les temps de la plus extrême froideur. Quoi qu'il en soit, Napoléon, se fondant sur l'ancienne convention, et sur une apparence d'intimité à laquelle il devait croire, n'avait pas considéré le passage à travers la province d'Anspach comme une violation de territoire. Ce qui

prouve sa sincérité à cet égard, c'est qu'à la rigueur il aurait pu se dispenser d'emprunter les routes de cette province, et qu'en resserrant ses colonnes il lui eût été fort aisé d'éviter le sol prussien, sans perdre beaucoup de chances d'envelopper le général Mack.

Mais la situation de la Prusse était devenue chaque jour plus embarrassante entre l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre. Le premier lui offrait le Hanovre et son alliance ; le second lui demandait passage en Silésie pour l'une de ses armées, et semblait lui déclarer qu'il fallait s'unir à la coalition de gré ou de force. Parvenu à comprendre ce dont il s'agissait, Frédéric-Guillaume était dans un état d'agitation extraordinaire. Ce prince, dominé tantôt par l'avidité naturelle à la puissance prussienne qui le portait vers Napoléon, tantôt par les influences de cour qui l'entraînaient vers la coalition, avait fait des promesses à tout le monde, et était ainsi arrivé à un embarras de position auquel il ne voyait plus d'issue que la guerre avec la Russie ou avec la France. Il en était exaspéré au plus haut point, car il était à la fois mécontent des autres et de lui-même, et il n'envisageait la guerre qu'avec épouvante. Indigné cependant de la violence dont le menaçait la Russie, il avait ordonné la mise sur pied de 80,000 hommes. C'est dans cet état des choses qu'on apprit à Berlin la prétendue violation du territoire prussien. Elle fut pour le roi de Prusse un nouveau sujet de chagrin, parce qu'elle diminuait la force des arguments qu'il opposait aux exigences d'Alexandre. Sans doute, il y avait, pour ouvrir la province d'Anspach aux Français, des raisons qui n'existaient pas pour ouvrir la Silésie aux Russes. Mais dans les moments d'effervescence, la justesse de raisonnement n'est pas ce qui domine, et en apprenant à Berlin le passage des Français sur le territoire d'Anspach, la cour se récria que Napoléon venait d'outrager indignement la Prusse, de la traiter comme il avait coutume de traiter Naples ou Baden ; qu'il n'était pas possible de le supporter sans se déshonorer ; que du reste, si on ne voulait pas avoir la guerre avec Napoléon, il faudrait bien l'avoir avec Alexandre, car ce prince ne souffrirait pas qu'on en agit d'une manière aussi partielle à son égard, et qu'on lui refusât ce qu'on avait accordé à son adversaire ; et qu'enfin, s'il fallait se prononcer, il serait bien étrange, bien indigne des sentiments du roi d'épouser la cause des oppresseurs de l'Europe contre ses défenseurs. Frédéric-Guillaume, ajoutait-on,

avait toujours professé d'autres sentiments, soit à Memel, soit depuis, dans ses épanchements confidentiels avec son jeune ami Alexandre.

C'est là ce qu'on disait hautement à Berlin, à Potsdam, et surtout dans la famille royale, où dominait une reine passionnée, belle et remuante.

Frédéric-Guillaume, quoique sincèrement irrité de la violation du territoire d'Anspach, qui lui enlevait son meilleur argument contre les exigences de la Russie, se comporta comme ont coutume de faire les gens faux par faiblesse : il fit ressource de sa colère, et affecta de se montrer encore plus irrité qu'il n'était. Sa conduite envers les deux représentants de la France fut ridiculement affectée. Non-seulement il refusa de les recevoir, mais M. de Hardenberg ne voulut pas les admettre dans son cabinet pour écouter leurs explications. MM. de Laforest et Duroc furent frappés d'une sorte d'interdit, privés de toute communication, même avec le secrétaire particulier, M. Lombard, par lequel passaient les confidences quand il s'agissait ou des indemnités allemandes, ou du Hanovre. Les intermédiaires secrets employés ordinairement déclarèrent que, dans l'état d'esprit du roi à l'égard des Français, on n'osait en voir aucun. Toute cette colère était évidemment calculée. On en voulait tirer une solution des embarras dans lesquels on s'était mis ; on voulait pouvoir dire à la France que les engagements pris avec elle étaient rompus par sa propre faute. Ces engagements renouvelés tant de fois, et substitués aux divers projets d'alliance manqués, avaient consisté à promettre formellement que le territoire prussien ne servirait jamais à une agression contre la France, que le Hanovre même serait garanti contre toute invasion. Les Français ayant traversé violemment le territoire prussien, on se proposait d'en conclure qu'ils avaient donné le droit de l'ouvrir à qui on voudrait. C'était là une issue miraculeusement trouvée pour échapper aux difficultés de tout genre accumulées autour de soi. En conséquence, on résolut de déclarer que la Prusse était, par la violation de son territoire, déliée de tout engagement, et qu'elle accordait passage aux Russes à travers la Silésie, en compensation du passage pris sur Anspach par les Français. On voulut faire mieux encore que de sortir d'un grand embarras, on voulut dans tout cela recueillir un profit. On prit le parti de se saisir du Hanovre, où ne restaient plus que six mille Français enfermés dans la

place forte de Hameln, et de colorer cet envahissement sous un prétexte spécieux, celui de se prémunir contre de nouvelles violations de territoire, car une armée anglo-russe marchait sur le Hanovre, et en l'occupant on empêchait que le théâtre des hostilités ne fût transporté au sein des provinces prussiennes, dans lesquelles le Hanovre était enclavé de toutes parts.

Le roi assembla un conseil extraordinaire, auquel le duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorf furent appelés. M. d'Haugwitz, arraché à sa retraite pour ces graves circonstances, y assista aussi. On y arrêta les résolutions que nous venons de rapporter, et on les laissa enveloppées quelques jours encore d'une sorte de nuage, pour terrifier davantage les deux représentants de la France. Bien qu'on ne les crût pas faciles à intimider, ni eux, ni leur maître, on pensait que, dans un moment où Napoléon avait tant d'ennemis sur les bras, la crainte d'y ajouter la Prusse, ce qui aurait rendu la coalition universelle comme en 1792, agirait puissamment sur leur esprit.

MM. de Laforest et Duroc avaient longtemps et inutilement demandé à entretenir M. de Hardenberg. Ils le virent enfin, lui trouvèrent l'attitude étudiée d'un homme qui fait effort pour contenir son indignation, et n'obtinrent de lui, à travers beaucoup de plaintes amères, qu'une déclaration, c'est que les engagements de la Prusse étaient rompus, et qu'elle ne serait plus guidée désormais que par l'intérêt de sa propre sûreté. Le cabinet laissa successivement parvenir à la connaissance des deux négociateurs français la résolution d'ouvrir la Silésie aux Russes, et d'occuper le Hanovre avec une armée prussienne, sous le prétexte d'empêcher que le feu de la guerre ne s'introduisît au centre même du royaume. On semblait dire que la France devait se trouver heureuse d'en être quitte à pareil prix !

Tout cela était bien peu digne de la probité du roi et de la puissance de la Prusse. Cependant, après cette première explosion, les formes commencèrent à s'améliorer, non-seulement parce qu'il entraînait dans le plan prussien de s'adoucir, mais aussi parce que les succès surprenants de Napoléon avaient inspiré dans toutes les cours de sérieuses réflexions.

Ce qui se passait à Berlin avait été rapporté à Pulawi avec la promptitude de l'éclair. Alexandre, qui voulait voir Frédéric-Guillaume avant les griefs que la France venait de donner à la Prusse,

devait le vouloir bien davantage après. Il espérait trouver ce prince disposé à subir toute espèce d'influences. Aussi, loin de fixer le rendez-vous de manière que la distance à parcourir fût également partagée, Alexandre fit lui-même le trajet entier, et se rendit immédiatement à Berlin.

Frédéric-Guillaume, en apprenant l'arrivée du czar, regretta d'avoir fait autant d'éclat, et de s'être ainsi attiré une visite flatteuse, mais compromettante. Napoléon commençait la guerre d'une façon si brusque et si décisive, qu'on était peu encouragé à se lier avec ses ennemis. Cependant il n'était pas possible de se refuser aux empressements d'un prince qu'on disait aimer si tendrement. On donna donc les ordres nécessaires pour le recevoir avec tout l'appareil convenable. Alexandre fit son entrée le 25 octobre dans la capitale de la Prusse, au bruit du canon, et au milieu des rangs de la garde royale prussienne. Le jeune roi, accouru à sa rencontre, l'embrassa cordialement, aux applaudissements du peuple de Berlin, qui, après avoir été d'abord favorable aux Français, commençait à se laisser entraîner par l'impulsion de la cour, et par l'allégation mille fois répétée que Napoléon avait violé le territoire d'Anspach par mépris pour la Prusse. Alexandre s'était promis de déployer en cette circonstance tout ce qu'il avait de moyens de séduction pour mettre la cour de Berlin dans ses intérêts. Il n'y manqua pas, et il débuta par la belle reine de Prusse, qui était facile à gagner, car, issue de la maison de Mecklembourg, elle partageait toutes les passions de la noblesse allemande contre la Révolution française. Alexandre lui adressa une sorte de culte chevaleresque et respectueux, qu'on pouvait à volonté prendre pour un simple hommage rendu à son mérite, ou pour un sentiment plus vif encore. Quoique alors fort occupé d'une dame distinguée de la noblesse russe, Alexandre était homme et prince à simuler à propos un sentiment utile à ses vues. Du reste, rien, dans ce qu'il témoignait, n'était capable d'offenser ni la décence, ni la susceptibilité ombrageuse de Frédéric-Guillaume. Il n'avait pas vécu deux jours à Berlin, que déjà toute la cour était pleine de lui, et vantait sa grâce, son esprit, sa généreuse ardeur pour la cause de l'Europe. Il avait entouré de ses soins tous les parents du grand Frédéric; il avait visité le duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorf, et honoré en eux les chefs de l'armée prussienne. Le jeune prince Louis, neveu du roi, qui se faisait remarquer par une violente haine pour les Français,

par une ardente passion pour la gloire, le prince Louis, acquis d'avance à la cause de la Russie, montrait encore plus d'exaltation que de coutume. Une sorte d'entraînement général livrait la cour de Prusse à Alexandre. Frédéric-Guillaume s'apercevait de l'effet produit autour de lui, et commençait à s'en épouvanter. Il attendait avec une pénible anxiété les propositions qui allaient naître de tout cet enthousiasme, et il gardait le silence de peur de hâter le moment des explications. Nous avons déjà dit que, dans son extrême embarras, il avait appelé auprès de lui son ancien conseiller d'Haugwitz, dont l'esprit trop délié pour le sien l'inquiétait quelquefois par sa supériorité même, mais dont la politique adroite, évasive, toujours portée à la neutralité, lui convenait parfaitement. Ils déploraient tous deux le fatal enchaînement de choses qui, sous la direction passionnée et inégale de M. de Hardenberg, avait conduit la Prusse à une véritable impasse. M. de Hardenberg, d'abord ami et créature de M. d'Haugwitz, bientôt rival et jaloux de cet homme d'État, avait commencé par suivre sa politique, qui consistait à se maintenir neutre entre les deux partis européens, et à exploiter cette neutralité; mais il l'avait fait avec son caractère passionné, versant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, favorable aux Français, lorsqu'il s'agissait du Hanovre, jusqu'à vouloir se donner totalement à eux, et, depuis l'événement d'Anspach, tellement entraîné par le mouvement général, qu'il voulait leur faire la guerre de moitié avec la Russie. M. d'Haugwitz, censurant, mais avec ménagement, un ingrat disciple, disait qu'on avait été trop français quelques mois auparavant, et qu'on était trop russe aujourd'hui. Mais comment sortir d'embarras? comment échapper aux étreintes du jeune empereur? La difficulté devenait plus grande d'heure en heure, et on ne pouvait la résoudre en éludant sans cesse. Le temps était précieux pour Alexandre, car chaque jour qui s'écoulait annonçait un nouveau pas de Napoléon sur le Danube, et un nouveau péril pour l'Autriche, ainsi que pour les armées russes arrivées sur l'Inn. Il aborda donc le roi de Prusse, et fit aborder par son ministre des affaires étrangères l'habile et astucieux comte d'Haugwitz. Le thème qu'ils développèrent l'un et l'autre est facile à déduire de ce qui précède. La Prusse, dirent-ils, ne pouvait se séparer de la cause de l'Europe; elle ne pouvait contribuer par son inaction à faire triompher l'ennemi commun; elle en était ménagée dans le moment, et même fort peu, à

juger d'après ce qui venait de se passer à Anspach, mais elle en serait bientôt écrasée, lorsque, délivré de l'Autriche et de la Russie, il n'aurait plus à compter avec personne. Il est vrai que la Prusse était placée bien près des coups de Napoléon; mais on marchait à son secours avec une armée de 80,000 hommes, et on ne s'était même avancé si près d'elle que dans ce but. Cette armée réunie à Pulawi, sur la frontière de Silésie, était, non pas une menace, mais une généreuse attention d'Alexandre, qui n'avait pas voulu entraîner un ami dans une guerre sérieuse sans lui offrir les moyens d'en braver les périls. D'ailleurs, Napoléon avait bien des ennemis sur les bras; il serait en grand danger sur le Danube, si, tandis que les Autrichiens et les Russes ralliés lui opposeraient une barrière solide, la Prusse se jetait sur ses derrières par la Franconie; il serait pris alors entre deux feux, et succomberait infailliblement. Dans ce cas très-probable, la commune délivrance serait due à la Prusse, et on ferait pour elle tout ce que Napoléon promettait, tout ce qu'il ne voulait pas tenir; on lui donnerait ce complément de territoire dont il avait flatté la juste ambition de la maison de Brandebourg, le Hanovre. (On avait en effet déjà écrit à Londres pour décider l'Angleterre à ce sacrifice.) Et il vaudrait bien mieux recevoir un don si beau du possesseur légitime, pour prix du salut de tous, que d'un usurpateur, dispensant le bien d'autrui en récompense d'une trahison.

A ces instances, on joignit une influence nouvelle, ce fut la présence de l'archiduc Antoine, accouru en toute hâte de Vienne à Berlin. Ce prince venait raconter les désastres d'Ulm, les progrès rapides des Français, les périls de la monarchie autrichienne, trop grands pour n'être pas communs à l'Allemagne entière, et il sollicitait avec ardeur la réconciliation à tout prix des deux premières puissances allemandes.

Cette machination diplomatique était trop bien ourdie pour que le malheureux roi de Prusse pût y échapper. Cependant lui et M. d'Haugwitz résistaient obstinément, comme s'ils avaient eu le pressentiment des revers qui devaient bientôt frapper la monarchie prussienne. Il y eut beaucoup de pourparlers, beaucoup de contestations, beaucoup même de plaintes amères. Le roi et son ministre disaient qu'on voulait perdre la Prusse, qu'on la perdrait certainement, car l'Europe tout entière, fût-elle réunie, était incapable de résister à Napoléon; que s'ils cédaient, c'est

qu'on faisait violence à leur raison, à leur prudence, à leur patriotisme, et ils ne manquaient pas non plus de récriminer contre le projet qu'on avait eu de les entraîner, de gré ou de force, projet dont l'armée russe réunie sur la frontière de Silésie devait être l'instrument. A cela l'empereur Alexandre répondait en livrant son ministre le prince Czartoryski. Cédant à son inconstance naturelle, il écoutait déjà beaucoup les Dolgorouki, lesquels allaient dire partout que le prince Czartoryski était un ministre perfide, trahissant son empereur pour la Pologne, dont il voulait se faire roi, et cherchant dans ce but à jeter la Russie sur la Prusse. Alexandre, qui n'avait pas assez de caractère pour le plan qu'on lui avait proposé, s'était effrayé à Pulawi même de l'idée de marcher sur la France, en passant sur le corps de la Prusse, dût la couronne de Pologne être le prix de cette témérité. Éclairé par M. d'Alopecus, excité par les Dolgorouki, il disait qu'on avait voulu lui faire commettre une grande faute, et il le reprochait même assez vivement au prince Czartoryski, dont le caractère grave et sévère commençait à lui être importun, parce qu'avec la liberté d'un ami et d'un ministre indépendant, il blâmait quelquefois son souverain de ses faiblesses et de sa mobilité.

A force de soins, de désaveux, et surtout d'influences accessoires, telles que les instances de la reine, les propos du prince Louis, les cris du jeune état-major prussien, on finit par étourdir le roi, par vaincre M. d'Haugwitz, et par les faire entrer tous deux dans les vues de la coalition. Mais, tout dominé qu'était Frédéric-Guillaume, il voulut se réserver une dernière ressource pour échapper à ces nouveaux engagements, et, sur le conseil de M. d'Haugwitz, il adopta un plan qui pouvait faire encore quelque illusion à sa probité entraînée, et qui consistait dans un projet de médiation, grande hypocrisie employée alors par toutes les puissances, pour dénigrer les plans de coalition contre la France. C'était la forme dont la Prusse avait songé à se servir trois mois auparavant, quand il s'agissait de s'allier à Napoléon au prix du Hanovre: c'était la forme dont elle se servait maintenant, quand il s'agissait de s'allier avec Alexandre, et, malheureusement pour son honneur, toujours au prix du Hanovre.

Il fut convenu que la Prusse, alléguant l'impossibilité de vivre en repos entre des adversaires acharnés qui ne respectaient pas même son territoire, se déciderait à intervenir pour les forcer

à la paix. Jusqu'ici rien de mieux, mais quelles seraient les conditions de cette paix? Là était toute la question. Si la Prusse se conformait aux traités signés avec Napoléon, et par lesquels elle avait garanti l'état présent de l'empire français, en échange de ce qu'elle avait reçu en Allemagne, il n'y avait rien à dire. Mais elle n'était pas assez ferme pour s'en tenir à cette limite, qui était celle de la loyauté. Elle convint de proposer, pour conditions de la paix, une nouvelle démarcation des possessions autrichiennes en Lombardie, qui reporterait celle-ci de l'Adige au Mincio (ce qui devait amener le morcellement du royaume d'Italie), une indemnité pour le roi de Sardaigne, et en outre les conditions ordinairement admises par Napoléon lui-même, dans le cas d'une pacification générale, c'est-à-dire l'indépendance de Naples, de la Suisse, de la Hollande. C'était là une violation formelle des garanties réciproques que la Prusse avait stipulées avec la France, non pas dans des projets d'alliance manqués, mais dans des conventions authentiques, signées à l'occasion des indemnités allemandes.

Les Russes et les Autrichiens auraient désiré davantage, mais, comme ils savaient que Napoléon ne consentirait jamais à ces conditions, ils étaient assurés, même avec ce qu'ils venaient d'obtenir, d'entraîner la Prusse à la guerre.

Il y avait une autre difficulté sur laquelle ils passaient encore pour faire tomber tous les obstacles. Frédéric-Guillaume ne voulait pas se présenter à Napoléon au nom de tous ses ennemis, notamment de l'Angleterre, après avoir échangé avec lui contre cette puissance tant de confidences et d'épanchements. Il exprima donc le désir de ne pas prononcer un seul mot qui fût relatif à la Grande-Bretagne dans la déclaration de médiation, n'entendant se mêler, disait-il, que de la paix du continent. On y consentit encore, estimant toujours qu'il y en avait assez dans ce qui était convenu, pour le précipiter dans la guerre. Enfin il exigea une dernière précaution, celle-ci la plus captieuse et la plus importante, ce fut de reculer d'un mois le terme auquel la Prusse serait obligée d'agir. D'une part, le duc de Brunswick, toujours consulté, toujours écouté sans appel, quand il s'agissait des affaires militaires, déclarait que l'armée prussienne ne serait prête que dans les premiers jours de décembre; de l'autre, M. d'Haugwitz conseillait de différer, pour voir comment se passeraient les choses sur le Danube, entre les Français et les Russes. Avec un capitaine tel que Napoléon, les événements

ne pouvaient pas traîner en longueur, et, en gagnant seulement un mois, il y avait chance d'être tiré d'embaras par quelque solution imprévue et décisive. Il fut donc arrêté qu'à l'expiration d'un mois, à dater du jour où M. d'Haugwitz, chargé de proposer la médiation, aurait quitté Berlin, la Prusse serait tenue d'entrer en campagne, si Napoléon n'avait pas fait une réponse satisfaisante. Il était facile d'ajouter quelques jours à ce mois, en retardant sous divers prétextes le départ de M. d'Haugwitz, et de plus Frédéric-Guillaume s'en fiait à ce négociateur, à sa prudence, à son adresse, pour que les premiers mots échangés avec Napoléon ne rendissent pas la rupture inévitable et immédiate.

Ces conditions, indignes de la loyauté prussienne, car elles étaient contraires, nous le répétons, à des stipulations formelles dont la Prusse avait reçu le prix en beaux territoires, contraires surtout à une intimité que Napoléon avait dû croire sincère, ces conditions furent insérées dans une double déclaration, signée à Potsdam le 5 novembre. Le texte n'en a jamais été publié, mais Napoléon parvint plus tard à en connaître le contenu. Cette déclaration a conservé le titre de traité de Potsdam. Sans doute Napoléon avait commis des fautes à l'égard de la Prusse : tout en la caressant et en l'avantageant beaucoup, il avait laissé passer plus d'une occasion de l'enchaîner irrévocablement. Mais il l'avait comblée de solides faveurs, et il avait toujours été loyal dans ses rapports avec elle.

Alexandre et Frédéric-Guillaume habitaient Potsdam. C'est dans cette belle retraite du grand Frédéric qu'on s'était réciproquement exalté, et qu'on avait conclu ce traité si contraire à la politique et aux intérêts de la Prusse. L'habile comte d'Haugwitz en était désolé, et ne s'excusait à ses propres yeux de l'avoir signé que dans l'espoir d'en éluder les conséquences. Le roi, étourdi, confondu, ne savait où il marchait. Pour achever de lui troubler l'esprit, Alexandre, d'accord, dit-on, avec la reine, et probablement par suite de son goût pour les scènes d'apparat, voulut visiter le petit caveau qui contient les restes du grand Frédéric, au milieu de l'église protestante de Potsdam. Là, sous ce caveau, pratiqué dans un pilier de l'église, étroit, simple jusqu'à la négligence, se trouvent deux cercueils en bois, l'un de Frédéric-Guillaume I^{er}, l'autre du grand Frédéric. Alexandre s'y rendit avec le jeune roi, versa des larmes, et, saisissant son ami dans ses bras, lui fit et lui demanda, sur le

cercueil du grand Frédéric, le serment d'une amitié éternelle ! Jamais ils ne devaient séparer ni leur cause, ni leurs destinées. Tilsit allait bientôt montrer la solidité d'un tel serment, probablement sincère au moment où il fut prêté.

Cette scène, racontée à Berlin, publiée dans toute l'Europe, confirma l'opinion qu'il existait une alliance étroite entre les deux jeunes monarques.

L'Angleterre, avertie du changement des choses en Prusse, et des négociations si heureusement conduites avec cette cour, crut y voir un événement capital qui pouvait décider du sort de l'Europe. Elle fit partir sur-le-champ lord Harrowby lui-même, le ministre des affaires étrangères, pour négocier. Le cabinet de Londres n'était pas difficile avec la cour de Berlin, il acceptait son accession n'importe à quel prix. Il consentait à ce que l'Angleterre ne fût pas même nommée dans la négociation qu'allait entreprendre M. d'Haugwitz au camp de Napoléon, et il tenait des subsides tout prêts pour l'armée prussienne, ne doutant pas qu'elle ne prit part à la guerre sous un mois. Quant aux agrandissements de territoire annoncés à la maison de Brandebourg, il était disposé à concéder beaucoup, mais il ne dépendait pas du cabinet anglais de livrer le Hanovre, patrimoine chéri de George III. M. Pitt l'eût sacrifié volontiers, car il est toujours entré dans l'esprit des ministres britanniques de regarder le Hanovre comme une charge pour l'Angleterre. Mais on eût plutôt fait renoncer le roi George aux Trois Royaumes qu'au Hanovre. En revanche, on offrait quelque chose de moins adhérent, il est vrai, à la monarchie prussienne, mais de plus considérable, la Hollande elle-même¹. Cette Hollande, que toutes les cours disaient l'esclave de la France, et dont elles réclamaient l'indépendance avec tant d'énergie, on la jetait aux pieds de la Prusse pour attacher celle-ci à la coalition, et dégager le Hanovre. C'est à l'illustre nation hollandaise à juger du cas qu'elle peut faire de la sincérité des affections européennes à son égard.

C'étaient là autant de sujets à régler ultérieurement entre les cours de Prusse et d'Angleterre. En attendant il fallait tirer du traité de Potsdam sa conséquence essentielle, c'est-à-dire l'accession de la Prusse à la coalition. Les Autrichiens et les Russes pressaient donc le départ de M. d'Haugwitz, et tandis qu'il faisait ses apprêts, l'empereur Alexandre se mit en route

le 5 novembre, après dix jours passés à Berlin, se dirigeant vers Weimar, pour y voir sa sœur la grande-duchesse, princesse d'un haut mérite, qui vivait dans cette ville, entourée des plus beaux génies de l'Allemagne, heureuse de ce noble commerce qu'elle était digne de goûter. La séparation des deux monarques fut, comme leur première rencontre aux portes de Berlin, marquée par des embrassements et des témoignages d'amitié, qu'on semblait, d'un côté au moins, vouloir rendre très-ostensibles. Alexandre partait pour l'armée, entouré de l'intérêt qui s'attache ordinairement à un tel départ. On saluait en lui un jeune héros, prêt à braver les plus grands périls pour le triomphe de la cause commune des rois.

Pendant ce temps, M. de Laforest, ministre de France, Duroc, grand maréchal du palais impérial, étaient totalement délaissés. La cour continuait à les traiter avec une froideur offensante. Bien que le secret le plus profond eût été promis, entre les Russes et les Prussiens, relativement aux stipulations de Potsdam, les Russes, ne pouvant contenir leur satisfaction, avaient laissé entendre à tout le monde que la Prusse était engagée irrévocablement avec eux. Leur joie, au surplus, en disait assez, et, jointe aux apprêts militaires qui se faisaient, au mouvement peu conforme à son âge que se donnait le vieux duc de Brunswick, elle attestait le succès qu'avait obtenu la présence d'Alexandre à Potsdam. M. de Hardenberg, qui partageait avec M. d'Haugwitz la direction des relations extérieures, ne se montrait guère aux négociateurs français ; mais M. d'Haugwitz les accueillait plus fréquemment. Interrogé par eux sur l'importance qu'il fallait attacher aux indiscretions russes, il se défendait de toutes les suppositions répandues dans le public. Il avouait un projet qui, disait-il, ne devait avoir rien de nouveau pour eux, celui d'une médiation. Quand ils voulaient savoir si cette médiation serait armée, ce qui signifiait imposée, il éludait, disant que les instances de sa cour auprès de Napoléon seraient proportionnées à l'urgence du moment. Quand enfin ils demandaient quelles seraient les conditions de cette médiation, il répondait qu'elles seraient justes, sages, conformes à la gloire de la France, et qu'il en avait donné la meilleure preuve en se chargeant lui-même de les porter à Napoléon. Il ne pouvait pas, la première fois qu'il allait visiter ce grand homme, s'exposer à en être brusquement repoussé.

Tels furent les éclaircissements obtenus du

¹ C'est sur des pièces authentiques que je fonde cette assertion.

cabinet de Berlin. La seule chose qui fût évidente, c'est que la Silésie était ouverte aux Russes, en punition du passage de nos troupes sur le territoire d'Anspach, et que le Hanovre allait être occupé par une armée prussienne. Comme la France avait une garnison de 6,000 hommes dans la place forte de Hameln, M. d'Haugwitz, sans dire si on ordonnerait le siège de cette place, promettait les plus grands égards envers les Français, en ajoutant qu'il en espérait autant de leur part.

Le grand maréchal Duroc, ne voyant plus rien à faire à Berlin, en partit pour le quartier général de Napoléon. A cette époque, fin d'octobre, commencement de novembre, Napoléon, en ayant fini avec la première armée autrichienne, s'appretait à fondre sur les Russes, suivant le plan qu'il avait conçu.

Quand il apprit ce qui se passait à Berlin, il fut confondu d'étonnement, car c'était de très-bonne foi, et en croyant au maintien de l'ancien usage, qu'il avait ordonné de traverser les provinces d'Anspach. Il ne pensait pas que l'irritation de la Prusse fût sincère, et il était convaincu qu'elle servait à couvrir les faiblesses de cette cour envers la coalition. Mais rien de ce qu'il pouvait supposer à ce sujet n'était capable de l'ébranler, et il montra en cette circonstance toute la grandeur de son caractère.

On connaît déjà le plan général de ses opérations. En présence de quatre attaques dirigées contre l'empire français, l'une au nord par le Hanovre, la seconde au midi par la basse Italie, les deux autres à l'orient par la Lombardie et la Bavière, il n'avait tenu compte que des deux dernières. Laisant à Masséna le soin de parer à celle de Lombardie, et de contenir les archiducs pendant quelques semaines, il s'était réservé la plus importante, celle qui menaçait la Bavière. Profitant, comme on l'a vu, de la distance qui séparait les Autrichiens des Russes, il avait, par une marche sans exemple, enveloppé les premiers, et les avait envoyés prisonniers en France. Maintenant il allait marcher sur les seconds et les culbuter sur Vienne. Par ce mouvement l'Italie devait être dégagée, et les attaques préparées au nord et au midi de l'Europe devenir d'insignifiantes diversions.

Cependant la Prusse pouvait apporter à ce plan de graves perturbations, en se jetant par la Franconie ou la Bohême sur les derrières de Napoléon, pendant qu'il marcherait sur Vienne. Un général ordinaire, sur la nouvelle de ce qui se

passait à Berlin, se serait arrêté tout à coup, aurait rétrogradé pour prendre une position plus rapprochée du Rhin, de manière à n'être pas tourné, et aurait attendu dans cette position, à la tête de ses forces réunies, les conséquences du traité de Potsdam. Mais, en agissant ainsi, il rendait certains les dangers qui n'étaient que probables; il donnait aux deux armées russes, de Kutusof et d'Alexandre, le temps d'opérer leur jonction, à l'archiduc Charles le temps de passer de Lombardie en Bavière pour se joindre aux Russes, aux Prussiens le temps et le courage de lui faire des propositions inacceptables, et d'entrer en lice. Il pouvait en un mois avoir sur les bras 120,000 Autrichiens, 100,000 Russes, 150,000 Prussiens, rassemblés dans le haut Palatinat ou la Bavière, et être accablé par une masse de forces double des siennes. Persister dans ses idées plus que jamais, c'est-à-dire marcher en avant, refouler à une extrémité de l'Allemagne les principales armées de la coalition, écouter dans Vienne les plaintes de la Prusse, et lui donner ses triomphes pour réponse: telle était la détermination la plus sage, quoiqu'en apparence la plus téméraire. Ajoutons que ces grandes résolutions sont faites pour les grands hommes, que les hommes ordinaires y succomberaient; que, de plus, elles exigent non-seulement un génie supérieur, mais une autorité absolue, car, pour être en mesure de s'avancer ou de rétrograder à propos, il faut être le centre de tous les mouvements, de toutes les informations, de toutes les volontés, il faut être général et chef d'empire, il faut être Napoléon et empereur.

Le langage de Napoléon à la Prusse fut conforme à la résolution qu'il venait de prendre. Loin de présenter des excuses pour la violation du territoire d'Anspach, il se contenta d'en référer aux conventions antérieures, disant que, si ces conventions étaient périmées, il aurait fallu l'en avertir; que, du reste, c'étaient là de purs prétextes; que ses ennemis, il le voyait bien, l'emportaient à Berlin; qu'il ne lui convenait plus dès lors d'entrer en explications amicales avec un prince pour lequel son amitié semblait n'avoir aucun prix; qu'il laisserait au temps et aux événements le soin de répondre pour lui, mais que sur un seul point il serait inflexible, celui de l'honneur; que jamais ses aigles n'avaient souffert d'affront; qu'elles étaient dans l'une des places fortes du Hanovre, celle de Hameln; que, si on voulait les en arracher, le général Barbon les défendrait jusqu'à la dernière extrémité, et

serait secouru avant d'avoir succombé ; qu'avoir toute l'Europe sur les bras n'était pas pour la France une chose nouvelle ou effrayante ; que lui Napoléon paraîtrait bientôt, si on l'y appelait, des bords du Danube sur les bords de l'Elbe, et ferait repentir ses nouveaux ennemis, comme les anciens, d'avoir attenté à la dignité de son empire. Voici l'ordre donné au général Barbou, et communiqué au gouvernement prussien.

AU GÉNÉRAL DE DIVISION BARBOU.

« Augsburg, 24 octobre.

« J'ignore ce qui se prépare, mais, quelle que
 « soit la puissance dont les armées voudraient
 « entrer en Hanovre, serait-ce même une puis-
 « sance qui ne m'eût pas déclaré la guerre, vous
 « devrez vous y opposer. N'ayant point assez de
 « forces pour résister à une armée, enfermez-
 « vous dans les forteresses, et ne laissez appro-
 « cher personne sous le canon de ces forteresses.
 « Je saurai venir au secours des troupes renfer-
 « mées dans Hameln. Mes aigles n'ont jamais
 « souffert d'affront. J'espère que les soldats que
 « vous commandez seront dignes de leurs cama-
 « rades, et sauront conserver l'honneur, la plus
 « belle et la plus précieuse propriété des nations.
 « Vous ne devez rendre la place que sur un
 « ordre de moi, qui vous soit porté par un de
 « mes aides de camp.

« NAPOLÉON. »

Napoléon s'était transporté d'Ulm à Augsburg, d'Augsbourg à Munich, pour y faire ses dispositions de marche. Avant de le suivre dans cette longue et immense vallée du Danube, franchissant tous les obstacles que lui opposaient l'hiver et l'ennemi, il faut jeter un instant les yeux sur la Lombardie, où Masséna était chargé de contenir les Autrichiens, en attendant que Napoléon eût fait tomber leur position sur l'Adige en s'avançant sur Vienne.

Napoléon et Masséna connaissaient profondément l'Italie, puisque tous deux y avaient acquis leur gloire. Les instructions données pour cette campagne étaient dignes de l'un et de l'autre. (Voir la carte n° 51.) Napoléon avait d'abord posé en principe que 50,000 Français, appuyés sur un fleuve, n'avaient rien à craindre de 80,000 ennemis quels qu'ils fussent ; qu'en tout cas il leur demandait une seule chose, c'était de garder l'Adige jusqu'à ce que, s'enfonçant dans la Bavière (laquelle forme le revers septentrional

des Alpes, comme la Lombardie en forme le revers méridional), il eût débordé la position des Autrichiens, et les eût contraints à rétrograder ; que pour cela il fallait se tenir réunis dans la partie supérieure du fleuve, l'aîle gauche aux Alpes, selon l'exemple qu'il avait toujours donné, refouler les Autrichiens dans les montagnes s'ils se présentaient par les gorges du Tyrol, ou bien, s'ils passaient le bas Adige, les laisser faire, se serrer seulement, et quand ils seraient engagés dans le pays marécageux du bas Adige et du Pô, de Legnago à Venise, se jeter dans leur flanc, et les noyer dans les lagunes ; qu'en restant ainsi massé au pied des Alpes, on n'avait rien à craindre, l'attaque vint-elle du haut ou du bas ; mais que, si l'ennemi paraissait renoncer à l'offensive, il fallait la prendre contre lui, enlever de nuit le pont de Vérone sur l'Adige, et se porter après à l'attaque des hauteurs de Caldiero. Les campagnes de Napoléon offraient des modèles pour toutes les manières de se conduire sur cette partie du théâtre de la guerre.

Masséna n'était pas homme à hésiter entre l'offensive et la défensive. Le premier système de guerre convenait seul à son caractère et à son esprit. Il était arrivé à ce degré de confiance, qu'avec 50,000 Français il ne croyait pas être condamné à garder la défensive devant 80,000 Autrichiens, même commandés par l'archiduc Charles. En conséquence, dans la nuit du 17 au 18 octobre, après avoir reçu la nouvelle des premiers mouvements de la grande armée, il s'était avancé en silence vers le pont du Château-Vieux, situé dans l'intérieur de Vérone. Cette ville, comme on le sait, est divisée par l'Adige en deux portions. L'une appartenait aux Français, l'autre aux Autrichiens. Les ponts étaient coupés, et leurs abords défendus par des palissades et des murs. Après avoir fait sauter le mur qui interdisait l'approche du pont du Château-Vieux, Masséna, parvenu au bord du fleuve, avait lancé de braves voltigeurs dans des bateaux, les uns pour reconnaître si les piles du pont étaient minées, les autres pour se jeter sur la rive opposée. Certain que les piles n'étaient pas minées, il avait fait établir une espèce de passage avec des madriers, puis, ayant franchi l'Adige, il avait combattu toute la journée du 18 avec les Autrichiens. Le secret, la vigueur, la promptitude de cette attaque avaient été dignes du premier lieutenant de Napoléon dans les campagnes d'Italie. Masséna se trouvait par cette opération maître du cours de l'Adige, pouvant au besoin opérer

sur les deux rives, et n'ayant guère à craindre d'être surpris par un passage de vive force, car il était en mesure d'interrompre une pareille opération sur quelque point qu'elle fût tentée. Avant de prendre une offensive prononcée, et de se porter définitivement sur le territoire autrichien, il voulait recevoir des bords du Danube des nouvelles qui fussent décisives.

Ces nouvelles arrivèrent le 28 octobre, et remplirent l'armée d'Italie de joie et d'émulation. Masséna les fit annoncer à ses troupes au bruit de l'artillerie, et résolut de marcher tout de suite en avant. Le lendemain, 29 octobre, il porta trois de ses divisions au delà de l'Adige, les divisions Gardanne, Duhesme et Molitor, culbuta les Autrichiens, et s'étendit dans la plaine dite de Saint-Michel, entre la place de Vérone et le camp retranché de Caldiero. Son projet était d'attaquer ce camp formidable, bien qu'il eût devant lui une armée de beaucoup supérieure en nombre, et appuyée sur des positions que la nature et l'art avaient rendues extrêmement fortes. De son côté l'archiduc, informé des succès extraordinaires de la grande armée française, présumant qu'il serait bientôt contraint de rétrograder pour venir au secours de Vienne, ne croyait pas devoir céder le terrain en vaincu. Il voulait remporter un avantage décisif, qui lui permit de se retirer tranquillement, et de prendre la route qui conviendrait le mieux à la situation générale des coalisés.

Les deux adversaires allaient donc se heurter d'autant plus violemment qu'ils se rencontraient avec une même résolution de combattre à outrance.

Masséna avait devant lui les derniers escarpements des Alpes du Tyrol, venant s'effacer dans la plaine de Vérone, près du village de Caldiero. A sa gauche les hauteurs dites de Colognola étaient couvertes de retranchements régulièrement construits, et armés d'une nombreuse artillerie. Au centre et en plaine se trouvait le village de Caldiero, traversé par la grande route de Lombardie, qui conduit par le Frioul en Autriche. Sur ce point s'offrait l'obstacle des terrains clos et bâtis, occupés par une grande partie de l'infanterie autrichienne. Enfin à sa droite Masséna voyait s'étendre les bords plats et marécageux de l'Adige, traversés en tous sens par des fossés et des digues hérissés de canons. Ainsi à gauche des montagnes retranchées, au centre une grande route bordée de constructions, à droite des marécages et l'Adige, partout des

ouvrages appropriés au sol, couverts d'artillerie, et 80,000 hommes pour les défendre, voilà le camp retranché que Masséna devait attaquer avec 50,000 hommes. Rien n'était capable d'intimider le héros de Rivoli, de Zurich et de Gènes. Dès le 30 au matin, il s'avança en colonne sur la grande route. A sa gauche, il chargea le général Molitor d'enlever avec sa division les formidables hauteurs de Colognola; avec les divisions Duhesme et Gardanne il se chargea lui-même de l'attaque du centre, le long de la grande route; et comme il jugeait que, pour déloger un ennemi supérieur en nombre et en position, il fallait lui montrer un danger sérieux sur l'une de ses ailes, il donna mission au général Verdier de se porter à l'extrême droite de l'armée française, d'y passer l'Adige avec 10,000 hommes, de déborder l'aile gauche de l'archiduc, et de fondre ensuite sur ses derrières. Si cette opération était bien exécutée, elle valait un tel détachement; mais il était hasardeux de confier un passage de fleuve à un lieutenant, et ces 10,000 hommes, s'ils n'étaient pas très-bien employés à la droite, allaient être vivement regrettés au centre.

A la naissance du jour, Masséna, se portant sur l'ennemi avec vigueur, le culbuta sur tous les points. Le général Molitor, l'un des officiers les plus habiles et les plus fermes de l'armée, s'avança froidement jusqu'au pied des hauteurs de Colognola, et en franchit les premiers escarpements malgré un feu épouvantable. Tandis que le colonel Teste, les abordant à la tête du 5^e de ligne, était prêt à les gravir, le comte de Bellegarde, sorti des redoutes avec toutes ses forces, se présenta pour accabler ce régiment. Le général Molitor, appréciant sur-le-champ la gravité du danger, fondit, sans compter les ennemis, sur la colonne du général Bellegarde avec le 6^e de ligne, seul régiment qu'il eût sous la main. Il attaqua cette colonne si violemment qu'il la surprit, et la contraignit à s'arrêter. Pendant ce temps, le colonel Teste était entré dans l'une des redoutes, et y avait arboré le drapeau du 5^e dont un boulet emporta l'aigle. Mais les Autrichiens, honteux de se voir arracher de telles positions par un si petit nombre d'hommes, revinrent à la charge, et reprirent la redoute. Les Français sur ce point restèrent en face des retranchements ennemis, sans pouvoir s'en emparer. C'était miracle d'avoir autant osé avec si peu de monde, et sans essayer de défaite.

Au centre le prince Charles avait placé le gros de ses forces. Il avait mis en tête une réserve de

grenadiers, dans les rangs de laquelle combattaient trois archiducs. Déjà les généraux Dubesme et Gardanne, balayant la grande route, et enlevant l'un après l'autre les enclos qui la bordaient, étaient arrivés près de Caldiero. L'archiduc Charles choisit cet instant pour prendre l'offensive. Il repoussa les assaillants, et marcha sur la route en colonne serrée, à la tête de la meilleure infanterie autrichienne. Cette colonne s'avancant toujours, comme jadis celle de Fontenoy, dépassait déjà les détachements de troupes françaises répandus à droite et à gauche dans les enclos, et pouvait venir s'emparer de Vago, qui était pour les Français ce que Caldiero était pour les Autrichiens, l'appui de leur centre. Mais Masséna était accouru sur les lieux. Il rallia ses divisions, plaça sur la route et en face de l'ennemi tout ce qu'il avait d'artillerie disponible, fit mitrailler à bout portant les braves grenadiers autrichiens, puis les fit charger à la baïonnette, assaillir sur les flancs, et après un combat acharné, dans lequel il fut sans cesse au milieu du feu comme un simple soldat, il força la colonne à se mettre en retraite. Il la poussa au delà de Caldiero, et gagna du terrain jusqu'à pénétrer dans les premiers retranchements autrichiens. Si dans ce moment le général Verdier, accomplissant sa mission, avait franchi l'Adige, ou même si Masséna avait eu les 10,000 hommes inutilement envoyés à son extrême droite, il enlevait le formidable camp de Caldiero. Mais le général Verdier, dirigeant mal son opération, avait jeté un de ses régiments au delà du fleuve, sans pouvoir le faire appuyer, et avait échoué complètement dans son projet de passage. La nuit seule sépara les combattants, et couvrit de ses ombres l'un des champs de bataille les plus ensanglantés du siècle.

Il fallait le caractère de Masséna pour entreprendre et soutenir sans échee une telle lutte. Les Autrichiens avaient perdu 5,000 hommes, tués ou blessés; on leur avait fait 4,000 prisonniers. Les Français, en morts, blessés ou prisonniers, n'avaient pas perdu plus de 5,000 hommes. On bivouaqua sur le champ de bataille, mêlés les uns avec les autres, au milieu d'une affreuse confusion. Mais dans la nuit l'archiduc fit évacuer ses bagages et son artillerie, et le lendemain, occupant les Français au moyen d'une arrière-garde, il commença son mouvement rétrograde. Un corps de 5,000 hommes, commandé par le général Hillinger, fut sacrifié à l'intérêt de sa retraite. On l'avait fait descendre des hauteurs pour inquiéter Vérone sur les derrières de notre

armée, pendant que l'archiduc se mettait en marche. Le général Hillinger n'eut pas le temps de revenir de cette démonstration, peut-être poussée trop loin, et fut pris avec tout son corps. Ainsi, dans ces trois jours, Masséna avait enlevé à l'ennemi 11 ou 12,000 hommes, dont 8,000 faits prisonniers, et 5,000 laissés hors de combat.

Sur-le-champ il entreprit de poursuivre l'archiduc, l'épée dans les reins. Mais le prince autrichien avait pour lui les meilleurs soldats de l'Autriche, au nombre de 70,000 hommes, son expérience, ses talents, l'hiver, les fleuves débordés, dont il coupait les ponts en se retirant. Masséna ne pouvait se flatter de lui faire essuyer une catastrophe; néanmoins il l'occupait assez en le suivant, pour ne pas lui laisser la facilité de manœuvrer à volonté contre la grande armée.

Cette autre partie du plan de Napoléon s'accomplissait donc aussi ponctuellement que la précédente, car l'archiduc Charles, ramené vers l'Autriche, était obligé de battre en retraite pour venir au secours de la capitale menacée.

Napoléon n'avait pas perdu un instant à Munich pour arrêter ses dispositions. Il était pressé de franchir l'Inn, de battre les Russes, et de déconcerter les menées de Berlin par de nouveaux succès aussi prompts que ceux d'Ulm. Le corps du général Kutusof, qu'il avait devant lui, était à peine de 50,000 hommes, à l'entrée en campagne, bien qu'il dût être beaucoup plus nombreux d'après les promesses de la Russie. De la Moravie à la Bavière, ce corps avait laissé en route 5,000 ou 6,000 trainards et malades, mais il avait été rejoint par le détachement autrichien de Kienmayer, échappé au désastre d'Ulm avant l'investissement de cette place. M. de Meerfeld avait ajouté quelques troupes à ce détachement, et en avait pris le commandement. Le tout ensemble pouvait s'élever à 65,000 soldats environ, tant Russes qu'Autrichiens. C'était bien peu pour sauver la monarchie contre 150,000 Français, dont 100,000 au moins marchaient en une seule masse. Le général Kutusof commandait cette armée. C'était un homme assez âgé, privé de l'usage d'un œil par suite d'une blessure à la tête, fort gros, paresseux, dissolu, avide, mais intelligent, délié d'esprit autant qu'il était lourd de corps, heureux à la guerre, babile à la cour, et assez capable de commander dans une situation où il fallait de la prudence et de la bonne fortune. Ses lieutenants étaient médiocres, sauf trois, le prince Bagration, les généraux Doctorow et Miloradovich. Le prince Bagration était un Géorgien

d'un courage héroïque, suppléant par l'expérience à l'instruction première qui lui manquait, et toujours chargé, soit à l'avant-garde, soit à l'arrière-garde, du rôle le plus difficile. Le général Doctorow était un officier sage, modeste, instruit et ferme. Le général Miloradovich était un Serbe, d'une valeur brillante, mais absolument dépourvu de connaissances militaires, désordonné dans ses mœurs, réunissant tous les vices de la civilisation à tous les vices de la barbarie. Le caractère des soldats russes répondait assez à celui de leurs généraux. Ils avaient une bravoure sauvage et mal dirigée. Leur artillerie était lourde, leur cavalerie médiocre. En tout, généraux, officiers, soldats, composaient une armée ignorante, mais singulièrement redoutable par son dévouement. Les troupes russes ont depuis appris la guerre en la faisant contre nous, et ont commencé à joindre le savoir au courage.

Le général Kutusof avait ignoré jusqu'au dernier moment le désastre d'Ulm, car l'archiduc Ferdinand et le général Mack, la veille encore de leur malheur, ne lui annonçaient que des succès. La vérité ne fut connue que par l'arrivée du général Mack, qui vint en personne annoncer la destruction de la principale armée autrichienne. Kutusof, désespérant alors avec raison de sauver Vienne, ne dissimula point à l'empereur François, accouru au quartier général russe, qu'il fallait faire le sacrifice de cette capitale. Il aurait voulu se tirer le plus tôt possible du péril qui le menaçait lui-même, en passant sur la rive gauche du Danube, pour se réunir aux réserves russes qui arrivaient par la Bohême et la Moravie. Cependant l'empereur François et son conseil tenaient à ne faire le sacrifice de Vienne qu'à la dernière extrémité, et se flattaient qu'en retardant la marche de Napoléon par tous les moyens que la guerre défensive peut offrir, on donnerait le temps à l'archiduc Charles de passer en Autriche, aux réserves russes d'arriver sur le Danube, et d'opérer une jonction générale des forces alliées, pour livrer une bataille qui serait peut-être le salut de la capitale et de la monarchie. Le général Kutusof, se conformant aux désirs du principal allié de son maître, promit d'opposer aux Français toute résistance qui n'irait pas jusqu'à engager une action générale, et résolut, pour ralentir leur mouvement, de se servir de tous les affluents du Danube, qui viennent des Alpes se précipiter dans ce grand fleuve. Il suffisait pour cela de couper les ponts, et de gêner par de fortes arrière-gardes les passages

de vive force que tenteraient les Français, passages difficiles dans une saison où toutes les eaux étaient hautes, torrentueuses, et chargées de glaçons.

Napoléon avait disposé sa marche de la manière suivante. Il était réduit à cheminer entre le Danube et la chaîne des Alpes, sur une route resserrée entre le fleuve et les montagnes. (Voir la carte n° 51.) S'avancer avec une armée nombreuse sur cette route étroite, était une difficulté pour vivre et un danger pour marcher, car, outre l'archiduc Charles, qui pouvait passer de Lombardie en Bavière et se jeter dans notre flanc, il y avait en Tyrol 25,000 hommes environ sous l'archiduc Jean. Napoléon prit donc la sage précaution de confier au corps de Ney la conquête du Tyrol. Il prescrivit à ce maréchal de quitter Ulm, de remonter par Kempten, pour pénétrer dans le Tyrol, de manière à couper en deux les troupes disséminées dans cette longue contrée. Celles qui seraient à la droite du maréchal Ney devaient être rejetées sur le Vorarlberg et le lac de Constance, où arrivait le corps d'Augereau, après avoir traversé toute la France de Brest à Huningue. Ney, privé de la division Dupont, qui avait concouru avec Murat à la poursuite de l'archiduc Ferdinand, était réduit à 10,000 hommes environ. Mais Napoléon, se confiant en sa vigueur, et dans les 14,000 hommes amenés par Augereau, croyait que c'étaient assez de forces pour la tâche qu'il avait à remplir. Le Tyrol ainsi occupé, il destinait Bernadotte à pénétrer dans le pays de Salzbourg. Il enjoignit à celui-ci de s'acheminer de Munich vers l'Inn, et d'aller le franchir ou à Wasserbourg ou à Rosenheim. Le général Marmont devait appuyer Bernadotte. Napoléon s'assurait ainsi deux avantages, celui de se couvrir entièrement du côté des Alpes, et celui de se ménager la possession du cours supérieur de l'Inn, ce qui empêchait les Austro-Russes d'en défendre le cours inférieur contre le gros de notre armée. Quant à lui, avec les corps des maréchaux Davoust, Soult et Lannes, avec la réserve de cavalerie et la garde, il aborda de front la grande barrière de l'Inn, dans l'intention de la franchir de Mühlendorf à Braunau. (Voir la carte n° 15.) Murat avait ordre de partir le 26 octobre, avec les dragons des généraux Walther et Beaumont, la grosse cavalerie du général d'Hautpoul, et un équipage de pont, pour se porter directement sur Mühlendorf, en suivant la grande route de Munich par Hohenlinden, et en traversant ainsi les champs immor-

talisés par Moreau. Le maréchal Soult devait l'appuyer à une marche en arrière. Le maréchal Davoust prit la route de gauche par Freisingen, Dorfen et Neu-Oettingen. Lannes, qui avait contribué avec Murat à la poursuite de l'archiduc Ferdinand, dut marcher plus à gauche encore que Davoust, par Landshut, Vilsbibourg et Braunau. Enfin la division Dupont, qui s'était fort engagée dans la même direction, descendit le Danube pour aller s'emparer de Passau. Napoléon, avec la garde, suivit Murat et Soult sur la grande route de Munich.

Avant de quitter Augsbourg, Napoléon y ordonna un système de précautions dont on le verra toujours plus occupé, à mesure que l'échelle de ses opérations s'agrandira, et dans lequel il est demeuré sans pareil, par l'étendue de sa prévoyance et l'activité de ses soins. Ce système de précautions avait pour but de créer sur sa ligne d'opération des points d'appui qui lui servissent également à s'avancer ou à rétrograder, s'il était réduit à ce dernier parti. Ces points d'appui, outre l'avantage de présenter une certaine force, devaient avoir celui de contenir des approvisionnements immenses en tout genre, fort utiles à une armée qui marche en avant, indispensables à une armée qui se retire. Il choisit en Bavière, sur le Lech, Augsbourg, qui offrait quelques moyens de défense, et les ressources propres à une grande population. Il y ordonna les travaux nécessaires pour la mettre à l'abri d'un coup de main, et voulut qu'on y réunit des grains, des bestiaux, des draps, des souliers, des munitions, et surtout des hôpitaux. Il fit des commandes de draps et de souliers à Nuremberg, à Ratisbonne, à Munich, en les payant, et en exigeant une prompte exécution, avec ordre de rassembler à Augsbourg les objets confectionnés. Augsbourg devenant le point principal de la route de l'armée, tous les détachements durent y passer pour se pourvoir de ce dont ils manquaient. Ces précautions prises, Napoléon se mit en route afin de suivre ses corps, qui le devançaient d'une ou deux marches.

Les mouvements de son armée s'exécutèrent tels qu'il les avait tracés. Le 26 octobre elle s'avancait tout entière vers l'Inn. Les Austro-Russes n'avaient pas laissé subsister un seul pont. Mais partout les soldats, se jetant dans des barques, et passant par gros détachements sous la mousqueterie et la mitraille, allaient faire évacuer la rive opposée, et préparer le rétablissement des ponts, rarement détruits en entier

par l'ennemi, à cause de la précipitation de sa retraite. Bernadotte, ne rencontrant que peu d'obstacles, passa l'Inn le 28 octobre à Wasserbourg. Les maréchaux Soult, Murat et Davoust le passèrent à Mühlendorf et à Neu-Oettingen. Lannes se dirigea vers Braunau, et, trouvant le pont coupé, envoya un détachement sur l'autre rive, au moyen de quelques barques qu'on avait enlevées. Ce détachement franchit le fleuve, et se présenta aux portes de Braunau. Quel fut l'étonnement de nos soldats en trouvant ouverte cette place qui était en parfait état de défense, armée complètement, et pourvue de ressources considérables! On s'en empara sur-le-champ, et on conclut d'un fait si étrange que l'ennemi se retirait avec une précipitation qui tenait du désordre.

Napoléon, enchanté d'une acquisition aussi importante, courut de sa personne à Braunau, pour s'assurer lui-même de la force de cette place, et du parti qu'il en pourrait tirer. Après l'avoir vue, il ordonna d'y transporter une grande portion des ressources qu'il voulait d'abord réunir à Augsbourg, la jugeant préférable pour l'usage auquel il la destinait. Il y laissa une garnison, et nomma pour la commander son aide de camp Lauriston, qui était revenu de la campagne de mer faite auprès de l'amiral Villeneuve. Ce n'était pas un simple commandement de place qu'il lui déférait, c'était un gouvernement qui comprenait tous les derrières de l'armée. Les blessés, les munitions, les approvisionnements, les recrues qui arrivaient de France, les prisonniers qu'on y envoyait, tout devait passer par Braunau, sous la surveillance du général Lauriston.

Du 29 au 50 octobre on avait traversé l'Inn, dépassé la Bavière, et envahi la haute Autriche. On ne pesait plus sur des alliés, mais sur les États héréditaires de la maison impériale. On marchait en avant, couvert contre un mouvement des archiducs, par Bernadotte et Marmont à Salzbourg, par Ney dans le Tyrol. Napoléon, ne perdant pas un instant, voulut de la ligne de l'Inn se porter sur celle de la Traun. (Voir les cartes n^{os} 14 et 51.) De l'Inn à la Traun, on a, comme toujours dans cette contrée, le Danube à gauche, les Alpes à droite. C'est un magnifique pays, semblable à la Lombardie, plus sévère seulement, puisqu'il est au nord des Alpes au lieu d'être au midi, et qui serait uni comme une plaine, si une grande montagne, appelée le Hausruck, ne s'élevait brusquement au milieu. Cette montagne est un pic, détaché tout à fait

des Alpes, et qui formerait une île si le pays était couvert par les eaux. Mais, le Hausruck dépassé, on n'a plus devant soi qu'une plaine ondulée et boisée, s'étendant jusqu'au bord de la Traun, et nommée plaine de Wels. La Traun court, sur des graviers et entre de beaux arbres, se jeter dans le Danube près de Lintz, ville capitale de la province, militairement aussi importante que la ville d'Ulm, et pour ce motif hérissée, depuis nos grandes guerres, de fortifications conçues dans un nouveau système.

Napoléon dirigea Lannes par Efferding sur Lintz, les maréchaux Davoust et Soult par la route de Ried et Lambach sur Wels, longeant le pied du Hausruck. Murat les précédait toujours avec sa cavalerie. La garde suivait avec le quartier général. Cependant, craignant que la plaine de Wels ne fût choisie par l'ennemi comme champ de bataille, Napoléon prescrivit à Marmont de laisser Bernadotte à Salzbourg, et de se rabattre sur le gros de l'armée, en passant derrière le Hausruck, par la route de Straswalchen et Wocklabruck sur Wels, de manière à donner dans le flanc des Austro-Russes, s'ils voulaient s'arrêter pour combattre.

Le 1^{er} de chasseurs les atteignit en avant de Ried, les chargea vaillamment, et les culbuta. On marcha sur Lambach, qu'ils firent mine de défendre, uniquement pour se donner le temps de sauver leurs bagages. Davoust réussit à les joindre, et eut avec eux un brillant combat d'arrière-garde, mais nulle part on ne trouva les apprêts d'une bataille. L'ennemi se couvrit de la Traun en la passant à Wels. Nous entrâmes à Lintz sans coup férir. Quoique les Autrichiens se fussent servis du Danube pour évacuer leurs principaux magasins, ils nous laissaient encore de précieuses ressources. Napoléon vint établir son quartier général à Lintz le 5 novembre.

Établi dans cette ville, Napoléon porta ses corps d'armée de la Traun à l'Ens, ce qui était facile, car le pays entre ces deux affluents du Danube n'offrait aucune position dont l'ennemi pût être tenté de faire usage. Ce pays présente un plateau peu élevé, traversé de ravins, couvert de bois, ayant deux escarpements, l'un en avant qu'il faut gravir quand on a passé la Traun, l'autre en arrière qu'il faut descendre quand on veut passer l'Ens. Ne l'ayant pas défendu du côté de la Traun, les Austro-Russes ne pouvaient songer à le défendre du côté de l'Ens, puisqu'ils auraient été partout dominés. L'Ens fut donc franchi sans obstacle.

Ayant son quartier général à Lintz et ses avant-gardes sur l'Ens, Napoléon fit des dispositions nouvelles pour la continuation de cette marche offensive, exécutée, comme nous l'avons dit, sur une route étroite, entre le Danube et les Alpes. La difficulté de s'avancer ainsi en une longue colonne, dont la queue ne pouvait guère venir au secours de la tête si on était surpris par l'ennemi, avec le danger toujours à craindre d'une attaque de flanc si les archiducs quittaient subitement l'Italie pour se porter en Autriche, cette difficulté, accrue encore par la rareté des vivres, déjà dévorés ou détruits par les Russes, commandait de grandes précautions avant d'arriver à Vienne.

Le plus grave inconvénient de cette marche était certainement la possibilité d'une apparition subite des archiducs. Les deux masses belligérantes, qui agissaient en Autriche et en Lombardie, se dirigeaient de l'ouest à l'est, l'une sous Napoléon et Kutusof au nord des Alpes, l'autre au midi sous Masséna et l'archiduc Charles. (Voir la carte n° 51.) Était-il possible que l'archiduc Charles, se dérochant tout à coup à Masséna, devant lequel il laisserait une simple arrière-garde pour le tromper, se portât à travers les Alpes, recueillît en passant son frère Jean avec le corps du Tyrol, et pénétrât en Bavière, soit pour se réunir aux Austro-Russes, derrière l'une des positions défensives qu'on rencontre sur le Danube, soit pour se jeter tout simplement dans le flanc de la grande armée française? Quoique possible, cela n'était guère probable. L'archiduc Charles avait deux routes : la première qui, par le Tyrol, par Vérone, Trente, Inspruck, l'aurait conduit derrière l'Inn ; la seconde, plus éloignée, qui, par la Carinthie et la Styrie, par Tarvis, Léoben et Lilienfeld, l'aurait conduit à la position connue de Saint-Polten, en avant de Vienne. Quant à la première, en supposant que l'archiduc se fût décidé au moment même de la capitulation de Mack, qui s'exécuta le 20, qui ne fut connue à Vérone des Français que le 28, qui ne put l'être avant le 25 ou le 26 des Autrichiens, en supposant qu'avant de quitter l'Italie, l'archiduc ne voulût pas livrer un combat pour contenir l'armée française, il aurait eu du 25 au 28 pour traverser le Tyrol, et arriver sur l'Inn, que Napoléon passait le 28 et le 29. Il avait évidemment trop peu de temps pour une telle marche. Quant à la route de Styrie, qu'il eût pu prendre après la bataille de Caldiero, il aurait eu à traverser le Frioul, la Carinthie, la Styrie, et à faire cent

lieux dans les Alpes, du 30 octobre, jour de la bataille de Caldiero, au 6 ou 7 novembre, jour où Napoléon avait franchi l'Enns pour se porter au delà. Le temps lui aurait encore manqué pour une telle opération. Si l'archiduc Charles ne pouvait pas devancer Napoléon sur l'une des positions défensives du Danube, pour lui opposer 150,000 Autrichiens et Russes réunis, il pouvait sans le devancer, en se laissant devancer au contraire, traverser la chaîne des Alpes pour essayer une attaque de flanc contre la grande armée. Sans doute avec des soldats habitués à vaincre, préparés aux entreprises audacieuses, capables de se faire jour partout, il aurait pu essayer une pareille tentative, et apporter un trouble subit et grave dans la marche de Napoléon, peut-être même changer la face des événements, mais en courant lui-même la chance d'être enfermé entre deux armées, celle de Masséna et celle de Napoléon, ainsi qu'il arriva jadis à Souwarow dans le Saint-Gothard. C'était là une résolution des plus hasardeuses, et on ne prend pas de ces résolutions quand on a dans les mains une armée qui est la dernière ressource d'une monarchie.

Napoléon se conduisit néanmoins comme si une telle résolution avait été probable. La seule position que l'ennemi pût occuper pour couvrir Vienne, soit que l'armée de Kutusof y fût seule, soit que les archiducs y fussent avec elle, était celle de Saint-Polten. Cette position est fort connue. (Voir les cartes n^{os} 51 et 52.) Les Alpes de Styrie poussant le Danube au nord, de Mülk à Krems, projettent un contre-fort qu'on appelle le Kahlenberg, et qui vient expirer au bord même du fleuve, au point de n'y presque pas laisser de place pour une route. Le Kahlenberg couvrant de sa masse la ville de Vienne, il faut le traverser dans son épaisseur pour arriver à cette capitale. En avant de ce contre-fort, à mi-côte, se trouve une position assez étendue, qui a reçu le nom d'un gros bourg placé dans le voisinage, celui de Saint-Polten, et sur laquelle une armée autrichienne en retraite pourrait livrer avec avantage une bataille défensive. De la grande route d'Italie à Vienne, se détache un embranchement qui, par Lilienfeld, vient aboutir près de Saint-Polten, et qui aurait pu y amener les archiducs. Un vaste pont en bois sur le Danube, celui de Krems, mettait cette position en communication avec les deux rives du fleuve, et aurait permis aux réserves russes et autrichiennes d'y accourir par la Bohême. C'était là par conséquent que

Napoléon devait rencontrer une réunion générale des forces coalisées, si une telle réunion de forces était possible en avant de Vienne. Il prit donc, en approchant de ce point, les précautions qu'on pouvait attendre d'un général qui a réuni plus qu'aucun des capitaines connus le calcul à l'audace. Ayant à sa droite le corps du général Marmont, il résolut de l'envoyer à Léoben par une route carrossable, laquelle va de Lintz à Léoben, à travers la Styrie. Le général Marmont, s'il apprenait l'approche des archiducs, devait se replier sur la grande armée et en devenir l'extrême droite, ou bien, si les archiducs passaient directement du Frioul en Hongrie, s'établir à Léoben même, afin de donner la main à Masséna. Il y avait entre cette route que Marmont allait prendre, et la grande route du Danube que suivait le gros de l'armée, un chemin de montagnes, qui, par Waidhofen et Saint-Gaming, venait tomber sur Lilienfeld, au delà de la position de Saint-Polten, et fournissait ainsi le moyen de la tourner. Napoléon y dirigea le corps du maréchal Davoust. Le corps de Bernadotte n'était plus nécessaire à Salzbourg depuis que Ney occupait le Tyrol. Napoléon lui enjoignit de se rapprocher du centre de l'armée, en acheminant les Bavares vers le corps de Ney, ce qui devait plaire fort à ces derniers, toujours très-ambitieux de posséder le Tyrol. Il se réserva, pour aborder directement la position de Saint-Polten, les corps des maréchaux Soult, Lannes, Bernadotte, plus la cavalerie de Murat et la garde, ce qui suffisait, le corps de Davoust étant envoyé pour tourner cette position.

Napoléon ne s'en tint pas là, et voulut prendre quelques précautions sur la rive gauche du Danube. Jusqu'alors il n'avait marché que par la rive droite en négligeant la rive gauche. On parlait cependant d'un rassemblement en Bohême, formé par l'archiduc Ferdinand, sorti d'Ulm avec quelques mille chevaux. On parlait aussi de l'approche de la seconde armée russe, conduite en Moravie par Alexandre. Il fallait donc se garder également de ce côté. Napoléon, qui avait porté à Passau la division Dupont, lui enjoignit de s'avancer par la rive gauche du Danube, en se tenant toujours à la hauteur de l'armée, et en envoyant des reconnaissances sur les routes de Bohême, pour s'informer de ce qui s'y passait. Les Hollandais qui avaient quitté Marmont durent se joindre à la division Dupont. Ne jugeant pas que ce fût assez, Napoléon détacha la division Gazan du corps de Lannes, et la fit marcher avec

la division Dupont sur la rive gauche. Il les plaça l'une et l'autre sous le commandement du maréchal Mortier, et, pour ne pas les laisser isolées de la grande armée qui continuait à occuper la rive droite, il imagina de former avec les bateaux recuëillis sur l'Inn, la Traun, l'Ens, le Danube, une nombreuse flottille qu'il chargea de vivres, de munitions, de tous les hommes fatigués, et qui, descendant le Danube avec l'armée, pouvant en une heure jeter à droite ou à gauche 10,000 hommes, liait les deux rives, et servait à la fois de moyen de communication et de transport. Il mit à la tête de cette flottille le capitaine Lostanges, officier des marins de la garde.

C'est par un tel ensemble de précautions que Napoléon pourvut à l'inconvénient de cette marche offensive, exécutée sur une route étroite et longue, entre les Alpes et le Danube. Il avait ainsi sur le sommet des Alpes le corps de Marmont, à moitié de leur hauteur le corps de Davoust, à leur pied, le long du Danube, les corps de Soult, Lannes, Bernadotte, la garde, la cavalerie de Murat, sur l'autre côté du Danube le corps de Mortier, et enfin une flottille pour lier tout ce qui marchait sur les deux rives du fleuve, et pour porter tout ce qui était difficile à traîner après soi. C'est dans cet appareil imposant qu'il s'approcha de Vienne.

Au moment où on allait quitter Lintz, il arriva au quartier général un émissaire de l'empereur d'Autriche. C'était le général Giulay, l'un des officiers pris à Ulm, relâché depuis, et qui, ayant entendu Napoléon parler de ses dispositions pacifiques, en avait informé son maître de manière à lui faire quelque impression. En conséquence l'empereur François l'envoyait pour proposer un armistice. Le général Giulay ne s'expliquait pas clairement, mais il était évident qu'il voulait que Napoléon s'arrêtât avant d'entrer à Vienne, et néanmoins il n'offrait en retour aucune garantie d'une paix prochaine et acceptable. Napoléon consentait bien à traiter de la paix sur-le-champ, avec un plénipotentiaire suffisamment accrédité, et autorisé à consentir les sacrifices nécessaires; mais accorder un armistice sans garantie d'obtenir ce qui lui était dû pour dédommagement de la guerre, c'était donner à la seconde armée russe le temps de rejoindre la première, et aux archiducs le temps de se réunir aux Russes sous les murs de Vienne. Napoléon n'était pas homme à commettre une telle faute. Il déclara donc qu'il s'arrêterait aux portes mêmes de Vienne, et ne les

franchirait pas, si on venait à lui avec des propositions de paix sincères, mais qu'autrement il marcherait droit à son but, qui était la capitale de l'empire. M. de Giulay alléguait la nécessité de s'entendre avec l'empereur Alexandre, avant de fixer des conditions acceptables par toutes les puissances belligérentes. Napoléon répondit que l'empereur François, qui était en péril, aurait tort de subordonner ses résolutions à l'empereur Alexandre, qui n'y était pas; qu'il devait songer au salut de sa monarchie, et pour cela s'arranger avec la France, en laissant à l'armée française le soin de ramener les Russes chez eux. Napoléon ne s'était pas expliqué sur les conditions propres à le satisfaire, néanmoins tout le monde savait qu'il désirait les États vénitiens. Ces États formaient le complément de l'Italie; il n'aurait pas provoqué la guerre pour les acquérir; mais, la guerre ayant été suscitée par l'Autriche, il était naturel qu'il prétendit à ce légitime prix de ses victoires. Il remit du reste à M. de Giulay une lettre, douce et polie, pour l'empereur François, suffisamment claire toutefois quant aux conditions de la paix.

Avant de partir, Napoléon reçut aussi l'électeur de Bavière, qui, n'ayant pu le joindre à Munich, venait lui exprimer à Lintz sa reconnaissance, son admiration, sa joie, et surtout ses espérances d'agrandissement.

Napoléon n'était resté à Lintz que trois jours, c'est-à-dire le temps exactement nécessaire pour donner ses ordres. Mais ses corps n'avaient pas cessé de marcher, car, après avoir passé l'Inn les 28 et 29 octobre, la Traun le 31, l'Ens les 4 et 5 novembre, ils s'avançaient ce même jour sur Amstetten et Saint-Polten. A Amstetten les Russes voulurent livrer un combat d'arrière-garde, pour se ménager le temps de sauver leurs bagages. La grande route de Vienne traversait une forêt de sapins. Les Russes prirent position dans une éclaircie de la forêt, qui laissait un certain espace libre à droite et à gauche de la route. Au milieu de cet espace, et en avant, se trouvait l'artillerie des Russes appuyée par leur cavalerie: en arrière et adossée au bois, leur meilleure infanterie. Murat et Lannes, en débouchant avec les dragons et les grenadiers Oudinot, aperçurent ces dispositions. C'était la première fois qu'ils rencontraient les Russes, et ils étaient pressés de leur apprendre comment se battaient les Français. Ils lancèrent les dragons et les chasseurs au galop sur la grande route, pour enlever l'artillerie et la cavalerie ennemies. Nos braves

cavaliers, malgré la mitraille, eurent bientôt pris les pièces, sabré la cavalerie russe, et nettoyé le terrain. Mais il fallait enfoncer l'infanterie adossée aux bois de sapins. Les grenadiers Oudinot se chargèrent de cette tâche. Après un feu de mousqueterie extrêmement vif, ils marchèrent la baïonnette en avant sur les Russes. Ceux-ci, déployant une rare bravoure, se battirent corps à corps, et profitèrent longtemps de l'épaisseur du bois pour résister. Enfin nos grenadiers les forcèrent dans cette position, et les mirent en fuite, après leur avoir tué, blessé ou pris un millier d'hommes.

Murat et Lannes, cheminant ensemble, le premier avec sa cavalerie toujours en haleine, quoique accablée de fatigue, le second avec ses redoutables grenadiers, continuèrent la poursuite de l'ennemi les 6, 7 et 8 novembre, sans pouvoir le joindre nulle part. « Les Russes, écrivait Lannes à Napoléon, fuient encore plus vite que nous ne les poursuivions ; ces misérables ne s'arrêteront pas une fois pour combattre. » Arrivés le 8 devant Saint-Polten, Lannes et Murat les trouvèrent en bataille, faisant bonne contenance, comme s'ils avaient voulu engager une affaire sérieuse. Malgré leur ardeur, les deux chefs de notre avant-garde n'osèrent se permettre de hasarder une bataille sans l'Empereur. D'ailleurs ils n'avaient pas de moyens suffisants pour la livrer. On resta en présence toute la journée du 8. On était près de la belle abbaye de Mœlk. Cette riche abbaye, placée sur la rive escarpée du Danube, et dominant le large lit du fleuve de ses dômes magnifiques, présenté l'un des plus beaux aspects du monde. On la réservait pour en faire le quartier général de l'Empereur. Elle renfermait d'abondantes ressources, surtout pour les malades et les blessés.

Murat fut logé au château de Mittrau, chez un comte de Montecuculli. Là divers avis lui apprirent que les Russes n'avaient pas l'intention de tenir à Saint-Polten. Effectivement, ils venaient de prendre une résolution importante. Après avoir ralenti la marche des Français, soit en occupant les ponts, soit en livrant des combats d'arrière-garde, et avoir accédé aux désirs de l'empereur d'Autriche, qui voulait que l'on disputât le plus longtemps possible la grande route de Vienne, les Russes crurent en avoir fait assez, et songèrent à leur propre sûreté. Ils repassèrent le Danube à Krems, à l'endroit où ce fleuve, terminant son coude au nord, reprend sa direction à l'est. (Voir la carte n° 52.) Le motif qui

les décida surtout à prendre cette détermination fut la nouvelle qu'une partie de l'armée française avait passé sur la rive gauche du Danube. Ils pouvaient craindre, en effet, que Napoléon, par une manœuvre imprévue, portant le gros de ses forces sur la rive gauche, ne les coupât de la Bohême et de la Moravie. En conséquence, ils franchirent le Danube à Krems, et en brûlèrent le pont après l'avoir passé. Les ouvrages qui auraient permis de le défendre, et de s'en assurer la possession exclusive, étant à peine ébauchés, il n'y avait d'autre ressource que de le détruire. Ils opérèrent leur passage dans la journée du 9, laissant dans tout l'archiduché d'Autriche d'horribles traces de leur présence. Ils pillaient, ravageaient, tuaient même, se conduisaient enfin en vrais barbares, à tel point que les Français étaient presque considérés comme des libérateurs par les gens du pays. Leur conduite surtout envers les troupes autrichiennes n'était rien moins qu'amicale. Ils les traitaient avec une extrême arrogance, affectant de leur imputer les revers de cette campagne. Le langage des officiers et des généraux russes était à cet égard d'une hauteur blessante, et nullement méritée, car si les Autrichiens montraient moins de fermeté que les fantassins russes, ils leur étaient supérieurs sous tous les autres rapports.

Les Autrichiens, vivant fort mal avec les Russes, s'en séparèrent, pour aller concourir à la défense des ponts de Vienne, et M. de Meerfeld, avec son corps, se retira par la route de Steyer sur Léoben. Il marcha suivi par le général Marmont sur la route de Waidhofen à Léoben, et par le maréchal Davoust sur celle de Saint-Gaming à Lilienfeld. Le chemin direct de Vienne se trouvait donc ouvert aux Français, et ils n'avaient que deux marches à faire pour se trouver aux portes de cette capitale, sans avoir devant eux aucun ennemi qui pût leur en disputer l'entrée.

La tentation devait être grande pour Murat. Il était difficile qu'il résistât au désir de se jeter en avant, et d'aller montrer à la capitale de l'Autriche sa personne, toujours la plus apparente dans les revues comme dans les dangers. Jamais une armée venue de l'Occident n'avait pénétré dans cette métropole de l'empire germanique. Moreau en 1800, le général Bonaparte en 1797, avaient signé des armistices au moment d'y arriver. Les Turcs seuls étaient parvenus au pied de ses murs sans les franchir. Murat ne résista pas à cette tentation, et le 10 et le 11 marcha sur Vienne, en pressant les maréchaux Soult

et Lannes de le suivre. Toutefois il se garda d'y entrer, et s'arrêta à Burkersdorf, dans le défilé montagneux du Kahlenberg, à deux lieues de Vienne.

C'était une précipitation inutile, et même dangereuse. Un changement aussi imprévu que celui qui venait de se révéler dans la marche de l'ennemi, valait la peine qu'on s'arrêtât pour attendre les ordres de l'Empereur. D'ailleurs on avançait trop le corps du maréchal Mortier, ainsi que la flottille destinée à tenir ce corps en communication avec l'armée, et on courait à l'aveugle, entre les Russes passés de l'autre côté du Danube, et les Autrichiens rejetés dans les montagnes.

Dans cet instant, en effet, une échauffourée menaçait le maréchal Mortier, placé sur la rive gauche du Danube, et arrivant près de Stein, en présence des Russes qui avaient franchi le fleuve à Krems. Le danger du maréchal Mortier n'était pas précisément imputable à Murat, bien que celui-ci eût contribué à l'amener et à l'aggraver par son mouvement précipité sur Vienne, mais à une négligence qu'on ne rencontre presque jamais dans les opérations dirigées par Napoléon, et qui pourtant se rencontra cette fois, car il y a des lacunes même dans la vigilance la plus soutenue et la plus infatigable.

Partagé entre mille soins, Napoléon avait manqué à l'une de ses habitudes les plus invariables, qui consistait à s'assurer toujours de l'exécution de ses ordres après les avoir donnés. Il avait prescrit d'une manière générale la réunion en un seul corps des divisions Gazan, Dupont et Dumonceau, la formation d'une flottille sous le capitaine Lostanges, pour lier les colonnes qui marchaient sur la rive gauche avec celles qui marchaient sur la rive droite, et il avait trop compté sur ses lieutenants pour faire concorder toutes ces choses. Murat s'était avancé trop vite; Mortier, soit qu'il fût entraîné par le mouvement de Murat, soit qu'il n'eût pas tracé des instructions assez précises au général Dupont, avait laissé l'intervalle d'une marche entre la division Gazan qu'il avait avec lui, et les divisions Dupont et Dumonceau qui devaient le joindre. La flottille, difficile à réunir, était restée fort en arrière.

Napoléon cependant, prompt à remarquer ces inexactitudes, courut à Mœlk, et, devinant, sans le connaître encore, le danger du maréchal Mortier, arrêta le corps du maréchal Soult, que Murat avait voulu attirer à sa suite, et envoya des aides de camp à Murat et à Lannes pour ra-

lentir leur mouvement. Il craignait non-seulement ce qui pouvait arriver au corps jeté sur la rive gauche du Danube, mais ce qui pouvait arriver à l'avant-garde elle-même imprudemment engagée dans les défilés du Kahlenberg.

Nulle part les fautes ne sont aussitôt punies qu'à la guerre, car nulle part les causes et les effets ne s'enchaînent aussi rapidement. Les Russes, guidés sur le sol de l'Autriche par un officier d'état-major autrichien du premier mérite, le colonel Schmidt, s'aperçurent bien vite de l'existence d'une division française isolée sur la rive gauche du Danube, et résolurent de l'accabler. Rassurés par la destruction du pont de Krems, qui empêchait l'armée française de venir au secours de la division compromise, ne découvrant pas une masse de bateaux qui pût suppléer au pont, ils s'arrêtèrent pour se procurer un triomphe qui leur semblait facile. La division Gazan comptait à peine 5,000 hommes; les Russes étaient encore près de 40,000 depuis la séparation des Autrichiens. Le sol se prêtait à leurs projets. Le Danube sur ce point coule entre des rives escarpées, resserré par les montagnes de la Bohême, d'une part, et par les Alpes de Styrie, de l'autre. De Dirnstein à Stein et à Krems, la route de la rive gauche, étroite, taillée souvent dans le roc, est enfermée entre le fleuve et les montagnes qui la dominent. Les charrois y sont difficiles. Aussi le maréchal Mortier, qui la parcourait avec la division Gazan, avait-il placé sur des bateaux la seule batterie dont il pût disposer. Les chevaux, conduits à la main, suivaient la division haut le pied.

Le 11 novembre, pendant que Murat sur la rive droite courait jusqu'aux portes de Vienne, Mortier sur la rive gauche avait franchi Dirnstein, lieu où se trouvent les ruines du château dans lequel Richard Cœur-de-Lion fut retenu prisonnier. A ce point de Dirnstein, les hauteurs s'éloignent un peu, et laissent un espace entre leur pied et le fleuve. La route traverse cet espace, tantôt encaissée dans le sol, tantôt élevée au-dessus par une chaussée. La division française, engagée sur cette route, aperçut la fumée du pont de Krems qui brûlait encore. Bientôt elle reconnut les Russes, et se douta qu'ils avaient passé le Danube sur ce pont. Sans trop se rendre compte de ce qu'elle avait devant elle, par l'ardeur commune qui entraînait toute l'armée, elle ne songea qu'à pousser en avant, et à combattre. Mortier en donna l'ordre, qui fut exécuté sur-le-champ. Un offi-

cier d'artillerie, depuis général Fabvier, qui commandait la batterie attachée à la division Gazan, fit débarquer ses pièces, et les mit en position. Les Russes se portèrent en masse serrée sur la division française. Le feu de l'artillerie causa dans leurs rangs de cruels ravages. Ils se jetèrent sur les canons pour les enlever. L'infanterie des 400^e et 405^e régiments de ligne défendit avec une extrême vigueur. Il s'engagea, dans cette route étroite, un combat corps à corps des plus acharnés. Les canons furent pris, et repris immédiatement. A peine arrachés aux Russes, on les tira sur eux presque à bout portant, avec un effet horriblement meurtrier. Les Français, postés sur les moindres accidents de terrain, faisaient un feu de tirailleurs, qui n'était pas moins redoutable que celui de leur artillerie. On se battit sur ce point une demi-journée, et à en juger d'après les blessés trouvés le lendemain, l'ennemi essuya de grandes pertes. On lui enleva 1,500 prisonniers. Enfin on resta maître du terrain, et on crut pouvoir s'y reposer.

On s'était avancé en combattant jusqu'à Stein. Le 4^e léger, répandu sur les hauteurs qui dominent le lit du fleuve, y entretenait un feu de tirailleurs très-nourri, et qui d'instant en instant devenait plus vif. Bientôt on s'en expliqua la cause, qu'on avait d'abord peine à saisir. Les Russes avaient tourné les hauteurs. Avec deux colonnes formant une masse de 12,000 à 15,000 hommes, ils étaient descendus sur les derrières de la division Gazan, et ils étaient entrés à Dirnstein, que cette division avait traversé le matin. On était donc enveloppé et séparé de la division Dupont, qui avait été laissée à une marche en arrière. Il ne paraissait aucune portion de la flottille sur le Danube, et par conséquent il restait bien peu d'espérance de se sauver. La nuit approchait; la situation était affreuse, et on ne doutait pas d'avoir sur les bras une armée entière. Dans cette extrémité évidente à tous les yeux, il ne vint à l'esprit de personne, officiers ou soldats, de capituler. Mourir tous jusqu'au dernier, plutôt que de se rendre, fut la seule alternative qui se présenta à ces braves gens, tant était héroïque l'esprit qui animait cette armée ! Le maréchal Mortier pensait comme ses soldats, et, comme eux, il était résolu à mourir plutôt qu'à livrer aux Russes son épée de maréchal. Il ordonna donc de marcher en colonne serrée, et de se faire jour à la baïonnette, en rétrogradant sur Dirnstein, où l'on devait être rejoint par la

CONSULAT. 2.

division Dupont. Il était nuit. On recommença dans l'obscurité le combat qu'on avait livré le matin contre les Russes, mais en sens contraire. On lutta encore corps à corps sur cette route étroite, les hommes étant tellement rapprochés qu'ils se prenaient souvent à la gorge. On gagna du terrain vers Dirnstein en combattant de la sorte. Cependant, après avoir enfoncé plusieurs masses d'ennemis, on désespérait d'arriver au but, et de se rouvrir une route qui se refermait sans cesse. Quelques officiers de Mortier, n'entrevoiant plus de salut, lui proposaient de s'embarquer seul, et de soustraire au moins sa personne aux Russes, pour ne pas leur laisser un aussi beau trophée qu'un maréchal de France. « Non, répondit l'illustre maréchal, on ne se sépare pas d'aussi braves gens. On se sauve ou on périt avec eux. » Il était là l'épée à la main, combattant à la tête de ses grenadiers, et livrant des assauts répétés pour rentrer à Dirnstein, lorsque tout à coup on entendit sur les derrières de Dirnstein un feu des plus violents. L'espérance renaquit aussitôt, car, d'après toutes les probabilités, ce devait être la division Dupont qui arrivait. En effet, cette brave division, qui avait marché toute la journée, avait appris en avançant la dangereuse position du maréchal Mortier, et elle accourait à son secours. Le général Marchand, avec le 9^e léger, soutenu des 96^e et 52^e régiments de ligne, les mêmes qui avaient figuré à Haslach, s'enfonça dans cette gorge. Les uns poussaient directement vers Dirnstein en suivant la grande route, les autres remontaient les ravins qui descendaient des montagnes, pour y refouler les Russes. Un combat, tout aussi acharné que celui que livraient en cet instant les soldats de la division Gazan, s'engagea dans ces défilés. Enfin le 9^e léger pénétra jusqu'à Dirnstein, tandis que le maréchal Mortier y entra par le côté opposé. Les deux colonnes se rejoignirent, et se reconnurent à la lueur du feu. Les soldats s'embrasèrent, pleins de joie d'échapper à un tel désastre.

Les pertes étaient cruelles des deux côtés, mais la gloire n'était pas égale, car 5,000 Français avaient résisté à plus de 50,000 Russes, et avaient sauvé leur drapeau en se faisant jour. Ce sont là des exemples qu'il faut à jamais recommander à une nation. Des soldats qui sont résolus à mourir peuvent toujours sauver leur honneur, et réussissent souvent à sauver leur liberté et leur vie.

Le maréchal Mortier retrouva dans Dirnstein

les 4,500 prisonniers qu'il avait faits le matin. Les Russes perdirent, en morts, blessés ou prisonniers, 4,000 hommes environ. Dans le nombre était le colonel Schmidt. Les ennemis ne pouvaient pas éprouver une perte plus sensible, et ils eurent bientôt à la regretter amèrement. Les Français comptèrent 3,000 hommes hors de combat, tant morts que blessés. La division Gazan avait vu succomber la moitié de son effectif.

Quand Napoléon, qui était à M^ölk, apprit l'issue de cette rencontre, il fut rassuré, car il avait craint la destruction entière de la division Gazan. Il fut ravi de la conduite du maréchal Mortier et de ses soldats, et envoya les plus éclatantes récompenses aux deux divisions Gazan et Dupont. Il les rappela sur la rive droite du Danube, afin de leur donner le temps de panser leurs plaies, et destina Bernadotte à les remplacer sur la rive gauche. Mais il s'en prit à Murat du décousu qui avait régné dans la marche générale des diverses colonnes de l'armée. Le caractère de Napoléon était indulgent, son esprit sévère. Il préférait à la bravoure brillante la bravoure simple, solide, réfléchie, quoiqu'il les employât toutes, telles que la nature les lui présentait dans ses armées. Il était ordinairement rigoureux pour Murat, dont il n'aimait pas la légèreté, l'ostentation, l'ambition inquiète, tout en rendant justice à son excellent cœur et à son éclatant courage. Il lui adressa une lettre cruelle, et pas assez méritée. « Mon cousin, lui écrivait-il, je « ne puis approuver votre manière de marcher. « Vous allez comme un étourdi, et vous ne pesez « pas les ordres que je vous fais donner. Les « Russes, au lieu de couvrir Vienne, ont repassé « le Danube à Krems. Cette circonstance extra- « ordinaire aurait dû vous faire comprendre que « vous ne pouviez agir sans de nouvelles instruc- « tions... Sans savoir quels projets peut avoir « l'ennemi, ni connaître quelles étaient mes « volontés dans ce nouvel ordre de choses, vous « allez enfourner mon armée sur Vienne... Vous « n'avez consulté que la gloriole d'entrer à « Vienne... Il n'y a de gloire que là où il y a « du danger. Il n'y en a pas à entrer dans une « capitale sans défense. » (M^ölk, le 11 novembre.)

Murat expiait ici les fautes de tout le monde. Il avait marché trop vite sans doute ; mais, quand il serait resté devant Krems, sans ponts et sans bateaux, il n'aurait pas été d'un grand secours pour Mortier, qui avait été surtout compromis par la distance laissée entre les divisions

Dupont et Gazan, et par l'éloignement de la flottille. Murat fut très-affligé. Napoléon, averti par son aide de camp Bertrand du chagrin de son beau-frère, corrigea par d'aimables paroles l'effet de cette dure réprimande.

Napoléon, voulant à l'instant tirer parti de la faute même de Murat, lui enjoignit, puisqu'il était en vue de Vienne, non d'y entrer, mais de longer les murs de la ville, et d'enlever le grand pont du Danube, qui est jeté sur ce fleuve en dehors des faubourgs. Ce pont occupé, Napoléon ordonnait en outre de s'avancer en toute hâte sur le chemin de la Moravie, afin d'arriver avant les Russes au point où la route de Krems vient rejoindre la grande route d'Olmütz. Si on enlevait le pont et si on marchait rapidement, il était possible d'intercepter la retraite du général Kutusof vers la Moravie, et de lui faire subir un désastre presque égal à celui du général Mack. Murat avait ici de quoi réparer ses torts, et il se pressa d'en saisir l'occasion.

Cependant il était peu croyable que les Autrichiens eussent commis la faute de laisser subsister les ponts de Vienne, qui devaient rendre les Français maîtres des deux rives du fleuve, ou que, s'ils les avaient laissés subsister, ils n'eussent pas tout préparé pour les détruire au premier signal. Rien n'était donc plus douteux que l'opération souhaitée plutôt qu'ordonnée par Napoléon.

Les Autrichiens avaient renoncé à défendre Vienne. Cette belle et grande capitale a une enceinte régulière, celle qui résista aux Turcs en 1685, et comme avec le temps elle n'a pu demeurer enfermée dans cette enceinte, et que de vastes faubourgs se sont élevés tout autour d'elle, on l'a enveloppée d'une muraille de peu de relief, en forme de redans, embrassant la totalité des terrains bâtis. Tout cela était de médiocre défense, car la muraille qui couvre les faubourgs était facile à forcer ; et, une fois maître des faubourgs, on pouvait, avec quelques obusiers, obliger le corps de place à se rendre. L'empereur François avait chargé le comte de Würbna, homme sage et conciliant, de recevoir les Français, et de se concerter avec eux pour la paisible occupation de la capitale. Mais il était décidé qu'on leur disputerait le passage du fleuve.

Vienne est située à une certaine distance du Danube, qui coule à gauche de cette ville, et à travers des îles boisées. Un grand pont en bois, traversant les divers bras du fleuve, sert de communication d'une rive à l'autre. Les Autrichiens

avaient disposé des matières incendiaires sous le tablier du pont, et étaient prêts à le faire sauter dès que les Français se montreraient. Ils se tenaient sur la rive gauche avec leur artillerie braquée, et un corps de 7 à 8,000 hommes, commandés par le comte d'Auersberg.

Murat s'était fort approché du pont sans entrer dans la ville, ce que les lieux rendaient facile. En ce moment le bruit d'un armistice se répandait de toutes parts. Napoléon, arrivé au château de Schœnbrunn, qui, sur cette grande route, se présente avant Vienne, avait reçu une députation des habitants de cette capitale, accourus pour invoquer sa bienveillance. Il les avait accueillis avec tous les égards qui étaient dus à un peuple excellent, et que se doivent entre elles les nations civilisées. Il avait reçu aussi et paru écouter M. de Giulay, qui était venu pour réitérer les ouvertures déjà faites à Lintz. L'idée d'un armistice pouvant conduire à la paix s'était ainsi rapidement propagée. Napoléon avait en même temps envoyé le général Bertrand, pour renouveler à Murat et à Lannes l'ordre d'enlever les ponts, s'il était possible. Murat et Lannes n'avaient pas besoin d'être aiguillonnés. Ils avaient placé les grenadiers Oudinot derrière les plantations touffues qui bordent le Danube, et s'étaient avancés eux-mêmes avec quelques aides de camp jusqu'à la tête de pont. Le général Bertrand et un officier du génie, le colonel Dode de la Brunerie, s'y étaient transportés de leur côté.

Une barrière en bois fermait cette tête de pont. On la fait abattre. Derrière, à quelque distance, se trouvait un hussard en vedette, qui tire son coup de carabine, et s'enfuit au galop. On le suit, on parcourt la ligne longue et sinueuse des petits ponts jetés sur les divers bras du fleuve, et on arrive au grand pont jeté sur le bras principal. Au lieu de madriers, on ne voyait qu'un lit de fascines étendu sur le tablier. Au même instant un sous-officier d'artillerie autrichien se présente une mèche à la main. Le colonel Dode le saisit, et l'arrête, au moment où il allait mettre le feu aux artifices disposés sous les arches. On parvient ainsi jusqu'à l'autre bord ; on s'adresse aux canonniers autrichiens, on leur dit qu'un armistice est signé ou va l'être, que la paix se négocie, et on demande à parler au général qui commande les troupes.

Les Autrichiens surpris hésitent, et conduisent le général Bertrand au comte d'Auersberg. Pendant ce temps une colonne de grenadiers s'avancait par ordre de Murat. On ne pouvait l'aperce-

voir, grâce aux grands arbres du fleuve, et aux sinuosités de cette route, qui tour à tour traversait des ponts et des îles boisées. En attendant leur arrivée on ne cessait pas de s'entretenir avec les Autrichiens, sous la bouche de leurs canons. Tout à coup la colonne de grenadiers longtemps cachée apparaît. A cette vue, les Autrichiens, commençant à se croire trompés, se préparent à faire feu. Lannes et Murat, avec les officiers qui les accompagnent, se jettent sur les canonniers, leur parlent, les font hésiter de nouveau, et donnent ainsi à la colonne le temps d'accourir. Les grenadiers se précipitent enfin sur les canons, s'en saisissent, et désarment les artilleurs autrichiens.

Sur ces entrefaites, le comte d'Auersberg survenait accompagné du général Bertrand et du colonel Dode. Il fut cruellement surpris en voyant le pont tombé aux mains des Français, et ceux-ci réunis en grand nombre sur la rive gauche du Danube. Il lui restait quelques mille hommes d'infanterie pour disputer ce qu'on lui avait enlevé. Mais on lui répéta tous les récits, à l'aide desquels on avait déjà contenu les gardiens du pont, et on lui persuada qu'il devait avec ses soldats se retirer à quelque distance du fleuve. A chaque instant d'ailleurs de nouvelles troupes françaises arrivaient, et il n'était plus temps de recourir à la force. M. d'Auersberg s'éloigna donc, troublé, confondu, paraissant comprendre à peine ce qui venait de se passer.

C'est au moyen de cette ruse audacieuse, relevée par le courage inouï de ceux qui la tentèrent et la firent réussir, que tombèrent en notre pouvoir les ponts de Vienne. Quatre ans plus tard, faute de ces ponts, le passage du Danube nous coûta des batailles sanglantes, et qui faillirent être funestes.

La joie de Napoléon fut extrême en apprenant ce succès. Il ne songea plus à gourmander Murat, et le fit partir sur-le-champ avec la réserve de cavalerie, le corps de Lannes, et celui du maréchal Soult, pour aller, par la route de Stockerau et d'Hollabrunn, couper la retraite du général Kutusof.

Ces ordres expédiés, il donna tous ses soins à la police de Vienne et à l'occupation militaire de cette capitale. C'était un beau triomphe que d'entrer dans cette vieille métropole de l'empire germanique, au sein de laquelle l'ennemi n'avait jamais paru en maître. On avait dans les deux derniers siècles soutenu des guerres considérables, gagné, perdu de mémorables batailles ; mais on n'avait pas encore vu un général victorieux plan-

ter ses drapeaux dans les capitales des grands Etats. Il fallait remonter au temps des conquérants pour trouver des exemples de résultats aussi vastes.

Napoléon demeura de sa personne au château impérial de Schœnbrunn. Il confia le commandement de la ville de Vienne au général Clarke, et laissa le soin d'en faire la police aux milices bourgeoises. Il ordonna et fit observer la discipline la plus rigoureuse, et ne permit de toucher qu'aux propriétés publiques, telles que les caisses du gouvernement et les arsenaux. Le grand arsenal de Vienne contenait des richesses immenses : cent mille fusils, deux mille pièces de canon, des munitions de toute espèce. On avait lieu de s'étonner que l'empereur François ne l'eût pas fait évacuer au moyen du Danube. On s'empara de tout ce qu'il renfermait pour le compte de l'armée.

Napoléon distribua ensuite ses forces de manière à bien garder la capitale, et à observer la route des Alpes par laquelle les archiducs pouvaient arriver prochainement, celle de Hongrie par laquelle ils pouvaient arriver plus tard, celle enfin de Moravie sur laquelle les Russes étaient en force.

On a vu qu'il avait dirigé sur la grande route de Léoben le général Marmont, pour occuper le passage des Alpes, et sur le chemin de Saint-Gaming le maréchal Davoust, pour tourner la position de Saint-Polten. M. de Meerfeld, avec le principal détachement autrichien, avait pris la grande route de Léoben. Se sentant poursuivi par le général Marmont, il s'était jeté par un col élevé sur le chemin de Saint-Gaming, que suivait le maréchal Davoust. Celui-ci gravissait péniblement, à travers les neiges et les glaces d'un hiver précoce, les montagnes les plus escarpées, et grâce au dévouement des soldats, à l'énergie des officiers, il était parvenu à vaincre tous les obstacles, lorsque près de Mariazell, sur la grande route de Léoben à Saint-Polten par Lilienfeld, il rencontra le corps du général Meerfeld, fuyant le général Marmont. Un combat, du genre de ceux que Masséna avait autrefois livrés dans les Alpes, s'engagea aussitôt entre les Français et les Autrichiens. Le maréchal Davoust culbuta ces derniers, leur prit 4,000 hommes, et rejeta le reste en désordre dans les montagnes. Il descendit ensuite sur Vienne. Le général Marmont, après avoir atteint Léoben presque sans coup férir, s'y arrêta, et attendit de nouvelles instructions de la part de l'Empereur.

Les événements n'étaient pas moins favorables dans le Tyrol et l'Italie. Le maréchal Ney, chargé d'envahir le Tyrol après l'occupation d'Ulm, avait heureusement choisi le débouché de Scharnitz, la *porta Claudia* des anciens, pour y pénétrer. C'était l'un des accès les plus difficiles de cette contrée, mais il avait l'avantage de conduire droit sur Inspruck, au milieu des troupes disséminées des Autrichiens, qui, s'attendant peu à cette attaque, étaient répandus depuis le lac de Constance jusqu'aux sources de la Drave. Le maréchal Ney avait à peine 9 ou 10,000 hommes, soldats intrépides comme leur chef, et avec lesquels on pouvait tout entreprendre. Il leur fit escalader dans le mois de novembre les cols les plus élevés des Alpes, malgré les rochers que les habitants précipitaient sur leurs têtes, car les Tyroliens, fort dévoués à la maison d'Autriche, ne voulaient pas, ainsi qu'on les en menaçait, passer sous la domination de la Bavière. Il franchit les retranchements de Scharnitz, entra dans Inspruck, dispersa devant lui les Autrichiens surpris, et rejeta les uns sur le Vorarlberg, les autres sur le Tyrol italien. Le général Jellachich et le prince de Rohan se trouvèrent refoulés vers le Vorarlberg, et du Vorarlberg vers le lac de Constance, sur la route même par laquelle arrivait Augereau. Comme s'il avait été décidé par le destin qu'aucun des débris de l'armée d'Ulm n'échapperait aux Français, le général Jellachich, celui qui, lors de la reddition de Memmingen, s'était dérobé à la poursuite du maréchal Soult, vint donner sur le corps d'Augereau. Ne voyant aucune chance de se sauver, il mit bas les armes avec un détachement de 6,000 hommes. Le prince de Rohan, moins avancé vers le Vorarlberg, eut le temps de rétrograder. Il exécuta une marche audacieuse, à travers les cantonnements de nos troupes, qui, après la prise d'Inspruck, gardaient négligemment le Brenner, trompa la surveillance de Loison, l'un des généraux divisionnaires du maréchal Ney, passa près de Botzen presque sous ses yeux, vint tomber sur Vérone et Venise, pendant que Masséna suivait en queue l'archiduc Charles. Masséna avait chargé le général Saint-Cyr, avec les troupes ramenées de Naples, de bloquer Venise, dans laquelle l'archiduc Charles avait laissé une forte garnison. Le général Saint-Cyr, étonné de la présence d'un corps ennemi sur les derrières de Masséna, lorsque celui-ci était déjà au pied des Alpes Juliennes, accourut en toute hâte, enveloppa le prince de Rohan, qui fut obligé,

comme le général Jellachich, de mettre bas les armes. Le général Saint-Cyr en cette occasion prit environ 3,000 hommes.

Pendant ce temps l'archiduc Charles continuait sa laborieuse retraite le long du Frioul, et au delà des Alpes Juliennes. Son frère, l'archiduc Jean, passant du Tyrol italien dans la Carinthie, suivait dans l'intérieur des Alpes une ligne tout à fait parallèle à la sienne. Les deux archiducs, désespérant avec raison d'arriver en temps utile sur l'une des positions défensives du Danube, et jugeant trop téméraire de se jeter dans le flanc de Napoléon, s'étaient décidés à se réunir à Laybach, l'un par Villach, l'autre par Udine, pour se diriger ensuite sur la Hongrie. Là ils pouvaient en toute sûreté se joindre aux Russes, qui occupaient la Moravie, et, leur jonction opérée avec ces derniers, reprendre l'offensive, si aucune faute n'avait compromis les armées coalisées, et s'il restait encore aux deux souverains d'Autriche et de Russie le courage de prolonger cette lutte.

Le général Marmont, placé en avant de Léoben, sur les crêtes qui séparent la vallée du Danube de celle de la Drave, voyait avec dépit défiler presque sous ses yeux les troupes de l'archiduc Jean, et brûlait d'impatience de les combattre. Mais un ordre précis enchaînait son ardeur, et lui enjoignait de se borner à la garde des défilés des Alpes.

Masséna, après avoir poursuivi l'archiduc Charles jusqu'aux Alpes Juliennes, s'était arrêté à leur pied, et n'avait pas cru devoir s'engager en Hongrie à la suite des archiducs. Il donnait la main au général Marmont, et attendait les ordres de l'Empereur.

Tous ces mouvements s'étaient achevés vers le milieu de novembre, à peu près en même temps que la grande armée exécutait sa marche sur Vienne. Certes, on aurait imaginé un plan dans le calme du cabinet, avec les facilités qui abondent en traçant des projets sur la carte, qu'on n'aurait pas plus aisément disposé toutes choses. En six semaines, cette armée, passant le Rhin et le Danube, s'interposant entre les Autrichiens postés en Souabe et les Russes arrivant sur l'Inn, avait enveloppé les uns, refoulé les autres vers le bas Danube, surpris le Tyrol par un détachement, puis occupé Vienne, et débordé la position des archiducs en Italie, ce qui avait réduit ces derniers à chercher un refuge en Hongrie ! L'histoire n'offre nulle part un tel spectacle : en vingt jours de l'Océan sur le Rhin, en

quarante du Rhin à Vienne ! Et, tandis que la dissémination des forces, si dangereuse à la guerre, n'amène le plus souvent que des revers, on avait vu ici des corps détachés au loin, qui, sans courir de danger, avaient atteint leur but, parce qu'au centre une masse puissante, frappant à propos des coups décisifs sur les principaux rassemblements de l'ennemi, avait imprimé une impulsion à laquelle tout céda, et n'avait plus laissé sur ses derrières ou sur ses ailes que des conséquences faciles à recueillir : en sorte que cette dispersion apparente n'était en réalité qu'une habile distribution d'accessoires à côté de l'action principale, ordonnée avec une merveilleuse justesse ! Mais, après avoir admiré cet art profond, incomparable, qui étonne par sa simplicité même, il faut admirer aussi, dans cette manière d'opérer, une autre condition, sans laquelle toute combinaison, même la plus habile, peut devenir un péril : c'est une vigueur telle chez les soldats et les lieutenants, que, lorsqu'ils étaient surpris par un accident imprévu, ils savaient par leur énergie, comme les soldats du général Dupont à Haslach, du maréchal Mortier à Dirnstein, du maréchal Ney à Elchingen, donner à la pensée suprême qui les dirigeait le temps de venir à leur secours, et de réparer les erreurs inévitables dans les opérations même les mieux conduites. Répétons ce que nous avons dit plus haut ; c'est qu'il faut un grand capitaine à de vaillants soldats, et de vaillants soldats aussi à un grand capitaine. La gloire leur doit être commune, aussi bien que le mérite des grandes choses qu'ils accomplissent.

Napoléon à Vienne ne voulait pas s'y repaître de la vaine gloire d'occuper la capitale de l'empire germanique. Il voulait terminer la guerre. On pourra lui reprocher dans sa carrière d'avoir abusé de la fortune, on ne lui reprochera jamais, comme à Annibal, de n'avoir pas su en profiter et de s'être endormi dans les délices de Capoue. Il se prépara donc à courir sur les Russes, afin de les battre en Moravie, avant qu'ils eussent le temps d'opérer leur jonction avec les archiducs. Ceux-ci, d'ailleurs, n'étaient le 15 novembre qu'à Laybach. Il leur fallait faire un bien grand circuit pour atteindre la Hongrie, la traverser ensuite, et gagner la Moravie vers Olmütz. C'était un trajet de plus de cent cinquante lieues à exécuter. Vingt jours n'y auraient pas suffi. Napoléon à cette époque se trouvait à Vienne, et n'avait que quarante lieues à parcourir pour être à Brünn, capitale de la Moravie.

Il rapprocha le général Marmont qui était trop éloigné à Léoben, et lui assigna une position un peu en arrière, sur le faite même des Alpes de Styrie, pour garder la grande route d'Italie à Vienne. Il lui enjoignit, au cas où les archiducs voudraient reprendre cette voie, de rompre les ponts et les routes, ce qui dans les montagnes permet, avec un corps peu nombreux, d'arrêter quelque temps un ennemi supérieur. Il lui défendit de se laisser aller au désir de combattre, à moins d'y être contraint. Il rapprocha Masséna du général Marmont, et les mit l'un et l'autre en communication immédiate. Les troupes conduites par Masséna prirent dès lors le titre de huitième corps de la grande armée. Napoléon disposa le corps du maréchal Davoust tout autour de Vienne, une division, celle du général Gudin, en arrière de Vienne vers Neustadt (voir la carte n° 32), pouvant en peu de temps donner la main à Marmont, une autre, celle du général Friant, dans la direction de Presbourg, observant les débouchés de la Hongrie, la troisième, celle du général Bisson (devenue division Caffarelli), en avant de Vienne, sur la route de la Moravie. Les divisions Dupont et Gazan furent établies dans Vienne même, pour s'y refaire de leurs fatigues et de leurs blessures. Enfin les maréchaux Soult, Lannes, Murat, marchèrent vers la Moravie, tandis que le maréchal Bernadotte, ayant passé le Danube à Krems, suivait les pas du général Kutusof, et s'appêtait à rejoindre, par la route même qu'avait prise ce général, les trois corps français qui allaient se battre avec les Russes.

Ainsi Napoléon à Vienne, placé au milieu d'un tissu habilement tendu autour de lui, pouvait accourir partout où la moindre agitation signalerait la présence de l'ennemi. Si les archiducs tentaient quelque chose vers l'Italie, Masséna et Marmont, liés l'un à l'autre, s'adossaient aux Alpes de Styrie (voir la carte n° 32), et Napoléon, portant le corps de Davoust vers Neustadt, était en force pour les soutenir. Si les archiducs se montraient par Presbourg et la Hongrie, Napoléon pouvait y porter le corps de Davoust tout entier, un peu après Marmont, qui, à Neustadt, n'en était pas loin, et au besoin accourir lui-même avec le gros de l'armée. Enfin, s'il fallait faire tête aux Russes en Moravie, il pouvait, en trois jours, réunir aux corps de Soult, de Lannes, de Murat, qui s'y trouvaient déjà, celui de Davoust, facile à retirer de Vienne, celui de Bernadotte tout aussi facile à ramener de la Bohême. Il était donc en mesure partout, et remplissait

au plus haut degré les conditions de cet art de la guerre, qu'un jour, s'entretenant avec ses lieutenants, il définissait en ces termes : L'ART DE SE DIVISER POUR VIVRE, ET DE SE CONCENTRER POUR COMBATTRE. On n'a jamais mieux défini ni mieux pratiqué les préceptes de cet art redoutable, qui détruit ou fonde les empires.

Napoléon s'était hâté de profiter de la conquête des ponts de Vienne pour porter au delà du Danube les maréchaux Soult, Lannes et Murat, dans l'espérance de couper la retraite au général Kutusof, et d'arriver avant lui à Hollabrunn, où ce général, qui avait passé le Danube à Krems, devait rejoindre la route de Moravie. Le général Kutusof prenait sa direction vers la Moravie et non vers la Bohême, parce que c'était sur Ohnütz, frontière de la Moravie et de la Gallicie, que la seconde armée russe avait elle-même tourné ses pas. Tandis qu'il s'avancait sur Hollabrunn, ayant le prince Bagration en tête, il fut tout à coup surpris et consterné en apprenant la présence des Français sur la grande route qu'il voulait suivre, et en acquérant ainsi la certitude d'être coupé. Il tendit alors à Murat le piège que Murat avait tendu aux Autrichiens, pour leur enlever les ponts du Danube. Il avait auprès de lui le général Vintzingerode, le même qui avait négocié toutes les conditions du plan de campagne. Il le dépêcha auprès de Murat pour débiter à celui-ci les inventions au moyen desquelles on avait trompé le comte d'Auersberg, et qui consistaient à dire qu'il y avait à Schœnbrunn des négociateurs prêts à signer la paix. En conséquence, il lui fit proposer un armistice, dont la condition principale serait de s'arrêter les uns et les autres sur le terrain qu'on occupait, de manière que rien ne fût changé par la suspension des opérations. On devait, si elles étaient reprises, s'avertir six heures à l'avance. Murat, adroitement flatté par M. de Vintzingerode, sensible d'ailleurs à l'honneur d'être le premier intermédiaire de la paix, accepta l'armistice, sauf l'approbation de l'Empereur. Il faut ajouter, pour être juste, qu'une considération, qui n'était pas sans valeur, contribua beaucoup à l'engager dans cette fausse démarche. Le corps du maréchal Soult n'était pas encore sur le terrain, et il craignait, avec sa cavalerie et les grenadiers d'Oudinot, de n'avoir pas assez de forces pour barrer le chemin aux Russes. Il envoya donc un aide de camp au quartier général avec le projet d'armistice.

Le lendemain on se visita. Le prince Bagration

vint voir Murat, montra beaucoup d'empressement et de curiosité pour les généraux français, et surtout pour l'illustre maréchal Lannes. Celui-ci, très-simple en ses allures, sans avoir pour cela moins de courtoisie militaire, dit au prince Bagration que, s'il avait été seul, ils seraient actuellement occupés à se battre, au lieu de l'être à échanger des compliments. Dans le moment, en effet, l'armée russe, se couvrant de l'arrière-garde de Bagration, qui affectait de demeurer immobile, marchait rapidement derrière ce rideau, et regagnait la route de Moravie. Ainsi Murat, devenu dupe à son tour, laissait prendre à l'ennemi la revanche du pont de Vienne.

Bientôt arriva un aide de camp de l'Empereur, le général Lemarrois, qui apporta une sévère réprimande à Murat, pour la faute qu'il avait commise¹, et qui lui donna, tant à lui qu'au maréchal Lannes, l'ordre d'attaquer immédiatement, quelle que fût l'heure à laquelle leur parviendrait cette communication. Lannes, toutefois, eut soin d'envoyer un officier au prince Bagration pour le prévenir des ordres qu'il venait de recevoir. On fit sur-le-champ les dispositions d'attaque. Le prince Bagration avait 7 à 8,000 hommes. Voulant achever de couvrir le mouvement de Kutusof, il prit la noble résolution de se faire écraser plutôt que de céder le terrain. Lannes poussa sur lui ses grenadiers. La seule disposition qui fût possible était celle de deux lignes d'infanterie, déployées en face l'une de l'autre, et s'attaquant sur un terrain peu accidenté. On échangea pendant quelque temps un feu de mousqueterie fort vif et fort meurtrier, puis on se chargea à la baïonnette, et, ce qui est rare à la guerre, les deux masses d'infanterie marchèrent résolument l'une contre l'autre, sans qu'aucune des deux cédât avant d'être abordée. On se joignit, puis après un combat corps à corps, les grenadiers d'Oudinot enfoncèrent les fantassins de Bagration, et les taillèrent en pièces. On se disputa ensuite, au milieu de la nuit, à la lueur des flammes, le village incendié de Schœngraben, qui finit par rester aux

maines des Français. Les Russes se conduisirent vaillamment. Ils perdirent en cette occasion près de la moitié de leur arrière-garde, 5,000 hommes environ, dont plus de 1,500 restèrent étendus sur le champ de bataille. Le prince Bagration s'était montré par sa résolution le digne émule du maréchal Mortier à Dirnstein. Ce sanglant combat fut livré le 16 novembre.

On s'avança les jours suivants en faisant des prisonniers à chaque pas, et le 19 on entra enfin dans la ville de Brünn, capitale de la Moravie. On trouva la place armée et pourvue d'abondantes ressources. Les ennemis n'avaient pas même songé à la défendre. Ils laissaient ainsi à Napoléon une position importante, d'où il commandait la Moravie, et pouvait à son aise observer et attendre les mouvements des Russes.

Napoléon, en apprenant le dernier combat, voulut se rendre à Brünn, car les nouvelles d'Italie lui annonçant la retraite allongée qu'exécutaient les archiducs en Hongrie, il devinait bien que c'était aux Russes qu'il aurait principalement affaire. Il apporta quelques légers changements dans la distribution du corps du maréchal Davoust autour de Vienne. Il dirigea sur Presbourg la division Gudin, qui ne semblait plus nécessaire sur la route de Styrie, depuis la retraite des archiducs. Il établit la division Friant, du même corps, en avant de Vienne, sur la route de Moravie. La division Bisson (devenue un moment division Caffarelli) fut détachée du corps de Davoust, et portée sur Brünn, pour remplacer dans le corps de Lannes la division Gazan, restée à Vienne.

Napoléon, arrivé à Brünn, y fixa son quartier général le 20 novembre. Le général Giulay, accompagné cette fois de M. de Stadion, vint le visiter de nouveau, et parler de paix plus sérieusement que dans ses missions précédentes. Napoléon leur exprima à l'un et à l'autre le désir de poser les armes et de rentrer en France, mais ne leur laissa point ignorer à quelles conditions il y consentirait. Il n'admettrait plus, disait-il, que l'Italie, partagée entre la France et l'Autriche,

Au prince Murat.

Schœnbrunn, 25 brumaire an xiv (16 novembre 1805), à huit heures du matin.

Il m'est impossible de trouver des termes pour vous exprimer mon mécontentement. Vous ne commandez que mon avant-garde, et vous n'avez pas le droit de faire d'armistice sans mon ordre. Vous me faites perdre le fruit d'une campagne. Rompez l'armistice sur-le-champ et marchez à l'ennemi. Vous lui ferez déclarer que le général qui a signé cette capi-

tulation n'avait point le droit de le faire; qu'il n'y a que l'empereur de Russie qui ait ce droit.

Toutes les fois, cependant, que l'empereur de Russie ratifierait ladite convention, je la ratifierais; mais ce n'est qu'une ruse: marchez, détruisez l'armée russe; vous êtes en position de prendre ses bagages et son artillerie. L'aide de camp de l'empereur de Russie est un... Les officiers ne sont rien quand ils n'ont pas de pouvoirs: celui-ci n'en avait point. Les Autrichiens se sont laissé jouer pour le passage du pont de Vienne, vous vous laissez jouer par un aide de camp de l'empereur...

continuât d'être entre elles un sujet de défiance et de guerre. Il la voulait tout entière jusqu'à l'Isonzo, c'est-à-dire qu'il exigeait les États vénitiens, seule partie de l'Italie qui lui restât à conquérir. Il ne s'expliqua pas sur ce qu'il aurait à demander pour ses alliés les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Baden ; mais il déclara en termes généraux qu'il fallait assurer leur situation en Allemagne, et mettre fin à toutes les questions demeurées pendantes entre eux et l'empereur, depuis la nouvelle constitution germanique de 1805. MM. de Stadion et de Giulay se récrièrent fort contre la dureté de ces conditions. Mais Napoléon n'eut aucune disposition à s'en départir, et il leur donna à entendre que, livré sans partage aux soins de la guerre, il ne désirait pas garder auprès de lui des négociateurs, qui n'étaient au fond que des espions militaires, chargés de surveiller ses mouvements. Il les invita donc à se rendre à Vienne, auprès de M. de Talleyrand, qui venait d'y arriver. Napoléon, tenant peu de compte des goûts de son ministre, qui n'aimait ni le travail, ni les fatigues des quartiers généraux, l'avait appelé d'abord à Strasbourg, puis à Munich, et maintenant à Vienne. Il le chargeait de ces interminables pourparlers, qui, dans les négociations, précèdent toujours les résultats sérieux.

Durant les conférences que Napoléon avait eues avec les deux négociateurs autrichiens, l'un d'eux, se contenant mal, avait laissé échapper une parole imprudente, de laquelle il résultait évidemment que la Prusse était liée par un traité avec la Russie et l'Autriche. On lui avait bien mandé quelque chose de pareil de Berlin, mais rien d'aussi précis que ce qu'il venait d'apprendre. Cette découverte lui inspira de nouvelles réflexions, et le disposa davantage à la paix, sans le porter toutefois à se désister de ses prétentions essentielles. Suivre les Russes au delà de la Moravie, c'est-à-dire en Pologne, ne pouvait lui convenir, car c'était s'exposer à voir les archiducs couper ses communications avec Vienne. En conséquence il résolut d'attendre l'arrivée de M. d'Haugwitz et le développement ultérieur des projets militaires des Russes. Il était également prêt ou à traiter, si les conditions proposées lui semblaient acceptables, ou à trancher dans une grande bataille le nœud gordien de la coalition, si ses ennemis lui en offraient une occasion favorable. Il laissa donc

passer quelques jours, employant son temps à étudier avec un soin extrême et à faire étudier par ses généraux le terrain sur lequel il se trouvait, et sur lequel un secret pressentiment lui disait qu'il serait peut-être appelé à livrer une bataille décisive. En même temps il laissait reposer ses troupes, accablées de fatigue, souffrant du froid, quelquefois de la faim, et ayant parcouru, en trois mois, près de cinq cents lieues. Aussi les rangs de ses soldats étaient-ils fort éclaircis, bien qu'on vit parmi eux moins de trainards qu'à la suite d'aucune armée. Un cinquième à peu près manquait à l'effectif, depuis l'entrée en campagne. Tous les militaires reconnaîtront que c'était bien peu après de telles fatigues. Du reste, dès qu'on s'arrêtait quelque part, les rangs se complétaient bientôt, grâce au zèle que les hommes restés en arrière montraient pour rejoindre leurs corps.

De leur côté les deux empereurs de Russie et d'Autriche, réunis à Olmütz, employaient leur temps à délibérer sur la conduite qu'ils devaient tenir. Le général Kutusof, après une retraite dans laquelle il n'avait essuyé que des défaites d'arrière-garde, ne ramenait cependant que 50 et quelques mille hommes, déjà habitués à combattre, mais épuisés de fatigue. Il en avait donc perdu 12 ou 15,000, en morts, blessés, prisonniers ou élopés. Alexandre, avec le corps de Buxhoevden et la garde impériale russe, en conduisait 40,000, ce qui faisait environ 75,000 Russes. Quinze mille Autrichiens, formés des débris des corps de Kienmayer et de Meerfeld, et d'une belle division de cavalerie, complétaient l'armée austro-russe sous Olmütz, et la portaient à une force totale de 90,000 hommes¹.

C'est le cas de remarquer combien étaient exagérées alors les prétentions de la Russie en Europe, en les comparant à l'état réel de ses forces. Elle voulait tenir la balance entre les puissances, et voici ce qu'elle présentait de soldats sur les champs de bataille où se décidaient les destinées du monde. Elle avait acheminé 45 à 50,000 hommes sous Kutusof ; elle en amenait 40,000 sous Buxhoevden et le grand-duc Constantin, 10,000 sous le général Essen. Si on élève à 15,000 ceux qui agissaient dans le Nord de concert avec les Suédois et les Anglais, à 10,000 ceux qui se préparaient à agir vers Naples, on aura un chiffre total de 125,000 hommes, figu-

¹ Les Russes l'ont portée à beaucoup moins le lendemain de leur défaite, Napoléon à beaucoup plus dans ses bulletins. Après la confrontation d'un grand nombre de témoignages

et d'états authentiques, nous croyons présenter ici l'assertion la plus exacte.

rant en réalité dans cette guerre, et 100,000 tout au plus, si on en croyait les récits des Russes après leur défaite. L'Autriche en avait réuni plus de 200,000, la Prusse en pouvait présenter 130,000 en ligne, la France 500,000 à elle seule. Nous parlons non pas de soldats portés sur les effectifs (ce qui fait une différence de près de moitié), mais de soldats présents au feu le jour des batailles. Bien que les Russes fussent des fantasmes solides, ce n'est cependant pas avec cent mille hommes, braves et ignorants, qu'on devait alors prétendre à dominer l'Europe.

Les Russes, toujours fort méprisants pour leurs alliés les Autrichiens, qu'ils accusaient d'être de lâches soldats, de malhabiles officiers, continuaient à exercer sur le pays d'horribles ravages. La disette affligeait les provinces orientales de la monarchie autrichienne. On manquait du nécessaire à Olmütz, et les Russes se procuraient des vivres, non pas avec l'adresse du soldat français, maraudeur intelligent, rarement cruel, mais avec la brutalité d'une horde sauvage. Ils étendaient leurs pillages à plusieurs lieues à la ronde, et dévastaient complètement la contrée qu'ils occupaient. La discipline, ordinairement si dure chez eux, s'en ressentait visiblement, et ils se montraient peu satisfaits de leur empereur.

On n'était donc pas, dans le camp austro-russe, convenablement disposé pour prendre de sages déterminations. La légèreté de la jeunesse s'ajoutait au sentiment d'un grand malaise pour pousser à agir, n'importe de quelle manière, à changer de place, ne fût-ce que pour en changer. Nous avons dit que l'empereur Alexandre commençait à tomber sous des influences nouvelles. Il n'était pas content de la direction imprimée à ses affaires, car cette guerre, malgré les flatteries dont une coterie l'avait entouré à Berlin, ne semblait pas tourner à bien, et, suivant l'usage des princes, il rejetait volontiers sur ses ministres les résultats d'une politique qu'il avait voulue, mais qu'il ne savait pas soutenir avec la persévérance qui pouvait seule en corriger le vice. Ce qui s'était passé à Berlin l'avait confirmé davantage encore dans ses dispositions. Il aurait commis bien d'autres fautes, disait-il, s'il avait écouté ses amis. En persistant à violenter la Prusse, il l'aurait jetée dans les bras de Napoléon, tandis qu'il venait au contraire par son habileté personnelle d'amener cette cour à prendre des engagements qui étaient l'équivalent d'une déclaration de guerre à la France. Aussi le jeune empereur ne voulait-il plus écouter de conseils, car il se croyait plus

habile que tous ses conseillers. Le prince Adam Czartoryski, honnête, grave, passionné sous des dehors froids, devenu, comme on l'a vu, le censeur incommode des faiblesses et de la mobilité de son maître, soutenait une opinion qui devait le lui aliéner complètement. Selon ce ministre, l'empereur n'avait que faire à l'armée. Ce n'était pas là sa place. Il n'avait jamais servi, il ne pouvait pas savoir commander. Sa présence au quartier général, au milieu d'un entourage de jeunes gens, légers, ignorants, présomptueux, annulerait l'autorité des généraux, et en même temps leur responsabilité. Dans une guerre qu'ils faisaient tous avec une certaine appréhension, ils ne demandaient pas mieux que de n'avoir pas d'avis, de ne rien prendre sur eux, et de laisser commander une jeunesse étourdie, pour n'être pas responsables des défaites auxquelles ils s'attendaient. Il n'y aurait plus ainsi que le pire des commandements à l'armée, celui d'une cour. Cette guerre au surplus serait féconde en batailles perdues. Pour la soutenir il fallait la constance, et la constance dépendait de la grandeur des moyens qu'on saurait préparer. Il fallait donc laisser les généraux remplir le rôle qui leur appartenait à la tête des troupes, et aller soi-même remplir le sien au centre du gouvernement, en soutenant l'esprit public, en administrant avec énergie et application, de manière à fournir aux armées les ressources nécessaires pour prolonger la lutte, seul moyen, sinon de vaincre, au moins de balancer la fortune.

On ne pouvait exprimer un sentiment ni plus sensé, ni plus désagréable à l'empereur Alexandre. Il avait essayé de jouer un rôle politique en Europe, et n'y avait pas encore réussi à son gré. Il se voyait entraîné dans une lutte qui l'aurait rempli d'effroi, si l'éloignement de son empire ne l'avait rassuré. Il avait besoin de s'étourdir par le tumulte des camps; il avait besoin, pour faire taire les murmures de sa raison, de s'entendre appeler à Berlin, à Dresde, à Weimar, à Vienne, le sauveur des rois. Ce monarque se demandait d'ailleurs s'il ne pourrait pas à son tour briller sur les champs de bataille; si, avec son esprit, il n'y serait pas mieux inspiré que ces vieux généraux dont une jeunesse imprudente l'encourageait trop à dédaigner l'expérience; s'il ne pourrait pas enfin avoir sa part de cette gloire des armes, si chère aux princes, et alors exclusivement décernée par la fortune à un seul homme et à une seule nation.

Il était confirmé dans ces idées par la coterie

militaire qui l'entourait déjà, et à la tête de laquelle se trouvait le prince Dolgorouki. Celle-ci, pour mieux s'emparer de l'empereur, voulait l'entraîner à l'armée. Elle cherchait à lui persuader qu'il avait les qualités du commandement, et qu'il n'avait qu'à se montrer pour changer le destin de la guerre; que sa présence doublerait la valeur des soldats en les remplissant d'enthousiasme; que ses généraux étaient des routiniers, sans caractère; que Napoléon avait triomphé de leur timidité, de leur savoir usé, mais qu'il ne triompherait pas si aisément d'une jeune noblesse, intelligente et dévouée, conduite par un empereur adoré. Ces guerriers si nouveaux dans le métier des armes osaient soutenir qu'à Dirnstein, qu'à Hollabrunn, on avait vaincu les Français, que les Autrichiens étaient des lâches, qu'il n'y avait de braves que les Russes, et que, si Alexandre venait les animer de sa présence, on arrêterait la prospérité arrogante et peu méritée de Napoléon.

Le rusé Kutusof se hasardait timidement à dire qu'il n'en était pas tout à fait ainsi; mais, trop servile pour soutenir courageusement son avis, il se gardait de contrarier les nouveaux possesseurs de la faveur impériale, et avait la bassesse de laisser insulter sa vieille expérience. L'intrépide Bagration, le vicieux mais brave Miloradovitch, le sage Doctorow, étaient des officiers dont l'avis méritait quelque attention. Aucun de ces hommes n'était compté. Un Allemand, conseiller de l'archiduc Jean à Hohenlinden, le général Weirother, avait seul une véritable autorité sur la jeunesse militaire qui entourait Alexandre.

Dans le dernier siècle, depuis que Frédéric, à la bataille de Leuthen, avait battu l'armée autrichienne en l'abordant par l'une de ses ailes, on avait inventé la théorie de l'ordre oblique, à laquelle Frédéric n'avait jamais pensé, et on avait attribué à cette théorie tous les succès de ce grand homme. Depuis que le général Bonaparte s'était montré si supérieur dans les hautes combinaisons de la guerre, depuis qu'on l'avait vu tant de fois surprendre, envelopper les généraux qui lui étaient opposés, d'autres commentateurs faisaient consister tout l'art de la guerre dans une certaine manœuvre, et ils ne parlaient plus que de tourner l'ennemi. Ils avaient inventé, à les en croire, une science nouvelle, et pour cette science un mot nouveau alors, celui de *stratégie*; et ils couraient l'offrir aux princes qui voulaient se laisser diriger par eux. L'Allemand Weirother

avait persuadé aux amis d'Alexandre qu'il avait un plan des plus beaux, des plus sûrs pour détruire Napoléon. Il s'agissait d'une grande manœuvre, au moyen de laquelle on devait tourner l'empereur des Français, le couper de la route de Vienne, le jeter en Bohême, battu, et séparé pour jamais des forces qu'il avait en Autriche et en Italie.

L'esprit impressionnable d'Alexandre était tout à ces idées, tout à l'influence des Dolgorouki, et ne se montrait guère enclin à écouter le prince Czartoryski, lorsque ce dernier lui conseillait de retourner à Pétersbourg, pour aller gouverner, au lieu de venir livrer des batailles en Moravie.

Au milieu de cette agitation d'esprit de la jeune cour de Russie, on ne s'occupait guère de l'empereur d'Allemagne. On ne semblait faire cas ni de son armée, ni de sa personne. Son armée, disait-on, avait compromis à Ulm le sort de cette guerre. Quant à lui, on venait à son secours, il devait s'estimer heureux d'être secouru, et ne se mêler de rien. Il ne se mêlait pas en effet de beaucoup de choses, et ne faisait aucun effort pour résister à ce torrent de présomption. Il s'attendait à de nouvelles batailles perdues, ne comptait que sur le temps, s'il comptait alors sur quelque chose, et appréciait, sans le dire, ce que valait le fol orgueil de ses alliés. Ce prince, simple et de peu d'apparence, avait les deux grandes qualités de son gouvernement, la finesse et la constance.

On devine de quelle manière devait être traitée, parmi tant d'esprits vains, la grave question qu'il s'agissait de résoudre, celle de savoir s'il fallait ou ne fallait pas livrer bataille à Napoléon. Ces tableaux immortels que nous a légués l'antiquité, et qui nous représentent la jeune aristocratie romaine violentant par sa folle présomption la sagesse de Pompée, et l'obligeant à livrer la bataille de Pharsale, ces tableaux n'ont rien de plus grand, de plus instructif, que ce qui se passait à Olmütz, en 1805, autour de l'empereur Alexandre. Tout le monde avait un avis sur la question de la bataille à chercher ou à éviter, tout le monde l'exprimait. La coterie dont les Dolgorouki étaient les chefs n'hésitait pas. Ne pas livrer bataille, à l'entendre, était une lâcheté et une faute insigne. D'abord on ne pouvait plus vivre à Olmütz; l'armée y expirait de misère, elle se démoralisait. En restant à Olmütz, on abandonnait à Napoléon, outre l'honneur des armes, les trois quarts de la monarchie autri-

chienne, et toutes les ressources dont elle abondait. En avançant, au contraire, on allait recouvrer d'un seul coup les moyens de vivre, la confiance, et l'ascendant toujours si puissant de l'offensive. Et puis, ne voyait-on pas que le moment de changer de rôle était venu; que Napoléon, ordinairement si prompt, si pressant, quand il poursuivait ses ennemis, s'était arrêté tout à coup, qu'il hésitait, qu'il était intimidé, car fixé à Brünn, il n'osait pas venir à Olmütz à la rencontre de l'armée russe? C'est qu'il pensait à Dirnstein, à Hollabrunn; c'est que son armée était comme lui ébranlée. On savait, à n'en pas douter, qu'elle était abimée de fatigue, réduite de moitié, en proie au mécontentement, livrée au murmure!

C'étaient là les propos que cette jeunesse débitait avec une incroyable assurance. Quelques hommes sages, le prince Czartoryski notamment, tout aussi jeune, mais beaucoup plus réfléchi que les Dolgorouki, leur opposaient un petit nombre de raisons simples, qui auraient dû être décisives sur des esprits que le plus étrange aveuglement n'aurait pas complètement égarés. En ne tenant aucun compte, disaient-ils, de ces soldats, qui après tout étaient restés maîtres du terrain à Dirnstein comme à Hollabrunn, devant lesquels on avait toujours reculé depuis Munich jusqu'à Olmütz, en ne tenant aucun compte de ce général vainqueur de tous les généraux de l'Europe, le plus expérimenté du moins de tous les capitaines vivants, s'il n'était le plus grand, car il avait commandé en cent batailles, et ses adversaires actuels n'avaient jamais commandé dans une seule, en ne tenant compte ni de ces soldats ni de ce général, il y avait pour ne pas se hâter deux raisons péremptoires. La première, et la plus frappante, c'est qu'en attendant quelques jours encore, le mois stipulé avec la Prusse serait écoulé, et qu'elle serait obligée de se déclarer. Qui sait, en effet, si, en perdant une grande bataille auparavant, on ne lui fournirait pas l'occasion de se délier? En laissant, au contraire, expirer le délai d'un mois, 150,000 Prussiens entreraient en Bohême, Napoléon serait obligé de rétrograder, sans qu'on eût à courir avec lui la chance d'une bataille. La seconde raison pour différer, c'est qu'en donnant un peu de temps aux archiducs, ils arriveraient avec 80,000 Autrichiens de la Hongrie, et on pourrait alors se battre contre Napoléon, dans la proportion de deux, peut-être de trois contre un. Il était difficile sans doute de vivre à Olmütz; mais, s'il était

vrai qu'on ne pût pas y passer encore quelques jours, il n'y avait qu'à se rendre en Hongrie, à la rencontre des archiducs. On trouverait là du pain, et 80.000 hommes de renfort. En ajoutant ainsi aux distances que Napoléon avait à parcourir, on lui opposerait le plus redoutable de tous les obstacles. On avait la preuve de cette vérité dans son immobilité même, depuis qu'il occupait Brünn. S'il n'avancait pas, ce n'était pas qu'il eût peur. Des militaires sans expérience pouvaient seuls prétendre qu'un tel homme avait peur. S'il n'avancait pas, c'est qu'il trouvait la distance déjà bien grande. Il était, effectivement, à 40 lieues au delà, non pas de sa capitale, mais de celle qu'il avait conquise, et en s'éloignant il la sentait frémir sous sa main.

Que répondre à de telles raisons? Assurément rien. Mais sur les esprits prévenus la qualité des raisons n'est d'aucun effet. L'évidence les irrite au lieu de les persuader. On décida donc autour d'Alexandre qu'il fallait livrer bataille. L'empereur François s'y prêta pour sa part. Il avait tout à gagner à ce que la question se décidât promptement, car son pays souffrait horriblement de la guerre, et il n'était pas fâché de voir les Russes s'essayer contre les Français, et se faire juger à leur tour. On prit le parti de quitter la position d'Olmütz, qui était fort bonne, sur laquelle on aurait pu facilement repousser une armée assaillante, quelque supérieure qu'elle fût en nombre, pour venir attaquer Napoléon dans la position de Brünn, qu'il étudiait avec soin depuis plusieurs jours.

On marcha sur cinq colonnes, par la route d'Olmütz à Brünn, pour se rapprocher de l'armée française. Arrivé à Wischau, le 18 novembre, à une journée de Brünn, on surprit une avant-garde de cavalerie et un faible détachement d'infanterie, placés dans ce bourg par le maréchal Soult. On employa 5,000 chevaux à les envelopper, et puis, avec un bataillon d'infanterie, on pénétra dans Wischau même. On y ramassa une centaine de prisonniers français. L'aide de camp Dolgorouki eut la plus grande part à cet exploit. On y avait fait assister l'empereur Alexandre, auquel on persuada que cette escarmouche était la guerre, et que sa présence avait doublé la valeur de ses soldats. Ce léger avantage acheva de bouleverser les jeunes têtes de l'état-major russe, et la résolution de combattre devint dès lors irrévocable. De nouvelles observations du prince Czartoryski furent fort mal reçues. Le général Kutusof, sous le nom duquel la bataille

allait se livrer, ne commandait plus, et avait la coupable faiblesse d'accepter des résolutions qu'il désapprouvait. Il fut donc convenu qu'on attaquerait Napoléon dans sa position de Brünn, en suivant le plan que tracerait le général Weirotter. On fit une marche de plus, et on vint s'établir en avant du château d'Austerlitz.

Napoléon, qui avait pour deviner les projets de l'ennemi une rare sagacité, vit bien que les coalisés cherchaient une rencontre décisive avec lui, et il en fut fort satisfait. Il était préoccupé cependant des projets de la Prusse, que des nouvelles récentes de Berlin lui présentaient comme définitivement hostiles, et des mouvements de l'armée prussienne qui s'avancait vers la Bohême. Il n'avait pas de temps à perdre; il lui fallait ou une bataille foudroyante, ou la paix. Il doutait peu du résultat de la bataille, toutefois la paix offrait plus de sûreté. Les Autrichiens la proposaient avec une certaine apparence de sincérité, mais en se référant toujours, quant aux conditions, à ce que voudrait la Russie. Napoléon désira savoir ce qui se passait dans la tête d'Alexandre, et envoya au quartier général russe son aide de camp, le général Savary, pour complimenter ce prince, lier conversation avec lui, et connaître au juste ce qu'il voulait.

Le général Savary partit immédiatement, se présenta en parlementaire aux avant-postes, et eut quelque peine à parvenir jusqu'à l'empereur Alexandre. Pendant qu'il attendait le moment d'être introduit, il put juger des dispositions de cette jeune aristocratie moscovite, de son fol aveuglement, de son désir d'assister à une grande bataille. Elle ne prétendait à rien moins qu'à battre les Français, et à les ramener battus jusqu'aux frontières de France. Le général Savary écouta ces propos avec beaucoup de sang-froid, pénétra enfin auprès de l'empereur, lui porta les paroles de son maître, le trouva doux et poli, mais évasif, et peu en état d'apprécier les chances de la guerre actuelle. Sur l'assurance réitérée que Napoléon était animé de dispositions fort pacifiques, Alexandre s'informa des conditions auxquelles la paix serait possible. Le général Savary n'était pas en mesure de répondre, et il engagea l'empereur Alexandre à dépêcher un de ses aides de camp au quartier général français, pour conférer avec Napoléon. Il affirmait que le résultat de cette démarche serait des plus satisfaisants. Après bien des pourparlers, dans lesquels le général Savary, par excès de zèle, en dit plus qu'il n'avait mission d'en dire, Alexandre

lui donna pour l'accompagner le prince Dolgorouki lui-même, le principal personnage de la nouvelle coterie qui disputait à MM. de Czartoryski, de Strogonoff, de Nowosiltzoff, la faveur du czar. Ce prince Dolgorouki, quoique l'un des plus ardents déclamateurs de l'état-major russe, n'en fut pas moins extraordinairement flatté d'avoir une commission à remplir auprès de l'Empereur des Français. Il partit avec le général Savary, et fut présenté à Napoléon dans un moment où celui-ci, achevant la visite de ses avant-postes, n'avait dans son costume et son entourage rien d'imposant pour un esprit vulgaire. Napoléon écouta ce jeune homme, dépourvu de tact et de mesure, qui, ayant recueilli çà et là quelques-unes des idées dont se nourrissait le cabinet russe, et que nous avons fait connaître en exposant le projet du nouvel équilibre européen, les exprima sans convenance et sans à-propos. Il fallait, assurait-il, que la France abandonnât l'Italie, si elle voulait avoir la paix tout de suite; et si elle continuait la guerre, et qu'elle n'y fût pas heureuse, il faudrait qu'elle rendit la Belgique, la Savoie, le Piémont, pour constituer, autour d'elle et contre elle, des barrières défensives. Ces idées, très-maladroitement débitées, parurent à Napoléon la demande formelle de restituer immédiatement la Belgique, cédée à la France par tant de traités, et provoquèrent chez lui une irritation profonde, qu'il eût cependant, ne croyant pas que sa dignité lui permit de la laisser éclater en présence d'un tel négociateur. Il le congédia sèchement, en lui disant qu'on viderait ailleurs que dans des conférences diplomatiques les différends qui divisaient la politique des deux empires. Napoléon était exaspéré, et il n'eut plus qu'une pensée, celle de livrer une bataille à outrance.

Depuis la surprise de Wischau, il avait ramené son armée en arrière, dans une position merveilleusement choisie pour combattre. Il laissait voir dans ses mouvements une certaine hésitation qui contrastait avec la hardiesse accoutumée de ses allures. Cette circonstance, jointe à la démarche du général Savary, contribua encore à exalter les faibles intelligences qui dominaient l'état-major russe. Ce ne fut hientôt qu'un cri de guerre autour d'Alexandre. Napoléon reculait, disait-on; il était en pleine retraite; il fallait fondre sur lui, et l'accabler.

De leur côté, les soldats français, chez lesquels l'esprit abondait, virent bien qu'ils allaient avoir affaire aux Russes, et ils en conçurent une joie

extrême. Des deux parts, on se prépara à une action décisive.

Napoléon, avec ce tact militaire qu'il avait reçu de la nature, et qu'il avait tant perfectionné par l'expérience, avait adopté, entre toutes les positions qu'il aurait pu prendre autour de Brünn, celle qui devait lui assurer les plus grands résultats, dans l'hypothèse où il serait attaqué, hypothèse qui était devenue une certitude.

Les montagnes de la Moravie, qui lient les montagnes de la Bohême à celles de la Hongrie (voir la carte n° 52), vont s'abaissant successivement vers le Danube, à tel point que près de ce fleuve la Moravie n'offre plus qu'une large plaine. Aux environs de Brünn, capitale de la province, ces montagnes n'ont que la hauteur de fortes collines, et sont couvertes de sombres sapins. Leurs eaux, retenues par le défaut d'écoulement, forment de nombreux étangs, et se jettent par divers affluents dans la Morava (ou March), et par la Morava dans le Danube.

Ces caractères se trouvent tous réunis dans la position entre Brünn et Austerlitz, que Napoléon a rendue à jamais célèbre. (Voir la carte n° 55.) La grande route de Moravie, en se dirigeant de Vienne à Brünn, s'élève en ligne droite vers le nord, puis, pour aller de Brünn à Olmütz, se rabat brusquement à droite, c'est-à-dire à l'est, décrivant ainsi un angle droit avec sa première direction. C'est dans cet angle que se trouve comprise la position indiquée. Elle commence à gauche, vers la route d'Olmütz, à des hauteurs hérissées de sapins; elle se prolonge ensuite à droite, en obliquant vers la route de Vienne, et, après s'être abaissée peu à peu, elle se termine à des étangs remplis d'eaux profondes en hiver. Le long de cette position, et en avant, coule un ruisseau, qui n'a aucun nom connu en géographie, mais qui, dans une partie de son cours, est appelé Goldbach par les gens du pays. Il traverse les petits villages de Girzikowitz, Puntowitz, Kobelnitz, Sokolnitz et Telnitz, et tantôt formant des marécages, tantôt encaissé dans des canaux, s'en va finir dans les étangs dont nous venons de parler et qu'on appelle étangs de Satschan et de Menitz.

Concentré avec toutes ses forces sur ce terrain, appuyé d'un côté aux collines boisées de la Moravie, et particulièrement à un mamelon arrondi que les soldats d'Égypte avaient nommé *le Santon*, s'appuyant de l'autre aux étangs de

Satschan et de Menitz, couvrant ainsi par sa gauche la route d'Olmütz, par sa droite la route de Vienne, Napoléon était en mesure de recevoir avec avantage une bataille défensive. Cependant il ne voulait pas se borner à se défendre, car il avait l'habitude de prétendre à de plus grands résultats. Il avait pénétré, comme s'il les avait lus, les projets longuement rédigés du général Weirother. Les Austro-Russes, n'ayant aucune chance de lui enlever le point d'appui qu'il trouvait à gauche dans de hautes collines boisées, devaient être tentés de tourner sa droite, qui ne joignait pas exactement les étangs, et de lui enlever la route de Vienne. Il y avait là de quoi les séduire, car, cette route perdue, Napoléon ne conservait d'autre ressource que celle de se retirer en Bohême. Le reste de ses forces, aventuré du côté de Vienne, était réduit à remonter isolément la vallée du Danube. L'armée française, ainsi fractionnée, se voyait condamnée à une retraite excentrique, périlleuse, désastreuse même, si elle rencontrait les Prussiens sur son chemin.

Napoléon comprit très-bien que tel devait être le plan de l'ennemi. Aussi, après avoir concentré son armée vers sa gauche et les hauteurs, laissant-il vers sa droite, c'est-à-dire vers Sokolnitz, Telnitz et les étangs, un espace qui fut à peine gardé. Il invitait ainsi les Russes à abonder dans leurs idées. Mais ce n'était pas là précisément qu'il leur préparait le coup mortel. En face de lui, le sol offrait un accident dont il espérait tirer un parti décisif.

Au delà du ruisseau qui parcourait le front de notre position, le terrain présentait d'abord, vis-à-vis de notre gauche, une plaine légèrement ondulée, que traversait la route d'Olmütz, puis, vis-à-vis de notre centre, il s'élevait successivement, et allait former en face de notre droite un plateau, appelé plateau de Pratzén, du nom d'un village qui se trouve situé à mi-côte, dans le creux d'un ravin. Ce plateau se terminait à droite en pentes rapides vers les étangs, et sur le revers il s'abaissait doucement du côté d'Austerlitz, dont le château se montrait à quelque distance.

On apercevait là des forces considérables. La nuit, on voyait briller une multitude de feux; le jour, on découvrait un grand mouvement d'hommes et de chevaux. Napoléon ne douta plus, à cet aspect, des projets des Austro-Russes¹. Ils

¹ Il vient de paraître un écrit traduit du russe par M. Léon

de Narischkine, lequel contient un grand nombre d'assertions

voulaient, évidemment, descendre de la position qu'ils occupaient, et, traversant le ruisseau de Goldbach, entre les étangs et notre droite, nous séparer de la route de Vienne. Mais, pour ce cas, il était résolu à prendre l'offensive à son tour, à franchir le ruisseau par les villages de Girzikowitz et de Puntowitz, à gravir le plateau de Pratzen pendant que les Russes le quitteraient, et à s'en emparer lui-même. S'il réussissait, l'armée ennemie était coupée en deux, une partie était rejetée à gauche dans la plaine traversée par la route d'Olmütz, une partie à droite dans les étangs. La bataille ne pouvait manquer dès lors d'être désastreuse pour les Austro-Russes. Mais pour cela il fallait qu'ils ne commissent pas la faute à demi. L'attitude prudente, timide même de Napoléon, excitant leur folle confiance, devait les engager à commettre cette faute tout entière.

Napoléon arrêta ses dispositions d'après ces idées. (Voir la carte n° 52.) S'attendant depuis deux jours à être attaqué, il avait ordonné à Bernadotte de quitter Iglau sur la frontière de la Bohême, d'y laisser la division bavaroise qu'il avait emmenée avec lui, et de se diriger à marches forcées sur Brünn. Il avait ordonné au maréchal Davoust de porter la division Friant, et, s'il était possible, la division Gudin, vers l'abbaye de Gross-Raigern, placée sur la route de Vienne à Brünn, à la hauteur des étangs. En conséquence de ces ordres, Bernadotte s'était mis en marche, et était arrivé dans la journée du 1^{er} décembre. Le général Friant, seul averti à temps, parce que le général Gudin se trouvait plus loin vers Presbourg, était parti sur-le-champ, et, en quarante-huit heures, avait parcouru les trente-six lieues qui séparent Vienne de Gross-Raigern. Les soldats tombaient quelquefois sur la route, épuisés de fatigue ; mais au moindre bruit, croyant entendre le canon, ils se relevaient avec ardeur, pour accourir au soutien de leurs camarades engagés, disait-on, dans une bataille sanglante. Le 1^{er} décembre au soir, ils bivaquaient, par un froid rigoureux, à Gross-Raigern, à une lieue et demie du champ de bataille. Jamais

troupe à pied n'a exécuté une marche aussi étonnante, car c'est une marche de dix-huit lieues par journée, pendant deux jours de suite.

Le 1^{er} décembre, Napoléon, renforcé du corps de Bernadotte et de la division Friant, pouvait compter 65,000 ou 70,000 hommes présents sous les armes, contre 90,000 hommes, Russes et Autrichiens, présents aussi sous les armes.

A sa gauche, il plaça Lannes, dans le corps duquel la division Caffarelli remplaçait la division Gazan. Lannes, avec les deux divisions Suchet et Caffarelli, devait occuper la route d'Olmütz, et combattre dans la plaine ondulée qui s'étend sur l'un et l'autre côté de la chaussée. (Voir la carte n° 53.) Napoléon lui donna en outre la cavalerie de Murat, comprenant les cuirassiers des généraux d'Hautpoul et Nansouty, les dragons des généraux Walther et Beaumont, les chasseurs des généraux Milhaud et Kellermann. La forme plane du terrain lui faisait prévoir en cet endroit un vaste engagement de cavalerie. Sur le mamelon ou *Santon* qui domine cette partie du terrain, et que surmonte une chapelle dite de Bosenitz, il établit le 17^e léger, commandé par le général Claparède, avec 18 pièces de canon, et lui fit prêter serment de défendre cette position jusqu'à la mort. Ce mamelon était, en effet, le point d'appui de la gauche.

Au centre, derrière le ruisseau de Goldbach, il rangea les divisions Vandamme et Saint-Hilaire, qui appartenaient au corps du maréchal Soult. Il les destinait à franchir ce ruisseau par les villages de Girzikowitz et de Puntowitz, et à s'emparer du plateau de Pratzen, quand le moment en serait venu. Un peu plus loin, derrière le marécage de Kobelnitz et le château de Sokolnitz, il plaça la troisième division du maréchal Soult, celle du général Legrand. Il la renforça de deux bataillons de tirailleurs, connus sous le nom de chasseurs du Pô et de chasseurs corses, et d'un détachement de cavalerie légère sous le général Margaron. Cette division ne dut avoir que le 5^e de ligne et les chasseurs corses à Telnitz, point le plus rapproché des étangs, là même où Napoléon souhaitait attirer les Russes. Fort en

inexactes, quoique publié par un auteur en position d'être bien informé. Dans cet écrit il est dit que Napoléon eut avant la bataille d'Austerlitz communication du plan du général Weirother. Cette allégation est tout à fait erronée. Une pareille communication ne serait explicable que si le plan, communiqué longtemps d'avance aux divers chefs de corps, avait pu être exposé à une divulgation. On verra ci-après, par le rapport d'un témoin oculaire, que c'est seulement dans la nuit qui précéda la bataille que le plan fut communiqué aux chefs

de corps. Du reste, tous les détails des ordres et de la correspondance prouvent que Napoléon prévint et ne connut pas le plan de l'ennemi. Notre résolution étant d'éviter toute polémique avec les auteurs contemporains, nous nous bornerons à redresser cette erreur, sans nous occuper de beaucoup d'autres, que renferme encore l'ouvrage en question, dont nous reconnaissons d'ailleurs le mérite très-réel, et jusqu'à un certain point l'impartialité.

arrière, à une lieue et demie, se trouvait la division Friant, à Gross-Raigern.

Ayant dix divisions d'infanterie, Napoléon n'en présenta donc que six en ligne. Derrière les maréchaux Lannes et Soult, il garda en réserve les grenadiers Oudinot, séparés pour cette fois du corps de Lannes, le corps de Bernadotte composé des divisions Drouet et Rivaud, et enfin la garde impériale. Il conservait ainsi sous sa main une masse de 25,000 hommes, pour la porter partout où besoin serait, et particulièrement sur les hauteurs de Pratzen, afin d'enlever ces hauteurs à tout prix, si les Russes ne les avaient pas assez dégarnies. Il bivoua lui-même au milieu de cette réserve.

Ces dispositions terminées, il poussa la confiance jusqu'à les annoncer à son armée, dans une proclamation toute pleine de la grandeur des événements qui se préparaient. La voici telle qu'elle fut lue aux troupes, dans la soirée qui précéda la bataille :

« SOLDATS,

« L'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm. Ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrunn, et que depuis vous avez constamment poursuivis jusqu'ici.

« Les positions que nous occupons sont formidables ; et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.

« Soldats, je dirigerai moi-même vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis. Mais si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre Empereur s'exposer aux premiers coups ; car la victoire ne saurait hésiter, dans cette journée surtout où il s'agit de l'honneur de l'infanterie française, qui importe tant à l'honneur de toute la nation.

« Que, sous prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée, qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre, qui sont animés d'une si grande haine contre notre nation.

« Cette victoire finira la campagne, et nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons joints par les nouvelles armées qui se forment en France, et alors la paix que

« je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi.

« NAPOLÉON. »

Dans cette même journée, il reçut M. d'Haugwitz, arrivé enfin au quartier général français, entrevit dans sa conversation caressante toute la fausseté de la cour de Prusse, et sentit plus que jamais le besoin de remporter une victoire éclatante. Il accueillit très-gracieusement l'envoyé prussien, lui dit qu'il allait se battre le lendemain, qu'il le reverrait après s'il n'était pas emporté par un boulet de canon, et qu'alors il serait temps de s'entendre avec le cabinet de Berlin. Il l'invita à partir dans la nuit même pour Vienne, et il l'adressa à M. de Talleyrand, en ayant soin de le faire conduire à travers le champ de bataille d'Hollabrunn, qui présentait un spectacle horrible. « Il est bon, écrivait-il à M. de Talleyrand, que ce Prussien apprenne par ses yeux de quelle manière nous faisons la guerre. »

Après avoir passé la soirée au bivac avec ses maréchaux, il voulut visiter ses soldats, et juger par lui-même de leur disposition morale. C'était le 4^e décembre au soir, veille de l'anniversaire du couronnement. La rencontre de ces dates était singulière, et Napoléon ne l'avait pas recherchée, car il recevait la bataille, et ne l'offrait pas. La nuit était froide et sombre.

Les premiers soldats qui l'aperçurent, voulant éclairer ses pas, ramassèrent la paille de leur bivac, et en formèrent des torches enflammées, qu'ils placèrent au bout de leurs fusils. En quelques minutes, cet exemple fut imité par toute l'armée, et, sur le vaste front de notre position, on vit briller cette illumination singulière. Les soldats suivaient les pas de Napoléon aux cris de *vive l'Empereur!* lui promettant de se montrer le lendemain dignes de lui et d'eux-mêmes. L'enthousiasme était dans tous les rangs. On allait comme il faut aller au danger, le cœur rempli de contentement et de confiance.

Napoléon se retira pour obliger ses soldats à prendre quelque repos, et attendit, sous sa tente, l'aurore d'une journée qui devait être l'une des plus grandes de sa vie, l'une des plus grandes de l'histoire.

Ces feux, ces cris avaient été facilement distingués des hauteurs qu'occupait l'armée russe, et y avaient produit, chez un petit nombre d'officiers sages, un sinistre pressentiment. Ils se deman-

daient si c'était là le signe d'une armée abattue et en retraite.

Pendant ce temps, les chefs de corps russes, réunis chez le général Kutusof, dans le village de Kreznowitz, recevaient leurs instructions pour le lendemain. Le vieux Kutusof sommeillait profondément, et le général Weirother, ayant étendu une carte du pays sous les yeux de ceux qui l'écoutaient, lisait avec emphase un mémoire contenant tout le plan de la bataille¹. Nous l'avons presque fait connaître d'avance en rapportant les dispositions de Napoléon. La droite des Russes, sous le prince Bagration, faisant face à notre gauche, devait s'avancer contre Lannes, des deux côtés de la route d'Olmütz, nous enlever le *Santon*, et marcher directement sur Brünn. La cavalerie, réunie en une seule masse entre le corps de Bagration et le centre de l'armée russe, devait occuper la plaine même où Napoléon avait placé Murat, et lier la gauche des Russes avec leur centre. Le gros de l'armée, composé de quatre colonnes, commandées par les généraux Doctorow, Langeron, Pribyschewski et Kollowrath, établi dans le moment sur les hauteurs de Prätzen, devait en descendre, traverser le ruisseau marécageux dont il a déjà été parlé, prendre Telnitz, Sokolnitz et Kobelnitz, tourner la droite des Français, et s'avancer sur leurs derrières pour leur enlever la route de Vienne. Le rendez-vous de tous ces corps était fixé sous les murs de Brünn. L'archiduc Constantin avec la garde russe, forte de 9,000 à 10,000 hommes, devait partir d'Austerlitz à la pointe du jour,

¹ Nous croyons utile de citer un fragment des mémoires manuscrits du général Langeron, témoin oculaire, puisqu'il commandait l'un des corps de l'armée russe.

Voici le récit de cet officier :

« On a vu que, le 19 novembre (1^{er} décembre), nos colonnes ne parvinrent à leur destination que vers les dix heures du soir.

« Vers les onze heures, tous les chefs de ces colonnes, excepté le prince Bagration, qui était trop éloigné, reçurent l'ordre de se rendre à Kreznowitz, chez le général Kutusof, afin d'entendre la lecture des dispositions pour la bataille du lendemain.

« A une heure du matin, lorsque nous fûmes tous rassemblés, le général Weirother arriva, déploya sur une grande table une immense carte très-exacte des environs de Brünn et d'Austerlitz, et nous lut ses dispositions, d'un ton élevé et avec un air de jactance qui annonçaient en lui la persuasion intime de son mérite et celle de notre incapacité. Il ressemblait à un régent de collège qui lit une leçon à de jeunes écoliers. Nous étions peut-être effectivement des écoliers; mais il était loin d'être un bon professeur. Kutusof, assis et à moitié endormi lorsque nous arrivâmes chez lui, finit par s'endormir tout à fait avant notre départ. Buxhoewden, debout, écoutait, et sûrement ne comprenait rien; Miloradovich se taisait; Pribyschewski se tenait en arrière, et Doctorow seul examinait

pour venir se placer en réserve derrière le centre de l'armée combinée.

Lorsque le général Weirother eut achevé sa lecture, en présence des commandants des corps russes, dont un seul était attentif, c'était le général Doctorow, et un seul enclin à contredire, c'était le général Langeron, il essuya de la part de ce dernier quelques objections. Le général Langeron, émigré français qui servait contre sa patrie, qui était frondeur et bon officier, demanda au général Weirother s'il croyait que tout se passerait comme il l'écrivait, et se montra, quant à lui, fort disposé à en douter. Le général Weirother ne voulut jamais admettre une autre idée que celle qui était répandue dans l'état-major russe, c'est que Napoléon se retirait, et que les instructions pour ce cas étaient excellentes. Mais le général Kutusof mit un terme à toute discussion, en renvoyant les commandants des corps à leurs quartiers, et en ordonnant que copie de ces instructions leur fût expédiée à tous. Ce chef expérimenté savait ce qu'il fallait penser de cette manière de concevoir et d'ordonner le plan des batailles, et pourtant il laissait faire, quoique ce fût sous son nom qu'on agit de la sorte.

Dès quatre heures du matin, Napoléon avait quitté sa tente, pour juger par ses propres yeux si les Russes commettaient la faute à laquelle il les avait si adroitement encouragés. Il descendit jusqu'au village de Puntowitz, situé au bord du ruisseau qui séparait les deux armées, et aperçut les feux presque éteints des Russes sur les hauteurs de Prätzen. Un bruit très-sensible de

la carte avec attention. Lorsque Weirother eut fini de pérorer, je fus le seul qui prit la parole. Je lui dis : « Mon général, tout cela est fort bien; mais, si les ennemis nous préviennent et nous attaquent près de Prätzen, que ferons-nous? » — Le cas n'est pas prévu, me répondit-il; « vous connaissez l'audace de Buonaparte. S'il eût pu nous attaquer, il l'eût fait aujourd'hui. — Vous ne le croyez donc pas fort? » — lui dis-je. — « C'est beaucoup s'il a 40,000 hommes. — Dans ce cas, il court à sa perte en attendant notre attaque; mais je le crois trop habile pour être imprudent, car si, comme vous le voulez et le croyez, nous le coupons de Vienne, il n'a d'autre retraite que les montagnes de la Bohême; mais je lui suppose un autre projet. Il a éteint ses feux, on entend beaucoup de bruit dans son camp. — C'est qu'il se retire ou qu'il change de position; et même, en supposant qu'il prenne celle de Turas, il nous épargne beaucoup de peine, et les dispositions restent les mêmes. »

« Kutusof alors, s'étant réveillé, nous congédia en nous ordonnant de laisser un adjudant pour copier les dispositions que le lieutenant-colonel Toll, de l'état-major, allait traduire de l'allemand en russe. Il était alors près de trois heures du matin, et nous ne reçûmes les copies de ces fameuses dispositions qu'à près de huit heures, lorsque déjà nous étions en marche. »

canons et de chevaux indiquait une marche de gauche à droite, vers les étangs, là même où il souhaitait que les Russes marchassent. Sa joie fut vive en trouvant sa prévoyance si bien justifiée ; il revint se placer sur le terrain élevé où il avait bivaqué, et d'où il embrassait toute l'étendue de ce champ de bataille. Ses maréchaux étaient à cheval à côté de lui. Le jour commençait à luire. Un brouillard d'hiver couvrait au loin la campagne, et ne laissait apercevoir que les parties les plus saillantes du terrain, lesquelles apparaissaient sur ce brouillard comme des îles sur une mer. Les divers corps de l'armée française étaient en mouvement, et descendaient de la position qu'ils avaient occupée pendant la nuit, pour traverser le ruisseau qui les séparait des Russes. Mais ils s'arrêtaient dans les fonds, où ils étaient cachés par la brume et retenus par les ordres de l'Empereur, jusqu'au moment opportun pour l'attaque.

Déjà un feu très-vif se faisait entendre à l'extrémité de la ligne vers les étangs. Le mouvement des Russes contre notre droite se prononçait. Le maréchal Davoust était parti en toute hâte pour diriger la division Friant de Gross-Raigern sur Telnitz, et appuyer le 5^e de ligne et les chasseurs corses, qui allaient avoir sur les bras une portion considérable de l'armée ennemie. Les maréchaux Lannes, Murat, Soult, avec leurs aides de camp, entouraient l'Empereur, attendant l'ordre de commencer le combat au centre et à la gauche. Napoléon modérait leur ardeur, voulant laisser achever la faute que commettaient les Russes sur notre droite, de manière qu'ils ne pussent plus revenir de ces bas-fonds dans lesquels on les voyait s'engager. Enfin le soleil parut, et, dissipant les brouillards, inonda de clarté ce vaste champ de bataille. C'était le soleil d'Austerlitz, soleil dont le souvenir, retracé tant de fois à la génération présente, ne sera sans doute jamais oublié des générations futures. Les hauteurs de Pratzen se dégarnissaient de troupes. Les Russes, exécutant le plan convenu, étaient descendus dans le lit du Goldbach, pour s'emparer des villages de Telnitz et de Sokolnitz, situés le long de ce ruisseau. Napoléon alors donna le signal de l'attaque, et ses maréchaux partirent au galop pour aller se placer à la tête de leurs divers corps d'armée.

Les trois colonnes russes chargées d'attaquer Telnitz et Sokolnitz s'étaient ébranlées dès sept heures du matin. Elles étaient sous les ordres

immédiats des généraux Doctorow, Langeron et Pribyschewski, et sous le commandement supérieur du général Buxhoevden, officier médiocre et inactif, tout enorgueilli d'une faveur qu'il devait à un mariage de cour, commandant aussi peu la gauche de l'armée russe que le général en chef Kutusof en commandait l'ensemble. Il marchait de sa personne avec la colonne du général Doctorow, formant l'extrémité de la ligne russe, et appelée à combattre la première. Il ne se souciait nullement des autres colonnes, et du concert à mettre dans leurs divers mouvements ; ce qui était fort heureux pour nous, car si elles avaient agi ensemble, et assailli en masse Telnitz et Sokolnitz, la division Friant n'étant point encore arrivée sur ce point, elles auraient pu gagner du terrain sur notre droite, beaucoup plus qu'il n'était utile de leur en livrer.

La colonne Doctorow avait bivaqué comme les autres sur la hauteur de Pratzen. Au pied de cette hauteur, dans le bas-fond qui la séparait de notre droite, se trouvait un village appelé Augezd, et dans ce village une avant-garde sous les ordres du général Kienmayer, composée de cinq bataillons et de quatorze escadrons autrichiens. (Voir la carte n^o 35.) Cette avant-garde devait balayer la plaine entre Augezd et Telnitz, pendant que la colonne Doctorow descendrait des hauteurs. Les Autrichiens, jaloux de montrer aux Russes qu'ils se battaient aussi bien qu'eux, abordèrent le village de Telnitz avec beaucoup de résolution. Il fallait franchir à la fois le ruisseau, coulant ici dans des fossés, puis une hauteur couverte de vignes et de maisons. Nous avions en cet endroit, outre le 5^e de ligne, le bataillon des chasseurs corses, embusqué derrière les accidens du terrain. Ces adroits tirailleurs, ajustant avec sang-froid les hussards qu'on avait envoyés en avant, en abattirent un grand nombre. Ils accueillirent de la même manière le régiment de Szeckler (infanterie), et en une demi-heure couchèrent à terre une partie de ce régiment. Les Autrichiens, fatigués de ce combat meurtrier et sans résultat, assaillirent en masse le village de Telnitz, avec leurs cinq bataillons réunis, mais ne réussirent pas à y pénétrer, grâce à la fermeté du 5^e de ligne, qui les reçut avec la vigueur d'une troupe éprouvée. Tandis que l'avant-garde de Kienmayer s'épuisait ainsi en efforts impuissants, la colonne Doctorow, forte de vingt-quatre bataillons, conduite par le général Buxhoevden, parut, après s'être fait attendre plus d'une heure,

et vint aider les Autrichiens à s'emparer de Telnitz, que le 5^e de ligne ne suffisait plus à défendre. Le lit du ruisseau fut franchi, et le général Kienmayer lança ses quatorze escadrons dans la plaine au delà de Telnitz, contre la cavalerie légère du général Margaron. Celle-ci soutint bravement plusieurs charges, et ne put tenir cependant contre une telle masse de cavalerie. La division Friant, conduite par le maréchal Davoust, n'étant pas encore arrivée de Gross-Raigern, notre droite se trouva entièrement débordée. Mais le général Buxhoevden, après s'être longtemps fait attendre, fut obligé d'attendre à son tour la seconde colonne, que commandait le général Langeron. Cette dernière avait été retenue par un accident singulier. La masse de la cavalerie, destinée à occuper la plaine qui était à la droite des Russes et à la gauche des Français, avait mal compris l'ordre qui lui prescrivait de prendre cette position; elle était venue s'établir à Prätzen même, au milieu des bivacs de la colonne de Langeron. Ayant reconnu son erreur, cette cavalerie, pour se rendre à sa véritable place, avait coupé et retardé longtemps les colonnes de Langeron et de Pribyschewski. Le général Langeron, arrivé enfin devant Sokolnitz, en entreprit l'attaque. Mais pendant ce temps le général Friant était accouru en toute hâte avec sa division, composée de cinq régiments d'infanterie et de six régiments de dragons. Le 1^{er} régiment de dragons, attaché pour cette journée à la division Bourcier, fut dirigé au grand trot sur Telnitz. Déjà les Austro-Russes, victorieux sur ce point, commençaient à dépasser le Goldbach, et à déborder le 5^e de ligne, ainsi que la cavalerie légère de Margaron. Les dragons du 1^{er} régiment, en approchant de l'ennemi, se mirent au galop, et rejetèrent dans Telnitz tout ce qui avait essayé d'en déboucher. Les généraux Friant et Heudelet, arrivant avec la première brigade, composée du 108^e de ligne et des voltigeurs du 15^e léger, entrèrent dans Telnitz baïonnette baissée, en chassèrent les Autrichiens et les Russes, les poussèrent pêle-mêle au delà des fossés qui forment le lit du Goldbach, et restèrent maîtres du terrain, après l'avoir couvert de morts et de blessés. Malheureusement le brouillard, quoique dissipé presque partout, régnait encore dans les bas-fonds. Il enveloppait Telnitz, où l'on se trouvait dans une sorte de nuage. Le 26^e léger, de la division Legrand, venu au secours du 5^e de ligne, apercevant confusément des masses de troupes au delà du

ruisseau, sans distinguer la couleur de leur uniforme, fit feu sur le 108^e, en croyant tirer sur l'ennemi. Cette attaque inattendue ébranla le 108^e, qui se replia dans la crainte d'être tourné. Profitant de cette circonstance, les Russes et les Autrichiens, forts en ce point de vingt-neuf bataillons, reprirent l'offensive, et repoussèrent de Telnitz la brigade Heudelet, pendant que le général Langeron, abordant avec douze bataillons russes le village de Sokolnitz, situé sur le Goldbach un peu au-dessus de Telnitz, avait réussi à y pénétrer. Les deux colonnes ennemies de Doctorow et de Langeron commencèrent alors à déboucher l'une de Telnitz, l'autre de Sokolnitz. Dans ce même temps la colonne du général Pribyschewski avait attaqué et pris le château de Sokolnitz, placé au-dessus du village du même nom. A cet aspect, le général Friant, qui, dans cette journée comme en tant d'autres, se conduisit en héros, lance le général Bourcier avec ses six régiments de dragons sur la colonne Doctorow, à l'instant où celle-ci se déployait au delà de Telnitz. Les Russes présentent leurs baïonnettes à nos dragons, mais les charges de nos cavaliers, répétées à outrance, les empêchent de s'étendre, et soutiennent la brigade Heudelet qui leur est opposée. Le général Friant se met ensuite à la tête de la brigade Lochet, composée du 48^e et du 111^e de ligne, et fond sur la colonne Langeron, qui dépassait déjà le village de Sokolnitz, l'y ramène, y entre à sa suite, l'en expulse, et la rejette au delà du Goldbach. Sokolnitz occupé, le général Friant en commet la garde au 48^e, et marche avec sa troisième brigade, celle de Kister, composée du 55^e de ligne et du 15^e léger, pour disputer à la colonne de Pribyschewski le château de Sokolnitz. Il réussit encore à refouler celle-ci. Mais, tandis qu'il est aux prises avec les troupes de Pribyschewski, devant le château de Sokolnitz, la colonne de Langeron, réattaquant le village dépendant de ce château, est près d'accabler le 48^e, qui, retiré dans les maisons du village, se défend avec une admirable vaillance. Le général Friant y revient, et dégage le 48^e. Ce brave général, et son illustre chef le maréchal Davoust, courant sans cesse d'un point à l'autre, sur cette ligne du Goldbach si vivement disputée, se battent avec 7,000 à 8,000 fantassins et 2,800 chevaux, contre 35,000 Russes. En effet la division Friant, par la marche de trente-six lieues qu'elle avait exécutée, était réduite à 6,000 hommes au plus, et avec le 5^e de ligne ne faisait pas plus de 7,000

à 8,000 combattants. Mais les hommes restés en arrière, arrivant à chaque instant au bruit du canon, remplissaient successivement les vides que le feu de l'ennemi opérail dans ses rangs.

Pendant ce combat acharné vers notre droite, le maréchal Soult au centre avait assailli la position de laquelle dépendait le sort de la bataille. Au signal donné par Napoléon, les deux divisions Vandamme et Saint-Hilaire, formées en colonnes serrées, avaient franchi d'un pas rapide les pentes du plateau de Pratzen. (Voir la carte n° 55.) La division Vandamme avait pris à gauche, celle de Saint-Hilaire à droite du village de Pratzen, qui est profondément encaissé dans un ravin aboutissant au ruisseau de Goldbach, près de Puntowitz. Tandis que les Français se portaient en avant, le centre de l'armée ennemie, composé de l'infanterie autrichienne de Kollowrath et de l'infanterie russe de Miloradovich, fort de vingt-sept bataillons, commandé directement par le général Kutusof et les deux empereurs, était venu se déployer sur le plateau de Pratzen, pour y prendre la place des trois colonnes de Buxhoewden, descendues dans les bas-fonds. Nos soldats, sans répondre à la fusillade qu'ils essayaient, continuaient à gravir la hauteur, surprenant par leur allure vive et résolue les généraux ennemis qui s'attendaient à les trouver en retraite ¹.

Arrivés au village de Pratzen, ils le franchissent sans s'y arrêter. Le général Morand passe outre à la tête du 10^e léger, et va se former sur le plateau. Le général Thiébaul ² le suit avec sa brigade, composée du 14^e et du 56^e de ligne, et tandis qu'il s'avance reçoit tout à coup, par derrière, une décharge de mousqueterie, qui partait de deux bataillons russes cachés dans le ravin au fond duquel le village de Pratzen est situé. Le général Thiébaul fait alors une halte d'un instant, rend à bout portant le feu qu'il a reçu, et entre dans le village avec l'un de ses bataillons. Il disperse ou prend les Russes qui l'occupaient; puis, il revient pour soutenir le général Morand, déployé sur le plateau. De son côté, la brigade Varé, la seconde de la division Saint-Hilaire, passant à la gauche du village, était venue se ranger en face de l'ennemi, tandis que Vandamme, avec toute sa division, s'étendant plus à gauche encore, prenait position près d'un petit mamelon appelé Stari-Winobradi, qui domine le

plateau de Pratzen. Les Russes avaient établi sur ce mamelon cinq bataillons et une nombreuse artillerie.

L'infanterie autrichienne de Kollowrath et l'infanterie russe de Miloradovich étaient disposées sur deux lignes. Le maréchal Soult, sans perdre de temps, porte en avant les divisions Saint-Hilaire et Vandamme. Le général Thiébaul, formant avec sa brigade la droite de la division Saint-Hilaire, avait une batterie de douze pièces. Il les fait charger à boulet et mitraille, et commence un feu meurtrier sur l'infanterie qui lui était opposée. Ce feu, dirigé avec justesse et vivacité, répand bientôt le désordre dans les rangs autrichiens, qui d'abord rétrogradent, puis se jettent confusément sur le revers du plateau. Vandamme aborde aussitôt l'ennemi rangé devant lui. Sa brave infanterie s'avance avec sang-froid, s'arrête, exécute plusieurs décharges meurtrières, et marche sur les Russes à la baïonnette. Elle renverse leur première ligne sur la seconde, et les oblige à fuir l'une et l'autre sur le revers du plateau de Pratzen, en abandonnant leur artillerie. Dans ce mouvement, Vandamme avait laissé sur sa gauche le mamelon de Stari-Winobradi, défendu par plusieurs bataillons russes et tout hérissé d'artillerie. Il y revient, et le faisant tourner par le général Schiner avec le 24^e léger, il y monte lui-même avec le 4^e de ligne. Malgré un feu plongeant, il gravit le mamelon, culbute les Russes qui le gardaient, et s'empare de leurs canons.

Ainsi, en moins d'une heure, les deux divisions du corps du maréchal Soult s'étaient rendues maîtresses du plateau de Pratzen, et poursuivaient les Russes et les Autrichiens jetés pêle-mêle sur les pentes de ce plateau, qui s'incline vers le plateau d'Austerlitz.

Les deux empereurs d'Autriche et de Russie, témoins de cette action rapide, s'efforçaient en vain d'arrêter leurs soldats. Ils étaient peu écoutés au milieu de cette confusion, et Alexandre pouvait déjà s'apercevoir que la présence d'un souverain ne saurait valoir en pareille circonstance celle d'un bon général. Miloradovich, toujours brillant au feu, parcourait à cheval ce champ de bataille labouré par les boulets, et tâchait de ramener les fuyards. Le général Kutusof, blessé d'une balle à la joue, voyait se réaliser le

¹ Le prince Czartoryski, placé entre les deux empereurs, fit remarquer à l'empereur Alexandre la marche lestée et décidée des Français qui gravissaient le plateau sans répondre au feu des Russes. Ce prince, ému à cette vue, sentit défaillir la con-

fiance qu'il avait éprouvée jusque-là, et en conçut un pressentiment sinistre qui ne l'abandonna pas de la journée.

² Celui qui est mort récemment.

désastre qu'il avait prévu, et qu'il n'avait pas eu la fermeté d'empêcher. Il s'était hâté d'appeler à lui la garde impériale russe, qui avait bivouqué en avant d'Austerlitz, afin de rallier derrière elle son centre en déroute. Si ce chef de l'armée austro-russe, dont le mérite se réduisait à beaucoup de finesse cachée sous beaucoup d'indolence, avait été capable de résolutions justes et promptes, c'était le cas de courir vers sa gauche engagée dans ce moment avec notre droite, de tirer les trois colonnes de Buxhoevden des bas-fonds dans lesquels on les avait engouffrées, de les ramener sur le plateau de Pratzen, et avec cinquante mille hommes réunis de tenter un effort décisif pour reprendre une position sans laquelle son armée allait être coupée en deux. Quand même il n'aurait pas réussi, il se serait au moins retiré en ordre sur Austerlitz par un chemin sûr, et n'aurait pas laissé sa gauche adossée à un abîme. Mais, se contentant de parer au mal dont il était le témoin oculaire, il se bornait à rallier son centre sur la garde impériale russe, forte de neuf à dix mille hommes, tandis que Napoléon, au contraire, les yeux toujours fixés sur le plateau de Pratzen, amenait au soutien du maréchal Soult, déjà victorieux, le corps de Bernadotte, la garde et les grenadiers Oudinot, c'est-à-dire vingt-cinq mille hommes d'élite.

Pendant que notre droite disputait ainsi la ligne du Goldbach aux Russes, et que notre centre leur enlevait le plateau de Pratzen, Lannes et Murat, à notre gauche, étaient aux prises avec le prince Bagration, et avec toute la cavalerie des Austro-Russes. (Voir la carte n° 53.)

Lannes, avec les divisions Suchet et Caffarelli, déployées sur les deux côtés de la route d'Olmütz, devait marcher directement devant lui. A gauche de la route, là même où s'élevait le *Santon*, le terrain, se rapprochant des hauteurs boisées de la Moravie, était fort accidenté, tantôt montueux, tantôt coupé de ravins profonds. C'est là qu'était placée la division Suchet. A droite, le terrain plus uni allait se lier par des pentes assez douces au plateau de Pratzen. Caffarelli marchait de ce côté, protégé par la cavalerie de Murat contre la masse de la cavalerie austro-russe.

On s'attendait sur ce point à une sorte de bataille d'Égypte, car on voyait quatre-vingt-deux escadrons russes et autrichiens rangés sur deux lignes et commandés par le prince Jean de Lichtenstein. Par ce motif, les divisions Suchet et Caffarelli présentaient plusieurs bataillons dé-

ployés, et derrière les intervalles de ces bataillons, d'autres bataillons en colonne serrée, pour appuyer et flanquer les premiers. L'artillerie était répandue sur le front des deux divisions. La cavalerie légère du général Kellermann, ainsi que les divisions de dragons, se trouvaient à droite dans la plaine, la grosse cavalerie de Nansouty et d'Hautpoul en réserve en arrière.

Dans cet ordre imposant, Lannes s'ébranla dès qu'il entendit le canon de Pratzen, et traversa au pas, comme il aurait pu le faire sur un champ de manœuvre, cette plaine éclairée par un beau soleil d'hiver.

Le prince Jean de Lichtenstein s'était longtemps fait attendre, par suite de la méprise qui avait exposé la cavalerie austro-russe à courir inutilement de la droite à la gauche du champ de bataille. En son absence, la garde impériale d'Alexandre avait rempli le vide qu'il laissait entre le centre et la droite de l'armée combinée. Arrivé enfin, il aperçoit le mouvement du corps de Lannes, et lance les uhlans du grand-duc Constantin sur la division Caffarelli. Ces hardis cavaliers se jettent sur cette division, devant laquelle Kellermann était placé avec sa brigade de cavalerie légère. Le général Kellermann, l'un de nos plus habiles officiers de cavalerie, jugeant qu'il serait culbuté sur l'infanterie française, et la mettrait peut-être en désordre, s'il recevait immobile cette charge redoutable, replie ses escadrons, et les faisant passer par les intervalles des bataillons de Caffarelli, s'en va les reformer à gauche, afin de saisir une occasion favorable pour charger. Les uhlans, lancés au galop, ne trouvent plus notre cavalerie légère, et rencontrent en place une ligne d'infanterie inébranlable, qui, sans même se former en carré, les accueille par un feu meurtrier de mousqueterie. Quatre cents de ces cavaliers sont aussitôt couchés par terre, sur le front de la division. Le général russe Essen est atteint d'une blessure mortelle en combattant à leur tête. Les autres se répandent en désordre à droite et à gauche. Saisissant l'à-propos, Kellermann, qui avait reformé ses escadrons sur la gauche de Caffarelli, charge les uhlans, et en sabre un bon nombre. Le prince Jean de Lichtenstein envoie une nouvelle partie de ses escadrons au secours des uhlans. Nos divisions de dragons s'ébranlent à leur tour, fondent sur la cavalerie ennemie, et pendant quelques instants on n'aperçoit plus qu'une affreuse mêlée où tout le monde combat corps à corps. Cette nuée de cavaliers se dissipe enfin, chacun rejoint sa ligne de bataille,

laissant le terrain couvert de morts et de blessés, pour la plupart russes ou autrichiens. Nos deux masses d'infanterie s'avancent alors, d'un pas ferme et mesuré, sur ce terrain abandonné par la cavalerie. Les Russes leur opposent quarante bouches à feu qui vomissent une grêle de projectiles. Une décharge enlève en entier le groupe de tambours du premier régiment de Caffarelli. On répond à cette rude canonnade par le feu de toute notre artillerie. Dans ce combat à coups de canons, le général Valhubert a une cuisse fracassée par un boulet. Quelques soldats veulent l'emporter. « Restez à votre poste, leur dit-il, je saurai bien mourir tout seul. Il ne faut pas pour un homme en perdre six. » On marche ensuite sur le village de Blaziowitz, qui était à droite de la plaine, là où le terrain commence à s'élever vers Pratzen. Ce village, comme tous ceux du pays, profondément encaissé dans un ravin, ne se faisait voir que par la flamme qui le dévorait. Un détachement de la garde impériale russe l'avait occupé le matin, en attendant la cavalerie du prince de Lichtenstein. Lannes ordonne au 15^e léger de s'en emparer. Le colonel Castex, qui commandait le 15^e, s'avance avec le premier bataillon, en colonne d'attaque, et tandis qu'il arrive sur le village, est frappé d'une balle au front. Le bataillon s'élançait, et venge à coups de baïonnette la mort de son colonel. On s'empare de Blaziowitz, et on y ramasse quelques centaines de prisonniers qui sont envoyés sur les derrières.

A l'autre aile du corps de Lannes, les Russes, conduits par le prince Bagration, essayaient d'enlever la petite éminence que nos soldats appelaient le *Santon*. Ils étaient descendus dans un vallon qui longe le pied de cette éminence, y avaient pris le village de Bosenitz, et échangeaient inutilement leurs boulets avec la nombreuse artillerie qui garnissait la hauteur. Mais ils ne songeaient pas à braver la mousqueterie du 17^e de ligne, trop bien établi pour qu'on osât l'aborder de si près.

Le prince Bagration avait rangé le reste de son infanterie sur la route d'Olmütz en face de la division Suchet. Forcé à rétrograder, il se retirait lentement devant le corps de Lannes, qui marchait sans précipitation, mais avec un ensemble imposant, et en gagnant toujours du terrain.

Blaziowitz pris, Lannes fait enlever Holubitz et Kruch, villages placés le long de la route d'Olmütz, et parvient à joindre l'infanterie de Bagration. En ce moment il rompt la ligne for-

mée par ses deux divisions. Il porte la division Suchet obliquement à gauche, la division Caffarelli obliquement à droite. Par ce mouvement divergent, il sépare l'infanterie de Bagration de la cavalerie du prince de Lichtenstein, rejette la première à la gauche de la route d'Olmütz, la seconde à la droite vers les pentes du plateau de Pratzen.

Alors cette cavalerie veut faire une dernière tentative, et fond tout entière sur la division Caffarelli, qui la reçoit avec son aplomb ordinaire, et l'arrête par le feu de sa mousqueterie. Les nombreux escadrons de Lichtenstein, d'abord dispersés, puis ralliés par leurs officiers, sont ramenés sur nos bataillons. Par l'ordre de Lannes, les cuirassiers des généraux d'Hautpoul et Nansouty, qui suivaient l'infanterie de Caffarelli, défilent au grand trot derrière les rangs de cette infanterie, se forment sur sa droite, s'y déploient, et s'élançent au galop. La terre tremble sous les pieds de ces quatre mille cavaliers chargés de fer. Ils se précipitent le sabre au poing sur la masse reformée des escadrons austro-russes, les renversent de leur choc, les dispersent, et les obligent à s'enfuir sur Austerlitz, où ils se retirent pour ne plus reparaitre de la journée.

Pendant le même temps, la division Suchet avait abordé l'infanterie du prince Bagration. Après avoir dirigé sur les Russes ces feux tranquilles et sûrs que nos troupes, aussi instruites qu'aguerries, exécutaient avec une extrême précision, la division Suchet les avait joints à la baïonnette. Les Russes, cédant à l'impétuosité de nos bataillons, s'étaient retirés, mais sans se rompre, et sans se rendre. Ils formaient une masse confuse, hérissée de fusils, qu'on était réduit à pousser devant soi, sans pouvoir la faire prisonnière. Lannes, débarrassé des quatre-vingt-deux escadrons du prince de Lichtenstein, s'était hâté de ramener la grosse cavalerie du général d'Hautpoul de la droite à la gauche de cette plaine, et l'avait lancée sur les Russes pour décider leur retraite. Les cuirassiers, chargeant dans tous les sens ces fantassins obstinés qui se retiraient en gros pelotons, avaient obligé quelques mille d'entre eux à déposer les armes.

Ainsi vers notre gauche, Lannes venait de livrer à lui seul une véritable bataille. Il avait fait quatre mille prisonniers. La terre était jonchée autour de lui de deux mille morts ou blessés, tant Russes qu'Autrichiens.

Mais sur le plateau de Pratzen la lutte s'était renouvelée entre le centre des ennemis et le corps du maréchal Soult, renforcé de toutes les réserves

que Napoléon amenait en personne. Le général Kutusof, au lieu de songer, comme nous l'avons dit, à rappeler à lui les trois colonnes de Doctorow, Langeron et Pribyschewski, engagées dans les bas-fonds, n'avait songé qu'à rallier son centre sur la garde impériale russe. La seule brigade Kamenski du corps de Langeron, entendant sur ses derrières un feu très-vif, s'était arrêtée, puis avait rétrogradé spontanément pour remonter sur le plateau de Prätzen. Le général Langeron averti était venu se mettre à la tête de cette brigade, laissant dans Sokolnitz le reste de sa colonne.

Les Français, dans ce renouvellement du combat vers le centre, allaient se trouver aux prises avec la brigade Kamenski, avec l'infanterie de Kollowrath et de Miloradowich, avec la garde impériale russe. La brigade Thiébault, occupant l'extrême droite du corps du maréchal Soult, et séparée de la brigade Varé par le village de Prätzen, se trouvait au milieu d'une équerre de feux, car elle avait devant elle la ligne reformée des Autrichiens, et en retour sur sa droite une partie des troupes de Langeron. Cette brigade, composée du 10^e léger, des 14^e et 56^e de ligne, allait être exposée un moment au plus grave péril. Comme elle se déployait, et se formait elle-même en équerre pour faire face à l'ennemi, l'adjudant Labadie, du 56^e, craignant que son bataillon, sous un feu de mousqueterie et de mitraille reçu à trente pas, ne fût ébranlé dans son mouvement, se saisit du drapeau, et, se plaçant lui-même en jalon, s'écrie : « Soldats, voici votre ligne de bataille. » Le bataillon se déploie avec un parfait aplomb. Les autres l'imitent, la brigade prend position, et durant quelques instants échange à demi-portée une fusillade meurtrière. Cependant ces trois régiments auraient promptement succombé sous une masse de feux croisés, si le combat s'était prolongé. Le général Saint-Hilaire, admiré de l'armée pour sa bravoure chevaleresque, s'entretenait avec les généraux Thiébault et Morand sur le parti à prendre, lorsque le colonel Pouzet du 10^e lui dit : « Général, marchons en avant et à la baïonnette, ou nous sommes perdus. — Oui, en avant ! » répond le général Saint-Hilaire. On croise aussitôt la baïonnette, on se jette à droite sur les Russes de Kamenski, en face sur les Autrichiens de Kollowrath, et on culbute les premiers dans les bas-fonds de Sokolnitz et de Telnitz, les seconds sur le revers du plateau de Prätzen, vers la route d'Austerlitz.

Tandis que la brigade Thiébault, livrée quel-

que temps à elle-même, s'en tirait avec tant de bonheur et de vaillance, la brigade Varé et la division Vandamme, placées de l'autre côté du village de Prätzen, n'avaient pas à beaucoup près autant de peine à repousser le retour offensif des Austro-Russes, et les avaient bientôt refoulés au pied du plateau qu'ils essayaient vainement de gravir. Dans l'ardeur qui entraînait nos troupes, le premier bataillon du 4^e de ligne, appartenant à la division Vandamme, s'était laissé emporter à la poursuite des Russes, sur des terrains inclinés et couverts de vignes. Le grand-duc Constantin avait sur-le-champ envoyé un détachement de cavalerie de la garde, qui, surprenant ce bataillon au milieu des vignes, l'avait renversé avant qu'il eût pu se former en carré. Dans cette confusion, le porte-drapeau du régiment avait été tué. Un sous-officier, voulant recueillir l'aigle, avait été tué à son tour. Un soldat l'avait saisi des mains du sous-officier, et, mis lui-même hors de combat, n'avait pu empêcher les cavaliers de Constantin d'enlever ce trophée.

Napoléon, qui était venu renforcer le centre avec l'infanterie de sa garde, tout le corps de Bernadotte et les grenadiers Oudinot, aperçoit, de la hauteur où il est placé, l'échauffourée de ce bataillon. « Il y a là du désordre, dit-il à Rapp, il faut le réparer. » Aussitôt Rapp, à la tête des mameluks et des chasseurs à cheval de la garde, vole au secours du bataillon compromis. Le maréchal Bessières suit Rapp avec les grenadiers à cheval. La division Drouet, du corps de Bernadotte, formée des 94^e et 95^e régiments, et du 27^e léger, s'avance en seconde ligne, conduite par le colonel Gérard, aide de camp de Bernadotte, et officier d'une grande énergie, pour s'opposer à l'infanterie de la garde russe.

Rapp, en se montrant, attire la cavalerie ennemie qui sabrait nos fantassins couchés par terre. Cette cavalerie se dirige sur lui avec quatre pièces de canon attelées. Malgré une décharge à mitraille, Rapp s'élance, et enfonce la cavalerie impériale. Il pousse en avant, et passe au delà du terrain que le bataillon du 4^e couvrait de ses débris. Aussitôt les soldats de ce bataillon se relèvent, et se reforment pour venger leur échec. Rapp, arrivé jusqu'aux lignes de la garde russe, est assailli par une seconde charge de cavalerie. Ce sont les chevaliers-gardes d'Alexandre, qui, dirigés par leur colonel, prince Repnin, se jettent sur lui. Le brave Morland, colonel des chasseurs de la garde impériale française, est tué ; les chasseurs sont ramenés. Mais dans ce moment

arrivent au galop les grenadiers à cheval, conduits par le maréchal Bessières au secours de Rapp. Ces superbes cavaliers, montés sur de grands chevaux, sont jaloux de se mesurer avec les chevaliers-gardes d'Alexandre. Une mêlée de plusieurs minutes s'engage entre les uns et les autres. L'infanterie de la garde russe, témoin de ce rude combat, n'ose pas faire feu, de peur de tirer sur les siens. Enfin les grenadiers à cheval de Napoléon, vieux soldats éprouvés en cent batailles, triomphent des jeunes cavaliers d'Alexandre, les dispersent, après en avoir étendu un certain nombre sur la terre, et reviennent vainqueurs auprès de leur maître.

Napoléon, qui assistait à cet engagement, fut enchanté de voir la jeunesse russe punie de sa jactance. Entouré de son état-major, il reçut Rapp, qui revenait blessé, couvert de sang, suivi du prince Repnin prisonnier, et lui donna d'éclatants témoignages de satisfaction. Pendant ce temps, les trois régiments de la division Drouet, amenés par le colonel Gérard, poussaient l'infanterie de la garde russe sur le village de Kreznowitz, enlevaient ce village, et faisaient beaucoup de prisonniers. Il était une heure de l'après-midi, la victoire ne présentait plus de doute, car Lannes et Murat étant maîtres de la plaine à gauche, le maréchal Soult, appuyé par toute la réserve, étant maître du plateau de Pratzen, il ne restait plus qu'à se rabattre sur la droite, et à jeter dans les étangs les trois colonnes russes de Buxhoevden, si vainement obstinées à nous couper de la route de Vienne. Napoléon, laissant alors le corps de Bernadotte sur le plateau de Pratzen, et tournant à droite avec le corps du maréchal Soult, la garde et les grenadiers Oudinot, voulut recueillir lui-même le prix de ses profondes combinaisons, et vint, par la route qu'avaient suivie les trois colonnes de Buxhoevden en descendant du plateau de Pratzen, les assaillir par derrière. Il était temps qu'il arrivât, car le maréchal Davoust et son lieutenant le général Friant, courant sans cesse de Kobelnitz à Telnitz, pour empêcher les Russes de franchir le Goldbach, allaient finir par succomber. Le brave Friant avait eu quatre chevaux tués sous lui dans la journée. Mais tandis qu'il faisait les derniers efforts, Napoléon apparaît tout à coup à la tête d'une masse de forces écrasante. Une affreuse confusion se produit alors parmi les Russes surpris et désespérés. La colonne de Pribyschewski tout entière, et une moitié de celle de Langeron restée devant Sokolnitz, se voient entourées sans

aucun espoir de salut, puisque les Français arrivent sur leurs derrières par les routes qu'elles-mêmes ont parcourues le matin. Ces deux colonnes se dispersent; une partie est faite prisonnière dans Sokolnitz, une autre se réfugie vers Kobelnitz, et est enveloppée près des marécages de ce nom. Une troisième enfin s'engage vers Brünn, et est contrainte de déposer les armes près de la route de Vienne, la même où les Russes s'étaient donné rendez-vous dans l'espérance de la victoire.

Le général Langeron, avec les débris de la brigade Kamenski et quelques bataillons qu'il avait retirés de Sokolnitz avant le désastre, s'était réfugié vers Telnitz et les étangs, près du lieu où se trouvait Buxhoevden avec la colonne Doctorrow. L'inepte commandant de l'aile gauche des Russes, tout fier avec 29 bataillons et 22 escadrons d'avoir disputé le village de Telnitz à cinq ou six bataillons français, était immobile, attendant le succès des colonnes Langeron et Pribyschewski. Il portait sur son visage, à en croire un témoin oculaire, les signes des excès auxquels il se livrait habituellement. Langeron, accouru sur ce point, lui raconte avec vivacité ce qui se passe. « Vous ne voyez partout que des ennemis, » lui répond brutalement Buxhoevden. — « Et vous, réplique Langeron, vous n'êtes en état d'en voir nulle part. » Mais dans cet instant le corps du maréchal Soult paraît sur le versant du plateau vers les lacs, et se dirige sur la colonne Doctorrow pour la pousser dans les étangs. Il n'est plus possible de douter du péril. Buxhoevden, avec quatre régiments qu'il avait eu l'impéritie de laisser inactifs auprès de lui, essaye de regagner la route par laquelle il était venu, et qui passait par le village d'Agezd, entre le pied du plateau de Pratzen et l'étang de Satschan. Il s'y porte précipitamment, ordonnant au général Doctorrow de se sauver comme il pourrait. Langeron se joint à lui avec les restes de sa colonne. Buxhoevden traverse Agezd au moment même où la division Vandamme, descendant la hauteur, y arrive de son côté. Il essuie en fuyant le feu des Français, et parvient à se mettre en sûreté, avec une portion de ses troupes. La majeure partie, suivie des débris de Langeron, est arrêtée court par la division Vandamme, maîtresse d'Agezd. Alors tous ensemble se jettent vers les étangs glacés, et tâchent de s'y frayer un chemin. La glace qui couvre ces étangs, affaiblie par la chaleur d'une belle journée, ne peut résister au poids des hommes, des chevaux, des canons.

Elle fléchit en quelques points sous les Russes qui s'y engouffrent; elle résiste sur quelques autres, et offre un asile aux fuyards qui s'y retirèrent en foule.

Napoléon, arrivé sur les pentes du plateau de Prätzen, du côté des étangs, aperçoit le désastre qu'il avait si bien préparé. Il fait tirer à boulets, par une batterie de la garde, sur les parties de la glace qui résistent encore, et achève la ruine des malheureux qui s'y étaient réfugiés. Près de deux mille trouvent la mort sous cette glace brisée.

Entre l'armée française et ces inaccessibles étangs, reste encore la malheureuse colonne Doctorow, dont un détachement vient de se sauver avec Buxhoewden, et un autre de s'engloutir sous la glace. Le général Doctorow, laissé dans cette cruelle situation, se conduit avec le plus noble courage. Le terrain, en se rapprochant des lacs, se relevait de manière à offrir une sorte d'appui. Le général Doctorow s'adosse à ce relèvement du terrain, et forme trois lignes de ses troupes; il place la cavalerie en première ligne, l'artillerie en seconde, l'infanterie en troisième. Ainsi déployé, il oppose aux Français une ferme contenance, pendant qu'il envoie quelques escadrons chercher une route entre l'étang de Satschan et celui de Menitz.

Un dernier et rude combat s'engage sur ce terrain. Les dragons de la division Beaumont, empruntés à Murat, et amenés de la gauche à la droite, chargent la cavalerie autrichienne de Kienmayer, qui, après avoir fait son devoir, se retire sous la protection de l'artillerie russe. Celle-ci, demeurée immobile à ses pièces, couvre de mitraille les dragons, qui essayent en vain de l'enlever. L'infanterie du maréchal Soult marche à son tour sur cette artillerie, malgré un feu à bout portant, s'empare, et pousse l'infanterie russe sur Telnitz. De son côté, le maréchal Davoust, avec la division Friant, entre dans Telnitz. Dès lors les Russes n'ont plus pour s'enfuir qu'un étroit passage entre Telnitz et les étangs. Les uns, s'y précipitant pêle-mêle, y trouvent la mort comme ceux qui les ont précédés. Les autres parviennent à se retirer, par un chemin qu'on a découvert entre les étangs de Satschan et de Menitz. La cavalerie française les suit sur cette chaussée, en les harcelant dans leur retraite. La terre glaise de ces contrées, que le soleil de la journée a convertie de glace en boue épaisse, cède sous les pas des hommes et des chevaux. L'artillerie des Russes s'y enfonce. Leurs chevaux, plutôt faits pour courir que pour tirer, ne

pouvant dégager leurs canons, les y abandonnent. Nos cavaliers recueillent au milieu de cette déroute trois mille prisonniers et une grande quantité de canons. « J'avais vu déjà, s'écrie l'un des acteurs de cette scène affreuse, le général Langeron, quelques batailles perdues; je n'avais pas l'idée d'une pareille défaite. »

En effet, d'une aile à l'autre de l'armée russe, il n'y avait en ordre que le corps du prince Bagration, que Lannes n'avait pas osé poursuivre, dans l'ignorance où il était de ce qui se passait à la droite de l'armée. Tout le reste était dans un affreux désordre, poussant des cris sauvages, pillant les villages épars sur la route, pour se procurer quelques vivres. Les deux souverains de Russie et d'Autriche fuyaient ce champ de bataille, sur lequel ils entendaient les Français crier *vive l'Empereur!* Alexandre était dans un profond abattement. L'empereur François, plus tranquille, supportait ce désastre avec sang-froid. Dans le malheur commun il avait du moins une consolation : les Russes ne pouvaient plus prétendre que la lâcheté des Autrichiens faisait toute la gloire de Napoléon. Les deux princes couraient rapidement à travers les champs de la Moravie, au milieu d'une obscurité profonde, séparés de leur maison, et exposés à être insultés par la barbarie de leurs propres soldats. L'empereur d'Autriche, voyant tout perdu, prit sur lui d'envoyer le prince Jean de Lichtenstein à Napoléon, pour demander un armistice, avec promesse de signer la paix sous quelques jours. Il le chargea en outre d'exprimer à Napoléon le désir d'avoir avec lui une entrevue aux avant-postes.

Le prince Jean, qui avait bien rempli son devoir dans la journée, pouvait se présenter honorablement au vainqueur. Il se rendit en toute hâte au quartier général français. Napoléon, victorieux, était occupé à parcourir le champ de bataille, pour faire relever les blessés. Il ne voulait pas prendre de repos avant d'avoir donné à ses soldats les soins auxquels ils avaient tant de droits. Obéissant à ses ordres, aucun d'eux n'avait quitté les rangs pour emporter les hommes atteints de blessures. Aussi le sol en était-il jonché sur un espace de plus de trois lieues. Il était couvert surtout de cadavres russes. Le champ de bataille était affreux à voir. Mais ce spectacle touchait peu nos vieux soldats de la révolution. Habités aux horreurs de la guerre, ils regardaient les blessures, la mort, comme une suite naturelle des combats, et comme peu de chose au sein de la victoire. Ils étaient ivres de satisfac-

tion, et poussaient des acclamations bruyantes, lorsqu'ils apercevaient le groupe d'officiers qui signalait la présence de Napoléon. Son retour au quartier général, qu'on avait établi à la maison de poste de Posoritz, offrit l'aspect d'une marche triomphale.

Cette âme, dans laquelle de si amères douleurs devaient un jour succéder à des joies si vives, goûtait en cet instant les délices du plus magnifique succès, et du mieux mérité, car, si la victoire est souvent une pure faveur du hasard, elle était ici le prix de combinaisons admirables. Napoléon, en effet, devinant avec la pénétration du génie que les Russes voudraient lui enlever la route de Vienne, et qu'alors ils se placeraient entre lui et les étangs, les avait, par son attitude même, encouragés à y venir, puis, affaiblissant sa droite, renforçant son centre, il s'était jeté avec le gros de son armée sur les hauteurs de Pratzen par eux abandonnées, les avait ainsi coupés en deux, et précipités dans un gouffre, duquel ils n'avaient pu sortir. La majeure partie de ses troupes, gardée en réserve, n'avait presque pas agi, tant une pensée juste rendait sa position forte, tant aussi la valeur de ses soldats lui permettait de les présenter en nombre inférieur à l'ennemi. On peut dire que sur 65,000 Français, 40 ou 45,000 au plus avaient combattu, car le corps de Bernadotte, les grenadiers et l'infanterie de la garde n'avaient échangé que quelques coups de fusil. Ainsi 45,000 Français avaient vaincu 90,000 Austro-Russes.

Les résultats de la journée étaient immenses : 45,000 morts, noyés ou blessés, environ 20,000 prisonniers, parmi lesquels 10 colonels et 8 généraux, 180 bouches à feu, une immense quantité de chevaux, de voitures d'artillerie et de bagages, tels étaient les pertes de l'ennemi et les trophées des Français. Ceux-ci avaient à regretter environ 7,000 hommes, tant morts que blessés.

Napoléon, rentré à son quartier général de Posoritz, y reçut le prince Jean de Lichtenstein. Il l'accueillit en vainqueur plein de courtoisie, et convint d'une entrevue avec l'empereur d'Autriche, aux avant-postes des deux armées, pour le surlendemain. Il ne devait être accordé d'armistice qu'après que les deux empereurs de France et d'Autriche se seraient vus et expliqués.

Le lendemain Napoléon porta son quartier général à Austerlitz, château appartenant à la famille de Kaunitz. Il s'y établit, et voulut donner le nom de ce château à la bataille, que les

soldats appelaient déjà la bataille des trois empereurs. Elle a porté depuis, et elle portera dans les siècles, le nom qu'elle a reçu du capitaine immortel qui l'a gagnée. Il adressa à ses soldats la proclamation qui suit :

« Austerlitz, 12 frimaire.

« SOLDATS,

« Je suis content de vous : vous avez à la journée d'Austerlitz justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été en moins de quatre heures ou coupée ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs.

« Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers¹, sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée, et en nombre supérieur, n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaine et dissoute. La paix ne peut plus être éloignée ; mais, comme je l'ai promis à mon peuple avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties, et assure des récompenses à nos alliés.

« Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France : là vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on vous récompense : Voilà un brave.

« NAPOLÉON. »

Il fallait suivre l'ennemi, que tous les rapports représentaient comme étant dans une déroute complète. Dans cette confusion, Napoléon, trompé par Murat, avait cru que l'armée fugitive se dirigeait sur Olmütz, et il avait envoyé sur ce point la cavalerie avec le corps de Lannes. Mais le lendemain, 5 décembre, des renseignements plus exacts, recueillis par le général Thiard, apprirent que l'ennemi se dirigeait par la route de Hongrie sur la Morava. Napoléon se hâta de re-

¹ Les nombres exacts n'étaient pas encore connus.

porter ses colonnes sur Nasiedlowitz et Goeding. (Voir la carte n° 52.) Le maréchal Davoust, renforcé par le ralliement de toute la division Friant, et par l'arrivée en ligne de la division Gudin, n'avait pas perdu de temps, grâce à sa position plus rapprochée de la route de Hongrie. Il se mit à la poursuite des Russes, et les serrait de près. Il voulait les atteindre avant le passage de la Morava, et enlever peut-être une partie de leur armée. Après avoir marché le 5, il était le 4 au matin en vue de Goeding, prêt à les joindre. La plus grande confusion régnait dans Goeding. Au delà était un château de l'empereur d'Autriche, celui d'Holitsch, où les deux souverains alliés avaient cherché un asile. Le trouble n'y était pas moins grand qu'à Goeding. Les officiers russes continuaient à tenir le plus inconvenant langage sur le compte des Autrichiens. Ils s'en prenaient à eux de la commune défaite, comme s'ils n'eussent pas dû l'attribuer à leur présomption, à l'ineptie de leurs généraux, et à la légèreté de leur gouvernement. Les Autrichiens s'étaient d'ailleurs aussi bien comportés que les Russes sur le champ de bataille.

Les deux monarques vaincus étaient assez froids l'un pour l'autre. L'empereur François voulut conférer avec l'empereur Alexandre, avant de se rendre à l'entrevue convenue avec Napoléon. Ils tombèrent d'accord qu'il fallait demander un armistice et la paix, car il était impossible de lutter plus longtemps. Alexandre, sans l'avouer, désirait qu'on sauvât au plus tôt lui et son armée des conséquences d'une poursuite impétueuse, telle qu'on pouvait la craindre de Napoléon. Quant aux conditions, il laissait à son allié le soin de les régler à sa volonté. L'empereur François devant supporter seul les frais de la guerre, les conditions auxquelles on signerait la paix le regardaient exclusivement. Quelque temps auparavant, Alexandre, se prétendant l'arbitre de l'Europe, aurait dit que ces conditions le regardaient aussi. Son orgueil était moins exigeant depuis la journée du 2 décembre.

L'empereur François partit donc pour Nasiedlowitz, village situé à moitié chemin du château d'Austerlitz, et là, près du moulin de Paleny, entre Nasiedlowitz et Ursechitz, au milieu des avant-postes français et autrichiens, il trouva Napoléon qui l'attendait devant un feu de bivac allumé par ses soldats. Napoléon avait eu la politesse d'arriver le premier. Il vint au-devant de l'empereur François, le reçut au bas de sa voiture, et l'embrassa. Le monarque autrichien,

rassuré par l'accueil de son tout-puissant ennemi, eut avec lui un long entretien. Les principaux officiers des deux armées se tenaient à l'écart, et regardaient avec une vive curiosité ce spectacle extraordinaire, du successeur des Césars vaincu et demandant la paix au soldat couronné que la révolution française avait porté au faite des grandeurs humaines.

Napoléon s'excusa auprès de l'empereur François de le recevoir en pareil lieu. « Ce sont là, lui dit-il, les palais que Votre Majesté me force d'habiter depuis trois mois. — Ce séjour vous réussit assez, lui répliqua le monarque autrichien, pour que vous n'ayez pas le droit de m'en vouloir. » L'entretien se porta ensuite sur l'ensemble de la situation, Napoléon soutenant qu'il avait été entraîné à la guerre malgré lui, dans le moment où il s'y attendait le moins, et lorsqu'il était exclusivement occupé de l'Angleterre; l'empereur d'Autriche affirmant qu'il n'avait été amené à prendre les armes que par les projets de la France à l'égard de l'Italie. Napoléon déclara qu'aux conditions déjà indiquées à M. de Giulay, et qu'il se dispensa d'énoncer de nouveau, il était prêt à signer la paix. L'empereur François, sans s'expliquer à ce sujet, voulut savoir à quoi Napoléon était disposé par rapport à l'armée russe. Napoléon demanda d'abord que l'empereur François séparât sa cause de celle de l'empereur Alexandre, que l'armée russe se retirât par journées d'étape des États autrichiens, et il promit de lui accorder un armistice à cette condition. Quant à la paix avec la Russie, il ajouta qu'on la réglerait plus tard, car cette paix le regardait seul. « Croyez-moi, dit Napoléon à l'empereur François, ne confondez pas votre cause avec celle de l'empereur Alexandre. La Russie seule peut aujourd'hui faire en Europe *une guerre de fantaisie*. Vaincue, elle se retire dans ses déserts, et vous, vous payez avec vos provinces les frais de la guerre. »

Les spirituelles expressions de Napoléon ne rendaient que trop bien la situation des choses en Europe, entre ce grand empire et le reste du continent. L'empereur François lui engagea sa parole d'homme et de souverain de ne plus recommencer la guerre, et surtout de ne plus céder aux suggestions de puissances qui n'avaient rien à perdre dans la lutte. Il convint d'un armistice pour lui et pour l'empereur Alexandre, armistice dont la condition était que les Russes se retireraient par journées d'étape, et que le cabinet autrichien enverrait sur-le-champ à Brunn des

négociateurs chargés de signer une paix séparée avec la France.

Les deux empereurs se quittèrent avec des marques réitérées de cordialité. Napoléon mit en voiture ce monarque qu'il venait d'appeler son frère, et remonta à cheval pour retourner à Austerlitz.

Le général Savary fut envoyé pour suspendre la marche du corps de Davoust. Il se rendit d'abord à Holitsch, à la suite de l'empereur François, afin de savoir si l'empereur Alexandre accédait aux conditions proposées. Il vit ce dernier, autour duquel tout était bien changé depuis la mission qu'il avait remplie quelques jours auparavant. « Votre maître, lui dit Alexandre, s'est montré bien grand. Je reconnais toute la puissance de son génie, et quant à moi, je me retire, puisque mon allié se tient pour satisfait. » Le général Savary s'entretint quelque temps avec le jeune czar sur la dernière bataille, lui expliqua comment l'armée française, inférieure en nombre à l'armée russe, avait cependant paru supérieure sur tous les points, grâce à l'art de manœuvrer que Napoléon possédait à un si haut degré. Il ajouta courtoisement qu'avec l'expérience, Alexandre deviendrait à son tour homme de guerre, mais que, dans cet art difficile, on n'était pas maître le premier jour. Après ces flatteries au monarque vaincu, il partit pour Goeding afin d'arrêter le maréchal Davoust, lequel avait refusé toutes les propositions de suspension d'armes, et était prêt à assaillir les restes de l'armée russe. On avait vainement affirmé à ce maréchal, au nom de l'empereur de Russie lui-même, qu'un armistice se négociait entre Napoléon et l'empereur d'Autriche. Il ne voulait à aucun prix abandonner sa proie. Mais le général Savary l'arrêta avec un ordre formel de Napoléon. Ce furent les derniers coups de fusil de cette immortelle campagne. Les troupes de chaque nation se séparèrent pour prendre leurs quartiers d'hiver, en attendant ce que décideraient les négociateurs des puissances belligérantes.

Napoléon se rendit du château d'Austerlitz à Brünn, où il avait mandé M. de Talleyrand pour régler les conditions de la paix, qui ne pouvait plus être douteuse désormais, puisque l'Autriche était à bout de ressources, et que la Russie, pressée d'obtenir un armistice, ramenait en toute hâte son armée en Pologne. Tandis que la guerre de la première coalition avait duré cinq ans, celle de la seconde coalition deux, la guerre

que venait de susciter la troisième avait duré trois mois, tant était devenue irrésistible la puissance de la France révolutionnaire, concentrée dans une seule main, et tant cette main était habile et prompte à frapper ceux qu'elle voulait atteindre ! Les événements s'étaient effectivement passés comme Napoléon les avait tracés d'avance dans son cabinet à Boulogne. Il avait pris les Autrichiens à Ulm presque sans coup férir ; il avait écrasé les Russes à Austerlitz, dégagé l'Italie par le seul effet de sa marche offensive sur Vienne, et réduit à de pures imprudences les attaques sur le Hanovre et sur Naples. Celle-ci notamment, après la bataille d'Austerlitz, n'était qu'une folie désastreuse pour la maison de Bourbon. L'Europe était aux pieds de Napoléon, et la Prusse, entraînée un moment par la coalition, allait se trouver à la merci du capitaine qu'elle avait offensé et trahi.

Toutefois, il fallait beaucoup d'habileté pour traiter, car si nos ennemis, se remettant de leur terreur, et abusant des engagements qu'ils avaient fait prendre à la Prusse, la forçaient à intervenir dans les négociations, ils pouvaient encore, à trois contre un, disputer les conditions de la paix, et dérober au vainqueur une partie des avantages de la victoire. Aussi Napoléon avait-il voulu que les négociations s'établissent à Brünn, loin de M. d'Haugwitz, qu'il avait envoyé à Vienne et obligé d'y rester, en lui donnant rendez-vous dans cette capitale.

Tandis que l'on était occupé à combattre, MM. de Giulay et de Stadion avaient eu à Vienne des pourparlers avec M. de Talleyrand, et ils avaient demandé à négocier en commun pour la Russie et l'Autriche, sous la médiation de la Prusse. Depuis l'arrivée de M. d'Haugwitz, ils l'avaient sommé poliment, mais instamment, d'exécuter la convention de Potsdam, jugeant bien que, si la Prusse était comprise dans la négociation, elle serait obligée ou de faire prévaloir les conditions de paix arrêtées à Potsdam, ou de s'associer à la guerre. M. d'Haugwitz s'était refusé à traiter de la sorte, en se fondant sur la nature de sa mission, qui l'obligeait non pas à siéger dans un congrès, mais à traiter directement avec Napoléon, pour l'amener aux idées adoptées par le cabinet prussien. Au surplus, M. de Talleyrand avait coupé court à ces prétentions, en déclarant que l'Autriche serait seule admise à la négociation. Il signifiait cette résolution à Vienne, le jour même du 2 décembre, pendant que se livrait la bataille d'Austerlitz.

La bataille gagnée, et l'armistice demandé et accordé au bivac du vainqueur, la négociation séparée était une condition acceptée d'avance. Napoléon exigea, comme nous venons de le rapporter, qu'elle s'ouvrit immédiatement à Brünn avec M. de Talleyrand. Il fit savoir qu'il voulait bien de M. de Giulay pour traiter, mais non pas de M. de Stadion, ancien ambassadeur d'Autriche en Russie, tout plein des préjugés de la coalition, et suscitant par la nature même de son esprit des difficultés sans cesse renaissantes. Il indiqua pour négociateur le prince Jean de Lichtenstein, qui lui avait plu par ses manières franches et militaires. On s'empressa d'envoyer celui-ci à Brünn avec M. de Giulay. L'empereur François étant à Hofitsch, on pouvait communiquer avec lui en quelques heures, et s'entendre assez promptement sur les points contestés. La négociation s'ouvrit donc à Brünn entre MM. de Talleyrand, de Giulay et de Lichtenstein. Napoléon, après en avoir établi les bases, se proposait de se rendre ensuite à Vienne, pour arracher à M. d'Haugwitz l'aveu des faiblesses et des faussetés de la Prusse, et lui en faire porter la peine.

Mais quelles seraient les bases de la paix? C'est là ce que discutaient à Brünn Napoléon et M. de Talleyrand, et ce qui était entre eux le sujet de fréquents et profonds entretiens.

Le moment était périlleux pour la sagesse de Napoléon. Victorieux en trois mois d'une puissante coalition, ayant vu fuir devant ses soldats, même inférieurs en nombre, les soldats les plus renommés du continent, n'allait-il pas acquérir de sa puissance un sentiment exagéré, et prendre en mépris toutes les résistances européennes? Sous le Consulat, alors qu'il voulait se concilier la France et l'Europe, on l'avait vu au dedans ménager les partis, au dehors ramener l'Autriche par la victoire, la Russie par de fines caresses, la Prusse par l'appât adroitement employé des indemnités germaniques, l'Angleterre par l'isolement auquel il l'avait réduite, pacifier le monde d'une manière presque miraculeuse, et déployer la plus admirable des habiletés, celle de la force qui sait se contenir. Mais bientôt aussi on l'avait vu, irrité de l'ingratitude des partis, ne plus garder de mesure avec eux, et les frapper cruellement dans la personne du duc d'Enghien. On l'avait vu, irrité de la jalousie provoquée de l'Angleterre, lui jeter le gant qu'elle avait ramassé, et réunir tous les moyens humains pour l'accabler. Maintenant les puissances du

continent l'ayant, sans motif suffisant, détourné de sa lutte contre l'Angleterre, et s'étant attiré des défaites qui étaient de véritables désastres, n'allait-il pas avec elles, comme avec ses autres ennemis, mettre de côté ces ménagements indispensables même à la force, et qui composent tout l'art de la politique? Un homme qui pouvait toujours tirer de son génie et de la bravoure de ses soldats un événement tel que Marengo ou Austerlitz, compterait-il avec quelqu'un sur la terre?

M. de Talleyrand, dont nous avons précédemment tracé le caractère et le rôle sous ce règne, essaya encore, en cette circonstance, quelques efforts pour modérer Napoléon, mais sans beaucoup de succès. Aimant à plaire plus qu'à contredire, ayant, en fait de politique européenne, des penchants plutôt que des opinions, patronant sans cesse l'Autriche, desservant la Prusse, par une vieille tradition du cabinet de Versailles, il s'était rendu suspect de complaisance pour l'une, d'aversion pour l'autre, et n'avait pas auprès de son souverain le crédit qu'aurait pu obtenir un esprit ferme et convaincu. Du reste, ici comme en d'autres occasions, s'il n'eut pas le mérite de faire prévaloir la modération, il eut celui de la conseiller.

M. de Talleyrand, le lendemain de la bataille d'Austerlitz, donna les conseils que voici au vainqueur enivré de l'Europe.

Il fallait se montrer, suivant lui, modéré et généreux envers l'Autriche. Cette puissance, considérablement diminuée depuis deux siècles, devait être beaucoup moins qu'autrefois l'objet de nos jalousies. Une puissance nouvelle devait prendre sa place dans nos préoccupations, c'était la Russie; et contre cette dernière, l'Autriche, loin d'être un danger, était une barrière utile. L'Autriche, vaste agrégation de peuples étrangers les uns aux autres, tels que les Autrichiens, les Esclavons, les Hongrois, les Bohèmes, les Italiens, pourrait facilement se briser, si on affaiblissait le lien déjà si faible qui retenait les éléments hétérogènes dont elle était formée, et ses débris auraient plus de tendance à se rattacher à la Russie qu'à la France. On devait donc s'arrêter dans les coups portés à l'Autriche, la dédommager même des pertes nouvelles qu'elle allait subir, et la dédommager d'une manière utile à l'Europe, ce qui était non-seulement possible, mais facile.

M. de Talleyrand proposait une combinaison ingénieuse, prématurée toutefois dans l'état de

l'Europe, c'était de donner à l'Autriche les bords du Danube, c'est-à-dire la Valachie et la Moldavie. Ces provinces, disait-il, valaient mieux que l'Italie elle-même; elles consoleraient l'Autriche de ses pertes, lui aliéneraient la Russie, et la rendraient à l'égard de celle-ci le boulevard de l'empire ottoman, comme elle était déjà celui de l'Europe. Ces provinces, après l'avoir brouillée avec la Russie, la brouilleraient avec l'Angleterre, et la constitueraient dès lors l'alliée obligée de la France.

Quant à la Prusse, il n'y avait plus à s'imposer de gêne à son égard, et on était libre de la traiter comme on voudrait. C'était décidément une cour fautive, peureuse, sur laquelle on ne pouvait jamais compter. Il ne fallait plus, pour lui complaire, éloigner de soi l'Autriche, seule alliée à laquelle on pût songer dans l'avenir.

Telles furent les opinions de M. de Talleyrand en cette occasion. Le conseil de ménager l'Autriche, de la consoler, de la dédommager même avec des équivalents bien choisis, était excellent, car la vraie politique de Napoléon aurait dû être de vaincre et de ménager tout le monde le lendemain de la victoire. Mais le conseil de traiter la Prusse légèrement était funeste, et partait d'une politique fautive, que nous avons déjà signalée. Certes il eût été à désirer qu'on pût donner les provinces du Danube à l'Autriche, et qu'on pût surtout les lui faire considérer comme un dédommagement suffisant de ses pertes en Italie; mais il est douteux qu'elle se fût prêtée à cette combinaison, car la Valachie et la Moldavie, en lui aliénant la Russie et l'Angleterre, l'auraient mise dans notre dépendance. Il est douteux en outre qu'on pût à cette époque se distribuer le territoire européen aussi librement qu'on le fit deux ans après, à Tilsit. Mais, quoi qu'il en soit, il fallait se résigner, en voulant dominer l'Italie, à rencontrer l'Autriche pour ennemie, quelques ménagements qu'on gardât envers elle; et alors quel allié choisir? Nous l'avons déjà dit plus d'une fois: brouillés avec l'Angleterre par le désir de l'égalité sur les mers, avec la Russie par le désir de la suprématie sur le continent, ne pouvant tirer aucun parti de l'Espagne désorganisée, que nous restait-il, sinon la Prusse, la Prusse vacillante, il est vrai, mais bien plus par les scrupules de son souverain que par la fausseté naturelle de son cabinet, la Prusse n'ayant aucun intérêt contraire au nôtre, puisqu'elle n'avait pas encore les provinces rhénanes; compromise déjà

dans notre système, ayant les mains pleines de biens d'Église reçus de nous, ne demandant pas mieux que d'en recevoir encore, et prête à accepter telle conquête qui l'enchaînerait pour jamais à notre politique?

On se trompait donc gravement, non pas en voulant ménager l'Autriche, mais en croyant qu'on pourrait se l'attacher sérieusement, et se l'attacher assez, pour qu'il n'y eût plus de danger à maltraiter ou à négliger la Prusse.

Napoléon ne partageait pas les erreurs de M. de Talleyrand, mais il en commettait d'autres, par la passion de dominer, que la haine de ses ennemis, le succès prodigieux de ses armées, commençaient à exciter chez lui au delà de toutes les bornes raisonnables.

Il n'avait pas cherché querelle au continent; on était venu au contraire le détourner de sa grande entreprise contre l'Angleterre, pour lui déclarer la guerre. Ceux qui avaient commencé cette guerre, et qui s'étaient fait vaincre, devaient, selon lui, en supporter les conséquences. Il voulait donc obtenir par la paix le complément de l'Italie, c'est-à-dire les États vénitiens, actuellement possédés par l'Autriche, et de plus la solution définitive des questions germaniques au profit de ses alliés, la Bavière, Baden, le Wurtemberg.

Sur ces deux points, Napoléon était absolu, et il n'avait pas tort de l'être. Il lui fallait Venise, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, en un mot l'Italie jusqu'aux Alpes Juliennes, et l'Adriatique avec ses deux bords, ce qui lui assurait une action sur l'empire ottoman. Quant à l'Allemagne, il voulait d'abord ramener l'Autriche dans ses frontières naturelles, l'Inn et la Salza, lui enlever les territoires qu'elle possédait en Souabe, et qui étaient qualifiés du titre d'AUTRICHE ANTERIEURE, territoires qui étaient pour elle un moyen de tourmenter les États allemands alliés de la France, et de faire, quand il lui plaisait, des préparatifs militaires sur le haut Danube. Il voulait lui enlever les communications du Tyrol avec le lac de Constance et la Suisse, c'est-à-dire le Vorarlberg. (Voir la carte n° 28.) Il voulait même, s'il était possible, lui ravir le Tyrol, qui lui donnait la possession des Alpes, et un passage toujours assuré en Italie. Mais ce dernier point était difficile à obtenir, parce que le Tyrol était une vieille possession de l'Autriche, aussi chère à ses affections que précieuse à ses intérêts. C'était faire subir à l'Autriche une perte d'environ 4 millions de sujets sur 24, et de 13 millions de flo-

rins sur 105 de revenu. C'étaient donc de cruels sacrifices à exiger d'elle.

Avec tout ce qu'il allait lui ôter en Allemagne, Napoléon se proposait de compléter le patrimoine des trois États allemands qui avaient été ses auxiliaires, la Bavière, Baden et le Wurtemberg. Son intention était de se ménager, par le moyen de ces trois États, une action sur la Diète, un chemin vers le Danube, et d'établir d'une manière éclatante que son alliance profitait à ceux qui l'embrassaient.

Il entendait aussi résoudre favorablement pour ces princes alliés la question de la noblesse immédiate, et abolir cette noblesse qui leur créait des ennemis chez eux ; il voulait résoudre également toutes les questions de suzeraineté, et supprimer par ce moyen une foule de droits d'espèce féodale, fort assujettissants et fort onéreux pour les États germaniques.

Napoléon se proposait enfin, pour s'attacher solidement les trois princes de l'Allemagne méridionale, d'ajouter au lien des bienfaits le lien des mariages. Il lui fallait des princes et des princesses pour les unir aux membres de sa dynastie. Il comptait en trouver en Allemagne, et joindre ainsi à l'avantage d'établissements princiers l'influence des alliances de famille.

Le prince Eugène de Beauharnais était cher à son cœur. Il l'avait fait vice-roi d'Italie ; il lui cherchait une épouse. Il avait jeté les yeux sur la fille de l'électeur de Bavière, princesse remarquable, et digne de celui auquel elle était destinée. Comme il réservait la plus grande part des dépouilles de l'Autriche à la Bavière, ce que la situation et les dangers de cet électorat justifiaient suffisamment, il voulait que cette part de dépouilles fût la dot du prince français.

Mais la princesse Auguste était promise à l'héritier de Baden, et sa mère, l'électrice de Bavière, violente ennemie de la France, alléguait cet engagement pour repousser une alliance qui lui répugnait. Le général Thiard, ayant contracté des liaisons avec les petites cours allemandes lorsqu'il servait dans l'armée de Condé, avait été envoyé à Munich et à Baden, pour lever les obstacles qui s'opposaient aux unions projetées. Cet officier, négociateur adroit, s'était servi de la comtesse de Hochberg, qui était unie par un mariage morganatique à l'électeur régnant de Baden, et qui avait besoin de la France pour faire reconnaître ses enfants. Par l'influence de cette personne, il avait obtenu de la cour de Baden une démarche délicate, qui consistait à se

désister de toute vue sur la main de la princesse Auguste de Bavière. Cette démarche obtenue, l'électeur et l'électrice de Bavière demeuraient sans prétexte pour refuser une alliance qui leur valait en dot le Tyrol avec une partie de la Souabe.

Ce n'était point la seule union allemande à laquelle songeait Napoléon. L'héritier de Baden, auquel on venait d'enlever la princesse Auguste de Bavière, restait à marier. Napoléon lui destinait mademoiselle Stéphanie de Beauharnais, personne douée de grâce et d'esprit, et qu'il voulait créer princesse impériale. Il chargea M. le général Thiard de conclure cet autre mariage. Enfin le vieux duc de Wurtemberg avait une fille, la princesse Catherine, dont le malheur a fait ressortir depuis les nobles qualités. Napoléon désirait l'obtenir pour son frère Jérôme. Mais des liens contractés par celui-ci en Amérique, sans autorisation de sa famille, étaient un obstacle qu'on n'avait pas pu lever encore. Il fallait donc attendre pour ce dernier établissement. A tous les agrandissements de territoire qu'il préparait pour les maisons de Bavière, de Wurtemberg et de Baden, Napoléon voulait ajouter le titre de roi, en laissant à ces maisons la place qu'elles avaient dans la Confédération germanique.

Ce sont là les avantages que Napoléon entendait tirer de ses dernières victoires. Exiger l'Italie tout entière était de sa part naturel et conséquent. Chercher dans les possessions autrichiennes en Souabe des moyens d'agrandir les princes ses alliés était bien entendu, car on reportait l'Autriche derrière l'Inn, et on rendait l'alliance de la France manifestement utile. Oter à l'Autriche le Vorarlberg pour le donner à la Bavière était sage encore, car on la séparait ainsi de la Suisse. Mais lui ôter le Tyrol, bien que ce fût une bonne combinaison quant à l'Italie, c'était accumuler dans son cœur des ressentiments implacables ; c'était la réduire à un désespoir qui, caché dans le moment, devait éclater tôt ou tard ; c'était dès lors se condamner plus que jamais à une politique mesurée, habile à trouver et à garder des alliances, puisqu'on se rendait inconciliable la principale des puissances du continent. Résoudre la question de la noblesse immédiate, et plusieurs autres questions féodales, pouvait être une utile simplification, relativement à l'organisation intérieure de l'Allemagne. Mais agrandir extraordinairement les princes de Baden, de Bavière, de Wurtemberg, les lier à la France, au point de les rendre suspects à l'Allemagne, c'était leur créer une position fautive, dont ils seraient tentés

de sortir un jour en devenant infidèles à leur protecteur ; c'était se faire des ennemis de tous les princes allemands non favorisés, c'était blesser d'une nouvelle façon l'Autriche blessée déjà en tant de manières, et, ce qui est plus fâcheux, désobliger la Prusse elle-même ; c'était enfin s'immiscer plus qu'il ne convenait dans les affaires de l'Allemagne, et se préparer de grands jaloux et de petits ingrats. Napoléon n'aurait pas dû oublier qu'il avait fallu braquer ses canons sur les portes de Stuttgart pour les faire ouvrir, qu'il lui fallait, dans le moment même, se servir d'une femme étrangère pour obtenir un mariage à Baden, et arracher presque à l'électeur de Bavière sa fille, qu'on n'avait obtenue qu'en se présentant les clefs du Tyrol dans une main, l'épée de la France dans l'autre.

Napoléon dépassait donc la vraie mesure de la politique française en Allemagne, en se créant des alliés trop détachés du système allemand, et peu sûrs parce que leur position serait fautive. Mais la mesure est difficile à garder dans la victoire, et puis il était monarque nouveau, il était excellent chef de famille, il voulait des alliances et des mariages.

Telles furent les idées qui servirent de fondement aux instructions laissées à M. de Talleyrand pour la négociation entamée avec MM. de Giulay et Lichtenstein. Il y ajouta une condition au profit de l'armée, qui ne lui était pas moins chère que ses frères et nièces : il demanda 100 millions pour constituer des dotations, non-seulement aux chefs de tout grade, mais aux veuves et enfants de ceux qui étaient morts en combattant. Sans perdre de temps, il signa trois traités d'alliance avec Baden, le Wurtemberg, la Bavière. Il donna à la maison de Baden l'Ortenau et une partie du Brisgau, plusieurs villes au bord du lac de Constance, c'est-à-dire 115,000 habitants, ce qui représentait pour cette maison une augmentation de ses États d'environ un quart. Il donna à la maison de Wurtemberg le reste du Brisgau et de notables portions de la Souabe, c'est-à-dire 185,000 habitants, ce qui représentait pour celle-ci une augmentation de plus du quart, et portait sa principauté à près d'un million d'habitants. Il donna enfin à la Bavière le Vorarlberg, les évêchés d'Eichstædt et de Passau, attribués récemment à l'électeur de Salzbourg, toute la Souabe autrichienne, la ville et l'évêché d'Augsbourg, c'est-à-dire un million d'habitants, ce qui portait la Bavière de deux millions à trois, et ajoutait un tiers à ses possessions. La marche

des négociations avec l'Autriche ne permettait pas encore de parler du Tyrol.

On attribua, de plus, à ces princes tous les droits souverains sur la noblesse immédiate, et on les affranchit des sujétions féodales que l'empereur d'Allemagne prétendait sur certaines parties de leur territoire.

L'électeur de Baden ayant la modestie de refuser le titre de roi, comme trop supérieur à ses revenus, on lui laissa son titre d'électeur ; mais on conféra sur-le-champ le titre de roi aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg.

En retour de ces avantages, ces trois princes s'engagèrent à faire la guerre de moitié avec la France, toutes les fois qu'elle aurait à la soutenir pour son état actuel, et pour celui qui résulterait du traité qu'on allait conclure avec l'Autriche. La France, de son côté, s'engageait, lorsqu'il le faudrait, à prendre les armes pour maintenir à ces princes leur nouvelle situation.

Ces traités furent signés les 10, 12 et 20 décembre. M. le général Thiard en était nanti en partant pour négocier les mariages projetés.

On avait donc disposé d'avance, et sans être encore d'accord avec l'Autriche, d'une portion des États de cette puissance. Mais on n'avait pas grand souci des conséquences auxquelles on s'exposait.

Napoléon, après avoir veillé à ses blessés, après les avoir acheminés sur Vienne, ceux du moins qui pouvaient être transportés, après avoir dirigé sur la France les prisonniers et les canons enlevés à l'ennemi, quitta Brünn, laissant à M. de Talleyrand le soin de débattre avec MM. de Giulay et de Lichtenstein les conditions arrêtées. Il était impatient d'avoir à Vienne un long entretien avec M. d'Haugwitz, et de pénétrer tout entier le secret de la Prusse.

M. de Talleyrand entra immédiatement en pourparlers avec les deux négociateurs autrichiens. Ils se récrièrent fort quand ils connurent les prétentions du ministre français, et cependant on ne s'expliquait pas encore sur le Tyrol, on ne parlait que du désir d'éloigner l'Autriche de l'Italie et de la Suisse, afin de couper court à toutes les causes de rivalité et de guerre.

MM. de Lichtenstein et de Giulay firent connaître, de leur côté, les conditions auxquelles l'Autriche était prête à consentir. Elle voyait bien que c'en était fait pour elle des États vénitiens, des possessions qu'elle avait en Souabe, et des prétentions litigieuses entre l'Empire et les princes allemands. Elle consentait donc à céder

Venise et la terre ferme jusqu'à l'Isonzo ; mais elle voulait garder l'Istrie, l'Albanie, et gagner Raguse, comme débouchés nécessaires à la Hongrie. C'étaient d'ailleurs les derniers restes des acquisitions obtenues sous l'empereur actuel, et il y tenait par honneur.

Quant au Tyrol, elle était presque disposée à l'abandonner, mais en le transférant à l'électeur actuel de Salzbourg, l'archiduc Ferdinand, qu'on avait dédommagé en 1805 de la Toscane par l'évêché de Salzbourg et la prévôté de Berchtols-gaden. Elle voulait en échange Salzbourg et Berchtols-gaden, et il fallait de plus laisser le Vorarlberg, Lindau et les bords du lac de Constance à ce même archiduc, comme dépendances du Tyrol.

Par cet arrangement, l'Autriche aurait acquis Salzbourg, et gardé le Tyrol avec le Vorarlberg, dans la personne de l'un de ses archiducs.

Du reste, elle consentait à céder les possessions autrichiennes en Souabe, plus l'Ortenau, le Brisgau, les évêchés d'Eichstædt et de Passau. Mais elle demandait, pour les princes de sa maison qui perdaient ces possessions, un grand dédommagement, qui paraîtra singulièrement imaginé, et qui prouvera de quels sentiments étaient animés, les uns à l'égard des autres, les membres de la coalition européenne ; elle demandait le Hanovre.

Ainsi ce patrimoine du roi d'Angleterre qu'on avait blâmé Napoléon d'offrir à la Prusse, et celle-ci d'accepter de Napoléon, que la Russie venait elle-même de proposer à la Prusse pour la détacher de la France, l'Autriche à son tour le demandait pour un archiduc !

M. de Talleyrand, charmé de voir se produire de tels désirs, ne se récria point en les entendant exprimer, et promit d'en faire part à Napoléon.

Enfin, quant aux 100 millions de contribution, l'Autriche se déclarait dans l'impossibilité d'en payer 10, tant elle était épuisée. Elle offrait, en compensation d'une telle somme, de livrer l'immense matériel en armes et munitions de tout genre qui se trouvait dans les États vénitiens, et qu'elle aurait eu le droit d'enlever, si elle n'en avait pas stipulé l'abandon.

Après de vifs débats, qui ne durèrent que trois ou quatre jours, vu que de tous les côtés on était pressé d'en finir, il fut convenu que le prince de Liechtenstein se transporterait au château de l'empereur François, à Holitsch, pour se procurer de nouvelles instructions, celles dont il était porteur ne l'autorisant pas à souscrire les sacrifices exigés par Napoléon.

M. de Talleyrand devait rester à Brünn jusqu'à son retour. C'était une grande faute aux Autrichiens que de perdre du temps, car ce qui se passait à Vienne entre Napoléon et M. d'Haugwitz allait rendre leur situation encore plus mauvaise.

M. de Talleyrand, qui de Brünn correspondait tous les jours avec Vienne, avait fait savoir à Napoléon qu'il n'était pas près de s'entendre avec les négociateurs autrichiens. Ces résistances, qui méritaient une sérieuse attention si elles se combinaient avec les résistances de la Prusse, contraignaient Napoléon. Les archiducs s'approchaient de Presbourg suivis de 100,000 hommes. Les troupes prussiennes se réunissaient en Saxe et en Franconie ; les Anglo-Russes s'avançaient en Hanovre. Ces circonstances réunies n'effrayaient pas le vainqueur d'Austerlitz. Il était prêt, s'il le fallait, à battre les archiducs sous Presbourg, et à se rejeter ensuite sur la Prusse par la Bohême. Mais c'était recommencer avec l'Europe, coalisée cette fois tout entière, un jeu dangereux ; et il n'eût pas été sage de s'y exposer pour quelques lieues carrées de plus ou de moins. Quoique la position de Napoléon fût celle d'un vainqueur tout-puissant, elle ne le dispensait pas néanmoins de se conduire en politique habile. C'était la Prusse que son habileté devait avoir en vue, car, en profitant de la terreur que lui avaient inspirée les derniers événements de la guerre, il pouvait l'enlever à la coalition, la rattacher à la France, et ajouter à la victoire d'Austerlitz une victoire diplomatique non moins décisive. Aussi était-il très-impatient de voir et d'entretenir M. d'Haugwitz.

M. d'Haugwitz, venu pour imposer des conditions à Napoléon, sous la fausse apparence d'une médiation officieuse, le trouvait triomphant, et presque maître de l'Europe. Sans doute avec du caractère, de l'union, de la constance, il était possible encore de tenir tête à l'empereur des Français. Mais la Russie avait passé du délire de l'orgueil à l'abattement de la défaite ; l'Autriche terrassée était sous les pieds de son vainqueur ; la Prusse tremblait à la seule idée de la guerre. Et puis, tous les coalisés, se défiant les uns des autres, communiquaient peu entre eux. M. d'Haugwitz fréquentait sans cesse, et exclusivement, la légation française, poussait la flatterie jusqu'à porter tous les jours dans Vienne le grand cordon de la Légion d'honneur ¹, ne parlait qu'avec admira-

¹ C'est M. de Talleyrand qui raconte ce détail dans une de ses lettres à Napoléon.

tion d'Austerlitz, du génie de Napoléon, et ne pouvait se défendre d'une vive agitation en songeant à l'accueil qu'il allait recevoir.

Napoléon, arrivé le 15 décembre à Vienne, fit appeler le soir même M. d'Haugwitz à Schönbrunn, et lui donna audience dans le cabinet de Marie-Thérèse. Il ne savait pas encore tout ce qui avait eu lieu à Potsdam, cependant il en savait plus que lorsqu'il avait vu M. d'Haugwitz à Brünn, la veille d'Austerlitz. Il était informé de l'existence d'un traité signé le 5 novembre, par lequel la Prusse s'engageait éventuellement à faire partie de la coalition. Il était vif et s'emportait facilement, mais souvent il affectait la colère plus qu'il ne la ressentait. Cherchant cette fois à intimider son interlocuteur, il reprocha très-vivement à M. d'Haugwitz d'avoir, lui, ministre ami de la paix, lui qui avait placé sa gloire dans le système de la neutralité, qui avait même voulu convertir cette neutralité en un projet d'alliance avec la France, il lui reprocha d'avoir eu la faiblesse de se lier à Potsdam avec la Russie et l'Autriche, et d'avoir contracté avec ces puissances des engagements qui ne pouvaient le mener qu'à la guerre. Il se plaignit amèrement de la duplicité de son cabinet, des hésitations de son roi, de l'empire des femmes sur sa cour, et lui fit entendre que, débarrassé maintenant des ennemis qu'il avait naguère sur les bras, il était maître de faire de la Prusse ce qu'il voudrait. Puis avec véhémence, il lui demanda ce que désirait enfin le cabinet prussien, quel système il comptait suivre, et parut exiger sur toutes ces questions des explications complètes, catégoriques et immédiates.

M. d'Haugwitz, troublé d'abord, se remit bientôt, car il avait autant de sang-froid que d'esprit. A travers cette bruyante colère, il crut deviner que Napoléon, au fond, souhaitait un accommodement, et que, si on rompait bien vite les engagements pris avec la coalition, ce vainqueur, en apparence si courroucé, consentirait à s'apaiser.

M. d'Haugwitz donna donc des explications adroites, spécieuses, caressantes, sur les circonstances qui avaient dominé et entraîné la Prusse, livra, sans inconvenance, ceux qui avaient eu la faiblesse de se laisser maîtriser par de purs accidents, jusqu'à sortir du vrai système qui convenait à leur pays, et finit par insinuer assez clairement que, si Napoléon le voulait, tout serait réparé promptement, et même que l'alliance manquée tant de fois pourrait devenir le prix instantané d'une réconciliation immédiate.

Napoléon, jetant dans l'âme de M. d'Haugwitz un regard pénétrant, reconnut que les Prussiens ne demandaient pas mieux que de faire volte-face et de revenir à lui. A tous les coups qu'il avait déjà portés à l'Europe, il fut charmé d'ajouter une profonde malice, et il imagina d'offrir sur-le-champ à M. d'Haugwitz le projet que Duroc avait été chargé de présenter à Berlin, c'est-à-dire l'alliance formelle de la Prusse avec la France, à la condition tant de fois renouvelée du Hanovre. C'était assurément entreprendre beaucoup sur l'honneur du cabinet prussien, car Napoléon lui proposait, on peut dire à prix d'argent, l'abandon des liens récemment contractés sur le tombeau du grand Frédéric; il lui proposait, après avoir fait à Potsdam défection à la France au profit de l'Europe, de faire à Vienne défection à l'Europe au profit de la France. Napoléon n'hésita pas, et, en énonçant cette proposition, il tint les yeux longtemps fixés sur le visage de M. d'Haugwitz.

Le ministre prussien ne se montra ni indigné, ni surpris. Il parut enchanté au contraire de rapporter de Vienne, au lieu d'une déclaration de guerre, le Hanovre, avec l'alliance de la France, qui était son système de prédilection. Il faut faire remarquer, pour l'excuse de M. d'Haugwitz, que, parti de Berlin dans un moment où l'on se flattait que Napoléon n'arriverait pas jusqu'à Vienne, il avait vu, même dans cette supposition, le duc de Brunswick, le maréchal Mollendorf, inquiets des conséquences d'une guerre contre la France, et insistant pour qu'on ne se déclarât pas avant la fin de décembre. Or Napoléon avait conquis Vienne, écrasé tous les coalisés à Austerlitz, et on n'était qu'au 15 décembre. M. d'Haugwitz pouvait craindre que Napoléon, vainqueur, ne se jetât brusquement sur la Bohême, et ne tombât comme la foudre à Berlin. Il fut donc heureux de faire aboutir à une conquête une situation qui menaçait d'aboutir à un désastre. Quant à la fidélité envers les coalisés, il les traitait comme ils se traitaient entre eux. Il faut s'en prendre, au surplus, de la conduite qu'il tint à Vienne, moins à lui qu'à ceux qui, en son absence, avaient engagé la Prusse dans un défilé sans issue. Il accepta, séance tenante, l'offre de Napoléon.

Celui-ci, satisfait de voir son idée accueillie, dit à M. d'Haugwitz : « Eh bien, c'est chose décidée, vous aurez le Hanovre. Vous m'abandonnez en retour quelques parcelles de territoire dont j'ai besoin, et vous signerez avec la France

un traité d'alliance offensive et défensive. Mais, arrivé à Berlin, vous imposerez silence aux coteries, vous les traiterez avec le mépris qu'elles méritent, vous ferez dominer la politique du ministère sur celle de la cour. » Les allusions de Napoléon s'adressaient à la reine, au prince Louis et à l'entourage. Il enjoignit ensuite à Duroc de s'aboucher avec M. d'Haugwitz, et de rédiger immédiatement le projet de traité.

Cet arrangement était à peine conclu, que Napoléon, enchanté de son ouvrage, écrivit à M. de Talleyrand, pour lui enjoindre de ne rien terminer à Brünn, de traîner la négociation en longueur quelques jours encore, car il était assuré d'en finir avec la Prusse, qu'il venait de conquérir au prix du Hanovre, et il n'avait plus à s'inquiéter désormais ni des menaces des Anglo-Russes contre la Hollande, ni des mouvements des archiducs du côté de la Hongrie. Il ajouta qu'il voulait maintenant le Tyrol péremptoirement, la contribution de guerre plus résolument que jamais, et que, du reste, il fallait quitter Brünn pour se transporter à Vienne. La négociation était trop loin de lui à Brünn, il la désirait plus rapprochée, à Presbourg, par exemple.

C'était le 15 décembre que Napoléon avait vu M. d'Haugwitz. Le traité fut rédigé le 14, et signé le 15 à Schœnbrunn. Voici quelles en furent les principales conditions.

La France, considérant le Hanovre comme sa propre conquête, le cédait à la Prusse. La Prusse en retour cédait à la Bavière le marquisat d'Anspach, cette même province qu'il était si difficile de ne pas traverser quand on avait la guerre avec l'Autriche. Elle cédait de plus à la France la principauté de Neuchâtel, le duché de Clèves contenant la place de Wesel. Les deux puissances se garantissaient toutes leurs possessions, ce qui signifiait que la Prusse garantissait à la France ses limites présentes, avec les nouvelles acquisitions faites en Italie, et les nouveaux arrangements conclus en Allemagne, et que la France garantissait à la Prusse son état actuel, avec les additions de 1805, et la nouvelle addition du Hanovre.

C'était un vrai traité d'alliance offensive et défensive, qui de plus en portait le titre formel, titre repoussé dans tous les traités antérieurs.

Napoléon avait exigé Neuchâtel, Clèves, et surtout Anspach, qu'il allait échanger avec la Bavière contre le duché de Berg, afin d'avoir des dotations à distribuer entre ses meilleurs serviteurs. C'étaient pour la Prusse de bien faibles

sacrifices, et pour lui de précieux moyens de récompense, car, dans ses vastes desseins, il ne voulait être grand qu'en rendant tout grand autour de lui, ses ministres, ses généraux, comme ses parents. Cette négociation était un coup de maître; elle couvrait de confusion les coalisés, elle mettait l'Autriche à la discrétion de Napoléon, et par-dessus tout, elle assurait à celui-ci la seule alliance désirable et possible, l'alliance de la Prusse. Mais elle contenait un engagement grave, celui d'arracher le Hanovre à l'Angleterre, engagement qui pouvait être un jour fort onéreux, car on devait craindre qu'il n'empêchât la paix maritime, si dans un temps plus ou moins prochain les circonstances la rendaient possible.

Napoléon écrivit aussitôt après à M. de Talleyrand que le traité avec la Prusse était signé, et qu'il fallait quitter Brünn, si les Autrichiens n'acceptaient pas les conditions qu'il entendait leur imposer.

M. de Talleyrand, qui aurait voulu que la paix fût déjà conclue, qui répugnait surtout à maltraiter l'Autriche, éprouva la contrariété la plus vive. Quant aux négociateurs autrichiens, ils furent atterrés. Ils rapportaient d'Holitsch de nouvelles concessions, mais pas aussi étendues que celles qui leur étaient demandées. Ils surent que la Prusse, pour avoir le Hanovre, les exposait à perdre le Tyrol, et malgré le danger de différer encore, et de voir Napoléon élever peut-être de nouvelles exigences, danger que M. de Talleyrand s'attachait à leur faire sentir, ils furent obligés d'en référer à leur souverain.

On se sépara donc à Brünn, en se donnant rendez-vous à Presbourg. Le séjour de Brünn était devenu malsain par les exhalaisons qui s'échappaient d'une terre chargée de cadavres et d'une ville remplie d'hôpitaux.

M. de Talleyrand retourna à Vienne, et trouva Napoléon disposé à recommencer la guerre, si on ne cédait pas. Il avait en effet ordonné au général Songis de réparer le matériel de l'artillerie, et de l'augmenter aux dépens de l'arsenal de Vienne. Il avait même adressé une réprimande sévère au ministre de la police Fouché, pour avoir laissé annoncer trop tôt la paix comme certaine.

Une circonstance toute récente avait contribué à l'animer davantage. Il venait d'être informé des événements qui se passaient à Naples. Cette cour insensée, après avoir stipulé (par le conseil de la Russie, il est vrai) un traité de neutralité, avait tout à coup levé le masque et pris les ar-

mes. En apprenant la bataille de Trafalgar et les engagements contractés par la Prusse, la reine Caroline avait cru Napoléon perdu, et s'était décidée à appeler les Russes. Le 19 novembre, une division navale avait déposé sur le rivage de Naples 10,000 à 12,000 Russes et 6,000 Anglais. La cour de Naples s'était engagée à joindre 40,000 Napolitains à l'armée anglo-russe. Le projet consistait à soulever l'Italie sur les derrières des Français, pendant que Masséna se trouvait au pied des Alpes Juliennes, et Napoléon presque aux frontières de l'ancienne Pologne. Cette cour d'émigrés avait cédé à la faiblesse ordinaire aux émigrés, qui est de croire toujours ce qu'ils désirent, et de se conduire en conséquence.

Napoléon, quand il connut cette scandaleuse violation de la foi jurée, fut à la fois irrité et satisfait. Son parti était pris, la reine de Naples devait payer de son royaume la conduite qu'elle venait de tenir, et laisser vacante une couronne qui serait très-bien placée dans la famille Bonaparte. Personne en Europe ne pourrait taxer d'injustice l'acte souverain qui frapperait cette branche de la maison de Bourbon, et quant à ses protecteurs naturels, la Russie et l'Autriche, on n'avait plus guère à compter avec eux.

Cependant, à Brünn, les négociateurs autrichiens avaient essayé de faire insérer dans le traité de paix quelque article qui couvrit la cour de Naples, dont ils avaient le secret, encore ignoré de Napoléon. Mais celui-ci, une fois informé, donna l'ordre formel à M. de Talleyrand de ne rien écouter à ce sujet. « Je serais trop lâche, dit-il, si je supportais les outrages de cette misérable cour de Naples. Vous savez avec quelle générosité je me suis conduit envers elle ; mais c'en est fait maintenant, la reine Caroline cessera de régner en Italie. Quoi qu'il arrive, vous n'en parlerez pas au traité. C'est ma volonté absolue. »

Les négociateurs attendaient M. de Talleyrand à Presbourg. Il s'y était rendu. On négociait aux avant-postes des deux armées. Les archiducs s'étaient rapprochés de Presbourg ; ils étaient à deux marches de Vienne. Napoléon y avait réuni la plus grande partie de ses troupes. Il y avait amené Masséna par la route de Styrie. Près de deux cent mille Français se trouvaient concentrés autour de la capitale de l'Autriche. Napoléon, extrêmement animé, était décidé à reprendre les hostilités. Mais s'y préter eût été une trop grande folie de la part de la cour de

Vienne, surtout après la défection de la Prusse, et dans l'état d'abattement du cabinet russe. Quelque grands que fussent les sacrifices exigés, le cabinet autrichien, tout en feignant d'abord d'en repousser l'idée, était résigné à les subir.

Il fut donc convenu que l'Autriche abandonnerait l'État de Venise, avec les provinces de terre ferme, telles que le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie. Ainsi Trieste et les bouches du Cattaro passaient à la France. Ces territoires devaient être réunis au royaume d'Italie. La séparation des couronnes de France et d'Italie était de nouveau stipulée, mais avec un vague d'expression qui laissait la faculté de différer cette séparation jusqu'à la paix générale, ou jusqu'à la mort de Napoléon.

La Bavière obtenait le Tyrol, objet de ses éternels désirs, le Tyrol allemand aussi bien que le Tyrol italien. L'Autriche, en retour, recevait les principautés de Salzbourg et de Berchtoldsgaden, données en 1803 à l'archiduc Ferdinand, ancien grand-duc de Toscane ; et la Bavière dédommageait l'archiduc en lui cédant la principauté ecclésiastique de Wurtzbourg, qu'elle avait également reçue en 1803 par suite des sécularisations.

Le territoire de l'Autriche était ainsi mieux tracé, mais elle perdait avec le Tyrol toute influence sur la Suisse et l'Italie, et l'archiduc Ferdinand, transporté au milieu de la Franconie, cessait d'être sous son influence immédiate. L'État qu'on accordait à ce prince n'était plus comme auparavant une pure annexe de la monarchie autrichienne.

A cette indemnité, trouvée dans le pays de Salzbourg, on ajoutait pour l'Autriche la sécularisation des biens de l'ordre Teutonique, et leur conversion en propriété héréditaire, sur la tête de celui des archiducs qu'elle désignerait. L'importance de ces biens consistait en une population de 120,000 habitants, et en un revenu de 150,000 florins.

Le titre électoral de l'archiduc Ferdinand, avec sa voix au collège des électeurs, était maintenu, et transféré de la principauté de Salzbourg sur la principauté de Wurtzbourg.

L'Autriche reconnaissait la royauté des électeurs de Wurtemberg et de Bavière, consentait à ce que les prérogatives des souverains de Baden, de Wurtemberg et de Bavière, sur la noblesse immédiate de leurs États, fussent les mêmes que ceux de l'empereur sur la noblesse immédiate des siens. C'était la suppression de

cette noblesse dans les trois États en question, car, les pouvoirs de l'empereur sur cette noblesse étant complets, ceux des trois princes le devenaient au même degré.

Enfin la chancellerie impériale renonçait à tous droits d'origine féodale sur les trois États favorisés par la France.

Toutefois l'approbation de la Diète était formellement réservée. La France opérait de la sorte une révolution sociale dans une notable partie de l'Allemagne, car elle y centralisait le pouvoir au profit du souverain territorial, et y faisait cesser toute dépendance féodale extérieure. Elle continuait également le système des sécularisations, car avec l'ordre Teutonique disparaissait l'une des deux dernières principautés ecclésiastiques subsistantes, et il ne restait plus que celle du prince archichancelier, électeur ecclésiastique de Ratisbonne. Conformément à ce qui s'était passé antérieurement, cette sécularisation s'opérait encore au profit de l'une des principales cours de l'Allemagne.

L'Autriche, définitivement exclue de l'Italie, dépouillée en perdant le Tyrol des positions dominantes qu'elle avait dans les Alpes, rejetée derrière l'Inn, privée de tout poste avancé en Souabe, et des liens féodaux qui lui assujétissaient les États de l'Allemagne méridionale, avait essuyé à la fois d'immenses dommages matériels et politiques. Elle perdait, comme nous l'avons annoncé plus haut, 4 millions de sujets sur 24, 13 millions de florins de revenu sur 105.

Le traité était bien conçu pour le repos de l'Italie et de l'Allemagne. Il n'y avait qu'une objection à lui adresser, c'est que le vaincu trop maltraité ne pouvait pas se soumettre sincèrement. C'était à Napoléon, par une grande sagesse, par des alliances bien ménagées, à laisser l'Autriche sans espoir et sans moyen de se soulever contre les décisions de la victoire.

Au moment de signer un pareil traité, la main des plénipotentiaires hésitait. Ils se défendaient sur deux points, la contribution de guerre de 100 millions, et Naples. Napoléon avait réduit à 50 millions la contribution exigée, en raison des sommes qu'il avait déjà touchées directement dans les caisses de l'Autriche. Quant à Naples, il n'en voulait pas entendre parler.

On imagina, pour le vaincre, une démarche toute de courtoisie, c'était de lui envoyer l'archiduc Charles, prince dont il honorait le caractère et les talents, et qu'il n'avait jamais rencontré. On lui demanda de le recevoir à Vienne; il

y consentit avec beaucoup d'empressement, mais bien résolu à ne rien céder. On s'était persuadé que ce prince, l'un des premiers généraux de l'Europe, exposant à Napoléon les ressources que conservait la monarchie autrichienne, lui exprimant les sentiments de l'armée prête à s'immoler pour repousser un traité humiliant, joignant à ces nobles protestations d'adroites instances, toucherait peut-être Napoléon. Aussi, M. de Talleyrand insistant auprès des négociateurs pour les engager à en finir, ils répondirent qu'on les accuserait d'avoir livré leur pays, s'ils donnaient leur signature avant l'entrevue que Napoléon devait avoir avec l'archiduc.

Toutefois, M. de Talleyrand ayant pris sur lui d'abandonner 10 millions encore sur la contribution de guerre, ils signèrent, le 26 décembre, le traité de Presbourg, l'un des plus glorieux que Napoléon ait jamais conclus, et le mieux conçu certainement, car si la France obtint depuis de plus grands territoires, ce fut au prix d'arrangements moins acceptables de l'Europe, et dès lors moins durables. Les négociateurs autrichiens se bornèrent à recommander, par une lettre signée en commun, la maison régnante de Naples à la générosité du vainqueur. L'archiduc vit Napoléon le 27, dans l'une des résidences de l'empereur, en fut reçu avec des égards dus à son rang et à sa gloire, s'entretint avec lui d'art militaire, ce qui était naturel entre deux capitaines de ce mérite, et se retira ensuite, sans avoir dit un mot des affaires des deux Empires.

Napoléon disposa tout pour quitter l'Autriche sur-le-champ. Il fit évacuer par le Danube les deux mille pièces de canon et les cent mille fusils pris dans l'arsenal de Vienne; il dirigea cent cinquante pièces de canon sur Palma-Nova, pour armer cette importante place, qui commandait les États vénitiens de terre ferme. Il régla la retraite de ses soldats de manière qu'elle s'exécutât à petites journées, car il ne voulait pas qu'ils retournassent comme ils étaient venus, au pas de course. Les dispositions nécessaires furent ordonnées sur la route pour qu'ils vécussent dans l'abondance. Il fit distribuer deux millions de gratification aux officiers de tout grade, afin que chacun pût jouir immédiatement des fruits de la victoire. Berthier fut chargé de veiller à la rentrée de l'armée sur le territoire de France. Elle devait être sortie de Vienne dans l'espace de cinq jours, et avoir repassé l'Inn dans l'espace de vingt. Il fut stipulé que la place de Braunau resterait dans les mains des Français jusqu'à com-

plet paiement de la contribution de 40 millions.

Cela fait, Napoléon partit pour Munich, où il fut reçu avec transport. Les Bava-rois, qui devaient un jour le trahir dans sa défaite, et réduire l'armée française à leur passer sur le corps à Hanau, couvraient de leurs applaudissements, poursuivaient de leur ardente curiosité, le conquérant qui les avait sauvés de l'invasion, constitués en royaume, enrichis des dépouilles de l'Autriche vaincue ! Napoléon, après avoir assisté au mariage d'Eugène de Beauharnais avec la princesse Auguste, après avoir joui du bonheur d'un fils qu'il aimait, de l'admiration des peuples avides de le voir, des flatteries d'une ennemie, l'électrice de Bavière, partit pour Paris, où l'attendait l'enthousiasme de la France.

Une campagne de trois mois, au lieu d'une guerre de plusieurs années, comme on le craignait d'abord, le continent désarmé, l'Empire français porté aux limites qu'il n'aurait jamais dû franchir, une gloire éblouissante ajoutée à nos armes, le crédit public et privé miraculeusement rétabli, de nouvelles perspectives de repos et de

prospérité ouvertes à la nation, sous un gouvernement puissant et respecté du monde, voilà ce dont on voulait le remercier par mille cris de *vive l'Empereur !* Il entendit ces cris à Strasbourg même, en passant le Rhin, et ils l'accompagnèrent jusqu'à Paris, où il entra le 26 janvier 1806. C'était le retour de Marengo. Austerlitz était, en effet, pour l'Empire, ce que Marengo avait été pour le Consulat. Marengo avait raffermi le pouvoir consulaire dans les mains de Napoléon ; Austerlitz assurait la couronne impériale sur sa tête. Marengo avait fait passer en un jour la France d'une situation menacée à une situation tranquille et grande ; Austerlitz, en abattant en un jour une formidable coalition, ne produisait pas un moindre résultat. Pour les esprits réfléchis et calmes, s'il en restait quelques-uns en présence de tels événements, il n'y avait qu'un sujet de crainte, c'était l'inconstance connue de la fortune, et, ce qui est plus redoutable encore, la faiblesse de l'esprit humain, qui quelquefois supporte le malheur sans faillir, rarement la prospérité sans commettre de grandes fautes.



LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Retour de Napoléon à Paris. — Joie publique. — Distribution des drapeaux pris sur l'ennemi. — Décret du Sénat ordonnant l'érection d'un monument triomphal. — Napoléon consacre ses premiers soins aux finances. — La compagnie des *Négociants réunis* est reconnue débitrice envers le Trésor d'une somme de 144 millions. — Napoléon, mécontent de M. de Marbois, le remplace par M. Mollien. — Rétablissement du crédit. — Trésor formé avec les contributions levées en pays conquis. — Ordres relatifs au retour de l'armée, à l'occupation de la Dalmatie, à la conquête de Naples. — Suite des affaires de Prusse. — La ratification du traité de Schönbrunn donnée avec des réserves. — Nouvelle mission de M. d'Haugwitz auprès de Napoléon. — Le traité de Schönbrunn est refait à Paris, mais avec des obligations de plus, et des avantages de moins pour la Prusse. — M. de Lucchesini est envoyé à Berlin pour expliquer ces nouveaux changements. — Le traité de Schönbrunn, devenu traité de Paris, est enfin ratifié, et M. d'Haugwitz retourne en Prusse. — Ascendant dominant de la France. — Entrée de Joseph Bonaparte à Naples. — Occupation de Venise. — Retards apportés à la remise de la Dalmatie. — L'armée française est arrêtée sur l'Inn, en attendant la remise de la Dalmatie, et répartie entre les provinces allemandes les plus capables de la nourrir. — Souffrance des pays occupés. — Situation de la cour de Prusse après le retour de M. d'Haugwitz à Berlin. — Envoi du duc de Brunswick à Saint-Petersbourg, pour expliquer la conduite du cabinet prussien. — Etat de la cour de Russie. — Dispositions d'Alexandre depuis Austerlitz. — Accueil fait au duc de Brunswick. — Inutiles efforts de la Prusse pour faire approuver par la Russie et par l'Angleterre l'occupation du Hanovre. — L'Angleterre déclare la guerre à la Prusse. — Mort de M. Pitt, et avènement de M. Fox au ministère. — Espérances de paix. — Relations établies entre M. Fox et M. de Talleyrand. — Envoi de lord Yarmouth à Paris, en qualité de négociateur confidentiel. — Bases d'une paix maritime. — Les agents de l'Autriche, au lieu de livrer les bouches du Cattaro aux Français, les livrent aux Russes. — Menaces de Napoléon à la cour de Vienne. — La Russie envoie M. d'Oubril à Paris, avec mission de prévenir un mouvement de l'armée française contre l'Autriche, et de proposer la paix. — Lord Yarmouth et M. d'Oubril négocient conjointement à Paris. — Possibilité d'une paix générale. — Calcul de Napoléon tendant à traîner la négociation en longueur. — Système de l'Empire français. — Royautés vassales, grands-duchés et duchés. — Joseph roi de Naples, Louis roi de Hollande. — Dissolution de l'empire germanique. — Confédération du Rhin. — Mouvements de l'armée française. — Administration intérieure. — Travaux publics. — La colonne de la place Vendôme, le Louvre, la rue Impériale, l'arc de l'Étoile. — Routes et canaux. — Conseil d'État. — Création de l'Université. — Budget de 1806. — Rétablissement de l'impôt du sel. — Nouveau système de trésorerie. — Réorganisation de la Banque de France. — Continuation des négociations avec la Russie et l'Angleterre. — Traité de paix avec la Russie, signé le 20 juillet par M. d'Oubril. — La signature de ce traité décide lord Yarmouth à produire ses pouvoirs. — Lord Lauderdale est adjoint à lord Yarmouth. — Difficultés de la négociation avec l'Angleterre. — Quelques indiscretions commises par les négociateurs anglais, au sujet de la restitution du Hanovre, font naître à Berlin de vives inquiétudes. — Faux rapports qui exaltent l'esprit de la cour de Prusse. — Nouvel entrainement des esprits à Berlin, et résolution d'armer. — Surprise et méfiance de Napoléon. — La Russie refuse de ratifier le traité signé par M. d'Oubril, et propose de nouvelles conditions. — Napoléon ne veut pas les admettre. — Tendance générale à la guerre. — Le roi de Prusse demande l'éloignement de l'armée française. — Napoléon répond par la demande d'éloigner l'armée prussienne. — Silence prolongé de part et d'autre. — Les deux souverains partent pour l'armée. — La guerre est déclarée entre la Prusse et la France.

Tandis que Napoléon s'arrêtait quelques jours à Munich, pour y célébrer le mariage d'Eugène de Beauharnais avec la princesse Auguste de Bavière; tandis qu'il s'arrêtait un jour à Stuttgart, un autre jour à Carlsruhe, pour y recevoir les félicitations de ses nouveaux alliés et

et conclure des alliances de famille, le peuple de Paris l'attendait avec la plus vive impatience, afin de lui témoigner sa joie et son admiration. La France, profondément satisfaite de la marche des affaires publiques, quoique n'y prenant plus aucune part, semblait retrouver la vivacité des

premiers jours de la révolution, pour applaudir les merveilleux exploits de ses armées et de son chef. Napoléon, qui au génie des grandes choses joignait l'art de les faire valoir, s'était fait précéder par les drapeaux pris sur l'ennemi. Il en avait ordonné une distribution très-habilement calculée. Il les avait répartis entre le Sénat, le Tribunal, la ville de Paris, et la vieille église de Notre-Dame, témoin de son couronnement. Il en donnait huit au Tribunal, huit à la ville de Paris, cinquante-quatre au Sénat, cinquante à l'église Notre-Dame. Pendant la dernière campagne il n'avait cessé d'informer le Sénat de tous les événements de la guerre, et, la paix signée, il s'était hâté de lui communiquer par un message le traité de Presbourg. Il payait ainsi par de continuelles attentions la confiance de ce grand corps, et, en agissant de la sorte, il était conséquent avec sa politique, car il maintenait dans un haut rang ces vieux auteurs de la révolution, que la génération nouvelle écartait volontiers quand les élections lui en fournissaient le moyen. C'était son aristocratie à lui, et il espérait la fondre peu à peu avec l'ancienne.

Ces drapeaux traversèrent Paris le 1^{er} janvier 1806, et furent portés triomphalement dans les rues de la capitale, pour être placés sous les voûtes des édifices qui devaient les contenir. Une foule immense était accourue afin d'assister à ce spectacle.

Le sage et impassible Cambacérès dit lui-même, dans ses graves mémoires, que la joie du peuple tenait de l'ivresse. Et de quoi serait-on joyeux, en effet, si on ne l'était de pareilles choses? Quatre cent mille Russes, Suédois, Anglais, Autrichiens, marchant de tous les points de l'horizon contre la France, deux cent mille Prussiens promettant de se joindre à eux; et tout à coup cent cinquante mille Français, partant des bords de l'Océan, traversant en deux mois une partie du continent européen, prenant sans combattre la première armée qu'on leur oppose, battant les autres à coups redoublés, entrant dans la capitale étonnée du vieil empire germanique, dépassant Vienne, et allant aux frontières de la Pologne rompre en une grande bataille le lien de la coalition; renvoyant dans leurs plaines glacées les Russes vaincus, et enchaînant à leurs frontières les Prussiens déconcertés; les angoisses d'une guerre qu'on avait pu croire longue, terminées en trois mois; la paix du continent subitement rétablie, la paix des mers justement espérée; toutes les perspectives

de prospérité rendues à la France charmée et placée à la tête des nations! à quoi serait-on sensible, nous le répétons, si on ne l'était à de telles merveilles? Et comme alors personne ne prévoyait la fin trop prochaine de ces grandeurs, et que, dans le génie fécond qui les produisait, on ne savait pas discerner encore le génie trop ardent qui devait les compromettre, on jouissait du bonheur public, sans aucun mélange de presentiments sinistres.

Les hommes qui tiennent particulièrement à la prospérité matérielle des États, les commerçants, les financiers, n'étaient pas moins émus que le reste de la nation. Le haut commerce qui, dans la victoire, applaudit au retour prochain de la paix, le haut commerce était ravi de voir terminer en un jour la double crise du crédit public et du crédit privé, et de pouvoir espérer de nouveau ce calme profond dont le Consulat avait fait jouir la France pendant cinq années. Le Sénat, après avoir reçu les drapeaux qui lui étaient destinés, ordonna par un décret qu'un monument triomphal serait élevé à Napoléon le Grand. Conformément au vœu du Tribunal, ce monument dut être une colonne surmontée de la statue de Napoléon. Le jour de sa naissance fut rangé au nombre des fêtes nationales, et il fut décidé en outre qu'un vaste édifice serait construit sur l'une des places de la capitale, pour recevoir, avec une suite de sculptures et de peintures consacrées à la gloire des armées françaises, l'épée que Napoléon portait à la bataille d'Austerlitz.

Les drapeaux destinés à Notre-Dame furent remis au clergé de la métropole par les autorités municipales. « Ces drapeaux, dit le vénérable archevêque de Paris, suspendus à la voûte de notre basilique, attesteront à nos derniers neveux les efforts de l'Europe armée contre nous, les hauts faits de nos soldats, la protection du ciel sur la France, les succès prodigieux de notre invincible Empereur, et l'hommage qu'il fait à Dieu de ses victoires. »

C'est au milieu de cette satisfaction universelle et profonde que Napoléon entra dans Paris, accompagné de l'Impératrice. Les chefs de la Banque, voulant que sa présence fût le signal de la prospérité publique, avaient attendu la veille de son retour pour reprendre les paiements en argent. Depuis les derniers événements, la confiance renaissante avait fait abonder le numéraire dans les caisses. Il ne restait aucune trace des perplexités passagères du mois de décembre.

Chez Napoléon la joie du succès n'interrompait jamais le travail. Cette âme infatigable savait à la fois travailler et jouir. Arrivé le 26 janvier au soir, il était, le 27 au matin, tout occupé des soins du gouvernement. L'archichancelier Cambacérés fut le premier personnage de l'Empire qu'il entretint dans cette journée. Après quelques instants donnés au plaisir de recevoir ses félicitations, et de voir sa prudence confondue par les prodiges de la dernière guerre, il lui parla de la crise financière, si promptement et si heureusement terminée. Il croyait avec raison à l'exactitude, à l'équité des rapports de l'archichancelier Cambacérés, il voulait donc l'entendre avant tout autre. Il était très-irrité contre M. de Marbois, dont la gravité lui avait toujours imposé, et qu'il avait cru incapable d'une légèreté en affaires. Il était fort loin de suspecter la haute probité de ce ministre, mais il ne pouvait lui pardonner d'avoir livré toutes les ressources du Trésor à d'aventureux spéculateurs, et il était résolu à déployer une grande sévérité. L'archichancelier réussit à le calmer, et à lui démontrer qu'au lieu d'exercer des rigueurs, il valait mieux traiter avec les *Négociants réunis*, et obtenir l'abandon de toutes leurs valeurs, afin de liquider avec la moindre perte possible cette étrange affaire.

Napoléon convoqua sur-le-champ un conseil aux Tuileries, et voulut qu'on lui présentât un rapport détaillé sur les opérations de la compagnie, qui étaient encore obscures pour lui. Il y appela tous les ministres, et de plus M. Mollien, directeur de la caisse d'amortissement, dont il approuvait la gestion, et auquel il supposait beaucoup plus qu'à M. de Marbois la dextérité nécessaire à un grand maniement de fonds. Il manda d'autorité aux Tuileries MM. Desprez, Vanlerberghe et Ouvrard, et le commis qu'on accusait d'avoir trompé le ministre du Trésor.

Tous les assistants étaient intimidés par la présence de l'Empereur, qui ne cachait pas son ressentiment. M. de Marbois entreprit la lecture d'un long rapport qu'il avait préparé sur le sujet en discussion. A peine en avait-il lu une partie, que Napoléon, l'interrompant, lui dit : « Je vois ce dont il s'agit. C'est avec les fonds du Trésor, et avec ceux de la Banque, que la compagnie des *Négociants réunis* a voulu suffire aux affaires de la France et de l'Espagne. Et, comme l'Espagne

n'avait rien à donner que des promesses de piastres, c'est avec l'argent de la France qu'on a pourvu aux besoins des deux pays. L'Espagne me devait un subside, et c'est moi qui lui en ai fourni un. Maintenant il faut que MM. Desprez, Vanlerberghe et Ouvrard m'abandonnent tout ce qu'ils possèdent, que l'Espagne me paye à moi ce qu'elle leur doit à eux, ou je mettrai ces messieurs à Vincennes, et j'enverrai une armée à Madrid. »

Napoléon se montra froid et sévère envers M. de Marbois. « J'estime votre caractère, lui dit-il, mais vous avez été dupe de gens contre lesquels je vous avais averti d'être en garde. Vous leur avez livré toutes les valeurs du portefeuille, dont vous auriez dû mieux surveiller l'emploi. Je me vois à regret forcé de vous retirer l'administration du Trésor, car après ce qui s'est passé je ne puis vous la laisser plus longtemps. » Napoléon fit introduire alors les membres de la compagnie qu'on avait mandés aux Tuileries. MM. Vanlerberghe et Desprez, quoique les moins répréhensibles, fondaient en larmes. M. Ouvrard, qui avait compromis la compagnie par des spéculations aventureuses, était parfaitement calme. Il s'efforça de persuader à Napoléon qu'il fallait lui permettre de liquider lui-même les opérations si compliquées dans lesquelles il avait engagé ses associés, et qu'il tirerait du Mexique, par la voie de la Hollande et de l'Angleterre, des sommes considérables, et bien supérieures à celles que la France avait avancées.

Il est probable, en effet, qu'il se serait mieux acquitté que personne de cette liquidation, mais Napoléon était trop irrité, et trop pressé de se trouver hors des mains des spéculateurs, pour se fier à ses promesses. Il plaça M. Ouvrard et ses associés entre une poursuite criminelle, ou l'abandon immédiat de tout ce qu'ils possédaient en approvisionnement, en valeurs de portefeuille, en immeubles, en gages sur l'Espagne. Ils se résignèrent à ce cruel sacrifice.

Ce devait être pour eux une liquidation ruineuse, mais ils s'y étaient exposés en abusant des ressources du Trésor. Le plus à plaindre des trois était M. Vanlerberghe, qui, sans se mêler aux spéculations de ses associés, s'était borné à faire, activement et honnêtement, dans toute l'Europe, le commerce des grains pour le service des armées françaises¹.

¹ J'emprunte ce récit aux sources les plus authentiques : aux mémoires du prince Cambacérés d'abord, puis aux mémoires intéressants et instructifs de M. le comte Mollien, qui ne sont point encore publiés, et enfin aux Archives du Trésor. J'ai

tenu et lu moi-même, avec une grande attention, les pièces du procès, et surtout un long et intéressant rapport que le ministre du Trésor rédigea pour l'Empereur. Je n'avance donc rien ici que sur preuves officielles et incontestables.

Après avoir congédié le conseil, Napoléon retint M. Mollien, et, sans attendre de sa part ni une observation, ni un consentement, il lui dit : « Vous prêterez serment aujourd'hui comme ministre du Trésor. » M. Mollien, intimidé, quoique flatté par une telle confiance, hésitait à répondre. « Est-ce que vous n'auriez pas envie d'être ministre ? » ajouta Napoléon ; et le jour même il exigea son serment.

Il fallait sortir des embarras de toute sorte créés par la compagnie des *Négociants réunis*. M. de Marbois avait déjà retiré des mains de cette compagnie le service du Trésor, et l'avait remis pour quelques jours à M. Desprez, lequel l'avait continué dès ce moment pour le compte de l'État. Il venait enfin de le confier aux receveurs généraux, à des conditions modérées, mais temporaires. On n'était pas fixé encore sur le parti définitif à prendre à ce sujet ; il n'y avait d'arrêté que la résolution de ne plus charger des spéculateurs, quelque sages, quelque probes qu'ils fussent, d'un service aussi vaste et aussi important que la négociation générale des valeurs du Trésor.

Ce service, comme on l'a vu, consistait à escompter les obligations des *receveurs généraux*, les *bons à vue*, les *traites de douanes* et de *coupes de bois*, valeurs qui étaient toutes à terme, et à douze, quinze, dix-huit mois d'échéance. Jusqu'à la création de la compagnie des *Négociants réunis*, on s'était borné à faire des escomptes partiels et déterminés de ces valeurs, pour des sommes de 20 ou 30 millions à la fois. En échange des effets eux-mêmes, on recevait immédiatement les fonds provenant de l'escompte. C'est peu à peu, sous l'empire croissant du besoin qui supplée bientôt à la confiance, qu'on avait successivement abandonné ce service tout entier à une seule compagnie, livré en quelque sorte à sa discrétion le portefeuille du Trésor, et poussé l'entraînement jusqu'à mettre les caisses des comptables à sa disposition. Si on s'était borné à lui transmettre des sommes déterminées de papier, pour des sommes équivalentes de numéraire, en la laissant toucher seulement à leur échéance la valeur des effets escomptés, la confusion ne se serait pas opérée entre ses affaires et celles de l'État. Mais on avait abandonné aux *Négociants réunis* jusqu'à 470 millions à la fois d'obligations des *receveurs généraux*, de *bons à vue*, de *traites de douanes*, qu'ils avaient fait escompter, soit par la Banque, soit par des banquiers français et étrangers. En même temps,

pour plus de commodité, on les avait autorisés à prendre directement dans les caisses des *receveurs généraux* tous les fonds qui rentraient, sauf règlement ultérieur ; de sorte que la Banque, comme on l'a vu, lorsqu'elle s'était présentée avec les effets qu'elle avait escomptés, et qui étaient échus, n'avait trouvé dans les caisses que des quittances de M. Desprez, attestant qu'il avait déjà touché lui-même. On ne s'en était pas tenu à ces étranges facilités. Quand M. Desprez, agissant pour les *Négociants réunis*, escomptait les effets du Trésor, il en fournissait la valeur non en écus, mais en un papier qu'on lui avait permis d'introduire, et qu'on appelait *bons de M. Desprez*. De manière que la compagnie avait pu remplir de ces bons les caisses de l'État et de la Banque, et créer un papier de circulation, à l'aide duquel elle avait fait face quelque temps à ses spéculations, tant avec la France qu'avec l'Espagne.

Le vrai tort de M. de Marbois avait été de se prêter à cette confusion d'affaires, après laquelle il n'avait plus été possible de distinguer l'avoir de l'État de celui de la compagnie. Joignez à cette complaisance abusive l'infidélité d'un commis, qui possédait seul le secret du portefeuille, et qui avait trompé M. de Marbois, en lui exagérant sans cesse le besoin qu'on avait des *Négociants réunis*, et on aura l'explication de cette incroyable aventure financière. Ce commis avait reçu pour cela un million, que Napoléon fit verser à la masse commune des valeurs livrées par la compagnie. La terreur inspirée par Napoléon était si grande, qu'on s'empressait de tout avouer et de tout restituer.

Cependant, pour être juste envers chacun, il faut dire que Napoléon avait eu lui-même sa part de torts dans cette circonstance, en s'obstinant à laisser M. de Marbois sous le poids de charges énormes, et en différant trop longtemps la création de moyens extraordinaires. Il avait fallu en effet que M. de Marbois pourvût à un premier arriéré, résultant des budgets antérieurs, et à l'insolvabilité de l'Espagne, qui, n'acquittant pas son subside, était la cause d'un nouveau déficit d'une cinquantaine de millions. C'est sous le poids de ces diverses charges que ce ministre intègre, mais trop peu avisé, était devenu l'esclave d'hommes aventureux, qui lui rendaient quelques services, qui auraient même pu lui en rendre de très-grands, si leurs calculs avaient été faits avec plus de précision. Leurs spéculations reposaient, effectivement, sur un fondement réel ; c'étaient

les piastres du Mexique, qui existaient bien réellement dans les caisses des capitaines généraux de l'Espagne. Mais ces piastres ne pouvaient pas aussi facilement venir en Europe que l'avait espéré M. Ouvrard, et c'est ce qui avait amené les embarras du Trésor et la ruine de la compagnie.

Ce qui prouve la confusion à laquelle on était arrivé, c'est la difficulté même dans laquelle on se trouva pour fixer l'étendue du débit de la compagnie envers le Trésor. On le supposait d'abord de 75 millions. Un nouvel examen le fit monter à 84. Enfin M. Mollien, voulant à son entrée en charge constater d'une manière rigoureuse la situation des finances, découvrit que la compagnie était parvenue à s'emparer d'une somme de 141 millions, dont elle restait débitrice envers l'État.

Voici comment se composait cette énorme somme de 141 millions. Les *Négociants réunis* avaient puisé directement, dans les caisses des receveurs généraux, jusqu'à 55 millions à la fois; et, par suite de diverses restitutions, leur dette envers ces comptables était réduite, au jour de la catastrophe, à 25 millions. On avait en caisse pour 75 millions de *bons de M. Desprez*, espèce de monnaie que M. Desprez donnait en place d'écus, et qui avait eu cours tant que son crédit, soutenu par la Banque, était resté entier, mais qui n'était plus désormais qu'un papier sans valeur. La compagnie devait encore 14 millions pour *traites du caissier central*. (Nous avons parlé ailleurs de ces effets imaginés pour faciliter les mouvements de fonds entre Paris et les provinces.) Ces 14 millions, pris au portefeuille, n'avaient été suivis d'aucun versement, ni en bons de M. Desprez, ni en autres valeurs. M. Desprez, pour sa gestion personnelle, pendant les quelques jours de son service particulier, restait débiteur de 17 millions. Enfin, parmi les effets de commerce que la compagnie avait fournis au Trésor, pour divers paiements à exécuter au loin, il se trouvait 15 ou 14 millions de mauvais papier. Ces cinq différentes sommes, de 25 millions pris directement chez les comptables, de 75 millions en *bons Desprez* ne valant plus rien, de 14 millions en *traites du caissier central*, dont l'équivalent n'avait pas été fourni, de 17 millions du débit personnel à M. Desprez, enfin de 14 millions de lettres de change protestées, composaient les 141 millions du débit total de la compagnie.

Toutefois l'État ne devait pas perdre cette somme importante, parce que les opérations de la compagnie, ainsi que nous venons de le dire,

avaient eu un fondement réel, le commerce des piastres, et que la précision seule avait manqué à ses calculs. Elle avait fait des fournitures aux armées françaises de terre et de mer, pour une somme de 40 millions. La maison Hope avait acheté pour une dizaine de millions de ces fameuses piastres du Mexique, et en dirigeait dans le moment la valeur sur Paris. La compagnie possédait en outre des immeubles, des laines espagnoles, des grains, quelques bonnes créances, le tout montant à une trentaine de millions. Ces diverses valeurs composaient un actif de 80 millions. Restait donc à trouver 60 millions pour équivaloir au débit. L'équivalent de cette somme existait réellement dans le portefeuille de la compagnie en créances sur l'Espagne.

Napoléon, après s'être fait livrer tout ce que possédaient les *Négociants réunis*, exigea qu'on mit le Trésor français au lieu et place de la compagnie, à l'égard de l'Espagne. Il chargea M. Mollien de traiter avec un agent particulier du prince de la Paix, M. Isquierdo, lequel était à Paris depuis quelque temps, et remplissait les fonctions d'ambassadeur beaucoup plus que MM. d'Azara et de Gravina, qui n'en avaient eu que le titre. La cour de Madrid n'avait pas de refus à opposer au vainqueur d'Austerlitz; d'ailleurs elle était bien véritablement débitrice de la compagnie, et par suite de la France elle-même. On entra donc en négociations avec elle, pour assurer le remboursement de ces 60 millions, qui représentaient non-seulement le subsidie qu'elle n'avait pas acquitté, mais les vivres qui avaient été fournis à ses armées, les grains qui avaient été envoyés à son peuple.

Le Trésor devait par conséquent être remboursé en entier, grâce aux 40 millions de fournitures antérieures, aux 10 millions qui arrivaient de Hollande, aux approvisionnements existant en magasins, aux immeubles saisis, et aux engagements que l'Espagne allait prendre, et dont la maison Hope offrait d'escompter une partie. Il restait néanmoins à remplir tout de suite un double vide, provenant de l'ancien arriéré des budgets, que nous avons évalué à 80 ou 90 millions, et des ressources que la compagnie avait absorbées pour son usage. Mais tout était devenu facile depuis les victoires de Napoléon, et depuis la paix qui en avait été le fruit. Les capitalistes, qui avaient ruiné la compagnie en exigeant $4\frac{1}{2}$ pour 100 par mois (c'est-à-dire 18 pour 100 par an) pour escompter les valeurs du Trésor, s'offraient à les prendre à $\frac{3}{4}$ pour 100, et allaient

bientôt se les disputer à $\frac{1}{4}$, c'est-à-dire à 6 pour 100 par an. La Banque, qui avait retiré de la circulation une partie de ses billets, depuis qu'elle en avait fini avec M. Desprez, qui voyait d'ailleurs affluer dans ses caisses les métaux dont l'achat avait été ordonné dans toute l'Europe pendant la grande détresse, la Banque était en mesure d'escompter tout ce qu'on voudrait à un taux modéré, quoique suffisamment avantageux. Bien qu'on eût aliéné d'avance, pour l'usage de la compagnie, une certaine somme des effets du Trésor appartenant à 1806, la plus grande partie des effets correspondant à cet exercice restait intacte, et allait être escomptée aux meilleures conditions. Mais la victoire n'avait pas seulement procuré du crédit à Napoléon, elle lui avait procuré aussi des richesses matérielles. Il avait imposé à l'Autriche une contribution de 40 millions. En ajoutant à cette somme 50 millions qu'il avait perçus directement dans les caisses de cette puissance, on pouvait évaluer à 70 millions la somme que la guerre lui avait rapportée. Vingt millions avaient été dépensés sur les lieux pour l'entretien de l'armée, mais à la décharge du Trésor, avec lequel Napoléon se proposait de faire un règlement, dont nous exposerons bientôt l'esprit et les dispositions. Il restait donc 50 millions, qui arrivaient partie en or et en argent sur les charrois de l'artillerie, partie en bonnes lettres de change sur Francfort, Leipzig, Hambourg et Brême. La garnison de Hameln, devant rentrer en France, par suite de la cession du Hanovre à la Prusse, était chargée de transporter avec le matériel anglais pris en Hanovre le produit des lettres de change échues à Hambourg et Brême. La ville de Francfort avait été imposée à 4 millions, pour tenir lieu du contingent qu'elle aurait dû fournir, à l'exemple de Baden, du Wurtemberg, de la Bavière. On allait donc recevoir, outre des valeurs considérables, des quantités notables de métaux précieux, et sous le rapport du numéraire comme sous tous les autres, l'abondance devait succéder à la détresse momentanée, que les alarmes sincères du commerce et les alarmes affectées de l'agiotage avaient fait naître.

Napoléon, dont le génie organisateur ne voulait jamais laisser aux choses le caractère d'accident, et tendait sans cesse à les convertir en institutions durables, avait imaginé une noble et belle création, fondée sur les bénéfices très-légitimes de ses victoires. Il avait résolu de créer avec les contributions de guerre un trésor de l'armée, auquel il ne toucherait pour aucun motif au

monde, pas même pour son usage, car sa liste civile, administrée avec un ordre parfait, suffisait à toutes les dépenses d'une cour magnifique, et même à la formation d'un trésor particulier. C'est sur ce trésor de l'armée qu'il se proposait de prendre des dotations pour ses généraux, pour ses officiers, pour ses soldats, pour leurs veuves et leurs enfants. Il ne voulait pas jouir seul de ses victoires; il voulait que tous ceux qui servaient la France et ses vastes desseins acquiescent non-seulement de la gloire, mais du bien-être, et qu'étant parvenus, à force d'héroïsme, à n'avoir plus aucun souci d'eux-mêmes sur le champ de bataille, ils n'en eussent aucun pour leur famille. Trouvant dans son inépuisable fécondité d'esprit l'art de multiplier l'utilité des choses, Napoléon avait inventé une combinaison, qui rendait ce trésor tout aussi profitable aux finances qu'à l'armée elle-même. Ce dont on avait manqué jusqu'ici, c'était d'un prêteur, qui prêtât au gouvernement à de bonnes conditions. Le trésor de l'armée devait être ce prêteur, dont Napoléon réglerait lui-même les exigences envers l'État. L'armée allait avoir 50 millions en or et en argent, plus 20 millions que le budget lui devait pour solde arriérée, plus enfin une grande valeur en matériel de guerre conquis par elle. Les caissons de l'artillerie rapportaient de Vienne cent mille fusils, deux mille pièces de canon. Le tout, matériel de guerre et contributions, formait une somme d'environ 80 millions, dont l'armée était propriétaire, et qu'elle pouvait prêter à l'État. Napoléon voulut que tout ce qui était disponible fût livré à la caisse d'amortissement, laquelle ouvrirait un compte à part, et emploierait cette somme ou à escompter des *obligations de receveurs généraux*, des *bons à vue*, des *traites de douanes*, quand les capitalistes exigeraient plus de 6 pour cent, ou à recueillir des biens nationaux, quand ils seraient à vil prix, ou même à prendre des rentes s'il lui plaisait de faire un emprunt pour combler l'arriéré.

Cette combinaison devait donc avoir la double utilité de procurer à l'armée un intérêt avantageux de son argent, et au gouvernement tous les capitaux dont il aurait besoin, à un taux qui ne serait point usuraire.

Napoléon ordonna immédiatement diverses mesures importantes, au moyen des fonds qu'il avait à sa disposition. L'une consistait à réunir une douzaine de millions en numéraire à Strasbourg, pour le cas où les opérations militaires reprendraient leur cours, car si l'Autriche avait

signé la paix, la Russie n'avait pas commencé à la négocier, la Prusse n'avait pas encore envoyé la ratification du traité de Schönbrunn, et l'Angleterre ne cessait pas d'être très-active dans ses menées diplomatiques. Il prescrivit en outre de garder à la caisse d'amortissement quelques millions en réserve, et de laisser ignorer le nombre de ces millions, pour les faire agir tout à coup, lorsque les spéculateurs voudraient rançonner la place. Il pensait que le Trésor devait s'imposer cette sorte de dépense comme on s'impose celle d'un grenier d'abondance pour parer aux disettes, et que les intérêts perdus par cette espèce de thésauroisation seraient un sacrifice utile et nullement regrettable. Enfin les monnaies étrangères qui rentraient, ayant besoin d'être refondues, pour être converties en monnaies françaises, il les fit répartir entre les divers hôtels des monnaies, en proportion de la disette du numéraire dans chaque localité.

Ces premières dispositions commandées par le moment étant terminées, Napoléon voulut qu'on s'occupât sans délai d'une nouvelle organisation de la Trésorerie, d'une nouvelle constitution de la Banque de France, et confia ce double soin à M. Mollien, devenu ministre du Trésor. M. Gaudin, qui avait toujours conservé le portefeuille des finances, car on doit se souvenir qu'à cette époque le Trésor et les Finances formaient deux ministères distincts, M. Gaudin reçut l'ordre de présenter un plan pour liquider l'arriéré, pour niveler définitivement les recettes et les dépenses, dans la double hypothèse de la paix et de la guerre, fallût-il pour cela recourir à une nouvelle création d'impôt.

Après avoir veillé aux finances, Napoléon s'occupait de ramener l'armée en France, mais lentement, de manière qu'elle ne fit pas plus de quatre lieues par jour. Il avait ordonné que les blessés et les malades fussent retenus jusqu'au printemps sur les lieux où ils avaient reçu les premiers soins, et que des officiers demeurassent auprès d'eux afin de veiller à leur guérison, en puisant pour cet objet essentiel dans les caisses de l'armée. Il avait laissé Berthier à Munich, avec mission de s'occuper de tous ces détails, et de présider aux échanges de territoires, toujours si difficiles, entre les princes allemands. Berthier devait se concerter, relativement à ce dernier objet, avec M. Otto, notre représentant auprès de la cour de Bavière.

Napoléon songea ensuite à prendre des mesures contre le royaume de Naples. Masséna, emmenant avec lui 40,000 hommes tirés de la

Lombardie, reçut l'ordre de marcher par la Toscane et par la région la plus méridionale de l'État romain sur le royaume de Naples, sans entendre à aucune proposition de paix ou d'armistice. Napoléon, incertain de savoir si Joseph, qui avait refusé la vice-royauté d'Italie, accepterait la couronne des Deux-Siciles, lui donna seulement le titre de son lieutenant général. Joseph ne devait pas commander l'armée, c'était Masséna seul qui avait cette mission, car Napoléon, tout en sacrifiant aux exigences de famille les intérêts de la politique, ne leur sacrifiait pas aussi facilement les intérêts des opérations militaires. Mais Joseph, une fois introduit à Naples par Masséna, devait se saisir du gouvernement civil du pays, et y exercer tous les pouvoirs de la royauté.

Le général Molitor fut en même temps acheminé vers la Dalmatie. Il avait sur ses derrières le général Marmont pour l'appuyer. Celui-ci était chargé de recevoir de la main des Autrichiens Venise et l'État vénitien. Le prince Eugène avait ordre de se transporter à Venise, et d'y administrer les provinces conquises, sans les adjoindre encore au royaume d'Italie, quoique cette adjonction dût avoir lieu plus tard. Avant de la prononcer définitivement, Napoléon se proposait de conclure, avec les représentants du royaume d'Italie, divers arrangements qu'une réunion immédiate aurait contrariés.

Napoléon, voulant enfin exalter l'esprit de ses soldats, et communiquer cette exaltation à la France entière, ordonna que la grande armée fût réunie à Paris, pour y recevoir une fête magnifique, qui lui serait donnée par les autorités de la capitale. On ne pouvait pas mieux figurer l'idée de la nation fêtant l'armée, qu'en chargeant les citoyens de Paris de fêter les soldats d'Austerlitz.

Pendant qu'il s'occupait ainsi de l'administration de son vaste empire, et faisait succéder les soins de la paix aux soins de la guerre, Napoléon avait aussi les yeux fixés sur les suites des traités de Presbourg et de Schönbrunn. La Prusse notamment avait à ratifier un traité bien imprévu pour elle, puisque M. d'Haugwitz, qui venait à Vienne pour dicter des conditions, les avait au contraire subies, et, au lieu d'une contrainte imposée à Napoléon, avait rapporté un traité d'alliance offensive et défensive avec lui, tout cela compensé, il est vrai, par un riche présent, celui du Hanovre.

On se figurerait difficilement la surprise de

l'Europe, et les sentiments divers de contentement et de chagrin, d'avidité satisfaite et de confusion, qu'éprouva la Prusse en apprenant le traité de Schönbrunn. On avait souvent laissé entrevoir au public de Berlin que tantôt la France, tantôt la Russie, offraient au roi l'électorat de Hanovre, lequel, outre l'avantage d'arrondir le territoire si mal tracé de la Prusse, avait l'avantage de lui assurer la domination de l'Elbe et du Weser, ainsi qu'une influence décisive sur les villes hanséatiques de Brème et de Hambourg. Cette offre tant de fois annoncée était maintenant une acquisition réalisée, une certitude. C'était un grand sujet de satisfaction pour un pays qui est l'un des plus ambitieux de l'Europe. Mais en compensation de ce don, quelle confusion, il faut trancher le mot, quelle honte allait payer la conduite de la cour de Prusse ! Tout en cédant, contre son gré, aux instances de la coalition, elle avait pris l'engagement de s'unir à elle, si dans un mois Napoléon n'avait accepté la médiation prussienne et subi les conditions de paix qu'on prétendait lui imposer, ce qui équivalait à l'engagement de lui déclarer la guerre. Et, tout à coup, trouvant en Moravie Napoléon, non pas embarrassé, mais tout-puissant, elle avait tourné à lui, accepté son alliance, et reçu de sa main la plus belle des dépouilles de la coalition, le Hanovre, antique patrimoine des rois d'Angleterre !

Il faut le dire, il n'y a plus d'honneur dans le monde, si de telles choses ne sont punies d'une éclatante réprobation. Aussi la nation prussienne, on doit lui rendre cette justice, sentit ce qu'une pareille conduite avait de condamnable, et, malgré la beauté du présent que lui apportait M. d'Haugwitz, elle le reçut le chagrin dans l'âme, l'humiliation sur le front. Toutefois la honte se serait effacée de la mémoire des Prussiens, et n'aurait laissé place qu'au plaisir de la conquête, si d'autres sentiments n'étaient venus se mêler à celui du remords pour empoisonner la satisfaction qu'ils auraient dû éprouver. Quoique profondément jaloux des Autrichiens, les Prussiens, en les voyant si battus, se sentaient Allemands, et, comme les Allemands ne sont pas moins jaloux des Français que les Russes ou les Anglais, ils assistaient avec chagrin à nos triomphes extraordinaires. Leur patriotisme commençait donc à s'éveiller en faveur des Autrichiens, et ce sentiment, joint à celui du remords, inspirait à la nation un profond malaise. L'armée était de toutes les classes celle qui manifestait ces

dispositions le plus ouvertement. L'armée n'est pas, en Prusse, impassible comme en Autriche ; elle réfléchit les passions nationales avec une extrême vivacité ; elle représente la nation beaucoup plus que l'armée ne la représente dans les autres pays de l'Europe, la France exceptée ; et elle représentait alors une nation dont l'opinion était déjà très-indépendante de ses souverains. L'armée prussienne, qui éprouvait à un haut degré le sentiment de la jalousie allemande, qui avait espéré un instant que la carrière des combats s'ouvrirait devant elle, et qui la voyait fermée tout à coup par un acte difficile à justifier, blâmait le cabinet sans aucun ménagement. L'aristocratie allemande, qui voyait l'empire germanique ruiné par la paix de Presbourg, et la cause de la noblesse immédiate sacrifiée aux souverains de Bavière, de Wurtemberg et de Baden, l'aristocratie allemande, occupant tous les hauts grades militaires, contribuait beaucoup à exciter les mécontentements de l'armée, et reportait l'expression exagérée de ces mécontentements soit à Berlin, soit à Potsdam. Ces passions éclataient surtout autour de la reine, et avaient converti sa coterie en un lieu d'opposition bruyante. Le prince Louis, qui régnait dans cette coterie, se répandait plus que jamais en déclamations chevaleresques. Tout n'est pas fait pour l'alliance de deux pays, quand les intérêts sont d'accord ; il faut que les amours-propres le soient aussi, et cette dernière condition n'est pas la plus facile à réaliser. Les Prussiens étaient alors le seul peuple de l'Europe dont la politique aurait pu s'accorder avec la nôtre ; mais il eût fallu beaucoup de ménagements pour l'orgueil excessif de ces héritiers du grand Frédéric ; et malheureusement la conduite faible, ambiguë, quelquefois peu loyale de leur cabinet, n'attirait pas les égards qu'exigeait leur susceptibilité.

Napoléon, après six ans de relations infructueuses avec la Prusse, s'était habitué à n'avoir plus aucune considération pour elle. Il venait de le prouver en traversant l'une de ses provinces (autorisé, il est vrai, par les précédents) sans même l'en avertir. Il venait de le prouver davantage encore en se montrant si peu blessé de ses torts, qu'après la convention de Potsdam, lorsqu'il aurait eu droit de s'indigner, il lui donnait le Hanovre, la traitant comme bonne seulement à acheter. Elle était et devait être cruellement blessée de ce procédé.

La conscience humaine sent tous les reproches

qu'elle a mérités, surtout quand on les lui épargne. Les propos auxquels elle s'était exposée de la part de Napoléon, la Prusse croyait qu'il les avait tenus. On assurait à Berlin qu'il avait dit aux négociateurs autrichiens, lorsque ceux-ci se faisaient fort de l'appui de la Prusse : « La Prusse ! elle est au plus offrant ; je lui donnerai plus que vous, et je la rangerai de mon côté. » Il l'avait pensé, peut-être il l'avait dit à M. de Talleyrand, mais il affirmait ne l'avoir pas dit aux Autrichiens. Quoi qu'il en soit, partout à Berlin on répétait ce propos comme vrai. Le tort de la Prusse en tout cela, c'était de n'avoir pas mérité les égards qu'elle voulait obtenir ; celui de Napoléon, de ne pas les lui accorder sans qu'elle les eût mérités. On n'a des alliés, comme des amis, qu'à la condition de ménager leur orgueil autant que leur intérêt, à la condition en apercevant leurs torts, même en les sentant vivement, de ne pas s'en donner de pareils à leur égard.

M. d'Haugwitz, quoiqu'il arrivât les mains pleines, fut donc reçu avec des sentiments divers : avec colère par la cour, avec douleur par le roi, avec un mélange de contentement et de confusion par le public, et par personne avec une satisfaction complète. Quant à M. d'Haugwitz lui-même, il se présentait sans embarras devant tous ces juges. Il rapportait de Schœnbrunn ce qu'il avait invariablement conseillé : l'agrandissement de la Prusse fondé sur l'alliance de la France. Son unique tort, c'était d'avoir obéi pour un instant à l'empire des circonstances, ce qui l'exposait au fâcheux contraste d'être maintenant le signataire du traité de Schœnbrunn, après avoir été un mois auparavant le signataire du traité de Potsdam. Mais ces circonstances, c'était son malhabile successeur, son ingrat disciple, M. de Hardenberg, qui les avait fait naître, en compliquant tellement les relations de la Prusse en quelques mois de temps, qu'elle ne pouvait sortir de ces complications que par des contradictions choquantes. M. d'Haugwitz, d'ailleurs, s'il avait été entraîné un moment, l'avait été moins que personne ; et il venait, après tout, de sauver la Prusse de l'abîme où on avait failli la précipiter. Il ne faut pas oublier non plus qu'à Potsdam, tout séduit qu'on était par la présence d'Alexandre, on avait bien recommandé à M. d'Haugwitz de ne pas entraîner la Prusse dans la guerre avant la fin de décembre, et que le 2 décembre il avait trouvé victorieux, irrésistible, celui qu'on voulait dominer ou combat-

tre. Il avait été placé entre le danger d'une guerre funeste, ou une contradiction richement payée : que voulait-on qu'il fit ? Du reste, disait-il, rien n'était compromis. Se fondant sur ce que la situation avait d'extraordinaire, d'imprévu, il n'avait pris avec Napoléon que des engagements conditionnels, soumis plus expressément que de coutume à la ratification de sa cour. Les choses étaient donc entières. On pouvait, si on était aussi hardi qu'on s'en vantait, aussi sensible à l'honneur, aussi peu sensible à l'intérêt qu'on prétendait l'être, on pouvait ne pas ratifier le traité de Schœnbrunn. Il en avait prévenu Napoléon, auquel il avait annoncé que, traitant sans avoir d'instructions, il traitait sans s'engager. On pouvait opter entre le Hanovre, ou la guerre avec Napoléon. La position était encore ce qu'elle avait été à Schœnbrunn, sauf qu'il avait gagné le mois qu'on avait déclaré nécessaire à l'organisation de l'armée prussienne.

Tel était le langage de M. d'Haugwitz, exagéré en un seul point, c'est quand il soutenait qu'il avait été placé entre l'acceptation du Hanovre ou la guerre. Il aurait pu, en effet, réconcilier la Prusse avec Napoléon sans accepter le Hanovre. Il est vrai que Napoléon se serait défié de cette demi-réconciliation, et que de la défiance à la guerre il n'y avait pas loin. Les ennemis de M. d'Haugwitz lui adressaient un autre reproche. En se tenant à Vienne, lui disaient-ils, moins éloigné des négociateurs autrichiens, en faisant cause commune avec eux, il aurait pu résister davantage à Napoléon, et désertier moins ostensiblement les intérêts européens épousés à Potsdam, ou ne les désertier que de l'accord de tous. Mais cela supposait une négociation collective, et Napoléon en voulait si peu, que c'était une autre manière d'aboutir à la guerre que d'insister sur ce point. C'était donc la guerre, toujours la guerre, avec un adversaire effrayant, avant le terme fixé de la fin de décembre, contre le vœu bien connu du roi, et contre les intérêts bien positifs de la Prusse, que M. d'Haugwitz prétendait avoir eue en face à Schœnbrunn.

L'embarras de cette position était donc beaucoup plus grand pour les autres que pour lui-même, et d'ailleurs il avait un aplomb imperturbable, mêlé de calme et de grâce, qui aurait suffi à le soutenir en présence de ses adversaires, aurait-il eu les torts qu'il n'avait pas.

Aussi M. d'Haugwitz, sans être déconcerté par les cris qui retentissaient autour de lui, sans in-

sister même pour l'adoption du traité, comme aurait pu le faire un négociateur attaché à l'ouvrage dont il était l'auteur, ne cessa de répéter qu'on était libre, qu'on pouvait choisir, mais en sachant bien qu'on choisissait entre le Hanovre et la guerre. Il laissait à autrui l'embarras des contradictions de la politique prussienne, et ne gardait pour lui que l'honneur d'avoir remis son pays dans la voie de laquelle on n'aurait jamais dû le faire sortir. Heureux ce ministre s'il fût resté dans cette ligne, et s'il n'eût pas lui-même gâté plus tard cette situation par des inconséquences qui le perdirent et faillirent perdre son pays!

Les exaltés, sincères ou affectés, de Berlin, disaient que ce don du Hanovre était un don perfide, qui vaudrait à la Prusse une guerre éternelle avec l'Angleterre, et la ruine du commerce national; qu'on l'achetait d'ailleurs par l'abandon de belles provinces depuis longtemps attachées à la monarchie, telles que Clèves, Anspach et Neuchâtel. Ils prétendaient que la Prusse, qui, en cédant Anspach, Clèves et Neuchâtel, avait cédé une population de 500,000 habitants pour en avoir une de 900,000, avait conclu un mauvais marché. A les entendre, si on avait obtenu le Hanovre sans rien abandonner, sans perdre ni Neuchâtel, ni Anspach, ni Clèves, et même en acquérant quelque chose de plus, comme les villes hanséatiques, par exemple, alors il n'y aurait eu rien à regretter. La défection, ainsi payée, en aurait valu la peine; mais le Hanovre, ce n'était plus rien depuis qu'on l'avait! Et en tout cas, ajoutaient-ils, on déshonorait la Prusse, on la couvrait d'infamie aux yeux de l'Europe! On livrait la patrie commune, l'Allemagne, aux étrangers! Ces derniers reproches étaient plus spécieux; mais il y avait à répondre cependant qu'on avait fait pis dans le dernier partage de la Pologne, et presque aussi bien dans le partage récent des indemnités germaniques. Et cependant on n'avait pas alors crié au scandale!

Les gens modérés très-répandus dans la riche bourgeoisie de Berlin, sans répéter toutes ces déclamations, craignaient pour le commerce prussien les représailles de l'Angleterre, souffraient pour la considération de la Prusse, avaient un vrai chagrin du triomphe des armées françaises sur les armées allemandes, mais redoutaient par-dessus tout la guerre avec la France.

C'était là le fond des sentiments du roi, qui, avec le cœur d'un bon Allemand patriote et modéré, hésitait entre ces considérations contraires.

Il était dévoré de regrets en pensant à la faute qu'il avait commise à Potsdam, et qui le plaçait dans une nécessité d'inconséquence tout à fait déshonorante, seule objection qu'on pût opposer au beau présent de Napoléon. Et puis, bien qu'il ne manquât pas de bravoure personnelle, il craignait la guerre comme le plus grand des malheurs; il y voyait la ruine du trésor de Frédéric, follement dispersé par son père, soigneusement refait par lui, et déjà entamé par le dernier armement; il y voyait surtout, avec une sagacité que la crainte donne souvent, la ruine de la monarchie.

Frédéric-Guillaume suppliait le comte d'Haugwitz de l'éclairer de ses lumières, et le comte d'Haugwitz lui répétait sans cesse, ne sachant lui dire autre chose, que c'était à choisir entre le Hanovre ou la guerre. et que, dans son opinion, toute guerre contre Napoléon serait suivie d'un désastre; que les armées autrichiennes et russes valaient, quoi qu'on en dit, l'armée prussienne, et qu'on ne ferait pas mieux qu'elles, peut-être moins bien, car on était dans le moment beaucoup moins aguerri.

On assembla un conseil auquel on appela les principaux personnages de la monarchie, MM. d'Haugwitz, de Hardenberg, de Schulembourg, et les deux représentants les plus illustres de l'armée, le maréchal de Mollendorf et le duc de Brunswick. La discussion y fut fort agitée, quoique sans mélange de passions de cour, et sous le coup de l'éternel argument de M. d'Haugwitz, consistant à répéter qu'on pouvait refuser le Hanovre, mais en faisant la guerre, on se rendit, et on aboutit à un parti moyen, c'est-à-dire à ce qu'il y avait de plus mauvais. On décida l'acceptation du traité avec des modifications. M. d'Haugwitz résista vivement à cette résolution. Il dit qu'il avait profité des circonstances à Schönbrunn, et qu'il avait obtenu de Napoléon ce qu'il n'en obtiendrait pas une seconde fois; que celui-ci verrait dans les modifications apportées au traité un dernier succès du parti ennemi de la France; qu'il finirait par ne plus compter du tout sur l'alliance prussienne, qu'il se conduirait en conséquence, et que, se tenant pour dégagé par une ratification donnée avec des réserves, il placerait la Prusse entre des conditions pires ou la guerre.

M. d'Haugwitz ne fut pas écouté. On prétendit que les modifications apportées, bonnes ou mauvaises, sauvaient l'honneur de la Prusse, car elles prouvaient qu'on ne rédigeait pas les traités

sous la diétée de Napoléon. Cette raison de si peu de valeur fit illusion à des gens qui avaient besoin de se tromper eux-mêmes, et on adopta le traité en y apportant divers changements.

Le premier de ces changements indiquait bien la pensée de ceux qui les avaient proposés, et la nature de leur embarras. On supprimait du traité la qualification d'*offensive et défensive*, donnée à l'alliance contractée avec la France, afin de pouvoir se présenter à la Russie avec moins de confusion. On expliquait, par des commentaires, dans quels cas on se croirait obligé de faire cause commune avec la France. On demandait des éclaircissements sur les derniers arrangements projetés en Italie, et qui devaient être compris dans les garanties réciproques stipulées par le traité de Schœnbrunn, car on tenait à ne point approuver formellement ce qui allait se consommer à Naples, c'est-à-dire la déchéance des Bourbons, clients et protégés de la Russie.

Ces modifications signifiaient qu'en étant obligé d'entrer dans la politique de la France, on ne voulait pas y entrer franchement, qu'on ne voulait pas surtout y entrer jusqu'au point de ne pouvoir plus expliquer sa conduite à Saint-Petersbourg et à Vienne. L'intention était trop visible pour être favorablement interprétée à Paris. A ces modifications, on en ajouta quelques autres moins honorables encore. On ne les écrivit pas, il est vrai, dans le nouveau traité, mais on laissa le soin à M. d'Haugwitz de les proposer verbalement. On désirait, en gagnant le Hanovre, ne pas céder Anspach, qui était la seule concession un peu importante exigée par Napoléon, et qui formait le patrimoine franconien de la maison de Brandebourg. On désirait l'adjonction des villes hanséatiques, conquête précieuse par son importance commerciale, et en comblant ainsi l'avidité de la nation prussienne, on se flattait d'étouffer chez elle le cri de l'honneur, et de désarmer l'opinion publique.

Cela fait, on appela M. de Laforest, ministre de France, chargé à ce titre de l'échange des ratifications. Celui-ci connaissait trop son souverain pour se permettre de ratifier un traité auquel il avait été apporté de tels changements. Il commença par s'y refuser ; mais les instances auprès de lui devinrent si pressantes, M. d'Haugwitz lui représenta avec tant de force la nécessité d'enchaîner la cour de Berlin, pour la sauver de ses variations continuelles et pour l'arracher aux suggestions des ennemis de la France, que

ce ministre consentit à ratifier le traité modifié, *sub spe rati*, précaution d'usage en diplomatie quand on désire réserver la volonté de son souverain.

C'était donc à Paris qu'il fallait revenir pour faire approuver ces nouvelles tergiversations de la cour de Prusse. M. d'Haugwitz avait paru réussir auprès de Napoléon, et c'est lui qu'on crut devoir envoyer en France pour conjurer l'orage qu'on prévoyait. M. d'Haugwitz déclina longtemps une telle mission ; mais le roi lui adressa de si vives prières, qu'il dut se résigner à se rendre à Paris, et à braver une seconde fois le négociateur couronné et victorieux avec lequel il avait traité à Schœnbrunn. Il partit en se faisant précéder des paroles les plus douces et les plus obséquieuses, pour se ménager un accueil moins mauvais que celui qu'il pouvait craindre.

Napoléon, en apprenant ces dernières misères de la politique prussienne, y vit ce qu'il fallait y voir, de nouvelles faiblesses pour ses ennemis, de nouveaux efforts pour bien vivre avec eux, tout en se ménageant l'occasion de faire encore avec lui quelques profits. Il se sentit à l'égard de cette politique moins de considération qu'auparavant, et, ce qui fut un grand malheur pour la Prusse et pour la France, il désespéra tout à fait, dès cette époque, de l'alliance prussienne. Joignez à cela que, la réflexion venue, il en était au regret de ce qu'il avait accordé à Schœnbrunn. Le don du Hanovre, en effet, avait été concédé avec un peu trop de précipitation, non pas qu'il pût être mieux placé que dans les mains de la Prusse ; mais en disposer définitivement, c'était rendre plus acharnée la lutte avec l'Angleterre, c'était ajouter à des intérêts inconciliables sur mer, des intérêts inconciliables sur terre, car le vieux George III aurait sacrifié les plus riches colonies de l'Angleterre plutôt que son patrimoine germanique. Sans doute si on reconnaissait que l'Angleterre était à jamais implacable, et ne pouvait être ramenée que par la force, on avait raison alors de tout se permettre avec elle, et le Hanovre était très-bien employé, quand il l'était à cimenter une alliance puissante et sincère, propre à rendre impossibles les coalitions continentales. Mais aucune de ces suppositions ne paraissait actuellement vraie. On annonçait un grand découragement en Angleterre, la mort prochaine de M. Pitt, l'avènement probable de M. Fox, et un changement immédiat de système. Aussi, en apprenant les derniers actes de la Prusse, Napoléon fut-il disposé à tout replacer

sur l'ancien pied avec elle, c'est-à-dire à lui restituer Anspach, Clèves, Neuchâtel, et à lui retirer le Hanovre pour le garder en réserve. Au point où en étaient arrivées les choses, soit par la faute des hommes, soit par la faute des événements, ce qu'il y avait de mieux, effectivement, c'était d'en revenir aux bons rapports sans intimité, et de reprendre de part et d'autre ce qu'on s'était donné. Napoléon, en recouvrant le Hanovre, aurait eu dans les mains un moyen de traiter avec l'Angleterre, et de saisir l'occasion unique qui allait s'offrir de terminer une guerre funeste, cause permanente de la guerre universelle.

Ce fut sa première pensée, et plutôt au ciel qu'il l'eût suivie ! Il donna des instructions en ce sens à M. de Talleyrand. Il voulut qu'on le représentât à M. d'Haugwitz comme plus irrité qu'il n'était des libertés prises avec la France, qu'on se déclarât complètement dégagé, et qu'on restât libre, ou de reprendre le Hanovre pour en faire le gage de la paix avec l'Angleterre, ou de tout remettre à nouveau avec la Prusse, pour conclure avec elle un traité plus large et plus solide¹.

M. d'Haugwitz arriva le 4^{er} février à Paris. Il déploya, soit auprès de M. de Talleyrand, soit auprès de l'Empereur, tout l'art dont il était doué, et cet art était grand. Il fit valoir les embarras de son gouvernement, placé entre la France et l'Europe coalisée, penchant plus souvent vers la première, mais entraîné quelquefois vers la seconde par des passions de cour, qu'il

fallait comprendre et excuser. Il montra le gouvernement prussien obligé de revenir péniblement de la faute commise à Potsdam, ayant besoin pour cela d'être soutenu, encouragé par les égards du gouvernement français ; il se peignit si bien comme l'homme qui luttait seul à Berlin pour ramener la Prusse à la France, et comme ayant droit à ce titre d'être aidé par la bienveillance de Napoléon, que ce dernier céda, et consentit malheureusement à renouer le traité de Schönbrunn, mais à des conditions un peu plus onéreuses encore que celles que le roi Frédéric-Guillaume venait de refuser.

« Je ne veux pas vous contraindre, dit Napoléon à M. d'Haugwitz ; je vous offre toujours de remettre les choses sur l'ancien pied, c'est-à-dire de reprendre le Hanovre, en vous rendant Anspach, Clèves et Neuchâtel. Mais si nous traitons, si je vous cède de nouveau le Hanovre, je ne vous le céderai plus aux mêmes conditions, et j'exigerai en outre que vous me promettiez de devenir les fidèles alliés de la France. Si la Prusse est franchement, publiquement avec moi, je n'ai plus de coalition européenne à craindre, et, sans coalition européenne sur les bras, je viendrai bien à bout de l'Angleterre. Mais il ne me faut pas moins que cette certitude pour vous faire don du Hanovre, et pour avoir la conviction que j'agis sagement en vous le donnant. »

Napoléon avait raison, sauf en un point, c'était de faire payer le Hanovre à la Prusse par de

¹ Nous citons la lettre suivante, qui reproduit exactement la pensée de Napoléon dans cette circonstance :

A M. de Talleyrand.

Paris, 4 février 1806.

Le ministère en Angleterre a été entièrement changé après la mort de M. Pitt : M. Fox a le portefeuille des relations extérieures. Je désire que vous me présentiez ce soir une note rédigée sur cette idée :

« Le soussigné ministre des relations extérieures a reçu l'ordre exprès de S. M. l'Empereur de faire connaître à M. d'Haugwitz, à sa première entrevue, que Sa Majesté ne saurait regarder le traité conclu à Vienne comme existant, par défaut de ratification dans le temps prescrit ; que Sa Majesté ne reconnaît à aucune puissance, et moins à la Prusse qu'à toute autre, parce que l'expérience a prouvé qu'il faut parler clairement et sans détour, le droit de modifier et d'interpréter, selon son intérêt, les différents articles d'un traité ; que ce n'est pas échanger des ratifications que d'avoir deux textes différents d'un même traité, et que l'irrégularité paraît encore plus grande si l'on considère les trois ou quatre pages de mémoire ajoutées aux ratifications de la Prusse ; que M. de Laforest, ministre de Sa Majesté, chargé de l'échange des ratifications, serait coupable, si lui-même n'eût observé toute l'irrégularité du procédé de la cour de Prusse, mais qu'il n'avait accepté l'échange qu'avec la condition de l'approbation de l'Empereur.

« Le soussigné est donc chargé de déclarer que Sa Majesté ne l'approuve pas, par la considération de la sainteté due à l'exécution des traités.

« Mais en même temps le soussigné est chargé de déclarer que Sa Majesté désire toujours que les différends survenus dans ces dernières circonstances entre la France et la Prusse se terminent à l'amiable, et que l'ancienne amitié qui avait existé entre elles subsiste comme par le passé ; elle désire même que le traité d'alliance offensive et défensive, s'il est compatible avec les autres engagements de la Prusse, subsiste entre les deux pays et assure leurs liaisons. »

Cette note, que vous me présenterez ce soir, sera remise demain dans la conférence, et sous quelque prétexte que ce soit je ne vous laisse pas le maître de ne la pas remettre.

Vous comprenez vous-même que ceci a deux buts : de me laisser maître de faire ma paix avec l'Angleterre, si d'ici à quelques jours les nouvelles que je reçois se confirment, ou de conclure avec la Prusse un traité sur une base plus large.

Vous serez sévère et net dans la rédaction ; mais vous y ajouterez de vive voix toutes les modifications, tous les adoucissements, toutes les illusions qui feront croire à M. d'Haugwitz que c'est une suite de mon caractère, qui est piqué de cette forme, mais que dans le fond on est dans les mêmes sentiments pour la Prusse. Mon opinion est que dans les circonstances actuelles, si véritablement M. Fox est à la tête des affaires étrangères, nous ne pouvons céder le Hanovre à la Prusse que par suite d'un grand système tel qu'il puisse nous garantir de la crainte d'une continuation d'hostilités.

nouvelles compensations, de ne pas le lui livrer au contraire aux conditions les plus avantageuses, car il n'y a de bons alliés que ceux qui sont pleinement satisfaits. M. d'Haugwitz, qui était sincère dans son désir d'unir la France et la Prusse, promit à Napoléon tout ce qu'il voulut, et le promit avec toutes les apparences de la plus entière bonne foi. Il ajouta à ses promesses des insinuations fort adroites sur les procédés un peu légers de Napoléon envers la Prusse, sur la nécessité de ménager la dignité du roi, pour le roi d'abord, que sa timidité n'empêchait pas d'être au fond susceptible et irritable, mais aussi pour la nation et l'armée, qui s'identifiaient avec le monarque, et prenaient fort mal tout ce qui ressemblait à un manque d'égards pour lui. M. d'Haugwitz disait que la violation du territoire d'Anspach notamment avait produit, sous ce rapport, l'effet le plus regrettable, et mis la nation de moitié avec la cour dans les entraînements qui avaient amené le déplorable traité de Potsdam.

Ces réflexions étaient justes et frappantes. Mais si la Prusse avait besoin d'être ménagée, Napoléon avait besoin d'être content d'elle pour être porté à la ménager, et d'éprouver de l'estime pour en faire paraître. C'était là une double difficulté, que jusqu'ici on n'avait pas réussi à vaincre : y réussirait-on davantage après ce nouveau raccommodement ? C'était malheureusement fort douteux.

On rédigea un second traité plus explicite et plus étroit que le premier. Le Hanovre fut donné à la Prusse aussi formellement qu'à Schœnbrunn, mais à la condition de l'occuper immédiatement, et à titre de souveraineté. Une obligation nouvelle et grave était le prix de ce don : elle consistait à fermer aux Anglais le Weser et l'Elbe, et à fermer ces fleuves aussi étroitement que l'avaient fait les Français lorsqu'ils occupaient le Hanovre. En échange la Prusse accordait les mêmes cessions qu'à Schœnbrunn ; elle donnait la principauté franconienne d'Anspach, les restes du duché de Clèves situés à la droite du Rhin, et la principauté de Neuchâtel formant l'un des cantons de la Suisse. Un avantage promis au roi de Prusse dans le traité de Schœnbrunn était supprimé ici au profit du roi de Bavière. D'après le premier traité, la principauté franconienne de Bareuth, contiguë à celle d'Anspach, et conservée à la Prusse, devait être limitée d'une manière plus régulière, en prenant sur celle d'Anspach une enclave de vingt mille

habitants. Il n'était plus question de cette enclave. Enfin on étendait les obligations imposées à la Prusse. Celle-ci était contrainte de garantir non-seulement l'Empire français tel quel, avec les nouveaux arrangements conclus en Allemagne et en Italie, mais on exigeait encore qu'elle garantît explicitement les futurs résultats de la guerre commencée contre Naples, c'est-à-dire la déchéance de la maison des Bourbons, et l'établissement alors présumé d'une branche de la famille Bonaparte sur le trône des Deux-Siciles. C'était là certainement la plus désagréable des récentes conditions imposées à la Prusse, car elle rendait la situation du roi envers l'empereur Alexandre plus difficile que jamais, à cause du protectorat avoué de la Russie à l'égard des Bourbons de Naples.

Il n'est pas nécessaire de dire que les garanties étaient réciproques, et que la France promettait l'appui de ses armées à la Prusse, pour assurer à celle-ci toutes ses acquisitions passées et présentes, le Hanovre compris.

Ce second traité fut signé le 15 février.

Ainsi tout ce que la Prusse avait gagné à vouloir modifier le traité de Schœnbrunn, c'était d'être privée des additions de territoire qui devaient d'abord être ajoutées à Bareuth, d'être contrainte à un acte fort dangereux, la clôture de l'Elbe et du Weser, enfin d'être obligée d'avouer publiquement ce qui allait se consommer à Naples. L'unique résultat, en un mot, c'étaient des obligations de plus et des profits de moins.

M. d'Haugwitz n'avait pu faire mieux, à moins de replacer les choses dans leur premier état, ce qui aurait été préférable assurément, car on se serait épargné les engagements embarrassants d'une alliance replâtrée et peu sincère. Il est vrai qu'on se serait privé du prestige d'une conquête brillante, bien utile pour couvrir en ce moment toutes les misères de la politique prussienne. Quoi qu'il en soit, M. d'Haugwitz ne voulait pas porter lui-même à Berlin ce triste fruit des tergiversations de sa cour, et il résolut d'y envoyer M. de Lucchesini, ministre de Prusse à Paris. Il ne lui convenait pas de solliciter l'adoption d'un ouvrage gâté, et d'assumer sur lui seul la responsabilité de la résolution qu'il s'agissait de prendre. Il voulait laisser à son roi, à ses collègues, et à la famille royale, qui intervenait d'une manière si indiscrette dans les affaires de l'État, le soin de choisir entre le traité de Schœnbrunn fort empiré, ou la guerre ; car il était évident cette fois que Napoléon, poussé à bout par un nouveau rejet, s'il n'éclatait pas

immédiatement pour une alliance refusée, traiterait la Prusse de telle sorte, dans tous les arrangements européens, que la guerre deviendrait prochainement inévitable.

Il envoya donc à Berlin M. de Lucchesini, dont il était le supérieur, et occupa pour quelques jours sa place de ministre à Paris. Il le chargea de porter le traité à sa cour, de peindre à celle-ci l'état exact des choses en France, de lui représenter les dispositions vraies de Napoléon, qui était prêt à devenir, selon la manière dont on se conduirait, ou un allié puissant et sincère, quoique embarrassant par son esprit d'entreprise, ou un ennemi formidable, si on le réduisait à voir dans la Prusse une seconde Autriche. M. d'Haugwitz ne donna pas à M. de Lucchesini la mission de solliciter en son nom l'adoption du nouveau traité. Il ne souhaitait plus rien, car il en était déjà au dégoût d'une tâche devenue trop ingrate, et à la fatigue d'une responsabilité trop contrariée.

Il demeura donc à Paris, parfaitement traité par Napoléon, étudiant avec curiosité cet homme extraordinaire, et se persuadant tous les jours davantage de la justesse de sa propre politique, et des intérêts présents et futurs que la Prusse et la France compromettaient également, en ne sachant pas s'entendre.

Tout allait, du reste, en Europe au gré des desirs de l'heureux vainqueur d'Austerlitz. L'armée qu'il avait envoyée à Naples, sous le commandement apparent de Joseph Napoléon, et sous le commandement réel de Masséna, marchait droit au but. La reine de Naples, s'efforçant encore une fois de conjurer l'orage amassé par ses fautes, implorait toutes les cours, et dépêchait successivement le cardinal Ruffo, le prince héritier de la couronne, au-devant de Joseph, pour essayer d'un traité, quelles qu'en fussent les conditions. Joseph, lié par les ordres impératifs de son frère, refusait le cardinal Ruffo, accueillait avec égard les instances du prince Ferdinand, mais ne s'arrêtait pas un instant dans sa marche sur Naples. L'armée française, forte de 40,000 hommes, passa le Garigliano le 8 février, et s'avança formée en trois corps. L'un, celui de droite, sous le général Reynier, vint faire le blocus de Gaëte; l'autre, celui du centre, sous le maréchal Masséna, marcha sur Capoue; le troisième, celui de gauche, sous le général Saint-Cyr, se dirigea par la Pouille et les Abruzzes vers le golfe de Tarente. A cette nouvelle les Anglais s'embarquèrent avec une telle précipi-

tion, qu'ils faillirent mettre en péril leurs alliés, les Russes. Les premiers s'enfuirent en Sicile, les seconds à Corfou. La cour de Naples se réfugia à Palerme, après avoir entièrement vidé les caisses publiques, même celle de la Banque. Le prince royal, avec ce qui restait de meilleur dans l'armée napolitaine, s'enfonça dans les Calabres. Deux seigneurs napolitains furent envoyés à Capoue, pour traiter de la reddition de la capitale. Une convention fut signée, et Joseph, escorté du corps de Masséna, se présenta devant Naples. Il y entra le 15 février, sans que l'ordre fût troublé, la population des lazzaroni n'ayant opposé aucune résistance.

La place de Gaëte, quoique comprise dans la convention de Capoue, ne fut point rendue par le prince de Hesse-Philippstadt, qui en était le commandant. Il déclara qu'il s'y défendrait jusqu'à la dernière extrémité. La force de cette place, espèce de Gibraltar, tenant seulement par un isthme au continent d'Italie, permettait en effet une longue résistance. Le général Reynier enleva les positions extérieures avec une grande hardiesse, et s'occupa du soin de resserrer l'ennemi dans la place, en attendant qu'on lui fournit le matériel nécessaire pour entreprendre un siège en règle.

Joseph, maître de Naples, n'était qu'au début des difficultés qu'il avait à vaincre. Quoiqu'il ne prit encore que la qualité de lieutenant de Napoléon, il n'en était pas moins à tous les yeux le roi désigné du nouveau royaume. Il n'y avait pas un ducat dans les caisses; toutes les munitions militaires avaient été emportées, les principaux fonctionnaires étaient partis. Il fallait créer à la fois des finances et une administration. Joseph avait du sens, de la douceur, mais aucune portion de cette activité prodigieuse dont son frère Napoléon était doué, et qui aurait été nécessaire ici pour fonder un gouvernement.

Il se mit néanmoins à l'œuvre. Les grands du royaume, plus éclairés que le reste de la nation, comme il arrive en tout pays peu civilisé, avaient été mal traités par la reine, qui leur reprochait d'être enclins aux opinions libérales, et qui les faisait vivre dans la crainte des lazzaroni, ignorants et fanatiques, qu'elle menaçait sans cesse de déchaîner contre eux: conduite ordinaire à la royauté qui s'appuie partout sur le peuple contre les grands, lorsque la résistance se montre chez ces derniers. Les grands firent donc un bon accueil à ce gouvernement nouveau, duquel ils espéraient une administration sagement réfor-

matrice, et décidée à protéger également toutes les classes. Joseph, les voyant animés de sentiments favorables, s'attacha davantage à les attirer à lui, et contint les lazzaroni par la crainte d'exécutions sévères. Au surplus, le nom de Maséna faisait trembler les perturbateurs. Un coup de vent avait rejeté sur Naples une frégate et une corvette napolitaines, avec plusieurs bâtimens de transport. On recouvra ainsi quelques munitions, et des valeurs assez importantes. On arma les forts, on leva des contributions, et un Corse fort habile, M. Salicetti, envoyé par Napoléon à Naples, fut mis à la tête de la police. Joseph demanda des secours d'argent à son frère pour l'aider à passer ces premiers moments.

Eugène, vice-roi de la haute Italie, avait reçu des mains de l'Autriche les États vénitiens. Il était entré dans Venise à la grande satisfaction des habitants de cette antique reine des mers, qui trouvaient dans leur adjonction à un royaume italien, constitué sur de sages principes, un certain dédommagement de leur indépendance perdue. Le corps du général Marmont, descendu des Alpes Styriennes en Italie, s'était porté sur l'Isonzo, et formait une réserve prête à pénétrer en Dalmatie, si cette adjonction de forces devenait nécessaire. Le général Molitor avec sa division avait rapidement marché vers la Dalmatie, pour s'emparer d'une contrée à laquelle Napoléon attachait beaucoup de prix, parce qu'elle était voisine de l'empire ture. Ce général était entré dans la ville de Zara, capitale de la Dalmatie. Mais il lui restait à parcourir un assez grand espace de côtes, avant d'arriver aux célèbres bouches du Cattaro, la plus méridionale et la plus importante des positions de l'Adriatique, et il se hâtait, afin de contenir par la terreur de son approche les Monténégrins, depuis longtemps stipendiés par la Russie.

Du reste, la cour de Vienne, soupirant après la retraite de l'armée française, était disposée à exécuter fidèlement le traité de Presbourg. Cette cour, épuisée par la dernière guerre, qui était la troisième depuis la révolution française, terrifiée des coups qu'elle avait reçus à Ulm et à Austerlitz, ne renonçait sans doute pas à l'espoir de se relever un jour, mais pour le présent elle était résolue à mettre un peu d'ordre dans ses finances, et à laisser passer bien des années avant de tenter encore une fois la fortune des armes. L'archiduc Charles, redevenu ministre de la guerre, était chargé de chercher un nouveau système d'organisation militaire, qui proeu-

rât, sans une trop grande réduction de forces, les économies qu'on ne pouvait plus différer. On se pressait donc d'exécuter en tout point le dernier traité de paix, de verser, ou en espèces ou en lettres de change, la contribution de 40 millions, de seconder le transport des canons, des fusils pris à Vienne, pour que la retraite successive des troupes françaises s'accomplît promptement. Cette retraite devait se terminer le 1^{er} mars par l'évacuation de Braunau.

Napoléon, qui avait laissé Berthier à Munich, pour y veiller au retour de l'armée, retour qu'il voulait rendre lent et commode, avait prescrit à ce fidèle exécuteur de ses volontés de s'arrêter à Braunau, et de ne restituer cette place qu'après qu'il aurait reçu la nouvelle positive de la remise des bouches du Cattaro. Il avait établi le maréchal Ney, avec son corps, dans le pays de Salzbourg, pour y vivre le plus longtemps possible aux dépens d'une province destinée à devenir autrichienne. Il avait établi le corps du maréchal Soult sur l'Inn, à cheval sur l'archiduché d'Autriche et la Bavière, et vivant sur tous les deux. Les corps des maréchaux Davoust, Lannes, Bernadotte, pesant trop sur la Bavière, dont on commençait à lasser les habitants, venaient d'être acheminés vers les pays nouvellement cédés aux princes allemands nos alliés; et comme il n'y avait pas de terme fixé pour la remise de ces pays, dépendante encore d'arrangements litigieux, on avait un prétexte fondé pour y séjourner quelque temps. Le corps de Bernadotte fut donc transporté dans la province d'Anspach, cédée par la Prusse à la Bavière. Il avait là de l'espace pour s'étendre et pour subsister. Le corps du maréchal Davoust fut transporté dans l'évêché d'Aichstedt et dans la principauté d'Oettingen. La cavalerie fut répartie entre ces différents corps. Ceux qui n'étaient pas assez au large pour trouver à se nourrir avaient la permission de s'étendre chez les petits princes de la Souabe, dont le traité de Presbourg rendait l'existence problématique, en exigeant de nouveaux changements à la constitution germanique. Les troupes de Lannes, partagées entre le maréchal Mortier et le général Oudinot, furent cantonnées en Souabe. Les grenadiers d'Oudinot s'acheminèrent à travers la Suisse, vers la principauté de Neuchâtel, pour en prendre possession. Enfin, le corps d'Augereau, renforcé de la division Dupont et de la division batave du général Dumonceau, fut cantonné autour de Francfort, prêt à marcher sur la Prusse, si les

derniers arrangements conclus avec elle n'ame-
naient pas une entente sincère et définitive.

Ces divers corps se trouvaient dans le meilleur état. Ils commencèrent à se ressentir du repos qui leur avait été accordé, ils se recrutaient par l'arrivée des jeunes conscrits partant sans cesse des bords du Rhin, où l'on avait réuni les dépôts, sous les maréchaux Kellermann et Lefebvre. Nos soldats étaient, s'il est possible, plus propres encore à la guerre qu'avant la dernière campagne, et singulièrement enorgueillis de leurs récentes victoires. Ils se montraient humains à l'égard des peuples d'Allemagne, un peu bruyants, il est vrai, vantant volontiers leurs exploits, mais, ce bruit passé, sociables au plus haut point, et offrant un singulier contraste avec les Allemands auxiliaires, beaucoup plus durs envers leurs compatriotes que nous ne l'étions nous-mêmes. Malheureusement, Napoléon, par un esprit d'économie utile à son armée, nuisible à sa politique, ne faisait payer aux soldats qu'une partie de la solde, retenant le reste à leur profit, et pour le leur compter plus tard, quand ils rentreraient en France. Il exigeait que les vivres leur fussent fournis par les pays où ils campaient, en remplacement de la portion de la solde qui leur était retenue, et c'était pour les habitants une charge fort lourde. Si les vivres eussent été payés, la présence de nos troupes, au lieu d'être un fardeau, serait devenue un avantage, et l'Allemagne, qui savait qu'elles avaient été amenées sur son sol par la faute de la coalition, n'aurait eu que des sentiments bienveillants pour nous. C'était donc une économie mal entendue, et le bénéfice qui en résultait pour l'armée ne valait pas les inconvénients qui pouvaient naître de la souffrance des pays occupés. Napoléon faisait retenir aussi la dépense de l'habillement pour vêtir ses soldats à neuf, quand ils repasseraient le Rhin et viendraient prendre part aux fêtes qu'il leur préparait. Ils étaient, quant à eux, fort de cet avis, et se résignaient gaiement à porter leurs vêtements usés, à recevoir peu d'argent, se disant qu'à leur retour en France ils auraient des habits neufs, et d'abondantes économies à dépenser.

Du reste, si les peuples se plaignaient du séjour prolongé de nos troupes, les petits princes avaient fini par invoquer leur présence comme un bienfait, car rien n'était comparable aux violences, aux spoliations que se permettaient les gouvernements allemands, surtout ceux qui pos-

sédaient quelque force. Le roi de Bavière, le grand-duc de Baden avaient mis la main sur les biens de la noblesse immédiate, et quoiqu'ils agissent sans ménagement, leur précipitation était de l'humanité comparée à la violence du roi de Wurtemberg, qui poussait l'avidité jusqu'à faire envahir et piller tous les fiefs, comme du temps où l'on criait en France : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières!* Ses troupes entraient dans les domaines des princes enclavés dans son royaume, sous prétexte de saisir les possessions de la noblesse immédiate. N'ayant droit qu'à une portion du Brisgau, dont la plus grande partie était destinée à la maison de Baden, le roi de Wurtemberg l'avait occupé presque en totalité. Sans les troupes françaises, les Wurtembergeois et les Badois en seraient venus aux mains.

Napoléon avait constitué M. Otto, ministre de France à Munich, et Berthier, major général de la grande armée, arbitres des différends qu'il prévoyait entre les princes allemands, grands et petits. Ces derniers étaient tous accourus à Munich, où la diète de Ratisbonne paraissait avoir transféré son siège, et ils y sollicitaient la justice de la France, et même la présence, quelque onéreuse qu'elle fût, des troupes françaises. On voyait surgir de toutes parts d'inextricables contestations, qui ne semblaient pouvoir être résolues que par une nouvelle refonte de la Constitution germanique. En attendant, des détachements de nos soldats gardaient les lieux en litige, et tout était remis à l'arbitrage de la France et de ses ministres. Au surplus Napoléon ne se servait pas de ces conflits pour prolonger le séjour de ses troupes en Allemagne, car il était impatient de faire rentrer l'armée, de la réunir à Paris autour de lui; et il n'attendait pour cela que l'entière occupation de la Dalmatie, et la réponse définitive de la cour de Prusse.

Cette cour, obligée de se prononcer une dernière fois sur le traité de Schoenbrunn modifié, prenait enfin son parti. Elle acceptait ce traité, devenu moins avantageux depuis son double remaniement à Berlin et à Paris, et elle recevait, avec la confusion sur le front, avec l'ingratitude dans le cœur, le don du Hanovre, qui dans un autre temps l'aurait comblée de joie. Que faire en effet? Il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui de finir par adhérer aux propositions de la France, ou de se résigner bientôt à la guerre, à la guerre que l'armée prussienne appelait avec jactance, et que ses chefs, plus avisés,

le roi surtout, redoutaient comme une funeste épreuve.

A opter pour la guerre, il aurait fallu s'y décider quand Napoléon quittait Ulm pour s'enfoncer dans la longue vallée du Danube, et tomber sur ses derrières, pendant que les Austro-Russes, concentrés à Olmutz, l'attiraient en Moravie. Mais l'armée prussienne n'était pas prête alors; et après le 2 décembre, quand M. d'Haugwitz s'aboucha avec Napoléon, il était trop tard. Il était bien plus tard encore, maintenant que les Français, réunis en Souabe et en Franconie, n'avaient qu'un pas à faire pour envahir la Prusse, maintenant que les Russes étaient en Pologne, et les Autrichiens en complet état de désarmement.

Accepter le don du Hanovre, aux conditions qu'y mettait la France, était donc la seule résolution possible. Mais c'était là une singulière manière de commencer une alliance intime. Le traité du 15 février fut ratifié le 24. M. de Lucchesini repartit immédiatement pour Paris avec les ratifications. M. d'Haugwitz de son côté se mit en route pour retourner à Berlin, pleinement satisfait des traitements personnels qu'il avait reçus de Napoléon, lui promettant de nouveau la fidèle alliance de la Prusse, mais s'attendant à des épreuves bien pénibles, à la vue de toutes les difficultés qui fourmillaient alors en Allemagne, à la vue surtout de ces petits princes allemands, prosternés aux pieds de la France, pour se sauver des exactions dont les accablaient des princes plus puissants ou plus favorisés. Rentré à Berlin, M. d'Haugwitz trouva le roi fort attristé de sa situation, et fort affligé des difficultés que lui opposait la cour, plus exaltée et plus intempérante que jamais. L'audace des mécontents fut poussée à ce point que, pendant une nuit, les vitres de la maison de M. d'Haugwitz furent brisées par des perturbateurs, qu'on crut généralement appartenir à l'armée, et qu'on disait publiquement, mais faussement, n'être que les agents du prince Louis. M. d'Haugwitz affecta de dédaigner ces manifestations, qui, très-insignifiantes dans les pays libres, où l'on permet en les méprisant ces excès de la multitude, étaient étranges et graves dans une monarchie absolue, surtout quand on pouvait les imputer à l'armée. Le roi les considéra comme une chose sérieuse, et annonça publiquement l'intention de sévir. Il donna des ordres formels pour la recherche des coupables, que la police, soit qu'elle fût complice ou impuissante, ne par-

vint pas à découvrir. Le roi poussé à bout montra une volonté ferme et arrêtée, qui imposa aux mécontents, et particulièrement à la reine. Il fit sentir à celle-ci que son parti était pris, que le salut de la monarchie lui avait commandé de le prendre, et qu'il fallait que tout le monde autour de lui eût une attitude conforme à sa politique. La reine, qui du reste était dévouée aux intérêts du roi son époux, se tut, et pour un instant la cour offrit un aspect convenable.

M. de Hardenberg quitta le ministère. Ce personnage était devenu l'idole des opposants. Il avait été la créature de M. d'Haugwitz, son partisan, son imitateur, et le prôneur le plus ardent de l'alliance française, surtout en 1805, lorsque Napoléon, de son camp de Boulogne, offrait le Hanovre à la Prusse. Alors M. de Hardenberg regardait comme la plus belle des gloires d'assurer cet agrandissement à son pays, et se plaignait aux ministres français des hésitations de son roi, trop lent, disait-il, à s'attacher à la France. Depuis, ayant vu échouer ce dessein, il s'était jeté avec l'impétuosité d'un caractère immodéré dans les bras de la Russie, et n'ayant pas su revenir de cette erreur, il déclamaient tout haut contre la France. Napoléon, informé de sa conduite, avait commis à son égard une faute qu'il renouvela plus d'une fois, c'était de parler de lui dans ses bulletins, en faisant une allusion offensante à un ministre prussien, séduit par l'or des Anglais. L'imputation était injuste. M. de Hardenberg n'était pas plus séduit par l'or des Anglais que M. d'Haugwitz par l'or des Français. Elle était de plus indécente dans un acte officiel, et sentait trop la licence du soldat vainqueur. C'est cette attaque qui avait valu à M. de Hardenberg l'immense popularité dont il jouissait. Le roi lui accorda sa retraite, avec des témoignages de considération, qui n'enlevaient pas à cette retraite le caractère d'une disgrâce politique.

Mais tandis qu'il éloignait M. de Hardenberg, Frédéric-Guillaume adjoignait à M. d'Haugwitz un second qui ne valait pas beaucoup mieux; c'était M. de Keller, que la cour regardait comme un des siens, et qui se donnait publiquement pour surveillant de son chef. C'était une sorte de satisfaction accordée au parti ennemi de la France, car dans les gouvernements absolus, on est souvent obligé de céder à l'opposition, tout comme dans les gouvernements libres. Frédéric-Guillaume faisait plus encore, il essayait de bien vivre avec la Russie, et de lui expliquer honora-

blement les inconséquences intéressées qu'il avait commises.

Depuis Austerlitz on avait été fort sobre à Berlin de communications avec Saint-Pétersbourg. Après toutes les jactances de Potsdam, la Russie devait être confuse de sa défaite, et la Prusse de la manière dont elle avait tenu le serment prêté sur la tombe du grand Frédéric. Le silence était, dans le moment, la seule relation convenable entre ces deux cours. La Russie cependant l'avait rompu une fois, pour déclarer que ses forces étaient à la disposition de la Prusse, si le traité de Potsdam divulgué lui attirait la guerre. Depuis elle s'était tue, et la Prusse aussi.

Il fallait finir par s'expliquer. Le roi pressa le vieux duc de Brunswick d'aller à Saint-Pétersbourg opposer sa gloire aux reproches que la conduite, suivie à Schönbrunn et continuée à Paris, ne pouvait manquer de provoquer. Ce prince respectable, dévoué à la maison de Brandebourg, partit donc, malgré son âge, pour la Russie. Il ne venait pas déclarer franchement qu'on épousait enfin l'alliance française, ce qui était difficile, mais ce qui eût été préférable à une continuation d'ambiguïtés, déjà bien funeste, il venait dire que, si la Prusse avait pris le Hanovre, c'était pour ne pas le laisser à la France, et pour s'épargner le chagrin et le danger de voir les Français reparaitre dans le nord de l'Allemagne; que, si on avait accepté le mot d'alliance, c'était pour éviter la guerre, et que par ce mot on n'avait voulu entendre que la neutralité; que la neutralité était ce qui valait le mieux pour les uns et pour les autres; que la Russie et la Prusse n'avaient rien à gagner à la guerre; qu'en s'obstinant dans ce système d'hostilité acharnée contre la France, on faisait les affaires du monopole commercial de l'Angleterre, et qu'il n'était pas bien sûr qu'on ne fit pas aussi les affaires de la domination continentale de Napoléon.

Tel était le langage que devait tenir le duc de Brunswick à Saint-Pétersbourg.

Il faut revenir à ce jeune empereur, qui, entraîné à la guerre par vanité, et contre les inspirations secrètes de sa raison, avait fait à Austerlitz un si triste apprentissage des armes. Il avait peu donné à parler de lui pendant les trois derniers mois, et il avait caché dans l'éloignement de son empire la confusion de sa défaite.

Un cri général s'élevait en Russie contre les jeunes gens, qui, disait-on, gouvernaient et compromettaient l'empire. Ces jeunes gens, placés les

uns dans l'armée, les autres dans le cabinet, se disputaient entre eux. Le parti des Dolgorouki accusait le parti des Czartoryski, et lui reprochait d'avoir tout perdu par sa mauvaise conduite envers la Prusse. On avait voulu la violenter, disaient les Dolgorouki; on l'avait ainsi éloignée, au lieu de la rapprocher, et son refus de prendre part à la coalition en avait empêché le succès. C'était dans un intérêt particulier qu'on avait agi de la sorte, c'était pour arracher à la Prusse les provinces polonaises, et reconstituer la Pologne, rêve funeste pour lequel le prince polonais Czartoryski trahissait évidemment l'empereur.

Le prince Czartoryski et ses amis soutenaient avec bien plus de raison que c'étaient ces militaires présomptueux, qui n'avaient pas su attendre à Olmutz le terme fixé pour l'intervention de la Prusse, qui avaient voulu prématurément livrer bataille, et opposer leur expérience de vingt-cinq ans à la science du général le plus consommé des temps modernes, que c'étaient ces militaires présomptueux et incapables qui étaient les vrais auteurs des revers de la Russie.

Les vieux Russes mécontents condamnaient toute cette jeunesse; et Alexandre, accusé de se laisser conduire tantôt par les uns, tantôt par les autres, était devenu, à cette époque, un objet de peu de considération pour ses sujets.

Il avait été fort découragé dans les premiers jours qui suivirent sa défaite, et si le prince Czartoryski ne l'avait plusieurs fois rappelé au sentiment de sa propre dignité, il aurait trop laissé voir le profond abattement de son âme. Le prince Czartoryski, bien qu'il eût sa part de l'inexpérience commune à tous les jeunes gens qui gouvernaient l'empire, avait néanmoins de la suite et du sérieux dans les vues. Il était le principal auteur de ce système d'arbitrage européen qui avait amené la Russie à prendre les armes contre la France. Ce système qui, chez les hommes d'État russes, n'était au fond qu'un masque jeté sur leur ambition nationale, était chez ce jeune Polonais une pensée sincère et franchement embrassée. Il voulait qu'Alexandre y persistât; et si c'était une grande présomption à de si jeunes gens de vouloir régenter l'Europe, surtout en présence des puissances qui s'en disputaient alors l'empire, c'était une plus grande légèreté encore d'abandonner si vite ce qu'on avait si témérairement entrepris.

Le prince Czartoryski avait adressé au jeune empereur, naguère son ami, et commençant à

redevenir son maître, de nobles et respectueuses remontrances, qui honorerait un ministre dans un pays libre, qui doivent l'honorer bien davantage dans un pays où la résistance au pouvoir est un acte de dévouement rare, et destiné à rester inconnu. Le prince Czartoryski, retraçant à Alexandre ses hésitations, ses faiblesses, lui disait : « L'Autriche est abattue, mais elle déteste son vainqueur ; la Prusse est divisée entre deux partis, mais elle finira par céder au sentiment allemand qui la domine. Sachez, en ménageant ces puissances, laisser venir le moment où l'une et l'autre seront prêtes à agir. Jusque-là, vous êtes hors d'atteinte ; vous pouvez demeurer un certain temps sans faire ni la paix ni la guerre, et attendre ainsi les circonstances qui vous permettront, soit de reprendre les armes, soit de traiter avec avantage. Ne cessez pas d'être uni à l'Angleterre, et vous obligerez Napoléon à vous concéder ce qui vous est dû. »

Sentant profondément la grandeur de Napoléon, depuis qu'il l'avait rencontré sur le champ de bataille d'Austerlitz, Alexandre répondait au prince Czartoryski : « Quand nous voulons lutter avec cet homme, nous sommes des enfants qui veulent lutter avec un géant. » Et il ajoutait que, sans la Prusse, il n'était pas possible de renouveler la guerre, car sans elle il n'y avait aucune chance de soutenir une guerre heureuse. Alexandre avait conçu une singulière estime pour l'armée prussienne, par ce seul motif que Napoléon ne l'avait pas encore battue. Cette armée, en effet, était alors l'illusion et l'espérance de l'Europe. Alexandre était avec elle tout prêt à recommencer la lutte, mais non sans elle. Quant à l'Angleterre, il n'en espérait plus un appui fort efficace. Il craignait qu'après la mort de M. Pitt, annoncée comme certaine, qu'après l'avènement de M. Fox, annoncé comme prochain, la haine de la France ne s'éteignît, sinon dans le cœur des Anglais, au moins dans leur politique. Cependant les remontrances du prince Czartoryski, en stimulant l'orgueil d'Alexandre, avaient relevé son âme, et il était résolu, avant de remettre son épée à Napoléon, de la lui faire attendre. Mais, quoique utiles, les leçons de son jeune censeur lui étaient importunes ; et il en était arrivé au point de chercher dans les vieux personnages de son empire un complaisant sans capacité, qui couvrit d'un grand âge, qui exécutât avec soumission, ses volontés personnelles. On disait déjà que sa faveur se dirigeait sur le général de Budberg.

La conduite conseillée par le prince Czartoryski n'en fut pas moins suivie assez exactement. On se mit de nouveau en rapport avec l'Autriche, on parut oublier les froideurs d'Hollitsch, et on témoigna à cette cour un grand intérêt pour ses malheurs, une grande considération pour ce qui lui restait de puissance ; on se chargea même de négocier à Londres pour lui faire payer une année de subsides, quoique la guerre n'eût duré que trois mois. Quant à la Prusse, on évita tout ce qui aurait pu la blesser, en se gardant néanmoins d'approuver ses actes. Le duc de Brunswick venait d'arriver dans les premiers jours du mois de mars. On lui fit le meilleur accueil, on le combla de prévenances, qui paraissaient adressées à sa personne, à son âge, à sa gloire militaire, et nullement à la cour dont il était le représentant. Il fut moins bien accueilli lorsqu'il commença à s'entretenir d'affaires politiques. On lui dit qu'on ne pouvait pas trouver bon que la Prusse eût accepté le Hanovre des mains de l'ennemi de l'Europe ; que, du reste, la paix qu'elle avait faite avec la France était une paix fautive, peu solide et peu durable ; que bientôt la Prusse serait forcée d'adopter une résolution trop longtemps différée, et de tirer enfin l'épée du grand Frédéric. « Alors, dit l'empereur Alexandre au duc de Brunswick, je servirai sous vos ordres, et je me ferai gloire d'apprendre la guerre à votre école. »

Toutefois on essaya d'entamer avec le vieux duc une négociation, destinée à rester profondément cachée. Sous prétexte que les conditions de l'alliance ne seraient pas fidèlement observées par la France, on lui proposa de conclure une sous-alliance avec la Russie, au moyen de laquelle la Prusse, si elle était mécontente de son allié français, pourrait recourir à son allié russe, et aurait à sa disposition toutes les forces de l'empire moscovite. Ce qu'on offrait n'était pas moins qu'une trahison envers la France. Le duc de Brunswick, voulant laisser à Saint-Petersbourg de bonnes dispositions en faveur de la Prusse, consentit, non pas à conclure un pareil engagement, car il n'avait pu y être autorisé, mais à en faire la proposition à son roi. Il fut convenu que cette négociation demeurerait ouverte, et se poursuivrait secrètement à l'insu de M. d'Haugwitz, par l'intermédiaire de M. de Hardenberg, ce même ministre qui en apparence était disgracié, et qui, sous main, continua de traiter la plus importante des affaires de la monarchie.

Tandis que la Prusse cherchait ainsi à expli-

quer sa conduite auprès de la Russie, elle tentait aussi de faire excuser à Londres l'occupation du Hanovre. Rien n'était plus singulier que son manifeste au peuple hanovrien, et sa dépêche à la cour de Londres. Elle disait au peuple hanovrien qu'elle prenait avec peine possession de ce royaume, possession qu'elle payait d'un sacrifice amer, celui de ses provinces du Rhin, de Franconie et de Suisse, mais qu'elle en agissait ainsi pour assurer la paix à l'Allemagne, et épargner au Hanovre la présence des armées étrangères. Après avoir adressé au peuple hanovrien ces paroles sans franchise et sans dignité, elle disait au cabinet anglais qu'elle n'enlevait pas le Hanovre à l'Angleterre, mais qu'elle le recevait de Napoléon, dont le Hanovre était la conquête. Elle le recevait, ajoutait-elle, à contre-cœur, et comme un échange qui lui était imposé, contre des provinces objet de tous ses regrets; que c'était l'une des suites de la guerre imprudente que la Prusse avait toujours blâmée, qu'on avait entreprise malgré ses avis, et dont on devait s'imputer les conséquences, car on avait élevé, en le combattant mal à propos, ce pouvoir colossal, qui prenait aux uns pour donner aux autres, et qui violentait aussi bien ceux qu'il favorisait de ses dons, que ceux qu'il dépouillait.

L'Angleterre ne se paya pas de semblables raisons. Elle répondit par un manifeste, dans lequel elle accabla d'invectives la cour de Prusse, la déclara misérablement tombée sous le joug de Napoléon, indigne d'être écoutée, et aussi méprisable par son avidité que par sa dépendance. Toutefois le cabinet britannique, pour ne point paraître, aux yeux de la nation, se mettre un ennemi de plus sur les bras, sans un intérêt exclusivement propre à la famille royale, dit qu'il aurait souffert cette nouvelle invasion du Hanovre, résultat inévitable de la guerre continentale, si la Prusse s'était bornée à une simple occupation; mais que cette puissance, ayant annoncé la clôture des fleuves, avait commis un acte hostile, et souverainement dommageable au commerce anglais, et qu'en conséquence on lui déclarait la guerre. Ordre fut donné à tous les vaisseaux de la marine royale de courir sur le pavillon prussien. Ce devait être une vraie perturbation pour l'Allemagne, car les bâtiments de la Baltique se couvraient ordinairement de ce pavillon, plus ménagé que les autres par les dominateurs de la mer.

L'ascendant de la bataille de Marengo avait ramené l'Angleterre à Napoléon. L'ascendant de

celle d'Austerlitz la lui ramenait encore une fois, car les victoires de nos armées de terre étaient un moyen tout aussi sûr de la désarmer, quoique moins direct. La première de ces victoires avait produit la retraite de M. Pitt, la seconde causa sa mort. Ce grand ministre, rentré dans le cabinet en août 1805, pour deux ans seulement, n'y parut que pour être abreuvé d'amertumes. Rentré sans MM. Windham et Grenville, ses anciens collègues, sans M. Fox, son récent allié, il avait eu à combattre, dans le parlement ses vieux et ses nouveaux amis; en Europe, Napoléon, devenu empereur, et plus puissant que jamais. A sa voix si connue des ennemis de la France, le cri des armes avait retenti de toutes parts, une troisième coalition s'était formée, et l'armée française avait été détournée de Douvres sur Vienne. Mais cette troisième coalition une fois dissoute à Austerlitz, M. Pitt avait vu ses projets déjoués, Napoléon libre de revenir à Boulogne, et les vives inquiétudes de l'Angleterre prêtes à renaître.

L'idée de revoir Napoléon sur le rivage de la Manche préoccupait tous les esprits en Angleterre. On comptait toujours, il est vrai, sur l'immense difficulté du passage, mais on commençait à craindre qu'il n'y eût rien d'impossible pour l'homme extraordinaire qui agitait l'univers, et on se demandait s'il valait la peine de braver de telles chances pour acquérir quelque île de plus, quand déjà on avait l'Inde entière, quand on tenait le Cap de Bonne-Espérance et Malte, de manière à n'en pouvoir plus être évincé. On se disait que la bataille de Trafalgar avait définitivement assuré la supériorité de l'Angleterre sur les mers, mais que le continent européen restait à Napoléon, qu'il allait en fermer toutes les issues, que ce continent, après tout, c'était le monde, et qu'on n'en pouvait vivre éternellement séparé; que les victoires navales les plus éclatantes n'empêcheraient pas que Napoléon, profitant un jour d'un accident de mer, ne partît de ce continent pour envahir l'Angleterre. Le système de la guerre à outrance était donc universellement discrédité chez les Anglais raisonnables, et, bien que ce système ait réussi plus tard, on en sentait alors le danger, qui était grand, trop grand, pour les avantages qu'on pouvait recueillir d'une lutte prolongée.

Or, comme les hommes sont esclaves de la fortune, et qu'ils prennent volontiers pour éternels ses caprices d'un moment, ils étaient

cruels envers M. Pitt ; ils oubliaient les services que depuis vingt ans ce ministre avait rendus à sa patrie, le degré de grandeur auquel il l'avait portée, par l'énergie de son patriotisme, par les talents parlementaires qui lui avaient soumis la chambre des Communes. Ils le tenaient pour vaincu, et le traitaient comme tel. Ses ennemis raillaient sa politique et les résultats qu'elle avait eus. Ils lui imputaient les fautes du général Mack, la précipitation des Autrichiens à entrer en campagne sans attendre les Russes, et la précipitation des Russes à livrer bataille sans attendre les Prussiens. Ils imputaient tout cela aux impatientes fureurs de M. Pitt ; ils affectaient un grand intérêt pour l'Autriche, ils accusaient M. Pitt de l'avoir perdue, et d'avoir perdu avec elle le seul ami véritable de l'Angleterre.

Cependant M. Pitt était étranger au plan de campagne, et n'avait eu part qu'à la coalition. C'est lui surtout qui l'avait nouée, et en la nouant il avait empêché l'expédition de Boulogne. On ne lui en savait aucun gré.

Une circonstance singulière avait rendu plus pénible l'effet de la dernière victoire de Napoléon. Au lendemain d'Austerlitz, comme au lendemain de Marengo, on prétendait, quelques instants avant que la vérité fût connue, que Napoléon avait perdu dans une grande bataille 27,000 hommes et toute son artillerie. Mais bientôt la nouvelle exacte avait été répandue, et les membres de l'opposition, faisant traduire et imprimer les bulletins français, les envoyaient distribuer à la porte de M. Pitt et de l'ambassadeur de Russie.

Pour jouir de toute sa gloire, Napoléon n'aurait eu qu'à passer le détroit, et à écouter ce qu'on y disait de lui, de son génie, de sa fortune ! Tristes vicissitudes de ce monde ! ce que M. Pitt essayait à cette époque, Napoléon devait l'essayer plus tard, et avec une grandeur d'injustice et de passion proportionnée à la grandeur de son génie et de sa destinée.

Vingt-cinq ans de luttes parlementaires, luttes dévorantes qui usent l'âme et le corps, avaient ruiné la santé de M. Pitt. Une maladie héréditaire, que le travail, les fatigues, et ses derniers chagrins avaient rendue mortelle, venait de causer sa fin prématurée le 23 janvier 1806. Il était mort à l'âge de 47 ans, après avoir gouverné son pays pendant plus de vingt années, avec autant de pouvoir qu'on en peut exercer dans une monarchie absolue ; et cependant il vivait dans

un pays libre, il ne jouissait pas de la faveur de son roi, il avait à conquérir les suffrages de l'assemblée la plus indépendante de la terre !

Si on admire ces ministres qui, dans les monarchies absolues, savent enchaîner longtemps la faiblesse du prince, l'instabilité de la cour, et régner au nom de leur maître sur un pays asservi, quelle admiration ne doit-on pas éprouver pour un homme dont la puissance, établie sur une nation libre, a duré vingt années ! Les cours sont bien capricieuses sans doute : elles ne le sont pas plus que les grandes assemblées délibérantes. Tous les caprices de l'opinion, excités par les mille stimulants de la presse quotidienne, et réfléchis dans un parlement où ils prennent l'autorité de la souveraineté nationale, composent cette volonté mobile, tour à tour servile ou despotique, qu'il est nécessaire de captiver pour régner soi-même sur cette foule de têtes qui prétendent régner ! Il faut pour y dominer, outre cet art de la flatterie, qui procure des succès dans les cours, cet art si différent de la parole, quelquefois vulgaire, quelquefois sublime, qui est indispensable pour se faire écouter des hommes réunis ; il faut encore, ce qui n'est pas un art, ce qui est un don, le caractère, avec lequel on parvient à braver et à contenir les passions soulevées. Toutes ces qualités naturelles ou acquises, M. Pitt les posséda au plus haut degré. Jamais, dans les temps modernes, on ne trouva un plus habile conducteur d'assemblée. Exposé pendant un quart de siècle à la véhémence entraînant de M. Fox, aux sarcasmes poignants de M. Sheridan, il se tint debout avec un imperturbable sang-froid, parla constamment avec justesse, à propos, sobriété, et, quand à la voix retentissante de ses adversaires venait se joindre la voix plus puissante encore des événements, quand la Révolution française, déconcertant sans cesse les hommes d'État, les généraux les plus expérimentés de l'Europe, jetait au milieu de sa marche ou Fleurus, ou Zurich, ou Marengo, il sut toujours contenir par la fermeté, par la convenance de ses réponses, les esprits émus du parlement britannique. Et c'est en cela surtout que M. Pitt fut remarquable, car il n'eut, comme nous l'avons dit ailleurs, ni le génie organisateur, ni les lumières profondes de l'homme d'État. A l'exception de quelques institutions financières, d'un mérite contesté, il ne créa rien en Angleterre ; il se trompa souvent sur les forces relatives de l'Europe, sur la marche des événements, mais il joignit aux talents d'un grand orateur poli-

tique l'amour ardent de son pays, la haine passionnée de la Révolution française. Il faut au génie des passions pour qu'il ait de la puissance. Représentant en Angleterre, non pas de l'aristocratie nobiliaire, mais de l'aristocratie commerciale, qui lui prodigua ses trésors par la voie des emprunts, il résista à la grandeur de la France, et à la contagion des désordres démagogiques, avec une persévérance inébranlable, et maintint l'ordre dans son pays sans en diminuer la liberté. Il le laissa chargé de dettes, il est vrai, mais tranquille possesseur des mers et des Indes. Il usa et abusa des forces de l'Angleterre; mais elle était le second pays de la terre quand il mourut, et le premier huit ans après sa mort. Et à quoi seraient bonnes les forces des nations, sinon à essayer de dominer les unes sur les autres? Les vastes dominations sont dans les desseins de la Providence. Ce qu'un homme de génie est à une nation, une grande nation l'est à l'humanité. Les grandes nations civilisent, éclairent le monde, et le font marcher plus rapidement dans toutes les voies. Seulement il faut leur conseiller d'unir à la force la prudence, qui fait réussir la force, et la justice qui l'honore.

M. Pitt, si heureux pendant dix-huit ans, fut malheureux dans les derniers jours de sa vie. Nous fûmes vengés, nous Français, de ce cruel ennemi, car il put nous croire victorieux pour jamais; il put douter de l'excellence de sa politique, et trembler pour l'avenir de sa patrie. C'était l'un de ses plus médiocres successeurs, lord Castlereagh, qui devait jouir de nos désastres!

Au milieu des accusations les plus diverses, les plus violentes, M. Pitt eut la bonne fortune de ne point voir son intégrité attaquée. Il vécut de ses émoluments qui étaient considérables, et, sans qu'il fût pauvre, passa pour l'être. Lorsqu'on annonça sa mort, l'un des membres de la vieille majorité ministérielle proposa de payer ses dettes. Cette proposition, présentée au Parlement, et accueillie avec respect, fut combattue par ses anciens amis devenus ses ennemis, et notamment par M. Windham, qui avait été si longtemps son collègue au ministère. Son noble antagoniste, M. Fox, refusa d'y adhérer, mais avec douleur. « J'honore, s'écria-t-il avec un accent qui remua l'assemblée des Communes, j'honore mon illustre adversaire, et je regarde comme la gloire de ma vie d'avoir été quelquefois appelé son rival. Mais j'ai combattu vingt ans sa politique, et que dirait de moi la génération présente si elle me voyait accueillir une

proposition dont on veut faire le dernier et le plus éclatant hommage à cette politique, que j'ai crue, que je crois encore funeste pour l'Angleterre? » Tout le monde comprit le vote de M. Fox, et applaudit à la noblesse de son langage.

Quelques jours après, la proposition ayant pris un autre caractère, le Parlement vota à l'unanimité 50,000 livres sterling (1 million 250,000 fr.) pour payer les dettes de M. Pitt. On décida qu'il serait enseveli à Westminster.

M. Pitt laissait vacantes les charges de premier lord de la trésorerie, de chancelier de l'échiquier, de lord gouverneur des cinq ports, de grand maître de l'université de Cambridge, et plusieurs autres moins importantes.

C'était une grande difficulté que de le remplacer, non dans ces charges diverses, que de nombreuses ambitions se disputaient, mais dans celle de premier ministre, qui avait quelque chose d'effrayant, en présence de Napoléon vainqueur de la coalition européenne. Une idée s'était emparée des esprits lors du renouvellement de la guerre en 1805, et à la vue du faible ministère Addington, qui gouvernait alors : c'était de réunir tous les grands talents, même d'opinion contraire, tels que MM. Pitt et Fox, pour suffire aux difficultés de la lutte qui allait recommencer avec Napoléon. L'opposition concertée de MM. Pitt et Fox contre le cabinet Addington rendait cette réunion de talents plus naturelle et plus facile. M. Pitt la voulut, mais point assez pour vaincre George III. Il entra au ministère sans M. Fox, et, par une sorte de compensation, il entra également sans ses amis les plus prononcés dans le vieux système tory, sans MM. Grenville et Windham, qu'il avait trouvés trop ardents pour se les adjoindre de nouveau.

Ceux-ci, laissés en dehors par M. Pitt, s'étaient rapprochés peu à peu de M. Fox par la voie de l'opposition, quoique par la nature de leurs opinions ils fussent plus éloignés de lui que ne l'était M. Pitt lui-même. Une lutte commune de deux années avait contribué à les unir, et peu de différences les divisaient lorsque M. Pitt mourut. Une opinion générale les appelait ensemble au ministère, pour remplacer, par la coalition de leurs talents, le grand ministre qu'on venait de perdre; pour essayer de faire la paix, au moyen des relations amicales de M. Fox avec Napoléon, et pour lutter avec toute l'énergie connue des Grenville et des Windham si on ne réussissait pas à s'entendre avec la France.

Si, en 1803, George III avait pris M. Pitt, qu'il n'aimait pas, pour se passer de M. Fox, qu'il aimait encore moins, il était contraint après la mort de M. Pitt de subir l'empire de l'opinion, et de rassembler, dans un même cabinet, MM. Fox, Grenville, Windham et leurs amis. M. Grenville eut la charge de premier lord de la trésorerie, c'est-à-dire de premier ministre; M. Windham celle qu'il avait toujours occupée, l'administration de la guerre; M. Fox, les affaires étrangères; M. Gray, l'amirauté. Les autres départements furent distribués entre les amis de ces personnages politiques, mais de manière que M. Fox comptait le plus grand nombre des voix dans le nouveau ministère.

Ce cabinet, ainsi formé, obtint une grande majorité, malgré les attaques des collègues expulsés de M. Pitt, MM. Castlereagh et Canning. Il s'occupa sur-le-champ de deux objets essentiels, l'organisation de l'armée et les relations avec la France.

Quant à l'armée, il n'était pas possible de la laisser telle qu'elle était depuis 1803, c'est-à-dire composée d'une force régulière insuffisante, et de 300,000 volontaires, aussi dispendieux que mal disciplinés. C'était une organisation d'urgence, imaginée pour le moment du danger. M. Windham, qui s'était sans cesse raillé des volontaires, et qui avait soutenu qu'on ne pouvait rien faire de grand qu'avec les armées régulières, ce qui lui avait fourni l'occasion de parler en termes magnifiques de l'armée française, M. Windham pouvait moins qu'un autre maintenir l'organisation actuelle. Il proposa donc une espèce de licenciement déguisé des volontaires, et certains changements dans les troupes de ligne, qui devaient faciliter le recrutement de celles-ci. On a déjà vu que l'armée anglaise, comme toute armée mercenaire, se recrutait par les engagements spontanés. Mais ces engagements étaient à vie, et rendaient le recrutement difficile. M. Windham proposa de les convertir en engagements temporaires, de sept à vingt ans, et d'y ajouter des avantages de solde très-considérables. Il contribua ainsi à procurer une plus forte organisation à l'armée anglaise; mais il eut à lutter contre le préjugé que les armées permanentes inspirent à toutes les nations libres, contre la faveur que les volontaires s'étaient acquise, et surtout contre les intérêts créés par cette institution, car il avait fallu former un corps d'officiers pour les volontaires, qu'on était maintenant obligé de dissoudre. On s'efforça de mettre

M. Windham en contradiction avec son nouveau collègue, M. Fox, qui, partageant les préjugés populaires de son parti, avait montré autrefois plus de penchant pour l'institution des volontaires que pour l'extension de l'armée régulière. Malgré tous ces obstacles, le projet ministériel fut adopté. On vota une large augmentation de l'armée, qui, jusqu'à l'entier développement du nouveau système, dut se composer de 267,000 hommes, dont 75,000 de milice locale, et 192,000 hommes de troupes de ligne, répandus dans les trois royaumes et les colonies. La dépense totale du budget monta encore, pour cette année, à environ 85 millions sterling, c'est-à-dire à plus de deux milliards de francs, dans lesquels les impôts entraient pour 1,500 millions, et l'emprunt à exécuter dans l'année pour 500.

C'est avec ces puissantes ressources que l'Angleterre voulait se présenter à Napoléon, afin de négocier. On attendait de M. Fox, de sa situation, de ses relations bienveillantes avec le Premier Consul devenu Empereur, des facilités que nul autre ne pouvait avoir pour nouer des relations pacifiques. Un hasard heureux, que la Providence devait à cet honnête homme, lui en fournit l'occasion la plus honorable et la plus naturelle. Un misérable, jugeant de la nouvelle administration anglaise d'après les précédentes, s'introduisit chez M. Fox pour lui offrir d'assassiner Napoléon. M. Fox, indigné, le fit saisir par ses huissiers, et livrer à la police anglaise. Il écrivit sur-le-champ à M. de Talleyrand une lettre fort noble, pour lui dénoncer l'odieuse proposition qu'il venait de recevoir, et mettre à sa disposition tous les moyens d'en poursuivre l'auteur, si son projet paraissait avoir quelque chose de sérieux.

Napoléon fut touché, comme il devait l'être, d'un procédé si généreux, et fit adresser, par M. de Talleyrand, à M. Fox la réponse que celui-ci méritait.

« J'ai mis, écrivit M. de Talleyrand, sous les
 « yeux de Sa Majesté, la lettre de Votre Excel-
 « lence. Je reconnais là, s'est-elle écriée, les
 « principes d'honneur et de vertu qui ont tou-
 « jours animé M. Fox. Remerciez-le de ma
 « part, a-t-elle ajouté, et dites-lui que, soit que
 « la politique de son souverain nous fasse rester
 « encore longtemps en guerre, soit qu'une que-
 « relle, inutile pour l'humanité, ait un terme
 « aussi rapproché que les deux nations doivent
 « le désirer, je me réjouis du nouveau caractère
 « que, par cette démarche, la guerre a déjà

« pris, et qui est le présage de ce qu'on peut
 « attendre d'un cabinet dont je me plais à ap-
 « précier les principes d'après ceux de M. Fox,
 « qui est l'un des hommes les mieux faits pour
 « sentir en toutes choses ce qui est beau, ce qui
 « est vraiment grand. »

M. de Talleyrand ne disait rien de plus, et c'était assez pour donner suite à des relations si noblement commencées. Sur-le-champ M. Fox répondit par une lettre franche et cordiale, dans laquelle il offrait, sans détour, sans embûche diplomatique, la paix, à des conditions sûres et honorables, et par des moyens aussi simples que prompts. Les bases du traité d'Amiens étaient fort changées, selon M. Fox; elles l'étaient par les avantages mêmes que la France et l'Angleterre avaient obtenus sur les deux éléments qui étaient le théâtre ordinaire de leurs succès. Il fallait donc chercher des conditions nouvelles, qui ne missent en souffrance l'orgueil d'aucune des deux nations, et qui procurassent à l'Europe des garanties d'un avenir tranquille et sûr. Ces conditions, si de part et d'autre on voulait être raisonnable, n'étaient point difficiles à trouver. D'après les traités antérieurs, l'Angleterre ne pouvait négocier séparément de la Russie; mais en attendant qu'on eût consulté celle-ci, il était permis de confier à des intermédiaires choisis le soin de discuter les intérêts des puissances belligérantes, et d'en préparer l'ajustement. M. Fox offrait de désigner sur-le-champ les personnes qui seraient chargées de cette mission, et le lieu où elles devraient se réunir.

Cette proposition charma Napoléon, qui au fond souhaitait un rapprochement avec la Grande-Bretagne, car c'était d'elle que partait toute guerre, comme une eau de sa source; et il y avait peu de moyens directs de la vaincre, un seul excepté, très-décisif, mais très-chanceux, et pour lui seul praticable, la descente. Il éprouva une vive joie de cette franche ouverture, et l'accueillit avec le plus grand empressement.

Sans s'expliquer sur les conditions, il donna à entendre, dans sa réponse, qu'on discuterait peu à l'Angleterre les conquêtes qu'elle avait faites (elle avait détenu Malte, comme on s'en souvient, et pris le Cap); que la France, de son côté, avait dit son dernier mot à l'Europe dans le traité de Presbourg, et qu'elle ne prétendait à rien au delà; que les bases devaient donc être faciles à poser, si l'Angleterre n'avait pas de vues particulières et inadmissibles, relativement aux intérêts commerciaux. « L'Empereur est persuadé,

disait M. de Talleyrand, que la vraie cause de la rupture de la paix d'Amiens n'est autre que le refus de conclure un traité de commerce. Soyez bien averti que l'Empereur, sans refuser certains rapprochements commerciaux, s'ils sont possibles, n'admettra aucun traité nuisible à l'industrie française, qu'il entend protéger par toutes les taxes ou prohibitions qui pourront en favoriser le développement. Il demande qu'on ait la liberté de faire chez soi tout ce qu'on veut, tout ce qu'on croit utile, sans qu'une nation rivale ait le droit de le trouver mauvais. »

Quant à l'intervention de la Russie dans le traité, Napoléon faisait déclarer positivement qu'il n'en voulait pas. Le principe de sa diplomatie était celui des paix séparées, et ce principe était aussi juste qu'habilement imaginé. L'Europe avait toujours employé contre la France le moyen des coalitions; c'eût été les favoriser que d'admettre les négociations collectives, car c'était se prêter à la condition essentielle de toute coalition, celle qui interdit à ses membres de traiter isolément. Napoléon, qui à la guerre tâchait de rencontrer ses ennemis séparés les uns des autres, afin de les battre en détail, devait chercher en diplomatie à les rencontrer en même position. Aussi avait-il opposé des refus absolus à toutes les offres de négocier collectivement, et il avait eu raison, sauf à se départir de ce principe de conduite, dans le cas où M. Fox aurait des engagements qui ne lui permettraient pas de traiter sans la Russie. Napoléon, après avoir posé le principe d'une négociation séparée, fit dire en outre qu'il était prêt à choisir pour lieu de la négociation, non pas Amiens, qui rappelait des bases de paix désormais abandonnées, mais Lille, et à y envoyer tout de suite un ministre plénipotentiaire.

M. Fox répliqua sur-le-champ que la première condition dont on était convenu dès le début de ces pourparlers, c'était que la paix fût également honorable pour les deux nations, et qu'elle ne le serait pas pour l'Angleterre, si on traitait sans la Russie, car on était formellement engagé, par un article de traité (celui qui avait constitué la coalition de 1805) à ne pas conclure de paix séparée. Cette obligation était absolue, selon M. Fox, et ne pouvait être éludée. Il disait que, si la France avait un principe, celui de ne pas autoriser les coalitions par sa manière de négocier, l'Angleterre en avait un autre, celui de ne pas se laisser exclure du continent, en se prêtant à la dissolution de ses alliances continentales;

qu'on était sur ce point aussi ombrageux en Angleterre qu'on pouvait l'être en France sur l'article des coalitions. M. Fox, qui à chacune de ses dépêches officielles joignait une lettre particulière, pleine de franchise et de loyauté, exemple que M. de Talleyrand suivit de son côté, M. Fox terminait en disant que la négociation allait s'arrêter peut-être devant un obstacle absolu, qu'il le regrettait sincèrement, mais qu'au moins la guerre serait loyale, et digne des deux grands peuples qui la soutenaient. Il ajoutait ces paroles remarquables : « Je suis sensible au dernier point, « comme je dois l'être, aux expressions obli-
 « geantes dont le grand homme que vous servez
 « a fait usage à mon égard... Les regrets sont
 « inutiles, mais s'il pouvait voir du même œil
 « dont je l'envisage la vraie gloire qu'il serait
 « en droit d'acquiescer par une paix modérée et
 « juste, que de bonheur n'en résulterait-il pas
 « pour la France et pour l'Europe entière !

« Londres, 22 avril 1806.

« C. J. Fox. »

Au milieu de cette lutte acharnée, et qu'on peut appeler féroce, quand on se rappelle les scènes sanglantes qui l'ont signalée, l'esprit se repose volontiers sur ces relations nobles et bienveillantes, qu'un honnête homme, aussi généreux qu'éloquent, fit naître un instant entre les deux plus grandes nations du globe, et l'âme se remplit de mille regrets douloureux, inconsolables !

Napoléon était fort touché lui-même du langage de M. Fox, et il désirait sincèrement la paix. M. de Talleyrand, tout en se trompant sur le système de nos alliances, n'errait jamais sur le point essentiel de la politique du temps, et il ne cessait pas un seul jour de croire que la paix, au degré de grandeur auquel nous étions arrivés, était notre premier intérêt. Il trouvait pour le dire un courage qu'il n'avait pas ordinairement ; il pressait vivement Napoléon de saisir l'occasion unique, offerte par la présence de M. Fox aux affaires, pour négocier avec la Grande-Bretagne. Il n'avait du reste pas de peine à se faire écouter, car Napoléon n'était pas moins disposé que lui à profiter de cette occasion aussi heureuse qu'inattendue.

Les circonstances, au surplus, se prêtaient à vaincre l'obstacle qui semblait arrêter la négociation dès son début. On avait plus d'une raison de croire, par des rapports qui venaient du duc de

Brunswick, et du consul de France à Saint-Petersbourg, qu'Alexandre, inquiet des conséquences de la guerre, se défiant du silence du cabinet britannique à son égard, et des dispositions personnelles de M. Fox, souhaitait le rétablissement de la paix. Le consul de France avait envoyé à Paris le chancelier du consulat pour rapporter ce qu'il avait appris, et tout semblait faire naître l'espérance d'ouvrir une négociation directe avec la Russie. Dans ce cas M. Fox ne pourrait plus insister sur le principe d'une négociation collective, puisque la Russie aurait elle-même donné l'exemple d'y renoncer.

On résolut donc de continuer les pourparlers commencés avec M. Fox, et on se servit pour cet objet d'un intermédiaire qu'une rencontre heureuse venait d'offrir. Aux généreuses paroles échangées avec M. Fox s'étaient joints des procédés non moins généreux. Depuis l'arrestation des Anglais ordonnée par Napoléon, à l'époque de la rupture de la paix d'Amiens, en représailles de la saisie des bâtiments français, beaucoup de membres des plus grandes familles d'Angleterre étaient détenus à Verdun. M. Fox avait demandé le renvoi sur parole de plusieurs d'entre eux. Ses demandes avaient rencontré l'accueil le plus empressé, et bien que, n'osant pas insister sur toutes au même degré, il les eût classées suivant l'intérêt qu'elles lui inspiraient, Napoléon avait voulu les lui concéder toutes, et les Anglais désignés par lui avaient été relâchés sans aucune exception. En retour de ce noble procédé, M. Fox avait choisi, pour les rendre, les prisonniers les plus distingués faits à la bataille de Trafalgar, l'infortuné Villeneuve, l'héroïque commandant du *Redoubtable*, le capitaine Lucas, et beaucoup d'autres en nombre égal aux Anglais élargis.

Parmi les prisonniers rendus à M. Fox, se trouvait l'un des seigneurs d'Angleterre les plus riches et les plus spirituels ; c'était lord Yarmouth, depuis marquis de Hartford, tory prononcé, mais tory ami intime de M. Fox, partisan décidé de la paix, qui lui permettait la vie et les plaisirs du continent, dont il était privé par la guerre. Ce jeune seigneur, en relation avec la jeunesse la plus brillante de Paris, dont il partageait la dissipation, était fort connu de M. de Talleyrand, qui aimait la noblesse anglaise, surtout celle qui avait de l'esprit, de l'élégance et du désordre. On lui indiqua lord Yarmouth, comme lié particulièrement avec M. Fox, et comme très-digne de la confiance des deux gouvernements. Il

le fit appeler, lui déclara que l'Empereur désirait sincèrement la paix, qu'il fallait mettre de côté l'appareil des formes diplomatiques, et s'entendre franchement sur les conditions acceptables de part et d'autre; que ces conditions ne pouvaient être bien difficiles à trouver, puisqu'on ne voulait plus disputer à l'Angleterre ce qu'elle avait conquis, c'est-à-dire Malte et le Cap; que la question dès lors se réduisait à quelques îles de peu d'importance; que, pour ce qui regardait la France, elle se prononçait tout de suite clairement; elle voulait, outre son territoire naturel, le Rhin et les Alpes, qu'on ne songeait plus à lui contester, l'Italie entière, le royaume de Naples compris, et ses alliances en Allemagne, à la condition de rendre leur indépendance à la Suisse et à la Hollande dès que la paix serait signée; que par conséquent il n'y avait pas d'obstacle sérieux à une réconciliation immédiate des deux pays, puisque de part et d'autre on devait être disposé à se concéder les choses qui venaient d'être énoncées; que, relativement à la difficulté naissant de la forme de la négociation, collective ou séparée, on ne tarderait pas à en trouver la solution, grâce au penchant que montrait la Russie à traiter directement avec la France.

Il y avait un objet capital sur lequel on ne s'expliqua point, mais sur lequel on laissa entendre qu'à la fin on dirait son secret, et qu'on le dirait de manière à satisfaire la famille royale d'Angleterre : c'était le Hanovre.

Napoléon était effectivement décidé à le restituer à George III, et c'était la conduite récente de la Prusse qui avait provoqué chez lui cette grave résolution. Le langage hypocrite de cette cour dans ses manifestes, tendant à la présenter aux Hanovriens et aux Anglais comme une puissance opprimée, à laquelle on avait fait accepter un beau royaume l'épée sur la gorge, l'avait transporté de colère. Il avait voulu à l'instant même déchirer le traité du 15 février, en forçant la Prusse à tout remettre sur l'ancien pied. Sans les réflexions que le temps et M. de Talleyrand lui avaient inspirées, il aurait fait un éclat. Une autre circonstance plus récente avait contribué à le détacher entièrement de la Prusse, c'était la publication des négociations de 1803, due à lord Castlereagh et aux collègues sortants de M. Pitt. Ceux-ci avaient tenu à venger la mémoire de leur illustre chef, en montrant qu'il était demeuré étranger aux opérations militaires, tandis qu'il avait eu la plus grande part à la formation de la coalition de 1803, laquelle avait

sauvé l'Angleterre en amenant la levée du camp de Boulogne. Mais pour défendre la mémoire de leur chef, ils avaient compromis la plupart des cours. M. Fox le leur avait reproché du haut de la tribune avec une extrême véhémence, et leur avait attribué l'altération de toutes les relations de l'Angleterre avec les puissances européennes. Il n'y avait en effet qu'un cri contre la diplomatie anglaise dans les cabinets, qui se voyaient dénoncés à la France par cette publication imprudente. La conduite de la Prusse avait reçu en cette circonstance une clarté fâcheuse. Ses hypocrites et récentes déclarations à l'Angleterre au sujet du Hanovre, les espérances qu'elle avait données à la coalition, avant et après les événements de Potsdam, tout était divulgué. Napoléon, sans se plaindre, avait fait insérer ces documents au *Moniteur*, laissant à chacun le soin de deviner ce qu'il en devait penser.

Mais l'opinion de Napoléon était formée sur la Prusse. Il ne croyait plus qu'elle valût la peine d'une lutte prolongée avec l'Angleterre; il était décidé à restituer le Hanovre à celle-ci, en offrant à la Prusse l'une de ces deux choses, ou un équivalent du Hanovre pris en Allemagne, ou la restitution de ce qu'on avait reçu d'elle, Anspach, Clèves et Neuchâtel. Le cabinet de Berlin recueillait là ce qu'il avait semé, et ne rencontrait pas plus de fidélité qu'il n'en avait montré. Encore Napoléon ignorait-il la négociation cachée établie avec la Russie, par l'intermédiaire du duc de Brunswick et de M. de Hardenberg.

Sans s'expliquer complètement, on laissa entendre à lord Yarmouth que la paix ne tiendrait pas au Hanovre, et il partit promettant de revenir bientôt avec le secret des intentions de M. Fox.

Un événement singulier, qui pour quelques jours donna à la situation une forte apparence de guerre, contribua au contraire à faire tourner les choses à la paix, en précipitant les résolutions du cabinet russe. Les troupes françaises chargées d'occuper la Dalmatie s'étaient hâtées de marcher vers les bouches du Cattaro, pour les garantir du danger qui les menaçait. Les Monténégrins, dont l'évêque et les principaux chefs vivaient des largesses de la Russie, s'étaient fort agités en apprenant l'approche des Français, et avaient appelé l'amiral Siniavin, celui qui avait transporté de Corfou à Naples, de Naples à Corfou, les Russes chargés d'envahir le midi de l'Italie. Cet amiral, averti de l'occasion qui s'offrait d'enlever les bouches du Cattaro, s'était

pressé d'embarquer quelques centaines de Russes, les avait joints à une troupe de Monténégrins, descendus de leurs montagnes, et s'était présenté devant les forts. Un officier autrichien qui les occupait, et un commissaire chargé par l'Autriche de les rendre aux Français, se déclarant contraints par une force supérieure, les livrèrent aux Russes. Cette allégation d'une force supérieure n'avait rien de fondé, car il se trouvait dans les forts de Cattaro deux bataillons autrichiens très-capables de les défendre, même contre une armée régulière, qui aurait eu les moyens de siège dont les Russes étaient dépourvus. Cette perfidie était surtout le fait du commissaire autrichien, marquis de Ghisilieri, Italien très-rusé, blâmé depuis par son gouvernement, et mis en jugement pour cet acte de déloyauté.

Quand ce fait, transmis à Paris par courrier extraordinaire, fut connu de Napoléon, il en conçut un vif déplaisir, car il tenait infiniment aux bouches du Cattaro, moins à cause des avantages, d'ailleurs très-réels, de cette position maritime, qu'à cause du voisinage de la Turquie, sur laquelle les bouches du Cattaro lui fournissaient un moyen de faire sentir son action, ou protectrice ou répressive. Mais il s'en prit exclusivement au cabinet de Vienne, car c'était ce cabinet qui devait lui remettre le territoire de la Dalmatie, et qui en était à son égard l'unique débiteur. Le corps du maréchal Soult était sur le point de repasser l'Inn et d'évacuer Braunau. Napoléon lui ordonna de s'arrêter sur l'Inn, de réarmer Braunau, de s'y établir, et d'y créer une véritable place d'armes. En même temps, il déclara à l'Autriche que les troupes françaises allaient rebrousser chemin, que les prisonniers autrichiens, déjà en marche pour rentrer dans leur patrie, allaient être retenus, et que, s'il le fallait, les choses seraient poussées jusqu'à un renouvellement d'hostilités, à moins qu'on ne lui donnât l'une des deux satisfactions suivantes : ou la restitution immédiate des bouches du Cattaro, ou l'envoi d'une force militaire autrichienne pour les reprendre sur les Russes conjointement avec les Français.

Cette seconde alternative n'était pas celle qui lui convenait le moins, car c'était mettre l'Autriche aux prises avec la Russie.

Quand ces déclarations, faites avec le ton péremptoire qui était ordinaire à Napoléon, parvinrent à Vienne, elles y causèrent une véritable consternation. Le cabinet autrichien n'était

pour rien dans cette infidélité d'un agent inférieur. Celui-ci avait agi sans ordre, et en croyant plaire à son gouvernement par une perfidie envers les Français. Sur-le-champ on écrivit de Vienne à Saint-Pétersbourg, pour faire part à l'empereur Alexandre des nouveaux périls auxquels l'Autriche se trouvait exposée, et pour lui déclarer que, ne voulant à aucun prix revoir les Français à Vienne, on accepterait plutôt la douloureuse nécessité d'attaquer les Russes dans les forts de Cattaro.

L'amiral Siniavin, qui s'était emparé des bouches du Cattaro, avait agi sans ordre, comme le marquis de Ghisilieri, qui les avait livrées. Alexandre était fâché de la position dans laquelle on avait placé son allié l'empereur François ; il était fâché de la position dans laquelle on le plaçait lui-même, entre l'embarras de rendre, et celui de garder. Il était toujours plus importuné des instances de ses jeunes amis, qui lui parlaient sans cesse de persévérance dans la conduite ; il était inquiet des négociations entamées avec Napoléon par l'Angleterre, et, bien que celle-ci eût enfin rompu le silence qu'elle avait observé pendant la crise ministérielle, il se défiait de ses alliés, il était enclin à suivre l'exemple général, et à se rapprocher de la France. En conséquence, il saisit l'occasion même des bouches du Cattaro, qui semblait plutôt une occasion de guerre que de paix, pour entamer une négociation pacifique. Il avait sous la main l'ancien secrétaire de la légation russe à Paris, M. d'Oubril, qui s'y était conduit à la satisfaction des deux gouvernements, et qui avait de plus l'avantage de bien connaître la France. On le chargea de se transporter à Vienne, et là de demander des passeports pour Paris. Le prétexte ostensible devait être de s'occuper des prisonniers russes, mais la mission réelle était de traiter l'affaire des bouches du Cattaro, et de la comprendre dans un règlement général de toutes les questions qui avaient divisé les deux empires. M. d'Oubril avait ordre de retarder le plus longtemps qu'il le pourrait la restitution des bouches du Cattaro, de les rendre toutefois s'il n'y avait pas moyen d'empêcher une reprise d'hostilités contre l'Autriche, et de ménager surtout le rétablissement d'une paix honorable entre la Russie et la France. On la trouverait honorable, lui disait-on, s'il y avait quelque chose d'obtenu, n'importe quoi, pour les deux protégés ordinaires du cabinet russe, les rois de Naples et de Piémont ; car, du reste, les deux empires n'avaient rien à se

contester l'un à l'autre, et ne faisaient qu'une guerre d'influence. Avant de partir, M. d'Oubril s'entretint avec l'empereur Alexandre, et il devint manifeste pour lui que ce prince penchait visiblement vers la paix, beaucoup plus que le ministère russe, qui d'ailleurs était chancelant et presque démissionnaire. Il partit donc inclinant du côté où inclinait son maître. Il emportait de doubles pouvoirs, les uns limités, les autres complets, et embrassant toutes les questions qu'on pouvait avoir à résoudre. Il avait ordre de se concerter avec le négociateur anglais, relativement aux conditions de la paix, mais sans exiger une négociation collective, ce qui décidait par le fait les difficultés soulevées entre la France et l'Angleterre.

M. d'Oubril partit pour Vienne, et par sa présence rendit le calme à l'empereur François, qui craignait ou de revoir les Français chez lui, ou d'avoir à combattre les Russes. La seconde alternative l'effrayait beaucoup moins que la première, ce prince avait dirigé un corps autrichien vers les bouches du Cattaro, avec ordre de secourir au besoin les troupes françaises. M. d'Oubril le rassura en lui montrant ses pouvoirs, et fit demander des passe-ports par le comte de Rasomousky, afin d'arriver le plus tôt possible à Paris.

Napoléon voulut qu'on répondit sans retard, et favorablement, à la demande de M. d'Oubril; mais en même temps il eut soin de distinguer l'affaire des bouches du Cattaro de celle du rétablissement de la paix. L'affaire des bouches du Cattaro, suivant ce qui fut dit de sa part, ne pouvait être l'objet d'aucune négociation, puisqu'il s'agissait d'un engagement de l'Autriche resté sans exécution, et à l'égard duquel on n'avait rien à démêler avec la Russie. Quant au rétablissement de la paix, on était prêt à écouter avec la meilleure volonté les propositions de M. d'Oubril, car on souhaitait franchement terminer une guerre sans but comme sans intérêt pour les deux empires. Les passe-ports de M. d'Oubril furent sur-le-champ expédiés à Vienne.

Napoléon voyait donc l'Autriche épuisée par trois guerres, cherchant à éviter toute nouvelle hostilité contre la France; la Russie dégoûtée d'une lutte trop légèrement entreprise, et décidée à ne pas la prolonger; l'Angleterre satisfaite de ses succès sur mer, ne croyant pas qu'il valût la peine de s'exposer de nouveau à quelque expédition formidable; la Prusse, enfin, déconsi-

dérée, n'ayant plus aucune valeur aux yeux de personne, et dans cet état le monde entier désirant ou conserver, ou obtenir la paix, à des conditions, il est vrai, qui n'étaient pas encore clairement définies, mais qui laisseraient, quelles qu'elles fussent, la France au rang de première puissance de l'univers.

Napoléon jouissait vivement de cette situation, et n'avait nullement envie de la compromettre, même pour remporter de nouvelles victoires. Mais il méditait de vastes projets, qu'il croyait pouvoir faire découler naturellement et immédiatement du traité de Presbourg. Ces projets lui semblaient si généralement prévus, qu'à la seule condition de les accomplir tout de suite, il espérait les faire comprendre dans la double paix qui se négociait avec la Russie et avec l'Angleterre. Alors son empire, tel qu'il l'avait conçu dans sa vaste pensée, se trouverait constitué définitivement, et accepté de l'Europe. Ces résultats obtenus, il regardait la paix comme l'achèvement et la ratification de son œuvre, comme le prix dû à ses travaux et à ceux de son peuple, comme l'accomplissement de ses vœux les plus chers. Il était homme, enfin, ainsi qu'il l'avait déjà fait dire à M. Fox, et il était loin d'être insensible aux charmes du repos. Avec la puissante mobilité de son âme, il était aussi disposé à goûter les douceurs de la paix et la gloire des arts utiles, qu'à se transporter de nouveau sur les champs de bataille, pour bivaquer sur la neige au milieu des rangs de ses soldats.

Lord Yarmouth était revenu de Londres avec une lettre particulière de M. Fox, attestant qu'il jouissait de toute la confiance de ce ministre, et qu'on pouvait lui parler sans réserve. Cette lettre ajoutait que lord Yarmouth recevrait des pouvoirs, dès qu'on aurait l'espérance fondée de s'entendre. M. de Talleyrand l'avait alors instruit des communications établies avec la Russie, et lui avait ainsi prouvé l'inutilité de réclamer une négociation collective, lorsque la Russie se prêtait elle-même à une négociation séparée. Quant à la prétention de l'Angleterre de n'être pas exclue des affaires du continent, M. de Talleyrand offrit à lord Yarmouth la reconnaissance officielle d'un *droit égal pour les deux puissances, d'intervention et de garantie dans les affaires continentales et maritimes*¹. Ainsi la question de la négociation séparée semblait n'en plus être une, et les conditions de la paix ne paraissaient plus elles-mêmes présenter de difficultés insolubles. L'Angleterre voulait conserver Malte et le Cap; elle laissait

voir le désir de garder nos établissements de l'Inde, tels que Chandernagor et Pondichéry, les îles françaises de Tabago et de Sainte-Lucie, et surtout la colonie hollandaise de Surinam située sur le continent américain. Entre ces diverses possessions il n'y avait de considérable que Surinam, car Pondichéry n'était qu'un vain débris de notre ancienne puissance dans l'Inde; Tabago, Sainte-Lucie n'avaient pas assez de valeur pour motiver un refus. Relativement à Surinam, l'Angleterre ne se montrait pas absolue. Quant à nos conquêtes continentales, bien autrement importantes que ses conquêtes maritimes, elle était prête à nous les concéder toutes, sans excepter Gênes, Venise, la Dalmatie et Naples. La Sicile seule paraissait faire difficulté. Lord Yarmouth, s'expliquant confidentiellement, disait qu'on était fatigué de protéger ces Bourbons de Naples, cet imbécile roi, cette folle reine; que néanmoins, si la Sicile leur restait de fait, puisque Joseph ne l'avait pas encore conquise, on serait obligé de la demander pour eux, mais que ce serait là une question qui dépendrait du résultat des opérations militaires actuellement entreprises. Dans le cas cependant où la Sicile leur serait enlevée, lord Yarmouth ajoutait qu'il faudrait leur trouver une indemnité quelque part. Il était sous-entendu que, pour prix de ces diverses concessions, le Hanovre serait rendu à l'Angleterre. Mais, de part et d'autre, on réservait la chose, sans l'énoncer formellement.

La Sicile était donc la seule difficulté sérieuse, et encore la conquête immédiate de l'île, sauf un dédommagement, quelque insignifiant qu'il fût, pouvait tout arranger. Les passe-ports étaient envoyés à M. d'Oubril; on ne savait pas quelles prétentions il apportait, mais elles ne devaient pas être sensiblement différentes des prétentions anglaises.

Napoléon voyait clairement qu'en ne précipitant pas les négociations, et en accélérant au contraire l'exécution de ses projets, il atteindrait son double but, de constituer son empire comme il le voulait, et d'en faire confirmer l'établissement par la paix générale.

Dès l'origine, en préférant le titre d'empereur à celui de roi, il avait imaginé un vaste système d'empire, duquel relèveraient des royaumes vassaux, à l'imitation de l'empire germanique, empire si affaibli qu'il n'existait plus que de nom, et qu'il faisait naître la tentation de le remplacer

en Europe. Les dernières victoires de Napoléon avaient exalté son imagination, et il ne rêvait rien moins que de relever l'empire d'Occident, d'en placer la couronne sur sa tête, et de le rétablir ainsi au profit de la France. Les nouvelles royautes vassales étaient toutes trouvées, et elles devaient être distribuées entre les membres de la famille Bonaparte. Eugène de Beauharnais, adopté comme fils, devenu époux d'une princesse de Bavière, était déjà vice-roi d'Italie, et cette vice-royauté comprenait la moitié la plus importante de la péninsule italique, puisqu'elle s'étendait de la Toscane aux Alpes Juliennes. Joseph, frère aîné de Napoléon, était roi désigné de Naples. Il ne restait qu'à lui procurer la Sicile pour qu'il possédât l'un des plus beaux royaumes de second ordre. La Hollande, qui se gouvernait assez difficilement en république, était sous la dépendance absolue de Napoléon, et il croyait pouvoir la rattacher à son système, en la constituant en royaume sur la tête de son frère Louis. Cela faisait trois royautes, celles d'Italie, de Naples, de Hollande, à placer sous la suzeraineté de son empire. Quelquefois, lorsqu'il étendait davantage encore le rêve de sa grandeur, il songeait à l'Espagne et au Portugal, qui lui donnaient tous les jours des signes, l'Espagne d'une hostilité cachée, le Portugal d'une hostilité patente. Mais ceci était placé loin encore dans le vaste horizon de sa pensée. Il fallait que l'Europe l'obligeât à quelque nouveau coup d'éclat, comme Austerlitz, pour se permettre l'expulsion complète de la maison de Bourbon. Il est certain cependant que cette expulsion commençait à devenir chez lui une idée systématique. Depuis qu'il avait été amené à proclamer la déchéance des Bourbons de Naples, il considérait la famille Bonaparte comme destinée à remplacer la maison de Bourbon sur tous les trônes du midi de l'Europe.

Dans cette vaste hiérarchie d'États vassaux dépendant de l'Empire français, il voulait un second et un troisième rang, composés de grands et petits duchés, sur le modèle des fiefs de l'Empire germanique. Il avait déjà constitué au profit de sa sœur aînée le duché de Lucques, qu'il se proposait d'agrandir en y ajoutant la principauté de Massa, détachée du royaume d'Italie. Il projetait d'en créer un autre, celui de Guastalla, en le détachant aussi du royaume d'Italie. Ces deux démembrements étaient fort insignifiants, en comparaison de la magnifique adjonction des États vénitiens. Napoléon venait d'obtenir de la Prusse Neuchâtel, Anspach et les restes du du-

¹ Texte de la dépêche.

ché de Clèves. Il avait donné Anspach à la Bavière pour se procurer le duché de Berg, joli pays, placé à la droite du Rhin, au-dessous de Cologne, et comprenant l'importante place de Wesel. « Strasbourg, Mayence, Wesel, disait Napoléon, sont les trois brides du Rhin. »

Il avait encore dans la haute Italie Parme et Plaisance, dans le royaume de Naples Ponte-Corvo et Bénévent, fiefs restés litigieux entre Naples et le pape, qui en ce moment lui donnait les plus graves sujets de mécontentement. Pie VII n'avait pas emporté de Paris les satisfactions auxquelles il s'était attendu. Flatté des soins de Napoléon, il avait été déçu dans ses espérances d'un dédommagement territorial. De plus l'invasion de toute l'Italie par les Français, maintenant qu'ils s'étendaient des Alpes Juliennes jusqu'au détroit de Messine, lui avait paru compléter la dépendance des États Romains. Il en était au désespoir, et le montrait de toutes les manières. Il ne voulait pas organiser l'Église d'Allemagne, qui restait sans prélats, sans chapitres, depuis les sécularisations. Il n'admettait aucun des arrangements religieux adoptés pour l'Italie. A l'occasion du mariage que Jérôme Bonaparte avait contracté aux États-Unis avec une protestante, et que Napoléon voulait faire casser, le pape opposait une résistance peu sincère, mais opiniâtre, usant ainsi, à défaut d'armes temporelles, de ses armes spirituelles. Napoléon lui avait fait dire qu'il se tenait pour maître de l'Italie, Rome comprise, et qu'il n'y souffrirait pas un ennemi caché; qu'il suivrait l'exemple de ces princes, qui en restant fidèles à l'Église avaient su la dominer; qu'il était pour l'Église romaine un vrai Charlemagne, car il l'avait rétablie, et qu'il prétendait être traité comme tel. En attendant, il exprimait son déplaisir en prenant Ponte-Corvo et Bénévent. C'était le déplorable commencement d'une mésintelligence funeste, à laquelle Napoléon croyait alors pouvoir assigner les bornes qu'il lui plairait de poser, dans l'intérêt de la religion et de l'empire.

Ainsi, outre plusieurs trônes à distribuer, il avait Lucques, Guastalla, Bénévent, Ponte-Corvo, Plaisance, Parme, Neuchâtel, Berg, à partager entre ses sœurs et ses plus fidèles serviteurs, à titre de principautés ou de duchés. En donnant des royaumes comme Naples à Joseph, des accroissements comme les États vénitiens à Eugène, il songeait à y créer encore une vingtaine de moindres duchés, destinés tant à ses généraux qu'à ses meilleurs serviteurs de l'ordre civil, pour

former un troisième rang dans sa hiérarchie impériale, et pour récompenser d'une manière éclatante ces hommes, auxquels il devait le trône, et auxquels la France devait sa grandeur.

Depuis qu'en plaçant la couronne impériale sur sa tête, il s'était adjugé à lui-même le prix des exploits merveilleux accomplis par la génération présente, il avait déchainé les desirs des compagnons de sa gloire, et ils aspiraient aussi à obtenir le prix de leurs travaux. Malheureusement ils n'imitaient plus la sobriété des généraux de la république, et souvent ils prenaient ce qu'on ne se hâtait pas de leur donner. On venait de commettre en Italie, et notamment dans les États vénitiens, des exactions fâcheuses, que Napoléon s'était attaché à réprimer avec la dernière rigueur. Il avait, avec une vigilance incroyable, recherché, découvert le secret de ces exactions, appelé devant lui ceux qui se les étaient permises, arraché d'eux la révélation des valeurs détournées, et exigé la restitution immédiate de ces valeurs, en commençant par le général en chef, qui avait été obligé de verser une somme considérable dans la caisse de l'armée.

Mais il ne voulait pas imposer une intégrité rigoureuse à ses généraux sans récompenser leur héroïsme. « Dites-leur, avait-il écrit à Eugène et à Joseph, auprès desquels étaient alors employés plusieurs des officiers dont il venait de redresser la conduite, dites-leur que je leur donnerai à tous beaucoup plus qu'ils ne pourraient jamais prendre eux-mêmes; que ce qu'ils prendraient les couvrirait de honte, que ce que je leur donnerai leur fera honneur, et sera le témoignage immortel de leur gloire; qu'en se payant de leurs mains ils vexeraient mes peuples, rendraient la France l'objet des malédictions des vaincus, et que ce que je leur donnerai, au contraire, accumulé par ma prévoyance, ne sera une spoliation pour personne. Qu'ils attendent, avait-il ajouté, et ils seront riches, honorés, sans avoir à rougir d'aucune concussion. »

Des idées profondes se mêlaient, comme on le voit, à ses conceptions en apparence les plus vaines. Il était donc résolu à satisfaire chez les généraux le désir des jouissances, mais à le diriger vers de nobles récompenses légitimement acquises. Sous le Consulat, quand tout avait encore la forme républicaine, il avait imaginé la Légion d'honneur. Maintenant que tout prenait autour de lui la forme monarchique, et qu'il grandissait à vue d'œil, il voulait que chacun grandît avec lui. Il méditait de créer des rois,

des grands-ducs, des ducs, des comtes, etc... M. de Talleyrand, prôneur assidu des créations de ce genre, avait, pendant la dernière campagne, travaillé beaucoup lui-même à l'œuvre de Napoléon, et l'avait entretenu de ce sujet autant que de l'arrangement de l'Europe, qu'il était chargé de négocier à Presbourg. Ils avaient à eux deux conçu un vaste système de vassalité, comprenant des ducs, des grands-ducs, des rois, sous la suzeraineté de l'empereur, et ayant, non pas de vains titres, mais de véritables principautés, soit en domaines territoriaux, soit en riches revenus.

Les nouveaux rois devaient, pour plus de conformité avec l'empire germanique, conserver, sur les trônes qu'ils allaient occuper, leur qualité de grands dignitaires de l'empire français. Joseph devait rester grand-électeur, Louis connétable, Eugène archichancelier d'État, Murat grand amiral, quand ils deviendraient rois ou grands-ducs. Des dignitaires supplémentaires, tels qu'un vice-connétable, un vice-grand-électeur, etc., pris parmi les principaux personnages de l'État, rempliraient leurs fonctions quand ils seraient absents, et multiplieraient ainsi les charges à distribuer. Les rois, restés dignitaires de l'empire français, devaient résider souvent en France, y avoir un établissement royal au Louvre, approprié à leur usage. Ils devaient former le conseil de la famille impériale, y remplir certaines fonctions spéciales pendant les minorités, et même élire l'Empereur, dans le cas où la ligne masculine viendrait à s'éteindre, ce qui arrive quelquefois chez les familles régnantes.

L'assimilation avec l'empire germanique était complète, et, cet empire tombant de toutes parts en ruine, exposé même à disparaître par un simple effet de la volonté de Napoléon, l'empire français se trouvait tout prêt à le remplacer en Europe. L'empire des Francs pouvait redevenir ce qu'il avait été sous Charlemagne, l'empire d'Occident, et en prendre même le titre. C'était là le dernier vœu de cette ambition immense, le seul qu'elle n'ait pas réalisé, et celui pour lequel elle a tourmenté le monde, pour lequel elle a péri peut-être. M. de Talleyrand, qui, tout en conseillant la paix, flattait quelquefois les passions qui amenaient la guerre, présentait souvent cette idée à Napoléon, sachant l'émotion profonde qu'elle produisait dans son âme. Chaque fois qu'il lui en parlait, il voyait briller dans ses yeux, étincelants de génie, tous les feux de l'ambition. Saisi cependant d'une sorte de pudeur,

comme à la veille du jour où il prit le pouvoir suprême, Napoléon n'osait pas avouer toute l'étendue de ses désirs. L'archichancelier Cambacérès, avec lequel il s'ouvrait davantage, parce qu'il était plus assuré d'une discrétion absolue, avait eu la demi-confiance de ses vœux secrets, et s'était gardé de les encourager, parce que chez lui le dévouement ne faisait jamais taire la prudence. Mais il était évident qu'au faite des grandeurs humaines, arrivé à ce point qu'Alexandre, César, Charlemagne n'ont pas dépassé, l'âme inquiète et insatiable de Napoléon souhaitait encore quelque chose, et que c'était ce titre d'empereur d'Occident, qui depuis mille ans n'avait plus été porté dans le monde.

Il existe entre les peuples du Midi et de l'Occident, chez les Français, les Italiens, les Espagnols, tous enfants de la civilisation romaine, une certaine conformité de génie, de mœurs, d'intérêts, quelquefois de territoire, qu'on ne retrouve plus au delà de la Manche, du Rhin et du cercle des Alpes, chez les Anglais et les Allemands. Cette conformité est l'indication d'une alliance naturelle, que la maison de Bourbon, en réunissant, sous son sceptre royal, Paris, Madrid, Naples, et quelquefois Milan, Parme, Florence, avait en partie réalisée. Si c'était là ce que voulait Napoléon; si, maître de la France, de celle qui ne finit qu'aux bouches de la Meuse et du Rhin, et au sommet des Alpes; si, maître de l'Italie entière, pouvant le devenir bientôt de l'Espagne, il ne voulait que reconstituer cette alliance des peuples d'origine latine, en lui donnant la forme symbolique, et sublime par les souvenirs, de l'empire d'Occident, la nature des choses, quoique forcée, n'était pas outragée cependant. La famille Bonaparte remplaçait la maison de Bourbon, pour régner d'une manière plus complète sur l'étendue des pays que cette antique maison avait aspiré à dominer, pour les rattacher par un simple lien de suzeraineté au chef de la famille, lien qui laissait à chacune des nations méridionales son indépendance, en rendant plus fort l'utile faisceau de leur alliance. Avec le génie de Napoléon, en transportant dans la politique la prudence qu'il déployait à la guerre, avec un très-long règne, cette conception n'était peut-être pas impossible à réaliser. Mais cette nature des choses, qui se venge toujours cruellement de ceux qui la méconnaissent, était follement violente lorsque, dans son ambition, Napoléon cessait de respecter la limite du Rhin, lorsqu'il voulait réunir des Germains à des Gaulois, sou-

mettre des peuples du Nord à des peuples du Midi, placer des princes français en Allemagne, malgré d'invincibles antipathies de mœurs, et il faisait apparaître alors à tous les yeux le fantôme de cette monarchie universelle, que l'Europe redoute et déteste, qu'elle a combattu, qu'elle fera bien de combattre sans cesse, mais qu'un jour peut-être elle subira de la main des peuples du Nord, après avoir refusé de la subir de la main des peuples d'Occident.

Un enchaînement de faits imprévus, même pour la vaste et prévoyante ambition de Napoléon, amenait en ce moment la dissolution de l'empire germanique, et allait rendre vacant ce noble titre d'empereur d'Allemagne, qui avait remplacé sur la tête des successeurs de Charlemagne le titre d'empereur d'Occident. C'était un nouvel et fatal encouragement pour les projets que Napoléon nourrissait dans son esprit, sans oser les produire encore.

En songeant, dans ses derniers traités avec l'Autriche, à récompenser ses trois alliés de l'Allemagne méridionale, les princes de Bavière, de Wurtemberg et de Baden, et à terminer tout sujet de collision entre eux et le chef de l'empire, par la solution de certaines questions restées indécises en 1803, Napoléon avait prononcé, sans qu'il s'en doutât, la dissolution prochaine du vieil empire germanique. Instrument providentiel, quelquefois involontaire, presque toujours méconnu, de cette révolution française, qui devait changer la face du monde, il avait préparé à son insu l'une des plus grandes réformes européennes.

On se souvient comment, en 1805, la France avait été appelée à se mêler du gouvernement intérieur de l'Allemagne; comment les princes qui avaient perdu tout ou partie de leurs États, par la cession de la rive gauche du Rhin, avaient résolu de se dédommager de leurs pertes en sécularisant les principautés ecclésiastiques. Ne pouvant se mettre d'accord sur le partage de ces principautés, ils avaient appelé Napoléon à leur secours, pour apporter dans ce partage l'équité et la volonté sans lesquelles il était impossible. La Prusse et l'Autriche avaient reçu de sa propre main les biens de l'Église, avec un seul déplaisir, celui de n'en pas obtenir davantage. La suppression des principautés ecclésiastiques avait entraîné la modification des trois collèges composant la diète. On s'était entendu sur le collège des électeurs, mais point sur celui des princes, dans lequel l'Autriche prétendait avoir un plus

grand nombre de voix catholiques que celui qui lui avait été accordé. On s'était entendu sur le collège des villes, en réduisant leur nombre à six, et en détruisant presque tout à fait leur influence. On n'avait rien statué sur une nouvelle organisation des cercles, chargés de maintenir le respect des lois dans chaque grande province allemande; sur une nouvelle organisation religieuse, devenue nécessaire depuis la suppression d'une foule de sièges, et indéfiniment retardée par la mauvaise volonté du pape. Enfin, on n'avait pas résolu la grave question de la noblesse immédiate, parce qu'elle intéressait toute l'aristocratie allemande, et surtout l'Autriche, qui avait dans les membres de cette noblesse des vassaux dépendants de l'empire, indépendants des princes territoriaux, et lui rendant une quantité de services dont le recrutement, autorisé dans leurs terres, n'était pas le moindre.

Les puissances médiatrices, la France et la Russie, fatiguées de cette longue médiation, attirées ailleurs par d'autres événements, avaient à peine retiré leur main, laissant l'Allemagne à moitié réformée, que l'anarchie avait envahi cette malheureuse contrée. L'Autriche, sous le prétexte d'un prétendu droit d'épave, avait usurpé les dépendances des biens ecclésiastiques donnés en indemnité, et avait privé les princes indemnisés d'une notable partie de ce qui leur était dû. Ces princes de leur côté avaient voulu s'emparer des biens de la noblesse immédiate, et avaient profité pour cela des incertitudes du dernier recez.

La guerre de 1805 ayant ramené Napoléon au delà du Rhin, il avait profité de l'occasion pour résoudre au profit des princes ses alliés les questions restées indécises, et il avait ainsi créé dans les pays de Baden, de Wurtemberg et de Bavière, une sorte de dissonance avec le reste de l'Allemagne. Mais l'avidité de ces mêmes alliés avait fait naître des difficultés qui touchaient à l'Allemagne tout entière. Le roi de Wurtemberg, ne gardant aucune mesure, avait usurpé les terres de la noblesse immédiate, tant celles qui avaient cette qualité que celles qui ne l'avaient pas. Il s'était arrogé plus que les droits du souverain territorial, et il avait saisi beaucoup de châteaux de la noblesse, comme s'il en eût été le véritable propriétaire. Tous ces droits d'origine féodale que l'Autriche avait voulu exercer en Souabe, et dont la portée était dangereusement arbitraire, il s'en était déclaré le nouveau titulaire, en vertu de la possession de certains chefs-lieux féodaux

que le partage de la Souabe autrichienne lui avait procurés, et il commençait à s'en servir avec plus de rigueur que la chancellerie autrichienne elle-même. Les maisons de Baden et de Bavière, molestées par lui, et autorisées par son exemple, commettaient les mêmes excès dans leur circonscription. Le mépris du droit avait été poussé jusqu'à pénétrer dans les principautés souveraines enclavées dans les territoires de ces trois princes, sous prétexte d'y rechercher les domaines de la noblesse immédiate, qui ne pouvaient dans aucun cas leur appartenir, car si ces domaines appartenaient à d'autres qu'aux nobles immédiats eux-mêmes, c'était tout au plus au prince souverain duquel ils relevaient immédiatement.

Napoléon avait chargé M. Otto, son ministre à Munich, comme arbitre, et Berthier comme chef de la force exécutive, de régler, entre Baden, Wurtemberg et Bavière, toutes les contestations naissant du partage des territoires autrichiens de la Souabe. Les difficultés se compliquant, Napoléon leur avait adjoint le général Clarke pour les aider à débrouiller ce chaos. Les uns et les autres désespéraient d'en venir à bout. Les princes violentés s'étaient d'abord présentés à Ratisbonne, mais les ministres à la diète, n'ayant ni courage ni autorité depuis que l'Autriche ne leur en donnait plus, s'avouaient impuissants en présence du désordre croissant de toutes parts. L'Autriche elle-même les avait presque réduits à cette impuissance, dont ils se plaignaient, en refusant l'année précédente d'autoriser toute délibération sérieuse, tant qu'on ne reconstituerait pas à son gré le collège des princes, et qu'on n'y ajouterait pas le nombre des voix catholiques qu'elle réclamait. Et maintenant, définitivement vaincue, préoccupée uniquement de son salut, elle achevait d'anéantir la diète, en lui laissant voir qu'il n'y avait plus à compter sur elle pour aucun acte efficace. La diète était donc un corps détruit, recevant tout au plus les communications qu'on lui faisait, en accusant à peine réception, mais ne délibérant sur aucun sujet.

A cette vue, les petits princes souverains, les nobles immédiats exposés à toutes sortes d'usurpations, les villes libres réduites de six à cinq par le don d'Augsbourg à la Bavière, les princes ecclésiastiques sécularisés dont les pensions n'étaient plus payées, étaient accourus à Munich pour invoquer auprès de MM. Otto, Berthier et Clarke la protection de la France. Ceux-ci, révoltés du spectacle d'oppression dont ils étaient

témoins, avaient d'abord formé une espèce de congrès pour concilier tous les intérêts, et empêcher qu'à l'ombre de la protection de la France on ne commit des actes iniques. M. Otto avait conçu un projet d'arrangement que la France devait soumettre aux principaux oppresseurs, les souverains de Bavière, de Baden et de Wurtemberg. Mais il avait bientôt reconnu qu'il ne faisait pas moins qu'un nouveau plan de constitution germanique, et, de plus, les agents du roi de Wurtemberg, quand il leur avait présenté ce plan, s'étaient vivement récriés, et avaient déclaré que jamais leur maître ne consentirait aux concessions proposées. On eût dit que ce prince, dont on venait de faire un roi, d'augmenter les États, de doubler les prérogatives souveraines, était spolié par la France, parce qu'elle lui demandait quelque respect des propriétés, et quelques égards de voisinage en faveur de ses voisins les plus faibles. N'y sachant plus que faire, M. Otto avait tout envoyé à Paris, et les réclamations, et les réclamants, et les projets d'arrangement qu'il avait imaginés dans une intention de justice. Ce renvoi avait eu lieu à la fin de mars.

Depuis cette époque, opprimés et oppresseurs étaient au pied du trône de Napoléon. Il devenait évident que le sceptre de Charlemagne avait passé des Germains aux Francs.

C'est ce qu'avait dit, écrit, sous toutes les formes, le prince archevêque, dernier électeur ecclésiastique conservé par Napoléon, et transporté, comme on s'en souvient, de Mayence à Ratisbonne. Ce prince, dont nous avons tracé ailleurs le caractère aimable et mobile, les penchants somptueux, cherchant la force où elle était, ne cessait de supplier Napoléon de prendre en main le sceptre de la Germanie; et si quelqu'un avait fait retentir aux oreilles de Napoléon le dangereux nom de Charlemagne, c'était certainement lui. « Vous êtes Charlemagne, lui disait-il, soyez donc le maître, le régulateur, le sauveur de l'Allemagne. » Si ce nom, qui n'était pas celui qui plaisait davantage à l'orgueil de Napoléon, car il avait dans Alexandre et César des émules plus dignes de son génie, mais qui plaisait particulièrement à son ambition, parce qu'il établissait plus de rapports avec ses projets sur l'Europe; si ce nom se trouvait toujours mêlé au sien, c'était moins par son fait que par le fait de tous ceux qui recouraient à son pouvoir protecteur. Quand l'Église voulait quelque chose de lui, elle lui disait : « Vous êtes Charlemagne, donnez-nous ce qu'il nous a donné. » Quand

les princes allemands de tous les États étaient opprimés, ils lui disaient : « Vous êtes Charlemagne, protégez-nous comme il l'aurait fait. »

On lui eût donc inspiré les idées que son ambition aurait tardé à concevoir, si elle avait été lente dans ses désirs. Mais les besoins des peuples et son ambition marchaient alors ensemble.

A toutes les époques, les princes de l'Allemagne, outre la confédération germanique, autorité légale et reconnue par eux, avaient formé des ligues particulières, pour défendre tels droits ou tels intérêts, qui étaient communs à certains d'entre eux. Tout ce qui restait de ces ligues s'adressait à Napoléon, en le priant d'intervenir à leur profit, tant comme auteur et garant de l'acte de médiation de 1805, que comme signataire et exécuteur du traité de Presbourg. Les uns lui proposaient de former de nouvelles ligues sous sa protection, les autres de former une nouvelle confédération germanique sous son sceptre impérial. Les princes dont les possessions étaient envahies, les nobles immédiats dont les terres étaient saisies, les villes libres menacées de suppression, proposaient des plans différents, mais

¹ Nous citons le curieux document qui fut adressé à Napoléon.

Ratisbonne, 10 avril 1806.

Sire,

Le génie de Napoléon ne se borne pas à créer le bonheur de la France; la Providence accorde l'homme supérieur à l'univers. L'estimable nation germanique gémit dans les malheurs de l'anarchie politique et religieuse : soyez, sire, le régénérateur de sa constitution ! Voici quelques vœux dictés par l'état des choses. Que le duc de Clèves devienne électeur, qu'il obtienne l'octroi du Rhin sur toute la rive droite; que le cardinal Fesch soit mon coadjuteur; que les rentes assignées sur l'octroi à douze États de l'empire soient fondées sur quelque autre base. Votre Majesté impériale et royale jugera dans sa sublimité s'il est utile au bien général de réaliser ces idées. Si quelque erreur idéologique me trompe à cet égard, le cœur m'atteste au moins la pureté de mes intentions.

Je suis avec un attachement inviolable et le plus profond respect, sire, de Votre Majesté impériale et royale le très-humble et tout dévoué admirateur.

CHARLES, électeur archevêque.

La nation germanique a besoin que sa constitution soit régénérée : la majeure partie de ses lois ne présente que des mots vides de sens, depuis que les tribunaux, les cercles, la diète de l'empire n'ont plus les moyens nécessaires pour soutenir les droits de propriété et de sûreté personnelle des individus qui composent la nation, et que ces institutions ne peuvent plus protéger les opprimés contre les attentats du pouvoir arbitraire et de la cupidité. Un tel état est anarchoïque; les peuples supportent les charges de l'état civil sans jouir de ses principaux avantages, position désastreuse pour une nation foncièrement estimable par sa loyauté, son industrie, son énergie primitive. La constitution germanique ne peut être régénérée que par un chef de l'empire d'un grand caractère, qui

étaient prêts, moyennant protection, à se réunir au plan qui prévaudrait.

Le prince archevêque, qui craignait que son électorat ecclésiastique, le dernier échappé au naufrage, ne succombât dans cette autre tempête, imagina un plan pour le sauver; ce fut de former une nouvelle confédération germanique, appelée à délibérer sous sa présidence, et à comprendre tous les États allemands, excepté la Prusse et l'Autriche. Afin d'intéresser Napoléon à cette création, il inventa deux moyens. Le premier consistait à créer un électorat attaché au duché de Berg, qu'on savait destiné à Murat, et le second à désigner sur-le-champ un coadjuteur pour l'archevêché de Ratisbonne, et à le choisir dans la famille impériale. Ce coadjuteur étant archevêque désigné de Ratisbonne, archevêque futur de la confédération, devait placer la nouvelle diète sous la main de Napoléon. Le membre de la famille Bonaparte destiné à ce rôle de coadjuteur était tout indiqué par sa profession ecclésiastique; c'était le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, ambassadeur à Rome ¹.

Sans attendre qu'un tel plan fût proposé, discuté et accueilli, l'archevêque, pressé de

rendre la vigueur aux lois en concentrant dans ses mains le pouvoir exécutif. Les États de l'empire n'en jouiront que d'autant mieux de leurs domaines, lorsque les vœux des peuples seront exposés et discutés à la diète, les tribunaux mieux organisés, et la justice administrée d'une manière plus efficace. Sa Majesté l'empereur d'Autriche, François second, serait un particulier respectable par ses qualités personnelles, mais dans le fait le sceptre de l'Allemagne lui échappe, parce qu'il a maintenant la majorité de la diète contre lui; qu'il a manqué à sa capitulation en occupant la Bavière, en introduisant les Russes en Allemagne, en démembrant des parties de l'empire pour payer des fautes commises dans les querelles particulières de sa maison. *Puisse-t-il être empereur d'Orient pour résister aux Russes, et que l'empire d'Occident renaisse en l'empereur Napoléon, tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne!* Il ne paraît pas impossible que les maux de l'anarchie fassent sentir la nécessité d'une telle régénération à la majorité des électeurs; c'est ainsi qu'ils choisirent Rodolphe de Habsbourg après les troubles du grand interrègne. Les moyens de l'archevêque sont très-bornés; mais c'est au moins avec une intention pure qu'il compte sur les lumières de l'empereur Napoléon, nommément dans les objets qui pourront agiter le midi de l'Allemagne plus particulièrement dévoué à ce monarque. La régénération de la constitution germanique a été de tout temps l'objet des vœux de l'électeur archevêque: il ne demande et n'accepterait rien pour lui-même; il pense que, si Sa Majesté l'empereur Napoléon pouvait se réunir en personne chaque année pour quelques semaines à Mayence ou ailleurs avec les princes qui lui sont attachés, les germes de la régénération germanique se développeraient bientôt. M. d'Hédouville a inspiré une parfaite confiance à l'électeur archevêque, qui sera charmé s'il veut bien exposer ces idées dans toute leur pureté à Sa Majesté l'empereur des Français et à son ministre M. de Talleyrand.

CHARLES, électeur archevêque.

s'assurer la conservation de son siège, par une adoption qui en rendit la destruction impossible, à moins que Napoléon ne voulût porter atteinte aux intérêts de sa famille, ce qu'elle ne supportait pas aisément, et ce qu'il n'aimait pas à faire, l'archichancelier, sans consulter personne, au grand étonnement de ses co-États, choisit le cardinal Fesch pour coadjuteur de l'archevêché de Ratisbonne, et écrivit à Napoléon une lettre officielle afin de lui annoncer ce choix.

Napoléon n'avait aucune raison d'aimer le cardinal Fesch, esprit vain et opiniâtre, qui n'était pas le moins tracassier de tous ses parents, et il se souciait médiocrement de le placer à la tête de l'empire germanique. Toutefois il souffrit, sans s'expliquer, cette étrange désignation. Elle était un symptôme frappant de cette disposition des princes allemands opprimés, à remettre en ses mains le nouveau sceptre impérial.

Napoléon ne voulait pas enlever directement ce sceptre au chef de la maison d'Autriche. C'était une entreprise qui lui semblait trop grande pour le moment, bien qu'il y en eût peu qui l'effrayassent depuis Austerlitz. Mais il était éclairé sur ce qu'il pouvait oser actuellement en Allemagne, et fixé sur ce qu'il convenait de faire. Pour le présent il voulait disloquer, affaiblir l'empire germanique, de manière que l'empire français brillât seul en Occident. Ensuite il voulait réunir les princes de l'Allemagne méridionale, situés aux bords du Rhin, en Franconie, en Souabe, en Bavière, et les former en confédération sous son protectorat avoué. Cette confédération déclarerait ses liens dissous avec l'empire germanique. Quant aux autres princes de l'Allemagne, ou ils resteraient dans l'ancienne confédération, sous l'autorité de l'Autriche, ou, ce qui était plus probable, ils en sortiraient, et se grouperaient à leur gré, les uns autour de la Prusse, les autres autour de l'Autriche. Alors l'empire français, ayant sous sa suzeraineté formelle l'Italie, Naples, la Hollande, peut-être un jour la Péninsule espagnole, sous son protectorat le midi de l'Allemagne, comprendrait à peu près les États qui avaient appartenu à Charlemagne, et tiendrait la place de l'empire d'Occident. Lui donner ce titre n'était plus qu'une affaire de mots, grave pourtant, à cause des jalousies de l'Europe, mais réalisable un jour de victoire ou de négociation heureuse.

Pour accomplir un tel projet, on avait peu à faire, car la Bavière, le Wurtemberg, Baden traitaient alors à Paris, afin d'arriver à une régularisation quelconque de leur situation, agrandie mais incertaine. Tous les autres princes demandaient à être compris, n'importe sous quel titre, n'importe sous quelle condition, dans le nouveau système fédératif, qu'on prévoyait et qu'on désirait comme inévitable. Y être nommé, c'était vivre; y être omis, c'était périr. Il n'était donc pas nécessaire de négocier avec d'autres qu'avec les princes de Baden, de Wurtemberg, de Bavière, et encore eut-on soin de ne les consulter que dans une certaine mesure, et en excluant tous autres qu'eux de la négociation. On se proposait de présenter le traité tout rédigé à ceux des princes qu'on voudrait conserver, et de les admettre à le signer purement et simplement. La nouvelle confédération devait porter le titre de Confédération du Rhin, et Napoléon celui de Protecteur.

M. de Talleyrand fut chargé, avec un premier commis fort habile, M. de Labesnadière, de rédiger le projet de la nouvelle confédération, et de le soumettre ensuite à l'Empereur¹.

Tel fut, comme on le voit, l'enchaînement de faits qui, deux fois, amena la France à se mêler des affaires d'Allemagne. La première fois, le partage inévitable des biens ecclésiastiques menaçant l'Allemagne d'un bouleversement, on vint demander à Napoléon d'accomplir lui-même ce partage, et d'y ajouter les changements qui devaient en découler dans la constitution germanique. La seconde fois, Napoléon, appelé des bords de l'Océan aux bords du Danube par l'irruption des Autrichiens en Bavière, obligé de se créer des alliés dans le midi de l'Allemagne, de les récompenser, de les agrandir, de les contenir en même temps quand ils voulaient abuser de son alliance, fut encore obligé d'intervenir pour régler la situation des princes allemands qui, géographiquement, intéressaient la France.

S'il eut dans tout ce qu'il fit en cette occasion une vue personnelle, ce fut de rendre vacant un titre auguste, par la dissolution de l'empire germanique, et de ne plus laisser exister aux yeux des peuples que l'empire français. Néanmoins les causes essentielles de son intervention ne furent pas autres que les violences des forts, les cris des faibles, et le double désir, très-avouable,

¹ C'est de M. de Labesnadière lui-même, seul confident de cette importante création, que nous tenons tous ces détails,

appuyés en outre sur une foule de documents authentiques.

de réprimer des injustices commises sous son nom, et de réformer l'Allemagne d'une manière conforme aux lumières de son bon sens, puisque enfin il ne pouvait pas se dispenser d'y toucher.

Ce n'en fut pas moins une faute grave de la part de Napoléon, que cette intervention dans les affaires allemandes poussée au delà de certaines bornes. Vouloir exercer une influence prédominante au midi de l'Europe, sur l'Italie, même sur l'Espagne, était dans le sens de la politique française de tous les temps, et quelque vaste que fût cette ambition, d'éclatantes victoires en pouvaient justifier la grandeur. Mais vouloir étendre sa puissance au nord de l'Europe, c'est-à-dire en Allemagne, c'était pousser au dernier terme le désespoir secret de l'Autriche; c'était donner à la Prusse un genre de jalousies que la France ne lui avait pas encore inspirées. C'était prendre pour son compte les difficultés qui naissaient des divisions de tous ces petits princes entre eux, passer pour appui et complice des oppresseurs quand on était défenseur des opprimés, mettre contre soi ceux qui n'étaient pas favorisés sans mettre pour soi ceux qui l'étaient, car ceux-ci s'exprimaient déjà de manière à faire prévoir qu'après s'être enrichis par nous, ils seraient capables de se tourner contre nous, afin d'acheter la conservation de ce qu'ils avaient acquis. Et quant à l'assistance qu'on croyait trouver dans leurs troupes, c'était une déception dangereuse, car on serait induit à considérer comme auxiliaires des soldats tout prêts, dans l'occasion, à devenir des traîtres. Ce qui était une faute plus grande encore, c'était de changer les vieilles combinaisons de l'Allemagne, qui faisaient de la Prusse un éternel jaloux de l'Autriche, par conséquent un allié de la France, et de tous les princes d'Allemagne des rivaux envieux les uns des autres, dès lors des clients de notre politique, auprès de laquelle ils cherchaient un appui. Que la France ajoutât quelque chose à l'influence de la Prusse, et retranchât quelque chose à celle de l'Autriche, c'était assez faire en un siècle, c'était même tout ce qu'il fallait à l'Allemagne. Au delà il n'y avait que des bouleversements de la politique européenne, funestes plutôt qu'utiles. Si ces changements étaient poussés jusqu'à rendre la Prusse toute-puissante, c'était uniquement déplacer le danger, transporter à Berlin l'ennemi que nous avions toujours eu à Vienne : s'ils l'étaient jusqu'à détruire la Prusse et l'Autriche, c'était soulever l'Allemagne entière; et quant aux petits

États, tout ce qui allait au delà d'une juste protection pour certains princes de second ordre, comme la Bavière, Baden, le Wurtemberg, ordinairement alliés de la France, tout ce qui allait au delà d'un prix raisonnable donné après la guerre à leur alliance, était une intervention dangereuse dans les affaires d'autrui, une gratuite acceptation de difficultés qui n'étaient pas les nôtres, et, sous une violation apparente de l'indépendance étrangère, une insigne duperie. Il ne restait qu'une faute plus grande à commettre, c'était de fonder des royaumes français en Allemagne. Napoléon n'en était pas encore arrivé à ce degré de puissance et d'erreur. La vieille constitution germanique modifiée par le recez de 1805, avec quelques solutions de plus, négligées lors de ce recez, avec les anciennes influences modifiées seulement dans leur proportion, voilà ce qui convenait à la France, à l'Europe et à l'Allemagne. Nous avons entrepris davantage, pour le bien de l'Allemagne encore plus que pour le nôtre; elle nous en a gardé une profonde rancune, et elle a attendu le moment de notre retraite pour tirer par derrière sur nos soldats accablés par le nombre. Tel est le prix des fautes!

Napoléon, laissant MM. de Talleyrand et de Labesnardière régler en secret les détails du nouveau plan de confédération germanique, avec les ministres de Baden, de Wurtemberg et de Bavière, avait commencé par procéder à l'exécution de son plan général, surtout relativement à l'Italie et à la Hollande, afin que les négociateurs anglais et russes, traitant chacun de leur côté, trouvassent des résolutions consommées et irrévocables, à l'égard des nouvelles royautes qu'il voulait créer.

La couronne de Naples avait été destinée à Joseph, celle de la Hollande à Louis. L'institution de ces royautes était tout à la fois pour Napoléon un calcul politique et une satisfaction de cœur. Il n'était pas seulement grand, il était bon, et sensible aux affections du sang, quelquefois jusqu'à la faiblesse. Il ne recueillait pas toujours le prix de ses excellents sentiments, car il n'est rien de plus exigeant qu'une famille parvenue. Il n'y avait pas un seul de ses parents qui, tout en reconnaissant que c'était le vainqueur de Rivoli, des Pyramides et d'Austerlitz qui avait fondé la grandeur des Bonaparte, ne crût cependant y être pour quelque chose, et ne se regardât comme traité d'une manière injuste, dure, ou disproportionnée avec ses mérites. Sa mère, répétant

sans cesse qu'elle lui avait donné le jour, se plaignait de n'être pas entourée d'assez d'hommages et de respects ; et c'était pourtant des femmes de cette famille la plus modeste, la moins enivrée. Lucien Bonaparte avait mis, disait-il, la couronne sur la tête de son frère, car seul il n'avait pas été ébranlé au 18 brumaire, et pour prix de ce service il vivait dans l'exil. Joseph, le plus doux de tous, le plus sensé, disait à son tour qu'il était l'aîné, et qu'on manquait envers lui de la déférence due à ce titre. Il n'était pas sans une certaine disposition à croire que les traités de Lunéville, d'Amiens, du concordat, que Napoléon l'avait complaisamment chargé de signer, au détriment de M. de Talleyrand, étaient l'ouvrage de son habileté personnelle, autant que des hauts faits de son frère. Louis, malade, défiant, rempli d'orgueil, affectant la vertu, et ayant de l'honnêteté, se prétendait sacrifié à un office infâme, celui de couvrir, en l'épousant, les faiblesses d'Hortense de Beauharnais pour Napoléon, calomnie odieuse, inventée par les émigrés, colportée en mille pamphlets, et dont Louis avait le tort de se montrer préoccupé, au point de faire supposer que lui-même y ajoutait foi. Chacun d'eux se croyait donc victime en quelque chose, et mal payé de la part qu'il avait prise à la grandeur de son frère. Les sœurs de Napoléon, n'osant avoir de telles prétentions, s'agitaient autour de lui, et troublaient de leurs rivalités, quelquefois de leur mécontentement, son âme en proie à tant d'autres soucis. Caroline sollicitait sans cesse pour Murat, lequel, tout léger qu'il était, payait du moins les bienfaits de son beau-frère d'un dévouement qui ne permettait pas d'augurer alors sa conduite postérieure, bien, il est vrai, qu'on doive tout attendre de la légèreté. Élixa, l'aînée, transportée à Lucques, où elle recherchait la gloire personnelle de bien conduire un petit État, et qui, en effet, le conduisait parfaitement, désirait l'augmentation de son duché.

Dans toute cette parenté, Jérôme, comme le plus jeune, Pauline, comme la plus dissipée, étaient exempts de ces exigences, de ces rancunes, de ces jalousies, qui troublaient l'intérieur de la famille impériale. Jérôme, dont la jeunesse peu régulière avait provoqué souvent la sévérité de Napoléon, voyait en lui un père plutôt qu'un frère, et recevait ses bienfaits le cœur plein d'une reconnaissance sans mélange. Pauline, livrée à ses plaisirs comme une princesse de la famille des Césars, belle comme une Vénus antique, ne cherchait dans la grandeur

de son frère que des moyens de satisfaire ses goûts déréglés, ne voulait pas de plus hauts titres que ceux des Borghèse, dont elle portait le nom, était disposée à préférer la fortune, source de jouissances, à la grandeur, satisfaction de l'orgueil. Elle aimait tellement son frère, que lorsqu'il était à la guerre, l'archichancelier Cambacérès, chargé de gouverner la famille régnante et l'État, était obligé d'envoyer à cette princesse les nouvelles à l'instant même où il les recevait, car le moindre retard la jetait dans des souffrances cruelles.

C'est la crainte de se voir préférer les enfants de la famille Beauharnais, qui avait poussé les Bonaparte à se faire ennemis de Joséphine. Ils ne ménageaient pas même en cela le cœur de Napoléon, et le tourmentaient de cent manières. La grandeur précoce d'Eugène, devenu vice-roi, et héritier désigné du beau royaume d'Italie, les offusquait singulièrement, et cependant on avait offert cette couronne à Joseph, qui ne l'avait pas voulue, parce qu'elle le plaçait trop immédiatement sous le pouvoir de l'empereur des Français. Il voulait régner, disait-il, d'une manière indépendante. On verra plus tard ce que le goût d'indépendance, commun à tous les membres de la famille impériale, combiné avec les tendances des peuples sur lesquels ils étaient appelés à régner, devait apporter de difficultés au gouvernement de Napoléon, et de nouvelles causes de malheur à nos malheurs.

C'est entre tous les membres de cette famille qu'il fallait distribuer les royaumes et les duchés de nouvelle création. La couronne de Naples assurait à Joseph une situation assez notablement indépendante, et était d'ailleurs assez belle pour être acceptée. On éprouve quelque surprise d'avoir à employer de telles paroles, pour caractériser les sentiments avec lesquels étaient reçus ces beaux royaumes, par des princes nés si loin du trône, et si loin même de cette grandeur que les particuliers doivent quelquefois à la naissance ou à la fortune. Mais c'est l'une des singularités du spectacle fantastique donné par la révolution française, et par l'homme extraordinaire qu'elle avait mis à sa tête, que ces refus, ces hésitations, presque ces dédains de la satiété anticipée, témoignés en présence des plus belles couronnes, par des personnages qui, dans leur jeunesse, ne devaient guère s'attendre à les porter. Napoléon, qui avait vu Joseph dédaigner tantôt la présidence du sénat, tantôt la vice-royauté d'Italie, n'était pas sûr qu'il acceptât le trône de Naples, et ne lui avait conféré d'abord que le titre de son

lieutenant ¹. S'étant assuré depuis de son acceptation, il avait consigné son nom sur les décrets destinés à être présentés au sénat.

Quant à la Hollande, il avait désigné Louis, qui a raconté depuis à l'Europe, dans un livre accusateur contre son frère, à quel point il avait été offensé d'être peu consulté dans cette disposition. En effet, Napoléon, sans s'occuper de Louis, dont la volonté ne lui semblait pas être un obstacle à prévoir et à vaincre, avait mandé quelques-uns des principaux citoyens de la Hollande, notamment l'amiral Verhuel, le vaillant et habile commandant de la flottille, pour disposer la Hollande à renoncer enfin à son antique gouvernement républicain, et à se constituer en monarchie. C'est un autre trait du tableau que nous retraçons ici, que cette révolution française, ayant commencé par vouloir convertir tous les trônes en républiques, et s'appliquant maintenant à convertir les républiques les plus anciennes en monarchies. Les républiques de Venise et de Gênes, devenues provinces de divers royaumes, les villes libres d'Allemagne, absorbées dans diverses principautés, avaient déjà signalé cette singulière tendance. La royauté de Hollande en était le dernier et le plus éclatant phénomène. La Hollande, après s'être jetée dans les bras de la France pour échapper aux stathouders, était mécontente de se voir condamnée à une guerre éternelle, et manquait de reconnaissance envers Napoléon, qui avait fait à Amiens et qui renouvelait chaque jour les plus grands efforts pour lui assurer la restitution de ses colonies. Les Hollandais, à moitié Anglais par la religion, les mœurs, l'esprit mercantile, quoique ennemis de

l'Angleterre par suite de leurs intérêts maritimes, n'avaient aucune sympathie pour le gouvernement de Napoléon et pour sa grandeur exclusivement continentale. La moindre victoire sur mer les aurait bien plutôt séduits que la plus éclatante victoire sur terre. Ils montraient assez de dédain pour le gouvernement semi-monarchique d'un grand pensionnaire, que Napoléon les avait induits à se donner, lorsqu'il instituait une sorte de premier consul dans tous les pays soumis à l'influence de la France. Ce grand pensionnaire, qui était M. de Schimmelpenninck, bon citoyen et homme honorable, n'était à leurs yeux qu'un préfet français, chargé de commettre des exactions, parce qu'il demandait des impôts et des emprunts, afin de suffire aux dépenses de l'état de guerre. Le peu de goût inspiré par ce gouvernement d'un grand pensionnaire était la seule facilité que présentait la situation de la Hollande pour lui faire accepter un roi. Bien qu'atteints de cette fatigue qui, à la fin des révolutions, rend indifférent à tout, les Hollandais éprouvaient un sentiment pénible en se voyant enlever leur état républicain. Cependant, l'assurance qu'on leur laisserait leurs lois, surtout leurs lois municipales, le bien qu'on leur disait de Louis Bonaparte, de la régularité de ses mœurs, de son penchant à l'économie, de l'indépendance de son caractère, et enfin la résignation ordinaire aux choses longtemps prévues, décidèrent les principaux représentants de la Hollande à se prêter à l'institution d'une royauté. Un traité dut convertir en une alliance d'État à État la nouvelle situation de la Hollande par rapport à la France.

¹ Nous citons les lettres suivantes qui montrent comment Napoléon donnait les couronnes et comment on les recevait.

Au ministre de la guerre.

Munich, 5 janvier 1806.

Expédiez le général Berthier, votre frère, avec le décret qui nomme le prince Joseph commandant de l'armée de Naples. Il gardera le plus profond secret, et ce ne sera que lorsque le prince arrivera qu'il lui remettra le décret. Je dis qu'il doit garder le plus profond secret, parce que je ne suis pas sûr que le prince Joseph y aille, et, sous ce point, il ne faut pas que rien soit connu.

Au prince Joseph.

Stuttgart, le 19 janvier 1806.

Mon intention est que dans les premiers jours de février vous entriez dans le royaume de Naples, et que je sois instruit dans le courant de février que mes aigles flottent sur cette capitale. Vous ne ferez aucune suspension d'armes ni capitulation. Mon intention est que les Bourbons aient cessé de régner à Naples, et je veux, sur ce trône, asseoir un prince de ma maison, vous d'abord, si cela vous convient, un autre si cela ne vous convient point.

Je vous réitère de ne point diviser vos forces ; que toute votre armée passe l'Apennin, et que vos trois corps d'armée soient dirigés droit sur Naples, de manière à se réunir en un jour sur un même champ de bataille.

Laissez un général, des dépôts, des approvisionnements et quelques canonnières à Ancône pour défendre la place. Naples pris, les extrémités tomberont d'elles-mêmes, tout ce qui sera dans les Abruzzes sera pris à revers, et vous enverrez une division à Tarente, et une du côté de la Sicile, pour achever la conquête du royaume.

Mon intention est de laisser sous vos ordres dans le royaume de Naples pendant l'année, jusqu'à ce que j'aie fait de nouvelles dispositions, 14 régiments d'infanterie française, complétés au grand complet de guerre, et 12 de cavalerie française aussi au grand complet.

Le pays doit vous fournir les vivres, l'habillement, les remontes, et tout ce qui est nécessaire, de manière qu'il ne m'en coûte pas un sou. Mes troupes du royaume d'Italie n'y resteront qu'autant de temps que vous le jugerez nécessaire, après quoi elles retourneront chez elles.

Vous lèverez une légion napolitaine où vous ne laisserez entrer que des officiers et soldats napolitains, des gens du pays qui voudront s'attacher à ma cause.

Les provinces vénitiennes, que Napoléon n'avait pas réunies immédiatement au royaume d'Italie, pour être plus libre d'en étudier les ressources, et de les employer suivant ses desseins, les provinces vénitiennes, la Dalmatie comprise, furent adjointes au royaume d'Italie, sous la condition de céder le pays de Massa à la princesse Élisa, pour en accroître le duché de Lucques, et le duché de Guastalla à la princesse Pauline Borghèse, qui n'avait encore rien reçu de la munificence de son frère. Celle-ci ne voulut pas garder son duché, et le revendit au royaume d'Italie pour quelques millions.

C'était le cas, peut-être, de songer au pape et à la cause réelle de ses mécontentements. Dans un moment où l'Italie était le gâteau des Rois partagé avec le tranchant du sabre, c'était chose aisée que de réserver la part de saint Pierre, et d'essayer de ramener par quelques avantages temporels cette puissance spirituelle, avec qui les démêlés sont fâcheux, même dans nos temps de foi douteuse, et qu'il faut bien plus redouter quand elle est opprimée que lorsqu'elle opprime. Ces nouveaux monarques auraient dû être encore fort heureux de recevoir leurs États, même avec une province de moins, et Pie VII, dédommagé, aurait été porté à souffrir avec plus de patience que la puissance française l'investit complètement, comme elle le faisait depuis l'établissement de Joseph à Naples. Dans tous les cas, Napoléon avait encore Parme et Plaisance à donner, et il n'en pouvait pas faire un meilleur usage que de les employer à consoler la cour de Rome. Mais Napoléon commençait à s'inquiéter beaucoup moins des résistances physiques ou morales depuis Austerlitz. Il était extrêmement mécontent du pape, de ses menées hostiles contre le nouveau roi de Naples, et il se sentait plus disposé à réduire qu'à augmenter le patrimoine de saint Pierre. D'ailleurs il réservait Parme et Plaisance pour un emploi qui avait aussi son mérite ; il songeait à en faire l'indemnité de quelques-uns des princes protégés de la Russie ou de l'Angleterre, tels que les souverains de Naples et de Piémont, vieux rois détrônés, auxquels il voulait jeter quelques miettes du riche festin autour duquel étaient assis les nouveaux rois. Cette pensée était bonne assurément, mais restait la faute de laisser le pape mécontent, prêt à en venir à des éclats, et qu'il eût été facile de satisfaire, sans un grand dommage pour les royaumes récemment institués.

Il fallait pourvoir Murat, époux de Caroline

Bonaparte, et ayant du moins mérité à la guerre ce qu'on allait faire pour lui à raison de la parenté. Mais lui aussi avait ses exigences, qui étaient plutôt celles de sa femme que les siennes. Napoléon avait songé à leur donner la principauté de Neuchâtel, que ni le mari ni la femme n'avaient voulu. L'archichancelier Cambacérès, qui s'interposait ordinairement entre Napoléon et sa famille, avec cette patience conciliante qui apaise les irritations réciproques, qui écoute tout, et ne répète que ce qui est bon à redire, l'archichancelier Cambacérès eut la confiance de leur vif déplaisir. Ils se trouvaient traités avec une inégalité blessante. Napoléon alors songea pour eux au duché de Berg, cédé à la France par la Bavière en échange d'Anspach, accru encore des restes du duché de Clèves, beau pays, heureusement situé à la droite du Rhin, contenant 520.000 habitants, produisant, tous frais d'administration payés, 400.000 florins de revenu, permettant d'entretenir deux régiments, et pouvant procurer à son possesseur une certaine importance dans la nouvelle confédération germanique. La fertile imagination de Murat et de sa femme ne manqua pas effectivement de rêver un rôle fort considérable, décoré extérieurement de quelque grand titre renouvelé du Saint-Empire.

La famille régnante était pourvue. Mais les frères et les sœurs de Napoléon n'étaient pas tout ce qu'il aimait. Restaient ses compagnons d'armes et les collaborateurs de ses travaux civils. Sa bienveillance naturelle, d'accord ici avec sa politique, se plaisait à payer le sang des uns, les veilles des autres. Il voulait qu'ils fussent braves, laborieux et probes, et, pour cela, il pensait qu'il fallait les bien récompenser. Voir le sourire sur le visage de ses serviteurs, le sourire non de la reconnaissance, sur laquelle il comptait peu en général, mais du contentement, était l'une des plus vives jouissances de son noble cœur.

Il consulta l'archichancelier Cambacérès sur la distribution des nouvelles faveurs, et celui-ci, voyant que, quelque grand que fût le butin à partager, l'étendue des services et des ambitions était plus grande encore, devina l'embarras de Napoléon, et commença par faire cesser cet embarras pour ce qui le concernait. Il pria Napoléon de ne pas songer à lui pour les nouveaux duchés. Nul homme ne savait aussi bien que lorsqu'on est arrivé à un certain degré de fortune, conserver vaut mieux qu'acquérir, et un empire dont il aurait dirigé la politique, dont Napoléon aurait

dirigé l'administration et les armées, serait resté le plus grand de tous, après l'être devenu. L'archichancelier ne voulait qu'une chose, c'était garder sa grandeur actuelle, et la certitude de la garder lui paraissait préférable aux plus beaux duchés. Il s'était procuré cette certitude dans l'occasion que voici. Un moment, il avait craint, en voyant Napoléon exiger que les nouveaux rois conservassent leurs dignités françaises, que son intention ne fût d'avoir exclusivement des rois pour dignitaires de l'Empire, et que les titres d'archichancelier dont il était pourvu, d'architrésorier dont jouissait le prince Lebrun, ne passassent bientôt à l'un des monarques nouvellement créés ou à créer. Voulant connaître à ce sujet la pensée de Napoléon, il lui dit : « Quand vous aurez un roi tout prêt pour recevoir le titre d'archichancelier, vous me préviendrez, et je donnerai ma démission. — Soyez tranquille, lui répondit Napoléon, il me faut un homme de loi pour cette charge, et vous la garderez. » En effet, au milieu des têtes couronnées qui composaient autrefois l'empire germanique, il y avait eu trois places pour de simples prélats, les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne. De même, au milieu de ces rois, dignitaires de son empire, il plaisait à Napoléon de réserver une place pour le premier, le plus grave magistrat de son temps, appelé à faire entrer dans ses conseils la sagesse qui pouvait n'y pas toujours entrer avec des rois.

Il n'en fallait pas davantage pour contenter pleinement le prudent archichancelier. Dès lors ne désirant, ne demandant rien pour lui, il aida très-utilement Napoléon dans la difficile répartition qu'il avait à faire. Ils furent tous deux d'accord sur le premier personnage à récompenser grandement ; c'était Berthier, le plus appliqué, le plus exact, le plus éclairé peut-être des lieutenants de Napoléon, celui qui était toujours auprès de lui sous les boulets, et qui supportait sans aucune apparence de déplaisir une vie dont les périls n'étaient pas au-dessus de son grand courage, mais dont les fatigues commençaient à n'être plus dans ses goûts. Napoléon éprouva une véritable satisfaction à pouvoir le payer de ses services. Il lui accorda la principauté de Neuchâtel, qui le constituait prince souverain.

Il y avait un de ses serviteurs qui occupait en Europe un rang plus élevé qu'aucun autre, M. de Talleyrand, qui le servait beaucoup plus encore par son art de traiter avec les ministres

étrangers et l'élégance de ses mœurs que par ses lumières dans le conseil, où il avait cependant le mérite d'opiner toujours pour la politique modérée. Napoléon ne l'aimait pas et s'en défiait ; mais il lui était pénible de le voir mécontent, et M. de Talleyrand l'était depuis qu'on ne l'avait pas compris au nombre des grands dignitaires. Napoléon, pour le dédommager, lui conféra la belle principauté de Bénévent, l'une des deux qui venaient d'être enlevées au pape, comme enclaves du royaume de Naples.

Napoléon avait encore celle de Ponte-Corvo, enclavée aussi dans le royaume de Naples, et comme la précédente enlevée au pape. Il voulut la donner à un personnage qui n'avait rendu aucun service considérable, qui avait la trahison dans le cœur, mais qui était beau-frère de Joseph ; c'était le maréchal Bernadotte. Napoléon eut besoin de se faire violence pour accorder cette dignité. Il s'y décida par convenance, par esprit de famille, par oubli des injures.

C'eût été bien peu que de récompenser ces trois ou quatre serviteurs, si Napoléon n'avait pas songé aux autres, plus nombreux et bien plus méritants, Berthier excepté, qu'il avait autour de lui, et qui attendaient leur part des fruits de la victoire. Il pourvut à ce qui les concernait au moyen d'une institution fort adroitement conçue. En donnant des royaumes, il les concéda aux nouveaux rois à une condition, c'était d'y instituer des duchés, richement rétribués, et de lui livrer une certaine part des domaines nationaux. Ainsi en ajoutant les États vénitiens au royaume d'Italie, il réserva la création de douze duchés sous les titres suivants : duchés de Dalmatie, d'Istrie, de Frioul, de Cadore, de Bellune, de Conégliano, de Trévise, de Feltre, de Bassano, de Vicence, de Padoue, de Rovigo. Ces duchés ne conféraient aucun pouvoir, mais ils assuraient une dotation annuelle, qui devait être prise sur le quinzième réservé des revenus du pays. Il donna le royaume de Naples à Joseph, à condition d'y réserver six fiefs, dont faisaient partie les deux principautés déjà citées de Bénévent et de Ponte-Corvo, et que complétaient les quatre duchés de Gaëte, d'Otrante, de Tarente, de Reggio. En ajoutant à la principauté de Lucques celle de Massa, Napoléon stipula la création du duché de Massa. Il en institua trois autres dans les pays de Parme et de Plaisance. L'un des trois fut accordé à l'architrésorier Lebrun. Parmi tous ces titres que nous venons de citer, on voit figurer ceux qui furent portés bientôt

par les plus illustres serviteurs de l'Empire, et qui le sont aujourd'hui par leurs enfants, dernier et vivant témoignage de nos grandeurs passées. Tous ces duchés étaient institués aux mêmes conditions que les douze qui avaient été créés dans l'État vénitien, sans aucun pouvoir, mais avec une part dans le quinzième des revenus. Napoléon voulut qu'il y eût des récompenses pour chaque grade, et il se fit attribuer, dans chacun de ces pays, des biens nationaux et des rentes, afin de créer des dotations. Ainsi il s'assura 50 millions de biens nationaux dans l'État de Venise, et une inscription de rente de douze cent mille francs sur le grand-livre du royaume d'Italie. Il se réserva dans le même but les biens nationaux de Parme et de Plaisance, une rente d'un million sur le royaume de Naples, quatre millions de biens nationaux dans la principauté de Lucques et de Massa. Le tout formait vingt-deux duchés, 54 millions de biens nationaux, 2,400,000 francs de rente, et joint au trésor de l'armée qu'une première contribution de guerre avait déjà élevé à 70 millions, et que de nouvelles victoires allaient grossir indéfiniment, devait servir à distribuer des dotations à tous les grades, depuis le soldat jusqu'au maréchal. Les fonctionnaires civils devaient avoir leur part de ces dotations. Napoléon avait déjà discuté avec M. de Talleyrand un projet de reconstitution de la noblesse, car il trouvait que ce n'était pas assez que la Légion d'honneur et les duchés. Il se proposait de créer des comtes, des barons, croyant à la nécessité de ces distinctions sociales, et voulant que chacun grandit avec lui, en proportion de ses mérites. Mais il entendait corriger la profonde vanité de ces titres de deux manières, en les faisant acheter par de grands services, et en les dotant de revenus qui assuraient l'avenir des familles.

Ces diverses résolutions furent successivement présentées au sénat, pour être converties en articles des constitutions de l'Empire, dans les mois de mars, d'avril et de juin.

Le 15 mars de cette année 1806, Murat fut proclamé grand-duc de Clèves et de Berg. Le 30 mars Joseph fut proclamé roi de Naples et de Sicile, Pauline Borghèse duchesse de Guastalla, Berthier prince de Neuchâtel. Le 5 juin seulement (les négociations avec la Hollande ayant entraîné quelque retard), Louis fut proclamé roi de Hollande, M. de Talleyrand prince de Bénévent, Bernadotte prince de Ponte-Corvo. On pouvait se croire revenu à ces temps de

l'empire romain où un simple décret du sénat enlevait ou conférait les couronnes.

Cette série d'actes extraordinaires fut terminée par la création définitive de la nouvelle confédération du Rhin. La négociation s'était secrètement passée entre M. de Talleyrand et les ministres de Bavière, de Baden et de Wurtemberg. A l'agitation visible des princes allemands, tout le monde se doutait qu'il s'agissait encore une fois de constituer l'Allemagne. Ceux qui, par la situation géographique de leurs États, pouvaient être inclus dans la nouvelle confédération, suppliaient que l'on voulût bien les y admettre, afin de conserver leur existence. Ceux qui devaient être limitrophes avec elle cherchaient à pénétrer le secret de sa constitution, afin de savoir quels seraient leurs rapports avec cette nouvelle puissance, et ne demandaient pas mieux que d'y entrer moyennant certains avantages. L'Autriche, regardant depuis quelque temps l'Empire comme dissous, et désormais sans utilité pour elle, assistait à ce spectacle avec une apparente indifférence. La Prusse, au contraire, qui voyait dans la chute de la vieille confédération germanique une immense révolution, qui aurait voulu partager au moins avec la France le pouvoir impérial enlevé à la maison d'Autriche, et avoir la clientèle du nord de l'Allemagne, tandis que la France s'arrogeait celle du midi, la Prusse était aux écoutes pour savoir ce qui se préparait. La manière dont elle venait de prendre possession du Hanovre, les dépêches publiées à Londres, avaient tellement refroidi Napoléon à son égard, qu'il ne se donnait pas même la peine de l'avertir de choses qui n'auraient dû être faites que de concert avec elle. Indépendamment de ce qu'elle était éconduite des affaires de l'Allemagne, qui étaient les siennes, on répandait mille bruits de remaniements de territoire, remaniements d'après lesquels on lui enlevait des provinces, pour lui en attribuer d'autres, toujours moindres que celles qu'on lui prenait.

Deux princes germaniques, l'un aussi ancien que l'autre était nouveau, faisaient naître tous ces bruits par leur impatiente ambition. Le premier était l'électeur de Hesse-Cassel, prince astucieux, avare, riche du produit de ses mines et du sang de ses sujets vendus à l'étranger, cherchant à ménager l'Angleterre, chez laquelle il avait beaucoup de capitaux placés, la Prusse, dont il était le voisin et l'un des généraux, la France enfin, qui édifiait ou renversait en ce

moment la fortune de toutes les maisons souveraines. Il n'était pas de ruse dont il ne fit usage auprès de M. de Talleyrand pour être compris et avantagé dans les arrangements nouveaux. Ainsi il offrait de se joindre à la confédération projetée, et de mettre par conséquent sous notre influence l'une des portions les plus importantes de l'Allemagne, c'est-à-dire la Hesse, mais à une condition, celle de lui livrer une grande partie du territoire de la maison de Hesse-Darmstadt, qu'il détestait de cette haine de branche directe à branche collatérale, si fréquente chez les familles allemandes. Il insista fort à ce sujet, et il avait proposé un plan très-étendu et très-détaillé. En même temps il écrivait au roi de Prusse pour lui dénoncer ce qui se tramait à Paris, pour lui dire qu'on préparait une confédération qui ruinerait autant l'influence de la Prusse que celle de l'Autriche, et qu'on employait auprès de lui toute sorte de moyens pour l'y faire entrer.

Le nouveau prince allemand, Murat, s'y prenait autrement. Non content du beau duché de Berg, qui renfermait, comme nous l'avons dit, 520,000 habitants de population, et produisait 400,000 florins de revenu, qui lui fournissait le moyen d'entretenir deux régiments, et mettait en ses mains l'importante place de Wesel, il voulait devenir l'égal au moins des souverains de Wurtemberg ou de Baden, et il désirait pour y parvenir qu'on lui créât en Westphalie un État d'un million d'habitants. Dans ce but, il obsédait M. de Talleyrand, qui, toujours fort pressé de complaire aux membres de la famille impériale, imaginait projets sur projets pour lui composer un territoire. Naturellement la Prusse en fournissait les matériaux avec Munster, Osnabruck et l'Ost-Frise. Il s'agissait, il est vrai, de donner à cette puissance les villes hanséatiques en échange, lesquelles présentaient un beau dédommagement, sinon en territoire, du moins en richesse et en importance.

Tous ces plans, préparés sans que Napoléon en fût informé, ne reçurent point son agrément dès qu'il en eut connaissance. Il n'avait pas tellement à cœur de satisfaire l'ambition de Murat, qu'il voulût opérer de nouveaux démembrements en Allemagne ; il était décidé surtout à n'incorporer les villes hanséatiques dans aucun grand État européen. Ses dernières combinaisons avaient déjà fait disparaître Augsbourg, et allaient faire disparaître Nuremberg, villes par lesquelles passait le commerce de la France avec le centre

et le midi de l'Allemagne. Notre commerce avec le Nord passait par Hambourg, Brême, Lubeck. Napoléon se serait bien gardé de sacrifier des villes dont l'indépendance intéressait la France et l'Europe. Les vins, les tissus français pénétraient en Allemagne et en Russie sous le pavillon neutre des villes hanséatiques, et sous le même pavillon revenaient les matières navales, quelquefois les céréales, quand l'état des récoltes en France l'exigeait. Enfermer ces villes dans les douanes d'un grand État, c'eût été enchaîner leur commerce et le nôtre. C'était bien assez de se priver de Nuremberg, d'Augsbourg, qui envoyaient en France leurs merceries et leurs quincailleries pour en tirer nos vins, nos étoffes, nos denrées coloniales, qu'elles répandaient ensuite dans tout le midi de l'Allemagne.

Napoléon, bien décidé à ne pas sacrifier les villes hanséatiques, repoussait toute combinaison qui aurait tendu à les donner à un État quelconque, grand ou petit. Il ne favorisait donc aucun des projets de Murat. Quant à l'électeur de Hesse, il détestait ce prince faux, avide, cachant sous le dehors d'une sorte d'indifférence un ennemi acharné, et se proposait à la première occasion de le payer des sentiments qu'il avait pour la France. Napoléon ne voulait donc pas se lier à son égard, en l'introduisant dans la confédération qui s'organisait, car c'eût été rendre impossible un projet éventuel, qui devait entraîner la ruine assez prochaine et assez méritée de ce prince. Si on était amené à restituer le Hanovre à l'Angleterre, il fallait trouver un dédommagement pour la Prusse, et Napoléon était déterminé à lui offrir la Hesse, qu'elle eût certainement acceptée, comme elle avait accepté les principautés ecclésiastiques et le Hanovre, comme elle aurait accepté les villes hanséatiques, qu'elle demandait tous les jours. Ce projet qui resta un secret pour la diplomatie européenne, et qui était le prix des trames continuelles de la maison de Hesse-Cassel avec les ennemis de la France, fut la cause, alors inexplicquée, des refus opposés aux instances que faisait l'électeur pour être admis dans la nouvelle confédération, et de la fausse fidélité dont il se vanta bientôt à l'égard de la Prusse.

Tout étant convenu avec les princes de Baden, de Wurtemberg et de Bavière, les seuls qui fussent consultés, on donna le traité à signer aux autres princes, qui furent compris, à leur prière, dans la nouvelle confédération, mais sans prendre leur avis sur la nature de l'acte qui la constituait.

Ce traité reçut la date du 12 juillet ; il renfermait les dispositions qui suivent.

La nouvelle confédération devait porter un titre restreint et bien choisi, celui de *Confédération du Rhin*, titre qui excluait la prétention d'englober l'Allemagne tout entière, et qui s'appliquait exclusivement aux États voisins de la France et ayant avec elle des relations d'intérêt incontestables. Le titre corrigeait donc un peu la faute de l'institution. Les princes signataires formaient une confédération, sous la présidence du prince archichancelier, et sous le protectorat de l'empereur des Français. Toute contestation entre eux devait être résolue dans une diète siégeant à Francfort, et composée de deux collèges seulement, l'un appelé collège des rois, l'autre collège des princes. Le premier répondait à l'ancien collège des électeurs, qui n'aurait eu aucun sens maintenant, puisqu'il n'y avait plus d'empereur à élire ; le second, par le titre et la chose, était l'ancien collège des princes. Il n'y avait plus de collège répondant à l'ancien collège des villes.

Les princes confédérés étaient en état perpétuel d'alliance offensive et défensive avec la France. Toute guerre, dans laquelle la confédération ou la France serait engagée, devenait commune à toutes deux. La France devait fournir 200,000 hommes, et la Confédération 65,000, ainsi répartis : la Bavière 50,000, le Wurtemberg 12,000, le grand-duché de Baden 8,000, le grand-duché de Berg 5,000, celui de Hesse-Darmstadt 4,000, enfin les petits États 4,000 à eux tous. A la mort du prince archichancelier, l'Empereur des Français avait le droit de nommer le successeur.

Les confédérés se déclaraient séparés à jamais de l'empire germanique, et devaient en faire la déclaration immédiate et solennelle à la diète de Ratisbonne. Ils devaient se régir, dans leurs rapports entre eux, et relativement à leurs affaires allemandes, par des lois que la diète de Francfort était appelée à délibérer prochainement.

Par un article spécial, toutes les maisons allemandes avaient la faculté d'adhérer plus tard à ce traité, à la condition d'une adhésion pure et simple.

Pour le présent, la confédération du Rhin comprenait les rois de Bavière et de Wurtemberg, le prince archichancelier, archevêque de Ratisbonne, les grands-ducs de Baden, de Berg, de Hesse-Darmstadt, les ducs de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen, et Hohenzollern-Sigmaringen,

de Salm-Salm, et Salm-Kirbourg, d'Isembourg, d'Arenberg, de Lichtenstein, de la Leyen.

Les Hohenzollern et les Salm étaient admis dans la nouvelle confédération, à cause de la longue résidence que plusieurs membres de ces familles avaient faite en France, et de l'attachement qu'elles avaient voué à nos intérêts. Le prince de Lichtenstein obtenait son admission, et conservait ainsi sa qualité de prince régnant, quoique prince autrichien, à cause du traité de Presbourg qu'il avait signé. Il y avait eu à l'égard de sa principauté, et de plusieurs de celles qui étaient maintenues, d'ardentes convoitises repoussées par la France.

La circonscription géographique de la confédération du Rhin embrassait les territoires situés entre la Sieg, la Lahn, le Mein, le Necker, le haut Danube, l'Isar, l'Inn, c'est-à-dire les pays de Nassau et de Baden, la Franconie, la Souabe, le haut Palatinat, la Bavière. Tout prince renfermé dans cette circonscription, s'il n'était pas nommé dans l'acte constitutif, perdait la qualité de prince régnant. Il était *médiatisé*, expression empruntée à l'ancien droit germanique, laquelle voulait dire qu'un prince cessait de dépendre *immédiatement* du chef suprême de l'Empire, pour n'en dépendre que *médiatement*, qu'il tombait par conséquent sous l'autorité du souverain territorial dans les États duquel il était enclavé, et voyait ainsi disparaître sa souveraineté.

Les princes et comtes *médiatisés* conservaient certains droits princiers, et ne perdaient que les droits souverains, lesquels étaient transportés au prince duquel ils devenaient les sujets. Les droits souverains transportés étaient ceux de législation, de juridiction suprême, de haute police, d'impôt, de recrutement. La basse et moyenne justice, la police forestière, les droits de pêche, de chasse, de pâturage, d'exploitation de mines, et toutes les redevances de nature féodale, sans compter les propriétés personnelles, composaient les prérogatives laissées aux *médiatisés*.

Ils conservaient la faculté d'être jugés par leurs pairs, qualifiés d'*austrègues* dans l'ancienne constitution allemande.

La noblesse immédiate était définitivement incorporée.

Les *médiatisés*, réduits de l'état de princes régnants à celui de sujets privilégiés, étaient assez nombreux, et l'auraient été davantage sans l'intervention de la France. On comptait dans le nombre les princes de Furtemberg, dévoués à l'Autriche, de Hohenlohe à la Prusse, le prince

de la Tour et Taxis qui était dépouillé du monopole des postes allemandes, les princes de Loewenstein-Wertheim, de Linange, de Loos, de Schwartzemberg, de Solms, de Wittgenstein-Berlebourg, et quelques autres. La maison de Nassau-Fulde, celle de l'ancien stathouder, perdait quelques portions de ses domaines, par suite de sa contiguïté de territoire avec la nouvelle confédération. La cour de Berlin, indépendamment des graves inquiétudes que devait lui inspirer une pareille confédération, y trouvait deux causes de chagrin personnel, dans les pertes qu'essuyaient les maisons de Nassau-Fulde, et de la Tour et Taxis, dont nous avons déjà fait connaître la proche parenté avec la famille royale de Prusse.

A ces dispositions fondamentales le traité ajoutait les réglemens de territoire qui étaient nécessaires pour mettre d'accord les souverains de Wurtemberg, de Baden et de Bavière, copartageants inconciliables de la Souabe autrichienne, des domaines de la noblesse immédiate, des États appartenant aux princes *médiatisés*.

La ville libre de Nuremberg, dont on ne savait plus comment régler le sort, entre une bourgeoisie inquiète qui l'agitait, et une noblesse patricienne qui la ruinait par la plus dispendieuse administration, fut donnée à la Bavière, ainsi que la ville de Ratisbonne, pour prix de quelques cessions faites dans le Tyrol au royaume d'Italie. Le prince archichancelier trouva dans la ville et le territoire de Francfort un riche dédommagement. C'est à Francfort que devait se tenir la nouvelle diète.

Ce célèbre traité de la confédération du Rhin mit fin à l'ancien empire germanique, après mille six ans d'existence, depuis Charlemagne couronné en 800, jusqu'à François II dépossédé en 1806. Il fournissait le nouveau modèle sur lequel devait être constituée l'Allemagne moderne; il en était à ce titre la réforme sociale, et pour le présent il plaçait sous l'influence temporaire de la France les États du midi de l'Allemagne, laissant errer ceux du nord entre les protecteurs qu'il leur plairait de choisir.

Ce traité publié le 12 juillet, avec un grand éclat, ne causa aucune surprise, mais compléta pour tous les yeux le système européen de Napoléon. Tenant tout le midi de l'Europe sous sa suzeraineté impériale par des royautes de famille, ayant les princes du Rhin sous son protectorat, il ne lui manquait de l'empire d'Occident que le titre.

Il fallait annoncer ce résultat aux intéressés, c'est-à-dire à la diète de Ratisbonne, à l'empereur d'Autriche, à la Prusse. La déclaration à la diète était simple, on lui notifia qu'on ne la reconnaissait plus. A l'empereur d'Autriche, on adressa une note, dans laquelle, sans lui dicter la conduite qu'il avait à tenir et qu'on prévoyait bien, on lui parlait de l'empire germanique comme d'une institution aussi usée que la république de Venise, tombant en ruine de toutes parts, ne donnant plus de protection aux États faibles, d'influence aux États forts, ne répondant ni aux besoins du temps, ni à la proportion relative des États allemands entre eux, ne procurant plus enfin à la maison d'Autriche elle-même qu'un vain titre, celui d'empereur d'Allemagne, titre dont le chef actuel de cette maison avait prévu la caducité en se proclamant empereur d'Autriche, ce qui avait affranchi la cour de Vienne de toute dépendance à l'égard des maisons électORALES. On semblait donc espérer, sans le demander, que l'empereur François abdiquerait un titre qui allait cesser de fait dans une grande partie de l'Allemagne, dans toute celle qu'embrassait la confédération du Rhin, et qui devait n'être plus reconnu par la France.

Quant à la Prusse, on la félicitait d'être dégagée des liens de cet empire germanique, ordinairement asservi à l'Autriche, et, pour la dédommager de ce qu'on prenait sous sa dépendance le midi de l'Allemagne, on l'invitait à placer le nord sous une dépendance pareille. « L'Empereur Napoléon, » écrivait le cabinet français, verra sans peine, « et même avec plaisir, que la Prusse range sous « son influence, au moyen d'une confédération « semblable à celle du Rhin, tous les États du « nord de l'Allemagne. » On ne désignait pas ces princes, on n'en excluait par conséquent aucun; mais le nombre n'en pouvait être grand, et l'importance pas davantage. C'étaient Hesse-Cassel, la Saxe avec ses diverses branches, les deux maisons de Mecklembourg, enfin les petits princes du nord, inutiles à énumérer. On promettait de n'apporter aucun obstacle à une confédération de ce genre.

Toutefois Napoléon n'avait pas osé de telles choses sans prendre d'énergiques et ostensibles précautions. Surveillant avec son activité ordinaire ce qui se passait à Naples, à Venise, en Dalmatie, sans se relâcher des soins donnés à l'administration intérieure de l'Empire, il s'était appliqué à mettre la grande armée sur un pied formidable. Celle-ci, répandue, comme on l'a vu,

en Bavière, en Franconie, en Souabe, vivant dans de bons cantonnements, était reposée, prête à marcher de nouveau, soit qu'il fallût refluer par la Bavière vers l'Autriche, soit qu'il fallût se jeter, par la Franconie et la Saxe, sur la Prusse. Napoléon avait versé dans ses rangs les deux réserves formées à Strasbourg et Mayence, sous les maréchaux-sénateurs Kellermann et Lefebvre. C'était un accroissement d'une quarantaine de mille hommes, levés depuis un an, parfaitement disciplinés, instruits, préparés à la fatigue. Quelques-uns même, qui appartenaient aux réserves des années antérieures, avaient acquis l'âge de la véritable force, c'est-à-dire vingt-quatre ou vingt-cinq ans. L'armée affaiblie, par suite de la dernière campagne, d'une vingtaine de mille hommes, dont un quart était rentré dans les rangs, se trouvait donc, grâce à ce renfort, augmentée et rajeunie. Napoléon, profitant de ce qu'une partie de ses soldats était nourrie à l'étranger, avait porté à 450,000 hommes la force totale de la France, dont 152,000 à l'intérieur (les gendarmes, vétérans, invalides, et dépôts, étant compris dans ce nombre), 40,000 à Naples, 50,000 dans la Lombardie, 20,000 en Dalmatie, 6,000 en Hollande, 12,000 au camp de Boulogne, et 170,000 à la grande armée. Ces derniers réunis en une seule masse, sur le pied complet de guerre, comptant 50,000 cavaliers, 40,000 artilleurs, 450,000 fantassins, étaient parvenus au plus haut degré de perfection qu'il soit possible d'atteindre par la discipline et la guerre, et sous la conduite du plus grand des capitaines. Il faut remarquer que de cette armée avaient été détachés le général Marmont en Dalmatie, les Hollandais en Hollande, et qu'elle ne renfermait plus les Bavares dans ses rangs, ce qui explique pourquoi elle n'était pas plus nombreuse après l'adjonction des réserves.

Dans cette situation imposante, Napoléon pouvait attendre les effets produits à Berlin et à Vienne par l'ensemble de ses projets, et la suite des négociations ouvertes à Paris avec l'Angleterre et la Russie.

Du reste, il n'avait aucun penchant à prolonger la guerre, si on ne l'y obligeait pas pour l'exécution de ses desseins. Il était impatient, au contraire, de réunir ses soldats autour de lui, dans la fête magnifique que la ville de Paris devait donner à la grande armée. C'était une heureuse et belle idée que de faire fêter cette armée héroïque par cette noble capitale, qui ressent si fortement toutes les émotions de la France, et

qui, si elle ne les éprouve pas d'une manière plus vive, les rend au moins plus vite et plus énergiquement, grâce à la puissance du nombre, à l'habitude de prendre l'initiative en toutes choses, et de parler pour le pays en toute occasion.

Porté à la grandeur par sa nature, et aussi par le succès qui exaltait son imagination, Napoléon, au milieu de ces négociations si vastes et si variées, de ces soins militaires étendus de Naples à l'Illyrie, de l'Illyrie à l'Allemagne, de l'Allemagne à la Hollande, s'adonnait avec un goût ardent à d'immortelles créations d'art et d'utilité publique. Ayant visité, pendant les courts loisirs que lui laissait la guerre, presque tous les lieux de la capitale, il n'en avait pas aperçu un seul sans être saisi à l'instant même de quelque pensée grande, morale ou utile, dont nous voyons aujourd'hui la réalisation sur le sol de Paris. Il s'était rendu à Saint-Denis, et, trouvant cette vieille église dans un affligeant état de délabrement, surtout depuis la violation des tombes royales, il ordonna, par un décret, la réparation de ce monument vénérable. Il décida que quatre chapelles sépulcrales y seraient élevées, trois pour les rois des premières races, et une pour les princes de sa propre dynastie. Des marbres, portant les noms des rois ensevelis, et dont les tombes avaient été profanées, devaient remplacer leurs restes dispersés. Il institua un chapitre de dix vieux évêques, pour prier perpétuellement dans cet asile funèbre de nos races royales.

Après avoir visité Sainte-Geneviève, il ordonna que ce beau temple fût achevé et rendu au culte, mais en conservant la destination que l'Assemblée constituante lui avait assignée, celle de recevoir les hommes illustres de la France. C'était le chapitre de la métropole, agrandi, qui devait chaque jour y chanter l'office.

Un monument triomphal avait été ordonné par le Sénat, sur la proposition du Tribunat. Après bien des plans rejetés, Napoléon s'arrêta à l'idée d'élever, sur la plus belle place de Paris, une colonne de bronze, semblable par la forme et par les dimensions à la colonne Trajane, consacrée à la grande armée, et retraçant sur un long bas-relief, enroulé autour de son fût magnifique, les exploits de la campagne de 1805. Il fut décidé que les canons pris sur l'ennemi en fourniraient la matière. La statue de Napoléon, en costume impérial, dut en surmonter le chapiteau. C'est cette même colonne de la place Vendôme, au pied de laquelle passent et passeront les générations présentes et futures, sujet d'une généreuse

émulation pour elles, tant qu'elles conserveront l'amour de la gloire nationale, sujet de reproche éternel si elles étaient jamais capables de perdre ce noble sentiment !

Napoléon arrêta ensuite le projet d'un arc triomphal sur la place du Carrousel, le même qui existe aujourd'hui. Cet arc entraînait dans le plan d'achèvement du Louvre et des Tuileries. Il se proposait de réunir ces deux palais, et de n'en former qu'un seul qui serait le plus grand qu'on eût jamais vu dans aucun pays. Se plaçant un jour sous le portail du Louvre, et regardant vers l'hôtel de ville, il conçut l'idée d'une rue immense, qui devait être uniformément construite, large comme la rue de la Paix, prolongée jusqu'à la barrière du Trône, de manière que l'œil pût plonger d'un côté jusqu'aux Champs-Élysées, de l'autre jusqu'aux premiers arbres de Vincennes. Le nom destiné à cette rue était celui de RUE IMPÉRIALE. Un monument était depuis longtemps décrété sur l'emplacement de l'ancienne Bastille. Napoléon voulait que ce fût un arc triomphal, assez vaste pour donner passage, à travers le portail du milieu, à la grande rue projetée, et placé à l'intersection de cette rue et du canal Saint-Martin. Les architectes ayant déclaré l'impossibilité d'une telle construction sur une pareille base, Napoléon résolut de transporter cet arc à la place de l'Étoile, pour qu'il fit face aux Tuileries, et devint l'une des extrémités de la ligne immense qu'il voulait tracer au sein de sa capitale. La génération présente a terminé la plupart des monuments que Napoléon n'avait pas eu le temps d'achever. Elle n'a ni terminé le Louvre, ni créé la magnifique rue dont il avait conçu le projet.

Il ne borna pas à des ouvrages de pur embellissement ses soins pour la ville de Paris. Il trouva indigne de la prospérité de l'Empire que la capitale manquât d'eau, tandis que dans son sein coulait une belle et limpide rivière. Les fontaines n'étaient ouvertes que le jour; il voulut que des travaux fussent exécutés sur-le-champ aux pompes de Notre-Dame, du Pont-Neuf, de Chailot, du Gros-Caillou, pour faire couler l'eau jour et nuit. Il ordonna de plus l'érection de quinze fontaines nouvelles. Celle du Château-d'Eau était comprise dans cette création. En deux mois, une partie de ces ordres fut exécutée, et l'eau jaillissait nuit et jour des soixante-cinq fontaines anciennes. Sur l'emplacement de celles qui étaient récemment décrétées, des bornes provisoires répandaient l'eau, en attendant que les

fontaines elles-mêmes fussent élevées. C'est le trésor public qui avait fourni les fonds nécessaires à cette dépense.

Napoléon prescrivit la continuation des quais de la Seine, et décida que le pont du Jardin des Plantes, alors en construction, porterait le glorieux nom d'Austerlitz. S'étant enfin aperçu, en visitant le Champ-de-Mars pour arrêter le plan des fêtes qui se préparaient, qu'une communication était indispensable sur ce point entre les deux rives de la Seine, il ordonna l'établissement d'un pont en pierre, qui devait être le plus beau de la capitale, et qui depuis a porté le nom de pont d'Iéna.

Les départements les plus éloignés de l'Empire eurent part à sa munificence. Il décréta, cette année, le canal du Rhône au Rhin, le canal de l'Escaut au Rhin, et ordonna des études pour le canal de Nantes à Brest. Il consacra des fonds à la continuation des canaux de l'Oureq, de Saint-Quentin, de Bourgogne. Il prescrivit la construction d'une grande route, longue de soixante lieues, allant de Metz à Mayence, à travers la vallée de la Moselle. Il fit commencer la route de Roanne à Lyon, où se trouve la belle descente de Tarare, presque digne du Simplon; la célèbre route de la Corniche, allant de Nice à Gènes, attachée aux flancs de l'Apennin, entre les cimes de ces monts et la mer. Il fit continuer celle du Simplon, déjà presque achevée, celles du Mont-Cenis, du Mont-Genèvre, celle enfin qui longe les bords du Rhin. Napoléon ordonna en outre de nouveaux travaux à l'arsenal d'Anvers.

Il semble que la victoire eût fécondé son esprit, car la plupart de ses grandes créations datent de cette année mémorable, placée entre la première moitié de sa carrière, moitié si belle, où la sagesse guida presque toujours ses pas, et cette seconde moitié, si extraordinaire et si triste, où son génie, exalté par le succès, s'élança au delà de toutes les bornes du possible pour aller finir dans un abîme.

Le Corps Législatif assemblé adoptait paisiblement les projets imaginés par Napoléon et discutés par le conseil d'État. On n'assistait plus aux scènes orageuses de la révolution, et pas encore aux scènes d'un parlement libre. On voyait une assemblée adoptant de confiance des projets qu'elle savait aussi bien conçus que bien rédigés.

Un nouveau code fut présenté cette année, fruit de longues conférences entre les tribuns et

les conseillers d'État, sous la direction de l'archichancelier Cambacérés : c'était le code de procédure civile, réglant la manière de procéder devant nos tribunaux, en raison de leur nouvelle forme et de la simplification de nos lois. Ce code fut adopté sans difficulté, les contestations dont il était susceptible ayant été vidées d'avance dans les discussions préparatoires du conseil d'État et du tribunal.

Un perfectionnement notable fut apporté à l'organisation du conseil d'État. Jusqu'ici ce corps examinait les projets de loi, discutait les grandes mesures de gouvernement, telles que le concordat, le couronnement, le voyage du pape à Paris, la grave question diplomatique des préliminaires Saint-Julien non ratifiés par l'Autriche. Initié à toutes les affaires d'État, il était plutôt un conseil de gouvernement qu'un conseil d'administration. Mais chaque jour ces hautes questions devenaient plus rares dans son sein, et faisaient place aux questions purement administratives, que le progrès du temps, l'étendue croissante de l'empire multipliaient sans cesse. Les conseillers d'État, personnages importants, presque les égaux des ministres, étaient trop élevés en rang et trop peu nombreux pour se charger de tous les rapports. Tandis que le nombre des affaires augmentait, et qu'elles prenaient le caractère exclusivement administratif, un autre besoin se manifestait, celui de former des sujets pour le conseil d'État, de créer une échelle pour y arriver, et surtout d'employer la jeunesse de haut rang, que Napoléon voulait attirer à lui par toutes les voies à la fois, celles de la guerre et des fonctions civiles. Après en avoir conféré avec l'archichancelier, il créa les maîtres des requêtes, occupant un rang intermédiaire entre les auditeurs et les conseillers d'État, chargés du plus grand nombre des rapports, ayant la faculté de délibérer sur les questions qu'ils avaient rapportées, et jouissant d'un traitement proportionné à l'importance de leurs attributions. MM. Portalis fils, Molé et Pasquier, fort jeunes alors, et nommés immédiatement maîtres des requêtes, indiquaient l'utilité et l'intention du projet. On aimait le mérite qui rappelait des souvenirs, sans exclure le mérite qui n'en rappelait aucun.

A cette sage innovation, qui a créé une pépinière d'administrateurs habiles, Napoléon en ajouta sur-le-champ une autre. Il n'y avait pas de juridiction pour les entrepreneurs qui traitaient avec l'État, qu'ils exécutassent des travaux publics, fissent des fournitures, ou contractassent

des engagements financiers. C'est l'affaire des *Négociants réunis* qui avait révélé cette lacune, car Napoléon, ne sachant plus à qui la déférer, avait songé un moment à l'envoyer au Corps Législatif. On ne pouvait attribuer cette juridiction aux tribunaux, tant à cause des connaissances spéciales qu'elle suppose, que de la nature d'esprit qu'elle exige, esprit qui doit être administratif plutôt que judiciaire. C'est le motif pour lequel la connaissance de tous les marchés passés avec le gouvernement fut déférée au conseil d'État. Ce fut la principale origine de ses attributions contentieuses. Aussi créa-t-on en même temps des *avocats au conseil*, chargés de défendre par mémoires écrits les intérêts des justiciables qui allaient être appelés devant cette nouvelle juridiction.

A toutes ces créations Napoléon en ajouta une encore, la plus belle peut-être de son règne, l'Université. On a vu quel système d'éducation il avait adopté en 1802, lorsqu'il jeta les fondements de la nouvelle société française. Au milieu des vieilles générations, que la révolution avait rendues ennemies, dont les unes regrettaient l'ancien régime, dont les autres étaient dégoûtées du nouveau sans vouloir revenir à l'ancien, il se proposa de former par l'éducation une jeune génération, faite pour nos modernes institutions et par elles. Au lieu de ces écoles centrales, qui étaient des cours publics, auxquels les jeunes gens, nourris dans les familles ou dans des pensionnats particuliers, venaient assister, et dans lesquels ils entendaient des professeurs enseigner au gré de leur caprice, ou du caprice du temps, les sciences physiques beaucoup plus que les lettres, Napoléon institua, comme on l'a vu, des maisons où les jeunes gens, casernés et nourris, recevaient des mains de l'État l'instruction et l'éducation, et où les lettres avaient repris la place qu'elles n'auraient jamais dû perdre, sans que les sciences perdissent la place qu'elles avaient acquise. Napoléon, prévoyant bien que le préjugé et la malveillance s'élèveraient contre les établissements qu'il venait d'instituer, avait fondé six mille bourses, et avait ainsi composé d'autorité (mais de l'autorité du bienfait) la population des nouveaux collèges, appelés du nom de Lycées. Les uns ouverts tout récemment, les autres n'étant que d'anciennes maisons transformées, présentaient déjà en 1806 le spectacle de l'ordre, des bonnes mœurs et des saines études. Il en existait vingt-neuf. Napoléon en voulait étendre le nombre, et le porter à cent. Trois

cent dix écoles secondaires établies par les communes, une égale quantité d'écoles secondaires ouvertes par des particuliers, les premières astreintes à suivre les règles des lycées, les secondes à y envoyer leurs élèves, complétaient l'ensemble des nouveaux établissements. Ce système avait parfaitement réussi. Les entrepreneurs de maisons particulières, les parents entêtés d'anciens préjugés, les prêtres rêvant la conquête de l'éducation publique, calomniaient les lycées. Ils disaient qu'on n'y professait que les mathématiques parce qu'on ne désirait former que des militaires, que la religion y était négligée, que les mœurs y étaient corrompues. Rien n'était moins vrai, car on avait eu l'intention expresse de remettre les lettres en honneur, et on avait atteint le but proposé. La religion y était enseignée par des aumôniers aussi sérieusement que la volonté de l'auteur du concordat avait pu l'obtenir, et avec le succès que permettait l'esprit du siècle. Enfin une vie dure, presque militaire, des exercices continuels, y garantissaient la jeunesse des passions précoces; et sous le rapport des mœurs, les lycées étaient certainement préférables aux maisons particulières.

Du reste, malgré les médisances des intéressés et des partisans chagrins du passé, ces établissements avaient fait des progrès rapides. La jeunesse, amenée par le bienfait des bourses, et par la confiance des parents, commençait à y venir en foule.

Mais, suivant Napoléon, l'œuvre était à peine ébauchée. Ce n'était pas tout que d'attirer des élèves, il fallait leur donner des professeurs; il fallait créer un corps enseignant. C'était là une grande question, sur laquelle Napoléon était fixé avec cette fermeté d'esprit qu'il apportait en toute chose. Rendre l'éducation aux prêtres était inadmissible à ses yeux. Il avait rétabli les cultes, et il l'avait fait avec la profonde conviction qu'il faut une religion à toute société, non pas comme un moyen de police de plus, mais comme une satisfaction due aux plus nobles besoins de l'âme humaine. Néanmoins il ne voulait pas abandonner le soin de former la société nouvelle au clergé, qui, dans ses préjugés opiniâtres, dans son amour du passé, dans sa haine du présent, dans sa terreur de l'avenir, ne pouvait que continuer chez la jeunesse les tristes passions des générations qui s'éteignaient. Il faut que la jeunesse soit formée sur le modèle de la société dans laquelle elle est destinée à vivre; il faut qu'elle trouve dans le collège l'esprit de la fa-

mille, dans la famille l'esprit de la société, avec des mœurs plus pures, des habitudes plus régulières, un travail plus soutenu. Il faut, en un mot, que le collège soit la société elle-même améliorée. S'il y a une différence quelconque entre l'un et l'autre, si la jeunesse entend ses maîtres et ses parents parler diversement, si elle entend les uns préconiser ce que blâment les autres, il naît un contraste fâcheux qui trouble son esprit, et qui lui fait mépriser ses maîtres, si elle a plus de confiance en ses parents, ses parents si elle a plus de confiance en ses maîtres. La seconde partie de la vie est alors employée à ne rien croire de ce qu'on a appris dans la première. La religion elle-même, si elle est imposée avec affectation, au lieu d'être professée avec respect en présence de la jeunesse, la religion n'est plus qu'un joug, auquel le jeune homme devenu libre se hâte d'échapper comme à tous les jougs du collège. Telles furent les considérations qui éloignèrent Napoléon de l'idée de livrer la jeunesse au clergé. Une dernière raison acheva de le décider. Le clergé était-il apte à élever des juifs, des protestants? Assurément non. Alors on ne pouvait plus faire élever ensemble juifs, protestants, catholiques, pour composer avec eux une jeunesse éclairée, tolérante, aimant le pays, propre à toutes les carrières, UNE enfin comme il fallait que fût la France nouvelle.

Cependant si le clergé n'avait pas les qualités nécessaires à cette tâche, il en avait quelques-unes de très-précieuses, et qu'on devait s'efforcer de lui emprunter. La vie régulière, laborieuse, sobre, modeste, était une condition indispensable pour élever la jeunesse, car on ne devait pas se contenter, pour une telle mission, des premiers venus, formés par les hasards du temps et d'une société dissipée. Mais était-il impossible de donner à des laïques certaines qualités du clergé? Napoléon ne le pensait pas, et l'expérience a prouvé qu'il avait raison. La vie studieuse a plus d'une analogie avec la vie religieuse; elle est compatible avec la régularité de mœurs, et avec la médiocrité de fortune. Napoléon croyait qu'on pouvait, par des réglemens, créer un corps enseignant, qui, sans observer le célibat, apporterait dans l'éducation de la jeunesse la même application, la même suite, la même constance de vocation que le clergé. Il y a tous les ans, dans les générations qui arrivent à l'état adulte, comme les moissons croissant sur la terre arrivent à maturité, une portion de

jeunes esprits, qui ont le goût de l'étude, et qui appartiennent à des familles sans fortune. Recueillir ces esprits, les soumettre à des épreuves préparatoires, à une discipline commune, les attirer et les retenir par l'attrait d'une carrière modeste, mais assurée, tel était le problème à résoudre; et Napoléon ne le regardait pas comme insoluble. Il avait foi dans l'esprit de corps, et l'aimait. L'une des paroles qu'il répétait le plus ordinairement, parce qu'elle exprimait une des idées dont il était le plus souvent frappé, c'est que *la société était en poussière*. Il était naturel qu'il éprouvât ce sentiment à l'aspect d'un pays où il n'y avait plus ni noblesse, ni clergé, ni parlement, ni corporations. Il disait sans cesse aux hommes de la révolution : « Sachez vous constituer si vous voulez vous défendre, car voyez comme se défendent les prêtres et les émigrés, animés du dernier souffle des grands corps détruits! » Il voulait donc remettre à un corps qui vivrait, et se défendrait, le soin d'élever les générations futures. Il l'a résolu, il l'a fait, et il a réussi.

Napoléon établit l'Université sur les principes suivants. Une éducation spéciale pour les hommes destinés au professorat, des examens préparatoires avant de devenir professeurs; l'entrée après ces examens dans un vaste corps, sans le jugement duquel leur carrière ne pouvait être ni interrompue ni brisée, et dans lequel ils s'élevaient avec le temps et leurs mérites; à la tête de ce corps un conseil supérieur, composé des professeurs qui se seraient distingués par leurs talents, appliquant les règles, dirigeant l'enseignement; enfin le privilège de l'éducation publique attribué exclusivement à la nouvelle institution, avec une dotation en rentes sur l'État, ce qui devait ajouter à l'énergie de l'esprit de corps l'énergie de l'esprit de propriété, telles furent les idées d'après lesquelles Napoléon voulut que l'Université fût organisée. Mais il était trop expérimenté pour insérer toutes ces dispositions dans une loi. Usant avec une intelligence profonde de la confiance publique, qui lui permettait de présenter des lois très-générales, qu'il complétait ensuite par des décrets, au fur et à mesure des expériences faites, il chargea M. Fourcroy, administrateur de l'instruction publique sous le ministre de l'intérieur, de rédiger un projet de loi, qui fut conçu en trois articles seulement. Par le premier il était dit qu'il serait formé, sous le nom d'UNIVERSITÉ IMPÉRIALE, un corps enseignant, chargé de l'éducation publi-

que dans tout l'empire; par le second, que les membres du corps enseignant contracteraient des *obligations civiles, spéciales et temporaires* (ce mot était employé pour exclure l'idée des vœux monastiques); par le troisième, que l'organisation du corps enseignant, remaniée d'après l'expérience, serait convertie en loi dans la session de 1810. Ce n'est qu'avec cette latitude d'action que se font les grandes choses.

Ce projet, présenté le 6 mai, fut adopté comme tous les autres avec confiance et silence. Nous ne conseillerons d'adopter ainsi les lois, que lorsqu'il y aura un tel homme, de tels actes, et, ce qui est plus déterminant encore, une telle situation.

Cette courte et féconde session fut terminée par les lois financières. Napoléon regardait avec raison les finances comme un fondement aussi indispensable que l'armée à la grandeur d'un empire. La dernière crise, quoique passée, était un avertissement sérieux d'arrêter enfin un système complet de finances, d'élever les ressources au niveau des besoins, et d'établir un service de trésorerie qui dispensât de recourir aux faiseurs d'affaires.

Quant à la création des ressources nécessaires pour suffire aux charges de la guerre, Napoléon persistait à ne pas vouloir d'emprunt. En effet, même au milieu de la prospérité dont il faisait jouir la France, la rente 5 pour 100 ne s'était jamais élevée au-dessus de 60. Si on avait annoncé un emprunt, le cours serait descendu au-dessous, probablement à 50, et eût été un intérêt perpétuel de 10 pour cent à supporter. Napoléon n'avait garde de recourir à de tels moyens. Cependant il fallait combler le déficit des derniers exercices, et mettre définitivement les ressources en rapport avec l'état de guerre, qui depuis quinze ans semblait devenu l'état ordinaire de la France. C'était une entreprise hardie, et qui ne s'est jamais réalisée, que de suffire aux dépenses d'une lutte acharnée avec les impôts permanents. Napoléon n'y avait pas renoncé, et il eut le courage de proposer au pays, ou plutôt de lui imposer, les charges qui devaient fournir le moyen d'atteindre à ce résultat.

L'arriéré des derniers exercices pouvait être liquidé avec 60 millions, la dette envers la caisse d'amortissement en étant défalquée. Cette dette consistait, comme on doit se le rappeler, en cautionnements dont il avait été disposé, en produits de la vente des biens nationaux, que le trésor avait absorbés pour son usage, quoiqu'ils

appartinsent à la caisse d'amortissement. Il fallait donc pourvoir à ces 60 millions, à la dette contractée envers la caisse d'amortissement, et à un budget annuel qui, d'après l'expérience de 1806, ne s'élevait pas à moins de 700 millions pendant la guerre (820 avec les frais de perception).

Voici quels furent les moyens imaginés.

On s'était aperçu que la caisse d'amortissement avait très-avantageusement vendu les biens dont on lui avait confié l'aliénation à titre d'essai. Alors, au lieu de vendre pour elle les 70 millions, que la loi de ventôse an ix lui attribuait en vue de la dédommager des rentes créées à cette époque, et dont on lui devait le prix à raison de 10 millions par an, on lui avait livré ces biens eux-mêmes. Quant aux cautionnements à lui rembourser, on était décidé à les payer dans la même valeur, c'est-à-dire en biens, sauf à elle à les aliéner avec les précautions nécessaires, qui lui avaient déjà si heureusement réussi. Cette même observation avait conduit Napoléon, qui était l'inventeur de cette liquidation, à trouver le moyen de combler les 60 millions de l'arriéré.

Il avait doté le Sénat, la Légion d'honneur, l'Instruction publique et certains établissements, avec le reste des domaines nationaux. Son intention, en agissant ainsi, avait été de les soustraire au gaspillage des mauvaises aliénations. Mais d'une part, on venait de s'apercevoir que les aliénations pouvaient s'opérer d'une manière avantageuse en les confiant à la caisse d'amortissement; et, de l'autre, on avait retrouvé dans ce système de dotations le vice propre aux biens de mainmorte, dont la condition est d'être mal exploités et de peu produire. Napoléon résolut de reprendre ces biens au Sénat et à la Légion d'honneur, et de leur en fournir l'équivalent, en créant 5 millions de rentes 5 pour cent, au capital de 60 millions. Si les rentes livrées au public étaient menacées d'une dépréciation immédiate, assignées comme dotations à des corps permanents qui ne les aliénaient pas, elles n'avaient aucun des inconvénients des emprunts, elles n'ameuaient aucun avilissement des cours, et elles procuraient même un avantage aux établissements publics qui les recevaient, c'était de leur assurer un revenu de 5, au lieu d'un revenu de 2 et demi, ou de 5 pour cent, que rapportaient les biens nationaux. Ces biens, transmis ensuite à la caisse d'amortissement, qui les aliénerait peu à peu, devaient procurer les 60 millions dont on avait besoin.

Il est vrai que ces 60 millions, il en fallait la

valeur immédiatement pour solder les arriérés des exercices antérieurs. On imagina de créer des effets temporaires, rapportant 6 à 7 pour cent, suivant l'époque de leur remboursement, échéant à terme fixe, payables à la caisse d'amortissement, à raison d'un million par mois, du 1^{er} juillet 1806 au 1^{er} juillet 1811, hypothéqués sur le capital de ladite caisse, qui aurait, avec ce qu'elle possédait déjà et ce qu'elle allait acquérir, environ 150 millions de biens nationaux, qui joignait enfin à cette fortune immobilière un crédit bien établi.

Ces effets portant un intérêt avantageux, mais point usuraire, et remboursables à des termes fixes et prochains, ne pouvaient pas tomber comme la rente, car leur échéance mensuelle et assurée pendant cinq ans devait tendre à les relever par la certitude de retrouver le capital tout entier, de mois en mois. C'est une combinaison qui depuis a réussi plusieurs fois, et qui était excellente.

Le procédé pour liquider l'arriéré consistait donc à reprendre les biens assignés aux grands corps, à leur donner des rentes en place, ce qui pour eux avait l'avantage d'une augmentation immédiate de revenu, à faire vendre ces biens par la caisse d'amortissement, ce qu'elle pouvait exécuter avec succès en cinq ans, à en réaliser d'avance la valeur, au moyen d'un effet à échéance fixe, qui ne pouvait être déprécié, grâce à un remboursement certain et peu éloigné, grâce enfin à un intérêt de 6 à 7 pour cent.

La seule difficulté, d'ailleurs peu sérieuse, de cette combinaison, c'est que la somme des rentes composant la dette publique allait monter à 51 millions au lieu de 50, comme le preservaient les lois antérieures. Mais l'infraction était peu importante, et on satisfaisait à la loi en établissant un amortissement plus rapide pour ce million d'excédant.

Restait à pourvoir aux budgets futurs, en créant des ressources suffisantes, soit pour la paix, soit pour la guerre. Napoléon fit au Corps Législatif, et à l'Europe, une déclaration hardie et en même temps très-sage, au point de vue financier. Il voulait la paix, car, disait-il fièrement, il avait épuisé la gloire militaire; il voulait la paix, car il l'avait donnée à l'Autriche. Il était prêt en ce moment à la conclure avec la Russie, et il était occupé à la négocier avec l'Angleterre. Mais les puissances avaient pris l'habitude de considérer les traités comme des trêves, qu'elles pouvaient rompre au premier signal parti

de Londres. Il fallait, jusqu'à ce qu'on les eût amenées à respecter leurs engagements, et à se résigner à la grandeur de la France, il fallait être prêt à supporter les charges de la guerre aussi longtemps qu'elle serait nécessaire. La Grande-Bretagne prétendait suffire à la guerre par des emprunts : libre à elle, tant que cette ressource se conserverait en ses mains. La France devait y pourvoir autrement, avec les moyens qui lui étaient propres, c'est-à-dire avec l'impôt, ressource bien autrement durable, et ne laissant aucune charge après elle. En conséquence, il déclarait qu'il fallait 600 millions pour la paix, 700 millions pour la guerre (720 et 820, avec les frais de perception). Le budget de l'année la plus paisible du gouvernement actuel, celle de 1802, avait pu se renfermer dans une dépense de 500 millions. Mais depuis 1802, l'augmentation de la dette, le développement donné aux travaux d'utilité publique, la dotation du clergé qui était la suite du concordat, le rétablissement de la monarchie qui avait entraîné la création d'une liste civile, portaient à 600 millions les dépenses fixes de l'état de paix. Les ressources ordinaires s'élevaient fort au delà de cette somme. Quant aux dépenses de l'état de guerre, qu'on était résolu à soutenir aussi longtemps qu'il le faudrait, elles faisaient monter le budget à 700 millions. A ce taux on pourrait consacrer par an 150 millions à la marine, environ 500 millions à la guerre, avoir 50 vaisseaux armés et 450,000 hommes toujours prêts à marcher. La France, sur ce pied, était en mesure de faire face à tous les dangers. Or, elle pouvait, sans abuser d'elle-même, s'imposer cette charge, car ses revenus ordinaires procuraient déjà plus de 600 millions. Le royaume d'Italie en fournissait environ 50 pour l'armée française qui veillait à sa sûreté, et il était facile d'obtenir 60 à 70 millions de plus par les impôts ordinaires.

Après cette hardie déclaration, Napoléon eut le courage de développer la grande ressource des contributions indirectes, qu'il avait déjà restituée au pays, et de créer une nouvelle ressource, non moins utile, non moins abondante, et qui n'avait d'autre inconvénient que d'atteindre la généralité du peuple, mais de l'atteindre légèrement, l'impôt du sel. En conséquence il proposa, outre le droit d'inventaire sur les boissons (droit perçu chez le propriétaire au moment de l'enlèvement), un autre droit sur le commerce en gros et sur la vente en détail, et pour cela l'exercice, c'est-à-dire la surveillance des boissons sur les

routes, et la descente des agents du fisc chez les commerçants en vin. Les contributions indirectes, qui produisaient déjà 25 millions, en devaient produire plus de 50 par suite de cette extension.

Quant à l'impôt sur le sel, son rétablissement était lié à la suppression d'un autre droit, devenu insupportable, le droit de barrières sur les routes. Ce droit entraînait si peu dans nos habitudes, et incommodait si fort l'agriculture, que tous les conseils généraux en avaient demandé l'abolition. Il ne rapportait que 15 millions, ce qui était insuffisant pour l'entretien des routes de l'Empire, et ce qui coûtait à l'État un supplément de 10 millions par an, sans que les routes fussent encore parvenues à l'état désirable ; car on évaluait à 55 millions au moins la somme nécessaire pour les entretenir convenablement. En proposant un impôt bien léger, celui de 2 décimes par kilogramme (2 sous par livre) de sel, à percevoir dans les marais salants, par la main des douaniers, qui enveloppaient ces marais, placés presque tous à la frontière, on pouvait espérer un produit de 55 millions, c'est-à-dire de quoi porter les routes à un véritable état de perfection, et de quoi soulager le trésor d'une dépense de 10 millions. Cet impôt n'avait rien de commun avec les anciennes gabelles, inégalement réparties, aggravées par l'exercice, et faisant quelquefois monter le sel à 14 sous la livre, prix qui pour le peuple était exorbitant.

Avec le produit annuellement croissant de ces nouvelles taxes, et avec quelques ressources accidentelles qui permirent d'attendre leur complet développement, la France allait se trouver en mesure de supporter l'état de guerre, tant qu'il durerait, et, dès qu'il finirait, de faire sentir les bienfaits de la paix aux peuples de l'Empire, par la diminution de l'impôt foncier, le seul qui fût véritablement onéreux.

Napoléon, par cette création, achevait le rétablissement de nos finances, que la suppression des contributions indirectes avait ruinées en 1789, et il montrait à l'Europe un tableau décourageant pour nos ennemis, c'est-à-dire 50 vaisseaux, 450,000 hommes, entretenus sans emprunt, et tout le temps que durerait la guerre.

Le budget de 1806 fut donc fixé à 700 millions en dépenses et en recettes (820 avec les frais de perception). Une circonstance accidentelle, celle du rétablissement du calendrier grégorien, à partir du 1^{er} janvier 1806, le fit porter à 15 mois au lieu de 12, et à 900 millions au lieu

de 700. En effet, le précédent budget, celui de l'an xiii, s'arrêtant au 21 septembre 1805, il fallait, pour atteindre au 1^{er} janvier 1806, ajouter trois mois environ, ce qui devait porter le budget de 1806 à 15 mois et à 900 millions.

Restait encore une tâche à remplir, c'était d'organiser la Trésorerie et la Banque de France. Éclairé par les derniers événements, Napoléon voulait réformer l'une et l'autre.

On a déjà répété bien des fois, dans cette histoire, que la valeur de l'impôt était envoyée au Trésor sous forme d'obligations à terme, ou de bons à vue, signés par les receveurs généraux, et acquittables mois par mois à leur caisse. L'escompte de ce papier procurait de l'argent, quand on avait besoin de devancer les échéances. Abandonner cet escompte à une compagnie avait mal réussi. On venait de le confier de nouveau à une agence des receveurs généraux, qui opéraient à Paris pour le corps tout entier. Depuis le retour du crédit, les capitaux abondaient, et les receveurs généraux pouvaient procurer à l'État, par l'escompte de leurs propres engagements, tous les fonds dont on avait besoin. Cependant on discuta longtemps devant Napoléon, en conseil de finances, si on ne devrait pas attribuer ce service à la Banque, plus puissante que ne serait jamais l'agence des receveurs généraux. D'abord Napoléon jugea que, pour ce service et pour d'autres, la Banque n'était pas assez fortement constituée. Il résolut donc de doubler son capital, et de le porter de 45,000 actions à 90,000, ce qui faisait, à mille francs l'action, un capital de 90 millions. Il résolut, en outre, d'en rendre l'organisation monarchique, en convertissant le président éligible qui était à sa tête, en un gouverneur nommé par l'Empereur, qui la dirigerait dans le double intérêt du commerce et du Trésor; de placer trois receveurs généraux dans son conseil, pour la lier davantage au gouvernement; enfin de supprimer la disposition d'après laquelle on proportionnait les escomptes au nombre d'actions possédées par les présentateurs d'effets, et de la remplacer par une autre disposition bien plus sage, consistant à proportionner ces escomptes au crédit reconnu des commerçants qui les demandaient. Ces changements, proposés dans une loi, furent adoptés par le Corps Législatif; et sous cette constitution forte et habile, la Banque de France est devenue l'un des établissements les plus solides de l'univers, car on l'a vue de nos jours secourir la Banque d'Angleterre elle-

même, et traverser sans fléchir les plus grandes catastrophes politiques.

Même après l'avoir ainsi agrandi, Napoléon ne voulut pas confier d'une manière constante et définitive le service du Trésor à la Banque de France. Il entendait se servir au besoin, et accidentellement, de la nouvelle puissance qu'il lui avait assurée, pour escompter telle ou telle somme d'*obligations des receveurs généraux* ou de *bons à vue*, mais il ne pouvait se décider à lui remettre définitivement le portefeuille du Trésor. C'était une compagnie de commerçants, délibérant, à la vérité, sous un président nommé par lui, mais placés en dehors de son gouvernement, et il ne voulait pas, disait-il, leur livrer le secret de ses opérations militaires, en leur livrant le secret de ses opérations financières. « Je veux, ajouta-t-il, pouvoir remuer un corps de troupes sans que la Banque le sache, et elle le saurait si elle avait connaissance de mes besoins d'argent. »

Du reste il fit mettre à l'essai, mais à l'essai seulement, un nouveau système de versement de fonds par les comptables. Bien que le système des *obligations* eût rendu de grands services, il n'était pas le dernier terme de la perfection, en fait de recouvrement. Il arrivait que les receveurs généraux avaient souvent des valeurs considérables en caisse, dont ils profitaient, en attendant l'échéance de leurs obligations. De plus ces obligations donnaient lieu à un agiotage assez actif. Un simple compte courant établi entre l'État et les comptables, au moyen duquel toute valeur entrée dans leur caisse appartenait au Trésor, portait intérêt à son profit, et toute valeur sortie portait intérêt au profit du comptable qui l'avait versée, un compte courant ainsi réglé était un système bien plus simple, plus vrai, et qui n'empêchait pas d'accorder aux receveurs généraux les avantages dont on avait cru nécessaire de les faire jouir. Mais il fallait auparavant un système d'écritures qui ne permit pas d'erreur; il fallait, dans la comptabilité du Trésor, l'introduction des écritures en partie double, dont le commerce fait usage. M. Mollien proposa le compte courant et les écritures en partie double. Napoléon y consentit avec empressement, mais il voulut que ce système fût essayé chez quelques receveurs généraux, pour en juger le mérite d'après l'expérience.

Tels furent les travaux civils de Napoléon dans cette mémorable année 1806, la plus belle de l'Empire, comme celle de 1802 fut la plus belle

du Consulat : années fécondes l'une et l'autre , dans lesquelles la France fut constituée pour être une république dictatoriale en 1802, et un vaste empire fédératif en 1806. Dans cette dernière année, Napoléon fonda à la fois des royautes vassales sur la tête de ses frères, des duchés pour ses généraux et ses serviteurs, de riches dotations pour ses soldats, supprima l'Empire germanique, et laissa l'Empire français remplir seul l'Occident. Il continua, en fait de routes, de ponts, de canaux, les travaux déjà commencés, et en entreprit de plus importants, tels que les canaux du Rhône au Rhin, du Rhin à l'Escaut, les routes de la Corniche, de Tarare, de Metz à Mayence. Il projeta les grands monuments de la capitale, la colonne de la place Vendôme, l'arc de l'Étoile, l'achèvement du Louvre, la rue qui devait s'appeler Impériale, les principales fontaines de Paris. Il commença la restauration de Saint-Denis, il ordonna l'achèvement du Panthéon ; il promulgua le code de procédure, perfectionna l'organisation du conseil d'État, créa l'Université, liquida définitivement les arriérés financiers, compléta le système des impôts, réorganisa la Banque de France, et prépara le nouveau système de trésorerie française. Tout cela, entrepris en janvier 1806, était terminé en juillet de la même année. Quel esprit conçut jamais plus de choses, de plus vastes, de plus profondes, les réalisa en moins de temps ? Il est vrai que nous touchons au faite de ce prodigieux règne, faite d'une élévation sans égale, et dont on peut dire, en contemplant le tableau entier des grandeurs humaines, qu'aucune ne le dépasse, s'il y en a qui l'atteignent.

Malheureusement, cette année incomparable, au lieu de finir au milieu de la paix, comme on pouvait l'espérer, finit au milieu de la guerre, moitié par la faute de l'Europe, moitié par celle de Napoléon, et aussi par un coup cruel de la mort, qui emporta M. Fox, dans cette même année où elle avait déjà emporté M. Pitt.

Les négociations entamées avec la Russie et l'Angleterre avaient continué pendant les travaux de tout genre dont nous venons de tracer le tableau. Lord Yarmouth, avec lequel on avait volontairement allongé les pourparlers, en était resté aux mêmes propositions. L'Angleterre entendait garder la plupart de ses conquêtes maritimes, nous concédait nos conquêtes continentales, le Hanovre toujours excepté, et se bornait à demander ce qu'on ferait pour indemniser le roi de Naples. Quant aux nouvelles royautes,

quant à la confédération du Rhin, elle ne paraissait pas s'en soucier. Napoléon, qui n'avait plus de raison pour différer le terme des négociations, ses principaux projets étant accomplis, pressait lord Yarmouth de se procurer des pouvoirs, afin d'aboutir à une conclusion. Lord Yarmouth les avait enfin reçus, mais avec ordre de ne les produire que lorsqu'il apercevrait la possibilité de se mettre d'accord avec la France, et lorsqu'il se serait entendu avec le négociateur russe.

M. d'Oubril était arrivé en juin avec des pouvoirs en forme, et avec la double instruction, premièrement de gagner du temps pour les bouches du Cattaro, et d'épargner ainsi à l'Autriche l'exécution militaire dont elle était menacée ; secondement, de terminer tous les différends existants par un traité de paix, si la France accédait à des conditions qui sauvassent la dignité de l'empire russe. Une circonstance avait confirmé M. d'Oubril dans l'idée d'en finir par un traité de paix. Pendant qu'il était en route, le ministère russe avait été changé. Le prince Czartoryski et ses amis, ayant voulu qu'on se liât plus étroitement à l'Angleterre, non pas précisément pour continuer la guerre, mais pour traiter avec plus d'avantage, Alexandre, fatigué de leurs remontrances, craignant des engagements trop étroits avec le cabinet britannique, avait enfin accepté des démissions souvent offertes, et remplacé le prince Czartoryski par le général de Budberg. Celui-ci était ancien gouverneur de l'empereur, ami de l'impératrice-mère, et n'était ni de force ni d'humeur à résister à son maître. M. d'Oubril, qui avait vu l'empereur porté à la paix plus que ses ministres, dut se croire autorisé, par ce changement, à incliner davantage vers une conclusion pacifique.

M. de Talleyrand n'eut pas de peine à persuader M. d'Oubril, lorsqu'il soutint qu'il n'y avait entre les deux empires aucun intérêt sérieux à débattre, tout au plus une question d'influence à traiter au sujet de deux ou trois petites puissances que la Russie avait prises sous sa protection. Mais, quant à ces dernières, la Russie, battue à Austerlitz, et peu disposée à recommencer depuis que l'Autriche avait rendu son épée, depuis que la Prusse était dépendante, et que l'Angleterre semblait fatiguée, la Russie ne pouvait être fort exigeante. Elle voulait seulement sauver son orgueil d'un trop rude échec. Ainsi elle était prête à passer outre, relativement aux nouveaux arrangements faits en Allemagne, relativement à la réunion de Gènes et des États

véniens ; elle était même décidée à se taire sur la conquête de Naples, car la prise d'armes des Napolitains, après une convention de neutralité, justifiait toutes les rigueurs de Napoléon. Cependant, à l'égard du Piémont et des Bourbons de Naples, la Russie avait des engagements écrits, et elle ne pouvait pas moins faire que de demander quelque chose pour eux, si peu que ce fût. Les engagements à l'égard du Piémont commençaient à prescrire, mais ceux qu'on avait contractés à l'égard de la reine Caroline, en la poussant dans l'abîme, étaient trop récents et trop authentiques pour qu'on n'intervint pas en sa faveur.

Aussi était-ce la question essentielle et difficile à résoudre entre M. de Talleyrand et M. d'Oubril. Ce dernier aurait désiré procurer quelque dédommagement, si faible qu'il fût, au roi de Piémont, assurer la Sicile aux Bourbons de Naples, et introduire dans le traité certaines rédactions qui ménageassent à la Russie une apparence d'intervention, utile et honorable, dans les affaires de l'Europe. Bien que Napoléon eût voulu d'abord un traité *sec et vide*, qui rétablît purement et simplement la paix entre les deux empires, afin de bien constater qu'il ne reconnaissait pas à la Russie l'influence qu'elle prétendait s'arroger, ce projet rigoureux devait tomber devant la possibilité d'une paix immédiate, laquelle, par contre-coup, amenait forcément l'Angleterre à traiter à des conditions raisonnables. Napoléon permit donc à M. de Talleyrand d'accorder tous les semblants d'influence qui pourraient sauver la dignité du cabinet russe. Ainsi ce ministre fut autorisé, dans le traité patent, à garantir l'évacuation de l'Allemagne, l'intégrité de l'empire ottoman, l'indépendance de la république de Raguse, à promettre les bons offices de la France pour rapprocher la Prusse de la Suède, et à accepter enfin les bons offices de la Russie, pour le rétablissement de la paix entre la France et l'Angleterre. Il y avait là de quoi rédiger un traité, moins insignifiant que celui que Napoléon avait d'abord voulu, et par conséquent plus flatteur pour l'orgueil de la Russie. Mais il fallait un dédommagement quelconque pour les rois de Piémont et de Naples. Quant au roi de Piémont, Napoléon opposa des refus absolus, et on fut obligé d'y renoncer. Quant à Naples, il ne consentit jamais à céder la Sicile, et il exigea que cette île fût restituée au royaume de Naples, actuellement possédé par Joseph. A force de chercher une combinaison pour concilier les

prétentions opposées, on inventa un moyen terme, qui consistait à donner les îles Baléares au prince royal de Naples, et une indemnité pécuniaire au roi et à la reine détrônés. Les îles Baléares appartenaient, il est vrai, à l'Espagne, mais Napoléon avait de quoi fournir un équivalent à celle-ci, en agrandissant le petit royaume d'Étrurie avec quelque fragment des duchés de Parme et de Plaisance. Il avait de plus une raison excellente et très-morale à faire valoir auprès de la cour de Madrid, c'est que le prince royal de Naples était devenu gendre de Charles IV, le même jour où une princesse de Naples avait épousé le prince des Asturies. Pour complément de ses bonnes raisons, Napoléon avait la force. Il était donc en mesure de prendre, quant aux Baléares, un engagement sérieux.

Cette combinaison imaginée, il fallait en finir. M. d'Oubril s'était mis en communication avec lord Yarmouth, qui, tout en professant de très-bons sentiments envers la France, trouvait cependant qu'il y avait faiblesse à concéder tout ce que demandait M. de Talleyrand. En bon Anglais qu'il était, il aurait voulu que la Sicile fût laissée à la reine Caroline, car c'était la donner à l'Angleterre que de la conserver à cette reine. Aussi ne manquait-il pas d'insister auprès de M. d'Oubril pour que celui-ci prolongeât la résistance de la Russie.

Mais M. de Talleyrand avait un moyen que Napoléon lui avait suggéré, et dont il se servit habilement, c'était de menacer l'Autriche d'une action immédiate si on ne restituait pas les bouches du Cattaro. Napoléon, comme nous l'avons dit, tenait à ces bouches du Cattaro, pour leur heureuse situation dans l'Adriatique, et surtout pour leur voisinage des frontières turques. Il était donc bien décidé à en exiger la restitution, et il lui était d'autant plus facile de menacer, qu'il avait la résolution d'agir. Il n'avait d'ailleurs pour cela qu'un pas à faire, car ses troupes étaient sur l'Inn, et occupaient Braunau. En conséquence M. de Talleyrand déclara à M. d'Oubril qu'il fallait conclure, et signer la paix qui entraînait la remise des bouches du Cattaro, ou quitter Paris, après quoi on sévirait contre l'Autriche, à moins qu'elle ne joignit ses efforts à ceux de la France pour reprendre la position si déloyalement livrée aux Russes.

M. d'Oubril, intimidé par cette déclaration péremptoire, fit part de son embarras à lord Yarmouth, en lui disant qu'il avait pour instruction de sauver l'Autriche d'une contrainte immé-

diate, et qu'il était obligé de s'y conformer ; que, du reste, dans la situation actuelle, on ne gagnait rien à attendre avec un caractère comme celui de Napoléon ; car, chaque jour, il commettait quelque acte nouveau qu'il fallait ensuite tenir pour chose faite, si on ne voulait rompre ; que, si on avait traité avant le mois d'avril, Joseph Bonaparte n'aurait pas été proclamé roi de Naples ; que, si on avait traité avant le mois de juin, Louis Bonaparte ne serait pas devenu roi de Hollande ; qu'enfin, si on avait traité avant le mois de juillet, l'empire germanique n'aurait pas été dissous. M. d'Oubril prit donc son parti, et signa le 20 juillet, malgré les instances de lord Yarmouth, un traité de paix avec la France.

Dans les articles patents on stipula, comme nous l'avons déjà indiqué, l'évacuation de l'Allemagne, l'indépendance de la république de Raguse, l'intégrité de l'empire turc. Dans ces mêmes articles, on promit les bons offices des deux puissances contractantes pour terminer les différends survenus entre la Prusse et la Suède ; et la France accepta formellement les bons offices de la Russie pour le rétablissement de la paix avec l'Angleterre, toutes choses qui conservaient à la Russie ces dehors d'influence qu'elle désirait ne pas perdre. On promit de nouveau l'indépendance des sept îles, et l'évacuation immédiate des bouches du Cattaro. Dans les articles secrets, on accorda les Baléares au prince royal de Naples, mais avec condition de n'y pas recevoir les Anglais en temps de guerre ; on assura une pension à sa mère et à son père, et on stipula la conservation de la Poméranie suédoise à la Suède, dans les arrangements qui devaient être négociés entre la Suède et la Prusse.

Ce traité, dans la situation de l'Europe, était acceptable de la part de la Russie, à moins que, par intérêt pour la reine de Naples, elle ne préférât la guerre, qui ne pouvait lui valoir que des revers.

M. d'Oubril, après l'avoir conclu, partit tout de suite pour Saint-Petersbourg, afin d'obtenir les ratifications de son gouvernement. Il croyait avoir bien rempli sa tâche, car, si la paix qu'il avait conclue était repoussée par son cabinet, il aurait du moins retardé d'un mois et demi l'exécution dont l'Autriche était menacée. Sous ce rapport, on est fondé à dire que la paix n'était pas signée avec une parfaite sincérité.

M. de Talleyrand n'avait maintenant plus affaire qu'à lord Yarmouth, qui était fort affaibli depuis que M. d'Oubril s'était rendu. Le mi-

nistre français sut profiter de ses avantages, et tirer parti du traité avec la Russie, pour obliger lord Yarmouth à produire ses pouvoirs, ce qu'il avait toujours refusé de faire. M. de Talleyrand lui dit qu'il était impossible de prolonger cette espèce de comédie, d'un négociateur accrédité qui ne voulait pas montrer ses pouvoirs ; que, s'il différait plus longtemps de les exhiber, on serait autorisé à croire qu'il n'en avait pas, et que sa présence à Paris n'avait qu'un but trompeur, celui de gagner la mauvaise saison pour empêcher la France d'agir, soit contre l'Angleterre, soit contre ses autres ennemis. On ne désignait pas ces ennemis, mais quelques mouvements de troupes vers Bayonne pouvaient faire craindre que le Portugal ne fût du nombre. M. de Talleyrand ajoutait qu'il fallait prendre immédiatement son parti, quitter Paris ou donner à la négociation un caractère sérieux, en produisant ses pouvoirs, car on avait fini par éveiller les défiances de la Prusse, qui exigeait une déclaration rassurante à l'égard du Hanovre ; que, ne voulant pas perdre un tel allié, on était prêt à faire la déclaration demandée, et qu'une fois faite il ne serait plus possible d'en revenir ; que la guerre serait alors éternelle, ou que la paix devrait être conclue sans la restitution du Hanovre ; que, du reste, on ne gagnerait rien à de nouveaux délais, et que deux ou trois mois plus tard il faudrait consentir peut-être à la conquête du Portugal, comme on avait consenti à la conquête de Naples.

Vaincu par ces raisons, par la signature qu'avait donnée M. d'Oubril, par l'amour de la paix, et aussi par l'ambition fort naturelle d'inscrire son nom au bas d'un pareil traité, lord Yarmouth se décida enfin à exhiber ses pouvoirs. C'était le premier avantage que M. de Talleyrand désirait remporter, et il se hâta de le rendre irrévocable, en faisant nommer un plénipotentiaire français pour négocier publiquement avec lord Yarmouth. Napoléon choisit le général Clarke, et lui conféra des pouvoirs formels et patents. A partir de ce moment, 22 juillet, la négociation fut officiellement ouverte.

Le général Clarke et lord Yarmouth s'abouchèrent, et, sauf la Sicile, les deux négociateurs se trouvèrent d'accord. La France accordait Malte, le Cap, la conquête de l'Inde ; elle insistait pour qu'on lui rendit les comptoirs de Pondichéry et de Chandernagor, en consentant à limiter le nombre de troupes qu'elle pourrait y entretenir ; elle demandait également qu'on lui

rendit Sainte-Lucie et Tabago, mais elle ne tenait absolument qu'à la restitution de la colonie hollandaise de Surinam, point sur lequel les instructions du négociateur anglais n'étaient pas pérenptores. La seule difficulté sérieuse consistait toujours dans la Sicile, que lord Yarmouth n'était pas formellement autorisé à céder, surtout pour un dédommagement aussi insignifiant que les Baléares. Napoléon voulait procurer la Sicile à son frère Joseph par des raisons d'une grande valeur. Suivant lui, tant que la reine Caroline résiderait à Palerme, Joseph serait faiblement établi à Naples; la guerre serait éternelle entre ces deux portions de l'ancien royaume des Deux-Siciles; les Calabres seraient toujours excitées sous main, et, ce qui était plus grave, la reine Caroline, confinée à Palerme, ne pouvant se maintenir dans son île qu'avec l'appui des Anglais, la leur livrerait entièrement. C'était donc assurer la jouissance de la Sicile aux Anglais que de la laisser aux Bourbons, conséquence infiniment fâcheuse pour la Méditerranée.

De son côté lord Yarmouth, malgré son désir de conclure, ne l'osait pas. Mais bientôt un nouvel obstacle vint encore enchaîner sa bonne volonté.

Le cabinet britannique, en apprenant la conduite de M. d'Oubril, fut fort irrité, et se hâta d'envoyer des courriers à Saint-Pétersbourg, pour se plaindre de ce que le négociateur russe eût abandonné le négociateur anglais. Il ne s'en tint pas là, et blâma lord Yarmouth, son propre négociateur, d'avoir sitôt produit ses pouvoirs. Craignant même les entraînements auxquels lord Yarmouth était exposé, par ses liaisons personnelles avec les diplomates français, il fit choix d'un whig, lord Lauderdale, personnage de caractère assez difficile, pour l'adjoindre à la négociation. On fit partir sur-le-champ ce second plénipotentiaire avec des instructions précises, mais qui cependant laissaient, relativement à la Sicile, certaines facilités dont lord Yarmouth n'était pas muni. Lord Lauderdale était un diplomate exact et formaliste. Il avait l'ordre d'exiger la fixation d'une base de négociation, l'*uti possidetis*, qui couvrit les conquêtes maritimes des Anglais, et surtout la Sicile, laquelle n'avait pas encore été conquise par Joseph Bonaparte. Il est vrai que cette même base excluait la restitution du Hanovre; mais ce royaume était hors de la discussion, les Anglais ayant toujours déclaré qu'ils ne souffriraient pas même une contestation sur ce point. La base admise, lord Lauderdale devait convenir que l'*uti possidetis* ne serait pas

appliqué d'une manière absolue, surtout relativement à la Sicile, et qu'on pourrait abandonner cette île au prix d'une compensation. Ainsi un sacrifice en Dalmatie, joint à la cession des îles Baléares, pouvait fournir un moyen d'accommodement.

Lord Lauderdale arriva sans retard à Paris. C'était un whig, et par conséquent un ami plutôt qu'un ennemi de la paix. Mais il était averti de se garder des séductions de M. de Talleyrand, auxquelles on craignait que lord Yarmouth ne fût pas capable de résister.

Lord Lauderdale fut reçu avec politesse et froideur, car on devinait à Paris qu'il était envoyé pour servir de correctif à l'humeur, jugée trop facile, de lord Yarmouth. Napoléon, pour répliquer à l'envoi de lord Lauderdale, nomma M. de Champagny comme second négociateur français. Ils furent dès cet instant deux contre deux, MM. Clarke et de Champagny contre lord Yarmouth et lord Lauderdale.

Aussitôt entré dans ce congrès, lord Lauderdale commença par une note longue, absolue, dans laquelle il récapitulait la négociation confidentielle et officielle, et demandait que l'on admit, avant d'aller plus loin, le principe de l'*uti possidetis*. Napoléon voulait franchement la paix, et croyait la tenir depuis qu'il avait conduit la main de M. d'Oubril jusqu'à signer le traité du 20 juillet. Mais il ne fallait pourtant pas provoquer son caractère, susceptible et peu endurant. Il fit différer la réponse comme premier signe de mécontentement. Lord Lauderdale ne se tint pas pour battu, et réitéra sa déclaration. Alors on lui répliqua par une dépêche énergique et digne, dans laquelle on lui disait que jusqu'ici la négociation avait marché avec franchise et cordialité, et sans toutes les formes pédantesques que le nouveau négociateur voulait y introduire; que si les intentions étaient changées, que si tout cet appareil diplomatique cachait l'intention secrète de rompre après s'être procuré quelques pièces à produire au parlement, lord Lauderdale n'avait qu'à partir, car on n'était pas disposé à se prêter aux calculs parlementaires du cabinet britannique. Lord Lauderdale n'avait pas envie d'amener une rupture; il était peu habile, et c'était tout. On s'expliqua. Il fut entendu que la production de la note de lord Lauderdale était une affaire de pure formalité, qui au fond n'excluait aucune des conditions précédemment admises par lord Yarmouth, que même l'abandon de la Sicile, moyennant une indemnité plus étendue que les

Baléares, était devenu plus explicite depuis l'arrivée de lord Lauderdale, et on se mit ensuite à conférer sur Pondichéry, Surinam, Tabago, Sainte-Lucie.

Les négociateurs anglais semblaient persuadés que la Russie, touchée des représentations du cabinet britannique, ne ratifierait pas le traité d'Oubril. Napoléon, au contraire, ne pouvait croire que M. d'Oubril se fût avancé jusqu'à conclure un pareil traité, si ses instructions ne l'avaient pas autorisé à le faire, et il pouvait croire encore moins que la Russie osât déchirer un acte qu'elle aurait autorisé son représentant à signer. Il pensa donc qu'il y avait profit à attendre la nouvelle des ratifications russes, qui lui paraissaient certaines, et que l'Angleterre alors serait réduite à subir les conditions qu'il avait tant à cœur de lui voir accepter. En conséquence, il ordonna aux deux négociateurs français de continuer à gagner du temps, pour atteindre le jour où la réponse de Saint-Petersbourg arriverait à Paris. M. d'Oubril était parti le 22 juillet ; on devait recevoir cette réponse vers la fin d'août.

Napoléon se trompait, et c'est l'une des très-rare occasions où il n'ait pas lu dans la pensée de ses adversaires. Rien, en effet, n'était plus douteux que les ratifications russes, et, en outre, la santé alors très-menacée de M. Fox était un nouveau péril pour la négociation. Si ce généreux ami de l'humanité venait à succomber sous les soucis du gouvernement, dont il avait depuis longtemps perdu l'habitude, le parti de la guerre devait l'emporter sur le parti de la paix dans le ministère britannique.

Mais, dans le moment, une circonstance grave mettait la paix en péril bien plus que les temporisations ordonnées par Napoléon. La Prusse était tombée dans un état moral extrêmement triste. Depuis son occupation du Hanovre, et ses communications avec l'Angleterre publiées à Londres, Napoléon, ainsi que nous l'avons dit, avait fini par n'en plus tenir aucun compte, et par la traiter comme un allié dont on n'avait rien à espérer. Ainsi tout le monde savait en Europe qu'on s'occupait d'organiser le nouveau corps germanique, et la Prusse était aussi peu informée à cet égard que les petites puissances allemandes. Tout le monde savait qu'on négociait avec l'Angleterre, que, par conséquent, il devait être question du Hanovre, et elle n'avait pas reçu à ce sujet une seule communication capable de la rassurer. Le roi Frédéric-Guillaume était obligé de paraître instruit de ce qu'il ignorait,

afin de ne pas rendre trop visible l'état d'abandon dans lequel on le laissait. Quoique entretenant des relations secrètes et peu loyales avec la Russie, il était traité par celle-ci sans grande considération, et il pouvait s'apercevoir qu'elle le prisait moins tous les jours, à mesure qu'elle revenait vers la France. En froideur avec l'Autriche, qui ne lui pardonnait pas de l'avoir abandonnée le lendemain d'Austerlitz ; en guerre avec l'Angleterre, qui venait de saisir trois cents bâtimens de commerce prussiens, il se voyait seul en Europe, et si peu ménagé, que le roi de Suède lui-même n'avait pas craint de lui faire la plus grave des offenses. Lorsque les troupes prussiennes s'étaient présentées pour occuper les dépendances du Hanovre voisines de la Poméranie suédoise, le roi de Suède, qui les gardait pour le compte, disait-il, du roi d'Angleterre son allié, s'y était défendu, et avait fait feu sur les troupes envoyées. C'était le dernier degré de l'humiliation que d'être ainsi traité par un prince qui n'avait d'autre force que sa folie, protégée par ses alliances.

Cette situation inspirait au cabinet prussien des réflexions aussi douloureuses qu'alarmantes. La Russie, l'Angleterre elle-même, faisaient en ce moment tous les pas vers la France. La coalition devait se trouver bientôt dissoute, et, comme on n'avait recherché la Prusse que parce qu'elle formait le complément nécessaire de cette coalition, que deviendrait-elle lors du désarmement général ? Ne serait-elle pas livrée sans défense à Napoléon, qui, fort mécontent de sa conduite, en userait à son égard comme il voudrait, soit pour acheter la paix avec l'Angleterre et la Russie, soit pour agrandir les États qu'il lui plairait de fonder ? et, quoi qu'il fit, il était assuré de n'avoir pas un seul désapprobateur en Europe, car personne actuellement ne portait le moindre intérêt à la Prusse.

Les bruits les plus étranges confirmaient ces réflexions désolantes. L'idée de rendre le Hanovre à l'Angleterre, pour avoir la paix maritime, était si naturelle et si simple, qu'elle naissait dans tous les esprits à la fois. On estimait même si peu la Prusse, malgré les vertus de son roi, qu'on ne trouvait pas mauvais que Napoléon en agit ainsi envers une cour qui ne savait être pour personne ni amie ni ennemie. Les alliés de la France, l'Espagne surtout, qui souffraient cruellement de la guerre, disaient tout haut que la Prusse ne méritait pas qu'on prolongeât d'un seul jour les maux de l'Europe. Le général

Pardo, ambassadeur d'Espagne à Berlin, le répétait si publiquement, que de tout côté on se demandait la cause d'une telle hardiesse de langage. Ainsi, sans en être informé, chacun racontait les choses comme elles se passaient à Paris, entre lord Yarmouth et M. de Talleyrand.

Venaient ensuite les malveillants, qui au vraisemblable ajoutaient l'invraisemblable, et se complaisaient dans les inventions les plus fâcheuses. Les uns prétendaient que la France allait se réconcilier avec la Russie, en reconstituant le royaume de Pologne au profit du grand-duc Constantin, et que, pour cela, on reprendrait les provinces polonaises cédées à la Prusse lors du dernier partage. Les autres soutenaient qu'on allait proclamer Murat roi de Westphalie, et qu'il était question de lui donner Munster, Osnabruck, l'Ost-Frise.

C'est un mélange de faux et de vrai qui compose ordinairement tous les bruits, et il s'y mêle toujours assez de vérité pour accréditer le mensonge. On pouvait le reconnaître en cette occasion, où des faits exacts, mais défigurés, avaient servi de fondement aux plus fausses rumeurs. Napoléon songeait, en effet, à rendre le Hanovre à l'Angleterre, depuis que la Prusse ne lui semblait plus un allié sur lequel on pût compter, mais en assurant à celle-ci un dédommagement, ou en lui restituant tout ce qu'on avait reçu d'elle. Le projet de lui ôter les provinces polonaises avait existé un instant, mais chez les Russes, et non chez les Français. Enfin le prétendu royaume de Murat était une invention des bureaux de M. de Talleyrand, cherchant à flatter la famille impériale, et encore n'y avaient-ils pensé qu'à la condition de donner à la Prusse les villes hanséatiques qu'elle convoitait ardemment. Du reste, jamais Napoléon n'avait voulu entendre parler d'un tel projet.

Mais ce n'est pas avec cette exactitude scrupuleuse que les novellistes construisent leurs inventions. Se railler de ceux qu'ils supposent trompés, jouer l'indignation à l'égard de ceux qu'ils supposent trompeurs, suffit à leur malveillante oisiveté; et c'est une espèce d'hommes qui n'est pas plus rare dans les cercles diplomatiques que dans le public curieux et ignorant des grandes capitales.

Des imprudences soldatesques ajoutaient à tous ces propos une certaine vraisemblance. Murat tenait dans son duché de Berg une cour militaire, où l'on se permettait les plus étranges discours. C'était, disaient ses camarades de guerre devenus ses courtisans, c'était un bien petit État que le

sien pour un beau-frère de l'Empereur. Bientôt sans doute il serait roi de Westphalie, et on lui composerait un beau royaume aux dépens de cette méchante cour de Prusse, qui trahissait tout le monde. L'entourage de Murat n'était pas seul à parler ainsi. Les troupes françaises, ramenées dans le pays de Darmstadt, dans la Franconie et la Souabe, n'avaient qu'un pas à faire pour envahir la Saxe et la Prusse. Tous ces militaires, qui avaient envie de continuer la guerre, et qui prêtaient à leur maître le même désir, se flattaient de la recommencer bientôt, et d'entrer à Berlin comme ils étaient entrés à Vienne. Le nouveau prince de Ponte-Corvo, Bernadotte, établi à Anspach, imaginait des plans assez ridicules qu'il exposait publiquement, et qu'on attribuait à Napoléon. Augereau, songeant encore moins à ce qu'il disait, buvait à table, avec son état-major, au succès de la prochaine guerre contre la Prusse.

Ces extravagances de soldats oisifs, rapportées à Berlin, y causaient naturellement la plus fâcheuse sensation. Racontées à la cour, elles étaient transmises ensuite à la population tout entière, et excitaient l'orgueil, toujours prêt à prendre feu, de la nation prussienne. Le roi en souffrait surtout pour l'effet qu'elles devaient produire sur l'opinion publique. La reine, désolée de ce qui était arrivé à la princesse de la Tour et Taxis, sa sœur, laquelle venait de subir la *médiation*, se taisait, ayant pris depuis quelque temps le parti du silence, et sentant bien d'ailleurs qu'elle n'avait aucun titre auprès de Napoléon pour faire ménager les princes de sa famille. Mais son silence était significatif. M. d'Haugwitz était découragé plus qu'il n'osait l'avouer à son maître. Les fautes commises en son absence et contre son avis produisaient enfin leurs irrésistibles conséquences. On s'en prenait néanmoins à lui de tous les événements, comme s'il en eût été la véritable cause. La saisie des trois cents bâtiments, si dommageable pour le commerce prussien, lui était imputée comme une de ses œuvres. Le ministre des finances la lui avait reprochée en plein conseil, et avec la plus grande amertume. Un général renommé dans l'armée, le général Ruchel, avait poussé l'impolitesse à son égard jusqu'à l'offense. L'opinion prussienne se soulevait d'heure en heure contre M. d'Haugwitz, qui n'avait cependant aucun tort que celui d'être rentré aux affaires à la prière du roi quand son système d'alliance avec la France était tellement compromis, qu'il était devenu impossible. Le sentiment du patriotisme germanique se joi-

gnait à tous les autres pour hâter une crise. Des libraires de Nuremberg ayant colporté des pamphlets contre la France, Napoléon avait ordonné de les arrêter, et, appliquant à l'un d'eux la rigueur des lois militaires, qui traitent en ennemi quiconque cherche à soulever un pays contre l'armée qui l'occupe, l'avait fait fusiller. Cet acte déplorable avait soulevé l'opinion générale contre les Français et leurs partisans.

Le roi Frédéric-Guillaume et M. d'Haugwitz avaient compté sur un succès pour calmer les esprits; ils espéraient qu'une confédération des puissances allemandes du Nord, sous le protectorat de la Prusse, pourrait servir de contre-poids à la confédération du Rhin. Napoléon lui-même leur en avait suggéré l'idée. Un aide de camp du roi avait été envoyé à Dresde, afin de décider la Saxe à entrer dans cette confédération, et le ministre principal de l'électeur de Hesse-Cassel était venu lui-même à Berlin pour en conférer. Mais ces deux cours montraient à l'égard de cette proposition une froideur extrême. La Saxe, la plus honnête des puissances allemandes, avait de la Prusse une défiance instinctive, et si elle s'était résolue à se confédérer de nouveau, elle aurait bien plutôt penché en faveur de l'Autriche, qui n'avait jamais envié ses États, qu'en faveur de la Prusse, qui, les enveloppant de toute part, les convoitait visiblement. Elle n'était donc pas disposée à ce qu'on lui demandait, et subordonnait sa conduite à celle des autres puissances du nord de l'Allemagne. La Hesse, mécontente de la Prusse, qui en 1805 avait fait donner le pays de Fulde à la maison de Nassau-Orange, mécontente de la France qui lui avait refusé de la comprendre, en l'agrandissant, dans la confédération du Rhin, trompant d'ailleurs tous ceux avec lesquels elle traitait, ne voulait pas opter pour la Prusse plutôt que pour la France, car le péril lui semblait égal. Pour s'excuser envers la Prusse, à qui elle devait un dévouement au moins apparent, elle avait inventé un odieux mensonge, et prétendu que la France lui avait fait sous main les plus grandes menaces si elle adhérait à la confédération du Nord. Il n'en était rien; les dépêches les plus secrètes du gouvernement français ¹ prescrivaient au contraire de n'opposer aucun obstacle à la formation de cette confédération, de se taire à ce sujet, et, si on était consulté, de déclarer que la France la

verrait sans déplaisir. Il n'y avait que les villes hanséatiques, à qui la France avait voulu interdire cette accession, par des raisons purement commerciales; et elle ne s'en était pas cachée.

Le ministre de Hesse porta donc à Berlin les plus fausses assertions, et tout ce que son souverain avait demandé à la France, en offrant d'adhérer à la confédération du Rhin, il prétendit que la France le lui avait offert, pour l'arracher à la confédération du Nord. Il accusa même M. Bignon, notre ministre à Cassel, de propos que celui-ci n'avait pas tenus, et qu'il démentit très-énergiquement. Il est possible que M. Bignon, avant qu'il fût question de la confédération du Nord, et quand tous les diplomates allemands s'entretenaient de la confédération du Rhin, eût vanté en termes généraux les avantages qu'on recueillerait de l'alliance française, qu'il eût même dans son langage dépassé ses instructions, mais c'était là du zèle indiscret; et la preuve qu'il agissait sans ordre, c'est que Napoléon avait prescrit à M. de Talleyrand, par une lettre, de refuser l'adjonction de l'électeur de Hesse ². Néanmoins le ministre de ce prince, envoyé extraordinairement à Berlin, voulant justifier un refus peu attendu, vint raconter de la manière la plus mensongère les prétendues menaces et les prétendues offres, entre lesquelles la France avait placé la petite cour de Cassel.

A ce récit tout à fait faux, le roi de Prusse crut voir dans la conduite de Napoléon la trahison la plus noire, se tint pour joué, pour opprimé, et conçut une violente irritation. Tandis que ces rapports de la cour de Cassel lui parvenaient, une dépêche expédiée par M. de Lucchesini lui arrivait de France. Cet ambassadeur, homme d'esprit, mais léger, peu sincère, vivant à Paris avec tous les ennemis du gouvernement, et n'en étant pas moins l'un des courtisans assidus de M. de Talleyrand, avait recueilli depuis quelques jours les bruits qui circulaient sur le sort réservé à la Prusse. Une confidence obtenue des négociateurs anglais à l'égard du Hanovre, dont la restitution avait été tacitement promise, lui parut mettre le comble aux circonstances menaçantes du moment, et comme dans sa conduite ambiguë, tour à tour adversaire ou partisan du système de M. d'Haugwitz, il avait tout récemment appuyé le traité du 15 février, qu'il était même allé le porter à Berlin, il crut sa responsabilité grave-

¹ J'ai lu toutes ces dépêches avec la plus grande attention; et comme je dis la vérité à l'égard de toutes les cours, grandes et petites, je la dirais à l'égard de la Hesse, cette vé-

rité lui fût-elle favorable, et fût-elle défavorable à la France.

² Cette lettre existe au dépôt de la Secrétairerie d'État au Louvre.

ment engagée si le dernier essai d'alliance avec la France tournait à mal. Il exagéra donc ses rapports de la manière la plus imprudente. Un agent ne doit rien cacher à son gouvernement, mais il doit peser ses assertions, ne rien ajouter à la vérité, n'en rien retrancher, surtout quand il peut en résulter de funestes résolutions.

Le courrier, parti le 29 juillet de Paris, arriva à Berlin le 5 ou le 6 août. Il y causa une sensation extraordinaire. Un second, porteur de dépêches du 2 août, et arrivé le 9, ne fit qu'ajouter à l'effet produit par le premier. L'explosion fut instantanée. Comme un cœur rempli de sentiments longtemps contenus éclate tout à coup, si une dernière impression vient mettre le comble à ce qu'il éprouve, le roi et ses ministres se répandirent en emportements soudains contre la France. Ils égalèrent les uns et les autres, dans leurs démonstrations extérieures, les membres les plus violents du parti qui voulait la guerre. M. d'Haugwitz, ordinairement si calme, pouvait bien, en faisant un retour sur le passé, se rappeler les fautes de la cour de Berlin, s'expliquer les conséquences de ces fautes sur l'esprit irritable de Napoléon, comprendre dès lors les négligences dont ce dernier payait une alliance infidèle, réduire ainsi à leur vérité les prétendus projets dont la Prusse était menacée, et attendre des rapports plus exacts avant de laisser le cabinet prussien se former une opinion, et arrêter une conduite. Ici commencèrent les véritables torts de M. d'Haugwitz. Ne croyant qu'une portion de ce qu'on lui disait, mais voulant couvrir sa responsabilité, et se flattant surtout de dominer le parti violent en se mettant à la tête des démonstrations militaires, il consentit à tout ce qu'on proposa dans ce moment d'agitation. Son système étant ainsi renversé, il aurait dû se retirer, et abandonner à d'autres les chances d'une rupture avec la France, qu'il prévoyait devoir être désastreuse. Mais il céda au mouvement général des esprits, et tous les partisans qu'il avait auprès du roi, M. Lombard notamment, s'empressèrent de l'imiter. On va reconnaître qu'il n'est pas besoin d'un gouvernement libre pour que les nations donnent le spectacle des plus inconcevables entraînements populaires.

Un conseil fut convoqué à Potsdam. Les vieux généraux, tels que le duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorf, en faisaient partie. Quand ces hommes, qui s'étaient montrés si sages jusque-là, virent le roi, M. d'Haugwitz lui-même, regarder comme possibles et même comme vraies

les trahisons attribuées à la France, ils n'hésitèrent plus, et la résolution de remettre sur le pied de guerre toute l'armée prussienne, ainsi qu'elle y avait été six mois auparavant, fut unanimement adoptée. La majorité du conseil, le roi compris, y vit une mesure de sûreté, M. d'Haugwitz une manière de répondre à tous ceux qui disaient qu'on livrait la Prusse à Napoléon.

Tout à coup le bruit se répandit dans Berlin, le 10 août, que le roi s'était décidé à armer, que de grandes difficultés étaient survenues entre la Prusse et la France, qu'on avait même découvert des dangers cachés, une sorte de trahison méditée, laquelle expliquait la présence des troupes françaises dans la Souabe, la Franconie et la Westphalie. L'opinion souvent agitée, mais toujours contenue par l'exemple du roi, dans lequel on avait confiance, se prononça violemment. Le cœur des sujets déborda comme celui du prince. « Nous avons bien raison de dire, s'écria-t-on de toutes parts, que la France ne ménagerait pas plus la Prusse que l'Autriche, qu'elle voulait envahir, ravager l'Allemagne entière; que les partisans de l'alliance française étaient ou des dupes ou des traîtres; que ce n'était pas M. de Hardenberg qui était vendu à l'Angleterre, mais M. d'Haugwitz à la France; qu'il fallait bien enfin le reconnaître, que seulement on le reconnaissait trop tard; que ce n'était pas aujourd'hui, mais six mois plus tôt, la veille ou le lendemain d'Austerlitz, qu'on aurait dû prendre les armes; que peu importait au surplus; qu'il fallait, quoique tard, se défendre ou périr, et que l'Angleterre et la Russie accourraient sans doute au secours de quiconque tiendrait tête à Napoléon; qu'après tout les Français avaient vaincu des Autrichiens sans énergie, des Russes sans instruction, mais qu'ils n'auraient pas si bon marché des soldats du grand Frédéric!

Les hommes qui ont vu Berlin à cette époque disent qu'il n'y eut jamais un tel exemple d'exaltation et d'entraînement. Déjà M. d'Haugwitz s'apercevait avec effroi qu'il était poussé bien au delà du but qu'il s'était proposé d'atteindre, car il avait voulu de simples démonstrations, et on lui demandait la guerre. L'armée la réclamait à grands cris. La reine, le prince Louis, la cour, contenus récemment par l'expresse volonté du roi, éclataient maintenant sans contrainte. Suivant eux, on n'était Allemand, on n'était Prussien que de ce jour; on écoutait enfin la voix de l'intérêt et de l'honneur; on échappait aux illusions d'une alliance perfide et déshonorante; on était digne de soi, du fondateur de la monarchie prussienne,

du grand Frédéric !—Jamais il ne s'est vu de décrire pareil que là où la multitude mène les sages, que là où les cours mènent les rois faibles.

Cependant que se passait-il qui pût justifier un tel déchaînement ? La Prusse, sur le point de signer en 1805 un traité d'alliance intime avec la France, avait, sous le faux prétexte de la violation du territoire d'Anspach, cédé aux instances de la coalition européenne, aux cris de l'aristocratie allemande, aux caresses d'Alexandre, et signé le traité de Potsdam, qui était une sorte de trahison. Trouvant la France victorieuse à Austerlitz, elle avait brusquement changé de parti, et accepté le Hanovre de Napoléon, après l'avoir accepté d'Alexandre quelques jours auparavant. Napoléon avait voulu de bonne foi se la rattacher par un don pareil, et il attendait cette dernière épreuve pour voir si on pouvait se fier à elle. Mais ce don, accepté avec confusion, la Prusse n'avait pas osé l'avouer au monde ; elle s'était presque excusée auprès des Anglais de l'occupation du Hanovre, elle n'avait pas pris entre Napoléon et ses ennemis la position franche qu'il aurait fallu qu'elle prît pour lui inspirer confiance. Dégoûté de telles relations, Napoléon avait formé le projet secret de ressaisir le Hanovre, pour obtenir de l'Angleterre une paix qu'il n'avait plus l'espoir de lui imposer au moyen de l'alliance de la Prusse. Mais il songeait à un dédommagement, il l'avait préparé dans sa pensée ; seulement il n'avait rien dit, hésitant à s'ouvrir avec une cour pour laquelle il n'avait plus aucune estime. Était-ce là un procédé comparable à la conduite de la Prusse, restée en relation secrète avec la Russie, par M. de Hardenberg, malgré le traité formel d'alliance signé à Schœnbrunn, et renouvelé à Paris le 15 février ? Assurément non. Les torts de Napoléon se réduisaient à des manques d'égards, qu'il n'aurait pas dû se permettre, mais que la conduite équivoque de la Prusse excusait, si elle ne les justifiait pas.

En réalité, la Prusse était humiliée du rôle qu'elle avait joué, effrayée de l'isolement dans lequel elle allait se trouver si l'Angleterre et la Russie se réconciliaient avec la France, troublée confusément des traitements qu'elle serait alors exposée à subir de la part de Napoléon, sans qu'il y eût personne pour la plaindre, et dans cet état elle était disposée à prendre pour réels les bruits les plus faux, les plus invraisemblables. Il n'y avait dans tout ce qui se passait à Berlin qu'une chose de vraie et d'honorable, c'était le patriotisme allemand humilié des succès de la France,

éclatant au premier prétexte, fondé ou non. Mais ce sentiment éclatait mal à propos. Il fallait, en 1805, lorsque Napoléon quitta Boulogne, ou se prononcer hautement pour la France, en disant ses motifs d'en agir ainsi, et engager l'honneur prussien dans ce sens, ou se prononcer contre la France dès cette époque, et lutter contre elle quand l'Autriche et la Russie étaient sous les armes. Maintenant on allait à sa perte par une voie qui n'était pas même honorable.

Les dépêches de M. de Lucchesini avaient été interceptées par la police de Napoléon, et connues de lui. Il en avait été indigné, et sur-le-champ il avait fait écrire à M. de Laforest, pour l'avertir de l'envoi de ces dépêches, pour le charger de donner des démentis à toutes les allégations du ministre prussien, et pour exiger son rappel. Malheureusement il était trop tard, et déjà l'élan imprimé à l'opinion de la Prusse ne pouvait plus être maîtrisé. M. d'Haugwitz d'ailleurs, embarrassé des rôles si divers qu'il avait été forcé de jouer depuis un an, n'avait plus le courage des bonnes résolutions. Il n'osait ni voir le ministre de France, ni déclarer aux fous dont il avait flatté la folie, qu'il les quittait encore une fois pour se joindre aux gens sages, bien rares alors à Berlin.

M. de Laforest le trouva contraint et fuyant les explications. Cependant, après plusieurs tentatives, il le vit, lui demanda comment il pouvait manquer à ce point de son sang-froid accoutumé, comment il pouvait croire les récits mensongers inventés par la Hesse, les propos légers recueillis par M. de Lucchesini, comment il n'attendait pas ou ne recherchait pas des informations plus exactes, avant de prendre des résolutions aussi graves que celles qui étaient publiquement annoncées. M. d'Haugwitz, troublé à mesure que la lumière, un instant obscurcie dans son esprit, commençait à luire de nouveau, parut désolé de la conduite qu'on avait tenue, avoua naïvement la rapidité du courant qui entraînait le roi, la cour et lui-même, déclara enfin que, si on ne venait pas à leur aide, ils iraient se jeter, peut-être pour y périr, sur l'écueil de la guerre ; que rien n'était perdu encore si Napoléon voulait faire une démarche quelconque, qui fût pour l'orgueil de la multitude une satisfaction, pour la prudence du cabinet une raison de se rassurer ; que l'éloignement de l'armée française, accumulée depuis quelque temps sur les routes qui menaient en Prusse, remplirait ce double objet ; qu'on pourrait alors contremander les armements, en alléguant, pour

raison d'avoir armé, la réunion des troupes françaises, et, pour raison de désarmer, leur retraite au delà du Rhin. M. d'Haugwitz ajouta que, pour faciliter les explications, on allait rappeler M. de Lucchesini, et envoyer à Paris un homme sage et sûr, M. de Knobelsdorf.

Napoléon aurait pu consentir à la démarche demandée, sans compromettre sa gloire, car il n'avait jamais pensé à envahir la Prusse. Il avait pris seulement quelques précautions lorsqu'on avait refusé de ratifier le traité de Schönbrunn. Mais, depuis, il ne songeait qu'à l'Autriche et aux bouches du Cattaro, il ne songeait qu'à se les faire restituer par quelque menace ; il était même, depuis le traité signé avec M. d'Oubril, tout disposé à ramener ses troupes en France. Il avait ordonné un vaste camp à Meudon, pour y réunir la grande armée, et y célébrer en septembre des fêtes magnifiques. Les ordres pour cet objet étaient déjà expédiés. Mais un événement grave et imprévu vint rendre cette conduite difficile de sa part. Contre son attente, l'empereur Alexandre avait refusé de ratifier le traité de paix signé par M. d'Oubril. Il avait adopté cette résolution sur les vives instances de l'Angleterre, qui avait fait valoir sa fidélité, rappelé son refus récent de traiter sans la Russie, et demandé, pour prix de cette fidélité, qu'on repoussât un traité conclu intempestivement, trop vite, et à des conditions évidemment désavantageuses. L'empereur Alexandre, quoiqu'il craignît fort les conséquences de la guerre avec Napoléon, les craignait un peu moins en voyant l'Angleterre plus lente qu'il ne l'avait cru à se précipiter dans les bras de la France. Il paraît même que quelque chose avait déjà transpiré des agitations de la cour de Prusse, et de la possibilité d'entraîner cette cour à la guerre. Enfin la connaissance récemment acquise de la dissolution de l'empire germanique, ajoutant aux jalousies de la Russie comme à celles de toutes les puissances, et faisant prévoir un redoublement de haine contre Napoléon, Alexandre s'était décidé à ne pas ratifier le traité de M. d'Oubril. Il répondit cependant qu'il était prêt à reprendre les négociations, mais de concert avec l'Angleterre ; qu'il chargeait même celle-ci de ses pouvoirs pour traiter, à la condition qu'on laisserait à la famille royale de Naples, non-seulement la Sicile, mais la Dalmatie tout entière, et qu'on donnerait les îles Baléares au roi de Piémont.

Le courrier porteur de ces nouvelles arriva le 5 septembre à Paris, au moment même où les

armements de la Prusse occupaient toute l'Europe, et où l'on demandait à Napoléon de tirer M. d'Haugwitz et le roi Frédéric-Guillaume d'embarras, en faisant rétrograder les troupes françaises. Napoléon à son tour sentit naître en lui de profondes défiances, et se figura qu'il était trahi. Le souvenir de la conduite de l'Autriche l'année précédente, le souvenir de ses armements, si souvent et si opiniâtrément niés, alors même que ses troupes étaient en marche, ce souvenir, revenant à son esprit, lui persuada qu'il en serait de même cette fois, que les armements soudains de la Prusse n'étaient qu'une perfidie, et qu'il courait le danger d'être surpris en septembre 1806, comme il avait failli l'être en septembre 1805. Il était donc peu disposé à retirer ses troupes de la Franconie, position militaire fort importante, ainsi qu'on le verra bientôt, pour une guerre contre la Prusse. Une autre circonstance le portait à croire à une coalition. M. Fox, malade depuis deux mois, venait de mourir. Ainsi, dans la même année, les fatigues d'un long pouvoir avaient tué M. Pitt, et les premières épreuves d'un pouvoir redevenu nouveau pour lui avaient hâté la fin de M. Fox. M. Fox emportait avec lui la paix du monde, et la possibilité d'une alliance féconde entre la France et l'Angleterre. Si l'Angleterre avait fait dans M. Pitt une grande perte, l'Europe et l'humanité en faisaient une immense dans M. Fox. Celui-ci mort, le parti de la guerre allait triompher du parti de la paix dans le sein du cabinet britannique.

Toutefois, ce cabinet n'osa pas changer notablement les conditions de paix précédemment envoyées à Paris. Lord Yarmouth avait abandonné la négociation par dégoût. Lord Lauderdale était resté seul. On lui ordonna de Londres de présenter les demandes de la Russie, consistant à réclamer la Sicile et la Dalmatie pour la cour de Naples, les Baléares pour le roi de Piémont. Lord Lauderdale, en présentant ces nouvelles conditions, agit au nom des deux cours et comme ayant les pouvoirs de l'une et de l'autre. Ainsi, pour attendre l'effet des ratifications de Saint-Petersbourg, Napoléon avait manqué l'occasion décisive d'avoir la paix. Ces méprises arrivent aux plus grands esprits dans le champ de la politique comme dans le champ de la guerre.

Napoléon en ressentit une sorte d'irritation, qui le porta davantage encore à supposer l'existence d'une conspiration européenne. Il était donc beaucoup plus enclin à en appeler encore

une fois aux armes, qu'à céder. Il reçut à cette époque M. de Knobelsdorf, qui était venu en toute hâte remplacer M. de Lucchesini. Il lui fit un accueil personnellement obligeant, lui affirma positivement qu'il n'avait aucun projet contre la Prusse, qu'il ne comprenait pas ce qu'elle voulait de lui, car il ne voulait rien d'elle, si ce n'est l'exécution des traités; qu'il ne songeait à lui rien enlever, que tout ce qu'on avait publié à cet égard était faux; et il faisait allusion par ces paroles aux rapports de M. de Lucchesini qui avait présenté le même jour ses lettres de rappel. Usant ensuite d'une franchise digne de sa grandeur, il ajouta qu'il y avait dans les faux bruits répandus une seule chose véritable, c'est ce qu'on disait du Hanovre; qu'en effet il avait écouté à ce sujet l'Angleterre; que, voyant la paix du monde attachée à cette question, il avait eu le projet de s'adresser à la Prusse, de lui exposer la situation dans toute sa vérité, de lui donner le choix entre la paix générale, achetée par la restitution du Hanovre, sauf dédommagement, et la continuation de la guerre contre l'Angleterre, mais de la guerre à outrance, et après explication toutefois sur le degré d'énergie que le roi Frédéric-Guillaume entendrait y apporter. Il affirma en outre que, dans tous les cas, il n'aurait arrêté aucune résolution sans s'en être ouvert franchement et complètement avec la Prusse.

Une si loyale explication aurait dû bannir tous les doutes. Mais il fallait plus pour la Prusse, il fallait un acte de déférence, qui sauvât son orgueil. Napoléon s'y serait prêté peut-être, s'il n'avait été en ce moment plein de défiance, et s'il n'avait cru à une nouvelle coalition, qui n'existant pas encore, quoiqu'elle dût exister bientôt. Mais dans cette excitation d'esprit que les événements provoquent, on ne peut pas toujours juger à coup sûr ce qui se passe chez ses adversaires. En conséquence il enjoignit à M. de Laforest de se tenir sur la réserve, de dire à M. d'Haugwitz que la Prusse n'aurait pas d'autres explications que celles qu'il avait données à MM. de Knobelsdorf et de Lucchesini, que, quant à la demande relative aux armées, il répondait par une demande exactement semblable, et que, si la Prusse contremandait ses armements, il prenait l'engagement de faire immédiatement repasser le Rhin aux troupes françaises. Il ordonna ensuite à M. de Laforest de se taire, et d'attendre les événements. « Dans une situation pareille, lui écrivit-il, on n'en doit pas croire les protestations, quelque sincères qu'elles puissent

paraître. Nous avons été trompés trop de fois. Il faut des faits : que la Prusse désarme, et les Français repasseront le Rhin, mais point avant. »

M. de Laforest exécuta fidèlement les ordres de son souverain, n'eut pas de peine à convaincre M. d'Haugwitz qui était convaincu d'avance, mais dominé par les événements; et puis il se tut. Ce n'était pas assez pour le cabinet prussien d'être éclairé sur les intentions de Napoléon; il lui fallait une explication palpable à donner à l'opinion publique, et à lui aussi des faits, mais des faits clairs et positifs, c'est-à-dire la retraite des Français. Encore les imaginations excitées se seraient-elles payées difficilement, même d'un acte rassurant. L'orgueil prussien réclamait une satisfaction. On a autant et même plus besoin de satisfaction lorsqu'on a tort que lorsqu'on a raison.

Le roi et M. d'Haugwitz laissèrent écouler quelques jours encore, pour voir si Napoléon ne manderait pas quelque chose de plus explicite, de plus satisfaisant. « Ce silence perd tout, » répétait M. d'Haugwitz à M. de Laforest. Mais le sort en était jeté : la Prusse, par des tergiversations qui lui avaient aliéné la confiance de Napoléon, la France par des procédés trop peu ménagés, devaient être amenées l'une et l'autre à une guerre funeste, d'autant plus regrettable, que dans l'état du monde c'étaient les deux seules puissances dont les intérêts fussent conciliables. Le silence ordonné à M. de Laforest fut invariablement gardé par lui, mais la douleur sur le visage, douleur expressive, et suffisamment significative, si la cour de Prusse avait voulu la comprendre, et se conduire d'après ce qu'elle aurait compris. Il n'en était plus ainsi ni du roi Frédéric-Guillaume, ni de son ministère. Tous les jours des régiments traversaient Berlin en chantant des airs patriotiques, que répétait le peuple ameuté dans les rues. De toutes parts on demandait quand le roi partirait pour l'armée, et s'il serait vrai qu'il restât à Potsdam, dans l'intention de revenir sur sa première détermination. Le cri devint tel qu'il fallut obéir à l'opinion. L'infortuné Frédéric-Guillaume partit le 21 septembre pour Magdebourg. C'était le signal de la guerre qu'on attendait en Allemagne, et que Napoléon attendait à Paris. Dès ce jour elle était inévitable. On en verra, dans le livre suivant, les terribles vicissitudes, les désastreuses conséquences pour la Prusse, et les résultats glorieux pour Napoléon, résultats qui nous inspireraient une satisfaction sans mélange, si la politique eût été d'accord avec la victoire.

LIVRE VINGT-CINQUIÈME.

IÉNA.

Situation de l'Empire français au moment de la guerre de Prusse. — Affaires de Naples, de la Dalmatie et de la Hollande. — Moyens de défense préparés par Napoléon pour le cas d'une coalition générale. — Plan de campagne. — Napoléon quitte Paris et se rend à Wurtzbourg. — La cour de Prusse se transporte aussi à l'armée. — Le roi, la reine, le prince Louis, le duc de Brunswick, le prince de Hohenlohe. — Premières opérations militaires. — Combats de Schleitz et de Saalfeld. — Mort du prince Louis. — Désordre d'esprit dans l'état-major prussien. — Le duc de Brunswick prend le parti de se retirer sur l'Elbe, en se couvrant de la Saale. — Promptitude de Napoléon à occuper les défilés de la Saale. — Mémorables batailles d'Iéna et d'Auerstædt. — Déroute et désorganisation de l'armée prussienne. — Capitulation d'Erfurt. — Le corps de réserve du prince de Wurtemberg surpris et battu à Halle. — Retraite divergente et précipitée du duc de Weimar, du général Blucher, du prince de Hohenlohe, du maréchal Kalkreuth. — Marche offensive de Napoléon. — Occupation de Leipzig, de Wittenberg, de Dessau. — Passage de l'Elbe. — Investissement de Magdebourg. — Entrée triomphale de Napoléon à Berlin. — Ses dispositions à l'égard des Prussiens. — Grâce accordée au prince de Hatzfeld. — Occupation de la ligne de l'Oder. — Poursuite des débris de l'armée prussienne par la cavalerie de Murat, et par l'infanterie des maréchaux Lannes, Soult et Bernadotte. — Capitulation de Prenzlou et de Lubeck. — Reddition des places de Magdebourg, Stettin et Custring. — Napoléon maître en un mois de toute la monarchie prussienne.

C'était, de la part de la Prusse, une grande imprudence que d'entrer en lutte avec Napoléon, dans un moment où l'armée française, revenant d'Austerlitz, était encore au centre de l'Allemagne, et plus capable d'agir qu'aucune armée ne le fut jamais. C'était surtout une grande inconséquence à elle de se précipiter seule dans la guerre, après n'avoir pas osé s'y engager l'année précédente, lorsqu'elle aurait eu pour alliés l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, la Suède, Naples. Maintenant au contraire l'Autriche, épuisée par ses derniers efforts, irritée de l'indifférence qu'on lui avait témoignée, était résolue à demeurer à son tour paisible spectatrice des malheurs d'autrui. La Russie se trouvait replacée à sa distance naturelle par la retraite de ses troupes sur la Vistule. L'Angleterre, courroucée de l'occupation du Hanovre, avait déclaré la guerre à la Prusse. La Suède avait suivi cet exemple. Naples n'existait plus. Il est vrai que tout ami de la France, devenu son ennemi, pouvait certainement compter sur un prompt retour de l'Angleterre et des

auxiliaires qu'elle avait à sa solde. Mais il fallait s'expliquer avec le cabinet britannique, et commencer tout d'abord par la restitution du Hanovre, ce qui ne serait jamais résulté, du moins sans compensation, des plus mauvaises relations avec la France. La Russie, quoique revenue de ses premiers rêves de gloire, était cependant disposée à tenter encore une fois la fortune des armes, en compagnie des troupes prussiennes, les seules en Europe qui lui inspirassent confiance. Mais il devait s'écouler plusieurs mois avant que ses armées pussent entrer en ligne, et d'ailleurs il s'en fallait qu'elle voulût les porter aussi loin qu'en 1805. La Prusse était donc, pour quelque temps, exposée à se trouver seule devant Napoléon. Elle allait le rencontrer en octobre 1806 au milieu de la Saxe, comme l'Autriche l'avait rencontré en octobre 1805 au milieu de la Bavière, avec cette différence fort désavantageuse pour elle, qu'il n'avait plus à vaincre l'obstacle des distances, puisqu'au lieu d'être campé sur les bords de l'Océan, il était au sein même de

l'Allemagne, n'ayant que deux ou trois marches à faire pour atteindre la frontière prussienne.

Il n'y avait que le plus fatal égarement qui pût expliquer la conduite de la Prusse ; mais tel est l'esprit de parti, telles sont ses illusions incurables, que de toutes parts on regardait cette guerre comme pouvant offrir des chances imprévues, et ouvrir à l'Europe vaineue un avenir nouveau. Napoléon avait triomphé, disait-on, de la faiblesse des Autrichiens, de l'ignorance des Russes, mais on allait le voir cette fois en présence des élèves du grand Frédéric, seuls héritiers des véritables traditions militaires, et peut-être au lieu d'Austerlitz il trouverait Rosbach ! A force de répéter de semblables propos, on avait presque fini par y croire, et les Prussiens, qui auraient dû trembler à l'idée d'une rencontre avec les Français, avaient pris en eux-mêmes la plus étrange confiance. Les esprits sages néanmoins savaient ce qu'il fallait penser de ces folles espérances, et à Vienne on ressentait un mélange de surprise et de satisfaction en voyant ces Prussiens si vantés, mis à leur tour à l'épreuve, et opposés à ce capitaine qui n'avait dû sa gloire, assurait-on, qu'à la dégénération de l'armée autrichienne. Il y eut donc un moment de joie chez les ennemis de la France, qui crurent que le terme de sa grandeur était arrivé. Ce terme devait arriver malheureusement, mais pas sitôt, et seulement après des fautes dont aucune alors n'avait été commise !

Napoléon n'avait pas, quant à lui, le moindre souci au sujet de la prochaine guerre. Il ne connaissait pas les Prussiens, car il ne les avait jamais rencontrés sur le champ de bataille. Mais il se disait que ces Prussiens, auxquels on prêtait tous les mérites depuis qu'ils étaient devenus ses adversaires, avaient obtenu contre les Français inexpérimentés de 1792 encore moins de succès que les Autrichiens, et que, s'ils n'avaient pu l'emporter sur des volontaires levés à la hâte, ils ne l'emporteraient pas davantage sur une armée accomplie, dont il était le général. Aussi écrivait-il à ses frères, à Naples et en Hollande, qu'ils ne devaient concevoir aucune inquiétude, que la lutte actuelle serait encore plus promptement terminée que la précédente, que la Prusse et ses alliés, quels qu'ils fussent, seraient écrasés, mais que cette fois il en finirait avec l'Europe, et *mettrait ses ennemis dans l'impuissance de remuer de dix ans*. Ces expressions sont contenues textuellement dans ses lettres aux rois de Hollande et de Naples.

En chef aussi prudent qu'audacieux, il se donna pour réussir autant de soins que s'il avait eu à combattre des soldats et des généraux égaux ou supérieurs aux siens. Bien qu'il ne pensât pas des Prussiens tout ce qu'on affectait de publier sur leur compte, il usa à leur égard du vrai précepte de la prudence, qui conseille de priser au juste l'ennemi que l'on connaît, et plus haut qu'il ne mérite l'ennemi que l'on ne connaît pas. A cette considération s'en joignait une autre pour stimuler son active prévoyance : il était résolu de pousser à outrance la lutte contre le continent, et, désespérant de ses moyens maritimes, il voulait vaincre l'Angleterre dans ses alliés, en les poursuivant jusqu'à ce qu'il eût fait tomber les armes de leurs mains. Sans être fixé sur l'étendue et la durée de cette nouvelle guerre, il présumait qu'il aurait à s'avancer très-loin vers le nord, et que peut-être il lui faudrait aller chercher la Russie jusque sur son propre territoire. Étonné des derniers actes de la Prusse, n'ayant pu démêler, à la distance de Paris à Berlin, les causes diverses et compliquées qui la faisaient agir, il croyait qu'en septembre 1806 comme en septembre 1805 une grande coalition, sourdement préparée, était près d'éclater ; que l'audace inaccoutumée du roi Frédéric-Guillaume n'en était que le premier symptôme ; et il s'attendait à voir toute l'Europe fondre sur lui, l'Autriche comprise, malgré les protestations pacifiques de celle-ci. La défiance fort naturelle que lui avait inspirée l'agression de l'année précédente le trompait néanmoins. Une nouvelle coalition devait certainement résulter de la résolution que venait de prendre la Prusse, mais elle en serait l'effet au lieu d'en être la cause. Tout le monde au surplus était en Europe aussi surpris que Napoléon de ce qui se passait à Berlin, car on ne veut voir chez les cabinets que des calculs, jamais des passions. Ils en ont cependant, et ces irritations subites, qui, dans la vie privée, s'emparent quelquefois de deux hommes, et leur mettent le fer à la main, sont tout aussi souvent, plus souvent même qu'un intérêt réfléchi, la cause qui précipite deux nations l'une sur l'autre. Le malaise moral de la Prusse, naissant de ses fautes, et des traitements que ces fautes lui avaient attirés de la part de Napoléon, était, bien plus qu'une trahison méditée, la cause véritable de ses emportements soudains, inintelligibles, que personne ne parvenait à s'expliquer.

Croyant donc à une nouvelle coalition, et voulant la poursuivre cette fois jusqu'au fond des

régions glacées du Nord, Napoléon proportionna ses préparatifs aux circonstances qu'il prévoyait. Il pourvut non-seulement aux moyens d'attaque contre ses adversaires, moyens qui se trouvaient tout préparés dans la grande armée réunie au sein de l'Allemagne, mais aux moyens de défense pour les vastes États qu'il devait laisser derrière lui, pendant qu'il se porterait sur l'Elbe, sur l'Oder, peut-être sur la Vistule et le Niémen. A mesure que sa domination s'étendait, il fallait que sa sollicitude se proportionnât à l'étendue croissante de son Empire. Il avait à s'occuper de l'Italie du détroit de Messine à l'Izozzo, et même au delà, puisque la Dalmatie lui appartenait. Il avait à s'occuper de la Hollande, devenue d'État allié un royaume de famille. Il fallait pourvoir à la garde de ces nombreuses contrées, et de plus à leur gouvernement, depuis que ses frères y régnaient.

On ne doit pas se dissimuler qu'en plaçant dans sa famille la couronne des Deux-Siciles, Napoléon avait ajouté autant à ses difficultés qu'à sa puissance. En examinant de près les soucis, les dépenses d'hommes et d'argent que lui coûtait le nouvel établissement de son frère Joseph à Naples, on est conduit à croire qu'au lieu de chasser les Bourbons de l'Italie méridionale, il eût peut-être mieux valu les y laisser soumis, tremblants, punis de leur dernière trahison par de fortes contributions de guerre, par des réductions de territoire, et par la dure obligation d'exclure les Anglais des ports de la Calabre et de la Sicile. Il est vrai qu'on n'aurait pas achevé ainsi de régénérer l'Italie, d'arracher ce noble et beau pays au système barbare sous lequel il vivait opprimé, de l'associer complètement au système social et politique de la France; il est vrai qu'on aurait toujours eu dans les cours de Naples et de Rome deux ennemis cachés, prêts à appeler les Anglais et les Russes. Mais ces raisons, qui étaient puissantes assurément, et qui justifiaient Napoléon d'avoir entrepris la conquête de la péninsule italienne, depuis l'Izozzo jusqu'à Tarente, devenaient alors des raisons décisives, non pas de limiter ses entreprises au midi de l'Europe, mais de les limiter au nord, car la Dalmatie exigeait vingt mille hommes, la Lombardie cinquante mille, Naples cinquante mille, c'est-à-dire cent vingt mille pour l'Italie seule; et s'il en fallait encore deux ou trois cent mille du Danube à l'Elbe, il était à craindre qu'on ne pût pas longtemps suffire à de telles charges, et qu'on ne succombât au nord pour s'être trop étendu au

midi, ou au midi pour avoir trop tenté au nord. Nous répéterons en cette occasion ce que nous avons dit ailleurs, qu'à se borner quelque part, il valait mieux se borner au nord, car la famille Bonaparte cherchant à s'étendre en Italie ou en Espagne, comme l'avait fait l'ancienne maison de Bourbon, agissait dans le vrai sens de la politique française, bien plus qu'en travaillant à se créer des établissements en Allemagne.

Joseph, bien accueilli par la population éclairée et riche que la reine Caroline avait maltraitée, applaudi même un instant par le peuple comme une nouveauté, surtout dans les Calabres qu'il venait de parcourir, Joseph avait pu cependant s'apercevoir bientôt de l'immense difficulté de sa tâche. N'ayant ni matériel dans les magasins et les arsenaux, ni fonds dans les caisses publiques, car le dernier gouvernement n'avait pas laissé un ducat, obligé de créer tout ce qui manquait, et craignant de charger d'impôts un peuple dont il recherchait l'attachement, Joseph était plongé dans de cruels embarras. Demander à un pays son argent, quand on avait à lui demander aussi son amour, c'était peut-être se faire refuser l'un et l'autre. Il fallait pourtant fournir aux besoins de l'armée française, que Napoléon n'était pas habitué à solder lorsqu'elle était employée hors de France, et Joseph tirait sur le trésor impérial des traites, auxquelles il suppliait son frère de faire honneur. Sans cesse il réclamait des subsides et des troupes, et Napoléon lui répondait qu'il avait sur les bras l'Europe entière, secrètement ou publiquement conjurée, qu'il ne pouvait pas payer, outre l'armée de l'Empire, l'armée des royaumes alliés, que c'était bien assez de prêter ses soldats à ses frères, mais qu'il ne pouvait pas encore leur prêter ses finances. Toutefois les événements survenus dans le royaume de Naples avaient obligé Napoléon à ne plus rien refuser de ce qu'on sollicitait de lui.

Gaëte, la place forte du continent napolitain, était la seule ville du royaume qui ne se fût pas rendue à l'armée française. Cette forteresse, construite à l'extrémité d'un promontoire, baignée par la mer de trois côtés, ne touchant à la terre que par un seul, et de ce côté dominant le sol environnant, défendue en outre par des ouvrages réguliers, à trois étages de feux, était fort difficile à assiéger. Elle retenait devant ses murs une partie de l'armée française, occupée à des cheminement qu'il fallait souvent exécuter dans le roc, tandis qu'une autre partie de cette armée gardait Naples, et que le reste, dispersé dans les

Calabres, pour contenir la révolte prête à éclater, ne présentait partout que des forces disséminées. La fin de l'été, si funeste en Italie aux étrangers, avait décimé les troupes françaises, et on n'aurait pas pu réunir six mille hommes sur un même point.

Napoléon, dont la correspondance avec ses frères devenus rois mériterait d'être étudiée comme une suite de leçons profondes sur l'art de régner, gourmandait quelquefois Joseph, avec une sévérité inspirée par sa raison, nullement par son cœur. Il lui reprochait d'être faible, inactif, livré à toutes les illusions d'un caractère bienveillant et vain. Joseph n'osait pas lever des impôts, et cependant il voulait composer une armée napolitaine, il prétendait former une garde royale, il retenait autour de lui pour sa sûreté personnelle une grande partie des troupes mises à sa disposition, il dirigeait mal le siège de Gaëte, il ne faisait enfin aucun préparatif pour l'expédition de Sicile.

Ce que vous devez à vos peuples, lui écrivait Napoléon, c'est l'ordre dans les finances, mais vous ne pouvez leur épargner les charges de la guerre, car il faut des impôts pour payer la force publique. Naples doit fournir cent millions, comme le vice-royaume d'Italie, et sur ces cent millions trente suffisent pour payer quarante mille hommes. (Lettre du 6 mars 1806.) N'espérez pas vous faire aimer par la faiblesse, surtout des Napolitains. On vous dit que la reine Caroline est odieuse, et que déjà votre douceur vous rend populaire : chimère de vos flatteurs ! Si demain je perdais une bataille sur l'Izozzo, vous apprendriez ce qu'il faut penser de votre popularité, et de la prétendue impopularité de la reine Caroline. Les hommes sont bas, rampants, soumis à la force seule. Supposez un revers (ce qui peut toujours m'arriver), et vous verriez ce peuple se lever tout entier, crier *mort aux Français ! mort à Joseph ! vive Caroline !* Vous viendriez dans mon camp ! (Lettre du 9 août 1806.) *C'est un sot personnage que celui d'un roi exilé et vagabond.* Il faut gouverner avec justice et sévérité, supprimer les abus de l'ancien régime, établir l'ordre partout, empêcher les dilapidations des Français comme des Napolitains, créer des finances, et bien payer mon armée, par laquelle vous existez. (Lettre du 22 avril 1806.) Quant à une garde royale, c'est un luxe digne tout au plus du vaste empire que je gouverne, et qui me paraîtrait même trop coûteux, si je ne devais faire des sacrifices à la majesté de cet empire, et à l'intérêt

de mes vieux soldats, qui trouvent un moyen de bien-être dans l'institution d'une troupe d'élite. Quant à composer une armée napolitaine, gardez-vous d'y songer. Elle vous abandonnerait au premier danger, et vous trahirait pour un autre maître. Formez, si vous le voulez, trois ou quatre régiments, et envoyez-les-moi. Je leur ferai acquérir, ce qui ne s'acquiert qu'à la guerre, la discipline, la bravoure, le sentiment de l'honneur, la fidélité, et je vous les renverrai dignes de former le noyau d'une armée napolitaine. En attendant prenez des Suisses, car je ne pourrai pas longtemps vous laisser cinquante mille Français, fussiez-vous en mesure de les payer. Les Suisses sont les seuls soldats étrangers qui soient braves et fidèles. (Lettre du 9 août.) Ayez dans les Calabres quelques colonnes mobiles composées de Corses. Ils sont excellents pour cette guerre, et la feront avec dévouement pour notre famille. (Lettre du 22 avril 1806.) Ne disséminez pas vos forces. Vous avez cinquante mille hommes : c'est beaucoup plus qu'il n'en faudrait, si vous saviez vous en servir. Je voudrais avec vingt-cinq mille seulement garder toutes les parties de votre royaume, et le jour d'une bataille être plus fort que l'ennemi sur le terrain du combat. Le premier soin d'un général doit consister à distribuer ses forces de manière à être prêt partout. Mais, ajoutait Napoléon, c'est là le véritable secret de l'art, que personne ne possède, personne, pas même Masséna, si grand pourtant dans les dangers.

Napoléon voulait qu'on se bornât à garder Naples avec deux régiments de cavalerie et quelques batteries d'artillerie légère ; qu'on disposât ensuite l'armée en échelons, depuis Naples jusqu'au fond des Calabres, avec un fort détachement placé en face de la Sicile, d'où pouvait venir une armée anglaise, et qu'on se tint de la sorte en mesure de réunir en trois marches un corps considérable, soit à Naples, soit dans les Calabres, soit sur le point présumé d'un débarquement. Il voulait surtout qu'on se hâtât de prendre Gaëte, dont le siège absorbait une partie des forces disponibles, qu'après avoir terminé ce siège on s'occupât de créer une grande place forte, qui servît d'appui à la royauté nouvelle, qui fût située au centre même du royaume, dans laquelle un roi de Naples pût se jeter avec son trésor, ses archives, les Napolitains restés fidèles à sa cause, les débris de ses armées, et résister six mois à une force assiégeante de soixante mille Anglo-Russes. (Lettre du 2 septembre 1806.)

Napoléon ne jugeait pas que la position de Naples fût propre à une telle destination ; d'ailleurs, suivant lui, un roi étranger ne pouvait sans quelque danger se placer au milieu d'une population nombreuse, nécessairement ennemie. Il désirait que cette place forte eût action sur la capitale, sur la mer et sur l'intérieur du royaume. Tout examiné, après avoir discuté divers points, notamment Naples et Capoue, il avait préféré Castellamare, à cause de son voisinage de Naples, de son site maritime et de sa position centrale. Ce choix fait sur la carte, il avait ordonné des études sur le terrain, pour décider de la nature des ouvrages. On doit, avait-il ajouté dans ses lettres, on doit consacrer cinq à six millions par an à cette grande création, continuer ainsi pendant dix ans, mais de manière qu'à chaque dépense de six millions, il y ait un degré de force obtenu, et qu'à la seconde ou troisième année vous puissiez déjà vous enfermer dans cette vaste forteresse, car ni vous, ni moi, ne savons ce qui arrivera dans deux, trois ou quatre ans. *Les siècles ne sont pas à nous !* Et si vous êtes énergique, vous pouvez dans un tel asile tenir assez longtemps pour braver les rigueurs de la fortune et en attendre les retours !

Napoléon voulait enfin qu'on préparât peu à peu les moyens de passer le détroit de Messine avec dix mille hommes, force suffisante, à son avis, pour conquérir la Sicile, et de plus aisément transportable sur les felouques, dont la mer d'Italie abonde. En conséquence il avait recommandé d'entreprendre sur-le-champ, à Scylla ou à Messine, des travaux défensifs, pour y réunir en sûreté la petite force navale dont on avait besoin. Mais avant tout il pressait le siège de Gaëte, qui devait rendre disponible une moitié de l'armée ; il conjurait son frère de répartir autrement ses forces, car, lui répétait-il sans cesse, vous aurez avant peu une descente et une insurrection, et vous ne serez pas plus en mesure de repousser l'une que de réprimer l'autre.

Joseph comprenait ces conseils profonds, se plaignait quelquefois du langage dans lequel ils étaient donnés, et les suivait dans la mesure de ses talents. Entouré de quelques Français, ses amis personnels, de M. Rœderer, qui s'occupait activement de réformes administratives et financières, du général Mathieu Dumas, qui s'appliquait avec intelligence à l'organisation de la force publique, il faisait de son mieux pour créer un gouvernement, et pour régénérer le beau pays confié à ses soins. Le Corse Salicetti, homme spi-

rituel et courageux, dirigeait sa police avec la vigueur que commandaient les circonstances. Mais tandis que Joseph s'efforçait de remplir sa royale tâche, les Anglais, justifiant les prévisions de Napoléon, avaient profité de la longueur du siège de Gaëte, qui divisait l'armée, des fièvres qui la décimaient, pour débarquer dans le golfe de Sainte-Euphémie, et y avaient paru au nombre de huit mille hommes, sous les ordres du général Stuart. Le général Reynier, placé à Cosenza, put à peine rassembler quatre mille Français, et courut hardiment au point du débarquement. Cet officier, savant et brave, mais malheureux, que Napoléon avait consenti à employer à Naples, malgré le souvenir des fautes commises en Égypte, ne fut pas plus favorisé par la fortune en cette occasion qu'il ne l'avait été autrefois dans les champs d'Alexandrie. Attaquant le général Stuart au milieu d'un terrain marécageux, où il lui était impossible de faire agir ses quatre mille hommes avec un ensemble qui compensât leur infériorité numérique, il fut repoussé, et contraint de se retirer dans l'intérieur des Calabres. Cet insuccès, quoiqu'il ne dût pas être considéré comme une bataille perdue, en eut cependant les conséquences, et provoqua le soulèvement des Calabres sur les derrières des Français. Le général Reynier eut des combats acharnés à soutenir pour réunir ses détachements épars, vit ses malades, ses blessés lâchement assassinés, sans pouvoir les secourir, et fut obligé, pour se faire jour, de brûler des villages, et de passer des populations insurgées au fil de l'épée. Du reste, il se conduisit avec énergie et célérité, et sut se maintenir au milieu d'un effroyable incendie. Le général Stuart, en cette occasion, tint une conduite qui mérite d'être citée avec honneur. L'assassinat des Français était si général et si horrible, qu'il en fut révolté. Cherchant à suppléer par l'amour de l'argent à l'humanité qui manquait à ces féroces montagnards, il promit dix ducats par soldat, quinze par officier, amené vivant, et il traita ceux qu'il réussit à sauver, avec les égards que se doivent entre elles les nations civilisées, lorsqu'elles sont condamnées à se faire la guerre.

Ces événements, qui prouvaient si bien la sagesse des conseils de Napoléon, devinrent un actif stimulant pour le nouveau gouvernement napolitain. Joseph accéléra le siège de Gaëte, afin de pouvoir reporter l'armée entière vers les Calabres. Il avait auprès de lui Masséna, dont le nom seul faisait trembler la populace napolitaine. Il lui avait confié le soin de prendre Gaëte, mais

en différant de l'y envoyer jusqu'au jour où, les travaux d'approche étant achevés, il faudrait déployer une grande vigueur. Les généraux du génie Campredon et Vallongue étaient chargés de diriger les opérations du siège. Ils suivirent les prescriptions de Napoléon, qui voulait qu'on réservât l'action de la grosse artillerie pour le moment où l'on serait arrivé très-près du corps de place. Obligés d'ouvrir la tranchée dans un sol où la pierre se rencontrait fréquemment, ils cheminèrent avec lenteur, et supportèrent sans y répondre le feu d'une quantité énorme de canons et de mortiers. Les assiégeants reçurent 120,000 boulets et 21,000 bombes avant d'avoir riposté une seule fois à cette masse de projectiles. Arrivés enfin à la distance convenable pour établir les batteries de brèche, ils commencèrent un feu destructeur. Les fortes murailles de Gaëte, fondées sur le roc, après avoir résisté d'abord, finirent par s'écrouler tout à coup, et présentèrent deux brèches larges et praticables. Les soldats demandaient l'assaut avec instance, comme prix de leurs longs travaux, et Masséna, ayant formé deux colonnes d'attaque, allait le leur accorder, lorsque les assiégés offrirent de capituler. La place fut livrée, le 18 juillet, avec tout le matériel qu'elle contenait. La garnison s'embarqua pour la Sicile, après s'être engagée à ne plus servir contre le roi Joseph. Ce siège avait coûté mille hommes aux assiégeants, et autant aux assiégés. Le général du génie Vallongue, l'un des officiers les plus distingués de son arme, y avait perdu la vie ; le prince de Hesse-Philipstadt, gouverneur de la place, y avait été grièvement blessé.

Masséna partit immédiatement avec les troupes que la prise de Gaëte rendait disponibles, traversa Naples le 1^{er} août, et courut au secours du général Reynier, qui se maintenait à Cosenza, au milieu des Calabres soulevés. Le renfort qu'amenait Masséna portait à 13,000 ou 14,000 hommes notre principal rassemblement. C'était plus qu'il n'en fallait, sans compter la présence de Masséna, pour jeter les Anglais à la mer. Ils s'y attendaient si bien, qu'à la seule nouvelle de l'approche de l'illustre maréchal, ils s'embarquèrent le 5 septembre. Masséna n'eut plus que des insurgés à combattre. Il les trouva plus nombreux, plus acharnés qu'il ne l'avait d'abord supposé. Il fut réduit à la nécessité de brûler plusieurs bourgades, et de détruire par le fer les troupes de brigands qui égorgaient les Français. Il déploya en cette occasion sa vigueur accoutumée, et parvint en peu de semaines à réduire sensiblement le feu

de l'insurrection. Au moment où commençaient en Prusse les grands événements que nous allons raconter, le calme renaissait dans l'Italie méridionale, et le roi Joseph pouvait se croire établi, pour quelque temps au moins, dans son nouveau royaume.

A la même époque, des événements graves se passaient en Dalmatie. Les Russes retenaient toujours les bouches du Cattaro. Napoléon, s'autorisant de leur conduite sur ce point, et surtout de leur manière d'occuper Corfou, dont ils avaient usurpé la souveraineté, avait résolu de s'emparer de la petite république de Raguse, qui séparait Cattaro du reste de la Dalmatie. Il y avait envoyé son aide de camp Lauriston, avec une brigade d'infanterie, pour s'y établir. Celui-ci s'était bientôt vu enveloppé par les Monténégrins soulevés, et par un corps russe de quelques mille hommes. Bloqué par les Anglais du côté de la mer, assiégé du côté de la terre par des montagnards féroces et par une force régulière russe, il se trouvait dans un véritable danger, auquel, d'ailleurs, il faisait face avec courage. Heureusement le général Molitor, compagnon d'armes aussi loyal qu'officier ferme et habile en présence de l'ennemi, volait à son secours. Ce général, ne suivant pas l'exemple trop fréquent dans l'armée du Rhin, de laisser en péril un voisin qu'on n'aimait pas, se porta spontanément sur Raguse à marches forcées, avec un corps de 4,000 hommes, attaqua résolument le camp des Russes et des Monténégrins, l'emporta quoiqu'il fût fortement retranché, et dégagna ainsi les Français qui se trouvaient dans la place. Il passa au fil de l'épée un grand nombre de Monténégrins, et les découragea pour longtemps de leurs incursions en Dalmatie.

Ce n'était pas sans peine, comme on le voit, que s'établissait la domination française sur ces contrées lointaines. Il avait fallu de grandes batailles pour les obtenir de l'Europe, il fallait des combats journaliers pour les obtenir des habitants. A l'autre extrémité de l'Empire, la fondation d'un second royaume de famille, celui de Hollande, offrait des difficultés différentes, mais tout aussi sérieuses. Les graves et paisibles Hollandais n'étaient pas gens à s'insurger comme les montagnards des Calabres ou de l'Illyrie ; mais ils opposaient au roi Louis leur inertie, et ne lui suscitaient pas moins d'embarras que les Calabrais à Joseph. Le gouvernement stathoudérien avait laissé beaucoup de dettes à la Hollande ; les gouvernements qui s'étaient succédé depuis

en avaient contracté à leur tour de très-considérables, pour suffire aux charges de la guerre, de sorte que le roi Louis, à son arrivée en Hollande, y avait trouvé un budget composé d'une dépense de 78 millions de florins, et d'un revenu de 55. Dans ces 78 millions de dépenses, le service des intérêts de la dette figurait seul pour 53 millions de florins. Le surplus était affecté au service de l'armée, de la marine et des digues. Malgré cette situation, les Hollandais ne voulaient entendre parler ni de nouveaux impôts, ni d'une réduction quelconque dans les intérêts de la dette, car ces prêteurs de profession, habitués à louer leurs capitaux à tous les gouvernements, nationaux ou étrangers, regardaient la dette comme la plus sacrée des propriétés. L'idée d'une contribution sur les rentes, à laquelle on avait été amené, parce que les rentes étaient en Hollande la plus répandue, la plus importante des valeurs, et par conséquent la plus large base d'impôt, cette idée les révoltait. Il avait fallu y renoncer. On était donc menacé, non pas d'une insurrection, comme à Naples, mais d'une interruption de tous les services. Au demeurant, les Hollandais n'étaient pas hostiles à la nouvelle royauté, par haine de la monarchie, ou par suite de leur attachement pour la maison d'Orange, mais ils souhaitaient ardemment la paix maritime, et regrettaient cette paix, source de leurs richesses, encore plus que la république ou le stathoudérat. Ayant avec les Anglais de grandes relations d'intérêt, et des conformités non moins grandes de mœurs, ils auraient été portés vers eux, si l'Angleterre n'avait pas notoirement convoité leurs colonies. Vainement leur disait-on que, sans la difficulté naissant de ces mêmes colonies, la paix serait plus facile de moitié, que leur participation aux dépenses de la guerre était le juste prix des efforts que faisait la France dans toutes les négociations pour recouvrer leurs possessions maritimes, et qu'on serait en droit de les abandonner s'ils ne voulaient pas contribuer à soutenir la lutte, vainement leur disait-on tout cela, ils répondaient qu'ils étaient prêts à renoncer à leurs colonies pour obtenir la paix. Ils parlaient ainsi, prêts à pousser de justes clameurs, si la France eût traité sur une pareille base. On peut juger du reste aujourd'hui par la richesse de Java si c'était un médiocre intérêt que celui que défendait la France en défendant leurs colonies. Le roi Louis prit le parti qui lui semblait le plus facile, ce fut d'entrer dans les vues des Hollandais, et de se les attacher en accédant à leurs

désirs. Sans doute, quand on accepte le gouvernement d'un pays, on doit en épouser les intérêts; mais il faut distinguer ses intérêts durables de ses intérêts passagers, il faut servir les uns, se mettre au-dessus des autres, et si on est devenu roi d'une nation étrangère par les armes de sa patrie, il faut renoncer à un rôle qui vous obligerait à trahir l'une ou l'autre. Le roi Louis n'était pas dans cette dure nécessité, car la vraie politique des Hollandais aurait dû consister à s'unir fortement à la France, pour lutter contre la suprématie maritime de l'Angleterre. Au triomphe de cette suprématie ils devaient perdre la liberté des mers, sur lesquelles se passait leur vie, et leurs colonies, sans lesquelles ils ne pouvaient subsister. Cherchant plutôt à leur plaire qu'à les servir, le roi Louis accepta un système de finances conforme à leurs vues du moment. Aux 55 millions de florins de revenu, on ajouta environ 15 millions de contributions nouvelles, ce qui portait le revenu total à 50 millions de florins, et pour ramener la dépense de 78 millions à 50, on réduisit proportionnellement l'armée et la marine. Le roi de Hollande écrivit à Paris qu'il allait abdiquer la royauté, si ces réductions n'étaient pas agréées. Napoléon retrouvait ainsi chez ses propres frères l'esprit de résistance des peuples alliés, qu'il avait cru s'attacher plus étroitement par l'institution des royautés de famille. Il en fut profondément blessé, car sous cet esprit de résistance se cachait beaucoup d'ingratitude, tant de la part des peuples que la France avait affranchis, que des rois qu'elle avait couronnés. Toutefois il ne laissa pas éclater ses sentiments, et il répondit qu'il consentirait aux réductions proposées, mais que la Hollande ne devrait pas être étonnée si, dans les négociations présentes ou futures, on l'abandonnait à ses propres moyens. La Hollande avait bien, disait-il, le droit de refuser ses ressources, mais la France avait bien aussi le droit de refuser son appui.

Les plus intimes secrets sont bientôt pénétrés par la malice des ennemis. A une certaine attitude du roi Louis, on devina sa résistance à Napoléon, et il en devint extrêmement populaire. Ce monarque affectait de plus une sévérité de mœurs, qui était dans les goûts d'un pays économe et sage, et il en devint plus agréable encore au peuple hollandais. Cependant, tout en affichant la simplicité, ce même roi voulait faire la dépense d'un couronnement et d'une garde royale, espérant par ce double moyen se mieux assurer la

possession du trône de Hollande, auquel il tenait plus qu'il ne voulait l'avouer. Napoléon blâma l'institution d'une garde royale par les raisons déjà données à Joseph, et s'opposa péremptoirement à la cérémonie d'un couronnement, dans un instant où l'Europe allait être embrasée des feux d'une guerre générale. Ainsi, dès les premiers jours, on voyait éclater les difficultés inhérentes à ces royautes de famille, que Napoléon, par affection et par système, avait songé à fonder. Des alliés indépendants, qu'il eût traités suivant les services qu'il en eût reçus, auraient certainement beaucoup mieux valu pour sa puissance et pour son cœur.

Telle était la marche générale des choses, dans la vaste étendue de l'Empire français, au moment même de la rupture avec la Prusse. Indépendamment des troupes de la confédération du Rhin et du royaume d'Italie, Napoléon avait environ 500,000 hommes, parmi lesquels il faut comprendre les Suisses servant en vertu de capitulations, plus quelques Valaisans, Polonais et Allemands passés au service de France. Après la défection ordinaire des gendarmes, vétérans, invalides, restaient 450,000 hommes de troupes actives. Dans ce nombre il y en avait 150,000 au delà des Alpes, dépôts compris, 170,000 à la grande armée, cantonnés dans le haut Palatinat et la Franconie, 5,000 laissés en Hollande, 5,000 placés en garnison sur les vaisseaux, et enfin 140,000 répandus dans l'intérieur. Ces derniers comprenaient la garde impériale, les régiments non employés au dehors, et les dépôts. Excepté quelques régiments d'infanterie, qui comptaient quatre bataillons, tous les autres en avaient trois, dont deux bataillons de guerre destinés à faire campagne, et un bataillon de dépôt placé généralement à la frontière. Les bataillons de dépôt de la grande armée étaient rangés le long du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Wesel, quelques-uns au camp de Boulogne. Ceux de l'armée d'Italie se trouvaient en Piémont et en Lombardie. Napoléon apportait à l'organisation des dépôts un soin extrême. Il voulait y faire arriver les conscrits un an d'avance, pour que pendant cette année, instruits, disciplinés, habitués aux fatigues, ils devinssent capables de remplacer les vieux soldats, que le temps ou la guerre emportaient. La conscription de 1805 appelée tout entière à la fin de 1805, et la moitié de celle de 1806 appelée dès le commencement de 1806, avaient rempli les cadres de sujets aptes au service, et dont un bon nombre déjà formé avait

été envoyé en Allemagne et en Italie. Napoléon fit appeler en outre la seconde moitié de la classe de 1806, qualifiée du titre de réserve dans les lois de cette époque. Le contingent annuel fournissait alors 60,000 hommes, véritablement propres à être incorporés, et, chose digne de remarque, on évitait encore d'appliquer la loi de la conscription dans sept ou huit départements de la Bretagne et de la Vendée. C'étaient donc 30,000 hommes de plus qui allaient affluer dans les cadres. Mais le départ des hommes déjà instruits devait y produire un vide suffisant pour faire place aux nouveaux venus. Napoléon, d'ailleurs, voulait diriger une grande partie de ces derniers vers l'Italie. Il prenait, à l'égard des conscrits destinés à passer les Alpes, des précautions particulières. Même avant leur incorporation, il les faisait partir en gros détachements, conduire par des officiers, et vêtir de l'habit militaire, afin de ne pas montrer hors de l'Empire des hommes isolés, marchant en habits de paysans.

Après avoir pourvu à l'accroissement de l'armée, Napoléon répartit, avec une habileté consommée, l'ensemble de ses ressources.

L'Autriche protestait de ses intentions pacifiques. Napoléon y répondait par des protestations semblables; mais il avait résolu néanmoins de prendre ses mesures pour le cas où, profitant de son éloignement, elle songerait à se jeter sur l'Italie. Le général Marmont occupait la Dalmatie avec 20,000 hommes. Napoléon lui enjoignit, après avoir échelonné quelques détachements depuis le centre de la province jusqu'à Raguse, de tenir le gros de ses forces à Zara même, ville fortifiée et capitale du pays, d'y amasser des vivres, des armes, des munitions, d'en faire enfin le pivot de toutes ses opérations défensives ou offensives. S'il était attaqué, Zara devait lui servir de point d'appui, et lui permettre une longue résistance. Si, au contraire, il était obligé de s'éloigner pour concourir aux opérations de l'armée d'Italie, il avait dans cette même place un lieu sûr, pour y déposer son matériel, ses blessés, ses malades, tout ce qui n'était pas propre à la guerre active, et tout ce qu'il ne pouvait pas traîner après lui.

Eugène, vice-roi d'Italie, et confidant des pensées de Napoléon, avait ordre de ne rien laisser en Dalmatie de ce qui n'était pas absolument indispensable, en matériel ou en hommes, et de réunir tout le reste dans les places fortes d'Italie. Ces places, depuis la conquête des États vénitiens, avaient été l'objet d'une nouvelle classification,

habilement calculée, et elles étaient couvertes de travailleurs, qui construisaient les ouvrages proposés par le général Chasseloup, ordonnés par Napoléon. La principale d'entre elles, et la plus avancée vers l'Autriche, était Palma-Nova. C'était, après la fameuse citadelle d'Alexandrie, celle dont Napoléon poussait le plus activement les travaux, parce qu'elle commandait la plaine du Frioul. Venait ensuite un peu à gauche, fermant les gorges des Alpes Juliennes, Osopo, puis sur l'Adige Legnago, sur le Mincio Mantoue, sur le Tanaro enfin Alexandrie, base essentielle de la puissance française en Italie. Ordre avait été donné de renfermer dans ces places l'artillerie, qui montait à plus de 800 bouches à feu, et de ne pas laisser hors de leur enceinte un objet quelconque, canon, fusil, projectile, pouvant être enlevé par une surprise de l'ennemi. Venise, dont les défenses n'étaient pas encore perfectionnées, mais qui avait pour elle ses lagunes, se trouvait ajoutée à cette classification. Napoléon avait choisi pour la commander un officier d'une rare énergie, le général Miollis. Il avait prescrit à ce dernier d'y exécuter à la hâte les travaux nécessaires pour mettre à profit les avantages du site, en attendant qu'on pût construire les ouvrages réguliers qui devaient rendre la place inexpugnable. C'est dans ces réduits d'Osopo, de Palma-Nova, de Legnago, de Venise, de Mantoue, d'Alexandrie, que Napoléon avait distribué les dépôts. Ceux qui appartenaient aux armées de Dalmatie et de Lombardie étaient répartis dans les places, depuis Palma-Nova jusqu'à Alexandrie, afin d'y tenir garnison, et de s'y instruire. Ceux qui appartenaient à l'armée de Naples avaient été réunis dans les légations. C'est vers ces dépôts que devaient se diriger les quinze ou vingt mille conscrits destinés à l'Italie. Napoléon, répétant sans cesse que des soins donnés aux bataillons de dépôt dépendaient la qualité et la durée d'une armée, avait prescrit les mesures nécessaires pour que la santé et l'instruction des hommes y fussent également soignées, et pour que ces bataillons pussent toujours fournir, outre le recrutement régulier des bataillons de guerre, les garnisons des places, et de plus une ou deux divisions de renfort, prêtes à se diriger sur les points où viendrait à se produire un besoin imprévu. La défense des places étant ainsi assurée, l'armée active devenait entièrement disponible. Elle consistait pour la Lombardie en 16,000 hommes, répandus dans le Frioul, et en 24,000 échelonnés de Milan à Turin, les uns et les autres

prêts à marcher. Restait l'armée de Naples, forte d'environ 50,000 hommes, dont une grande partie était en mesure d'agir immédiatement. Masséna était sur les lieux : si la guerre éclatait avec l'Autriche, il avait pour instruction de se reporter sur la haute Italie avec 50,000 hommes, et de les réunir aux 40,000 qui occupaient le Piémont et la Lombardie. Il n'y avait pas d'armée autrichienne capable de forcer l'opiniâtre Masséna, disposant de 70,000 Français, ayant en outre des appuis tels que Palma-Nova, Osopo, Venise, Mantoue, Alexandrie. Enfin, pour ce cas, le général Marmont lui-même devait jouer un rôle utile, car, s'il était bloqué en Dalmatie, il était assuré de retenir devant lui 50,000 Autrichiens au moins, et s'il ne l'était pas, il pouvait se jeter sur le flanc ou sur les derrières de l'ennemi.

Telles étaient les instructions adressées au prince Eugène pour la défense de l'Italie. Elles se terminaient par la recommandation suivante : « Lisez tous les jours ces instructions, et rendez-vous compte le soir de ce que vous aurez fait le matin pour les exécuter, mais sans bruit, sans effervescence de tête, et sans porter l'alarme nulle part. » (Saint-Cloud, 18 septembre 1806.)

Napoléon, toujours préoccupé de ce que pourrait tenter l'Autriche pendant qu'il serait en Prusse, ordonna de semblables précautions du côté de la Bavière. Il avait enjoint au maréchal Soult de laisser une forte garnison à Braunau, place de quelque importance, à cause de sa situation sur l'Inn. Il avait recommandé d'y exécuter les travaux les plus urgents, et d'y accumuler les bois qui descendent des Alpes par l'Inn, disant *qu'avec des bras et du bois, on pouvait créer une place forte là où il n'existerait rien*. Il avait mis en garnison à Braunau le 5^e de ligne, beau régiment à quatre bataillons, dont trois de guerre, plus 500 hommes d'artillerie, 500 hommes de cavalerie, un détachement bavarois, de nombreux officiers du génie, le tout présentant une force d'environ 5,000 hommes. Il y avait amassé des vivres pour huit mois, une grande quantité de munitions, une somme considérable d'argent; il avait ajouté à ces précautions le choix d'un commandant énergique, en lui donnant des instructions dignes de servir de leçon à tous les gouverneurs de villes assiégées. Ces instructions contenaient l'ordre de se défendre à outrance, de ne se rendre qu'en cas de nécessité absolue, et après avoir supporté trois assauts répétés au corps de place.

Napoléon avait décidé en outre qu'une partie de l'armée bavaroise, laquelle était à sa disposition en vertu du traité de la confédération du Rhin, serait réunie sur les bords de l'Inn. Il avait ordonné de former une division de 13,000 hommes de toutes armes, et de la placer sous le canon de Braunau. De telles forces, si elles ne pouvaient tenir la campagne, étaient cependant un premier obstacle opposé à un ennemi débouchant à l'improviste, et un point d'appui tout préparé pour l'armée qui viendrait au secours de la Bavière. Napoléon, en effet, quelque avancé qu'il fût en Allemagne, pourrait toujours, après avoir éloigné les Prussiens et les Russes par une bataille gagnée, faire volte-face, se jeter par la Silésie ou par la Saxe sur la Bohême, et punir sévèrement l'Autriche, si elle osait tenter une nouvelle agression. Après s'être mis en garde contre l'Autriche, il songea aux parties de l'Empire que les Anglais menaçaient d'un débarquement.

Il prescrivit à son frère Louis de former un camp à Utrecht, composé de 12,000 ou 13,000 Hollandais, et des 3,000 Français restés en Hollande. Il réunit autour de la place de Wesel, nouvellement acquise à la France, depuis l'attribution du duché de Berg à Murat, une division française de 10,000 ou 12,000 hommes. Le roi Louis devait se porter sur Wesel, prendre le commandement de cette division, et, la joignant aux troupes du camp d'Utrecht, feindre avec 50,000 hommes une attaque sur la Westphalie. Il lui était même recommandé de répandre le bruit d'une réunion de 80,000 hommes, et de faire quelques préparatifs en matériel, propres à accréditer ce bruit. Napoléon, par des raisons qu'on appréciera bientôt, désirait bien attirer de ce côté l'attention des Prussiens, mais en réalité il voulait que le roi Louis, ne s'éloignant pas trop de la Hollande, se tint toujours en mesure, soit de défendre son royaume contre les Anglais, soit de lier ses mouvements aux corps français placés sur le Rhin ou à Boulogne. Outre les sept corps de la grande armée, dont le rôle était de faire la guerre au loin, Napoléon avait résolu d'en former un huitième, sous le maréchal Mortier, qui aurait pour mission de pivoter autour de Mayence, de surveiller la Hesse, de rassurer par sa présence les confédérés allemands, de donner enfin la main au roi Louis vers Wesel. Ce corps, pris sur les troupes de l'intérieur, devait être fort de 20,000 hommes. Il fallait toute l'industrie de Napoléon pour le porter à ce nombre,

car des 140,000 hommes stationnés à l'intérieur, en retranchant les dépôts, la garde impériale, il restait fort peu de troupes disponibles. Indépendamment de ce huitième corps, le maréchal Brune était chargé cette année, comme la précédente, de garder la flottille de Boulogne en y employant les marins et quelques bataillons de dépôt, qui s'élevaient à environ 18,000 hommes. Napoléon ne voulait user des gardes nationales qu'avec une extrême circonspection, parce qu'il craignait d'agiter le pays, et d'étendre surtout à une trop grande partie de la population les charges de la guerre. Comptant néanmoins sur l'esprit belliqueux de certaines provinces frontières, il ne répugnait pas à lever en Lorraine, en Alsace, en Flandre, quelques détachements, peu nombreux, bien choisis, composés avec les compagnies d'élite, c'est-à-dire avec les grenadiers et les voltigeurs, et soldés au moment de leur déplacement. Il en avait fixé le nombre à 6,000 pour le Nord, et à 6,000 pour l'Est. Les 6,000 gardes nationaux du Nord, réunis sous le général Rampon, établis à Saint-Omer, organisés avec soin, mais peu éloignés de chez eux, présentaient une utile réserve, toujours prête à courir auprès du maréchal Brune, et à lui fournir le secours de son patriotisme. Les 6,000 gardes nationaux de l'Est devaient se rassembler à Mayence, former la garnison de cette place, et rendre ainsi plus disponibles les troupes du maréchal Mortier.

Le maréchal Kellermann, l'un des vétérans que Napoléon avait l'habitude de mettre à la tête des réserves, commandait les dépôts stationnés le long du Rhin, et, tout en veillant à leur instruction, il pouvait, en se servant des soldats déjà instruits, former un corps de quelque valeur, et si un danger menaçait le haut Rhin, s'y porter rapidement.

Grâce à cette réunion de moyens on avait de quoi faire face à toutes les éventualités. Que la Hesse, par exemple, excitée par les Prussiens, inspirât des inquiétudes, le maréchal Mortier partant de Mayence était en mesure de s'y rendre avec le huitième corps. Le roi Louis, placé en échelon, devait lui amener une partie du camp d'Utrecht et de Wesel. Si le danger menaçait la Hollande, le roi Louis et le maréchal Mortier avaient ordre de s'y réunir tous les deux. Le maréchal Brune lui-même y devait venir de son côté. Si, au contraire, c'était Boulogne qui se trouvait en péril, le maréchal Brune devait recevoir le secours du roi Louis, que ses instructions chargeaient d'accourir au besoin vers cette partie

des frontières de l'Empire. Par ce système d'échelons, calculé avec une précision rigoureuse, tous les points exposés à un accident quelconque, depuis le haut Rhin jusqu'en Hollande, depuis la Hollande jusqu'à Boulogne, pouvaient être secourus en temps utile, et aussi vite que l'exigerait la marche de l'ennemi le plus expéditif.

Restait à garder les côtes de France, depuis la Normandie jusqu'à la Bretagne. Napoléon avait laissé plusieurs régiments dans ces provinces, et, suivant son usage, il en avait rassemblé les compagnies d'élite en un camp volant à Pontivy, au nombre de 2,400 grenadiers et voltigeurs. Le général Boyer était chargé de les commander. Il avait à sa disposition des fonds secrets, des espions, et des détachements de gendarmes. Il devait faire des patrouilles dans les lieux suspects, et, si un débarquement menaçait Cherbourg ou Brest, s'y jeter avec les 2,400 hommes qu'il avait sous ses ordres. Napoléon ne gardait à Paris qu'un corps de 8,000 hommes, composé de trois régiments d'infanterie, et de quelques escadrons de cavalerie. Ces régiments avaient reçu leur contingent de conscrits. Junot, gouverneur de Paris, avait l'ordre spécial de veiller sans cesse à leur instruction, et de considérer ce soin comme le premier de ses devoirs. Ces 8,000 hommes étaient une dernière réserve, prête à se rendre partout où sa présence serait nécessaire. Napoléon venait d'imaginer un moyen de faire voyager les troupes en poste et il l'avait employé pour la garde impériale, transportée en six jours de Paris sur le Rhin. Les troupes destinées à voyager de la sorte, exécutaient le jour du départ une marche forcée à pied, puis elles étaient placées sur des charrettes, qui portaient dix hommes chacune, et qui étaient échelonnées de dix en dix lieues, de manière à parcourir 20 lieues par jour. On payait les charrettes à 5 francs par collier, et les cultivateurs, requis pour ce service, étaient loin de s'en plaindre. Napoléon avait fait préparer un travail pour les routes de la Picardie, de la Normandie et de la Bretagne, afin de transporter en quatre, cinq ou six jours, à Boulogne, à Cherbourg ou à Brest, les 8,000 hommes laissés à Paris. La capitale serait dans ce cas livrée à elle-même. « Il faut, disait Napoléon au prince Cambacérès, qui lui exprimait ses inquiétudes à ce sujet, il faut que Paris s'habitue à ne plus voir un aussi grand nombre de sentinelles à chaque coin de rue. » Il ne devait rester dans Paris que la garde municipale, s'élevant alors à 5,000 hommes. Le nom de

Napoléon, la tranquillité des temps, dispensaient de consacrer plus de forces à la garde de la capitale.

Quant aux ports de Toulon et de Gènes, Napoléon y avait laissé de suffisantes garnisons. Mais il savait bien que les Anglais n'étaient pas assez malavisés pour essayer une tentative sur des places aussi fortes. Il n'avait de craintes sérieuses que relativement à Boulogne.

Ainsi, dans le vaste cercle embrassé par sa prévoyance, il avait paré à tous les dangers possibles. Si l'Autriche, apportant à la Prusse un secours qu'elle n'en avait pas reçu, prenait part à la guerre, l'armée d'Italie, concentrée sous Masséna et appuyée sur des places de premier ordre, telles que Palma-Nova, Mantoue, Venise, Alexandrie, pouvait opposer 70,000 hommes aux Autrichiens, tandis qu'avec 42,000 ou 45,000, le général Marmont se jetterait dans leur flanc par la route de la Dalmatie. L'Inn, Braunau et les Bavares devaient suffire dans le premier moment à la défense de la Bavière. Le maréchal Kellermann avait les dépôts pour couvrir le haut Rhin. Le maréchal Mortier, le roi Louis, le maréchal Brune, par un mouvement des uns vers les autres, étaient en mesure de réunir 80,000 hommes sur le point qui serait menacé, depuis Mayence jusqu'au Helder, depuis le Helder jusqu'à Boulogne. Paris enfin, dans un péril pressant, pourrait se réduire à ses troupes de police, et envoyer un corps de réserve sur les côtes de Normandie ou de Bretagne.

Ces combinaisons diverses, rédigées avec une clarté frappante, avec le soin le plus minutieux des détails, avaient été communiquées au prince Eugène, au roi Joseph, au roi Louis, aux maréchaux Kellermann, Mortier et Brune, à tous ceux en un mot qui devaient concourir à leur exécution. Chacun d'eux en connaissait ce qui lui était nécessaire pour s'acquitter de sa tâche. L'archichancelier Cambacérès, placé au centre, et chargé de donner des ordres au nom de l'Empereur, avait seul reçu communication de l'ensemble.

Vingt-quatre ou quarante-huit heures suffisaient à Napoléon pour arrêter ses plans, et pour en ordonner les détails, quand il avait pris la résolution d'agir. Il dictait alors pendant un ou deux jours, sans presque s'arrêter, jusqu'à cent ou deux cents lettres, qui toutes ont été conservées, qui toutes demeureront d'éternels modèles de l'art d'administrer les armées et les empires. Le prince Berthier, l'interprète habituel de ses

volontés, ayant dû rester à Munich pour les affaires de la Confédération du Rhin, il appela le général Clarke, et consacra les journées des 18 et 19 septembre à lui dicter ses ordres. Napoléon prévoyait qu'une vingtaine de jours s'écouleraient encore en vaines explications avec la Prusse, après lesquelles la guerre commencerait inévitablement, car les explications étaient désormais impuissantes pour terminer une pareille querelle. Il voulut donc employer ces vingt jours à compléter la grande armée, et à la pourvoir de tout ce qui pouvait lui être encore nécessaire.

Ce n'est pas en vingt jours qu'on parviendrait à mettre sur le pied de guerre une armée nombreuse, les régiments qui devraient la composer fussent-ils complètement organisés chacun de leur côté. La réunir sur le point principal du rassemblement, la distribuer en brigades et en divisions, lui former un état-major, lui procurer des parcs, des équipages, du matériel de tout genre, exigerait encore une suite d'opérations longues et compliquées. Mais Napoléon, surpris l'année précédente par l'Autriche au moment de passer en Angleterre, et cette année par la Prusse au retour d'Austerlitz, avait son armée toute prête, et cette fois même toute transportée sur le théâtre de la guerre, puisqu'elle se trouvait dans le haut Palatinat et la Franconie. Elle ne laissait rien à désirer sous aucun rapport. Discipline, instruction, habitude de la guerre renouvelée récemment dans une campagne immortelle, forces réparées par un repos de plusieurs mois, santé parfaite, ardeur de combattre, amour de la gloire, dévouement sans bornes à son chef, rien ne lui manquait. Si elle avait perdu quelque chose de cette régularité de manœuvres qui la distinguait en quittant Boulogne, elle avait remplacé cette qualité plus apparente que solide par une assurance et une liberté de mouvements qui ne s'acquiescent que sur les champs de bataille. Ses vêtements usés, mais propres, ajoutaient à son air martial. Comme nous l'avons dit ailleurs, elle n'avait voulu tirer des dépôts ni ses vêtements neufs ni sa solde, se réservant de jouir de tout cela lors des fêtes que Napoléon lui préparait en septembre, fêtes superbes, mais chimériques, hélas! comme le milliard promis autrefois par la Convention! Cette armée héroïque, vouée désormais à une guerre éternelle, ne devait plus connaître d'autres fêtes que les batailles, les entrées dans les capitales conquises, l'admiration des vaincus! C'est à peine si quelques-uns des braves qui la composaient étaient destinés à regagner

leurs foyers, et à mourir dans le calme de la paix! Et ceux-là même en vieillissant étaient condamnés à voir leur patrie envahie, démembrée, privée de la grandeur qu'elle devait à l'effusion de leur sang généreux!

Pendant, si bien préparée que soit une armée, elle ne l'est jamais au point de ne plus éprouver aucun besoin. Napoléon, à son expérience profonde de l'organisation des troupes, joignait une connaissance personnelle de son armée, vraiment extraordinaire. Il savait la résidence, l'état, la force de tous ses régiments. Il savait ce qui manquait à chacun d'eux, en hommes ou en matériel, et s'ils avaient laissé quelque part un détachement qui les affaiblît, il savait où le retrouver. Son premier soin était toujours de chauffer le soldat et de le garantir du froid. Il fit expédier sur-le-champ des souliers et des capotes. Il voulait que chaque homme eût une paire de souliers aux pieds, et deux dans le sac. L'une de ces deux paires fut donnée en gratification à tous les corps, et la fortune du soldat est si modique, que ce léger don n'était pas sans valeur. Il ordonna d'acheter en France et à l'étranger tous les chevaux de selle et de trait qu'on pourrait se procurer. L'armée n'en avait pas actuellement besoin, mais, dans sa sollicitude pour les dépôts, il désirait que les chevaux n'y manquaient pas plus que les hommes. Il ordonna ensuite de faire partir des dépôts, qui allaient regorger de conscrits, trois ou quatre cents hommes par régiment, afin de porter les bataillons de guerre à un effectif de huit ou neuf cents hommes chacun, sachant qu'après deux mois de campagne ils seraient bientôt réduits à celui de six ou sept cents. La force de la grande armée devait s'en trouver augmentée de vingt mille combattants, et il devenait possible alors de congédier sans la trop affaiblir les soldats usés par la fatigue, car pour cette armée de la révolution il n'y avait eu jusqu'ici d'autre terme à son dévouement que les blessures ou la mort. On voyait dans ses rangs de vieux soldats, attachés à leurs régiments comme à une famille, dispensés de tout service, mais toujours prêts dans un danger à déployer leur ancienne bravoure, et profitant de leurs loisirs pour conter à leurs jeunes successeurs les merveilles auxquelles ils avaient assisté. Il y avait, dans le grade de capitaine surtout, beaucoup d'officiers qui n'étaient plus en état de servir. Napoléon ordonna de tirer des écoles militaires tous les jeunes gens que leur âge rendait propres à la guerre, pour en former des

officiers. Il appréciait fort les sujets fournis par ces écoles; il les trouvait non-seulement instruits, mais braves, car l'éducation élève le cœur autant que l'esprit.

Après avoir pris les moyens de rajourner l'armée, il s'occupait de l'organisation de ses équipages. Il voulait qu'elle fût expéditive, et peu chargée de bagages. Son expérience ne le portait point à se passer de magasins, comme on l'a prétendu quelquefois, car il ne dédaignait aucun genre de prévoyance, et il ne négligeait pas plus les approvisionnements que les places fortes. Mais la guerre offensive, qu'il préférait à toute autre, ne permettait guère de créer des magasins, puisqu'il aurait fallu les créer sur le territoire ennemi, qu'on avait coutume d'envahir dès le début des opérations. Son système d'alimentation consistait à vivre chaque soir sur le pays occupé, à s'étendre assez pour se nourrir, pas assez pour être dispersé, et puis à trainer après soi, dans des caissons, le pain de plusieurs jours. Cet approvisionnement, ménagé avec soin, et renouvelé dès qu'on s'arrêtait, servait pour les cas de concentrations extraordinaires, qui précédaient et suivaient les batailles. Pour le transporter, Napoléon avait calculé qu'il lui fallait deux caissons par bataillon, et un caisson par escadron. En y joignant les voitures nécessaires aux malades et aux blessés, quatre ou cinq cents caissons devaient suffire à tous les besoins de l'armée. Il défendit expressément qu'aucun officier, qu'aucun général fit servir à son usage les charrois destinés aux troupes. Les transports étaient exécutés alors par une compagnie, qui louait à l'État ses caissons tout attelés. Ayant découvert que l'un des maréchaux, favorisé par cette compagnie, avait plusieurs voitures à sa disposition, Napoléon réprima cette infraction aux règles avec la dernière sévérité, et rendit le prince Berthier responsable de l'accomplissement de ses ordres. L'armée était alors exempte des abus que le temps, la richesse croissante de ses chefs, y introduisirent bientôt.

Napoléon commanda ensuite de grands amas de grain tout le long du Rhin, et une immense fabrication de biscuit. Ces vivres devaient être réunis à Mayence, et de Mayence dirigés par la navigation du Mein sur Wurtzbourg. Située dans la haute Franconie, tout près des défilés qui aboutissent en Saxe, et dominée par une excellente citadelle, Wurtzbourg devait être notre base d'opération. Napoléon rechercha si, dans les environs, il n'y aurait pas encore d'autres postes

fortifiés. Les officiers envoyés secrètement en reconnaissance ayant désigné Forchheim et Kronach, il ordonna de les armer, et d'y mettre en sûreté les vivres, munitions, outils, dont il avait prescrit la réunion.

Wurtzbourg appartenait depuis quelques mois à l'archiduc Ferdinand, celui qui avait été successivement grand-duc de Toscane, électeur de Salzbourg, et enfin, depuis la dernière paix avec l'Autriche, duc de Wurtzbourg. Ce prince sollicitait son adjonction à la Confédération du Rhin, au milieu de laquelle ses nouveaux États se trouvaient enclavés. Il était doux, sage, aussi bien disposé envers la France que pouvait l'être un prince autrichien; et on était assuré d'obtenir de lui toutes les facilités désirables pour les préparatifs qu'on voulait faire. Wurtzbourg devint donc le centre des rassemblements d'hommes et de matériel ordonnés par Napoléon.

L'argent ne manquait plus depuis la crise financière de l'hiver précédent. Napoléon, d'ailleurs, avait dans le trésor de l'armée une précieuse ressource. Sans dépenser ce trésor, exclusivement consacré aux dotations de ses soldats, il y faisait des emprunts, que l'État devait rembourser ensuite, en payant l'intérêt et le capital des sommes empruntées. Napoléon avait envoyé beaucoup de numéraire à Strasbourg, et confié des fonds au prince Berthier, pour vaincre par la puissance de l'argent comptant les obstacles que rencontrerait l'exécution de ses volontés.

La garde impériale avait voyagé en poste, comme on l'a vu, grâce aux relais de charrettes préparés sur la route. On avait expédié ainsi 5,000 grenadiers et chasseurs à pied. Ne pouvant user de ce mode de transport pour la cavalerie et l'artillerie, on achemina par la voie ordinaire les grenadiers et les chasseurs à cheval, formant près de 5,000 chevaux, ainsi que le pare d'artillerie de la garde, fort de 40 bouches à feu. C'était une réserve de 7,000 hommes, propre à parer à tous les accidents imprévus. Napoléon, aussi prudent dans l'exécution que hardi dans la conception de ses plans, faisait grand cas des réserves, et c'était surtout pour s'en créer une qu'il avait institué la garde impériale. Mais, prompt à découvrir les inconvénients attachés aux plus excellentes choses, il trouvait l'entretien de cette garde trop dispendieux, et craignait, pour la recruter, d'appauvrir l'armée en sujets de choix. Les vélites, espèce d'engagés volontaires, dont il avait imaginé la création, pour augmenter la garde sans puiser dans l'armée, lui avaient paru

trop coûteux aussi, et pas assez nombreux. Il ordonna donc de composer, sous le titre de *fusiliers de la garde*, un nouveau régiment d'infanterie, dont tous les soldats seraient choisis dans le contingent annuel, dont les officiers et sous-officiers seraient pris dans la garde, qui porterait l'uniforme de celle-ci, qui servirait avec elle, serait seulement traitée en jeune troupe, c'est-à-dire moins ménagée au feu, jouirait d'une très-légère augmentation de solde, et aurait bientôt toutes les qualités de la garde elle-même, sans coûter autant et sans priver l'armée de ses soldats les meilleurs. En attendant le résultat de cette ingénieuse combinaison, Napoléon eut recours au moyen déjà usité d'extraire des corps, et de réunir en bataillons, les compagnies de grenadiers et celles de voltigeurs. C'est ainsi qu'avaient été formés, en 1804, les grenadiers d'Arras, devenus depuis grenadiers Oudinot. On avait pris à cette époque les compagnies de grenadiers de tous les régiments qui n'étaient pas destinés à faire partie de l'expédition de Boulogne. Après Austerlitz, plusieurs de ces compagnies avaient été renvoyées à leurs corps. Napoléon ordonna de joindre à celles qui étaient demeurées ensemble les grenadiers et voltigeurs des dépôts et régiments stationnés dans les 25^e et 26^e divisions militaires (pays compris entre le Rhin, la Meuse et la Sambre), de les organiser en bataillons de 6 compagnies chacun, et de les acheminer sur Mayence. C'était un nouveau corps de 7,000 hommes, qui, joint à la garde impériale, devait porter la réserve de l'armée à 14,000 hommes. Il y ajouta 2,400 dragons d'élite, formés en bataillons de 4 compagnies ou escadrons, et devant servir soit à pied, soit à cheval, toujours à côté de la garde. Ces dragons, tirés de la Champagne, de la Bourgogne, de la Lorraine, de l'Alsace, pouvaient être transportés en une vingtaine de jours sur le Mein.

Les réserves dont nous venons de décrire la composition, ajoutées aux conscrits tirés des dépôts, allaient accroître considérablement les forces prêtes à marcher sur la Prusse. La grande armée était composée de sept corps, dont six seulement en Allemagne, le second, sous le général Marmont, ayant passé en Dalmatie. Les commandants de ces corps étaient demeurés les mêmes. Le maréchal Bernadotte commandait le premier corps, fort de 20,000 hommes; le maréchal Davoust commandait le troisième, fort de 27,000; le maréchal Soult était à la tête du quatrième, dont la force s'élevait à 52,000 soldats. Le maréchal Lannes, toujours dévoué, mais toujours sensible

et irritable, avait quitté un instant le cinquième corps, par suite d'un mécontentement passager. Il venait d'en reprendre le commandement au premier bruit de guerre. Ce corps montait à 22,000 hommes, même depuis que les grenadiers Oudinot n'en faisaient plus partie. Le maréchal Ney avait continué de diriger le sixième, resté à un effectif de 20,000 soldats présents au drapeau. Le septième, sous le maréchal Augereau, en comptait 17,000. La réserve de cavalerie, dispersée dans les pays fertiles en fourrage, pouvait réunir 28,000 cavaliers. Murat, toujours chargé de la commander, avait reçu ordre de quitter le duché de Berg : il accourait tout joyeux de recommencer un genre de guerre qu'il faisait si bien, et d'entrevoir pour prix de ses exploits, non plus un duché, mais un royaume.

Ces six corps, avec la réserve de cavalerie, ne présentaient pas moins de 170,000 combattants. En y ajoutant la garde, les troupes d'élite, les états-majors, le parc de réserve, on peut dire que la grande armée s'élevait à environ 190,000 hommes. Il était à présumer que dans les premiers jours elle ne serait pas rassemblée tout entière, car de la garde et des compagnies d'élite il ne devait y avoir d'arrivé que la garde à pied. Mais 170,000 hommes suffisaient, et au delà, pour le commencement de cette guerre. Les corps étaient composés des mêmes divisions, des mêmes brigades, des mêmes régiments que dans la dernière campagne : disposition fort sage, car soldats et officiers avaient appris à se connaître, et à se fier les uns aux autres. Quant à l'organisation générale, elle continuait d'être la même. C'était celle que Napoléon avait substituée à l'organisation de l'armée du Rhin, et dont il venait d'éprouver l'excellence dans la campagne d'Autriche, la première de toutes où l'on eût vu 200,000 hommes marchant sous un seul chef. L'armée se trouvait toujours divisée en corps qui étaient complets en infanterie et artillerie, mais qui n'avaient, en fait de cavalerie, que quelques chasseurs et husards pour se garder. Le gros de la cavalerie était toujours concentré sous Murat, et placé directement sous la main de Napoléon, par les motifs que nous avons fait connaître ailleurs. La garde, les compagnies d'élite formaient une réserve générale de toutes armes, ne quittant jamais Napoléon, et marchant près de lui, non pour veiller sur sa personne, mais pour obéir plus rapidement à sa pensée.

Les ordres de mouvement furent donnés de manière à être exécutés dans les premiers jours

d'octobre. Napoléon enjoignit aux maréchaux Ney et Soult de se réunir dans le pays de Bayreuth, pour former la droite de l'armée (voir la carte n° 54); aux maréchaux Davoust et Bernadotte, de se réunir autour de Bamberg, pour en former le centre; aux maréchaux Lannes et Augereau, de se réunir aux environs de Cobourg, pour en former la gauche. Il concentra ainsi ses forces sur les frontières de la Saxe, dans des vues militaires dont on appréciera bientôt l'étendue et la profondeur. Murat avait ordre de rassembler la cavalerie à Wurtzbourg. La garde à pied, transportée en six jours sur le Rhin, marchait vers le même point. Ces différents corps devaient être rendus à leur poste du 3 au 4 octobre. Il leur était expressément recommandé de ne pas dépasser les frontières de la Saxe.

Tout étant préparé, soit pour la sûreté de l'Empire, soit pour la guerre active qu'on allait entreprendre, Napoléon résolut de quitter Paris. Il n'était rien survenu de nouveau dans les relations avec la Prusse. Le ministre Laforest avait gardé le silence prescrit par Napoléon, mais il mandait que le roi, dominé par les passions de la cour et de la jeune aristocratie, étant parti pour son armée, il n'y avait plus d'espoir de prévenir la guerre, à moins que les deux monarques, présents à leurs quartiers généraux, n'échangeassent quelques explications directes, qui fissent cesser un déplorable malentendu, et pussent satisfaire l'orgueil des deux gouvernements. Malheureusement de telles explications n'étaient guère à espérer. M. de Knobelsdorf, resté à Paris, protestait des intentions pacifiques de son cabinet. Peu initié au secret des affaires, ne partageant ni ne comprenant les passions qui entraînaient sa cour, il jouait auprès de Napoléon le rôle d'un personnage respecté mais inutile. Les nouvelles du Nord représentaient la Russie comme pressée de répondre aux vœux de la Prusse, et tout occupée de préparer ses armées. Les nouvelles de l'Autriche la peignaient comme épuisée, pleine de rancune à l'égard de la Prusse, et n'étant à craindre pour la France que dans le cas d'un grand revers. Quant à l'Angleterre, M. Fox une fois mort, le parti de la guerre désormais triomphant avait résumé ses prétentions dans des propositions inacceptables, telles que de concéder les îles Baléares, la Sicile et la Dalmatie aux Bourbons de Naples, c'est-à-dire aux Anglais eux-mêmes, propositions que lord Lauderdale, sincère ami de la paix, soutenait méthodiquement, et avec une naïve ignorance des

intentions véritables de son cabinet. Napoléon ne voulut pas le congédier brusquement, mais il lui fit adresser une réponse qui équivalait à l'envoi de ses passe-ports. Il prescrivit ensuite une communication au Sénat, dans laquelle seraient exposées les longues négociations de la France avec la Prusse, et la triste conclusion qui les avait terminées. Il ordonna néanmoins de différer cette communication jusqu'à ce que la guerre fût irrévocablement déclarée entre les deux cours. Cependant, comme il fallait motiver son départ de Paris, il fit annoncer que dans un moment où les puissances du Nord prenaient une attitude menaçante, il croyait nécessaire de se mettre à la tête de son armée, afin d'être en mesure de parer à tous les événements. Il tint un dernier conseil pour expliquer aux dignitaires de l'Empire leurs devoirs et leur rôle, dans les divers cas qui pouvaient se présenter. L'archichancelier Cambacérès, l'homme auquel il réservait toute sa confiance, même quand il laissait à Paris ses deux frères Louis et Joseph, devait la posséder bien davantage quand il n'y laissait pas un seul des princes de sa famille. Napoléon lui confia les pouvoirs les plus étendus, sous les titres divers de président du Sénat, de président du Conseil d'État, de président du Conseil de l'Empire. Junot, l'un des hommes les plus dévoués à l'Empereur, avait le commandement des troupes cantonnées dans la capitale. Il ne restait à Paris que les femmes de la famille impériale. Encore Joséphine, effrayée de voir Napoléon exposé à de nouveaux dangers, avait-elle demandé et obtenu la permission de le suivre jusque sur les bords du Rhin. Elle espérait, en s'établissant à Mayence, être plus tôt et plus fréquemment informée de ce qui lui arriverait. Outre le gouvernement de l'Empire, l'archichancelier devait avoir celui de la famille impériale. Il lui était prescrit de conseiller et de contenir les personnes de cette famille qui manqueraient en quelque chose, ou aux convenances, ou aux règles tracées par l'Empereur lui-même.

Napoléon partit dans la nuit du 24 au 25 septembre, accompagné de l'impératrice et de M. de Talleyrand, s'arrêta quelques heures à Metz pour voir la place, et se dirigea ensuite sur Mayence, où il arriva le 28. Il apprit dans cette ville qu'un courrier de Berlin, qui devait lui remettre les dernières explications de la cour de Prusse, avait croisé sa marche avec la sienne, et continuait de courir vers Paris. Il ne pouvait donc obtenir qu'en s'avancant en Allemagne les éclaircisse-

ments définitifs qu'il attendait. Il vit à Mayence le maréchal Kellermann, préposé à l'organisation des dépôts, le maréchal Mortier, chargé de commander le huitième corps, et leur expliqua de nouveau comment ils avaient à se conduire en cas d'événement. Il fit compléter les approvisionnements de Mayence ; il apporta quelques modifications à l'armement de la place ; il pressa le départ des jeunes soldats tirés des dépôts, le transport des vivres et des munitions destinés à passer du Rhin dans le Mein, puis à remonter par le Mein jusqu'à Wurtzbourg. Une troupe d'officiers d'ordonnance, courant dans toutes les directions, se présentant à chaque instant pour lui rendre compte des missions qu'ils avaient remplies, et habitués à ne rien affirmer qu'ils ne l'eussent vu de leurs yeux, allaient et venaient sans cesse, pour lui faire connaître l'état vrai des choses, et le point auquel était parvenue l'exécution de ses ordres. A Mayence, Napoléon renvoya sa maison civile, pour ne garder auprès de lui que sa maison militaire. Il ne put se défendre d'un moment d'émotion en voyant couler les larmes de l'impératrice. Quoique plein de confiance, il finissait par céder lui-même à l'inquiétude générale que faisait naître autour de lui la perspective d'une longue guerre au Nord, dans des régions lointaines, contre des nations nouvelles. Il se sépara donc avec quelque peine de Joséphine et de M. de Talleyrand, et s'avança au delà du Rhin, bientôt distrait par ses vastes pensées, par le spectacle d'immenses préparatifs, d'un genre d'émotion qu'il écartait volontiers de son cœur, plus volontiers encore de son visage impérieux et calme.

Une grande affluence de généraux et de princes allemands l'attendaient à Wurtzbourg, pour lui offrir leurs hommages. Le nouveau duc de Wurtzbourg, propriétaire et souverain du lieu, avait précédé tous les autres. Ce prince, qu'il avait connu en Italie, rappelait à Napoléon les premiers jours de sa gloire, ainsi que les relations les plus amicales, car c'était le seul des souverains italiens qu'il n'eût pas trouvé occupé à nuire à l'armée française. Aussi n'avait-il été amené qu'avec peine à lui faire subir sa part des vicissitudes générales. Napoléon fut reçu dans le

palais des anciens évêques de Wurtzbourg, palais magnifique, peu inférieur à celui de Versailles, pompeux monument des richesses de l'Église germanique, autrefois si puissante et si grandement dotée, maintenant si pauvre et si déchu. Il eut avec l'archiduc Ferdinand un long entretien sur la situation générale des choses, et particulièrement sur les dispositions de la cour d'Autriche, dont ce prince était le plus proche parent, puisqu'il était frère de l'empereur François, et dont il avait une parfaite connaissance. Le duc de Wurtzbourg, ami de la paix, ayant les lumières des princes autrichiens élevés en Toscane, désirait dans l'intérêt de son repos un rapprochement entre l'Autriche et la France. Il prit occasion des derniers événements pour parler à Napoléon de la grave question des alliances, pour décrier auprès de lui celle de la Prusse, et vanter celle de l'Autriche. Il essaya de lui suggérer quelques-unes des idées qui avaient prévalu dans le dernier siècle, lorsque les deux cabinets de Versailles et de Vienne, unis contre celui de Berlin, étaient liés à la fois par une guerre commune et par des mariages. Il lui rappela que cette alliance avait été l'époque brillante de la marine française, et s'efforça de lui démontrer que la France, puissante sur le continent plus qu'elle n'avait besoin de l'être, manquait actuellement de la force maritime nécessaire pour rétablir et protéger son commerce, détruit depuis quinze années. Ce langage n'avait rien de nouveau pour Napoléon, car M. de Talleyrand le faisait tous les jours retentir à ses oreilles. Le duc de Wurtzbourg parut croire que la cour de Vienne saisisait volontiers cette occasion de se rapprocher de la France, et de se créer en elle un appui, au lieu d'un ennemi sans cesse menaçant. Napoléon, disposé par les circonstances présentes à accueillir de pareilles idées, en fut tellement touché qu'il écrivit lui-même à son ambassadeur, M. de la Rochefoucauld, et lui ordonna de faire à Vienne des ouvertures amicales, ouvertures assez réservées pour que sa dignité n'en souffrit pas, assez significatives pour que l'Autriche sût qu'il dépendait d'elle de former avec la France des liaisons intimes ¹.

Quelque puissant et confiant qu'il fût, Napoléon lequel il n'avait cessé d'éprouver et de professer une estime véritable.

*A M. de la Rochefoucauld, mon ambassadeur près
S. M. l'empereur d'Autriche.*

Wurtzbourg, le 3 octobre 1806.

Je suis depuis hier à Wurtzbourg, ce qui m'a mis à même de

¹ Nous citons la lettre suivante, écrite par Napoléon à M. de la Rochefoucauld, comme preuve des dispositions que nous lui prêtons en ce moment. Il ne faut attribuer les expressions violentes dont il se sert en parlant de la Prusse, qu'à l'irritation que lui inspirait la conduite inattendue de cette cour à son égard. Ce n'est pas dans ces termes qu'il s'exprimait ordinairement, surtout envers le roi de Prusse, pour

l'éon commençait à croire que, sans une grande alliance continentale, il serait toujours exposé au renouvellement des coalitions, détourné de sa lutte avec l'Angleterre, et obligé de dépenser sur terre des ressources qu'il lui aurait fallu dépenser exclusivement sur mer. L'alliance de la Prusse, qu'il avait cultivée, malheureusement avec trop peu de soin, venant de lui échapper, il était naturellement conduit à l'idée d'une alliance avec l'Autriche. Mais cette idée, fort récente chez lui, était une illusion d'un instant, peu digne de la ferme clairvoyance de son esprit. Sans doute, s'il eût voulu tout à coup payer d'un sacrifice cette alliance nouvelle, et rendre à l'Autriche quelques-unes des dépouilles qu'il lui avait arrachées, l'accord eût été possible, et sincère, Dieu le sait ! Mais comment demander à l'Autriche, privée en dix ans des Pays-Bas, de la Lombardie, des duchés de Modène et de Toscane, de la Souabe, du Tyrol, de la couronne germanique, comment lui demander de s'allier au conquérant qui lui avait enlevé tant de territoires et de puissance ? On pouvait bien espérer sa neutralité, après la parole donnée au bivac d'Urschitz, et sous l'influence des souvenirs de Rivoli, de Marengo, d'Austerlitz ; mais l'amener à une alliance était une chimère de M. de Talleyrand et du duc de Wurtemberg, l'un cédant à des goûts personnels, l'autre dominé par les intérêts de sa nouvelle position. Cette tendance à rechercher une alliance impossible prouvait bien quelle faute on avait commise en traitant légèrement l'alliance de la Prusse, qui était à la fois possible, facile, et fondée sur de grands intérêts communs. Au surplus ce rapprochement avec l'Autriche était un essai, que Napoléon tentait en passant,

m'entretenir longtemps avec Son Altesse Royale. Je lui ai fait connaître ma ferme résolution de rompre tous les liens d'alliance qui m'attachaient à la Prusse, quel que soit le résultat des affaires actuelles. D'après mes dernières nouvelles de Berlin, il est possible que la guerre n'ait pas lieu ; mais je suis résolu à n'être point l'allié d'une puissance si versatile et si méprisable. Je serai en paix avec elle sans doute, parce que je n'ai point le droit de verser le sang de mes peuples sous de vains prétextes. Cependant le besoin de tourner mes efforts du côté de ma marine me rend nécessaire une alliance sur le continent. Les circonstances m'avaient conduit à l'alliance de la Prusse ; mais cette puissance est aujourd'hui ce qu'elle a été en 1740, et dans tous les temps, sans conséquence et sans honneur. J'ai estimé l'empereur d'Autriche, même au milieu de ses revers, et des événements qui nous ont divisés ; je le crois constant et attaché à sa parole. Vous devez vous en expliquer dans ce sens, sans cependant y mettre un emproprement trop déplacé. Ma position et mes forces sont telles, que j'ai à ne redouter personne : mais enfin tous ces efforts chargent mes peuples. Des trois puissances de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, il m'en faut une pour alliée. Dans

pour ne pas négliger une idée utile, mais dont il ne regardait pas le succès comme indispensable, dans le haut degré de puissance auquel il était parvenu. Il espérait, en effet, malgré tout ce qu'on disait des Prussiens, les battre si complètement et si vite, qu'il aurait bientôt l'Europe à ses pieds, et pour allié l'épuisement de ses ennemis, à défaut de leur bonne volonté.

On vit encore arriver à Wurtemberg un membre important de la Confédération du Rhin ; c'était le roi de Wurtemberg, autrefois simple électeur, actuellement roi de la main de Napoléon, prince connu par l'emportement de son caractère et par la pénétration de son esprit. Napoléon avait à régler avec lui les détails du mariage déjà convenu, entre le prince Jérôme Bonaparte et la princesse Catherine de Wurtemberg. Après s'être occupé de cette affaire de famille, Napoléon s'entendit avec le roi de Wurtemberg sur le concours des confédérés du Rhin, qui, tous ensemble, devaient fournir environ 40,000 hommes, indépendamment des 15,000 Bavares concentrés autour de Braunau. Les Allemands auxiliaires s'étaient mal trouvés de servir sous le maréchal Bernadotte pendant la campagne d'Autriche. Les Bavares surtout demandaient comme grâce spéciale de ne plus obéir à ce maréchal. Il fut décidé que l'on réunirait tous les Allemands auxiliaires en un seul corps, et qu'on les placerait à la suite de la grande armée, sous les ordres du prince Jérôme, qui avait quitté le service de mer pour le service de terre. Ce prince étant destiné à épouser une princesse allemande, et probablement à recevoir sa dot en Allemagne, il était sage de le familiariser avec les Allemands, et de familiariser les Allemands avec lui.

aucun cas on ne peut se fier à la Prusse : il ne reste que la Russie et l'Autriche. La marine a fleuri autrefois en France par le bien que nous a fait l'alliance de l'Autriche. Cette puissance, d'ailleurs, a besoin de rester tranquille, sentiment que je partage aussi de cœur. Une alliance fondée sur l'indépendance de l'empire ottoman, sur la garantie de nos États, et sur des rapprochements qui consolideraient le repos de l'Europe, et me mettraient à même de jeter mes efforts du côté de ma marine, me conviendrait. La maison d'Autriche m'ayant fait faire souvent des insinuations, le moment actuel, si elle sait en profiter, est le plus favorable de tous. Je ne vous en dis pas davantage. J'ai fait connaître plus en détail mes sentiments au prince de Bénévent, qui ne manquera pas de vous en instruire. Du reste, votre mission est remplie le jour où vous aurez fait connaître, le plus légèrement possible, que je ne suis pas éloigné d'adhérer à un système qui serrerait mes liens avec l'Autriche. Ne manquez pas d'avoir l'œil sur la Moldavie et la Valachie, afin de me prévenir des mouvements des Russes contre l'empire ottoman. Sur ce, etc.

NAPOLÉON.

L'entretien de l'empereur des Français et du monarque allemand roula ensuite sur la cour de Prusse. Le roi de Wurtemberg pouvait donner à Napoléon d'utiles renseignements, car il avait les mains pleines de lettres écrites de Berlin, lesquelles peignaient avec vivacité l'exaltation qui s'était emparée de toutes les têtes, même de celles qu'on devait supposer les plus saines. Le duc de Brunswick, que son âge, sa raison éclairée, auraient dû préserver de l'entraînement général, y avait cédé lui-même, et il avait écrit au roi de Wurtemberg pour le menacer de planter bientôt les aigles prussiennes à Stuttgart, si ce prince n'abandonnait pas la Confédération du Rhin. Le roi de Wurtemberg, peu intimidé par de semblables menaces, montra toutes ces lettres à Napoléon, qui en fit son profit, et conçut contre la cour de Prusse un redoublement d'irritation. Napoléon s'informa beaucoup de l'armée prussienne et de son mérite réel. Le roi de Wurtemberg lui vanta outre mesure la cavalerie prussienne, et la lui présenta comme si redoutable, que Napoléon, frappé de ce qu'il venait d'entendre, en parla lui-même à tous ses officiers, prit soin de les préparer à cette rencontre, leur rappela la manière de manœuvrer en Égypte, et leur dit, avec la vivacité d'expression qui lui était propre, qu'il fallait marcher sur Berlin *en un carré de deux cent mille hommes*.

Quoique Napoléon n'eût reçu de la cour de Prusse aucune déclaration définitive, il se décida, sur le seul fait de l'invasion de la Saxe par l'armée prussienne, à considérer la guerre comme déclarée. L'année précédente, il avait qualifié d'hostilité l'invasion de la Bavière par l'Autriche; cette année il qualifia également d'hostilité l'invasion de la Saxe par la Prusse. Cette manière de poser la question était habile, car il ne paraissait intervenir en Allemagne que pour protéger les princes allemands du second ordre contre ceux du premier. A ces conditions, du reste, la guerre était complètement déclarée dans le moment, car les Prussiens avaient passé l'Elbe sur le pont de Dresde, et déjà même ils bordaient l'extrême frontière de la Saxe, comme les Français la bordaient de leur côté, en occupant le territoire franconien.

On ne comprendrait pas le plan de campagne de Napoléon contre la Prusse, l'un des plus beaux, des plus grands qu'il ait jamais conçus et exécutés, si on ne jetait un regard sur la configuration générale de l'Allemagne.

L'Autriche et la Prusse se partagent le sol de

l'Allemagne, comme elles s'en partagent la richesse, la domination, la politique, laissant entre elles un certain nombre de petits États, que leur situation géographique, les lois de l'empire, et l'influence française, ont maintenus jusqu'ici dans leur indépendance. L'Autriche est à l'orient de l'Allemagne, la Prusse au nord. (Voir la carte n° 28.) L'Autriche occupe et remplit presque en entier cette belle vallée du Danube, longue, sinueuse, d'abord resserrée entre les Alpes et les montagnes de la Bohême, puis s'ouvrant au-dessous de Vienne, et, devenue large de cent lieues entre les Carpathes et les montagnes d'Illyrie, embrassant dans ces vastes berges le superbe royaume de Hongrie. C'est au fond de cette vallée qu'il faut aller chercher l'Autriche, en passant le haut Rhin entre Strasbourg et Bâle, en traversant ensuite les défilés de la Souabe, et en descendant par une marche périlleuse le cours du Danube, jusqu'au bassin au milieu duquel Vienne s'élève et domine. La Prusse, au contraire, est établie dans les vastes plaines du nord, dont elle occupe l'entrée. C'est pourquoi on l'appelait jadis *Marche du Brandebourg*. Pour parvenir chez elle, il faut non pas remonter le haut Rhin jusqu'à Bâle, mais le passer vers la moitié de son cours, à Mayence, ou le descendre jusqu'à Wesel, et franchir ainsi, ou tourner, le centre montagneux de l'Allemagne. A peine est-on arrivé au delà des montagnes peu élevées de la Franconie, de la Thuringe et de la Hesse, qu'on débouche dans une plaine immense, que parcourent successivement le Wésér, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, le Niémen, qui se termine au nord à l'Océan septentrional, et à l'est au pied des monts Ourals. C'est cette plaine qu'on appelle Westphalie, Hanovre, Prusse, le long de la mer du Nord, Pologne à l'intérieur du continent, Russie jusqu'à l'Oural. Sur le penchant des montagnes de l'Allemagne, par lesquelles on y arrive, c'est-à-dire en Saxe, en Thuringe, en Hesse, elle est couverte d'une solide terre végétale, et sur le bord des fleuves d'une riche terre d'alluvion. Mais dans les intervalles qui séparent ces fleuves, et surtout le long de la mer, elle est constamment sablonneuse; les eaux, sans écoulement, y forment une quantité innombrable de lacs et de marécages. Pour unique accident de terrain elle présente des dunes de sable; pour unique végétation, des sapins, des bouleaux et quelques chênes. Elle est grave et triste comme la mer dont elle rappelle souvent l'image, comme la végétation élancée et sombre dont elle se couvre, comme le

ciel du Nord. Elle est très-fertile sur les bords des fleuves, mais dans l'intérieur une culture maigre se développe çà et là au milieu des éclaircies des forêts de sapins; et si quelquefois elle présente le spectacle de l'abondance, c'est lorsque de nombreux bestiaux ont engraisé le sol. Mais telle est la puissance de l'économie, de la persévérance, du courage, que, dans ces sables, s'est formé un État de premier ordre, sinon riche, du moins aisé, la Prusse, œuvre hardie et patiente d'un grand homme, Frédéric II, et d'une suite de princes qui, avant ou après Frédéric II, sans avoir son génie, ont été animés du même esprit. Et telle est aussi la puissance de la civilisation, que du sein de ces marécages, entourés de monticules sablonneux, ombragés de sapins et de bouleaux, le grand Frédéric a fait sortir la royale maison de Potsdam, le Versailles du Nord, où le génie des arts a su empreindre de grâce et d'élégance la tristesse de ces sombres et froides régions.

L'Elbe, le premier grand fleuve qu'on rencontre dans cette plaine, lorsqu'on descend des montagnes du centre de l'Allemagne, est le siège principal de la puissance prussienne, le boulevard qui la couvre, le véhicule qui transporte ses produits. Dans son cours supérieur il arrose les campagnes de la Saxe, traverse Dresde, et baigne le pied de la forteresse autrefois saxonne de Torgau. Ensuite il passe au milieu de la Prusse, entoure Magdebourg, sa principale forteresse, protège Berlin, sa capitale, laquelle est placée au delà, à égale distance de l'Elbe et de l'Oder, entre des laes, des dunes et des canaux. Enfin, avant de se jeter dans la mer du Nord, il forme le port de la riche cité de Hambourg, qui introduit en Allemagne, par les eaux de ce fleuve, les productions de l'univers. On comprend, à ce simple tracé de l'Elbe, l'ambition de la Prusse d'en posséder le cours tout entier, et d'absorber d'un côté la Saxe, de l'autre les villes hanséatiques et le Hanovre, ambition qui sommeille aujourd'hui, car toutes les ambitions européennes, assouvies aux dépens de la France en 1815, paraissent sommeiller pour un temps. Mais à l'époque dont nous retraçons l'histoire, l'ébranlement des États avait mis tous les désirs en feu et en évidence. La Prusse nous avait demandé les villes hanséatiques : quant à la Saxe, elle n'en avait jamais osé réclamer que la dépendance, sous le titre de Confédération du Nord; et il est naturel que Napoléon éprouvât à l'occasion de la Saxe toutes les jalousies qu'il éprouvait à l'occasion de la Bavière,

lorsqu'il commettait la faute d'être jaloux de la Prusse.

L'Elbe est donc le fleuve qu'il faut atteindre et franchir, quand on veut faire la guerre à la Prusse, comme le Danube est celui dont il faut descendre le cours, quand on veut faire la guerre à l'Autriche. Dès qu'on a réussi à forcer l'Elbe, les défenses de la Prusse tombent, car on lui enlève la Saxe, on annule Magdebourg, et Berlin n'a plus de protection. Les voies mêmes du commerce sont occupées par l'assaillant, ce qui devient grave si la guerre se prolonge. Ainsi tandis qu'on est obligé à l'égard du Danube, après être arrivé vers ses sources, d'en descendre le cours jusqu'à Vienne, à l'égard de l'Elbe, il suffit de l'avoir franchi pour avoir atteint le but principal; et, si on a conçu les vastes desseins de Napoléon, il devient alors nécessaire de courir à l'Oder, pour s'interposer entre la Prusse et la Russie, pour intercepter les secours de l'une à l'autre. Il faut même s'avancer jusqu'à la Vistule, battre la Russie en Pologne, où tant de ressentiments couvent contre elle, et suivre l'exemple d'Annibal, qui vint établir la guerre au centre des provinces italiennes, frémissantes sous le joug mal affermi de l'antique Rome. Tels sont les échelons de cette marche immense vers le Nord, qu'un seul homme a tentée jusqu'ici, Napoléon ! Cette marche sera-t-elle tentée encore une fois ? L'univers l'ignore. Si c'est l'intention de la Providence, que ce soit au moins une tentative sérieuse, au profit de la liberté et de l'indépendance de l'Occident !

Mais pour atteindre cette plaine septentrionale, à l'entrée de laquelle la Prusse est située, il faut traverser la contrée montagneuse qui forme le centre de l'Allemagne, ou bien la tourner en allant gagner la plage unie qui, sous le nom de Westphalie, s'étend entre les montagnes et la mer du Nord.

Cette contrée, qui ferme l'entrée de la Prusse (voir la carte n° 28), se compose d'un groupe de hauteurs boisées, long et large, qui d'un côté se lie à la Bohême, de l'autre, s'élève au nord jusqu'aux plaines de la Westphalie, au milieu desquelles il se termine, après s'être un moment redressé pour former les sommets du Hartz, si riches en métaux. Ce groupe montagneux qui sépare les eaux du Rhin de celles de l'Elbe, couvert dans sa partie supérieure de forêts, jette dans le Rhin, le Mein, la Lahn, la Sieg, la Ruhr, la Lippe, jette dans l'Elbe, l'Elster, la Saale, l'Unstrut, et enfin, directement dans la mer du Nord, l'Emset le Wésér.

Diverses routes se présentent pour le traverser. Premièrement, on peut, en partant de Mayence, se diriger à droite, remonter la vallée sinueuse du Mein, jusqu'au-dessus de Wurtzbourg, et même jusqu'à ses sources. Là, aux environs de Cobourg, on rencontre les sommets boisés qui, sous le nom de forêt de Thuringe, séparent la Franconie de la Saxe, et desquels s'échappent le Mein d'un côté, la Saale de l'autre. On les traverse par trois défilés, ceux de Bayreuth à Hof, de Kronach à Schleitz, de Cobourg à Saalfeld, puis on descend en Saxe par la vallée de la Saale. (Voir les cartes nos 28 et 54.) Telle est la première route. A gauche de ces sommets boisés qui forment la forêt de Thuringe, se trouve la seconde. Pour la suivre, on remonte le Mein, de Mayence jusqu'à Hanau; là on le quitte pour se jeter dans la vallée de la Werra, ou pays de Fulde, on laisse à droite la forêt de Thuringe, on descend par Eisenach, Gotha, Weimar, dans les plaines de la Thuringe et de la Saxe, et on arrive sur les bords de l'Elbe. Cette dernière voie a toujours été la grande route de l'Allemagne, celle de Francfort à Leipzig.

La troisième route enfin consiste à tourner le centre montagneux de l'Allemagne, et à s'élever au nord, jusqu'à ce qu'on ait atteint la plaine de la Westphalie, ce qu'on fait en suivant le cours du Rhin jusqu'à Wesel, en le passant à Wesel, en cheminant ensuite à travers la Westphalie et le Hanovre, les montagnes à droite, la mer à gauche. On trouve ainsi sur ses pas l'Ems, le Wésér, et enfin l'Elbe, devenu à cette extrémité de son cours l'un des fleuves les plus considérables de l'Europe.

De ces diverses manières de pénétrer dans la plaine du Nord, Napoléon avait choisi la première, celle qui conduit des sources du Mein aux sources de la Saale, en traversant les défilés de la Franconie.

Les motifs de son choix étaient profonds. D'abord il avait ses troupes dans la haute Franconie, et s'il les eût transportées vers le nord, pour gagner la Westphalie, il se serait exposé à faire le double ou le triple du chemin, et à démasquer son mouvement par la longueur seule du trajet. Indépendamment de la longueur et de la signification de ce trajet, il aurait rencontré l'Ems, le Wésér, l'Elbe, et eût été obligé de franchir ces fleuves dans la partie inférieure de leurs cours, lorsqu'ils sont devenus de redoutables obstacles. Ces raisons ne laissaient de choix qu'entre deux partis : ou il fallait prendre la grande route cen-

trale de l'Allemagne, qui se dirige par Francfort, Hanau, Fulde, Gotha, Weimar sur Leipzig, et passe à gauche de la forêt de Thuringe; ou bien il fallait remonter le Mein jusqu'à sa source, et se jeter de la vallée du Mein dans la vallée de la Saale, ce qui consistait à passer à la droite de la forêt de Thuringe. (Voir les cartes nos 28 et 54.) Cependant, entre ces deux routes, la seconde était de beaucoup préférable, par une raison qui tenait au plan général de Napoléon, et à son système de guerre. Plus il passait à droite, plus il avait chance de tourner les Prussiens par leur gauche, de les gagner de vitesse sur l'Elbe, de les séparer de la Saxe, de leur en ôter les ressources et les soldats, de franchir l'Elbe dans la partie de son cours la plus facile à traverser, de se rendre maître de Berlin, et enfin, après avoir devancé les Prussiens sur l'Elbe, de les prévenir sur l'Oder, par où les Russes pouvaient arriver à leur secours. Si Napoléon atteignait ce but, il faisait quelque chose de pareil à ce qu'il avait accompli l'année précédente, en tournant le général autrichien Mack, en isolant des secours russes, et en coupant en deux les forces de la coalition, de manière à battre une portion après l'autre. Être le premier sur l'Elbe et sur l'Oder était donc le grand problème à résoudre dans cette guerre, Pour cela, les défilés qui conduisent de la Franconie dans la Saxe, en passant à droite de la forêt de Thuringe, étaient la vraie route que Napoléon devait préférer, sans compter que ses troupes y étaient toutes transportées, et qu'il n'avait qu'à partir du point où elles se trouvaient pour entrer en action.

Mais à quoi il devait surtout s'appliquer pour réussir, c'était à mettre les Prussiens en doute sur son véritable projet, c'était à leur persuader qu'il prendrait la route de Fulde, d'Eisenach et de Weimar, c'est-à-dire la route centrale de l'Allemagne, celle qui passe à la gauche de la forêt de Thuringe. (Voir la carte n° 54.) Dans ce but, il avait placé une partie de son aile gauche, composée des cinquième et septième corps, aux ordres des maréchaux Lannes et Augereau, vers Kœnigshofen et Hildburghausen, sur la Werra, donnant à croire qu'il allait se transporter dans la haute Hesse. Et en effet, il y avait là de quoi les mettre en erreur. Napoléon ne s'en était pas tenu à cette démonstration; il avait voulu accroître leurs incertitudes en ordonnant d'autres démonstrations vers la Westphalie. La marche du roi de Hollande, précédée de faux bruits, avait eu cet objet. Cependant elle n'avait pu tromper

les Prussiens, jusqu'à leur persuader que Napoléon attaquerait par la Westphalie. Outre la présence de l'armée française dans la Franconie, une circonstance accessoire avait suffi pour les éclairer. La division Dupont, toujours employée séparément depuis les combats de Haslach et d'Albeck, avait été envoyée sur le bas Rhin, afin d'occuper le grand-duché de Berg. La guerre approchant, elle avait été ramenée sur Mayence et Francfort. Ce mouvement de gauche à droite enlevait toute vraisemblance à une opération offensive du côté de Westphalie, et conduisait à croire que l'attaque se ferait ou par le pays de Fulde, ou par la Franconie, soit à gauche, soit à droite de la forêt de Thuringe. Mais lequel de ces deux passages serait préféré par Napoléon? Là était le doute, que ce profond calculateur entretenait avec un soin infini dans l'esprit des généraux prussiens.

Rien ne peut donner une idée de l'agitation qui régnait parmi ces malheureux généraux. Ils étaient tous réunis à Erfurt, sur le revers de la forêt de Thuringe, avec les ministres, le roi, la reine et la cour, délibérant dans une espèce de confusion difficile à peindre. Les forces prussiennes, rassemblées d'abord dans chaque circonscription militaire, avaient été ensuite concentrées en deux masses, l'une aux environs de Magdebourg, sous le duc de Brunswick, l'autre aux environs de Dresde, sous le prince de Hohenlohe. (Voir la carte n° 54.) L'armée principale, portée de Magdebourg à Naumbourg, sur la Saale, puis à Weimar et Erfurt, était dans ce moment autour de cette dernière ville, rangée derrière la forêt de Thuringe, son front couvert par la longueur de la forêt, et sa gauche par les rives escarpées de la Saale. Le duc de Weimar, avec un fort détachement de troupes légères, occupait l'intérieur de la forêt, et poussait des reconnaissances au delà. Le général Ruchel formait la droite de cette armée avec les troupes de Westphalie.

On pouvait évaluer à 95,000 hommes cette armée principale, en y comprenant le corps du général Ruchel. La seconde armée, organisée en Silésie, avait été dirigée sur la Saxe, pour en-

traîner, moitié persuasion, moitié crainte, le malheureux électeur, qui n'avait ni intérêt ni goût à la guerre. Cédant enfin après beaucoup d'hésitations, il venait de promettre 20,000 Saxons, d'assez bonnes troupes, et de livrer le pont de Dresde aux Prussiens, à condition qu'on couvrirait la Saxe, en y plaçant l'une des deux armées agissantes. Les 20,000 Saxons n'étaient pas prêts, et faisaient attendre le prince de Hohenlohe, qui remontait lentement la Saale, pour prendre position vis-à-vis des défilés qui conduisent de la Franconie en Saxe, en face du rassemblement des troupes françaises. Le contingent prussien du pays de Bayreuth, sous le commandement du général Tauenzien, s'était retiré sur Schleitz, à notre approche, et formait ainsi l'avant-garde du prince de Hohenlohe. Celui-ci, avec les 20,000 Saxons qu'il attendait, et les trente et quelques mille Prussiens de la Silésie, devait avoir sous la main un corps de plus de 50,000 hommes.

Telles étaient les deux armées prussiennes. Pour toute réserve, il y avait à Magdebourg un corps d'environ 15,000 hommes, placé sous les ordres d'un prince de Wurtemberg, brouillé avec sa famille. Il faut ajouter à cette énumération les garnisons des places de l'Oder et de la Vistule, qui montaient à environ 25,000 hommes. Ainsi les Prussiens, compris 20,000 Saxons, n'avaient pas plus de 180 ou 185,000 soldats à leur disposition, et n'en comptaient pas en propre plus de 160 ou 165,000 ¹.

On allait donc opposer 180,000 Allemands à 190,000 Français, que 100,000 autres devaient suivre bientôt, et qui étaient tellement aguerris, qu'ils pouvaient être présentés dans la proportion d'un contre deux, quelquefois même d'un contre trois, aux meilleures troupes européennes. Nous ne parlons pas du poids que jetaient dans la balance le génie et la présence de Napoléon. La folie d'une telle lutte était par conséquent bien grande de la part des Prussiens, sans compter la faute politique d'une guerre entre la Prusse et la France, faute, il est vrai, égale des deux côtés. Du reste, les Prussiens étaient braves, comme le

¹ Voici le tableau des forces prussiennes, à notre avis, le plus exact :

Avant-garde sous le duc de Weimar . . .	10,000 hommes.
Corps principal sous le duc de Brunswick . . .	66,000
Troupes de Westphalie, formant, sous le général Ruchel, la droite du duc de Brunswick	17,000
Total de l'armée principale	95,000 hommes.

Corps du prince de Hohenlohe (Saxons compris)	50,000
Réserve sous le prince de Wurtemberg . . .	15,000
Garnisons de l'Oder et de la Vistule	25,000

Total des forces prussiennes 185,000 hommes.

On peut néanmoins les évaluer à 185,000, car le corps du prince de Hohenlohe était en général estimé à plus de 50,000 hommes.

furent toujours les Allemands ; mais , depuis la fin de la guerre de Sept Ans , c'est-à-dire depuis 1763 , ils n'avaient figuré dans aucune guerre sérieuse , car leur intervention en 1792 , dans la lutte de l'Europe contre la Révolution française , n'avait été ni bien longue , ni bien opiniâtre . Aussi n'avaient-ils participé à aucun des changements apportés depuis quinze ans à l'organisation des troupes européennes ; ils faisaient consister l'art de la guerre dans une régularité de mouvements , qui sert beaucoup plus sur les champs de manœuvre que sur les champs de bataille ; ils étaient suivis d'une quantité de bagages suffisante à elle seule pour perdre une armée , par les obstacles qu'elle apporte à sa marche . Au surplus l'orgueil , qui est une grande force morale , était extrême chez les Prussiens , surtout parmi les officiers , et il était accompagné chez eux d'un sentiment plus noble encore , d'un patriotisme irréféchi mais ardent .

Leur armée ne péchait pas moins par la confusion des conseils que par la qualité des troupes . Le roi avait confié la direction de cette guerre au duc de Brunswick , par déférence pour la vieille renommée de ce neveu , de cet élève du grand Frédéric . Il y a des réputations établies qui sont quelquefois destinées à perdre les empires : on ne pourrait pas en effet leur refuser le commandement , et quand on le leur a déferé , le public , qui aperçoit l'insuffisance sous la gloire , blâme un choix qu'il a imposé , et le rend plus fâcheux en infirmant par la critique l'autorité morale du commandement , sans laquelle l'autorité matérielle n'est rien . C'est ce qui arrivait pour le duc de Brunswick . On déplorait généralement ce choix parmi les Prussiens , et on s'en exprimait avec une hardiesse dont il eût été impossible de trouver ailleurs un exemple , car il semblait que chez cette nation la liberté d'esprit et de langage dût prendre naissance dans le sein de l'armée . Le duc de Brunswick , doué de lumières étendues , avantage que ne possèdent pas toujours les hommes dont la renommée a exagéré le mérite , se jugeait impropre aux guerres si actives et si terribles du temps . Il avait accepté le commandement par une faiblesse de vieillard , pour n'avoir pas le chagrin de le laisser à des rivaux , et il se sentait accablé sous ce fardeau . Jugeant aussi bien les autres qu'il se jugeait lui-même , il appréciait comme elle le méritait la folie de la cour et celle de la jeune noblesse militaire , et il n'en était pas moins effrayé que de sa propre insuffisance . A côté du duc de Brunswick se trou-

vait un autre débris du règne de Frédéric , c'était le vieux maréchal de Mollendorf , lui aussi chargé d'années , mais modeste , dévoué , n'exerçant aucune autorité , et uniquement appelé à donner des avis , car le roi , incertain en toutes choses , n'osant pas prendre le commandement , et ne pouvant se résoudre à le confier entièrement à personne , voulait consulter au sujet de chacune des résolutions de son état-major , et juger chaque ordre avant d'en permettre l'exécution . A la faiblesse des vieillards se joignaient les prétentions des jeunes gens , convaincus qu'à eux seuls appartenaient le talent et le droit de faire la guerre . Le principal d'entre eux était le prince de Hohenlohe , chef de la seconde armée , et l'un des souverains allemands dépouillés de leurs États par la nouvelle Confédération du Rhin . Plein de passions et d'orgueil , il devait à quelques hardiesse heureuses , dans la guerre de 1792 , la réputation d'un général habile et entreprenant . Cette réputation , fort peu méritée , avait suffi pour lui inspirer l'ambition d'être indépendant du généralissime , et d'agir d'après ses inspirations personnelles . Il en avait adressé la demande au roi , qui , n'osant ni accéder ni résister à ses désirs , avait souffert à côté du commandement en chef un commandement secondaire , mal défini , tendant à l'isolement et à l'insubordination . Voulant attirer la guerre à lui , le prince de Hohenlohe s'efforçait d'établir le théâtre des opérations principales sur la haute Saale , où il se trouvait , tandis que le duc de Brunswick aspirait à le fixer derrière la forêt de Thuringe , où il était venu se placer . De ce triste conflit devaient naître bientôt les plus fâcheuses conséquences . Venaient ensuite les déclamateurs , comme le général Ruchel , celui qui s'était permis d'offenser M. d'Haugwitz ; le prince Louis , qui avait si fort contribué à entraîner la cour , décidés les uns et les autres à ne favoriser que le plan qui aboutirait à l'offensive immédiate , dans la crainte d'un retour vers les idées pacifiques , et d'un accommodement entre Frédéric-Guillaume et Napoléon . Parmi ces généraux , et contrastant avec eux , se faisait remarquer le maréchal Kalkreuth , moins âgé que les uns , moins jeune que les autres , supérieur à tous par ses talents , propre encore aux fatigues quoique ayant pris une part glorieuse aux campagnes du grand Frédéric , jouissant de la confiance de l'armée et la méritant , jugeant la guerre actuelle extravagante , le chef chargé de la diriger incapable , disant de plus son opinion avec une hardiesse

qui contribuait à ébranler profondément l'autorité du généralissime. C'est par lui que l'armée aurait voulu être commandée, bien qu'en présence des soldats français et de Napoléon il n'eût peut-être pas mieux fait que le duc de Brunswick lui-même. A ces personnages militaires étaient venus s'ajouter divers personnages civils, M. d'Haugwitz, premier ministre, M. Lombard, secrétaire du roi, M. de Lucchesini, ministre de Prusse à Paris, plus une quantité de princes allemands, entre autres l'électeur de Hesse, qu'on cherchait vainement à entraîner dans la guerre, et, enfin, complétant ce pêle-mêle, la reine avec quelques-unes de ses dames, montant à cheval, et se montrant aux troupes qui la saluaient de leurs acclamations. Lorsque les gens sensés demandaient ce que faisait là cette personne auguste, qui, par son rang et son sexe, semblait si déplacée dans un quartier général, on répondait que son énergie était utile, qu'elle seule soutenait le roi, l'empêchait de faiblir, et on alléguait ainsi pour excuser sa présence une raison non moins inconvenante que sa présence elle-même.

M. d'Haugwitz, M. Lombard, et tous les anciens partisans de l'alliance française, essayaient d'obtenir leur pardon par un désaveu peu honorable de leur conduite antérieure. MM. d'Haugwitz et Lombard, qui avaient assez d'esprit pour juger ce qui se passait sous leurs yeux, et qui auraient dû se retirer quand la politique de paix était devenue impossible, pour laisser à M. de Hardenberg les conséquences de la politique de guerre, affectaient au contraire la plus grande chaleur de sentiments, afin qu'on crût à la sincérité de leur retour. Ils poussaient la faiblesse jusqu'à se calomnier eux-mêmes, en insinuant que leur attachement à l'alliance française n'avait été de leur part qu'une feinte pour tromper Napoléon, et pour différer une rupture qu'ils prévoyaient, mais dont le roi, toujours ami de la paix, leur avait impérieusement commandé de reculer le terme. Se donner comme des fourbes autrefois, afin de passer pour des hommes sincères aujourd'hui, n'était ni bien habile, ni bien honorable. Tout ce que gagnait M. d'Haugwitz à se conduire de la sorte, c'était de perdre en un jour le mérite d'une politique sage qui lui appartenait, pour assumer la responsabilité d'une politique désastreuse qui lui était étrangère.

Il y avait alors en Allemagne un pamphlétaire spirituel et éloquent, ennemi ardent de la France, et dont les passions patriotiques, quoique vraies,

n'étaient pas entièrement désintéressées, car il recevait des cabinets de Vienne et de Londres le prix de ses diatribes : ce pamphlétaire était M. de Gentz. C'est lui qui depuis plusieurs années écrivait les manifestes de la coalition, et remplissait les journaux de l'Europe de déclamations virulentes contre la France. MM. d'Haugwitz et Lombard l'avaient appelé au quartier général prussien, pour qu'il voulût bien rédiger le manifeste de la Prusse, et ils en étaient, devant cet auteur de libelles, aux prières, aux caresses, aux excuses, l'accablant de prévenances et de marques de distinction, jusqu'à le présenter à la reine elle-même, et à lui ménager des entrevues avec cette princesse. Après l'avoir souvent dénoncé à la France comme un boute-feu vendu à l'Angleterre, ils le suppliaient en ce moment d'enflammer contre cette même France tous les cœurs allemands. Ils l'avaient chargé en outre d'être auprès de l'Autriche la caution de leur sincérité, s'excusant de combattre si tard l'ennemi commun, par l'assurance de l'avoir détesté toujours.

C'est au milieu de cette étrange réunion de militaires, de princes, de ministres, d'hommes, de femmes, tous se mêlant d'opiner, de conseiller, d'approuver ou de blâmer, qu'on discutait la politique et la guerre. M. d'Haugwitz, qui cherchait à prolonger ses illusions, comme il avait cherché à prolonger son pouvoir, tâchait de persuader à chacun que tout allait bien, très-bien, beaucoup mieux qu'on n'aurait pu l'espérer. Il se vantait d'avoir trouvé chez l'Autriche des dispositions extrêmement amicales, et parlait même de communications secrètes qui faisaient présager le concours prochain de cette puissance. Il célébrait la générosité de l'empereur Alexandre, et publiait, à titre de nouvelle certaine, l'arrivée immédiate des troupes russes sur l'Elbe. Il donnait comme acquise l'adhésion de l'électeur de Hesse, et l'adjonction à l'armée prussienne de 50,000 Hessois, soldats les meilleurs de la Confédération. Enfin il annonçait la réconciliation soudaine de la Prusse avec l'Angleterre, et le départ d'un plénipotentiaire britannique pour le quartier général prussien. M. d'Haugwitz ne pouvait croire cependant à la vérité de ces nouvelles, car il savait que l'Autriche, gardant le souvenir de la conduite tenue à son égard, se joindrait à la Prusse le jour seulement où Napoléon serait vaincu, c'est-à-dire quand on n'aurait presque plus besoin d'elle ; que les troupes russes arriveraient sur l'Elbe dans trois ou quatre mois,

c'est-à-dire à une époque où la question serait décidée; que l'électeur de Hesse, toujours astucieux, attendait le résultat de la première bataille pour se prononcer; que l'Angleterre enfin, dont la réconciliation avec la Prusse était en effet certaine, ne pouvait fournir que de l'argent, tandis qu'il aurait fallu des soldats pour les opposer aux terribles soldats de Napoléon. Il savait que la question consistait toujours à vaincre avec l'armée prussienne, réduite à ses propres forces, énermée par une longue paix, commandée par un vieillard, l'armée française constamment victorieuse depuis quinze ans, et commandée par Napoléon. Mais cherchant à tromper les autres, et à se tromper lui-même, un jour, une heure de plus, il semait des bruits auxquels il ne croyait pas, et s'efforçait de couvrir de quelques ombres le précipice où l'on marchait.

On n'était pas dans de meilleures dispositions d'esprit pour discuter les plans de campagne. Tout ce qu'on avait conclu des grandes leçons d'art militaire données par Napoléon à l'Europe, c'est qu'il fallait sur-le-champ prendre l'offensive, battre les Français avec leurs propres armes, c'est-à-dire avec l'audace et la célérité, et comme la Prusse n'était pas capable de supporter longtemps les frais d'un si grand armement, se hâter d'en finir, en livrant une bataille décisive avec toutes les forces réunies de la monarchie. On se persuadait sérieusement même après Austerlitz, même après Hohenlinden, et cent autres batailles rangées, que les Français, vifs et adroits, étaient propres surtout à la guerre de poste, mais que dans une action générale, où seraient engagées de grandes masses, la solide et savante tactique de l'armée prussienne l'emporterait sur leur inconsistante agilité. Ce qu'il fallait surtout pour plaire à ce monde agité, pour en être écouté avec faveur, c'était de parler de guerre offensive. Quiconque eût apporté un plan de guerre défensive, quelque bien raisonné que ce plan pût être; quiconque, invoquant les règles éternelles de la prudence, aurait osé dire qu'à un ennemi profondément expérimenté, singulièrement impétueux, jusqu'alors invincible, il fallait opposer le temps, l'espace, les obstacles naturels bien choisis, en sachant attendre l'occasion, que la fortune n'accorde ni aux téméraires qui la devancent, ni aux timides qui la fuient, mais aux habiles qui la saisissent quand elle se présente; quiconque eût osé donner de tels conseils eût été accueilli comme un lâche, ou comme un traître vendu à Napoléon. Cependant l'armée prussienne ne pou-

vant alors tenir tête à l'armée française, le plus simple bon sens conseillait de présenter à Napoléon d'autres obstacles que des poitrines de soldats. Ces obstacles, tels qu'on pouvait déjà les entrevoir, et tels que l'expérience les révéla bientôt, étaient la distance, le climat, la jonction des forces russes et allemandes dans les profondeurs glacées du Nord. Il ne fallait donc pas, en se portant en avant, épargner à Napoléon une moitié de la distance, transporter la guerre sous un climat tempéré, et lui fournir l'avantage de combattre les Prussiens avant l'arrivée des Russes. Il ne fallait pas surtout devant un ennemi si prompt, si adroit, si habile à profiter d'un faux mouvement, s'exposer, en prenant une position trop avancée, à être coupé de sa ligne d'opération, séparé de l'Elbe ou de l'Oder, et enveloppé, anéanti au début même de la guerre. Les Autrichiens, qu'on avait tant blâmés l'année précédente, auraient dû servir de leçon, et empêcher, par le souvenir de leurs malheurs, qu'on ne donnât une seconde fois le spectacle des Allemands surpris, battus, désarmés, avant l'arrivée de leurs auxiliaires du Nord.

Ainsi la prudence enseignait qu'il fallait, au lieu de s'avancer jusqu'aux montagnes boisées qui séparent la vallée de l'Elbe de celle du Rhin, se tenir tout simplement en masse derrière l'Elbe, seule barrière qui pût arrêter les Français, leur en disputer le passage du mieux qu'on pourrait, puis, l'Elbe franchi par eux, se retirer sur l'Oder, et de l'Oder sur la Vistule, jusqu'à ce qu'on eût rejoint les Russes, en tâchant de ne livrer que des actions partielles, lesquelles, sans rien compromettre, auraient rendu aux Prussiens l'habitude de la guerre, qu'ils avaient perdue depuis longtemps. C'est quand on aurait pu réunir cent cinquante mille Prussiens à cent cinquante mille Russes, dans les plaines tour à tour fangeuses ou glacées de la Pologne, que les difficultés sérieuses auraient commencé pour Napoléon.

Ce n'était pas du génie, nous le répétons, mais du simple bon sens qu'il fallait pour concevoir un tel plan. D'ailleurs un Français, un grand général, Dumouriez, qui avait autrefois sauvé la France contre ce même duc de Brunswick, et qui depuis, dépravé par l'exil, tâchait de conseiller nos ennemis, sans en être écouté, Dumouriez envoyait mémoires sur mémoires aux cabinets européens, pour leur apprendre que se retirer, en opposant à Napoléon les distances, le climat, la faim et les ruines, était le plus sûr moyen de le combattre. Napoléon lui-même le pensait si

bien que, lorsqu'il fut informé que les Prussiens s'avançaient au delà de l'Elbe, il refusa d'abord de le croire ¹.

Il est vrai que par l'adoption d'un tel plan on perdait le concours de la Hesse et de la Saxe, les plus belles provinces de la monarchie abandonnées sans combat à l'ennemi, les ressources dont ces provinces abondaient, la capitale, et enfin l'honneur des armes compromis par une retraite aussi brusque. Mais ces objections, graves sans doute, étaient plus spécieuses que solides. La Hesse, en effet, ne voulait pas se donner à des gens qui avaient déjà le secou de la défaite sur le front. Vingt mille Saxons ne valaient pas le sacrifice d'un bon système de guerre. Les provinces qu'on se faisait scrupule d'abandonner allaient être perdues de gré ou de force par un mouvement offensif de Napoléon, et quand on lui avait vu parcourir l'Autriche à pas de géant, sans être arrêté par les montagnes ou les fleuves, il était puéril de compter l'espace avec lui. Ces lignes de la forêt de Thuringe, de l'Elbe, de l'Oder, qu'on craignait de livrer, on était certain de se les voir enlever par une seule manœuvre de Napoléon, sans en pouvoir faire les degrés successifs d'une retraite bien calculée, et en perdant, outre les provinces contenues entre ces lignes, l'armée elle-même, c'est-à-dire la monarchie. Enfin pour ce qui regardait l'honneur des armes, il fallait tenir peu de compte des apparences : une retraite qu'on peut imputer au calcul n'a jamais compromis la réputation d'une armée.

Au surplus, aucune de ces idées n'avait été discutée dans le conseil tumultueux, où roi, princes, généraux, ministres, délibéraient sur les opérations de la prochaine guerre. Il y régnait une telle ardeur, qu'on ne souffrait la discussion qu'entre des plans offensifs, et ces plans tendaient tous à porter l'armée prussienne en Franconie, au milieu des cantonnements de l'armée française, pour surprendre celle-ci, et la rejeter sur le Rhin, avant qu'elle eût le temps de se concentrer.

¹ Voici un fragment de lettre qui révèle la manière de penser de Napoléon à cet égard :

A M. le maréchal prince de Neuchâtel.

Saint-Cloud, 24 septembre 1805.

Mon cousin, je vous envoie la copie des ordres de mouvement de l'armée, que je vous ai adressés le 20 du courant au matin, et que je suis fâché de ne pas vous avoir envoyés douze heures après le départ de mon courrier du 20 septembre, parce qu'il aurait pu être intercepté. Cependant je n'ai pas lieu de le craindre. Vous aurez dû recevoir, le 24 à midi, mon

Le plan qui aurait le mieux convenu à la prudence du duc de Brunswick eût été de rester blotti derrière la forêt de Thuringe, et d'attendre dans cette position que Napoléon débouchât par l'un ou l'autre côté de cette forêt, par les défilés de la Franconie en Saxe, ou par la route centrale de l'Allemagne, qui va de Francfort à Weimar. (Voir la carte n° 54.) Dans le premier cas, les Prussiens, la droite à la forêt de Thuringe, le front couvert par la Saale, n'avaient qu'à laisser avancer Napoléon. S'il voulait les assaillir avant d'aller plus loin, ils lui opposaient les bords de la Saale, presque impossibles à franchir devant une armée de 140,000 hommes. S'il courait à l'Elbe, ils le suivaient, toujours couverts par ces mêmes bords de la Saale. Si, au contraire, ce qui était moins probable, vu le lieu choisi pour le rassemblement de ses troupes, Napoléon, traversant toute la Franconie, venait gagner la route centrale d'Allemagne, le trajet était si long, qu'on avait le temps de se réunir en masse, et de choisir un terrain convenable pour lui livrer bataille au moment où il déboucherait des montagnes. Certainement, à ne pas adopter dès l'origine la ligne de l'Elbe pour premier théâtre de guerre défensive, il n'y avait pas mieux à faire que de se placer derrière la forêt de Thuringe, comme le duc de Brunswick y était disposé.

Mais quoique ce fût là son avis, il n'osa pas le proposer. Cédant à l'entraînement général, il imagina un plan de guerre offensive. Le prince de Hohenlohe, son contradicteur ordinaire, en imagina un autre. Pour prendre la position qu'ils occupaient, le duc de Brunswick était parti de Magdebourg, le prince de Hohenlohe de Dresde, le premier remontant la rive gauche, le second remontant la rive droite de la Saale. On pouvait, dans le système de la guerre offensive, passer, comme nous l'avons dit, par l'un ou l'autre côté de la forêt de Thuringe, ou remonter la haute Saale, et traverser les défilés qui mettent en communication la Saxe avec la Franconie, devant lesquels se rassemblaient alors les Français, ou

premier courrier du 20. Quand la présente vous parviendra, ce qui sans doute aura lieu le 27, des ordres auront été donnés au maréchal Soult, qui sera parti dès le 26 ; et, comme il lui faut trois ou quatre jours de marche pour se rendre à Amberg, il pourrait y être le 30, quoiqu'il n'ait l'ordre que d'y être le 5. Vous recevrez le présent courrier le 27, afin que vous accélériez le mouvement du maréchal Soult. *Il importe qu'il arrive vite à Amberg, puisque l'ennemi est à Hof, extravagance dont je ne le croyais pas capable, pensant qu'il resterait sur la défensive le long de l'Elbe....*

Signé NAPOLÉON.

bien se porter du côté opposé, traverser la haute Hesse, et marcher d'Eisenach sur Fulde, Schweinfurt et Wurtzbourg. (Voir la carte n° 54.) Le prince de Hohenlohe, voulant jouer le rôle principal, proposait, en laissant le duc de Brunswick où il était, de remonter la haute Saale, de franchir les défilés de la Franconie, de se jeter sur le haut Mein, de surprendre les Français à peine rassemblés, et de les refouler sur le bas Mein, sur Wurtzbourg, Francfort et Mayence. Une fois le refoulement commencé, le duc de Brunswick se serait joint à lui, par n'importe quelle route, pour achever la dérouté des Français avec toute la masse des forces prussiennes.

Le duc de Brunswick avait formé le projet d'agir par le côté opposé, de se porter en avant par Eisenach, Fulde, Schweinfurt, Wurtzbourg, c'est-à-dire par la route centrale de l'Allemagne, de tomber sur Wurtzbourg même, et de couper ainsi de Mayence tous les Français qui étaient dans la Franconie. Ce projet valait assurément mieux, car tandis que le prince de Hohenlohe, en proposant de déboucher sur le haut Mein, aurait replié les Français sur le bas Mein, de Cobourg sur Wurtzbourg, et aurait tendu à les rallier en les repliant, le duc de Brunswick au contraire, en se dirigeant sur Wurtzbourg même, aurait coupé les Français qui étaient sur le haut Mein de ceux qui se trouvaient sur le bas Mein, se serait interposé entre Wurtzbourg qui était le centre de leurs rassemblements, et Mayence qui était leur base d'opération. De plus il aurait agi avec 140,000 hommes réunis, et tenté l'offensive avec la masse de forces qu'il y faut consacrer, quand on ose la prendre. Mais quel que fût le plan qu'on adoptât, pour qu'il eût des chances de réussir, il fallait, premièrement, que l'armée prussienne fût, sinon égale en qualité à l'armée française, capable au moins de supporter sa rencontre; secondement, qu'on devançât Napoléon, et qu'on le surprit avant qu'il eût concentré toutes ses forces sur Wurtzbourg. Or le duc de Brunswick avait donné ses ordres de mouvement pour le 10 octobre, et Napoléon était à Wurtzbourg le 5, à la tête de ses forces rassemblées, et en mesure de faire face à tous les événements.

Tandis qu'on disputait ainsi sur ces plans offensifs, tous fondés sur la donnée ridicule de surprendre les Français le 10 octobre, lorsque Napoléon était déjà le 5 au milieu de ses troupes réunies, on apprit son arrivée à Wurtzbourg, et on commença d'entrevoir ses dispositions. On comprit dès lors qu'on avait mal calculé en mesu-

rant son activité sur celle qu'on avait soi-même, et le duc de Brunswick, qui, sans posséder le coup d'œil, la résolution, l'activité d'un grand général, était doué néanmoins d'un jugement exercé, sentit plus vivement le danger d'aller affronter l'armée française déjà formée, et ayant Napoléon à sa tête. Il renonça dès cet instant à des projets d'offensive, conçus par condescendance, et s'attacha de plus en plus à la position défensive prise derrière la forêt de Thuringe. Il s'efforça de démontrer à tous ceux qui l'entouraient les avantages de cette position, car, leur répétait-il sans cesse, si Napoléon passait par Kœnigshofen, Eisenach, Gotha, Erfurt, ce qui l'amenait en Allemagne par la grande route centrale, on pouvait le prendre en flanc, au moment où il déboucherait des montagnes; si, au contraire, il se présentait par les défilés aboutissant de la Franconie en Saxe, sur la haute Saale, on occupait le cours de cette rivière, et on l'attendait de pied ferme derrière ses bords escarpés. D'autres raisons que le duc de Brunswick n'avouait pas lui inspiraient pour cette position une préférence décidée. Au fond il blâmait la guerre, et il venait de découvrir avec joie une chance de la conjurer. A en croire les rapports des espions, Napoléon faisait exécuter de grands travaux défensifs vers Schweinfurt, sur la route même de Wurtzbourg à Kœnigshofen et Eisenach. Il était vrai que Napoléon, afin de tromper les Prussiens, avait ordonné des travaux dans différentes directions, notamment dans celle de Schweinfurt, Kœnigshofen, Hildburghausen et Eisenach. Le duc de Brunswick en concluait, non pas que Napoléon songeait à se présenter par la grande route centrale de Francfort à Weimar, mais qu'il voulait s'établir autour de Wurtzbourg, et y prendre une position défensive. Ses entretiens avec M. de Lucchesini contribuaient également à le lui persuader. Cet ambassadeur, qui avait si malheureusement irrité son cabinet deux mois auparavant par des rapports exagérés, mêlant maintenant un peu de vrai à beaucoup de faux, affirmait que Napoléon au fond ne désirait pas la guerre, qu'il avait sans doute traité légèrement la Prusse, mais qu'il n'avait jamais nourri contre elle aucun projet d'agression, et qu'il serait bien possible qu'il vînt se placer à Wurtzbourg pour y attendre, derrière de bons retranchements, le dernier mot du roi Frédéric-Guillaume.

Il était bien tard pour oser produire cette vérité, et c'était choisir pour la produire l'instant où elle avait cessé d'être exacte. Si Napo-

l'éon, en effet, avant de quitter Paris, avait été peu enclin à la guerre, et très-disposé à en finir avec la Prusse au moyen de quelques explications amicales, maintenant qu'il se trouvait à la tête de son armée, et que son épée était à moitié hors du fourreau, il allait la tirer tout entière, et agir avec la promptitude qui lui était naturelle. Rien ne s'accordait moins avec son caractère que le projet de s'établir en avant de Wurtzbourg dans une position défensive. Mais de ce projet faussement prêté à Napoléon, et des rapports de M. de Lucchesini, le duc de Brunswick concluait avec une secrète joie qu'il était possible d'éviter la guerre, surtout si on avait la précaution de rester derrière la forêt de Thuringe, et de laisser entre les deux armées cet obstacle à leur rencontre.

Le roi, sans le dire, partageait ce sentiment. On convoqua donc le 5 octobre, à Erfurt, un dernier conseil de guerre, auquel assistèrent le duc de Brunswick, le prince de Hohenlohe, le maréchal de Mollendorf, plusieurs officiers d'état-major, les chefs de corps, le roi lui-même et ses ministres. Ce conseil dura deux jours entiers. Le duc y proposa la question suivante : était-il prudent d'aller chercher Napoléon dans une position inattaquable, quand on n'avait plus, comme dans le premier projet d'offensive, l'espoir de le surprendre ? — On disputa sur ce sujet longuement et violemment. Le prince de Hohenlohe fit encore surgir, par le moyen de son chef d'état-major, l'idée d'opérer par la haute Saale, et de franchir les défilés, au débouché desquels Napoléon avait rassemblé ses troupes. On combattit cette idée du côté du duc de Brunswick, et on fit de nouveau sentir les avantages de la position prise derrière la forêt de Thuringe. Les deux généraux en chef soutinrent ainsi une lutte opiniâtre par l'intermédiaire de leurs officiers d'état-major. Il n'y eut, au reste, d'accord nulle part. Tandis que le duc de Brunswick était en vive contestation avec le prince de Hohenlohe, M. d'Haugwitz disputait avec M. de Lucchesini, et soutenait, à propos des dispositions pacifiques prêtées à Napoléon, qu'il n'était plus temps d'y compter. Au choc des idées vint se joindre le choc des passions, et le général Ruchel se permit une nouvelle offense envers M. d'Haugwitz. Chacun n'emporta de ce débat qu'une plus grande confusion d'esprit, et une plus profonde amertume de cœur. Le roi surtout, qui cherchait avec bonne foi à s'éclairer, qui n'osait se fier à ses lumières, et qui sentait l'imminence du dan-

ger, le roi avait l'âme navrée. Dans l'impossibilité de se fixer, le conseil, éprouvant le besoin de mieux connaître les véritables résolutions de Napoléon, s'était arrêté au projet d'une reconnaissance générale, exécutée simultanément par les trois principaux corps d'armée du prince de Hohenlohe, du duc de Brunswick et du général Ruchel. Le roi fit modifier cette singulière conclusion, en réduisant les trois reconnaissances à une seule, qui serait dirigée par le colonel de Muffling, officier d'état-major du duc de Brunswick, sur cette même route d'Eisenach à Schweinfurt, vers laquelle Napoléon semblait faire quelques préparatifs de défense. Ordre fut donné au prince de Hohenlohe de continuer la concentration de l'armée de Silésie sur la haute Saale, en laissant le général Tauenzien, avec le détachement de Bayreuth, en observation vers les défilés de la Franconie. A cette mesure militaire on ajouta une mesure politique, ce fut d'envoyer à Napoléon une note définitive, pour lui signifier les résolutions irrévocables de la cour de Prusse. On devait exposer dans cette note les rapports qui avaient existé entre les deux cours, les mauvais procédés dont la France avait payé les bons procédés de la Prusse, l'obligation où était le cabinet de Berlin d'exiger une explication qui portât sur tous les intérêts en litige, et qui fût précédée par une démarche rassurante pour l'Allemagne, c'est-à-dire par la retraite immédiate des troupes françaises en deçà du Rhin. On demandait cette retraite à jour fixe, et on voulait qu'elle commençât le 8 octobre.

Assurément si on souhaitait encore la paix, la note projetée était un moyen fort mal imaginé pour la maintenir, car c'était méconnaître étrangement le caractère de Napoléon, que de lui adresser une sommation de se retirer à jour fixe. Mais tandis que le duc de Brunswick et le roi cherchaient à se ménager une dernière chance de paix, en restant derrière la forêt de Thuringe, ils étaient forcés, pour contenter les furieux qui poussaient à la guerre, de faire quelques démonstrations apparentes de fierté, se soumettant ainsi aux caprices d'une armée qui s'était transformée en multitude populaire, et qui criait, exigeait, ordonnait, comme fait la multitude quand on lui livre les rênes.

Voilà comment les Prussiens avaient dépensé le temps que Napoléon employait de son côté en préparatifs si actifs et si bien conçus. Ne s'arrêtant pas à Wurtzbourg, il s'était rendu à Bamberg, où il différait son entrée en Saxe jusqu'à un

dernier mot de la Prusse, qui fit peser sur elle, et non sur lui, le tort de l'agression. Sa droite, composée des corps des maréchaux Soult et Ney, était en avant de Bayreuth, prête à déboucher par le chemin de Bayreuth à Hof, sur la haute Saale. (Voir la carte n° 54.) Son centre, formé des corps des maréchaux Bernadotte et Davoust, précédé de la réserve de cavalerie, et suivi de la garde à pied, se trouvait à Kronach, n'attendant qu'un ordre pour s'avancer par Lobenstein sur Saalbourg et Schleitz. Sa gauche, consistant dans les corps des maréchaux Lannes et Augereau, faisant vers Hildburghausen des démonstrations trompeuses, devait au premier signal se reporter de gauche à droite, de Cobourg vers Neustadt, afin de déboucher par Grafenthal sur Saalfeld. Ces trois colonnes avaient à parcourir les défilés étroits, bordés de bois et de rochers, qui mettent en communication la Franconie avec la Saxe, et qui viennent aboutir sur la haute Saale. Toutefois la frontière de la Saxe n'était pas encore franchie, et on se tenait sur le territoire franconien, le pied levé pour marcher. La garde impériale n'était pas, il est vrai, réunie tout entière; il manquait la cavalerie et l'artillerie de cette garde, qui n'avaient pu voyager en poste comme l'infanterie; il manquait aussi les compagnies d'élite et le grand parc. Mais Napoléon avait sous la main environ 170,000 hommes, et c'était plus qu'il n'en fallait pour accabler l'armée prussienne.

En recevant le 7 la note de la Prusse, il fut extrêmement courroucé. Le major général Berthier, se trouvait auprès de lui. « Prince, lui dit-il, nous serons exacts au rendez-vous; et le 8, au lieu d'être en France, nous serons en Saxe. » Il adressa sur-le-champ la proclamation suivante à son armée :

« SOLDATS,

« L'ordre pour votre rentrée en France était parti; vous vous étiez déjà rapprochés de plusieurs marches; des fêtes triomphales vous attendaient! Mais lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance! Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin. Le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisait, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine encore dans leurs conseils. Si

« ce n'est plus Paris qu'ils veulent renverser
 « jusque dans ses fondements, ce sont aujourd'hui leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans les capitales de nos alliés, ce sont nos lauriers qu'ils veulent arracher de notre front!
 « Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée... Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe. Aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts, vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des aigles prussiennes?
 « Malheur donc à ceux qui nous provoquent!
 « Que les Prussiens éprouvent le même sort qu'ils éprouvèrent il y a quatorze ans! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié est plus terrible que les tempêtes de l'Océan. »

Le lendemain 8 octobre, Napoléon donna l'ordre à toute l'armée de franchir la frontière de la Saxe. Les trois colonnes, dont elle se composait, s'ébranlèrent à la fois. Murat, qui précédait le centre, entra le premier à la tête de la cavalerie légère et du 27^e léger, et lança ses escadrons par le défilé du milieu, celui de Kronach à Lobenstein. A peine arrivé au delà des hauteurs boisées qui séparent la Franconie de la Saxe, il envoya sur la droite vers Hof, sur la gauche vers Saalfeld, divers détachements, afin de dégager l'issue des débouchés par lesquels devaient pénétrer les autres colonnes de l'armée. Ensuite il marcha droit de Lobenstein sur Saalbourg. Il y trouva postée sur la Saale une troupe d'infanterie et de cavalerie, appartenant au corps du général Tauenzien. L'ennemi fit mine d'abord de défendre la Saale, qui est un faible obstacle dans cette partie de son cours, et envoya plusieurs volées de canon à nos cavaliers. On lui riposta avec quelques pièces d'artillerie légère, attachées ordinairement à la réserve de cavalerie; puis on lui montra plusieurs compagnies d'infanterie du 27^e léger. Il ne défendit ni le passage de la Saale, ni Saalbourg, et se retira vers Schleitz, à quelque distance du lieu de cette première rencontre. Du

côté de Hof, sur notre droite, la cavalerie ne découvrit rien qui pût gêner la marche des maréchaux Soult et Ney, assez forts d'ailleurs pour se faire jour.

A gauche au contraire, vers Saalfeld, elle aperçut au loin un gros rassemblement, commandé par le prince Louis. Ces deux corps du général Tauenzien et du prince Louis faisaient partie de l'armée du prince de Hohenlohe, qui, malgré l'ordre formel qu'il avait reçu de passer sur la rive gauche de la Saale, et de venir s'appuyer au duc de Brunswick, différait d'obéir, et restait dispersé dans le pays montueux que la Saale traverse à son origine.

Les trois colonnes de l'armée française continuèrent à s'avancer simultanément par les défilés indiqués, celle de gauche demeurant toutefois un peu en arrière, parce qu'elle avait à se reporter de Cobourg sur Grafenthal, ce qui l'obligeait à faire douze lieues par des routes peu praticables à l'artillerie. Du reste nul obstacle sérieux n'arrêtait la marche de nos troupes. L'esprit de l'armée était excellent ; le soldat manifestait la plus grande gaieté, et ne paraissait tenir aucun compte de quelques souffrances, inévitables dans un pays pauvre et difficile. La victoire, dont il ne doutait pas, était pour lui le dédommagement à tous les maux.

Le lendemain 9 octobre, le centre quitta Saalbourg, et s'avança sur Schleitz, après avoir franchi la Saale. Murat, avec deux régiments de cavalerie légère, et Bernadotte, avec la division Drouet, marchaient en tête. On arriva devant Schleitz vers le milieu du jour. Schleitz est un bourg, situé sur un petit cours d'eau qu'on appelle le Wiesenthal, et qui se jette dans la Saale. (Voir la carte n° 54.) Au pied d'une hauteur au delà de Schleitz et du Wiesenthal, on apercevait rangé en bataille le corps du général Tauenzien. Il était adossé à cette hauteur, son infanterie déployée, sa cavalerie disposée sur ses ailes, l'artillerie sur son front. Il paraissait fort de 8,000 hommes d'infanterie et de 2,000 de cavalerie. Napoléon, qui avait couché dans les environs de Saalbourg, accourut sur les lieux dès le matin, et à la vue de l'ennemi il ordonna l'attaque. Le maréchal Bernadotte dirigea quelques compagnies du 27^e léger, commandées par le général Maison, sur Schleitz. Le général Tauenzien, averti que le gros de l'armée française suivait cette avant-garde, ne songea pas à défendre le terrain qu'il occupait. Il se contenta de renforcer le détachement qui gardait Schleitz, afin de gagner par un

petit combat d'arrière-garde le temps de se retirer. Le général Maison entra dans Schleitz avec le 27^e léger, et en repoussa les Prussiens. Au même instant, les 94^e et 95^e régiments de ligne, de la division Drouet, passaient le Wiesenthal, l'un au-dessous de Schleitz, l'autre dans Schleitz même, et contribuaient à précipiter la retraite de l'ennemi, qui se porta vers les hauteurs en arrière de Schleitz. On le poursuivit rapidement sur ces hauteurs, et, arrivé sur leur sommet, on en descendit le revers à sa suite. Murat, accompagné du 4^e de hussards et du 5^e de chasseurs (celui-ci resté un peu en arrière), serra de près l'infanterie ennemie, qui était escortée par 2,000 chevaux. En voyant le peu de forces dont Murat disposait, quelques escadrons prussiens se jetèrent sur lui. Murat les prévint, les chargea, le sabre à la main, à la tête du 4^e de hussards, et les repoussa. Mais ramené bientôt par une cavalerie plus nombreuse, il manda en toute hâte le 5^e de chasseurs, ainsi que l'infanterie légère du général Maison, qui n'avaient pas encore pu le joindre. Il eut dans l'intervalle plusieurs charges à supporter, et les soutint avec sa vaillance accoutumée.

Heureusement le 5^e de chasseurs accourut au galop, rallia le 4^e de hussards, et fournit à son tour une charge vigoureuse. Mais le général Tauenzien, voulant se débarrasser de ces deux régiments de cavalerie légère, lança sur eux les dragons rouges saxons ainsi que les hussards prussiens. Dans ce moment arrivaient cinq compagnies du 27^e léger, conduites par le général Maison. Celui-ci, n'ayant pas le temps de les former en carré, les arrêta sur place, de manière à couvrir le flanc de notre cavalerie, puis fit exécuter à bout portant un feu si juste, qu'il renversa sur le carreau deux cents dragons rouges. Alors toute la cavalerie prussienne prit la fuite. Murat, avec le 4^e de hussards et le 5^e de chasseurs, courut après elle, et refoula pêle-mêle dans les bois la cavalerie et l'infanterie du général Tauenzien. L'ennemi se retira en toute hâte, jetant sur les routes beaucoup de fusils et de chapeaux, et laissant dans nos mains environ 400 prisonniers, indépendamment de 500 morts ou blessés. Mais l'effet moral de ce combat fut plus grand que l'effet matériel, et les Prussiens purent voir dès lors à quels soldats ils avaient affaire.

Si Murat, comme Napoléon lui en fit la remarque, avait eu sous la main un peu plus de cavalerie, il n'aurait pas été autant obligé de

payer de sa personne, et les résultats eussent été plus considérables ¹.

Napoléon fut extrêmement satisfait de ce premier combat, qui lui prouvait combien la cavalerie prussienne, quoique très-bien montée et très-habile à manier ses chevaux, était peu à craindre pour ses solides fantassins et ses hardis cavaliers. Il établit son quartier général à Schleitz, afin d'y attendre le reste de la colonne du centre, afin surtout de donner à sa droite, conduite par les maréchaux Ney et Soult, à sa gauche, conduite par les maréchaux Lannes et Augereau, le temps de franchir les défilés, et de venir prendre sur ses ailes une position de bataille. D'après ce qu'il voyait, et d'après ce que lui rapportaient ses espions, qui avaient trouvé le pays couvert de colonnes détachées, il jugeait qu'il venait de

¹ *Au grand-duc de Berg et de Clèves, à Schleitz.*

Au quartier général impérial et royal, le 10 octobre 1806, à cinq heures du matin.

Le général Rapp m'a fait connaître l'heureux résultat de la soirée. Il m'a paru que vous n'aviez pas sous la main assez de cavalerie réunie. En l'éparpillant toute, il ne vous restera rien. Vous avez six régiments; je vous avais recommandé d'en avoir au moins quatre dans la main. Je ne vous en ai vu hier que deux. Les reconnaissances sur la droite deviennent aujourd'hui beaucoup moins importantes : le maréchal Soult arrivant à Plauen, c'est sur Pösneck et sur Saalfeld qu'il faut porter de fortes reconnaissances pour savoir ce qui s'y passe. Le maréchal Lannes est arrivé le 9 au soir à Grafenthal. Il attaquera demain Saalfeld. Vous savez combien il m'importe de connaître dans la journée le mouvement sur Saalfeld, afin que, si l'ennemi avait réuni là plus de 25,000 hommes, je pusse y faire marcher des renforts par Possheim et les prendre en queue. J'ai donné l'ordre aux divisions Dupont et Beaumont de se porter sur Schleitz. Il faut, à tout événement, reconnaître une belle position en avant de Schleitz qui puisse servir de champ de bataille à plus de 80,000 hommes. Cela ne doit pas vous empêcher de profiter de la pointe du jour pour pousser de fortes reconnaissances sur Auma et Pösneck, en les faisant même soutenir par la division Drouet. La première division du maréchal Davoust sera à Saalbourg, les deux autres divisions seront en avant, près d'Obersdorf, et sa cavalerie légère en avant. Je donne ordre au maréchal Ney de se rendre à Tanna. Votre grande affaire doit être aujourd'hui d'abord de profiter de la journée d'hier pour ramasser le plus de prisonniers et recueillir le plus de renseignements possible; 2^o de reconnaître Auma et Saalfeld, afin de savoir positivement quels sont les mouvements de l'ennemi. Sur ce, etc.

NAPOLÉON.

² Nous citons la lettre suivante, qui indique la pensée de Napoléon en ce moment.

Au maréchal Soult, à Plauen.

Obersdorf, le 10 octobre 1806, huit heures du matin.

Nous avons culbuté hier les 8,000 hommes qui, de Hof, s'étaient retirés à Schleitz, où ils attendaient des renforts dans la nuit. Leur cavalerie a été écharpée et un colonel a été pris. Plus de 2,000 fusils et casquettes ont été trouvés sur le champ de bataille. L'infanterie prussienne n'a pas tenu. Nous n'avons ramassé que 200 ou 500 prisonniers, parce que c'était la nuit,

surprendre l'ennemi dans un mouvement de concentration, et qu'il allait lui causer un grand trouble. Les rapports de l'aile droite, envoyés par les maréchaux Soult et Ney, apprenaient qu'ils n'avaient rien devant eux, et qu'ils apercevaient à peine quelques détachements de cavalerie s'éloignant à leur approche. Au contraire, les nouvelles de la gauche parlaient d'un corps à Saalfeld, devant lequel le maréchal Lannes devait arriver le lendemain 10. Napoléon en concluait que l'ennemi se retirait vers la Saale, et laissait ouverte la grande route de Dresde. Il était résolu, non pas à s'y engager avant d'avoir battu les Prussiens, mais à les battre sans retard, soit qu'ils vinsent à sa rencontre pour lui barrer le chemin, soit qu'il fallût aller les chercher derrière les bords escarpés de la Saale ².

et qu'ils se sont éparpillés dans les bois. Je compte sur un bon nombre ce matin.

Voici ce qui me semble le plus clair : il paraît que les Prussiens avaient le projet d'attaquer; que leur gauche débouche demain par Iéna, Saalfeld et Cobourg; que le prince de Hohenlohe avait son quartier général à Iéna et le prince Louis à Saalfeld. L'autre colonne débouche par Meiningen sur Fulde. De sorte que je suis porté à penser que vous n'avez personne devant vous, peut-être pas 1,000 hommes jusqu'à Dresde. Si vous pouvez leur écraser un corps, faites-le. Voici mes projets pour aujourd'hui. Je ne puis pas marcher, j'ai trop de choses en arrière. Je pousserai mon avant-garde à Auma. J'ai reconnu un bon champ de bataille en avant de Schleitz pour 80,000 ou 100,000 hommes. Je fais marcher le maréchal Ney à Tanna; il se trouvera à deux lieues de Schleitz. Vous-même, de Plauen, n'êtes pas assez loin pour ne pas pouvoir y venir dans vingt-quatre heures.

Le 3, l'armée prussienne a fait encore un mouvement sur la Thuringe, de sorte que je la crois arriérée d'un grand nombre de jours. Ma jonction avec ma gauche n'est pas encore faite, si ce n'est par des postes de cavalerie qui ne signifient rien.

Le maréchal Lannes n'arrive qu'aujourd'hui à Saalfeld, à moins que l'ennemi n'y soit en forces considérables.

Ainsi les journées des 10 et 11 seront perdues pour marcher en avant. Si ma jonction est faite, je pousserai jusqu'à Neustadt et Triplitz. Après cela, quelque chose que fasse l'ennemi, s'il m'attaque, j'en serai enchanté; s'il se laisse attaquer, je ne le manquerai pas. S'il file par Magdebourg, vous serez avant lui à Dresde. Je désire beaucoup une bataille. Si l'ennemi a voulu m'attaquer, c'est qu'il a une grande confiance dans ses forces. Il n'y a point d'impossibilité alors qu'il attaque. C'est ce qu'il peut me faire de plus agréable. Après cette bataille, je serai avant lui à Dresde et à Berlin.

J'attends avec impatience ma garde à cheval; 40 pièces d'artillerie et 5,000 chevaux comme ceux-là ne sont pas à dédaigner. Vous voyez actuellement mes projets pour aujourd'hui et demain. Vous êtes maître de vous conduire comme vous l'entendrez, mais procurez-vous du pain, afin que, si vous venez me joindre, vous en ayez pour quelques jours.

Si vous trouvez à faire quelque chose contre l'ennemi à une marche de vous, vous pouvez le faire hardiment. Établissez de petits postes de cavalerie pour correspondre rapidement de Schleitz à Plauen. Jusqu'à cette heure, il me semble que la campagne commence sous les plus heureux auspices.

J'imagine que vous êtes à Plauen. Il est très-convenable que vous vous en empariez.

Faites-moi connaître ce que vous croyez avoir devant

Le prince de Hohenlohe, toujours persuadé que lui seul avait deviné les projets de Napoléon, que lui seul avait imaginé le vrai moyen de les déjouer, en proposant de le devancer dans les défilés de la Franconie, flottait entre mille pensées diverses. Tantôt il inclinait à exécuter les ordres du duc de Brunswick et à repasser la Saale, tantôt il formait la folle résolution de se porter vers Mittel-Pöllnitz, pour y livrer bataille, et donnait ainsi à ses troupes peu propres à la marche, chargées de bagages, mal approvisionnées, des ordres et contre-ordres qui les désespéraient. Sur ces entrefaites, le prince Louis, impatient de rencontrer les Français, et voulant à tout prix devenir l'avant-garde de l'armée prussienne, avait obtenu qu'on le laissât à Saalfeld, où il était encore le 10 octobre au matin.

C'est vers ce point que la colonne française de gauche devait marcher, aussitôt qu'elle aurait débouché de Grafenthal. Parvenu le 9 à Grafenthal, Lannes, qui formait la tête de cette colonne, se dirigea sur Saalfeld dès le matin du 10. Il y fut rendu de très-bonne heure. Les coteaux boisés qui bordent ordinairement la Saale s'éloignent en ce point de son lit, et y laissent une plaine marécageuse, au milieu de laquelle la petite ville de Saalfeld s'élève, entourée de murs, et assise au bord même de la rivière. Arrivé sur le pourtour de ces hauteurs, d'où l'on plonge sur Saalfeld, Lannes aperçut en avant de la ville le corps du prince Louis, qui consistait en 7,000 fantassins et 2,000 cavaliers. Le prince avait pris une position peu militaire. Sa gauche, composée d'infanterie, s'appuyait à la ville et à la rivière; sa droite, composée de cavalerie, s'étendait dans la plaine. Dominé sur son front par le cercle des hauteurs, d'où l'artillerie française pouvait le mitrailler, il avait sur ses derrières un petit ruisseau marécageux, la Schwartzta, qui vient se jeter dans la Saale au-dessous de Saalfeld, et qui est assez difficile à traverser. Sa retraite était donc fort mal assurée. S'il eût été capable de quelque sagesse, et moins obligé par ses bravades antérieures de se montrer téméraire, il aurait dû se retirer au plus tôt, et descendre la Saale jusqu'à Rudolstadt ou Iéna. Malheureusement il n'était ni dans son caractère, ni dans son rôle, de reculer à la première rencontre des

Français. Lannes n'avait sous la main ni le corps d'Augereau, formant avec lui la colonne de gauche, ni même son corps tout entier. Il était réduit à la simple division Suchet et à deux régiments de cavalerie légère, les 9^e et 10^e de Hussards. Il n'en commença pas moins l'attaque tout de suite. Il disposa d'abord son artillerie sur les hauteurs d'où l'on dominait la ligne de bataille du prince Louis, et se mit à la canonner vivement. Puis il jeta sur sa gauche une partie de la division Suchet, avec ordre de filer le long des bois qui couronnaient les hauteurs, et de tourner la droite du prince Louis, en descendant sur les bords du ruisseau de la Schwartzta. En peu d'instants ce mouvement fut exécuté. Tandis que l'artillerie, placée en batterie sur le front des Prussiens, les occupait en leur tuant du monde, nos tirailleurs, se glissant à travers les bois, commençaient sur leurs derrières un feu imprévu et d'une justesse meurtrière. Lannes alors fit descendre son infanterie en masse dans la plaine, pour culbuter l'infanterie ennemie. Le prince Louis, quand même il aurait eu de la guerre une expérience qui lui manquait, n'avait dans cette position aucun bon parti à prendre. Il commença par se porter vers son infanterie, afin de soutenir le choc de la division Suchet. Mais, après des efforts de bravoure dignes d'un meilleur emploi, il vit ses bataillons rompus, et poussés confusément sur les murs de Saalfeld. Ne sachant où donner de la tête, il courut à sa cavalerie, pour charger les deux régiments de hussards, qui avaient suivi le mouvement de nos tirailleurs. Il les chargea avec impétuosité, et parvint d'abord à les repousser. Mais ces deux régiments ralliés, et ramenés vigoureusement en avant, rompirent sa nombreuse cavalerie, et la poursuivirent avec une telle ardeur, que, réduite à l'impossibilité de se reformer, elle se jeta en désordre dans les marécages de la Schwartzta. Le prince, revêtu d'un brillant uniforme, paré de toutes ses décorations, se comportait dans la mêlée avec la vaillance qui convenait à sa naissance et à son caractère. Deux de ses aides de camp se firent tuer à côté de lui. Bientôt entouré, il voulut se sauver, mais son cheval se trouva embarrassé dans une haie, et il fut obligé de s'arrêter. Un maréchal des logis du 10^e de

vous. Rien de ce qui était à Hof ne s'est retiré par Dresde.

P. S. Je reçois à l'instant votre dépêche du 9 à six heures du soir. J'approuve les dispositions que vous avez faites. Le renseignement que les 1,000 chevaux qui étaient à Plauen se sont retirés à Géra ne me laisse point de doutes que Géra ne soit le

point de réunion de l'armée ennemie. Je doute qu'elle puisse s'y réunir entièrement avant que j'y sois. Au reste, dans la journée je recevrai d'autres renseignements et j'aurai des idées plus précises. Vous-même à Plauen, les lettres interceptées à la poste vous en fourniront.

hussards, croyant avoir affaire à un officier d'un grade élevé, mais nullement à un prince de sang royal, courut à lui, en criant : « Général, rendez-vous ! » Le prince répondit à cette sommation par un coup de sabre. Le maréchal des logis, lui portant alors un coup de pointe au milieu de la poitrine, le renversa mort à bas de son cheval. On entoura le corps du prince, qui fut reconnu, et déposé, avec tous les égards dus à son rang et à son infortune, dans la ville de Saalfeld. Les troupes prussiennes et saxonnes, car il y avait sur ce point des unes et des autres, privées de chef, enfermées dans un coupe-gorge, s'échappèrent comme elles purent, nous abandonnant vingt bouches à feu, 400 morts ou blessés, et un millier de prisonniers.

Tel fut le début de la campagne. Les premiers coups de la guerre, comme le dit le lendemain Napoléon dans le bulletin de la journée, venaient de tuer l'un de ses auteurs. On était si près les uns des autres, que Napoléon à Schleitz entendait le canon de Saalfeld, que le prince de Hohenlohe l'entendait de son côté sur les hauteurs de Mittel-Pöllnitz, et que vers Iéna, sur la ligne occupée par la grande armée prussienne, on percevait distinctement ses roulements lointains. Tous les hommes sensés dans l'armée prussienne en frémissaient comme d'un signal qui annonçait de tragiques événements. Napoléon, discernant le point d'où partaient ces détonations, envoya un renfort à Lannes, et une foule d'officiers pour chercher des nouvelles. De son côté, le prince de Hohenlohe rôdait à cheval, sans donner d'ordres, et en questionnant les allants et venants sur ce qui se passait. Triste spectacle que de voir tant d'incapacité et d'imprudence, en lutte avec tant de vigilance et de génie !

Quelques heures après, les fuyards apprenaient aux deux armées le résultat de la première rencontre, et la fin tragique du prince Louis, fin bien digne de sa vie, sous le double rapport de l'imprudence et du courage. Les Prussiens purent juger ce qu'il fallait attendre de leur savante tactique, opposée à la manière de faire, simple, pratique et rapide, des généraux français.

La consternation se répandit de Saalfeld à Iéna et à Weimar. Le prince de Hohenlohe, informé déjà par ses propres yeux du découragement qui s'était emparé des troupes du général Tauenzien, l'esprit frappé de l'échauffourée de Saalfeld, se porta de sa personne à Iéna, et fit circuler dans

tous les sens l'ordre de rebrousser chemin vers la Saale, afin de se couvrir de cette rivière, si toutefois, après tant de mouvements contradictoires, on pouvait se flatter d'y arriver à temps ! C'était le troisième contre-ordre donné à ces malheureux, qui ne savaient plus ce qu'on voulait d'eux, et qui n'étaient pas habitués, comme les Français, à faire plusieurs marches en un jour, et à vivre de ce qu'ils se procuraient en marchant. Quelques fuyards du corps battu à Saalfeld, courant vers Iéna, et tirant sans motif, comme des soldats s'en allant à la débandade, furent pris pour des tirailleurs français. A leur aspect, une terreur indicible se répandit parmi les troupes qui se dirigeaient sur Iéna, et parmi les nombreux conducteurs de bagages. Tous se mirent à fuir en désordre, à se précipiter vers les ponts de la Saale, et de ces ponts dans les rues d'Iéna. En peu d'instants ce fut une affreuse confusion, fâcheux présage des événements qui allaient suivre.

Napoléon, instruit du combat de Saalfeld, et pressé de ramener ses ailes vers son centre, à mesure qu'il sortait des défilés par lesquels il était entré en Saxe, prescrivit à Lannes, non pas de descendre la Saale, ce qui l'aurait trop éloigné de lui, et trop rapproché de l'ennemi, mais de faire un mouvement à droite, et de se porter par Pösneck et Neustadt vers Auma, où était fixé le quartier général. (Voir la carte n° 54.) Augereau devait remplir le vide laissé entre la Saale et le corps de Lannes. Ordonnant à sa droite un même mouvement de concentration, Napoléon avait dirigé le maréchal Soult sur Weida et Géra, le long de l'Elster, et appelé le maréchal Ney à occuper Auma lorsque le quartier général en serait parti. De la sorte il avait 170,000 hommes sous la main, à la distance de sept à huit lieues, avec la faculté d'en réunir 100,000 en quelques heures, et tout en se concentrant il s'avancait, prêt à franchir la Saale s'il fallait y forcer la position de l'ennemi, ou à courir sur l'Elbe s'il fallait l'y prévenir. Du reste, il n'avait guère fait plus de quatre à cinq lieues par jour, afin de donner à ses corps le temps de rejoindre, car ses réserves étaient encore en arrière, notamment l'artillerie et la cavalerie de la garde, ainsi que les bataillons d'élite. Bien qu'il sût, depuis les deux combats des jours précédents, ce qu'il devait penser des troupes prussiennes, il marchait avec la prudence des grands capitaines, en présence d'une armée qui aurait pu lui opposer de 150 à 140,000 hommes réu-

nis en une seule masse. Le 12 au soir il quitta Auma pour Géra.

La cavalerie, circulant dans tous les sens au milieu des colonnes de bagages des malheureux Saxons, faisait de riches et nombreuses prises. On enleva d'un seul coup cinq cents voitures. La cavalerie, ainsi que l'écrivait Napoléon, était *cousue d'or*. Enfin les lettres interceptées, les rapports des espions, commençaient à s'accorder, et à présenter la grande armée prussienne comme changeant de position, et s'avancant d'Erfurt sur Weimar, pour se rapprocher des bords de la Saale. (Voir la carte n° 54.) Elle pouvait y venir dans l'une des deux intentions suivantes : ou d'occuper le pont de la Saale à Naumbourg, sur lequel passe la grande route centrale d'Allemagne, afin de se retirer sur l'Elbe, en couvrant Leipzig et Dresde, ou de se rapprocher du cours de la Saale, pour en défendre les bords contre les Français. En face de cette double éventualité, Napoléon prit une première précaution, ce fut d'acheminer immédiatement le maréchal Davoust sur Naumbourg, avec ordre d'en barrer le pont avec les 26,000 hommes du troisième corps. Il lança Murat avec la cavalerie le long des rives de la Saale, pour en surveiller le cours, et pousser des reconnaissances jusqu'à Leipzig. Il dirigea le maréchal Bernadotte sur Naumbourg, avec mission d'appuyer au besoin le maréchal Davoust. Il envoya les maréchaux Lannes et Augereau sur Iéna même. Son but était de s'emparer tout de suite des deux principaux passages de la Saale, ceux de Naumbourg et d'Iéna, soit pour y arrêter l'armée prussienne, si elle voulait les franchir et se retirer sur l'Elbe, soit pour aller la chercher sur les hauteurs qui bordent cette rivière, si elle voulait y rester sur la défensive. Quant à lui, il se tint, avec les maréchaux Ney et Soult, à portée de Naumbourg et d'Iéna, prêt à marcher sur l'un ou l'autre point, suivant les circonstances.

Le 15 au matin, des avis plus circonstanciés lui apprirent que l'ennemi se rapprochait définitivement de la Saale, avec la résolution encore incertaine de livrer sur ses bords une bataille défensive, ou de la passer pour courir à l'Elbe. C'était dans la direction de Weimar à Iéna que se montrait le plus gros rassemblement. Sans perdre un instant, Napoléon monta à cheval pour se rendre à Iéna. Il donna lui-même ses instructions aux maréchaux Soult et Ney, et leur prescrivit d'être dans la soirée à Iéna, ou au plus tard dans la nuit. Il enjoignit à Murat

de ramener sa cavalerie vers Iéna, et au maréchal Bernadotte de prendre à Dornbourg une position intermédiaire entre Iéna et Naumbourg. Il partit immédiatement, envoyant des officiers pour arrêter tout ce qui était en marche vers Géra, et le faire refluer sur Iéna.

La veille au soir, le maréchal Davoust était entré à Naumbourg, avait occupé le pont de la Saale, et enlevé des magasins considérables, avec un bel équipage de pont. Le maréchal Bernadotte s'était joint à lui. Murat avait envoyé sa cavalerie légère jusqu'à Leipzig, et surpris les portes de cette grande cité commerçante. Lannes s'était porté sur Iéna, petite ville universitaire, située sur les bords mêmes de la Saale, et y avait refoulé pêle-mêle les troupes ennemies restées en deçà de la rivière, ainsi que les bagages qui encombraient la route. Il s'était emparé d'Iéna, et avait aussitôt poussé ses avant-postes sur les hauteurs qui la dominent. De ces hauteurs, il avait aperçu l'armée du prince de Hohenlohe, qui après avoir repassé la Saale campait entre Iéna et Weimar, et il avait pu soupçonner qu'un grand rassemblement se préparait en cet endroit.

Effectivement l'armée prussienne y était réunie, et prête à prendre ses dernières déterminations. Le prince de Hohenlohe s'était décidé à obéir aux ordres du duc de Brunswick, et à repasser la Saale, pour se joindre à la grande armée prussienne. Il aurait atteint cette position en meilleur ordre, et sans perdre ses bagages, s'il avait obéi plus tôt. Ses troupes y étaient rassemblées confusément, et sans vivres, ne sachant pas s'en procurer, en demandant vainement à l'armée principale, qui en possédait tout juste assez pour elle-même. Les Saxons, dont la conduite avait été honorable, mais que le hasard des événements avait fait figurer dans les deux premières rencontres, et qui voyaient leur pays livré sans défense aux Français, se plaignaient amèrement d'être peu ménagés, mal nourris, et entraînés dans une guerre qui s'annonçait de la manière la plus sinistre. On fit de son mieux pour les calmer, et cette fois on les établit en seconde ligne derrière les Prussiens.

Cependant, malgré ces tristes débuts, on était rassemblé le long de la forêt de Thuringe, ayant la Saale pour arrêter les Français s'ils voulaient la franchir, ou pour descendre en sûreté vers l'Elbe s'ils se hâtaient d'y courir. C'était le cas, puisqu'on avait attaché tant de prix à cette position, de persévérer dans l'idée qu'on s'en était faite, et de profiter des avantages qu'elle offrait.

La Saale, en effet, quoique guéable, coule dans un lit qui présente une sorte de gorge continue. La rive gauche, sur laquelle étaient campés les Prussiens, est couverte de hauteurs abruptes, dont la rivière baigne le pied, dont une suite de bois couvre le sommet. Au delà se trouvent des plateaux ondulés, très-propres à recevoir une armée. En descendant d'Iéna jusqu'à Naumbourg (voir la carte n° 35), les obstacles au passage deviennent plus grands que partout ailleurs. Il n'y avait, outre Iéna et Naumbourg, que trois issues par lesquelles on pût pénétrer, celles de Löbstedt, de Dornbourg et de Cambourg, éloignées de deux lieues les unes des autres, et très-faciles à défendre. Puisqu'au lieu de s'établir derrière l'Elbe, on avait voulu se porter à la rencontre des Français, et combattre en masse, il n'y avait pas un site plus avantageux que la rive gauche de la Saale pour engager une action générale. On s'était privé à la vérité des 10,000 hommes composant l'avant-garde du duc de Weimar, et envoyés en reconnaissance au delà de la forêt de Thuringe; on en avait perdu 5,000 ou 6,000 en morts, prisonniers et fuyards, dans les combats de Schleitz et Saalfeld; mais il restait encore 50,000 hommes au prince de Hohenlohe, 66,000 au duc de Brunswick, 17,000 ou 18,000 au général Ruchel, c'est-à-dire 134,000 hommes, armée fort redoutable derrière une position comme celle de la Saale, depuis Iéna jusqu'à Naumbourg. En plaçant de gros détachements devant les principaux passages, et la masse un peu en arrière, dans une position centrale, de manière à pouvoir courir en force sur le point attaqué, on était en mesure de livrer à l'armée française une bataille dangereuse pour elle, et sinon de lui arracher la victoire, du moins de la lui disputer tellement, que la retraite devint facile, et le sort de la guerre incertain.

Mais le désordre d'esprit ne faisait que s'accroître dans l'état-major prussien. Le duc de Brunswick, qui avait montré jusque-là une assez grande justesse de raisonnement, et qui avait paru apprécier les avantages de la position occupée, dans les divers cas possibles; le duc de Brunswick, maintenant que l'un de ces cas, et le plus prévu, se réalisait, semblait avoir subitement perdu le sens, et voulait décamper en toute hâte. Le mouvement du maréchal Davoust sur Naumbourg avait été pour lui un trait de lumière. Il avait conclu de l'apparition de ce maréchal sur Naumbourg que Napoléon voulait, non pas livrer bataille, mais précipiter sa marche vers l'Elbe,

couper les Prussiens de la Saxe, et même de la Prusse, comme il avait coupé le général Mack de la Bavière et de l'Autriche. La crainte d'être enveloppé, ainsi que l'avait été le général Mack, et réduit comme lui à poser les armes, troublait l'esprit ordinairement juste de ce malheureux vieillard. Il voulait donc partir à l'instant pour gagner l'Elbe. En Prusse on s'était raillé avec si peu de pitié, avec si peu de justice, de l'infortuné Mack, qu'on perdait la raison à la seule idée de se trouver dans la même position, et que, pour l'éviter, on s'exposait à tomber dans d'autres positions qui ne valaient pas mieux. Cependant la situation actuelle était loin de ressembler à celle du général autrichien. Le duc de Brunswick pouvait bien être débordé, séparé de la Saxe, par un mouvement rapide de Napoléon sur l'Elbe, peut-être devancé sur Berlin, mais il était impossible qu'il fût enveloppé et obligé de capituler. Soit qu'il perdît une bataille sur la Saale, soit qu'il fût prévenu sur l'Elbe, il avait une retraite assurée vers Magdebourg et le bas Elbe, et bien qu'il fût exposé à y arriver en mauvais état, il ne pouvait être pris dans les vastes plaines du Nord, comme les Autrichiens dans le coupe-gorge de la vallée du Danube. D'ailleurs, tandis que l'armée du général Mack comptait tout au plus 70,000 hommes, celle du duc de Brunswick en comptait 144,000, en ralliant le duc de Weimar, et une telle armée n'est pas facile à envelopper, au point d'être réduite à poser les armes. Mais puisqu'on avait tant voulu combattre, tant désiré rencontrer les Français, songé même à passer les montagnes afin d'aller les chercher en Franconie, pourquoi, lorsqu'on les rencontrait enfin sur un terrain excellent pour soi, très-difficile pour eux, pourquoi ne pas s'y établir en masse, afin de les précipiter dans le lit profond et rocailleux de la Saale, à l'instant où ils tenteraient de s'élever sur les hauteurs? Mais tout sang-froid avait disparu, depuis que l'ennemi qu'on bravait de loin était si près, depuis qu'à Schleitz et Saalfeld la qualité de l'armée prussienne s'était montrée si peu supérieure à celle des armées autrichiennes et russes.

Le duc de Brunswick, impatient de se dérober au sort tant redouté du général Mack, prit le parti de décamper immédiatement, et de se porter sur l'Elbe à marches forcées, en se couvrant de la Saale, ce qui entraînait l'abandon de Leipzig, de Dresde et de toute la Saxe aux Français. Le prince de Hohenlohe, après s'être tardivement décidé à repasser la Saale, campait sur les

hauteurs d'Iéna. (Voir la carte n° 54.) Le duc de Brunswick lui enjoignit d'y rester pour fermer ce débouché, pendant que l'armée principale, filant derrière l'armée de Silésie, irait joindre la Saale à Naumbourg, et la descendrait jusqu'à l'Elbe.

Il ordonna au général Ruchel de s'arrêter à Weimar le temps nécessaire pour rallier l'avant-garde, engagée dans une reconnaissance inutile au delà de la forêt de Thuringe, et quant à lui, emmenant les cinq divisions de l'armée principale, il résolut de décamper le 13, de suivre la grande route de Weimar à Leipzig, jusqu'au pont de Naumbourg, de laisser à ce pont trois divisions pour le garder, tandis qu'avec deux autres il irait s'assurer du passage de l'Unstrut, l'un des affluents de la Saale, puis cet obstacle franchi de replier les trois divisions postées à Naumbourg, d'attirer à lui le prince de Hohenlohe et le général Ruchel demeurés en arrière, et de longer ainsi les bords de la Saale jusqu'à la jonction de cette rivière avec l'Elbe, aux environs de Magdebourg.

Tel fut le plan de retraite adopté par le duc de Brunswick. Ce n'était pas la peine de quitter la ligne défensive de l'Elbe, dont on n'aurait jamais dû s'écarter, pour la rejoindre sitôt, et avec de si grands dangers.

En conséquence, l'armée principale reçut l'ordre de se mettre en mouvement dans la journée même du 13 octobre. Le prince de Hohenlohe reçut celui d'occuper les hauteurs d'Iéna, et de fermer ce passage tandis que les cinq divisions du duc de Brunswick, quittant Weimar, iraient coucher le soir à Naumbourg. Ces cinq divisions devaient se suivre à une lieue les unes des autres, et faire six lieues dans la journée. Ce n'est pas ainsi que marchaient les Français quand ils avaient un but important à atteindre. Weimar évacué, le général Ruchel devait s'y porter immédiatement. Toutes ces dispositions étant arrêtées et communiquées à ceux qui étaient chargés de les exécuter, l'armée du duc de Brunswick se mit en marche, ayant en tête le roi, les princes, la reine elle-même, et suivie d'une masse de bagages à rendre toute manœuvre impossible. Le canon se faisant entendre de si près, on ne pouvait plus souffrir la reine au quartier général. Sa présence, après avoir été une inconvenance, devenait un péril pour elle, un sujet d'inquiétude pour le roi. Il fallut une injonction formelle de celui-ci pour la décider à partir. Elle s'éloigna enfin les yeux pleins de larmes, ne doutant plus,

depuis les combats de Schleitz et de Saalfeld, des funestes suites d'une politique dont elle était la malheureuse instigatrice.

Pendant que le duc de Brunswick marchait ainsi sur Naumbourg, le prince de Hohenlohe, resté sur les hauteurs d'Iéna avec 50,000 hommes, et ayant en arrière-garde le général Ruchel avec 18,000, s'occupa de rétablir un peu d'ordre dans ses troupes, de faire battre la campagne par des chariots afin de recueillir des vivres, de procurer surtout quelque soulagement aux Saxons, dont le mécontentement était extrême. Partageant l'opinion du duc de Brunswick que les Français couraient vers Leipzig et vers Dresde, pour être rendus les premiers sur l'Elbe, il ne s'occupait guère de la ville d'Iéna, et prenait peu de soin des hauteurs situées en arrière de cette ville.

Durant cette même après-midi du 13 octobre, Napoléon, comme on l'a vu, s'était rapidement transporté de Géra sur Iéna, en se faisant suivre de toutes ses forces. Il y arriva de sa personne vers le milieu du jour. Le maréchal Lannes, qui l'avait devancé, l'y attendait avec impatience. Sans perdre un moment, ils montèrent tous deux à cheval, pour aller reconnaître les lieux. (Voir la carte n° 55.) A Iéna même la vallée de la Saale commence à s'élargir. La rive droite sur laquelle nous cheminons est basse, humide, couverte de prairies. La rive gauche, au contraire, celle qu'occupaient les Prussiens, présente des hauteurs escarpées, qui dominent à pic la ville d'Iéna, et qu'on gravit par des ravins étroits, tortueux, ombragés de bois. A gauche d'Iéna, une gorge plus ouverte, moins abrupte, qu'on appelle le Mühlthal, est devenue le passage à travers lequel on a pratiqué la grande route d'Iéna à Weimar. Cette route suit d'abord le fond du Mühlthal, puis s'élève en forme de colimaçon, et se déploie sur les plateaux en arrière. Il aurait fallu un rude assaut pour forcer ce passage, plus ouvert à la vérité, mais gardé par une grande partie de l'armée prussienne. Aussi n'était-ce point par là qu'on pouvait songer à gravir les plateaux, afin d'y livrer bataille aux Prussiens.

Mais une autre ressource venait de s'offrir. Les hardis tirailleurs de Lannes, s'engageant dans les ravins qu'on rencontre au sortir d'Iéna, avaient réussi à s'élever sur la hauteur principale, et ils avaient aperçu tout à coup l'armée prussienne campée sur les plateaux de la rive gauche. Suivis bientôt de quelques détachements de la division Suchet, ils s'étaient fait place, en repoussant les

avant-postes du général Tauenzien. Ainsi grâce à la hardiesse de nos soldats, les hauteurs qui dominent la rive gauche de la Saale étaient conquises, mais par une route malheureusement peu accessible à l'artillerie. C'est là que Lannes conduisit Napoléon, au milieu d'un feu de tirailleurs qui ne cessait pas, et qui rendait les reconnaissances fort dangereuses.

La principale des hauteurs qui dominent la ville d'Iéna s'appelle le Landgrafenberg, et depuis les événements mémorables dont elle a été le théâtre, elle a reçu des habitants le nom de Napoléonsberg. Elle est la plus élevée de la contrée. (Voir la carte n° 55.) Napoléon et Lannes, en contemplant de cette hauteur la campagne environnante, le dos tourné à la ville d'Iéna, voyaient à leur droite la Saale couler dans une gorge sinueuse, profonde, boisée, jusqu'à Naumbourg, qui est à six ou sept lieues d'Iéna. Ils voyaient devant eux des plateaux ondulés, s'étendant au loin, et s'inclinant par une pente insensible vers la petite vallée de l'Ilm, au fond de laquelle est située la ville de Weimar. Ils apercevaient à leur gauche la grande route d'Iéna à Weimar, s'élevant par une suite de rampes de la gorge du Mühlthal sur ces plateaux, et courant en ligne droite sur Weimar. Ces rampes qui présentent, comme nous l'avons dit, une sorte de collimaçon, en ont reçu le nom allemand, et s'appellent la *Schnecke*. Sur cette même route d'Iéna à Weimar se trouvait échelonnée l'armée prussienne du prince de Hohenlohe, sans qu'on pût en préciser le nombre. Quant au corps du général Ruchel posté à Weimar, la distance ne permettait pas de le découvrir. Il en était de même pour la grande armée du duc de Brunswick, qui marchant de Weimar sur Naumbourg était cachée dans les enfoncements de la vallée de l'Ilm.

Napoléon, ayant devant lui une masse de troupes dont on ne pouvait guère apprécier la force, supposa que l'armée prussienne avait choisi ce terrain comme champ de bataille, et fit tout de suite ses dispositions, de manière à déboucher avec son armée sur le Landgrafenberg, avant que l'ennemi accourût en masse pour le jeter dans les précipices de la Saale. Il fallait se hâter, et profiter de l'espace conquis par nos tirailleurs pour s'établir sur la hauteur. On n'en avait, il est vrai, que le sommet, car à quelques pas seulement se trouvait le corps du général Tauenzien, séparé de nos troupes par un léger pli de terrain. (Voir la carte n° 55.) Ce corps était appuyé à deux vil-

lages, l'un sur notre droite, celui de Closewitz, entouré d'un petit bois, l'autre sur notre gauche, celui de Cospoda, entouré également d'un bois de quelque étendue. Napoléon voulait laisser les Prussiens tranquilles dans cette position jusqu'au lendemain, et, en attendant, conduire une partie de son armée sur le Landgrafenberg. L'espace qu'il occupait pouvait contenir le corps de Lannes et la garde. Il ordonna de les amener sur-le-champ par les ravins escarpés qui servent à monter d'Iéna au Landgrafenberg. A gauche il plaça la division Gazan, à droite la division Suchet, au milieu et un peu en arrière la garde à pied. Il fit camper celle-ci en un carré de 4,000 hommes, et il établit son propre bivac au centre de ce carré. C'est depuis lors que les habitants du pays ont appelé cette hauteur le Napoléonsberg, en marquant par un amas de pierres brutes l'endroit où ce personnage, populaire partout, même dans les lieux où il ne s'est montré que terrible, passa cette nuit mémorable.

Mais ce n'était pas tout que d'amener l'infanterie sur le Landgrafenberg, il fallait y transporter l'artillerie. Napoléon, courant à cheval dans tous les sens, trouva un passage moins escarpé que les autres, et par lequel l'artillerie, trainée avec grand effort, pouvait passer. Malheureusement la voie était trop étroite. Napoléon manda sur-le-champ un détachement de soldats du génie, et la fit élargir en taillant le roc. Lui-même, dans son impatience, dirigeait les travaux une torche à la main. Il ne s'éloigna que bien avant dans la nuit, lorsqu'il eut vu rouler les premières pièces de canon. Il fallut douze chevaux pour traîner chaque voiture d'artillerie jusqu'au sommet du Landgrafenberg. Napoléon se proposait d'attaquer le général Tauenzien à la pointe du jour, et de conquérir, en le poussant brusquement, l'espace nécessaire au déploiement de son armée. Craignant toutefois de déboucher par une seule issue, voulant aussi diviser l'attention de l'ennemi, il prescrivit vers la gauche à Augereau de s'engager dans la gorge du Mühlthal, de porter sur la route de Weimar l'une de ses deux divisions, et de gagner avec l'autre le revers du Landgrafenberg, afin de tomber sur les derrières du général Tauenzien. A droite, il ordonna au maréchal Soult, dont le corps parti de Géra devait arriver dans la nuit, de gravir les autres ravins, qui de Löbstedt et de Dornbourg débouchent sur Closewitz, afin de tomber également sur les derrières du général Tauenzien. Avec cette double diversion à gauche et à droite, Na-

napoléon ne doutait pas de forcer les Prussiens dans leur position, et de se procurer la place qu'il fallait à son armée pour se déployer. Le maréchal Ney et Murat devaient s'élever sur le Landgrafenberg par la route que Lannes et la garde avaient suivie.

La journée du 13 s'était écoulée, une obscurité profonde enveloppait le champ de bataille. Napoléon avait placé sa tente au centre du carré formé par sa garde, et n'avait laissé allumer que quelques feux. Mais l'armée prussienne avait allumé tous les siens. On voyait les feux du prince de Hohenlohe sur toute l'étendue des plateaux, et au fond de l'horizon à droite, sur les hauteurs de Naumbourg, que surmontait le vieux château d'Eckartsberge, ceux de l'armée du duc de Brunswick, devenue tout à coup visible pour Napoléon. Il pensa que, loin de se retirer, toutes les forces prussiennes venaient prendre part à la bataille. Il envoya sur-le-champ de nouveaux ordres aux maréchaux Davoust et Bernadotte. Il prescrivit au maréchal Davoust de bien garder le pont de Naumbourg, et même de le franchir s'il était possible, pour tomber sur les derrières des Prussiens, pendant qu'on les combattrait de front. Il ordonna au maréchal Bernadotte, qui était placé en intermédiaire, de concourir au mouvement projeté, soit en se joignant au maréchal Davoust s'il était près de celui-ci, soit en se jetant directement sur le flanc des Prussiens, s'il avait déjà pris à Dornbourg une position plus rapprochée d'Iéna. Enfin il enjoignit à Murat d'arriver le plus tôt qu'il pourrait avec sa cavalerie.

Pendant que Napoléon faisait ces dispositions, le prince de Hohenlohe était dans une complète ignorance du sort qui l'attendait. Toujours persuadé que le gros de l'armée française, au lieu de s'arrêter devant Iéna, courait sur Leipzig et Dresde, il supposait qu'il aurait tout au plus affaire aux corps des maréchaux Lannes et Augereau, lesquels, ayant passé la Saale, après le combat de Saalfeld, devaient, selon lui, se montrer entre Iéna et Weimar, comme s'ils fussent descendus des hauteurs de la forêt de Thuringe. Dans cette idée, ne songeant pas à faire front vers Iéna, il n'avait opposé de ce côté que le corps du général Tauenzien, et avait rangé son armée le long de la route d'Iéna à Weimar. Sa gauche, composée des Saxons, gardait le sommet de la *Schnecke*; sa droite s'étendait jusqu'à Weimar, et se liait au corps du général Ruchel. Cependant le feu de tirailleurs qu'on entendait sur le Landgrafenberg ayant répandu une sorte

d'émoi, et le général Tauenzien demandant du secours, le prince de Hohenlohe fit prendre les armes à la brigade saxonne de Cerrini, à la brigade prussienne de Sanitz, à plusieurs escadrons de cavalerie, et dirigea ces forces vers le Landgrafenberg, pour en chasser les Français, qu'il croyait à peine établis sur ce point. Au moment où il allait exécuter cette résolution, le colonel de Massenbach lui apporta de la part du duc de Brunswick l'ordre réitéré de n'engager aucune action sérieuse, de se borner à bien garder les passages de la Saale, et surtout celui de Dornbourg qui inspirait des inquiétudes, parce qu'on y avait aperçu quelques troupes légères. Le prince de Hohenlohe, devenu le plus obéissant des lieutenants, lorsqu'il aurait fallu ne pas l'être, s'arrêta tout à coup devant ces injonctions du quartier général. Il était singulier néanmoins, pour obtempérer à l'ordre de ne pas engager une bataille, d'abandonner le débouché par lequel on devait le lendemain en recevoir une désastreuse. Quoi qu'il en soit, renonçant à reprendre le Landgrafenberg, il se contenta d'envoyer la brigade saxonne Cerrini au général Tauenzien, et de placer à Nerchwitz, en face de Dornbourg, sous les ordres du général Holzendorf, la brigade prussienne Sanitz, les fusiliers de Pelet, un bataillon de Schimmelpfennig, enfin plusieurs détachements de cavalerie et d'artillerie. Il expédia quelques chevaux-légers à Dornbourg même, pour savoir ce qui s'y passait. Le prince de Hohenlohe s'en tint à ces dispositions; il revint à son quartier général de Capellendorf, près de Weimar, se disant qu'avec 50,000 hommes, et même 70,000 en comptant le corps de Ruchel, gardé vers Dornbourg par le général Holzendorf, vers Iéna par le général Tauenzien, faisant front vers la chaussée d'Iéna à Weimar, il punirait les deux maréchaux Lannes et Augereau de leur audace, s'ils osaient l'attaquer avec les 50,000 ou 40,000 Français dont ils pouvaient disposer, et rétablirait l'honneur des armes prussiennes gravement compromis à Schleitz et à Saalfeld.

Napoléon, debout avant le jour, donnait ses dernières instructions à ses lieutenants, et faisait prendre les armes à ses soldats. La nuit était froide, la campagne couverte au loin d'un brouillard épais, comme celui qui enveloppa pendant quelques heures le champ de bataille d'Austerlitz. Escorté par des hommes portant des torches, Napoléon parcourut le front des troupes, parla aux officiers et aux soldats, leur expliqua la position des deux armées, leur démontra que

les Prussiens étaient aussi compromis que les Autrichiens l'année précédente, que, vains dans cette journée, ils seraient coupés de l'Elbe et de l'Oder, séparés des Russes, et réduits à livrer aux Français la monarchie prussienne tout entière; que, dans une telle situation, le corps français qui se laisserait battre ferait échouer les plus vastes desseins, et se déshonorerait à jamais. Il les engagea fort à se tenir en garde contre la cavalerie prussienne, et à la recevoir en carré avec leur fermeté ordinaire. Les cris : en avant ! vive l'Empereur ! accueillirent partout ses paroles. Quoique le brouillard fût épais, à travers son épaisseur même les avant-postes ennemis aperçurent la lueur des torches, entendirent les cris de joie de nos soldats, et allèrent donner l'alarme au général Tauenzien. Le corps de Lannes s'ébranlait en ce moment au signal de Napoléon. La division Suchet, partagée en trois brigades, s'avancait la première. La brigade Claparède, composée du 17^e léger et d'un bataillon d'élite, marchait en tête, déployée sur une seule ligne. Sur les ailes de cette ligne, et pour la garantir des attaques de la cavalerie, les 34^e et 40^e régiments, formant la seconde brigade, étaient disposés en colonne serrée. La brigade Vedel, déployée, fermait cette espèce de carré. A gauche de la division Suchet, mais un peu en arrière, venait la division Gazan, rangée sur deux lignes, et précédée par son artillerie. On s'avança ainsi, en tâtonnant dans le brouillard. La division Suchet se dirigeait sur le village de Closewitz qui était à droite, la division Gazan se dirigeait sur le village de Cospoda qui était à gauche. Les bataillons saxons de Frédéric-Auguste et de Rechten, le bataillon prussien de Zweifel, apercevant à travers le brouillard une masse en mouvement, firent feu tous ensemble. Le 17^e léger supporta ce feu, et le rendit immédiatement. On se fusilla ainsi quelques instants, voyant la lueur, entendant le bruit de la fusillade, mais sans se distinguer les uns les autres. Les Français, en s'approchant, finirent par découvrir le petit bois qui entourait le village de Closewitz. Le général Claparède s'y jeta vivement, et, à la suite d'un combat corps à corps, l'eut bientôt emporté, ainsi que le village de Closewitz lui-même. Après avoir privé de cet appui la ligne du général Tauenzien, on continua de marcher sous les balles qui partaient du sein de cette brume épaisse. La division Gazan, de son côté, déborda le village de Cospoda, et s'y établit. Entre ces deux villages, mais un peu

plus loin, se trouvait un petit hameau, celui de Lutzenrode, occupé par les fusiliers d'Erichsen. La division Gazan l'enleva également, et on put alors se déployer plus à l'aise. En ce moment, les deux divisions de Lannes essayèrent de nouvelles décharges d'artillerie et de mousqueterie. C'étaient les grenadiers saxons de la brigade Cerrini, qui, après avoir recueilli les avant-postes du général Tauenzien, se reportaient en avant, et exécutaient leurs feux de bataillon avec autant d'ensemble que s'ils avaient été sur un champ de manœuvre. Le 17^e léger, qui tenait la tête de la division Suchet, ayant épuisé ses cartouches, on le fit passer sur les derrières. Le 54^e prit sa place, entretint le feu quelque temps, puis joignit les grenadiers saxons à la baïonnette, et les rompit. La déroute ayant bientôt gagné le corps entier du général Tauenzien, les divisions Gazan et Suchet ramassèrent une vingtaine de canons et beaucoup de fuyards. A partir du Landgrafenberg, les plateaux ondulés sur lesquels on venait de se déployer allaient, comme nous l'avons dit, en s'inclinant vers la petite vallée de l'Ilm. On marchait donc vite, sur un terrain en pente, et à la suite d'un ennemi en fuite. Dans ce mouvement rapide on déborda deux bataillons de Cerrini, ainsi que les fusiliers de Pelet, restés aux environs de Closewitz. Ces troupes furent rejetées pour le reste de la journée vers le général Holzendorf, commis la veille à la garde du débouché de Dornbourg.

Cette action n'avait pas duré deux heures. Il en était neuf, et Napoléon avait dès lors réalisé la première partie de son plan, qui consistait à s'emparer de l'espace nécessaire au déploiement de son armée. Au même instant, ses instructions s'exécutaient sur tous les points avec une ponctualité remarquable. Vers la gauche, le maréchal Augereau, après avoir dirigé la division Heudelet, ainsi que son artillerie et sa cavalerie, dans le fond du Mühlthal, sur la grande route de Weimar, gravissait avec la division Desjardins les revers du Landgrafenberg, et venait former sur les plateaux la gauche de la division Gazan. Vers la droite, le maréchal Soult, dont une seule division était arrivée, celle du général Saint-Hilaire, s'élevait de Löbstedt sur les derrières de Closewitz, en face des positions de Nerkwitz et d'Alten-Göne, occupées par les débris du corps de Tauenzien, et par le détachement du général Holzendorf. Le maréchal Ney, impatient d'assister à la bataille, avait dé-

taché de son corps un bataillon de voltigeurs, un bataillon de grenadiers, le 25^e léger, deux régiments de cavalerie, et avec cette troupe d'élite il avait pris les devants. Il entra dans Iéna à l'heure même où s'achevait le premier acte de la journée. Murat enfin, revenant au galop, avec les dragons et les cuirassiers, des reconnaissances exécutées sur la basse Saale, remontait vers Iéna à perte d'haleine. Napoléon résolut donc de s'arrêter quelques instants sur le terrain conquis, pour laisser à ses troupes le temps d'arriver en ligne.

Sur ces entrefaites, les fuyards du général Tauenzien avaient donné l'éveil au camp entier des Prussiens. Au bruit du canon, le prince de Hohenlohe était accouru sur la route de Weimar, où campait l'infanterie prussienne, ne croyant pas encore à une action générale, et se plaignant de ce qu'on fatiguait les troupes par une prise d'armes inutile. Bientôt détrompé, il prit ses mesures pour livrer bataille. Sachant que les Français avaient passé la Saale à Saalfeld, il s'était attendu à les voir paraître entre Iéna et Weimar, et il avait rangé son armée le long de la route qui va de l'une à l'autre de ces villes. Cette conjecture ne se réalisant pas, il fallait changer ses dispositions : il le fit avec promptitude et résolution. Il envoya le gros de l'infanterie prussienne, sous les ordres du général Grawert, pour occuper les positions abandonnées du général Tauenzien. Il laissa vers la *Schnecke*, qui allait former sa droite, la division Niesemeuschel, composée des deux brigades saxonnes Burgsdorf et Nehroff, du bataillon prussien Boguslawski, et d'une nombreuse artillerie, avec ordre de défendre jusqu'à la dernière extrémité les rampes par lesquelles la route de Weimar s'élève sur les plateaux. Il leur donna, pour les seconder, la brigade Cerrini ralliée et renforcée de quatre bataillons saxons. En arrière de son centre, il plaça une réserve de cinq bataillons sous le général Dyherrn, pour appuyer le général Grawert. Il fit rallier à quelque distance du champ de bataille et pourvoir de munitions les débris du corps de Tauenzien. Quant à sa gauche, il prescrivit au général Holzendorf de se porter en avant, s'il le pouvait, pour tomber sur la droite des Français, pendant qu'il s'efforcerait lui-même de les arrêter de front. Il adressa au général Ruelh l'avis de ce qui se passait, et la prière d'accélérer sa marche. Enfin il courut de sa personne, avec la cavalerie prussienne et l'artillerie attelée, à la rencontre des Français, afin

de les contenir, et de protéger la formation de l'infanterie du général Grawert.

Il était environ dix heures, et l'action du matin, interrompue depuis une heure, allait recommencer plus vivement. Tandis qu'à droite, le maréchal Soult, débouchant de Löstedt, gravissait les hauteurs avec la division Saint-Hilaire, tandis qu'au centre le maréchal Lannes, avec les divisions Suchet et Gazan, se déployait sur les plateaux conquis le matin, et qu'à gauche, le maréchal Augereau, s'élevant du fond du Mühlthal, avait gagné le village d'Iserstedt, le maréchal Ney, dans son ardeur de combattre, s'était avancé avec ses trois mille hommes d'élite, caché par le brouillard, et avait pris place entre Lannes et Augereau, en face du village de Vierzehn-Heiligen, qui occupait le milieu du champ de bataille. Il arrivait au moment même où le prince de Hohenlohe accourait à la tête de la cavalerie prussienne. Se trouvant tout à coup en face de l'ennemi, il s'engage avant que l'Empereur ait ordonné la reprise de l'action. L'artillerie à cheval du prince de Hohenlohe s'étant déjà mise en batterie, Ney lance sur cette artillerie le 10^e de chasseurs. Ce régiment, profitant d'un petit bouquet de bois pour se former, en débouche au galop, s'élève par sa droite sur le flanc de l'artillerie prussienne, sabre les canonniers, et enlève sept pièces de canon, sous le feu de toute la ligne ennemie. Mais une masse de cuirassiers prussiens fond sur lui, et il est obligé de se retirer précipitamment. Ney lance alors le 5^e de hussards. Ce régiment manœuvre comme avait fait le 10^e de chasseurs, profite du bouquet de bois pour se former, s'élève sur le flanc des cuirassiers, puis se rabat soudainement sur eux, les met en désordre, et les force à se retirer. Ce n'était pas assez toutefois de deux régiments de cavalerie légère pour tenir tête à trente escadrons de dragons et de cuirassiers. Nos chasseurs et nos hussards sont bientôt obligés de chercher un abri derrière notre infanterie. Le maréchal Ney porte alors en avant le bataillon de grenadiers et le bataillon de voltigeurs qu'il avait amenés, les forme en deux carrés, puis, se plaçant lui-même dans l'un des deux, les oppose aux charges de la cavalerie prussienne. Il laisse approcher les cuirassiers ennemis jusqu'à vingt pas de ses baïonnettes, et les terrifie par l'aspect d'une infanterie immobile qui a réservé ses feux. A son signal, une décharge à bout portant couvre le terrain de morts et de blessés. Plusieurs fois assaillis, ces deux carrés demeurent inébranlables.

Napoléon, sur la hauteur du Landgrafenberg, avait été fort étonné d'entendre recommencer le feu sans son ordre. Il avait appris avec plus d'étonnement encore que le maréchal Ney, qu'il supposait en arrière, était aux prises avec les Prussiens. Il accourt fort mécontent, et arrive près de Vierzehn-Heiligen aperçoit de la hauteur le maréchal Ney qui se défendait, au milieu de deux faibles carrés, contre toute la cavalerie prussienne. Cette contenance héroïque était faite pour dissiper tout mécontentement. Napoléon envoie le général Bertrand avec deux régiments de cavalerie légère, les seuls qu'il eût sous la main en l'absence de Murat, pour contribuer à dégager le maréchal Ney, et ordonne à Lannes d'avancer avec son infanterie. L'intrépide Ney, en attendant qu'on le dégage, ne se déconcerte pas. Tandis qu'il renouvelle avec quatre régiments à cheval les charges de sa cavalerie, il porte le 25^e d'infanterie légère à sa gauche, afin de s'appuyer au bois d'Iserstedt, qu'Augereau s'efforçait d'atteindre de son côté ; il fait avancer le bataillon de grenadiers jusqu'au petit bois qui avait protégé ses chasseurs, et lance le bataillon de voltigeurs sur le village de Vierzehn-Heiligen, pour s'en emparer. Mais au même instant Lannes, venant à son secours, jette dans ce village de Vierzehn-Heiligen le 21^e régiment d'infanterie légère, et, se mettant de sa personne à la tête des 100^e, 105^e, 54^e, 64^e, 88^e de ligne, il débouche en face de l'infanterie prussienne du général Grawert. Celle-ci se déploie devant le village de Vierzehn-Heiligen, avec une régularité de mouvement due à de longs exercices. Elle se range en bataille, et commence un feu de mousqueterie régulier et terrible. Les trois petits détachements de Ney souffrent cruellement, mais Lannes, s'élevant sur la droite de l'infanterie du général Grawert, tâche de la déborder, malgré les charges répétées de la cavalerie du prince de Hohenlohe qui vient l'assaillir dans sa marche.

Le prince de Hohenlohe soutient bravement ses troupes au milieu du danger. Le régiment de Sanitz se débande, il le reforme sous le feu. Il veut ensuite faire enlever à la baïonnette par le régiment de Zastrow le village de Vierzehn-Heiligen, espérant par là décider la victoire. Cependant on lui annonce que d'autres colonnes ennemies commencent à paraître, que le général Holzendorf, aux prises avec des forces supérieures, ne se trouve pas en mesure de le secourir, que le général Ruchel toutefois est près de

le joindre avec son corps d'armée. Il juge alors qu'il convient d'attendre ce puissant secours, et fait couvrir d'obus le village de Vierzehn-Heiligen, voulant l'attaquer par les flammes avant de l'attaquer avec ses baïonnettes. Il envoie en même temps officiers sur officiers au général Ruchel, pour le presser d'accourir, et lui promettre la victoire s'il arrive en temps utile, car, selon lui, les Français sont sur le point de reculer. Vaine illusion d'un courage bouillant mais aveugle ! A cette heure, la fortune en décide autrement. Augereau débouche enfin à travers le bois d'Iserstedt avec la division Desjardins, dégage la gauche de Ney, et commence à échanger des coups de fusil avec les Saxons, qui défendent la *Schnecke*, tandis que le général Heudelet les attaque en colonne, sur la grande route d'Iéna à Weimar. De l'autre côté du champ de bataille, le corps du maréchal Soult, après avoir chassé du bois de Closewitz les restes de la brigade Cerrini, ainsi que les fusiliers de Pelet, et rejeté au loin le détachement de Holzendorf, fait entendre son canon sur le flanc des Prussiens. Napoléon, voyant le progrès de ses deux ailes, et apprenant l'arrivée des troupes restées en arrière, ne craint plus d'engager toutes les forces présentes sur le terrain, la garde comprise, et donne l'ordre de se porter en avant. Une impulsion irrésistible se communique à la ligne entière. On pousse devant soi les Prussiens rompus ; on les culbute sur ce terrain incliné, qui descend du Landgrafenberg vers la vallée de l'Ilm. Le régiment de Hohenlohe et les grenadiers de Habn de la division Grawert, sont presque entièrement détruits par le feu ou par la baïonnette. Le général Grawert lui-même est gravement blessé, pendant qu'il dirige son infanterie. Aucun corps ne tient plus. La brigade Cerrini mitraillée recule sur la réserve Dyherrn, qui oppose en vain ses cinq bataillons au mouvement des Français. Bientôt découverte, cette réserve se voit aborder, enveloppée de toutes parts, et réduite à se débander. Le corps de Tauenzien, rallié un instant, et ramené au feu par le prince de Hohenlohe, est entraîné comme les autres dans la déroute générale. La cavalerie prussienne, profitant de l'absence de la grosse cavalerie française, fournit des charges pour couvrir son infanterie rompue ; mais nos chasseurs et nos hussards lui tiennent tête, et, bien que ramenés plusieurs fois, reviennent sans cesse à la charge, soutenus, enivrés par la victoire. Un affreux carnage suit cette retraite en désordre. On fait à chaque pas

des prisonniers ; on enlève l'artillerie par batteries entières.

Dans ce grand péril survient enfin, mais trop tard, le général Ruchel. Il marche sur deux lignes d'infanterie, ayant à gauche la cavalerie appartenant à son corps, et à droite la cavalerie saxonne commandée par le brave général Zeschwitz, qui était venu spontanément prendre cette position. Il gravit au pas ces plateaux, inclinés du Landgrafenberg à l'Ilm. Tandis qu'il monte, autour de lui descendent comme un torrent les Prussiens et les Français, les uns poursuivis par les autres. Il est ainsi accueilli par une sorte de tempête, dès son apparition sur le champ de bataille. Pendant qu'il s'avance, le cœur navré à la vue de ce désastre, les Français se précipitent sur lui avec l'impétuosité de la victoire. La cavalerie qui couvrait son flanc gauche est dispersée la première. Cet infortuné général, ami peu sage mais ardent de son pays, s'offre de sa personne au premier choc ; il est frappé d'une balle au milieu de la poitrine, et emporté mourant dans les bras de ses soldats. Son infanterie, privée de la cavalerie qui la couvrait, se voit attaquée en flanc par les troupes du maréchal Soult, et menacée de front par celles des maréchaux Lannes et Ney. Les bataillons placés à l'extrême gauche de la ligne, saisis de terreur, se débandent, et entraînent dans leur fuite le reste du corps d'armée. Pour surcroît d'infortune, les dragons et les cuirassiers français arrivent au galop, sous la conduite de Murat, impatients de prendre part à la bataille. Ils entourent ces malheureux bataillons débandés, sabrent ceux qui essayent de tenir, et poursuivent les autres jusqu'aux bords de l'Ilm, où ils font une grande quantité de prisonniers.

Il ne restait sur le champ de bataille que les deux brigades saxonnes de Burgsdorf et Nehroff, lesquelles, après avoir honorablement défendu la *Schnecke*, contre les divisions Heudelet et Desjardins du corps d'Augereau, avaient été forcées dans leur position par l'adresse des tirailleurs français, et opéraient leur retraite, disposées en deux carrés. Ces carrés présentaient trois faces d'infanterie et une d'artillerie, celle-ci formant la face en arrière. Les deux brigades saxonnes se retiraient, tour à tour s'arrêtant, faisant feu de leurs canons, et puis reprenant leur marche. L'artillerie d'Augereau les suivait en leur envoyant des boulets ; une nuée de tirailleurs français, courant après elles, les harcélait à coups de fusil. Murat, qui venait de culbuter les restes du corps de Ruchel, se rejette sur les deux brigades

saxonnes, et les fait charger à outrance par ses dragons et ses cuirassiers. Les dragons abordent la première sans y entrer, mais ils reviennent à la charge, y pénètrent et l'enfoncent. Le général d'Hautpoul avec les cuirassiers attaque la seconde, la rompt, et y commet les ravages qu'une cavalerie victorieuse exerce sur une infanterie rompue. Ces infortunés n'ont d'autre ressource que de se rendre prisonniers. Le bataillon prussien de Boguslawski est enfoncé à son tour, et traité comme les autres. Le brave général Zeschwitz, qui était accouru avec la cavalerie saxonne au secours de son infanterie, fait de vains efforts pour la soutenir ; il est ramené, et forcé de céder à la déroute générale.

Murat rallie ses escadrons, et court vers Weimar pour recueillir de nouveaux trophées. A quelque distance de cette ville se trouvaient réunis pêle-mêle des détachements d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, au sommet d'une descente longue et rapide, que forme la grande route, pour joindre le fond de la vallée de l'Ilm. Ces troupes, confusément accumulées, étaient appuyées à un petit bois, qu'on appelle le bois de Webielt. Tout à coup apparaissent les casques brillants de la cavalerie française. Quelques coups de fusil partent instinctivement de cette foule éperdue. A ce signal la masse, saisie de terreur, se précipite sur la descente qui aboutit à Weimar : fantassins, cavaliers, artilleurs, tous se jettent les uns sur les autres dans ce gouffre. Nouveau désastre, et bien digne de pitié ! Murat lance une partie de ses dragons, qui poussent à coups de pointe cette cohue épouvantée, et la poursuivent jusque dans les rues de Weimar. Avec les autres, il fait un détour, dépasse Weimar, et coupe la retraite aux fuyards, qui se rendent par milliers.

Des 70,000 Prussiens qui avaient paru sur ce champ de bataille, il n'y avait pas un seul corps qui fût entier, pas un seul qui se retirât en ordre. Sur les 100,000 Français composant les corps des maréchaux Soult, Lannes, Augereau, Ney, Murat, et la garde, 50,000 au plus avaient combattu, et suffi pour culbuter l'armée prussienne. La plus grande partie de cette armée, frappée d'une sorte de vertige, jetant ses armes, ne connaissant plus ni drapeaux, ni officiers, courait sur toutes les routes de la Thuringe. Environ 12,000 Prussiens et Saxons, morts ou blessés, environ 4,000 Français, morts ou blessés aussi, couvraient la campagne d'Iéna à Weimar. On voyait étendus sur la terre, et en nombre plus qu'ordinaire, une quantité d'officiers prussiens, qui avaient noble-

ment payé de leur vie leurs folles passions. 13,000 prisonniers, deux cents pièces de canon, étaient aux mains de nos soldats, ivres de joie. Les obus des Prussiens avaient mis en feu la ville d'Iéna, et des plateaux où l'on avait combattu, on voyait des colonnes de flammes s'élever du sein de l'obscurité. Les obus des Français sillonnaient la ville de Weimar, et la menaçaient d'un sort semblable. Les cris des fugitifs qui la traversaient en courant, le bruit de la cavalerie de Murat qui en parcourait les rues au galop, sabrant sans pitié tout ce qui n'était pas assez prompt à jeter ses armes, avaient rempli d'effroi cette charmante cité, noble asile des lettres, et théâtre paisible du plus beau commerce d'esprit qui fût alors au monde! A Weimar comme à Iéna, une partie des habitants avaient fui. Les vainqueurs, disposant en maîtres de ces villes presque abandonnées, établissaient leurs magasins et leurs hôpitaux dans les églises et les lieux publics. Napoléon, revenu à Iéna, s'occupait, suivant son usage, de faire ramasser les blessés, et entendait les cris de vive l'Empereur! se mêler aux gémissements des mourants. Scènes terribles, dont l'aspect serait intolérable, si le génie, si l'héroïsme déployés, n'en rachetaient l'horreur, et si la gloire, cette lumière qui embellit tout, ne venait les envelopper de ses rayons éblouissants!

Mais quelque grands que fussent les résultats déjà obtenus, Napoléon ne connaissait pas encore toute l'étendue de sa victoire, ni les Prussiens toute l'étendue de leur malheur. Tandis que le canon retentissait à Iéna, on l'entendait aussi dans le lointain à droite, vers Naumbourg. Napoléon avait souvent regardé de ce côté, se disant que les maréchaux Davoust et Bernadotte, qui réunissaient à eux deux 50,000 hommes, n'avaient guère à craindre le reste de l'armée prussienne, dont il croyait avoir eu la plus forte partie sur les bras. Il leur avait renouvelé plusieurs fois l'ordre de se faire tuer jusqu'au dernier, plutôt que d'abandonner le pont de Naumbourg. Le prince de Hohenlohe, qui se retirait l'âme remplie de douleur, avait entendu lui aussi le canon du côté de Naumbourg, et il inclinait à s'y porter, attiré, repoussé tour à tour, par les nouvelles venues d'Auerstædt, lieu où était campée l'armée du duc de Brunswick. Des coureurs disaient que cette armée avait remporté une victoire complète, d'autres au contraire qu'elle avait essuyé un désastre plus éclatant que celui de l'armée de Hohenlohe. Bientôt le prince apprit la vérité.

Voici ce qui s'était passé encore dans cette journée mémorable, marquée par deux sanglantes batailles, livrées à quatre lieues l'une de l'autre.

L'armée royale avait marché la veille en cinq divisions sur la grande route de Weimar à Naumbourg. Parcourant ces plateaux, ondulés comme les vagues de la mer, qui forment le sol de la Thuringe, et viennent se terminer en côtes abruptes vers les rives de la Saale, elle s'était arrêtée à Auerstædt, un peu avant le défilé de Kösen, position militaire fort connue. Elle avait fait cinq ou six lieues, et on estimait que c'était beaucoup pour des troupes peu habituées aux fatigues de la guerre. Elle avait donc bivouqué le 15 au soir, en avant et en arrière du village d'Auerstædt, et très-mal vécu, faute de savoir subsister sans magasins. Comme le prince de Hohenlohe, le duc de Brunswick paraissait donner peu d'attention aux débouchés par lesquels il était possible que les Français survinssent. (Voir la carte n° 55.) Au delà d'Auerstædt, et avant d'arriver au pont de Naumbourg sur la Saale, se rencontre une espèce de bassin, assez vaste, coupé par un ruisseau, qui va rejoindre après quelques détours l'Ilm et la Saale. Ce bassin, dont les deux plans sont inclinés l'un vers l'autre, semble un champ de bataille fait pour recevoir deux armées, en n'opposant à leur rencontre que le faible obstacle d'un ruisseau facile à franchir. La route de Weimar à Naumbourg le parcourt tout entier, descend d'abord vers le ruisseau, le passe sur un petit pont, s'élève ensuite sur le plan opposé, traverse un village qu'on nomme Hassenhausen, et qui est le seul point d'appui existant au milieu de ce terrain découvert. Après Hassenhausen, la route, parvenue sur le bord extérieur du bassin dont il s'agit, s'arrête tout à coup, et descend par des contours rapides sur les rives de la Saale. C'est là ce qu'on appelle le défilé de Kösen. Au-dessous se trouve un pont auquel on a donné le nom de pont de Kösen, ou de Naumbourg.

Puisqu'on savait les Français de l'autre côté de la Saale à Naumbourg, il était naturel d'aller prendre position, au moins avec une division, sur le sommet des rampes de Kösen, non pour franchir le passage, qu'il s'agissait de masquer seulement, mais pour en interdire l'accès aux Français, pendant que les autres divisions poursuivraient, couvertes par la Saale, leur mouvement de retraite. Personne n'y songea dans l'état-major prussien. On se contenta d'envoyer en reconnaissance quelques patrouilles de cava-

lerie, qui se retirèrent après avoir fait le coup de pistolet avec les avant-postes du maréchal Davoust. On apprit par ces patrouilles que les Français ne s'étaient point établis au défilé de Kösen, et on se crut en sûreté. Le lendemain, trois divisions devaient traverser le bassin que nous venons de décrire, occuper les rampes par lesquelles on descend sur les bords de la Saale, et les deux autres divisions, sous le maréchal Kalkeuth, cheminant derrière les trois premières, avaient ordre de s'emparer du pont de Freybourg sur l'Unstrut, pour assurer à l'armée le passage de cet affluent de la Saale.

C'est en vain qu'à la guerre on pense à beaucoup de choses, si on ne pense pas à toutes : le point oublié est justement celui par lequel l'ennemi vous surprend. Il était aussi grave en ce moment de négliger le défilé de Kösen, que d'abandonner le Landgrafenberg à Napoléon.

Le maréchal Davoust, que Napoléon avait placé à Naumbourg, joignait au sens le plus droit une fermeté rare, une sévérité inflexible. Il était porté à la vigilance autant par l'amour du devoir que par le sentiment d'une infirmité naturelle, qui consistait dans une très-grande faiblesse de la vue. Cet homme de guerre illustre devait ainsi à un défaut physique une qualité morale. Ayant de la peine à discerner les objets, il s'appliquait à les observer de très-près : quand il les avait vus lui-même, il les faisait voir par d'autres ; il accablait sans cesse de questions ceux qui étaient autour de lui, ne prenait aucun repos, n'en laissait à personne, qu'il ne se crût suffisamment informé, et ne se résignait jamais à vivre dans l'incertitude où tant de généraux s'endorment, en livrant au hasard leur gloire et la vie de leurs soldats. Le soir il était allé de sa personne reconnaître ce qui se passait au défilé de Kösen. Quelques prisonniers faits à la suite d'une escarmouche lui avaient appris que la grande armée prussienne s'approchait, conduite par le roi, les princes et le duc de Brunswick. Sur-le-champ il

avait envoyé un bataillon au pont de Kösen, et prescrit à ses troupes d'être sur pied dès le milieu de la nuit, afin d'occuper avant l'ennemi les hauteurs qui dominent la Saale. Dans le moment le maréchal Bernadotte se trouvait à Naumbourg, avec l'ordre de se porter là où il croirait être le plus utile, et notamment de seconder le maréchal Davoust, si celui-ci en avait besoin. Le maréchal Davoust se rendit à Naumbourg, fit part au maréchal Bernadotte de ce qu'il venait d'apprendre, lui proposa de combattre ensemble, lui offrit même de se placer sous son commandement, car ce n'était pas trop des 46,000 hommes qu'ils avaient à eux deux, pour tenir tête aux 80,000 hommes que la renommée attribuait à l'armée prussienne. Le maréchal Davoust insista, au nom des plus graves considérations. Si le maréchal Lannes, ou tout autre, eût été à la place du maréchal Bernadotte, on n'aurait pas eu beaucoup de temps à perdre en vaines explications. Le généreux Lannes, en voyant apparaître l'ennemi, eût embrassé même un rival détesté, et eût combattu avec le dernier dévouement. Mais le maréchal Bernadotte, interprétant les ordres de l'Empereur de la manière la plus fautive, voulut absolument quitter Naumbourg pour se porter sur Dornbourg, où l'ennemi n'était point signalé¹. D'où pouvait provenir une aussi étrange résolution ? Elle provenait de ce sentiment détestable, qui souvent fait sacrifier le sang des hommes, le salut de l'État, à la haine, à l'envie, à la vengeance. Le maréchal Bernadotte éprouvait pour le maréchal Davoust une aversion profonde, conçue sur les plus frivoles motifs. Il partit, laissant le maréchal Davoust réduit à ses propres forces. Ce dernier restait avec trois divisions d'infanterie et trois régiments de cavalerie légère. Le maréchal Bernadotte emmenait même une division de dragons, qui avait été détachée de la réserve de cavalerie, pour seconder le premier et le troisième corps, et dont il ne lui appartenait pas de disposer exclusivement.

¹ Nous citons une lettre de l'Empereur au prince de Ponte-Corvo, écrite après la bataille d'Auerstedt, et qui confirme toutes nos assertions. Elle renferme l'expression d'un mécontentement que Napoléon éprouvait encore plus vivement qu'il ne l'exprimait.

Au prince de Ponte-Corvo.

Wittenberg, 23 octobre 1806.

Je reçois votre lettre. Je n'ai point l'habitude de récriminer sur le passé, puisqu'il est sans remède. Votre corps d'armée ne s'est pas trouvé sur le champ de bataille, et cela eût pu m'être très-funeste. Cependant, d'après un ordre très-précis,

vous deviez vous trouver à Dornbourg, qui est un des principaux débouchés de la Saale, le même jour que le maréchal Lannes se trouvait à Iéna, le maréchal Augereau à Kala, et le maréchal Davoust à Naumbourg. Au défaut d'avoir exécuté ces dispositions, je vous avais fait connaître dans la nuit que, si vous étiez encore à Naumbourg, vous deviez marcher sur le maréchal Davoust pour le soutenir. Vous étiez à Naumbourg lorsque cet ordre est arrivé ; il vous a été communiqué, et cependant vous avez préféré faire une fautive marche pour retourner à Dornbourg, et par là vous ne vous êtes pas trouvé à la bataille, et le maréchal Davoust a supporté les principaux efforts de l'armée ennemie. Tout cela est certainement très-malheureux, etc.

NAPOLÉON.

Cependant le maréchal Davoust n'hésita pas sur le parti qu'il avait à prendre. Il résolut de barrer le chemin à l'ennemi, et de se faire tuer avec le dernier homme de son corps d'armée, plutôt que de laisser ouverte une route que Napoléon mettait tant de prix à fermer. Dans la nuit du 13 au 14, il était en marche vers le pont de Kösen, avec les trois divisions Gudin, Friant et Morand, formant 26,000 hommes présents au drapeau, la plus grande partie en infanterie, heureusement la meilleure de l'armée, car la discipline était de fer sous cet inflexible maréchal. C'est avec ces 26,000 hommes qu'il s'attendait à en combattre 70,000 suivant les uns, 80,000 suivant les autres, en réalité 66,000. Quant aux soldats ils n'étaient pas habitués à compter avec l'ennemi, quelque nombreux qu'il fût. En toute circonstance ils se tenaient pour obligés et pour certains de vaincre.

Le maréchal, après avoir fait prendre les armes longtemps avant le jour, franchit le pont de Kösen, qu'il avait occupé la veille au soir, gravit avec la division Friant les rampes de Kösen, et déboucha vers six heures du matin sur les hauteurs qui forment l'un des côtés du bassin de Hassenhausen. Peu d'instant après, les Prussiens paraissaient sur le côté opposé, de façon que les deux armées auraient pu s'apercevoir aux deux extrémités de cette espèce d'amphithéâtre, si le brouillard, qui à cette heure enveloppait le champ de bataille d'Iéna, n'eût enveloppé aussi celui d'Auerstædt. La division prussienne Schmettau marchait en tête, précédée d'une avant-garde de cavalerie de 600 chevaux, aux ordres du général Blucher. Un peu en arrière venait le roi, avec le duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorf. Le général Blucher était descendu jusqu'au ruisseau fangeux qui traverse le bassin, avait passé le petit pont, et montait au pas la grande route, quand il rencontra un détachement français de cavalerie, commandé par le colonel Bourke et le capitaine Hulot. On se tira des coups de pistolet à travers le brouillard, on fit de notre côté quelques prisonniers aux Prussiens. Le détachement français, après cette reconnaissance hardie, exécutée au milieu d'un brouillard épais, vint se ranger sous la protection du 25^e de ligne, que conduisait le maréchal Davoust. Celui-ci fit placer quelques pièces d'artillerie sur la chaussée même, et tirer à mitraille sur les 600 chevaux du général Blucher, lesquels furent bientôt mis en désordre. Une batterie attelée qui suivait ces 600 chevaux fut

enlevée par deux compagnies du 25^e, et amenée à Hassenhausen. Cette première rencontre révélait toute la gravité de la situation. On allait avoir une grande bataille à livrer. Toutefois l'incertitude produite par le brouillard devait retarder l'engagement, car on ne pouvait, de part ni d'autre, tenter aucun mouvement sérieux, en présence d'un ennemi pour ainsi dire invisible. Le maréchal Davoust, venant de Naumbourg pour fermer la retraite aux Prussiens, tournait le dos à l'Elbe et à l'Allemagne. Il avait la Saale à sa gauche, à sa droite des hauteurs boisées : les Prussiens venant de Weimar avaient la position contraire. Le maréchal Davoust, grâce au retard causé par le brouillard, eut le temps de poster convenablement la division Gudin arrivée la première, et composée des 25^e, 85^e, 12^e, 21^e de ligne, et de six escadrons de chasseurs. Il plaça le 85^e dans le village de Hassenhausen, et comme à la droite de Hassenhausen (droite des Français), mais un peu en avant, se trouvait un petit bois de saules, il dispersa dans ce bois un grand nombre de tirailleurs, qui ouvrirent un feu meurtrier sur la ligne prussienne, que l'on commençait à discerner. Les trois autres régiments furent disposés à droite du village, deux d'entre eux déployés, et rangés de manière à présenter une double ligne, le troisième en colonne, prêt à se former en carré sur le flanc de la division. Le terrain à la gauche de Hassenhausen fut réservé pour recevoir les troupes du général Morand. Quant à celles du général Friant, leur position devait être déterminée par les circonstances de la bataille.

Le roi de Prusse, le duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorf, qui avaient franchi le ruisseau avec la division Schmettau, délibérèrent, à la vue des dispositions qu'ils apercevaient en avant de Hassenhausen, s'il fallait attaquer sur-le-champ. Le duc de Brunswick voulait attendre la division Wartensleben, pour agir avec plus d'ensemble ; mais le roi et le maréchal de Mollendorf étaient d'avis de ne pas différer le combat. Du reste la fusillade devint si vive qu'il fallut y répondre, et s'engager tout de suite. On se déploya donc avec la division Schmettau, en face du terrain occupé par les Français, ayant devant soi Hassenhausen, qui, au milieu de ce terrain découvert, allait devenir le pivot de la bataille. On essaya de riposter aux tirailleurs français, embusqués derrière les saules, mais ce fut sans effet, car outre leur adresse, ces tirailleurs avaient un abri, et alors on se porta un peu sur la droite

de Hassenhausen (droite pour les Français, gauche pour les Prussiens), afin de se garantir d'un feu plongeant et meurtrier. La division Schmettau s'approcha des lignes de notre infanterie pour la fusiller, et le brouillard commençant à se dissiper, elle découvrit l'infanterie de la division Gudin rangée à la droite de Hassenhausen. Le général Blucher à cet aspect réunit sa nombreuse cavalerie, et, dérivant un détour, vint pour charger en flanc la division Gudin. Mais celle-ci ne lui en laissa pas le temps. Le 25^e, qui était en première ligne, disposa sur-le-champ en carré son bataillon de droite; le 21^e, qui était en seconde ligne, suivit cet exemple; enfin le 12^e régiment, qui était en arrière-garde, forma un seul carré de ses deux bataillons, et ces trois masses hérissées de baïonnettes attendirent avec une tranquille assurance les escadrons du général Blucher. Les généraux Petit, Gudin, Gauthier avaient pris place chacun dans un carré. Le maréchal allait de l'un à l'autre. Le général Blucher, que distinguait un bouillant courage, exécuta une première charge, qu'il eut soin de diriger en personne. Mais ses escadrons n'arrivèrent pas jusqu'à nos baïonnettes, une grêle de balles les arrêtant sur place, et les forçant à se détourner brusquement. Le général Blucher avait eu son cheval tué; il prit celui d'un trompette, recommença la charge jusqu'à trois fois, mais toujours sans succès, et fut bientôt entraîné lui-même dans la déroute de sa cavalerie. Nos escadrons de chasseurs, soigneusement gardés en réserve sous la protection d'un petit bois, se lancèrent à la suite de cette cavalerie fugitive, et l'obligèrent à disparaître plus vite en lui tuant quelques hommes.

Jusqu'ici le troisième corps conservait son terrain, sans aucun ébranlement. La division Friant, celle qui s'était si bien conduite à Austerlitz, parut en cet instant sur le lieu du combat. Le maréchal Davoust, voyant que les efforts de l'ennemi se dirigeaient sur la droite de Hassenhausen, porta la division Friant vers cet endroit, et concentra la division Gudin autour de Hassenhausen, qui, d'après toutes les apparences, allait être attaqué violemment. Il envoya en même temps l'ordre au général Morand de hâter le pas, pour venir se placer à la gauche du village.

Du côté des Prussiens, la seconde division, celle de Wartensleben, arrivait tout essoufflée, retardée qu'elle avait été par un encombrement de bagages qui s'était produit sur les derrières. La division Orange arrivait aussi à perte d'ha-

leine, longtemps retenue par la même cause. Le défaut d'habitude de la guerre rendait chez cette armée les mouvements lents, décousus, embarrassés.

Le moment était venu où le combat devait s'engager avec fureur. La division Wartensleben se dirigea vers la gauche de Hassenhausen, tandis que la division Schmettau, conduite avec vigueur par les officiers prussiens, s'avança devant Hassenhausen même, puis replia ses deux ailes autour de ce village, afin de l'envelopper. Heureusement trois des régiments du général Gudin s'y étaient jetés. Le 85^e, qui en occupait le front, se comporta dans cette journée avec une valeur héroïque. Refoulé dans l'intérieur du village, il en barra le passage avec une invincible fermeté, répondant par un feu continu et adroitement dirigé à la masse épouvantable des feux prussiens. Ce régiment avait déjà perdu la moitié de son effectif qu'il tenait ferme sans s'ébranler. Pendant ce temps, la division Wartensleben, profitant de ce que la division Morand n'avait pas encore occupé la gauche de Hassenhausen, menaçait de tourner le village en se faisant précéder par une immense cavalerie. A cette vue, le général Gudin avait déployé le quatrième de ses régiments, le 12^e, à la gauche de Hassenhausen, pour empêcher qu'il ne fût débordé. Il était évident à tous les yeux que, sur ce terrain découvert, le village de Hassenhausen étant le seul appui des uns, le seul obstacle des autres, on devait se le disputer avec acharnement. Le brave général Schmettau, à la tête de ses fantassins, reçut un coup de feu qui l'obligea de se retirer. Le duc de Brunswick, en voyant l'opiniâtre résistance des Français, éprouvait un secret désespoir, et croyait toucher à la catastrophe dont le pressentiment assiégeait depuis un mois son âme attristée. Ce vieux guerrier, hésitant dans le conseil, jamais au feu, veut se mettre lui-même à la tête des grenadiers prussiens, et les conduire à l'assaut de Hassenhausen, en suivant un pli de terrain, qui se trouve à côté de la chaussée, et par lequel on peut parvenir plus sûrement au village. Tandis qu'il les exhorte et leur montre le chemin, un biscaien l'atteint au visage, et lui fait une blessure mortelle. On l'emmène, après avoir jeté un mouchoir sur sa figure, pour que l'armée ne reconnaisse pas l'illustre blessé. A cette nouvelle, une noble fureur s'empare de l'état-major prussien. Le respectable Mollendorf ne veut pas survivre à cette journée; il s'avance, et il est à son tour mortellement frappé. Le roi, les

princes se portent au danger comme les derniers des soldats. Le roi a un cheval tué sans quitter le feu. La division Orange arrive enfin. On la partage en deux brigades : l'une va soutenir la division Wartensleben à la gauche de Hassenhausen (gauche des Français), pour essayer de faire tomber la position, en la tournant ; l'autre va remplir à droite l'espace que la division Schmettau a laissé vacant, pour se jeter sur Hassenhausen. Cette seconde brigade doit surtout arrêter la division Friant, qui commence à gagner du terrain sur le flanc de l'armée prussienne.

Le maréchal Davoust, présent sans cesse au plus fort du danger, pousse à droite la division Friant, laquelle échange une vive fusillade avec la brigade de la division Orange qui lui est opposée. Au centre, à Hassenhausen même, il soutient les cœurs en annonçant l'arrivée de Morand. A gauche, où Morand paraît enfin, il court ranger cette division, non pas la plus brave des trois, car toutes trois l'étaient également, mais la plus nombreuse. L'intrépide Morand amenait cinq régiments, le 15^e léger, et les 61^e, 51^e, 50^e, 17^e de ligne. Ces cinq régiments présentaient neuf bataillons, le dixième ayant été laissé à la garde du pont de Kösen. Ils viennent occuper le terrain uni qui est à la gauche de Hassenhausen. Les Prussiens avaient braqué sur ce terrain une nombreuse artillerie, prête à foudroyer les troupes qui se montreraient. Chacun des neuf bataillons, après avoir gravi les rampes de Kösen, devait déboucher sur le plateau sous la mitraille de l'ennemi. Ils se déploient néanmoins les uns à la suite des autres, se formant à l'instant même où ils arrivent en ligne, malgré les décharges répétées de l'artillerie prussienne. Le 15^e léger paraît le premier, se forme et se porte rapidement en avant. Mais s'étant trop avancé, il est obligé de se replier sur les autres régiments. Le 61^e, qui vient après, accueilli comme le 15^e, n'en est point ébranlé. Un soldat, que ses camarades avaient surnommé l'Empereur, à cause d'une certaine ressemblance avec Napoléon, apercevant dans sa compagnie quelque flottement, court en avant, se place en jalon, et s'écrie : « Mes amis, suivez votre Empereur ! » Tous le suivent, et se serrent sous cette grêle de mitraille. Les neuf bataillons achèvent leur déploiement, et marchent en colonnes, ayant leur artillerie dans l'intervalle d'un bataillon à l'autre. Le maréchal Davoust, pendant qu'il conduit ses bataillons, reçoit un biscaien à la tête, qui perce son chapeau à la hauteur de

la cocarde, et lui enlève des cheveux sans entamer le crâne. Les neuf bataillons se posent en face de la ligne ennemie, et font reculer la division Wartensleben, ainsi que la brigade d'Orange, venue à l'appui. Ils dégagent en gagnant du terrain le flanc de Hassenhausen, et obligent la division Schmettau à replier ses ailes, qu'elle avait étendues autour du village. Après une assez longue fusillade, la division Morand voit s'amasser sur sa tête un nouvel orage : c'est une masse énorme de cavalerie, qui paraît se réunir derrière les rangs de la division Wartensleben. L'armée royale menait avec elle la meilleure et la plus nombreuse portion de la cavalerie prussienne. Elle pouvait présenter 14,000 à 15,000 cavaliers, supérieurement montés, et formés aux manœuvres par de longs exercices. Les Prussiens veulent, avec cette masse de cavalerie, tenter un effort désespéré contre la division Morand. Ils se flattent, sur le terrain uni qui sépare Hassenhausen de la Saale, de la fouler sous les pieds de leurs chevaux, ou de la précipiter de haut en bas, le long des rampes de Kösen. S'ils réussissent, la gauche de l'armée française étant culbutée, Hassenhausen enveloppé, Gudin pris dans le village, la division Friant n'a plus qu'à battre en retraite au pas de course. Mais le général Morand, à l'aspect de ce rassemblement, dispose sept de ses bataillons en carrés, et en laisse deux déployés pour se lier à Hassenhausen. Il s'établit dans l'un de ces carrés, le maréchal Davoust s'établit dans un autre, et ils se disposent à recevoir de pied ferme la masse d'ennemis qui s'apprête à fondre sur eux. Tout à coup les rangs de l'infanterie de Wartensleben s'ouvrent et vomissent les torrents de la cavalerie prussienne, qui, sur ce point, ne compte pas moins de 10,000 chevaux, conduits par le prince Guillaume. Elle entreprend une suite de charges qui se renouvellent à plusieurs reprises. Chaque fois, nos intrépides fantassins, attendant avec sang-froid l'ordre de leurs officiers, laissent venir les escadrons ennemis à trente ou quarante pas de leurs lignes, puis exécutent des décharges si justes, si meurtrières, qu'ils abattent des centaines d'hommes et de chevaux, et se créent ainsi un rempart de cadavres. Dans l'intervalle de ces charges, le général Morand et le maréchal Davoust passent d'un carré dans un autre, pour donner à chacun d'eux l'encouragement de leur présence. Les cavaliers prussiens réitérent avec fureur ces rudes assauts, mais n'arrivent pas même jusqu'à nos baïon-

nettes. Enfin, après une fréquente répétition de cette scène tumultueuse, la cavalerie prussienne découragée se retire derrière son infanterie. Alors le général Morand, rompant ses carrés, déploie ses bataillons, les forme en colonnes d'attaque, et les pousse sur la division Wartensleben. L'infanterie prussienne, abordée avec vigueur, recule devant nos soldats, et descend en rétrogradant jusqu'au bord du ruisseau. En même temps, le général Friant, à droite, force la première brigade de la division Orange à se retirer, et, par suite de ce double mouvement, la division Schmettau, débordée sur ses deux ailes, horriblement décimée, est réduite à lâcher pied, et à s'éloigner de ce village de Hassenhausen, disputé avec tant de violence à la division Gudin.

Les trois divisions prussiennes sont ainsi ramenées au delà du ruisseau marécageux qui traverse le champ de bataille. L'armée française s'y arrête un instant, pour reprendre haleine, car ce combat inégal durait depuis six heures, et nos soldats expiraient de fatigue. La division Gudin, chargée de défendre Hassenhausen, avait essuyé des pertes énormes; mais la division Friant avait médiocrement souffert; la division Morand, peu maltraitée par la cavalerie, comme toute infanterie qui n'a pas été rompue, atteinte plus gravement par l'artillerie, se trouvait cependant très en état de combattre, et toutes trois étaient prêtes à recommencer, s'il le fallait, pour tenir tête aux deux divisions prussiennes de réserve, restées spectatrices du combat, sur le bord opposé du bassin où se livrait la bataille. Ces deux divisions de réserve, Kuhnheim et d'Arnim, sous le maréchal Kalkreuth, attendaient le signal pour entrer en ligne à leur tour, et renouveler la lutte.

Pendant ce temps on délibérait autour du roi de Prusse. Le général Blucher était d'avis de réunir la masse entière de la cavalerie aux deux divisions de réserve, et de se jeter sur l'ennemi en désespérés. Le roi avait partagé d'abord cette opinion; mais on faisait valoir auprès de lui que, si l'on différait seulement d'une journée, on serait rejoint par le prince de Hohenlohe et par le corps du général Ruchel, et qu'on écraserait les Français au moyen de cette réunion de forces. La supposition n'était pas très-fondée, car, s'il était permis de compter sur la jonction des corps de Hohenlohe et de Ruchel, les Français, qu'on avait devant soi, devaient être rejoints aussi par la grande armée. Aucune chance ne valait donc celle qu'on pouvait trouver dans

un dernier effort, tenté tout de suite, et avec la volonté de vaincre ou de mourir, bien que cette chance elle-même ne fût pas grande, vu l'état des divisions Friant et Morand. Cependant la retraite fut ordonnée. Le roi avait montré une bravoure rare, mais la bravoure n'est pas le caractère. D'ailleurs les âmes autour de lui étaient profondément abattues.

On commença dans l'après-midi le mouvement de retraite. Le maréchal Kalkreuth s'avança pour le couvrir avec ses deux divisions fraîches. Le général Morand avait profité d'un accident de terrain qu'on appelle le Sonnenberg, et qui était situé à la gauche du champ de bataille, pour placer des batteries qui faisaient sur la droite des Prussiens un feu des plus incommodes. Le maréchal Davoust ébranla ses trois divisions, et les porta vivement au delà du ruisseau. On marcha malgré le feu des divisions de réserve, on les joignit à portée de fusil, et on les força de battre en retraite, sans désordre, il est vrai, mais précipitamment. Si le maréchal Davoust avait eu les régiments de dragons emmenés la veille par le maréchal Bernadotte, il aurait fait des milliers de prisonniers. Il en prit cependant plus de 3,000, outre cent quinze pièces de canon, capture énorme pour un corps qui n'en possédait lui-même que quarante-quatre. Arrivé sur l'autre côté du bassin où l'on avait combattu, il arrêta son infanterie, et apercevant aux environs d'Apolda les troupes du maréchal Bernadotte, il invita celui-ci à tomber sur l'ennemi, et à ramasser les vaincus, que son corps épuisé de fatigue ne pouvait suivre plus longtemps. Les soldats du maréchal Bernadotte, qui mangeaient la soupe autour d'Apolda, étaient indignés, et se demandaient ce qu'on faisait de leur courage dans un pareil moment.

L'armée prussienne avait perdu 5,000 prisonniers, 9,000 ou 10,000 hommes tués ou blessés, plus le duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorf, le général Schmettau, frappés mortellement, et surtout un nombre immense d'officiers qui avaient bravement fait leur devoir. Le corps du maréchal Davoust avait essuyé des pertes cruelles. Sur 26,000 hommes il en comptait 7,000 hors de combat. Les généraux Morand et Gudin étaient blessés; le général de Billy était tué; la moitié des généraux de brigade et des colonels étaient morts ou atteints de blessures graves. Jamais journée plus meurtrière, depuis Marengo, n'avait ensanglanté les armes françaises, et jamais aussi un plus grand exemple de fermeté

héroïque n'avait été donné par un général et ses soldats.

L'armée royale se retira, sous la protection des deux divisions de réserve, que conduisait le maréchal Kalkreuth. Le rendez-vous assigné à tous les corps désorganisés par la bataille était Weimar, derrière le prince de Hohenlohe, qu'on supposait encore sain et sauf. Le roi y marcha, fort triste sans doute, mais comptant, sinon sur un retour de fortune, au moins sur une retraite en bon ordre, grâce aux 70,000 hommes du prince de Hohenlohe et du général Ruchel. Il cheminait accompagné d'un fort détachement de cavalerie, lorsqu'on découvrit sur les derrières du champ de bataille d'Iéna les troupes du maréchal Bernadotte. A leur vue on ne douta plus qu'il ne fût arrivé quelque accident à l'armée du prince de Hohenlohe. On quitta précipitamment la route de Weimar, pour se jeter à droite sur celle de Sommerda. (Voir la carte n° 54.) Mais bientôt la vérité fut connue tout entière, car l'armée du prince de Hohenlohe cherchait dans le moment auprès de l'armée du roi l'appui que l'armée du roi cherchait auprès d'elle. On se rencontra par mille bandes détachées qui fuyaient dans toutes les directions, et les uns et les autres apprirent qu'ils avaient été vaincus, chacun de leur côté. A cette nouvelle le désordre, moins grand d'abord dans l'armée du roi, parce qu'elle n'était pas poursuivie, y fut porté au comble. Une terreur subite s'empara de toutes les âmes; on se mit à courir confusément sur les routes, sur les sentiers, voyant partout l'ennemi, et prenant des fuyards pleins d'effroi eux-mêmes, pour les Français victorieux. Par surcroît de malheur, on trouva sur les chemins cette masse énorme de bagages, que l'armée prussienne, amollie par une longue paix, traînait à sa suite, et dans le nombre une quantité de bagages royaux, qui n'étaient pas en rapport avec la simplicité personnelle du roi Frédéric-Guillaume, mais que la présence de la cour avait rendus nécessaires. Pressés de se soustraire au péril, les soldats des deux armées prussiennes regardaient comme une calamité ces obstacles à la rapidité de leur fuite. La cavalerie se détournait, et se jetait à travers la campagne, se sauvant par escadrons isolés. L'infanterie rompait ses rangs, ravageant, culbutant ces bagages incommodes, et laissant au vainqueur le soin de les piller, parce qu'avant tout elle voulait fuir. Bientôt les deux divisions du maréchal Kalkreuth, restées seules en bon ordre, furent atteintes du désespoir général, et, malgré l'énergie de leur

chef, commencèrent à se dissoudre. Les cadres se dégarnissaient d'heure en heure, et les soldats, qui n'avaient point partagé les passions de leurs officiers, trouvaient plus simple, en abandonnant leurs armes, et en se cachant dans les bois, de se dérober aux conséquences de la défaite. Les routes étaient jonchées de sacs, de fusils, de canons. C'est ainsi que se retirait l'armée prussienne, à travers les plaines de la Thuringe, et vers les montagnes du Hartz, présentant un spectacle bien différent de celui qu'elle offrait peu de jours auparavant, lorsqu'elle promettait de se conduire devant les Français tout autrement que les Autrichiens ou les Russes¹.

L'armée de Hohenlohe fuyait partie à droite vers Sommerda, partie à gauche vers Erfurt, au delà de Weimar. Une moitié de l'armée royale, celle qui avait quitté le champ de bataille la première, avec ordre de se diriger sur Weimar, trouvant cette ville dans les mains de l'ennemi, allait à Erfurt, portant avec elle ses chefs mortellement blessés, le duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorf, le général Schmettau. Le reste de l'armée royale marchait vers Sommerda, non que cela fût ordonné, mais parce que Sommerda, Erfurt, étaient les villes qui se rencontraient sur les derrières du pays où l'on avait combattu. Personne n'avait pu donner un ordre depuis que ce délire de terreur s'était emparé de toutes les têtes. Le roi, entouré de quelque cavalerie, marchait vers Sommerda. Le prince de Hohenlohe, qui s'était retiré avec 1,200 ou 1,500 chevaux, n'en avait pas 200 quand il arriva le lendemain matin 15 à Tennstädt. Il demandait des nouvelles du roi, qui en demandait de lui. Aucun chef ne savait où étaient les autres.

Pendant cette terrible nuit, les vainqueurs ne souffraient pas moins que les vaincus. Ils étaient couchés sur la terre, bivaquant par la nuit la plus froide, n'ayant presque rien à manger, à la suite d'une journée de combat, naturellement peu productive en vivres. Beaucoup d'entre eux, atteints plus ou moins gravement, gisaient sur la terre, à côté des blessés ennemis, confondant leurs gémissements, car ce n'est pas dans un si court intervalle que l'ambulance la mieux organisée aurait pu ramasser douze ou quinze mille blessés. Napoléon, par bonté autant que par calcul, avait, durant plusieurs heures, veillé de sa personne à leur enlèvement, et il était rentré

¹ Nous ne faisons que reproduire ici le tableau tracé par les officiers prussiens eux-mêmes dans les différents récits qu'ils ont publiés.

ensuite à Iéna, où il avait trouvé, lui aussi, un redoublement de nouvelles, c'est-à-dire l'annonce d'une seconde victoire, plus glorieuse encore que celle qui avait été remportée sous ses yeux. Il se refusait d'abord à croire tout ce qu'on lui mandait, parce qu'une lettre du maréchal Bernadotte, pour excuser par un mensonge une conduite impardonnable, lui disait que le maréchal Davoust avait à peine neuf à dix mille hommes devant lui. Un officier du maréchal Davoust, le capitaine Trobriand, étant venu lui apprendre qu'on avait eu 70,000 hommes à combattre, il ne put ajouter foi à ce rapport, et lui répondit : « Votre maréchal y voit double. » Mais quand il sut tous les détails, il ressentit la joie la plus vive, et combla d'éloges, bientôt après de récompenses, l'admirable conduite du troisième corps. Il fut indigné contre le maréchal Bernadotte, et peu surpris. Dans le premier moment il voulut sévir avec éclat, et songea même à ordonner un jugement devant un conseil de guerre. Mais la parenté, une sorte de faiblesse à sévir autrement qu'en paroles véhémentes, firent bientôt dégénérer sa résolution de sévérité en un mécontentement, qu'il ne prit du reste aucun soin de cacher. Le maréchal Bernadotte en fut quitte pour des lettres du prince Berthier et de Napoléon lui-même, lettres qui durent le rendre profondément malheureux, s'il avait le cœur d'un citoyen et d'un soldat.

Le lendemain matin le maréchal Duroc fut envoyé à Naumbourg. Il portait au maréchal Davoust une lettre de l'Empereur, et des témoignages éclatants de satisfaction pour tout le corps d'armée. « Vos soldats et vous, monsieur le maréchal, » disait Napoléon, « avez acquis des droits éternels à mon estime et à ma reconnaissance. » Duroc devait se rendre dans les hôpitaux, visiter les blessés, leur apporter la promesse de récompenses éclatantes, et prodiguer l'argent à tous ceux qui en auraient besoin. La lettre de l'Empereur fut lue dans les chambrées où l'on avait entassé les blessés, et ces malheureux, criant vive l'Empereur, au milieu de leurs souffrances, exprimaient le désir de recouvrer la vie pour la lui dévouer encore.

Napoléon, dès le lendemain 15 octobre, se mit en mesure de profiter de la victoire, avec cette activité qu'aucun capitaine, ancien ni moderne, n'égalait jamais. Il prescrivit d'abord aux maréchaux Davoust, Lannes et Augereau, dont les corps avaient beaucoup souffert dans la journée du 14, de se reposer deux ou trois jours à Naum-

bourg, à Iéna, à Weimar. Mais le maréchal Bernadotte, dont les soldats n'avaient pas tiré un coup de fusil, les maréchaux Soult et Ney, qui n'avaient eu qu'une partie de leurs troupes engagées, Murat, dont la cavalerie n'avait eu à essuyer que des fatigues, furent portés en avant, pour harceler l'armée prussienne, et en ramasser les débris, faciles à capturer dans l'état de désorganisation où elle était tombée. Murat, qui avait couché à Weimar, eut ordre de courir avec ses dragons à Erfurt le 15 au matin, et Ney de le suivre immédiatement. (Voir la carte n° 54.) Le maréchal Soult dut, par Sommerda, Greussen, Sondershausen, Nordhausen, marcher à la suite de l'armée ennemie, et la poursuivre à travers la Thuringe, vers ces montagnes du Hartz, où elle semblait, dans son désordre, chercher un refuge. Il fut enjoint au maréchal Bernadotte de se diriger le jour même sur l'Elbe, en se portant vers la droite de l'armée par Halle et Dessau. On remarquera que Napoléon, soigneux de se concentrer la veille d'une grande bataille, le lendemain, quand il avait frappé l'ennemi, divisait ses corps, comme un vaste réseau, pour prendre tout ce qui fuyait, habile ainsi à modifier l'application des principes de la guerre, selon les circonstances, et toujours avec la justesse et l'à-propos qui assurent le succès.

Ces ordres donnés, Napoléon accorda quelques soins à la politique. La direction que suivaient les Prussiens en se retirant les éloignait de la Saxe. De plus, Napoléon tenait en son pouvoir une bonne partie des troupes saxonnes, qui avaient honorablement combattu, quoique fort peu satisfaites, tant de la guerre à laquelle on avait entraîné leur pays, que des mauvais procédés dont elles croyaient avoir à se plaindre de la part des Prussiens. Napoléon fit assembler à Iéna dans une salle de l'Université les officiers des troupes saxonnes. Se servant d'un employé des affaires étrangères, appelé auprès de lui, il leur adressa des paroles qui furent immédiatement traduites. Il leur dit qu'il ne savait pas pourquoi il était en guerre avec leur souverain, prince sage, pacifique, digne de respect; qu'il avait même tiré l'épée pour arracher leur pays à la dépendance humiliante dans laquelle le tenait la Prusse, et qu'il ne voyait pas pourquoi les Saxons et les Français, avec si peu de motifs de se haïr, persisteraient à combattre les uns contre les autres; qu'il était prêt, quant à lui, à leur donner un premier gage de ses dispositions amicales, en leur rendant la liberté, et en

respectant la Saxe, pourvu qu'ils lui promissent, de leur côté, de ne plus porter les armes contre la France, et que les principaux d'entre eux allassent à Dresde proposer et faire accepter la paix. Les officiers saxons, saisis d'admiration à la vue du personnage extraordinaire qui leur parlait, touchés de la générosité de ses propositions, répondirent par le serment unanime de ne plus servir, ni eux ni leurs soldats, pendant cette guerre. Quelques-uns s'offrirent à partir sur-le-champ pour Dresde, assurant qu'avant trois jours ils auraient apporté le consentement de leur souverain.

Par cet acte habile, Napoléon voulait désarmer le patriotisme germanique, si fort excité par les soins de la Prusse, et en traitant avec cette douceur un prince justement respecté, s'acquérir le droit de traiter avec rigueur un prince qui n'était estimé de personne. Ce dernier était l'électeur de Hesse, qui avait contribué par ses mensonges à provoquer la guerre, et qui, depuis la guerre, cherchait à trafiquer de son adhésion, résolu de se donner à celle des deux puissances que la victoire favoriserait. C'était un ennemi secret, dévoué aux Anglais, chez lesquels il avait déposé ses richesses. Napoléon n'avait garde, en s'avancant en Prusse, de laisser un tel ennemi sur ses derrières. Les principes de la guerre commandaient de s'en débarrasser, et ceux d'une loyale politique ne le défendaient pas, car ce prince avait été pour la Prusse et pour la France un voisin sans foi. Sur-le-champ, avant d'aller plus loin, Napoléon ordonna au huitième corps de quitter Mayence, et de se porter sur Cassel, bien que ce corps ne dût pas compter encore plus de 40,000 à 42,000 hommes. Il prescrivit à son frère Louis de marcher par la Westphalie sur la Hesse, et de se joindre au maréchal Mortier avec 42,000 ou 43,000 hommes, pour concourir à exécuter les arrêts de la victoire. Toutefois, ne jugeant pas convenable de charger l'un de ses frères d'une commission aussi rigoureuse, il conseilla au roi Louis d'envoyer ses troupes au maréchal Mortier, et d'abandonner à celui-ci le soin d'opérer l'expropriation de la maison de Hesse, avec l'obéissance et la probité qui le distinguaient. Le maréchal Mortier devait déclarer que l'électeur de Hesse avait cessé de régner (forme déjà adoptée à l'égard de la maison de Naples), s'emparer de ses États au nom de la France, et licencier son armée, en offrant à ceux des soldats hessois qui voudraient encore servir de se rendre en Italie.

C'étaient pour la plupart des hommes robustes, bien disciplinés, fort habitués à porter les armes hors de leur patrie, pour le compte de ceux qui les payaient, notamment pour le compte des Anglais, qui les employaient dans l'Inde avec beaucoup d'avantage. L'armée hessoise se composait de 52,000 soldats de toutes armes. C'était un précieux résultat que de ne plus laisser derrière soi cette force redoutable, surtout en voulant se porter au Nord, aussi loin que le projetait Napoléon.

Avec ces divers ordres, Napoléon envoya sur le Rhin la nouvelle de ses éclatants succès, nouvelle qui devait dissiper les espérances de ses ennemis, les craintes de ses amis, et accroître chez les soldats restés à l'intérieur le zèle à rejoindre la grande armée. Suivant son usage, il y ajouta une multitude d'instructions pour l'appel des conscrits, pour l'organisation des dépôts, pour le départ des détachements destinés à recruter les cadres, et pour le règlement des affaires civiles, qui, sous son règne, ne souffraient jamais des préoccupations de la guerre.

D'Iéna, Napoléon se rendit à Weimar. Il y trouva toute la cour du grand-duc, compris la grande-duchesse, sœur de l'empereur Alexandre. Il n'y manquait que le grand-duc lui-même, chargé du commandement d'une division prussienne. Cette cour polie et savante avait fait de Weimar l'Athènes de la moderne Allemagne, et sous sa protection Goëthe, Schiller, Wieland, vivaient honorés, riches et heureux. La grande-duchesse, qu'on accusait d'avoir contribué à la guerre, accourut au-devant de Napoléon, et troublée du tumulte qui régnait autour d'elle, s'écria en l'approchant : « Sire, je vous recommande mes sujets. — Vous voyez, madame, ce que c'est que la guerre, » lui répondit froidement Napoléon. Du reste, il s'en tint à cette vengeance, traita cette cour ennemie, mais lettrée, comme Alexandre eût traité une ville de la Grèce, se montra plein de courtoisie envers la grande-duchesse, ne lui exprima aucun déplaisir de la conduite de son mari, fit respecter la ville de Weimar, et ordonna qu'on eût les soins convenables pour les généraux blessés dont cette ville était remplie. De Weimar il prit à droite, et se dirigea sur Naumbourg, pour féliciter lui-même le corps du maréchal Davoust, pendant que ses lieutenants poursuivaient à outrance l'armée prussienne.

L'infatigable Murat, dans cet intervalle, avait galopé avec ses escadrons jusqu'à Erfurt, et in-

vesti la place, qui, quoique de force médiocre, était cependant entourée d'assez bonnes murailles, et pourvue d'un matériel considérable. Elle regorgeait de blessés et de fuyards. On y avait transporté le maréchal de Mollendorf, pour lequel Napoléon avait recommandé les plus grands égards. Murat somma Erfurt, en faisant appuyer sa sommation par l'infanterie du maréchal Ney. Il n'y avait parmi les fuyards prussiens personne qui fût capable de tenir tête aux Français, et de répondre par une résistance énergique à l'impétuosité de leur poursuite. D'ailleurs quatorze à quinze mille fuyards, dont six mille blessés, la plupart mourants, un désordre inouï, n'étaient guère des éléments de défense. La place capitula le soir même du 15. On y recueillit, outre les 6,000 blessés prussiens, 9,000 prisonniers et un butin immense. Murat et Ney en partirent immédiatement pour suivre le gros de l'armée prussienne.

Murat avait envoyé à Weissensee les dragons de Klein, pour intercepter les corps qui fuyaient isolément. (Voir la carte n° 54.) Cette ville était entre Sommerda où le roi avait passé la première nuit, et Sondershausen où il devait passer la seconde. Le général Klein y devança les Prussiens. Le général Blücher, arrivé avec sa cavalerie, fut fort étonné de rencontrer déjà sur son chemin les dragons de Murat. Ayant demandé à parlementer, il engagea une sorte de négociation avec le général Klein, et s'appuyant d'une lettre écrite par Napoléon au roi de Prusse, lettre qui contenait, disait-on, des offres de paix, il affirma sur sa parole qu'un armistice venait d'être signé. Le général Klein crut le général Blücher et ne mit aucun obstacle à sa retraite. Cette ruse de guerre sauva les restes de l'armée prussienne. Le général Blücher et le maréchal Kalkreuth purent ainsi se rendre à Greussen. Mais le maréchal Soult suivait ces corps d'armée sur la même route. Le lendemain matin 16, il atteignit à Greussen l'arrière-garde du maréchal Kalkreuth, lequel, voulant gagner du temps, fit valoir à son tour la fable d'un armistice. Le maréchal Soult ne s'y laissa pas prendre; il déclara ne pas croire à l'existence d'un armistice, et, après avoir employé quelques instants en pourparlers, afin de donner à son infanterie le temps de rejoindre, attaqua Greussen, l'emporta de vive force, et ramassa encore beaucoup de prisonniers, de chevaux et de canons. Le jour suivant 17, poursuivis et poursuivants s'acheminèrent sur Sondershausen et Nordhausen, les uns abandonnant

aux autres des bagages, des canons, des bataillons entiers. On avait déjà recueilli plus de 200 bouches à feu sur toutes les routes et plusieurs milliers de prisonniers.

Le roi de Prusse, arrivé à Nordhausen, y trouva le prince de Hohenlohe. Croyant encore aux talents de ce général, qui avait été battu comme le duc de Brunswick, mais qui avait aux yeux de l'armée le mérite d'avoir blâmé le plan du généralissime, il le chargea du commandement en chef. Toutefois il laissa le commandement des deux divisions de la réserve au vieux Kalkreuth, lequel avait aussi le mérite d'avoir beaucoup blâmé tout ce qui s'était fait. Cette mesure fut la seule que prit le roi après ce grand désastre. Triste, silencieux, montrant un visage sévère aux insensés qui avaient voulu la guerre, mais leur épargnant des reproches qu'ils auraient pu lui rendre, car s'ils avaient eu le tort de la folie, il avait eu celui de la faiblesse, il s'achemina vers Berlin, dans un moment où ce n'eût pas été trop de sa présence à l'armée pour remettre les esprits abattus, divisés, aigris, pour faire de tous ces débris un corps qui retardât le passage de l'Elbe, couvrit quelque temps Berlin, et, en se retirant sur l'Oder, apportât aux Russes un contingent d'une certaine valeur. Ce départ était une faute grave, et peu digne du courage personnel que Frédéric-Guillaume avait montré pendant la bataille. Ce monarque n'ajouta qu'un acte à la nomination du prince de Hohenlohe, ce fut d'écrire à Napoléon, pour lui exprimer son regret d'être en guerre avec la France, et lui proposer d'ouvrir sur-le-champ une négociation.

Le roi ayant quitté le quartier général sans donner aucune instruction militaire à ses généraux, ceux-ci agirent sans le moindre concert. Le prince de Hohenlohe réunit les débris des deux armées, moins la réserve confiée au maréchal Kalkreuth, et en forma trois détachements, deux de troupes conservant quelque organisation, un troisième comprenant la masse des fuyards. Il les dirigea tous les trois, par un mouvement à droite, sur l'Elbe, en les faisant marcher par trois lignes d'étapes différentes, mais placées sur la même direction, de Nordhausen à Magdebourg. Il y aurait eu peu d'avantage à se jeter dans le Hartz, car, outre le défaut de ressources en vivres, cette chaîne montagneuse n'offrait ni assez d'éloignement, ni assez de profondeur, pour servir d'asile à l'armée fugitive. On y aurait été poursuivi par les Français, très-alertes dans les montagnes, et peut-être, la

chaîne traversée, on les eût trouvés encore au delà, barrant la route de l'Elbe. C'était donc une détermination bien conçue que de se détourner à droite, pour se porter directement sur l'Elbe et Magdebourg. Cependant on traînait après soi un parc de grosse artillerie, qui ralentissait beaucoup la marche. On imagina de le confier au général Blucher, qui, tournant par le côté opposé les montagnes du Hartz, par Osterode, Seesen, Brunswick, devait descendre dans les plaines du Hanovre, sans être suivi par les Français, car il était à présumer que ceux-ci se jetteraient en masse sur les pas de la grande armée prussienne, et n'iraient pas courir après un détachement à travers les difficiles routes de la Hesse. En conséquence le général Blucher, avec deux bataillons et un gros corps de cavalerie, se chargea d'escorter le grand parc. Le duc de Weimar, qui s'était enfoncé avec l'avant-garde dans la forêt de Thuringe, en était bientôt revenu au bruit des deux batailles perdues. Il longeait le pied des montagnes, côtoyant du plus loin qu'il pouvait les deux armées française et prussienne. Il reçut à temps l'avis du mouvement que devait exécuter le général Blucher, et résolut de se joindre à lui par Osterode et Seesen. Le maréchal Kalkreuth, après avoir séjourné quelques heures à Nordhausen pour couvrir la retraite, se dirigea droit sur l'Elbe, au-dessous de Magdebourg, aimant à marcher seul, et mécontent d'avoir passé successivement sous les ordres de deux généraux qu'il estimait peu, tandis qu'il croyait, non sans raison, avoir mérité le commandement en chef.

Les maréchaux Ney, Soult et Murat se mirent à la poursuite de la grande armée prussienne, forçant de marche pour la rejoindre, et lui enlevant à chaque pas des prisonniers et du matériel. Mais la route de Nordhausen à Magdebourg n'était pas assez longue pour qu'ils eussent le temps de gagner les Prussiens de vitesse. Ils atteignaient toutefois le but principal, en ne leur laissant pas un jour de repos, et en leur ôtant ainsi tout moyen de se réorganiser, et de former encore sur l'Elbe un rassemblement de quelque consistance.

Pendant ce temps, le maréchal Bernadotte avait marché sur Halle pour y passer la Saale, et gagner l'Elbe vers Barby ou Dessau. (Voir la carte n° 54.) Halle est sur la basse Saale, au

dessous du point où cette rivière reçoit l'Elster, et au-dessus du point où elle se réunit à l'Elbe. A son départ de Weimar pour se retirer sur l'Elbe en se couvrant de la Saale, le duc de Brunswick avait ordonné au prince Eugène de Wurtemberg de se porter sur Halle, à la rencontre de la grande armée prussienne. Ce prince y était venu avec un corps d'environ 17,000 à 18,000 hommes, formant la dernière ressource de la monarchie. Il s'y était établi pour recueillir dans un bon poste l'armée battue. Mais elle ne se dirigeait pas vers lui, puisqu'elle avait pris la route de Magdebourg, et à sa place on vit paraître, le 17 octobre au matin, un détachement de troupes françaises. C'était la division Dupont, qui, pour le moment, suivait le corps du maréchal Bernadotte. A peine arrivé en vue de Halle, le général Dupont, qui avait ordre d'attaquer, se hâta de reconnaître lui-même la position de l'ennemi. La Saale se divise en plusieurs bras devant la ville de Halle. On la passe sur un pont d'une grande longueur, qui traverse à la fois des prairies inondées et plusieurs bras de rivière. Ce pont était garni d'artillerie, et en avant se trouvait une troupe d'infanterie. Dans les îles qui séparent la rivière en plusieurs bras, on avait disposé des batteries, qui enfilèrent la route par laquelle arrivaient les Français. A l'extrémité du pont se présente la ville, dont les portes étaient barricadées. Enfin au delà, sur les hauteurs qui dominent le cours de la Saale, on apercevait le corps d'armée du prince de Wurtemberg rangé en bataille. Il fallait donc franchir le pont, forcer les portes de Halle, pénétrer dans la ville, la traverser, et enlever les hauteurs en arrière. C'était une suite de difficultés presque insurmontables. A cette vue, le général Dupont, qui avait livré les beaux combats de Haslach et de Dirnstein, arrêta sa résolution sur-le-champ. Il se décida à culbuter les troupes postées aux avenues du pont, puis à enlever le pont, la ville et les hauteurs. Il revient, reprend des mains du maréchal Bernadotte sa division, que celui-ci avait mal à propos disséminée¹, et la dispose de la manière suivante. Il place en colonne sur la route le 9^e léger, sur la droite le 52^e (celui qui s'était rendu si fameux en Italie et que commandait toujours le colonel Darricau), puis le 96^e en arrière pour appuyer tout le mouvement. Cela fait, il donne le signal, et, conduisant ses troupes

¹ Nous rapportons ici l'assertion contenue dans les Mémoires du général Dupont. Nous pouvons affirmer que dans ces Mémoires, encore manuscrits et fort intéressants, le général

Dupont n'est pas le détracteur du maréchal Bernadotte. Il le traite en ami, comme tous ceux qui ont triomphé en 1813, lorsque la France succombait.

lui-même, les lance au pas de course sur le poste d'infanterie établi à la tête du pont. On essuie d'horribles décharges de mousqueterie et de mitraille, mais on arrive avec la rapidité de l'éclair ; on refoule sur le pont les troupes qui le gardent, on les y poursuit, malgré le feu qui part de tous les côtés, et qui atteint Français et Prussiens. Après une mêlée de quelques instants, on parvient à l'autre bout du pont, on entre pêle-mêle dans la ville avec les tuyards. Là, une vive fusillade s'engage au milieu des rues avec les Prussiens ; bientôt cependant on les expulse de la ville, et on en ferme les portes sur eux.

Le général Dupont avait éprouvé des pertes, mais il avait pris presque toutes les troupes qui défendaient le pont, ainsi que leur nombreuse artillerie. Toutefois l'opération n'était pas terminée. Le corps d'armée du prince de Wurtemberg se tenait de l'autre côté de la ville, sur les hauteurs en arrière. Il fallait l'en déloger, si on voulait demeurer maître de Halle et du pont de la Saale. Le général Dupont laisse à ses troupes le temps de reprendre haleine ; puis, faisant ouvrir les portes de la ville, il dirige sa division vers le pied des hauteurs. Le feu de douze mille hommes bien postés accueille les trois régiments français, qui ne comptaient pas plus de cinq mille combattants. Ils s'avancent néanmoins en plusieurs colonnes, avec la vigueur de troupes habituées à ne reculer devant aucun obstacle. En même temps le général Dupont porte l'un de ses bataillons sur le flanc de la position, la tourne, puis, quand il aperçoit l'effet produit par cette manœuvre, donne l'impulsion à ses colonnes d'attaque. Ses trois régiments s'élancent malgré le feu de l'ennemi, escaladent les hauteurs, et, parvenus sur le sommet, en délogent les Prussiens. Un nouveau combat s'engage avec le corps entier du duc de Wurtemberg sur le terrain placé au delà. Mais la division Drouet arrive dans le moment, et sa présence, ôtant tout espoir à l'ennemi, met fin à ses efforts.

Ce brillant combat coûta aux Français 600 morts ou blessés, et environ 1,000 aux Prussiens. On fit à ceux-ci 4,000 prisonniers. Le duc de Wurtemberg se retira en désordre sur l'Elbe, par Dessau et Wittenberg, se hâtant de détruire tous les ponts. Un de ses régiments, celui de Treseow, qui venait de Magdebourg le rejoindre par la rive gauche de la Saale, fut surpris et enlevé presque tout entier. Ainsi la réserve même des Prussiens était en fuite, et aussi désorganisée que le reste de leur armée.

Napoléon, venu à Naumbourg pour voir le champ de bataille d'Auerstædt, et complimenter de sa belle conduite le corps du maréchal Davoust, s'y était à peine arrêté, et s'était rendu à Mersebourg. Sur son chemin se trouvait le lieu où fut livrée la bataille de Rosbach. Parfaitement versé dans l'histoire militaire, il savait avec exactitude les moindres détails de cette action célèbre, et il envoya le général Savary pour rechercher le monument qui avait été élevé en mémoire de la bataille. Le général Savary le découvrit dans un champ moissonné. C'était une petite colonne, haute seulement de quelques pieds. Les inscriptions en étaient effacées. Des troupes du corps de Lannes, qui passaient sur les lieux, l'enlevèrent, et en placèrent les fragments sur un caisson qui fut acheminé vers la France.

Napoléon se transporta ensuite à Halle. Il ne put s'empêcher d'admirer le fait d'armes de la division Dupont. On voyait sur le terrain des morts de cette division qu'on n'avait pas eu le temps d'ensevelir, et qui portaient l'uniforme du 52^e régiment. « Quoi ! encore du 52^e ! » s'écria Napoléon. « On en a tant tué en Italie, que je croyais qu'il n'en restait plus. » Il combla de ses éloges les troupes du général Dupont.

Les mouvements de l'armée ennemie commençaient à s'éclaircir. Napoléon dirigea la poursuite conformément à son plan général, qui consistait à déborder les Prussiens, à les prévenir sur l'Elbe et sur l'Oder, à s'interposer entre eux et les Russes, pour empêcher leur jonction. Il ordonna au maréchal Bernadotte de descendre la Saale jusqu'à l'Elbe, et de passer ce fleuve sur un pont de bateaux près de Barby, non loin du confluent de la Saale et de l'Elbe. (Voir les cartes n^{os} 54 et 56.) Il enjoignit aux maréchaux Lannes et Augereau, qui avaient eu deux ou trois jours pour se refaire, de franchir la Saale sur le pont de Halle, et l'Elbe sur le pont de Dessau, en rétablissant ce dernier, s'il était détruit. Il avait déjà prescrit au maréchal Davoust de laisser tous ses blessés à Naumbourg, de se porter avec son corps d'armée à Leipzig, et de Leipzig à Wittenberg, pour s'emparer du passage de l'Elbe sur ce dernier point. Maître en temps utile du cours de l'Elbe, depuis Wittenberg jusqu'à Barby, il avait les plus grandes chances d'être arrivé le premier à Berlin et sur l'Oder.

Chemin faisant, bien que Leipzig appartint à l'électeur de Saxe, Napoléon ordonna au maréchal Davoust une mesure rigoureuse contre les

négociants de cette ville, qui étaient les principaux trafiquants des marchandises anglaises en Allemagne. Napoléon, cherchant à punir sur le commerce de la Grande-Bretagne la guerre qu'elle faisait à la France, voulait intimider les villes commerçantes du Nord, telles que Brême, Hambourg, Lubeck, Leipzig, Dantzick, lesquelles s'appliquaient à ouvrir aux Anglais le continent, qu'il s'appliquait à leur fermer. Il enjoignit donc à tout négociant de déclarer les marchandises anglaises qu'il possédait, ajoutant que, si les déclarations paraissaient mensongères, leur exactitude serait vérifiée par des visites, et les fausses allégations punies des peines les plus graves. Toutes les marchandises déclarées durent être confisquées au profit de l'armée française.

Pendant ce temps nos troupes continuèrent leur marche vers l'Elbe. Le maréchal Bernadotte passa ce fleuve à Barby, mais moins promptement qu'il n'en avait l'ordre. Napoléon, qui s'était contenu après l'affaire d'Auerstædt, céda cette fois à son mécontentement, et fit adresser par le prince Berthier au maréchal Bernadotte une lettre dans laquelle, à propos du passage tardif de l'Elbe, on lui rappelait amèrement le départ précipité de Naumbourg, le jour des deux batailles d'Iéna et d'Auerstædt¹. Cependant, comme il arrive, quand on suit moins les règles de la froide justice que les mouvements de son âme, Napoléon, trop indulgent la première fois, fut trop rigoureux la seconde, car la lenteur du maréchal Bernadotte à passer l'Elbe était bien plus la faute des éléments que la sienne. Lannes se jeta sur Dessau, et de là sur le pont de l'Elbe, que les Prussiens avaient à moitié détruit. Il s'empressa de le rétablir. Le maréchal Davoust, parvenu à Wittenberg, trouva les Prussiens également occupés à détruire le pont de l'Elbe, et prêts

à faire sauter un magasin à poudre peu éloigné de la ville. Les habitants, qui étaient Saxons, et qui savaient déjà que Napoléon voulait épargner à la Saxe les conséquences de la guerre, se hâtèrent de sauver eux-mêmes le pont de Wittenberg, d'arracher les mèches, et d'aider les Français à prévenir une explosion. C'est le 20 octobre que les maréchaux Davoust, Lannes et Bernadotte franchissaient l'Elbe, six jours après les batailles d'Iéna et d'Auerstædt. Il n'y avait pas eu, comme on le voit, une heure perdue. Deux grandes batailles, une action des plus vives à Halle, n'avaient pris que le temps employé à combattre, et la marche de nos colonnes n'en avait pas été suspendue un seul instant. Les Prussiens eux-mêmes, bien que leur fuite fût rapide, n'atteignaient l'Elbe que le 20 octobre, et ils le passaient à Magdebourg le jour même où les maréchaux Lannes et Davoust le passaient à Dessau et à Wittenberg. Mais ils arrivaient dans un état de désorganisation croissante, incapables d'en défendre le cours inférieur, et n'ayant même pas l'espérance d'atteindre avant eux la ligne de l'Oder, condition à laquelle était attaché leur salut.

Napoléon, malgré son impatience d'être rendu à Berlin, afin de diriger ses troupes sur l'Oder, s'arrêta une journée à Wittenberg, pour y prendre des précautions de marche, qu'il avait soin de multiplier à mesure qu'il portait la guerre à de plus grandes distances. On l'a déjà vu, lorsqu'il s'enfonçait en Autriche, se ménager des points d'appui à Augsbourg, à Braunau, à Linz. Dans l'expédition bien autrement longue qu'il entreprenait cette fois, il voulait se créer sur sa route des lieux de sûreté pour ses hommes fatigués ou malades, pour les recrues qu'on lui envoyait de France, pour le matériel en munitions

¹ Nous citons cette lettre qui existe au dépôt de la guerre.

Le maréchal Berthier au maréchal Bernadotte.

Halle, le 21 octobre 1806.

L'Empereur, M. le maréchal, me charge de vous écrire qu'il est très-mécontent de ce que vous n'avez pas exécuté l'ordre que vous avez reçu de vous porter hier à Calbe, pour jeter un pont à l'embouchure de la Saale, à Barby. Cependant vous deviez sentir que toutes les dispositions de l'Empereur étaient combinées.

Sa Majesté, qui est très-fâchée que vous n'avez pas exécuté ses ordres, vous rappelle à ce sujet que vous ne vous êtes point trouvé à la bataille d'Iéna; que cela aurait pu compromettre le sort de l'armée et déjouer les grandes combinaisons de Sa Majesté, et a rendu douteuse et très-sanglante cette bataille, qui l'aurait été beaucoup moins. Quelque profondément affecté qu'ait été l'Empereur, il n'avait pas voulu vous en parler, parce qu'en se rappelant vos anciens services il craignait de vous

affliger, et que la considération qu'il a pour vous l'avait porté à se taire; mais, dans cette circonstance, où vous ne vous êtes pas porté à Calbe, et où vous n'avez pas tenté le passage de l'Elbe, soit à Barby, soit à l'embouchure de la Saale, l'Empereur s'est décidé à vous dire sa façon de penser, parce qu'il n'est point accoutumé à voir sacrifier ses opérations à de vaines étiquettes de commandement.

L'Empereur, M. le maréchal, me charge encore de vous parler d'une chose moins grave: c'est que, malgré l'ordre que vous avez reçu hier, vous n'avez pas encore envoyé ici trois compagnies pour conduire vos prisonniers. Il en reste à Halle 5,500 sans aucune escorte: l'Empereur, M. le maréchal, vous ordonne d'envoyer sur-le-champ un officier d'état-major à la tête de trois compagnies complètes formant 500 hommes, pour prendre tous les prisonniers qui sont à Halle et les conduire à Erfurt. Il ne reste ici que la garde impériale, et l'Empereur ne veut pas qu'elle escorte les prisonniers faits par votre corps d'armée. Il est neuf heures, et il n'est pas question des trois compagnies que je vous ai demandées hier.

et vivres qu'il se proposait de réunir. Erfurt pris, il avait changé sa ligne d'étapes, et, au lieu de la faire passer à travers la Franconie, province par laquelle il était entré en Prusse, il lui avait rendu sa direction naturelle, en la faisant passer par la grande route ordinaire et centrale de l'Allemagne, par Mayence, Francfort, Eisenach, Erfurt, Weimar, Naumbourg, Halle et Wittenberg. Erfurt était pourvu d'assez bonnes défenses, et rempli d'un matériel considérable. Napoléon en fit le premier relais de la route militaire qu'il voulait tracer à travers l'Allemagne. Wittenberg possédait d'anciennes fortifications à moitié détruites. Par ce motif, mais surtout par la considération du pont existant sur l'Elbe, Napoléon ordonna de remettre cette place en état, autant du moins que cela se pouvait dans l'espace de deux ou trois semaines. Il confia une forte somme d'argent au général Chasseloup, pour employer, en les payant, six ou sept mille ouvriers du pays, et construire, à défaut d'ouvrages réguliers, des ouvrages de campagne d'un grand relief. Il fit déchausser les anciennes escarpes, relever celles qui manquaient de hauteur, et là où le temps ne permettait pas l'usage de la maçonnerie, il prescrivit de remplacer la pierre par le bois, qui était fort abondant dans les forêts voisines. On dressa d'immenses palissades, on édifia en quelque sorte un camp romain, comme en édifiaient les anciens conquérants du monde, au milieu des Gaules et de la Germanie. Napoléon, dans cette même ville de Wittenberg, fit bâtir des fours, amasser des grains, confectionner du biscuit. Il voulut aussi qu'on réunît en ce même endroit le grand parc d'artillerie, et qu'on y organisât des ateliers de réparation. Il s'empara des édifices et lieux publics, pour y créer des hôpitaux capables de contenir les blessés et les malades d'une nombreuse armée. Enfin, sur les remparts improvisés de ce vaste dépôt, il ordonna de mettre en batterie plus de cent bouches à feu de gros calibre, recueillies dans sa marche victorieuse. Il avait nommé le général Clarke gouverneur d'Erfurt; il nomma le général Lemarrois, l'un de ses aides de camp, gouverneur de Wittenberg. Les blessés, distingués en grands et petits blessés, c'est-à-dire en blessés qui pouvaient rentrer dans les rangs sous peu de jours, ou en blessés auxquels il fallait beaucoup de temps pour se rétablir, furent répartis entre Wittenberg et Erfurt. Les petits blessés restèrent à Wittenberg, de manière à pouvoir rejoindre leurs corps immédiatement;

les autres furent envoyés à Erfurt. Chaque régiment, outre le dépôt principal qu'il avait en France, eut ainsi un dépôt de campagne à Wittenberg. On devait laisser dans ce dernier les hommes fatigués ou légèrement indisposés, afin que, soignés quelques jours, ils pussent se remettre en marche, sans encombrer les routes, sans y présenter le spectacle d'une queue d'armée, malade, impotente, s'allongeant à proportion de la rapidité des mouvements et de la durée de la guerre. Les détachements de conscrits partant de France en corps avaient ordre de s'arrêter à Erfurt et à Wittenberg, pour y être passés en revue, munis de ce qui leur manquait, acérés des hommes rétablis, et dirigés sur leurs régiments. Enfin, à ces mêmes dépôts, mais surtout à celui de Wittenberg, Napoléon ordonna d'envoyer l'immense quantité de beaux chevaux qu'on ramassait de toutes parts en Allemagne. Il prescrivit à tous les régiments de cavalerie de les traverser à leur tour, afin de s'y remonter. Même ordre fut donné aux dragons venus de France à pied. Ils devaient trouver là les chevaux qu'ils n'avaient pas pu se procurer en France. Ainsi Napoléon concentrait sur ces points, dans un asile bien défendu, toutes les ressources du pays conquis, qu'il avait l'art d'enlever à l'ennemi et d'appliquer à son propre usage. Victorieux et marchant en avant, c'étaient des relais abondamment fournis de vivres, de munitions, de matériel, et placés sur la route des corps qui venaient renforcer l'armée. Réduit à se retirer, c'étaient des appuis et des moyens de se refaire, placés sur la ligne de retraite.

Après avoir tout vu, tout ordonné lui-même, Napoléon quitta Wittenberg, et s'achemina sur Berlin. La destinée voulait que, dans l'espace d'une année, il eût visité en vainqueur Berlin et Vienne. Le roi de Prusse, qui lui avait écrit pour demander la paix, lui envoya M. de Lucchesini, afin de négocier un armistice. Napoléon ne reçut point M. de Lucchesini, et confia au maréchal Duroc le soin de faire au ministre du roi Frédéric-Guillaume la réponse commandée par les circonstances. C'était en effet donner aux Russes le temps de secourir les Prussiens, que d'accorder un armistice. Cette raison militaire ne permettait pas de réplique, à moins qu'on ne se présentât avec les pouvoirs formels de la Russie et de la Prusse, pour traiter immédiatement de la paix, aux conditions que Napoléon était en droit d'imposer après ses dernières victoires.

Il expédia donc à tous ses corps l'ordre de

marcher sur Berlin. Le maréchal Davoust dut partir de Wittenberg, par la route directe de Wittenberg à Berlin, celle de Jüterbock (voir la carte n° 56), Lannes et Augereau par celle de Treuenbrietzen et Potsdam. Napoléon, avec la garde à pied et à cheval, qui était maintenant réunie, et de plus renforcée de 7,000 grenadiers et voltigeurs, marchait entre ces deux colonnes. Il voulait qu'en récompense de la journée d'Auerstædt le maréchal Davoust entrât le premier à Berlin, et reçût des mains des magistrats les clefs de la capitale. Quant à lui, avant de se rendre à Berlin, il se proposait de séjourner à Potsdam, dans la retraite du grand Frédéric. Les maréchaux Soult et Ney eurent l'ordre d'investir Magdebourg, Murat celui de rester embusqué quelques jours autour de cette grande place, afin d'y ramasser les bandes de fuyards qui s'y jetaient en foule. « C'est une souricière, lui écrivait Napoléon, dans laquelle, avec votre cavalerie, vous prendrez tous les corps détachés qui cherchent un lieu sûr pour traverser l'Elbe. » Murat devait ensuite rejoindre la grande armée à Berlin, pour de là courir sur l'Oder.

Après avoir laissé prendre un peu d'avance à ses corps d'armée, il partit le 24 octobre, et passa par Kropstadt, pour se rendre à Potsdam. Faisant la route à cheval, il fut surpris par un orage violent, bien que le temps n'eût cessé d'être fort beau depuis le commencement de la campagne. Ce n'était pas sa coutume de s'arrêter pour un tel motif. Cependant on lui offrit de s'abriter dans une maison située au milieu des bois, et appartenant à un officier des chasses de la cour de Saxe. Il accepta cette offre. Quelques femmes qui, d'après leur langage et leurs vêtements, paraissaient être des personnes d'un rang élevé, reçurent autour d'un grand feu ce groupe d'officiers français, que, par crainte autant que par politesse, on se serait bien gardé de mal accueillir. Elles semblaient ignorer quel était le principal de ces officiers, autour duquel les autres se rangeaient avec respect, lorsque l'une d'elles, jeune encore, saisie d'une vive émotion, s'écria : « Voilà l'Empereur ! — Comment me connaissez-vous ? lui dit sèchement Napoléon. — Sire, lui répondit-elle, je me trouvais avec Votre Majesté en Égypte. — Et que faisiez-vous en Égypte ? — J'étais l'épouse d'un officier qui est mort à votre service. J'ai depuis demandé une pension pour moi et pour mon fils, mais j'étais étrangère, je n'ai pu l'obtenir, et je suis venue chez la maîtresse de cette demeure, qui a bien voulu

m'accueillir, et me confier l'éducation de ses enfants. » Le visage d'abord sévère de Napoléon, mécontent d'être reconnu, s'était tout à coup adouci. « Eh bien, madame, lui dit-il, vous aurez une pension, et, quant à votre fils, je me charge de son éducation. »

Le soir même il voulut revêtir de sa signature l'une et l'autre de ces résolutions, et dit en souriant : « Je n'avais jamais eu d'aventure dans une forêt, à la suite d'un orage ; en voilà une, et des meilleures. »

Il arriva le 25 octobre au soir à Potsdam. Aussitôt il se mit à visiter la retraite du grand capitaine, du grand roi, qui s'appelait le philosophe de *Sans-Souci*, et avec quelque raison, car il sembla porter le poids de l'épée et du sceptre avec une indifférence railleuse, se moquant de toutes les cours de l'Europe, on oserait même ajouter de ses peuples s'il n'avait mis tant de soin à les bien gouverner. Napoléon parcourut le grand et le petit palais de Potsdam, se fit montrer les œuvres de Frédéric, toutes chargées des notes de Voltaire, chercha dans sa bibliothèque à reconnaître de quelles lectures se nourrissait ce grand esprit, puis alla voir dans l'église de Potsdam le modeste réduit où repose le fondateur de la Prusse. On conservait à Potsdam l'épée de Frédéric, sa ceinture, son cordon de l'Aigle Noire. Napoléon les saisit en s'écriant : « Voilà un beau présent pour les Invalides, surtout pour ceux qui ont fait partie de l'armée de Hanovre ! Ils seront heureux sans doute quand ils verront en notre pouvoir l'épée de celui qui les vainquit à Rosbach ! » Napoléon, s'emparant avec tant de respect de ces précieuses reliques, n'offensait assurément ni Frédéric, ni la nation prussienne. Mais combien est extraordinaire, digne de méditation, l'enchaînement mystérieux qui lie, confond, sépare ou rapproche les choses de ce monde ! Frédéric et Napoléon se rencontraient ici d'une manière bien étrange ! Ce roi philosophe, qui, sans qu'il s'en doutât, s'était fait du haut du trône l'un des promoteurs de la Révolution française, couché maintenant dans son cercueil, recevait la visite du général de cette Révolution, devenu Empereur, conquérant de Berlin et de Potsdam ! Le vainqueur de Rosbach recevait la visite du vainqueur d'Iéna ! Quel spectacle ! Malheureusement ces retours de la fortune n'étaient pas les derniers !

Pendant que le quartier général était à Potsdam, le maréchal Davoust entra le 25 octobre à Berlin, avec son corps d'armée. Le roi Frédéric-

Guillaume, en se retirant, avait livré Berlin au gouvernement de la bourgeoisie, présidée par un personnage considérable, le prince de Hatzfeld. Les représentants de cette bourgeoisie offrirent au maréchal Davoust les clefs de la capitale, qu'il leur rendit, en disant qu'elles appartenaient à plus grand que lui, c'est-à-dire à Napoléon. Il laissa un seul régiment dans la ville, pour y faire la police de moitié avec la milice bourgeoise, puis il alla s'établir à une lieue plus loin, à Friederichsfeld, dans une forte position, la droite à la Sprée, la gauche à des bois. Par ordre de Napoléon, il campa militairement, son artillerie braquée, une partie de ses soldats consignée au camp, l'autre allant visiter alternativement la capitale conquise par leurs exploits. Il fit construire des baraques en paille et en sapin, pour que les troupes fussent à l'abri des rigueurs de la saison. Il n'était pas nécessaire de recommander au maréchal Davoust la discipline : il ne fallait veiller avec lui qu'à la rendre moins sévère. Le maréchal Davoust promit aux magistrats de Berlin de respecter les personnes et les propriétés, comme le doivent des conquérants civilisés, à condition qu'il obtiendrait des habitants une soumission complète et des vivres, pendant le temps fort court que l'armée avait à passer dans leurs murs, ce qui, pour une ville telle que Berlin, ne pouvait constituer une charge bien pesante.

Du reste, le lendemain de l'entrée des Français dans Berlin, les boutiques étaient ouvertes. Les habitants circulaient paisiblement dans les larges rues de cette capitale, et même en plus grand nombre que de coutume. Ils semblaient tout à la fois chagrins et curieux, impressions naturelles chez un peuple, patriote mais vif, éclairé, frappé de tout ce qui est grand, jaloux de connaître les généraux et les soldats les plus renommés qu'il y eût alors au monde. Ils désapprouvaient d'ailleurs leur gouvernement d'avoir entrepris une guerre insensée, et cette désapprobation devait atténuer la haine qu'ils portaient à des vainqueurs provoqués. Le maréchal Lannes fut envoyé sur Potsdam et Spandau. Le maréchal Augereau traversa Berlin à la suite du maréchal Davoust; et Napoléon, après avoir séjourné le 25 et le 26 à Potsdam, le 27 à Charlottenbourg, fixa au 28 son entrée à Berlin.

C'était pour la première fois qu'il lui arrivait d'entrer en triomphateur, comme Alexandre ou César, dans une capitale conquise. Il n'était pas entré ainsi à Vienne, qu'il avait à peine visitée, vivant toujours à Schœnbrunn, loin des regards

des Viennois. Mais aujourd'hui, soit orgueil d'avoir terrassé une armée réputée invincible, soit désir de frapper l'Europe par un spectacle éclatant, soit aussi l'ivresse de la victoire montant à sa tête plus haut que de coutume, il choisit le 28 au matin pour faire dans Berlin une entrée triomphale.

Toute la population de la ville était sur pied, afin d'assister à cette grande scène. Napoléon entra entouré de sa garde, et suivi par les beaux cuirassiers des généraux d'Hautpoul et Nansouty. La garde impériale, richement vêtue, était ce jour-là plus imposante que jamais. En avant les grenadiers et les chasseurs à pied, en arrière les grenadiers et les chasseurs à cheval, au milieu les maréchaux Berthier, Duroc, Davoust, Augereau, et au sein de ce groupe, isolé par le respect, Napoléon dans le simple costume qu'il portait aux Tuileries et sur les champs de bataille, Napoléon, objet des regards d'une foule immense, silencieuse, saisie à la fois de tristesse et d'admiration, tel fut le spectacle offert dans la longue et vaste rue de Berlin, qui conduit de la porte de Charlottenbourg au palais des rois de Prusse. Le peuple était dans les rues, la riche bourgeoisie aux fenêtres. Quant à la noblesse, elle avait fui, remplie de crainte, et couverte de confusion. Les femmes de cette bourgeoisie prussienne semblaient avides du spectacle qui était sous leurs yeux : quelques-unes laissaient couler des larmes, aucune ne poussait des cris de haine ou des cris de flatterie pour le vainqueur ! Heureuse la Prusse de n'être pas divisée, et de garder sa dignité dans son désastre ! L'entrée de l'ennemi n'était pas chez elle la ruine d'un parti, le triomphe d'un autre ; et il n'y avait pas dans son sein une indigne faction, saisie d'une joie odieuse, applaudissant à la présence des soldats étrangers ! Nous, Français, plus malheureux dans nos revers, nous avons vu cette joie exécrable, car nous avons tout vu dans ce siècle, les extrêmes de la victoire et de la défaite, de la grandeur et de l'abaissement, du dévouement le plus pur et de la trahison la plus noire !

Napoléon reçut des magistrats les clefs de Berlin, puis il se rendit au palais, où il donna audience à toutes les autorités publiques, tint un langage doux, rassurant, promit l'ordre de la part de ses soldats, à condition de l'ordre de la part des habitants, ne se montra sévère dans ses propos que pour l'aristocratie allemande, qui était, disait-il, l'unique auteur des maux de l'Allemagne, qui avait osé le provoquer au combat,

et qu'il châtierait, en la réduisant à mendier son pain en Angleterre. Il s'établit dans le palais du roi, y reçut les ministres étrangers représentants des cours amies, et fit appeler M. de Talleyrand à Berlin.

Ses bulletins, récit de tout ce que l'armée accomplissait chaque jour, souvent aussi réponses véhémentes à ses ennemis, recueils de réflexions politiques, leçons aux rois et aux peuples, étaient rapidement dictés par lui, et ordinairement revus par M. de Talleyrand, avant d'être publiés. Il y racontait chacun des progrès qu'il faisait dans le pays ennemi; il y racontait même ce qu'il apprenait des causes politiques de la guerre. Il affecta, dans ceux qu'il publia en Prusse, de prodiguer les hommages à la mémoire du grand Frédéric, les marques d'estime à son malheureux successeur, en laissant percevoir toutefois quelque pitié pour sa faiblesse, et les sarcasmes les plus virulents contre les reines qui se mêlaient des affaires d'État, qui exposaient leurs époux et leurs pays à d'affreux désastres : traitement peu généreux envers la reine de Prusse, assez accablée par le sentiment de ses fautes et de ses malheurs, pour qu'on n'ajoutât pas l'outrage à l'infortune ! Ces bulletins, où éclatait avec trop peu de retenue la licence du soldat vainqueur, valurent à Napoléon plus d'un blâme, au milieu des cris d'admiration que ses triomphes arrachaient à ses ennemis eux-mêmes.

Dans son irritation contre le parti prussien, promoteur de la guerre, il reçut sévèrement les envoyés du duc de Brunswick, qui avait été mortellement blessé à la bataille d'Auerstædt, et qui, avant d'expirer, recommandait au vainqueur sa famille et ses sujets. « Qu'aurait à dire, » leur répondit Napoléon, « qu'aurait à dire celui qui vous envoie, si je faisais subir à la ville de Brunswick la subversion dont il menaçait, il y a quinze ans, la capitale du grand peuple auquel je commande ? Le duc de Brunswick avait désavoué le manifeste insensé de 1792 ; on aurait pu croire qu'avec l'âge la raison commençait à l'emporter chez lui sur les passions, et cependant il est venu prêter de nouveau l'autorité de son nom aux folies d'une jeunesse étourdie, qui a perdu la Prusse ! C'était à lui qu'il appartenait de remettre à leur place femmes, courtisans, jeunes officiers, et d'imposer à tout le monde l'autorité de son âge, de ses lumières et de sa position. Il n'en a pas eu la force, et la monarchie prussienne est abattue, les États de Brunswick sont en mon pouvoir. Dites au duc de

Brunswick que j'aurai pour lui les égards dus à un général malheureux, justement célèbre, frappé par le fer qui peut nous atteindre tous, mais que je ne saurais voir un prince souverain dans un général de l'armée prussienne. »

Ces paroles, publiées par l'ordinaire voie des bulletins, donnaient à comprendre que Napoléon ne voulait pas mieux traiter la souveraineté du duc de Brunswick que celle de l'électeur de Hesse. Du reste, s'il se montrait dur avec les uns, il se montrait avec les autres bienveillant et généreux, ayant soin de varier ses traitements suivant la participation connue de chacun à la guerre. Ses expressions à l'égard du vieux maréchal de Mollendorf furent pleines de convenance. Il y avait dans Berlin le prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, et père du prince Louis, ainsi que la princesse sa femme. Il s'y trouvait aussi la veuve du prince Henri et deux sœurs du roi, l'une en couche, l'autre malade. Napoléon alla visiter ces membres de la famille royale, avec tous les signes d'un profond respect, et les toucha par ces témoignages venus de si haut, car il n'y avait pas alors de souverain dont les attentions eussent un aussi grand prix que les siennes. Dans la situation à laquelle il était parvenu, il savait calculer ses moindres témoignages de bienveillance ou de sévérité. Usant en ce moment du droit qui appartient à tous les généraux en temps de guerre, celui d'intercepter les correspondances pour découvrir la marche de l'ennemi, il saisit une lettre du prince de Hatzfeld, dans laquelle celui-ci paraissait informer le prince de Hohenlohe de la position de l'armée française autour de Berlin. Le prince de Hatzfeld, comme chef du gouvernement municipal établi à Berlin, avait promis par serment de ne rien entreprendre contre l'armée française, et de ne s'occuper que du repos, de la sûreté, du bien-être de la capitale. C'était un engagement de loyauté envers le vainqueur, qui consentait à laisser subsister, dans l'intérêt du pays vaincu, une autorité qu'il aurait pu abolir. Toutefois la faute était bien excusable, puisqu'elle partait du plus honorable des sentiments, le patriotisme. Napoléon, qui craignait que les autres bourgeois n'imitassent cet exemple, et qu'alors tous ses mouvements ne fussent révélés heure par heure à l'ennemi, Napoléon voulut intimider les autorités prussiennes par un acte de rigueur éclatant, et ne fut pas fâché que cet acte de rigueur tombât sur l'un des principaux membres de la noblesse, accusé d'avoir été chaud

partisan de la guerre, accusation fautive, car le prince de Hatzfeld était du nombre des seigneurs prussiens qui avaient de la modération, parce qu'ils avaient des lumières. Napoléon fit appeler le prince Berthier, et chargea le maréchal Davoust, sur la sévérité duquel il comptait, de former une commission militaire, qui appliquerait à la conduite du prince de Hatzfeld les lois de la guerre contre l'espionnage. Le prince Berthier, en apprenant la résolution prise par Napoléon, tenta de vains efforts pour l'en dissuader. Les généraux Rapp, Caulaincourt, Savary, n'osant se permettre des remontrances qui ne semblaient bien placées que dans la bouche du major général, étaient consternés. Comme ils ne savaient plus à quels moyens recourir, ils cachèrent le prince dans le palais même, sous prétexte de le faire arrêter, puis ils avertirent la princesse de Hatzfeld, personne intéressante, et qui se trouvait enceinte, du danger dont son mari était menacé. Elle accourut au palais. Il était temps, car la commission assemblée demandait les pièces de conviction. Napoléon, au retour d'une course dans Berlin, venait de descendre de cheval; la garde battait aux champs, et il franchissait le seuil du palais, quand la princesse de Hatzfeld, conduite par Duroc, se présenta tout éplorée devant lui. Ainsi surpris il ne pouvait refuser de la recevoir; il lui accorda audience dans son cabinet. Elle était saisie de terreur. Napoléon, touché, la fit approcher et lui donna la lettre interceptée à lire. « Eh bien! madame, lui dit-il, reconnaissez-vous l'écriture de votre mari? » La princesse, tremblante, ne savait que répondre. Mais bientôt prenant soin de la rassurer, Napoléon ajouta : « Jetez au feu cette pièce, et la commission militaire sera dépourvue des preuves de conviction. »

Cet acte de clémence, que Napoléon ne pouvait refuser après avoir vu la princesse de Hatzfeld, lui coûta cependant, parce qu'il entraînait dans ses projets d'intimider la noblesse allemande, particulièrement les magistrats des villes, qui révélaient à l'ennemi le secret de ses opérations. Plus tard il connut le prince de Hatzfeld, apprécia son caractère et son esprit, et se sut gré de ne l'avoir pas livré à la justice militaire. Heureux les gouvernements, quand il se rencontre de sages amis pour apporter un retard à leurs rigueurs! Il n'est pas nécessaire que ce retard soit bien long, pour qu'ils aient cessé de vouloir les actes auxquels ils se portaient d'abord avec le plus de véhémence.

Napoléon, dans cet intervalle, n'avait cessé de diriger les mouvements de ses lieutenants contre les débris de l'armée prussienne. Placé à Berlin avec ses principales forces, il coupait aux Prussiens la route directe de l'Elbe à l'Oder, et ne leur laissait pour atteindre ce dernier fleuve que des chemins longs, presque impraticables, faciles à intercepter. Berlin, en effet, est situé entre l'Elbe et l'Oder, à égale distance de ces deux fleuves. (Voir la carte n° 56.) Les plaines de sable, que nous avons déjà décrites, en s'approchant de la Baltique vers le Mecklembourg, se relèvent en dunes, et présentent une suite de laes de toute grandeur, parallèles à la mer, et auxquels on ne saurait donner de nom, tant ils sont multipliés. L'écoulement de ces laes, contrarié par la chaîne des dunes, au lieu de s'opérer directement vers la mer, s'opère en dedans du pays, par un cours d'eau peu considérable, peu rapide, le Havel, qui coule vers Berlin, où il se rencontre avec la Sprée, venue d'une direction opposée, c'est-à-dire de la Lusace, province qui sépare la Saxe de la Silésie. Le Havel et la Sprée, confondus près de Berlin, se répandent autour de Spandau et de Potsdam, y forment de nouveaux laes que la main du grand Frédéric a pris soin d'embellir, et par un mouvement à gauche se rendent à l'Elbe. Ils décrivent ainsi une ligne transversale, qui d'un côté unit Berlin à l'Elbe, et de l'autre, continuée par le canal de Finow, joint cette capitale à l'Oder. C'est à travers ce pays, sillonné de cours d'eau naturels ou artificiels, couvert de laes, de forêts, de sables, que devaient fuir les restes errants de l'armée prussienne.

Napoléon, établi dès le 25 octobre à Potsdam et à Berlin, était en mesure de les prévenir sur toutes les directions. Il tenait le corps de Lannes à Spandau, les corps d'Augereau et de Davoust à Berlin même, enfin le corps de Bernadotte au delà de Berlin, les uns et les autres prêts à marcher, au premier indice qu'on aurait de la direction adoptée par l'ennemi. Napoléon avait lancé la cavalerie autour de Berlin, de Potsdam, et sur les rives du Havel et de l'Elbe, pour recueillir des informations.

Déjà Spandau s'était rendu. Cette place, située tout près de Berlin, au milieu des eaux de la Sprée et du Havel, forte par son site et par ses ouvrages, aurait pu opposer une longue résistance. Mais telles avaient été la présomption et l'incurie du gouvernement prussien, qu'il n'avait pas même armé la place, quoique les magasins

dont elle était pourvue contiennent un matériel considérable. Le 25, jour de l'entrée du maréchal Davoust à Berlin, Lannes se présenta sous les murs de Spandau, et menaça le gouverneur des plus sévères traitements, s'il ne consentait pas à se rendre. Les canons n'étaient pas sur les murs ; la garnison, partageant l'effroi qui avait gagné tous les cœurs, demandait à capituler. Le gouverneur était un vieux militaire auquel l'âge avait ôté toute énergie. Lannes le vit, le terrifia par le récit des désastres de l'armée prussienne, et lui arracha une capitulation, en vertu de laquelle la place fut immédiatement livrée aux Français, et la garnison déclarée prisonnière de guerre. Il fallait à la fois l'imprévoyance du gouvernement, qui avait négligé d'armer cette forteresse, et la démoralisation qui régnait partout, pour expliquer une aussi étrange capitulation.

L'Empereur courut de sa personne à Spandau, et résolut d'en faire son troisième dépôt en Allemagne. Ce nouveau réduit offrait d'autant plus d'avantage, qu'il était situé à trois ou quatre lieues de Berlin, entouré d'eau, parfaitement fortifié, et rempli d'une immense quantité de grains. Napoléon ordonna de l'armer sur-le-champ, d'y construire des fours, d'y amasser des munitions, d'y organiser des hôpitaux, d'y créer enfin les mêmes établissements qu'à Wittenberg et à Erfurt. Il y envoya immédiatement tout ce qui avait été pris à Berlin en artillerie, fusils et munitions de guerre. On avait trouvé dans cette capitale 500 bouches à feu, 400,000 fusils, beaucoup de poudre et de projectiles. Ce vaste matériel, joint à un amas considérable de grains, fut de la sorte garanti contre toute tentative du peuple de Berlin, peuple actuellement calme et docile, mais dont un revers, si nous venions à en essayer un, pouvait changer la soumission en révolte.

Tandis qu'on s'occupait de ces mesures de prévoyance, les courses non interrompues de la cavalerie légère avaient révélé la marche de l'armée prussienne. Les onze jours écoulés depuis la bataille d'Iéna, ces onze jours employés par les Français à gagner l'Elbe, à le franchir, à occuper Berlin, avaient été employés par les Prussiens à gagner l'Elbe également, à y réunir leurs débris épars, à s'élever ensuite vers le Mecklembourg, pour atteindre, par un détour au nord, la ligne de l'Oder. (Voir la carte n° 56.) Ce mouvement vers le Mecklembourg étant démasqué, Napoléon lança Murat sur Oranienbourg et Zehdenick, pour suivre les bords du

Havel et du canal de Finow. C'était le long de ces lignes militaires, et protégé par elles, que le prince de Hohenlohe devait diriger sa marche. Napoléon ordonna de les côtoyer, de manière à se tenir toujours entre l'ennemi et l'Oder, et puis, quand on aurait débordé les Prussiens, de chercher à les envelopper, afin de les prendre jusqu'au dernier homme. Le maréchal Lannes fut acheminé à la suite de Murat, avec la recommandation de marcher aussi vite que la cavalerie. Le maréchal Bernadotte eut ordre de se porter à la suite de Lannes. Le maréchal Davoust, après les trois ou quatre jours de repos qu'il lui fallait, dut se rendre à Francfort-sur-l'Oder, le maréchal Augereau et la garde durent rester à Berlin. Les maréchaux Ney et Soult, comme nous l'avons dit, avaient mission d'investir Magdebourg.

L'infortuné prince de Hohenlohe avait pris effectivement la résolution qu'on lui prêtait. Poursuivi à outrance par les Français, il était arrivé à Magdebourg, espérant y trouver du repos, des vivres, du matériel, et surtout le temps nécessaire à la réorganisation de son armée. Vaine espérance ! Le défaut de précautions, pour le cas d'une retraite, si facile à prévoir, se reproduisait partout. Il n'y avait à Magdebourg d'autres approvisionnements que ceux qui étaient indispensables à la garnison. Le vieux gouverneur, M. de Kleist, après avoir pourvu aux premiers besoins des fuyards, et leur avoir donné un peu de pain, refusait de les nourrir plus longtemps, dans la crainte de diminuer ses propres ressources, s'il venait à être assiégé. Les bagages s'étaient tellement encombés dans l'intérieur de Magdebourg, que l'armée n'avait pas pu s'y loger. On avait été forcé d'établir la cavalerie sur les glaces, l'infanterie dans les chemins couverts. Bientôt même le harcèlement continuel de la cavalerie française, qui venait enlever des détachements entiers sous le canon de la place, avait obligé les troupes prussiennes à passer de l'autre côté de l'Elbe. Enfin M. de Kleist, effrayé du désordre qui régnait au dedans et au dehors de Magdebourg, pressa instamment le prince de Hohenlohe de continuer sa retraite vers l'Oder, et de lui laisser la liberté dont il avait besoin pour se mettre en défense. Le prince de Hohenlohe n'eut donc que deux jours pour réorganiser une armée qui ne se composait plus que de débris, et dans laquelle il fallait réunir plusieurs bataillons pour en former un seul. De plus, le maréchal Kalkreuth ayant été rappelé par le roi dans la Prusse orientale, le prince de Hohenlohe était

chargé de recueillir les deux divisions de réserve, et contraint de les aller joindre sur le bas Elbe, fort au-dessous de Magdebourg.

Au milieu de ces embarras, le prince de Hohenlohe se mit en marche sur trois colonnes. A sa droite, le général Schimmelpfennig, avec un détachement de cavalerie et d'infanterie, devait couvrir l'armée du côté de Potsdam, Spandau et Berlin, côtoyer d'abord le Havel, puis, quand on serait remonté assez haut pour tourner Berlin, longer le canal de Finow, flanquer ainsi la retraite jusqu'à Prenzlau et Stettin, car on ne pouvait, à cause de la position des Français, rejoindre l'Oder que vers son embouchure. (Voir la carte n° 56.) Le gros de l'infanterie, marchant au centre, à égale distance du corps de Schimmelpfennig et de l'Elbe, devait passer par Genthin, Rathenau, Gransée et Prenzlau. La cavalerie, qui était déjà sur les bords de l'Elbe, où elle profitait de l'abondance des fourrages, devait suivre les bords de ce fleuve par Jérichow et Havelberg, les quitter ensuite pour se porter au nord, et aboutir par Wittstock, Mirow, Strelitz, Prenzlau, au point commun de Stettin.

Le corps du duc de Weimar, et le grand parc, conduits par le général Blücher, avaient heureusement tourné le Hartz par la Hesse et le Hanovre, sans être inquiétés par les Français, qui s'étaient hâtés de courir à l'Elbe. Le duc de Weimar, au moyen d'une manœuvre assez adroite, avait réussi à tromper le maréchal Soult. Feignant d'abord d'attaquer la ligne d'investissement autour de Magdebourg, puis se dérochant tout à coup, il avait subitement passé l'Elbe à Tangermünde, et gagné ainsi la rive droite. Il amenait avec lui 12,000 ou 14,000 hommes. Le général Blücher avait passé le fleuve au-dessous. Le prince de Hohenlohe assigna au duc de Weimar le rendez-vous convenu de Stettin, qu'il devait atteindre en traversant le Mecklembourg, et déféra au général Blücher le commandement des troupes battues devant Halle, troupes qui avaient passé des mains du duc de Wurtemberg dans celles du général Natzmer. Le général Blücher était chargé de faire avec ces troupes l'arrière-garde de l'armée prussienne.

Si ces forces étaient parvenues à échapper aux Français, et à gagner Stettin, elles auraient pu, après qu'on les aurait réorganisées, et réunies au contingent de la Prusse orientale, former derrière l'Oder une armée de quelque valeur, et donner utilement la main aux Russes. Le prince de Hohenlohe avait conservé 25,000 hommes au moins. Le

corps de Natzmer, avec les autres débris du général Blücher, en comptait environ 9,000 à 10,000. Les troupes du duc de Weimar s'élevaient à 15,000 ou 14,000. C'était par conséquent une force totale d'environ 50,000 hommes, qui, jointe à une vingtaine de mille demeurés dans la Prusse orientale, pouvait présenter encore 70,000 combattants, et, combinée avec les Russes, jouer un rôle important. Il restait 22,000 hommes pour défendre Magdebourg. Les Saxons, se hâtant de profiter de la clémence de Napoléon à leur égard, étaient retournés chez eux.

Le prince de Hohenlohe avait à opérer sa retraite au milieu d'un pays pauvre, difficile à parcourir, et à travers les nombreux escadrons de la cavalerie française. Celle-ci, qui s'observait d'abord en présence de la cavalerie prussienne, dont on lui vantait le mérite, enivrée maintenant de ses succès, était devenue si audacieuse, que de simples chasseurs ne craignaient plus de se mesurer avec des cuirassiers.

Le prince se mit donc en route le 22 octobre, par les chemins indiqués, le corps de flanqueurs de Schimmelpfennig se dirigeant sur Plau, l'infanterie sur Genthin, la cavalerie sur Jérichow. On marchait lentement à cause des sables, de l'épuisement des hommes et des chevaux, et du peu d'habitude des fatigues. Sept ou huit lieues par jour étaient tout ce que pouvaient faire ces troupes, tandis que l'infanterie française, au besoin, en parcourait jusqu'à quinze. De plus, une très-grande indiscipline s'était introduite dans les corps. Le malheur, qui aigrit les âmes, avait diminué le respect envers les chefs. La cavalerie surtout s'en allait confusément, sans obéir à aucun ordre. Le prince de Hohenlohe fut obligé d'arrêter l'armée, et de lui adresser une sévère allocution, pour la ramener au sentiment de ses devoirs. Il fit même fusiller un cavalier qui avait blessé un officier. Du reste, il faut reconnaître que c'est là l'effet habituel des grands revers, et quelquefois aussi des grands succès, car la victoire a son désordre comme la défaite. Les Français, avides de butin, couraient comme les Prussiens dans toutes les directions, sans se conformer aux ordres de leurs chefs; et le maréchal Ney écrivit à l'Empereur que, si on ne l'autorisait pas à faire quelques exemples, la vie des officiers ne serait plus en sûreté. Singulières conséquences du bouleversement des États! Les mouvements précipités que ce bouleversement entraîne désorganisent le vaincu et le vainqueur. Nous étions arrivés à la perfection de la grande

guerre, et déjà nous touchions presque à la limite où elle devient une immense confusion !

Le 23, les Prussiens étaient, l'infanterie à Rathenau, la cavalerie à Havelberg. Mais l'empressement qu'ils avaient mis à couper les ponts arrêta la marche du corps de droite, celui de Schimmelpfennig, et ils furent obligés de se rapprocher de l'Elbe par une conversion à gauche, afin d'éviter les nombreux cours d'eau qui se rencontrent entre le Havel et l'Elbe. Ils se détournèrent jusqu'à Rhinow. Le 24, ils étaient, la cavalerie à Kiritz, l'infanterie à Neustadt, le corps de Schimmelpfennig à Fehrbelin. Le corps de Natzmer, transmis ici même au général Blucher, remplaça vers Rhinow le corps principal, dont il formait l'arrière-garde.

Parvenu à ce point, le prince de Hohenlohe dut délibérer sur la marche à suivre ultérieurement. On s'était élevé au nord fort au-dessus de Berlin, Spandau et Potsdam. A chaque pas l'armée se désorganisait davantage. Le colonel d'état-major de Massenbach fut d'avis d'accorder un jour de repos aux troupes, afin de les réorganiser, et d'être au moins en état de combattre, si l'on venait à rencontrer les Français. Le prince de Hohenlohe répondit avec raison qu'un, deux, et même trois jours, ne suffiraient pas pour réorganiser l'armée, et pourraient donner aux Français le temps de la couper de Stettin et de l'Oder. Suivant l'usage, on adopta un parti moyen : on se fixa un rendez-vous commun vers Gransée, où l'on devait passer une revue générale, et adresser des allocutions aux troupes, pour les rappeler à leurs devoirs. De là on continuerait la marche sans désenclaver. Ce rendez-vous de Gransée fut fixé au 26.

Mais déjà les Français étant avertis, la cavalerie de Murat courait vers Fehrbelin d'un côté, vers Zehdenick de l'autre. Lannes, après être entré dans Spandau le 25, se mettait en marche le 26 au soir avec son infanterie, pour appuyer Murat. Le maréchal Soult était sur les pas du duc de Weimar, pendant que le maréchal Ney investissait Magdebourg. Enfin, le maréchal Bernadotte s'avancé entre les maréchaux Soult et Lannes. Ainsi trois corps d'armée français, outre la cavalerie de Murat, moins toutefois les cuirassiers retenus à Berlin, poursuivaient en ce moment les Prussiens. Le 26, l'infanterie du prince de Hohenlohe était à Gransée, au rendez-vous indiqué, rangée autour de son général, écoutant ses exhortations, accueillant l'espérance d'être bientôt à Stettin, et de pouvoir se reposer

derrière l'Oder. Mais au même instant, les dragons de Murat surprenaient à Zehdenick le corps de Schimmelpfennig, culbutaient sa cavalerie, lui tuaient 500 cavaliers, en prenaient 700 ou 800, et obligeaient l'infanterie de ce corps de flanqueurs à se disperser dans les bois.

Cette nouvelle, portée par les paysans et les fuyards à Gransée, engagea le prince de Hohenlohe à décamper sur-le-champ, et à se détourner encore une fois à gauche vers Furstenberg, au lieu de marcher à Templin, qui était la route directe de Stettin. Il avait ainsi l'espoir de rallier à lui la cavalerie, et de s'éloigner en même temps des Français. Mais, tandis qu'il exécutait ce détour, Murat se dirigeait par la route la plus courte sur Templin, et Lannes, ne s'arrêtant ni le jour ni la nuit, se tenait toujours en vue des escadrons de Murat.

Le soir, le prince de Hohenlohe coucha à Furstenberg, et y fit passer la nuit à son infanterie, pendant que Lannes employait cette même nuit à marcher. Français et Prussiens continuèrent de s'élever au nord vers Templin et Prenzlau, point commun de la route de Stettin, cheminant à quelques lieues les uns des autres, et séparés seulement par un rideau de bois et de laes. Ils avaient douze lieues à parcourir, pour atteindre Prenzlau (sept milles). Le 27 au matin, le prince de Hohenlohe partit pour Boitzenbourg, faisant dire à la cavalerie de le rejoindre, et à l'arrière-garde, commandée par le général Blucher, de hâter le pas.

Il marcha toute la journée, n'ayant pour ses troupes d'autre nourriture que celle que leur fournissait le patriotisme des villageois, qui plaçaient sur les routes des amas de pain, et des chaudières remplies de pommes de terre. On approcha de Boitzenbourg vers le soir, et le seigneur de cet endroit, M. d'Arnim, vint annoncer qu'il avait fait préparer, autour de son château, des bivacs abondamment pourvus de vivres et de boissons. C'était une heureuse nouvelle pour des gens expirant de fatigue et de faim. Mais, en approchant de Boitzenbourg, des coups de feu détruisaient cette espérance d'un peu de repos et de nourriture. Les cheveu-légers de Murat, déjà parvenus à Boitzenbourg, mangeaient les vivres destinés aux Prussiens. Trop peu nombreux cependant pour tenir tête à ceux-ci, ils quittèrent Boitzenbourg. Les infortunés soldats du prince de Hohenlohe dévorèrent ce qui restait ; mais la présence des cavaliers français les avertissait de se hâter. Ils partirent la nuit même, en faisant

encore un détour à gauche pour éviter les Français, et les prévenir à Prenzlów. Ils marchèrent toute la nuit, se flattant de les gagner de vitesse. Au point du jour, ils commençaient à découvrir Prenzlów ; mais sur la droite, à travers les bois et les lacs qui jalonnaient la route, on avait entrevu des cavaliers forçant le pas. Le brouillard ne permettait pas de reconnaître la couleur de leur uniforme. Étaient-ce des Français ? étaient-ce des Prussiens ? On s'interrogeait avec anxiété, les uns croyant avoir aperçu le panache blanc d'un régiment prussien, les autres, au contraire, croyant reconnaître le casque des dragons de Murat. Enfin, au milieu de ces conjectures de la crainte et du désir, on arrive en vue de Prenzlów, les Français, assure-t-on, n'ayant pas encore paru. On pénètre dans un faubourg, long d'un quart de lieue. Une moitié de l'armée prussienne y est déjà entrée, quand tout à coup le cri : Aux armes ! se fait entendre. Les dragons français, survenus au moment où une partie de l'armée prussienne est dans Prenzlów, en attaquent la queue, et la refoulent dans Prenzlów même. Ils la chargent en tous sens, puis s'élancent dans les rues de la ville. Les dragons de Pritwitz, poussés par les dragons français, se rejettent sur l'infanterie prussienne et la culbutent. C'est une mêlée effroyable, dont la peur accroît encore le tumulte et le danger. L'armée prussienne, coupée en plusieurs morceaux, s'enfuit au delà de Prenzlów, et prend position le mieux qu'elle peut sur la route de Stettin. Bientôt elle est enveloppée, et Murat fait sommer le prince de Hohenlohe de se rendre. Le prince, navré de douleur, mais repoussant avec horreur l'idée d'une capitulation, refuse ce qu'on lui propose. « Eh bien ! répond Murat à l'officier qui apporte ce refus, vous serez sabrés tous, si vous ne vous rendez pas. » Une dernière espérance soutient encore le cœur du prince de Hohenlohe. Il croit que Murat n'amène avec lui que de la cavalerie. Mais l'infanterie de Lannes, qui depuis Spandau avait marché jour et nuit, ne s'arrêtant que pour manger, arrive au même instant. Le colonel d'état-major de Massenbach vient affirmer qu'il l'a vue. Dès lors plus de chance de se sauver. Murat demande à entretenir le prince de Hohenlohe. Le soldat devenu prince, et resté aussi généreux qu'il était intrépide, console le général prussien, lui promet une capitulation honorable, la plus honorable qu'il pourra lui accorder, dans la limite des instructions données par Napoléon. Murat exige que tous les soldats soient prisonniers, mais il consent

à ce que les officiers demeurent libres, et puissent emporter ce qu'ils possèdent, à condition, toutefois, de ne pas servir pendant la durée de la guerre. Il consent aussi à ce que les soldats soient affranchis de la formalité humiliante de jeter leurs armes en défilant devant les Français. C'est la différence qui, dans ce malheur, doit les distinguer des troupes de l'Autrichien Mack. Le prince de Hohenlohe, voyant qu'il ne peut obtenir mieux, sentant même que Murat ne peut accorder davantage, retourne auprès de ses officiers, les fait ranger en cercle autour de lui, et, les yeux remplis de larmes, leur expose l'état des choses. Il était de ceux qui avaient le plus déclamé contre toute espèce de capitulation. Mais il reconnaît qu'il n'y a plus aucune ressource, pas même celle d'un combat honorable, car les munitions manquent, et l'esprit des troupes est arrivé au dernier degré d'abattement. Personne n'offrant un expédient, on rompt le cercle, en proférant des malédictions, et en brisant ses armes.

La capitulation est donc signée par le prince, et, dans le courant de cette journée, 28 octobre, un an après la catastrophe du général Mack, 14,000 hommes d'infanterie, et 2,000 de cavalerie, se constituent prisonniers de guerre. Les vainqueurs étaient ivres de joie, et quelle joie fut jamais mieux fondée ? Tant de hardiesse à manœuvrer, tant de patience à supporter des privations égales au moins à celles qu'avaient supportées les vaincus, tant d'ardeur à faire des marches encore plus rapides que les leurs, méritaient bien un tel prix ! Il y eut malheureusement des désordres dans Prenzlów, causés par l'empressement des soldats à recueillir le butin, qu'ils considéraient comme un fruit légitime de la victoire. Mais les officiers français déployèrent la plus grande fermeté pour protéger les officiers prussiens. Les écrivains allemands leur ont eux-mêmes rendu cette justice. En 1815, les départements du nord de la France n'ont pas eu la même justice à rendre aux Prussiens.

Mais les Français avaient encore d'autres troupes à recueillir. Un certain nombre d'escadrons et de bataillons prussiens, qui n'étaient pas entrés dans Prenzlów, avaient marché plus au nord, sur Passewalek. La cavalerie légère du général Milhaud les atteignit. Six régiments de cavalerie, plusieurs bataillons d'infanterie, un pare d'artillerie à cheval, mirent bas les armes. Pendant ce temps, le général Lasalle, avec des hussards et des chasseurs, courait à Stettin, suivi par l'infanterie de Lannes. Chose merveilleuse, un officier de cava-

lerie légère osa sommer Stettin, place forte, ayant une nombreuse garnison et une immense artillerie ! Le général Lasalle vit le gouverneur, lui parla avec tant de conviction du complet anéantissement de l'armée prussienne, que ce gouverneur rendit la place avec tout ce qu'elle contenait, et livra prisonnière une garnison de 6,000 hommes. Lannes y entra le lendemain. Rien assurément ne saurait mieux donner l'idée de la démoralisation des Prussiens, et de la terreur qu'inspiraient les Français, qu'un fait aussi étrange et aussi nouveau dans les annales de la guerre.

De toute l'armée prussienne, il n'y avait plus à prendre que le général Blucher et le duc de Weimar, accompagnés d'une vingtaine de mille hommes. Ce dernier reste pris, on pouvait dire que 160,000 hommes avaient été détruits ou faits prisonniers en quinze jours, sans qu'un seul eût repassé l'Oder. Le général Blucher et le corps du duc de Weimar avaient à leur poursuite les maréchaux Soult et Bernadotte. Ils allaient bientôt être atteints par Murat lui-même, et ils se trouvaient coupés de l'Oder, puisque Lannes occupait Stettin. Ils conservaient donc bien peu de chances de salut.

Napoléon, en apprenant ces nouvelles, éprouva la plus vive satisfaction. « Puisque vos chasseurs, écrivit-il à Murat, prennent des places fortes, je n'ai plus qu'à licencier mon corps du génie, et à faire fondre ma grosse artillerie. » Dans le bulletin, il ne nomma que la cavalerie, et omit l'infanterie de Lannes, qui avait cependant contribué à la capitulation de Prenzlau autant que la cavalerie elle-même. Cette omission était due à ce que Murat, pressé de rendre compte des faits d'armes de sa cavalerie, n'avait pas songé à parler du corps de Lannes. Quand celui-ci reçut le bulletin, il n'osa le lire à ses soldats, dans la crainte de les

¹ Nous citons quelques-unes des lettres du maréchal Lannes, qui font connaître l'esprit des troupes françaises à cette époque, et qui peuvent servir à donner à ces prodigieux événements leur vrai caractère.

Le maréchal Lannes à S. M. l'Empereur.

Stettin, le 2 novembre 1805.

Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire ; il m'est impossible de lui rendre le plaisir qu'elle m'a fait éprouver. Je ne désire rien tant au monde que d'être sûr que Votre Majesté sache que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour sa gloire.

J'ai fait part à mon corps d'armée de ce que Votre Majesté a bien voulu me dire pour lui. Il serait impossible de peindre à Votre Majesté le contentement qu'il a ressenti. Une seule parole d'elle suffit pour rendre les soldats heureux.

Trois hussards s'étaient égarés du côté de Gartz ; ils se sont

affligés. « Mon dévouement à votre personne, écrivit-il à Napoléon, me mettra toujours au-dessus de toutes les injustices, mais ces braves soldats que j'ai fait marcher jour et nuit, sans repos, sans nourriture, que leur dirai-je ? Quelle récompense peuvent-ils espérer, sinon de voir leur nom publié par les cent voix de la Renommée, dont vous seul disposez ? » Cette belle émulation, cette ardente jalousie de gloire, qui d'ailleurs ne se manifestait ici que par une noble tristesse, n'était pas l'un des signes les moins remarquables de cet enthousiasme héroïque qui échauffait alors toutes les âmes.

Napoléon, singulièrement affectueux pour Lannes, lui répondit : « Vous et vos soldats, vous êtes des enfants. Est-ce que vous croyez que je ne sais pas tout ce que vous avez fait pour seconder la cavalerie ? Il y a de la gloire pour tous. Un autre jour ce sera votre tour de remplir de votre nom les bulletins de la grande armée. »

Lannes, transporté, assembla son infanterie sur l'une des places publiques de Stettin, et fit lire dans les rangs la lettre de Napoléon. Aussi joyeux que lui, ses soldats accueillirent cette lecture par des cris répétés de : Vive l'Empereur ! Quelques-uns même firent entendre ce cri étrange : VIVE L'EMPEREUR D'OCCIDENT ! Cette appellation singulière, qui répondait si parfaitement à la secrète ambition de Napoléon, naissait ainsi de l'exaltation de l'armée, et elle prouvait qu'aux yeux de tous il remplissait déjà l'Occident de sa puissance et de sa gloire.

Lannes, dans l'effusion non de la flatterie mais de la joie, car satisfait lui-même, il voulait que son maître le fût aussi, Lannes écrivit : « Sire, vos soldats crient : Vive l'Empereur d'Occident ! Devons-nous désormais vous adresser nos lettres sous ce titre ? »

Napoléon ne répondit pas, et ce titre, qui avait

trouvés au milieu d'un escadron ennemi. Ils ont couru à lui en le couchant en joue, et lui disant qu'un régiment le cernait, qu'il fallait sur-le-champ mettre pied à terre. Le commandant de cet escadron a fait mettre pied à terre et a rendu les armes à ces trois hussards, qui ont conduit ici l'escadron prisonnier de guerre.

J'aurais désiré connaître les intentions de Votre Majesté pour savoir si j'aurais pu porter la division Suchet à Stargard, et la cavalerie en avant. Par ce moyen, nous aurions économisé les vivres de la place de Stettin, auxquels cependant je n'ai pas encore touché. Les soldats sont cantonnés dans les environs et vivent chez les habitants.

J'ai fait aujourd'hui le tour de la place avec le général Chasseloup ; il la trouve mauvaise ; je crois aussi qu'il faudrait y dépenser beaucoup d'argent pour la mettre en état de défense. Nous avons été à Damm ; c'est une superbe position naturelle ; on n'y arrive que par une chaussée d'une lieue et demie, sur laquelle se trouvent au moins quarante ponts. Je

jailli pour ainsi dire de l'enthousiasme des soldats, ne fut pas pris. Dans la pensée de Napoléon, il n'était qu'ajourné. Des grandeurs qu'il a rêvées, c'est la seule qui ne se soit pas réalisée, même un instant. Et encore, s'il n'a pas eu le titre d'Empereur d'Occident, il en a eu la vaste domination. Mais l'orgueil humain aime de la puissance le titre autant que la puissance même.

Le prince de Hohenlohe une fois enlevé, il ne restait plus à prendre que le général Blücher avec l'arrière-garde, et le corps d'armée du duc de Weimar. Ce dernier corps avait passé sous les ordres du général de Vitting, depuis que le duc de Weimar, acceptant le traitement accordé par Napoléon à toute la maison de Saxe, avait quitté l'armée. C'étaient encore 22,000 hommes à faire prisonniers, après quoi il ne devait pas exister un seul détachement de troupes prussiennes du Rhin à l'Oder. Napoléon ordonna de les poursuivre sans relâche, afin de ramasser jusqu'au dernier homme.

Lannes s'établit à Stettin, dans le but d'occuper cette place importante, et de procurer à ses fantassins un repos dont ils avaient grand besoin. Murat, les maréchaux Bernadotte et Soult suffisaient pour achever la destruction de 22,000 Prussiens exténués de fatigue. Il ne s'agissait que de marcher pour les prendre, à moins toutefois qu'ils ne réussissent à gagner la mer, et à

pense que, si Votre Majesté veut aller en avant, elle rendra cette position imprenable.

On vient de m'assurer que le roi avait très-mal traité les messieurs qui l'entourent, et qui lui avaient conseillé la guerre; qu'on ne l'avait jamais vu aussi en colère; qu'il leur avait dit qu'ils étaient des coquins, qu'ils lui avaient fait perdre sa couronne, qu'il ne lui restait d'autre espoir que d'aller trouver le grand Napoléon, et qu'il comptait sur sa générosité.

Je suis avec le plus profond respect, etc.

LANNES.

Pasewalek, le 1^{er} novembre 1806.

Sire, j'ai eu l'honneur d'annoncer hier à Votre Majesté 50 pièces de canon, 60 caissons, autant de chariots chargés de munitions, le tout attelé de huit à dix chevaux par voiture, et 1,500 canonniers d'artillerie légère. En vérité, sire, je n'ai jamais rien vu de plus beau que ces hommes. C'est un superbe parc. Je le fais partir d'ici ce matin et le dirige sur Spandau. Presque tous ces canonniers sont à cheval, et marchent dans le plus grand ordre. Votre Majesté pourrait, si elle le voulait, les faire conduire en Italie. Je suis sûr qu'en mettant avec eux quelques officiers qui parlent allemand, ces gens-là serviraient parfaitement. Je désirerais que Votre Majesté vit ce convoi; cela la déciderait à l'envoyer dans le royaume d'Italie.

Le grand-duc de Berg m'écrit qu'il compte joindre l'ennemi, c'est-à-dire le grand corps du duc de Weimar et de Blücher, avec le prince de Ponte-Corvo, dans la journée de demain. Il a déjà fait quelques prisonniers de la queue de la colonne. D'après cet avis, je rappelle toute la cavalerie légère que j'avais envoyée sur Boitzenbourg, et vais rassembler tout mon corps d'armée à Stettin.

trouver assez de bâtiments pour les transporter dans la Prusse orientale. Aussi Murat se dirigeait-il en grande hâte sur la route du littoral, afin de leur en interdire l'approche. Il poussa jusqu'à Stralsund, pendant que le maréchal Bernadotte, parti des environs de Berlin, et le maréchal Soult des bords de l'Elbe, s'élevaient au nord pour jeter l'ennemi dans le réseau de la cavalerie française. (Voir la carte n° 56.)

Le général Blücher avait pris à Waren, près le lac de Müritz, le commandement des deux corps prussiens. Se réfugier vers la Prusse orientale par l'Oder était impossible, puisque le fleuve se trouvait gardé dans toutes les parties de son cours par l'armée française. L'accès du littoral et de Stralsund était déjà intercepté par les cavaliers de Murat. Il ne restait d'autre ressource que de rebrousser chemin, et de revenir sur l'Elbe. Le général Blücher forma ce projet, espérant se jeter dans Magdebourg, en augmenter la force jusqu'à convertir la garnison en un véritable corps d'armée, et fournir, appuyé sur cette grande forteresse, une brillante résistance. Il s'achemina donc vers l'Elbe, pour tenter de le passer aux environs de Lauchbourg.

Ses illusions furent de courte durée. Bientôt des patrouilles ennemies lui apprirent qu'il était enveloppé de toutes parts, qu'à sa droite Murat côtoyait déjà la mer, qu'à sa gauche les maréchaux

On a trouvé dans cette place plus de 200 pièces de canon sur leurs affûts, et beaucoup d'autres de recharge, infiniment de poudre, de munitions et de magasins.

Je jeterai toute ma cavalerie légère sur la rive droite de l'Oder. Je ferai ramasser tous les blés et farines que je pourrai pour augmenter nos magasins; je ferai faire des fours et autant de biscuit qu'il me sera possible.

La garnison de Stettin était de 6,000 hommes; je les fais escorter sur Spandau par un régiment de la division Guchet. Il ne reste plus qu'un régiment à ce général. La division Suzet a fourni également beaucoup de monde pour l'escorte des prisonniers, de manière que mon corps d'armée est réduit à bien peu de chose.

Si Stettin offre assez de moyens pour habiller le soldat, je le ferai, car il est tout nu. On s'occupe de dresser l'inventaire de ce qui existe dans la place. J'aurai l'honneur de l'adresser à Votre Majesté.

En attendant, je prie Votre Majesté Impériale de me faire connaître ses intentions le plus tôt possible. Mon quartier général sera ce soir à Stettin.

J'ai fait lire hier la proclamation de Votre Majesté à la tête des troupes. Les derniers mots qu'elle contient ont vivement touché le cœur des soldats. Ils se sont tous mis à crier : *Vive l'Empereur d'Occident!* Il m'est impossible de dire à Votre Majesté combien ces braves gens l'aiment, et vraiment on n'a jamais été aussi amoureux de sa maîtresse qu'ils le sont de votre personne. Je prie Votre Majesté de me faire savoir si elle veut qu'à l'avenir j'adresse mes dépêches à l'Empereur d'Occident, et je le demande au nom de mon corps d'armée.

Je suis avec le plus profond respect, etc.

LANNES.

Bernadotte et Soult lui fermaient l'accès de Magdebourg. Ne sachant plus à quel projet s'arrêter, il marcha quelques jours droit devant lui, c'est-à-dire vers le bas Elbe, comme aurait pu faire un corps français retournant en France par le Mecklembourg et le Hanovre. A chaque instant il s'affaiblissait, parce que ses soldats, ou s'enfuyaient dans les bois, ou aimaient mieux se rendre prisonniers, que de supporter plus longtemps des fatigues devenues intolérables. Il en perdait aussi un bon nombre dans des combats d'arrière-garde, qui, grâce à la nature difficile du pays, ne tournaient pas toujours en défaite complète, mais finissaient constamment par l'abandon du terrain disputé et par le sacrifice de beaucoup d'hommes pris ou hors de combat.

Il marcha ainsi du 30 octobre au 5 novembre. Ne sachant plus où porter ses pas, il imagina un acte violent, que la nécessité toutefois pouvait justifier. Il avait sur son chemin la ville de Lubeck, l'une des dernières villes libres conservées par la constitution germanique. Neutre de droit, elle devait rester étrangère à toute hostilité. Le général Blucher résolut de s'y jeter de vive force, de s'emparer des grandes ressources qu'elle contenait, en vivres comme en argent, et, s'il ne pouvait pas s'y défendre, de saisir tous les bâtiments de commerce qu'il trouverait dans ses eaux, pour embarquer ses troupes, et les transporter vers la Prusse orientale.

En conséquence, le 6 novembre, il entra violemment dans Lubeck, malgré la protestation des magistrats. Les remparts de la ville, imprudemment convertis en promenade publique, avaient perdu leur principale force. D'ailleurs la ville était si dépourvue de garnison, que le général Blucher n'eut pas de peine à y pénétrer. Il logea ses soldats chez les habitants, où ils prirent tout ce dont ils avaient besoin, et de plus exigea des magistrats une large contribution. Lubeck, comme on sait, est situé sur la frontière du Danemark. Un corps de troupes danoises gardait cette frontière. Le général Blucher signifia au général danois que, s'il la laissait violer par les Français, il la violerait à son tour, pour se réfugier dans le Holstein. Le général danois ayant déclaré qu'il se ferait tuer avec son corps tout entier, plutôt que de souffrir une violation de territoire, le général Blucher s'enferma dans Lubeck, avec la confiance de n'être pas tourné par les Français, si la neutralité du Danemark était respectée. Mais tandis qu'il croyait jouir de quelque sûreté dans Lubeck, protégé par les

restes de la fortification, et dédommagé par l'abondance d'une grande ville commerçante des privations d'une pénible retraite, les Français parurent. La neutralité de Lubeck n'existait plus pour eux, et ils avaient le droit d'y poursuivre les Prussiens. Arrivés le 7, ils attaquèrent le jour même les ouvrages qui couvraient les portes appelées Burg-Thor et Mühlen-Thor. Le corps du maréchal Bernadotte enleva l'une, celui du maréchal Soult enleva l'autre, en escaladant sous la mitraille, et avec une audace inouïe, des ouvrages qui, bien qu'affaiblis, présentaient encore des obstacles difficiles à vaincre. Un combat acharné s'engagea dans les rues. Les infortunés habitants de Lubeck virent leur opulente cité convertie en un champ de carnage. Les Prussiens, taillés en pièces ou enveloppés, furent obligés de s'enfuir, après avoir laissé plus de 1,000 morts sur la place, environ 6,000 prisonniers, et toute leur artillerie. Le général Blucher sortit de Lubeck, et alla prendre position entre le territoire à moitié inondé des environs de Lubeck, et la frontière danoise. Il s'arrêta là, n'ayant plus ni vivres ni munitions. Cette fois il fallait bien se rendre, et, après avoir tant blâmé le général Mack depuis un an, le prince de Hohenlohe depuis huit jours, imiter leur exemple. Le général Blucher capitula donc le 7 novembre, avec tout son corps d'armée, aux mêmes conditions que le prince de Hohenlohe. Il voulut ajouter quelques mots à la capitulation. Murat le permit par égard pour son malheur. Les mots ajoutés disaient qu'il se rendait faute de munitions. Cette capitulation procura aux Français 14,000 prisonniers, qui, joints à ceux qu'on avait déjà pris dans Lubeck, en élevaient le nombre total à 20,000.

A partir de ce jour, il ne se trouvait plus un seul corps prussien du Rhin à l'Oder. Les 70,000 hommes qui avaient cherché à gagner l'Oder étaient dispersés, tués ou prisonniers. Tandis que ces événements se passaient dans le Mecklembourg, l'importante place de Custrin, sur l'Oder, se soumettait à quelques compagnies d'infanterie commandées par le général Petit. Quatre mille prisonniers, des magasins considérables, la seconde position du bas Oder, étaient le prix de cette nouvelle capitulation. Ainsi les Français occupaient sur l'Oder les places de Stettin et de Custrin. Le maréchal Lannes était établi à Stettin, le maréchal Davoust à Custrin.

Restait sur l'Elbe la grande place de Magdebourg, qui contenait 22,000 hommes de garnison et un vaste matériel. Le maréchal Ney en

avait entrepris l'investissement. S'étant procuré quelques mortiers, à défaut d'artillerie de siège, il menaça plusieurs fois la place d'un bombardement, menaçait qu'il se garda bien de mettre à exécution. Deux ou trois bombes, jetées en l'air, intimidèrent la population, qui entourait l'hôtel du gouverneur, demandant à grands cris qu'on ne l'exposât pas à d'inutiles ravages, puisque la monarchie prussienne était désormais réduite à l'impossibilité de se défendre. La démoralisation était si complète chez les généraux prussiens, que ces raisons furent tenues pour bonnes, et que le lendemain de la capitulation de Lubeck, le général Kleist livra Magdebourg avec 22,000 prisonniers.

Ainsi, depuis l'ouverture de la campagne, les Prussiens avaient fait quatre fois, à Erfurt, à Prenzlau, à Lubeck, à Magdebourg, ce qu'ils avaient tant reproché aux Autrichiens d'avoir fait une fois à Ulm. Cette remarque n'a pas pour but d'offenser leur malheur, d'ailleurs bien réparé depuis, mais de prouver qu'il aurait fallu un an auparavant respecter l'infortune d'autrui, et ne pas déclarer les Autrichiens si lâches, par le calcul mesquin de faire paraître les Français moins braves et moins habiles.

Des 160,000 hommes qui avaient composé l'armée active des Prussiens, il ne restait donc pas un débris. En écartant les exagérations que dans la surprise de tels succès on répandit en Europe, il est certain que 25,000 hommes environ avaient été tués ou blessés, et 100,000 faits prisonniers. Des 55,000 autres, pas un seul n'avait repassé l'Oder. Ceux qui étaient Saxons avaient regagné la Saxe. Ceux qui étaient Prussiens avaient jeté leurs armes, et fui à travers les campagnes. On pouvait dire avec une complète vérité qu'il n'existait plus d'armée prussienne. Napoléon était maître absolu de la monarchie du grand Frédéric : il ne fallait en excepter que quelques places de la Silésie incapables de résister, et la Prusse orientale protégée par la distance et par le voisinage de la Russie. Napoléon avait enlevé tout le matériel de la Prusse en canons, fusils, munitions de guerre; il avait acquis des vivres pour nourrir son armée pendant une campagne, 20,000 chevaux pour remonter sa cavalerie, et assez de drapeaux pour en charger les édifices de sa capitale. Tout cela s'était accompli en un mois, car, entre le 8 octobre, Napoléon avait reçu la capitulation de Magdebourg, qui fut la dernière, le 8 novem-

bre. Et c'est ce rapide anéantissement de la puissance prussienne, qui rend si merveilleuse la campagne que nous venons de raconter! Que 160,000 Français, parvenus à la perfection militaire par quinze ans de guerre, eussent vaincu 160,000 Prussiens éternés par une longue paix, le miracle n'était pas grand! Mais c'est un événement étonnant que cette marche oblique de l'armée française, combinée de telle manière, que l'armée prussienne, constamment débordée pendant une retraite de deux cents lieues, de Hoff à Stettin, n'arrivât à l'Oder que le jour même où ce fleuve était occupé, fût détruite ou prise jusqu'au dernier homme, et qu'en un mois le roi d'une grande monarchie, le second successeur du grand Frédéric, se vit sans soldats et sans États! C'est, disons-nous, un événement étonnant, quand on songe surtout qu'il ne s'agissait pas ici de Macédoniens battant des Perses lâches et ignorants, mais d'une armée européenne battant une autre armée européenne, toutes deux instruites et braves.

Quant aux Prussiens, si on veut avoir le secret de cette déroute inouïe, après laquelle les armées et les places se rendaient à la sommation de quelques hussards, ou de quelques compagnies d'infanterie légère, on le trouvera dans la démoralisation, qui suit ordinairement une présomption folle! Après avoir nié, non pas les victoires des Français qui n'étaient pas niées, mais leur supériorité militaire, les Prussiens en furent tellement saisis à la première rencontre, qu'ils ne crurent plus la résistance possible, et s'enfuirent en jetant leurs armes. Ils furent atterrés, et l'Europe le fut avec eux. Elle frémit tout entière après Iéna, plus encore qu'après Austerlitz, car après Austerlitz la confiance dans l'armée prussienne restait du moins aux ennemis de la France. Après Iéna le continent entier semblait appartenir à l'armée française. Les soldats du grand Frédéric avaient été la dernière ressource de l'envie : ces soldats vaincus, il ne restait à l'envie que cette autre ressource, la seule, hélas! qui ne lui manque jamais, de prédire les fautes d'un génie désormais irrésistible, de prétendre qu'à de tels succès aucune raison humaine ne pourrait tenir; et il est malheureusement vrai que le génie, après avoir désespéré l'envie par ses succès, se charge lui-même de la consoler par ses fautes.

LIVRE VINGT-SIXIÈME.

EYLAU.

Effet que produisent en Europe les victoires de Napoléon sur la Prusse. — A quelle cause on attribue les exploits des Français. — Ordonnance du roi Frédéric-Guillaume tendant à effacer les distinctions de naissance dans l'armée prussienne. — Napoléon décrète la construction du temple de la Madeleine, et donne le nom d'Iéna au pont jeté vis-à-vis de l'École militaire. — Pensées qu'il conçoit à Berlin dans l'ivresse de ses triomphes. — L'idée de vaincre la mer par la terre se systématisé dans son esprit, et il répond au *blocus maritime* par le *blocus continental*. — Décrets de Berlin. — Résolution de pousser la guerre au Nord, jusqu'à la soumission du continent tout entier. — Projet de marcher sur la Vistule et de soulever la Pologne. — Affluence des Polonais auprès de Napoléon. — Ombrages inspirés à Vienne par l'idée de reconstituer la Pologne. — Napoléon offre à l'Autriche la Silésie en échange des Gallicies. — Refus et haine cachée de la cour de Vienne. — Précautions de Napoléon contre cette cour. — L'Orient mêlé à la querelle de l'Occident. — La Turquie et le sultan Sélim. — Napoléon envoie le général Sébastiani à Constantinople pour engager les Turcs à faire la guerre aux Russes. — Déposition des hospodars Ipsilanti et Maruzzi. — Le général russe Michelson marche sur les provinces du Danube. — Napoléon proportionne ses moyens à la grandeur de ses projets. — Appel en 1806 de la conscription de 1807. — Emploi des nouvelles levées. — Organisation en régiments de marche des renforts destinés à la grande armée. — Nouveaux corps tirés de France et d'Italie. — Mise sur le pied de guerre de l'armée d'Italie. — Développement donné à la cavalerie. — Moyens financiers créés avec les ressources de la Prusse. — Napoléon n'ayant pu s'entendre avec le roi Frédéric-Guillaume sur les conditions d'un armistice, dirige son armée sur la Pologne. — Murat, Davoust, Augereau, Lannes, marchent sur la Vistule à la tête de quatre-vingt mille hommes. — Napoléon les suit avec une armée de même force, composée des corps des maréchaux Soult, Bernadotte, Ney, de la garde et des réserves. — Entrée des Français en Pologne. — Aspect du sol et du ciel. — Enthousiasme des Polonais pour les Français. — Conditions mises par Napoléon, à la reconstitution de la Pologne. — Esprit de la haute noblesse polonaise. — Entrée de Murat et Davoust à Posen et à Varsovie. — Napoléon vient s'établir à Posen. — Occupation de la Vistule, depuis Varsovie jusqu'à Thorn. — Les Russes, joints aux débris de l'armée prussienne, occupent les bords de la Narew. — Napoléon veut les rejeter sur la Pregel, afin d'hiverner plus tranquillement sur la Vistule. — Belles combinaisons pour accabler les Prussiens et les Russes. — Combats de Czarnowo, de Golymin, de Soldau. — Bataille de Pultusk. — Les Russes, rejetés au delà de la Narew avec grande perte, ne peuvent être poursuivis à cause de l'état des routes. — Embarras des vainqueurs et des vaineux enfoncés dans les boues de la Pologne. — Napoléon s'établit en avant de la Vistule, entre le Bug, la Narew, l'Orezye et l'Ukra. — Il place le corps du maréchal Bernadotte à Elbing, en avant de la basse Vistule, et forme un dixième corps sous le maréchal Lefebvre, pour commencer le siège de Dantzig. — Admirable prévoyance pour l'approvisionnement et la sûreté de ses quartiers d'hiver. — Travaux de Praga, de Modlin, de Sierock. — État matériel et moral de l'armée française. — Gaieté des soldats au milieu d'un pays nouveau pour eux. — Le prince Jérôme et le général Vandamme, à la tête des auxiliaires allemands, assiègent les places de la Silésie. — Courte joie à Vienne, où l'on croit un moment aux succès des Russes. — Une plus exacte appréciation des faits ramène la cour de Vienne à sa réserve ordinaire. — Le général Benningsen, devenu général en chef de l'armée russe, veut reprendre les hostilités en plein hiver, et marche sur les cantonnements de l'armée française en suivant le littoral de la Baltique. — Il est découvert par le maréchal Ney, qui donne l'éveil à tous les corps. — Beau combat du maréchal Bernadotte à Mohrungen. — Savante combinaison de Napoléon pour jeter les Russes à la mer. — Cette combinaison est révélée à l'ennemi par la faute d'un officier qui se laisse enlever ses dépêches. — Les Russes se retirent à temps. — Napoléon les poursuit à outrance. — Combats de Waltersdorf et de Hoff. — Les Russes, ne pouvant fuir plus longtemps, s'arrêtent à Eylau, résolus à livrer bataille. — L'armée française, mourant de faim et réduite d'un tiers par les marches, aborde l'armée russe, et lui livre à Eylau une bataille sanglante. — Sang-froid et énergie de Napoléon. — Conduite héroïque de la cavalerie française. — L'armée russe se retire presque détruite; mais l'armée française, de son côté, a essuyé des pertes cruelles. — Le corps d'Augereau est si maltraité qu'il faut le dissoudre. — Napoléon poursuit les Russes jusqu'à Königsberg, et, quand il s'est assuré de leur retraite au delà de la Pregel, reprend sa position sur la Vistule. — Changement apporté à l'emplacement de ses quartiers. — Il quitte la haute Vistule pour s'établir en avant de la basse Vistule, et derrière la Passarge, afin de mieux couvrir le siège de Dantzig.

— Redoublement de soins pour le ravitaillement de ses quartiers d'hiver. — Napoléon, établi à Osterode dans une espèce de grange, emploie son hiver à nourrir son armée, à la recruter, à administrer l'Empire et à contenir l'Europe. — Tranquillité d'esprit et incroyable variété des occupations de Napoléon à Osterode et à Finkenstein.

Napoléon avait en un mois renversé la monarchie prussienne, détruit ses armées, conquis la plus grande partie de son territoire. Il restait au roi Frédéric-Guillaume une province et 25,000 hommes. A la vérité les Russes, appelés avec instance par la cour de Berlin, qui était réfugiée à Königsberg, accouraient aussi vite que le permettaient l'éloignement, la saison et l'impéritie d'une administration à demi barbare. Mais on avait vu les Russes à Austerlitz, et malgré leur bravoure, on ne pouvait pas attendre d'eux qu'ils changeassent le destin de la guerre. Les cabinets et les aristocraties de l'Europe étaient plongés dans une profonde consternation. Les peuples vaincus, partagés entre le patriotisme et l'admiration, ne pouvaient s'empêcher de reconnaître dans Napoléon l'enfant de la révolution française, le propagateur de ses idées, l'apporteur glorieux de la plus populaire de toutes, l'égalité. Ils voyaient un éclatant exemple de cette égalité chez nos généraux, qu'on ne désignait plus sous les noms, autrefois si connus, de Berthier, de Murat, de Bernadotte, mais sous les titres de prince de Neuchâtel, de grand-duc de Berg, de prince de Ponte-Corvo ! Cherchant à expliquer les triomphes inouïs que nous venions de remporter sur l'armée prussienne, ils les attribuaient non-seulement à notre courage, à notre expérience de la guerre, mais aux principes sur lesquels reposait la nouvelle société française. Ils expliquaient l'ardeur incroyable de nos soldats, par l'ambition extraordinaire qu'on avait su exciter chez eux, en leur ouvrant cette carrière immense, dans laquelle on pouvait entrer paysan comme les Sforze, pour en sortir maréchal, prince, roi, empereur ! Il est vrai que ce dernier lot était seul de son espèce dans la nouvelle urne de la fortune ; mais s'il n'y avait qu'un empereur, devenu tel au prix d'un prodigieux génie, sur de dues ou de princesses, dont la supériorité sur leurs compagnons d'armes n'était de nature à désespérer personne !

Les lettres interceptées des officiers prussiens étaient pleines à cet égard de réflexions étranges. L'un d'eux, écrivant à sa famille, lui disait : « S'il ne fallait que se servir de ses bras contre les Français, nous serions bientôt vainqueurs. » Ils sont petits, chétifs ; un seul de nos Alle-

« mands en battraient quatre. Mais ils deviennent
« au feu des êtres surnaturels. Ils sont emportés
« par une ardeur inexprimable, dont on ne voit
« aucune trace chez nos soldats... Que voulez-
« vous faire avec des paysans menés au feu par
« des nobles, dont ils partagent les dangers
« sans partager jamais ni leurs passions, ni leurs
« récompenses ¹ ? »

Ainsi se trouvait dans la bouche des vaincus, avec la glorification de notre bravoure, la glorification des principes de notre révolution. Le roi de Prusse, en effet, réfugié aux confins de son royaume, préparait une ordonnance pour introduire l'égalité dans les rangs de son armée, et y effacer toutes les distinctions de classe et de naissance. Singulier exemple de la propagation des idées libérales, portées aux extrémités de l'Europe par un conquérant qu'on représente souvent comme le géant qui voulait étouffer ces idées. Il en avait comprimé quelques-unes à la vérité, mais les plus sociales d'entre elles faisaient à sa suite autant de chemin que sa gloire.

Toujours porté à donner aux choses l'éclat de son imagination, Napoléon, qui avait projeté, au lendemain d'Austerlitz, la colonne de la place Vendôme, l'arc de triomphe de l'Étoile, la grande rue Impériale, décréta, au milieu de la Prusse conquise, l'érection d'un monument qui est devenu depuis l'un des plus grands de la capitale, le temple de la Madeleine.

Sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui ce temple, et qui forme avec la place de la Concorde un ensemble si magnifique, on devait construire la nouvelle Bourse. Napoléon jugea la place trop belle pour y élever le temple de la Richesse, et il résolut d'y élever le temple de la Gloire. Il décida qu'on chercherait un autre quartier pour y établir la nouvelle Bourse, et que sur l'un des quatre points qu'on aperçoit du milieu de la place de la Concorde, serait érigé un monument consacré à la gloire de nos armes. Il voulait que le frontispice de ce monument portât l'inscription suivante : L'EMPEREUR NAPOLÉON AUX SOLDATS DE LA GRANDE ARMÉE. Sur des tables de marbre devaient être inscrits les noms des officiers et soldats qui

¹ Nous rapportons ici fidèlement le sens d'une quantité de lettres, qui ont été conservées en original dans les innombrables papiers de Napoléon au Louvre.

avaient assisté aux grands événements d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, et sur des tables d'or, le nom de ceux qui étaient morts dans ces journées. D'immenses bas-reliefs devaient représenter, groupés les uns à côté des autres, les officiers supérieurs et les généraux. Des statues étaient accordées aux maréchaux qui avaient commandé des corps d'armée. Les drapeaux pris sur l'ennemi devaient être suspendus aux voûtes de l'édifice. Napoléon décida enfin que tous les ans une fête, de caractère antique comme le monument, serait célébrée le 2 décembre, en l'honneur des vertus guerrières. Il ordonna un concours, en se réservant de choisir entre les projets présentés celui qui lui semblerait le plus convenable. Mais il détermina d'avance le style d'architecture qu'il voulait donner au nouvel édifice. Il désirait, disait-il, un temple de forme grecque ou romaine. « Nous

avons des églises, écrivait-il au ministre de l'intérieur, nous n'avons pas un temple, semblable au Parthénon par exemple; il en faut un de ce genre à Paris. » La France aimait alors les arts de la Grèce, comme elle aimait naguère les arts du moyen âge; et c'était un présent tout à fait neuf à offrir à la capitale qu'une imitation du Parthénon. Aujourd'hui ce temple grec, devenu une église chrétienne (ce qui ne saurait être un sujet de regret), contraste avec sa nouvelle destination, et avec les arts de l'époque actuelle. Ainsi passent nos goûts, nos passions, nos idées, aussi vite que les caprices de cette fortune qui a voué cet édifice à des usages si différents de ceux auxquels il était d'abord consacré. Toutefois il occupe majestueusement la place qui lui a été jadis assignée, et le peuple n'a point oublié que ce temple devait être celui de la Gloire ¹.

¹ Nous citons à ce sujet quelques lettres de Napoléon, qui nous semblent dignes d'être reproduites.

Au ministre de l'intérieur.

Posen, 6 décembre 1806.

La littérature a besoin d'encouragements; vous en êtes le ministre. Proposez-moi quelques moyens pour donner une secousse à toutes les différentes branches des belles-lettres, qui ont de tout temps illustré la nation.

Vous aurez reçu le décret que j'ai pris sur le monument de la Madeleine, et celui qui rapporte l'établissement de la Bourse sur cet emplacement. Il est cependant nécessaire d'avoir une Bourse à Paris. Mon intention est de faire construire une Bourse qui réponde à la grandeur de la capitale, et au nombre d'affaires qui doivent s'y faire un jour. Proposez-moi un local convenable. Il faut qu'il soit vaste, afin d'avoir des promenades autour. Je voudrais un emplacement isolé.

Quand j'ai assigné un fonds de trois millions pour la construction du monument de la Madeleine, je n'ai voulu parler que du bâtiment et non des ornements, auxquels, avec le temps, je veux employer une bien plus forte somme. Je désire qu'au préalable on achète les chantiers environnants, afin de faire une grande place circulaire au milieu de laquelle se trouvera le monument, et autour de laquelle je ferai bâtir des maisons sur un plan uniforme.

Il n'y aurait pas d'inconvénient à nommer le pont de l'École militaire le *pont d'Iéna*. Proposez-moi un décret pour donner les noms des généraux et des colonels qui ont été tués à cette bataille aux différentes nouvelles rues.

Sur ce, etc.

NAPOLÉON.

Au ministre de l'intérieur.

Finkenstein, le 30 mai 1807.

Après avoir examiné attentivement les différents plans du monument dédié à la grande armée, je n'ai pas été un moment en doute. Celui de M. Vignon est le seul qui remplisse mes intentions. C'est un temple que j'avais demandé, et non une église. Que pouvait-on faire, dans le genre des églises, qui fût dans le cas de lutter avec Sainte-Geneviève, même avec Notre-Dame, et surtout avec Saint-Pierre de Rome? Le projet de M. Vignon réunit à beaucoup d'autres avantages celui de

s'accorder beaucoup mieux avec le palais du Corps Législatif, et de ne pas écraser les Tuileries.

Je ne veux rien en bois. Les spectateurs doivent être placés, comme je l'ai dit, sur des gradins de marbre formant les amphithéâtres destinés au public... Rien, dans ce temple, ne doit être mobile et changeant; tout, au contraire, doit y être fixé à sa place. S'il était possible de placer à l'entrée du temple le Nil et le Tibre, qui ont été apportés de Rome, cela serait d'un très-bon effet. Il faut que M. Vignon tâche de les faire entrer dans son projet définitif, ainsi que des statues équestres qu'on placerait au dehors, puisque réellement elles seraient mal dans l'intérieur. Il faut aussi désigner le lieu où l'on placera l'armure de François Ier prise à Vienne et le quadrigue de Berlin.

Il ne faut pas de bois dans la construction de ce temple... Du granit et du fer, tels doivent être les matériaux de ce monument. On objectera que les colonnes actuelles ne sont pas de granit; mais cette objection ne serait pas bonne, puisque avec le temps on peut renouveler ces colonnes sans nuire au monument. Cependant, si l'on prouvait que l'emploi du granit entraînerait dans une trop grande dépense et dans de longs délais, il faudrait y renoncer; car la condition principale du projet, c'est qu'il soit exécuté dans trois ou quatre ans, et, au plus, en cinq ans. Ce monument tient en quelque chose à la politique; il est dès lors du nombre de ceux qui doivent se faire vite. Il convient néanmoins de s'occuper à chercher du granit pour d'autres monuments que j'ordonnerai, et qui, par leur nature, peuvent permettre de donner trente, quarante ou cinquante ans à leur construction.

Je suppose que toutes les sculptures intérieures seront en marbre, et qu'on ne me propose pas des sculptures propres aux salons et aux salles à manger des femmes des banquiers de Paris. Tout ce qui est futile n'est pas simple et noble; tout ce qui n'est pas de longue durée ne doit pas être employé dans ce monument. Je répète qu'il n'y faut aucune espèce de meubles, pas même des rideaux.

Quant au projet qui a obtenu le prix, il n'atteint pas mon but; c'est le premier que j'ai écarté. Il est vrai que j'ai donné pour base de conserver la partie du bâtiment de la Madeleine qui existe aujourd'hui; mais cette expression est une ellipse. Il était sous-entendu que l'on conserverait de ce bâtiment le plus possible, autrement il n'y aurait pas eu besoin de programme, il n'y avait qu'à se borner à suivre le plan primitif. Mon intention était de n'avoir pas une église, mais un temple, et je ne voulais ni qu'on rasât tout, ni qu'on conservât tout. Si

Les flatteurs du temps, connaissant les faiblesses de Napoléon, se les exagérant même dans leur bassesse, lui proposèrent de changer le nom révolutionnaire de PLACE DE LA CONCORDE, en un autre nom plus monarchique, emprunté à la monarchie impériale. Il répondit à M. de Champigny par cette lettre si brève : « Il faut laisser à la place » de la Concorde le nom qu'elle a. LA CONCORDE ! « voilà ce qui rend la France invincible ! » (Janvier 1807.) Mais un magnifique pont en pierre, décrété récemment, et construit sur la Seine, vis-à-vis de l'École militaire, n'avait pas encore de nom. Napoléon voulut lui donner le beau nom d'ÉNA, que ce pont a conservé, et qui plus tard lui serait devenu fatal, si un acte honorable de Louis XVIII ne l'avait sauvé en 1814 de la rage brutale des Prussiens.

Ces soins accordés à des monuments d'art, du milieu même des capitales conquises, n'étaient chez Napoléon que des pensées accessoires, à côté des vastes pensées qui l'occupaient. Le glorieux événement d'Austerlitz lui avait déjà inspiré un sentiment excessif de ses forces, et avait apporté de nouveaux stimulants à sa gigantesque ambition. Celui d'ÉNA mit le comble à sa confiance et à ses désirs. Il crut possible, et il désira tout, après cette destruction si complète et si prompte de la puissance militaire la plus estimée de l'Europe. Ses ennemis, pour déprécier ses triomphes antérieurs, lui ayant répété sans cesse que l'armée prussienne était la seule dont il fallût tenir compte, la seule qu'il fût difficile de vaincre, il les avait pris au mot, et l'ayant vaincue, mieux que vaincue, anéantie en un mois, il n'aperçut désormais aucune limite à sa puissance, et n'admit aucune borne à sa volonté. L'Europe lui sembla un champ sans maître, dans lequel il pourrait édifier tout ce qu'il voudrait, tout ce qu'il trouverait grand, sage, utile, ou brillant. Où donc aurait-il entrevu une résistance ? L'Autriche désarmée par une seule manœuvre, celle d'Ulm, était tremblante, épuisée, incapable de reprendre les armes. Les Russes, quoique jugés braves, avaient été ramenés à la baïonnette dans les reins, de Munich à Olmütz ; et s'ils s'étaient arrêtés un instant à Hollabrunn, à Austerlitz, c'était pour essayer d'accablantes défaites. Enfin la monarchie

prussienne venait d'être détruite en trente jours. Quel obstacle, nous le répétons, pouvait-il entrevoir à ses projets ? Les débris des armées russes, ralliés dans le Nord à vingt-cinq mille Prussiens, n'offraient pas un péril dont il dût s'effrayer. Aussi écrivit-il à l'archichancelier Cambacérès : « Tout ceci est un jeu d'enfants, auquel il faut » mettre un terme ; et cette fois je vais m'y » prendre de telle façon avec mes ennemis, que » j'en finirai avec tous. » Il se décida donc à pousser la guerre si loin, qu'il arracherait la paix à toutes les puissances, et la leur arracherait aussi brillante que durable. Ce n'était pas, il est vrai, aux cours du continent qu'il était difficile de l'arracher, mais à l'Angleterre, qui, défendue par l'Océan, avait seule échappé au joug dont l'Europe se voyait menacée. Napoléon s'était dit déjà qu'il dominerait la mer par la terre, et que si les Anglais voulaient lui fermer l'Océan, il leur fermerait le continent. Parvenu sur l'Elbe et l'Oder, il se confirma dans cette pensée plus que jamais ; il la systématisa dans sa tête, et il écrivit à son frère Louis en Hollande : *Je vais reconquérir les colonies par la terre.* Dans la fermentation d'esprit que produisit chez lui le succès extraordinaire de la guerre de Prusse, il conçut les pensées les plus gigantesques qu'il ait enfantées de sa vie. D'abord il se promit de garder en dépôt tout ce qu'il avait conquis, et tout ce qu'il allait conquérir encore, jusqu'à ce que l'Angleterre eût restitué à la France, à la Hollande, à l'Espagne, les colonies qu'elle leur avait enlevées. Les puissances continentales n'étant au fond que les auxiliaires subventionnés de l'Angleterre, il résolut de les tenir toutes pour solidaires de la politique britannique, et de poser comme principe essentiel de négociation, qu'il ne rendrait à aucune d'elles rien de ce qu'il avait pris, tant que l'Angleterre ne rendrait pas tout ou partie de ses conquêtes maritimes. Deux négociateurs prussiens, MM. de Lucchesini et de Zastrow, étaient à Charlottenbourg, invoquant un armistice et la paix. Il leur fit répondre par Duroc, demeuré l'ami de la cour de Berlin, que quant à la paix, il n'y fallait pas penser, tant qu'on n'aurait pas amené l'Angleterre à des vues plus modérées, et que la Prusse et l'Allemagne resteraient

ces deux propositions étaient incompatibles, savoir, celle d'avoir un temple et celle de conserver les constructions actuelles de la Madeleine, il était simple de s'attacher à la définition d'un temple ; par temple, j'ai entendu un monument tel qu'il y en avait à Athènes, et qu'il n'y en a pas à Paris. Il y a beaucoup d'églises à Paris, il y en a dans tous les villages.

Je n'aurais assurément pas trouvé mauvais que les architectes eussent fait observer qu'il y avait une contradiction entre l'idée d'avoir un temple et l'intention de conserver les constructions faites pour une église. La première était l'idée principale, la seconde était l'idée accessoire. M. Vignon a donc deviné ce que je voulais...
NAPOLÉON.

en ses mains comme gage de ce que l'Angleterre avait dérobé aux puissances maritimes ; mais que pour un armistice il était prêt à en accorder un, à condition qu'on lui livrerait tout de suite la ligne sur laquelle il voulait hiverner, et dont il prétendait faire le point de départ de ses opérations futures, la ligne de la Vistule. En conséquence il demandait qu'on lui abandonnât sur-le-champ les places de la Silésie, telles que Breslau, Glogau, Schweidnitz, Glatz, et toutes celles de la Vistule, telles que Dantzig, Graudenz, Thorn, Varsovie, car si on ne les lui livrait pas, il allait, disait-il, les conquérir en quelques jours.

Dans cette intention de vaincre la mer par la terre, en privant la Grande-Bretagne de tous ses alliés, et en lui fermant tous les ports du continent, la première chose à faire, c'était de lui interdire, sans aucun retard, l'accès des vastes rivages occupés par les armées françaises. Déjà Napoléon avait par lui-même, ou par la Prusse, fermé les bouches de l'Ems, du Weser et de l'Elbe. C'était là une application naturelle et légitime du droit de conquête, car la conquête confère tous les droits du souverain, et notamment le droit de clore les ports, ou d'intercepter les routes du pays conquis, sans qu'une telle rigueur puisse passer pour une violation du droit des gens envers qui que ce soit. Mais défendre l'entrée de l'Ems, de l'Elbe et du Weser, était une mesure fort insuffisante pour atteindre le but que se proposait Napoléon, car malgré la surveillance la plus exacte des côtes, les marchandises anglaises étaient introduites par la contrebande, non-seulement dans le Hanovre, mais dans la Hollande, dont le gouvernement était sous notre influence directe, dans la Belgique, qui était devenue province française. D'ailleurs l'Ems, le Weser et l'Elbe fermés, ces marchandises entraient par l'Oder, par la Vistule, et redescendaient ensuite du nord au midi. Elles renchérisaient beaucoup, il est vrai, mais le besoin de s'en défaire amenait les Anglais à les livrer à un prix qui compensait les frais de la contrebande et du transport. Il était donc nécessaire d'employer des moyens plus rigoureux contre les marchandises anglaises, et Napoléon n'était pas homme à se les interdire.

L'Angleterre elle-même venait d'autoriser tous les genres d'excès contre son commerce, en prenant une mesure extraordinaire, et l'une des plus attentatoires qu'on pût imaginer contre le droit des gens le plus généralement admis, celle qu'on a nommée *blocus sur le papier*. Ainsi que nous l'avons déjà exposé bien des fois, il est de prin-

cipe chez la plupart des nations maritimes, que tout neutre, c'est-à-dire tout pavillon étranger à la guerre engagée entre deux puissances, a le droit de naviguer des ports de l'une aux ports de l'autre, de transporter quelque marchandise que ce soit, même celle de l'ennemi, excepté la contrebande de guerre, qui consiste dans les armes, les munitions, les vivres confectionnés pour l'usage des armées. Cette liberté ne cesse que lorsqu'il s'agit d'une place maritime, bloquée par une force navale telle que le blocus soit efficace. Dans ce cas, le blocus étant notifié, la faculté de pénétrer dans la place bloquée est suspendue pour les neutres. Mais si, dans les restrictions apportées à la liberté de naviguer, on ne s'arrête pas à cette limite certaine de la présence d'une force effective, il n'y a plus de raison pour qu'on ne frappe pas d'interdit les côtes entières du globe, sous prétexte de blocus. L'Angleterre avait déjà cherché à outre-passer les limites du blocus réel, en prétendant qu'avec quelques voiles, insuffisantes en nombre pour fermer les abords d'une place maritime, elle avait le droit de déclarer le blocus. Mais enfin elle avait admis la nécessité de la présence d'une force quelconque devant le port bloqué. Maintenant elle ne s'arrêtait plus à cette limite déjà si vague, et à l'époque de sa rupture momentanée avec la Prusse, occasionnée par la prise de possession du Hanovre, elle avait osé défendre tout commerce aux neutres, sur les côtes de France et d'Allemagne, depuis Brest jusqu'aux bouches de l'Elbe. C'était l'abus de la force poussé au dernier excès, et dès lors il suffisait d'un simple décret britannique pour frapper d'interdit toutes les parties du globe qu'il plairait à l'Angleterre de priver de commerce.

Cette incroyable violation du droit commun fournissait à Napoléon un juste prétexte pour se permettre à l'égard du commerce anglais les mesures les plus rigoureuses. Il imagina un décret formidable, qui, tout excessif qu'il puisse paraître, n'était qu'une juste représaille des violences de l'Angleterre, et qui avait de plus l'avantage de répondre parfaitement aux vues qu'il venait de concevoir. Ce décret, daté de Berlin, et du 21 novembre, applicable non-seulement à la France, mais aux pays occupés par ses armées, ou alliés avec elle, c'est-à-dire à la France, à la Hollande, à l'Espagne, à l'Italie, et à l'Allemagne entière, déclarait les îles Britanniques *en état de blocus*. Les conséquences de l'état de blocus étaient les suivantes :

Tout commerce avec l'Angleterre était absolument défendu ;

Toute marchandise provenant des manufactures ou des colonies anglaises devait être confisquée, non-seulement à la côte, mais à l'intérieur, chez les négociants qui s'en feraient dépositaires ;

Toute lettre, venant d'Angleterre ou y allant, adressée à un Anglais ou écrite en anglais, devait être arrêtée dans les bureaux de poste, et détruite ;

Tout Anglais quelconque saisi en France ou dans les pays soumis à ses armes était déclaré prisonnier de guerre ;

Tout bâtiment, ayant seulement touché aux colonies anglaises, ou à l'un des ports des trois royaumes, avait défense d'aborder aux ports français ou soumis à la France, et s'il faisait une fausse déclaration à ce sujet, il était reconnu de bonne prise ;

Une moitié du produit des confiscations était destinée à indemniser les négociants français ou alliés qui avaient souffert des spoliations de l'Angleterre ; enfin les Anglais tombés en notre pouvoir devaient servir à l'échange des Français ou des alliés devenus prisonniers.

Telles étaient ces mesures, inexcusables assurément, si l'Angleterre n'avait pris soin de les justifier d'avance par ses propres excès. Napoléon ne s'en dissimulait pas la rigueur ; mais afin d'amener l'Angleterre à se départir de sa tyrannie sur mer, il déployait une tyrannie égale sur terre ; il voulait surtout intimider les agents du commerce anglais, et principalement les négociants des villes hanséatiques, qui, se jouant des ordres donnés sur l'Elbe et le Weser, faisaient circuler dans toutes les parties du continent les marchandises défendues. La menace de la confiscation, menace bientôt suivie d'effet, devait les faire trembler, et sinon clore, du moins rendre fort étroits les débouchés clandestinement ouverts au commerce britannique.

Napoléon, se disant que toutes les nations commerçantes étaient intéressées à la résistance qu'il opposait aux prétentions iniques de l'Angleterre, en concluait qu'elles devaient se résigner aux inconvénients d'une lutte devenue nécessaire ; il pensait que ces inconvénients portant en particulier sur des spéculateurs de Hambourg, de Brême, de Leipzig, d'Amsterdam, contrebandiers de profession, ce n'était pas la peine de limiter ses moyens de représailles, par respect pour de tels intérêts.

L'effet de ce décret sur l'opinion de l'Europe fut immense. Les uns y virent un excès de despotisme révoltant, d'autres une politique pro-

fonde, tous un acte extraordinaire, proportionné à la lutte de géants que soutenaient l'une contre l'autre l'Angleterre et la France : la première osant s'emparer de la mer, qui avait été jusqu'alors la route commune des nations, pour y interdire tout commerce à ses ennemis ; la seconde entreprenant l'occupation entière du continent à main armée, pour répondre à la clôture de la mer par celle de la terre ! Spectacle inouï, sans exemple dans le passé et probablement dans l'avenir, que donnaient en ce moment les passions déchaînées des deux plus grands peuples de la terre !

A peine ce décret, conçu, rédigé par Napoléon lui-même, et lui seul, sans la participation de M. de Talleyrand, à peine ce décret était-il signé, qu'il fut envoyé par des courriers extraordinaires aux gouvernements de Hollande, d'Espagne et d'Italie, avec ordre aux uns, sommation aux autres, de le mettre immédiatement à exécution. Le maréchal Mortier, qui avait déjà envahi la Hesse, fut chargé de se diriger en toute hâte sur les villes hanséatiques, Brême, Hambourg, Lubeck, et de s'emparer non-seulement de ces villes, mais des ports du Mecklembourg et de la Poméranie suédoise, jusqu'aux bouches de l'Oder. Il lui était prescrit d'occuper les riches entrepôts des villes hanséatiques, d'y saisir les marchandises d'origine britannique, d'y arrêter les négociants anglais, et de faire tout cela avec ponctualité, exactitude et probité. C'est parce qu'il espérait du maréchal Mortier, plus que de tout autre, une exécution également rigoureuse et probe, que Napoléon l'avait chargé d'une pareille commission. Il lui ordonna d'amener en Allemagne un certain nombre de marins tirés de la flottille de Boulogne, de les faire croiser dans des embarcations aux embouchures de l'Elbe et du Weser, d'armer de canons toutes les passes, et de couler à fond tout bâtiment suspect qui chercherait à forcer le blocus.

Tel fut le *blocus continental*, par lequel Napoléon répondit au *blocus sur le papier*, imaginé par l'Angleterre.

Mais pour soumettre le continent à sa politique, il fallait que Napoléon poussât la guerre plus loin encore qu'il ne l'avait fait. L'Autriche était, il y a six mois, dans ses puissantes mains ; elle y pouvait être encore dès qu'il le voudrait. La Prusse y était actuellement. Mais la Russie, toujours repoussée quand elle avait paru dans les régions de l'Occident, échappait néanmoins à ses coups, en se retirant au delà de la Vistule et du Niémen. Elle était le seul allié qui restait à l'Angleterre, et il fallait la battre, aussi complète-

ment qu'on avait battu l'Autriche et la Prusse, pour réaliser dans toute son étendue la politique de VAINCRE LA MER PAR LA TERRE. Napoléon était donc résolu à s'élever au nord, et à courir à la rencontre des Russes, au milieu des campagnes de la Pologne, prêtes à s'insurger à son aspect. Jamais guerrier parti du Rhin n'avait touché à la Vistule, encore moins au Niémen. Mais celui qui avait fait flotter le drapeau tricolore sur les bords de l'Adige, du Nil, du Jourdain, du Pô, du Danube, de l'Elbe, pouvait, et devait exécuter cette marche audacieuse. Toutefois, sa présence dans les régions du Nord suscitait à l'instant une immense question européenne, c'était le rétablissement de la Pologne. Les Polonais avaient toujours dit : « La France est notre amie, mais elle est bien loin ! » Quand la France s'approchait de la Pologne jusqu'à l'Oder, l'idée d'une grande réparation ne devait-elle pas devenir chez l'une le sujet d'une espérance fondée, chez l'autre le sujet d'un projet réfléchi ? Ces infortunés Polonais, si légers dans leur conduite, si sérieux dans leurs sentiments, poussaient des cris d'enthousiasme, en apprenant nos victoires, et une foule d'émissaires accourus à Berlin conjuraient Napoléon de se porter sur la Vistule, lui promettant leurs biens, leurs bras, leurs vies, pour l'aider à reconstituer la Pologne. Ce projet, si séduisant, si généreux, si politique s'il eût été plus praticable, était l'une de ces entreprises dont l'imagination ébranlée de Napoléon devait s'éprendre en ce moment, et l'un de ces spectacles imposants qu'il convenait à sa grandeur de donner au monde. En se transportant au milieu de la Pologne il ajoutait, il est vrai, aux difficultés de la guerre actuelle la difficulté la plus grave de toutes, celle des distances et du climat ; mais il enlevait à la Prusse et à la Russie les ressources des provinces polonaises, ressources considérables en hommes et en denrées alimentaires ; il savait la base de la puissance russe ; il essayait de rendre à l'Europe le service le plus signalé qu'on lui eût jamais rendu ; il ajoutait de nouveaux gages à ceux dont il était déjà nanti, et qui devaient lui servir à obtenir de l'Angleterre des restitutions maritimes au moyen de restitutions continentales. Les vastes pays placés sur la route du Rhin à la Vistule, causes de faiblesse pour un général ordinaire, allaient devenir, sous le plus grand des capitaines, des sources abondantes en choses nécessaires à la guerre ; il allait en tirer, grâce à une habile administration, vivres, munitions, armes, chevaux, argent. Quant au climat, si redoutable dans ces contrées

en novembre et décembre, il en tenait compte sans doute, mais il était résolu dans cette campagne à s'arrêter sur la Vistule. Si on la lui livrait par l'armistice proposé, il avait le projet de s'y établir ; si au contraire on la lui contestait, il voulait la conquérir en quelques marches, y faire camper ses troupes pendant la durée de l'hiver, les y nourrir avec les blés de la Pologne, les y chauffer avec les bois de ses forêts, les recruter avec de nouveaux soldats venus du Rhin, et au printemps suivant partir de la Vistule pour s'enfoncer au nord, plus avant qu'aucun homme ne l'avait jamais osé.

Excité par le succès, poussé par son génie et par la fortune à une grandeur de pensées à laquelle aucun chef d'empire ou d'armée n'était encore parvenu, il n'hésita pas un instant sur le parti à prendre, et il disposa tout pour s'avancer en Pologne. Il avait bien, en passant le Rhin, fait entrer dans ses desseins l'idée d'une audacieuse marche au nord, mais vaguement. C'est à Berlin, et après les succès si rapides et si éclatants obtenus sur la Prusse, qu'il en forma le projet sérieux.

Cependant à tout ceci il y avait, outre les périls inhérents à l'entreprise elle-même, un danger particulier que Napoléon ne se dissimulait pas, c'était l'impression qu'en éprouverait l'Autriche, laquelle, bien que vaincue, et vaincue jusqu'à l'épuisement, pouvait néanmoins être tentée de saisir l'occasion pour se jeter sur nos derrières.

La conduite actuelle de cette cour était de nature à inspirer plus d'une crainte. Aux offres d'alliance que Napoléon lui avait fait parvenir à la suite de ses entretiens avec le duc de Wurtzbourg, elle avait répondu par des démonstrations affectées de bienveillance, feignant d'abord de ne pas comprendre les ouvertures de notre ambassadeur, et quand on s'était expliqué d'une manière plus claire, alléguant qu'un rapprochement trop étroit avec la France entraînerait de sa part une rupture avec la Russie et la Prusse, et qu'au lendemain d'une longue lutte, recommencée trois fois depuis quinze ans, elle n'était plus capable de faire la guerre, ni pour ni contre aucune puissance.

À ces paroles évasives elle venait d'ajouter des actes plus significatifs. Elle avait réuni 60,000 hommes en Bohême, lesquels, placés d'abord le long de la Bavière et de la Saxe, se transportaient actuellement vers la Gallicie, suivant en quelque sorte derrière leurs frontières le mouvement des armées belligérantes. Indépendamment de ces

60,000 hommes, elle avait dirigé de nouvelles troupes vers la Pologne, et elle apportait une extrême activité à former des magasins en Bohême et en Gallicie. Quand on la questionnait sur ces armements, elle répondait par des raisons banales, tirées de sa sûreté personnelle, disant qu'exposée de toutes parts au contact d'armées ennemies qui se faisaient la guerre, elle ne devait permettre à aucune de violer son territoire, et que les mesures dont on lui demandait compte n'étaient que des mesures de pure précaution.

Napoléon ne pouvait être dupe d'un langage aussi peu sincère. Le besoin d'une alliance, depuis qu'il avait perdu celle de la Prusse, avait un moment tourné son esprit vers la cour de Vienne; mais il lui était maintenant facile de reconnaître que la puissance à laquelle nous venions d'enlever en quinze ans les Pays-Bas, la Souabe, le Milanais, les États vénitiens, la Toscane, le Tyrol, la Dalmatie et enfin la couronne germanique, ne saurait être qu'une ennemie irréconciliable, dissimulant par politique ses profonds ressentiments, mais prête à les faire éclater à la première occasion. Il apercevait très-bien que les craintes de l'Autriche étaient feintes, car aucune des parties belligérantes n'avait intérêt à la provoquer par une violation de territoire, et il savait que, si elle armait, ce ne pouvait être que dans l'intention perfide de tomber sur les derrières de l'armée française. N'attachant pas plus d'importance qu'il ne fallait à la parole d'homme et de souverain par laquelle François II s'était engagé, au bivac d'Urchitz, à ne plus faire la guerre à la France, il pensait néanmoins que le souvenir de cette parole solennellement donnée devait embarrasser ce prince, qu'il lui faudrait pour y manquer un prétexte très-spécieux, et il avait formé deux résolutions très-mûrement réfléchies, la première de ne donner à l'Autriche aucun prétexte d'intervenir dans la guerre actuelle, la seconde de prendre ses précautions comme si elle devait y intervenir certainement, et de les prendre d'une manière ostensible. Son langage fut conforme à ces résolutions. Il se plaignit d'abord avec une entière franchise des armements faits en Bohême et en Gallicie, et de façon à prouver qu'il en comprenait le but. Puis avec la même franchise il annonça les précautions qu'il se croyait obligé de prendre, et qui étaient de nature à décourager le cabinet de Vienne. Il affirma de nouveau qu'il ne provoquerait pas la guerre, mais qu'il la ferait prompte et terrible, si on avait l'imprudence de la recommencer. Il déclara

que, ne voulant donner aucun prétexte à une rupture, il ne se prêterait en rien au soulèvement des parties de la Pologne possédées par l'Autriche; que le soulèvement de la Pologne prussienne et russe était un acte d'hostilité imputable exclusivement à ceux qui avaient voulu la guerre; qu'il ne se dissimulait pas la difficulté de contenir les Polonais dépendants de l'Autriche, quand les Polonais dépendants de la Russie et de la Prusse s'agitieraient; mais que si à Vienne on pensait à cet égard comme lui, et si, comme lui, on était convaincu de l'énorme faute qu'on avait commise dans le dernier siècle, en détruisant une monarchie qui était le boulevard de l'Occident, il offrait un moyen bien simple de réparer cette faute, en reconstituant la Pologne, et en offrant d'avance à la maison d'Autriche un riche dédommagement pour les provinces dont elle aurait à s'imposer le sacrifice. Ce dédommagement était la restitution de la Silésie, arrachée à Marie-Thérèse par Frédéric le Grand. La Silésie valait certainement les Gallicies, et c'était une éclatante réparation des maux, des outrages que le fondateur de la Prusse avait fait essuyer à la maison d'Autriche.

Assurément dans la situation où était placé Napoléon, rien n'était mieux calculé qu'une proposition pareille. Amené, en effet, par le cours des événements, à détruire l'œuvre du grand Frédéric en abaissant la Prusse, il ne pouvait mieux faire que de détruire cette œuvre complètement, en rendant à l'Autriche ce que Frédéric lui avait enlevé, et en lui reprenant ce que Frédéric lui avait donné. Au reste, il offrit cet échange sans prétendre l'imposer. Si une telle proposition, qui autrefois aurait comblé l'Autriche de joie, éveillait ses anciens sentiments à l'égard de la Silésie, il était tout prêt, disait-il, à y donner la suite convenable; sinon il fallait la considérer comme non avenue, et il se réservait d'agir dans la Pologne prussienne et russe, ainsi que les événements le lui conseilleraient, s'obligeant seulement à ne rien entreprendre qui pût attenter aux droits de l'Autriche. Tout en ayant soin de ne fournir aucun prétexte de se plaindre à la cour de Vienne, Napoléon lui répéta néanmoins qu'il était entièrement préparé, et que si elle voulait la guerre, elle ne le prendrait pas au dépourvu. Quoique satisfait des services de M. de la Rochefoucauld, son ambassadeur, il le remplaça par le général Andréossi, qui étant militaire, et connaissant parfaitement l'Autriche, pourrait observer d'un œil plus sûr la nature

et l'étendue des préparatifs de cette puissance.

Napoléon, dans ce moment extraordinaire de son règne, voulut faire servir l'Orient au succès de ses projets en Occident. La Turquie se trouvait dans un état de crise dont il espérait profiter. Ce malheureux empire, menacé depuis le règne de Catherine, même par ses amis, qui, voyant ses provinces sur le point de se détacher, se hâtaient de s'en emparer pour ne pas les laisser à des rivaux (témoin la conduite de la France en Égypte), ce malheureux empire avait été tantôt ramené vers Napoléon par l'instinct d'un intérêt commun, tantôt éloigné de lui par les intrigues de l'Angleterre et de la Russie, exploitant auprès du divan le souvenir des Pyramides et d'Aboukir. Rentré en paix avec la France à l'époque du Consulat, retombé en froidure lors de la création de l'Empire, qu'il avait refusé de reconnaître, le sultan Sélim avait été par la bataille d'Austerlitz définitivement conduit à un rapprochement, qui était bientôt devenu de l'intimité. Il avait non-seulement concédé à Napoléon le titre de Padischah, d'abord dénié, mais il avait envoyé à Paris un ambassadeur extraordinaire, pour lui apporter avec l'acte de la reconnaissance des félicitations et des présents. Le sultan Sélim, en agissant ainsi, avait cédé au vrai penchant de son cœur, qui l'entraînait vers la France, malgré les intrigues dont il était assailli, et dont le redoublement attestait la triste décadence de l'empire. Ce prince, doux, sage, éclairé comme un Européen, aimant la civilisation de l'Occident, non par une fantaisie de despote, mais par un vif sentiment de la supériorité de cette civilisation sur celle de l'Orient, avait dès sa jeunesse, lorsqu'il était enseveli dans la molle obscurité du sérail, entretenu par M. Ruffin une correspondance personnelle et secrète avec Louis XVI. Monté depuis sur le trône, il avait conservé pour la France une préférence marquée, et il était heureux de trouver dans ses victoires une raison décisive de se donner à elle. Les Russes et les Anglais voulaient combattre ce penchant, même à main armée. Une occasion s'offrait pour éprouver leur influence à Constantinople, c'était le choix à faire des deux hospodars de Valachie et de Moldavie. Les hospodars Ipsilanti et Maruzzi, voués à l'Angleterre, à la Russie, à quiconque désirait la ruine de l'empire ture, car ils étaient les véritables précurseurs de l'insurrection grecque, se montraient dans leur administration les complices déclarés des ennemis de la Porte. Les

choses en était venues à ce point que celle-ci s'était vue obligée de révoquer des agents infidèles et dangereux. La Russie avait aussitôt fait marcher le général Michelson vers le Dniester, avec une armée de 60,000 hommes, et l'Angleterre avait dirigé une flotte sur les Dardanelles, pour exiger, au moyen de cette réunion de forces, la réintégration des hospodars déposés. Le jeune empereur Alexandre, qui n'avait paru sur la scène du monde que pour essayer la mémorable défaite d'Austerlitz, se disait qu'au milieu de cette sanglante mêlée de toutes les nations européennes, il fallait profiter des circonstances pour s'avancer sur la Turquie, et que, quelles que fussent les chances de la fortune entre le Rhin et le Niémen, ce qu'il prendrait en Orient lui serait peut-être laissé, pour compenser ce que d'autres prendraient en Occident.

Ce calcul ne manquait pas de justesse. Mais ayant Napoléon sur les bras, il agissait avec peu de prudence en se privant de 60,000 hommes, pour les envoyer sur le Pruth. La preuve de cette faute ressort de la joie même que Napoléon ressentit, lorsqu'il apprit qu'une rupture allait éclater entre la Russie et la Porte. C'est dans cette prévision qu'il avait tenu si fortement à occuper la Dalmatie, ce qui lui permettait d'entretenir une armée sur la frontière de la Bosnie, et lui procurait la facilité de secourir ou d'inquiéter la Porte, suivant les besoins de sa politique. En voyant approcher cette crise, qu'il désirait plus vivement à mesure que les événements devenaient plus graves, il avait choisi pour ambassadeur à Constantinople un militaire, né comme lui en Corse, et joignant à l'expérience de la guerre une rare sagacité politique; c'était le général Sébastiani, employé déjà dans une mission en Turquie, dont il s'était parfaitement acquitté. Napoléon lui avait donné pour instruction expresse d'exciter les Turcs contre les Russes, et d'appliquer tous ses efforts à provoquer une guerre en Orient. Il l'avait autorisé à tirer de la Dalmatie des officiers d'artillerie et du génie, des munitions, et même les 25,000 hommes du général Marmont, si la Porte, poussée aux dernières extrémités, en venait à désirer la présence d'une armée française. La bataille d'Austerlitz ayant rattaché le sultan Sélim à Napoléon, la bataille d'Iéna pouvait bien, en effet, l'enhardir jusqu'à la guerre. Napoléon écrivit à ce prince pour lui offrir une alliance défensive et offensive, pour l'engager à saisir cette occasion de relever le croissant, et lui annoncer qu'il allait rendre

aux Turcs le plus grand service qu'il fût possible de leur rendre, réparer le plus grand échec qu'ils eussent jamais subi, en essayant de rétablir la Pologne. Ordre fut donné au général Marmont de tenir prêts tous les secours qui lui seraient demandés de Constantinople, ordre au général Sébastiani de ne rien négliger pour allumer une conflagration qui s'étendit des Dardanelles aux bouches du Danube. En mettant ainsi les Russes et les Turcs aux prises, Napoléon se proposait un double but, celui de diviser les forces des Russes, et celui de jeter l'Autriche dans d'horribles perplexités. L'Autriche, sans doute, haïssait la France, mais lorsqu'elle verrait les Russes envahir les bords de la mer Noire, elle devait éprouver des inquiétudes qui seraient une diversion fort puissante à sa haine.

Cette immense querelle, soulevée depuis quinze ans entre l'Europe et la révolution française, allait donc s'étendre du Rhin à la Vistule, de Berlin à Constantinople. Engagé dans une lutte à outrance, Napoléon prit des moyens proportionnés à la grandeur de ses desseins. Son premier soin fut de lever une nouvelle conscription. Il avait appelé dès la fin de 1805 la première moitié de la conscription de 1806, et venait d'en appeler la seconde moitié au moment de son entrée en Prusse. Il résolut d'agir de même pour la conscription de 1807, et en l'appelant tout de suite, quoiqu'on ne fût qu'à la fin de 1806, de ménager aux jeunes gens de cette classe une année pour s'instruire, se renforcer, se rompre aux fatigues de la guerre. Avec l'esprit qui régnait dans les cadres, c'était plus qu'il ne fallait pour former d'excellents soldats. Cette nouvelle levée d'hommes devait en outre procurer à l'effectif général de l'armée une notable augmentation. Cet effectif, qui était en 1805, époque du départ de Boulogne, de 450,000 hommes, qui s'était élevé par la conscription de 1806 à 505,000, allait être porté par la conscription de 1807 à 580,000. Les libérations annuelles étant interdites pendant la guerre, l'armée s'augmentait ainsi à chaque conscription, car il s'en fallait que le feu ou les maladies diminuassent l'effectif d'une quantité d'hommes proportionnée aux appels. La campagne d'Autriche n'avait pas coûté plus de 20,000 hommes; celle de Prusse ne les avait pas coûté encore. Il est vrai que la guerre se trouvant portée chaque jour à des distances plus grandes, et sous des climats plus rudes, la qualité des troupes s'abaissant à mesure que de jeunes recrues remplaçaient les vieux soldats de la révo-

CONSULAT. 2.

lution, les pertes allaient bientôt devenir plus sensibles. Mais elles étaient encore de peu d'importance, et l'armée, composée de soldats éprouvés, rajeunie plutôt qu'affaiblie par l'arrivée aux bataillons de guerre d'une certaine portion de conscrits, avait atteint son état de perfection.

Napoléon écrivit donc à M. de Lacuée pour lui ordonner d'appeler la classe de 1807. M. de Lacuée était alors chargé des appels au ministère de la guerre. C'était un fonctionnaire capable, dévoué à l'Empereur, et résolu à surmonter les difficultés d'une tâche fort ingrate, sous un règne qui faisait des hommes une si grande consommation. Bien qu'il ne fût pas ministre de la guerre, Napoléon correspondait immédiatement avec lui, sentant le besoin de le diriger, de le soutenir, de l'exciter par des communications directes. « Vous verrez, lui écrivit-il, par un « message adressé au sénat, que j'appelle la « conscription de 1807, et que je ne veux pas « poser les armes que je n'aie la paix avec l'An- « gleterre et avec la Russie. Je vois par les états « que le 15 décembre toute la conscription de « 1806 aura marché... Vous n'aurez pas besoin « d'attendre mon ordre pour la répartition entre « les divers corps... Je n'ai point perdu de « monde, mais le projet que j'ai formé est plus « vaste qu'aucun que j'aie jamais conçu, et dès « lors il faut que je me trouve en position de « répondre à tous les événements. » (Berlin, 22 novembre 1806. Dépôt de la secrétairerie d'État.)

Napoléon, suivant l'usage qu'il avait adopté l'année précédente, de réserver au sénat le vote du contingent, envoya un message à ce corps, pour lui demander la conscription de 1807, et lui faire connaître l'extension donnée à sa politique, depuis qu'il avait anéanti la Prusse. Dans ce message, où l'énergie du style égalait celle de la pensée, il disait que jusqu'ici les monarques de l'Europe s'étaient joués de la générosité de la France; qu'une coalition vaincue en voyait aussitôt naître une autre; que celle de 1805 à peine dissoute, il avait eu à combattre celle de 1806; qu'il fallait être moins généreux à l'avenir; que les États conquis seraient détenus jusqu'à la paix générale sur terre et sur mer; que l'Angleterre oubliant tous les droits des nations, frappant d'interdit commercial une partie du monde, on devait la frapper du même interdit, et le rendre aussi rigoureux que la nature des choses le permettait; qu'enfin mieux valait, puisqu'on était condamné à la guerre, s'y plonger tout à fait,

que de s'y engager à demi, que c'était le moyen de la terminer plus complètement et plus solidement, par une paix générale et durable. Son style rendait avec la dernière vigueur ces pensées dont il était plein. L'orgueil, l'exaspération, la confiance y éclataient également. Il réclamait ensuite des moyens proportionnés à ses vues, et c'était, comme nous venons de l'annoncer, la conscription de 1807, levée dès la fin de 1806.

Nous avons exposé plus haut les précautions si habilement prises par Napoléon, dans la double hypothèse d'une longue guerre au nord, et d'une attaque imprévue sur une partie quelconque de son vaste empire. Les troisièmes bataillons des régiments de la grande armée, formant dépôt, étaient, comme on l'a vu, rangés le long du Rhin sous le maréchal Kellermann, ou au camp de Boulogne sous le maréchal Brune. Ces troisièmes bataillons, déjà remplis des conscrits de 1806, bientôt de ceux de 1807, soigneusement exercés, équipés, pouvaient au besoin, sous le maréchal Kellermann, se joindre au huitième corps, commandé par le maréchal Mortier, pour couvrir le bas Rhin, ou bien se joindre sous le maréchal Brune au roi de Hollande, pour couvrir, soit la Hollande, soit les côtes de France jusqu'à la Seine. Ceux des régiments qui ne se trouvaient ni en Allemagne, ni en Italie, réunis dans l'intérieur à Saint-Lô, à Pontivy, à Napoléonville, formés en petits camps, étaient destinés à se porter sur Cherbourg, Brest, la Rochelle ou Bordeaux. Des détachements de gardes nationales, peu nombreux, mais bien choisis, un à Saint-Omer, un dans la Seine-Inférieure, un troisième dans les environs de Bordeaux, devaient concourir à la défense des points menacés. Quelques corps concentrés à Paris devaient s'y rendre en poste.

Le même système avait été adopté, comme on l'a encore vu, pour l'armée d'Italie. Les troisièmes bataillons de cette armée, répandus dans la haute Italie, se consacraient à l'instruction des conscrits, et fournissaient en même temps la garnison des places. Les bataillons de guerre étaient aux trois armées actives de Naples, du Frioul, de la Dalmatie.

Napoléon résolut d'abord de tirer des dépôts les renforts nécessaires à la grande armée, de remplir avec la nouvelle conscription le vide qu'il allait y produire, et comme ce vide serait rempli, et fort au delà, par le contingent de 1807, de profiter du surplus pour porter les bataillons de dépôt à 1,000 ou 1,200 hommes, et les régi-

ments de cavalerie à un effectif de 700 hommes au lieu de 500. Il résolut aussi d'augmenter l'effectif des compagnies d'artillerie, s'étant aperçu que l'ennemi, pour suppléer à la qualité de ses troupes, ajoutait beaucoup au nombre de ses canons. Les bataillons de dépôt étant portés à 1,000 ou 1,200 hommes, on pouvait toujours en extraire, outre le recrutement de l'armée active, les 500 ou 400 hommes les plus exercés, pour les envoyer partout où se manifesterait un besoin imprévu.

Napoléon avait déjà fait sortir des dépôts une douzaine de mille hommes, lesquels avaient été conduits en gros détachements de l'Alsace en Franconie, de la Franconie en Saxe, pour remplir les vides produits dans ses cadres par la guerre. Sept à huit mille venaient d'arriver, quatre à cinq mille étaient encore en marche. Ce n'était pas tout à fait l'équivalent de ce qu'il avait perdu, bien plus du reste par les fatigues que par le feu. Se préoccupant surtout des distances auxquelles la guerre allait être portée, il imagina un système, profondément conçu, pour amener les conscrits du Rhin sur la Vistule, pour les y amener de manière qu'ils ne courussent aucun danger pendant la longueur du trajet, qu'ils ne se dispersassent pas en route, et que, chemin faisant, ils pussent rendre des services sur les derrières de l'armée. Ces détachements, extraits de chaque bataillon de dépôt, devaient former une ou plusieurs compagnies suivant leur nombre; ces compagnies devaient être ensuite réunies en bataillons, et ces bataillons en régiments provisoires de 1,200 ou 1,500 hommes. On devait leur donner pour la route des officiers pris momentanément dans les dépôts, et les organiser comme s'ils avaient dû former des régiments définitifs. Partant avec cette organisation, et avec leur équipement complet, ils avaient ordre de s'arrêter dans les places qui étaient sur notre ligne d'opération, telles qu'Erfurt, Halle, Magdebourg, Wittenberg, Spandau, Custrin, Francfort-sur-l'Oder, de s'y reposer, s'ils en avaient besoin, d'y tenir garnison s'il le fallait pour la sûreté de nos derrières, et, dès qu'ils feraient une halte, de se livrer aux exercices militaires, pour ne pas négliger l'instruction des hommes pendant un trajet de plusieurs mois. Ils couvraient ainsi les communications de l'armée, dispensaient de l'affaiblir par un trop grand nombre de garnisons laissées en arrière, et augmentaient en quelque sorte son effectif avant d'avoir pu la rejoindre.

Arrivés sur le théâtre de la guerre, ils devaient être dissous par l'envoi de chaque détachement à son corps, et les officiers devaient retourner en poste à leurs dépôts, afin d'aller chercher d'autres recrues.

Même organisation fut appliquée à la cavalerie, avec quelques précautions particulières commandées par la nature de cette arme.

Dans toutes les places converties en grands dépôts, telles que Wurtzbourg, Erfurt, Wittenberg, Spandau, des ordres étaient donnés pour y réunir, au moyen des ressources que présentait le pays, des habillements, des souliers, des armes, des vivres en abondance. Il était prescrit aux commandants de ces places d'inspecter tout régiment provisoire qui passait, de pourvoir d'armes et de vêtements les hommes qui en manquaient, et de retenir ceux qui avaient besoin de repos. Les corps passant plus tard devaient recueillir les hommes laissés en route par ceux qui les avaient précédés, et trouvant à prendre autant d'hommes et de chevaux qu'ils en déposaient, ils étaient toujours assurés d'arriver complets sur le théâtre de la guerre. Napoléon lisait assidûment les rapports des commandants des places traversées par les régiments provisoires, les comparant sans cesse entre eux, relevait la moindre négligence, et par ce moyen les tenait tous en haleine. Il ne fallait pas moins que de telles combinaisons appuyées d'une telle vigilance, pour conserver entière une aussi grande armée à d'aussi vastes distances.

Napoléon ne voulait pas seulement maintenir les corps à l'effectif qu'ils avaient lors de leur entrée en campagne, il voulait attirer de nouveaux corps à la grande armée. Il avait laissé, comme on l'a vu, trois régiments à Paris, pour en former une réserve, qui pût se transporter en poste sur les côtes de France, si elles étaient menacées. Il crut pouvoir disposer de deux de ces régiments, le 58^e de ligne et le 15^e léger, grâce à l'augmentation considérable des conscrits dans les dépôts. Il y avait à Paris six troisièmes bataillons qui appartenaient à des régiments à quatre bataillons. La conscription devait les porter à 1,000 hommes chacun. Junot, gouverneur de Paris, eut ordre de les passer lui-même en revue plusieurs fois la semaine, et de les faire manœuvrer sous ses yeux. C'était une réserve de 6,000 hommes toujours prête à partir en poste pour Boulogne, Cherbourg ou Brest, et qui permettait de disposer sans inconvénient du 58^e de ligne et du 15^e léger. Ces deux régi-

ments, que l'on comptait parmi les plus beaux de l'armée, furent acheminés sur l'Elbe par Wesel et la Westphalie.

On se souvient que Napoléon avait résolu de convertir les vélites en *fusiliers de la garde*. Grâce à la prompte exécution de ce qu'il ordonnait, un régiment de deux bataillons, s'élevant à 1,400 hommes, dont les soldats avaient été choisis avec soin dans le contingent annuel, dont les officiers et sous-officiers avaient été pris dans la garde, était déjà tout formé. Napoléon prescrivit de le retenir le temps rigoureusement nécessaire à son instruction, et puis de le transporter en poste de Paris à Mayence.

La garde de la capitale était comme aujourd'hui confiée à une troupe municipale, forte de deux régiments, connus sous le titre de *régiments de la garde de Paris*. Napoléon avait recommandé d'augmenter le plus possible l'effectif de ces deux régiments, en puisant dans la dernière conscription. Recueillant le prix de sa prévoyance, il put, sans trop dégarnir Paris, en tirer deux bataillons, qui présentaient un régiment de 1,200 à 1,500 hommes, d'une tenue et d'une qualité excellentes. Il ordonna de les faire partir pour l'armée, pensant qu'une troupe chargée de maintenir l'ordre au dedans ne devait pas être privée de l'honneur de servir la grandeur du pays au dehors, qu'elle en reviendrait meilleure et plus respectée.

Les ouvriers des ports étaient sans emploi et sans pain, parce que les constructions navales languissaient au milieu de l'immense développement donné à la guerre continentale. Napoléon leur trouva une occupation utile et un salaire. Il en composa des bataillons d'infanterie, qui furent chargés de garder les ports auxquels ils appartenaient, avec promesse qu'on ne les en ferait pas sortir. On pouvait compter sur eux, car ils aimaient les établissements confiés à leur vigilance, et de plus ils partageaient l'esprit guerrier de la marine. Napoléon dut à cette idée de pouvoir enlever au service des côtes trois beaux régiments, les 19^e, 15^e et 51^e de ligne, qui étaient à Boulogne, Brest et Saint-Lô. Ils furent comme les autres portés à deux mille hommes pour deux bataillons, et dirigés vers la grande armée.

C'étaient donc sept nouveaux régiments d'infanterie, pouvant fournir le fonds d'un beau corps d'armée, que Napoléon eut l'art de tirer de France, sans trop affaiblir l'intérieur. A ces régiments devait se joindre la légion du Nord,

remplie de Polonais, et qui déjà était en marche vers l'Allemagne.

Ce qui semblait surtout désirable à Napoléon, et ce dont il appréciait l'utilité peut-être jusqu'à l'exagération, dans un moment où il sortait des plaines de la Prusse pour entrer dans celles de la Pologne, c'était la cavalerie. Il en demandait à grands cris à tous les administrateurs de ses forces. Il venait de retirer de Mayence et d'ache-miner à pied, partie vers la Hesse, partie vers la Prusse, tout ce qu'il y avait de cavaliers instruits dans les dépôts. Il avait voulu qu'ils laissassent leurs chevaux en France, pour leur donner ceux qu'on avait recueillis en Allemagne. Le maréchal Mortier, en entrant dans les États de l'électeur de Hesse, avait licencié l'armée de ce prince. On avait pris là quatre à cinq mille chevaux excellents, dont une portion avait servi à monter sur place un millier de cavaliers français, dont les autres avaient été envoyés à Potsdam. Il existait à Potsdam de vastes écuries, construites par le grand Frédéric, qui se plaisait souvent à voir manœuvrer un grand nombre d'escadrons à la fois, dans la belle retraite où il vivait en roi, en philosophe et en guerrier. Napoléon y créa, sous le canon de Spandau, un immense établissement pour l'entretien de sa cavalerie. Il y réunit tous les chevaux enlevés à l'ennemi, plus une grande quantité d'autres achetés dans les diverses provinces de la Prusse. Le général Bourcier, sorti de l'armée active après des services honorables, fut placé à la tête de ce dépôt, avec recommandation de ne pas s'en éloigner un instant, de faire soigner sous ses yeux les nombreux chevaux qu'on y avait rassemblés, de monter avec ces chevaux les régiments de cavalerie qui venaient à pied de France, d'arrêter tous ceux qui traversaient la Prusse, d'en passer la revue, d'y remplacer les chevaux fatigués ou peu en état de servir, de retenir également les hommes malades, pour les faire partir à la suite des régiments qui se succéderaient. Les ouvriers de Berlin, restés oisifs par le départ de la cour et de la noblesse, devaient être employés dans ce dépôt, moyennant salaire, à des travaux de sellerie, de harnachement, de chaussures et de charronnage.

C'est surtout à l'Italie que Napoléon imagina de recourir pour se procurer de la cavalerie. Nulle part elle n'était moins utile. A Naples, on n'avait affaire qu'à des montagnards calabrais, ou à des Anglais débarquant de leurs vaisseaux sans troupes à cheval. Il y avait à Naples seize

régiments de cavalerie, dont quelques-uns de cuirassiers, et des plus beaux de l'armée. Napoléon en fit refluer dix vers la haute Italie. Il n'en laissa que six, qui étaient tous de cavalerie légère, et dont il put porter l'effectif à 1,000 hommes chacun, grâce au grand nombre de conscrits envoyés au delà des Alpes. Ils devaient donc présenter une force de 6,000 hommes, fournissant 4,000 cavaliers toujours prêts à monter à cheval, et fort suffisants pour le service d'observation qu'on avait à faire dans le royaume de Naples.

Les plaines coupées de la Lombardie, dans lesquelles les canaux, les rivières, les longs rideaux d'arbres, rendent les mouvements de la cavalerie si difficiles, n'étaient pas non plus un pays où elle fût très-nécessaire. D'ailleurs dix régiments de cette arme, reportés du midi au nord de l'Italie, permettaient d'en détacher quelques-uns, pour les diriger sur la grande armée. Napoléon en tira une division de cuirassiers, formée de quatre régiments superbes, qui s'illustrèrent depuis sous le commandement du général d'Espagne. Il en tira de plus de la cavalerie légère, et fit partir successivement pour l'Allemagne, les 19^e, 24^e, 45^e, 5^e et 24^e régiments de chasseurs, ce qui faisait, avec les quatre de cuirassiers, neuf régiments de cavalerie empruntés à l'Italie. C'était une force de 5,000 cavaliers au moins voyageant partie avec leurs chevaux, partie à pied, ces derniers destinés à être montés en Allemagne.

Napoléon s'occupait en même temps de mettre l'armée d'Italie sur le pied de guerre. Il avait eu soin de lui envoyer 20,000 hommes sur la conscription de 1806, et il avait recommandé au prince Eugène d'apporter à leur instruction une attention continuelle. Prêt à s'enfoncer dans le Nord, laissant sur ses derrières l'Autriche plus épouvantée mais plus hostile depuis Iéna, il voulut qu'on procédât sans retard à la formation des divisions actives, de manière qu'elles fussent en mesure d'entrer immédiatement en campagne. Déjà il y avait en Frioul deux divisions tout organisées. Il ordonna de compléter leur artillerie à douze pièces par division. Il prescrivit de former tout de suite sur le pied de guerre une division à Vérone, une à Brescia, une troisième à Alexandrie, fortes chacune de 9 à 10 bataillons, de préparer leur artillerie, de composer leurs équipages, et de nommer leur état-major. Il en agit de même pour la cavalerie. Il enjoignit de porter au complet soit en hommes, soit en

chevaux, les régiments de dragons tirés de Naples, de les pourvoir en outre d'une division d'artillerie légère. Ces cinq divisions comptaient ensemble 45,000 hommes d'infanterie, et 7,000 de cavalerie, en tout 52,000, présents sous les armes. Cette force, accrue au besoin du corps de Marmont, et d'une partie de l'armée de Naples, devait suffire, dans la main d'un homme comme Masséna, pour arrêter les Autrichiens, surtout en s'appuyant sur des places telles que Palma-Nova, Legnago, Venise, Mantoue, Alexandrie. Napoléon ordonna d'établir dans Venise les huit bataillons de dépôt de l'armée de Dalmatie, dans Osopo et Palma-Nova les sept du corps du Frioul, dans Peschiera, Legnago et Mantoue les quatorze de l'armée de Naples. Chacun de ces bataillons renfermait déjà plus de mille hommes, depuis le contingent de 1806, et allait en contenir onze ou douze cents par l'arrivée du contingent de 1807. Il deviendrait facile alors d'en extraire les compagnies de voltigeurs et de grenadiers, et de composer avec elles des divisions actives excellentes. Tel était le fruit d'une vigilance qui ne se ralentissait jamais. Napoléon prescrivit de plus d'achever sans délai l'approvisionnement des places de guerre.

Ainsi, en se bornant à développer le vaste plan de précautions adopté à son départ de Paris, Napoléon mettait la France à l'abri de toute insulte de la part des Anglais, garantissait l'Italie de toute hostilité soudaine de la part des Autrichiens, et, sans désorganiser les moyens de défense de l'une ni de l'autre, il tirait de la première sept régiments d'infanterie, de la seconde neuf régiments de cavalerie, indépendamment des régiments provisoires qui, partant sans cesse du Rhin, devaient assurer le recrutement de la grande armée, et la sécurité de ses derrières.

On peut évaluer à 50,000 hommes environ les renforts qui dans un mois allaient accroître la grande armée. Avec les corps qui l'avaient déjà rejointe depuis l'entrée en Prusse, et qui l'avaient portée à environ 190,000 hommes, avec ceux qui se préparaient à la rejoindre, avec les auxiliaires allemands, hollandais, italiens, elle devait s'élever à près de 500,000 hommes; et tel est l'inévitable éparpillement des forces, même sous la direction du général le plus habile, qu'en défalquant de ces 500,000 hommes les blessés, les malades, devenus plus nombreux en hiver et sous des climats lointains, les détachements en marche, les garnisons laissées sur la route, les corps placés en observation, on

ne pouvait pas se flatter de présenter plus de 150,000 hommes au feu. Tant il faut que les ressources dépassent les besoins prévus, pour suffire seulement aux besoins réels! Et si on étend cette observation à l'ensemble des forces de la France en 1806, on verra qu'avec une armée totale, qui allait s'élever pour tout l'empire à 580,000 hommes, à 650,000 avec les auxiliaires, 500,000 au plus pourraient être présents sur le théâtre de la guerre, entre le Rhin et la Vistule, 150,000 sur la Vistule même, et 80,000 peut-être sur les champs de bataille où devait se décider le sort du monde. Et cependant jamais tant d'hommes et de chevaux n'avaient marché, tant de canons n'avaient roulé, avec cette force d'agrégation, vers un même but!

Ce n'était pas tout que de réunir des soldats, il fallait encore des ressources financières, afin de les pourvoir de tout ce dont ils avaient besoin. Napoléon ayant réussi, comme on l'a vu, à porter à 700 millions (820 avec les frais de perception) son budget du temps de guerre, avait le moyen d'entretenir une armée de 450,000 hommes. Mais il devait bientôt en avoir 600,000 à solder. Il résolut de tirer des pays conquis les ressources qui lui étaient nécessaires pour payer ses nouveaux armements. Possesseur de la Hesse, de la Westphalie, du Hanovre, des villes hanséatiques, du Mecklembourg, de la Prusse enfin, il pouvait sans inhumanité frapper des contributions sur ces divers pays. Il avait laissé exister partout les autorités prussiennes, et mis à leur tête le général Clarke pour l'administration politique du pays, M. Daru pour l'administration financière. Ce dernier, capable, appliqué, intègre, s'était saisi de toutes les affaires financières, et les connaissait aussi bien que les meilleurs employés prussiens. La monarchie de Frédéric-Guillaume, composée à cette époque de la Prusse orientale, qui s'étendait de Königsberg à Stettin, de la Pologne prussienne, de la Silésie, du Brandebourg, des provinces à la gauche de l'Elbe, de la Westphalie, des enclaves situées en Franconie, pouvait rapporter à son gouvernement environ 120 millions de francs, les frais de perception acquittés sur les produits mêmes, la plupart des besoins de l'armée satisfaits au moyen de redevances locales, l'entretien des routes assuré par certaines prestations imposées aux fermiers des domaines de la couronne. Dans ces 120 millions de revenu, la contribution foncière figurait pour 55 ou 56 millions, le fermage des domaines de la couronne pour 18, le produit de l'accise, qui

consistait en droits sur les boissons et sur le transit des marchandises, pour 50, le monopole du sel pour 9 ou 10. Divers impôts accessoires fournissaient le complément des 120 millions. Des employés, réunis en commissions provinciales, sous le nom de *chambres des domaines et de guerre*, administraient ces impôts et revenus, veillaient à leur assiette, à leur perception, et au fermage des nombreux domaines de la couronne.

Napoléon décida qu'on laisserait exister cette administration, même avec ses abus, que M. Daru eut bientôt découverts, et qu'il signala au gouvernement prussien lui-même pour l'aider à les corriger; qu'auprès de chaque administration provinciale il y aurait un agent français chargé de tenir la main à la perception des revenus, et à leur versement dans la caisse centrale de l'armée française. M. Daru devait veiller sur ces agents, et centraliser leurs opérations. Ainsi les finances de la Prusse allaient être administrées pour le compte de Napoléon, et à son profit. Toutefois on prévoyait que le produit annuel de 120 millions tomberait à 70 ou 80 par suite des circonstances présentes. Napoléon, usant de son droit de conquête, ne se contenta pas des impôts ordinaires, il décréta en outre une contribution de guerre, qui, pour la Prusse entière, pouvait s'élever à 200 millions. Elle devait être perçue peu à peu, pendant la durée de l'occupation, et en sus des impôts ordinaires. Napoléon leva aussi une contribution de guerre sur la Hesse, le Brunswick, le Hanovre et les villes hanséatiques, indépendamment de la saisie des marchandises anglaises.

A ce prix, l'armée devait se nourrir elle-même, et ne rien consommer sans le payer. De nombreux achats de chevaux, d'immenses commandes en habillements, chaussures, harnachements, voitures d'artillerie, faites dans toutes les villes, mais plus particulièrement à Berlin, dans le but d'occuper les ouvriers, et de pourvoir aux besoins de l'armée française, furent acquittés sur le produit des contributions tant ordinaires qu'extraordinaires.

Ces contributions, fort pesantes sans doute, étaient cependant la moins vexatoire de toutes les manières d'exercer le droit de la guerre, qui autorise le vainqueur à vivre sur le pays vaincu, car, au gaspillage des soldats, on substituait la perception régulière de l'impôt. Du reste, la discipline la plus sévère, le respect le plus complet des propriétés privées, sauf les ravages du champ de bataille, heureusement réservés à bien peu de

localités, compensaient ces inévitables rigueurs de la guerre. Et assurément, si on remonte dans le passé, on verra que jamais les armées ne s'étaient comportées avec moins de barbarie et autant d'humanité.

Napoléon, disposé par politique à ménager la cour de Saxe, lui avait offert après Iéna un armistice et la paix. Cette cour, honnête et timide, avait accepté avec joie un pareil acte de clémence, et s'était livrée à la discrétion du vainqueur. Napoléon convint de l'admettre dans la nouvelle confédération rhénane, de changer en titre de roi le titre d'électeur que portait son souverain, à la condition d'un contingent militaire de 20,000 hommes, réduit pour cette fois à 6,000, en considération des circonstances. Cette extension de la confédération du Rhin présentait de grands avantages, car elle assurait à nos armées le libre passage à travers l'Allemagne, et la possession en tout temps de la ligne de l'Elbe. Pour compenser les charges de l'occupation militaire qui furent épargnées à la Saxe par ce traité, elle promit de payer une contribution de 25 millions, acquittables en argent, ou en lettres de change à courte échéance.

Napoléon pouvait donc disposer, pour la durée de la guerre, de trois cents millions au moins. Poussant la prévoyance à son dernier terme, il ne permit pas que son ministre du trésor s'endormît sur la confiance des ressources trouvées en Allemagne. Il était dû à la grande armée 24 millions de solde arriérée. Napoléon exigea que cette somme fût déposée, partie à Strasbourg, partie à Paris, en espèces métalliques, parce qu'il ne voulait pas que, dans un moment pressant, on fût obligé de courir après des valeurs qui auraient été engagées pour un temps plus ou moins long. Il les laissa ainsi en dépôt à Paris et sur le Rhin, sauf à en user plus tard, et provisoirement il fit acquitter la solde arriérée sur les revenus du pays conquis, afin que ses soldats pussent se servir de leur prêt, pendant qu'ils étaient encore dans les villes de la Prusse, et qu'ils pouvaient se procurer les jouissances qu'on ne trouve qu'au milieu des grandes populations.

Toutes ces dispositions terminées, le général Clarke laissé à Berlin pour gouverner politiquement la Prusse, et M. Daru pour l'administrer financièrement, Napoléon ébranla ses colonnes pour entrer en Pologne.

Le roi de Prusse n'avait point accepté l'armistice proposé, parce que les conditions en étaient

trop rigoureuses, et aussi parce qu'on le lui avait trop fait attendre. Rejoint par Duroc à Osterode, dans la vieille Prusse, il répondit que malgré le plus sincère désir de suspendre le cours d'une guerre désastreuse, il ne pouvait consentir aux sacrifices exigés de lui ; qu'en lui demandant, outre la partie de ses États déjà envahie, la province de Posen et la ligne de la Vistule, on le laissait sans territoire et sans ressources, on livrait surtout la Pologne à une insurrection inévitable ; qu'il se résignait donc à continuer la guerre, qu'il agissait ainsi par nécessité, et aussi par fidélité à ses engagements, car ayant appelé les Russes, il lui était impossible de les renvoyer après l'appel qu'il leur avait adressé, et auquel ils avaient répondu avec le plus cordial empressement.

Vainement MM. d'Haugwitz et de Lucchesini, qui, après avoir partagé un instant le vertige général de la nation prussienne, avaient été ramenés à la raison par le malheur, vainement réunirent-ils leurs efforts pour faire accepter l'armistice tel quel, en disant que ce qu'on refusait à Napoléon il allait le conquérir en quinze jours, qu'on perdait l'occasion d'arrêter la guerre et ses ravages, que si l'on traitait actuellement, on perdrait sans doute les provinces situées à la gauche de l'Elbe, mais que si on traitait plus tard, on perdrait avec ces provinces la Pologne elle-même ; vainement MM. d'Haugwitz et de Lucchesini donnèrent-ils ces conseils, leur sagesse tardive n'obtint aucun crédit. En se rendant à Königsberg on s'était approché des influences russes ; l'infortune, qui avait calmé les gens sages, avait exalté au contraire les gens dénués de raison, et le parti de la guerre, au lieu de s'imputer à lui-même les revers de la Prusse, les attribuait aux prétendus trahisons du parti de la paix. La reine, irritée par la douleur, insistait plus que jamais pour qu'on tentât de nouveau la fortune des armes, avec ce qui restait de forces prussiennes, avec l'appui des Russes, et à la faveur des distances, qui étaient un grand avantage pour le vaincu, un grand désavantage pour le vainqueur. MM. d'Haugwitz et de Lucchesini, privés de toute autorité, poursuivis d'injustes accusations, quelquefois acablés d'outrages, demandèrent et obtinrent leur démission. Le roi, plus équitable que la cour, la leur accorda avec des égards infinis, surtout pour M. d'Haugwitz, dont il n'avait pas cessé d'apprécier les lumières, de reconnaître les longs services, et dont il déplo-rait de n'avoir pas toujours suivi les conseils.

Les Russes arrivaient en effet sur le Niémen. Un premier corps de 50,000 hommes, commandé par le général Benningsen, avait passé le Niémen le 1^{er} novembre, et s'avancé sur la Vistule. Un second, d'égale force, conduit par le général Buxhoevden, suivait le premier. Une réserve s'organisait sous le général Essen. Une partie des troupes du général Michelson remontait le Dniester pour accourir en Pologne. Toutefois la garde impériale n'avait pas encore quitté Saint-Pétersbourg. Une nuée de Cosaques, sortis de leurs déserts, précédait les troupes régulières. Telles étaient les forces actuellement disponibles de ce vaste empire, qui, pour la seconde fois, montrait que ses ressources n'égalait pas encore ses prétentions. Jointes aux Prussiens, et en attendant la réserve du général Essen, les Russes pouvaient se présenter sur la Vistule au nombre de 120,000 hommes. Il n'y avait pas de quoi embarrasser Napoléon, si le climat ne venait apporter aux soldats du Nord un redoutable secours : et par le climat nous n'entendons pas seulement le froid, mais le sol, la difficulté de marcher et de vivre dans ces immenses plaines, alternativement boueuses ou sablonneuses, et plus couvertes de bois que de cultures.

Les Anglais, il est vrai, promettaient une puissante coopération en argent, en matériel, et même en hommes. Ils annonçaient des débarquements sur différents points des côtes de France et d'Allemagne, et notamment une expédition dans la Poméranie suédoise, sur les derrières de l'armée française. Ils avaient, effectivement, un pied à terre fort commode dans la place inondée de Stralsund, située sur les dernières langues de terre du continent allemand. Ce point était gardé par les Suédois, et tout préparé à recevoir les troupes anglaises dans un asile presque inviolable. Mais il était probable que l'empressement à s'emparer des riches colonies de la Hollande et de l'Espagne, mal défendues en ce moment, à cause des préoccupations de la guerre continentale, absorberait l'attention et les forces des Anglais. Une dernière ressource, beaucoup plus vaine encore que celle qu'on attendait des Anglais, formait le complément des moyens de la coalition, c'était l'intervention supposée de l'Autriche. On se flattait que, si un seul succès couronnait les efforts des Prussiens et des Russes, l'Autriche se déclarerait en leur faveur ; et on comptait presque dans l'effectif des troupes belligérantes les 80,000 Autrichiens actuellement réunis en Bohême et en Gallicie.

Tout cela inquiétait peu Napoléon, qui n'avait jamais été plus rempli de confiance et d'orgueil. Le refus de l'armistice ne l'avait ni surpris, ni contrarié. « Votre Majesté, écrivit-il au roi de Prusse, m'a fait déclarer qu'elle s'était jetée dans les bras des Russes... L'avenir fera connaître si elle a choisi le meilleur parti, et le plus efficace... Elle a pris le cornet, et joué aux dés ; les dés en décideront. »

Voici quelles furent les dispositions militaires de Napoléon, pour pénétrer en Pologne. Il n'avait rien d'immédiat à redouter du côté des Autrichiens, ses préparatifs généraux en France comme en Italie, sa diplomatie en Orient, ayant paré à tout ce qu'on pouvait craindre de leur part. Les débarquements des Anglais et des Suédois en Poméranie, tendant à soulever sur ses derrières la Prusse souffrante, humiliée, présentaient un danger plus réel. Toutefois il n'attachait pas même une grande importance à ce danger, car, écrivait-il à son frère Louis, qui l'importunait de ses alarmes, « les Anglais ont bien autre chose à faire que de débarquer en France, en Hollande, en Poméranie. Ils aiment mieux piller les colonies de toutes les nations, que d'essayer des descentes, dont ils ne retirent d'autre avantage que celui d'être honteusement jetés à la mer. » Napoléon croyait tout au plus à une pointe des Suédois qui avaient 12,000 ou 15,000 hommes à Stralsund. En tout cas le 8^e corps confié au maréchal Mortier était chargé de pourvoir à ces éventualités. Ce corps, qui avait eu pour première mission d'occuper la Hesse et de relier la grande armée avec le Rhin, devait, maintenant que la Hesse était désarmée, contenir la Prusse, et garder le littoral de l'Allemagne. Il était composé de quatre divisions : une hollandaise, devenue vacante par le retour du roi Louis en Hollande ; une italienne, acheminée par la Hesse vers le Hanovre ; deux françaises, qui allaient se compléter avec une partie des régiments nouvellement tirés de France. Une portion de ces troupes devait assiéger la place hanovrienne d'Hameln, restée aux mains des Prussiens, une autre occuper les villes hanséatiques. Le surplus, établi vers Stralsund et Anklam, était destiné à ramener les Suédois dans Stralsund, s'ils en sortaient, ou à se porter sur Berlin, si un accès de désespoir s'emparait du peuple de la capitale.

Le général Clarke avait ordre de se concerter avec le maréchal Mortier pour parer à tous les accidents. On n'avait pas laissé un fusil dans Berlin, et on avait transporté à Spandau tout le ma-

tériel militaire. Seize cents bourgeois fournissaient la garde de Berlin, avec huit cents fusils qu'ils se transmettaient, n'étant de garde que huit cents à la fois. Le général Clarke, s'il éclatait un mouvement de quelque importance, devait se retirer à Spandau, et y attendre le maréchal Mortier. Le vaste dépôt de cavalerie établi à Potsdam pouvait toujours fournir un millier de chevaux pour faire des patrouilles, et saisir les hommes isolés qui couraient la campagne, depuis la dispersion de l'armée prussienne. La prévoyance avait été poussée jusqu'à fouiller les bois, afin de recueillir les canons que les Prussiens avaient cachés en fuyant, et de les renfermer dans les places fortes.

Le corps du maréchal Davoust, entré à Berlin avant tous les autres, avait eu le temps de s'y reposer. Napoléon l'achemina le premier sur Custring, et de Custring sur la capitale du grand-duché de Posen. Le corps du maréchal Augereau arrivé le second à Berlin, et suffisamment reposé aussi, fut envoyé par Custring et Landsberg sur la Netze, route de la Vistule, avec la mission de marcher à gauche du maréchal Davoust. Plus à gauche encore le maréchal Lannes, établi à Stettin depuis la capitulation de Prenzlau, ayant un peu refait ses troupes dans cette résidence, renforcé du 28^e léger, pourvu de capotes et de souliers, avait ordre de prendre des vivres pour huit jours, de franchir l'Oder, de passer par Stargard et Schneidmühl, et de se réunir à Augereau sur la Netze. Il est inutile d'ajouter qu'il ne devait pas quitter Stettin sans avoir mis cette place en état de défense. L'infatigable Murat enfin, laissant sa cavalerie revenir à petites journées de Lubeck, avait ordre de se transporter de sa personne à Berlin, d'y prendre le commandement des cuirassiers, lesquels avaient employé à se reposer le temps que les dragons avaient employé à courir après les Prussiens, de joindre aux cuirassiers les dragons de Beaumont et de Klein, lancés moins avant que les autres à la poursuite de l'ennemi, et remontés d'ailleurs avec des chevaux frais dans le dépôt de Potsdam. Murat, avec cette cavalerie, devait se réunir au maréchal Davoust à Posen, le précéder à Varsovie, et se mettre à la tête de toutes les troupes dirigées sur la Pologne, en attendant que Napoléon vînt les commander lui-même. Les Russes étant encore fort éloignés de la Vistule, Napoléon se donnait le temps d'expédier à Berlin ses nombreuses affaires, et laissait à son beau-frère le soin de commencer le mouvement sur la

Pologne, et de sonder les dispositions insurrectionnelles des Polonais. Personne n'était plus propre que Murat à exciter leur enthousiasme en le partageant.

Tandis que l'armée française franchissant l'Oder allait s'avancer sur la Vistule, le prince Jérôme, ayant sous son commandement les Wurtembergeois et les Bavaois, secondé par un habile et vigoureux officier, le général Vandamme, devait envahir la Silésie, en assiéger les places, porter une partie de ses troupes jusqu'à Kalisch, et couvrir ainsi contre l'Autriche la droite du corps qui marcherait sur Posen.

Les troupes dirigées sur la Pologne pouvaient monter à environ 80,000 hommes, entre lesquels le corps du maréchal Davoust figurait pour 25,000, celui du maréchal Augereau pour 17,000, celui du maréchal Lannes pour 18,000, le détachement du prince Jérôme envoyé à Kalisch pour 14,000, enfin la réserve de cavalerie de Murat pour 9,000 à 10,000. C'était plus qu'il n'en fallait pour faire face aux forces russes et prussiennes, qu'on était exposé à rencontrer dans le premier moment.

Dans cet intervalle, les corps des maréchaux Soult et Bernadotte étaient en marche de Lubeck sur Berlin. Ils devaient séjourner quelque temps dans cette capitale, s'y refaire, et s'y pourvoir de ce qui leur manquait. Le maréchal Ney s'y était rendu après la capitulation de Magdebourg, et il s'appropriait à marcher sur l'Oder. Napoléon, avec la garde impériale, avec la division de grenadiers et voltigeurs du général Oudinot, avec le reste de la réserve de cavalerie qui se reposait à Berlin, avec les trois corps des maréchaux Soult, Bernadotte et Ney, pouvait disposer d'une seconde armée de 80,000 hommes, à la tête de laquelle il devait se transporter en Pologne, pour soutenir le mouvement de la première.

Le maréchal Davoust, dirigé le premier sur Posen, était un homme ferme et réfléchi, duquel il n'y avait aucune imprudence à craindre. Il avait été initié à la véritable pensée de Napoléon relativement à la Pologne. Napoléon était franchement résolu à réparer le grave dommage que l'abolition de cet antique royaume avait causé à l'Europe ; mais il ne se dissimulait pas l'immense difficulté de reconstituer un État détruit, surtout avec un peuple dont l'esprit anarchique était aussi renommé que la bravoure. Il ne voulait donc s'engager dans une telle entreprise qu'à des conditions qui en rendissent la réussite, sinon

certaine, au moins suffisamment probable. Il lui fallait d'abord d'éclatants triomphes en s'avancant dans ces plaines du Nord, où Charles XII avait trouvé sa ruine ; il lui fallait ensuite un élan unanime de la part des Polonais, pour concourir à ces triomphes, et pour le rassurer sur la solidité du nouvel État qu'on allait fonder entre trois puissances ennemies, la Russie, la Prusse et l'Autriche. « Quand je verrai les Polonais tous sur pied, dit-il au maréchal Davoust, alors je proclamerai leur indépendance, mais pas avant. » Il fit transporter à la suite des troupes françaises un convoi d'armes de toute espèce, afin d'armer l'insurrection, si, comme on l'annonçait, elle devenait générale.

Le maréchal Davoust, devançant les corps d'armée qui devaient partir de l'Oder, s'était mis en mouvement dès les premiers jours de novembre. Il marchait avec cet ordre, avec cette discipline sévère, qu'il avait coutume de maintenir parmi ses troupes. Il avait annoncé à ses soldats qu'en entrant en Pologne on entrerait dans un pays ami, et qu'il fallait le traiter comme tel. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il s'était introduit une certaine indiscipline dans les rangs de la cavalerie légère, qui prend plus de part et contribue davantage aux désordres de la guerre. Deux soldats de cette arme ayant commis quelques excès, le maréchal Davoust les fit fusiller en présence du troisième corps.

Il s'avança sur Posen en trois divisions. Le pays entre l'Oder et la Vistule ressemble beaucoup à celui qui s'étend de l'Elbe à l'Oder. Le plus généralement on parcourt des plaines sablonneuses au milieu desquelles le bois pousse assez facilement, surtout le bois résineux, particulièrement le sapin ; et, comme au-dessous de la couche de sable se trouve une argile propre à la culture, tantôt noyée sous le sable même, tantôt surgissant à la surface, on rencontre au milieu des forêts de sapins de vastes clairières, assez bien cultivées, à travers ces clairières une population rare, pauvre, mais robuste, abritée sous le bois et le chaume. Sur ce sol les transports sont d'une difficulté sans égale, car aux sables mouvants succède une glaise, dans laquelle on enfonce profondément dès qu'elle est pénétrée par les eaux, et qui se change après quelques jours de pluie en une vaste mer de boue. Les hommes y périssent si on ne vient les en arracher. Quant aux chevaux, canons, bagages, ils s'y abîment sans pouvoir être sauvés, même par les bras de toute une armée. Aussi la guerre n'est-elle pos-

sible dans cette portion de la plaine du Nord, qu'en été, lorsque la terre est entièrement desséchée, ou dans l'hiver, lorsqu'une gelée de plusieurs degrés a donné au sol la consistance de la pierre. Mais toute saison intermédiaire est mortelle aux combinaisons militaires, surtout aux plus habiles, qui dépendent, comme on sait, de la rapidité des mouvements.

Ces caractères physiques ne se montrent réunis qu'en approchant de la Vistule, et surtout plus loin entre la Vistule et le Niémen. Ils commencent toutefois à se faire voir après l'Oder. Un phénomène particulier à ces vastes plaines, que nous avons déjà signalé, et qui se retrouve ici, c'est que les sables, relevés en dunes le long de la mer, rejettent les eaux vers l'intérieur du pays, où elles forment des lacs nombreux, se déchargent en petites rivières, puis se réunissent en plus grandes, jusqu'à ce qu'elles s'accumulent, et deviennent de vastes fleuves, comme l'Elbe, l'Oder, la Vistule, capables de s'ouvrir une issue à travers la barrière des sables. (Voir la carte n° 56.) Dans le Brandebourg et le Mecklembourg, c'est-à-dire entre l'Elbe et l'Oder, pays qui avait été le théâtre de la poursuite des Prussiens par notre armée, on a déjà pu remarquer ces particularités de la nature. Elles deviennent plus frappantes entre l'Oder et la Vistule. (Voir la carte n° 57.) Les sables se relèvent, retiennent les eaux, qui, par la Netze et la Warta, vont chercher leur écoulement vers l'Oder. La Netze vient de gauche, la Warta de droite, pour qui marche de Berlin à Varsovie ; et, après avoir circulé l'une et l'autre entre la Vistule et l'Oder, elles se réunissent en un seul lit, pour se jeter ensemble dans l'Oder, vers Custrin. Le pays le long de la mer forme ce qu'on appelle la Poméranie prussienne. Il est allemand par les habitants et par l'esprit. L'intérieur, qu'arrosent la Netze et la Warta, est marécageux, argileux, assez cultivé, et slave par la race d'hommes qui l'habite. C'est la Posnanie, ou grand-duché de Posen, dont Posen est la capitale, ville d'une certaine importance, située sur la Warta elle-même.

Cette province était celle où l'esprit polonais éclatait avec le plus d'ardeur. Les Polonais devenus Prussiens semblaient supporter plus impatiemment que les autres le joug étranger. D'abord la race allemande et la race slave, se rencontrant sur cette frontière de la Poméranie et du duché de Posen, avaient l'une pour l'autre une aversion instinctive, naturellement plus vive

sur la limite où elles se touchaient. Indépendamment de cette aversion, suite ordinaire du voisinage, les Polonais n'oubliaient pas que les Prussiens avaient été sous le grand Frédéric les premiers auteurs du partage de la Pologne, que depuis ils avaient agi avec une noire perfidie, et achevé la ruine de leur patrie après en avoir favorisé l'insurrection. Enfin la vue de Varsovie dans les mains des Prussiens rendait ceux-ci les plus odieux des copartageants. Ces sentiments de haine étaient poussés à ce point que les Polonais auraient presque regardé comme une délivrance d'échapper au roi de Prusse, pour appartenir à un empereur de Russie, qui, réunissant sous le même sceptre toutes les provinces polonaises, se serait proclamé roi de Pologne. Le penchant à l'insurrection était donc plus prononcé dans le duché de Posen que dans aucune autre partie de la Pologne.

Tel était, sous les rapports physiques et moraux, le pays que les Français traversaient en ce moment. Transportés sous un climat si différent de leur climat natal, si différent surtout des climats d'Égypte et d'Italie, où ils avaient vécu si longtemps, ils étaient comme toujours, gais, confiants, et trouvaient dans la nouveauté même du pays qu'ils parcouraient le sujet de plaisanteries piquantes, plutôt que de plaintes amères. D'ailleurs le bon accueil des habitants les dédommageait de leurs peines, car, sur les routes et dans les villages, les paysans accouraient à leur rencontre, leur offrant les vivres et les boissons du pays.

Mais ce n'est pas dans les campagnes, c'est parmi les populations agglomérées, c'est-à-dire au sein des villes, qu'éclate avec plus de vivacité l'enthousiasme patriotique des peuples. A Posen, les dispositions morales des Polonais se manifestèrent plus vivement que partout ailleurs. Cette ville, qui contenait ordinairement 15,000 âmes, en conta bientôt le double, par l'affluence des habitants des provinces voisines, accourus au-devant de leurs libérateurs. Ce fut dans les journées des 9, 10, 11 novembre, que les trois divisions du corps de Davoust entrèrent dans Posen. Elles y furent reçues avec de tels transports d'enthousiasme que le grave maréchal en fut touché, et qu'il céda lui-même à l'idée du rétablissement de la Pologne, idée assez populaire dans la masse de l'armée française, mais très-peu parmi ses chefs. Aussi écrivit-il à l'empereur des lettres fortement empreintes du sentiment qui venait d'éclater autour de lui.

Il dit aux Polonais que pour reconstituer leur patrie , il fallait à Napoléon la certitude d'un immense effort de leur part , d'abord pour l'aider à remporter de grands succès , succès sans lesquels il ne pourrait pas imposer à l'Europe le rétablissement de la Pologne , ensuite pour lui inspirer quelque confiance dans la durée de l'œuvre qu'il allait entreprendre , œuvre bien difficile , puisqu'il s'agissait de restaurer un État détruit depuis quarante années , et dégénéré depuis plus d'un siècle. Les Polonais de Posen , plus enthousiastes que ceux même de Varsovie , promirent avec un entier abandon tout ce qu'on semblait désirer d'eux. Nobles , prêtres , peuple , souhaitaient avec ardeur qu'on les délivrât du joug allemand , antipathique à leur religion , à leurs mœurs , à leur race ; et , à ce prix , il n'était rien qu'ils ne fussent prêts à faire. Le maréchal Davoust n'avait encore que trois mille fusils à leur donner ; ils se les distribuèrent sur-le-champ , demandant à en avoir des milliers , et affirmant que , quel qu'en fût le nombre , on trouverait des bras pour les porter. Le peuple forma des bataillons d'infanterie , les nobles et leurs vassaux des escadrons de cavalerie. Dans toutes les villes situées entre la haute Warta et le haut Oder , la population , à l'approche des troupes du prince Jérôme , chassa les autorités prussiennes , et ne leur fit grâce de la vie que parce que les troupes françaises empêchèrent partout les violences et les excès. De Glogau à Kalisch , route du prince Jérôme , l'insurrection fut générale.

On établit à Posen une autorité provisoire , avec laquelle on convint des mesures nécessaires pour nourrir l'armée française à son passage. Il ne pouvait être question d'imposer à la Pologne des contributions de guerre. Il était entendu qu'on la tiendrait quitte des charges imposées aux pays conquis , à condition toutefois que ses bras se joindraient aux nôtres , et qu'elle nous céderait une partie des grains dont elle était si abondamment pourvue. La nouvelle autorité polonaise se concerta avec le maréchal Davoust pour construire des fours , réunir des blés , des fourrages , du bétail. Le zèle du pays , quelques fonds saisis dans les caisses prussiennes , suffirent à ces premiers préparatifs. Tout fut ainsi disposé pour recevoir le gros de l'armée française , et surtout son chef , qu'on attendait avec une vive curiosité et d'ardentes espérances.

A peu près en même temps , le maréchal Augereau avait cheminé sur la lisière , qui sépare la Posnanie de la Poméranie , laissant la Warta à

droite , et se portant à gauche le long de la Netze. Il passa par Landsberg , Driesen , Schneidmühl (voir la carte n° 57) , à travers un pays triste , pauvre , médiocrement peuplé , qui ne pouvait donner des signes de vie fort expressifs. Le maréchal Augereau ne rencontra rien qui pût exalter son imagination , eut beaucoup de peine à marcher , et aurait eu encore plus de peine à vivre , sans un convoi de caissons qui transportait le pain de ses troupes. Aux environs de Nackel les eaux cessent de couler vers l'Oder , et commencent à couler vers la Vistule. Un canal , joignant la Netze avec la Vistule , part de Nackel , et aboutit à la ville de Bromberg , qui est l'entrepôt du commerce du pays. Le corps d'Augereau y trouva quelque soulagement à ses fatigues.

Le maréchal Lannes s'était avancé par Stettin , Stargard , Deutsch-Krone , Schneidmühl , Nackel , et Bromberg , flanquant la marche du corps d'Augereau , comme celui-ci flanquait la marche du corps de Davoust. Il longeait , lui aussi , la limite du pays allemand et polonais , et parcourait un sol plus difficile , plus triste encore que celui qu'avait traversé le maréchal Augereau. Il voyait les Allemands hostiles , les Polonais timides , et , dominé par les impressions qu'il recevait d'un pays sauvage et désert , par les renseignements qu'il recueillait sur les Polonais , dans une contrée qui ne leur était pas favorable , il fut porté à regarder comme une œuvre téméraire , et même folle , le rétablissement de la Pologne. Nous avons déjà parlé de cet homme rare , de ses qualités , de ses défauts : il faudra en parler souvent encore , dans le récit d'une époque pendant laquelle il a tant prodigué sa noble vie. Lannes , impétueux dans ses sentiments , dès lors inégal de caractère , enclin à l'humeur , même envers son maître qu'il aimait , était de ceux que le soleil , en se cachant ou en se montrant , abattait ou relevait tour à tour. Mais , ne perdant jamais sa trempe héroïque , il retrouvait dans les dangers la force calme , que les souffrances et les contrariétés lui avaient enlevée un moment. On ne serait pas juste envers cet homme de guerre supérieur , si on n'ajoutait pas ici qu'un grand fonds de bon sens se joignait chez lui à l'inégalité d'humeur , pour le porter à blâmer chez Napoléon un esprit d'entreprise immodéré , et à faire entendre souvent , au milieu de nos plus beaux triomphes , de sinistres prophéties. Après le succès de la guerre de Prusse , il aurait voulu qu'on s'arrêtât sur l'Oder , et ne s'était pas imposé la moindre contrainte dans l'expression de cette

opinion. Parvenu à Bromberg à la suite d'une marche pénible, il écrivit à Napoléon qu'il venait de parcourir un pays sablonneux, stérile, sans habitants, comparable, sauf le ciel, au désert qu'on traverse pour aller d'Égypte en Syrie; que le soldat était triste, atteint de la fièvre, ce qui était dû à l'humidité du sol et de la saison; que les Polonais étaient peu disposés à s'insurger, et tremblants sous le joug de leurs maîtres; qu'il ne fallait pas juger de leurs dispositions d'après l'enthousiasme factice de quelques nobles attirés à Posen par l'amour du bruit et de la nouveauté; qu'au fond ils étaient toujours légers, divisés, anarchiques, et qu'en voulant les reconstituer en corps de nation, on épuiserait inutilement le sang de la France pour une œuvre sans solidité et sans durée.

Napoléon, demeuré à Berlin jusqu'aux derniers jours de novembre, recevait, sans en être étonné, les rapports contradictoires de ses lieutenants, et attendait que le mouvement produit par la présence des Français eût éclaté dans toutes les provinces polonaises, pour se faire une opinion à l'égard du rétablissement de la Pologne, et se résoudre, ou à traverser cette contrée comme un champ de bataille, ou à élever sur son sol un grand édifice politique. Il fit partir Murat, après lui avoir spécifié de nouveau les conditions qu'il entendait mettre à la restauration de la Pologne, et les instructions qu'il voulait qu'on suivit en marchant sur Varsovie.

Les Russes étaient arrivés sur la Vistule, et avaient pris possession de Varsovie. Le dernier corps prussien qui restait au roi Frédéric-Guillaume, placé sous les ordres du général Lestocq, officier sage autant que brave, était établi à Thorn, ayant des garnisons à Graudenz et à Dantzig.

Napoléon voulut qu'en s'approchant de Varsovie, les divers corps de l'armée française se serrassent les uns aux autres, afin qu'avec une masse de 80,000 hommes, force bien supérieure à tout ce que les Russes pouvaient réunir sur un même point, ses lieutenants fussent à l'abri de tout échec. Il leur recommanda de ne pas rechercher, de ne pas accepter de bataille, à moins qu'ils ne fussent en nombre très-supérieur à l'ennemi, de s'avancer avec beaucoup de précautions, et en appuyant tous à droite, pour se couvrir de la frontière autrichienne. A cette époque, la Pilica, sur la rive gauche de la Vistule, la Narew, sur la rive droite, toutes deux se jetant dans la Vistule près de Varsovie, for-

maient la frontière autrichienne. En appuyant donc à droite, à partir de Posen (voir la carte n° 37), on se rapprochait de la Pilica et de la Narew, on était couvert de tous côtés par la neutralité de l'Autriche. Si les Russes voulaient prendre l'offensive, ils ne pouvaient le faire qu'en passant la Vistule sur notre gauche, aux environs de Thorn, et alors, en se rabattant à gauche, on obtenait l'un de ces trois résultats, ou de les rejeter dans la Vistule, ou de les acculer à la mer, ou de les pousser sur les baïonnettes de la seconde armée française en marche vers Posen. Il faut ajouter, du reste, que si Napoléon, contre son usage, ne se présentait pas cette fois en une seule masse devant l'ennemi, ce qui aurait coupé court à toutes les difficultés, c'est parce qu'il savait que les Russes n'étaient pas 50,000 ensemble, et parce que la fatigue extrême d'une partie de ses troupes, ayant couru jusqu'à Prenslow et jusqu'à Lubeck, l'obligeait à former deux armées, l'une composée de ceux qui pouvaient marcher immédiatement, l'autre de ceux qui avaient besoin de quelques jours de repos avant de se remettre en route. C'est ainsi que les circonstances entraînent des variations dans l'application des principes les plus constants. C'est au tact du grand général à modifier cette application avec sûreté et à-propos.

Napoléon enjoignit donc au maréchal Davoust de se porter à droite, comme le commandait la route de Posen à Varsovie, de passer par Sempolno, Klodawa, Kutno, Sochaczew, Blonie, et d'envoyer ses dragons directement sur la Vistule à Kowal, pour donner la main aux maréchaux Lannes et Augereau. Lannes, après s'être dédommagé, au milieu de l'abondance de Bromberg, des privations d'une longue route à travers les sables, avait pris le pas sur Augereau. Il eut ordre de remonter la Vistule, et par sa droite de se porter de Bromberg à Inowraclaw, Brezesc, Kowal, défilant sous le canon de Thorn, et allant se lier au corps du maréchal Davoust, dont il dut former la gauche. Le maréchal Augereau le suivit un peu après, et, parcourant la même route, vint faire la gauche de Lannes.

Le 16 novembre et les jours suivants, le maréchal Davoust, précédé de Murat, se porta de Posen, où il avait tout laissé dans un ordre parfait, sur Sempolno, Klodawa, Kutno. Lannes, après avoir quitté Bromberg et défilé à la vue de Thorn, en se couvrant de la Vistule, se trouva de nouveau engagé dans les sables, qui s'offrent généralement dans cette partie du cours de la

Vistule, rencontra une seconde fois la stérilité, la disette, le désert, et n'en devint pas plus favorable à la guerre qu'on allait entreprendre. Il vint, par Kowal et Kutno, s'appuyer au corps du maréchal Davoust. Augereau le suivait à la trace, partageant ses impressions comme il lui arrivait souvent, car il avait avec Lannes plus d'une analogie de caractère, quoique fort inférieur en talents et en énergie.

Murat et Davoust, peu tentés de livrer une bataille sans l'Empereur, ayant ordre d'ailleurs de l'éviter, s'avancèrent avec beaucoup de précaution jusqu'aux environs de Varsovie. Le 27 novembre, leur cavalerie légère rejeta de Blonie un détachement ennemi, et se montra jusqu'aux portes mêmes de la capitale. Partout on avait trouvé les Russes en retraite, et occupés à détruire les vivres, ou à les transporter de la rive gauche sur la rive droite de la Vistule. En se retirant, ils ne firent que traverser Varsovie, qui ne leur semblait plus un lieu sûr, à mesure que l'approche des Français y faisait tressaillir tous les cœurs. Ils repassèrent donc la Vistule pour s'enfermer dans le faubourg de Praga, situé, comme on sait, sur l'autre bord du fleuve. En le repassant, ils détruisirent le pont de Praga, et coulèrent à fond, ou emmenèrent avec eux, toutes les barques qui pouvaient servir à créer des moyens de passage.

Le lendemain Murat, à la tête d'un régiment de chasseurs et des dragons de la division Beaumont, entra dans Varsovie. A partir de Posen, le peuple des petites villes et des campagnes avait paru moins démonstratif qu'à Posen, parce qu'il était comprimé par la présence des Russes. Mais chez une grande population, les élans sont proportionnés au sentiment de sa force. Tous les habitants de Varsovie étaient accourus hors des murs de la ville, à la rencontre des Français. Depuis longtemps les Polonais, par un instinct secret, regardaient les victoires de la France comme étant les victoires de la Pologne elle-même. Ils avaient tressailli au bruit de la bataille d'Austerlitz, gagnée si près des frontières de la Gallicie; et celle d'Iéna, qui semblait gagnée sur la route même de Varsovie, l'entrée des Français dans Berlin, l'apparition de Davoust sur l'Oder, les avaient remplis d'espérance. Ils voyaient enfin ces Français si renommés, si attendus, et à leur tête ce brillant général de cavalerie, aujourd'hui prince, demain roi, qui conduisait leur avant-garde avec tant d'audace et d'éclat. Ils applaudirent avec transport sa bonne mine, sa contenance héroïque à cheval, et le saluèrent des

crismille fois répétés de : *Vive l'Empereur ! vivent les Français !* Ce fut un délire général, dans toutes les classes de la population. Cette fois, on pouvait considérer la résurrection de la Pologne comme un peu moins chimérique, en voyant apparaître la grande armée, qui, sous le grand capitaine, avait vaincu toutes les armées de l'Europe. La joie fut vive, profonde, sans réserve, chez ce malheureux peuple, victime si longtemps de l'ambition des cours du Nord, de la mollesse des cours du Midi, et se disant qu'enfin l'heure était venue où l'Empereur des Français allait réparer les faiblesses des rois de France ! Les Russes avaient détruit partout les vivres ; mais l'empressement des Polonais y suppléa. On se disputait les soldats et les officiers français pour les loger et les nourrir.

Deux jours après, l'infanterie du maréchal Davoust, qui n'avait pu suivre la cavalerie d'un pas égal, entra dans Varsovie. Ce fut la même ivresse, ce furent les mêmes démonstrations, à l'aspect de ces vieilles bandes d'Auerstædt, d'Austerlitz et de Marengo. Tout paraissait beau dans ce premier moment, où la prévoyance des difficultés était comme étouffée par la joie et l'espérance !

Napoléon songeait sincèrement, comme nous l'avons déjà dit, à restaurer la Pologne. C'était, dans sa pensée, l'une des manières les plus utiles, les mieux entendues, de renouveler cette Europe dont il voulait changer la face. Lorsqu'en effet il créait des royaumes nouveaux, pour en former les appuis de son jeune empire, rien n'était plus naturel que de relever le plus brillant, le plus regrettable des royaumes détruits. Mais, outre la difficulté d'arracher de grands sacrifices de territoire à la Russie et à la Prusse, sacrifices qu'il n'était possible de leur imposer qu'en les battant à outrance, il y avait cette autre difficulté d'enlever les Gallicies à l'Autriche, et si on laissait ces provinces en dehors, si on se contentait de refaire la nouvelle Pologne avec les deux tiers de l'ancienne, on courait encore le risque très-grave d'inspirer au cabinet de Vienne, par cette reconstitution de la Pologne, un redoublement de défiance, de haine, de mauvaise volonté, et d'amener peut-être une armée autrichienne sur les derrières de l'armée française. Napoléon ne voulait donc prendre avec les Polonais que des engagements conditionnels, et il était décidé à ne proclamer leur indépendance que lorsqu'ils l'auraient méritée par un élan unanime, par un grand zèle à le seconder, par la résolution éner-

gique de défendre la nouvelle patrie qu'on leur aurait rendue. Malheureusement la haute noblesse polonaise, moins entraînée que le peuple, découragée par les différentes insurrections qui avaient été essayées, craignant d'être abandonnée après s'être compromise, hésitait à se jeter dans les bras de Napoléon, et trouvait dans sa situation actuelle quelque chose de mieux à faire que de s'insurger, pour recevoir des Français une existence, indépendante mais dénuée d'appui, exposée à tous les périls, entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Cette haute noblesse, tombée avec Varsovie elle-même sous le joug de la Prusse, éprouvait pour cette cour l'aversion que ressentait tous les Polonais devenus Prussiens. La plupart des membres de la noblesse de Varsovie eussent regardé comme un heureux changement de fortune de devenir sujets d'Alexandre, à condition d'être reconstitués en corps de nation, et de jouer, sous l'empereur de Russie, le rôle que les Hongrois jouent sous l'empereur d'Autriche. Être réunis en un même peuple, et transmis d'un maître allemand à un maître slave, leur semblait un sort presque souhaitable, le seul du moins auquel il fallût aspirer dans les circonstances présentes. C'était, aux yeux de beaucoup d'entre eux, secrètement influencés par les intrigues russes, l'unique reconstitution de la Pologne qui fût praticable, car la Russie, disaient-ils, était près d'eux, et en mesure de soutenir son ouvrage, une fois entrepris, tandis que l'existence qu'on tiendrait de la France serait précaire, éphémère, et s'évanouirait dès que l'armée française se serait éloignée. Sans doute il y avait quelques raisons de prudence à faire valoir en faveur de cette idée d'une demi-reconstitution de la Pologne, née d'un demi-patriotisme : mais ceux qui formaient ce vœu oubliaient que si l'existence que la Pologne pouvait recevoir de la France était exposée à périr lorsque les Français repasseraient le Rhin, celle que les Russes lui donneraient était exposée à un autre danger, certain et prochain, au danger d'être absorbée dans le reste de l'empire, de subir en un mot l'assimilation complète, résultat auquel la Russie devait tendre sans cesse, et qu'elle ne manquerait pas de réaliser à la première occasion, ainsi que les événements l'ont prouvé depuis. Il fallait donc, ou renoncer à être Polonais, ou se dévouer à Napoléon, se dévouer à tout prix, à tout risque, avec toutes les incertitudes attachées à une telle entreprise, le jour où ce puissant réformateur de l'Europe paraissait à Varsovie. Certains motifs

moins élevés agissaient sur la portion de la noblesse qui accueillait avec froideur la délivrance de la Pologne par la main des Français, c'était la jalousie que lui inspiraient les généraux polonais formés dans nos armées, arrivant avec de la réputation, des prétentions, et un sentiment exagéré de leur mérite. Ces divers motifs n'empêchaient pas cependant la généralité de la noblesse d'éprouver une vive joie à la vue des Français ; seulement ils la rendaient plus prudente, et la portaient à faire des conditions à un homme auquel le patriotisme conseillait alors de n'en faire aucune. Mais les masses, plus unanimes, moins retenues par la réflexion, et en ce moment meilleures, car il est un instant, un seul, où la raison ne vaut pas l'entraînement des passions, c'est celui où le dévouement même aveugle est la condition nécessaire du salut d'un peuple, les masses, disons-nous, voulaient qu'on se jetât dans les bras des Français, et y poussaient tout le monde, peuple, nobles et prêtres.

Partagés entre ces sentiments contraires, les grands de Varsovie s'empressèrent autour de Murat, et vinrent lui soumettre leurs vœux, non pas à titre d'exigences, mais à titre de conseils, et dans le but, disaient-ils, de produire chez le peuple polonais un soulèvement universel. Ces vœux consistaient à demander que Napoléon proclamât immédiatement l'indépendance de la Pologne, ne se bornât pas à cet acte, mais choisit un roi dans sa propre famille, et le plaçât solennellement sur le trône de Sobieski. Cette double garantie leur étant donnée, ajoutaient-ils, les Polonais, ne doutant plus des intentions de Napoléon, de sa ferme résolution de soutenir son ouvrage, se livreraient à lui, corps et biens. Le roi à prendre dans la famille impériale était tout désigné, c'était ce vaillant général de cavalerie, si bien fait pour être le roi d'une nation à cheval, c'était Murat lui-même, qui, en effet, nourrissait dans son cœur le désir ardent d'une couronne, et particulièrement de celle qui s'offrait à lui en ce moment, car elle convenait autant à ses penchans héroïques qu'à ses goûts frivoles et fastueux. Déjà même il avait accommodé son costume à ce nouveau rôle, et il avait apporté de Paris les vaines parures qui pouvaient donner à son uniforme français quelque ressemblance avec l'uniforme polonais.

La passion de régner, depuis qu'il avait épousé une sœur de Napoléon, dévorait Murat. Cette passion, qui plus tard devint fatale à sa gloire et à sa vie, avait redoublé grâce aux excitations de

sa femme, encore plus ambitieuse que lui, et capable, pour atteindre le but de ses vœux, d'entraîner son mari aux actions les plus coupables. A l'aspect de ce trône vacant de la Pologne, Murat ne pouvait plus contenir son impatience. Il n'eut donc pas de peine à partager les idées de la noblesse polonaise, et se chargea de les communiquer à Napoléon. La commission cependant était difficile à remplir, car Napoléon, sans méconnaître les qualités brillantes et généreuses de son beau-frère, avait néanmoins de la légèreté de son caractère une défiance extrême, et se montrait souvent pour lui un maître sévère et dur.

Murat devinait bien quel accueil Napoléon ferait à des idées qui contrariaient sa politique, et qui auraient d'ailleurs l'apparence d'une proposition intéressée. Aussi se garda-t-il de parler du roi désigné par les Polonais; il se contenta d'exposer leurs idées d'une manière générale, et de faire connaître leur désir de voir l'indépendance de la Pologne immédiatement proclamée, et garantie par un roi français de la famille Bonaparte.

Napoléon, pendant la marche de ses corps d'armée sur Varsovie, avait quitté Berlin de sa personne, et était arrivé le 25 novembre à Posen. C'est là qu'il reçut les lettres de Murat. Il n'avait pas besoin qu'on lui dit les choses pour les savoir. Même à travers la plus habile dissimulation, il surprenait le secret des âmes, et la dissimulation de Murat n'était pas de celles qu'on eût de la peine à pénétrer. Il eut bientôt découvert l'ambition qui dévorait ce cœur, à la fois si vaillant et si faible. Il en éprouva autant de mécontentement contre lui que contre les Polonais. Il voyait dans ce qu'on lui proposait des calculs, des réserves, des conditions, un demi-élan, et, en ce qui le concernait, des engagements dangereux, sans l'équivalent d'une puissante coopération. Par un singulier concours de circonstances, il recevait le même jour des dépêches de Paris, relatives au célèbre Kosciusko, qu'il avait voulu tirer de France, pour le mettre à la tête de la nouvelle Pologne. Ce patriote polonais, que de fausses directions d'esprit empêchèrent à cette époque de servir utilement sa patrie, vivait à Paris au milieu des mécontents, peu nombreux, qui n'avaient pas encore pardonné à Napoléon le 18 brumaire, le concordat, le rétablissement de la monarchie. Quelques sénateurs, quelques membres de l'ancien tribunal, composaient cette société honnête et vaine. Kosciusko eut le tort d'opposer

des contradictions intempestives au seul homme qui pût alors sauver sa patrie, et qui en eût véritablement l'intention. Outre les engagements préalables, réclamés par les nobles de Varsovie, et impossibles à prendre en face de l'Autriche, Kosciusko exigeait d'autres conditions politiques, tout à fait puériles, dans un moment où il s'agissait de relever la Pologne, avant de savoir quelle constitution on lui donnerait. Napoléon, se voyant contrarié à la fois par les Polonais devenus idéologues à Paris, et par les Polonais devenus Russes à Saint-Petersbourg, en conçut de la défiance et de la froideur.

En ce qui regardait Kosciusko, il répondit au ministre Fouché, qu'il avait chargé de lui faire des propositions : « Kosciusko est un sot, qui n'a pas dans sa patrie toute l'importance qu'il croit avoir, et dont je me passerai fort bien pour rétablir la Pologne, si la fortune des armes me seconde. » Il adressa une lettre sèche et sévère à Murat. « Dites aux Polonais, lui écrivit-il, que ce n'est pas avec ces calculs, avec ces précautions personnelles, qu'on affranchit sa patrie tombée sous le joug étranger; que c'est au contraire en se soulevant tous ensemble, aveuglément, sans réserve, et avec la résolution de sacrifier sa fortune et sa vie, qu'on peut avoir, non pas la certitude, mais la simple espérance de la délivrer. Je ne suis pas venu ici, ajoutait-il, mendier un trône pour ma famille, car je ne manque pas de trônes à donner; je suis venu, dans l'intérêt de l'équilibre européen, tenter une entreprise des plus difficiles, à laquelle les Polonais ont plus à gagner que personne, puisque c'est de leur existence nationale qu'il s'agit, en même temps que des intérêts de l'Europe. Si, à force de dévouement, ils me secondent assez pour que je réussisse, je leur accorderai l'indépendance. Sinon, je ne ferai rien, et je les laisserai sous leurs maîtres prussiens et russes. Je ne rencontre pas ici, à Posen, dans la noblesse de province, toutes les vues méticuleuses de la noblesse de la capitale. J'y trouve franchise, élan, patriotisme, ce qu'il faut enfin pour sauver la Pologne, et tout ce que je cherche vainement chez les grands seigneurs de Varsovie. »

Napoléon mécontent, mais ne renonçant pas pour cela au projet de changer la face du nord de l'Europe par le rétablissement de la Pologne, prit la résolution de ne pas aller à Varsovie, et de rester à Posen, où il était l'objet d'un enthousiasme extraordinaire. Il se contenta d'envoyer à Varsovie un Polonais, dont il appréciait beaucoup

l'esprit, M. Wibiski, gentilhomme plus versé dans la science des lois et de la politique que dans celle de la guerre, mais connaissant à fond son pays, et animé du plus sincère patriotisme. Napoléon lui exposa les difficultés de sa situation, en présence des trois anciens copartageants de la Pologne, dont deux étaient armés contre lui, et un troisième prêt à se déclarer ; la nécessité où il était de garder de grands ménagements, et de trouver, dans un mouvement spontané et unanime des Polonais, tout à la fois un prétexte de proclamer leur indépendance, et un secours suffisant pour la soutenir. Son langage, parfaitement sensé et sincère, persuada M. Wibiski, qui se rendit à Varsovie, pour essayer de faire partager ses convictions à ses compatriotes les plus distingués par leur position et leurs lumières.

Ce singulier conflit entre les Polonais voulant que Napoléon commençât par proclamer leur indépendance, et Napoléon voulant qu'ils commençassent par la mériter, ne doit être un motif de blâme, ni pour eux ni pour lui, mais une preuve de la difficulté même de l'entreprise. Les Polonais avouaient ainsi qu'ils croyaient peu solide une existence placée à si grande distance du protecteur qui la leur aurait rendue, et lui demandaient pour se rassurer, outre un engagement solennel, les liens mêmes du sang. Napoléon, de son côté, avouait qu'assez puissant pour prétendre changer la face de l'Europe, assez audacieux pour oser porter la guerre jusqu'à la Vistule, il hésitait à proclamer l'indépendance de la Pologne, ayant deux des trois copartageants en face, et le troisième sur ses derrières. Si toutefois il fallait absolument voir ici matière à reproche contre quelqu'un, ce serait contre les Polonais, du moins contre ceux qui calculaient de la sorte. Napoléon, en effet, ne devait rien aux Polonais, qu'en raison de ce qu'ils feraient pour l'Europe, dont il était le représentant, tandis qu'eux devaient tout à leur patrie, même une imprudente confiance, dût cette confiance entraîner l'aggravation de leurs maux. Quand Napoléon était prudent, il faisait son devoir ; quand les Polonais prétendaient l'être, ils manquaient au leur, car, dans la situation où ils se trouvaient, leur devoir n'était pas

d'être prudents, mais dévoués jusqu'à périr¹.

Napoléon établi à Posen, au milieu de la noblesse du grand-duché, accourue tout entière autour de lui, s'occupait à y créer l'un de ces établissements militaires dont il prenait l'habitude de jalonner sa route à mesure qu'il portait la guerre à de plus grandes distances. Il achetait des grains, des fourrages, surtout des étoffes, car il y avait à Posen une importante manufacture de drap ; il organisait des manutentions de vivres, des hôpitaux, tout ce qu'il fallait en un mot pour avoir une vaste place de dépôt au centre de la Pologne. Cette place, il est vrai, n'était pas fortifiée, comme Wittenberg ou Spandau ; elle était ouverte comme Berlin. Mais elle avait pour défense l'affection des habitants, voués de cœur à la cause des Français.

Napoléon dirigea ensuite les mouvements de l'armée conformément à son plan d'invasion. Le maréchal Ney était arrivé à Posen. Les maréchaux Soult et Bernadotte y marchaient à petites journées, après avoir pris à Berlin le repos dont leurs troupes avaient besoin. La garde et les grenadiers rendus à Posen y entouraient l'Empereur. Le prince Jérôme avait envoyé les Bavares sur Kalisch, et, avec les Wurtembergeois, commençait par Glogau l'investissement des places de la Silésie.

Napoléon envoya le maréchal Ney de Posen à Thorn, pour qu'il tâchât de s'emparer de cette dernière place, et d'y surprendre le passage de la Vistule. (Voir la carte n° 57.) Il prescrivit au maréchal Augereau de continuer son mouvement par la droite, en longeant la Vistule de Thorn à Varsovie. Il ordonna au maréchal Lannes, qui avait déjà exécuté ce même mouvement, d'entrer à Varsovie, d'y remplacer le maréchal Davoust, dès que celui-ci aurait rétabli les ponts de la Vistule, qui unissent la ville de Varsovie avec le faubourg de Praga. En ordonnant aux maréchaux Ney et Davoust de franchir le plus tôt possible la Vistule sur les deux points de Thorn et de Varsovie, il leur recommanda de s'en assurer le passage d'une manière permanente, en construisant de fortes têtes de pont. Il ajourna ses mouvements ultérieurs jusqu'au moment où ces deux bases d'opération seraient solidement établies, et

¹ Le maréchal Davoust, fort partisan du rétablissement de la Pologne, écrivait, à la date du 1^{er} décembre : « Les levés d'hommes se font très-facilement, mais il manque des personnes qui puissent diriger leur organisation et leur instruction. Il manque aussi des fusils. L'esprit est excellent à Varsovie ; mais les grands se servent de leur influence pour

« calmer l'ardeur qui est générale dans les classes moyennes. « L'incertitude de l'avenir les effraye et ils laissent assez entendre qu'ils ne se déclareront ouvertement que lorsque, en déclarant leur indépendance, on aura pris l'engagement tacite de la garantir.

« Varsovie, le 1^{er} décembre 1806. »

en attendant il s'occupa de faire avancer, sans hâte et sans fatigue, les corps des maréchaux Soult et Bernadotte, afin d'entrer en ligne à la tête de toutes ses forces réunies.

Dans cet intervalle, Murat avec la réserve de cavalerie, le maréchal Davoust avec son corps d'armée, s'étaient installés à Varsovie, et cherchaient à y exécuter les ordres de l'Empereur. Les Russes avaient employé le temps de leur séjour dans cette ville à emporter les vivres ou à les détruire, à couler à fond toutes les barques, à ne laisser enfin ni moyen de subsistance, ni moyen de passage. Grâce au zèle des Polonais, on suppléa en grande partie à tout ce qui manquait. D'après l'autorisation de Napoléon, qui ne ménageait pas l'argent dont il était pourvu, on conclut des marchés avec les commerçants juifs, qui se montraient fort adroits, fort habiles à tirer de ces vastes contrées les grains dont elles abondaient. Un cordon autrichien, répandu le long de la Gallicie, empêchait l'exportation des denrées alimentaires. Mais on chargea les juifs d'écartier la difficulté, en soudoyant richement les douaniers autrichiens, et moyennant l'argent qu'on leur donna, moyennant l'abandon qu'on leur fit de tous les sels trouvés dans les magasins prussiens, ils promirent de faire couler par la Pilica dans la Vistule, par la Vistule dans Varsovie, les blés et les avoines, d'y amener en outre une quantité considérable de viande sur pied.

On songea ensuite au passage du grand fleuve, qui coupait en deux la capitale. Le temps, alternativement pluvieux ou froid, restait incertain, ce qui était la pire des conditions atmosphériques dans un tel pays, car la Vistule sans être gelée, charriant d'énormes glaçons, ne permettait ni de jeter un pont, ni de passer sur la glace. On avait envoyé des détachements de cavalerie légère le long des rives du fleuve, pour s'emparer des barques que l'ennemi n'avait pas eu le temps de couler, et de cette manière on en avait réuni un certain nombre à Varsovie. Ne pouvant pas encore jeter un pont à cause des glaces que le courant entraînait avec violence, on essaya de faire passer quelques détachements dans des bateaux. Il fallait la hardiesse que l'habitude du succès inspirait à nos soldats et à nos généraux, pour tenter de semblables opérations, car ces détachements, transportés l'un après l'autre, auraient pu être enlevés avant d'être assez nombreux pour se défendre. Mais le général russe qui commandait l'avant-garde, ayant vu ce commencement de passage, prit l'alarme, abandonna le faubourg de

Praga, et se retira sur la Narew, ligne militaire dont nous ferons connaître tout à l'heure la direction, et qui se trouve à quelques lieues de Varsovie. On se hâta de profiter de cette circonstance, on transporta toute une division du corps de Davoust au delà de la Vistule, on s'empara de Praga, et on s'avança jusqu'à Jablona. (Voir les cartes n^{os} 57 et 58.) La Vistule paraissant un peu moins chargée de glaçons, on rétablit les ponts de bateaux, grâce à l'intrépidité des marins de la garde, et au zèle des bateliers polonais. En peu de jours la construction des ponts de bateaux étant achevée, le maréchal Davoust put passer avec tout son corps sur la rive droite, s'établir à Praga, et même au delà dans une forte position sur la Narew. Le corps de Lannes vint se dédommager, dans Varsovie, des privations qu'il avait essuyées en remontant la Vistule. Le maréchal Augereau le remplaça, et prit position au-dessous de Varsovie, à Utrata, vis-à-vis Modlin, c'est-à-dire vis-à-vis le confluent de la Narew et de la Vistule. Son corps y souffrait beaucoup, et n'avait à manger que le pain que Lannes et Murat lui envoyaient de Varsovie, avec un zèle de bons camarades.

Pendant que le passage de la Vistule s'opérait à Varsovie, le maréchal Ney s'était dirigé sur Thorn par Gnesen et Inowraclaw. Le corps prussien de Leśtœq, qui restait fort de 15,000 hommes, après avoir fourni les garnisons de Graudenz et Dantzig, occupait Thorn par un détachement. Le maréchal Ney s'approcha de cette ville, qui, par une situation toute contraire à celle de Varsovie, se trouve sur la rive droite de la Vistule, et n'a sur la rive gauche qu'un simple faubourg. Un vaste pont reposant sur des arches de bois, et appuyé sur une île, unissait les deux rives; mais l'ennemi l'avait presque détruit. Le maréchal Ney, s'étant avancé avec une simple tête de colonne, fit en compagnie du colonel Savary, commandant le 14^e de ligne, la reconnaissance des bords de la Vistule. Thorn est sur la frontière qui sépare le pays slave du pays allemand. Les deux populations, ennemies de tout temps, l'étaient bien davantage alors, et se montraient prêtes à en venir aux mains à l'arrivée des Français. Des bateliers polonais aidèrent les troupes du maréchal Ney, et lui amenèrent des barques en assez grand nombre pour transporter quelques centaines d'hommes. Le colonel Savary, avec un détachement de son régiment, avec quelques compagnies du 69^e de ligne et du 6^e léger, se plaça dans ces barques, et s'aventura sur le large lit de la Vistule, navi-

quant à travers d'énormes glaçons, et ayant en présence sur l'autre rive l'ennemi qui l'attendait. Quand il se fut approché, la fusillade commença, et devint d'autant plus incommode, que les glaçons, plus serrés sur les bords qu'au milieu du fleuve, ne permettaient guère aux barques d'aborder. Des bateliers allemands se disposaient à joindre leurs efforts à l'obstacle des lieux, pour empêcher le débarquement des Français. Mais à cet aspect, les bateliers polonais, plus hardis et plus nombreux que les bateliers allemands, se jetèrent sur ceux-ci, les repoussèrent, et entrant dans l'eau jusqu'à mi-corps, tirèrent les barques sur le rivage, sous le feu des Prussiens. Les 400 Français, s'élançant aussitôt à terre, coururent sur l'ennemi. Bientôt les barques, renvoyées de l'autre côté de la Vistule, amenèrent de nouveaux détachements, et les troupes de Ney furent assez nombreuses dans Thorn pour s'en rendre maîtresses.

Après cet acte d'audace, si heureusement accompli, le maréchal Ney s'occupa de faire son établissement à Thorn, pour lui et pour les corps qui viendraient le joindre. Il s'empessa d'abord de réparer le pont, ce qui ne fut pas difficile, vu que la destruction n'en avait été que très-incomplète. Il découvrit des barques en grand nombre, parce que la navigation est plus active sur la basse Vistule, et il en réunit assez pour en expédier sur Varsovie, et sur les points intermédiaires, notamment à Utrata, où elles étaient fort nécessaires au maréchal Augereau, pour le transport de ses vivres. Puis il s'occupa de faire à Thorn ce qu'on avait déjà fait à Posen et à Varsovie, c'est-à-dire de créer des manutentions de vivres, des hôpitaux, des établissements de tout genre. Bromberg, qui est situé sur le canal de Nackel, à peu de distance de Thorn, pouvait y verser une partie de ses vastes ressources, ce qui fut exécuté sans retard, au moyen de la navigation. Ney rangea ensuite les sept régiments de son corps d'armée autour de Thorn, les disposant comme des rayons autour d'un centre, et plaçant sa cavalerie légère à la circonférence, afin de se garantir des Cosaques, coureurs fort actifs et fort incommodes.

Lorsque Napoléon apprit qu'il était, par le zèle et la hardiesse de ses lieutenants, maître du cours de la Vistule, sur les deux points principaux de Thorn et de Varsovie, il arrêta tout de suite son plan d'opération pour la fin de l'automne. Il connaissait assez l'état du pays et l'action des pluies sur ce sol argileux, pour se décider à prendre

ses quartiers d'hiver. Mais auparavant il voulait frapper sur les Russes un coup, sinon décisif, au moins suffisant pour les rejeter jusqu'au Niémen, et lui permettre de prendre tranquillement ses quartiers d'hiver le long de la Vistule. Afin de bien saisir les mouvements qu'il méditait, il faut se faire une idée exacte des lieux, et de la position que l'ennemi y avait occupée. (Voir les cartes n^{os} 57 et 58.)

Le roi de Prusse, repoussé de l'Oder, s'était porté sur la Vistule. Repoussé de la Vistule il s'était retiré sur la Prégel, à Königsberg. Arrivé à cette extrémité de son royaume, il lui restait à défendre, de concert avec les Russes, l'espace compris entre la Vistule et la Prégel. Le sol présente ici les mêmes caractères qu'entre l'Elbe et l'Oder, entre l'Oder et la Vistule, c'est-à-dire une longue chaîne de dunes parallèles à la mer, retenant les eaux, et occasionnant une suite de lacs, qui s'étendent de la Vistule à la Prégel. Ces lacs trouvent leur écoulement, les uns directement vers la mer, par de petites rivières qui s'y jettent, et dont la principale est la Passarge, les autres dans l'intérieur du pays, par une multitude de cours d'eau, tels que l'Omulew, l'Orczye, l'Ukra, qui se rendent dans la Narew, et par la Narew dans la Vistule. Ce pays singulier, compris entre la Vistule et la Prégel, a donc deux versants, un tourné vers la mer, qui est allemand, colonisé jadis par l'ordre Teutonique, et très-bien cultivé; l'autre tourné vers l'intérieur, peu habité, peu cultivé, couvert de forêts épaisses, et presque impénétrable en hiver. Tout est ressource en s'approchant de la mer; tout est obstacle, difficulté de vivre, quand on s'enfonce dans l'intérieur. A l'embouchure de la Vistule et à celle de la Prégel, se rencontrent deux grandes villes commerçantes, Dantzic sur la première, Königsberg sur la seconde, remplies, à l'époque dont nous parlons, de ressources immenses, tant celles qu'on avait tirées du pays, que celles que les Anglais y avaient apportées et y apportaient tous les jours. Dantzic, puissamment fortifiée, pourvue d'une nombreuse garnison, ne pouvait tomber que devant un long siège. Elle était, pour les Russes et les Prussiens, un point d'appui d'une grande importance, sur la basse Vistule, et rendait précaire notre établissement sur la haute Vistule, en permettant toujours à l'ennemi de passer ce fleuve sur notre gauche, et de menacer nos derrières. Königsberg, mal fortifiée, mais défendue par la distance, renfermant les dernières ressources de la Prusse, en matériel, mu-

ditions, argent, soldats, officiers, était le principal dépôt de l'ennemi, et son moyen de communication avec les Anglais. Entre Dantzig et Königsberg s'étend le Frische-Haff, vaste lagune, semblable aux lagunes de Venise et de Hollande, due à la cause qui a produit tous les phénomènes de ce sol, à l'accumulation des sables, lesquels, rangés en un long banc parallèle au rivage, séparent les eaux fluviales des eaux maritimes, et forment ainsi une mer intermédiaire. C'est le même phénomène qui se remarque à l'embouchure de l'Oder sous le nom de Grosse-Haff, et à l'embouchure du Niémen, sous le nom de Curische-Haff. Indépendamment de Dantzig et de Königsberg, d'autres villes commerçantes, Mariembourg, Elbing, Braunsberg, situées autour du Frische-Haff, présentent une ceinture de cités riches et populeuses. C'était là le dernier débris de la monarchie prussienne, resté à Frédéric-Guillaume. Ce monarque, placé de sa personne à Königsberg, avait ses troupes répandues entre Dantzig et Königsberg, se liant aux Russes du côté de Thorn. Il défendait ainsi le versant maritime avec 50,000 hommes, garnisons comprises. Les Russes, avec 100,000, occupaient le versant intérieur, adossés à des forêts épaisses, et couverts par l'Ukra et la Narew, rivières qui, en se réunissant avant de se jeter dans la Vistule, décrivent un angle dont le sommet vient s'appuyer sur ce grand fleuve, un peu au-dessous de Varsovie.

Deux combinaisons étaient possibles de la part des coalisés. Ils pouvaient se réunir en masse vers la mer, pour profiter des nombreux points d'appui qu'ils possédaient sur le littoral, surtout de Dantzig, et, passant la basse Vistule, nous obliger à repasser la haute, si nous ne voulions pas être tournés. Ils pouvaient encore, abandonnant aux Prussiens le soin de garder la mer, et communiquant entre eux par quelques détachements placés sur la ligne des lacs, porter les Russes en avant de la région des forêts, dans l'angle décrit par l'Ukra et la Narew, former ainsi une sorte de coin, et en diriger la pointe sur Varsovie. Napoléon était prêt pour l'un et l'autre cas. Si les Prussiens et les Russes opéraient en masse vers la mer, son projet était de remonter la Narew, par les routes qui traversent la région intérieure, et puis, se rabattant à gauche, de jeter l'ennemi dans la mer ou dans la basse Vistule. Si, au contraire, laissant les Prussiens vers la mer, entre Dantzig et Königsberg, les Russes s'avançaient le long de la Narew et de l'Ukra sur

Varsovie, alors, perçant par Thorn, entre les uns et les autres, Napoléon était décidé à pivoter sur sa droite, dont l'extrémité poserait sur Varsovie, à s'élever par sa gauche, de manière à séparer par ce mouvement de conversion les Prussiens des Russes, et à refouler ceux-ci dans le chaos des bois et des marécages de l'intérieur. Il les privait ainsi des ressources de la mer, des secours de l'Angleterre, et les obligeait à fuir en désordre à travers un affreux labyrinthe. Cette séparation opérée, la région maritime, défendue par quelques mille Prussiens, était facile à conquérir, et avec elle on enlevait toutes les richesses matérielles de la coalition.

Entre les deux combinaisons que nous venons de décrire, les coalisés semblaient avoir adopté la seconde. Les Prussiens occupaient la région maritime, se liant aux Russes par un détachement placé aux environs de Thorn. Les Russes étaient rangés en masse dans la région intérieure, sur la Narew et ses affluents. Le général Benningsen, qui commandait la première armée russe, composée de quatre divisions, s'était replié de la Vistule sur la Narew, à l'approche des Français, et avait pris position dans l'intérieur de l'angle formé par l'Ukra et la Narew. Le général Buxhoevden, avec la seconde armée, forte aussi de quatre divisions, était en arrière, sur la haute Narew et l'Omulew, aux environs d'Ostrolenka. Le général Essen, avec les deux divisions de réserve, n'était point encore arrivé sur le théâtre de la guerre. Dans le désir de flatter les passions des vieux soldats russes, on leur avait donné pour les commander en chef le général Kamenski, ancien lieutenant de Suwarow, ayant la rudesse énergique de l'illustre guerrier moscovite, mais aucun de ses talents. Après avoir d'abord rétrogradé devant les Français, les Russes, regrettant le terrain perdu, avaient voulu se reporter en avant. Mais, à l'aspect de notre armée fort bien préparée à les recevoir, ils avaient repris leur position derrière l'Ukra et la Narew.

Informé de la situation des Prussiens et des Russes, les premiers établis le long de la mer, les seconds accumulés dans la région intérieure, les uns et les autres faiblement liés entre eux vers Thorn, Napoléon résolut de leur opposer la manœuvre imaginée pour ce cas, c'est-à-dire de déboucher de Thorn avec sa gauche renforcée, de séparer les Prussiens des Russes, et de jeter ceux-ci dans les inextricables difficultés de l'intérieur. Il avait déjà dirigé le maréchal Ney sur Thorn ; il y achemina encore le maréchal Berna-

dotte avec le premier corps, et la division Dupont. Il porta le corps du maréchal Soult intermédiairement, par Sempolno sur Plock, lui prescrivit de passer la Vistule entre Varsovie et Thorn, et lui recommanda de se lier, par sa gauche avec les maréchaux Ney et Bernadotte, par sa droite avec le maréchal Augereau. Les dragons montés à Potsdam ayant rejoint l'armée, Napoléon les réunit à la portion de la grosse cavalerie qui s'était reposée à Berlin, et en composa une seconde réserve de troupes à cheval, qu'il confia au maréchal Bessières, enlevé pour un instant au commandement de la garde impériale. Il envoya cette seconde réserve à Thorn. C'était un rassemblement de 7,000 à 8,000 chevaux, lequel, joint aux corps des maréchaux Ney et Bernadotte, devait composer à l'extrême gauche de l'armée française une colonne de 40,000 à 45,000 hommes, bien suffisante pour opérer le mouvement de conversion projeté. Le maréchal Soult, à la tête de 25,000 hommes, formait le centre; les maréchaux Augereau, Davoust, Lannes, formaient la droite, destinée à s'appuyer sur Varsovie. Tous ces corps étaient assez rapprochés pour coopérer les uns avec les autres, et présenter, en quelques heures, 70,000 hommes rassemblés sur le point, quel qu'il fût, où l'on rencontrerait l'ennemi en force. Napoléon supposait donc que sa gauche s'avancant à marches rapides tandis que sa droite pivoterait lentement, il pourrait ramasser les Russes chemin faisant, et, après les avoir séparés des Prussiens, les refouler de l'Ukra sur la Narew, de la Narew sur le Bug, loin de la mer, perdus dans l'intérieur de la Pologne. Si le temps, favorisant de tels projets, rendait les marches faciles, il était possible que les Russes fussent repoussés si loin de leur base d'opération, et du pays où ils vivaient, que leur déroute devint un véritable désastre.

Voulant pivoter sur Varsovie, mais voulant aussi pouvoir s'en éloigner au besoin, s'il était obligé de suivre le mouvement de sa gauche et de s'élever avec elle, Napoléon fit exécuter de grands travaux au faubourg de Praga. Il ordonna de le fortifier au moyen d'ouvrages en terre, pourvus d'un revêtement en bois, revêtement qui vaudrait une escarpe en maçonnerie. Ce faubourg, ainsi fortifié, devait servir de tête de pont à Varsovie. Napoléon prescrivit au maréchal Davoust, qui s'était porté de la Vistule sur la Narew, d'établir un pont sur cette dernière rivière, et de le mettre en état de défense. Il prescrivit au maréchal Augereau, qui se prépa-

rait à passer la Vistule à Modlin, d'y établir également un pont à demeure, et de le rendre inattaquable sur les deux rives. Il chargea le général Chasseloup du tracé des ouvrages ordonnés. Il lui recommanda d'y employer exclusivement la terre et le bois, d'y placer la grosse artillerie enlevée à l'ennemi, d'y attirer à prix d'argent, et en grand nombre, les ouvriers polonais. Napoléon désirait que ces fortifications en terre et en bois, élevées jusqu'à la valeur d'une fortification permanente, pussent, en y laissant les Polonais de nouvelle levée et quelques détachements français, se suffire à elles-mêmes, pendant que l'armée se porterait en avant, si la conséquence des opérations entreprises venait à l'exiger.

Les ordres de Napoléon étaient toujours ponctuellement exécutés, à moins d'impossibilité absolue, parce qu'il veillait à leur exécution avec une attention soutenue et une insistance opiniâtre. Le général Chasseloup fit travailler très-activement aux ouvrages prescrits; mais il avait de la peine à se procurer des ouvriers. Les violences exercées par les Russes, la crainte de violences semblables de la part des Français, avaient porté les paysans à s'enfuir avec leurs familles, leurs bestiaux, et leurs moyens de transport sur le territoire de la Pologne autrichienne, dont la frontière extrêmement rapprochée, et fermée aux deux armées belligérantes, présentait un asile voisin et sûr. Des villages entiers avaient fui, leurs prêtres en tête, afin de se soustraire aux horreurs de la guerre. Même avec beaucoup d'argent on ne pouvait pas se procurer des bras. On en avait bien quelques-uns à Varsovie, mais la construction des fours, l'organisation des établissements militaires qu'il fallait proportionner à une armée de 200,000 hommes, les absorbaient presque tous. Il n'en restait point pour les employer ailleurs. On y suppléait avec des soldats. Malheureusement ceux-ci commençaient à se ressentir des fatigues, et surtout des influences de la saison, jusqu'ici plus humide que froide. Ils souffraient aussi des privations. Les provisions commandées en Gallicie se faisaient attendre, et même à Varsovie on éprouvait quelque difficulté à vivre. Le maréchal Lannes y était campé avec ses deux divisions. Le maréchal Davoust était campé au delà, c'est-à-dire au bord de la Narew, qui tombe dans la Vistule un peu au-dessous de Varsovie. Il y avait de Varsovie à la Narew environ huit lieues, beaucoup de landes, peu de cultures et d'habitations. Les soldats du

corps de Davoust, réduits à manger du porc, à défaut de bœuf ou de mouton, étaient atteints de dyssentérie. Ils n'avaient de pain que celui qu'on leur envoyait chaque jour. Le maréchal Davoust avait son quartier général à Jablona, et sa tête de colonne au bord même de la Narew, vers Okunin, vis-à-vis du confluent de l'Ukra et de la Narew. (Voir les cartes n^{os} 58 et 59.) Le maréchal Davoust, malgré les avant-gardes russes, avait passé la Narew, jeté un pont sur cette rivière, à l'aide de quelques barques qu'on avait recueillies, et faisait travailler à des ouvrages défensifs aux deux extrémités de ce pont. Il pouvait donc manœuvrer sur l'une et l'autre rive de la Narew. Cependant il l'avait franchie au-dessous du point où l'Ukra se réunit à elle, et il lui restait à la franchir plus haut, ou à franchir l'Ukra elle-même, pour pénétrer dans l'angle occupé par les Russes. Mais ils y étaient nombreux, et solidement retranchés sur un terrain élevé, boisé, armé d'artillerie. On ne pouvait aller les attaquer qu'en passant l'Ukra de vive force. Le tenter c'était engager la lutte que l'on ne devait entreprendre que sous les yeux de Napoléon.

Les travailleurs du maréchal Davoust donnaient presque la main à ceux du maréchal Augereau, qui s'occupait activement de son établissement sur la Vistule, vers Modlin, au point où la Vistule et la Narew se confondent. (Voir la carte n^o 58.) Mais il était privé des moyens nécessaires, les Russes ayant tout détruit en se retirant. Douze barques, ramassées au-dessus et au-dessous de Modlin, lui avaient servi à passer le fleuve, un détachement après l'autre. Il travaillait à construire un vaste pont à Modlin, avec ouvrages défensifs sur les deux rives. Ses troupes, au milieu des sables qui règnent dans cette partie du pays, vivaient encore plus mal que celles du maréchal Davoust. Il avait hâte de se porter à Plonsk, au delà de la Vistule, vis-à-vis de l'Ukra, dans une contrée plus fertile. Le maréchal Soult avait exécuté les marches ordonnées par l'Empereur, et avait commencé à passer à Plock, d'où il était en mesure, ou de rejoindre le maréchal Augereau à Plonsk, ou de rejoindre les maréchaux Ney et Bernadotte à Biczun, suivant les circonstances. Quant aux corps qui avaient Thorn pour base d'opération, ceux-là ne manquaient de rien.

¹ Nous citons la lettre suivante, qui indique bien la situation au moment dont il s'agit dans ce récit.

Au général Clarke.

Lowicz, 18 décembre 1806, sept heures du soir.

J'arrive à Lowicz. Je vous écris pour vous ôter toute espèce

Ces vainqueurs rapides, qui avaient si promptement envahi l'Autriche l'année précédente, et la Prusse le mois dernier, se trouvaient tout à coup ralentis dans leur marche triomphale, par un climat humide et sombre, par un sol mouvant, alternativement sablonneux ou fangeux, par la disette des vivres devenant plus rares à mesure que la population et la culture disparaissaient. Ils en étaient surpris, point abattus, tenaient mille propos railleurs sur l'attachement des Polonais pour une telle patrie, et ne demandaient qu'à rencontrer l'ennemi d'Austerlitz, pour se venger sur lui des disgrâces du sol et du ciel.

En voyant les Russes s'avancer et rétrograder tour à tour, puis se retirer une dernière fois avec toutes les apparences d'une retraite définitive, Napoléon crut qu'ils se repliaient sur la Prégel, pour y prendre leurs quartiers d'hiver. Il ordonna donc à Murat et à Bessières de les poursuivre à la tête de 25,000 chevaux, l'un débouchant de Varsovie avec la première réserve de cavalerie, l'autre débouchant de Thorn avec la seconde. Mais bientôt les rapports plus exacts du maréchal Davoust, qui, placé au confluent de la Narew et de l'Ukra, voyait les Russes solidement établis derrière ces deux rivières, les rapports conformes du maréchal Augereau, du maréchal Ney surtout qui avait l'habitude d'observer l'ennemi de très-près, le détrompèrent, et lui prouvèrent qu'il était temps de marcher sur les Russes, qu'il le fallait même, si on ne voulait pas les laisser hiverner dans une position trop voisine de l'armée française. D'ailleurs les ponts sur la Vistule, dont il se proposait de faire ses points d'appui, étaient achevés, pourvus d'un commencement d'ouvrages défensifs, et capables d'une suffisante résistance, moyennant qu'on y plaçât quelques troupes.

Napoléon partit donc de Posen dans la nuit du 15 au 16 décembre, après y être demeuré dix-neuf jours, passa par Kutno et Lowicz, commanda partout des vivres, des ambulances, pour le cas d'un mouvement rétrograde, peu probable, mais toujours prévu par sa prudence, veilla enfin à la marche de ses colonnes sur Varsovie, et s'occupa surtout d'y faire arriver la garde et les grenadiers d'Oudinot ¹.

d'inquiétude. Il n'y a rien ici de nouveau. Les armées sont en présence. Les Russes sont sur la rive droite de la Narew, et nous sur la rive gauche. Indépendamment de Praga, nous avons deux têtes de pont : une à Modlin, l'autre sur la Narew, à l'embouchure de l'Ukra. Nous avons Thorn, et une armée à vingt lieues en avant qui manœuvre sur l'ennemi. Toutes ces

Il entra la nuit dans la capitale de la Pologne, pour éviter les démonstrations bruyantes, car il ne lui convenait pas de payer quelques acclamations populaires par des engagements imprudents. Le Polonais Wibiski l'avait précédé, et avait employé tout son esprit à persuader à ses compatriotes qu'ils devaient se dévouer à Napoléon, avant d'exiger qu'il se dévouât à eux. Beaucoup d'entre eux s'étaient rendus aux bonnes raisons qu'il leur donnait. Le prince Poniatowski, neveu du dernier roi, prince jeune, brillant et brave, espèce de héros endormi dans la mollesse, mais prêt à s'éveiller au premier bruit des armes, était du nombre de ceux qui s'étaient offerts pour seconder les projets de Napoléon. Le comte Potocki, le vieux Malakouski, maréchal de l'une des dernières diètes, et d'autres venus à Varsovie, s'étaient réunis autour des autorités françaises, pour concourir à former un gouvernement. On avait composé une administration provisoire, et tout commençait à marcher, sauf les tiraillements inévitables entre gens peu expérimentés, et fort enclins à la jalousie. On levait des hommes, on organisait des bataillons, soit à Varsovie, soit à Posen. Napoléon, afin de venir en aide au nouveau gouvernement polonais, l'avait tenu quitte de toute contribution, moyennant la fourniture des vivres d'urgence. Du reste, la haute société de Varsovie montrait pour lui un empressement extraordinaire. Toute la noblesse polonaise avait quitté ses châteaux, pressée qu'elle était de voir, de saluer le grand homme, autant que le libérateur de la Pologne.

Arrivé dans la nuit du 18 au 19, Napoléon voulait monter à cheval le 19 au matin pour aller reconnaître lui-même la situation du maréchal Davoust sur la Narew. Mais un brouillard épais l'en empêcha. Il fit ses dispositions pour attaquer l'ennemi du 22 au 23 décembre. « Il est temps, écrivait-il au maréchal Davoust, de prendre nos quartiers d'hiver ; mais cela ne peut avoir lieu qu'après avoir repoussé les Russes. »

Les quatre divisions du général Benningsen se présentaient les premières. (Voir la carte n° 58.) La division du comte Tolstoy, posée à Czarnowo, occupait le sommet de l'angle formé par la réunion de l'Ukra et de la Narew. La division du général Sedmaratzki, placée en arrière vers Ze-

broszki, gardait les bords de la Narew. Celle du général Saken, placée aussi en arrière vers Lopaczym, gardait les bords de l'Ukra. La division du prince Gallitzin était en réserve à Pultusk. Les quatre divisions du général Buxhoevden se trouvaient à grande distance de celles du général Benningsen, et peu en mesure de les soutenir. Deux cantonnées à Popowo observaient le pays entre la Narew et le Bug. Deux autres campaient plus loin encore, à Makow et Ostrolenka. Les Prussiens, repoussés de Thorn, étaient sur le cours supérieur de l'Ukra, vers Soldau, liant les Russes à la mer. Comme nous l'avons dit, les deux divisions de réserve du général Essen n'étaient pas encore arrivées. La masse totale des coalisés destinée à entrer en action était de 115,000 hommes.

Il est facile de reconnaître que la distribution des corps russes n'était pas heureusement combinée dans l'angle de l'Ukra et de la Narew, et qu'ils y avaient trop peu concentré leurs forces. Si au lieu d'avoir une seule division à la pointe de l'angle, et une sur chaque côté à trop grande distance de la première, enfin cinq hors de portée, ils s'étaient distribués avec intelligence sur ce sol si favorable à la défensive, qu'ils eussent occupé fortement le confluent d'abord, puis les deux rivières, la Narew de Czarnowo à Pultusk, l'Ukra de Pomichowo à Kolozomb, qu'ils eussent placé en réserve dans une position centrale, à Nasielsk par exemple, une masse principale prête à courir au point menacé, ils auraient pu nous disputer le terrain avec avantage. Mais les généraux Benningsen et Buxhoevden ne s'aimaient guère, ne cherchaient pas le voisinage l'un de l'autre, et le vieux Kamenski, arrivé de la veille, n'avait ni l'esprit ni la volonté nécessaires pour leur prescrire d'autres dispositions que celles qu'ils avaient adoptées, en suivant chacun leur goût.

Napoléon, qui ne voyait la position des Russes que du dehors, jugea bien qu'ils étaient retranchés derrière la Narew et l'Ukra pour en garder les bords, mais sans savoir comment ils y étaient établis et distribués. Il pensa qu'il fallait d'abord leur enlever le confluent, où il était probable qu'ils se défendraient avec énergie, et, ce point emporté, procéder à l'exécution de son plan, qui

nouvelles sont pour vous. Il est possible que d'ici à huit jours il y ait une affaire qui finisse la campagne. Prenez vos précautions pour qu'il n'y ait aucun fusil ni à Berlin ni dans les campagnes, que Spandau et Custrin soient en bon état, et que partout on fasse un bon service.

Écrivez à Mayence et à Paris, pour dire seulement que vous écrivez, qu'il n'y a rien de nouveau, ce qu'il faut faire, en général, tous les jours, quand il ne passe pas de mes courriers : cela déconcerte les mauvais bruits.

NAPOLÉON.

consistait à jeter, par un mouvement de conversion de gauche à droite, les Russes dans le pays marécageux et boisé de l'intérieur de la Pologne. En conséquence, après avoir réitéré aux maréchaux Ney, Bernadotte et Bessières, formant sa gauche, l'ordre de se porter rapidement de Thorn à Biczun sur le cours supérieur de l'Ukra, aux maréchaux Soult et Augereau, formant son centre, l'ordre de partir de Plock et de Modlin pour se réunir à Plonsk sur l'Ukra, il se mit lui-même à la tête de sa droite, composée du corps de Davoust, du corps de Lannes, de la garde et des réserves, et résolut de forcer tout de suite la position des Russes au confluent de l'Ukra et de la Narew. Il laissa dans les ouvrages de Praga les Polonais de nouvelle levée, avec une division de dragons, force suffisante pour parer à tout accident, l'armée ne devant pas s'éloigner beaucoup de Varsovie.

Arrivé dans la matinée du 25 décembre à Okunin sur la Narew, par un temps humide, par des routes fangeuses et presque impraticables, Napoléon mit pied à terre, pour veiller de sa personne aux dispositions d'attaque. Ce général qui, suivant quelques critiques, tout en dirigeant des armées de trois cent mille hommes, ne savait pas mener une brigade au feu, alla lui-même faire la reconnaissance des positions ennemies, et placer sur le terrain jusqu'à des compagnies de voltigeurs.

On avait déjà franchi la Narew à Okunin, au-dessous du confluent de l'Ukra et de la Narew. (Voir la carte n° 59.) Pour pénétrer dans l'angle formé par ces deux rivières, il fallait passer ou la Narew, ou l'Ukra, au-dessus de leur point de réunion. L'Ukra étant moins large, on aima mieux essayer de franchir celle-ci. On avait profité d'une île qui la divisait en deux bras, près de son embouchure, afin de diminuer la difficulté. On s'était établi dans cette île, et il restait à passer le second bras, pour aborder à la pointe de terre qu'occupaient les Russes, entre l'Ukra et la Narew. Cette pointe de terre, couverte de bois, de taillis, de marécages, offrait un fourré très-épais. Au delà, ce fourré s'éclaircissait un peu, puis le terrain se relevait, et présentait un escarpement, qui s'étendait de la Narew à l'Ukra. A droite de ce retranchement naturel, se voyait le village de Czarnowo sur la Narew, à gauche le village de Pomichowo sur l'Ukra. Les Russes avaient des avant-gardes de tirailleurs dans le fourré, sept bataillons et une nombreuse artillerie sur la partie élevée du terrain, deux batail-

lons en réserve, et toute leur cavalerie en arrière. Napoléon, rendu dans l'île, monta au moyen d'une échelle sur le toit d'une grange, étudia avec une lunette la position des Russes, et ordonna sur-le-champ les dispositions suivantes. Il répandit une grande quantité de tirailleurs tout le long de l'Ukra, et fort au-dessus du point de passage. Il leur prescrivit de tirer vivement, et d'allumer de grands feux avec de la paille humide, pour couvrir le lit de la rivière d'un nuage de fumée, et faire craindre aux Russes une attaque au-dessus du confluent vers Pomichowo. Il dirigea même de ce côté la brigade Gauthier, du corps de Davoust, afin d'y attirer davantage l'attention de l'ennemi. Tandis que ces ordres s'exécutaient, il réunit à la chute du jour toutes les compagnies de voltigeurs de la division Morand, sur le point projeté du passage, et leur ordonna de tirer d'une rive à l'autre, à travers les touffes de bois, pour écarter les postes ennemis, tandis que les marins de la garde remonteraient les barques réunies dans la Narew. Le 17^e de ligne et le 15^e léger étaient en colonne, prêts à s'embarquer par détachements, et le reste de la division Morand était massé en arrière, afin de passer quand le pont serait établi. Les autres divisions du corps de Davoust attendaient au pont d'Okunin le moment d'agir. Lannes s'avavançait à grands pas de Varsovie sur Okunin.

Bientôt les marins de la garde amenèrent quelques barques, à l'aide desquelles on transporta plusieurs détachements de voltigeurs d'une rive à l'autre. Ceux-ci s'enfonçant dans le fourré en écartèrent l'ennemi, pendant que les officiers pontonniers et les marins de la garde étaient occupés à jeter en toute hâte un pont de bateaux. A sept heures du soir, le pont étant devenu praticable, la division Morand le franchit en colonnes serrées, et marcha en avant, précédée par le 17^e de ligne, par le 15^e léger, et par une nuée de tirailleurs. On s'avavançait couvert par la nuit et les bois. Les sapeurs des régiments frayaient dans l'épaisseur du fourré un passage à l'infanterie. A peine eut-on franchi ces premiers obstacles, qu'on se trouva à découvert, en présence du plateau élevé qui régnait de la Narew à l'Ukra, et qui était défendu soit par des abatis, soit par une nombreuse artillerie. Les Russes, à travers l'obscurité de la nuit, ouvrirent sur nos colonnes un feu nourri de mitraille et de mousqueterie, qui nous fit quelque mal. Tandis que les voltigeurs de la division Morand et le 15^e léger s'approchaient en tirailleurs, le colonel Lanusse,

à la tête du 17^e de ligne, se forma en colonne d'attaque sur la droite, pour enlever les batteries russes. Il en avait déjà emporté une, lorsque les Russes, se dirigeant en masse sur son flanc gauche, l'obligèrent à rétrograder. Mais le reste de la division Morand arrivait au soutien de ses deux premiers régiments. Le 15^e léger, ayant épuisé ses cartouches, fut remplacé par le 50^e, et on marcha de nouveau par la droite à l'attaque du village de Czarnowo, tandis que vers la gauche le général Petit se portait avec 400 hommes d'élite à l'attaque des retranchements russes, placés contre l'Ukra, vis-à-vis de Pomichowo. Malgré la nuit, on manœuvrait avec le plus grand ordre. Deux bataillons du 50^e et un du 17^e attaquèrent Czarnowo, l'un en longeant le bord de la Narew, les deux autres en gravissant directement le plateau sur lequel ce village est assis. Ces trois bataillons emportèrent Czarnowo, et, suivis par les 51^e et 61^e régiments, débouchèrent sur le plateau, en repoussant les Russes dans la plaine qui s'étend au delà. Au même instant le général Petit avait assailli l'extrémité des retranchements ennemis vers l'Ukra, et, secondé par le feu d'artillerie que la brigade Gauthier faisait de l'autre rive, les avait enlevés. A minuit, on était maître de la position des Russes de la Narew à l'Ukra. Mais à la lenteur de leur retraite, qu'il était possible de discerner à travers l'obscurité, on devait croire qu'ils reviendraient à la charge, et, par ce motif, le maréchal Davoust envoya au secours du général Petit, qui était le plus exposé, la seconde brigade de la division Gudin. Comme on l'avait prévu, les Russes pendant la nuit revinrent trois fois à la charge, dans l'intention de reprendre la position qu'ils avaient perdue, et de jeter les Français à bas du plateau, vers cette pointe de terre boisée et marécageuse sur laquelle ils avaient débarqué. Trois fois on les laissa approcher jusqu'à trente pas, et trois fois, répondant à leur attaque par un feu à bout portant, on les arrêta sur place ; puis on les joignit à la baïonnette, et on les repoussa. Enfin la nuit étant fort avancée, ils se mirent en pleine retraite sur Nasielsk. Jamais combat de nuit ne s'était livré avec plus d'ordre, de précision et d'audace. Les Russes nous laissèrent en morts, blessés, prisonniers, environ 1,800 hommes, et beaucoup d'artillerie. Nous avions eu de notre côté 600 blessés, et une centaine de morts.

Napoléon, qui n'avait pas quitté le lieu du combat, félicita le général Morand et le maréchal Davoust de leur belle conduite, et se hâta

ensuite de tirer les conséquences du passage de l'Ukra, en donnant les ordres qu'exigeait la circonstance. Les Russes, privés du point d'appui qu'ils possédaient au confluent de l'Ukra et de la Narew, ne devaient pas être tentés de défendre l'Ukra, dont la ligne venait d'être forcée à son embouchure. Mais, dans l'ignorance où l'on se trouvait de leur vraie situation, on pouvait craindre qu'ils ne fussent en force au pont de Kolozomb, sur l'Ukra, vis-à-vis de Plonsk, point vers lequel devaient se rencontrer les corps des maréchaux Soult et Augereau. (Voir la carte n^o 58.) Napoléon prescrivit à la réserve de cavalerie, que le général Nansouty commandait en l'absence de Murat, tombé malade à Varsovie, de remonter l'Ukra sur les deux rives, d'en battre les bords jusqu'à Kolozomb, pour tendre la main aux maréchaux Augereau et Soult, pour les aider à passer l'Ukra s'ils éprouvaient des difficultés, pour les lier enfin avec le maréchal Davoust qui allait marcher en avant, traversant par son milieu le pays compris entre l'Ukra et la Narew. Il ordonna au maréchal Davoust de se porter directement sur Nasielsk, et le fit appuyer par la garde et la réserve. Enfin il donna pour instruction au maréchal Lannes de franchir l'Ukra, là même où l'on venait d'en forcer le passage, et de s'élever à la droite du corps de Davoust, en longeant la Narew jusqu'à Pultusk. Cette ville devenait un point d'une grande importance, car les Russes, rejetés de l'Ukra sur la Narew, n'avaient que les ponts de Pultusk pour passer cette dernière rivière. L'ordre déjà expédié aux maréchaux Soult et Augereau de se diriger sur Plonsk pour y franchir l'Ukra, aux maréchaux Ney, Bernadotte et Bessières, de s'avancer rapidement sur Biezun, vers les sources de l'Ukra, fut naturellement confirmé.

Napoléon, continuant de se tenir auprès du maréchal Davoust, voulut marcher le matin même du 24 sur Nasielsk, malgré les fatigues de la nuit. On eut seulement la précaution de placer en tête la division Friant, pour procurer quelques heures de repos à la division Morand, fatiguée du combat de Czarnowo. On arriva vers la fin du jour à Nasielsk, et on y trouva en position la division Tolstoy, la même qui avait été chassée de Czarnowo. Elle annonçait l'intention de nous opposer quelque résistance, afin de donner aux détachements portés sur l'Ukra le temps de la rejoindre.

Nous avons dit que les quatre divisions du général Benningsen étaient, la division Tolstoy

à Czarnowo pour défendre le confluent des deux rivières, la division Saken à Lopaczyn pour veiller sur l'Ukra, la division Sedmaratzki à Zebroszki pour garder la Narew, enfin la division Gallitzin à Pultusk pour y servir de réserve, celle-ci, quoique fort loin de l'Ukra, ayant aussi sur cette rivière une forte avant-garde, commandée par le général Barclay de Tolly : disposition mêlée et confuse, qui dénotait une bien faible direction dans les opérations de l'armée russe. Le mouvement naturel de ces divisions surprises par une vigoureuse attaque sur l'Ukra, était de replier leurs détachements pour se retirer sur la Narew. Ce fut en effet le mouvement auquel elles cédèrent, et que leur général en chef laissa exécuter plutôt qu'il ne le prescrivit.

Le comte Tolstoy, commandant la division repliée sur Nasielsk, y tint bon jusqu'au moment où il vit revenir le détachement préposé à la garde de l'Ukra vers Borkowo, lequel était poursuivi par la réserve de cavalerie. Cependant le général Friant, ayant déployé sa division en face des Russes et ayant marché à eux, les obligea de se retirer en toute hâte. Les dragons se lancèrent à leur suite : on leur tua ou prit quelques centaines d'hommes ; on ramassa du canon et des bagages.

Dans cette journée du 24, le maréchal Augereau, étant arrivé sur les bords de l'Ukra, voulut en forcer le passage. Il fit attaquer à la fois les ponts de Kolozomb et de Sohoczyn. Le 44^e de ligne, sous son colonel Savary, le même qui avait franchi la Vistule à Thorn le 6 décembre¹, se jeta sur les débris à peine réparés du pont de Kolozomb, et passa héroïquement à travers un horrible feu de mousqueterie. Ce brave colonel tomba sur l'autre rive, percé de plusieurs coups de lance. A Sohoczyn, l'attaque du pont n'ayant pu réussir, on se dirigea vers un gué voisin, et on opéra le passage. Le corps d'Augereau se trouvait donc transporté dans la journée du 24 sur l'autre rive de l'Ukra, et s'avancit en poussant devant lui les détachements des diverses divisions russes, laissés à la garde de cette rivière. La réserve de cavalerie, aux ordres du

général Nansouty, les poursuivait également. On marchait sur Nowemiasto, dans la direction de l'Ukra à la Narew, de manière à se lier avec le corps du maréchal Davoust. A la gauche du corps d'Augereau, le maréchal Soult se disposait à passer l'Ukra vers Sohoczyn. La gauche, sous Ney, Bernadotte et Bessières, continuait à s'élever par un mouvement rapide de Thorn sur Biezun et Soldau.

Le 25 au matin, Napoléon dirigea ses colonnes sur Strezegocin. Le temps était devenu affreux pour une armée qui avait à manœuvrer, et surtout à exécuter de nombreuses reconnaissances, afin de découvrir les projets de l'ennemi. Un dégel complet, accompagné de neige fondante et de pluie, avait tellement détrempe les terres, que dans certains endroits on enfonçait jusqu'aux genoux. Des hommes même avaient été trouvés à moitié ensevelis dans ce sol subitement changé en marécage. Il fallait doubler les attelages de l'artillerie pour réussir à trainer quelques pièces. On y gagnait, il est vrai, de capturer à chaque pas le canon et le bagage des Russes, beaucoup de trainards et de blessés, et enfin bon nombre de déserteurs polonais, qui restaient volontairement en arrière pour se livrer à l'armée française. Mais on y perdait l'avantage inappréciable de la célérité, le concours de l'artillerie qu'on ne pouvait plus mener avec soi, et les moyens d'information qui sont toujours proportionnés à la facilité de communiquer. Qu'on se figure d'immenses plaines, tour à tour couvertes de boue ou de forêts épaisses, ordinairement très-mal peuplées, plus mal encore depuis l'émigration générale des habitants, des armées se cherchant ou se fuyant dans ce désert fangeux, et on aura une idée à peine exacte du spectacle que les Français et les Russes offraient en ce moment, dans cette partie de la Pologne.

Napoléon, discernant mal à travers ce pays plat et boisé les mouvements de l'ennemi, ne pouvant suppléer à ce qu'il ne voyait pas au moyen de reconnaissances multipliées, était plongé dans l'incertitude la plus embarrassante. Il lui semblait bien que les colonnes russes en

Ney, et opéra sous ses ordres le passage de la Vistule à Thorn.

Nous n'ajouterions pas cette note, qui peut paraître inutile, si quelques critiques peu attentifs et peu instruits ne nous avaient accusé de faire figurer dans différentes actions des corps qui n'y avaient eu aucune part. Il y a des attaques dont il faut peu s'inquiéter ; cependant, par respect pour le lecteur impartial, nous tenons à lui prouver que nous n'avons rien négligé pour parvenir à l'exactitude la plus rigoureuse.

¹ Les lecteurs qui se souviennent d'avoir vu figurer le 44^e de ligne avec son colonel Savary au passage de la Vistule, à Thorn, sous les ordres du maréchal Ney, auront de la peine à s'expliquer comment ce même régiment peut se trouver, le 24 décembre, sous le maréchal Augereau, au passage de l'Ukra à Kolozomb. L'explication est facile : c'est que ce régiment, laissé à Bromberg par le maréchal Augereau lorsque celui-ci remonta la rive gauche de la Vistule depuis Thorn jusqu'à Modlin, resta pour un moment à la disposition du maréchal

retraite se dirigeaient de sa gauche à sa droite, de l'Ukra vers la Narew. Aussi avait-il envoyé Lannes vers Pultusk, et, ayant cru apercevoir une troupe ennemie qui se portait à la suite de Lannes, il avait détaché la division Gudin du corps de Davoust, pour suivre cette troupe, et empêcher qu'elle n'assailit Lannes par derrière. Mais un gros rassemblement se montrait devant lui, dans la direction de Golymin. On annonçait la présence de forces nombreuses, venues sur ce point des derrières de l'armée russe. On disait qu'un corps de 20,000 hommes se retirait de l'Ukra sur Ciechanow et Golymin. Au milieu de ce chaos, Napoléon, voulant aller tout de suite à l'ennemi le plus rapproché, vers lequel d'ailleurs semblaient converger tous les autres, laissa Lannes escorté par la division Gudin marcher à droite sur Pultusk, et quant à lui il se porta directement sur Golymin, avec deux des trois divisions de Davoust, avec le corps d'Augereau tout entier, avec la garde et la réserve de cavalerie. Il ordonna de plus au maréchal Soult, qui avait passé l'Ukra, de se rendre à Ciechanow même. Il prescrivit aux maréchaux Ney, Bernadotte et Bessières, partis de Thorn, de continuer leur mouvement de conversion par Biezun, Soldau et Mlawa, ce qui les portait sur le flanc et presque sur les derrières des Russes.

On marcha ainsi, avec la plus grande peine, toute la journée du 25 et la matinée du 26, employant deux heures, quelquefois trois, pour parcourir une lieue.

Cependant les divers corps de l'armée russe n'avaient pas pris exactement la direction que Napoléon avait supposée. Les quatre divisions du général Benningsen s'étaient presque en entier repliées sur Pultusk. La division Tolstoy, repoussée de Czarnowo à Nasielsk, de Nasielsk à Strezegocin, avait suivi la route qui coupe par le milieu le pays entre l'Ukra et la Narew. Arrivée à Strezegocin, elle s'était rejetée à droite, vers Pultusk, dès qu'elle avait pu rallier ses détachements épars. La division Sedmaratzki, placée les jours précédents à Zebroszki au bord de la Narew, n'ayant que quelques pas à faire pour gagner Pultusk, s'y était rendue immédiatement. La division Gallitzin, qui, tout en ayant son quartier général à Pultusk, avait des postes sur l'Ukra, s'était concentrée sur Pultusk. Mais les détachements de cette division qui gardaient l'Ukra, coupés par notre cavalerie, avaient cherché un refuge à Golymin. Enfin la division Saken, qui gardait particulièrement l'Ukra et avait

son quartier général à Lopaczym, poursuivie par la cavalerie française, s'était retirée, partie à Golymin, partie à Pultusk. Ainsi les deux divisions Tolstoy et Sedmaratzki en entier, les deux divisions Gallitzin et Saken en partie, se trouvaient le 26 à Pultusk. Les restes des divisions Gallitzin et Saken, réfugiés à Golymin, avaient rencontré l'une des divisions de Buxhoevden, la division Doctorow, laquelle s'était portée en avant, et avait ainsi donné lieu au bruit d'un rassemblement de troupes sur les derrières de l'armée russe. Enfin les Prussiens, en fuite devant les maréchaux Ney, Bernadotte et Bessières, avaient abandonné l'Ukra, et se retiraient par Soldau sur Mlawa, cherchant toujours dans leur retraite à se lier aux Russes.

Le 26 au matin, Lannes arriva en vue de Pultusk. Il y découvrit une masse de forces bien supérieure à celle dont il pouvait disposer. Les quatre divisions russes, quoique deux fussent incomplètes, ne comptaient pas moins de 45,000 hommes¹. Lannes, avec les dragons du général Becker, n'en possédait guère que 17,000 ou 18,000. Il en arrivait sur sa gauche 5,000 à 6,000, avec la division Gudin. Mais Lannes n'en était que très-confusément averti, et dans l'état des routes, ce renfort, bien qu'à une distance peu considérable de Pultusk, ne pouvait parvenir que fort tard sur le champ de bataille. Lannes n'était pas homme à s'intimider. Ni lui, ni ses soldats ne craignaient d'affronter les Russes, quel que fût leur nombre, quelque éprouvée que fût leur bravoure. Lannes rangea sa petite armée en bataille, ayant soin d'envoyer un avis au maréchal Davoust, pour l'informer de la rencontre imprévue qu'il venait de faire à Pultusk, et qui l'exposait à une situation des plus critiques.

Une vaste forêt couvrait les environs de Pultusk. (Voir la carte n° 59.) En sortant de cette forêt, on trouvait un terrain découvert parsemé çà et là de quelques bouquets de bois, détrem্পé par les pluies comme tout le reste du pays, s'élevant peu à peu en forme de plateau, et puis se terminant tout à coup en pente brusque sur Pultusk et la Narew. Le général Benningsen avait rangé son armée sur ce terrain, ayant le dos tourné à la ville, l'une de ses ailes appuyée à la rivière et au pont qui la traverse, l'autre à un bouquet de bois. Une forte réserve servait de

¹ Le narrateur Ploto, officier de l'armée russe et témoin oculaire, avoue lui-même le chiffre de 45,000 hommes.

soutien à son centre. Sa cavalerie était placée dans les intervalles de sa ligne de bataille, et un peu en avant. Quoiqu'ils eussent perdu une partie de leur artillerie, les Russes en menaient avec eux une si grande quantité, depuis la campagne d'Austerlitz, qu'il leur en restait suffisamment pour couvrir leur front d'une ligne de bouches à feu, et rendre l'accès de ce front extrêmement redoutable.

Lannes n'avait à leur opposer que quelques pièces d'un faible calibre, qu'on avait traînées à travers les boues avec de grands efforts, et en leur appliquant tous les attelages de l'artillerie. Il disposa la division Suchet en première ligne, et garda la division Gazan en réserve sur la lisière de la forêt, pour avoir de quoi faire face aux événements, qui menaçaient de devenir graves, dans l'incertitude où tout le monde était plongé. Peu d'hommes bien conduits pouvaient suffire pour enlever cette position, et avaient l'avantage de présenter moins de prise à la formidable artillerie des Russes. Lannes déboucha donc de la forêt avec la seule division Suchet, formée en trois colonnes, une à droite, sous le général Claparède, composée du 47^e léger et de la cavalerie légère du général Treillard, une au centre sous le général Vedel, composée du 64^e de ligne et du premier bataillon du 88^e, une à gauche, sous le général Reille, composée du second bataillon du 88^e, du 54^e de ligne et des dragons du général Becker. Le projet de Lannes était d'attaquer par sa droite et vers la Narew, car s'il parvenait à percer jusqu'à la ville, il faisait tomber d'un coup la position des Russes, et les plaçait même dans une situation désastreuse.

Il porta ses trois petites colonnes en avant, sortant audacieusement des bois, et gravissant le plateau sous une pluie de mitraille. Malheureusement le sol détrempe et glissant ne permettait guère l'impétuosité d'attaque, qui aurait pu racheter le désavantage du nombre et de la position. Néanmoins, tout en avançant avec peine, on joignit l'ennemi, et on le repoussa vers les pentes abruptes qui terminaient le terrain en une espèce de chute du côté de la Narew et de Pultusk. On marchait avec ardeur, et on allait précipiter du plateau dans la rivière les troupes russes du général Bagowout, lorsque le général en chef Benningsen, envoyant en toute hâte une partie de sa réserve au secours du général Bagowout, fit aborder en flanc la brigade Claparède, qui formait la tête de notre attaque. Lannes, qui était au plus fort de la mêlée, répondit à cette ma-

nœuvre en reportant de son centre vers sa droite la brigade Vedel, composée, comme nous venons de le dire, du 64^e et du premier bataillon du 88^e. Il prit lui-même en flanc les Russes venus au secours du général Bagowout, et, les poussant les uns sur les autres vers la Narew, il aurait terminé la lutte sur ce point, et peut-être la bataille, si, au milieu d'une bourrasque de neige, le bataillon du 88^e, surpris par la cavalerie russe avant d'avoir pu se former en carré, n'avait été rompu et renversé. Mais ce brave bataillon, rallié sur-le-champ par un de ces officiers dont le danger fait ressortir le caractère, le nommé Voisin, se releva immédiatement, et, profitant à son tour des embarras de la cavalerie russe, tua à coups de baïonnette ces cavaliers plongés comme nos fantassins dans une mer de boue.

Ainsi, à la droite et au centre, le combat, quoique moins décisif qu'il n'aurait pu l'être, tourna néanmoins à l'avantage des Français, qui laissèrent les Russes acculés à l'extrémité du plateau, et exposés à une chute dangereuse vers la ville et la rivière. A gauche, notre troisième colonne, composée du 54^e de ligne, du second bataillon du 88^e, et des dragons du général Becker, avait à disputer à l'ennemi le bouquet de bois auquel s'appuyait le centre des Russes. Le 54^e, dirigé par le général Reille, et accueilli par des batteries démasquées à l'improviste, eut cruellement à souffrir. Il enleva le bois cependant, secondé par les charges des dragons du général Becker. Mais quelques bataillons du général Barclay de Tolly le reprirent. Les Français s'en rendirent maîtres de nouveau, et soutinrent pendant trois heures un combat acharné et inégal. Enfin, sur ce point comme sur les autres, les Russes, obligés de plier, furent réduits à s'adosser de plus près à la ville. Lannes, débarrassé du combat à droite, s'était porté à gauche, pour encourager ses troupes de sa présence. Si dans ce moment il eût été moins incertain de ce qui se passait ailleurs, et plus assuré d'être soutenu, il aurait pu faire agir la division Gazan, et alors c'en était fait des Russes, qui auraient été précipités sur le revers du terrain, et noyés dans la Narew. Mais Lannes voyait par delà sa gauche, et à l'extrême droite des Russes, la division Tolstoy, bordant le ravin de Moezyn, et formant un crochet en arrière pour couvrir l'extrémité de la position. Il crut plus sage de ne pas engager toutes ses troupes, et, par son ordre, la brave division Gazan resta immobile à la lisière de la forêt, essayant à trois cents pas les boulets de l'ennemi, mais ren-

dant le service de contenir les Russes, et de les empêcher, eux aussi, de combattre avec toutes leurs forces.

La journée s'achevait lorsque la division Gudin arriva enfin sur notre gauche, cachée par des bois à notre armée, mais aperçue par les Cosaques, qui en avertirent aussitôt le général Benningsen. De toute son artillerie, la division Gudin n'amenait que deux pièces, péniblement traînées jusqu'au lieu du combat. Elle donna contre l'extrême droite des Russes, et sur la pointe de l'angle que présentait leur ligne repliée. Le général Daultanne, qui ce jour-là commandait la division Gudin, après quelques volées de canon, se forma en échelons par sa gauche, et marcha résolument à l'ennemi, en prévenant le maréchal Lannes de son entrée en action. Son attaque obtint un effet décisif, et força les Russes à se replier. Mais cette division, déjà séparée par des bois du corps de Lannes, agrandit en s'avançant l'intervalle qui l'en séparait. Une rafale de vent qui portait la pluie et la neige au visage de nos soldats, soufflait en cet instant. Les Russes, par une superstition de peuple du Nord, qui leur fait voir dans la tempête un augure favorable, coururent en avant, avec des cris sauvages. Ils se jetèrent dans l'intervalle laissé entre la division Gudin et le corps de Lannes, ramenèrent l'une et débordèrent l'autre. Leur cavalerie se précipita dans la trouée, mais le 54^e, du côté de la division Suchet, le 85^e, du côté de la division Gudin, se formèrent en carré, et arrêtèrent tout court cette charge, qui était plutôt de la part des Russes une démonstration pour couvrir leur retraite qu'une attaque sérieuse.

Les Français avaient donc sur tous les points conquis le terrain qui domine Pultusk, et il ne leur restait plus qu'un dernier effort à faire pour précipiter les Russes dans la Narew, lorsque le général Benningsen, profitant de la nuit, déroba son armée, en la faisant passer par les ponts de Pultusk. Tandis qu'il donnait ses ordres de retraite, Lannes plein d'ardeur, rassuré par l'arrivée de la division Gudin, délibérait s'il fallait livrer immédiatement la seconde attaque, ou la remettre au lendemain. L'heure avancée, la difficulté de communiquer dans ce chaos de boue, de pluie, d'obscurité, décidèrent la remise du combat. Le lendemain la brusque retraite des Russes enleva aux Français le prix mérité de leur lutte audacieuse et opiniâtre.

Ce combat acharné, où 18,000 hommes avaient été pendant toute une journée en pré-

sence de 45,000, pouvait certainement être appelé une victoire. Grâce à leur petit nombre, à la supériorité de leur tactique, les Français avaient à peine perdu 1,500 hommes tués ou blessés. (Nous parlons d'après des états authentiques.) La perte des Russes, au contraire, s'élevait en morts ou blessés à plus de 3,000 hommes. Ils nous laissèrent 2,000 prisonniers, et une immense quantité d'artillerie.

Cependant le général Benningsen, rentré dans Pultusk, écrivit à son souverain qu'il venait de remporter une victoire signalée sur l'empereur Napoléon, commandant en personne trois corps d'armée, ceux des maréchaux Davoust, Lannes et Suchet, plus la cavalerie du prince Murat. Or il n'y avait pas, comme on a pu le voir, de corps d'armée du maréchal Suchet, puisque le général Suchet commandait simplement une division du maréchal Lannes; il y avait sur le terrain de Pultusk deux divisions du maréchal Lannes, une seule du maréchal Davoust, pas de cavalerie du prince Murat, et encore moins d'empereur Napoléon commandant en personne.

On a souvent parlé de bulletins menteurs de l'Empire, plus vrais cependant qu'aucune des publications européennes de cette époque; mais que faut-il penser d'une telle manière de raconter ses propres actes? Les Russes assurément étaient assez braves pour être véridiques.

Dans cette même journée du 26, les deux divisions restées au maréchal Davoust, ainsi que les deux divisions composant le corps du maréchal Augereau, arrivaient en face de Golymin. Ce village était entouré d'une ceinture de bois et de marécages, entremêlée de quelques hameaux, derrière laquelle les Russes étaient établis, avec une forte réserve au village même de Golymin. (Voir la carte n° 59.)

Le maréchal Davoust débouchant par la droite, c'est-à-dire par la route de Pultusk, fit attaquer les bois qui formaient de son côté l'obstacle à vaincre, pour pénétrer dans Golymin. Le maréchal Augereau débouchant par la gauche, c'est-à-dire par la route de Lopaczym, avait à traverser des marécages, semés de quelques bouquets de bois, et au milieu de ces marécages un village à emporter, celui de Ruskovo, par où passait la seule route praticable. La brave infanterie du maréchal Davoust repoussa, non sans perte, l'infanterie russe des corps détachés de Saken et de Gallitzin. Après une vive fusillade, elle la joignit à la baïonnette, et la contraignit par des combats corps à corps à lui abandonner les bois auxquels

elle s'appuyait. A la droite de ces bois si disputés, le maréchal Davoust forçait la route de Pultusk à Golymin, et lançait sur les Russes une partie de la réserve de cavalerie, confiée à Rapp, l'un de ces aides de camp intrépides que Napoléon tenait sous sa main pour les employer dans les occasions difficiles. Rapp culbuta l'infanterie russe, tourna les bois, et fit ainsi tomber l'obstacle qui couvrait Golymin. Mais exposé à un feu des plus vifs, il eut le bras cassé. A gauche Augereau franchissant les marécages, malgré les forces ennemies placées sur ce point, enleva le village de Ruskovo, et marcha de son côté sur Golymin, but commun de nos attaques concentriques. On y pénétra ainsi vers la fin du jour, et on s'en rendit maître, après un engagement des plus chauds avec la réserve de la division Doctorow. Comme à Pultusk on recueillit beaucoup d'artillerie, quelques prisonniers, et on joncha la terre de cadavres russes. En combattant contre eux on prenait moins d'ennemis, mais on en tuait davantage.

Dans cette journée du 26, nos colonnes étaient partout aux prises avec les colonnes russes, sur un espace de vingt-cinq lieues. Par un effet du hasard, impossible à prévenir quand les communications sont difficiles, tandis que Lannes avait trouvé devant lui deux ou trois fois plus de Russes qu'il n'avait de Français, les autres corps rencontraient à peine leur équivalent, comme les maréchaux Augereau et Davoust à Golymin, ou aucun ennemi à combattre, comme le maréchal Soult dans sa marche sur Ciechanow, et le maréchal Bernadotte dans sa marche sur Biezun. Toutefois le maréchal Bessières, servant d'éclaircur à notre aile gauche avec la seconde réserve de cavalerie, avait joint les Prussiens à Biezun, et leur avait fait un bon nombre de prisonniers. Le maréchal Ney, qui formait l'extrême gauche de l'armée, avait marché de Strasbourg à Soldau et Mlawa, poussant devant lui le corps de Lestocq. Arrivé le 26 à Soldau, au moment même où Lannes combattait à Pultusk, où les maréchaux Davoust et Augereau combattaient à Golymin, il avait dirigé la division Marchand sur Mlawa, afin de tourner la position de Soldau, précaution nécessaire, car on pouvait y trouver d'insurmontables difficultés. En effet, le bourg de Soldau était situé au milieu d'un marais impraticable, qu'on ne traversait que par une seule chaussée, longue de sept à huit cents toises, reposant tantôt sur le sol, tantôt sur des ponts que l'ennemi avait eu soin de couper. (Voir la carte n° 59.) Six mille

Prussiens avec du canon gardaient cette chaussée. Une première batterie l'enfilait dans sa longueur; une seconde, établie sur un point bien choisi dans le marais, la battait en écharpe. Ney, avec le 69^e et le 76^e, y marcha impétueusement. On jeta des madriers sur les coupures des ponts, on enleva les batteries au pas de course; on culbuta à la baïonnette l'infanterie qui était rangée en colonne sur la chaussée, et on entra pêle-mêle avec les fuyards dans le bourg de Soldau. Là une action des plus vives s'engagea avec les Prussiens. Il fallut leur enlever Soldau maison par maison. Nous n'y parvinmes qu'après des efforts inouïs, et à la chute du jour. Mais à ce moment le brave général Lestocq, ralliant ses colonnes en arrière de Soldau, fit jurer à ses soldats de reprendre le poste perdu. Les Prussiens, traités par les Russes depuis Iéna, comme les Autrichiens l'avaient été depuis Ulm, voulaient venger leur honneur, et prouver qu'ils n'étaient inférieurs à personne en bravoure: ils tinrent parole. Quatre fois, depuis sept heures du soir jusqu'à minuit, ils attaquèrent Soldau à la baïonnette, et quatre fois ils furent repoussés. Leur courage avait toute la violence du désespoir. Ils finirent cependant par se retirer, après une perte immense en morts, blessés et prisonniers.

Ainsi dans cette journée, sur un espace de vingt-cinq lieues, depuis Pultusk jusqu'à Soldau, on s'était battu avec acharnement, et les Russes, défaits partout où ils avaient essayé de nous résister, ne s'étaient sauvés qu'en abandonnant leur artillerie et leurs bagages. Leur armée se trouvait affaiblie de près de 20,000 hommes sur 115,000. Beaucoup d'entre eux étaient hors de combat, ou prisonniers. Un grand nombre d'origine polonaise avaient déserté. Nous avions recueilli plus de 80 pièces de canon de gros calibre, et une quantité considérable de bagages. Nous n'avions perdu ni un prisonnier, ni un déserteur, mais le feu de l'ennemi nous avait enlevé 4,000 à 5,000 hommes, en morts ou blessés.

Le projet de Napoléon tendant à séparer les Russes de la mer, et à les jeter par un mouvement de conversion de l'Ukra sur la Narew, du riche littoral de la vieille Prusse dans l'intérieur boisé, marécageux, inculte de la Pologne, avait réussi sur tous les points, bien que sur aucun il n'eût amené l'une de ces grandes batailles, qui marquaient toujours d'un signe éclatant les savantes manœuvres de cet immortel capitaine. L'action héroïque de Lannes à Pultusk était pour les Russes une défaite, mais une défaite sans dé-

sastre, ce qui était aussi nouveau pour eux que pour nous. Cependant si on avait eu la faculté de marcher le lendemain et le surlendemain, les Russes auraient été obligés de nous livrer les trophées qu'ils ne pouvaient pas longtemps disputer à notre bravoure et à notre habileté. Jetés au delà de l'Ukra, de l'Orezye, de la Narew, dans une forêt impénétrable, de plus de quinze ou vingt lieues d'étendue, comprise entre Pultusk, Ostrolenka, Ortelsbourg, leur destruction complète eût été l'effet inévitable des profondes combinaisons de Napoléon, et des combinaisons nulles ou malheureuses de leurs généraux.

Mais il était impossible de faire un pas, sans tomber dans des embarras inextricables. Des hommes restaient ensevelis jusqu'à la ceinture dans ces boues affreuses, et n'en sortaient que lorsqu'on venait les en arracher. Beaucoup y avaient expiré faute d'être secourus.

Napoléon, dont les plans n'avaient jamais été mieux conçus, dont les soldats n'avaient jamais été plus braves, fut obligé de s'arrêter, après avoir encore fait deux ou trois marches en avant, pour bien s'assurer de la déroute des Russes, et de leur fuite vers la Prégel. Une grande perte en hommes et en canons causée à l'ennemi, des quartiers d'hiver assurés au centre de la Pologne, terminaient dignement cette campagne extraordinaire, commencée sur le Rhin, finie sur la Vistule. L'état du ciel et du sol expliquait assez pourquoi les résultats obtenus dans ces derniers jours n'avaient eu ni la grandeur, ni la soudaineté auxquelles Napoléon avait habitué le monde. Sans doute les Russes, surpris de n'avoir pas succombé aussi vite que les Prussiens à Iéna, les Autrichiens à Ulm, et eux-mêmes à Austerlitz, allaient s'enorgueillir d'une défaite moins prompte que de coutume, et débiter des fables sur leurs prétendus succès : il fallait bien s'y résigner. Ils n'eussent pas été plus heureux cette fois qu'à Austerlitz, si comme à Austerlitz on avait trouvé des lacs gelés au lieu de boues impraticables. Mais la saison, tout à fait inaccoutumée, qui au lieu d'un sol glacé donnait un sol fangeux, les avait sauvés d'un désastre. C'était un caprice de la fortune, qui avait trop favorisé Napoléon jusqu'ici, pour qu'il ne lui pardonnât pas cette légère inconstance. Seulement il aurait fallu qu'il y pensât, et qu'il apprît à la connaître. Au surplus ses soldats campés sur la Vistule, ses aigles plantées dans Varsovie, étaient un spectacle assez extraordinaire pour qu'il fût satisfait, pour que

l'Europe restât paisible, l'Autriche effrayée et contenue, la France confiante.

Il séjourna deux ou trois jours à Golymin, dans l'intention d'y procurer à son armée un peu de repos, et le 1^{er} janvier 1807 il revint à Varsovie, afin d'y arrêter l'établissement de ses quartiers d'hiver.

Si on veut bien apprécier l'emplacement dont il fit choix pour cantonner ses troupes, il faut se retracer la forme des lieux au delà de la Vistule. (Voir les cartes nos 57 et 58.) Cette suite de lacs, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, et qui séparent ici la vieille Prusse de la Pologne, le pays allemand du pays slave, la région maritime et riche de la région intérieure et pauvre, versent la plus grande partie de leurs eaux en dedans du pays, par une suite de rivières, telles que l'Omulew, l'Orezye, l'Ukra, lesquelles se jettent dans la Narew, et par la Narew dans la Vistule. Et tandis que, par l'Omulew, l'Orezye et l'Ukra, la Narew reçoit les eaux des lacs qui n'ont pu se rendre à la mer, et qui descendent de l'ouest, elle reçoit par le Bug les eaux qui descendent de l'est, et du centre de la Pologne. Elle se confond avec le Bug à Sierock, et grossie de tous ces affluents, elle les porte en un seul lit à la Vistule, qu'elle rejoint à Modlin.

La Narew présente donc un tronc commun qui s'appuie à la Vistule, et autour duquel le Bug à droite, l'Ukra, l'Orezye, l'Omulew à gauche, viennent se rattacher comme autant de ramifications. C'est entre ces ramifications diverses, et en s'appuyant au tronc principal vers Sierock et Modlin, que Napoléon distribua ses corps d'armée.

Il fit cantonner Lannes entre la Vistule, la Narew et le Bug, dans l'angle formé par ces cours d'eau, gardant à la fois Varsovie par la division Suchet, Jablona, le pont d'Okunin, et Sierock, par la division Gazan. Le quartier général de Lannes était à Sierock, confluent du Bug et de la Narew. Le corps du maréchal Davoust dut cantonner dans l'angle décrit par le Bug et la Narew, son quartier général se tenant à Pultusk, ses postes s'étendant jusqu'à Brok sur le Bug, jusqu'à Ostrolenka sur la Narew. Le corps du maréchal Soult fut établi derrière l'Orezye, ayant son quartier général à Golymin, réunissant à son corps d'armée la réserve de cavalerie, et ayant ainsi le moyen de couvrir la vaste étendue de son front, par les nombreux escadrons mis à sa disposition. Le corps du maréchal Augereau fut logé à Plonsk, derrière le maréchal Soult, occupant l'angle ouvert entre la Vistule et l'Ukra,

son quartier général à Plonsk. Le corps du maréchal Ney fut placé à l'extrême gauche d'Augereau, vers Mlawa, à l'origine de l'Orezye et de l'Ukra, près des lacs, protégeant le flanc des quatre corps d'armée qui rayonnaient autour de Varsovie, et se liant avec le corps du maréchal Bernadotte, qui défendait la basse Vistule. Celui-ci, cantonné tout près de la mer, en avant de Graudenz et d'Elbing, avait mission de garder la basse Vistule, et de couvrir le siège de Dantzig, qu'il était indispensable d'exécuter, pour assurer la position de l'armée. Ce siège d'ailleurs était destiné à former l'entr'acte de la campagne qui venait de finir, et de la campagne qui allait s'ouvrir au printemps.

A la première apparition de l'ennemi, chaque corps avait ordre de se concentrer, celui du maréchal Lannes à Sierock, celui du maréchal Davoust à Pultusk, celui du maréchal Soult à Golymin, celui du maréchal Augereau à Plonsk, celui du maréchal Ney à Mlawa, celui du maréchal Bernadotte entre Graudenz et Elbing vers Osterode, les quatre premiers chargés de défendre Varsovie, le cinquième chargé de lier les quartiers de la Narew à ceux du littoral, le dernier chargé de protéger la basse Vistule et le siège de Dantzig.

A cette habile disposition des cantonnements se joignirent des précautions d'une admirable prévoyance. Les soldats n'ayant cessé de bivouaquer depuis le commencement de la campagne, c'est-à-dire depuis le mois d'octobre précédent, devaient enfin se loger dans les villages, et y vivre, mais de manière à pouvoir toujours se trouver réunis au premier péril. La cavalerie légère, la cavalerie de ligne, la grosse cavalerie, rangées les unes derrière les autres, et appuyées de quelques détachements d'infanterie légère, formaient un rideau en avant des cantonnements, pour écarter les Cosaques, et empêcher les surprises, au moyen de reconnaissances fréquentes. Les troupes vouées à ce service fort dur, surtout en hiver, étaient abritées sous des cabanes dont le bois, si abondant en Pologne, fournissait les matériaux.

Ordre était donné de fouiller les campagnes, pour y découvrir les blés, les pommes de terre, cachés sous terre par les habitants en fuite, de réunir les bestiaux dispersés, et de créer avec ce qu'on recueillerait des magasins, lesquels établis auprès de chaque corps, et régulièrement administrés, seraient ainsi garantis de tout gaspillage. Les corps qui n'étaient pas avantageusement pla-

cés, sous le rapport des ressources alimentaires, devaient recevoir de Varsovie des suppléments en grains, fourrages et viandes. Ce qu'on avait à leur envoyer, embarqué sur la Vistule, devait descendre le fleuve jusqu'au point le plus rapproché de chaque corps, y être débarqué ensuite, et transporté par les équipages de l'armée, ou par des charrois organisés dans le pays. Napoléon avait ordonné de solder en argent tous les services, soit à cause des Polonais, qu'il voulait ménager, soit à cause des habitants, qu'il espérait ramener par l'attrait du gain.

Il faut remarquer que chaque corps, tout en étant cantonné de manière à pouvoir se porter rapidement au lieu du danger, avait une base sur la Vistule ou sur la Narew, afin d'utiliser les transports par eau. Ainsi le maréchal Lannes avait à Varsovie, le maréchal Davoust à Pultusk, le maréchal Augereau à Wyszogrod, le maréchal Soult à Plock, le maréchal Ney à Thorn, le maréchal Bernadotte à Marienbourg et à Elbing, une base sur cette vaste ligne de navigation. C'est sur ces divers points que devaient se trouver leurs dépôts, leurs hôpitaux, leurs manutentions de vivres, leurs ateliers de réparation, parce que c'est là que pouvaient parvenir avec plus de facilité toutes les matières nécessaires à ces établissements.

On ne voit, dans les récits ordinaires de guerre, que les armées formées et prêtes à entrer en action; on n'imagine pas ce qu'il en coûte d'efforts pour faire arriver à son poste l'homme armé, équipé, nourri, instruit, et enfin guéri, s'il a été blessé ou malade. Toutes ces difficultés s'accroissent à mesure qu'on change de climat, ou qu'on s'éloigne du point de départ. La plupart des généraux ou des gouvernements négligent cette espèce de soins, et leurs armées fondent à vue d'œil. Ceux qui s'y appliquent avec constance et habileté réussissent seuls à conserver leurs troupes nombreuses et bien disposées. L'opération que nous décrivons est le plus admirable exemple de ce genre de difficultés, complètement vaincues et surmontées.

Napoléon voulut qu'après avoir choisi les lieux propres à chaque cantonnement, et réuni les denrées nécessaires, ou amené de Varsovie celles qui manquaient, on construisit des fours, on réparât les moulins détruits. Il exigea que lorsqu'on aurait assuré l'alimentation régulière des troupes, et qu'on serait parvenu à dépasser, dans la confection des vivres, la quantité indispensable à la consommation journalière, on formât un appro-

visionnement de réserve, en pain, biscuit, spiritueux, non pas au lieu où était fixé le dépôt, mais au lieu où était fixé le rassemblement de chaque corps d'armée, en cas d'attaque. On devine sans doute son motif : il désirait que, si une apparition subite de l'ennemi obligeait à prendre les armes, chaque corps eût de quoi vivre pendant sept ou huit jours de marche. Il ne lui fallait pas, en général, plus de temps pour accomplir une grande opération, et décider une campagne.

Avec l'argent des contributions perçues en Prusse, qu'on réunissait d'abord sur l'Oder, et qu'on transportait ensuite sur la Vistule au moyen des voitures de l'artillerie, il fit fournir le prêt exactement, et, de plus, il accorda des secours extraordinaires aux masses des régiments. On entend par masses les portions de la solde mises en commun, pour nourrir, vêtir, chauffer le soldat. C'était une manière d'ajouter à l'entretien des troupes, proportionnellement à la difficulté de vivre, ou à la consommation plus rapide des objets d'équipement.

Les premiers jours de cet établissement, au milieu des marécages et des forêts de la Pologne, et durant les rigueurs de l'hiver, furent pénibles. Si le froid eût été vif, le soldat, chauffé aux dépens des forêts de la Pologne, eût moins souffert de la gelée que de cette humidité pénétrante, qui détrempe le sol, rendait les arrivages presque impossibles, les fatigues du service plus grandes, attristait les yeux, amollissait les corps, abattait les courages. On ne pouvait pas, dans ce pays, avoir un plus mauvais hiver qu'un hiver pluvieux. La température variait sans cesse de la gelée au dégel, n'atteignant jamais plus d'un ou deux degrés de froid, et retombant bientôt vers la température humide et molle de l'automne. Aussi désirait-on le froid, comme dans les beaux climats on désire le soleil et la verdure du printemps.

Cependant, après quelques jours la situation devint meilleure. Les corps se logèrent dans les villages abandonnés ; les avant-gardes se construisirent des cabanes avec des branches de sapin. On trouva beaucoup de pommes de terre et assez de viande sur pied. Mais on était fatigué de pommes de terre, on soupirait après du pain. Peu à peu on découvrit dans les bois des grains cachés, et on les réunit en magasin. On en reçut aussi par la Vistule et la Narew, de ceux que l'industrie des juifs faisait descendre à Varsovie, à travers les cordons militaires de l'Autriche. Une adroite corruption, pratiquée par ces habiles

commerçants, avait endormi la vigilance des gardiens de la frontière autrichienne. Les fournitures bien payées, ou en sels pris dans les magasins prussiens, ou en argent comptant, s'exécutaient avec assez d'exactitude. Les fours, les moulins détruits se rétablissaient. Les magasins de réserve commençaient à s'organiser. Les vins nécessaires à la santé du soldat et à sa bonne humeur, tirés de toutes les villes du Nord, où le commerce les amène en abondance, et transportés par l'Oder, la Warta, la Netze, jusqu'à la Vistule, arrivaient aussi, quoique avec plus de difficulté. Tous les corps, à la vérité, ne jouissaient pas des mêmes avantages. Ceux des maréchaux Davoust et Soult, plus avancés vers la région boisée, et loin de la navigation de la Vistule, étaient les plus exposés aux privations. Les corps des maréchaux Lannes et Augereau, établis plus près du grand fleuve de la Pologne, avaient moins à souffrir. L'infatigable Ney s'était ouvert une source d'abondance par son industrie et sa hardiesse. Il était fort rapproché du pays allemand, qui était extrêmement riche, et de plus il s'était aventuré jusqu'aux bords de la Prégel. Il y faisait des expéditions hardies, mettant ses soldats en traîneau dès qu'il gelait et maraudant jusqu'aux portes de Königsberg, qu'il faillit même une fois suspendre et enlever.

Le corps de Bernadotte était très-bien placé pour vivre, sur la basse Vistule. Mais le voisinage des garnisons prussiennes de Graudenz, Dantzic, Elbing, l'incommodait fort, et l'empêchait de jouir autant qu'il l'aurait pu des ressources du pays.

Après plusieurs rencontres avec les Cosaques, on les avait obligés à laisser les cantonnements tranquilles. On s'était aperçu que la cavalerie légère suffisait pour se garder, et que la grosse cavalerie souffrait beaucoup dans les cantonnements avancés. Aussi, Napoléon, éclairé par une expérience de quelques jours, fit-il un changement à ses dispositions. Il ramena la grosse cavalerie vers la Vistule. Les cuirassiers du général d'Hautpoul furent cantonnés autour de Thorn ; les dragons de toutes les divisions, depuis Thorn jusqu'à Varsovie ; les cuirassiers du général Nansouty, en arrière de la Vistule, entre la Vistule et la Pilica. La cavalerie légère, renforcée de quelques brigades de dragons, resta aux avant-postes ; mais elle vint alternativement, deux régiments par deux régiments, se refaire sur la Vistule, où les fourrages abondaient. La division Gudin du corps de Davoust, la plus maltraitée de

toute l'armée, car elle avait pris part aux deux plus rudes actions de la guerre, Auerstædt et Pultusk, fut envoyée à Varsovie, pour s'y dédommager de ses fatigues et de ses combats.

Assurément, l'armée n'était pas, dans le fond de la Pologne, aussi bien entretenue qu'au camp de Boulogne, où tous les moyens de la France, et deux années de temps, avaient été consacrés à pourvoir à ses besoins. Mais elle avait le nécessaire, et quelquefois davantage. Napoléon, répondant au ministre Fouché, qui lui faisait part des bruits répandus par les malveillants sur les souffrances de nos soldats, lui écrivait :

« Il est vrai que les magasins de Varsovie « n'étant pas grandement approvisionnés, et « l'impossibilité d'y réunir en peu de temps « une grande quantité de grains, ont rendu les « vivres rares; mais il est aussi absurde de pen- « ser qu'on puisse manquer de blé, de vin, de « viande, de pommes de terre en Pologne, qu'il « l'était de dire qu'on en manquait en Égypte.

« J'ai à Varsovie une manutention qui me « donne 100,000 rations de biscuit par jour; « j'en ai une à Thorn; j'ai des magasins à Posen, « à Lowicz, sur toute la ligne; j'ai de quoi nour- « rir l'armée pendant plus d'un an. Vous de- « vez vous souvenir que lors de l'expédition « d'Égypte des lettres de l'armée disaient qu'on « y mourait de faim. Faites écrire des articles « dans ce sens. Il est tout simple qu'on ait pu « manquer de quelque chose au moment où l'on « poussait les Russes de Varsovie; mais les pro- « ductions du pays sont telles qu'il ne peut y avoir « de craintes... » (Varsovie, 18 janvier 1807.)

Il y avait cependant un assez grand nombre de malades, plus même que de coutume dans cette vaillante armée. Ils étaient atteints de fièvres et de douleurs, par suite des bivacs continuels, sous un ciel froid, sur une terre humide. Il était facile d'en juger par ce qui arrivait aux chefs eux-mêmes. Plusieurs des maréchaux, ceux en particulier qu'on appelait les *Italiens* et les *Égyptiens*, parce qu'ils avaient servi en Italie et en Égypte, se trouvaient gravement indisposés. Murat n'avait pu prendre part aux dernières opérations sur la Narew. Augereau, souffrant d'un rhumatisme, était obligé de se soustraire au contact d'un air froid et humide. Lannes, tombé malade à Varsovie, avait été obligé de se séparer du cinquième corps, qu'il ne pouvait plus commander.

Napoléon couronna les soins donnés à ses soldats par des soins non moins empressés pour

ses malades et ses blessés. Il avait fait préparer six mille lits à Varsovie; il en fit disposer un nombre tout aussi considérable à Thorn, à Posen et sur les derrières, entre la Vistule et l'Oder. On avait saisi à Berlin de la laine provenant des domaines de la couronne, de la toile à tente; on en fit des matelas pour les hôpitaux. Ayant à sa disposition la Silésie, que le prince Jérôme avait occupée, et qui abonde en toiles de toute espèce, Napoléon ordonna d'en acheter une grande quantité, et de la convertir en chemises. Il confia spécialement la direction des hôpitaux à M. Daru, et prescrivit une organisation toute particulière pour ces établissements. Il décida qu'il y aurait dans chaque hôpital un infirmier en chef, toujours pourvu d'argent comptant, chargé, sous sa responsabilité, de procurer aux malades ce dont ils auraient besoin, et surveillé par un prêtre catholique. Ce prêtre, en même temps qu'il exerçait le ministère spirituel, devait exercer aussi une sorte de vigilance paternelle, rendre des comptes à l'Empereur, et lui signaler la moindre négligence envers les malades, dont il était ainsi constitué le protecteur. Napoléon avait voulu que ce prêtre eût un traitement, et que chaque hôpital devint en quelque sorte une cure ambulante, à la suite de l'armée.

Tels étaient les soins infinis auxquels se livrait ce grand capitaine, que la haine des partis a représenté, le jour de sa chute, comme un conquérant barbare, poussant les hommes à la boucherie, sans s'inquiéter de les nourrir quand il les avait fait marcher, de les guérir quand il les avait fait mutiler, et ne se souciant pas plus d'eux que des animaux qui traînaient ses canons et ses bagages!

Après s'être occupé des hommes avec un zèle, qui n'en est pas moins noble pour être intéressé, car il ne manque pas de généraux, de souverains, qui laissent mourir de misère les soldats instruits de leur puissance et de leur gloire, Napoléon donna son attention aux ouvrages entrepris sur la Vistule, et à l'exacte arrivée de ses renforts, de manière qu'au printemps son armée pût se présenter à l'ennemi plus formidable que jamais. Il avait ordonné, comme on l'a vu, des ouvrages à Praga, voulant que Varsovie pût se soutenir seule, avec une simple garnison, dans le cas où il se porterait en avant. Après avoir tout examiné de ses yeux, il résolut la construction de huit redoutes, fermées à la gorge, avec escarpe et contrescarpe revêtues en bois (genre de

revêtement dont le siège de Dantzig fit bientôt apprécier la valeur), et enveloppant dans leur ensemble le vaste faubourg de Praga. Il voulut y ajouter un ouvrage qui, placé en arrière de ces huit redoutes, et en avant du pont de bateaux qui liait Varsovie avec Praga, servit à la fois de réduit à cette espèce de place forte et de tête de pont au pont de Varsovie. Il commanda à Okunin, où étaient jetés les ponts sur la Narew et sur l'Ukra, un ensemble d'ouvrages pour les couvrir, et en garantir la possession exclusive à l'armée française. Même chose fut prescrite au pont de Modlin, qu'on avait jeté au confluent de la Vistule et de la Narew, en se servant d'une île pour y asseoir les moyens de passage, et pour y construire un ouvrage défensif de la plus grande force. Ainsi, entre les trois points de Varsovie, d'Okunin, et de Modlin (voir la carte n° 58), où venaient se croiser tant et de si vastes cours d'eau, Napoléon s'assura tous les passages à lui-même, et les interdit tous aux Russes, de manière que ces grands obstacles naturels, convertis en facilités pour lui, en difficultés insurmontables pour l'ennemi, devinssent dans ses mains de puissants moyens de manœuvre, et pussent surtout être livrés à eux-mêmes, si le besoin de la guerre obligeait à s'élever au nord plus qu'on ne l'avait fait encore. Napoléon compléta ce système par un ouvrage du même genre à Sierock, au confluent de la Narew et du Bug. Avec les bois qui abondaient sur les lieux, avec l'argent comptant dont on disposait, on était certain d'avoir à la fois les matériaux, et les bras pour mettre ces matériaux en œuvre.

Napoléon avait tiré de Paris deux régiments d'infanterie, le 15^e léger et le 58^e de ligne, un régiment de fusiliers de la garde, et un régiment de la garde municipale. Il avait encore tiré un régiment de Brest, un de Saint-Lô, un de Boulogne. Ces sept régiments étaient en marche, ainsi que les régiments provisoires destinés à conduire les recrues des bataillons de dépôt aux bataillons de guerre. Deux d'entre eux, le 15^e léger et le 58^e, avaient devancé les autres, et rejoint le corps du maréchal Mortier, porté ainsi à huit régiments français, indépendamment des régiments hollandais ou italiens qui devaient en compléter l'effectif. Napoléon, profitant de ce renfort, qui dans le moment dépassait les besoins du huitième corps, car jusqu'ici aucune entreprise ne semblait menacer les rivages de la Baltique, en détacha les 2^e et 15^e légers, formant 4,000 hommes de bonne infanterie française.

Il leur adjoignit les Badois, les huit bataillons polonais levés à Posen, la légion du Nord, remplie d'anciens Polonais engagés depuis longtemps au service de France, les quatre beaux régiments de cuirassiers arrivés d'Italie, enfin deux des cinq régiments de cavalerie légère qui en arrivaient également, les 19^e et 25^e de chasseurs. Il composa avec ces troupes un nouveau corps d'armée, auquel il donna le titre de dixième corps, les Allemands qui étaient en Silésie sous le prince Jérôme ayant déjà reçu le titre de neuvième. Il confia le commandement de ce dixième corps au vieux maréchal Lefebvre, qu'il avait amené avec lui à la grande armée, et mis temporairement à la tête de l'infanterie de la garde. Il le chargea d'investir Colberg, et de commencer le siège de Dantzig. Cette dernière place avait une importance capitale, par rapport à la position qu'elle occupait sur le théâtre de la guerre. Elle commandait la basse Vistule, protégeait les arrivages de l'ennemi par mer, et contenait des ressources immenses, qui devaient mettre l'armée dans l'abondance, si on parvenait à s'en rendre maître. D'ailleurs, tant qu'elle n'était pas prise, un mouvement offensif de l'ennemi vers la mer, poussé au delà de la basse Vistule, pouvait nous obliger à quitter la haute Vistule et à rétrograder vers l'Oder. Napoléon était donc résolu à faire du siège de Dantzig la grande opération de l'hiver.

Napoléon, consacrant ainsi la mauvaise saison à prendre les places, voulait assiéger non-seulement celles de la basse Vistule, qui se trouvaient à sa gauche, mais celles aussi du haut Oder, qui se trouvaient à sa droite. Son frère Jérôme, secondé du général Vandamme, devait, comme on l'a vu, achever la soumission de la Silésie, par l'acquisition successive des forteresses de l'Oder. Ces forteresses, construites avec soin par le grand Frédéric, pour rendre définitive la précieuse conquête qui avait fait la gloire de son règne, présentaient de graves difficultés à surmonter, non-seulement par la grandeur et la beauté des ouvrages, mais par les garnisons qui étaient chargées de les défendre. La reddition de Magdebourg, de Custring, de Stettin, avait couvert de honte les commandants qui les avaient livrées, sous l'empire d'une démoralisation générale. Bientôt il s'était produit une réaction dans l'armée prussienne, d'abord si profondément découragée après Iéna. L'honneur indigné avait parlé au cœur de tous les militaires, et ils étaient déterminés à mourir honorablement, même sans

aucun espoir de vaincre. Le roi avait menacé de châtimens terribles les commandans qui rendraient les places confiées à leur garde, avant d'avoir fait tout ce qui constitue, d'après les règles de l'art, une défense honorable. Au surplus on commençait à comprendre que les villes fortes restées à la gauche et à la droite de Napoléon allaient acquérir une véritable importance, car elles étaient autant de points d'appui qui manquaient à sa marche audacieuse, et qui devaient seconder la résistance de ses ennemis. La résolution de les défendre énergiquement était donc bien arrêtée chez tous les commandans des garnisons prussiennes.

Le prince Jérôme n'avait auprès de lui que des Wurtembergeois et des Bavaois, et avec ces troupes auxiliaires un seul régiment français, le 15^e de ligne, plus quelques escadrons français de cavalerie légère. Ces auxiliaires allemands n'avaient pas encore acquis la valeur militaire qu'ils montrèrent depuis en plus d'une occasion. Mais le général Vandamme, commandant le neuvième corps sous le prince Jérôme, le général Montbrun, commandant la cavalerie, aidés d'un jeune état-major français plein d'ardeur, leur inspirèrent en peu de temps l'esprit qui animait alors notre armée, et qu'elle communiquait à toutes les troupes en contact avec elle. Vandamme, qui n'avait jamais dirigé de siège, et ne possédait aucune des connaissances de l'ingénieur, mais qui suppléait à tout par un heureux instinct de la guerre, avait entrepris de brusquer les places de la Silésie, bien qu'il sût que les gouverneurs de ces places étaient décidés à se bien défendre. Il voulut employer un moyen qui avait réussi à Magdebourg, celui d'intimider les habitans, pour les pousser à se rendre malgré les garnisons. Il commença par Glogau (voir la carte n^o 37), la place de Silésie la plus rapprochée du bas Oder, et des routes militaires que suivaient nos troupes. La garnison était peu nombreuse, et la démoralisation régnait encore dans ses rangs. Vandamme fit mettre en batterie plusieurs mortiers et bouches à feu de gros calibre, et, après quelques menaces suivies d'effet, amena la place à capituler le 2 décembre. On y découvrit de grandes ressources en artillerie et en approvisionnements de tout genre. Vandamme remonta ensuite l'Oder, et commença l'investissement de Breslau, située sur ce fleuve à vingt lieues au-dessus de Glogau.

C'est avec les Wurtembergeois qu'on avait enlevé Glogau. Ce n'était pas assez pour assiéger Breslau, capitale de la Silésie, ville de 60,000 âmes,

pourvue de 6,000 hommes de garnison, de nombreux et solides ouvrages, et d'un bon commandant. Le prince Jérôme, qui avait poussé jusqu'aux environs de Kalisch pendant que l'armée française faisait sa première entrée en Pologne, était revenu sur l'Oder depuis que Napoléon, solidement établi sur la Vistule, n'avait plus besoin de la présence du neuvième corps vers sa droite. Vandamme eut donc pour entreprendre le siège de Breslau les Wurtembergeois, deux divisions bavaoises, avec quelques artilleurs et ingénieurs français, plus enfin le 15^e de ligne. Exécuter le siège régulier d'une aussi vaste place lui paraissait long et difficile. En conséquence il tâcha comme à Glogau d'intimider la population. Il choisit dans un faubourg, celui de Saint-Nicolas, un emplacement pour y établir des batteries incendiaires. Un feu assez vif, dirigé sur l'intérieur de la ville, n'obtint pas le résultat proposé, grâce à la vigueur du commandant. Vandamme songea dès lors à une attaque plus sérieuse. Breslau avait pour principal moyen de défense une enceinte bastionnée, bordée d'un fossé profond, rempli des eaux de l'Oder. Mais les ingénieurs français s'aperçurent que cette enceinte n'était pas revêtue partout, et que sur certains points elle ne présentait qu'une escarpe en terre. Vandamme imagina de tenter l'assaut de l'enceinte, qui ne consistait pas dans un mur en maçonnerie, mais dans un simple talus gazonné, pouvait être escaladée par des soldats entreprenans. Il fallait auparavant franchir sur des radeaux le fossé que l'Oder inondait. Vandamme fit préparer ce qui était nécessaire pour cette entreprise audacieuse. Malheureusement les préparatifs furent découverts par l'ennemi, un clair de lune incommode brilla pendant la nuit de l'exécution, et par ces diverses causes la tentative échoua. Dans l'intervalle, le prince d'Anhalt-Pless, qui commandait la province, ayant réuni des détachemens de toutes les places, et suscité une levée de paysans, ce qui lui avait procuré un corps de 12,000 hommes, fit espérer à la garnison un secours extérieur. Il ne pouvait rien arriver de plus heureux aux assiégés que d'avoir à résoudre en rare campagne la question de la prise de Breslau. Vandamme courut au-devant du prince d'Anhalt avec les Bavaois et le 15^e de ligne français, le battit deux fois, le jeta dans une déroute complète, et reparut devant la place, privée désormais de toute espérance de secours. En même temps une forte gelée étant survenue, il résolut de passer les fossés sur la glace, et d'escalader ensuite les

ouvrages en terre. Le commandant, se voyant exposé à une prise d'assaut, danger effrayant pour une ville riche et populeuse, consentit à parlementer, et rendit la place le 7 janvier, après un mois de résistance, aux conditions de Magdebourg, de Custrin et des autres forteresses de la Prusse.

Cette conquête était non-seulement brillante, mais singulièrement utile par les ressources qu'elle procurait à l'armée française, par l'empire surtout qu'elle nous assurait sur la Silésie, la plus riche province de la Prusse, et l'une des plus riches de l'Europe. Napoléon en félicita Vandamme, et après Vandamme son frère Jérôme, qui avait montré l'intelligence d'un bon officier et le courage d'un brave soldat.

Quelques jours après, le neuvième corps fit encore la conquête de Brieg, placée au-dessus de Breslau sur l'Oder. Tout le centre de la Silésie étant conquis, il restait à prendre Schweidnitz, Glatz, Neisse, qui ferment les portes de la Silésie du côté de la Bohême. (Voir la carte n° 56.) Napoléon ordonna de les assiéger les uns après les autres, et se décida, en ce qui le concernait, à un acte rigoureux, conforme d'ailleurs au droit de la guerre, c'était de les détruire. En conséquence il prescrivit de faire sauter les ouvrages de celles qui étaient déjà en son pouvoir. Il avait pour agir ainsi une double raison, l'une du moment, l'autre d'avenir. Dans le moment il ne voulait pas disséminer ses troupes en multipliant autour de lui les postes à garder; dans l'avenir, ne comptant plus sur la Prusse comme sur une alliée, s'apercevant tous les jours qu'il ne fallait pas se flatter de ramener l'Autriche, il n'avait plus rien à espérer que de la mésintelligence qui avait toujours divisé ces deux cours. La Silésie, démantelée du côté de l'Autriche, devait devenir pour la Prusse un objet d'inquiétude, une occasion de dépenses, une cause d'affaiblissement.

Ainsi sur les derrières de l'armée, à gauche comme à droite, le progrès visible de nos opérations attestait que l'ennemi ne pouvait pas les troubler, puisqu'il les laissait accomplir. Seulement quelques partisans sortis des places de Colberg et de Dantzic, recrutés par des prisonniers prussiens qui s'étaient échappés, infestaient les routes. Divers détachements furent employés à les poursuivre. Un léger accident, qui n'eut rien de grave, inspira toutefois un instant de crainte pour la tranquillité de l'Allemagne. La Hesse, dont on venait de détrôner le souverain,

de détruire les places, de dissoudre l'armée, était naturellement la plus mal disposée des provinces de l'Allemagne envers les Français. Trente mille hommes licenciés, oisifs, privés de solde et de moyens de vivre, étaient, quoique désarmés, un levain dangereux que la prudence conseillait de ne pas laisser dans le pays. On avait imaginé d'enrôler une partie d'entre eux, sans dire où on les ferait servir. L'intention était de les employer à Naples. Le secret ayant été divulgué par quelques indiscretions commises à Mayence, le rassemblement des enrôlés s'insurgea, en disant qu'on voulait envoyer les Hessois périr dans les Calabres. Le général Lagrange, qui commandait en Hesse, n'avait que fort peu de troupes à sa disposition. Les insurgés désarmèrent un détachement français, et menacèrent de soulever la Hesse tout entière. Mais la prévoyance de Napoléon avait fourni d'avance les moyens de parer à cet événement fâcheux. Des régiments provisoires partis du Rhin, un régiment italien en marche vers le corps du maréchal Mortier, les fusiliers de la garde tirés de Paris, et un des régiments de chasseurs venant d'Italie, n'étaient pas loin. On les dirigea en toute hâte vers Cassel, et l'insurrection fut immédiatement comprimée.

L'immense pays qui s'étend du Rhin à la Vistule, des montagnes de la Bohême à la mer du Nord, était donc soumis. Les places se rendaient l'une après l'autre à nos troupes, et nos renforts le traversaient paisiblement, en y exerçant la police, tandis qu'ils marchaient vers le théâtre de la guerre, pour recruter la grande armée.

Cependant le général russe Benningsen avait mis une telle audace à se dire victorieux, que le roi de Prusse à Königsberg, l'empereur Alexandre à Pétersbourg, avaient reçu et accepté des félicitations. Et bien que les résultats matériels, tels que la retraite des Russes sur la Prégel, notre tranquille établissement sur la Vistule, les sièges entrepris et terminés sur l'Oder, dussent répondre à toutes les forfanteries d'un ennemi qui se croyait victorieux, quand il n'avait pas essuyé un désastre aussi complet que celui d'Austerlitz ou d'Iéna, on affecta néanmoins de montrer une certaine joie. Cette joie éclata surtout à Vienne, et dans le sein de la cour impériale. Empereur, archiducs, ministres, grands seigneurs, se félicitèrent également. Rien n'était plus naturel et plus légitime. Il n'y avait à redire qu'au langage tenu par le cabinet de Vienne dans ses communications les plus récentes avec Napoléon, langage qui

dépassait peut-être la limite de la dissimulation permise en pareil cas. Du reste l'erreur qui causait la joie de nos ennemis ne fut pas de longue durée. M. de Lucchesini, qui avait quitté la cour de Prusse en même temps que M. d'Haugwitz, traversait alors Vienne, pour se rendre à Lucques sa patrie. Il n'avait plus d'illusion pour lui-même, il n'avait plus d'intérêt à faire illusion aux autres, et en conséquence il dit la vérité sur les rencontres sanglantes dont la Vistule venait d'être le théâtre. Les boues de la Pologne avaient paralysé, disait-il, vaincus et vainqueurs, et permis aux Russes de se soustraire à la poursuite des Français. Mais les Russes, battus à outrance partout, n'avaient aucune chance de tenir tête aux redoutables soldats de Napoléon. On devait s'attendre qu'au printemps, peut-être même à la première gelée, celui-ci ferait une irruption sur la Prégel ou le Niémen, et terminerait la guerre par un acte éclatant. L'armée française, ajoutait M. de Lucchesini, n'était ni démoralisée, ni privée de ressources, ainsi qu'on le prétendait; elle vivait bien, s'accommodait du climat humide et froid de la Pologne, tout comme elle s'était accommodée jadis du climat sec et brûlant de l'Égypte; elle avait enfin une foi aveugle dans le génie et la fortune de son chef.

Ces nouvelles d'un observateur calme et désintéressé abattirent les fausses joies des Autrichiens. La cour de Vienne, tant pour rassurer Napoléon par une démarche amicale, que pour avoir au quartier général français un informateur exact, demanda l'autorisation d'envoyer à Varsovie M. le baron de Vincent. Les ministres des cours étrangères, qui avaient voulu suivre M. de Talleyrand à Berlin, quelques-uns même à Varsovie, avaient été poliment éconduits, comme témoins incommodes et souvent fort médisants. On consentit toutefois à recevoir M. de Vincent, par ménagement pour l'Autriche, et pour lui fournir aussi un moyen direct d'être instruite de la vérité, qu'on avait plutôt intérêt à lui faire connaître qu'à lui cacher. M. de Vincent arriva vers la fin de janvier à Varsovie.

Tandis que Napoléon employait le mois de janvier 1807, soit à consolider sa position sur la Vistule et sur l'Oder, soit à grossir son armée de renforts venus de France et d'Italie, soit enfin à soulever l'Orient contre la Russie, se tenant prêt à faire face à toute attaque immédiate, mais n'y croyant guère, les Russes lui en préparaient une, et des plus redoutables, malgré les rigueurs de la saison. Après l'affaire de Pultusk, le général

Benningsen battu, quoi qu'il en eût dit, car on ne se retire pas en toute hâte lorsqu'on est victorieux, avait passé la Narew, et se trouvait dans le pays de landes, de marécages et de bois, qui s'étend entre la Narew et le Bug. Il y avait recueilli deux divisions du général Buxhoevden, fort inutilement laissées par celui-ci à Popowo, sur le Bug, pendant les derniers engagements. Il remonta la Narew avec ces deux divisions, et celles de son armée qui avaient combattu à Pultusk. Dans ce même moment, les deux demi-divisions du général Benningsen qui n'avaient pu le rejoindre, ralliées aux deux divisions du général Buxhoevden qui étaient à Golymin et à Makow, restaient sur l'autre rive de la Narew, dont les ponts venaient d'être emportés par les glaces. Les deux portions de l'armée russe, réduites ainsi à l'impossibilité de communiquer entre elles, remontaient les rives de la Narew, faciles à détruire isolément, si on avait pu être informé de leur situation, et si de plus l'état des chemins avait permis de les atteindre. Mais on ne parvient pas à tout savoir à la guerre. Le plus habile des généraux est celui qui, à force d'application et de sagacité, arrive à ignorer un peu moins que de coutume les projets de l'ennemi. En toute autre circonstance, Napoléon, avec son activité prodigieuse, avec son art de profiter de la victoire, aurait bientôt découvert la périlleuse situation de l'armée russe, et aurait infailliblement détruit la portion qu'il se serait attaché à poursuivre. Mais, plongé dans les boues, privé d'artillerie et de pain, il s'était vu réduit à une complète immobilité. Ayant mené d'ailleurs ses soldats à l'extrémité de l'Europe, il avait considéré comme une sorte de cruauté de mettre leur dévouement à de plus longues épreuves.

Le général Benningsen et le général Buxhoevden tentèrent quelques efforts pour se rejoindre, mais les ponts, plusieurs fois rétablis, furent toujours rompus, et ils se virent obligés de remonter la Narew lentement, vivant comme ils pouvaient, et tâchant de gagner les lieux où une jonction deviendrait praticable. Toutefois ils réussirent à se rencontrer personnellement, et ils eurent une entrevue à Novogorod. Quoique peu disposés à s'entendre, ils convinrent d'un plan, qui n'allait à rien moins qu'à continuer les hostilités, malgré l'état du pays et de la saison. Le général Benningsen, qui, à force de se dire victorieux à Pultusk, avait fini par le croire, voulait absolument reprendre l'offensive, et par son influence on décida la continuation immé-

diate des opérations militaires, en suivant une marche tout autre que celle qui avait été d'abord adoptée. Au lieu de longer la Narew et ses affluents, et de s'adosser ainsi au pays boisé, ce qui fixait le point d'attaque sur Varsovie, on résolut de faire un grand circuit, de tourner par un mouvement en arrière la vaste masse des forêts, de traverser ensuite la ligne des lacs, et de se porter vers la région maritime par Braunsberg, Elbing, Marienbourg et Dantzig. On était assuré de vivre en opérant de ce côté, grâce à la richesse du sol le long du littoral. On se flattait en outre de surprendre l'extrême gauche des cantonnements français, d'enlever peut-être le maréchal Bernadotte établi sur la basse Vistule, de passer facilement ce fleuve sur lequel on avait conservé plusieurs appuis, et, en se portant au delà de Dantzig, de faire tomber d'un seul coup la position de Napoléon en avant de Varsovie.

Si l'on jette en effet les yeux sur la ligne que décrivent la Vistule et l'Oder pour se rendre dans la Baltique (voir la carte n° 37), on remarquera qu'ils courent d'abord au nord-ouest, la Vistule jusqu'aux environs de Thorn, l'Oder jusqu'aux environs de Custrin, et qu'ils se redressent ensuite brusquement, pour couler au nord-est, formant ainsi un coude marqué, la Vistule vers Thorn, l'Oder vers Custrin. Il résulte de cette direction, surtout en ce qui concerne la Vistule, que le corps russe qui passait ce fleuve entre Graudenz et Thorn se trouvait beaucoup plus près de Posen, base de nos opérations en Pologne, que l'armée française campée à Varsovie. La différence était presque de moitié. C'était donc en soi un projet bien conçu, que de franchir la Vistule entre Thorn et Marienbourg, sauf la bonne exécution, de laquelle dépend toujours le sort des plans les meilleurs. Nous avons effectivement déjà démontré plus d'une fois que sans la précision dans les calculs de distance et de temps, sans la promptitude dans les marches, la vigueur dans les rencontres, la fermeté à poursuivre une pensée jusqu'à son entier accomplissement, toute manœuvre hardie devient aussi funeste qu'elle aurait pu être heureuse. Et ici, en particulier, si on échouait, on était débordé par Napoléon, séparé de Königsberg, acculé à la mer, et exposé à un vrai désastre, car, pour répéter une autre vérité déjà exprimée ailleurs, on court, dans

toute grande combinaison, autant de péril qu'on en fait courir à son adversaire.

Les deux généraux russes étaient à peine d'accord sur le plan à suivre, qu'une résolution prise à Saint-Pétersbourg, en conséquence des faux récits du général Benningsen, lui conférait l'ordre de Saint-George, le nommait général en chef, le débarrassait de la suprématie militaire du vicieux Kamenski, et de la rivalité du général Buxhoevden. Ces deux derniers étaient par la même résolution rappelés de l'armée.

Le général Benningsen, resté seul à la tête des troupes russes, persista naturellement dans un plan qui était le sien, et se hâta de le mettre à exécution. Il remonta la Narew jusqu'à Tykoczyn, passa le Bober près de Goniondz, à l'endroit même où Charles XII l'avait franchi un siècle auparavant, et vint traverser la ligne des lacs, près du lac Spirding, par Arys, Rhein, Rastenburg et Bischoffstein. Le nom des lieux indique qu'il avait atteint le pays allemand, c'est-à-dire la Prusse orientale. Le 22 janvier, un mois après les dernières actions de Pultusk, de Golymin et de Soldau, il arrivait à Heilsberg sur l'Alle. Ce n'est pas ainsi qu'il faut marcher pour surprendre un ennemi vigilant. Cependant, caché par cet impénétrable rideau de forêts et de lacs qui séparait les deux armées, le mouvement des Russes était demeuré entièrement inaperçu des Français.

A cette époque, le général Essen avait enfin amené les deux divisions de réserve, annoncées depuis longtemps, ce qui portait le nombre total des divisions de l'armée russe à dix, indépendamment du corps prussien du général Lestocq. Ces deux nouvelles divisions, composées de recrues, furent destinées à garder, outre le Bug et la Narew, la position qu'avaient occupée antérieurement les deux divisions du général Buxhoevden, restées étrangères aux opérations du mois de décembre. La division Sedmaratzki fut postée à Goniondz, sur le Bober, pour veiller sur la ligne des lacs, maintenir les communications avec le corps du général Essen, et donner des ombrages aux Français sur leur droite. De dix divisions le général Benningsen n'en conservait donc que sept, pour les porter sur le littoral et la basse Vistule. Après les pertes faites en décembre, elles pouvaient représenter une force de 80,000 hommes, et de 90,000¹ au moins avec le corps prussien de Lestocq.

¹ C'est l'assertion du narrateur Plotko lui-même, qui, pour faire ressortir le mérite de l'armée russe, rabaisse celui de son gouvernement, en s'attachant toujours à réduire le chiffre des

forces employées. Il était étrange, en effet, de ne pouvoir pas, sur sa propre frontière, présenter à un ennemi qui venait de si loin plus de 90,000 hommes capables de combattre.

Nous avons déjà fait remarquer que les eaux des lacs s'écoulaient, les unes en dedans du pays, par l'Omulew, l'Orezye, l'Ukra, dans la Narew et la Vistule, les autres en dehors par de petites rivières se rendant directement à la mer, et dont la principale est la Passarge, qui tombe perpendiculairement dans le Frische-Haff. Les corps français répandus, à droite sur la Narew et ses affluents, à gauche sur la Passarge, couvraient la ligne de la Vistule, de Varsovie à Elbing. Les maréchaux Lannes et Davoust avaient leurs cantonnements, comme nous l'avons dit, le long de la Narew, depuis son embouchure dans la Vistule jusqu'à Pultusk et au-dessus, formant la droite de l'armée française et couvrant Varsovie. Le corps du maréchal Soult était établi entre l'Omulew et l'Orezye, d'Ostrolenka à Willenberg et Chorzellen, donnant la main d'un côté aux troupes du maréchal Davoust, de l'autre à celles du maréchal Ney, et formant ainsi le centre de l'armée française. Le maréchal Ney, porté plus en avant, à Hohenstein sur la haute Passarge, se liait avec la position du maréchal Soult aux sources de l'Omulew, et avec celle du maréchal Bernadotte derrière la Passarge. Ce dernier, protégé par la Passarge, occupant Osterode, Mohrungeu, Preuss-Holland, Elbing, formait la gauche de l'armée française vers le Frische-Haff, et couvrait la basse Vistule ainsi que Dantzig.

Le maréchal Ney, qui avait la position la plus avancée, ajoutait encore aux distances qui le séparaient du gros de l'armée par la hardiesse de ses excursions. Dès que la gelée commençait à rendre au sol quelque consistance, il embarquait sur des traîneaux ses troupes légères, et courait jusqu'aux environs de Königsberg chercher des vivres pour ses soldats. Il avait fait de la sorte quelques captures heureuses, qui avaient singulièrement contribué au bien-être de son corps d'armée. L'Alle, dont il parcourait les bords (voir les cartes n^{os} 57 et 58), a ses sources près de celles de la Passarge, dans un groupe de lacs entre Hohenstein et Allenstein, puis s'en sépare à angle droit, et tandis que la Passarge coule à gauche vers la mer (ou Frische-Haff), elle coule tout droit vers la Prégel, de manière que l'Alle et la Passarge, la Prégel et la mer, présentent pour ainsi dire les quatre côtés d'un carré long. Le maréchal Ney, placé à Hohenstein, au sommet de l'angle que décrivent la Passarge et l'Alle avant de se séparer, ayant à sa droite en arrière les cantonnements du maréchal Soult, à sa gauche en arrière ceux du maréchal Bernadotte,

descendant et remontant tour à tour le cours de l'Alle dans ses courses jusqu'à la Prégel, ne pouvait manquer de rencontrer l'armée russe en mouvement.

Napoléon, craignant qu'il ne se compromît, l'avait réprimandé plusieurs fois. Mais le hardi maréchal, persistant à courir plus loin qu'il n'en avait l'autorisation, rencontra l'armée russe qui avait passé l'Alle, et qui allait franchir la Passarge aux environs de Deppen. Elle s'avancait en deux colonnes. Celle des deux qui devait franchir la Passarge à Deppen était chargée de faire une percée vers Liebstadt, pour s'approcher de la basse Vistule et surprendre les cantonnements du maréchal Bernadotte.

Le maréchal Ney, dont l'indocile témérité avait eu du moins pour avantage de nous avertir à temps (avantage qui ne doit point encourager à la désobéissance, car elle a rarement des effets aussi heureux), le maréchal Ney se hâta de se replier lui-même, de prévenir le maréchal Bernadotte à sa gauche, le maréchal Soult à sa droite, du danger qui les menaçait, et d'envoyer au quartier général à Varsovie la nouvelle de la soudaine apparition de l'ennemi. Il prit à Hohenstein un poste bien choisi, duquel il pouvait se porter soit au secours des cantonnements du maréchal Soult sur l'Omulew, soit au secours des cantonnements du maréchal Bernadotte derrière la Passarge. (Voir la carte n^o 58.) Il indiqua à celui-ci la position d'Osterode, belle position sur des plateaux, derrière des bois et des lacs, où le premier et le sixième corps réunis étaient en mesure de présenter environ trente et quelques mille hommes aux Russes, dans un site presque inexpugnable.

Mais les troupes du maréchal Bernadotte répandues jusqu'à Elbing, près du Frische-Haff, avaient de grandes distances à franchir pour se rallier, et si le général Benningsen eût marché rapidement, il aurait pu les surprendre et les détruire, avant que leur concentration fût opérée. Le maréchal Bernadotte expédia aux troupes de sa droite l'ordre de se porter directement sur Osterode, et aux troupes de sa gauche l'ordre de se réunir au point commun de Mohrungeu, qui est sur la route d'Osterode, un peu en arrière de Liebstadt, c'est-à-dire très-près des avant-gardes russes. Le danger était pressant, car la veille, l'avant-garde ennemie avait fort maltraité un détachement français laissé à Liebstadt. Le général Markof, avec 13,000 ou 16,000 hommes environ, formait la tête de la colonne russe de droite.

Il était le 25 janvier, dans la matinée, à Pfarrrers-Feldchen, ayant trois bataillons dans ce village, et en arrière une forte masse d'infanterie et de cavalerie. Le maréchal Bernadotte arriva en cet endroit, peu distant de Mohrungen, vers midi, avec des troupes qui, parties dans la nuit, avaient déjà fait dix ou douze lieues. Il arrêta ses dispositions sur-le-champ, et jeta un bataillon du 9^e léger dans le village de Pfarrrers-Feldchen, pour enlever à l'ennemi ce premier point d'appui. Ce brave bataillon y entra baïonnette baissée sous une vive fusillade des Russes, et soutint dans l'intérieur du village un combat acharné. Au milieu de la mêlée on lui prit son aigle, mais il la reprit bientôt. D'autres bataillons russes étant venus se joindre à ceux qu'il combattait, le maréchal Bernadotte envoya à son secours deux bataillons français, qui après une lutte d'une extrême violence restèrent maîtres de Pfarrrers-Feldchen. Au delà se voyait sur un terrain élevé le gros de la colonne ennemie, appuyée d'un côté à des bois, de l'autre à des lacs, et protégée sur son front par une nombreuse artillerie. Le maréchal Bernadotte, après avoir formé en ligne de bataille le 8^e, le 94^e de ligne, et le 27^e léger, marcha droit à la position des Russes sous le feu le plus meurtrier. Il l'aborda franchement; les Russes la défendirent avec opiniâtreté. La fortune voulut que le général Dupont, arrivant des bords du Frische-Haff, par la route de Preuss-Holland, se montrât avec le 52^e et le 96^e, à travers le village de Georgenthal, sur la droite des Russes. Ceux-ci, ne pouvant tenir à cette double attaque, abandonnèrent le champ de bataille, couvert de cadavres. Ce combat leur coûta 1,300 à 1,600 hommes tués ou pris. Il coûta aux Français environ 600 à 700 morts ou blessés. La dispersion des troupes et la grande quantité de malades avaient été cause que le maréchal Bernadotte n'avait pu réunir à Mohrungen plus de 8,000 à 9,000 soldats, pour en combattre 13,000 à 16,000.

Cette première rencontre eut pour résultat d'inspirer aux Russes une circonspection extrême, et de donner aux troupes du maréchal Bernadotte le temps de se rassembler à Osterode, position dans laquelle, jointes à celles du maréchal Ney, elles n'avaient plus rien à craindre. Les 26 et 27 janvier, en effet, le maréchal Bernadotte, rendu à Osterode, se serra contre le maréchal Ney, attendant de pied ferme les entreprises ultérieures de l'ennemi. Le général Benningsen, soit qu'il fût surpris de la résistance opposée à sa marche, soit qu'il voulût concentrer son armée,

la réunit tout entière à Liebstadt, et s'y arrêta.

C'est le 26 et le 27 janvier que Napoléon, successivement informé, par des avis partis de divers points, du mouvement des Russes, fut complètement fixé sur leurs intentions. Il avait cru d'abord que c'étaient les courses du maréchal Ney qui lui valaient des représailles, et au premier instant il en avait ressenti et exprimé un mécontentement fort vif. Mais bientôt il fut éclairé sur la cause réelle de l'apparition des Russes, et ne put méconnaître de leur part une entreprise sérieuse, ayant un tout autre but que celui de disputer des cantonnements.

Quoique cette nouvelle campagne d'hiver interrompît le repos dont ses troupes avaient besoin, il passa promptement du regret à la satisfaction, surtout en considérant le nouvel état de la température. Le froid était devenu rigoureux. Les grandes rivières n'étaient pas encore gelées, mais les eaux stagnantes l'étaient entièrement, et la Pologne offrait une vaste plaine glacée, dans laquelle les canons, les chevaux, les hommes ne couraient plus le danger de s'embourber. Napoléon, recouvrant la liberté de manœuvrer, en conçut l'espérance de terminer la guerre par un coup d'éclat.

Son plan fut arrêté à l'instant même, et conformément à la nouvelle direction prise par l'ennemi. Lorsque les Russes menaçant Varsovie suivaient les bords de la Narew, il avait songé à déboucher par Thorn avec sa gauche renforcée, afin de les séparer des Prussiens, et de les jeter dans le chaos de bois et de marécages que présente l'intérieur du pays. Cette fois au contraire, les voyant décidés à longer le littoral pour passer la basse Vistule, il dut adopter la marche opposée, c'est-à-dire remonter lui-même la Narew qu'ils abandonnaient, et, s'élevant assez haut pour les déborder, se rabattre brusquement sur eux, afin de les pousser à la mer. Cette manœuvre, en cas de succès, était décisive; car si, dans le premier plan, les Russes refoulés vers l'intérieur de la Pologne étaient exposés à une situation difficile et dangereuse, dans le second, acculés à la mer, ils se trouvaient, comme les Prussiens à Prenzlau ou à Lubeck, réduits à capituler.

En conséquence, Napoléon résolut de rassembler toute son armée sur le corps du maréchal Soult, en prenant ce corps pour centre de ses mouvements. Pendant que le maréchal Soult, réunissant ses divisions sur celle de gauche, marcherait par Willenberg sur Passenheim et Allenstein, le maréchal Davoust, formant l'ex-

trême droite de l'armée, devait se rendre au même endroit par Pultusk, Myszniec, Ortelsbourg; le maréchal Augereau, formant l'arrière-garde, devait y venir de Plonsk par Neidenbourg et Hohenstein; le maréchal Ney, formant la gauche, devait y venir d'Osterode. C'est à ce bourg d'Allenstein, adopté par Napoléon comme point commun de ralliement, que la Passarge et l'Alle, rapprochées un moment, commencent à se séparer. Une fois arrivés sur ce point, si les Russes persistaient à franchir la Passarge, nous étions déjà sur leur flanc, et très-près de les avoir débordés. C'était donc à ce bourg d'Allenstein qu'il importait d'amener à temps les quatre corps des maréchaux Davoust, Soult, Augereau et Ney.

Murat était à peine remis de son indisposition, mais son ardeur suppléant à ses forces, il monta le jour même à cheval, et après avoir reçu les instructions verbales de l'Empereur, il rassembla immédiatement la cavalerie légère et les dragons, pour les porter en tête du maréchal Soult. La grosse cavalerie cantonnée sur la Vistule, vers Thorn, dut le rejoindre le plus promptement possible.

Napoléon, averti de la présence du général Essen entre le Bug et la Narew, consentit à se passer du corps du maréchal Lannes, qui était le cinquième, et lui ordonna de se placer à Sirock, pour faire face aux deux divisions russes postées de ce côté, et tomber sur elles au premier mouvement qu'elles essaieraient sur Varsovie. Le maréchal Lannes étant absolument incapable de prendre le commandement du cinquième corps, à cause de l'état de sa santé, Napoléon le remplaça par son aide de camp Savary, dans l'intelligence et la résolution duquel il avait une entière confiance.

Il dirigea sa garde à pied et à cheval sur les derrières du maréchal Soult, et quant à la réserve des grenadiers et voltigeurs qui avait pris ses quartiers en arrière de la Vistule, entre Varsovie et Posen, il s'en priva cette fois, pour lui faire occuper les environs d'Ostrolenka, et en former un échelon intermédiaire entre la grande armée et le cinquième corps laissé sur la Narew. Cette réserve était chargée de secourir le cinquième corps, si les divisions du général Essen menaçaient Varsovie; dans le cas contraire elle devait rejoindre le quartier général.

Ces dispositions arrêtées vers sa droite, Napoléon prit vers sa gauche des précautions plus profondément calculées encore, et qui montraient quelle vaste portée il espérait donner à son mou-

vement. Il prescrivait au maréchal Bernadotte, qui était à Osterode, de rétrograder lentement sur la Vistule, au besoin même de se replier jusqu'à Thorn, pour y attirer l'ennemi, puis de se dérober en se couvrant d'une avant-garde comme d'un rideau, et de venir, par une marche forcée, se lier à la gauche de la grande armée, afin de rendre plus décisive la manœuvre par laquelle on voulait acculer les Russes à la mer et à la basse Vistule.

Cependant Napoléon ne s'en tint pas à ces soins. Craignant que les Russes, si on parvenait à les tourner, n'imitassent l'exemple du général Blucher, qui, séparé de Stettin, avait couru à Lubeck, et qu'ils ne se portassent de la Vistule à l'Oder, il pourvut à ce péril au moyen d'un habile emploi du dixième corps. Ce corps, destiné à faire sous le maréchal Lefebvre le siège de Dantzig, n'était pas encore réuni tout entier. Le maréchal Lefebvre n'avait que le 15^e de ligne, le 2^e léger, les cuirassiers du général d'Espagne, et les huit bataillons polonais de Posen. Napoléon lui ordonna de rester avec ces troupes le long de la Vistule, et au-dessus de Graudenz. Les fusiliers de la garde, le régiment de la garde municipale de Paris, la légion du Nord, deux des cinq régiments de chasseurs d'Italie déjà rendus en Allemagne, enfin les Badois, devaient se réunir à Stettin, sous le général Ménard, et, s'élevant vers Posen, tâcher de se joindre au maréchal Lefebvre, qui viendrait à eux ou les laisserait venir à lui, selon les événements, de manière à tomber tous ensemble sur le corps russe qui voudrait aller de la Vistule à l'Oder. Enfin le maréchal Mortier avait ordre de quitter le blocus de Stralsund, d'y placer dans de bonnes lignes de circonvallation les troupes indispensables au blocus, puis de se joindre avec les autres au rassemblement du général Ménard, et d'en prendre la direction, si ce rassemblement, au lieu de s'élever jusqu'à la Vistule pour renforcer le maréchal Lefebvre, était, par les circonstances de la poursuite, ramené vers l'Oder.

Napoléon laissa Duroc à Varsovie, pour y avoir un homme de confiance. Le prince Poniatowski avait organisé quelques bataillons polonais. Ceux qui étaient les plus avancés dans leur organisation durent, avec les régiments provisoires arrivant de France, garder, sous les ordres du général Lemarrois, les ouvrages de Praga. Napoléon fit partir de Varsovie, chargés de biscuit et de pain, tous les équipages dont il pouvait disposer, espérant que la gelée facilitant les transports,

ses soldats ne manqueraient de rien. En vertu de ces ordres, émis les 27, 28 et 29 janvier, l'armée devait être réunie à Allenstein le 3 ou le 4 février. Il faut remarquer que les renforts, amenés avec tant de prévoyance de France et d'Italie, étaient encore en marche; que le 2^e léger, le 13^e de ligne, les quatre régiments de cuirassiers empruntés à l'armée de Naples, étaient seuls arrivés sur la Vistule; que les autres corps n'avaient pas atteint la ligne de l'Elbe; que Napoléon avait à peine reçu les premiers détachements de recrues tirés des dépôts au lendemain de la bataille d'Iéna, ce qui lui avait procuré une douzaine de mille hommes tout au plus, et ce qui était fort insuffisant pour remplir les vides produits soit par le feu soit par les maladies de la saison; que la plupart des corps se trouvaient réduits d'un tiers ou d'un quart; que ceux de Lannes, Davoust, Soult, Augereau, Ney, Bernadotte, en y ajoutant la garde, les grenadiers Oudinot, la cavalerie de Murat, ne formaient pas plus de cent et quelques mille hommes¹; et que laissant Lannes et Oudinot sur sa droite, n'ayant qu'une chance fort incertaine d'amener Bernadotte vers sa gauche, il devait lui rester 73,000 hommes tout au plus, pour livrer bataille au général Benningsen, qui en avait 90,000 avec les Prussiens.

Malgré cette infériorité numérique, Napoléon, comptant sur ses soldats et sur les routes, qui semblaient permettre les concentrations rapides, entra en campagne, le cœur plein d'espérance. Il écrivit à l'archichancelier Cambacérès et à M. de Talleyrand, qu'il avait levé ses cantonnements, *pour profiter d'une belle gelée et d'un beau temps*; que les chemins étaient superbes; qu'il ne fallait rien dire à l'impératrice, *pour ne pas lui causer d'inquiétudes inutiles*, mais qu'il était en plein mouvement, et qu'il en coûterait cher aux Russes, s'ils ne se ravisaient pas.

Parti le 30 de Varsovie, Napoléon était le 30 au soir à Prasnitz, et le 31 à Willenberg. Murat, l'ayant devancé, avait réuni en toute hâte ses régiments de cavalerie, sauf les cuirassiers

dispersés le long de la Vistule, et formait l'avant-garde du maréchal Soult, déjà concentré sur Willenberg. (Voir la carte n^o 58.) Le maréchal Davoust avait exécuté des marches forcées pour se rendre à Myszniec, le maréchal Augereau pour se rendre à Neidenbourg. Pendant ce temps, le maréchal Ney avait rassemblé ses divisions à Hohenstein, prêt à se porter en avant dès que le gros de l'armée aurait dépassé sa droite. Le maréchal Bernadotte, rétrogradant lentement, était venu s'établir en arrière de la gauche de Ney, à Loebau, puis à Strasbourg, et enfin aux environs de Thorn. Jusqu'ici tout se passait à souhait. L'ennemi avait, par sa colonne de droite, suivi pas à pas le mouvement du maréchal Bernadotte, et par celle de gauche, s'était à peine avancé vers Allenstein. Une inconcevable inaction le retenait depuis quelques jours dans cette position. Le général Benningsen, plein de hardiesse quand il avait fallu projeter une grande manœuvre sur la basse Vistule, hésitait maintenant qu'il s'agissait de s'engager dans cette manœuvre audacieuse, qui était fort au-dessus de ses facultés et de celles de son armée. Il faut, pour se hasarder dans de telles entreprises, la confiance qu'inspire l'habitude de la victoire, et de plus l'expérience des diverses péripéties à travers lesquelles on est condamné à passer avant d'arriver au succès. Le général Benningsen, qui n'avait ni cette confiance, ni cette expérience, flottait entre mille incertitudes, donnant aux autres et à lui-même les faux prétextes dont se couvre l'irrésolution, tantôt disant qu'il attendait ses vivres et ses munitions, tantôt affectant de croire, ou croyant véritablement, que le mouvement rétrograde du corps de Bernadotte était commun à toute l'armée française, et qu'on avait obtenu le résultat désiré, puisque Napoléon s'appretait à quitter la Vistule. Du reste son hésitation, quoique assez ridicule après l'annonce fastueuse d'une vaste opération offensive, assurait son salut, car plus il se serait engagé sur la basse Vistule, plus aurait été profond l'abîme dans lequel il serait tombé. Toutefois, cette hésitation

¹ Voici la force véritable des corps, établie d'après la confrontation de nombreuses pièces authentiques :

Le maréchal Lannes	42,000 hommes.
Le maréchal Davoust	18,000
Le maréchal Soult	20,000
Le maréchal Augereau	10,000
Le maréchal Ney	10,000
Le maréchal Bernadotte	12,000
Le général Oudinot	6,000

A reporter 88,000

	Report	88,000
La garde		6,000
La cavalerie de Murat		10,000
	Total	104,000
Si l'on retranche de ce chiffre total de 104,000 hommes		
12,000 Lannes	} laissés aux environs de Varsovie,	
6,000 Oudinot		
12,000 Bernadotte devant rester entre Thorn et Graudenz,		
50,000		

il reste 74,000 hommes de troupes actives, pouvant se trouver réunies sous la main de Napoléon.

elle-même, en se prolongeant deux ou trois jours encore, pouvait le perdre tout autant qu'un mouvement plus prononcé, car dans cet intervalle Napoléon continuait de s'élever sur le flanc gauche de l'armée russe.

Le 1^{er} février, Murat et le maréchal Soult étaient à Passenheim, le maréchal Davoust s'avavançait sur Ortelsbourg, Augereau et Ney se rapprochaient par Hohenstein du gros de l'armée. Napoléon se trouvait avec la garde à Willenberg. Encore vingt-quatre ou quarante-huit heures, et on allait être au nombre de 75,000 hommes sur le flanc gauche des Russes. Napoléon, toujours soigneux de guider ses lieutenants pas à pas, avait adressé une nouvelle dépêche au maréchal Bernadotte, pour lui expliquer une dernière fois son rôle dans cette grande manœuvre, pour lui indiquer la manière de se dérober promptement à l'ennemi, et de rejoindre l'armée, ce qui devait rendre l'effet de la combinaison actuelle plus certain et plus décisif. Cette dépêche avait été confiée à un jeune officier récemment adjoint à l'état-major, qui avait ordre de la porter en toute hâte vers la basse Vistule.

On marcha le 2 et le 3 février. Le 3 au soir, après avoir dépassé Allenstein, on déboucha devant une position élevée, qui s'étend de l'Alle à la Passarge, bien flanquée de droite et de gauche par ces deux rivières et par des bois. C'était la position de Jonkowo. Napoléon, qui avait poussé le 3 jusqu'à Gettkendorf, non loin de Jonkowo, courut à l'avant-garde pour reconnaître l'ennemi. Il le trouva plus en force qu'on ne devait le supposer, et rangé sur le terrain comme s'il eût voulu y livrer bataille. Napoléon fit aussitôt ses dispositions pour engager le lendemain une action générale, si l'ennemi persistait à l'attendre à Jonkowo.

Il pressa l'arrivée des maréchaux Augereau et Ney qui étaient prêts à le joindre. Il avait déjà sous la main à Gettkendorf le maréchal Soult, la garde, Murat, et à quelque distance sur sa droite le maréchal Davoust, qui hâtait le pas afin d'atteindre les bords de l'Alle. Voulant assurer le succès du lendemain, Napoléon ordonna au maréchal Soult de filer à droite, le long du cours de l'Alle, de suivre les sinuosités de cette rivière, de s'engager dans un rentrant qu'elle formait derrière la position des Russes, et de la passer de vive force au pont de Bergfried, quelque résistance qu'on dût y rencontrer. Ce pont enlevé, on possédait sur les derrières de l'ennemi un débouché, par lequel on pouvait le mettre dans

le plus grand danger. Deux des divisions du maréchal Davoust furent dirigées sur ce point, afin de rendre le résultat infaillible.

Le soir même de ce jour, le maréchal Soult exécuta l'ordre de l'Empereur, fit emporter par la division Leval le village de Bergfried, puis le pont sur l'Alle, enfin les hauteurs au delà. Le combat fut court, mais vif et sanglant. Les Russes y perdirent 1,200 hommes, les Français 500 ou 600. L'importance du poste méritait un tel sacrifice. Dans le courant de la soirée, la cavalerie de Murat et le corps du maréchal Soult se donnaient la main le long de l'Alle. On était en présence des Russes, privés d'appui vers leur gauche, menacés même sur leurs derrières, et séparés de nous seulement par un faible ruisseau, affluent de l'Alle. On s'attendait pour le lendemain à une journée importante, et Napoléon se demandait comment il se pouvait que les Russes fussent déjà rassemblés en si grand nombre, et concentrés si à propos sur ce point. Il avait de la peine à se l'expliquer, car d'après tous les calculs de distances et de temps, ils n'avaient pu être instruits assez tôt des mouvements de l'armée française pour prendre une détermination si prompte, si peu d'accord avec leur premier projet de marche offensive sur la basse Vistule. En tout cas, quel que fût le motif qui les eût réunis, ils étaient en péril de perdre une bataille, et de la perdre de manière à être coupés de la Prégel, s'ils attendaient seulement jusqu'au lendemain. Le lendemain, en effet, nos troupes pleines d'ardeur s'avancèrent sur la position. Elles conçurent un instant l'espérance de joindre les Russes, mais elles virent peu à peu leurs lignes céder et disparaître. Bientôt même elles s'aperçurent qu'elles n'avaient devant elles que des avant-gardes, placées en rideau pour les tromper. Napoléon en ce moment aurait eu lieu de regretter de n'avoir pas attaqué les Russes la veille, si la veille son armée eût été rassemblée, et en possession d'assez bonne heure du pont de Bergfried. Mais la concentration, qui était complète le 4 au matin, ne l'était pas le 5 au soir; il n'avait donc aucun retard à se reprocher. Il ne lui restait qu'à marcher, et à pénétrer le secret des résolutions de l'ennemi.

Il connut bientôt ce secret, car les Russes, dans leur joie d'être miraculeusement sauvés d'une ruine certaine, le répandaient eux-mêmes sur les routes. Le jeune officier envoyé au maréchal Bernadotte avait été pris par les Cosaques avec ses dépêches, qu'il n'avait pas eu la pré-

sence d'esprit de détruire. Le général Benningsen, averti par ces dépêches quarante-huit heures plus tôt qu'il ne l'eût été par le mouvement de l'armée française, avait eu le temps de se concentrer en arrière d'Allenstein, et en voyant les préparatifs de Napoléon à Jonkowo, il avait décampé dans la nuit du 5 au 4, soit qu'il jugeât imprudent de combattre dans une position où l'on courait le danger d'être tourné, soit qu'il n'entrât pas dans ses vues d'accepter une bataille décisive. Ainsi cet entreprenant général, qui devait, par une seule manœuvre, nous enlever Varsovie et la Pologne, était déjà en retraite sur Kœnigsberg. Il rebroussa chemin vers la Prégel, par la route d'Arensdorf et d'Eylau, parallèle au cours de l'Alle.

Mais Napoléon que la fortune, deux fois inconstante en si peu de temps, avait privé du fruit des plus belles combinaisons, ne voulait pas avoir quitté ses cantonnements en pure perte et sans faire payer à ceux qui l'avaient troublé dans son repos leur téméraire tentative. La gelée, bien qu'elle ne fût pas très-forte, était suffisante néanmoins pour rendre les routes solides, sans rendre la température insupportable. Il se décida donc à mettre de nouveau la célérité de ses soldats à l'épreuve, et à essayer encore de déborder le flanc des Russes pour leur livrer dans une position bien choisie une bataille qui pût terminer la guerre.

Il prit en toute hâte le chemin d'Arensdorf, marchant au centre et sur la principale route avec Murat, le maréchal Soult, le maréchal Augereau et la garde, ayant à sa droite vers l'Alle le corps du maréchal Davoust, à sa gauche vers la Passarge le corps du maréchal Ney. Prévoyant avec une merveilleuse sagacité que les Russes, quoique ralliés à propos par un coup de la fortune, l'avaient été cependant trop à l'improviste pour n'avoir pas laissé des détachements en arrière, il poussa le maréchal Ney un peu à gauche vers la Passarge, et lui ordonna de couper le pont de Deppen, lui prédisant qu'il y ferait quelque bonne prise, s'il pouvait intercepter les routes qui conduisent de la Passarge à l'Alle. Il prescrivit enfin au maréchal Bernadotte de quitter immédiatement les bords de la Vistule, et puisqu'il n'y avait plus à ruser avec l'ennemi, de rejoindre la grande armée le plus tôt possible.

On s'avança en suivant l'ordre indiqué. Dans cette même journée du 4 février, les Russes s'arrêtèrent un instant à Wolsdorf, à égale distance de l'Alle et de la Passarge, pour prendre quelque

repos, et voir si le corps prussien du général Lestocq, qui était en retard, réussirait à les rejoindre. Mais ce corps était trop loin encore pour qu'ils pussent le recueillir, et pressés par les Français, ils continuèrent leur marche, abandonnant Guttstadt, les ressources qu'ils y avaient réunies, des blessés, des malades, et 500 hommes qui furent faits prisonniers.

Quoique les magasins de Guttstadt ne fussent pas très-considérables, ils étaient précieux pour les Français, qui, devançant leurs convois, n'avaient pour vivre que ce qu'ils se procuraient en route.

Le lendemain 5 février, on marcha dans le même ordre, les Français avant leur droite à l'Alle, les Russes y ayant leur gauche, les uns et les autres cherchant à se gagner de vitesse. Pendant ce temps, Ney s'étant avancé par le pont de Deppen au delà de la Passarge, afin d'y couper la retraite des troupes ennemies en retard, rencontra en effet les Prussiens sur la route de Liebstadt. Le général Lestocq, n'espérant pas s'ouvrir une issue en passant sur le corps de Ney, se résigna à un sacrifice qui était devenu nécessaire. Il présenta aux Français une forte arrière-garde de trois à quatre mille hommes, et tandis qu'il la livrait à leurs coups, il tâcha de se dérober en descendant le cours de la Passarge, pour la traverser plus bas. Ce calcul, qui est souvent une des cruelles nécessités de la guerre, sauva sept à huit mille Prussiens, par le sacrifice de trois à quatre mille. Ney fondit sur ceux qu'on lui opposait à Waltersdorf, en sabra une partie et prit le reste. Il avait à la fin du combat deux mille cinq cents prisonniers. Le sol était couvert d'un millier de morts et de blessés, d'une nombreuse artillerie et d'une immense quantité de bagages. Napoléon, qui attachait plus de prix à battre les Russes par la réunion de toutes ses forces qu'à ramasser des prisonniers prussiens sur les routes, recommanda au maréchal Ney de ne pas trop s'obstiner à la poursuite du général Lestocq, et d'avoir soin de ne pas se séparer de la grande armée. En conséquence de ces instructions, le maréchal Ney abandonna la poursuite des Prussiens, et toutefois tâcha de ne pas les perdre de vue, afin d'empêcher leur jonction avec les Russes.

Le 6 février, les Russes, forçant de marche, atteignirent Landsberg, sans cesse harcelés par les Français, et abandonnant sur l'Alle la petite ville de Heilsberg, où ils avaient encore des magasins, des malades et des trainards. Leur ar-

rière-garde ayant essayé de s'y maintenir, le maréchal Davoust la fit pousser vivement, et comme il s'avancait en occupant les deux bords de l'Alle, la division Friant rencontra cette arrière-garde qui s'échappait par la rive droite, la dispersa, lui tua ou lui prit quelques centaines d'hommes.

Les Russes voulurent s'arrêter pendant la nuit du 6 au 7 à Landsberg. En conséquence ils se couvrirent par un gros détachement placé à Hoff. Au milieu d'un pays accidenté, une forte masse d'infanterie, ayant à sa droite un village, à sa gauche des bois, protégée de plus par une cavalerie nombreuse, barrait la route. Murat, arrivé le premier, lança ses hussards et ses chasseurs, puis ses dragons sur la cavalerie des Russes, et la culbuta, mais ne put entamer leur solide infanterie. Les cuirassiers du général d'Hautpoul, survenus dans le moment, furent lancés à leur tour. Le premier régiment chargea d'abord, mais en vain, arrêté qu'il fut dans son élan par une charge de la cavalerie ennemie. Murat, ralliant alors la division de cuirassiers, la jeta tout entière sur l'infanterie russe. Un cri de : *Vive l'Empereur!* parti des rangs, accompagna et excita le mouvement de ces braves cavaliers. Ils rompirent la ligne ennemie, et sabrèrent un grand nombre de fantassins foulés sous les pieds de leurs chevaux. Au même instant paraissait la division Legrand du corps du maréchal Soult. Un de ses régiments marcha sur le village à gauche, et l'enleva. Les Russes, attachant beaucoup de prix à cette position, qui assurait la tranquillité de leur nuit, tentèrent encore un effort sur le village. Surpris au plus fort de leur lutte avec l'infanterie française, par une nouvelle charge de nos cuirassiers, ils furent définitivement culbutés, et battirent en retraite après une perte de deux mille hommes, sacrifiés dans ce combat d'arrière-garde.

Le général Benningsen, poursuivi de la sorte, ne crut pas qu'il y eût sûreté à passer la nuit dans la ville de Landsberg, et se retira sur Eylau, où il entra dans la journée du 7 février.

Il plaça une nombreuse arrière-garde sur un plateau qu'on appelle plateau de Ziegelhoff (voir la carte n° 40), et devant lequel on arrive au sortir des bois dont la route de Landsberg à Eylau est couverte. Les généraux Bagowout et Barklay de Tolly étaient en position sur ce plateau, prêts à renouveler le combat de la veille. Le général Benningsen, sentant bien qu'il était serré de trop près pour ne pas être amené à une bataille,

tenait beaucoup à occuper ce plateau, sur lequel on pouvait recevoir avec avantage l'armée française débouchant de la région boisée. Il tenait de plus à protéger l'arrivée de sa grosse artillerie, à laquelle il avait ordonné de faire un détour. Par tous ces motifs sa résistance sur ce point devait être opiniâtre.

La cavalerie de Murat, secondée par l'infanterie du maréchal Soult, déboucha des bois avec sa hardiesse accoutumée, et s'avança sur le plateau de Ziegelhoff. La brigade Levasseur, composée des 46^e et 28^e régiments de ligne, la suivit résolument, pendant que la brigade Viviès, filant à droite, essayait à travers des lacs gelés de tourner la position. La brigade Levasseur, que le feu d'une nombreuse artillerie excitait à brusquer l'attaque, hâta le pas. Une première ligne d'infanterie ennemie fut d'abord repoussée à la baïonnette. Mais la cavalerie russe, chargeant à propos sur la gauche de la brigade, renversa le 28^e, avant qu'il eût le temps de se former en carré. Elle sabra beaucoup de nos fantassins, et enleva une aigle.

Le combat bientôt rétabli se continua de part et d'autre avec acharnement. Cependant la brigade Viviès ayant débordé la position des Russes, ceux-ci la quittèrent pour se retirer dans la ville même d'Eylau. Le maréchal Soult y pénétra en même temps qu'eux. Napoléon ne voulait pas qu'on leur laissât la ville d'Eylau, pour le cas incertain, mais probable, d'une grande bataille. On entra donc baïonnette baissée dans Eylau. Les Russes s'y défendirent opiniâtrément de rue en rue. On tourna la ville, et on trouva une de leurs colonnes établie dans un cimetière, devenu fameux depuis par de terribles souvenirs, et qui était situé en dehors à droite. La brigade Viviès emporta ce cimetière après un combat des plus rudes. Les Russes se replièrent au delà d'Eylau. De toutes les rencontres d'arrière-garde celle-ci avait été la plus sanglante, et elle avait coûté au corps du maréchal Soult des pertes considérables. On se jeta un peu en désordre dans la ville d'Eylau, les soldats se dispersant pour vivre, et surprenant dans les maisons beaucoup de Russes qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir.

La première opinion que conçut Murat, et qu'il transmit à Napoléon, c'est que les Russes, ayant perdu le point d'appui d'Eylau, iraient en chercher un plus éloigné. Cependant quelques officiers égarés dans cette mêlée avaient aperçu les Russes établis un peu au delà d'Eylau, et

allumant leurs feux de bivac pour y passer la nuit. Cette observation, confirmée par de nouveaux rapports, ne permit aucun doute sur l'importance de la journée du lendemain 8 février ; et en effet, elle en a acquis une, qui lui assure l'immortalité dans les siècles.

Il devenait évident que les Russes, s'arrêtant cette fois après le combat du soir, et n'employant pas la nuit à marcher, étaient résolus à engager le lendemain une action générale. L'armée française était harassée de fatigue, fort réduite en nombre par la rapidité des marches, travaillée par la faim, et transie de froid. Mais il fallait livrer bataille, et ce n'était pas en semblable occasion que soldats, officiers, généraux, avaient coutume de sentir leurs souffrances.

Napoléon se hâta de dépêcher le soir même plusieurs officiers aux maréchaux Davoust et Ney pour les ramener, l'un à sa droite, l'autre à sa gauche. Le maréchal Davoust avait continué de suivre l'Alle jusqu'à Bartenstein, et il ne se trouvait plus qu'à trois lieues. Il répondit qu'il arriverait dès la pointe du jour vers la droite d'Eylau (droite de l'armée française), prêt à donner dans le flanc des Russes. Le maréchal Ney, qu'on avait dirigé sur la gauche, de façon à tenir les Prussiens à distance, et à pouvoir fondre sur Königsberg dans le cas où les Russes se jetteraient derrière la Prégel, le maréchal Ney était en marche sur Kreutzbourg. On fit courir après lui, sans être aussi assuré de l'amener à temps sur le champ de bataille qu'on l'était d'y voir paraître le maréchal Davoust.

Privée du corps de Ney, l'armée française s'élevait tout au plus à cinquante et quelques mille hommes, bien que les Russes l'aient portée à 80,000 dans leurs relations, et un historien français, ordinairement digne de foi, à 68,000¹. Le corps du maréchal Davoust, dont l'effectif présentait 26,000 hommes à Auerstædt, sensiblement diminué par les combats livrés depuis, par les maladies, par la dernière marche de la Vistule à Eylau, par les détachements laissés sur la Narew, était fort de 15,000 hommes environ. Le corps du maréchal Soult, le plus nombreux de toute l'armée, très-réduit également par la dysenterie, la marche, les combats d'arrière-garde, ne pouvait pas être évalué à plus de 16,000 ou 17,000 hommes. Celui du maréchal Augereau, affaibli d'une quantité de trainards et

de maraudeurs qui s'étaient dispersés pour vivre, n'en comptait que 6,000 à 7,000 au bivac d'Eylau, dans la soirée du 7 février. La garde, mieux traitée, plus retenue par la discipline, n'avait laissé personne en arrière. Toutefois elle ne s'élevait qu'à 6,000 hommes. Enfin la cavalerie de Murat, composée d'une division de cuirassiers et de trois divisions de dragons, ne présentait guère que 10,000 cavaliers dans le rang. C'était donc une force totale de 55,000 à 54,000 combattants, capables de tout, il est vrai, quoique accablés de fatigue et épuisés par la faim. Si le maréchal Ney arrivait à temps, il devenait possible d'opposer 65,000 hommes à l'ennemi, tous présents au feu. Il ne fallait pas espérer de voir arriver le corps de Bernadotte, demeuré à une distance de trente lieues.

Napoléon, qui pendant cette nuit dormit à peine trois ou quatre heures sur une chaise, dans la maison du maître de poste, plaça le corps du maréchal Soult à Eylau même, partie dans l'intérieur, partie à droite et à gauche de la ville, le corps d'Augereau et la garde impériale un peu en arrière, toute la cavalerie sur les ailes, attendant qu'il fit jour pour arrêter ses dispositions.

Le général Benningsen s'était enfin déterminé à livrer bataille. Il se trouvait en plaine, ou à peu près, terrain excellent pour ses fantassins, peu manœuvriers mais solides, et pour sa cavalerie qui était nombreuse. Sa grosse artillerie, à laquelle il avait fait faire un détour, pour qu'elle ne gênât pas ses mouvements, venait de le rejoindre. C'était un précieux renfort. De plus il était tellement poursuivi, qu'il se voyait forcé d'interrompre sa marche pour tenir tête aux Français. Il faut, à une armée qui bat en retraite, un peu d'avance, afin qu'elle puisse dormir et manger. Il faut aussi qu'elle n'ait pas l'ennemi trop près d'elle, car essayer une attaque en route, le dos tourné, est la plus dangereuse manière de recevoir une bataille. Il est donc un moment où ce qu'il y a de plus sage est de choisir son terrain, et de s'y arrêter pour combattre. C'est la résolution que prit le général Benningsen le 7 au soir. Il fit halte au delà d'Eylau, résolu à soutenir une lutte acharnée. Son armée, qui s'élevait à 78,000 ou 80,000 hommes, et à 90,000 avec les Prussiens, lors de la reprise des hostilités, avait fait des pertes assez notables dans les derniers combats, mais fort peu dans les marches, car une armée qui se retire sans être en déroute, est ralliée par l'ennemi qui la poursuit, tandis que l'armée poursuivante,

¹ Nous n'oserions pas, en présence des fausses assertions des historiens étrangers et français, avancer une telle vérité, si elle ne reposait sur les documents les plus authentiques.

n'ayant pas les mêmes motifs de se serrer, laisse toujours une partie de son effectif en arrière. En défalquant les pertes essayées à Mohrungen, à Bergfried, à Waltersdorf, à Hoff, à Heilsberg, à Eylau même¹, on peut dire que l'armée du général Benningsen était réduite à 80,000 hommes environ, dont 72,000 Russes et 8,000 Prussiens. Ainsi en attendant l'arrivée du général Lestocq et du maréchal Ney, 72,000 Russes allaient combattre 54,000 Français. Les Russes avaient de plus une artillerie formidable, évaluée à 400 ou 500 bouches à feu. La nôtre montait tout au plus à 200, la garde comprise. Il est vrai qu'elle était supérieure à toutes les artilleries de l'Europe, même à celle des Autrichiens. Le général Benningsen se décida donc à attaquer dès la pointe du jour. Le caractère de ses soldats était énergique, comme celui des soldats français, mais conduit par d'autres mobiles. Il n'y avait chez les Russes ni cette confiance dans le succès, ni cet amour de la gloire, qui se voyait chez les Français, mais un certain fanatisme d'obéissance qui les portait à braver aveuglément la mort. Quant à la dose d'intelligence chez les uns et les autres, il n'est pas nécessaire d'en faire remarquer la différence.

Depuis qu'on avait débouché sur Eylau, le pays se montrait uni et découvert. La petite ville d'Eylau, située sur une légère éminence, et surmontée d'une flèche gothique, était le seul point saillant du terrain. A droite de l'église, le sol, s'abaissant quelque peu, présentait un cimetière. En face, il se relevait sensiblement, et sur ce relèvement marqué de quelques mamelons, on apercevait les Russes en masse profonde. Plusieurs lacs, pourvus d'eau au printemps, desséchés en été, gelés en hiver, actuellement effacés par la neige, ne se distinguaient en aucune manière du reste de la plaine. A peine quelques granges réunies en hameaux, et des lignes de barrière servant à parquer le bétail, formaient-elles un point d'appui ou un obstacle, sur ce morne champ de bataille. Un ciel gris, fondant par intervalles en une neige épaisse, ajoutait sa tristesse à celle des lieux, tristesse qui saisit les yeux et les cœurs dès que la naissance du jour, très-tardive en cette saison, eut rendu les objets visibles.

Les Russes étaient rangés sur deux lignes, fort rapprochées l'une de l'autre, leur front couvert par trois cents bouches à feu qui avaient été disposées sur les parties saillantes du terrain. En arrière, deux colonnes serrées, appuyant comme deux arcs-boutants cette double ligne de bataille, semblaient destinées à la soutenir, et à l'empêcher de plier sous le choc des Français. Une forte réserve d'artillerie était placée à quelque distance. La cavalerie se trouvait partie en arrière, partie sur les ailes. Les Cosaques, ordinairement dispersés, tenaient cette fois au corps même de l'armée. Il était évident qu'à l'énergie, à la dextérité des Français, les Russes avaient voulu, sur ce terrain découvert, opposer une masse compacte, défendue sur son front par une nombreuse artillerie, fortement étayée par derrière, une véritable muraille enfin, lançant une pluie de feux. Napoléon, à cheval dès la pointe du jour, s'était établi de sa personne dans le cimetière à la droite d'Eylau. Là, protégé à peine par quelques arbres, il voyait parfaitement la position des Russes, lesquels, déjà en bataille, avaient ouvert le feu par une canonnade, qui devenait à chaque instant plus vive. On pouvait prévoir que le canon serait l'arme de cette journée terrible.

Grâce à la position d'Eylau, qui s'allongeait en face des Russes, Napoléon pouvait donner moins de profondeur à sa ligne de bataille, moins de prise par conséquent aux coups de l'artillerie. Deux des divisions du maréchal Soult furent placées à Eylau, la division Legrand en avant et un peu à gauche, la division Leval partie à gauche de la ville, sur une éminence que surmontait un moulin, partie à droite au cimetière même. La troisième division du maréchal Soult, la division Saint-Hilaire, fut établie plus à droite encore, à une assez grande distance du cimetière, au village de Rothenen, qui formait le prolongement de la position d'Eylau. Dans l'intervalle qui séparait le village de Rothenen de la ville d'Eylau, intervalle laissé ouvert pour y faire déboucher le reste de l'armée, se tenait un peu en arrière le corps d'Augereau, rangé sur deux lignes, et formé des divisions Desjardins et Heudelet. Augereau, tourmenté de la fièvre, les yeux rouges et enflés, mais oubliant ses souffrances au bruit du canon,

¹ Les Russes avaient perdu 1,500 hommes à Mohrungen.
 1,000 — à Bergfried.
 5,000 — à Waltersdorf.
 2,000 — à Hoff.

A reporter. 7,500 hommes.

Report.	7,500 hommes.
	1,000 — à Heilsberg.
	500 — à Eylau.
Total	9,000

était monté à cheval pour se mettre à la tête de ses troupes. Plus en arrière de ce même débouché, venaient l'infanterie et la cavalerie de la garde impériale, les divisions de dragons et de cuirassiers, prêtes les unes et les autres à se présenter à l'ennemi par la même issue, et en attendant un peu abritées du canon par l'enfoncement du terrain. Enfin à l'extrême droite de ce champ de bataille, au delà et en avant de Rothenen, au hameau de Serpallen, devait entrer en action le corps du maréchal Davoust, de manière à donner dans le flanc des Russes.

Napoléon était donc sur un ordre mince, et sa ligne, ayant l'avantage d'être couverte à gauche par les bâtiments d'Eylau, à droite par ceux de Rothenen, le combat d'artillerie par lequel il voulait démolir l'espèce de muraille que lui opposaient les Russes, était beaucoup moins redoutable pour lui que pour eux. Il avait fait sortir des corps et mettre en bataille toutes les bouches à feu de l'armée. Il y avait joint les quarante pièces de la garde, et il allait ainsi riposter à la formidable artillerie des Russes par une artillerie très-inférieure en nombre, mais très-supérieure en habileté.

Les Russes avaient commencé le feu. Les Français leur avaient répondu presque aussitôt par une violente canonnade, exécutée à demi-portée de canon. La terre tremblait sous cette détonation épouvantable. Les artilleurs français, non-seulement plus adroits, mais tirant sur une masse vivante, qui leur servait de but, y exerçaient d'horribles ravages. Nos boulets emportaient des files entières. Les boulets des Russes, au contraire, lancés avec moins de justesse, et frappant sur des bâtiments, ne nous causaient pas un dommage égal à celui que l'ennemi éprouvait. Bientôt le feu prit à la ville d'Eylau et au village de Rothenen. Les lucurs de l'incendie vinrent joindre leur horreur à l'horreur du carnage. Quoiqu'il tombât beaucoup moins de Français que de Russes, il en tombait beaucoup encore, surtout dans les rangs de la garde impériale, immobile dans le cimetière. Les projectiles, passant pardessus la tête de Napoléon, et quelquefois bien près de lui, perçaient les murs de l'église, ou brisaient les branches des arbres au pied desquels il s'était placé pour diriger la bataille.

Cette canonnade durait depuis longtemps, et les deux armées la supportaient avec une tranquillité héroïque, ne faisant aucun mouvement, et se bornant à serrer les rangs à mesure que le canon y produisait des vides. Les Russes parurent

les premiers éprouver une sorte d'impatience¹. Désirant accélérer le résultat par la prise d'Eylau, ils s'ébranlèrent, pour enlever la position du moulin, située à la gauche de la ville. Une partie de leur droite se forma en colonne, et vint nous attaquer. La division Leval, composée des brigades Ferey et Viviès, la repoussa vaillamment, et par sa contenance ne permit pas aux Russes d'espérer un succès s'ils renouvelaient leurs efforts.

Quant à Napoléon, il ne tentait rien de décisif, ne voulant pas compromettre, en le portant en avant, le corps du maréchal Soult, qui faisait bien assez de tenir Eylau sous une affreuse canonnade, ne voulant pas non plus hasarder ni la division Saint-Hilaire, ni le corps d'Augereau, contre le centre de l'ennemi, car eût été les exposer à se briser contre un rocher brûlant. Il attendait pour agir que le maréchal Davoust, dont le corps arrivait sur la droite, se fit sentir dans le flanc des Russes.

Ce lieutenant, exact autant qu'intrépide, était parvenu en effet au village de Serpallen. La division Friant marchait en tête. Elle déboucha la première, rencontra les Cosaques, qu'elle eut bientôt ramenés, et occupa le village de Serpallen, par quelques compagnies d'infanterie légère. (Voir la carte n° 40.) A peine était-elle établie dans le village et dans les terrains à droite, que l'une des masses de cavalerie qui étaient placées sur les ailes de l'armée russe, se détacha pour venir à elle. Le général Friant, usant avec intelligence et sang-froid des avantages que lui offrait le hasard des lieux, rangea les trois régiments dont se composait alors sa division derrière les longues et solides barrières en bois employées à parquer les troupeaux. Abrisé derrière ce retranchement naturel, il fusilla à bout portant les escadrons russes, et les força de se retirer. Ils se replièrent, mais ils revinrent bientôt, accompagnés d'une colonne de 9,000 à 10,000 hommes d'infanterie. C'était l'une des deux colonnes serrées qui servaient d'ares-boutants à la ligne de bataille des Russes, et qui se portait maintenant à la gauche de cette ligne pour reprendre Serpallen. Le général Friant n'avait pas plus de 5,000 hommes à lui opposer. Toujours abrité derrière les barrières en bois dont il s'était couvert, et maître de se déployer sans craindre d'être chargé par la cavalerie, il accueillit les Russes par un feu si nourri et si bien dirigé, qu'il leur fit essuyer une perte considé-

¹ Expression de Napoléon, dans le récit qu'il donna lui-même de la bataille.

table. Leurs escadrons ayant voulu le tourner, il forma le 55° en carré sur sa droite, et les arrêta par la contenance inébranlable de ses fantassins. Ne pouvant se servir de sa cavalerie, qui consistait en quelques chasseurs à cheval, il y suppléa par une nuée de tirailleurs, qui, profitant avec adresse des moindres accidents du terrain, allèrent fusiller les Russes sur leurs flanes, et les obligèrent à se retirer vers les hauteurs en arrière de Serpallen, entre Serpallen et Klein-Sausgarten. En se retirant sur ces hauteurs, les Russes se couvrirent par une nombreuse artillerie, dont le feu plongeant était malheureusement très-meurtrier. La division Morand, à son tour, était arrivée sur le champ de bataille. Le maréchal Davoust s'emparant de la première brigade, celle du général Ricard, vint la placer au delà et à gauche de Serpallen; puis il disposa la seconde, composée du 51° et du 61°, à droite du village, de manière à soutenir ou la brigade Ricard, ou la division Friant. Celle-ci s'était portée à droite de Serpallen, vers Klein-Sausgarten. Dans ce même moment la division Gudin forçait le pas pour entrer en ligne. Ainsi les Russes, par le mouvement de notre droite, avaient été contraints de replier leur gauche, de Serpallen sur Klein-Sausgarten.

L'effet attendu dans le flanc de l'armée ennemie était donc produit. Napoléon, de la position qu'il occupait, avait vu distinctement les réserves russes se diriger vers le corps du maréchal Davoust. L'heure d'agir était venue, car si on n'intervenait pas, les Russes pouvaient se jeter en masse sur le maréchal Davoust, et l'écraser. Napoléon donna sur-le-champ ses ordres. Il prescrivit à la division Saint-Hilaire, qui était à Rothenen, de se porter en avant, pour donner la main, vers Serpallen, à la division Morand. Il commanda aux deux divisions Desjardins et Heudelet, du corps d'Augereau, de déboucher par l'intervalle qui séparait Rothenen d'Eylau, de se lier à la division Saint-Hilaire, et toutes ensemble de former une ligne oblique du cimetière d'Eylau à Serpallen. Le résultat de ce mouvement devait être de culbuter les Russes, en renversant leur gauche sur leur centre, et d'abattre ainsi, en commençant par son extrémité, la longue muraille qu'on avait devant soi.

Il était dix heures du matin. Le général Saint-Hilaire s'ébranla, quitta Rothenen, et se déploya obliquement dans la plaine, sous un terrible feu d'artillerie, sa droite à Serpallen, sa gauche vers le cimetière. Augereau s'ébranla presque en même

temps, non sans un triste pressentiment du sort réservé à son corps d'armée, qu'il voyait exposé à se briser contre le centre des Russes, solidement appuyé à plusieurs mamelons. Tandis que le général Corbineau lui transmettait les ordres de l'Empereur, un boulet perça le flanc de ce brave officier, l'aîné d'une famille héroïque. Le maréchal Augereau se mit immédiatement en marche. Les deux divisions Desjardins et Heudelet débouchèrent entre Rothenen et le cimetière, en colonnes serrées, puis, le défilé franchi, se formèrent en bataille, la première brigade de chaque division déployée, la seconde en carré. Tandis qu'elles s'avançaient, une rafale de vent et de neige vint frapper tout à coup la face des soldats, et leur dérober la vue du champ de bataille. Les deux divisions, au milieu de cette espèce de nuage, se trompèrent de direction, donnèrent un peu à gauche, et laissèrent à leur droite un large espace entre elles et la division Saint-Hilaire. Les Russes, peu incommodés de la neige qu'ils recevaient à dos, et voyant s'avancer les deux divisions d'Augereau sur les mamelons auxquels ils appuyaient leur centre, démasquèrent à l'improviste une batterie de soixante et douze bouches à feu qu'ils tenaient en réserve. La mitraille vomie par cette redoutable batterie était si épaisse, qu'en un quart d'heure la moitié du corps d'Augereau fut abattue. Le général Desjardins, commandant la première division, fut tué; le général Heudelet, commandant la seconde, reçut une blessure presque mortelle. Bientôt l'état-major des deux divisions fut mis hors de combat. Tandis qu'elles essayaient ce feu épouvantable, obligées de se reformer en marchant, tant leurs rangs étaient éclaircis, la cavalerie russe, se précipitant dans l'espace qui les séparait de la division Morand, fondit sur elles en masse. Ces braves divisions résistèrent toutefois, mais elles furent obligées de rétrograder vers le cimetière d'Eylau, cédant le terrain sans se rompre, sous les assauts répétés de nombreux escadrons. Tout à coup la neige, ayant cessé de tomber, permit d'apercevoir ce douloureux spectacle. Sur 6,000 ou 7,000 combattants, 4,000 environ, morts ou blessés, jonchaient la terre. Augereau, atteint lui-même d'une blessure, plus touché au reste du désastre de son corps d'armée que du péril, fut porté dans le cimetière d'Eylau aux pieds de Napoléon, auquel il se plaignit, non sans amertume, de n'avoir pas été secouru à temps. Une morne tristesse régnait sur les visages, dans l'état-major impérial. Napoléon, calme et ferme, imposant aux autres l'impassibilité qu'il s'imposait à lui-même,

adressa quelques paroles de consolation à Augereau, puis il le renvoya sur les derrières, et prit ses mesures pour réparer le dommage. Lançant d'abord les chasseurs de sa garde, et quelques escadrons de dragons qui étaient à sa portée, pour ramener la cavalerie ennemie, il fit appeler Murat, et lui ordonna de tenter un effort décisif sur la ligne d'infanterie qui formait le centre de l'armée russe, et qui, profitant du désastre d'Augereau, commençait à se porter en avant. Au premier ordre, Murat était accouru au galop. « *Eh bien, lui dit Napoléon, nous laisseras-tu dévorer par ces gens-là ?* » Alors il prescrivit à cet héroïque chef de sa cavalerie, de réunir les chasseurs, les dragons, les cuirassiers, et de se jeter sur les Russes avec quatre-vingts escadrons, pour essayer tout ce que pouvait l'élan d'une pareille masse d'hommes à cheval, chargeant avec fureur une infanterie réputée inébranlable. La cavalerie de la garde fut portée en avant, prête à joindre son choc à celui de la cavalerie de l'armée. Le moment était critique, car si l'infanterie russe n'était pas arrêtée, elle allait aborder le cimetière, centre de la position, et Napoléon n'avait pour le défendre que les six bataillons à pied de la garde impériale.

Murat part au galop, réunit ses escadrons, puis les fait passer entre le cimetière et Rothenen, à travers ce même débouché par lequel le corps d'Augereau avait déjà marché à une destruction presque certaine. Les dragons du général Grouchy chargent les premiers, pour déblayer le terrain, et en écarter la cavalerie ennemie. Ce brave officier, renversé sous son cheval, se relève, se met à la tête de sa seconde brigade, et réussit à disperser les groupes de cavaliers qui précédaient l'infanterie russe. Mais pour renverser celle-ci, il ne faut pas moins que les gros escadrons vêtus de fer, du général d'Hautpoul. Cet officier, qui se distinguait par une habileté consommée dans l'art de manier une cavalerie nombreuse, se présente avec vingt-quatre escadrons de cuirassiers, que suit toute la masse des dragons. Ces cuirassiers, rangés sur plusieurs lignes, s'ébranlent, et se précipitent sur les baïonnettes russes. Les premières lignes, arrêtées par le feu, ne pénètrent pas, et se repliant à droite et à gauche, viennent se reformer derrière celles qui les suivent, pour charger de nouveau. Enfin l'une d'elles, lancée avec plus de violence, renverse sur un point l'infanterie ennemie, et y ouvre une brèche, à travers laquelle cuirassiers et dragons pénètrent à l'envi les uns des autres. Comme un fleuve qui a commencé à percer une

digue l'emporte bientôt tout entière, la masse de nos escadrons, ayant une fois entamé l'infanterie des Russes, achève en peu d'instants de renverser leur première ligne. Nos cavaliers se dispersent alors pour sabrer. Une affreuse mêlée s'engage entre eux et les fantassins russes. Ils vont, viennent, et frappent de tous côtés ces fantassins opiniâtres. Tandis que la première ligne d'infanterie est ainsi culbutée et hachée, la seconde se replie à un bois, qui se voyait au fond du champ de bataille. Il restait là une dernière réserve d'artillerie. Les Russes la mettent en batterie, et tirent confusément sur leurs soldats et sur les nôtres, s'inquiétant peu de mitrailler amis et ennemis, pourvu qu'ils se débarrassent de nos redoutables cavaliers. Le général d'Hautpoul est frappé à mort par un biscaïen. Pendant que notre cavalerie est ainsi aux prises avec la seconde ligne de l'infanterie russe, quelques parties de la première se relèvent çà et là pour tirer encore. A cette vue, les grenadiers à cheval de la garde, conduits par le général Lepic, l'un des héros de l'armée, s'élançant à leur tour pour seconder les efforts de Murat. Ils partent au galop, chargent les groupes d'infanterie qu'ils aperçoivent debout, et, parcourant le terrain en tous sens, complètent la destruction du centre de l'armée russe, dont les débris achèvent de s'enfuir vers les bouquets de bois qui lui ont servi d'asile.

Durant cette scène de confusion, un tronçon détaché de cette vaste ligne d'infanterie s'était avancé jusqu'au cimetière même. Trois ou quatre mille grenadiers russes, marchant droit devant eux, avec ce courage aveugle d'une troupe plus brave qu'intelligente, viennent se heurter contre l'église d'Eylau, et menacent le cimetière occupé par l'état-major impérial. La garde à pied, immobile jusque-là, avait essuyé la canonnade sans rendre un coup de fusil. C'est avec joie qu'elle voit naître une occasion de combattre. Un bataillon est commandé : deux se disputent l'honneur de marcher. Le premier en ordre, conduit par le général Dorsenne, obtient l'avantage de se mesurer avec les grenadiers russes, les aborde sans tirer un coup de fusil, les joint à la baïonnette, les refoule les uns sur les autres, tandis que Murat, apercevant cet engagement, lance sur eux deux régiments de chasseurs sous le général Bruyère. Les malheureux grenadiers russes, serrés entre les baïonnettes des grenadiers de la garde et les sabres de nos chasseurs, sont presque tous pris ou tués, sous les yeux de Napoléon, et à quelques pas de lui.

Cette action de cavalerie, la plus extraordinaire peut-être de nos grandes guerres, avait eu pour résultat de culbuter le centre des Russes, et de le repousser à une assez grande distance. Il aurait fallu avoir sous la main une réserve d'infanterie, afin d'achever la défaite d'une troupe qui, après s'être couchée à terre, se relevait pour faire feu. Mais Napoléon n'osait pas disposer du corps du maréchal Soult, réduit à une moitié de son effectif, et nécessaire à la garde d'Eylau. Le corps d'Augereau était presque détruit. Les six bataillons de la garde à pied restaient seuls comme réserve, et au milieu des chances si diverses de cette journée, fort éloignée encore de sa fin, c'était une ressource qu'il fallait conserver précieusement. A gauche le maréchal Ney, marchant depuis plusieurs jours côte à côte avec les Prussiens, pouvait les devancer, ou en être devancé sur le champ de bataille, et 8,000 ou 10,000 hommes, survenant à l'improviste, devaient apporter à l'une des deux armées un renfort peut-être décisif. A droite, le maréchal Davoust se trouvait engagé avec la gauche des Russes dans un combat acharné, dont le résultat était encore inconnu.

Napoléon, immobile dans ce cimetière où l'on avait accumulé les cadavres d'un grand nombre de ses officiers, plus grave que de coutume, mais commandant à son visage comme à son âme, ayant sa garde derrière lui, et devant lui les chasseurs, les dragons, les cuirassiers reformés, prêts à se dévouer de nouveau, Napoléon attendait l'événement, avant de prendre une détermination définitive. Jamais, ni lui, ni ses soldats n'avaient assisté à une action aussi disputée.

Mais le temps des défaites n'était pas venu, et la fortune, rigoureuse un moment pour cet homme extraordinaire, le traitait encore en favori. A cette heure, le général Saint-Hilaire avec sa division, le maréchal Davoust avec son corps, justifiaient la confiance que Napoléon avait mise en eux. La division Saint-Hilaire, accueillie comme le corps d'Augereau, et au même instant, par un horrible feu de mitraille et de mousqueterie, avait eu cruellement à souffrir. Aveuglée aussi par la neige, elle n'avait point aperçu une masse de cavalerie accourant sur elle au galop, et un bataillon du 40^e léger, assailli avant d'avoir pu se former, avait été renversé sous les pieds des chevaux. La division Morand, extrême gauche de Davoust, découverte par l'accident arrivé au bataillon du 40^e léger, s'était vue ramenée en arrière, pendant deux ou trois cents pas. Mais bientôt Davoust et Morand l'avaient reportée en

avant. Dans cet intervalle, le général Friant soutenait à Klein-Sausgarten une lutte héroïque, et, secondé par la division Gudin, il occupait définitivement cette position avancée sur le flanc des Russes. Il venait même de pousser des détachements jusqu'au village de Kuschitten, situé sur leurs derrières. C'était le moment où, la journée étant presque achevée, et l'armée russe presque à moitié détruite, la bataille semblait devoir se terminer en notre faveur.

Mais l'événement que redoutait Napoléon s'était réalisé. Le général Lestocq, poursuivi à outrance par le maréchal Ney, paraissait sur ce champ de carnage, avec 7,000 ou 8,000 Prussiens, jaloux de se venger du dédain des Russes. Le général Lestocq, devançant à peine d'une heure ou deux le corps du maréchal Ney, avait tout juste le temps de porter un coup avant d'être atteint lui-même. Il débouche sur le champ de bataille à Schmoditten, passe derrière la double ligne des Russes, maintenant brisée par le feu de nos artilleurs, par le sabre de nos cavaliers, et se présente à Kuschitten, en face de la division Friant, qui, dépassant Klein Sausgarten, avait déjà refoulé la gauche de l'ennemi sur son centre. Le village de Kuschitten était occupé par quatre compagnies du 108^e, et par le 54^e, qui avait été détaché de la division Morand pour aller au soutien de la division Friant. Les Prussiens, ralliant les Russes autour d'eux, fondent impétueusement sur le 51^e et sur les quatre compagnies du 108^e, ne parviennent pas à les rompre, mais les ramènent fort en arrière de Kuschitten. Les Prussiens, après ce premier avantage, se portent au delà de Kuschitten, afin de ressaisir les positions du matin. Ils marchent déployés sur deux lignes. Les réserves russes, ralliées, forment sur leurs ailes deux colonnes serrées. Une nombreuse artillerie les précède. Ils s'avancent ainsi en traversant les derrières du champ de bataille, pour regagner le terrain perdu, et ramener le maréchal Davoust sur Klein-Sausgarten, et de Klein-Sausgarten sur Serpallen. Mais les généraux Friant et Gudin, ayant le maréchal Davoust à leur tête, accourent. La division Friant tout entière, les 12^e, 21^e, 25^e régiments appartenant à la division Gudin, se placent en avant, couverts par toute l'artillerie du troisième corps. Vainement les Russes et les Prussiens veulent-ils renverser cet obstacle formidable, ils n'y peuvent réussir. Les Français, appuyés à des bois, à des marécages, à des monticules, ici déployés en ligne, là dispersés en tirailleurs, opposent une

opiniâtreté invincible à ce dernier effort des coalisés. Le maréchal Davoust, parcourant les rangs jusqu'à la fin du jour, contient ses soldats en leur disant : « Les lâches iront mourir en Sibérie ; les braves mourront ici en gens d'honneur. » L'attaque des Prussiens et des Russes ralliés s'arrête, le terrain perdu sur leur flanc gauche n'est pas reconquis. Le corps du maréchal Davoust reste ferme dans cette position de Klein-Sausgarten, d'où il menace les derrières de l'ennemi.

Les deux armées étaient épuisées. Ce jour si sombre devenait à chaque instant plus sombre encore, et allait se terminer en une affreuse nuit. Le carnage était horrible. Près de 50,000 Russes, atteints par les projectiles ou le sabre des Français, jonchaient la terre, les uns morts, les autres blessés plus ou moins gravement. Beaucoup de leurs soldats commençaient à s'en aller à la débandade ¹. Le général Benningsen, entouré de ses lieutenants, délibérait s'il fallait reprendre l'offensive, et tenter un nouvel effort. Mais, d'une armée de 80,000 hommes, il ne lui en restait pas 40,000 en état de combattre, les Prussiens compris. S'il avait succombé dans cet engagement désespéré, il n'aurait pas eu de quoi couvrir la retraite. Néanmoins il hésitait encore, lorsqu'on vint lui annoncer un dernier et grave incident. Le maréchal Ney, qui avait suivi de près les Prussiens, arrivant le soir sur notre gauche comme le maréchal Davoust était arrivé le matin sur notre droite, débouchait enfin vers Allhof.

Ainsi les combinaisons de Napoléon, retardées par le temps, n'en avaient pas moins amené sur les deux flancs de l'armée russe les forces qui devaient décider la victoire. L'ordre de retraite ne pouvait plus dès lors être différé, car le maréchal Davoust, s'étant maintenu à Klein-Sausgarten, n'avait pas beaucoup à faire pour rencontrer le maréchal Ney, qui s'était avancé jusqu'à Schmoditten, et la jonction de ces deux maréchaux aurait exposé les Russes à être enveloppés. L'ordre de se retirer fut donné à l'instant même par le général Benningsen. Toutefois pour assurer la retraite il voulut contenir le maréchal Ney, et essayer de lui enlever le village de Schmoditten. Les Russes marchèrent sur ce village, à la faveur de la nuit, et en grand silence, pour surprendre les troupes du maréchal Ney, arrivées tard sur ce champ de bataille où l'on avait de la peine à se reconnaître. Mais celles-ci étaient sur leurs gardes. Le général Marchand, avec le

6^e léger et le 59^e de ligne, laissant approcher les Russes, puis les accueillant par un feu à bout portant, les arrêta net. Il courut ensuite sur eux à la baïonnette, et les fit renoncer à toute attaque sérieuse. Dès ce moment ils se mirent définitivement en retraite.

Napoléon, discernant à la direction des feux du maréchal Davoust et du maréchal Ney le véritable état des choses, se savait maître du champ de bataille, mais il n'était pas assuré cependant de ne pas avoir une seconde bataille à livrer, la nuit ou le lendemain. Il occupait cette plaine légèrement relevée, qui s'étendait au delà d'Eylau, ayant devant lui et au centre sa cavalerie et sa garde, à gauche en avant d'Eylau les deux divisions Legrand et Leval du corps du maréchal Soult, à droite la division Saint-Hilaire qui se liait avec le corps du maréchal Davoust porté au delà de Klein-Sausgarten, l'armée française décrivant ainsi une ligne oblique sur le terrain que les Russes avaient possédé le matin. Fort au delà, sur la gauche, le maréchal Ney isolé se trouvait sur les derrières de la position que l'ennemi abandonnait en toute hâte.

Napoléon, certain d'être victorieux, mais triste au fond du cœur, était demeuré au milieu de ses troupes, ordonnant qu'on allumât des feux, et qu'on ne quittât pas les rangs, même pour aller chercher des vivres. On distribuait aux soldats un peu de pain et d'eau-de-vie, et, quoiqu'il n'y en eût pas assez pour tous, on ne les entendait pas se plaindre. Moins joyeux qu'à Austerlitz ou à Iéna, ils étaient pleins de confiance, fiers d'eux-mêmes, prêts à recommencer cette lutte terrible, si les Russes en avaient le courage et la force. Quiconque, en ce moment, leur eût donné le pain et l'eau-de-vie dont ils manquaient, les eût retrouvés aussi gais que de coutume. Deux artilleurs du corps du maréchal Davoust, ayant été absents de leur compagnie pendant cette journée, et étant arrivés trop tard pour assister à la bataille, leur camarades s'assemblèrent le soir au bivac, les jugèrent, et n'ayant pas goûté leurs raisons, leurs infligèrent, sur ce terrain glacé et sanglant, le châtiment burlesque que les soldats appellent la *savale* ².

Il n'y avait en grande abondance que des munitions. Le service de l'artillerie, exécuté avec une activité rare, avait déjà remplacé les munitions consommées. Le service des ambulances se faisait avec non moins de zèle. On avait ra-

¹ C'est la propre assertion du narrateur Plotio.

² Nous empruntons ce détail aux mémoires militaires et manuscrits du maréchal Davoust.

massé un grand nombre de blessés, et on administrait aux autres quelques secours sur place, en attendant qu'on pût les transporter à leur tour. Napoléon, accablé de fatigue, debout cependant, présidait aux soins donnés à ses soldats.

Sur les derrières de l'armée tout n'offrait pas une contenance aussi ferme. Beaucoup de trainards qui manquaient à l'effectif le matin, par suite de la rapidité des marches, avaient entendu le retentissement de cette épouvantable bataille, avaient aperçu quelques hourras de Cosaques, et s'étaient repliés, répandant sur les routes des nouvelles fâcheuses. Les braves accouraient se ranger auprès de leurs camarades, les autres s'en allaient dans les diverses directions qu'avait parcourues l'armée.

Le lendemain le jour commençant à luire, on découvrit cet affreux champ de bataille, et Napoléon lui-même fut ému, au point de le laisser apercevoir dans le bulletin qu'il publia. Sur cette plaine glacée, des milliers de morts et de mourants cruellement mutilés, des milliers de chevaux abattus, une innombrable quantité de canons démontés, de voitures brisées, de projectiles épars, des hameaux en flammes, *tout cela se détachant sur un fond de neige*¹, présentait un spectacle saisissant et terrible. « Ce spectacle, » s'écriait Napoléon, est fait pour inspirer aux « princes l'amour de la paix, et l'horreur de « la guerre! » — Singulière réflexion dans sa bouche, et sincère au moment où il la laissait échapper.

Une particularité frappa tous les yeux. Soit

¹ Expression de Napoléon dans l'un de ses bulletins.

² Il est rare qu'on parvienne à constater les pertes essuyées dans une bataille avec autant de précision qu'on peut le faire pour la bataille d'Eylau. Je me suis livré, afin d'y réussir, à un travail attentif, et voici la vérité, autant du moins qu'il est possible de l'obtenir en pareille matière. L'inspecteur des hôpitaux constata le soir même, à Eylau, l'existence de 4,500 blessés, et le lendemain, après avoir fait le tour des villages environnants, il en porta le nombre total à 7,094. Son rapport a été conservé. Les rapports des divers corps présentent, au contraire, un chiffre beaucoup plus considérable, et qui ferait monter à 13,000 ou 14,000 le nombre des hommes atteints plus ou moins gravement. Cette différence s'explique par la manière dont les auteurs de ces rapports entendent le mot de blessés. Les chefs de corps comptent jusqu'aux moindres contusions, chacun d'eux naturellement cherchant à faire valoir les souffrances de ses soldats. Mais la moitié des hommes désignés comme blessés ne songeaient pas même à se faire soigner, et la preuve en est dans le rapport du directeur des hôpitaux. Du reste, un mois après, une controverse fort curieuse s'établit par lettres entre Napoléon et M. Daru. M. Daru ne trouvait pas plus de 6,000 blessés dans les hôpitaux de la Vistule. Cela paraissait contestable à Napoléon, qui croyait en avoir davantage, surtout en comprenant dans ce nombre les blessés de la bataille d'Eylau, et ceux des combats

penchant à revenir aux choses du passé, soit aussi économie, on avait voulu rendre l'habit blanc aux troupes. On en avait fait l'essai sur quelques régiments, mais la vue du sang sur les habits blancs décida la question. Napoléon, rempli de dégoût et d'horreur, déclara qu'il ne voulait que des habits bleus, quoi qu'il pût en coûter.

L'aspect de ce champ de bataille abandonné par l'ennemi rendit à l'armée le sentiment de sa victoire. Les Russes s'étaient retirés, laissant sur le terrain 7,000 morts, et plus de 3,000 blessés, que le vainqueur généreux se hâta de relever après les siens. Outre les 12,000 morts ou mourants abandonnés à Eylau, ils emmenaient avec eux environ 13,000 blessés, plus ou moins gravement atteints. Ils avaient eu par conséquent 26,000 ou 27,000 hommes hors de combat. Nous tenions 3,000 à 4,000 prisonniers, vingt-quatre pièces de canon, seize drapeaux. Leur perte totale était donc de 50,000 hommes. Les Français avaient eu environ 10,000 hommes hors de combat, dont 5,000 morts et 7,000 blessés², perte bien inférieure à celle de l'armée russe, et qui s'explique par la position de nos troupes rangées en ordre mince, par l'habileté de nos artilleurs et de nos soldats. Ainsi dans cette journée fatale, près de 40,000 hommes des deux côtés avaient été atteints par le feu et le fer. C'est la population d'une grande ville détruite en un jour! Triste conséquence des passions des peuples! passions terribles, qu'il faut s'appliquer à bien diriger, mais non pas chercher à éteindre!

qui l'avaient précédée, depuis la levée des cantonnements. Cependant, après mûr examen, on n'en trouva jamais plus de 6,000 et quelques cents, et moins de 6,000 pour Eylau même, ce qui, en tenant compte des morts survenues, s'accorde parfaitement avec le chiffre de 7,094 fourni par le directeur des hôpitaux. Nous croyons donc être dans le vrai en portant à 5,000 morts et 7,000 blessés les pertes de la bataille d'Eylau. Napoléon, en parlant dans son bulletin de 2,000 morts et de 3,000 à 6,000 blessés, avait, comme on le voit, peu altéré la vérité, en comparaison de ce qu'avaient fait les Russes. On peut même dire que le soir de la bataille il était fondé à n'en pas supposer davantage.

Quant aux pertes des Russes, j'ai adopté leurs propres chiffres, et ceux qui furent constatés par les Français. Nous trouvâmes 7,000 cadavres, et dans les lieux environnants 3,000 blessés. Ils durent en emmener un beaucoup plus grand nombre. L'Allemand Both dit qu'ils ramenèrent 14,900 blessés à Königsberg, lesquels moururent presque tous de froid. Il admet, d'ailleurs, qu'ils eurent 7,000 morts, et laissèrent 3,000 blessés sur le champ de bataille. Ajoutez 5,000 à 4,000 prisonniers, et on arrive à une perte totale de 50,000 hommes, qui ne peut guère être contestée. Le général Benningesen, toujours si peu exact, avoua lui-même dans son récit une perte de 20,000 hommes.

Napoléon, dès le 9 au matin, avait porté ses dragons et ses cuirassiers en avant, afin de courir après les Russes, de les jeter sur Kœnigsberg, et de les refouler pour tout l'hiver au delà de la Prégel. Le maréchal Ney, qui n'avait pas eu beaucoup à faire dans la journée d'Eylau, fut chargé de soutenir Murat. Les maréchaux Davoust et Soult devaient suivre à peu de distance. Napoléon resta de sa personne à Eylau pour panser les plaies de sa brave armée, pour la nourrir, et mettre tout en ordre sur ses derrières. Cela importait plus qu'une poursuite, que ses lieutenants étaient très capables d'exécuter eux-mêmes.

En marchant on acquit plus complètement encore la conviction du désastre essuyé par les Russes. A mesure qu'on avançait, on trouvait les villages et les bourgs de la Prusse orientale remplis de blessés ; on apprenait le désordre, la confusion, le triste état enfin de l'armée fugitive. Néanmoins les Russes, en comparant cette bataille à celle d'Austerlitz, étaient fiers de la différence. Ils convenaient de leur défaite, mais ils se dédommageaient de cet aveu en ajoutant que la victoire avait coûté cher aux Français.

On ne s'arrêta que sur les bords de la Frisching, petite rivière qui coule de la ligne des lacs à la mer, et Murat poussa ses escadrons jusqu'à Kœnigsberg. Les Russes, réfugiés en toute hâte, les uns au delà de la Prégel, les autres à Kœnigsberg même, faisaient mine de vouloir s'y défendre, et avaient braqué sur les murs une nombreuse artillerie. Les habitants épouvantés se demandaient s'ils allaient éprouver le sort de Lubeck. Heureusement pour eux Napoléon voulait mettre un terme à ses opérations offensives. Il avait envoyé les cavaliers de Murat jusqu'aux portes de Kœnigsberg, mais il ne se proposait pas d'y conduire son armée elle-même. Il n'aurait pas fallu moins que cette armée tout entière pour tenter, avec espoir de succès, une attaque de vive force sur une grande ville pourvue de quelques ouvrages, et défendue par tout ce qui restait de troupes russes et prussiennes. Une attaque, même heureuse, sur cette riche cité, ne valait pas les chances qu'on aurait courues, si la tentative eût échoué. Napoléon, ayant poussé ses corps jusqu'aux bords de la Frisching, tint à les y laisser quelques jours, pour bien constater sa victoire, et puis songea à se retirer pour reprendre ses cantonnements. Sans doute il n'avait pas obtenu l'immense résultat dont il s'était d'abord flatté, et qui ne lui aurait certainement point échappé, si une dépêche interceptée n'avait révélé

ses desseins aux Russes ; mais il les avait menés battant pendant cinquante lieues, leur avait détruit 9,000 hommes dans une suite de combats d'arrière-garde, et les trouvant à Eylau formés en une masse compacte, couverts d'artillerie, résolu jusqu'au désespoir, forts avec les Prussiens de 80,000 soldats, sur une plaine où aucune manœuvre n'était possible, il les avait attaqués avec 54,000, les avait détruits à coups de canon, et avait paré à tous les accidents de la journée avec un imperturbable sang-froid, pendant que ses lieutenants s'efforçaient de le rejoindre. Les Russes ce jour-là avaient eu tous leurs avantages, la solidité, l'immobilité au feu ; lui n'avait pas eu tous les siens, sur un terrain où il était impossible de manœuvrer ; mais il avait opposé à leur ténacité un invincible courage, une force morale au-dessus des horreurs du plus affreux carnage. L'âme de ses soldats s'était montrée dans cette journée aussi forte que la sienne ! Assurément il pouvait être fier de cette épreuve. D'ailleurs pour 12,000 ou 15,000 hommes qu'il avait perdus pendant ces huit jours, il en avait détruit 56,000 à l'ennemi. Mais il devait sentir en ce moment ce que c'était que la puissance du climat, du sol, des distances, car, possédant plus de 500,000 hommes en Allemagne, il n'avait pas pu en réunir plus de 54,000 sur le lieu de l'action décisive. Il devait, après une telle victoire, faire de graves réflexions, compter davantage avec les éléments et la fortune, et moins entreprendre à l'avenir sur l'invincible nature des choses. Ces réflexions il les fit, et elles lui inspirèrent, comme on va en juger bientôt, la conduite la mieux calculée, la plus admirablement prévoyante. Plût au ciel qu'elles fussent restées pour toujours gravées dans sa mémoire !

Quoique victorieux et garanti pour plusieurs mois de toute tentative contre ses cantonnements, il avait cependant une chose à craindre, c'étaient les récits mensongers des Russes, l'effet de ces récits sur l'Autriche, sur la France, sur l'Italie, sur l'Espagne, sur l'Europe en un mot, qui, voyant depuis trois mois sa marche deux fois arrêtée, tantôt par les boues, tantôt par les frimas, serait portée à le croire moins irrésistible, moins fatalement heureux, tiendrait pour douteuse la victoire pourtant la plus incontestable, la plus cruellement efficace, et pourrait enfin être tentée de méconnaître sa fortune.

Il résolut de montrer ici le caractère qu'il avait déployé pendant la journée même d'Eylau, et, certain de sa force, d'attendre que l'Europe,

mieux éclairée, la sentit comme lui. Après avoir passé quelques jours sur la Frisching, l'ennemi ne sortant pas de ses lignes, il prit le parti de rétrograder pour rentrer dans ses cantonnements. La température était toujours froide, mais sans descendre à plus de deux ou trois degrés au-dessous de la glace. Il en profita pour évacuer ses blessés en traîneau. Plus de 6,000 subirent, sans en souffrir sensiblement, ce singulier voyage de quarante à cinquante lieues, jusqu'à la Vistule. Un soin extrême apporté à les rechercher tous dans les villages environnants permit d'en constater le véritable nombre. Il était conforme à celui que nous avons mentionné plus haut. Quand tout fut évacué, blessés, malades, prisonniers, artillerie prise à l'ennemi, Napoléon commença, le 17 février, son mouvement rétrograde, le maréchal Ney avec le sixième corps, Murat avec la cavalerie faisant l'arrière-garde, les autres corps conservant leur position accoutumée dans l'ordre de marche, le maréchal Davoust à droite, le maréchal Soult au centre, le maréchal Augereau à gauche, enfin le maréchal Bernadotte, qui avait rejoint, formant l'extrême gauche, le long du Frische-Haff.

Napoléon, ayant remonté l'Alle jusque près des laes, d'où elle sort et d'où sort aussi la Passarge, changea de direction, et, au lieu de prendre la route de Varsovie, prit celle de Thorn, Mariembourg et Elbing, voulant désormais s'appuyer à la basse Vistule. Les derniers événements avaient modifié ses idées quant au choix de sa base d'opération. Voici les motifs de ce changement.

La position entre les branches de l'Ukra, de la Narew, du Bug, qu'il avait d'abord adoptée, était une conséquence de l'occupation de Varsovie. Elle avait l'avantage de couvrir cette capitale, et, si l'ennemi se portait le long du littoral, de permettre plus aisément de le déborder, de le tourner, de l'acculer à la mer, ce que Napoléon venait d'essayer, et ce qu'il aurait certainement exécuté, sans l'enlèvement de ses dépêches. Mais, cette manœuvre une fois dévoilée, il n'était pas probable que les Russes avertis s'exposassent à un danger qu'ils venaient d'éviter par une sorte de miracle. La position choisie en avant de Varsovie ne présentait donc plus le même avantage, et elle offrait un inconvénient grave, celui d'obliger l'armée à s'étendre démesurément, pour couvrir à la fois Varsovie et le siège de Dantzic, siège qui devenait l'opération urgente à laquelle il fallait consacrer les loisirs de l'hiver. En se plaçant, en effet, à Varsovie, on était obligé de

laisser le corps de Bernadotte à grande distance, avec peu de chances de le rallier au gros de l'armée; et si on marchait en avant, on était forcé en outre de laisser le cinquième corps, celui de Lannes, à la garde de Varsovie. On agissait par conséquent avec deux corps de moins. L'éloignement du corps de Bernadotte serait devenu à l'avenir d'autant plus regrettable qu'on allait être contraint de lui adjoindre de nouvelles forces pour seconder et couvrir le siège de Dantzic.

Napoléon prit donc la résolution de s'éloigner de Varsovie, de confier la garde de cette capitale au cinquième corps, aux Polonais, aux Bavaurois (la soumission des places de la Silésie rendait ces derniers disponibles), et de s'établir avec la plus grande partie de ses troupes, en avant de la basse Vistule, derrière la Passarge, ayant Thorn à sa droite, Elbing à sa gauche, Dantzic sur ses derrières, son centre à Osterode, ses avant-postes entre la Passarge et l'Alle. (Voir les cartes n^{os} 37 et 58.) Dans cette position il couvrait lui-même le siège de Dantzic, sans avoir besoin de détacher pour cet objet aucune partie de ses forces. Si en effet les Russes, voulant secourir Dantzic, venaient chercher une bataille, il pouvait leur opposer tous ses corps réunis, celui de Bernadotte compris, et même une partie des troupes de Lefebvre, que rien ne l'empêchait d'attirer à lui dans un cas pressant, ainsi qu'il l'avait fait en 1796, lorsqu'il leva le siège de Mantoue pour courir aux Autrichiens. Il ne lui manquait un jour de bataille que le cinquième corps, qui, de quelque manière qu'on opérât, était indispensable sur la Narew, afin de défendre Varsovie. Cette nouvelle position, d'ailleurs, donnait lieu à des combinaisons savantes, fécondes en grands résultats, ignorées de l'ennemi, tandis que celles qui auraient eu Varsovie pour base lui étaient toutes connues. Cantonné derrière la Passarge, Napoléon se trouvait à quinze lieues seulement de Königsberg. Supposez que les Russes, attirés par l'isolement apparent dans lequel on laissait Varsovie, s'avancassent sur cette capitale, on courrait derrière eux à Königsberg, on s'emparait de cette ville, et puis se rabattant par un mouvement à droite sur leurs derrières, on les jetait sur la Narew et la Vistule, dans les marécages de l'intérieur, avec autant de certitude de les détruire, que dans le cas du mouvement vers la mer. Si, au contraire, ils attaquaient de front les cantonnements sur la Passarge, on avait, comme nous venons de le dire, outre la force naturelle de ces cantonnements, la masse entière

de l'armée à leur opposer. La position était donc excellente pour le siège de Dantzig, excellente pour les opérations futures, car elle faisait naître des combinaisons nouvelles, dont le secret n'était pas dévoilé.

C'est assurément un spectacle imposant et instructif que celui de ce général impétueux, qui n'était propre, au dire de ses détracteurs, qu'à la guerre offensive, porté d'un seul bond du Rhin à la Vistule, s'arrêtant tout à coup devant les difficultés des lieux et des saisons, s'enfermant dans un espace étroit, y faisant la guerre froide, lente, méthodique, y disputant pied à pied de petites rivières, après avoir franchi les plus gros fleuves sans s'arrêter, se réduisant enfin à couvrir un siège, et placé à une aussi vaste distance de son empire, en présence de l'Europe qu'étonnait cette nouvelle manière de procéder, que le doute commençait à gagner, conservant une fermeté inébranlable, n'étant pas même séduit par le désir de frapper un coup d'éclat, et sachant ajourner ce coup au moment où la nature des choses le rendrait sûr et possible : c'est, disons-nous, un spectacle digne d'intérêt, de surprise, d'admiration ; c'est une précieuse occasion d'étude et de réflexions pour quiconque est sensible aux combinaisons des grands hommes, et se plaît à les méditer !

Napoléon vint donc se placer entre la Passarge et la basse Vistule (voir la carte n° 58), le corps du maréchal Bernadotte à gauche sur la Passarge, entre Braunsberg et Spanden ; le corps du maréchal Soult au centre, entre Liebstadt et Mohrungen ; le corps du maréchal Davoust à droite, entre Allenstein et Hohenstein, au point où l'Alle et la Passarge sont le plus rapprochées ; le corps du maréchal Ney en avant-garde, entre la Passarge et l'Alle, à Guttstadt ; le quartier général et la garde à Osterode, dans une position centrale, où Napoléon pouvait réunir toutes ses forces en quelques heures. Il attira le général Oudinot à Osterode, avec les grenadiers et voltigeurs, formant une réserve d'infanterie de 6,000 à 7,000 hommes. Il répandit la cavalerie sur ses derrières, entre Osterode et la Vistule, depuis Thorn jusqu'à Elbing, pays qui abondait en toute sorte de fourrages.

Dans l'énumération des corps cantonnés derrière la Passarge, nous n'avons pas désigné celui d'Augereau. Napoléon en avait prononcé la dissolution. Augereau venait de quitter l'armée, déconcerté de ce qui lui était arrivé dans la journée d'Eylau, imputant mal à propos son

échec à la jalousie de ses camarades, qui, selon lui, n'avaient pas voulu le soutenir, se disant fatigué, malade, usé ! L'Empereur le renvoya en France, avec des témoignages de satisfaction, qui étaient de nature à le consoler. Mais craignant que dans le septième corps, à moitié détruit, il ne restât quelque chose du découragement manifesté par le chef, il en prononça la dissolution, après y avoir prodigué les récompenses. Il en répartit les régiments entre les maréchaux Davoust, Soult et Ney. Des 12,000 hommes dont se composait le septième corps, il y en avait eu 7,000 présents à Eylau, et sur ces 7,000, deux tiers mis hors de combat. Les survivants, joints à ceux qui étaient demeurés en arrière, devaient fournir 7,000 à 8,000 hommes de renfort aux divers corps de l'armée.

Napoléon plaça le cinquième corps sur l'Omulew, à quelque distance de Varsovie. Lannes étant toujours malade, il avait mandé, avec regret d'en priver l'Italie, mais avec une grande satisfaction de le posséder en Pologne, le premier de ses généraux, Masséna, qui n'avait pas pu s'entendre avec Joseph à Naples. Il lui donna le commandement du cinquième corps. Les sièges de la Silésie avançant, grâce à l'énergie et à la fertilité d'esprit du général Vandamme, Schweidnitz ayant été pris, Neisse et Glatz restant seuls à prendre, Napoléon en profita pour amener sur la Vistule la division bavaroise Deroy, forte de 6,000 à 7,000 hommes d'assez bonnes troupes, laquelle fut cantonnée à Pultusk, entre la position du cinquième corps sur l'Omulew et Varsovie. Les bataillons polonais de Kalisch et de Posen avaient été envoyés à Dantzig. Napoléon rassembla ceux de Varsovie, organisés par le prince Poniatowski, à Neidenbourg, de manière à maintenir la communication entre le quartier général et les troupes campées sur l'Omulew. Ils étaient là sous les ordres du général Zayonscheck. Il demanda en outre que l'on organisât un corps de cavalerie de 1,000 à 2,000 Polonais, afin de courir après les Cosaques. Ces diverses troupes polonaises, destinées à lier la position de la grande armée sur la Passarge avec celle de Masséna sur la Narew, n'étaient pas capables assurément d'arrêter une armée russe qui aurait pris l'offensive, mais elles suffisaient pour empêcher les Cosaques de pénétrer entre Osterode et Varsovie, et pour exercer dans ce vaste espace une active surveillance. Concentré ainsi derrière la Passarge, et en avant de la basse Vistule, couvrant dans une position inattaquable

le siège de Dantzig, qui allait enfin commencer, pouvant, par une menace sur Königsberg, arrêter tout mouvement offensif sur Varsovie, Napoléon était dans une situation à ne rien craindre. Rejoint par les retardataires laissés en arrière, et par le corps de Bernadotte, renforcé par les grenadiers et voltigeurs d'Oudinot, il pouvait en quarante-huit heures réunir 80,000 hommes sur l'un des points de la Passarge. Cette situation était fort imposante, surtout si on la compare à celle des Russes, qui n'auraient pas pu mettre 50,000 hommes en ligne. Mais c'est une remarque digne d'être répétée, quoique déjà faite par nous, qu'une armée de plus de 500,000 hommes, répandue depuis le Rhin jusqu'à la Vistule, administrée avec une habileté qu'aucun capitaine n'a jamais égalée, fût dans l'impossibilité de fournir plus de 80,000 combattants sur le même champ de bataille. Il y avait 80,000 à 90,000 hommes capables d'agir offensivement entre la Vistule et la Passarge, 24,000 sur la Narew, d'Ostrolenka à Varsovie, en y comprenant les Polonais et les Bavares, 22,000 sous Lefebvre devant Dantzig et Colberg, 28,000 sous Mortier, en Italiens, Hollandais et Français, répandus depuis Brême et Hambourg jusqu'à Stralsund et Stettin, 15,000 en Silésie tant Bavares que Wurtembergeois, 50,000 dans les places, depuis Posen jusqu'à Erfurt et Mayence, 7,000 ou 8,000 employés aux parecs, 15,000 blessés de toutes les époques, 60 et quelques mille malades et maraudeurs, enfin 50,000 à 40,000 recrues en marche, ce qui faisait à peu près 550,000 hommes à la grande armée, dont 270,000 Français, et environ 60,000 auxiliaires, Italiens, Hollandais, Allemands et Polonais.

Ce qui paraît singulier, c'est ce nombre énorme de 60,000 malades ou maraudeurs, nombre, il est vrai, très-approximatif¹, difficile à fixer, mais digne de l'attention des hommes d'État qui étudient les secrets ressorts de la puissance des nations. Il n'y avait pas dans ces soixante mille absents, qualifiés de malades, la moitié qui fût aux hôpitaux. Les autres étaient en maraude. Nous avons déjà dit que beaucoup de soldats manquaient dans les rangs à la bataille d'Eylau, par suite de la rapidité des marches, et que les impressions produites par cette terrible bataille se répandaient au loin, les lâches et la

valetaille avaient fui à toutes jambes, en criant que les Français étaient battus. Depuis il s'était joint à eux beaucoup d'hommes, qui, sous prétexte de maladies ou de blessures légères, demandaient à se rendre aux hôpitaux, mais se gardaient bien d'y aller, parce qu'on y était retenu, surveillé, soigné même jusqu'à l'ennui. Ils avaient passé la Vistule, vivaient dans les villages, à droite et à gauche de la grande route, de manière à échapper à la surveillance générale qui contenait dans l'ordre toutes les parties de l'armée. Ils vivaient ainsi aux dépens du pays, qu'ils ne ménageaient pas, les uns vrais lâches, dont une armée, même héroïque, a toujours une certaine quantité dans ses rangs, les autres fort braves au contraire, mais pillards par nature, aimant la liberté et le désordre, et prêts à revenir au corps dès qu'ils apprenaient la reprise des opérations. Napoléon, averti de cet état de choses, par la différence entre le nombre d'hommes réputés aux hôpitaux, et le nombre de ceux que les dépenses de M. Daru prouvaient y être véritablement, porta sur cet abus une sérieuse attention. Il employa, pour le réprimer, la police des autorités polonaises, puis la gendarmerie d'élite attachée à sa garde, comme la seule troupe qui fût assez respectée pour se faire obéir. Jamais néanmoins on ne put complètement détruire sur la ligne d'opération cette lèpre attachée aux grandes armées. Et pourtant l'armée dont il s'agissait ici était celle du camp de Boulogne, la plus solide, la plus disciplinée, la plus brave qui fut jamais ! Dans la campagne d'Austerlitz, les maraudeurs s'étaient à peine fait voir. Mais la rapidité des mouvements, la distance, le climat, la saison, le carnage enfin, relâchant les liens de la discipline, cette vermine, triste effet de la misère dans un grand corps, commençait à pulluler. Napoléon y pourvut cette fois par une immense prévoyance, et par les victoires qu'il remporta bientôt. Mais des défaites peuvent en quelques jours faire dégénérer un pareil mal en dissolution des armées. Ainsi dans les succès même de cette belle et terrible campagne de 1807, apparaissaient plusieurs des symptômes d'une campagne, à jamais fatale et mémorable, celle de 1812.

Le retour dans les cantonnements fut signalé par quelques mouvements de la part des Russes. Leurs rangs étaient singulièrement éclaircis. Il ne leur restait pas 50,000 hommes capables d'agir. Cependant le général Benningsen, tout enorgueilli de n'avoir pas perdu à Eylau jusqu'au

¹ L'Empereur ne put jamais le fixer exactement, par suite de la mobilité continuelle de l'effectif des corps.

dernier homme, et, suivant son usage, se disant vainqueur, voulut donner à ses vanteries une apparence de vérité. Il quitta donc Kœnigsberg, dès qu'il apprit que l'armée française se retirait sur la Passarge. Il vint montrer de fortes colonnes le long de cette rivière, surtout dans son cours supérieur, vers Guttstadt, en face de la position du maréchal Ney. Il s'adressait mal, car cet intrépide maréchal, privé de l'honneur de combattre à Eylau, et impatient de s'en dédommager, reçut vigoureusement les corps qui se présentèrent à lui, et leur fit essayer une perte notable. Dans le même moment, le corps du maréchal Bernadotte, cherchant à s'établir sur la basse Passarge, et obligé pour cela d'occuper Braunsberg, s'empara de cette ville, où il fit prisonniers 2,000 Prussiens. Ce fut la division Dupont qui eut le mérite de cette brillante expédition. Les Russes, ayant néanmoins continué de s'agiter, et paraissant vouloir se porter sur la haute Passarge, Napoléon, dans les premiers jours de mars, prit le parti de faire sur la basse Passarge une démonstration offensive, de façon à inquiéter le général Benningsen pour la sûreté de Kœnigsberg. C'est à regret que Napoléon se décidait à un tel mouvement, car c'était révéler aux Russes le danger qu'ils couraient en s'élevant sur notre droite pour menacer Varsovie. Sachant bien qu'une manœuvre démasquée est une ressource perdue, Napoléon n'aurait pas voulu agir du tout, ou agir d'une manière décisive, en marchant sur Kœnigsberg avec toutes ses forces. Mais, d'une part, il fallait obliger l'ennemi à se tenir tranquille, afin de l'être soi-même dans ses quartiers d'hiver; de l'autre, on n'avait ni en vivres ni en munitions de quoi tenter une opération de quelque durée. Napoléon se résigna donc à une simple démonstration sur la basse Passarge, exécutée le 5 mars par les corps des maréchaux Soult et Bernadotte, qui passèrent cette rivière pendant que le maréchal Ney à Guttstadt poussait rudement le corps ennemi dirigé sur la haute Passarge. Les Russes perdirent dans ces mouvements simultanés environ 2,000 hommes, et, en voyant leur ligne de retraite sur Kœnigsberg compromise, se hâtèrent de se retirer, et de rendre la tranquillité à nos cantonnements.

Tels furent les derniers actes de cette campagne d'hiver. Le froid, longtemps retardé, commençait à se faire sentir; le thermomètre était descendu à huit et dix degrés au-dessous de la glace. On allait avoir en mars le temps auquel on

aurait dû s'attendre en décembre et en janvier.

Napoléon, qui ne s'était décidé que malgré lui à ordonner les dernières opérations, écrivit au maréchal Soult : « C'est bien un des inconvénients que j'avais sentis des mouvements actuels, que d'éclairer les Russes sur leur position. Mais ils me pressaient trop sur ma droite. « Résolu à laisser passer le mauvais temps, et à organiser les subsistances, je ne suis point autrement fâché de cette leçon donnée à l'ennemi. Avec l'esprit de présomption dont je le vois animé, je crois qu'il ne faut que de la patience pour lui voir faire de grandes fautes. » (Osterode, 6 mars.)

Si Napoléon avait eu alors assez de vivres et de moyens de transport pour traîner après lui de quoi nourrir l'armée pendant quelques jours, il eût immédiatement terminé la guerre, ayant affaire à un ennemi assez mal avisé pour venir se jeter sur la droite de ses quartiers. Aussi toute la question consistait-elle à ses yeux dans un approvisionnement qui lui permit de refaire ses soldats épuisés par les privations et de les réunir quelques jours, sans être exposé à les voir mourir de faim, ou à laisser une moitié d'entre eux en arrière, comme il lui était arrivé à Eylau. Les villes du littoral, notamment celle d'Elbing, pouvaient lui fournir des vivres pour les premiers moments de son établissement, mais de telles ressources ne lui suffisaient pas. Il voulait donc en amener de grandes quantités, qui descendraient de Varsovie par la Vistule, ou viendraient de Bromberg par le canal de Nackel, et puis seraient par terre transportées de la Vistule aux divers cantonnements de l'armée sur la Passarge. Il donna les ordres les plus précis à cet égard, pour amasser d'abord à Bromberg et à Varsovie les approvisionnements nécessaires, pour créer ensuite les moyens de transport qui devaient servir à terminer le trajet de la Vistule aux bords de la Passarge. Son intention était de commencer par fournir chaque jour la ration entière à ses soldats, et puis de former à Osterode, centre de ses quartiers, un magasin général, qui renfermât quelques millions de rations, en pain, riz, vins, eaux-de-vie. Il voulut utiliser à cet effet le zèle des Polonais, qui jusqu'ici lui avaient rendu peu de services militaires, et dont il désirait tirer au moins quelques services administratifs. Comme il avait M. de Talleyrand à Varsovie, il le chargea de s'entendre avec le gouvernement provisoire qui dirigeait les affaires de la Pologne. Il lui écrivit donc la lettre suivante, en lui envoyant

ses pleins pouvoirs pour conclure des marchés à quelque prix que ce fût.

Osterode, 12 mars, 10 heures du soir.

« Je reçois votre lettre du 10 mars à 3 heures après midi. J'ai 500,000 rations de biscuit à Varsovie. Il faut huit jours pour venir de Varsovie à Osterode ; faites des miracles, mais qu'on m'en expédie par jour 50,000 rations. Tâchez aussi de me faire expédier par jour 2,000 pintes d'eau-de-vie. Aujourd'hui le sort de l'Europe et les plus grands calculs dépendent des subsistances. Battaie les Russes, si j'ai du pain, est un enfantillage. J'ai des millions, je ne me refuse pas d'en donner. Tout ce que vous ferez sera bien fait, mais il faut qu'au reçu de cette lettre on m'expédie, par terre et par Mlawa et Zakroezin, 50,000 rations de biscuit et 2,000 pintes. C'est l'affaire de 80 voitures par jour en les payant au poids de l'or. Si le patriotisme des Polonais ne peut pas faire cet effort, ils ne sont pas bons à grand-chose. L'importance de ce dont je vous charge là est plus considérable que toutes les négociations du monde. Faites appeler l'ordonnateur, le gouverneur, le général Lemarrois, les hommes les plus influents du gouvernement. Donnez de l'argent ; j'approuve tout ce que vous ferez. Du biscuit et de l'eau-de-vie, c'est tout ce qu'il nous faut. Ces 500,000 rations de biscuit et ces 18,000 ou 20,000 pintes d'eau-de-vie qui peuvent nous arriver dans quelques jours, voilà ce qui déjouera les combinaisons de toutes les puissances. »

M. de Talleyrand assembla les membres du gouvernement polonais, pour tâcher d'en obtenir les vivres et les charrois dont on avait besoin. Les denrées ne manquaient pas en Pologne, car avec de l'argent comptant fourni aux juifs, on était sûr d'en trouver. Mais les moyens de transport étaient fort difficiles à organiser. On voulut d'abord s'en procurer dans le pays même, en payant des prix considérables ; puis on finit par acheter des charrettes et des chevaux, et on parvint ainsi à établir des relais aboutissant des bords de la Vistule à ceux de la Passarge. Les vivres circulaient en bateaux sur la Vistule ; débarqués ensuite à Varsovie, à Plock, à Thorn, à Marienwerder, ils étaient transportés à Osterode, centre des cantonnements, ou sur les caissons des régiments, ou sur les voitures du pays, ou sur celles qu'on avait soi-même achetées et pourvues de chevaux. On rechercha, en les payant, des bœufs

dans toute la Silésie, et on les fit venir sur pied à Varsovie. On tâcha de recueillir des vins et des spiritueux sur le littoral du Nord, où le commerce les apporte en quantité considérable et en qualité supérieure. On en avait à Berlin, à Stettin, à Elbing ; on les achemina par eau jusqu'à Thorn. Napoléon eût attaché beaucoup de prix à se procurer 200,000 ou 500,000 bouteilles de vin, pour réjouir le cœur de ses soldats. Il avait près de lui une précieuse ressource en ce genre, mais elle était renfermée dans la place de Dantzig, où se trouvaient plusieurs millions de bouteilles d'excellents vins, c'est-à-dire de quoi en fournir à l'armée pendant quelques mois. Ce n'était pas un médiocre stimulant pour prendre cette forteresse.

Ces soins si actifs, consacrés à l'approvisionnement de l'armée, ne pouvaient pas produire un effet immédiat ; mais, dans l'intervalle, on vivait sur la Négath, sur Elbing, sur les districts mêmes qu'on occupait, et l'industrie de nos soldats suppléant à ce qui manquait, on était parvenu à se procurer le nécessaire. Beaucoup de vivres cachés avaient été découverts, et avaient permis d'attendre les arrivages réguliers de la Vistule. On était logé dans les villages, et on ne bivouaquait plus, ce qui était un grand soulagement pour des troupes qui venaient de bivouaquer pendant cinq mois de suite, depuis octobre jusqu'à février. Aux avant-postes, on vivait dans des baraques, dont ce pays de forêts fournissait en abondance les matériaux et le chauffage. Quelques vins, quelques eaux-de-vie, trouvés à Elbing, et distribués avec ordre, rendaient à nos soldats un peu de gaieté. Les premiers jours passés, ils avaient fini par être mieux que sur la Narew, car le pays était meilleur, et ils espéraient bien, au retour de la belle saison, se dédommager des peines présentes, et terminer en un jour de bataille la terrible lutte dans laquelle ils étaient engagés.

Les régiments provisoires, destinés à amener les recrues, commençaient d'arriver sur la Vistule. Plusieurs d'entre eux, déjà rendus sur le théâtre de la guerre, avaient été passés en revue, dissous, et répartis entre les régiments auxquels ils appartenaient. Les soldats voyaient ainsi leurs rangs se remplir, entendaient parler de renforts nombreux qui se préparaient sur les derrières de l'armée, et se confiaient davantage dans la vigilance suprême qui pourvoyait à tous leurs besoins. La cavalerie continuait d'être l'objet des soins les plus attentifs. Napoléon avait formé des détachements à pied de tous les cavaliers dé-

montés, et il les avait envoyés en Silésie, pour aller y chercher les chevaux dont cette province abondait.

Des travaux immenses s'exécutaient sur la Passarge et la Vistule, afin d'assurer la position de l'armée. Tous les ponts sur la Passarge avaient été détruits, deux exceptés, l'un pour l'usage du corps du maréchal Bernadotte à Braunsberg, l'autre pour l'usage du corps du maréchal Soult à Spanden. De vastes têtes de pont étaient ajoutées à chacun des deux, afin de pouvoir déboucher au delà, Napoléon répétant sans cesse à ses lieutenants qu'une ligne n'était facile à défendre que lorsqu'on était en mesure de la franchir à son tour, pour prendre l'offensive contre celui qui l'attaquait¹. Deux ponts sur la Vistule, l'un à Marienbourg, l'autre à Marienwerder, assuraient la communication avec les troupes du maréchal Lefebvre, chargées du siège de Dantzig. On pouvait donc aller à elles, ou les amener à soi, et présenter partout à l'ennemi une masse compacte. Le maréchal Lefebvre se rapprochait de Dantzig, en attendant la grosse artillerie tirée des places de la Silésie pour commencer ce grand siège qui devait être l'occupation et la gloire de l'hiver. Les ouvrages de Sierock, de Praga, de Modlin, destinés à consolider la position de Varsovie, se poursuivaient également.

C'est du petit bourg d'Osterode que Napoléon ordonnait toutes ces choses. Ses soldats ayant du pain, des pommes de terre, de la viande, de l'eau-de-vie, du chaume pour s'abriter, du bois pour se chauffer, ne souffraient pas. Mais les officiers, qui ne parvenaient à se procurer que la nourriture et le logement du soldat, même avec leur solde exactement payée, étaient exposés à beaucoup de privations. Napoléon avait voulu leur donner l'exemple de la résignation en restant au milieu d'eux. Les officiers de chaque corps, envoyés à Osterode, pouvaient dire qu'ils ne l'avaient pas trouvé mieux établi que le dernier d'entre eux. Aussi, répondant à son frère Joseph, qui se plaignait des souffrances de l'armée de Naples, il se raillait de ses plaintes, accusait la faiblesse de son âme, et lui traçait le tableau suivant :

« Les officiers d'état-major ne se sont pas dé-
habillés depuis deux mois, et quelques-uns de-
puis quatre ; j'ai moi-même été quinze jours

« sans ôter mes bottes... Nous sommes au mi-
« lieu de la neige et de la boue, sans vin, sans
« eau-de-vie, sans pain, mangeant des pommes
« de terre et de la viande, faisant de longues
« marches et contre-marches, sans aucune espèce
« de douceurs, et nous battant ordinairement à
« la baïonnette et sous la mitraille, les blessés
« obligés de se retirer en traîneau, en plein air,
« pendant cinquante lieues. » (Il s'agissait ici de
la marche qui avait suivi la bataille d'Eylau, car
à Osterode on était déjà micux.) « C'est donc une
« mauvaise plaisanterie que de comparer les lieux
« où nous sommes avec ce beau pays de Naples,
« où l'on a du vin, du pain, des draps de lit, de
« la société, et même des femmes. Après avoir
« détruit la monarchie prussienne, nous nous
« battons contre le reste de la Prusse, contre les
« Russes, les Calmouks, les Cosaques, et les peu-
« plades du Nord, qui envahirent jadis l'empire
« romain. Nous faisons la guerre dans toute son
« énergie et son horreur. Au milieu de ces gran-
« des fatigues, tout le monde a été plus ou moins
« malade ; pour moi je ne me suis jamais trouvé
« plus fort, et j'ai engraisé. » (Osterode,
1^{er} mars.)

La situation dont Napoléon faisait ici la peinture était déjà fort améliorée à Osterode, du moins pour les soldats. Mais, si nous souffrions, les Russes souffraient bien davantage, et se trouvaient dans une misère horrible. Leurs bataillons, qui au début des opérations s'élevaient à 500 hommes, étaient actuellement réduits à 300, à 200, à 150. On venait d'en prendre dix à la fois, qui ne présentaient que ce dernier nombre. Si les Russes avaient pu tenir tête à Napoléon, c'était à condition de faire détruire leur armée ; aussi ne pouvaient-ils plus se montrer en rase campagne. On avait mandé à Saint-Pétersbourg, au nom de tous les généraux, que si les forces qui restaient n'étaient pas accrues du double au moins, on ne ferait désormais autre chose que fuir devant les Français. Au surplus, tous les officiers russes, pleins d'admiration pour notre armée, sentant qu'au fond ils se battaient beaucoup plus pour l'Angleterre ou la Prusse que pour la Russie, désiraient la paix et la demandaient à grands cris.

Leurs troupes, qui n'étaient pas approvisionnées comme celles de Napoléon par une pré-

¹ « Une rivière ni une ligne quelconque, écrivait-il à Bernadotte (6 mars, Osterode), ne peuvent se défendre qu'en ayant des points offensifs ; car, quand on n'a fait que se défendre, on a couru des chances sans rien obtenir. Mais,

« lorsqu'on peut combiner la défense avec un mouvement offensif, on fait courir à l'ennemi plus de chances qu'il n'en fait courir au corps attaqué. Faites donc travailler jour et nuit aux têtes de pont de Spanden et de Braunsberg. »

voyance supérieure, mouraient de faim. De guerre lasse, elles avaient cessé de batailler avec les nôtres. On se recontraît à la maraude presque sans s'attaquer. Il semblait qu'on fût instinctivement d'accord pour ne pas ajouter aux souffrances de cette situation. Il arrivait même quelquefois que de malheureux Cosaques, poussés par la faim, et s'exprimant par signes, venaient demander du pain à nos soldats, en leur avouant que depuis plusieurs jours ils n'avaient rien trouvé à manger; et nos soldats, toujours prompts à la pitié, leur donnaient des pommes de terre, dont ils avaient une assez grande abondance. Singulier spectacle que ce retour à l'humanité, au milieu même des cruautés de la guerre!

Napoléon savait qu'en essayant beaucoup de mal, il en avait fait éprouver bien plus à l'ennemi. Mais il avait à combattre les faux bruits accrédités à Varsovie, à Berlin, surtout à Paris. Sa prodigieuse gloire contenait seule les esprits, toujours indépendants en France, toujours malveillants en Europe, et il pouvait déjà pressentir qu'au premier revers sérieux il verrait les uns et les autres lui échapper. Aussi n'eut-il jamais autant d'efforts à faire, autant d'énergie de caractère à déployer, pour dominer l'opinion publique. De jeunes auditeurs, envoyés de Paris pour apporter au quartier général le travail des divers ministères, et peu accoutumés au spectacle qui frappait leurs yeux, des officiers mécontents, ou émus plus que de coutume des horreurs de cette guerre, écrivaient en France des lettres remplies d'exagérations. « Concertez-vous avec M. Daru, disait Napoléon à M. Maret, dans une de ses lettres, pour faire partir d'ici les auditeurs qui sont inutiles, qui perdent leur temps, et qui, peu habitués aux événements de la guerre, n'écrivent à Paris que des bêtises. Je veux qu'à l'avenir le travail soit porté par des officiers d'état-major. » Quant aux récits émanés de certains officiers, relativement à la bataille d'Eylau, et que le ministre Fouché lui désignait comme la source des faux bruits répandus à Paris, Napoléon répondait qu'il n'en fallait rien croire. « Mes officiers, disait-il, savent ce qui se passe dans mon armée, comme les oisifs qui se promènent dans le jardin des Tuileries savent ce qui se délibère dans le cabinet ¹. D'ailleurs, l'exagération plaît à l'esprit humain... Les peintures rembrunies qu'on vous a tracées de notre situation ont pour auteurs des bavards de Paris, qui sont des têtes à

tableaux... Jamais la position de la France n'a été ni plus grande ni plus belle. Quant à Eylau, j'ai dit et redit que le bulletin avait exagéré la perte; et qu'est-ce que 2,000 ou 5,000 hommes tués dans une grande bataille? *Quand je ramènerai mon armée en France et sur le Rhin, on verra qu'il n'en manque pas beaucoup à l'appel.* Lors de notre expédition d'Égypte, les correspondances de l'armée, interceptées par le cabinet britannique, furent imprimées, et amenèrent l'expédition des Anglais, qui était folle, qui devait échouer, qui réussit *parce qu'il était dans l'ordre du destin qu'elle réussit.* Alors aussi on disait que nous manquions de tout en Égypte, la plus riche contrée de l'univers; on disait que l'armée était détruite, et j'en ai ramené à Toulon les huit neuvièmes!... Les Russes s'attribuent la victoire; c'est ainsi qu'ils ont fait après Pultusk, après Austerlitz. Ils ont au contraire été poursuivis l'épée dans les reins jusque sous le canon de Königsberg. Ils ont eu quinze ou seize généraux tués. Leur perte a été immense. *Nous en avons fait une véritable boucherie.* »

On avait imprimé quelques fragments de lettres du major général Berthier, dans lesquelles il était parlé des dangers que Napoléon avait courus. « On publie, mandait-il à l'archichancelier Cambacérès, *que je commande mes avant-postes; ce sont là des bêtises...* Je vous avais prié de ne laisser insérer que les bulletins dans le *Moniteur*. S'il en arrive autrement, vous m'empêchez de rien écrire, et alors vous en aurez plus d'inquiétudes... Berthier écrit au milieu d'un champ de bataille, fatigué, et ne s'attend pas que ses lettres seront imprimées... » (Osterode, 5 mars.)

Ainsi Napoléon ne voulait pas qu'on fit valoir son courage personnel, car ce courage même devenait un danger. C'était trop clairement avouer que cette monarchie militaire, sans passé, sans avenir, était à la merci d'un boulet de canon.

Des transports causés en France par les merveilles d'Austerlitz et d'Iéna, on avait passé à une sorte d'inquiétude. Paris était triste et désert, car l'Empereur, les chefs de l'armée, qui composaient une grande partie de la haute société de ce règne, étaient absents. L'industrie souffrait. Napoléon enjoignit à ses sœurs, aux princes Cambacérès et Lebrun, de donner des fêtes. Il voulait qu'on remplit ainsi le vide laissé par son absence. Il ordonna de faire à Fontainebleau, Versailles, Compiègne, Saint-Cloud, une revue

¹ 13 avril.

du mobilier de la couronne, et de consacrer plusieurs millions pris sur ses économies personnelles, pour acheter des étoffes dans les manufactures de Lyon, Rouen, Saint-Quentin. Il prescrivit de proportionner les secours accordés, non pas aux besoins des résidences impériales, mais aux besoins des industries. Quoiqu'il s'attachât ordinairement à réprimer le goût de l'impératrice et de ses sœurs pour la dépense, cette fois il leur recommanda la prodigalité. Il voulut que la caisse d'amortissement, c'est-à-dire le trésor de l'armée, consacra un million par mois à prêter aux manufactures principales, sur dépôt de marchandises, et il demanda un projet afin de convertir cette mesure accidentelle en une institution permanente, ayant pour objet, *non pas*, disait-il, *une caisse de secours pour les banqueroutiers*, mais une caisse de prévoyance, destinée à soutenir les fabricants qui occupaient un grand nombre de travailleurs, et qui seraient obligés de les renvoyer, si on ne leur fournissait pas des facilités pour les payer.

Il songea enfin à un moyen extraordinaire de procurer des capitaux au commerce, tout en apportant une amélioration notable à l'administration des finances. Alors, encore plus qu'aujourd'hui, la somme totale de l'impôt n'était pas exactement perçue dans l'année. Aussi les obligations des receveurs généraux, représentatives de l'impôt, ne devaient-elles échoir, pour une partie du moins, que trois ou quatre mois après l'année écoulée, c'est-à-dire en mars, avril ou mai de l'année suivante. Il fallait donc les escompter, soin dont se chargeaient les faiseurs d'affaires, en se livrant à un agiotage fort actif. C'était la dette flottante du temps, à laquelle on faisait face avec les obligations des receveurs généraux, comme on y fait face maintenant avec les bons royaux. Cet escompte exigeait de la part des capitalistes de Paris un capital de 80 millions. Napoléon imagina d'établir que pour 1808 par exemple, la portion des obligations qui ne devait échoir qu'en 1809 serait appliquée à l'exercice 1809 lui-même, et ainsi de suite à l'avenir, de manière que chaque exercice n'eût pour son usage que des obligations échéant dans l'année même. Restait à combler, pour 1808, le déficit répondant à la portion d'obligations reportées sur 1809. C'était une somme de 80 millions à se procurer. Napoléon proposa de la fournir à l'aide d'un emprunt, que le trésor de l'État ferait au trésor de l'armée, à un taux modéré. « Par ce moyen, écrivait-il, mes obligations

« écherraient toutes en douze mois; le trésor
« public économiserait 5 ou 6 millions de frais
« de négociation; nos manufactures et notre
« commerce feraient un gain immense, puis-
« qu'il y aurait 80 millions vacants, qui, ne
« pouvant trouver d'emploi au trésor, seraient
« placés dans le commerce. » (Osterode, 1^{er} avril, note au prince Cambacérés.)

Il ordonna de confectionner à Paris même une quantité considérable de souliers, de bottes, d'objets de harnachement, de voitures d'artillerie pour occuper les ouvriers de la capitale. Les objets fabriqués à Paris étaient de meilleure qualité que ceux qu'on fabriquait ailleurs. Il s'agissait seulement de les transporter en Pologne. Napoléon avait inventé pour cela un expédient aussi simple qu'ingénieux. A cette époque, une compagnie d'entrepreneurs était chargée des transports de l'armée, et fournissait à un prix déterminé les caissons qui portaient le pain, les bagages, tout ce qui suit enfin les troupes, même les plus légèrement équipées. Napoléon avait été frappé, au milieu des boues de Pultusk et de Golymin, du peu de zèle de ces voituriers, enrôlés par l'industrie privée, de leur peu de courage dans les périls, et de même qu'il avait voulu organiser militairement les conducteurs de l'artillerie, il voulut organiser militairement aussi les conducteurs des bagages, pensant que le péril étant à peu près égal pour tous ceux qui concourent aux divers services d'une armée, il fallait les lier tous par le lien de l'honneur, et les traiter en militaires, pour leur en imposer les devoirs. Il avait donc ordonné de former successivement à Paris des *bataillons du train*, chargés de la conduite des équipages, de construire des caissons, d'acheter des chevaux de trait, et quand on aurait organisé le personnel et le matériel de ces bataillons, de les acheminer vers la Vistule. Au lieu de venir à vide, ces nouveaux équipages militaires devaient transporter les objets d'équipement fabriqués à Paris. Ces objets pouvaient arriver à temps sur la Vistule, car il fallait deux mois pour le trajet, et il était possible que la guerre en durât encore cinq ou six. Napoléon se proposait par cet ensemble de mesures de remédier à la stagnation momentanée du commerce, et de suppléer aux consommations de la paix par les consommations de la guerre. L'une en effet ne consomme pas moins que l'autre, et quand l'argent ne manque pas, une administration habile peut fournir aux ouvriers le travail que leur procurait la paix, et

leur ménager le moyen de gagner leur vie au milieu même des difficultés de la guerre.

Telle est la multitude d'objets dont il s'occupait dans le bourg d'Osterode, vivant dans une espèce de grange, d'où il contenait l'Europe, et gouvernait son empire. On avait fini par lui trouver à Finkenstein une demeure plus convenable : c'était une habitation de campagne, appartenant à l'un des employés de la couronne de Prusse, et dans laquelle il avait pu se loger avec son état-major et sa maison militaire. Là, comme à Osterode, il était au centre de ses cantonnements, et en mesure de se rendre partout où sa présence serait nécessaire. Chaque semaine on lui envoyait le portefeuille des divers ministères, et il consacrait son attention aux affaires les plus grandes comme aux plus petites. Les théâtres eux-mêmes, à cette distance, n'échappaient point à son active surveillance. On avait composé en son honneur des vers et de la musique, qui lui avaient semblé mauvais. Par son ordre on en avait composé d'autres, où il était moins loué, mais où se trouvaient des sentiments élevés, exprimés en langage convenable. Il en fit remercier et récompenser les auteurs, en ajoutant ces belles paroles : « *La meilleure manière de me louer, c'est d'écrire des choses qui inspirent des sentiments héroïques à la nation, à la jeunesse, à l'armée.* » Il lisait attentivement les feuilles publiques, suivait les séances de l'Académie française, voulait qu'on redressât les tendances d'esprit des écrivains, et qu'on surveillât les discours prononcés à l'Académie. Il considérait comme fâcheuses les attaques que le *Journal de l'Empire* et le *Mercury de France* dirigeaient contre les philosophes. « Il est nécessaire, disait-il, d'avoir un homme sage à la tête de ces journaux. Ces deux journaux affectent la religion jusqu'à la bigoterie. Au lieu d'attaquer les excès du système exclusif de quelques philosophes, ils attaquent la philosophie et les connaissances humaines. Au lieu de contenir par une saine critique les productions du siècle, ils les découragent, les déprécient, et les avilissent... Je ne parle point d'opinions politiques ; il ne faut pas être bien fin pour voir que, s'ils l'osaient, elles ne seraient pas plus saines que celles du *Courrier Français*. »

L'Académie française avait tenu une séance pour la réception du cardinal Maury, rappelé en France, et remis en possession du fauteuil qu'il avait autrefois occupé. L'abbé Sicard, recevant

le cardinal Maury, s'était exprimé sur Mirabeau en termes malséants. Le récipiendaire n'en avait pas mieux parlé, et cette séance académique était devenue l'occasion d'une sorte de déchaînement contre la révolution et les révolutionnaires. Napoléon, désagréablement affecté, écrivit au ministre Fouché : « Je vous recommande qu'il n'y ait point de réaction dans l'opinion. Faites parler de Mirabeau avec éloge. Il y a bien des choses dans cette séance de l'Académie qui ne me plaisent pas. Quand donc serons-nous sages?... Quand serons-nous animés de la véritable charité chrétienne, et quand nos actions auront-elles pour but de n'humilier personne ? Quand nous abstiendrons-nous de réveiller des souvenirs qui vont au cœur de tant de gens ? » (Finkenstein, 20 mai.)

Une autre fois, il avait appris par les correspondances de tous genres, qu'il payait avec largesse et lisait avec soin, que des querelles intestines divisaient l'administration de l'Opéra, qu'on voulait persécuter un machiniste pour un changement de décoration manqué. « Je ne veux de tracasseries nulle part, écrivait-il à M. Fouché ; je ne veux pas que M. *** soit victime d'un accident fortuit ; *mon habitude est de soutenir les malheureux ; les actrices monteront dans les nuages ou n'y monteront pas, je ne veux pas qu'on profite de cela pour intriguer.* » (12 avril.)

En même temps il montrait une sollicitude extrême pour les maisons d'éducation, et pour celle d'Écouen notamment, où devaient être élevées les filles de légionnaires pauvres. Il voulait, écrivait-il à M. de Lacépède, qu'on lui fit des femmes simples, chastes, dignes d'être unies aux hommes qui l'auraient bien servi, soit dans l'armée, soit dans l'administration. Afin de les rendre telles, il fallait, selon lui, qu'elles fussent élevées dans des sentiments d'une piété solide. « Je n'ai attaché, disait-il, qu'une importance secondaire aux institutions religieuses pour l'école de Fontainebleau. Il s'agit là de former de jeunes officiers ; mais, pour Écouen, c'est tout autre chose. On se propose d'y élever des femmes, des épouses, des mères de famille. Faites-nous *des croyantes, et non des raisonneuses. La faiblesse du cerveau des femmes, la mobilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre social, la nécessité de leur inspirer, avec une perpétuelle résignation, une charité douce et facile*, tout cela rend pour elles le joug de la religion indispensable. Je désire qu'il en sorte, non des femmes

agréables, mais des femmes vertueuses, *que leurs agréments soient du cœur et non de l'esprit.* » En conséquence, il recommandait qu'on leur apprît l'histoire et la littérature, qu'on leur épargnât l'étude des langues anciennes et des sciences trop relevées, qu'on leur enseignât assez de physique pour qu'elles pussent dissiper autour d'elles l'ignorance populaire, un peu de médecine usuelle, de la botanique, de la musique, de la danse, *mais pas celle de l'Opéra*, l'art de chiffrer, l'art de travailler à toutes sortes d'ouvrages. « Il faut, « ajoutait-il, que leurs appartements soient meublés du travail de leurs mains, qu'elles fassent « elles-mêmes leurs chemises, leurs bas, leurs « robes, leurs coiffures, qu'elles puissent au « besoin coudre elles-mêmes la layette de leurs « enfants. Je veux faire de ces jeunes filles des « femmes utiles, certain que j'en ferai par là des « femmes agréables. Si je permettait qu'on en « fit des femmes agréables, on m'en ferait « bientôt des petites-maîtresses. » (Finken-stein, 15 mai.)

Cette activité prodigieuse se changeant quelquefois de vigilance bienfaisante en défiance ombrageuse, ce qui ne peut manquer d'arriver chez un maître absolu et nouveau, Napoléon s'occupait de la police, savait qui entrait dans Paris, et qui en sortait. Il avait appris que madame de Staël y était revenue, qu'elle avait déjà parcouru plusieurs maisons de campagne des environs, et tenu plus d'un discours hostile. Prétendant que s'il n'intervenait pas, elle compromettrait de bons citoyens contre lesquels il serait ensuite obligé de sévir, il avait ordonné, malgré beaucoup de sollicitations contraires, de l'expulser de Paris. Comme il se défiait du ministre Fouché, qui ménageait volontiers les personnes influentes, il lui avait prescrit de la faire partir sans retard, et avait recommandé à l'archichancelier Cambacérès de veiller à l'exécution de cet ordre (26 mars). Dans le même moment on l'informait que la police avait renvoyé de Paris un ancien conventionnel nommé Ricord. Pour celui-là personne ne sollicitait, aucun grand personnage ne réclamait de ménagement, car la réaction entraînant tout le monde, il n'y avait ni faveur, ni humanité pour ceux qu'on appelait *les révolutionnaires*. « Pourquoi, écrivait Napoléon au ministre Fouché, pourquoi faire sortir de Paris le conventionnel Ricord ? S'il est dangereux, il ne fallait pas souffrir qu'il y rentrât, contrairement aux lois de l'an VIII. Mais puisqu'on lui a permis d'y rentrer, il faut l'y laisser. Ce qu'il a fait autrefois

importe peu. Il s'est conduit sous la Convention comme un homme *qui tenait à vivre ; il a crié suivant le temps. Il est dans l'aisance, il ne se jettera pas dans de mauvaises affaires pour subsister.* Qu'on le tolère donc à Paris, à moins de fortes raisons pour l'empêcher d'y demeurer. » (6 mars.)

Par ce même soin à s'enquérir de tout, il apprenait, de MM. Monge et Laplace, qu'un savant, qu'il honorait et chérissait d'une manière particulière, M. Berthollet, éprouvait quelques embarras de fortune. « J'apprends, lui écrivait-il, « que vous avez besoin de 150,000 francs. Je « donne ordre à mon trésorier de mettre cette « somme à votre disposition, bien aise de trouver cette occasion de vous être utile, et de vous « donner une preuve de mon estime. » (Finken-stein, 1^{er} mai.)

Puis il adressait de nouveaux conseils à ses frères Louis et Joseph sur la manière de régner, l'un en Hollande, l'autre à Naples. Il reprochait à Louis de favoriser, par vanité de roi parvenu, le parti de l'ancien régime, le parti orangiste ; de créer des maréchaux sans avoir une armée, d'instituer un ordre qu'il prodiguait à tout venant, à des Français qu'il ne connaissait pas, à des Hollandais qui ne lui avaient rendu aucun service. Il reprochait à Joseph d'être faible, nonchalant, plus occupé de réformes prétentieuses que de la soumission des Calabres ; de faire précéder la suppression des moines, mesure qu'il approuvait fort, d'un préambule qui semblait rédigé par des philosophes, et non par des hommes d'État. « Un tel préambule, disait-il, devrait être écrit du style d'un pontife éclairé, qui supprime les moines, parce qu'ils sont inutiles à la religion, onéreux à l'Église. Je conçois une mauvaise opinion d'un gouvernement dont *les actes sont dirigés par la manie du bel esprit.* » (14 avril.) « Vous vivez trop, lui disait-il, avec des lettrés et des savants. *Ce sont des coquettes avec lesquelles il faut entretenir un commerce de galanterie, et dont il ne faut jamais songer à faire ni sa femme, ni son ministre.* » Il lui reprochait de se créer des illusions sur sa situation à Naples, de se flatter qu'on l'aimât, quand il y régnait tout au plus depuis une année. « Demandez-vous, lui disait-il, ce que vous deviendriez, s'il n'y avait plus trente mille Français à Naples ? Quand vous aurez régné vingt ans, et que vous vous serez *fait craindre et estimer*, alors vous pourrez croire votre trône consolidé. » Puis enfin il lui traçait le tableau suivant de la situation des Français en Pologne.

« Vous mangez à Naples des petits pois, et
 « peut-être cherchez-vous déjà l'ombre : nous,
 « au contraire, nous sommes encore comme au
 « mois de janvier. J'ai fait ouvrir la tranchée
 « devant Dantzic. Cent pièces de canon, deux
 « cent mille livres de poudre commencent à s'y
 « réunir. Nos ouvrages sont à soixante toises de
 « la place, qui a une garnison de 6,000 Russes
 « et de 20,000 Prussiens, commandés par le
 « maréchal Kalkreuth. J'espère la prendre dans
 « quinze jours... Soyez du reste sans inquié-
 « tude. » (Finkenstein, le 19 avril.)

Telles étaient, au milieu des neiges de la Polo-
 gne, les occupations diverses de ce génie extra-
 ordinaire, embrassant tout, veillant sur tout,
 aspirant non-seulement à gouverner ses soldats
 et ses agents, mais les esprits eux-mêmes ; vou-
 lant non-seulement agir, mais penser pour tout
 le monde ; porté le plus souvent au bien, mais
 quelquefois, dans son activité incessante, se lais-
 sant entraîner au mal, comme il avient à qui-
 conque peut tout, et ne trouve aucun obstacle

à ses propres impulsions ; empêchant tour à tour
 les réactions, les persécutions, et puis, au sein
 d'une immense gloire, sensible à l'aiguillon d'une
 langue ennemie, jusqu'à descendre de sa gran-
 deur pour persécuter une femme, le jour même
 où il défendait un membre de la Convention
 contre l'esprit réacteur du moment ! Applaudis-
 sons-nous d'être enfin devenus sujets de la loi, de
 la loi égale pour tous, et qui ne nous expose pas
 à dépendre des bons ou des mauvais mouvements
 de l'âme, même la plus grande et la plus géné-
 reuse. Oui, la loi vaut mieux qu'aucune volonté
 humaine, quelle qu'elle soit ! Soyons justes cepen-
 dant envers la volonté qui sut accomplir de si
 prodigieuses choses, qui les accomplit par nos
 mains, qui employa sa féconde énergie à réor-
 ganiser la société française, à réformer l'Europe,
 à porter dans le monde entier notre puissance
 et nos principes, et qui de tout ce qu'elle fit avec
 nous, si elle ne nous a pas laissé la puissance qui
 passe, nous a laissé du moins la gloire qui reste :
 et la gloire ramène quelquefois la puissance.



LIVRE VINGT-SEPTIÈME.

FRIEDLAND ET TILSIT.

Événements d'Orient pendant l'hiver de 1807. — Le sultan Sélim, effrayé des menaces de la Russie, réintègre les hospodars Ipsilanti et Maruzzi. — Les Russes n'en continuent pas moins leur marche vers la frontière turque. — En apprenant la violation de son territoire, la Porte, excitée par le général Sébastiani, envoie ses passe-ports au ministre de Russie, M. d'Italinski. — Les Anglais, d'accord avec les Russes, demandent le retour de M. d'Italinski, l'expulsion du général Sébastiani, et une déclaration immédiate de guerre contre la France. — Résistance de la Porte et retraite du ministre d'Angleterre, M. Charles Arbuthnot, à bord de la flotte anglaise à Ténédos. — L'amiral Duckworth, à la tête de sept vaisseaux et de deux frégates, force les Dardanelles sans essuyer de dommage, et détruit une division navale turque au cap Nagara. — Terreur à Constantinople. — Le gouvernement turc, divisé, est près de céder. — Le général Sébastiani encourage le sultan Sélim, et l'engage à simuler une négociation, pour se donner le temps d'armer Constantinople. — Les conseils de l'ambassadeur de France sont suivis, et Constantinople est armée en quelques jours avec le concours des officiers français. — Des pourparlers s'engagent entre la Porte et l'escadre britannique mouillée aux îles des Princes. — Ces pourparlers se terminent par un refus d'obtempérer aux demandes de la légation anglaise. — L'amiral Duckworth se dirige sur Constantinople, trouve la ville armée de trois cents bouches à feu, et se décide à regagner les Dardanelles. — Il les franchit de nouveau, mais avec beaucoup de dommage pour sa division. — Grand effet produit en Europe par cet événement, au profit de la politique de Napoléon. — Quoique victorieux, Napoléon, frappé des difficultés que la nature lui oppose en Pologne, se rattache à l'idée d'une grande alliance continentale. — Il fait de nouveaux efforts pour pénétrer le secret de la politique autrichienne. — La cour de Vienne, en réponse à ses questions, lui offre sa médiation auprès des puissances belligérantes. — Napoléon voit dans cette offre une manière de s'immiscer dans la querelle, et de se préparer à la guerre. — Il appelle sur-le-champ une troisième conscription, tire de nouvelles forces de France et d'Italie, crée avec une promptitude extraordinaire une armée de réserve de 100,000 hommes, et donne communication de ces mesures à l'Autriche. — État florissant de l'armée française sur la basse Vistule et la Passarge. — L'hiver, longtemps retardé, se fait vivement sentir. — Napoléon profite de ce temps d'inaction pour entreprendre le siège de Dantzig. — Le maréchal Lefebvre chargé du commandement des troupes, le général Chasseloup de la direction des opérations du génie. — Longs et difficiles travaux de ce siège mémorable. — Les deux souverains de Prusse et de Russie se décident à envoyer devant Dantzig un puissant secours. — Napoléon, de son côté, dispose ses corps d'armée de manière à pouvoir renforcer le maréchal Lefebvre à l'improviste. — Beau combat livré sous les murs de Dantzig. — Derniers travaux d'approche. — Les Français sont prêts à donner l'assaut. — La place se rend. — Ressources immenses en blé et en vin, trouvées dans la ville de Dantzig. — Le maréchal Lefebvre créé duc de Dantzig. — Le retour du printemps décide Napoléon à reprendre l'offensive. — La reprise des opérations fixée au 10 juin 1807. — Les Russes préviennent les Français, et dirigent, le 3 juin, une attaque générale contre les cantonnements de la Passarge. — Le maréchal Ney, sur lequel s'étaient portés les deux tiers de l'armée russe, leur tient tête avec une intrépidité héroïque, entre Guttstadt et Deppen. — Ce maréchal donne le temps à Napoléon de concentrer toute l'armée française sur Deppen. — Napoléon prend à son tour une offensive vigoureuse, et pousse les Russes l'épée dans les reins. — Le général Benningsen se retire précipitamment vers la Prégel, en descendant l'Alle. — Napoléon marche de manière à s'interposer entre l'armée russe et Königsberg. — La tête de l'armée française rencontre l'armée russe campée à Heilsberg. — Combat sanglant livré le 10 juin. — Napoléon, arrivé le soir à Heilsberg avec le gros de ses forces, se prépare à livrer le lendemain une bataille décisive, lorsque les Russes décampent. — Il continue à manœuvrer de manière à les couper de Königsberg. — Il envoie sa gauche, composée des maréchaux Soult et Davoust, sur Königsberg, et avec les maréchaux Lannes, Mortier, Ney, Bernadotte et la garde, il suit l'armée russe le long de l'Alle. — Le général Benningsen, effrayé pour le sort de Königsberg, veut courir au secours de cette place, et se hâte de passer l'Alle à Friedland. — Napoléon le surprend, le 14 au matin, au moment où il passait l'Alle. — Mémorable bataille de Friedland. — Les Russes, accablés, se retirent sur le Niémen, en abandonnant Königsberg. — Prise de Königsberg. — Armistice offert par les Russes, et accepté par Napoléon. — Translation du quartier général français à Tilsit. — Entrevue d'Alexandre et de Napoléon sur un radeau placé au milieu du Niémen. — Napoléon invite Alexandre à passer le Niémen, et à fixer son séjour à Tilsit. — Intimité promptement établie entre les deux monarques. — Napoléon s'empare de l'esprit d'Alexandre, et lui fait accepter de vastes projets, qui consistent à contraindre l'Europe entière à prendre les armes contre l'Angleterre, si celle-ci ne veut pas consentir à une paix équitable. — Le partage de l'empire turc doit être le prix des complaisances d'Alexandre. —

Contestation au sujet de Constantinople. — Alexandre finit par adhérer à tous les projets de Napoléon, et semble concevoir pour lui une amitié des plus vives. — Napoléon, par considération pour Alexandre, consent à restituer au roi de Prusse une partie de ses États. — Le roi de Prusse se rend à Tilsit. — Son rôle entre Alexandre et Napoléon. — La reine de Prusse vient aussi à Tilsit, pour essayer d'arracher à Napoléon quelques concessions favorables à la Prusse. — Napoléon respectueux envers cette reine malheureuse, mais inflexible. — Conclusion des négociations. — Traités patents et secrets de Tilsit. — Conventions occultes restées inconnues à l'Europe. — Napoléon et Alexandre, d'accord sur tous les points, se quittent en se donnant d'éclatants témoignages d'affection, et en se faisant la promesse de se revoir bientôt. — Retour de Napoléon en France, après une absence de près d'une année. — Sa gloire après Tilsit. — Caractère de sa politique à cette époque.

Tandis que Napoléon, cantonné sur la basse Vistule, attendait, au milieu des neiges de la Pologne, que le retour de la belle saison lui permit de reprendre l'offensive, et employait le temps de cette inaction apparente à faire le siège de Dantzic, à recruter son armée, à gouverner son vaste empire, l'Orient, récemment engagé dans la querelle de l'Occident, apportait un utile secours à ses armes, et procurait un éclatant succès à sa politique.

Nous avons déjà fait connaître le sultan Sélim, la noblesse de son caractère, les lumières de son esprit. Nous avons montré aussi l'embarras de sa situation, entre la Russie et l'Angleterre qu'il n'aimait pas, et la France qu'il chérissait par goût, par instinct, par prévoyance, car il savait bien que celle-ci, même dans les jours de sa plus grande ambition, ne convoiterait jamais Constantinople. Il nous reste à raconter ce qui s'était passé pendant que l'armée française livrait en décembre la bataille de Pultusk, et en février celle d'Eylau.

Le sultan Sélim, comme on l'a vu, avait commencé par déposer les hospodars de Valachie et de Moldavie, Maruzzi et Ipsilanti, notoirement dévoués à la politique russe. Mais bientôt M. d'Italinski le menaçant d'une rupture immédiate, s'il ne les rétablissait pas dans leur charge, il avait cédé aux menaces de ce représentant de la Russie, et il s'était résigné à rendre le gouvernement des provinces du Danube à deux ennemis avoués de son empire. La Russie invoquait pour exiger cette concession le traité de Caimardgé, qui lui conférait un certain droit d'intervenir dans le gouvernement de la Moldavie et de la Valachie. A peine le sultan Sélim avait-il obéi, poussé bien plus par la volonté de ses ministres que par la sienne, qu'il avait écrit à Napoléon pour solliciter son indulgence, pour lui bien affirmer que l'acte auquel il venait de se laisser entraîner n'était point l'abandon de l'alliance française, mais une mesure de prudence commandée par l'effrayante désorganisation des forces turques. Napoléon lui avait répondu tout de

suite, et, loin de le décourager par des témoignages de mécontentement, l'avait plaint, caressé, ranimé, et lui avait offert le double secours de l'armée française de Dalmatie, qu'on pouvait diriger par la Bosnie sur le bas Danube, et de la flotte française de Cadix, qui était prête à faire voile des côtes d'Espagne vers les Dardanelles. Cette flotte, protégée par les détroits dès qu'elle aurait passé le Bosphore, devait être bientôt maîtresse de la mer Noire, et y donner aux Turcs un grand appui. En attendant ces secours, Napoléon avait fait partir de la Dalmatie plusieurs officiers, tant du génie que de l'artillerie, pour seconder les Turcs dans la défense de Constantinople et des Dardanelles.

Le général Sébastiani, usant avec habileté des moyens mis à sa disposition, n'avait cessé de stimuler le sultan et le divan, pour les amener à déclarer la guerre aux Russes. Il faisait valoir auprès d'eux les prodigieux succès de Napoléon dans les plaines du Nord, sa marche audacieuse au delà de la Vistule, son grand projet de reconstruire la Pologne, et avait promis en son nom, si la Porte prenait les armes, d'obtenir pour elle la révocation des traités qui la plaçaient dans la dépendance de la Russie, peut-être même la restitution de la Crimée.

Le sultan Sélim eût suivi volontiers les conseils du général Sébastiani, mais ses ministres étaient divisés : une moitié d'entre eux, vendue aux Russes et aux Anglais, trahissait ouvertement ; l'autre moitié tremblait en songeant à l'impuissance dans laquelle était tombé l'empire ottoman. Bien que cet empire comptât encore plus de 500,000 soldats, la plupart barbares, quelques-uns à demi instruits, et une flotte d'une vingtaine de vaisseaux d'assez belle apparence, ces forces, aussi mal organisées que mal dirigées, ne pouvaient guère être opposées aux Russes et aux Anglais, à moins que beaucoup d'officiers français, admis dans les rangs de l'armée turque, ne vinssent communiquer à la longue le savoir européen à des troupes, qui étaient braves sans doute, mais dont le fanatisme, attiédi par le temps, ne

pouvait plus, comme autrefois, se passer des ressources de la science militaire. Tandis que la Porte était livrée à ces perplexités, les Russes avaient mis fin à ses incertitudes, en franchissant le Dniester, même après la réintégration des deux hospodars. L'invincible attrait qui les pousse vers Constantinople avait fait taire chez eux toutes les considérations de la prudence. C'était une grande faute en effet, quand ils avaient sur les bras l'armée française, et qu'ils pouvaient à peine lui opposer 200,000 hommes, d'en employer 50,000 contre les Turcs. Mais au milieu des bouleversements de ce siècle, l'idée de profiter de l'occasion pour prendre ce qui leur convenait était alors l'idée dominante de tous les gouvernements. Les Russes se disaient donc que le moment était venu peut-être de s'emparer de la Valachie et de la Moldavie. Les Anglais, de leur côté, n'étaient pas fâchés de trouver un prétexte pour reparaitre en Égypte. Si les uns et les autres ne s'entendaient pas encore pour partager immédiatement l'empire turc, sujet sur lequel un accord semblait entre eux fort difficile, ils étaient convenus du moins d'arracher la Porte à l'influence de la France, et de l'arracher à cette influence par la force. Les Russes devaient franchir le Dniester, et les Anglais les Dardanelles. En même temps, une flotte devait attaquer Alexandrie.

C'est ce qui explique comment les Russes avaient passé le Dniester, même après la réintégration des hospodars. Ils avaient marché en trois corps, l'un dirigé sur Chocsim, l'autre sur Bender, le troisième sur Yassi. Leur projet était de s'avancer sur Bucharest, pour donner la main aux Serbiens révoltés. Leurs forces actives s'élevaient à 40,000 hommes, et à 50,000 en comptant les réserves laissées en arrière.

Tandis que les Russes agissaient de leur côté, l'amirauté anglaise avait ordonné au contre-amiral Louis de se porter avec trois vaisseaux vers les Dardanelles, de les franchir sans commettre aucun acte hostile, ce qui se pouvait, les Turcs à cette époque permettant le passage aux vaisseaux armés de la Russie et de l'Angleterre, d'y exécuter une simple reconnaissance des lieux, d'y recueillir les familles des négociants anglais qui ne voudraient pas rester à Constantinople pendant les événements dont on était menacé, et de revenir ensuite à Ténédos pour attendre deux divisions, l'une de l'amiral Sidney Smith tirée des mers du Levant, l'autre de l'amiral Duckworth tirée de Gibraltar. Les trois divi-

sions, fortes de huit vaisseaux, de plusieurs frégates, corvettes et bombardes, devaient être placées sous le commandement de l'amiral Duckworth, et agir sur la réquisition de sir Arbuthnot, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

Quand ce déploiement de forces sur terre et sur mer fut connu des Turcs, soit par la marche des Russes au delà du Dniester, soit par l'apparition du contre-amiral Louis aux Dardanelles, ils regardèrent la guerre comme inévitable, et ils l'acceptèrent, les uns avec enthousiasme, les autres avec terreur. Quoique la Russie protestât vivement de ses intentions inoffensives, et déclarât que ses troupes venaient occuper pacifiquement les provinces danubiennes, afin d'assurer l'exécution des traités, la Porte ne se laissa point abuser, et elle expédia ses passe-ports à M. d'Italinski. Les deux détroits furent immédiatement fermés au pavillon militaire de toutes les puissances. Les pachas placés dans les provinces frontières reçurent l'ordre de réunir des troupes, et Mustapha Baraïctar, à la tête de 80,000 hommes, fut chargé de punir les Russes de leur mépris envers l'armée turque, mépris poussé jusqu'à envahir l'empire avec moins de 50,000 hommes.

M. d'Italinski parti, restait à Constantinople M. Charles Arbuthnot, ministre d'Angleterre, qu'on n'était pas fondé à renvoyer encore, puisqu'aucune hostilité n'avait été commise par les forces britanniques. M. Charles Arbuthnot prit à son tour l'attitude la plus menaçante, demanda le rappel de M. d'Italinski, l'expulsion du général Sébastiani, l'adoption immédiate d'une politique hostile à la France, le renouvellement des traités qui liaient la Porte à l'Angleterre et à la Russie, enfin la libre entrée des détroits pour le pavillon britannique. On ne pouvait pousser plus loin l'exigence dans les choses, l'arrogance dans le langage. M. Charles Arbuthnot déclara même que si ses conditions n'étaient pas acceptées sur-le-champ, sa retraite suivrait de près celle de M. d'Italinski, et qu'il se rendrait à bord de l'escadre anglaise, réunie en ce moment à Ténédos, pour la ramener de vive force sous les murs de Constantinople. Cette menace jeta le divan dans la plus profonde consternation. On ne comptait guère sur les fortifications des Dardanelles, depuis longtemps négligées, et, les Dardanelles franchies, on tremblait à l'idée d'une escadre anglaise maîtresse de la mer de Marmara, accablant de ses feux le sérail, Sainte-Sophie, l'arsenal de Constantinople.

Aussi la disposition à céder était-elle générale. Mais l'habile ambassadeur qui représentait alors la France à Constantinople, et qui avait l'avantage d'être à la fois diplomate et militaire, soutint le courage chancelant des Turcs. Il leur montra tous les inconvénients attachés en cette circonstance à une conduite pusillanime. Il fit ressortir à leurs yeux la coïncidence des projets de l'Angleterre et de la Russie, le concert de leurs efforts pour envahir le territoire ottoman par terre et par mer, la réunion prochaine sous les murs de la capitale d'une armée russe et d'une flotte anglaise, le danger d'un partage total de l'empire, ou au moins d'un démembrement partiel, par l'occupation simultanée de la Valachie, de la Moldavie et de l'Égypte. Il fit retentir bien haut le nom de Napoléon, ses victoires, sa présence sur la Vistule, les avantages qu'on trouverait dans son alliance. Il annonça l'envoi sous bref délai de secours considérables, et promit la restauration de l'ancienne puissance ottomane, si les Turcs voulaient déployer un moment leur antique courage. Ces exhortations, parvenues au sultan et aux divers membres du gouvernement, tantôt par les voies directes, tantôt par des voies indirectes bien choisies, secondées en outre par l'évidence du péril, par les nouvelles arrivées coup sur coup de la marche triomphale de Napoléon, produisirent l'effet qu'il fallait en attendre, et le divan, après de nombreuses alternatives d'exaltation et d'abattement, termina cette négociation en refusant d'accéder aux demandes de M. Charles Arbuthnot, et en manifestant la résolution bien arrêtée de le laisser partir.

Le ministre d'Angleterre quitta Constantinople le 29 janvier, et s'embarqua sur *l'Endymion*, pour se rendre à bord de l'escadre commandée par sir John Duckworth, laquelle était mouillée à Ténédos, en dehors des Dardanelles. M. Charles Arbuthnot, pendant une quinzaine de jours, ne cessa de menacer la Porte des foudres de l'escadre britannique, et employa ainsi à correspondre le temps que l'amiral Duckworth employait à attendre un vent favorable. De son côté, le général Sébastiani, après avoir poussé la Porte à une résolution énergique, avait une tâche plus difficile encore à remplir auprès d'elle, c'était d'éveiller son apathie, de vaincre sa négligence, de l'amener enfin à élever quelques batteries soit aux détroits, soit à Constantinople. Ce n'était pas chose aisée, avec un gouvernement incapable, tombé depuis longtemps dans une sorte d'imbécillité, et paralysé en ce moment par la crainte

des vaisseaux anglais bien plus que par celle des armées russes. Cependant, insistant tour à tour auprès du sultan ou de ses ministres, aidé par ses aides de camp MM. de Lascours et de Coigny, il obtint un commencement d'armement, qui, bien que très-imparfait, suffit néanmoins pour causer quelques appréhensions à l'amiral anglais, lequel écrivit à son gouvernement que l'opération, sans être inexécutable, serait plus difficile qu'on ne le croyait à Londres.

Enfin toutes les correspondances entre M. Arbuthnot et le reis-effendi étant demeurées sans effet, et le vent du sud, longtemps souhaité, se faisant sentir, l'amiral Duckworth fit voile le 19 janvier au matin vers les châteaux des Dardanelles.

Il n'existe pas au monde une position aussi connue, même des hommes les moins versés dans les connaissances géographiques, que celle de Constantinople, située au milieu de la mer de Marmara, mer fermée, dans laquelle on ne peut pénétrer qu'en forçant les Dardanelles ou le Bosphore. Lorsqu'en venant de la Méditerranée, on a remonté le détroit des Dardanelles pendant douze lieues, détroit qui, par ses bords rapprochés, son courant continu, ressemble à un vaste fleuve, on débouche dans la mer de Marmara, large de vingt lieues, longue de trente, et on trouve sur un beau promontoire, baigné d'un côté par la mer de Marmara elle-même, de l'autre par la rivière des Eaux-Douces, l'immortelle cité, qui fut sous les Grecs Byzance, sous les Romains Constantinople, et sous les Turcs Stamboul, la métropole de l'Islamisme. Vue de la mer, elle présente un amphithéâtre de mosquées et de palais moresques, entre lesquels se distinguent les dômes de Sainte-Sophie, et tout à fait au bout du promontoire qu'elle occupe, on aperçoit le sérail où les descendants de Mahomet, plongés dans la mollesse, sommeillent à côté du danger d'un bombardement, depuis que leur lâche incapacité ne sait plus défendre le Bosphore et les Dardanelles, ces deux portes de leur empire, pourtant si faciles à fermer.

Quand on a franchi les Dardanelles, traversé la mer de Marmara, et dépassé le promontoire sur lequel Constantinople est assise, s'ouvre un second détroit, plus resserré, plus redoutable, long de sept lieues seulement, et dont les bords sont tellement voisins l'un de l'autre qu'une escadre y périrait à coup sûr, s'il était bien défendu. Ce détroit est celui du Bosphore, qui conduit dans la mer Noire. Les Dardanelles sont pour

l'empire ottoman la porte ouverte du côté de l'Angleterre, le Bosphore la porte ouverte du côté de la Russie. Mais si les Russes ont contre eux l'étroite dimension du Bosphore, les Anglais ont contre eux le courant des eaux, coulant sans cesse de la mer Noire à la Méditerranée. C'est ce courant, impossible à vaincre sans un vent favorable du sud, que les Anglais s'apprêtèrent à remonter dans la journée du 19 février 1807. L'amiral Duckworth ayant sous ses ordres les deux contre-amiraux Louis et Sidney Smith, avec sept vaisseaux, deux frégates, et plusieurs corvettes et bombardes, s'éleva en colonne dans le détroit des Dardanelles. Il avait la veille perdu un vaisseau, l'*Ajax*, qui avait été dévoré par les flammes. Le vent aidant, il eut bientôt franchi la première partie du canal, qui court de l'ouest à l'est, et dont la largeur est telle que les possesseurs de cette mer n'ont jamais songé à la défendre. Du cap dit *des Barbiers* jusqu'à Sestos et Abydos, le canal se redresse au nord, et devient si étroit dans cette partie, qu'il est alors extrêmement dangereux d'en braver les feux croisés. Puis il se détourne de nouveau à l'est, et présente un coude duquel partent des feux redoutables. Ces feux prennent les vaisseaux dans leur longueur, de façon qu'une escadre assez audacieuse pour forcer le passage, canonnée de droite et de gauche par les batteries d'Europe et d'Asie, l'est encore en tête par les batteries de Sestos, pendant un trajet de plus d'une lieue. C'est à l'entrée et à la sortie de cette passe étroite que se trouvaient les châteaux dits des Dardanelles, construits en vieille maçonnerie, armés d'une grosse artillerie lourde et peu maniable, qui lançait d'énormes boulets en pierre, autrefois la terreur des marines chrétiennes.

L'escadre anglaise, malgré les efforts que fit le général Sébastiani pour exciter les Turcs à défendre les Dardanelles, n'eut pas de grands périls à braver. Pas un seul de ses mâts ne fut abattu. Elle en fut quitte pour quelques voiles déchirées, et pour une soixantaine d'hommes morts ou blessés. Arrivée au cap Nagara, à l'entrée de la mer de Marmara, elle trouva une division turque embossée, laquelle se composait d'un vaisseau de 64, de quatre petites frégates et de deux corvettes. Il était impossible de placer cette division plus mal et plus inutilement qu'en cet endroit. Elle n'aurait pu être utile que si, bien postée et bien dirigée, elle eût joint son action à celle des batteries de terre. Mais inactive pendant le passage, et après le passage reléguée à

un mouillage sans défense, elle était une proie ménagée aux Anglais, pour les dédommager du feu qu'ils venaient d'endurer sans pouvoir le rendre. Sir Sidney Smith fut chargé de la détruire, ce qui n'était pas bien difficile, car les équipages se trouvaient pour la plupart à terre. En peu d'instants les bâtiments turcs furent contraints de se jeter à la côte. Les Anglais les suivirent dans leurs canots, et, n'étant pas sûrs de pouvoir les ramener au retour, ils aimèrent mieux les brûler immédiatement, ce qu'ils firent, à l'exception d'une seule corvette laissée par eux au mouillage. Cette seconde opération leur coûta cependant une trentaine d'hommes.

Le 21 février au matin, ils parurent devant la ville de Constantinople, épouvantée de voir une escadre ennemie, dont rien ne pouvait ni éloigner ni contre-battre les feux. Une partie de la population tremblante demandait qu'on se rendit aux exigences des Anglais, l'autre partie indignée poussait des cris de fureur. Les femmes du sérail, exposées les premières aux boulets de l'amiral Duckworth, troublaient de leurs pleurs le palais impérial. Les alternatives de faiblesse et de courage recommencèrent dans le sein du divan. Le sultan Sélim voulait résister ; mais les clameurs dont il était assailli, les conseils de quelques ministres infidèles, alléguant, pour le disposer à céder, un dénûment de ressources dont ils étaient eux-mêmes les coupables auteurs, contribuaient à ébranler son cœur, plus noble qu'énergique. Cependant l'ambassadeur de France accourut auprès de Sélim, s'efforça de faire rougir lui, ses ministres, tout ce qui l'entourait, de l'idée de se rendre à une escadre, qui n'avait pas un soldat de débarquement, et qui pouvait bien brûler quelques maisons, percer la voûte de quelques édifices, mais qui serait bientôt réduite à se retirer après d'inutiles et odieux ravages. Il conseilla de résister aux Anglais, de gagner du temps au moyen d'une négociation simulée, d'envoyer à Andrinople les femmes, la cour, tout ce qui tremblait, tout ce qui criait, de se servir ensuite de la portion énergique du peuple pour élever des batteries à la pointe du sérail, et, cela fait, de traiter avec la flotte britannique, en lui montrant la pointe de ses canons.

Au surplus les prétentions des Anglais étaient de nature à seconder, par leur dureté et leur arrogance, les conseils du général Sébastiani. M. Arbuthnot, auquel l'amiral se trouvait subordonné pour tout ce qui concernait la politique,

avait voulu qu'on adressât une sommation préalable à la Porte, consistant à demander l'expulsion de la légation française, une déclaration immédiate de guerre à la France, la remise de la flotte turque tout entière, enfin l'occupation par les Anglais et les Russes des forts du Bosphore et des Dardanelles. Accorder de telles choses, c'était remettre l'empire, sa marine, les clefs de sa capitale à la discrétion de ses ennemis de terre et de mer. En attendant la réponse, les Anglais allèrent mouiller aux îles des Princes, situées près de la côte d'Asie, à quelque distance de Constantinople.

Le général Sébastiani ne manqua pas de faire sentir au sultan et à ses ministres tout ce qu'il y avait de honte et de danger à subir de semblables conditions. Par bonheur, il arrivait dans le moment un courrier parti des bords de la Vistule, et apportant une nouvelle lettre de Napoléon, pleine d'exhortations chaleureuses pour le sultan. « Généreux Sélim, lui disait-il, montre-toi digne des descendants de Mahomet ! Voici l'heure de t'affranchir des traités qui t'oppriment. Je suis près de toi, occupé à reconstituer la Pologne, ton amie et ton alliée. L'une de mes armées est prête à descendre le Danube, et à prendre en flanc les Russes, que tu attaqueras de front. L'une de mes escadres va partir de Toulon pour garder ta capitale et la mer Noire. Courage donc, car jamais tu ne retrouveras une pareille occasion de relever ton empire et d'illustrer ta mémoire ! » Ces exhortations, bien qu'elles ne fussent pas nouvelles, ne pouvaient venir plus à propos. Le cœur de Sélim, ranimé par les paroles de Napoléon, par les instances pressantes du général Sébastiani, se remplit des plus nobles sentiments. Il parla énergiquement à ses ministres. Il convoqua le divan et les ulémas, leur communiqua les propositions des Anglais qui enflammèrent toutes les âmes d'indignation, et il fut résolu à l'unanimité qu'on résisterait à la flotte anglaise, quoi qu'elle pût tenter, mais en suivant les habiles conseils du général Sébastiani, c'est-à-dire en essayant de gagner du temps par des pourparlers, et en employant le temps gagné à élever des batteries formidables autour de Constantinople.

D'abord on commença par répondre à M. Arbuthnot que, sans examiner le fond de ses propositions, on ne les écouterait qu'après que l'escadre anglaise aurait pris une position moins menaçante, car il n'était pas de la dignité de la Porte de délibérer sous le canon de l'ennemi. Il

fallait au moins une journée pour aller de Constantinople aux îles des Princes, et pour en revenir. Il suffisait donc d'un petit nombre de communications pour gagner les quelques jours dont on avait besoin. Quand la réponse de la Porte arriva, M. Arbuthnot était tombé malade subitement, mais son influence continuait d'être prépondérante dans l'état-major de l'escadre anglaise. Les amiraux sentaient, comme lui, que bombarder Constantinople était une entreprise barbare, que, n'ayant pas de troupes de débarquement, on serait réduit, si les Turcs voulaient résister, à se retirer après avoir commis d'inutiles ravages ; qu'on serait de plus obligé, pour s'en aller, de forcer de nouveau les Dardanelles, avec une flotte peut-être maltraitée, et en passant sous des batteries probablement mieux défendues la seconde fois que la première. Ils jugeaient donc plus sage de chercher à obtenir par l'intimidation, et sans en arriver à un bombardement, tout ou partie de leurs demandes. La remise de la flotte turque était le trophée auquel ils tenaient le plus. En conséquence, l'amiral Duckworth, remplaçant M. Arbuthnot malade, répondit aux Turcs qu'il était prêt à convenir d'un lieu propre à négocier, et il demanda qu'on le fixât sur-le-champ, pour y envoyer l'un de ses officiers. La Porte ne se pressa pas de répliquer à cette communication, et le surlendemain elle proposa Kadikoï, l'ancienne Chalcédoine, au-dessous de Scutari, vis-à-vis Constantinople. Dans l'état d'exaspération où se trouvaient les Turcs, le lieu n'était ni des plus sûrs, ni des plus convenables pour l'officier anglais chargé de s'y rendre. L'amiral Duckworth en fit la remarque, et réclama un autre endroit, avec menace d'agir immédiatement, si on ne se hâtait pas d'ouvrir les négociations.

Quelques jours avaient été gagnés au moyen de ces pourparlers illusoirs, et on les avait employés à Constantinople de la manière la plus active et la plus habile. Plusieurs officiers d'artillerie et du génie, détachés de l'armée de Dalmatie, venaient d'arriver. Le général Sébastiani, secondé par eux, campait lui-même au milieu des Turcs. La légation tout entière l'avait suivi. Les *jeunes de langue*, accourus sur les ouvrages, servaient d'interprètes. Avec le concours de la population et de nos officiers, des batteries formidables s'élevaient par enchantement à la pointe du sérail, et dans la partie de la ville qui longe la mer de Marmara. Près de trois cents bouches à feu, trainées par un peuple enthous-

siaste, qui regardait en ce moment les Français comme des sauveurs, avaient été mises en batterie. Le sultan Sélim, que le spectacle de ces préparatifs si promptement exécutés remplissait de joie, avait voulu qu'on dressât une tente pour lui à côté de celle de l'ambassadeur de France, et avait exigé de ses ministres que chacun d'eux vint s'établir dans l'une des batteries. Constantinople prenait d'heure en heure un aspect plus imposant, et les Anglais voyaient s'ouvrir de nouvelles embrasures, au milieu desquelles apparaissait la pointe des canons.

Après sept à huit jours employés de la sorte, la crainte qui dès le commencement retenait les Anglais, celle d'une dévastation inutile, peut-être dangereuse, suivie d'un second passage des Dardanelles plus difficile que le premier, cette crainte devenait à chaque instant plus fondée. S'apercevant qu'il ne gagnait rien à attendre, l'amiral Duckworth fit une dernière sommation, dans laquelle, ayant soin de réduire ses demandes et d'augmenter ses menaces, il se contenta d'exiger qu'on lui remit la flotte turque, et il déclara qu'il allait se porter devant Constantinople, si on ne lui désignait pas immédiatement un lieu propre à négocier. Cette fois, tout étant presque terminé à Constantinople, on répondit à l'amiral anglais que, dans l'état des esprits, on ne savait pas un seul lieu assez sûr pour oser garantir la vie des négociateurs qu'on y enverrait.

Après une telle réponse, il ne restait plus qu'à commencer la canonnade. Mais l'amiral Duckworth ne comptait que sept vaisseaux et deux frégates; il voyait braquée contre lui une masse effroyable d'artillerie, et il était averti en outre que les passes des Dardanelles, par le soin des Français, se hérissaient de canons. Il avait donc la certitude de commettre sur Constantinople une barbarie sans but, comme sans excuse, et d'arriver avec une flotte désemparée devant un détroit devenu beaucoup plus dangereux à traverser. En conséquence, après avoir passé onze jours dans la mer de Marmara, il leva l'ancre le 2 mars, se présenta en bataille sous les murs de Constantinople, courut des bordées presque à portée de canon, et, après avoir vu qu'il n'intimidait pas les Turcs préparés à se défendre, il vint jeter l'ancre à l'entrée des Dardanelles, se proposant de les franchir le lendemain.

Si le dépit et la confusion régnaient à bord de l'escadre anglaise, la joie la plus vive éclatait dans Constantinople, à la vue des voiles ennemies disparaissant à l'horizon, dans la direction des

Dardanelles. Français et Turcs se félicitaient de cet heureux résultat d'un moment de courage, et, dans l'enthousiasme du succès, l'escadre turque, qu'on avait promptement équipée, voulut mettre à la voile, afin de poursuivre les Anglais. Le général Sébastiani s'efforça en vain d'empêcher cette imprudence, qui pouvait fournir à l'amiral Duckworth l'occasion d'illustrer sa retraite par la destruction de la flotte ottomane. Mais le peuple poussait de tels cris, les équipages étaient si animés, que le gouvernement, incapable de résister aux entraînements du courage comme à ceux de la lâcheté, fut obligé de consentir au départ de l'escadre. Le capitain-pacha leva l'ancre pendant que les Anglais, pressés de se retirer, fuyaient, sans s'en douter, le triomphe qui courrait après eux.

Le lendemain, 3 mars, l'escadre anglaise s'emboucha dans la partie resserrée et dangereuse du détroit des Dardanelles. Le petit nombre d'officiers français qu'on avait pu envoyer au détroit y avaient réveillé le zèle des Turcs avec autant de succès qu'à Constantinople. Les batteries étaient réparées et mieux servies. Malheureusement l'artillerie lourde, montée sur de mauvais affûts, se trouvait aux mains de pointeurs peu adroits. On lança néanmoins sur l'escadre anglaise un certain nombre de gros boulets de marbre, ayant plus de deux pieds de diamètre, et qui, bien dirigés, auraient pu être fort dangereux. Les Anglais n'employèrent qu'une heure et demie à franchir la partie étroite du canal, depuis le cap Nagara jusqu'au cap des Barbiers, grâce à des vents du nord, très-favorables à leur marche. Ils se comportèrent avec la vaillance ordinaire à leur marine, mais ils essayèrent cette fois de graves avaries. Plusieurs de leurs vaisseaux furent percés par ces gros projectiles, qui les auraient coulés à fond, s'ils avaient été creux et chargés de poudre, comme ceux dont on se sert aujourd'hui. La plupart des bâtiments de l'escadre, en sortant du détroit, étaient dans un état qui demandait de promptes réparations. Ce second passage coûta aux Anglais plus de deux cents hommes, en morts ou blessés, perte peu considérable si on la compare au carnage des grandes batailles de terre, mais qui n'est pas sans importance, si on la compare à ce qui se passe dans les combats de mer. Tandis que la division anglaise sortait des Dardanelles, l'amiral Siniavin arrivait à Ténédos, avec une division russe de six vaisseaux. Il fit auprès de l'amiral Duckworth les plus vives instances pour le déci-

der à recommencer l'opération. Après l'échec qu'on venait de subir, une nouvelle tentative eût été extravagante, car six vaisseaux russes n'auraient pas sensiblement changé la situation et amoindri la difficulté.

Telle fut la fin de cette entreprise que l'insuffisance des moyens, et des scrupules d'humanité, peu ordinaires alors à la politique anglaise, firent échouer. L'Angleterre parut singulièrement affectée de ce résultat. Napoléon en conçut une joie fort naturelle, car indépendamment de l'effet moral produit en Europe par l'affaire de Constantinople, effet tout à son profit, la lutte engagée avec les Turcs devenait une diversion des plus utiles à ses armes.

L'Europe en ce moment était fort émue de la terrible bataille d'Eylau, commentée en sens très-divers. Les uns s'applaudissaient de ce qu'on était parvenu à tenir tête aux Français; les autres, en plus grand nombre, s'épouvantaient de la condition à laquelle on avait pu leur résister un instant, condition terrible, car il avait fallu leur donner une armée à égorger, en la jetant sous leurs pas, comme un obstacle physique à détruire. Pour la première fois, il est vrai, les succès obtenus par les Français n'avaient pas été aussi décisifs que de coutume, surtout en apparence; mais l'armée russe, dans cette sanglante journée, n'en avait pas moins perdu un tiers de son effectif, et si le général Benningsen, pour dissimuler sa défaite, essayait quelques démonstrations présomptueuses en face de nos quartiers d'hiver, il lui était impossible de rien tenter de considérable, ni de s'opposer à un seul des sièges entrepris sous ses yeux. Napoléon, que ses renforts commençaient à rejoindre, avait pour l'accabler cent mille hommes présents sous les armes, sans compter les troupes françaises ou alliées qui, protégées par la grande armée, exécutaient à gauche le siège de Dantzig, et achevaient à droite la conquête des places de la Silésie. La seule difficulté qui empêchât Napoléon de terminer cette campagne déjà bien longue, était, comme on l'a vu, celle des transports. S'il eût gelé fortement, le traînage eût permis de porter avec soi de quoi nourrir l'armée pendant une opération offensive. Mais les alternatives de gel et de dégel rendaient impossible de charrier un approvisionnement de quelques jours. Il fallait donc attendre une autre saison, et M. de Talleyrand, laissé à Varsovie, employait les sollicitations, l'argent, les promesses, les menaces même, pour assurer le transport des

vivres indispensables, de la Vistule à la Passarge.

Dans cette situation, qui devait se prolonger plusieurs mois encore, il y avait place pour les négociations. Depuis que les obstacles naturels se faisaient sentir à Napoléon, et surtout depuis qu'il observait la Pologne de plus près, l'enivrement qui l'avait porté sur la Vistule s'était un peu dissipé. Il avait reconnu que les Russes, peu redoutables pour les soldats français, si on n'allait pas les chercher au delà du Danube ou de l'Elbe, devenaient, aidés du climat, un ennemi difficile et long à vaincre. Frappé d'abord de l'enthousiasme qui éclatait à Posen, Napoléon avait cru que les Polonais pourraient lui fournir cent mille hommes; mais bientôt il avait vu le peuple des campagnes peu sensible à un changement de domination, qui le laissait esclave de la glèbe sous tous les maîtres, fuyant dans la Pologne autrichienne les horreurs de la guerre; le peuple des villes, enthousiaste et prêt à se dévouer sans réserve, mais la noblesse, plus prévoyante, faisant des conditions qu'on ne pouvait accepter sans imprudence; les officiers qui avaient servi dans les armées françaises vivant assez mal avec les nobles qui n'avaient pas quitté leurs châteaux; les uns et les autres par leurs susceptibilités ajoutant aux difficultés de l'organisation militaire du pays; les levées enfin, qui devaient monter à 400,000 hommes, réduites à 15,000 jeunes soldats, organisés en vingt bataillons, destinés un jour à se couvrir de gloire sous le brave Poniatowski, mais actuellement peu aguerris, et provoquant les moqueries de nos soldats. Napoléon avait vu tout cela, et il était moins ardent à reconstituer la Pologne, moins disposé, depuis qu'il la connaissait, à bouleverser le continent pour la rétablir. Sans douter de sa propre puissance, il avait, des obstacles que la nature peut opposer à l'armée la plus héroïque, une idée plus juste, et de l'œuvre qui l'attirait dans les plaines du Nord, une opinion moins favorable. Il inclinait donc un peu davantage à écouter des propositions pacifiques, sans se départir pour cela d'aucune de ses prétentions, parce qu'il était convaincu, au retour de la belle saison, de passer sur le corps de toutes les armées qu'on présenterait à ses coups. Il ne voyait dans une négociation qui aboutirait à la paix qu'une économie de temps et de sang, car, pour les périls, il se croyait capable de les surmonter tous, quels qu'il fussent.

Depuis la bataille d'Eylau, plusieurs parlemen-

taires étaient allés et venus de Königsberg à Osterode. Sous la première impression de cette bataille, Napoléon avait fait dire par le général Bertrand au roi Frédéric-Guillaume, qu'il était prêt à lui rendre ses États, mais jusqu'à l'Elbe seulement, ce qui entraînait pour ce prince la perte des provinces de Westphalie, de Saxe et de Franconie, c'est-à-dire un quart à peu près de la monarchie prussienne, mais ce qui lui assurait au moins la restitution des trois autres quarts. Napoléon avait ajouté que, plein d'estime pour le monarque qui régnait sur la Prusse, il aimait mieux lui accorder cette restitution à lui-même qu'à l'intervention de la Russie. L'infortuné Frédéric-Guillaume, bien que le sacrifice fût grand, bien que ses soldats se fussent honorablement conduits à Eylau, et qu'il se trouvât un peu relevé aux yeux de ses alliés, ne se faisait aucune illusion, et cette bataille d'Eylau, que les Russes appelaient presque une victoire, n'était à ses yeux qu'une sanglante défaite, dont toute la différence avec Iéna, avec Austerlitz, était d'avoir coûté plus de sang aux Français, et de n'avoir pas amené, grâce à la saison, des résultats aussi décisifs. Il était persuadé qu'au printemps les Français mettraient à la guerre une fin prompte et désastreuse. Mais la reine, mais le parti de la guerre, excités par les derniers événements militaires, par les influences russes, dont on était malheureusement trop rapproché à Königsberg, n'appréciaient pas la situation avec un jugement aussi sain que le roi, et en dictant une réponse évasive aux paroles amicales que le général Bertrand avait mission de transmettre, empêchèrent qu'on ne profitât des dispositions de Napoléon, momentanément pacifiques.

Ainsi l'acharnement de la lutte avec la Russie avait pour un instant ramené Napoléon vers la Prusse. Il aurait été heureux que, revenant tout à fait à elle, et lui rendant non-seulement ses provinces au delà de l'Elbe, mais ses provinces en deçà, il eût cherché à se la rattacher définitivement par cet acte aussi généreux que politique. Mais retrouvant le roi Frédéric-Guillaume faible, incertain, dominé, il fut de nouveau convaincu qu'on ne pouvait pas compter sur la Prusse, et, à partir de ce jour, il ne songea plus à elle que pour la dédaigner, la maltraiter et l'amoindrir. Un peu moins enivré cependant qu'après Iéna, il était de nouveau conduit à croire que, pour maîtriser le continent, et en exclure l'influence anglaise, que pour *vaincre la mer par la terre*, il lui fallait non-seulement des victoires, mais une

grande alliance. Il l'avait cru après Marengo et Hohenlinden; il l'avait cru après Austerlitz et avant Iéna; le lendemain d'Iéna, sans le croire moins, il avait cessé un moment d'y penser; mais il le croyait de nouveau après Pultusk et Eylau, et méditant toujours sur sa situation au milieu des difficultés de cette guerre, il cherchait quelle alliance il pourrait se donner. La Prusse mise de côté, restait la Russie, avec laquelle il était aux prises, et l'Autriche, qui, sous les apparences de la neutralité, préparait des armements sur ses derrières. Bien que la cour de Russie, excitée par les suggestions britanniques et par la jactance du général Benningsen, parût plus animée que jamais, ses généraux, ses officiers, ses soldats, qui supportaient le poids de cette affreuse guerre, qui se trouvaient réduits de moitié par les journées de Czarnowo, de Pultusk, de Golymin, d'Eylau, qui, grâce à une administration barbare, vivaient de quelques pommes de terre découvertes sous la neige avec la pointe de leurs baïonnettes, éprouvaient de tout autres sentiments, et tenaient un tout autre langage que les courtisans de Saint-Pétersbourg. Pleins d'admiration pour l'armée française, ne ressentant contre elle aucune de ces haines nationales que le voisinage ou même une commune origine inspirent quelquefois aux peuples, ils se demandaient pourquoi on leur faisait verser leur sang au profit des Anglais, qui ne se hâtaient guère de les soutenir, et des Prussiens, qui ne savaient guère se défendre.

L'idée que la France et la Russie, à la distance où elles sont l'une de l'autre, n'avaient rien à se disputer, se présentait à l'esprit des militaires russes qui raisonnaient, et se retrouvait dans chacun de leurs discours. Plusieurs de nos officiers, faits prisonniers et rendus après échange, avaient recueilli sur ce sujet les propos les plus significatifs de la bouche même du plus brave des généraux russes, du prince Bagration, celui qui tour à tour commandait les avant-gardes ou les arrière-gardes russes, les avant-gardes quand on attaquait, les arrière-gardes quand on battait en retraite.

Ces détails rapportés à Napoléon lui donnaient à penser. Il se disait, même au milieu des horreurs de la guerre présente, que c'était peut-être avec la Russie qu'il fallait finir par s'entendre pour fermer à l'Angleterre les ports et les cabinets du continent. Mais si cette alliance pouvait se concevoir, ce n'était pas entre deux batailles, quand on était réduit à communiquer aux avant-

postes par un trompette, qu'on trouverait le moyen de la préparer et de la conclure. Cette impossibilité actuelle l'obligeait à se reporter vers l'Autriche. Se rappelant ce que lui avait dit à Wurtzbourg l'archiduc Ferdinand, il était de nouveau conduit à penser à une alliance avec la cour de Vienne, malgré les armements dont elle le menaçait, surtout en songeant qu'il avait maintenant la faculté de lui rendre, ce qui l'aurait comblée de joie un demi-siècle auparavant, la Silésie, cette Lombardie du Nord, qu'elle avait tant regrettée, tant fait d'efforts pour recouvrer, au point d'en être devenue pendant trente années l'alliée de la France. Transporté du bivac d'Osterode au château de Finkenstein, et là, tantôt parcourant ses cantonnements à cheval, et faisant jusqu'à trente lieues en un jour, tantôt correspondant avec ses agents en Pologne pour l'approvisionnement de l'armée, ou avec ses ministres à Paris pour l'administration de l'Empire, tantôt enfin, au milieu des longues nuits du Nord, ruminant dans sa tête des plans de politique générale, il avait fini, après avoir pesé toutes les alliances, par se réduire à deux, et par se dire qu'il fallait choisir entre celle de l'Autriche ou celle de la Russie. En correspondance avec M. de Talleyrand, qui était resté à Varsovie, et qui dirigeait de là les relations extérieures, il lui avait écrit : « *Il faut que tout cela finisse par un système avec la Russie ou par un système avec l'Autriche. Pensez-y bien, arrêtez vos idées, et obligez l'Autriche à s'expliquer définitivement avec nous.* »

Avec l'Autriche se couvrait de voiles impénétrables. Tandis que le général Andréossi, notre ambassadeur à Vienne, signalait chaque jour des actes inquiétants, tels que des levées d'hommes, des achats de chevaux, des formations de magasins, le général baron de Vincent, au contraire, envoyé à Varsovie par la cour d'Autriche, ne cessait d'affirmer, avec la plus grande apparence de franchise, que l'Autriche, épuisée, était incapable de faire la guerre; qu'elle était résolue à ne pas rompre la paix, à moins qu'on ne lui fit endurer des traitements impossibles à supporter; que si elle prenait quelques précautions, il ne fallait pas y voir des préparatifs hostiles ou menaçants pour la France, mais des mesures de prudence commandées par une guerre effroyable, qui embrassait le cercle entier de ses frontières, et surtout par l'état des Gallicies, fort émus du soulèvement de la Pologne. M. de Talleyrand s'était laissé persuader à tel point, qu'il dénonçait sans

cesse le général Andréossi à Napoléon, comme un agent dangereux, observant et jugeant mal ce qui se passait autour de lui, et capable, si on l'écoutait, de brouiller les deux cours, à force de rapports inexacts et malveillants.

Napoléon, bien qu'il fût, tout comme un autre, porté à croire ce qui lui plaisait, bien qu'il aimât à penser que l'Autriche ne pouvait pas se relever des coups reçus à Ulm et à Austerlitz, que jamais elle n'oserait manquer à une parole, à lui donnée en personne, au bivac d'Urchitz, Napoléon, éclairé par le danger, se fiait plus aux rapports du général Andréossi qu'à ceux de M. le baron de Vincent. « Oui, écrivait-il à M. de Talleyrand, le général Andréossi est un esprit entier, un observateur médiocre, exagérant probablement ce qu'il aperçoit, mais vous êtes un esprit crédule, aussi enclin à vous laisser séduire qu'habile à séduire les autres. Il suffit de vous flatter pour vous tromper. M. de Vincent vous abuse en vous caressant. L'Autriche nous craint, mais elle nous hait; elle arme pour profiter d'un revers. Si nous remportons une grande victoire au printemps, elle se conduira comme M. d'Haugwitz le lendemain d'Austerlitz, et vous aurez eu raison. Mais si la guerre est seulement douteuse, nous la trouverons en armes sur nos derrières. Cependant il faut l'obliger à se prononcer. C'est en effet une grande faute à elle de ne pas s'entendre aujourd'hui avec nous, et de ne pas profiter d'un moment où nous sommes maîtres de la Prusse, pour recouvrer par nos mains ce que Frédéric lui a jadis enlevé. Elle peut, si elle le veut, se dédommager en un jour de tout ce qu'elle a perdu en un demi-siècle, et refaire la fortune de la maison d'Autriche, si fort amoindrie, tantôt par la Prusse, tantôt par la France. Mais il faut qu'elle s'explique. Désire-t-elle des indemnités pour ce qu'elle a perdu? Je lui offre la Silésie. L'état de l'Orient l'inquiète-t-il? Je suis prêt à la rassurer sur le sort du bas Danube, en disposant, comme elle le voudra, de la Moldavie et de la Valachie. Notre présence en Dalmatie lui est-elle un sujet d'ombrage? Je suis tout disposé à faire à cet égard des sacrifices, au moyen d'un échange de territoire. Ou bien, enfin, est-ce la guerre qu'elle prépare pour essayer une dernière fois de la puissance de ses armes en profitant de la réunion du continent entier contre nous? Soit; j'accepte ce nouvel adversaire. Mais qu'elle n'espère pas me surprendre. Il n'y a que des femmes et des enfants qui puissent croire que j'irai m'enfoncer dans les déserts de la Russie sans avoir

pris mes précautions. L'Autriche ne me trouvera pas au dépourvu. Elle rencontrera en Saxe, en Bavière, en Italie, des armées prêtes à lui résister. Elle me verra par une marche en arrière retomber sur elle de tout mon poids, l'accabler, la traiter plus mal qu'aucune des puissances que j'aie jamais vaincues. Je ferai de son manque de foi un exemple terrible, éclatant, dont le sort actuel de la Prusse ne saurait donner une idée. Qu'elle s'explique donc, et que je sache à quoi m'en tenir sur ses dispositions. »

Napoléon recommanda à M. de Talleyrand de ne laisser aucun repos à M. de Vincent, et de jeter la sonde à coups répétés dans les profondeurs de la politique autrichienne. M. de Talleyrand, stimulé par l'Empereur, partageait son temps en exhortations auprès du gouvernement polonais, pour avoir des vivres et des charrois, et en conversations avec M. de Vincent, pour lui arracher, par cent entretiens divers, le secret de sa cour.

Il cherchait ce secret dans les moindres paroles de l'envoyé autrichien, dans les moindres mouvements de son visage. Tantôt il était avec lui confiant et caressant, et tâchait de provoquer sa franchise par un abandon sans bornes. Tantôt il essayait de le surprendre et de l'agiter, en lui présentant brusquement, et avec une colère simulée, les tableaux d'armements reçus de Vienne. M. de Vincent, que ce fût habileté ou sincérité, répétait toujours son dire, qu'à Vienne on ne voulait ni ne pouvait faire la guerre, et qu'on se bornait à se garder, sans songer à attaquer personne. Cependant, lorsque M. de Talleyrand, s'avançant davantage, parla tantôt de la Silésie, tantôt des provinces du Danube, tantôt de la Dalmatie, comme prix d'une alliance, le ministre autrichien répondit qu'il n'avait pas d'instructions pour de si grandes affaires, et demanda à en référer à sa cour, ce qu'il fit en communiquant tout de suite à M. de Stadion les ouvertures de M. de Talleyrand.

M. de Stadion dirigeait alors les affaires étrangères de l'Autriche dans un sens plus hostile encore à la France que n'avaient fait les Cobentzel, mais il faut lui rendre cette justice, en cachant moins ses sentiments hostiles sous les dehors de la cordialité. Du reste, quoique plein de haine, il savait se contenir, et observait une réserve convenable. Le secret de M. de Stadion et de sa cour était facile à pénétrer, moyennant qu'on écartât les apparences qui plaisaient, pour s'en rapporter au fond des choses qui n'avait

pas de quoi plaire. L'Autriche armait pour profiter de nos revers, ce qui, de sa part, n'avait rien que de fort naturel, et c'était une grave erreur de croire qu'avec des offres brillantes on pourrait ramener à nous cette puissance vindicative. Elle était animée, en effet, d'une haine qui l'eût empêchée d'apprécier sainement des avantages solides et réels, si on les lui avait offerts, à plus forte raison des avantages insuffisants, tels qu'une portion de la Silésie, de la Moldavie ou de la Dalmatie, avantages fort inférieurs à tout ce qu'elle avait perdu depuis quinze années. Toutefois elle les aurait acceptés sans doute, tout insuffisants qu'ils étaient, si elle eût pensé que, dans l'état du monde, quelque chose pût être donné d'une manière solide et durable. Mais au milieu du remaniement continu des États européens, elle ne croyait à rien de stable, et elle n'était pas disposée à prendre, pour dédommagement de provinces héréditaires, anciennement attachées à sa maison, des provinces données par la politique du moment, pouvant être retirées aussi légèrement qu'elles seraient données, et qu'il eût fallu d'ailleurs acheter par une guerre contre ses alliés ordinaires, au profit de celui qu'elle accusait d'être l'auteur de tous ses maux. Ainsi, de la part de Napoléon, rien ne devait lui inspirer attrait ou confiance. Son refus à toutes les offres qui viendraient de lui était certain d'avance. Mais, pressée de questions, elle ne pouvait se renfermer, ou dans un silence absolu, ou dans un refus général d'écouter aucune proposition. Elle imagina donc une démarche qui lui fournissait, pour l'instant, une réponse convenable, et qui lui assurait plus tard le moyen de profiter des événements, quels qu'ils fussent. En conséquence elle eut l'idée d'offrir à la France sa médiation auprès des cours belligérantes. Rien n'était mieux calculé pour le présent et pour l'avenir. Pour le présent, elle prouvait qu'elle voulait la paix, en y travaillant elle-même. Pour l'avenir, elle travaillait franchement à cette paix, et elle avait soin d'en diriger les conditions dans un sens conforme à sa politique, si Napoléon était victorieux. Si au contraire Napoléon était vaincu, ou seulement demi-victorieux, elle passait d'une médiation modeste à une médiation imposée. Elle le modérait ou l'accablait selon les circonstances. Elle se ménageait, en un mot, un moyen d'entrer à volonté dans la querelle, et une fois entrée, de s'y conduire suivant ce que lui conseillerait la fortune.

M. de Stadion chargea M. le baron de Vincent

de répondre à M. de Talleyrand qu'on était à Vienne fort sensible aux offres de l'Empereur des Français ; mais que, si avantageuses que fussent ces offres, on ne pouvait les accepter, car elles entraîneraient la guerre, ou avec les Allemands dont on était les compatriotes, ou avec les Russes dont on était les alliés, et que la guerre on ne la voulait pour aucune cause, ni avec personne, car on se déclarait incapable de la soutenir (aveu peu dangereux dans un moment où l'Autriche faisait les préparatifs militaires les plus importants) ; que l'on recherchait la paix, la paix seule, qu'on la préférait aux plus belles acquisitions ; qu'en preuve de cet amour de la paix on offrait de s'interposer pour la négocier, et que, si la France s'y prêtait, on se chargeait d'y amener les cabinets de Berlin, de Saint-Petersbourg et de Londres ; que déjà M. de Budberg, ministre de l'empereur Alexandre, consulté sur ce sujet, avait accueilli les bons offices de la cour de Vienne, et qu'à Londres un autre cabinet ayant pris la direction des affaires (celui de MM. Castlereagh et Canning), il y avait chance de rencontrer des dispositions pacifiques chez ces nouveaux représentants de la politique anglaise, car ils seraient probablement charmés de se populariser en Angleterre en donnant la paix à leur avènement. M. de Stadion prescrivait d'ajouter qu'on s'estimerait heureux si le tout-puissant Empereur des Français voyait dans cette offre un gage des sentiments de désintéressement et de concorde qui animaient l'empereur d'Autriche.

Le tout-puissant Empereur des Français n'avait pas moins de clairvoyance que de puissance, et dès que cette réponse lui fut envoyée de Varsovie à Finkenstein, il ne s'y trompa point. Il en saisit la portée avec la promptitude qu'il aurait mise à découvrir les mouvements d'une armée ennemie sur le champ de bataille. « Ceci, répondit-il tout de suite à M. de Talleyrand, est un premier pas de l'Autriche, un commencement d'intervention dans les événements. Résolue à ne se mêler en rien de la lutte que soutiennent la France, la Prusse, la Russie et l'Angleterre, elle ne voudrait pas même risquer de se compromettre, en portant des paroles des unes aux autres. S'offrir comme médiatrice, c'est se préparer à la guerre, c'est se ménager un moyen décent d'y prendre part, moyen dont elle a besoin, après les déclarations de cabinet à cabinet, après les serments de souverain à souverain, par lesquels elle a promis d'y demeurer à jamais étrangère. Ce qui nous arrive est un malheur, ajouta Napoléon, car

cela nous présage la présence d'une armée autrichienne sur l'Oder et l'Elbe, tandis que nous serons sur la Vistule. Mais repousser cette médiation est impossible. Ce serait une contradiction avec notre langage ordinaire, qui a toujours consisté à nous présenter comme disposés à la paix. Ce serait surtout nous exposer à précipiter les déterminations de l'Autriche par un refus péremptoire, qui la blesserait, et l'obligerait à prendre une résolution immédiate. Il faut donc gagner du temps, et répondre que l'offre de médiation est trop indirecte, pour qu'on l'accepte positivement ; mais que, dans tous les cas, les bons offices de la cour de Vienne seront toujours reçus avec gratitude et confiance. »

M. de Talleyrand, dirigé par Napoléon, fit à M. de Vincent la réponse qui lui était prescrite, et montra une certaine disposition à accepter la médiation de l'Autriche, mais sembla douter en même temps que l'offre de cette médiation fût sérieuse. M. de Vincent affirma au contraire que cette offre était parfaitement sérieuse, et déclara du reste qu'il allait en référer à sa cour. Il écrivit donc à M. de Stadion, qui de son côté ne fit point attendre sa réponse. Sous très-peu de jours, en effet, la cour de Vienne annonça qu'elle était prête à passer de simples pourparlers à une proposition formelle, qu'elle avait la certitude de faire accepter sa médiation à Pétersbourg et à Londres, qu'elle en adressait au surplus, le jour même, l'offre positive, tant à la France qu'à la Prusse, à la Russie, à l'Angleterre, et qu'elle attendait sur ce sujet l'expression précise des intentions de l'Empereur Napoléon.

Cette réponse si prompte et si nette, appuyée d'armements dont on ne pouvait plus douter, parut à Napoléon un acte extrêmement grave, dont il était impossible de se dissimuler la portée, auquel malheureusement on ne pouvait répliquer que par une acceptation, mais contre les suites duquel il fallait se prémunir au moyen de précautions immédiates et imposantes. Il écrivit en ce sens à M. de Talleyrand, et lui envoya de Finkenstein le modèle de note qu'on va lire. Il le prévint en même temps qu'il allait ajouter à cette note des préparatifs nouveaux, plus formidables que jamais, et dont il faudrait informer l'Autriche sur-le-champ, pour qu'elle sût de quelle manière serait accueillie son intervention, amicale ou hostile, diplomatique ou belliqueuse.

La réponse à l'offre de médiation était ainsi conçue :

« Le soussigné ministre des relations exté-

« rieurs a mis sous les yeux de Sa Majesté
 « l'Empereur et Roi la note qui lui a été remise
 « par M. le baron de Vincent.

« L'Empereur accepte pour lui et ses alliés
 « l'intervention amicale de l'empereur Fran-
 « çois II pour le rétablissement de la paix, si
 « nécessaire à tous les peuples. Il n'a qu'une
 « crainte, c'est que la puissance qui jusqu'ici
 « paraît s'être fait un système d'asseoir sa puis-
 « sance et sa grandeur sur les divisions du con-
 « tinent, ne cherche à faire sortir de ce moyen
 « de nouveaux sujets d'aigreur et de nouveaux
 « prétextes de dissensions. Cependant, toute
 « voie qui peut faire espérer la cessation de
 « l'effusion du sang, et porter enfin des conso-
 « lations parmi tant de familles, ne doit pas être
 « négligée par la France, qui, au su de toute
 « l'Europe, a été entraînée malgré elle dans la
 « dernière guerre.

« L'empereur Napoléon trouve d'ailleurs dans
 « cette circonstance une occasion naturelle et
 « éclatante de témoigner au souverain de
 « l'Autriche la confiance qu'il lui inspire, et le
 « désir qu'il a de voir se resserrer entre les deux
 « peuples les liens qui ont fait dans d'autres
 « temps leur prospérité commune, et qui peu-
 « vent aujourd'hui plus que toute autre chose
 « consolider leur tranquillité et leur bien-
 « être. »

Ces pourparlers avaient occupé tout le mois de mars. La saison était devenue rigoureuse. Le froid, qu'on avait vainement attendu en hiver, se faisait sentir au printemps. Les opérations militaires devaient donc être encore ajournées. Napoléon résolut de profiter de ce retard pour donner à ses forces un développement immense, et aussi formidable en apparence qu'il le serait en réalité. Son intention était, sans trop dégarnir l'Italie ou la France, d'augmenter d'un tiers au moins son armée active, et de former sur l'Elbe une armée de réserve de 100,000 hommes, afin d'être en mesure d'écraser tant les Russes que les Prussiens dès l'ouverture de la campagne, et de pouvoir au besoin se retourner contre l'Autriche, si elle se décidait à prendre part à la guerre.

Pour arriver à ce double résultat, il résolut d'appeler une nouvelle conscription, celle de 1808, quoiqu'on ne fût qu'en mars 1807. Il avait déjà appelé celle de 1807 en 1806, et celle de 1806 en 1805, dans l'intention de procurer aux jeunes conscrits douze ou quinze mois d'apprentissage, et de tenir ses dépôts toujours

pleins. L'effectif général de l'armée française, qui avait été porté de 502,000 hommes à 580,000 par la conscription de 1807, allait être élevé à 650,000 environ par celle de 1808, les alliés non compris. Grâce à l'art avec lequel il maniait ses ressources, Napoléon devait trouver dans cet accroissement d'effectif le moyen de pourvoir à tous ses besoins, et de faire face à tous les événements.

Mais il y avait quelque difficulté, après avoir appelé en novembre 1806 la conscription de 1807, d'appeler encore en mars 1807 celle de 1808. C'était faire deux appels en cinq mois, et lever 150,000 hommes à la fois. Napoléon rédigea lui-même le décret, l'envoya sur-le-champ à l'archichancelier Cambacérès, qui le remplaçait à la tête du gouvernement, à M. Lacuée, qui était chargé des appels, et leur dit à l'un et à l'autre que les objections auxquelles de pareilles mesures pouvaient donner lieu, il les connaissait et les prévoyait, mais qu'il ne fallait pas s'y arrêter un instant, car une seule objection élevée dans le Conseil d'État ou le Sénat l'affaiblirait en Europe, lui mettrait l'Autriche sur les bras, et qu'alors ce ne seraient pas une ou deux conscriptions, mais trois ou quatre qu'on se verrait obligé de décréter, peut-être inutilement, pour finir par être vaincu. « Il ne faut pas, écrivait-il, considérer les choses d'un point de vue étroit, mais d'un point de vue étendu ; il faut les considérer surtout sous leurs rapports politiques. Une conscription annoncée et résolue sans hésiter, conscription que je n'appellerai peut-être pas, que certainement je n'enverrai pas à l'armée active, car je n'entends pas soutenir la guerre avec des enfants, fera tomber les armes des mains de l'Autriche. La moindre hésitation, au contraire, la porterait à les reprendre, et à s'en servir contre nous. Pas d'objection, répétait-il, mais une exécution immédiate et ponctuelle du décret que je vous adresse, voilà le moyen d'avoir la paix, de l'avoir prochaine et magnifique. »

Après avoir expédié ce décret à Paris, Napoléon le fit parvenir à M. de Talleyrand à Varsovie, avec invitation de le communiquer à M. de Vincent, avec recommandation expresse de révéler à celui-ci le nouveau déploiement de forces qui se préparait en France, de lui présenter le tableau des dépenses qui en résulteraient pour toutes les puissances belligérantes, et pour l'Autriche en particulier ; de lui déclarer sans détour qu'on avait deviné la pensée de la médiation,

qu'on acceptait cette médiation, mais en sachant ce qu'elle signifiait ; qu'offrir la paix était bien, mais que la paix il fallait l'offrir *un bâton blanc à la main* ; que les armements de l'Autriche, désormais impossibles à nier, étaient un accompagnement peu convenable d'une offre de médiation ; que du reste on s'expliquait avec cette franchise, pour prévenir des malheurs, pour en épargner à l'Autriche elle-même ; que, si elle voulait envoyer des officiers autrichiens en France et en Italie, on prenait l'engagement de leur montrer les dépôts, les camps de réserve, les divisions en marche, et qu'ils verraient qu'indépendamment des 500,000 Français déjà présents en Allemagne, une seconde armée de 400,000 hommes s'appropriait à franchir le Rhin, pour réprimer tout mouvement hostile de la part de la cour de Vienne.

Ces communications venaient fort à propos. M. de Vincent ne put dissimuler son émotion en apprenant le nouvel accroissement de nos forces, et protesta mille fois encore au nom de son gouvernement des intentions les plus pacifiques. Les mouvements de troupes dont on se plaignait n'étaient, disait-il, que les symptômes d'un travail de réorganisation, entrepris par l'archiduc Charles, afin de rendre l'armée autrichienne moins coûteuse, et d'y introduire divers perfectionnements empruntés aux armées françaises. Si quelques corps semblaient s'approcher des frontières de la Pologne, ce n'étaient là que des précautions à l'égard des Gallicies fort agitées de ce qui se passait dans leur voisinage. L'offre de médiation ne devait être envisagée que comme une preuve du désir de faire cesser la guerre qui désolait le monde, et il fallait y voir non l'envie de se mêler à cette guerre, mais la volonté franche et loyale d'y mettre fin. Du reste, on en jugerait bientôt par les résultats, et on pourrait s'assurer alors de la sincérité de l'Autriche par sa persistance à demeurer neutre.

Les instances de Napoléon à Paris n'arrivaient pas moins à propos que ses communications à Vienne. Bien que son étoile brillât encore de tout son éclat, bien que les merveilles d'Austerlitz et d'Iéna n'eussent encore rien perdu de leur prestige, que l'on fût sensible, comme on le devait, à ce grand et prodigieux spectacle d'une armée française hivernant tranquillement sur la Vistule, certains détracteurs, fort obséquieux en présence de Napoléon, volontiers dénigrants en son absence, faisaient tout bas quelques obser-

vations amères, sur le sanglant carnage d'Eylau, sur les difficultés de la guerre portée à ces distances, et il n'aurait pas fallu beaucoup pour que les esprits, toujours prêts en France à saisir le côté faible des choses, se laissassent aller à substituer le blâme à l'admiration continue dont Napoléon n'avait cessé d'être l'objet depuis qu'il avait en main les destinées de la France. Le prudent Cambacérès apercevait ces symptômes, et redoutant pour le gouvernement impérial tout ce qui pouvait lui nuire, il aurait voulu désarmer la critique, en épargnant au pays de nouvelles charges. M. Lacuée, jugeant la situation de moins haut, ne voyant que les souffrances matérielles de la population, craignait que deux demandes de 80,000 hommes, renouvelées coup sur coup, l'une en novembre 1806, l'autre en mars 1807, surtout après celles qui avaient précédé en 1805, demandes qui appelaient des hommes à l'armée sans en rendre un seul, ne produisissent un effet fâcheux, en privant l'agriculture de ses bras, les familles de leurs soutiens. MM. Cambacérès et Lacuée étaient donc disposés l'un et l'autre à présenter quelques objections, et à demander qu'on apportât un certain retard dans les appels. Le sentiment qui les inspirait était honnête et sage, et il eût été à désirer pour Napoléon que beaucoup d'hommes eussent alors le courage de lui faire entendre, avant qu'il éclatât, le cri des mères désolées, cri qui n'était pas menaçant encore, mais qui quelquefois à la nouvelle d'un grand carnage, comme celui d'Eylau, s'élevait sourdement dans les cœurs. Toutefois, en disant à Napoléon la vérité, à titre de leçon profitable pour l'avenir, le mieux pour le moment était d'exécuter ses volontés, car il n'y avait rien de plus utile, dans l'intérêt même de la paix, que le nouveau déploiement de forces qu'il venait de décréter. Aussi les objections de MM. Cambacérès et Lacuée, envoyées par écrit au quartier général, mais bientôt étouffées par les lettres postérieures qui en étaient parties coup sur coup, n'apportèrent aucun retardement à la présentation, à l'adoption, à l'exécution du décret qui appelait la conscription de 1808.

Napoléon se hâta de faire de ces nouvelles ressources l'usage qui convenait à ses vastes desseins. Il avait, comme on l'a vu, depuis son entrée en Pologne, tiré de France sept régiments d'infanterie ; de Paris le 15^e léger, le 58^e de ligne, le 1^{er} régiment des fusiliers de la garde, et un régiment municipal ; de Brest, le 13^e de ligne ;

de Saint-Lô, le 31^e; de Boulogne, le 19^e. Il avait tiré d'Italie cinq régiments de chasseurs à cheval, quatre régiments de cuirassiers. La plupart de ces corps venaient d'arriver en Allemagne. Les 19^e, 15^e et 58^e de ligne, le 15^e léger, s'approchaient de Berlin, et allaient coopérer au siège de Dantzig. Le 1^{er} régiment des fusiliers de la garde, le régiment de la garde municipale, étaient en marche. Les quatre régiments de cuirassiers partis d'Italie se trouvaient déjà sur la Vistule, sous les ordres d'un officier du plus rare mérite, le général d'Espagne. Des cinq régiments de chasseurs à cheval, deux, le 19^e et le 25^e, avaient rejoint le général Lefebvre sous Dantzig. Le 15^e était en remonte en Hanovre. Les deux autres arrivaient en toute hâte.

Les régiments provisoires ou régiments de marche avaient déjà traversé l'Allemagne au nombre de douze d'infanterie, et de quatre de cavalerie. Ils avaient été passés en revue sur la Vistule, dissous, et envoyés aux corps campés sur la Passarge, spectacle toujours fort satisfaisant pour l'armée, qui voyait se remplir les vides opérés dans ses rangs, et entendait parler chaque jour des renforts nombreux qui venaient la secourir. Tandis qu'elle n'aurait pas pu présenter aux premiers jours de l'établissement sur la Passarge 75,000 ou 80,000 hommes sur un même point, elle pouvait en opposer maintenant 100,000 à une attaque subite. Les vivres amenés de toutes parts sur la Vistule, et transportés de la Vistule aux divers cantonnements, par le moyen de charrois organisés sur les lieux, suffisaient à la ration journalière, et commençaient à former les approvisionnements de réserve pour le cas de mouvements imprévus. L'armée bien chauffée, bien nourrie, était dans une excellente disposition d'esprit. La grosse cavalerie et la cavalerie de ligne avaient été conduites sur la basse Vistule, pour y profiter des fourrages qu'on trouvait en grande quantité vers les bouches de ce fleuve. Les régiments de la cavalerie légère laissés en observation sur le front des camps, allaient alternativement goûter le repos et l'abondance sur les bords de la Vistule. Napoléon, qui avait voulu porter la cavalerie de 54,000 hommes à 60,000, puis à 70,000, venait de donner des ordres pour qu'elle fût portée à 80,000 cavaliers. La campagne avait déjà consommé 16,000 chevaux, pour 5,000 ou 4,000 cavaliers mis hors de combat. Outre les chevaux qu'on avait pris aux armées prussienne et hessoise, Napoléon en avait acheté 17,000 en

Allemagne, et maintenant il en faisait acheter 12,000 en France, pour approvisionner les dépôts. Les travaux de Praga, de Modlin, de Sierock, entièrement achevés, présentaient des ouvrages en bois, aussi solides que des ouvrages en maçonnerie. Les cantonnements sur la Passarge étaient pourvus de fortes têtes de pont, qui permettaient de repousser l'ennemi, ou de l'assaillir s'il le fallait. La situation était non-seulement sûre, mais bonne, autant du moins que le comportaient le pays et la saison.

Les corps en marche, grâce aux dépôts d'infanterie et de cavalerie établis sur la route, dans lesquels ils déposaient les hommes et les chevaux fatigués, et prenaient en échange ceux que d'autres corps avaient laissés antérieurement, les corps en marche comptaient au terme de leur route le même effectif qu'à leur départ. Les régiments de cuirassiers partis de Naples étaient arrivés entiers sur la Vistule. Pour les troupes qui venaient d'Italie, Parme, Milan, Augsbourg, pour celles qui venaient de France, Mayence, Wurtzbourg, Erfurt, pour les unes et les autres, Witttemberg, Potsdam, Berlin, Custring, Posen, Thorn, Varsovie, étaient les relais où elles trouvaient tout ce dont elles avaient besoin en vivres, armes, objets d'habillement fabriqués partout, à Paris comme à Berlin, dans la capitale conquise comme dans la capitale conquérante, car Napoléon voulait nourrir le peuple de l'une et de l'autre. C'est au prix de ces soins continuels qu'était pourvue du nécessaire, maintenue à son effectif, à des distances de quatre à cinq cents lieues, une armée régulière de 400,000 hommes, nombre chimérique quand l'antiquité nous le donne (à moins qu'il ne s'agisse de populations émigrantes), jamais allégué dans les histoires modernes, et pour la première fois atteint et dépassé à l'époque dont nous retraçons le souvenir.

Profitant de la présence de nombreux conscrits dans les dépôts, Napoléon s'occupait de faire venir de France et d'Italie de nouvelles troupes, dans la double intention, comme nous l'avons dit, d'augmenter considérablement l'armée active de la Vistule, et de créer une armée de réserve sur l'Elbe. Pouvant tirer des dépôts des conscrits tout formés, il ordonna au maréchal Kellermann de porter jusqu'à vingt le nombre des régiments provisoires d'infanterie, et jusqu'à dix celui des régiments provisoires de cavalerie. Mais dans ces régiments ne devaient entrer que les conscrits parfaitement instruits et disciplinés. Il imagina

une autre combinaison pour utiliser les conscrits, dont l'éducation militaire commençait à peine, ce fut d'organiser des bataillons dits de garnison, composés d'hommes non encore instruits, pas même habillés, de les envoyer à Erfurt, Cassel, Magdebourg, Hameln, Custring, où ils avaient le temps de se former, et rendaient disponibles les vieilles troupes laissées dans ces places. Il fixa l'effectif de ces bataillons à environ 10,000 ou 12,000 hommes.

Après s'être occupé des régiments provisoires, destinés au recrutement des corps établis sur la Vistule, Napoléon voulut aux sept régiments d'infanterie, aux neuf régiments de cavalerie, déjà tirés de France et d'Italie, en ajouter d'autres, ce qui était possible, en ayant recours à beaucoup de combinaisons dont lui seul était capable. Il y avait en garnison à Braunau un superbe régiment, le 5^e de ligne, comptant trois bataillons de guerre, et 5,400 hommes présents sous les armes. Napoléon le dirigea sur Berlin, le remplaça à Braunau par le 7^e de ligne emprunté à la garnison d'Alexandrie, et remplaça le 7^e dans Alexandrie par deux régiments de Naples, battus à Sainte-Euphémie, et ayant besoin d'être réorganisés. Ne voulant laisser en Italie que des régiments de dragons, il en fit partir le 14^e de chasseurs à cheval, qui s'y trouvait encore, ce qui devait porter à dix le nombre des régiments de cavalerie pris en Italie. Il ordonna de former à Paris un second régiment de fusiliers de la garde, ce qui se pouvait, puisqu'on avait, pour choisir des sujets d'élite, deux conscriptions, celle de 1807 et celle de 1808. Il détacha du camp de Saint-Lô le 5^e léger, qui n'y était pas actuellement indispensable. Il prescrivit d'acheminer de Paris sur le Rhin un régiment de dragons de la garde, en ce moment campé à Meudon, et qui dut être monté à Potsdam. Il donna le même ordre relativement au 26^e de chasseurs, qui était à Saumur, et que la profonde tranquillité de la Vendée rendait disponible. Il commanda de mettre en marche un bataillon des marins de la garde, fort utile pour la navigation de la Vistule. C'étaient par conséquent trois régiments français d'infanterie, trois régiments français de cavalerie, plus un bataillon de marins, qu'il tirait de France et d'Italie, et qui devaient concourir, soit à compléter les corps existants, soit à constituer un nouveau corps pour le maréchal Lannes. Ce maréchal, tombé malade à Varsovie, avait été remplacé par Masséna dans le commandement du cinquième corps,

et commençait à se remettre. Napoléon, le siège de Dantzig fini, voulait avec une partie des troupes qui l'auraient exécuté, et les nouveaux régiments amenés de France, former un corps de réserve, qu'il se proposait de donner à Lannes, et d'attacher à l'armée active. Le 8^e corps sous le maréchal Mortier, composé de Hollandais, d'Italiens et de Français, répandu des villes hanséatiques à Stralsund, de Stralsund à Colberg, avait eu jusqu'ici pour objet de contenir l'Allemagne. La division hollandaise gardait les villes hanséatiques; l'une des deux divisions françaises faisait face aux Suédois, devant Stralsund. L'autre était à Stettin, prête à concourir au blocus de Stralsund ou au siège de Dantzig. La division italienne bloquait Colberg. Une fois les sièges terminés, Napoléon avait résolu de réunir dans le 8^e corps toutes les troupes qui étaient françaises, et de le joindre à l'armée active. Il aurait donc, outre le corps de Masséna sur la Narew, outre les corps des maréchaux Ney, Davoust, Sout, Bernadotte, Murat, sur la Passarge, deux nouveaux corps sous Mortier et Lannes, placés entre la Vistule et l'Oder, et se liant avec la seconde armée qu'il se proposait d'organiser en Allemagne.

Cette seconde armée, il en créa les éléments de la manière suivante. Il y avait, en Silésie, une partie des Bavares et tous les Wurtembergeois, achevant sous le prince Jérôme et le général Vandamme les sièges de la Silésie. Il y avait, sur le littoral de la Baltique, les Hollandais appartenant actuellement au corps de Mortier, les Italiens lui appartenant également, les uns établis, comme nous venons de le dire, dans les villes hanséatiques, les autres devant Colberg. C'étaient de bons auxiliaires, jusqu'ici fidèles, et commençant à apprendre la guerre à notre école. Napoléon songea à augmenter le nombre de ces auxiliaires, et à leur donner pour appui 40,000 Français, de bonnes et vieilles troupes, de manière à former sur l'Elbe une armée de plus de 100,000 hommes.

D'abord il demanda à la Confédération du Rhin, en se fondant sur les armements suspects de l'Autriche, une nouvelle portion du contingent qu'il avait droit d'exiger, et qui, devant être de 20,000 hommes, en procurerait 15,000 environ. C'était un déplaisir à donner aux gouvernements allemands, nos alliés; mais la guerre actuelle, si elle se compliquait de l'intervention de l'Autriche, mettait leur récent agrandissement dans un tel péril, qu'on était autorisé à leur

demander un pareil effort. D'ailleurs, c'étaient les peuples bien plus que les gouvernements qu'on allait mécontenter, et cette considération seule rendait une pareille exigence regrettable. Napoléon songea aussi à demander au nouveau royaume d'Italie deux de ses régiments d'infanterie, et deux de ses régiments de cavalerie. Ce n'était pas en Italie que les soldats italiens devaient trouver l'occasion d'apprendre la guerre, mais au nord, à l'école de la grande armée; et si les Allemands pouvaient, jusqu'à un certain point, se plaindre de servir des intérêts qui semblaient n'être pas les leurs, les Italiens n'avaient aucune plainte de ce genre à élever, car les intérêts de la France étaient bien ceux de l'Italie, et en leur apprenant à combattre on leur apprenait à défendre un jour leur indépendance nationale.

Napoléon conçut une autre idée, qui dans le moment avait toute l'apparence d'une malice, ce fut de demander des troupes à l'Espagne. La veille de la bataille d'Iéna, le prince de la Paix, toujours en trahison, ouverte ou cachée, avait publié une proclamation, par laquelle il appelait la nation espagnole aux armes, sous le prétexte étrange que l'indépendance de l'Espagne était menacée. En Espagne, en France et en Europe on se demandait par qui cette indépendance pouvait être menacée. La réponse était facile à faire. Le prince de la Paix avait cru, comme tous les adversaires de la France, à la supériorité de l'armée prussienne; il avait attendu de cette armée la destruction de ce qu'on appelait l'ennemi commun. Mais la victoire d'Iéna l'ayant détrompé, il avait osé dire que sa proclamation avait pour objet de lever la nation espagnole, et de la conduire au secours de Napoléon, dans le cas où celui-ci en aurait eu besoin. Le mensonge était trop grossier pour faire illusion. Napoléon s'était contenté de sourire, et avait remis cette querelle à un autre temps. Cependant il se trouvait le long des Pyrénées quelques mille Espagnols de bonnes troupes, qui n'avaient rien à y faire, s'ils n'étaient pas destinés à agir contre la France. Il se trouvait aussi quelques mille Espagnols à Livourne, pour garder cette place du royaume d'Étrurie, et qui pouvaient plutôt servir à la livrer aux Anglais qu'à la défendre. Napoléon, paraissant prendre au sérieux l'explication que le prince de la Paix donnait de sa proclamation, le remercia de son zèle, et lui demanda d'en fournir une nouvelle preuve, en l'aidant d'une quinzaine de mille hommes, tout à fait inutiles, soit aux Pyrénées, soit à Livourne.

Napoléon ajouta qu'il se proposait de mettre en leurs mains le Hanovre, propriété de l'Angleterre, comme gage de la restitution des colonies espagnoles. Il ne fallait pas, en vérité, des raisons aussi artistement arrangées, pour la bassesse du gouvernement espagnol de cette époque. A peine la dépêche de Napoléon parvenait-elle à Madrid, que l'ordre de marche était envoyé aux troupes espagnoles. Environ 9,000 à 10,000 hommes parlaient des Pyrénées, 4,000 à 5,000 de Livourne. Napoléon expédia partout les instructions nécessaires pour qu'on les reçût, soit en France, soit dans les pays dépendants de ses armes, de la manière la plus amicale et la plus hospitalière, pour qu'on leur fournit en abondance des vivres, des vêtements, même de l'argent.

Il allait donc avoir sur l'Elbe, des Allemands, des Italiens, des Espagnols, des Hollandais, au nombre de 60,000 hommes pour le moins. Les Bavaurois et les Wurtembergeois, réunis au nouveau contingent exigé de la Confédération du Rhin, pouvaient former environ 50,000 hommes; les Hollandais accrus de quelques troupes, 15,000; les Espagnols 15,000; les Italiens 7,000 à 8,000. Pour que ces auxiliaires devinssent de très-bonnes troupes, il suffisait de leur adjoindre une certaine quantité de Français. Napoléon imagina un moyen de s'en procurer 40,000, et des meilleurs, en les tirant encore d'Italie et de France. Il avait eu la précaution d'ordonner longtemps à l'avance la mise sur pied de guerre de l'armée d'Italie. Cinq divisions d'infanterie étaient toutes organisées en Frioul et en Lombardie. Napoléon résolut d'appeler de Brescia et de Vérone les deux divisions Molitor et Boudet, divisions excellentes, dignes de leurs chefs, et qui prouvèrent depuis ce dont elles étaient capables, à Essling et Wagram. Elles représentaient un effectif de 15,000 à 16,000 hommes, presque tous vieux soldats d'Italie, recrutés avec quelques conscrits des dernières levées. Ces divisions reçurent l'ordre de passer les Alpes, et de se rendre par Augsbourg, l'une à Magdebourg, l'autre à Berlin. Un mois et demi suffisait à ce trajet.

Napoléon affaiblissait ainsi l'Italie, mais l'Italie dans le moment était loin d'avoir autant d'importance que l'Allemagne. Bien couvert sur ses derrières tandis qu'il serait en Pologne, certain de pouvoir se rejeter, par la Silésie ou par la Saxe, sur la Bohême, et de terrasser l'Autriche d'un seul coup du revers de son épée, il était

toujours assuré de dégager l'Italie, fût-elle envahie passagèrement. Il calculait donc très-habilement, en préférant se rendre fort en Allemagne plutôt qu'en Italie. Ce n'était pas d'ailleurs sans compensation qu'il affaiblissait cette contrée, car il avait prescrit de lui envoyer 20,000 conscrits, à prendre sur les classes de 1807 et de 1808, et il ordonnait en outre d'extraire les compagnies d'élite des bataillons de dépôt, pour former en Lombardie deux nouvelles divisions actives, ce que sa prévoyance avait rendu facile, en tenant les dépôts d'Italie comme ceux de France toujours pleins et bien exercés. Il devait donc bientôt avoir, comme auparavant, 60,000 hommes sur l'Adige, 72,000 avec le corps de Marmont, 90,000 en reportant un fort détachement de Naples vers Milan.

Mais 15,000 Français ne suffisaient pas sur l'Elbe, pour servir de lien et d'appui aux 60,000 auxiliaires qu'il allait y réunir. Napoléon songeait à tirer encore de France une ressource précieuse. Il avait formé à Boulogne, Saint-Lô, Pontivy, Napoléonville, quatre camps, composés d'un certain nombre de ses plus vieux régiments, de ceux qui avaient besoin de se reposer et de se recruter, et il les avait abondamment pourvus de tout ce qui leur était nécessaire en hommes et en matériel. Ces régiments présentaient une force d'à peu près 56,000 hommes. Ils devaient être secondés, comme on l'a vu, par quelques détachements de gardes nationales, dont 6,000 hommes à Saint-Omer, 5,000 à Cherbourg, 5,000 entre Oléron et Bordeaux, par 10,000 marins de la flottille de Boulogne, par 5,000 ouvriers enrégimentés à Anvers, 8,000 à Brest, 5,000 à Lorient, 4,000 à Rochefort, par 12,000 gardes-côtes, et par 5,000 hommes de gendarmerie, qu'on était toujours à même de réunir sur un point, en appelant cette milice de vingt-cinq lieues à la ronde. C'était une force de plus de 90,000 hommes le long des côtes, pouvant donner 25,000 à 50,000 hommes sur la partie du littoral qui serait attaquée. Napoléon imagina de remplacer les troupes régulières des camps de Boulogne, Saint-Lô, Pontivy, Napoléonville, par une nouvelle création. Il ordonna de former cinq légions, composées avec des officiers pris dans l'armée, et avec des conscrits tirés des deux dernières conscriptions, commandées par cinq sénateurs, fortes chacune de six bataillons et de 6,000 hommes, les cinq de trente bataillons et de 50,000 hommes. Elles devaient faire leur éducation en stationnant sur les côtes de l'Océan.

L'état de guerre permanent en France depuis 1792 avait procuré une telle quantité d'officiers, qu'on ne manquait jamais de cadres pour les créations de nouveaux corps. Les éléments de ces cinq légions ne pouvaient être réunis, il est vrai, avant deux ou trois mois, c'est-à-dire avant la fin de mai ou le commencement de juin. Mais les troupes des camps n'allaient pas quitter encore le littoral. Si en mai, juin, on ne voyait pas les Anglais se diriger sur les côtes de France, si on les voyait au contraire faire voile vers les côtes de l'Allemagne, 25,000 vieux soldats des camps devaient suivre le mouvement des escadres anglaises, remonter en même temps qu'elles les bords de la Manche, de la mer du Nord, de la Baltique, par la Normandie, la Picardie, la Hollande, le Hanovre, le Mecklembourg, et venir se joindre en Allemagne aux deux divisions Boudet et Molitor. Ils avaient ordre d'exécuter cette marche plus tôt, si la conduite de l'Autriche le rendait nécessaire, et ils devaient, dans tous les cas, laisser après eux les cinq nouvelles légions, dont la présence serait utile, même avant que leur organisation fût achevée.

Au moyen de cette combinaison, Napoléon allait avoir avec les divisions Boudet et Molitor, avec les 25,000 hommes tirés de la Normandie et de la Bretagne, avec les 60,000 ou 70,000 auxiliaires allemands, italiens, espagnols, hollandais, un second rassemblement de plus de 100,000 hommes sur l'Elbe, indépendamment des deux corps des maréchaux Mortier et Lannes, dont le rôle était de lier l'armée de réserve avec la grande armée active de la Vistule. Doué d'un admirable talent pour mouvoir ses masses, il pouvait, en repliant sa queue sur sa tête, ou sa tête sur sa queue, sa gauche sur sa droite, ou sa droite sur sa gauche, porter le gros de ses forces, ou en avant sur le Niémen, ou en arrière sur l'Elbe, ou à droite sur l'Autriche, ou à gauche sur le littoral. Avec tout ce qu'il venait d'amener, avec tout ce qu'il devait amener plus tard, il ne compterait pas moins de 440,000 hommes en Allemagne, dont 360,000 Français et 80,000 alliés. Jamais de tels moyens n'avaient été réunis avec cette puissance, avec cette vigueur, avec cette promptitude.

De tous ces renforts il n'y avait d'arrivés que les nouveaux régiments tirés de France et d'Italie, les régiments provisoires qui chaque jour venaient recruter les rangs de la grande armée, les Bava-rois et Wurtembergeois agissant en Silésie, les Hollandais sur la Baltique, et les troupes de Mortier répandues devant Stralsund, Colberg

et Dantzig. Les ordres étaient partis pour les divisions Boudet et Molitor, pour les autres troupes italiennes, allemandes, espagnoles et françaises.

Le maréchal Brune, qui se trouvait au camp de Boulogne en qualité de général en chef, et que recommandait toujours le souvenir du Helder, fut appelé à Berlin, pour être mis à la tête de la seconde armée rassemblée en Allemagne.

Pendant ce temps les sièges continuaient. Avant de raconter les vicissitudes du plus important de tous ces sièges, de celui qui remplit l'hiver de faits mémorables, il faut mentionner un accident qui faillit compromettre sérieusement la sécurité de nos derrières. Le maréchal Mortier, commandant du 8^e corps, et ayant depuis le départ du roi Louis quatre divisions sous ses ordres, une hollandaise, une italienne, deux françaises, avait placé vers les bouches de l'Elbe la division hollandaise, laissé devant Stralsund la division française Grandjean, posté à Stettin la division française Dupas, et porté la division italienne devant Colberg, pour contenir les partisans incommodes que la garnison de cette place jetait entre la Vistule et l'Oder. Ajoutons que des six régiments composant les deux divisions françaises, on en avait pris quatre, le 2^e léger pour le diriger sur Dantzig, le 12^e léger pour l'envoyer à Thorn, les 22^e et 65^e de ligne pour renforcer l'armée sur la Passarge. On avait donné en compensation au maréchal Mortier le 58^e arrivé de Paris, et on lui destinait en outre plusieurs des régiments qui venaient de France. Il n'avait donc pu laisser au général Grandjean que deux régiments français, le 4^e léger et le 58^e de ligne. Il avait amené avec lui le 72^e, afin d'appuyer les Italiens devant Colberg.

C'est ce moment que les Suédois choisirent pour tenter une entreprise sur nos derrières. Ils occupaient toujours Stralsund, place maritime importante de la Poméranie suédoise, qui était le pied-à-terre par lequel ils descendaient ordinairement en Allemagne. Cette place eût valu la peine d'un siège, si Dantzig n'avait mérité la préférence sur toute autre conquête de ce genre. Le roi de Suède, dont la raison mal réglée devait faire perdre à sa famille le trône, à son pays la Poméranie et la Finlande, le roi de Suède s'était promis de déboucher de Stralsund avec une armée composée de Russes, d'Anglais, de Suédois, et, nouveau Gustave-Adolphe, d'essayer une descente brillante sur le continent de l'Allemagne. Mais Napoléon, maître absolu de ce même continent, avait obligé les troupes suédoises à se renfermer dans Stral-

sund, où elles se trouvaient comme bloquées dans une tête de pont. Le roi de Suède, fort vil avec ses amis comme avec ses ennemis, manifestait un grand mécontentement de la Russie, mais surtout de l'Angleterre, qui ne lui envoyait pas un soldat, et qui de plus lui ménageait les subsides avec une rare parcimonie. Aussi, renfermé de sa personne dans ses États, depuis qu'il ne lui était plus permis de voyager sur le continent, vivait-il à Stockholm, triste, isolé, laissant le général Essen à Stralsund, avec un corps de 15,000 hommes de bonnes troupes. Le général Essen, averti de ce qui se passait devant lui, ne résista point à la tentation de forcer la ligne du blocus, que les Français défendaient avec trop peu de forces. Il déboucha, dans les premiers jours d'avril, à la tête de 15,000 Suédois, contre le général Grandjean qui avait à peine 5,000 à 6,000 hommes à leur opposer, dont moitié tout au plus de Français. Le général Grandjean, après s'être défendu vaillamment devant la place, se vit menacé d'être tourné sur ses ailes, et fut obligé de se retirer d'abord sur Ancklam, puis sur Unkermunde et Stettin. (Voir la carte n^o 57.) Il fit une retraite en bon ordre, secondé par la bravoure des Français et des Hollandais, perdit peu de soldats sur le champ de bataille, mais une assez grande quantité d'effets militaires, et quelques détachements isolés qui n'avaient pu être recueillis, surtout dans les îles d'Usedom et de Wollin, qui ferment le Grosse-Haff.

Cette surprise produisit une certaine émotion sur les derrières de l'armée, notamment à Berlin, où une population ennemie, profondément chagrine, avide d'événements, cherchait dans toute circonstance imprévue un aliment à ses espérances. Mais la fortune de la France, alors si brillante, ne pouvait laisser à ses adversaires que de courtes joies. Dans le moment arrivaient sur l'Elbe et l'Oder quelques-uns des régiments venus de France, entre autres le 15^e de ligne, et plusieurs des régiments provisoires de marche. Le général Clarke, qui administrait Berlin avec sagesse et fermeté, fit partir sur-le-champ le 15^e de ligne, pour renforcer le général Grandjean à Stettin. Il y joignit un régiment provisoire, et divers escadrons de cavalerie qui étaient disponibles dans le grand dépôt de Potsdam. De son côté, le maréchal Mortier rebroussa chemin à la tête du 72^e, et de plusieurs détachements italiens tirés de Colberg. Ces troupes réunies à la division Grandjean suffisaient pour punir les Suédois de leur tentative. Le maréchal Mortier les distribua

en deux divisions, sous les généraux Grandjean et Dupas, rangea le 72^e, le 15^e de ligne et les Hollandais dans la première, le 4^e léger, le 58^e de ligne et quelques Italiens dans la seconde, laissa les régiments provisoires pour couvrir sa gauche et ses derrières, et marcha à l'ennemi avec cette résolution tranquille qui le caractérisait. Il chassa les Suédois de position en position, les ramena sur la Peene, passa cette rivière malgré eux, et les rejeta sur Stralsund, avec une perte de quelques centaines de tués et de 2,000 prisonniers. La course des Suédois, commencée dans les premiers jours d'avril, était finie le 18. Le général Essen, craignant que la Poméranie entière ne lui fût bientôt enlevée, voulut la sauver par un armistice. Un parlementaire vint offrir de sa part au maréchal Mortier de neutraliser cette province, en y suspendant toute espèce d'hostilités. Puisqu'il nous était impossible d'assiéger Stralsund, rien ne pouvait mieux nous convenir que de fermer une issue par laquelle les Anglais auraient pu pénétrer en Allemagne, et de rendre en même temps disponibles pour le siège de Dantzig les troupes qu'il aurait fallu laisser dans la Poméranie suédoise. Le maréchal Mortier, connaissant à ce sujet les desseins de Napoléon, consentit à un armistice, en vertu duquel les Suédois promettaient d'observer une neutralité absolue, de n'ouvrir la Poméranie à aucun ennemi de la France, et de ne fournir aucun secours, ni à Colberg, ni à Dantzig. Toute reprise d'hostilités devait être précédée d'un avis donné dix jours d'avance. L'armistice fut envoyé à Napoléon afin qu'il y donnât son approbation.

Napoléon ne pouvait raisonner autrement que son lieutenant, car le motif qui l'avait porté à réduire au moindre nombre possible les troupes placées devant Stralsund, devait le disposer à l'acceptation d'un armistice qui annulait Stralsund, sans distraire aucune partie de nos forces pour en faire le blocus. Il accepta donc l'armistice proposé, à condition que le délai pour dénoncer la reprise des hostilités serait étendu de dix jours à un mois.

Le général Essen souscrivit à l'armistice ainsi modifié, et l'envoya à Stockholm, afin d'obtenir la ratification royale. Le maréchal Mortier dut, en attendant, rester sur la Peene avec ses forces, et les transporter ensuite vers Stettin, Colberg et Dantzig, en laissant toutefois les Hollandais pour surveiller la province neutralisée.

Du reste, si les Suédois nous avaient servis en adoptant cet armistice, ils s'étaient servis eux-

mêmes, car les forces françaises s'accumulaient à Berlin. Le 3^e de ligne, tiré de Braunau, et fort de 3,400 hommes, quatre ou cinq régiments provisoires en marche du Rhin à l'Elbe, le 15^e de chasseurs en remonte dans le Hanovre, enfin le 19^e de ligne, parti du camp de Boulogne, venaient d'être dirigés sur la Poméranie. Les Suédois auraient payé de leur destruction totale le temps qu'ils eussent fait perdre à nos troupes.

Sur ces entrefaites, Dantzig venait d'être investie, et les travaux du siège avaient commencé. Napoléon ne voulait d'abord que bloquer cette place. La guerre se prolongeant, il résolut d'employer l'hiver à la prendre. Elle en valait la peine. Dantzig, en effet, commande la basse Vistule, domine les fertiles plaines que ce fleuve parcourt vers son embouchure, renferme un vaste port, et contient les richesses du commerce du Nord. Maître de Dantzig, Napoléon ne pouvait plus être ébranlé dans sa position de la basse Vistule; il enlevait aux coalisés le moyen de tourner sa gauche, et entraînait en possession d'un immense dépôt de blés et de vins, suffisant pour alimenter l'armée pendant plus d'une année. Il était donc impossible de mieux utiliser l'hiver qu'à faire une pareille conquête. Mais elle exigeait un long siège, tant à cause des ouvrages de la place que de la forte garnison chargée de la défendre. Si, dès le début de la campagne, Napoléon avait pu brusquer un pareil siège, il est présumable que les défenses de Dantzig, qui étaient en terre et de plus fort négligées, auraient cédé devant une attaque imprévue. Mais Napoléon n'avait alors ni troupes disponibles, ni grosse artillerie, et il s'était vu réduit à bloquer Dantzig avec quelques Allemands et quelques Polonais auxiliaires, soutenus par un seul régiment français, le 2^e léger. Le roi de Prusse, averti, avait donc eu le temps de mettre en état de défense une place qui était le dernier boulevard de son royaume, le plus vaste dépôt de ses richesses, et, tant qu'elle restait en ses mains, un danger sérieux pour Napoléon. Il y avait mis une garnison de 18,000 hommes, dont 14,000 Prussiens et 4,000 Russes. Il lui avait donné pour gouverneur le célèbre maréchal Kalkreuth, en ce moment oisif et médisant à Königsberg, et fort propre à un tel commandement. Il n'était pas à craindre que ce vieil homme de guerre, qui venait de condamner à mort le commandant de Stettin pour avoir livré le poste confié à sa garde, opposât une médiocre résistance aux Français. A peine arrivé, le maréchal Kalkreuth acheva de brûler les riches faubourgs de Dantzig, que son prédé-

cesseur avait commencé de livrer aux flammes, s'attacha à réparer les ouvrages, à relever l'esprit de la garnison, et à intimider quiconque serait tenté de se rendre.

Dantzig n'était donc plus, en mars 1807, une place ruinée ou négligée, qu'il fût possible d'enlever par surprise. Outre qu'elle avait un excellent gouverneur, une puissante garnison, de vastes et solides ouvrages, elle présentait un site d'un abord extrêmement difficile. Comme tous les grands fleuves, la Vistule a son delta. Un peu au-dessus de Mewe (voir la carte n° 58), à quinze lieues environ de la Baltique, elle se divise en deux bras, qui enferment un pays fertile et riche, qu'on appelle île de Nogath. L'un de ces bras, celui de droite, va, sous le nom de Nogath, se jeter dans le golfe appelé Frische-Haff; l'autre, celui de gauche, auquel reste le nom de Vistule, coulant directement au nord, jusqu'à une lieue de la mer, y rencontre tout à coup un banc de sable, se détourne à l'ouest, et, après avoir longé ce banc de sable pendant sept à huit lieues, se redresse au nord, et tombe enfin dans la Baltique. C'est à l'embouchure de ce dernier bras de la Vistule, au milieu d'un pays plat, extrêmement fertile, souvent inondé, et au pied de quelques hauteurs sablonneuses, que la ville de Dantzig est située, à plusieurs mille pas de la mer.

Le long banc de sable devant lequel la Vistule se détourne, pour couler à l'ouest, s'appelle le Nehrung. D'un côté, il finit devant Dantzig, de l'autre il vient, en se prolongeant pendant une vingtaine de lieues, former l'un des bords du Frische-Haff, et jointre Königsberg, sauf une coupure à Pillau, coupure naturelle, que les eaux du Nogath, de la Passarge et de la Prégel ont pratiquée, pour se décharger du Frische-Haff dans la Baltique. C'est par Pillau en effet qu'on pénètre du Frische-Haff dans la Baltique, et que passe la navigation de l'importante ville de Königsberg.

On peut donc, pourvu qu'on franchisse l'étroite passe de Pillau, communiquer par terre de Königsberg à Dantzig, en suivant ce banc de sable du Nehrung, large tout au plus d'une lieue, et ordinairement de beaucoup moins, long de vingt-cinq, ne portant pas un arbre, excepté près de Dantzig, et couvert à peine de quelques cabanes de pêcheurs.

Dantzig, placée sur le bras gauche de la Vistule, celui qui a conservé ce nom, est à 2,500 toises de la mer, c'est-à-dire à une lieue environ. (Voir la carte n° 41.) Le fort de Weichselmünde,

régulièrement construit, ferme l'embouchure de la Vistule. Pour abrégé le trajet de la place à la mer, un canal, nommé canal de Laake, a été creusé. Le terrain compris entre le fleuve et le canal présente une île, qu'on appelle *le Holm*. De nombreuses redoutes établies dans cette île commandent le fleuve et le canal, qui forment les deux issues vers la mer. Enfin, la place elle-même, située au bord de la Vistule, traversée par une petite rivière, la Motlau, enveloppée de leurs eaux réunies, enfermée dans une enceinte bastionnée de vingt fronts, est du plus difficile accès, car elle se trouve entourée d'une inondation, non pas factice mais naturelle, que l'assiégeant ne peut pas faire cesser à volonté par des saignées, et contre laquelle les habitants eux-mêmes ont la plus grande peine à se défendre, à certains moments du jour et de l'année. Dantzig, ainsi entourée au nord, à l'est, au sud de terrains inondés, où l'on ne peut ouvrir la tranchée, serait donc inabordable, sans les hauteurs sablonneuses qui la dominent, et qui viennent finir en pentes rapides au pied de ses murs, vers la face de l'ouest. Aussi n'a-t-on pas manqué de s'emparer de ces hauteurs au profit de la défense, et les a-t-on couronnées d'une suite d'ouvrages qui présentent une seconde enceinte. C'est par ces hauteurs que Dantzig a été généralement attaquée. En effet, la double enceinte qui occupe leur sommet, une fois prise, on peut accabler la ville de feux plongeants, et il n'est guère possible qu'elle y résiste. Toutefois cette double enceinte ne laisse pas que d'être très-difficile à attaquer. Les ouvrages de Dantzig sont en terre, et présentent, au lieu d'escarpes en maçonnerie, des talus gazonnés. Mais au pied de ces talus se trouvait alors une rangée de fortes palissades d'une énorme dimension (elles avaient quinze pouces de diamètre), très-rapprochées les unes des autres, et profondément enfoncées en terre. Le boulet pouvait les déchirer, quelquefois en briser la tête, mais non les arracher. Sur les talus en arrière, d'énormes poutres suspendues par des cordes devaient, au moment d'un assaut, rouler du haut en bas sur les assiégeants. Puis encore, à tous les angles rentrants de l'enceinte (*places d'armes rentrantes*) on avait construit des blockhaus en gros bois, on les avait recouverts de terre, et rendus presque impénétrables au boulet et à la bombe. Le bois des plaines du Nord, dont la ville de Dantzig est l'entrepôt, avait été prodigué sous toutes les formes pour la fortifier, et on put s'apercevoir

bientôt de ses propriétés défensives, qui n'étaient pas appréciées comme elles le furent après l'exécution de ce siège mémorable. Enfin des munitions en quantité immense, des vivres suffisants pour nourrir la population et les troupes pendant plus d'une année, des communications continuelles avec la ville de Königsberg, soit par la mer, soit par le Nehrung, communications qui donnaient à la garnison assiégée la confiance d'être secourue et de pouvoir se retirer quand elle voudrait, ajoutaient aux chances de la défense et aux difficultés de l'attaque.

Le maréchal Lefebvre, chargé du commandement des troupes qui devaient exécuter le siège, ne possédait aucune des connaissances que réclamait une telle opération. Il n'y avait pas dans l'armée un soldat plus ignorant et plus brave. A toutes les questions d'art soulevées par les ingénieurs, il ne voyait jamais qu'une solution, c'était de monter à l'assaut à la tête de ses grenadiers. Si, malgré son insuffisance, Napoléon l'avait choisi, c'est qu'il désirait, comme nous l'avons dit ailleurs, procurer de l'emploi aux sénateurs, c'est qu'il ne se souciait pas de voir rester à Paris un vieux soldat soumis et dévoué, mais laissant quelquefois errer sa langue quand on ne le contenait pas; c'est enfin qu'il voulait, sans lui confier un corps d'armée, lui ménager l'occasion de mériter une grande récompense. Le brave Lefebvre, qui rachetait son ignorance par un certain esprit naturel, savait se rendre justice, et avait montré un véritable effroi en apprenant quelle tâche Napoléon venait de lui confier. Napoléon l'avait rassuré en promettant de lui envoyer les ressources dont il aurait besoin, et de le guider lui-même de son camp de Finkenstein. « Prenez courage, lui avait-il dit; il faut bien que, vous aussi, quand nous rentrerons en France, vous ayez quelque chose à raconter dans la salle du Sénat. »

Vaincu par ces gracieuses paroles, le maréchal s'était empressé d'obéir. Napoléon lui avait adjoint, pour le diriger, deux officiers du plus haut mérite, l'ingénieur Chasseloup et le général d'artillerie Lariboisière, sachant que ce sont les deux armes du génie et de l'artillerie qui renversent les murailles des places fortes. Il est vrai qu'elles diffèrent volontiers d'avis, car l'une est chargée de déterminer les attaques, l'autre chargée de les exécuter à coups de canon, et elles se trouvent trop rapprochées dans cette œuvre difficile pour ne pas se contredire. C'est au général qui commande en chef à les mettre d'ac-

cord. Mais Napoléon était à trente ou quarante lieues de Dantzig; il pouvait toujours résoudre les difficultés par sa correspondance quotidienne, et envoyer l'un de ses aides de camp, le général Savary ou le général Bertrand, pour terminer en son nom les différends que le maréchal Lefebvre était incapable de comprendre et de juger. C'est ce qu'il fit plus d'une fois pendant la durée du siège.

Napoléon avait résolu de commencer les premiers travaux avec les auxiliaires et un ou deux régiments français empruntés au corps du maréchal Mortier, puis, tandis que les régiments amenés de France passeraient près de la Vistule, de les retenir momentanément sous les murs de Dantzig pour renforcer les troupes assiégeantes. Le maréchal Lefebvre eut donc au début 5,000 à 6,000 Polonais de nouvelle levée, à peine instruits; 2,500 hommes de la légion du Nord, composée de Polonais, de déserteurs allemands et russes, ayant de l'élan, mais pas de solidité, faute d'une organisation suffisante; 2,200 Badois peu habitués au feu et aux fatigues de la tranchée; 5,000 Saxons bons soldats, mais qui, se trouvant à côté des Prussiens à Iéna, n'avaient pas pu prendre encore beaucoup d'affection pour nous; enfin 5,000 Français, savoir : le 2^e léger, les 25^e et 19^e régiments de chasseurs à cheval arrivés d'Italie, et 600 soldats du génie, troupe incomparable qui, suppléant à tout ce qui manquait dans ce siège fameux, s'y couvrit de gloire. C'était, comme on voit, avec 18,000 hommes tout au plus, dont 5,000 Français seulement, qu'on allait entreprendre l'attaque régulière d'une place qui renfermait 18,000 hommes de garnison.

La grosse artillerie dont il fallait au moins cent pièces, avec d'immenses approvisionnements en poudre et projectiles, ne pouvait être tirée que des arsenaux de la Silésie. Les transports par eau se trouvant interrompus, on était condamné à la traîner avec grand effort, par de très-mauvaises routes, de l'Oder à la Vistule. On l'attendait encore en mars. Mais avant de songer à battre la place, la première chose à faire était de la resserrer afin de priver la garnison des renforts et des encouragements qu'elle recevait de Königsberg. Il fallait, pour y réussir, d'une part la séparer du fort de Weichselmünde, et de l'autre intercepter le Nehrung, ce long banc de sable qui s'étend, comme nous l'avons dit, de Königsberg à Dantzig, avec une seule coupure à Pillau.

Nous étions arrivés par les hauteurs sablonneuses qui dominent Dantzic au couchant, et nous apercevions devant nous l'enceinte extérieure construite sur ces hauteurs, à nos pieds la ville, à gauche la Vistule, se jetant dans la Baltique à travers les ouvrages du fort de Weichselmünde, à droite la vaste étendue des terrains qu'inondait la Motlau, en face, à perte de vue, le Nehrung, baigné d'un côté par la mer, de l'autre par la Vistule, et s'enfonçant à l'horizon vers le Frische-Haff. (Voir les cartes nos 58 et 41.) C'était un circuit de sept à huit lieues, qu'il était impossible d'embrasser avec 18,000 hommes. Il est vrai qu'en occupant certains points, l'investissement pouvait être suffisant. Ainsi, en se plaçant sur la Vistule, entre le fort de Weichselmünde et Dantzic, on interceptait les communications par la mer. En allant s'établir sur le Nehrung, on interceptait les communications par la terre. Mais, pour s'emparer seulement des points principaux, il aurait fallu couronner d'abord les hauteurs, puis descendre à gauche, enlever les ouvrages du fort de Weichselmünde sur les deux rives de la Vistule, et, à défaut de cette opération, barrer au moins le fleuve, passer dans l'île de Holm, prendre le canal de Laake. Il aurait fallu ensuite, après avoir descendu par la gauche, descendre aussi par la droite dans la plaine inondée, la traverser sur les digues, franchir la Vistule au-dessus de Dantzic, comme on l'avait franchie au-dessous, entrer dans le Nehrung, s'y retrancher, et couper la route de terre, aussi bien que celle de mer. Ces premières difficultés vaincues, on pouvait ouvrir la tranchée devant l'enceinte. Mais pour cela on aurait eu besoin de posséder huit ou dix mille hommes de plus en bonnes troupes, et on ne les avait pas. On imagina donc, sur l'avis de l'ingénieur Chasseloup, commandant le génie, de choisir entre les diverses opérations préliminaires celle qui paraissait la plus urgente et la moins difficile. Franchir la Vistule au-dessous de Dantzic, entre le fort de Weichselmünde et la place, pénétrer dans l'île de Holm, sous le feu de redoutes bien armées, et malgré les sorties qui pouvaient être faites soit de Weichselmünde soit de Dantzic, était trop périlleux. On résolut de passer au-dessus de Dantzic, à une ou deux lieues plus haut, vers un endroit qui s'appelle Neufahr (voir la carte n° 58), d'y établir un petit camp, d'intercepter ainsi le Nehrung, puis, à mesure qu'on aurait le moyen de renforcer ce camp, de le rapprocher de Dantzic, pour qu'il vint donner

la main aux troupes qu'on chargerait plus tard de franchir la Vistule entre la place et le fort de Weichselmünde.

Cette opération fut confiée au général Schramm, avec un corps d'environ 5,000 hommes, composé d'un bataillon du 2^e léger, de quelques centaines de grenadiers saxons, d'un détachement polonais, infanterie et cavalerie, et d'un escadron du 49^e chasseurs. Le 19 mars au matin, à la hauteur de Neufahr, deux lieues au-dessus de Dantzic, les troupes furent embarquées sur des bateaux qu'on s'était procurés, traversèrent la Vistule, moins large depuis qu'elle est divisée en plusieurs bras, et s'aiderent dans cette opération d'une île située près de la rive opposée. Le général Schramm, transporté dans le Nehrung par suite de ce passage, partagea son petit corps en trois colonnes, une à gauche pour se jeter sur les troupes ennemies qui défendaient la position du côté de Dantzic, une à droite pour repousser celles qui viendraient du côté de Königsberg, une troisième enfin pour tenir lieu de réserve. A la tête de chacune de ces colonnes, il avait placé un détachement de Français afin de donner l'exemple.

A peine débarquées, les troupes du général Schramm, entraînées par le bataillon du 2^e léger, tournèrent à gauche, se portèrent à la rencontre des Prussiens, et les culbutèrent malgré le feu le plus vif. Tandis que la colonne principale, prenant à gauche, les poussait vers Dantzic, la seconde restait en observation sur la route de Königsberg. La troisième, gardée en réserve, servait de renfort à la première. L'ennemi ayant voulu profiter des obstacles du terrain pour renouveler sa résistance, car le Nehrung en se rapprochant de Dantzic présente des dunes et des bois, la première colonne aidée de la troisième le repoussa de nouveau, et lui tua ou lui prit quelques hommes. Les Saxons rivalisèrent en cette occasion avec les Français. Les uns et les autres ramenèrent l'ennemi jusque sur les glacis du fort de Weichselmünde, duquel étaient sorties les troupes qui défendaient le Nehrung.

L'affaire semblait finie, lorsque vers sept heures du soir on vit une colonne de 3,000 à 4,000 Prussiens déboucher de Dantzic, remonter la Vistule tambour battant, enseignes déployées. Le 2^e léger, par un feu juste et bien nourri, arrêta cette colonne, puis la chargea à la baïonnette, et la rejeta sur Dantzic, où elle courut se renfermer. Cette journée, qui nous procura la possession d'un passage sur la Vistule au-dessus

de Dantzig, et une position qui interceptait le *Nehrung*, coûta à l'ennemi 200 à 500 hommes mis hors de combat, et 500 à 600 hommes faits prisonniers. Le capitaine du génie Girod, chargé de diriger l'expédition, s'y distingua par son intelligence et son sang-froid. L'opération terminée, il fit abattre des bois, élever des épaulements, établir un pont de bateaux sur la *Vistule*, avec accompagnement d'une forte tête de pont. Nos troupes se logèrent derrière cet abri, et se gardèrent au moyen de postes de cavalerie qui, d'une part, venaient jusque sous les glacis du fort de *Weichselmünde*, de l'autre couraient sur le *Nehrung*, dans la direction de *Königsberg*.

Les jours suivants, le général *Schramm*, qui commandait ce détachement, essaya de descendre jusqu'à *Heubude*, pour serrer la place de plus près, et pour s'emparer aussi d'une écluse qui avait la plus grande influence sur l'inondation. Mais cette écluse, entourée d'eau, n'était accessible d'aucun côté. Il fallut renoncer à la prendre, et se borner à rapprocher le pont de bateaux jusqu'à *Heubude*. (Voir la carte n° 41.) Cependant ce poste de la haute *Vistule*, même après l'avoir transporté à *Heubude*, avait six lieues à faire pour communiquer avec le quartier général, à travers les terrains inondés et le long des digues. En voulant couper les communications de l'assiégé, il était donc exposé à perdre lui-même ses propres communications.

Le 26 mars, l'ennemi tenta deux sorties, l'une de la place, dirigée par les portes de *Schidlitz* et d'*Oliva* sur nos avant-postes, dans l'intention d'achever l'incendie des faubourgs, l'autre des ouvrages extérieurs du fort de *Weichselmünde*, et dirigée sur la gauche du quartier général par *Langenfurth*. L'une et l'autre furent vivement repoussées. Un officier de cavalerie polonais, le capitaine *Sokolniki*, s'y fit remarquer par sa bravoure et son habileté. Un célèbre partisan prussien, le baron de *Kakow*, y fut pris.

Nos troupes, en ramenant l'ennemi jusqu'au pied des ouvrages, s'approchèrent de la place plus qu'elles ne l'avaient encore fait, et on put en étudier la configuration. Le général *Chasseloup* arrêta le plan des attaques avec le coup d'œil d'un ingénieur aussi savant qu'exercé.

L'enceinte extérieure, construite sur le bord

des hauteurs, présentait deux ouvrages liés l'un à l'autre, mais distincts, et séparés par un petit vallon, au fond duquel se trouve le faubourg de *Schidlitz*. Le premier de ces ouvrages, celui de droite (droite de l'armée assiégeante), se nomme le *Bischoffsberg*; le second, celui de gauche, se nomme le *Hagelsberg*. C'est ce dernier que le général *Chasseloup* choisit pour but de l'attaque principale, en se réservant de diriger une fausse attaque sur le *Bischoffsberg*. Voici les motifs qui le décidèrent ¹. (Voir la carte n° 41.)

Les ouvrages du *Hagelsberg* paraissaient moins soignés que ceux du *Bischoffsberg*. Le *Hagelsberg* était étroit, peu commode pour le déploiement des troupes, soit que l'assiégé eût à faire des sorties, soit qu'il eût à repousser un assaut; tandis que le *Bischoffsberg*, vaste et bien distribué, permettait de ranger 3,000 à 4,000 hommes en bataille, et de les jeter en masse sur l'assiégeant. Le *Hagelsberg* pouvait être battu de revers par le *Stolzenberg*, l'une des positions extérieures; le *Bischoffsberg* ne pouvait l'être d'aucun côté. On arrivait au *Hagelsberg* par un terrain ondulé mais continu. Pour approcher du *Bischoffsberg*, on rencontrait un ravin profond, dans lequel il n'était pas facile de pratiquer des cheminement, et dans lequel aussi on courait risque d'être précipité lorsqu'on voudrait le franchir pour monter à l'assaut. Outre que le *Hagelsberg* était plus facile à prendre que le *Bischoffsberg*, la position, après qu'on l'avait pris, était meilleure. De l'un comme de l'autre, on dominait également la place, et on pouvait l'accabler de feux. Mais, si ces feux ne suffisaient pas pour la réduire, et qu'il fallût descendre des hauteurs pour forcer la seconde enceinte, on trouvait en descendant du *Hagelsberg*, depuis le bastion de *Heilige-Leichnams* jusqu'au bastion *Sainte-Élisabeth*, un front saillant et qui, n'étant flanqué d'aucun côté, devait offrir peu de difficultés à l'assiégeant. (Voir la carte n° 41.) En descendant du *Bischoffsberg*, au contraire, on trouvait, depuis le bastion *Sainte-Élisabeth* jusqu'au bastion de *Sainte-Gertrude*, un rentrant flanqué de toutes parts, et de plus exposé au feu de plusieurs cavaliers fort élevés. Enfin, une raison tirée de la situation générale devait décider l'attaque sur le *Hagelsberg*. Cette attaque rapprochait nos

¹ Nous avons cru devoir raconter avec quelque détail le siège de Dantzig, parce que c'est un beau modèle de siège régulier, et le plus remarquable peut-être de notre siècle, parce que les exemples de sièges réguliers, si fréquents et si parfaits sous Louis XIV, sont devenus fort rares de nos jours,

parce que celui de Dantzig eut l'insigne honneur d'être couvert par Napoléon à la tête de 200,000 hommes, parce qu'il est enfin l'épisode indispensable qui lie la campagne d'hiver à la campagne d'été dans l'immortelle guerre de Pologne.

principales forces de la basse Vistule, et c'était en effet par la basse Vistule qu'il fallait songer à investir la place, en attirant sur ce point le corps détaché du général Schramm, en lui donnant la main pour passer dans l'île de Holm, en isolant ainsi Dantzig du fort de Weichselmünde. Ces raisons étaient convaincantes, et convinquirent Napoléon lui-même. Le général Kirgener, placé sous le général Chasseloup, avait eu l'idée de fixer le point d'attaque plus à gauche encore, vers la porte d'Oliva, dans le terrain bas compris entre le Hagelsberg et la Vistule, contre l'île de Holm. On ne s'arrêta pas à cette idée, car il aurait fallu enlever d'abord l'enceinte extérieure, en essayant à gauche les feux de l'île de Holm, et puis attaquer la seconde enceinte, en essayant à droite les feux du Hagelsberg. Une telle manière d'opérer n'était pas admissible.

Le général Chasseloup, appelé pour plusieurs jours à Thorn, afin d'y tracer le projet de quelques ouvrages défensifs, laissa en partant le plan des attaques et les ordres pour le commencement des travaux.

On n'avait plus aucune raison de différer, car le maréchal Lefebvre venait de recevoir une partie des renforts qui lui avaient été promis. Le 44^e de ligne, tiré du corps d'Augereau, arrivait en ce moment des bords de la Vistule : il n'était que d'un millier d'hommes, mais des meilleurs. Le 49^e, parti de France depuis deux mois, arrivait aussi de Stettin avec un convoi d'artillerie qu'il escortait. C'était assez, en attendant les autres régiments annoncés, pour commencer les travaux, et pour donner l'exemple aux troupes auxiliaires.

Sans être versé dans la belle science qui a immortalisé Vauban, chacun sait avec quelles précautions on se présente devant les places de guerre. C'est en s'enfonçant sous terre, en ouvrant des tranchées, et en jetant du côté de l'ennemi les déblais provenant de ces tranchées, qu'on avance sous le feu de la grosse artillerie. On trace ainsi des lignes qu'on appelle *parallèles*, parce qu'en effet elles sont parallèles au front qu'on attaque. On les arme ensuite de batteries, pour répondre au feu de l'assiégé. Après avoir tracé une première parallèle, on s'approche, en cheminant sous terre, par des *zigzags*, jusqu'à la distance où l'on veut tracer une seconde *parallèle*, qu'on arme de batteries comme la première. On arrive successivement à la troisième, d'où l'on s'élance au bord du fossé, qui s'appelle *chemin couvert*. Puis on descend dans ce fossé

avec de nouvelles précautions, on renverse avec des batteries de brèche les murailles appelées *escarpes*, on remplit le fossé de leurs décombres, et sur ces décombres on monte enfin à l'assaut. Des sorties de l'ennemi pour troubler ces travaux difficiles, des combats de grosse artillerie, des mines qui font sauter dans les airs assiégeants et assiégés, ajoutent des scènes animées, et souvent terribles, à cette affreuse lutte souterraine, dans laquelle la science le dispute à l'héroïsme, pour attaquer ou défendre les grandes cités, que leurs richesses, leur situation géographique, ou leur force militaire, rendent dignes de tels efforts.

On est réduit à ces moyens compliqués, lorsqu'une place ne peut pas être brusquement enlevée. C'était le cas ici, par les motifs qui ont été exposés plus haut, et dans la nuit du 1^{er} au 2 avril on ouvrit la tranchée en face du Hagelsberg, qui était le point d'attaque désigné. On avait pris position sur le plateau du Zigankenberg. (Voir la carte n^o 44.) On s'attacha, suivant l'usage, à dérober cette première opération à l'ennemi, et dès la pointe du jour nos soldats étaient couverts par un épaulement en terre, sur une étendue de deux cents toises. L'assiégé dirigea sur eux un feu très-vif, mais il ne put les empêcher de perfectionner l'ouvrage pendant la journée qui suivit. Dans la nuit du 2 au 5 avril on déboucha de la première parallèle, par les tranchées transversales qui s'appellent *zigzags*, et on gagna ainsi du terrain. Tandis qu'une partie de nos soldats travaillait de la sorte, on essaya d'enlever un ouvrage qui devait bientôt gêner nos cheminements.

C'était la redoute connue sous le nom de Kalke-Schanze, située à notre gauche, au bord même de la Vistule, et par conséquent dans le terrain bas que le fleuve traverse. Bien que placée au-dessous du point que nous couronnions de nos travaux, elle enfilait nos tranchées, motif suffisant pour chercher à s'en débarrasser. Des soldats de la légion du Nord, troupe hardie, avons-nous dit, mais peu solide, se jetèrent audacieusement dans l'ouvrage, et s'en emparèrent. Durant cette même nuit, l'ennemi fit une sortie sur nos premières tranchées, et sur la redoute qu'on venait de lui enlever. Il fut d'abord repoussé ; mais il reprit la redoute de Kalke-Schanze, d'où il expulsa les soldats de la légion du Nord, ainsi que les Badois. A peine y était-il établi qu'il inonda les fossés avec les eaux de la Vistule, entourra les escarpes en terre de fortes palissades, et s'y rendit presque inexpugnable.

Nous fûmes donc obligés de continuer nos cheminements, malgré cet incommode voisinage, dont il fallait se garantir par des traverses, espèces d'épaulements en terre, opposés aux feux de flanc, et qui, en nous imposant un surcroît de travaux, devaient prolonger les opérations du siège.

Pendant les nuits et les journées qui suivirent du 4 au 7 avril, on poursuivit les travaux d'approche sous le feu de la place, auquel nous ne pouvions pas répondre, notre grosse artillerie n'étant pas encore arrivée. On n'avait que de l'artillerie de campagne, placée dans quelques redoutes, pour mitrailler l'ennemi en cas de sortie. Le travail offrait plus de difficultés qu'il n'en offre dans la plupart des sièges réguliers. Le sol dans lequel on travaillait était formé d'un sable fin, mobile, peu consistant, qui s'éboulait sous le choc des boulets, et que le vent, devenu violent à l'approche de l'équinoxe, portait au visage de nos soldats. Le temps était mauvais, alternativement neigeux ou pluvieux. Enfin nous n'avions de bons travailleurs que les Français, lesquels étaient peu nombreux et accablés de fatigue.

Pendant la nuit du 7 au 8 on ouvrit une parallèle contre le Bischoffsberg, dans la double intention de distraire l'ennemi par une fausse attaque, et d'établir des batteries qui prenaient de revers le Hagelsberg, et pouvaient même tirer sur la ville. Les jours suivants on continua les cheminements, tant à la véritable qu'à la fausse attaque. De son côté, l'assiégé avait entrepris des travaux de contre-approche, destinés à s'emparer d'un mamelon, d'où il aurait pu dominer nos tranchées. Dans la nuit du 10 au 11, le général Chasseloup, qui était revenu au camp, fit les dispositions nécessaires pour détruire les travaux dirigés contre les nôtres. A dix heures du soir, quatre compagnies du 44^e de ligne avec 120 soldats de la légion du Nord, commandés par le chef de bataillon Rogniat, franchirent une espèce de ravin, qui séparait la gauche de notre première parallèle de la position occupée par les Prussiens, s'élancèrent sur eux, les culbutèrent, en prirent treize, et obligèrent les autres à lâcher pied en jetant leurs fusils. Aussitôt les soldats de la légion du Nord furent employés à combler avec la pelle les tranchées que les assiégés avaient commencées. Mais cette destruction des travaux de l'ennemi se faisait à quarante toises de la place, et sous un feu de mitraille et d'obus fort meurtrier. Nos travailleurs de la lé-

gion du Nord, après avoir résisté un certain temps, finirent par s'enfuir les uns après les autres, et les Prussiens purent revenir dans l'ouvrage abandonné avant qu'il eût été complètement détruit. A une heure du matin le général Chasseloup et le maréchal Lefebvre, s'étant aperçus du retour de l'ennemi, résolurent de le chasser de nouveau. Quatre cents hommes du 44^e, lancés sur l'ouvrage, y trouvèrent un fort détachement de grenadiers prussiens, les attaquèrent à la baïonnette, en tuèrent ou blessèrent une cinquantaine, et en prirent un nombre à peu près égal, avec beaucoup de fusils et d'outils. Une compagnie de Saxons resta jusqu'au jour pour combler à la pelle les tranchées des assiégés, mais au jour, quoique secondés par nos tirailleurs, ils ne purent tenir sous les feux de la place, et furent obligés de se retirer.

Les Prussiens réoccupèrent l'ouvrage dans le courant de la journée du 12, et ils élevèrent en toute hâte une espèce de redoute palissadée sur le mamelon à la possession duquel ils attachaient tant de prix. Il n'était pas possible de les laisser ainsi paisiblement établis sur la gauche de nos tranchées. Il fut décidé que la nuit suivante on leur enlèverait cette position une troisième fois, et qu'on se hâterait de la lier à la seconde parallèle, qui avait été ouverte dans la journée. Le 12, à neuf heures du soir, le chef de bataillon Rogniat, le général Puthod, à la tête de 500 grenadiers saxons de Bevilacqua, d'une compagnie de carabiniers de la légion du Nord, et d'une compagnie de grenadiers du 44^e, commandés par le chef de bataillon Jacquemard, abordèrent l'ouvrage avec résolution. La résistance de l'ennemi fut très-vive. Couvert par des palissades, il fit une telle fusillade, qu'il amena un moment d'hésitation parmi nos troupes. Mais les grenadiers du 44^e marchèrent droit sur les palissades, tandis que les grenadiers saxons de Bevilacqua, conduits par un brave tambour, trouvant un chemin qui tournait l'ouvrage par la gauche, s'y introduisirent, et décidèrent le succès. Nous restâmes maîtres de la redoute, qu'on se hâta de lier à la deuxième parallèle.

Cependant, le jour ayant paru, l'ennemi, résolu à nous disputer jusqu'à la fin une position qui devait arrêter nos cheminements, s'il avait réussi à la conserver, essaya une grande sortie, et dirigea une forte colonne sur le point si vivement contesté. Tous les feux de la place appuyèrent ses efforts. Il se jeta sur la redoute dans laquelle étaient demeurés les Saxons, les accabla

sous le nombre, malgré la plus courageuse résistance de leur part, et après avoir reconquis l'ouvrage, marcha résolument à nos tranchées, pour les envahir et les bouleverser. Déjà il y était entré, lorsque le maréchal Lefebvre, qui au premier bruit de cette sortie avait promptement réuni un bataillon du 44^e, s'élança sur les Prussiens l'épée à la main, et au milieu d'une grêle de balles les rejeta hors des tranchées, les poussa la baïonnette aux reins jusqu'au glacis du Hagensberg. Arrivé là, il fallut se retirer sous une pluie de mitraille. Les Prussiens perdirent dans cette action environ 500 hommes. Elle nous coûta quinze officiers et une centaine de soldats, tant saxons que français.

Dès ce moment, ce mamelon de gauche nous fut abandonné par l'ennemi. On le lia définitivement à nos tranchées, puis on déboucha par de nouveaux cheminements au delà de la seconde parallèle. On travailla de même à celle qui avait été tracée devant le Bischoffsberg, et dont nous avons déjà indiqué l'objet.

Ces trois jours de combat avaient fort retardé les travaux du siège, d'autant que nos tranchées étant sans cesse menacées, il fallait consacrer nos meilleures troupes à les garder. Les jours suivants furent employés à terminer la seconde parallèle, à l'élargir, à y créer des places d'armes pour le logement des troupes de garde, à y préparer l'emplacement des batteries, en attendant l'arrivée du gros canon, et on se donna les mêmes soins pour la parallèle de la fausse attaque, entreprise devant le Bischoffsberg. Deux nouveaux régiments étaient arrivés par les ordres de Napoléon, très-attentif aux opérations de ce grand siège. C'étaient, d'une part, le régiment de la garde municipale de Paris, et, de l'autre, le 12^e léger, qu'on détachait momentanément de Thorn, pour l'envoyer à Dantzig. En même temps Napoléon avait ordonné au maréchal Mortier, qui venait de terminer avec les Suédois l'affaire de l'armistice, d'acheminer ses troupes par Stettin sur Dantzig, et il réunissait, dans l'île de Nogath, les éléments de la réserve d'infanterie que devait commander le maréchal Lannes. On avait donc l'espérance d'être bientôt fortement appuyé.

L'armée assiégeante étant pourvue de deux nouveaux régiments français, il convenait d'achever l'investissement de la place, et de continuer les opérations projetées sur la Vistule, en amenant le général Schramm, de la hauteur d'Heubude à celle de l'île de Holm, ce qui devenait d'autant plus urgent que l'ennemi communiquait

tous les jours par le fort de Weichselmünde avec la mer, d'où il recevait des secours en hommes et en munitions. En conséquence, le 13 avril, le général Gardanne, qui avait pris le commandement des troupes placées dans le Nehrung, descendit, avec ces troupes et quelques renforts qu'on lui avait envoyés, le cours de la Vistule, et alla s'établir le long du canal de Laake, entre Dantzig et le fort de Weichselmünde, à 700 toises des glacis de ce fort. (Voir la carte n^o 41.) Il était posté de manière à intercepter la navigation du canal, et plus tard celle de la Vistule elle-même, lorsque les troupes du quartier général viendraient joindre leurs feux aux siens, en descendant par leur gauche sur le bord du fleuve. Cette opération d'abord ne fut pas fort contrariée, si ce n'est par les redoutes de l'île de Holm. Mais bientôt le maréchal Kalkreuth, reconnaissant la gravité de l'entreprise, résolut de tenter les plus grands efforts pour maintenir ses communications avec la mer. Le 16 avril, 3,000 Russes et 2,000 Prussiens sortirent à la fois, les premiers du fort de Weichselmünde, les seconds de Dantzig, afin d'attaquer nos troupes, qui n'avaient pas eu le temps de s'établir solidement dans le Nehrung et à l'embouchure du canal. Un combat des plus vifs s'engagea du côté de Weichselmünde avec les Russes, et heureusement un peu avant que les Prussiens eussent débouché de Dantzig. On les repoussa sur les glacis du fort, après leur avoir fait essayer une perte considérable. On en avait à peine fini avec eux, qu'il fallut recommencer avec les Prussiens, ce qui ne fut ni difficile ni long, car nos auxiliaires, ayant le 2^e léger en tête, se comportèrent vaillamment. L'ennemi perdit en tout 500 à 600 hommes morts ou prisonniers. Nous en perdîmes environ 200.

Après ce combat, notre établissement sur la basse Vistule et dans le Nehrung parut assuré. On s'appliqua néanmoins à le consolider. On éleva un double épaulement en terre, afin de se garder à la fois contre le fort et contre la place, et on l'étendit assez loin pour qu'il joignît, d'un côté le fleuve, de l'autre les bois qui couvraient cette partie du Nehrung. De vastes abatis rendirent ces bois presque inaccessibles. Un fort blockhaus fut placé au centre de nos retranchements. A ces précautions on ajouta une garde de chaloupes sur le canal et le fleuve, laquelle devait empêcher les embarcations ennemies de remonter ou de descendre la Vistule. Pendant que ces travaux s'exécutaient à la rive droite, les troupes du quartier général, à la rive gauche, descen-

dant des hauteurs au bord de la Vistule, y avaient construit des redoutes, afin de croiser leurs feux avec ceux des troupes établies dans le Nehrung. On se garantit de ce côté par une gabionnade de deux cents toises de longueur. Un brave officier, nommé Tardiville, s'était logé avec une centaine d'hommes dans une maison au bord de la Vistule, et s'y soutenait malgré les projectiles de l'ennemi avec une telle opiniâtreté, que cette maison prit son nom pendant la durée du siège. Il restait à conquérir l'île de Holm pour que l'investissement fût complet et définitif. Mais, en attendant, les bâtiments ennemis ne pénétraient qu'avec peine jusqu'à Dantzig. Plusieurs barques en effet avaient été prises, et une corvette, ayant essayé de remonter la Vistule, s'était vue arrêtée par le feu des deux rives. Les soldats, conduits par un officier du génie nommé Lesecq, avaient sauté par-dessus les retranchements, s'étaient placés à découvert sur la rive du fleuve, et accablant de leur mousqueterie le bâtiment ennemi, l'avaient obligé à se retirer. Le capitaine Lesecq eut son sabre emporté par un biscaïen, sans être atteint lui-même.

On était au 20 avril. Il y avait un mois et demi qu'on se trouvait devant la place, et vingt jours que la tranchée était ouverte. La grosse artillerie venait d'arriver, partie de Breslau, partie de Stettin, partie de Thorn et Varsovie. Il ne manquait que des munitions. Cependant on pouvait ouvrir le feu des batteries de la première et de la seconde parallèle. On avait tout disposé pour le commencer le 20, lorsqu'une affreuse tempête d'équinoxe, apportant des torrents de neige, encombra les tranchées, et y interrompit le travail. Il fallut passer deux jours à les déblayer, et nos soldats bivouaqués en plein air sous ce rude climat, rendu plus rude encore par un hiver retardé, eurent cruellement à souffrir. Enfin le 25 dans la nuit, cinquante-huit bouches à feu, qui consistaient en mortiers, obusiers, pièces de vingt-quatre et de douze, tirèrent à la fois, et continuèrent à battre la place pendant toute la journée du 24. L'artillerie ennemie, qui avait réservé ses moyens pour tenir tête à la nôtre, riposta vivement et avec assez de justesse. Mais après quelques heures de ce combat à coups de canon, supérieurement dirigé par le général Lariboisière, un grand nombre d'embrasures de l'ennemi furent bouleversées, beaucoup de ses pièces démontées, et un violent incendie, allumé par des obus partis de la fausse attaque, éclata dans l'intérieur de la ville. On voyait des colonnes de

fumée s'élever à la hauteur des plus grands édifices, témoignage sinistre des ravages que nous avions causés. Néanmoins le maréchal Kalkreuth réussit à éteindre le feu, au moyen des eaux abondantes dont la ville était pourvue. Il ne parut nullement ébranlé. Le lendemain 25, le maréchal Lefebvre, pour sonder ses dispositions, lui fit annoncer qu'on allait tirer à boulets rouges. Il ne répondit pas. Alors on recommença le feu de toutes nos pièces avec plus d'énergie, et on alluma un nouvel incendie, encore éteint par le concours de la garnison et des habitants. Le feu violent de notre artillerie, attirant sur elle les projectiles ennemis, avait produit une diversion utile à nos travaux d'approche, qui, devenus plus faciles, avancèrent plus rapidement. Grâce au dévouement des troupes du génie, creusant le sable au milieu des boulets qui bouleversaient la tête des sapes, qui emportaient les gabions et les sacs à terre, on poussa les zigzags jusqu'à la troisième parallèle, ouverte enfin dans la nuit du 25 au 26 à la *sape volante*.

Dans la nuit du 26 au 27 on traça une grande partie de cette parallèle, toujours à la faveur du combat des deux artilleries. Malheureusement nous ne possédions pas une assez grande quantité de bouches à feu et de munitions. Nous tirions à peine deux mille coups par jour, quand l'ennemi en tirait trois mille. Nous avions beaucoup de pièces en fer qui éclataient dans les mains de nos artilleurs, et faisaient autant de mal que les projectiles ennemis. Nos soldats suppléaient cependant à l'infériorité du nombre par la justesse du tir. Le 27, l'ennemi voulut reprendre l'offensive au moyen des sorties. Profitant de ce que les travaux de la troisième parallèle n'étaient pas encore achevés, il résolut de les détruire, et suspendit tout à coup son feu vers les sept heures du soir. Cet indice fit présumer une entreprise de la part des assiégés. Des compagnies du 12^e léger, récemment arrivé, furent placées à droite et à gauche, derrière des épaulements qui les cachaient. Six cents grenadiers prussiens, suivis de deux cents travailleurs, s'avancèrent sur la parallèle encore imparfaite et d'un accès facile. Un poste, couché ventre à terre, les ayant aperçus, se retira afin de les laisser pénétrer. Alors les compagnies du 12^e léger s'élançèrent sur eux à l'improviste, les abordèrent à la baïonnette dans le fossé, et engagèrent un combat homme à homme. La lutte fut meurtrière, mais on les chassa, et 120 restèrent sur le carreau, morts ou blessés. On en prit un certain nombre, et on ramena les

autres la baïonnette dans les reins jusqu'aux glaïcis de la place.

Le maréchal Kalkreuth demanda deux heures de suspension d'armes pour enlever les morts et les blessés. Sur l'avis de l'artillerie et du génie, qui désiraient cette suspension d'armes afin d'exécuter quelques reconnaissances, le maréchal Lefebvre l'accorda. Les généraux Lariboissière et Chasseloup coururent aussitôt sous les murs de la place pour chercher des positions d'où l'on pût battre plus sûrement les ouvrages des assiégés. Ces reconnaissances terminées, on se remit au travail, et on s'occupa d'établir de nouvelles batteries sur les points dont on avait fait choix, en ayant soin de les lier par des boyaux à nos tranchées.

Dans la nuit du 28 au 29, l'ennemi essaya encore une sortie, avec une colonne de 2,000 hommes, distribuée en trois détachements. Il marcha comme l'avant-veille sur notre troisième parallèle, dont il voulait à tout prix interrompre le travail. Deux compagnies du 49^e de ligne, à l'aspect du premier détachement, se jetèrent sur lui à la baïonnette, le poussèrent jusqu'aux glaïcis du Hagelsberg, mais accueillies là par un feu très-vif, parti du chemin couvert, et enveloppées par le second détachement qu'elles n'avaient point aperçu, elles perdirent une quarantaine d'hommes. Néanmoins elles furent bientôt secourues et dégagées à temps. L'ennemi, ramené, nous laissa 70 morts et 150 prisonniers.

Ces violents efforts tentés contre notre troisième parallèle ne nous empêchèrent pas d'en perfectionner les travaux, de la prolonger à droite et à gauche, et de l'armer de batteries. De nouveaux convois récemment arrivés avaient permis de mettre en batterie plus de quatre-vingts pièces de gros calibre. Dès cet instant le feu de l'artillerie redoubla, et on déboucha enfin de la troisième parallèle, par deux côtés, afin de se porter sur les saillants du Hagelsberg. Cet ouvrage se composait de deux bastions, entre lesquels se présentait une demi-lune. On chemina vers le saillant du bastion de gauche, et vers le saillant de la demi-lune. Les travaux d'approche devinrent alors extrêmement meurtriers. L'ennemi, qui avait ménagé pour la fin du siège les plus grandes ressources de son artillerie, en dirigeait la meilleure partie sur nos travaux. Nos soldats du génie voyaient leurs sapes bouleversées, et le sable mobile, qu'ils déplaçaient, rejeté dans les tranchées par le choc de nombreux projectiles. Leur constance à travailler au milieu de ces périls

était inébranlable. Nos troupes d'infanterie supportaient de leur côté d'horribles fatigues, car plus on approchait de la place, et plus il fallait confier la garde des tranchées à des soldats éprouvés. Sur quarante-huit heures, elles en passaient vingt-quatre, ou à travailler, ou à protéger ceux qui travaillaient. Nous n'avancions donc en ce moment qu'avec beaucoup de lenteur. Le maréchal Lefebvre, qui commençait à perdre patience, s'en prenait à tout le monde, au génie dont il ne saisissait pas les combinaisons, à l'artillerie dont il n'appréciait pas les efforts, et surtout aux auxiliaires, qui lui rendaient beaucoup moins de services que les Français. Les Saxons se battaient bien, mais montraient peu de bonne volonté, particulièrement au travail. Les Badois n'étaient bons ni au travail, ni au feu. Les Polonais de nouvelle levée avaient du zèle, mais aucune habitude de la guerre. Les soldats de la légion du Nord, très-prompts dans les attaques, se dispersaient à la moindre résistance. Comme tous ces auxiliaires étaient enclins à la désertion, on avait soin de les pourvoir avec les magasins du quartier général, pour ne pas les laisser courir dans les villages environnants, de telle sorte qu'on était obligé de les nourrir beaucoup mieux que les Français, quoiqu'ils fussent loin de servir aussi bien. Le maréchal Lefebvre parlait d'eux dans les termes les plus outrageants, disait sans cesse qu'ils ne savaient que manger, traitait de grimoire tous les raisonnements des ingénieurs, prétendait qu'il en ferait plus qu'eux avec la poitrine de ses grenadiers, et voulait absolument mettre fin au siège au moyen d'un assaut général.

Le projet était téméraire, car on se trouvait loin encore des ouvrages de la place, et en s'élançant dans le fossé, on devait rencontrer ces redoutables palissades, qui remplaçaient à Dantzig les escarpes en maçonnerie. Le génie, comme il est d'usage dans les sièges, ne s'entendait pas avec l'artillerie. Il expliquait par la nature mobile du sol, par l'insuffisance de protection qu'il recevait de l'artillerie, par le trop petit nombre de bons travailleurs, la lenteur de ses cheminements. L'artillerie répondait qu'elle avait trop peu de bouches à feu, trop peu de munitions, pour égaler le feu de l'ennemi, et qu'elle ne pouvait mieux faire. En conséquence, le maréchal, pour les mettre tous d'accord, proposa d'en finir en donnant l'assaut, avant même que les travaux d'approche fussent terminés. Le génie, qui perdait beaucoup de monde dans ces travaux, répondit que si l'artillerie voulait, par

une batterie de ricochet, renverser une rangée de palissades, il conduirait volontiers notre infanterie à l'assaut du Hagelsberg. Cependant comme les Russes, en 1724, avaient perdu 5,000 hommes devant Dantzig, dans une entreprise de ce genre, tentée par impatience, on n'osa pas risquer une pareille témérité sans prendre les ordres de l'Empereur.

Heureusement il était à une trentaine de lieues, et on pouvait avoir sa réponse en quarante-huit heures. Il serait même venu la donner en personne, si la présence du roi de Prusse et de l'empereur de Russie au quartier général de Bartenstein ne lui eût fait craindre de leur part quelque entreprise contre ses quartiers d'hiver. Dès qu'il eut reçu la lettre du maréchal Lefebvre, il se hâta de modérer les ardeurs de ce vieux soldat, en lui adressant une forte réprimande. Il lui reprocha vivement son impatience, son dédain pour la science qu'il n'avait pas, son mauvais langage à l'égard des auxiliaires. « Vous ne savez, lui écrivit-il, que vous plaindre, injurier nos alliés, et changer d'avis au gré du premier venu. Vous vouliez des troupes, je vous en ai envoyé; je vous en prépare encore, et, *comme un ingrat*, vous continuez à vous plaindre, sans songer même à me remercier. Vous traitez les alliés, et notamment les Polonais et les Badois, sans aucun ménagement. Ils ne sont pas habitués au feu, mais cela viendra. Croyez-vous que nous fussions aussi braves en 1792 que nous le sommes aujourd'hui, après quinze ans de guerre? Ayez donc de l'indulgence, vieux soldat que vous êtes, pour les jeunes soldats qui débutent, et qui n'ont pas encore votre sang-froid au milieu du danger. Le prince de Baden, que vous avez auprès de vous (ce prince s'était mis à la tête des Badois, et assistait au siège de Dantzig), a voulu quitter les douceurs de la cour pour mener ses troupes au feu. Témoignez-lui des égards, et tenez-lui compte d'un zèle que ses pareils n'imitent guère. La poitrine de vos grenadiers, que vous voulez mettre partout, ne renversera pas des murailles. Il faut laisser faire vos ingénieurs, et écouter les avis du général Chasseloup, qui est un savant homme, et auquel vous ne devez pas ôter votre confiance, sur le dire du premier *petit critiqueur* se mêlant de juger ce qu'il est incapable de comprendre. Réservez le courage de vos grenadiers pour le moment où la science dira qu'on peut l'employer utilement, et, en attendant, sachez avoir de la patience. Quelques

jours perdus, que je ne saurais du reste comment employer aujourd'hui, ne méritent pas que vous fassiez tuer quelques mille hommes dont il est possible d'économiser la vie. Montrez le calme, la suite, l'aplomb, qui conviennent à votre âge. Votre gloire est dans la prise de Dantzig; prenez cette place et vous serez content de moi. »

Il n'en fallait pas davantage pour calmer le maréchal. Il se résigna donc à laisser continuer les opérations du siège, selon toutes les règles de l'art. Bien qu'on eût porté le camp du Nehrung sur la basse Vistule, et qu'on eût barré le passage du canal et du fleuve, l'investissement ne pouvait devenir complet que par la prise de l'île de Holm, et ce n'était aussi que par la prise de cette île qu'on pouvait faire tomber une foule de redoutes, celle de Kalke-Schanze surtout, qui prenait nos tranchées à revers, les incommodait de son feu, et en ralentissait le progrès, à cause des traverses qu'il fallait ajouter à nos ouvrages. Sans avoir toutes les troupes qu'on aurait désirées pour pousser le siège rapidement, on en avait assez néanmoins pour faire une tentative sur l'île de Holm. La nuit du 6 au 7 mai fut consacrée à cette entreprise. Ordre fut donné au général Gardanne d'y concourir de son côté, en se portant vers le canal de Laake, et en essayant de le passer sur des radeaux. (Voir la carte n° 41.) Huit cents hommes, descendant de la gauche du quartier général sur le bord de la Vistule, durent traverser le fleuve en deux fois, et exécuter la principale attaque. A dix heures du soir douze barques furent amenées vis-à-vis le village de Schellmühl, sans que l'ennemi s'en aperçût. A une heure de la nuit les barques portant des détachements du régiment de la garde de Paris, des 2^e et 12^e légers, et 50 soldats du génie, partirent de la rive gauche, et abordèrent dans l'île de Holm. L'ennemi dirigea sur les embarcations quelques coups de canon à mitraille. Nos troupes, malgré ce feu, s'élançèrent à terre. Les grenadiers de la garde de Paris coururent sur la redoute la plus rapprochée, sans tirer un coup de fusil, et l'enlevèrent aux Russes qui la défendaient. Au même instant 100 hommes du 2^e léger, 100 hommes du 12^e, coururent également sur deux autres redoutes, l'une construite à la pointe de l'île, l'autre à une maison dite *la Maison blanche*. Ils essayèrent une première décharge, mais marchèrent si vite qu'en quelques minutes les redoutes furent conquises et les Russes pris. Nos troupes s'élançèrent avec la même rapidité sur les autres ouvrages, et, en une demi-heure,

eurent occupé la moitié de l'île, et fait 500 prisonniers. Pendant que cette opération s'achevait si promptement, les douze barques employées au passage de la Vistule amenaient une seconde colonne composée de Badois et de soldats de la légion du Nord, laquelle prit à droite, et se dirigea vers la partie de l'île qui regarde la ville de Dantzig. Ces troupes, animées par l'exemple que venaient de leur donner les Français, se jetèrent hardiment sur les postes ennemis, les surprirent, les désarmèrent, et enlevèrent en un instant 200 hommes et 200 chevaux d'artillerie. Le général Gardanne avait de son côté passé dans l'île, en franchissant le canal de Laake. Dès lors cette conquête importante se trouvait assurée.

C'était une occasion favorable pour s'emparer de la redoute si incommode de Kalke-Schanze, prise et perdue au commencement du siège. (Voir la carte n° 41.) Cette redoute, entourée d'eau et ouverte à la gorge du côté de l'île de Holm, devait sa principale force à l'appui qu'elle recevait de cette île. Au moment même où nos deux colonnes envahissaient l'île de Holm, un détachement de Saxons et de soldats de la légion du Nord, conduit par le chef de bataillon Roumette, entra dans les fossés de la redoute avec de l'eau jusqu'aux aisselles, se jeta sur les palissades, les franchit, et, malgré une vive fusillade, resta maître de l'ouvrage, dans lequel on prit 180 Prussiens, 4 officiers et plusieurs pièces de canon.

Cette suite de coups de main nous valut 600 prisonniers, dix-sept bouches à feu, coûta 600 hommes morts ou blessés à l'ennemi, nous procura surtout la possession de l'île de Holm, qui complétait l'investissement de Dantzig, et faisait cesser des feux très-nuisibles pour nos tranchées. Grâce à la rapidité de l'exécution, notre perte avait été fort insignifiante.

Nos travaux d'approche étaient arrivés au saillant de la demi-lune. On avait ouvert une tranchée circulaire qui embrassait ce saillant, et le débordait tant à droite qu'à gauche. Le moment était venu de donner l'assaut au *chemin couvert*. On appelle de ce nom le rebord intérieur du fossé le long duquel les assiégés circulent et se défendent à l'abri d'une rangée de petites palissades. Dans la nuit du 7 au 8, un détachement du 19^e de ligne et du 12^e léger, précédé de cinquante soldats du génie armés de haches et de pelles, sous la conduite des officiers du génie Barthélemy et Beaulieu, du chef de bataillon

d'infanterie Bertrand, déboucha par les deux extrémités de la tranchée circulaire, et s'avança vivement sur le chemin couvert. Une grêle de balles accueillit ce détachement. Les soldats du génie, marchant en tête, se jetèrent la hache à la main sur les palissades, et en abattirent quelques-unes. Nos fantassins, pénétrant à leur suite dans le chemin couvert, le parcoururent sous la mitraille qui pleuvait des murs de la place. Ils se portèrent ensuite sur les forts blockhaus qui avaient été construits dans les angles rentrants de l'enceinte. Mais ils essayèrent un feu de mousqueterie tellement vif, qu'ils furent obligés de revenir au saillant de la demi-lune. Le chemin couvert n'en resta pas moins en leur possession. Pendant ce temps les mineurs avaient couru de tous côtés pour s'assurer qu'il n'y avait pas de mines commencées, et, suivant l'usage, disposées de manière à faire sauter le terrain conquis par les assiégeants. Un sergent du génie aperçut en effet au saillant de la demi-lune un puits de mine. Il s'y jeta, le sabre au poing, trouva douze Prussiens qui travaillaient à des rameaux de mine, et profitant de la terreur que leur inspirait son apparition subite, les fit tous prisonniers. Il bouleversa ensuite l'ouvrage. Ce brave homme, dont le nom mérite d'être conservé, se nommait Chopot.

L'assaut du chemin couvert, qui est toujours l'une des opérations les plus meurtrières d'un siège régulier, nous coûta 17 tués et 76 blessés, perte assez grande, si on songe au petit nombre d'hommes employés sur un terrain aussi étroit. Maîtres du chemin couvert de la demi-lune, nous étions établis au bord du fossé. Il fallait y descendre, renverser ensuite la rangée de grandes palissades qui en occupait le fond, puis enlever d'assaut les talus gazonnés qui tenaient lieu d'escarpes en maçonnerie. Ce n'étaient pas là des entreprises faciles. Il fallait d'ailleurs exécuter au saillant du bastion de gauche la même opération que nous venions d'exécuter au saillant de la demi-lune, pour n'être pas mitraillés de flanc par ce bastion quand nous attaquerions la demi-lune elle-même.

On s'établit donc sur le fossé, on s'y couvrit avec les précautions ordinaires, et l'on continua de cheminer vers la gauche pour s'approcher du saillant du bastion. Les journées des 8, 9, 10, 11, 12 et 13 mai furent employées à ce travail, devenu horriblement dangereux, car, à cette proximité, les boulets de l'ennemi bouleversaient les sapes, pénétraient dans les tranchées, y empor-

taient les hommes, et souvent faisaient écrouler sur eux les épaulements qu'ils avaient laborieusement élevés. La mousqueterie n'était pas, à cette distance, d'un effet moins terrible que l'artillerie. Le sable que nos soldats remuaient s'éboulait à chaque instant, et il fallait recommencer plusieurs fois les mêmes ouvrages. Enfin les nuits devenues très-courtes en mai, car tout le monde sait que plus on approche du pôle, plus les nuits sont longues en hiver, courtes en été, nous laissaient à peine quatre heures de travail sur vingt-quatre. Le maréchal Lefebvre, toujours plus impatient, demandait instamment qu'on lui rendit l'assaut praticable, en abattant la ligne de palissades qui garnissait le fond du fossé. Le génie disait que c'était à l'artillerie à les détruire par des coups de ricochet. L'artillerie, craignant que le terrain ne fût miné, répondait qu'elle n'avait pas de place pour ses batteries. La difficulté que nous rencontrions ici était une preuve des propriétés défensives du bois, car, parvenus au bord du fossé, si nous avions eu en face une muraille en maçonnerie, au lieu d'une rangée de palissades, nous eussions établi une batterie de brèche, démoli cette muraille en quarante-huit heures, rempli le fossé de ses débris, et monté à l'assaut. Mais le boulet fracassait la tête de quelques-unes de ces palissades, souvent les écorchait à peine, et n'en renversait aucune. L'instant décisif approchait : l'impatience était extrême ; l'on touchait à ce moment d'un siège, où l'assiégé fait ses derniers efforts de résistance, et où l'assiégeant, pour en finir, est disposé à tenter les plus grands coups d'audace.

Mais soudain la nouvelle se répandit chez les assiégés comme chez les assiégeants, qu'une armée russe arrivait au secours de Dantzig. Il y avait longtemps en effet que ce secours était promis, et on avait lieu de s'étonner qu'il ne fût pas encore arrivé. Les souverains de Prusse et de Russie, réunis alors à leur quartier général, savaient dans quel péril se trouvait Dantzig. Ils n'ignoraient pas de quelle importance il était pour eux d'en empêcher la conquête, car, tant qu'ils conservaient cette place, ils tenaient en échec la gauche de Napoléon, ils rendaient précaire son établissement sur la Vistule, ils l'obligeaient à se priver de 25,000 hommes, employés ou au blocus ou au siège ; ils lui fermaient enfin le plus vaste dépôt de subsistances qui existait dans le Nord. S'ils devaient tôt ou tard reprendre l'offensive, il valait la peine de se hâter pour un motif aussi grave. Ils avaient pour secourir

Dantzig deux moyens directs : ou d'attaquer Napoléon sur la Passarge, afin de lui enlever les positions à l'abri desquelles il couvrait le siège, ou bien d'expédier un corps considérable, soit par terre en suivant le Nehrung, soit par mer en embarquant leurs troupes à Königsberg, pour les débarquer au fort de Weichselmünde. Il y avait bien aussi un troisième moyen, mais qui ne dépendait pas d'eux : c'était un débarquement de 25,000 Anglais, débarquement cent fois promis, cent fois annoncé, jamais exécuté. Il est certain que si les Anglais avaient tenu parole à leurs alliés, et qu'au lieu de garder une partie de leurs forces en Angleterre, pour faire face au camp de Boulogne, d'en envoyer une autre à Alexandrie pour mettre la main sur l'Égypte, et une autre encore sur les bords de la Plata pour s'emparer des colonies espagnoles, ils eussent jeté une armée soit à Stralsund, soit à Dantzig, lorsque nous avions à peine trois ou quatre régiments français dispersés dans la Poméranie, ils auraient pu changer le cours des événements, ou du moins nous causer de grands embarras. Napoléon, en effet, se serait vu forcé de détacher 20,000 hommes de la grande armée, et si on l'eût attaqué dans ce même moment sur la Passarge, il aurait été privé d'une notable portion de ses forces pour tenir tête à la principale armée russe.

Mais les Anglais ne songeaient pas à venir en aide à leurs alliés. Mettre le pied sur le continent les effrayait trop. Employer leurs troupes à prendre des colonies leur convenait davantage. D'ailleurs un changement de ministère, dont nous ferons connaître bientôt les causes et les effets, rendait à Londres toutes les résolutions incertaines. Le seul secours envoyé à Dantzig fut celui de trois corvettes, chargées de munitions, et commandées par des officiers intrépides, qui avaient ordre de remonter la Vistule pour pénétrer à tout prix dans la place.

Il ne fallait donc compter que sur les troupes prussiennes et russes pour secourir efficacement Dantzig. Les deux souverains, réunis à Bartenstein, en délibérèrent avec leurs généraux, et eurent la plus grande peine à se mettre d'accord. Une raison, le défaut de vivres, s'opposait au projet qui aurait été le plus convenable, et qui aurait consisté à reprendre immédiatement les opérations actives. La terre n'était pas encore assez fécondée par le soleil pour suffire à la nourriture des hommes et des chevaux. On avait peu de magasins, on pouvait tout au plus fournir du grain et de la viande aux hommes ; et quant aux

chevaux, on était réduit à leur donner à manger le chaume qui recouvrait les huttes des paysans de la vieille Prusse. On pensait donc qu'il fallait attendre que l'herbe fût assez haute pour nourrir les chevaux. C'était la même raison qui retenait Napoléon sur la Passarge. Mais lui n'avait pas une place importante à sauver; chaque jour au contraire lui apportait des forces, et lui permettait de faire un pas de plus vers les murs de Dantzig.

Dans cette situation les deux souverains alliés adoptèrent de tous les moyens de secours le plus médiocre, et résolurent d'envoyer une dizaine de mille hommes, moitié par la langue de terre du Nehrung, moitié par la mer et le fort de Weichselmünde. Le projet était de forcer la ligne d'investissement, d'enlever le camp français du Nehrung, en débouchant sur ce camp, soit du fort de Weichselmünde, soit du Nehrung même par la route de Königsberg, de pénétrer ensuite dans l'île de Holm, de rétablir les communications avec Dantzig, d'entrer dans la place, et, si on réussissait dans toutes ces opérations, de faire une sortie générale contre le corps assiégeant, pour détruire ses travaux et le contraindre à lever le siège. Il aurait fallu pour cela beaucoup plus de 10,000 hommes, et surtout qu'ils fussent très-habilement conduits.

Un corps prussien et russe, composé en grande partie de cavalerie, sous la conduite du colonel Bulow, dut traverser dans des chaloupes la passe de Pillau, aborder à la pointe du Nehrung, et cheminer sur cet étroit banc de sable, pendant les vingt lieues qui séparent Pillau de Dantzig. Huit mille hommes, pour la plupart Russes, furent embarqués à Pillau sur des bâtiments de transport, et escortés par des vaisseaux de guerre anglais jusqu'au fort de Weichselmünde. Ils étaient sous les ordres du général Kamenski, le fils de ce vieux général qui avait un instant commandé l'armée russe au début de la campagne d'hiver. Arrivés le 12 mai à l'embouchure de la Vistule, ils furent débarqués sur les jetées extérieures, sous la protection du canon de Weichselmünde. Pendant ce même temps, des démonstrations avaient lieu contre tous nos quartiers d'hiver. On simulait devant Masséna un passage du Bug, comme si on avait voulu agir à l'autre extrémité du théâtre de la guerre. On faisait circuler beaucoup de patrouilles en face de nos cantonnements de la Passarge. Enfin le corps destiné à parcourir le Nehrung se portait rapidement sur les postes détachés que nous avions à

l'extrémité de ce banc de sable, et les obligeait à se replier.

Le rassemblement à Pillau des deux corps qui devaient, par des voies diverses, aller au secours de Dantzig, avait été signalé. Des bruits sortis de la place assiégée avaient confirmé les nouvelles de Pillau, et c'était assez pour jeter le maréchal Lefebvre dans les plus vives inquiétudes. Il s'était hâté, sans même recourir à l'Empereur, d'appeler à lui le général Oudinot, qui se trouvait dans l'île de Nogath avec la division des grenadiers, laquelle devait faire partie du corps de réserve destiné au maréchal Lannes. Il avait en même temps écrit de tous côtés pour demander du secours aux chefs de troupes placés dans son voisinage.

Mais Napoléon, à qui vingt-quatre heures suffisaient pour expédier un courrier de Finkenstein à Dantzig, avait d'avance pourvu à tout. Il réprimanda le maréchal Lefebvre, du reste avec douceur, pour cette manière d'agir. Il le rassura par la nouvelle de prompts secours, lesquels, préparés de longue main, ne pouvaient manquer d'arriver à temps. Napoléon était peu ému des puériles démonstrations faites sur sa droite, car il savait trop bien discerner à la guerre la feinte des projets réels, pour qu'il fût possible de l'abuser. Il avait d'ailleurs bientôt appris d'une manière certaine qu'on se bornerait à diriger sur Dantzig un gros détachement, soit par le Nehrung, soit par la mer, et il avait proportionné ses précautions à la gravité du danger.

Le maréchal Mortier, devenu entièrement disponible par la conclusion définitive de l'armistice avec les Suédois, avait reçu ordre de hâter sa marche, et de se faire précéder à Dantzig par une portion de ses troupes. En conséquence de cet ordre, le 72^e de ligne venait d'arriver au camp du maréchal Lefebvre au moment des plus grandes agitations de celui-ci. La réserve du maréchal Lannes, préparée dans l'île de Nogath, commençait à se former, et, en attendant, la belle division des grenadiers Oudinot, qui en était le noyau, avait été placée entre Marienbourg et Dirschau, à deux ou trois marches de Dantzig. Le 5^e de ligne, tiré de Braunau, fort de 5,400 hommes, stationnait aussi dans l'île de Nogath. Les ressources étaient donc très-suffisantes. Napoléon ordonna à l'une des brigades du général Oudinot de se porter à Furstenwerder, d'y jeter un pont, et de se tenir prête à passer le bras de la Vistule qui sépare

l'île de Nogath du Nehrung. (Voir la carte n° 58.) La cavalerie étant répandue surtout dans les pâturages de la basse Vistule, aux environs d'Elbing, il ordonna au général Beaumont de prendre un millier de dragons, de se porter à Furstenwerder, de laisser filer le corps ennemi qui cheminait sur le Nehrung, de le couper lorsqu'il aurait dépassé Furstenwerder, et de lui faire le plus de prisonniers qu'il pourrait. Enfin il enjoignit au maréchal Lannes de marcher avec les grenadiers Oudinot sur Dantzig, de n'y point fatiguer ses troupes en les employant aux travaux de siège, mais de les tenir en réserve pour les précipiter sur les Russes dès qu'ils essaieraient de prendre terre aux environs de Weichselmünde.

Ces dispositions prescrites à temps, grâce à une prévoyance qui faisait tout à propos, amenèrent autour de Dantzig plus de troupes qu'il n'en fallait pour conjurer le péril. Les Russes avaient commencé à débarquer le 12 mai. Des hauteurs sablonneuses que nous occupions, on les voyait distinctement sur les jetées du fort de Weichselmünde. Ils ne furent entièrement débarqués et réunis en avant de Weichselmünde que le 14 au soir. Des avis réitérés, adressés dans l'intervalle au maréchal Lannes, lui firent hâter sa marche, et, le 14, il arrivait sous les murs de Dantzig avec les grenadiers Oudinot, moins les deux bataillons laissés à Furstenwerder. Le 72^e était déjà au camp. Le maréchal Mortier avec le reste de son corps se trouvait à une marche en arrière.

Le maréchal Lefebvre, rassuré par ces renforts, avait envoyé au général Gardanne, qui commandait le camp de la basse Vistule dans le Nehrung, le régiment de la garde municipale de Paris, et attendait, avant de lui expédier de nouveaux secours, que le dessein des Russes fût clairement dévoilé, car ils pouvaient déboucher du fort de Weichselmünde, ou sur la rive droite pour attaquer le camp du général Gardanne, ou sur la rive gauche pour attaquer le quartier général.

Le 15 mai, à trois heures du matin, les Russes sortirent, au nombre de 7,000 à 8,000 hommes, du fort de Weichselmünde, et marchèrent à l'attaque de nos positions du Nehrung. (Voir la carte n° 41.) Ces positions commençaient à la pointe de l'île de Holm, là même où le canal de Laake se réunit à la Vistule, s'étendaient sous forme d'épaulement palissadé jusqu'au bois qui couvre cette partie du Nehrung, étaient protégées

en cet endroit par de nombreux abatis, et finissaient à des dunes de sable le long de la mer. Le général Schramm, passé sous les ordres du général Gardanne, défendait cette ligne avec un bataillon du 2^e léger, un détachement du régiment de la garde de Paris, un bataillon saxon, une partie du 19^e de chasseurs, et quelques Polonais à cheval sous le capitaine Sokolniki, qu'on a déjà vu se distinguer à ce siège. Le général Gardanne se tenait en arrière avec le reste de ses forces, soit pour venir au secours des troupes qui défendaient les retranchements, soit pour parer à une sortie de la place. Le maréchal Lefebvre, en apercevant des hauteurs du Zigankenberg le mouvement des Russes, lui avait envoyé, dès le matin, un bataillon du 12^e léger. Un peu après, le maréchal Lannes était parti lui-même avec quatre bataillons de la division d'Oudinot, et avait cheminé sur les digues qui traversaient le pays plat situé à notre droite, le génie n'ayant pas encore pu établir un pont vers notre gauche pour communiquer directement avec le camp du Nehrung par la basse Vistule.

Les Russes s'avancèrent en trois colonnes, l'une dirigée le long de la Vistule en face de nos redoutes, la seconde contre le bois et les abatis qui en garantissaient l'accès, la troisième composée de cavalerie et destinée à longer la mer. Une quatrième était restée en réserve pour porter secours à celle des trois qui faiblirait. Les corvettes anglaises, arrivées en même temps, devaient pour leur part remonter la Vistule, détruire les ponts dont on supposait l'existence, prendre nos ouvrages à revers, et seconder le mouvement des Russes par le feu de soixante pièces de gros calibre. Mais le vent ne favorisa pas cette disposition, et les corvettes demeurèrent forcément à l'embouchure de la Vistule.

Les colonnes russes marchèrent avec vigueur à l'attaque de nos positions. Nos soldats, placés derrière des retranchements en terre, les attendirent avec sang-froid et les fusillèrent de très-près. Les Russes n'en furent pas ébranlés, s'approchèrent jusqu'au pied des redoutes, mais ne purent les franchir. A chaque tentative repoussée, nos soldats sautaient par-dessus les retranchements, et poursuivaient les Russes à la baïonnette. La colonne qui s'était dirigée sur les abatis, ayant un obstacle moins solide à vaincre, essaya de pénétrer dans le bois et de s'y établir. Elle fut arrêtée comme la première, mais elle revint à la charge et engagea une suite de

combats corps à corps avec nos troupes. La lutte sur ce point fut longue et opiniâtre. La colonne de cavalerie chargée de longer la mer resta en observation devant nos détachements de cavalerie, sans faire aucun mouvement sérieux. L'action durait depuis plusieurs heures, et nos troupes employées à la défense des ouvrages, ne comptant pas plus de 2,000 hommes en face de 7,000 à 8,000, car le général Gardanne était obligé de veiller avec le reste sur les débouchés de la place, nos troupes étaient épuisées, et auraient fini par succomber sous ces attaques répétées, si un bataillon de la garde de Paris, envoyé par le général Gardanne, et le bataillon du 12^e léger, parti du quartier général, ne leur eussent apporté un secours décisif. Ces braves bataillons, dirigés par le général Schramm, se jetèrent sur les Russes et les repoussèrent. Tout le monde, ranimé par cet exemple, s'élança sur eux, et on les ramena jusqu'aux glacis du fort de Weichselmünde.

Cependant le général Kamenski avait ordre de faire les plus grands efforts pour secourir Dantzig. Il ne voulut donc pas se renfermer dans le fort sans avoir essayé une dernière tentative. Il joignit, aux troupes qui venaient de combattre, la réserve qui n'avait pas encore donné, et s'avança de nouveau sur nos retranchements, si vivement, si infructueusement attaqués. Mais il était trop tard. Le maréchal Lannes et le général Oudinot avaient amené au général Schramm le renfort de quatre bataillons de grenadiers. Il leur suffit d'un seul de ces quatre bataillons pour mettre fin au combat. Le général Oudinot à la tête de ce bataillon, ralliant autour de lui la masse de nos troupes, puis les ramenant en avant, culbuta les Russes, et encore une fois les poussa, la baïonnette dans les reins, jusque sur les glacis du fort de Weichselmünde, où il les contraignit à se renfermer définitivement. Cette action devait être et fut la dernière.

Les Russes laissèrent 2,000 hommes sur le champ de bataille, la plupart morts ou blessés, quelques-uns prisonniers. Notre perte à nous fut de 500 hommes hors de combat. Le général Oudinot eut un cheval tué par un boulet, qui, passant entre lui et le maréchal Lannes, faillit tuer ce dernier. Le moment n'était pas encore arrivé où l'illustre maréchal devait succomber à tant d'exploits répétés ! La destinée, avant de le frapper, lui réservait encore de brillantes journées.

Dès lors le maréchal Lefebvre ne pouvait plus

conservé d'inquiétudes, ni le maréchal Kalkreuth d'espérances. Cependant les commandants des corvettes envoyées d'Angleterre pour secourir Dantzig tenaient à exécuter leurs instructions. La place ayant surtout besoin de munitions, le capitaine de la *Dauntless* voulut profiter d'une forte brise du nord pour remonter la Vistule. Mais à peine avait-il dépassé le fort de Weichselmünde et approché de nos redoutes, qu'il fut assailli par un feu violent d'artillerie. Les troupes sortirent des retranchements, et, joignant le feu de la mousqueterie à celui du canon, mirent la corvette anglaise dans un tel état, que bientôt elle fut réduite à l'impossibilité de gouverner. Elle vint échouer sur un banc de sable, où elle fut obligée d'amener son pavillon. Elle contenait une grande quantité de poudre, et des dépêches pour le maréchal Kalkreuth.

La place restait donc absolument abandonnée à elle-même. Malheureusement les opérations du siège devenaient à chaque instant plus difficiles. On était logé au bord du fossé ; on avait entrepris déjà d'y descendre ; mais la nature de ce sol, qui s'éboulait sans cesse, l'immense quantité d'artillerie dont disposait l'ennemi, et qui lui permettait d'accabler nos tranchées de ses bombes, rendaient les travaux aussi lents que périlleux. Il fallait cependant, quoi qu'il pût en coûter, parvenir dans le fond du fossé, et aller, la hache à la main, couper une assez large rangée de palissades pour ouvrir le chemin aux colonnes d'attaque. On commença donc à descendre dans le fossé en se servant de passages blindés, c'est-à-dire en s'avançant sous des châssis couverts de terre et de fascines. Plusieurs fois les bombes de l'ennemi percèrent les blindages, et écrasèrent les hommes qu'ils abritaient. Mais rien ne pouvait décourager nos troupes du génie. Sur six cents soldats de cette arme, près de trois cents avaient succombé. La moitié des officiers étaient ou morts ou blessés. Au nombre des obstacles qu'on avait à vaincre, se trouvait le blockhaus, construit dans l'angle rentrant que la demi-lune formait avec le bastion. On résolut de faire sauter par la mine cet ouvrage qui résistait même au boulet. Une mine qui n'avait pas été poussée assez près du blockhaus éclata, le couvrit de terre, mais le rendit plus difficile encore à détruire. On s'établit alors sur l'entonnoir de la mine, on déblaya sous le feu de l'ennemi la terre qui entourait le blockhaus, auquel on mit le feu, et dont on finit ainsi par se délivrer.

Lorsqu'on fut parvenu au fond du fossé, plu-

sieurs soldats du génie essayèrent d'aller, sous le feu même de la place, couper quelques palissades. Il leur fallut une demi-heure pour en détruire trois. Ainsi l'opération devait être des plus longues et des plus meurtrières. On était arrivé au 18 mai. Il y avait quarante-huit jours que la tranchée était ouverte. On n'avait aucun reproche à faire au corps du génie qui se conduisait avec un dévouement admirable. Quelques détracteurs s'en prenaient des lenteurs du siège au général Chasseloup. Le général Kirgener, qui dirigeait en second les travaux, et qui avait conçu d'autres idées sur le choix du point d'attaque, ne cessait de répéter au maréchal Lefebvre que le Hagelsberg avait été mal choisi, et que c'était là l'unique cause de tous les retards qu'on éprouvait. Il le répéta si souvent que le maréchal Lefebvre, finissant par le croire, écrivit à l'Empereur, le 18 mai, pour se plaindre du général Chasseloup, et pour attribuer la longue résistance de la place au mauvais choix du point d'attaque, disant que le Bischoffsberg eût présenté bien moins de difficultés.

La plainte dans ce moment ne remédiait à rien, eût-elle été aussi fondée qu'elle l'était peu. Mais Napoléon, qui ne cessait de veiller au siège, ne fit pas attendre sa réponse. « Je vous croyais, écrivit-il au maréchal Lefebvre, *plus de caractère et d'opinion*. Est-ce à la fin d'un siège qu'il faut se laisser persuader par des inférieurs que le point d'attaque est à changer, décourager ainsi l'armée, et *déconsidérer son propre jugement*? Le Hagelsberg est bien choisi. C'est par le Hagelsberg que Dantzic a toujours été attaqué. Donnez votre confiance à Chasseloup, qui est le plus habile, le plus expérimenté de vos ingénieurs; ne prenez conseil que de lui et de Lariboissière, et *chassez tous les petits critiqueurs*. »

Le maréchal Lefebvre fut donc obligé de persister dans le premier choix, et d'attendre les effets lents, mais sûrs, d'un art qui lui était étranger. Les troupes du génie, se prodiguant, étaient parvenues d'un côté au fond du fossé de la demi-lune, et de l'autre au fond du fossé du bastion, forcées, vu l'espace étroit où elles agissaient, de travailler sous les bombes, et de défendre elles-mêmes les travaux contre les sorties de la place. Enfin à la face du bastion de gauche, qu'on attaquait en même temps que la demi-lune, elles avaient, tantôt avec des feux de fascines, tantôt avec des sacs à poudre, tantôt aussi avec la hache, détruit les palissades sur une largeur de quatre-vingt-dix pieds. C'était assez

pour donner passage aux colonnes d'assaut. Ce moment était impatientement attendu par les troupes. L'assaut fut résolu pour le 21 mai au soir. Plusieurs colonnes, au nombre de 4,000 hommes, furent amenées dans le fossé, conduites successivement au pied du talus en terre qui s'élevait derrière les palissades, afin qu'elles vissent d'avance l'ouvrage à escalader, et qu'elles apprissent la manière de le gravir. Remplies d'ardeur à cet aspect, elles demandaient à grands cris qu'on leur permit de s'élançer à l'assaut. Trois énormes poutres, suspendues par des cordes au sommet des talus en terre, étaient prêtes à rouler sur les assaillants. Un brave soldat, dont l'histoire doit dire le nom, François Vallé, chasseur du 12^e léger, qui avait plusieurs fois aidé les travailleurs du génie à arracher les palissades, offrit d'aller couper les cordes qui soutenaient ces poutres, afin d'en opérer la chute avant l'assaut. Il se saisit d'une hache, gravit les escarpes gazonnées, coupa les cordes, et ne fut atteint d'une balle qu'en terminant cet acte d'héroïsme. Ajoutons qu'il ne fut pas frappé mortellement.

L'heure de l'assaut approchait enfin, lorsque tout à coup on apprit avec grand regret que le maréchal Kalkreuth demandait à capituler.

En effet, le colonel Lacoste s'était présenté en parlementaire pour remettre au maréchal Kalkreuth les lettres à son adresse qu'on avait trouvées sur la corvette anglaise récemment prise. Il arrivait fort à propos pour offrir au lieutenant de Frédéric l'occasion honorable de proposer une capitulation devenue nécessaire. Le maréchal lia conversation avec le colonel, reconnut la nécessité de se rendre, mais réclama pour la garnison de Dantzic les conditions que la garnison de Mayence avait obtenues autrefois de lui, c'est-à-dire la faculté de sortir sans être prisonnière de guerre, sans déposer les armes, et avec le seul engagement de ne pas servir contre la France avant une année. Le maréchal Lefebvre souscrivit à ces conditions, car il craignait fort de voir le siège se prolonger; mais il demanda le temps de consulter Napoléon. Celui-ci n'était pas si pressé, car il tenait les Russes en respect sur la Passarge, et il aurait volontiers sacrifié quelques jours de plus pour faire un corps d'armée prisonnier, ne comptant guère sur l'engagement que prenaient les troupes ennemies de ne pas servir avant une année. Il exprima donc un certain regret, mais consentit à la capitulation proposée, en ordonnant au maréchal Lefebvre de dire à M. Kalkreuth que c'était par considé-

ration pour lui, pour son âge, pour ses glorieux services, et pour sa manière courtoise de traiter les Français, qu'on accordait de si belles conditions. La capitulation fut signée et exécutée le 26.

Le 26 au matin, le maréchal Lefebvre entra dans la place. Il avait offert au maréchal Lannes, au maréchal Mortier, arrivés depuis quelques jours, d'y entrer avec lui; mais ceux-ci ne voulurent pas lui disputer un honneur qui lui appartenait, et qu'il avait mérité sinon par son savoir, au moins par sa bravoure et par sa constance à vivre deux mois dans ces formidables tranchées. Il fit donc son entrée à la tête d'un détachement de toutes les troupes qui avaient concouru au siège. Celles du génie marchaient naturellement les premières. Cette distinction leur était due à tous les titres, car sur 600 hommes du génie, la moitié environ avait été mise hors de combat. Aussi Napoléon publia-t-il immédiatement l'ordre du jour suivant :

« Finkenstein, 26 mai 1807.

« La place de Dantzig a capitulé, et nos troupes
« y sont entrées aujourd'hui à midi.

« Sa Majesté témoigne sa satisfaction aux
« troupes assiégeantes. Les sapeurs se sont cou-
« verts de gloire. »

Ce siège mémorable avait été long, puisque la place avait résisté à cinquante et un jours de tranchée ouverte. Beaucoup de causes contribuèrent à la longueur de cette résistance. La configuration de la place, son vaste développement, la force de la garnison assiégée à peu près égale à l'armée assiégeante, la lente arrivée et l'insuffisance de la grosse artillerie, qui permit à l'ennemi de réserver son feu pour le moment des dernières approches, le petit nombre de bons travailleurs proportionné au petit nombre de bonnes troupes, la nature du sol, s'ébouyant sans cesse sous les projectiles, les propriétés défensives du bois, qu'on ne pouvait battre en brèche, et qu'il fallait arracher la pioche ou la hache à la main, enfin une saison affreuse, variable comme l'équinoxe, passant de la gelée à des pluies torrentueuses, toutes ces causes, disons-nous, contribuèrent à prolonger ce siège, qui fut également honorable pour les assiégés et pour les assiégeants. Le maréchal Kalkreuth ne ramena de sa forte garnison que bien peu de soldats. De 18,320 hommes, 7,120 seulement sortirent de

Dantzig¹. Il y avait eu 2,700 morts, 5,400 blessés, 800 prisonniers, 4,500 déserteurs. Le vieil élève de Frédéric s'était montré digne en cette circonstance de la grande école de guerre dans laquelle il avait été nourri.

Le maréchal Lefebvre par sa bravoure, le général Chasseloup par son savoir, Napoléon par sa vaste prévoyance, les troupes du génie par un incroyable dévouement, avaient procuré à l'armée cette importante conquête. Quoique la grosse artillerie eût manqué, c'était un vrai miracle à cette prodigieuse distance du Rhin, dans cette saison, d'avoir pu tirer de la Silésie, de la Prusse, de la haute Pologne, le matériel nécessaire pour un aussi grand siège. Il eût été facile sans doute à Napoléon, en détachant de la Passarge ou de la Vistule l'un de ses corps d'armée, de terminer beaucoup plus vite la résistance de Dantzig. Mais il n'aurait obtenu cette accélération qu'au prix d'une grave imprudence, car, selon toutes les probabilités, Napoléon devait être, pendant le siège, attaqué par les armées russe et prussienne, et, s'il l'avait été, les 20,000 hommes détachés vers Dantzig l'auraient grandement affaibli. On ne saurait donc trop admirer l'art avec lequel il choisit cette position de la Passarge, d'où il couvrait à la fois le siège de Dantzig, et faisait face aux armées coalisées qui pouvaient à chaque instant se présenter, l'art surtout avec lequel il profita tantôt des régiments en marche, tantôt des troupes revenant de Stralsund, tantôt de la réserve d'infanterie préparée sur la basse Vistule, pour entretenir autour de Dantzig une force suffisante aux opérations du siège, l'art enfin avec lequel il sut attendre un résultat, qu'il aurait compromis en essayant de le hâter, et qu'il n'aurait eu d'ailleurs aucun intérêt à devancer, car, ne voulant agir offensivement qu'en juin, il importait peu de n'achever qu'en mai la conquête de Dantzig.

Ce n'était pas tout que d'avoir pris Dantzig, il fallait occuper l'embouchure de la Vistule et les abords de la mer, c'est-à-dire le fort de Weichselmünde, qui, bien défendu, aurait exigé une attaque en règle, et entraîné une grande perte de temps. Mais l'effet moral de la conquête de Dantzig nous valut la reddition du fort de Weichselmünde, quarante-huit heures après. La moitié de la garnison ayant déserté, l'autre moitié livra le fort, en demandant à capituler aux

¹ Ces nombres sont empruntés aux états trouvés dans la place.

mêmes conditions que la garnison de Dantzig. La route du Nehrung jusqu'à Pillau leur servit aux uns et aux autres pour retourner à Königsberg. Outre l'avantage de s'assurer une base d'opération inébranlable sur la Vistule, Napoléon acquérait dans la ville de Dantzig des approvisionnements immenses. Dantzig contenait, avec de grandes richesses, 500,000 quintaux de grains, et surtout plusieurs millions de bouteilles de vin de la meilleure qualité, ce qui allait être pour l'armée, dans ces sombres climats, un sujet de joie et une source de santé. Napoléon envoya tout de suite son aide de camp Rapp, sur le dévouement duquel il comptait, pour prendre le commandement de Dantzig et empêcher les détournements de valeurs. Il le suivit immédiatement lui-même, et vint passer deux jours à Dantzig, voulant juger par ses propres yeux de l'importance de cette place, des travaux qu'il fallait y ajouter pour la rendre imprenable, des ressources enfin qu'on en pouvait tirer pour l'entretien de l'armée.

Il fit transporter sur-le-champ 18,000 quintaux de blé à Elbing, pour approvisionner les magasins épuisés de cette ville, qui avait déjà fourni 80,000 quintaux de grains. Il expédia un million de bouteilles de vin pour les quartiers de la Passarge. Il vit tous les travaux du siège, approuva ce qui avait été fait, loua beaucoup le général Chasseloup et l'attaque par le Hagelsberg, distribua d'éclatantes récompenses aux officiers de l'armée, et se promit de les dédommager bientôt par des dons magnifiques de tout le butin qu'il leur avait sagement et noblement interdit, en confiant au général Rapp le gouvernement de Dantzig. Il résolut de nommer le maréchal Lefebvre duc de Dantzig, et d'ajouter à ce titre une superbe dotation. Il écrivit à M. Mollien pour lui prescrire d'acheter sur le trésor de l'armée une terre avec un château, qui rapportât cent mille livres de revenu net, et qui formât l'apanage du nouveau duc. Il recommanda en outre à M. Mollien d'acheter une vingtaine de châteaux ayant appartenu à d'anciennes familles, et autant que possible situés dans l'Ouest, afin d'en faire présent aux généraux qui lui prodiguaient leur sang, s'appliquant ainsi à renouveler l'aristocratie de la France, comme il renouvelait les dynasties de l'Europe, par les coups de son épée, devenue dans ses mains une sorte de baguette magique, de laquelle s'échappaient la gloire, les richesses et les couronnes.

Il donna les ordres nécessaires pour qu'on re-

levât tout de suite les ouvrages de Dantzig. Il y plaça comme garnison les 44^e et 19^e de ligne, qui avaient beaucoup souffert pendant le siège. Il voulut qu'on y réunit tous les régiments provisoires, qui n'auraient pas le temps d'arriver à l'armée avant la reprise des opérations offensives. Il assigna à la légion du Nord, dont le dévouement et les fatigues avaient été extrêmes, dont la fidélité n'était pas douteuse, la garde du fort de Weichselmünde. Il fit distribuer une partie des troupes allemandes dans le Nehrung. Il prescrivit aux Saxons, qui étaient bons soldats, mais qui avaient besoin de servir dans nos rangs pour s'attacher à nous, de rejoindre le corps de Lannes, déjà revenu sur la Vistule, et aux Polonais, qu'il désirait aguerrir, de rejoindre le corps de Mortier, destiné également à se transporter sur la Vistule. Les Italiens furent laissés au blocus de Colberg, le reste des Polonais au blocus de la petite citadelle de Graudentz, points de peu d'importance, que nous avions encore à prendre.

Napoléon, de retour à Finkenstein, disposa toutes choses pour recommencer les opérations offensives dès les premiers jours du mois de juin. Les négociations astucieuses de l'Autriche n'avaient abouti qu'à rendre inévitable une solution par les armes. L'offre de médiation faite par cette cour, acceptée avec défiance et regret, mais avec bonne grâce, par Napoléon, avait été reportée sur-le-champ à l'Angleterre, à la Prusse, à la Russie. Le nouveau cabinet anglais, quoique sa politique fût loin d'incliner à la paix, ne pouvait à son début afficher une préférence trop marquée pour la guerre. M. Canning répondit, en qualité de ministre des affaires étrangères, que la Grande-Bretagne acceptait volontiers la médiation de l'Autriche, et suivrait, dans cette négociation, l'exemple des cours alliées, la Prusse et la Russie.

La réponse de cette dernière fut la moins amicale des trois. L'empereur Alexandre s'était transporté au quartier général de son armée, à Bartenstein, sur l'Alle. Il y avait été rejoint par le roi de Prusse, venu de Königsberg pour s'aboucher avec lui. La garde impériale, récemment partie de Saint-Petersbourg, de nombreuses recrues tirées des provinces les plus reculées de l'empire, avaient procuré à l'armée russe un renfort de 50,000 hommes, et réparé les pertes de Pultusk et d'Eylau. Les exagérations ridicules du général Benningsen, poussées au delà de tout ce que permet le désir de relever le moral de ses soldats, de son pays, de son souverain, avaient trompé le jeune czar. Il croyait presque

avoir été vainqueur à Eylau, et il était porté à tenter de nouveau le sort des armes. Le roi de Prusse, au contraire, que des relations particulières avec Napoléon, entretenues par l'intermédiaire de Duroc, avaient éclairé sur les dispositions un peu améliorées du vainqueur d'Iéna, paraissait enclin à traiter, à condition qu'on lui rendrait la plus grande partie de son royaume. Il ne se faisait guère illusion sur les succès obtenus par la coalition. Il avait vu la principale place de ses États conquise par les Français, en face de l'armée russe, réduite à l'impuissance de s'y opposer, et il ne pouvait se persuader qu'on fût bientôt en mesure de ramener Napoléon sur la Vistule et l'Oder ¹. Il opina donc pour la paix. Mais l'empereur Alexandre, infatué de ses prétendus avantages, auxquels la prise de Dantzig donnait cependant un éclatant démenti, affirma au roi Frédéric-Guillaume qu'on lui restituerait avant peu son patrimoine tout entier, sans qu'il perdît une seule province, qu'on rétablirait de plus l'indépendance de l'Allemagne; qu'il suffisait pour cela de gagner une seule bataille, qu'avec une bataille gagnée on déciderait l'Autriche, et qu'on assurerait ainsi la perte de Napoléon et l'affranchissement de l'Europe. Frédéric-Guillaume se laissa donc entraîner par de nouvelles suggestions, assez semblables à celles qui l'avaient déjà séduit à Potsdam, et la médiation de l'Autriche fut refusée en réalité, quoique acceptée en apparence. On répondit qu'on serait charmé de voir la paix rendue à l'Europe, et rendue par les soins officieux de l'Autriche, mais qu'on voulait savoir auparavant sur quelles bases Napoléon entendait traiter avec les puissances alliées. Cette réponse évasive ne permettait aucun doute sur la continuation de la guerre, et elle causa un grand déplaisir à l'Autriche, qui perdait ainsi le moyen d'entrer dans la querelle pour la terminer à son gré, soit par le concours de ses armes si Napoléon essayait des revers, soit par une paix dont elle serait l'arbitre s'il continuait à être heureux. Néanmoins elle ne voulut point abandonner la médiation de manière à paraître battue; elle communiqua les réponses qu'elle avait reçues à Napoléon, et lui demanda d'éclaircir les doutes qui semblaient empêcher les puissances belligérantes d'ouvrir les négociations. C'est M. de

Vincent qui fut chargé de la suite de ces pourparlers. Il ne put le faire que par écrit, car tandis qu'il était resté à Varsovie, M. de Talleyrand avait rejoint Napoléon à Finkenstein.

Ce dénouement satisfait Napoléon, qui avait vu la médiation de l'Autriche avec beaucoup de crainte. Persistant toutefois à ne pas assumer sur lui-même le refus de la paix, il répondit qu'il était prêt à entrer dans la voie des concessions, moyennant que l'on accordât à ses alliés, l'Espagne, la Hollande, la Porte, des restitutions équivalentes à celles qu'il était disposé à faire. Il ajouta qu'on n'avait qu'à désigner un lieu pour y rassembler un congrès, et qu'il y enverrait des plénipotentiaires sans aucun retard.

Mais la médiation était manquée, car il fallait plusieurs mois pour amener de tels pourparlers à une fin quelconque, et, en quelques jours de beau temps, il espérait avoir terminé la guerre.

Tout était prêt, en effet, des deux côtés, pour reprendre les hostilités avec la plus grande énergie. Les deux souverains, réunis à Bartenstein, avaient contracté l'un envers l'autre les plus solennels engagements, et s'étaient promis de ne déposer les armes que lorsque la cause de l'Europe serait vengée, et les États prussiens restitués en entier. Ils avaient signé à Bartenstein une convention par laquelle ils s'obligeaient à n'agir que de concert, à ne traiter avec l'ennemi que du consentement commun. Le but assigné à leurs efforts était non pas, disaient-ils, l'abaissement de la France, mais l'affranchissement des puissances, grandes et petites, abaissées par la France. Ils allaient combattre pour faire évacuer l'Allemagne, la Hollande, l'Italie même, si l'Autriche se joignait à eux, pour rétablir, à défaut de l'ancienne Confédération germanique, une nouvelle constitution fédérative qui assurât l'indépendance de tous les États allemands, et une raisonnable influence de l'Autriche et de la Prusse sur l'Allemagne. Du reste, l'étendue des réparations projetées devait dépendre des succès de la coalition. D'autres conventions avaient été signées, tant avec la Suède qu'avec l'Angleterre. Celle-ci, plus intéressée à la guerre que personne, et jusqu'ici profitant des efforts des puissances sans en faire aucun, avait promis des subsides et des troupes de débarquement. Son avarice,

¹ Il est fort difficile de connaître au juste ce qui se passait entre ces deux souverains, vivant dans un tête-à-tête continu, et ne faisant guère au public qui les entourait la confidence de leurs dispositions secrètes. Mais on a su par les communications de la cour de Prusse à plusieurs petites cours

allemandes ce qui se passait au quartier général, et d'ailleurs l'assertion que je produis ici est tirée des récits que la reine de Prusse fit elle-même à l'un des diplomates respectables du temps.

lorsqu'il s'agissait de subsides, avait indisposé le roi de Suède, au point de dégoûter ce prince de la croisade qu'il avait toujours rêvée contre la France. Cependant, la Russie aidant, on avait arraché à l'Angleterre un million sterling pour la Prusse, une allocation annuelle pour les Suédois employés en Poméranie, et l'engagement d'envoyer un corps de 20,000 Anglais à Stralsund. La Prusse avait promis, de son côté, d'envoyer 8,000 à 10,000 Prussiens à Stralsund, lesquels joints aux 20,000 Anglais, et à 15,000 Suédois, devaient former sur les derrières de Napoléon une armée respectable, et d'autant plus à craindre pour lui, qu'elle se couvrirait du voile de l'armistice signé avec le maréchal Mortier.

Ces conventions, communiquées à l'Autriche, ne l'entraînèrent pas. D'ailleurs la prise de Dantzig, qui attestait l'impuissance des Russes, suffisait, avec tout ce qu'on connaissait à Vienne de la situation relative des armées belligérantes, pour enchaîner cette cour à son système de politique expectante.

Alexandre et Frédéric-Guillaume étaient donc réduits à lutter contre les Français avec les débris des forces prussiennes, qui consistaient en une trentaine de mille hommes, pour la plupart prisonniers échappés de nos mains, avec l'armée russe recrutée, avec les Suédois, et un corps anglais promis en Poméranie. Les soldats du général Benningsen étaient toujours dans une cruelle pénurie, et, tandis que Napoléon savait tirer d'un pays ennemi les plus abondantes ressources, l'administration russe ne savait pas au milieu d'un pays ami, avec des moyens de navigation considérables, trouver de quoi apaiser la faim dévorante de son armée. Cette malheureuse armée souffrait, se plaignait, mais en voyant son jeune souverain à Bartenstein, elle mêlait à ses cris de douleur des cris d'amour, et le trompait en lui promettant, par ses acclamations, plus qu'elle ne pouvait faire pour la politique et pour la gloire de l'empire moscovite. Quoique ignorante, elle jugeait assez bien l'inutilité de cette guerre, mais elle demandait à marcher en avant, ne fût-ce que pour conquérir des vivres. Aussi les deux souverains, en se rendant l'un à Tilsit, l'autre à Königsberg, où ils allaient attendre le résultat de la campagne, avaient laissé à leurs généraux l'ordre de prendre l'offensive le plus tôt possible.

Le général Benningsen s'était posté sur le cours supérieur de l'Alle, à Heilsberg (voir la carte n° 58), où il avait, à l'imitation de Napo-

léon, créé un camp retranché, formé quelques magasins très-mal approvisionnés, et préparé son terrain pour livrer une bataille défensive, si Napoléon entraînait le premier en action. Il pouvait réunir sous sa main environ 100,000 hommes. Indépendamment de cette masse principale, il avait à sa gauche un corps de 18,000 hommes sur la Narew, placé d'abord sous le commandement du général Essen, et depuis sous celui du général Tolstoy. Il avait à sa droite environ 20,000 hommes, qui se composaient de la division Kamenski, revenue de Weichselmünde, et du corps prussien de Lestocq. Il avait enfin quelques dépôts à Königsberg, ce qui faisait en tout 140,000 hommes, répandus depuis Varsovie jusqu'à Königsberg, dont 100,000 rassemblés sur l'Alle, vis-à-vis de nos cantonnements de la Pasarge. Le général Labanof amenait, en troupes tirées de l'intérieur de l'empire, un renfort de 50,000 hommes. Mais ces troupes ne devaient être rendues sur le théâtre de la guerre qu'après la reprise des opérations.

Quoique cette armée pût se présenter avec confiance devant tout ennemi, quel qu'il fût, elle ne pouvait combattre avec chance de succès contre l'armée française d'Austerlitz et d'Iéna, à laquelle d'ailleurs elle était devenue singulièrement inférieure en nombre, depuis que Napoléon avait eu le temps d'extraire de France et d'Italie les nouvelles forces dont on a lu précédemment la longue énumération.

Napoléon venait, en effet, de recueillir le fruit de ses soins incessants, et de son admirable prévoyance. Son armée, reposée, nourrie, recrutée, était en mesure de faire face à tous ses ennemis, ou déjà déclarés, ou prêts à se déclarer au premier événement. Sur ses derrières, le maréchal Brune, avec 15,000 Hollandais réunis dans les villes hanséatiques, avec 14,000 Espagnols partis de Livourne, de Perpignan, de Bayonne, et en marche vers l'Elbe, avec les 15,000 Wurtembergeois employés récemment à conquérir les places de la Silésie, avec les 16,000 Français des divisions Boudet et Molitor, actuellement arrivés en Allemagne, avec 10,000 hommes des bataillons de garnison, occupant Hameln, Magdebourg, Spandau, Custring, Stettin, avec le nouveau contingent demandé à la Confédération du Rhin, le maréchal Brune avait une armée d'environ 80,000 hommes. Cette armée, au besoin, pouvait être renforcée de 25,000 vieux soldats tirés des côtes de France, ce qui l'aurait portée à 100,000 ou 110,000 hommes.

Les troupes françaises fatiguées, les troupes alliées sur lesquelles on comptait le moins gardaient Dantzig, ou continuaient le blocus de Colberg et de Graudentz. Deux nouveaux corps compensaient sur la Vistule la dissolution du corps d'Augereau : c'étaient, comme on l'a vu, celui du maréchal Mortier et celui du maréchal Lannes. Le corps du maréchal Mortier se composait du 4^e léger, des 15^e, 58^e de ligne, du régiment municipal de Paris, formant la division Dupas, et d'une partie des régiments polonais de nouvelle création. Le corps de Lannes se composait des fameux grenadiers et voltigeurs Oudinot, des 2^e et 12^e légers, des 5^e et 72^e de ligne, formant la division Verdier. Les Saxons devaient constituer la troisième division du corps de Lannes. Ces deux corps se trouvaient sur les divers bras de la basse Vistule, l'un à Dirschau, l'autre à Marienbourg. Celui de Mortier pouvait fournir 11,000 ou 12,000 hommes présents au feu ; celui de Lannes 15,000. Leur effectif nominal était bien plus considérable.

Au delà de la Vistule, et en face de l'ennemi, Napoléon possédait cinq corps, outre la garde et la réserve de cavalerie.

Masséna occupait à la fois la Narew et l'Omulew, ayant sa droite près de Varsovie, son centre à Ostrolenka, sa gauche à Neidenbourg, gardait l'extrémité de notre ligne avec 56,000 hommes, dont 24,000 étaient prêts à combattre. Dans ce nombre figuraient 6,000 Bavares.

Un corps de Polonais récemment levé, celui de Zayonschek, fort de 5,000 à 6,000 hommes, en grande partie cavalerie, appartenant nominale-ment au corps de Mortier, remplissait l'intervalle entre Masséna et les cantonnements de la Passarge, et faisait des patrouilles continues soit dans les forêts, soit dans les marécages du pays.

Enfin venaient les anciens corps des maréchaux Ney, Davoust, Soult, Bernadotte, cantonnés tous les quatre derrière la Passarge.

Nous avons déjà décrit la Passarge et l'Alle, naissant, l'une près de l'autre, des nombreux lacs de la contrée, mais la première coulant à notre gauche perpendiculairement à la mer, la seconde droit devant nous, perpendiculairement à la Prégel, formant ainsi toutes deux un angle dont nous occupions un côté et les Russes l'autre. Chacune des deux armées était rangée d'une manière différente sur les côtés de cet angle. Nous bordions la Passarge dans sa longueur, qui est d'une vingtaine de lieues depuis Hohenstein jusqu'à Braunsberg. Les Russes au contraire,

pour nous faire face, étaient concentrés sur le cours supérieur de l'Alle, près d'Heilsberg.

Le maréchal Ney, établi au sommet de cet angle peu régulier, comme tous ceux que trace la nature, tenait à la fois l'Alle et la Passarge, par Guttstadt et par Deppen, avec un corps de 25,000 hommes, fournissant 17,000 combattants, troupe incomparable et digne de son chef. A la même hauteur, mais un peu en arrière, le maréchal Davoust était, comme le maréchal Ney, entre l'Alle et la Passarge, entre Allenstein et Hohenstein, flanquant le maréchal Ney, et empêchant qu'on ne tournât l'armée, et qu'on ne vint par Osterode s'ouvrir une issue vers la Vistule. Son corps, modèle de discipline et de tenue, fait à l'image de celui qui le commandait, pouvait, sur 40,000 hommes, en mettre 50,000 en bataille. C'était celui des maréchaux dont les troupes présentaient toujours le plus d'hommes propres à combattre, grâce à sa vigilance et à sa vigueur. Le maréchal Soult, placé à la gauche du maréchal Ney, gardait à Liebstadt le milieu du cours de la Passarge, ayant des postes retranchés aux ponts de Pittchen et de Lomitten. Il avait 45,000 hommes à l'effectif, et 50,000 à 51,000 présents sous les armes. Le maréchal Bernadotte défendait la basse Passarge, de Spanden à Braunsberg, avec 56,000 hommes, dont 24,000 prêts à marcher. La belle division Dupont occupait Braunsberg et les bords de la mer, ou Frische-Haff.

Entre la Passarge et la Vistule, enfin, dans une région semée de lacs et de marécages, se trouvait le quartier général de Finkenstein, où Napoléon campait au milieu de sa garde, forte de 8,000 à 9,000 combattants sur un effectif de 12,000 hommes. Un peu plus en arrière et à gauche, dans les plaines d'Elbing, était répandue la cavalerie de Murat, comprenant toute la cavalerie de l'armée, sauf les hussards et chasseurs laissés à chaque corps, comme moyen de se garder. Sur 50,000 cavaliers, elle en offrait 20,000 prêts à monter à cheval.

Telles étaient les forces de Napoléon. Du Rhin à la Passarge, de la Bohême à la Baltique, en troupes en marche ou déjà parvenues sur le théâtre de la guerre, en troupes gardant ses derrières ou prêtes à prendre l'offensive, en soldats valides, blessés ou malades, en Français ou alliés, il comptait plus de 400,000 hommes. Si on ne considère que ce qui allait entrer en action, si on néglige même le corps de Masséna, destiné à garder la Narew, on peut dire qu'il avait sous la main six corps, ceux des maréchaux Ney, Davoust,

Soult, Bernadotte, Lannes, Mortier, plus la cavalerie et la garde, lesquels composaient un effectif de 225,000 hommes¹, dont 160,000 combattants véritables. Telle est la difficulté de l'offensive ! Plus on avance, plus la fatigue, la dissémination, la nécessité de se garder, diminuent la force des armées. Qu'on suppose ces 400,000 hommes, ramenés sur le Rhin, non pas par une déroute, mais par un calcul de prudence, et chaque homme, sauf les malades, eût fourni un combattant. Sur la Vistule, au contraire, moins de la moitié pouvaient combattre. Supposez deux cents lieues de plus, et le quart seul aurait pu se présenter devant l'ennemi. Et pourtant, celui qui conduisait ces masses était le plus grand organisateur qui ait existé ! Rendons grâce à la nature des choses, qui a voulu que l'attaque fût plus difficile que la défense !

Mais les 160,000 hommes que Napoléon avait à sa disposition, après avoir suffisamment couvert ses flancs et ses derrières, se trouvaient tous dans le rang. Si on avait appliqué la même manière de compter à l'armée russe, elle n'eût pas été de 140,000 hommes assurément. Les soldats de Napoléon étaient parfaitement reposés, abondamment nourris, vêtus convenablement pour la guerre, c'est-à-dire couverts et chaussés, bien pourvus d'armes et de munitions. La cavalerie surtout, refaite dans les plaines de la basse Vistule, montée avec les plus beaux chevaux de l'Allemagne, ayant repris ses exercices depuis deux mois, offrait un aspect superbe. Napoléon, voulant la voir réunie tout entière dans une seule plaine, s'était transporté à Elbing pour la passer en revue. Dix-huit mille cavaliers, masse énorme, mue par un seul chef, le prince Murat, avaient manœuvré devant lui pendant toute une journée, et tellement ébloui sa vue, si habituée pourtant aux grandes armées, qu'écrivant une heure après à ses ministres il n'avait pu s'empêcher de leur vanter le beau spectacle qui venait de frapper ses yeux dans les plaines d'Elbing.

Par une prévoyance dont il eut fort à s'applaudir, Napoléon avait exigé qu'à partir du 1^{er} mai tous les corps sortissent des villages où ils étaient cantonnés pour camper en divisions, à portée de

uns des autres, dans des lieux bien choisis, et derrière de bons ouvrages de campagne. C'était le vrai moyen de n'être pas surpris, car les exemples d'armées assaillies à l'improviste dans leurs quartiers d'hiver ont tous été fournis par des troupes qui s'étaient disséminées pour se loger et pour vivre. Une armée vivement attaquée dans cette position peut, avant d'avoir eu le temps de se rallier, perdre en nombre une moitié de sa force, et en territoire des provinces et des royaumes. La précaution de camper, quoique infiniment sage, était cependant difficile à obtenir des chefs et des soldats, car il fallait quitter de bons cantonnements, où chacun avait fini par s'établir à son gré, et attendre désormais, des magasins seuls, les vivres qu'on trouvait plus sûrement sur les lieux. Napoléon l'exigea néanmoins, et en dix ou quinze jours tous les corps furent campés sous des baraques, couverts par des ouvrages en terre, ou par d'immenses abatis, manœuvrant tous les jours, et ayant repris, grâce à leur réunion en masse, l'énergie de l'esprit militaire, énergie qui varie à l'infini, s'élève ou s'abaisse, non-seulement par la victoire ou la défaite, mais par l'activité ou le repos, par toutes les circonstances enfin qui tendent ou détendent l'âme humaine comme un ressort.

La nature, si sombre en ces climats pendant l'hiver, mais qui, nulle part, n'est dépourvue de beauté, surtout quand le soleil, revenu vers elle, lui rend la lumière et la vie, la nature invitait elle-même les hommes au mouvement. D'abondants pâturages s'offraient à la nourriture des chevaux, et permettaient de consacrer tous les moyens de transport à la subsistance des hommes. Les deux armées se trouvaient en présence, à une portée de canon, manœuvrant quelquefois sous les yeux l'une de l'autre, se servant réciproquement de spectacle, et s'abstenant de tirer, certaines qu'elles étaient de passer bientôt de cette paisible activité à une lutte sanglante. On s'attendait des deux côtés à une prochaine reprise des opérations, et on se tenait sur ses gardes, de crainte d'être surpris. Un jour même, du côté de Braunsberg, poste occupé par la division Dupont, on entendit à la chute du jour un bruit confus de

	Effectif.	Présents sous les armes.
Ney	25,000	17,000
Davoust	40,000	50,000
Soult	45,000	51,000 ou 52,000
Bernadotte	56,000	24,000
Murat	50,000	20,000
Garde	12,000	8,000 ou 9,000
A reporter	186,000	150,000

Report	186,000	150,000
Lannes	20,000	45,000
Mortier	45,000	10,000
	221,000	155,000

En ajoutant les Polonais de Zayonschek, 5,000 pour 7,000 ou 8,000, on a 160,000 combattants sur 226,000 hommes d'effectif total.

voix, qui semblait annoncer la présence d'un corps nombreux. Les chefs accoururent, croyant que l'attaque des cantonnements allait enfin commencer, et que les Russes prenaient l'initiative. Mais, en approchant du lieu d'où le bruit partait, on aperçut une multitude de cygnes sauvages qui se jouaient dans les eaux de la Passarge dont ils habitent les bords en troupes innombrables¹.

Cependant Napoléon, revenu de Dantzig et d'Elbing, ayant tous ses moyens réunis entre la Vistule et la Passarge, résolut de se mettre en mouvement le 10 juin, pour se porter sur l'Alle, en descendre le cours, séparer les Russes de Königsberg, prendre cette place devant eux, et les rejeter sur le Niémen. Il avait ordonné que, pour le 10, chaque corps d'armée eût en pain ou en biscuit quatorze jours de vivres, quatre dans le sac des soldats, dix sur des caissons. Mais tandis qu'il se préparait à recommencer les hostilités, les Russes, décidés à le prévenir, devançaient de cinq jours le mouvement de l'armée française.

On aurait compris qu'ils eussent bravé tous les hasards de l'offensive, lorsqu'il s'agissait de sauver Dantzig. Mais maintenant qu'aucun intérêt pressant ne les obligeait de se hâter, oser assaillir Napoléon dans des positions longuement étudiées, soigneusement défendues, et cela uniquement parce que la belle saison était venue, ne peut se concevoir que d'un général agissant sans réflexion, obéissant à de vagues instincts plutôt qu'à une raison éclairée. On eût été aussi assuré, qu'on l'était peu, de la bonne exécution des opérations, en opposant alors des troupes russes aux troupes françaises, qu'il n'y aurait pas eu de bon plan d'offensive contre Napoléon établi comme il l'était sur la Passarge. Attaquer par la mer, essayer d'enlever Braunsberg sur la basse Passarge, pour aller ensuite se heurter contre la basse Vistule et Dantzig que nous occupions, n'eût été qu'un enchaînement de folies. Attaquer par le côté opposé, c'est-à-dire remonter l'Alle, passer entre les sources de l'Alle et celles de la Passarge, tourner notre droite, se glisser entre le maréchal Ney et le corps de Masséna, dans l'espace gardé par les Polonais, était tout ce que désirait Napoléon lui-même, car dans ce cas il s'élevait par sa gauche, se portait entre les Russes et Königsberg, les coupait de leur base d'opération, et les jetait dans les inextricables difficultés de l'intérieur de la Pologne. Il n'y avait donc, en

prenant l'offensive, que des dangers à courir, sans un seul résultat avantageux à poursuivre. Attendre Napoléon sur la Prégel, la droite à Königsberg, la gauche à Vehlau (voir la carte n° 58), bien défendre cette ligne, puis, cette ligne perdue, se replier en bon ordre sur le Niémen, attirer les Français dans les profondeurs de l'empire, en évitant les grandes batailles, leur opposer ainsi le plus redoutable des obstacles, celui des distances, et leur refuser l'avantage de victoires éclatantes, telle était la seule conduite raisonnable de la part du général russe, la seule dont l'expérience ait depuis, malheureusement pour nous, démontré la sagesse.

Mais le général Benningsen, qui avait promis à son souverain de tirer de la bataille d'Eylau les plus brillantes conséquences, et de lui apporter bientôt un ample dédommagement de la prise de Dantzig, ne pouvait pas prolonger davantage l'inaction observée pendant le siège de cette place, et se croyait obligé de prendre l'initiative. Aussi avait-il formé le projet de se jeter sur le maréchal Ney, dont la position fort avancée prêtait aux surprises plus qu'aucune autre. Napoléon, en effet, voulant tenir non-seulement la Passarge jusqu'à ses sources, mais l'Alle elle-même dans la partie supérieure de son cours, de manière à occuper le sommet de l'angle décrit par ces deux rivières, avait placé le maréchal Ney à Guttstadt, sur l'Alle. Celui-ci devait paraître en l'air à qui ne connaissait pas les précautions prises pour corriger l'inconvénient apparent d'une telle situation. Mais tous les moyens d'une prompt concentration étaient assurés et préparés d'avance. (Voir la carte n° 58.) Le maréchal Ney avait sa retraite indiquée sur Deppen, le maréchal Davoust sur Osterode, le maréchal Soult sur Liebstadt et Mohrunge, le général Bernadotte sur Preuss-Holland. L'ennemi insistant, les uns et les autres devaient, en faisant une marche de plus, se trouver réunis à Saalfeld, avec la garde, avec Lannes, avec Mortier, avec Murat, dans un labyrinthe de laes et de forêts dont Napoléon connaissait seul les issues, et où il avait préparé un désastre à l'adversaire imprudent qui viendrait l'y chercher.

Sans avoir pénétré aucune de ces combinaisons, le général Benningsen résolut d'enlever le corps du maréchal Ney, et adopta des dispositions, qui au premier aspect semblaient faites pour réussir. Il dirigea sur le maréchal Ney la plus grande partie de ses forces, se bornant contre les autres maréchaux à de simples démonstra-

¹ Ces détails sont tirés des Mémoires militaires du général Dupont, Mémoires encore manuscrits et remplis du plus haut intérêt.

tions. Trois colonnes, et même quatre, si l'on compte la garde impériale, accompagnées de toute la cavalerie, durent remonter l'Alle, assaillir le maréchal Ney, de front par Altkirch, de gauche par Wolfsdorf, de droite par Guttstadt, tandis que Platow, hetman des Cosaques, remplissant de ses coureurs l'espace qui nous séparait de la Narew, et forçant avec de l'infanterie légère l'Alle au-dessus de Guttstadt, chercherait à se glisser entre les corps de Ney et de Davoust. Pendant ce temps la garde impériale, sous le grand-duc Constantin, devait se placer en réserve derrière les trois colonnes chargées d'assaillir le maréchal Ney, pour se porter au secours de celle qui faiblirait. Une colonne composée de deux divisions, sous la conduite du lieutenant général Doctorow, eut l'ordre de venir d'Olbersdorf sur Lomitten, attaquer les ponts du maréchal Soult, pour empêcher celui-ci de secourir le maréchal Ney. Une autre colonne russe et prussienne, sous les généraux Kamenski et Rembow, fut chargée de faire une forte démonstration sur le pont de Spanden, que gardait le maréchal Bernadotte, afin que le cours entier de la Passarge fût menacé à la fois. Le général prussien Lestocq eut même la mission de se montrer devant Braunsberg, afin d'augmenter l'incertitude des Français sur le plan général d'après lequel étaient dirigées toutes ces attaques.

Restait à savoir si les dispositions du général russe, en apparence bien calculées, seraient exécutées avec la précision nécessaire pour faire réussir des opérations aussi compliquées et ne rencontreraient pas les Français tellement préparés, tellement résolus, qu'il fût impossible de les surprendre, et de les forcer dans leur position. Les mouvements de ces nombreuses colonnes, cachés par les forêts et les lacs de cette obscure contrée, échappèrent à nos généraux, qui se doutaient bien que les Russes étaient prêts, mais qui se sentant prêts eux-mêmes, et s'attendant à marcher à chaque instant, n'éprouvaient ni surprise, ni crainte, à la vue des préparatifs de l'ennemi.

On put s'apercevoir ici que la prévoyance est toute-puissante à la guerre. Cette formidable attaque dirigée contre le maréchal Ney, eût réussi infailliblement, si nos troupes, disséminées dans des villages, avaient été surprises, et obligées de courir en arrière pour se rallier. Mais il n'en était

pas ainsi, et grâce aux ordres de Napoléon, ordres désagréables à tous les corps, et qu'il avait fallu rendre absolus pour en obtenir l'exécution, les troupes étaient campées par division, couvertes par des ouvrages en terre et par des abatis, établies de manière à se défendre longtemps, et à pouvoir se secourir les unes les autres avant d'être réduites à céder le terrain.

Le 5 juin au matin, dès la pointe du jour, l'avant-garde russe, conduite par le prince Bagration, se porta rapidement sur la position d'Altkirch (voir la carte n° 58), l'une de celles qu'occupait le maréchal Ney avec une division, et négligea tous les petits postes français répandus dans les bois, afin de les enlever en les dépassant. Nos troupes, qui par suite du campement, couchaient en bataille, satisfaites plutôt qu'étonnées de la vue de l'ennemi, pleines de sang-froid, exercées tous les jours à tirer, firent sur les Russes un feu meurtrier, et qui les arrêta promptement. Le 59^e, placé en avant d'Altkirch, ne se retira qu'après avoir jonché de morts le pied des retranchements. Pendant ce temps, les attaques dirigées sur Wolfsdorf à gauche, sur Guttstadt à droite, et plus encore sur Bergfried, s'exécutaient avec vigueur, mais heureusement sans aucun ensemble, et de façon à laisser au maréchal Ney le temps d'opérer sa retraite. Accouru à la tête de ses troupes, il s'aperçut que l'effort principal de l'armée russe se concentrait sur lui, et que c'était le cas de prendre la route de Deppen, assignée comme ligne de retraite par la prévoyance de Napoléon. Il avait l'une de ses divisions en avant de Guttstadt, à Krossen, l'autre en arrière, à Glottau. Il les réunit, en se donnant toutefois le temps de recueillir son artillerie, ses bagages, ses postes détachés dans les bois, qu'il ramena tous, sauf deux ou trois cents hommes laissés à l'extrémité la plus avancée de la forêt d'Amt-Guttstadt. Il suivit la route de Guttstadt à Deppen, par Quetz et Ankendorf, traversant lentement le petit espace compris entre l'Alle et la Passarge, s'arrêtant avec un rare sang-froid pour faire ses feux de deux rangs, quelquefois chargeant à la haïonnette l'infanterie qui le pressait de trop près, ou se formant en carré, et fusillant à bout portant l'innombrable cavalerie russe, inspirant enfin aux ennemis une admiration qu'ils exprimèrent eux-mêmes quelques jours après ¹. Il ne voulut pas céder tout entier l'espace de quatre à cinq lieues,

lurent en ce jour ce problème si difficile, d'entreprendre, sous les yeux d'un ennemi de beaucoup plus fort et pressant vivement, une retraite devenue indispensable, et de la rendre le

¹ Voici comment le narrateur Plotho a raconté la retraite du maréchal Ney à Deppen :

« Les Français, maîtres passés dans l'art de la guerre, réso-

qui sépare en cet endroit l'Alle de la Passarge, et il fit halte à Ankendorf. Il avait eu affaire à 13,000 hommes d'infanterie, à 13,000 hommes de cavalerie, et si les deux colonnes du prince Bagration et du lieutenant général Saken eussent agi ensemble, si la garde impériale se fût jointe à elles, il est difficile qu'en présence de 60,000 hommes réunis, il n'eût pas essayé un terrible échec. Il avait perdu 1,200 ou 1,500 hommes en morts ou blessés, mais il avait abattu plus de trois mille Russes. A trois heures de l'après-midi l'ennemi s'arrêta lui-même, sans aucun motif, comme il arrive quand une pensée ferme et conséquente ne dirige pas les mouvements des grandes masses.

Dans la même journée l'hetman Platow avait passé l'Alle à Bergfried, et inondé de ses Cosaques le pays marécageux et boisé qui séparait la grande armée des postes du maréchal Masséna. Mais il n'était nullement probable qu'il osât aborder les 50,000 hommes du maréchal Davoust. Celui-ci, entendant retentir au loin le bruit du canon, se bâta de réunir ses troupes entre l'Alle et la Passarge, et prit la route d'Alt-Ramten, qui lui permettait de secourir le maréchal Ney, tout en se rapprochant d'Osterode. Par une heureuse ruse de guerre, il envoya dans la direction de l'ennemi l'un de ses officiers, de manière à le faire prendre avec des dépêches qui annonçaient sa prochaine arrivée à la tête de 50,000 hommes, pour soutenir le maréchal Ney. Du côté opposé, sur la gauche du corps de Ney, les attaques projetées contre les maréchaux Soult et Bernadotte s'effectuèrent, conformément au plan convenu. Le lieutenant général Doctorow marchant avec deux divisions par Wormditt, Olbersdorf, sur les têtes de pont que gardait le maréchal Soult, rencontra en avant de la Passarge de nombreux abatis, et derrière ces abatis de braves tirailleurs qui faisaient un feu continu et bien dirigé. Il fut obligé de se battre plusieurs heures de suite, pour forcer les obstacles qui défendaient les approches du pont de Lomitten. A peine avait-il réussi à enlever une partie des abatis, que des compagnies de réserve, se jetant sur ses troupes, les en chassèrent à coups de baïonnette. Des dé-

moins préjudiciable possible. Ils s'en tirèrent avec le plus grand savoir-faire. Le calme et l'ordre, et en même temps la rapidité qu'apporta le corps de Ney à se rassembler au signal de trois coups de canon; le sang-froid et la circonspection attentive qu'il mit à exécuter sa retraite, pendant laquelle il opposa une résistance renouvelée à chaque pas, et sut tirer parti en maître de chaque position; tout cela prouva le talent du capitaine qui commandait les Français, et l'habitude de la

tachements de cavalerie russe, ayant franchi quelques gués de la Passarge, furent ramenés par nos chasseurs à cheval. Partout le cours de la Passarge resta aux vaillantes troupes du maréchal Soult. Seulement on avait fini par abandonner aux Russes les abatis à moitiés incendiés, qui étaient en avant du pont de Lomitten. Le général Doctorow s'arrêta vers la fin du jour, épuisé de fatigue, désespérant de vaincre de tels obstacles, défendus par de tels soldats. Les Russes, attaquant à découvert nos troupes bien abritées, avaient eu plus de 2,000 hommes hors de combat, et ne nous en avaient pas fait perdre plus de 1,000. Les généraux Ferey et Viviers de la division Carra-Saint-Cyr, avec les 47^e, 56^e de ligne et le 24^e léger, s'étaient couverts de gloire au pont de Lomitten.

Une action à peu près semblable s'était passée au pont de Spanden, qui relevait du maréchal Bernadotte. Un retranchement en terre couvrait le pont. Le 27^e léger gardait ce poste, ayant en arrière les deux brigades de la division Villate. Dès le commencement de l'action le maréchal Bernadotte reçut au cou une blessure qui l'obligea de se faire remplacer par son chef d'état-major, le général Maison, l'un des officiers les plus intelligents et les plus énergiques de l'armée. Les Russes joints ici aux Prussiens canonnèrent longtemps la tête de pont, et, quand ils crurent avoir ébranlé les troupes qui la défendaient, s'avancèrent pour l'escalader. Les soldats du 27^e léger avaient reçu ordre de se coucher par terre, afin de n'être pas aperçus. Ils laissèrent arriver les assaillants jusqu'au pied du retranchement, puis, par une décharge à bout portant, en abattirent trois cents et en blessèrent plusieurs centaines. Les Russes et les Prussiens, frappés de terreur, se débandèrent et se retirèrent en désordre. Le 17^e de dragons, débouchant alors de la tête de pont, se jeta sur eux au galop, et en sabra un bon nombre.

L'attaque ne fut pas poussée plus avant sur ce point. Elle n'avait pas coûté à l'ennemi moins de 600 à 700 hommes. Notre perte était insignifiante.

Cette vigoureuse manière de recevoir les

guerre portée chez eux à la perfection, aussi bien que l'auraient pu faire les plus belles dispositions et la plus savante exécution d'une opération offensive. Pour attaquer avec succès, comme pour opposer une résistance régulière dans une retraite, il faut de rares qualités, il faut des vertus difficiles à pratiquer, et pourtant il est nécessaire que tout cela soit réuni dans le même personnage pour former le grand capitaine. »

Russes tout le long de la Passarge leur causa une surprise facile à concevoir, et produisit un commencement d'hésitation dans des projets trop peu médités pour être poursuivis avec persévérance. La colonne russe et prussienne des généraux Kamenski et Rembow, battue à Spanden, attendit des ordres ultérieurs, avant de s'engager dans de nouvelles entreprises. Le lieutenant général Doctorow, arrêté au pont de Lomitten, remonta la Passarge pour se rapprocher du gros de l'armée russe. Le général Benningsen, entouré à Quetz du plus grand nombre de ses troupes, n'ayant pu enlever le corps du maréchal Ney, mais l'ayant obligé à rétrograder, et ne se rendant pas compte encore de tous les obstacles qu'il allait rencontrer, résolut un nouvel effort pour le lendemain, contre ce même corps, objet de ses plus violentes attaques.

Six ou sept heures après ces tentatives simultanées sur la ligne de la Passarge, Napoléon en recevait la nouvelle à Finkenstein, car il était à peine à douze lieues du plus éloigné de ses lieutenants, et il avait eu soin de préparer ses moyens de correspondance, de façon à être informé des moindres accidents avec une extrême promptitude. Il était devancé de cinq jours seulement, puisque ses ordres avaient été donnés pour le 10 juin. On ne le prenait donc pas au dépourvu. Ses idées étant arrêtées pour tous les cas, aucune hésitation et dès lors aucune perte de temps ne devait ralentir ses dispositions. Il approuva la conduite du maréchal Ney, lui adressa les éloges qu'il avait mérités, et lui prescrivit de se retirer en bon ordre sur Deppen, et, s'il ne pouvait défendre la Passarge à Deppen, de se replier à travers le labyrinthe des lacs, d'abord à Liebemühl, puis à Saalfeld. Il ordonna au maréchal Davoust de se réunir immédiatement avec ses trois divisions sur le flanc gauche du maréchal Ney, en se dirigeant vers Osterode, ce qui était déjà exécuté, comme on l'a vu. Il enjoignit au maréchal Soult de persister à défendre la Passarge, sauf à se retirer sur Mohrunen, et de Mohrunen sur Saalfeld, s'il était forcé dans sa position, ou si l'un de ses voisins l'était dans la sienne. Même instruction fut envoyée au corps du maréchal Bernadotte, avec indication de la route de Preuss-Holland sur Saalfeld, comme ligne de retraite.

Tandis que Napoléon ramenait sur Saalfeld ses lieutenants placés en avant, il appelait sur ce même point ses lieutenants placés en arrière. Il

ordonna au maréchal Lannes de marcher de Marienbourg à Christbourg et Saalfeld, au maréchal Mortier, qui était à Dirschau, de suivre la même route, et à l'un comme à l'autre de prendre avec eux le plus de vivres qu'ils pourraient. La cavalerie légère dut se réunir à Elbing, la grosse cavalerie à Christbourg, et se diriger vers Saalfeld. Les trois divisions de dragons qui campaient sur la droite à Bischoffswerder, Strassburg et Soldau, eurent ordre de se rallier autour du corps de Davoust par Osterode. Tous devaient amener leurs vivres au moyen des transports préparés d'avance. Il fallait quarante-huit heures pour que ces diverses concentrations fussent opérées, et que 160,000 hommes se trouvassent réunis entre Saalfeld et Osterode. Napoléon fit en outre marcher sa garde de Finkenstein sur Saalfeld, et s'appêta lui-même à quitter Finkenstein le lendemain 6, quand les mouvements de l'ennemi seraient plus prononcés, et ses desseins mieux éclaircis. Il renvoya sa maison à Dantzig, ainsi que M. de Talleyrand, qui était peu propre aux fatigues et aux dangers du quartier général.

Le 6 en effet les colonnes russes chargées de poursuivre l'attaque commencée contre le corps du maréchal Ney étaient plus concentrées, par suite du mouvement offensif qu'elles avaient exécuté la veille, et le maréchal Ney allait avoir sur les bras 50,000 hommes d'infanterie et 15,000 de cavalerie. Après les pertes essuyées le jour précédent, il ne pouvait opposer que 15,000 hommes à l'ennemi. Mais il avait d'avance pourvu à tout. Il avait envoyé au delà de Deppen ses blessés et ses bagages, pour que la route fût libre, et que son corps d'armée ne rencontrât aucun obstacle sur son passage. Au lieu de décamper à la hâte, le maréchal Ney attendit fièrement l'ennemi, les brigades dont se composaient ses deux divisions étant rangées en échelons qui se débordaient les uns les autres. Chaque échelon, avant de se retirer, fournissait son feu, souvent même chargeait à la baïonnette, après quoi il se retirait et laissait à l'échelon suivant le soin de contenir les Russes. Sur un sol découvert, avec des troupes moins solides, une pareille retraite aurait fini par une déroute. Mais grâce à un habile choix de positions, grâce aussi à un aplomb extraordinaire chez ses soldats, le maréchal Ney put mettre plusieurs heures à franchir un espace qui était de moins de deux lieues. A chaque instant il voyait une multitude de cavaliers se jeter en

masse sur ses baïonnettes ; mais tous leurs efforts venaient échouer contre ses carrés inébranlables. Arrivé près d'un petit lac, l'ennemi commit la faute de se diviser, afin de passer partie à droite du lac, partie à gauche. L'intrépide maréchal, saisissant l'à-propos avec autant de résolution que de présence d'esprit, s'arrête, reprend l'offensive contre l'ennemi divisé, le charge avec vigueur, le repousse au loin, et se ménage ainsi le temps de regagner paisiblement le pont de Deppen, derrière lequel il devait être à l'abri de toute attaque. Parvenu en cet endroit, il plaça avantageusement son artillerie en avant de la Passarge, et dès que l'ennemi essayait de se montrer, il le criblait de boulets.

Cette journée, qui nous coûta quelques centaines d'hommes, mais deux ou trois fois plus à l'ennemi, ajouta encore à l'admiration qu'inspirait dans les deux armées l'intrépidité du maréchal Ney. Sur notre gauche, le long de la basse Passarge, les colonnes russes demeurèrent immobiles, attendant le résultat de l'action engagée entre Guttstadt et Deppen. A notre droite le corps du maréchal Davoust, en marche dès la veille, s'était porté, sans accident, sur le flanc du maréchal Ney, afin de le soutenir ou de gagner Osterode.

Avec de tels lieutenants, avec de tels soldats, les combinaisons de Napoléon avaient, outre leur mérite de conception, l'avantage d'une exécution presque infaillible. Le 6 au soir, Napoléon, après avoir dirigé sur Saalfeld tout ce qui était en arrière, s'y rendit de sa personne pour juger les événements de ses propres yeux, pour y recueillir ses lieutenants, s'ils étaient repoussés, ou pour diriger sur l'un d'eux la masse de ses troupes, s'ils avaient réussi à se maintenir, afin de prendre l'offensive à son tour avec une supériorité de forces écrasante. Arrivé à Saalfeld, il apprit que sur la basse Passarge le plus grand calme avait régné dans la journée, que sur la haute Passarge l'intrépide Ney avait opéré la plus heureuse des retraites vers Deppen, et que le maréchal Davoust se trouvait déjà en marche sur le flanc droit du maréchal Ney vers Alt-Ramten. Les choses ne pouvaient se mieux passer.

Le lendemain 7, Napoléon résolut d'aller lui-même à Deppen, aux avant-postes, et laissa l'ordre à tous les corps qui marchaient sur Saalfeld de le suivre à Deppen. Le 7 au soir il fut rendu à Alt-Reichau, et ayant encore appris là que tout continuait à demeurer tran-

quille, il se transporta le 8 au matin à Deppen, félicita le maréchal Ney ainsi que ses troupes de leur belle conduite, vit l'armée russe immobile, comme une armée dont le chef incertain ne sait plus à quel parti s'arrêter, et ordonna une forte démonstration pour juger de ses véritables desseins. Les Russes la repoussèrent de manière à prouver qu'ils étaient plus enclins à rétrograder qu'à persister dans leur marche offensive.

Le général Benningsen, en effet, voyant l'inutilité des efforts tentés contre le corps du maréchal Ney, le peu de succès obtenu sur les autres points de la Passarge, et surtout la rapide concentration de l'armée française, reconnut bien vite qu'un mouvement plus prononcé sur Varsovie, avec Napoléon sur son flanc droit, ne pourrait le conduire qu'à un désastre. Il prit donc le parti de s'arrêter. Après avoir passé la journée du 7 à Guttstadt, dans une perplexité naturelle en de si graves circonstances, il se décida enfin à repasser l'Alle, et à se porter sur Heilsberg, pour y occuper la position défensive qu'il avait depuis longtemps préparée au moyen de bons ouvrages de campagne. Le 7 au soir il prescrivit à son armée un premier mouvement rétrograde jusqu'à Quetz. Le 8, apprenant la marche de la plupart des corps français sur Deppen, il se confirma dans sa résolution de retraite, et enjoignit à toutes ses divisions de se diriger sur Heilsberg en descendant l'Alle. La partie de ses troupes qui s'était le plus avancée entre Guttstadt et Deppen dut se dérober à l'instant même en repassant l'Alle immédiatement, et en gagnant Heilsberg par la rive droite. Quatre ponts furent jetés sur l'Alle pour rendre ce passage plus facile. Le prince Bagration fut chargé de couvrir cette retraite avec sa division et avec les Cosaques. Les autres colonnes, qui s'étaient moins engagées dans cette direction, durent simplement regagner par Launau, et par la rive gauche, la position d'Heilsberg. La plus éloignée des colonnes russes, celle du général Kamenski, laquelle avait attaqué de concert avec les Prussiens la tête de pont de Spanden, eut ordre de se retirer par Mehlsak, ce qui lui donnait à parcourir la base du triangle formé par Spanden, Heilsberg et Guttstadt. Elle laissa l'infanterie des Prussiens au général Lestocq, et n'emmena avec elle que leur cavalerie. Le général Lestocq dut se reporter en arrière pour couvrir Königsberg, avec grand danger d'être coupé de l'armée russe, car suivant les bords de la mer, tandis que le général Benningsen suivait les

bords de l'Alle, il allait être séparé de celui-ci par une distance de 15 à 18 lieues.

Le 8 au soir l'armée russe était en pleine retraite. Le 9 elle achevait de franchir la Passarge autour de Guttstadt, lorsque survinrent les Français. Déjà en effet une portion considérable de nos troupes se trouvait réunie autour de Deppen. Lannes parti de Marienbourg, la garde de Finkenstein, Murat de Christbourg, et arrivés tous à Deppen le 8 au soir, formaient avec le corps du maréchal Ney une masse de 50,000 à 60,000 hommes. Ils pressèrent l'ennemi vivement. La cavalerie de Murat, traversant l'Alle à la nage, se jeta sur les pas du prince Bagration. Les Cosaques firent meilleure contenance que de coutume, se serrèrent en masse autour de l'infanterie russe, et supportèrent, bravement pour des partisans, le feu de notre artillerie légère.

Pendant ce temps le maréchal Soult, franchissant par ordre de Napoléon la Passarge à Elditten, rencontra le corps du général Kamenski vers Wolfsdorf, culbuta l'un de ses détachements, et lui fit beaucoup de prisonniers. Le maréchal Davoust, redressé dans sa direction, depuis qu'au lieu de se retirer on marchait en avant, s'approchait de Guttstadt. Napoléon allait donc avoir sous la main les corps des maréchaux Davoust, Ney, Lannes, Soult, plus la garde et Murat, qui ne le quittaient jamais, plus le maréchal Mortier, qui suivait à une marche en arrière. C'était une force de 126,000 hommes¹, sans y comprendre le corps de Bernadotte, qui restait sur la basse Passarge, et qu'il fallait y laisser deux ou trois jours pour observer la conduite des Prussiens. Mais une fois les Prussiens ramenés en arrière par notre marche en avant, Napoléon pouvait toujours attirer à lui le corps du maréchal Bernadotte, et avoir ainsi à sa disposition 150,000 combattants, n'étant privé que du corps de Masséna, indispensable sur la Narew. Le général Benningsen, au contraire, séparé, comme Napoléon, du corps laissé sur la Narew (18,000 hommes), et condamné en descendant l'Alle à se séparer de Lestoeq (18,000 hommes), n'allait se trouver en présence de Napoléon qu'avec la masse centrale de ses forces, c'est-à-dire avec environ 100,000 hommes, affaiblis de 6,000

ou 7,000 morts ou blessés, restés au pied de nos retranchements.

Le plan de Napoléon fut bientôt arrêté, car ce plan était la conséquence même de tout ce qu'il avait prévu, voulu et préparé pendant les quatre derniers mois. En effet, depuis que, par la savante disposition de ses cantonnements entre la Passarge et la basse Vistule, par la forte occupation de Braunsberg, Elbing, Marienbourg, par la prise de Dantzic, il s'était rendu invincible sur sa gauche et vers la mer, il avait réduit les Russes à attaquer sa droite, c'est-à-dire à remonter l'Alle pour menacer Varsovie. Dès lors sa manœuvre était toute tracée. A son tour il devait se porter en avant, déborder la droite des Russes, les couper de la mer, les rejeter sur l'Alle et la Prégel, les devancer à Königsberg, et prendre sous leurs yeux ce précieux dépôt, où les Prussiens avaient renfermé leurs dernières ressources, et les Anglais envoyé les secours promis à la coalition. Plus il trouverait les Russes engagés sur le cours supérieur de l'Alle, et plus grand devait être le résultat de cette manœuvre. Ils venaient à la vérité de s'arrêter brusquement pour redescendre l'Alle par la rive droite. Mais Napoléon allait la descendre à leur suite par la rive gauche, avec la presque certitude de les gagner de vitesse, d'arriver aussitôt qu'eux au confluent de l'Alle et de la Prégel, et de leur faire essuyer en route quelque grand désastre, s'ils voulaient repasser cette rivière devant lui, pour marcher au secours de Königsberg.

Des vues si profondément méditées, et depuis si longtemps, devaient se changer bien vite en dispositions formelles, et sans qu'il y eût un seul instant perdu à délibérer. Napoléon, dès le 9, ordonna au maréchal Davoust de se réunir immédiatement à la droite de l'armée, au maréchal Ney de se reposer un jour à Guttstadt de ses durs combats pour rejoindre ensuite, au maréchal Soult, qui était un peu à gauche près de Launau, de longer le cours de l'Alle, pour gagner Heilsberg, précédé et suivi de la cavalerie de Murat, au maréchal Lannes d'accompagner le maréchal Soult, au maréchal Mortier enfin de hâter le pas pour faire sa jonction avec le gros de l'armée. Lui-même avec la garde suivit ce mouvement, et prescrivit au corps du maréchal Bernadotte,

¹	Davoust	50,000
	Ney	15,000
	Lannes	15,000
	Soult	50,000
	A reporter	90,000

	Report	90,000
	La garde	8,000
	Murat	18,000
	Mortier	10,000
	Total	126,000

commandé temporairement par le général Victor, de se concentrer sur la basse Passarge, afin de se porter au delà, dès que les projets de l'ennemi sur notre gauche seraient mieux éclaircis.

Le 10 juin en effet on marcha par la rive gauche de l'Alle sur Heilsberg. Il fallait franchir un défilé près d'un village appelé Bewerniken. On y trouva une forte arrière-garde, qui fut bientôt repoussée, et on déboucha en vue des positions occupées par l'armée russe.

Après tant de démonstrations présomptueuses, le général ennemi devait éprouver la tentation de ne pas fuir si vite, et de s'arrêter afin de combattre, surtout dans une position où beaucoup de précautions avaient été prises pour rendre moins désavantageuses les chances d'une grande bataille. Mais c'était peu sage, car le temps devenait précieux, si on voulait n'être pas coupé de Kœnigsberg. Néanmoins l'orgueil parlant plus haut que la raison, le général Benningsen résolut d'attendre devant Heilsberg l'armée française.

Heilsberg est située sur des hauteurs, entre lesquelles circule la rivière de l'Alle. De nombreuses redoutes avaient été construites sur ces hauteurs. L'armée russe les occupait, partagée entre les deux rives de l'Alle. Cet inconvénient assez grave était racheté par quatre ponts, établis dans des rentrants bien abrités, et permettant de porter des troupes d'un bord à l'autre. D'après toutes les indications, les Français devant arriver par la rive gauche de l'Alle, on avait accumulé de ce côté la plus grande partie des troupes russes. Le général Benningsen n'avait laissé dans les redoutes de la rive droite que la garde impériale, et la division Bagration fatiguée des combats livrés les jours précédents. Des batteries avaient été disposées pour tirer d'un bord à l'autre. Sur la rive gauche, par laquelle nous devions attaquer, se voyait le gros de l'armée ennemie, sous la protection de trois redoutes hérissées d'artillerie. Le général Kamenski, qui avait rejoint dans la journée du 10, défendait ces redoutes. Derrière, et un peu au-dessus, l'infanterie russe était rangée sur deux lignes. Le premier et le troisième bataillon de chaque régiment, entièrement déployés, composaient la première ligne. Le second bataillon, formé en colonne derrière les premiers, et dans leurs intervalles, composait la seconde. Douze bataillons, placés un peu plus loin, étaient destinés à servir de réserve. Sur le prolongement de cette ligne de bataille, et faisant un crochet à droite en ar-

rière, se trouvait toute la cavalerie russe, renforcée par la cavalerie prussienne, et présentant une masse d'escadrons au delà de toutes les proportions ordinaires. Plus à droite enfin, vers Konegen, les Cosaques étaient en observation. Des détachements d'infanterie légère occupaient quelques bouquets de bois, semés çà et là en avant de la position. Les Français arrivant sur Heilsberg avaient donc à essuyer, en flanc le feu des redoutes de la rive droite, de front le feu des redoutes de la rive gauche, plus les attaques d'une infanterie nombreuse, et les charges d'une cavalerie plus nombreuse encore. Mais entraînés par l'ardeur du succès, persuadés que l'ennemi ne songeait qu'à s'enfuir, et pressés de lui arracher quelques trophées avant qu'il eût le temps de s'échapper, ils ne tenaient compte ni du nombre ni des positions. Cet esprit était commun aux soldats comme aux généraux. Napoléon n'étant pas encore là pour contenir leur ardeur, le prince Murat et le maréchal Soult, en débouchant sur Heilsberg, abordèrent les Russes avant d'être suivis par le reste de l'armée. Le prince Bagration, placé d'abord à la rive droite, avait été rapidement porté à la rive gauche, pour défendre le défilé de Bewerniken, et le général Benningsen l'avait fait appuyer par le général Uwarow avec vingt-cinq escadrons. Le maréchal Soult, après avoir forcé le défilé, eut soin de placer 56 pièces de canon en batterie, ce qui facilita beaucoup le déploiement de ses troupes. La division Carra-Saint-Cyr se présenta la première, en colonne par brigades, et culbuta l'infanterie russe au delà d'un ravin qui descendait du village de Lawden à l'Alle. A la faveur de ce mouvement, la cavalerie de Murat put se déployer; mais harassée de fatigue, n'étant pas encore réunie tout entière, et assaillie au moment où elle se formait par les vingt-cinq escadrons du général Uwarow, elle perdit du terrain, courut se reformer en arrière, chargea de nouveau, et reprit l'avantage. La division Carra-Saint-Cyr bordait le ravin au delà duquel elle avait rejeté les Russes. Canonnée de front par les redoutes de la rive gauche, de flanc par celles de la rive droite, elle eut cruellement à souffrir. La division Saint-Hilaire vint la remplacer au feu, en passant en colonnes serrées à travers les intervalles de notre ligne de bataille. Cette brave division Saint-Hilaire franchit le ravin, refoula les Russes, et les suivit jusqu'au pied des trois redoutes qui couvraient leur centre, tandis que la cavalerie de Murat se jetait sur la cavalerie du prince Bagration, la

taillait en pièces, et tuait le général Koring. Sur ces entrefaites la division Legrand, troisième du maréchal Soult, était arrivée, et prenait position à notre gauche, en avant du village de Lawden. Elle avait repoussé les tirailleurs ennemis des bouquets de bois placés entre les deux armées, et elle était parvenue, elle aussi, au pied des redoutes qui faisaient la force de la position des Russes. Alors le général Legrand détacha le 26^e léger pour attaquer celle des trois redoutes qui se trouvait à sa portée. Cet intrépide régiment s'y élança au pas de course, y pénétra malgré les troupes du général Kamenski, en resta maître après un combat acharné. Mais l'officier qui commandait l'artillerie ennemie, ayant fait enlever ses canons au galop, les porta rapidement en arrière, sur le terrain qui dominait la redoute, et couvrit de mitraille le 26^e, auquel il causa des pertes énormes. Au même instant le général russe Warnek, apercevant la mauvaise situation du 26^e, se jeta sur lui à la tête du régiment de Kalouga, et reprit la redoute. Le 55^e qui formait la gauche de la division Saint-Hilaire, et qui était voisin du 26^e, vint à son secours, mais ne put rétablir les affaires. Il fut obligé de se rallier à sa division, après avoir perdu son aigle. Nos soldats demeurèrent ainsi exposés au feu d'une nombreuse et puissante artillerie, sans en être ébranlés. Le général Benningsen voulut alors se servir de son immense cavalerie, et fit exécuter plusieurs charges sur les divisions Legrand et Saint-Hilaire. Celles-ci supportèrent ces charges avec un admirable sang-froid, et donnèrent à la cavalerie française le temps de se former derrière elles pour charger à son tour les escadrons russes. Le maréchal Soult, placé au milieu de l'un des carrés dans lesquels se trouvaient pêle-mêle des Français, des Russes, des fantassins blessés, des cavaliers démontés, maintenait tout le monde dans le devoir par l'énergie de son attitude. Napoléon, qui était encore éloigné du lieu de ce combat, avait donné au général Savary, dès qu'il avait entendu le canon, les jeunes fusiliers de la garde pour venir au secours des corps qui s'étaient témérairement engagés. Le général Savary, hâtant le pas, prit position entre les divisions Saint-Hilaire et Legrand. Formé en carré, il essuya longtemps les charges de la cavalerie russe, qu'un horrible feu des redoutes aurait rendues dangereuses, si nos troupes avaient été moins fermes et moins bien commandées. Le brave général Roussel, qui se trouvait l'épée à la main au milieu des fusiliers

de la garde, eut la tête emportée par un boulet de canon. Cette action imprudente, dans laquelle 50,000 Français combattaient à découvert contre 90,000 Russes abrités par des redoutes, se prolongea jusque fort avant dans la nuit. Le maréchal Lannes parut enfin à l'extrême droite, fit tâter la position de l'ennemi, mais ne voulut rien entreprendre sans les ordres de l'Empereur. La canonnade cessa bientôt de retentir, et chacun par une nuit pluvieuse essaya, en se couchant à terre, de prendre un peu de repos. Les Russes, plus nombreux et plus serrés que nous, avaient essuyé une perte très-supérieure à la nôtre. Ils comptaient 5,000 morts, et 7,000 ou 8,000 blessés. Nous avions eu 2,000 morts, et 5,000 blessés.

Napoléon arrivé tard, parce qu'il n'avait pas supposé que l'ennemi s'arrêtât sitôt pour lui résister, fut fort satisfait de l'énergie de ses troupes, mais beaucoup moins de leur extrême empressement à s'engager, et résolut d'attendre au lendemain pour livrer bataille avec ses forces réunies, si les Russes persistaient à défendre la position d'Heilsberg, ou pour les suivre à outrance, s'ils décampaient. Il bivagua avec ses soldats sur ce champ de carnage, où gisaient 48,000 Russes et Français, morts, mourants et blessés.

Le général Benningsen, en proie à des souffrances aiguës et à de grandes perplexités, passa la nuit au bivac enveloppé dans son manteau¹. Il faut une âme forte pour braver à la fois la douleur physique et la douleur morale. Le général Benningsen était capable de supporter l'une et l'autre. Partagé entre la satisfaction d'avoir tenu tête aux Français, et la crainte de les avoir tous sur les bras le lendemain, il attendit le jour pour prendre un parti. De leur côté, nos troupes étaient debout dès quatre heures du matin, ramassant les blessés, échangeant des coups de fusil avec les avant-postes ennemis. Nos corps d'armée prenaient successivement position. Le maréchal Lannes était venu se placer la veille à la gauche du maréchal Soult, le corps du maréchal Davoust commençait à se montrer à la gauche du maréchal Lannes, vers Grossendorf. La garde à pied et à cheval se déployait sur les hauteurs en arrière, et tout annonçait une attaque décisive avec des masses formidables. Cet aspect, mais surtout la vue du corps du maréchal Da-

¹ L'historien russe Plotko dit que le général Benningsen était atteint de la maladie de la pierre.

voust, qui débordait à Grossendorf l'armée russe, et semblait même se diriger sur Kœnigsberg, déterminèrent le général Benningsen à la retraite. Il ne voulut pas perdre à la fois une journée et une bataille, et s'exposer à venir au secours de Kœnigsberg, peut-être trop tard, peut-être à moitié détruit. Le général Kamenski dut partir le premier, afin de gagner à temps la route de Kœnigsberg, et de se joindre aux Prussiens avec lesquels il était habitué à combattre. Après avoir retiré d'Heilsberg tout ce qu'on pouvait transporter, le général Benningsen se mit lui-même en marche avec son armée, par la rive droite de l'Alle, dans le courant de la journée du 11. Il s'achemina en quatre colonnes sur Bartenstein, premier poste après Heilsberg. Son quartier général y avait longtemps résidé.

Napoléon employa une partie du jour à observer cette position, et s'il ne mit point à l'attaquer sa promptitude accoutumée, c'est qu'il était peu pressé de livrer bataille sur un terrain pareil, et qu'il ne doutait pas, en poussant sa gauche en avant, d'obliger l'armée russe à décamper par une simple démonstration. Les choses se passant comme il l'avait prévu, il entra le soir même dans Heilsberg, et s'y établit avec sa garde. Il y trouva des magasins assez considérables, beaucoup de blessés russes, qu'il fit soigner comme les blessés français, et dont le nombre attestait que l'armée ennemie avait perdu la veille 10,000 à 11,000 hommes.

La journée d'Heilsberg n'avait pas pu changer les plans de Napoléon. Il devait toujours tendre à déborder les Russes, à les séparer de Kœnigsberg, et à profiter du premier faux mouvement qu'ils feraient pour rejoindre cette place importante, qui était leur base d'opération. Ils ne s'étaient pas présentés à lui cette fois dans une situation qui lui permit de les accabler, mais l'occasion favorable qu'il attendait ne pouvait tarder de se présenter. Pour qu'elle manquât, il aurait fallu que le général Benningsen, dans la difficile position où il était placé, ne commît pas une faute.

Pour mieux atteindre son but, Napoléon modifia un peu sa marche. A partir d'Heilsberg, et même à partir de Launau, l'Alle se détourne à droite, en décrivant mille contours (voir la carte n° 58), et offre une route fort longue, si on veut en suivre le cours, une route qui vous éloigne d'ailleurs de la mer et de Kœnigsberg. Le général Benningsen, ayant besoin de l'Alle pour s'y appuyer, était bien obligé d'en parcourir les

sinuosités. Napoléon, au contraire, qui ne cherchait qu'à trouver son ennemi privé d'appui, et qui avait surtout besoin de prendre une position intermédiaire entre Kœnigsberg et l'Alle, d'où il pût envoyer un détachement sur Kœnigsberg, sans trop s'éloigner de ce détachement, pouvait quitter les bords de l'Alle sans inconvénient, et même avec avantage. En conséquence il résolut de se porter sur une route intermédiaire, qu'il avait déjà parcourue l'hiver dernier, celle de Landsberg à Eylau, laquelle s'élève en ligne directe vers la Prégel. Arrivé sur cette route, au delà d'Eylau, c'est-à-dire à Domnau, on se trouve par la gauche à deux marches de Kœnigsberg, et par la droite à une seule marche de l'Alle et de la ville de Friedland, parce que l'Alle, revenue à l'ouest après de nombreux détours, est à Friedland plus près de Kœnigsberg que dans aucune partie de son cours. C'était là qu'avec du bonheur et de l'habileté on devait avoir les meilleures chances de prendre Kœnigsberg d'une main, et de frapper l'armée russe de l'autre.

Dans cette pensée, Napoléon dirigea sur Landsberg Murat avec une partie de la cavalerie. Il le fit suivre par les corps des maréchaux Soult et Davoust, destinés à former l'aile gauche de l'armée et à s'étendre vers Kœnigsberg, ou à se rabattre sur le centre, si on avait besoin d'eux pour livrer bataille. Napoléon laissa sur l'Alle le reste de sa cavalerie, composée de chasseurs, hussards et dragons, afin de battre les bords de cette rivière et de suivre l'ennemi à la piste. Il porta par Landsberg sur Eylau le corps de Lannes qu'il avait sous la main, celui de Ney demeuré un jour à Guttstadt pour s'y reposer, celui de Mortier encore en arrière d'une marche, et les fit avancer chacun par différents sentiers, pour éviter l'encombrement, mais de manière à pouvoir les réunir en quelques heures. Enfin les Prussiens, en retraite vers Kœnigsberg, ne méritant plus aucune attention, le corps de Bernadotte, laissé provisoirement sur la basse Passarge, eut ordre de rejoindre immédiatement l'armée par Mehlsack et Eylau.

Ces dispositions, et beaucoup d'autres relatives aux magasins, aux fours, aux hôpitaux qu'il voulut organiser à Heilsberg, aux riches approvisionnements de Dantzic sur lesquels il ne cessait de veiller, à la navigation du Frische-Haff dont il prit soin de s'emparer en fermant la passe de Pillau, et en y faisant croiser les marins de la garde dans les embarcations du

pays, ces dispositions retinrent Napoléon à Heilsberg toute la journée du 12. Dans cet intervalle ses corps marchaient, et il lui était facile de les rejoindre à cheval en quelques heures.

Le 15 au matin il se rendit lui-même à Eylau. Ce n'était plus cette vaste plaine de neige, d'un aspect triste et sombre, qu'on avait inondée de tant de sang dans la journée du 8 février : c'était un pays riant et fertile, couvert de bois verdoyants, de jolis lacs, et peuplé de nombreux villages. La cavalerie et l'artillerie reconnurent avec étonnement que dans la grande bataille d'Eylau elles avaient galopé sur la surface des lacs, alors complètement gelés. Les indices recueillis sur la marche du général Benningsen étaient incertains comme les projets de ce général. D'une part, la cavalerie légère avait suivi le gros de l'armée russe le long de l'Alle, l'avait vue entre Bartenstein et Schippenbeil ; d'autre part, on avait cru découvrir des détachements ennemis se dirigeant vers Königsberg, et voulant, d'après toutes les apparences, se joindre au général Lestocq, pour défendre cette ville. De l'ensemble de ces indices, on devait conclure que l'armée russe inclinait à se porter sur Königsberg, que pour cela elle quitterait l'Alle, et que, dans ce mouvement, on la rencontrerait à Domnau. Napoléon dès lors poussa le maréchal Soult et Murat avec une moitié de la cavalerie sur Kreutzbourg, et leur ordonna de marcher sur Königsberg pour en brusquer l'attaque. Il les fit suivre par le maréchal Davoust, qui dut prendre une position intermédiaire, afin de se réunir en quelques heures, ou au maréchal Soult, ou au gros de l'armée, selon les circonstances. Il achemina immédiatement le maréchal Lannes d'Eylau sur Domnau, lui adjoignit une partie de la cavalerie et des dragons de Grouchy, avec ordre d'envoyer des partis jusqu'à Friedland, pour savoir ce que faisait l'ennemi, pour s'assurer s'il quittait l'Alle, ou ne la quittait pas, s'il allait ou n'allait pas au secours de Königsberg. Le maréchal Mortier, parvenu à Eylau, fut expédié tout de suite sur Domnau, et devait y arriver quelques heures après le maréchal Lannes. Le maréchal Ney avec son corps, le général Victor avec celui de Bernadotte, entraient en ce moment à Eylau. Avant de les diriger avec la garde et la grosse cavalerie, soit sur Domnau, à la suite des maréchaux Lannes et Mortier, soit sur Königsberg à la suite des maréchaux Davoust et Soult, Napoléon attendit que de nouveaux rapports de la cavalerie légère

l'éclairassent sur la véritable marche de l'ennemi.

Dans la soirée du 15, les reconnaissances de la journée ne laissèrent plus de doute. Le général Benningsen avait descendu l'Alle, et paraissait prendre le chemin de Friedland, soit pour y continuer sa marche le long de l'Alle, soit pour y quitter les bords de cette rivière, afin de gagner Königsberg. C'est à Friedland, en effet, qu'il devait être tenté d'abandonner l'Alle, parce que c'est le point où cette rivière se rapproche le plus de Königsberg. Dès cet instant, Napoléon n'hésita plus. Il dirigea vers Lannes et Mortier toute la portion de la cavalerie qui n'avait pas suivi Murat, et en confia le commandement au général Grouchy. Il prescrivit à Lannes et à Mortier de se rendre à Friedland, de s'emparer, s'ils le pouvaient, de cette ville et des ponts de l'Alle. Il ordonna à Ney et Victor de s'avancer sur Domnau, de se porter, à la suite de Lannes et Mortier, plus ou moins près de Friedland, selon les événements. Il mit enfin sa garde en marche, et résolut de partir lui-même à cheval à la pointe du jour, pour être le lendemain, 14 juin, à la tête de ses troupes rassemblées. Ce jour du 14 juin, anniversaire de la bataille de Marengo, en lui rappelant la plus belle journée de sa vie, le remplissait d'un secret et heureux pressentiment. Il n'avait pas cessé de croire à son bonheur, et cette croyance était encore fondée !

Lannes, arrivé à Domnau quelques heures avant le maréchal Mortier, s'était hâté d'envoyer en reconnaissance à Friedland le 9^e de hussards. Ce régiment avait pénétré dans Friedland, mais assailli bientôt par plus de trente escadrons ennemis, qui menaient avec eux beaucoup d'artillerie légère, il avait été fort maltraité, et obligé de s'enfuir à Georgenau, poste intermédiaire entre Domnau et Friedland. (Voir la carte n^o 42.) A cette nouvelle, Lannes dépêcha les cheval-légers et les cuirassiers saxons pour secourir le 9^e de hussards, puis se mit en marche pour gagner Friedland, rejeter la cavalerie ennemie au delà de l'Alle, et fermer le débouché par lequel l'armée russe semblait vouloir se porter au secours de Königsberg. Il y fut rendu vers une heure du matin, 14, et crut apercevoir à travers les ombres de la nuit une quantité considérable de troupes, et s'arrêta au village de Posthenen, après avoir délogé un détachement ennemi qui gardait ce village. Il n'était pas assez fort pour occuper la ville de Friedland elle-même, circonstance fort heureuse, car il eût em-

pêché, en l'occupant, une grande faute du général Benningsen, et ravi à Napoléon l'un de ses plus beaux triomphes.

Dans ce moment en effet l'armée russe tout entière approchait de Friedland, précédée par trente-trois escadrons, dont dix-huit de la garde impériale, par l'infanterie de cette garde, par vingt pièces d'artillerie légère. Le gros de l'armée devait y entrer dans quelques heures. Le général Benningsen, sentant qu'il fallait se presser pour sauver Königsberg, ou au moins pour se sauver lui-même derrière la Prégel, avait marché toute la nuit du 11 au 12, afin de gagner Bartenstein (voir la carte n° 58), avait donné là quelques heures de repos à ses soldats, les avait de nouveau remis en marche sur Schippenbeil, y était parvenu le 15, et, apprenant alors que les Français avaient paru à Domnau, s'était hâté de courir à Friedland, point où l'Alle, comme nous venons de le dire, est plus rapprochée de Königsberg que dans aucune partie de son cours. Il avait eu soin de se faire précéder par une forte avant-garde de cavalerie.

Lannes, établi à Posthenen, ne put apprécier qu'au jour la gravité de l'événement qui se préparait. Dans ce pays voisin du pôle, le crépuscule, au mois de juin, commençait à deux heures du matin. Le ciel était entièrement éclairé à trois heures. Le maréchal Lannes reconnut bientôt la nature du terrain, les troupes qui l'occupaient, et celles qui franchissaient les ponts de l'Alle pour venir nous disputer la route de Königsberg.

Le cours de l'Alle, près du lieu où les deux armées allaient se rencontrer, offre de nombreuses sinuosités. (Voir la carte n° 42.) Nous arrivions par des collines boisées, à partir desquelles le sol s'abaisse successivement jusqu'au bord de l'Alle. Le pays est couvert en cette saison de seigles d'une grande hauteur. On voyait à notre droite l'Alle s'enfoncer dans la plaine, en décrivant plusieurs contours, puis tourner autour de Friedland, revenir à notre gauche, et tracer ainsi un coude ouvert de notre côté, et dont la petite ville de Friedland occupait le fond. C'est par les ponts de Friedland, placés dans cet enfoncement de l'Alle, que les Russes venaient se déployer dans la plaine vis-à-vis de nous. On les voyait distinctement se presser sur ces ponts, traverser la ville, déboucher des faubourgs, et se mettre en bataille en face des hauteurs. Un ruisseau dit le Ruisseau-du-Moulin (Mühlen-Flüss), coulant vers Friedland, y

formait un petit étang, puis allait se jeter dans l'Alle, après avoir partagé cette plaine en deux moitiés inégales. La moitié située à notre droite était la moins étendue. C'était celle où se montrait Friedland, entre le Ruisseau-du-Moulin et l'Alle, au fond même du coude que nous venons de décrire.

Le maréchal Lannes, dans son empressement à marcher, n'avait amené avec lui que les grenadiers et les voltigeurs Oudinot, le 9^e de hussards, les dragons de Grouchy et deux régiments de cavalerie saxonne. Il ne pouvait pas opposer plus de 10,000 hommes¹ à l'avant-garde ennemie, qui, renforcée successivement, était triple de ce nombre, et devait être bientôt suivie de l'armée russe tout entière. Heureusement le sol présentait de nombreuses ressources au courage et à l'habileté de l'illustre maréchal. (Voir la carte n° 42.) Au centre de la position qu'il fallait occuper pour barrer le chemin aux Russes, était un village, celui de Posthenen, que traversait le Ruisseau-du-Moulin pour se rendre à Friedland. Un peu en arrière s'élevait un plateau, d'où l'on pouvait battre la plaine de l'Alle. Lannes y plaça son artillerie, et plusieurs bataillons de grenadiers pour la protéger. A droite un bois épais, celui de Sortlack, s'avancait en saillie, et partageait en deux l'espace compris entre le village de Posthenen et les bords de l'Alle. Lannes y posta deux bataillons de voltigeurs, lesquels répandus en tirailleurs pouvaient arrêter longtemps des troupes qui ne seraient pas très-nombreuses et très-résolues. Le 9^e de hussards, les dragons de Grouchy, les chevaux saxons, présentaient 5,000 cavaliers, prêts à se jeter sur toute colonne qui essayerait de percer ce rideau de tirailleurs. A gauche de Posthenen, la ligne des hauteurs boisées s'étendait, en s'abaissant, jusqu'au village de Heinrichsdorf, par où passait la grande route de Friedland à Königsberg. Ce point avait beaucoup d'importance, car les Russes, voulant gagner Königsberg, devaient en disputer la route avec acharnement. En outre, ce côté du champ de bataille, étant plus découvert, était naturellement plus difficile à défendre. Lannes, qui n'avait pas encore assez de troupes pour s'y établir, avait placé sur sa gauche, en profitant des bois et des hauteurs, le reste de ses bataillons, s'approchant

¹ Oudinot	7,000
Grouchy	4,800
9 ^e hussards, cheval-légers et cuirassiers saxons	1,200
Total	10,000

ainsi, sans pouvoir les occuper, des maisons de Heinrichsdorf.

Le feu, commencé à trois heures du matin, était tout à coup devenu fort vif. Notre artillerie, placée sur le plateau de Posthenen, sous la protection des grenadiers Oudinot, tenait les Russes à distance, et leur faisait éprouver d'assez grands dommages. A droite, nos voltigeurs répandus sur la lisière du bois de Sortlack arrêtaient leur infanterie par un feu incessant de tirailleurs, et les chevaux saxons, lancés par le général Grouchy, avaient fourni plusieurs charges heureuses contre leur cavalerie. Les Russes étant devenus menaçants vers Heinrichsdorf, le général Grouchy, transporté de la droite à la gauche, s'y rendit au galop, afin de leur disputer la route de Königsberg, qui était le point important pour la possession duquel on allait verser des flots de sang.

Bien que le maréchal Lannes n'eût dans ces premiers moments que 10,000 hommes à opposer à 25,000 ou 50,000, il se soutenait, grâce à beaucoup d'art et d'énergie, grâce aussi à l'habile concours du général Oudinot, commandant les grenadiers, et du général Grouchy, commandant la cavalerie. Mais l'ennemi se renforçait d'heure en heure, et le général Benningsen, arrivé à Friedland, avait subitement formé le projet de livrer bataille, projet fort téméraire, car il eût été beaucoup plus sage à lui de continuer à descendre l'Alle jusqu'à la réunion de cette rivière avec la Prégel (voir la carte n° 58), de se couvrir ensuite de la Prégel elle-même, et de prendre position derrière ce fleuve, la gauche à Wehlau, la droite à Königsberg. Il lui aurait fallu, à la vérité, un jour de plus pour regagner Königsberg ; mais il n'aurait pas risqué une bataille contre une armée supérieure par le nombre, par la qualité, par le commandement, et dans une situation fort mauvaise pour lui, puisqu'il avait une rivière à dos, et qu'il allait être poussé dans le coude de l'Alle avec toute la vigueur d'impulsion dont l'armée française était capable. Mais, après avoir perdu beaucoup de temps à gagner Königsberg, le général Benningsen semblait extrêmement impatient d'y arriver, stimulé, dit-on, par l'empereur Alexandre, qui avait promis à son ami Frédéric-Guillaume de sauver le dernier débris de la monarchie prussienne. Il trouvait d'ailleurs la route par Friedland infiniment plus courte ; enfin il croyait rencontrer sans appui un corps isolé de l'armée française, avec possibilité d'écraser ce corps avant

de rentrer à Königsberg. Il se persuada que c'était là une faveur inattendue de la fortune qu'il fallait mettre à profit, et il résolut de ne pas la laisser échapper.

En conséquence, il s'empressa de faire jeter trois autres ponts sur l'Alle, un au-dessus, deux au-dessous de Friedland, afin d'accélérer le passage de ses troupes, et de leur ménager aussi des moyens de retraite. Il garnit d'artillerie la rive droite par laquelle il arrivait, et qui dominait la rive gauche. Puis son armée ayant débouché presque tout entière, il la disposa de la manière suivante. Dans la plaine, autour de Heinrichsdorf, à droite pour lui, à gauche pour nous, il plaça quatre divisions d'infanterie, sous le lieutenant général Gortschakow, et la meilleure partie de la cavalerie sous le général Uwarow. L'infanterie était formée sur deux lignes. Dans la première, on voyait deux bataillons de chaque régiment déployés, et un troisième, rangé en colonne serrée derrière les deux autres, fermant l'intervalle qui les séparait. Dans la seconde, le champ de bataille se resserrant à mesure qu'on s'enfonçait dans le coude de l'Alle, un seul bataillon était déployé, deux se trouvaient en colonne serrée. La cavalerie, disposée sur le côté et un peu en avant, flanquait l'infanterie. A gauche (droite des Français), deux divisions russes, dont la garde impériale faisait partie, accrues de tous les détachements de chasseurs, occupaient la portion du terrain comprise entre le Ruisseau-du-Moulin et l'Alle. Elles étaient rangées sur deux lignes, mais fort rapprochées à cause du défaut d'espace. Le prince Bagration les commandait. La cavalerie de la garde était là, sous le général Kollogribow. Quatre ponts volants avaient été jetés sur le Ruisseau-du-Moulin, pour qu'il gênât moins les communications entre les deux ailes. La quatorzième division russe avait été laissée de l'autre côté de l'Alle, sur le terrain dominant de la rive droite, pour recueillir l'armée en cas de malheur, ou venir décider la victoire, si on avait un commencement de succès. Les Russes comptaient plus de 200 bouches à feu sur leur front, indépendamment de celles qui étaient ou en réserve, ou en batterie sur la rive droite. Leur armée, réduite à 80,000 ou 82,000 hommes après Heilsberg, séparée aujourd'hui du corps de Kamenski, de quelques détachements de cavalerie envoyés à Wehlau pour garder les ponts de l'Alle, s'élevait encore à 72,000 ou à 75,000 hommes.

Le général Benningsen fit porter en avant,

dans l'ordre que nous venons de décrire, la masse de l'armée russe, pour qu'en sortant de l'enfoncement formé par le cours de l'Alle elle pût se déployer, étendre ses feux, et profiter des avantages du nombre qu'elle possédait au début de la bataille.

La situation de Lannes était périlleuse, car il allait avoir toute l'armée russe sur les bras. Heureusement le temps écoulé lui avait procuré quelques renforts. La division de grosse cavalerie du général Nansouty, qui se composait de 5,500 cuirassiers et carabiniers, la division Dupas, qui était la première du corps de Mortier, et comptait 6,000 fantassins, enfin la division Verdier qui en comptait 7,000, et qui était la seconde du corps de Lannes, mises en marche successivement, étaient arrivées en toute hâte. C'était une force de 26,000 à 27,000 hommes¹ pour lutter contre 75,000. Il était sept heures du matin, et les Russes, précédés par une nuée de Cosaques, qui étendaient leurs courses jusque sur nos derrières, s'avançaient vers Heinrichsdorf, où ils avaient déjà de l'infanterie et du canon. Lannes, appréciant l'importance de ce poste, y dirigea la brigade des grenadiers Albert, et ordonna au général Grouchy de s'en emparer à tout prix. Le général Grouchy, qui venait d'être renforcé par les cuirassiers, s'y transporta sur-le-champ. Sans tenir compte de la difficulté, il lança la brigade des dragons Milet sur Heinrichsdorf, tandis que la brigade Carrié tournait le village, et que les cuirassiers marchaient à l'appui de ce mouvement. La brigade Milet traversa Heinrichsdorf au galop, en expulsa les fantassins russes à coups de sabre, pendant que la brigade Carrié, en faisant le tour, prenait ou dispersait ceux qui avaient réussi à s'enfuir. On enleva quatre pièces de canon. Dans ce moment la cavalerie ennemie, venue au secours de son infanterie chassée de Heinrichsdorf, fondit sur nos dragons et les ramena. Mais les cuirassiers de Nansouty la chargèrent à leur tour, la jetèrent sur l'infanterie russe, qui ne put au milieu de cette mêlée faire usage de son feu. Nous restâmes ainsi maîtres de Heinrichsdorf, où s'établirent les grenadiers de la brigade Albert.

Sur ces entrefaites, la division Dupas entra en ligne. Le maréchal Mortier, dont le cheval fut

emporté par un boulet de canon au moment où il paraissait sur le champ de bataille, plaça cette division entre Heinrichsdorf et Posthenen, et ouvrit sur les Russes un feu d'artillerie qui, dirigé des hauteurs sur des masses profondes, causait dans leurs rangs d'affreux ravages. L'arrivée de la division Dupas rendait disponibles les bataillons de grenadiers qu'on avait d'abord rangés à la gauche de Posthenen. Lannes les rapprocha de lui, et put présenter aux attaques des Russes leurs rangs plus serrés, soit en avant de Posthenen, soit en avant du bois de Sortlack. Le général Oudinot qui les commandait, profitant de tous les accidents de terrain, tantôt des bouquets de bois semés çà et là, tantôt de quelques flaques d'eau que les pluies des jours précédents avaient produites, tantôt de la hauteur même des blés, disputait le terrain avec autant d'habileté que d'énergie. Tour à tour il cachait ou montrait ses soldats, les dispersait en tirailleurs, ou les opposait en masse hérissée de baïonnettes à tous les efforts des Russes. Ces braves grenadiers, malgré l'infériorité du nombre, s'obstinaient cependant, soutenus par leur général, quand heureusement pour eux arriva la division Verdier. Le maréchal Lannes la partagea en deux colonnes mobiles, pour la porter alternativement à droite, au centre, à gauche, partout où le danger l'exigerait. C'était la lisière du bois de Sortlack, et le village de ce nom situé sur l'Alle, qu'on se disputait avec le plus de fureur. Les Russes finirent par rester maîtres du village, les Français de la lisière du bois. Lorsque les Russes voulaient pénétrer dans ce bois, Lannes en faisait sortir à l'improviste une brigade de la division Verdier, et les repoussait au loin. Effrayés de ces apparitions subites, craignant que dans ce bois mystérieux Napoléon ne fût caché avec son armée, les Russes n'osaient plus s'en approcher.

L'ennemi, ne pouvant forcer notre droite entre Posthenen et Sortlack, essaya une vigoureuse tentative sur notre gauche, dans la plaine de Heinrichsdorf qui présentait moins d'obstacles. La nature du terrain les ayant engagés à porter de ce côté la majeure partie de leur cavalerie, ils avaient là plus de douze mille cavaliers à opposer aux cinq ou six mille cavaliers du gé-

¹	Oudinot	7,000
	Verdier	7,000
	Cavalerie de Lannes	1,200
	Dupas.	6,000

A reporter. 21,200

	Report.	21,200
Nansouty		5,500
Grouchy		1,800
Total		26,500

néral Grouchy. Celui-ci, s'attachant à compenser l'infériorité du nombre par de bonnes dispositions, déploya dans la plaine une longue ligne de cuirassiers, et sur le flanc de cette ligne, derrière le village d'Heinrichsdorf, plaça en réserve les dragons, la brigade des carabiniers et l'artillerie légère. Ces dispositions terminées, il se mit à la tête de la ligne déployée de ses cuirassiers, s'avança sur la cavalerie russe comme s'il allait la charger, puis tout à coup faisant volte-face, il feignit de se retirer au trot devant la masse des escadrons ennemis. Il les attira ainsi à sa suite jusqu'à ce que, dépassant Heinrichsdorf, ils prêtassent le flanc aux troupes cachées derrière ce village. S'arrêtant alors et revenant sur ses pas, il ramena ses cuirassiers sur la cavalerie russe, la chargea, la culbuta, l'obligea à repasser sous Heinrichsdorf, d'où partait une grêle de mitraille, d'où les dragons et les carabiniers embusqués fondirent sur elle et achevèrent de la mettre en désordre. Mais les rencontres de troupes à cheval ne sont jamais assez meurtrières pour ne pouvoir pas être renouvelées. La cavalerie russe revint donc à la charge, et chaque fois répétant la même manœuvre, le général Grouchy l'attirait au delà de Heinrichsdorf, et la faisait prendre, comme on a vu, en flanc et en queue, dès qu'elle dépassait ce village. Après plusieurs engagements, la plaine de Heinrichsdorf nous resta, couverte d'hommes et de chevaux morts, de cavaliers démontés, de cuirasses étincelantes.

Ainsi d'un côté la résistance que l'infanterie des Russes rencontra à la lisière du bois de Sortlack, de l'autre les attaques de flanc qu'essuyait leur cavalerie lorsqu'elle dépassait le village de Heinrichsdorf, les retenaient au pied de nos positions, et Lannes avait pu prolonger jusqu'à midi cette lutte de 26,000 hommes contre 75,000. Mais il était temps que Napoléon arrivât avec le reste de l'armée.

Lannes, voulant l'informer de ce qui se passait, lui avait envoyé presque tous ses aides de camp l'un après l'autre, en leur ordonnant de crever leurs chevaux pour le rejoindre. Ils l'avaient trouvé accourant au galop sur Friedland, et plein d'une joie qui éclatait sur son visage. « C'est aujourd'hui le 14 juin, répétait-il à ceux qu'il rencontrait, c'est l'anniversaire de Marengo, c'est un jour heureux pour nous ! » Napoléon, devançant ses troupes de toute la vitesse de son cheval, avait traversé successivement les longues files de la garde, du corps de Ney, du corps de Bernadotte, tous en marche sur Posthnen. Il

avait salué en passant la belle division Dupont, qui depuis Ulm jusqu'à Braunsberg n'avait cessé de se distinguer, mais toujours hors de sa présence, et il lui avait témoigné le plaisir qu'il éprouverait à la voir combattre sous ses yeux.

La présence de Napoléon à Posthnen remplit d'une ardeur nouvelle ses soldats et ses généraux. Lannes, Mortier, Oudinot, qui étaient là depuis le matin, Ney qui venait d'y arriver, l'entourèrent avec le plus vif empressement. Le brave Oudinot, accourant avec son habit percé de balles et son cheval couvert de sang, dit à l'Empereur : « Hâtez-vous, sire, mes grenadiers n'en peuvent plus ; mais donnez-moi un renfort, et je jeterai tous les Russes à l'eau. » Napoléon, promenant sa lunette sur cette plaine où les Russes acculés dans le coude de l'Alle essayaient vainement de se déployer, jugea bien vite leur périlleuse situation, et l'occasion unique que lui présentait la fortune, dominée, il faut le reconnaître, par son génie, car la faute que commettaient les Russes dans le moment, il la leur avait pour ainsi dire inspirée, en les poussant de l'autre côté de l'Alle, et en les réduisant ainsi à la passer devant lui pour secourir Königsberg. La journée était fort avancée, et on ne pouvait pas réunir toutes les troupes françaises avant plusieurs heures. Aussi quelques-uns des lieutenants de Napoléon pensaient-ils qu'il fallait remettre au lendemain pour livrer une bataille décisive. « Non, non, répondit Napoléon, on ne surprend pas deux fois l'ennemi en pareille faute. » Sur-le-champ il fit ses dispositions d'attaque. Elles furent dignes de son merveilleux coup d'œil.

Jeter les Russes dans l'Alle était le but que tout le monde, jusqu'au moindre soldat, assignait à la bataille. Mais il s'agissait de savoir comment on s'y prendrait pour assurer ce résultat, et le rendre aussi grand que possible. Au fond de ce coude de l'Alle, dans lequel l'armée russe était engouffrée, il y avait un point décisif à occuper, c'était la petite ville de Friedland elle-même, située à notre droite, entre le Ruisseau-du-Moulin et l'Alle. C'est là que se trouvaient les quatre ponts, retraite unique de l'armée russe, et Napoléon se proposa d'y porter tout son effort. Il destina au corps de Ney la tâche difficile et glorieuse de s'enfoncer dans ce gouffre, d'enlever Friedland à tout prix, malgré la résistance désespérée que les Russes ne manqueraient pas de lui opposer, de leur arracher les ponts, et de leur fermer ainsi toute voie de salut. Mais en même temps il résolut, pendant qu'il agirait vigoureusement par

sa droite, de suspendre tout effort sur sa gauche, d'occuper de ce côté l'armée russe par un combat simulé, et de ne la pousser vivement à gauche que lorsque les ponts étant enlevés à droite, on serait sûr, en la poussant, de la précipiter vers une retraite sans issue.

Entouré de ses lieutenants, il leur expliqua, avec la force et la précision de langage qui lui étaient ordinaires, le rôle que chacun d'eux avait à jouer dans cette journée. Saisissant par le bras le maréchal Ney, et lui montrant Friedland, les ponts, les Russes accumulés en avant : « Voilà le but, lui dit-il, marchez-y sans regarder autour de vous ; pénétrez dans cette masse épaisse, quoi qu'il puisse vous en coûter ; entrez dans Friedland, prenez les ponts, et ne vous inquiétez pas de ce qui pourra se passer à droite, à gauche, ou sur vos derrières. L'armée et moi sommes là pour y veiller. »

Ney, bouillant d'ardeur, tout fier de la redoutable tâche qui lui était assignée, partit au galop pour disposer ses troupes en avant du bois de Sortlack. Frappé de son attitude martiale, Napoléon, s'adressant au maréchal Mortier, lui dit : « Cet homme est un lion ¹. »

Sur le terrain même, Napoléon fit écrire ses dispositions sous sa dictée, afin que tous ses généraux les eussent bien présentes à l'esprit, et qu'aucun d'eux ne fût exposé à s'en écarter. Il rangea donc le corps du maréchal Ney à droite, de manière que Lannes, ramenant la division Verdier sur Posthenen, pût présenter avec elle et

les grenadiers deux fortes lignes. Il plaça le corps de Bernadotte (temporairement Victor) entre Ney et Lannes, un peu en avant de Posthenen, et en partie caché par les inégalités du terrain. La belle division Dupont formait la tête de ce corps. Sur le plateau, derrière Posthenen, Napoléon établit la garde impériale, l'infanterie en trois colonnes serrées, la cavalerie sur deux lignes. Entre Posthenen et Heinrichsdorf se trouvait le corps du maréchal Mortier, posté comme le matin, mais plus concentré, et augmenté des jeunes fusiliers de la garde impériale. Un bataillon du 4^e d'infanterie légère et le régiment de la garde municipale de Paris avaient remplacé dans Heinrichsdorf les grenadiers de la brigade Albert. La division polonaise Dombrowski avait rejoint la division Dupas, et gardait l'artillerie. Napoléon laissa au général Grouchy le soin dont il s'était déjà si bien acquitté, de défendre la plaine de Heinrichsdorf. Il ajouta aux dragons et aux cuirassiers, que ce général commandait, la cavalerie légère des généraux Beaumont et Colbert, pour l'aider à se débarrasser des Cosaques. Enfin, pouvant disposer encore de deux divisions de dragons, il plaça celle du général Latour-Maubourg, renforcée des cuirassiers hollandais, derrière le corps du maréchal Ney, et celle du général la Houssaye, renforcée des cuirassiers saxons, derrière le corps de Victor. Les Français, dans cet ordre imposant, ne présentaient pas moins de 80,000 hommes ². L'ordre fut réitéré à la gauche de ne point se porter en avant, de se

¹ Je tiens ces détails de M. le maréchal Mortier, que j'avais l'honneur de connaître, et qui me les a souvent racontés lui-même.

² Rien n'est plus difficile que d'évaluer avec une exactitude rigoureuse les forces d'une armée le jour d'une bataille. Rarement on a des états authentiques, et, quand on a pu s'en procurer, il est plus rare encore que ces états s'accordent avec la réalité. M. Dérode, dans un excellent travail sur la bataille de Friedland, s'est servi d'un état extrait de l'ouvrage du général Mathieu Dumas, état qui, bien qu'il ait été pris au dépôt de la guerre, est inexact sous plusieurs rapports. On rédigeait, dans les bureaux du ministère à Paris, des états auxquels ne répondaient pas toujours les faits qui se passaient sur la Vistule. Il existe au Louvre, dans le riche dépôt des papiers de Napoléon, des livrets faits par lui seul, qu'il avait toujours sous la main, et qui, renouvelés mois par mois, contenaient la description exacte de chacun des corps agissant sous ses ordres. Les feuillets de ces livrets étaient écrits d'un seul côté, et sur l'autre on portait quelquefois à l'encre rouge les changements survenus dans le mois. C'est dans ces livrets, et à condition de ne pas même les prendre comme base absolue, à condition d'en modifier sans cesse les données par l'appréciation des circonstances du moment, c'est dans ces livrets qu'on peut, disons-nous, chercher la vérité approximative. Je n'ai pas trouvé, pour l'année 1807, les livrets correspondants aux mois de mai, de juin, de juillet ; il a donc fallu me servir de ceux

des mois de mars et d'août, quoique celui du mois de mars soit trop incomplet, car l'armée n'avait pas reçu alors tous les renforts qui lui arrivèrent en mai et juin, et que celui du mois d'août soit trop complet au contraire, car à cette époque une portion considérable de forces, en marche pendant les événements de juin, avait rejoint. Mais, en se servant de ces états, en les comparant entre eux, en les rectifiant surtout par la correspondance de Napoléon, et en s'éclairant, pour la bataille de Friedland, d'une note écrite de sa main, laquelle donne la force de plusieurs des corps qui figurèrent à cette bataille, on peut arriver à l'évaluation suivante, que je crois fort rapprochée de la vérité. J'ajouterai que cette approximation de la vérité suffit, car, pour juger un grand événement comme Friedland ou Austerlitz, il importe peu de savoir si ce furent 80,000 ou 82,000 hommes qui combattirent. Deux ou trois mille combattants de plus ou de moins ne changent rien, ni au caractère de l'événement, ni aux combinaisons qui le décidèrent. Si l'historien ne doit négliger aucun soin pour arriver à la vérité absolue, c'est parce qu'il doit s'en faire une habitude constante, afin de ne jamais laisser se relâcher en lui le goût scrupuleux du vrai ; mais l'important c'est le caractère, non le détail minutieux des choses.

Voici donc le tableau le plus vraisemblable des forces de l'armée française à la journée de Friedland.

La garde, quoique portée à 9,000 hommes, n'avait dans ses rangs ni les marins ni les dragons, et avait fait sur les fusi-

borner à contenir les Russes, jusqu'à ce que le succès de la droite fût décidé. Napoléon voulut qu'on attendit, pour recommencer le feu, le signal d'une batterie de vingt pièces de canon placée au-dessus de Posthenen.

Le général russe, frappé de ce déploiement, reconnaissant l'erreur qu'il avait commise en croyant n'avoir affaire qu'au seul corps du maréchal Lannes, était surpris, et naturellement il hésitait. Son hésitation avait produit une sorte de ralentissement dans l'action. A peine quelques décharges d'artillerie signalaient-elles la conti-

nuation de la bataille. Napoléon, qui voulait que toutes ses troupes fussent arrivées en ligne, reposées au moins une heure, abondamment pourvues de munitions, ne se pressait pas de commencer, et résistait à l'impatience de ses généraux, sachant bien que, dans cette saison, en cette contrée, le jour devant luire jusqu'à dix heures du soir, il aurait le temps de faire essayer à l'armée russe le désastre qu'il lui préparait. Enfin le moment convenable lui paraissant arrivé, il donna le signal. Les vingt pièces de canon de la batterie de Posthenen tirèrent à la fois; l'artille-

liers une perte notable. Elle comptait tout au plus 7,500 hommes présents	7,500
La note citée, écrite de la main de Napoléon, évalué les grenadiers Oudinot à 7,000 hommes présents	7,000
La division Verdier à	8,000
L'infanterie saxonne à	4,000
Le 9 ^e de hussards à	400
Les cuirassiers saxons à	600
Les cheveau-légers saxons à	200

Ce qui faisait pour le corps de Lannes un total de 20,200

Mais les Saxons avaient été laissés à Heilsberg, sauf toutefois trois bataillons, qui, suivant quelques relations, se trouvaient à Friedland. La division Verdier avait essayé à Heilsberg une perte notable, et enfin on avait marché très-vite. Je crois donc qu'on sera dans le vrai en évaluant ainsi le corps de Lannes :

Oudinot	7,000
Verdier	6,500
Saxons	1,200
Cavalerie	1,200

13,900

(L'artillerie est comprise dans les divisions d'infanterie.)

Lannes 13,900

Le corps de Ney était de 16,000 à 17,000 hommes présents sous les armes, au moment de l'entrée en campagne, ce qui résulte d'une lettre du maréchal Ney à Napoléon. Il n'avait pas perdu moins de 2,000 à 2,500 hommes en morts, blessés et prisonniers aux deux combats de Guttstadt et de Deppen. Il était donc tout au plus, en tenant compte des marches, de 14,000 hommes.

Ney 14,000

Le maréchal Mortier, d'après la note citée de Napoléon, avait à la division Dupas 6,400
A la division Dombrowski 4,000

Il possédait un détachement de chevaux bataves, dont la désignation est incertaine dans la note citée 1,500

Total 11,900

Quand on sait, par les lettres du maréchal Lefebvre, ce qui en était des Polonais, de leur exactitude à suivre le drapeau, on ne peut pas porter le corps du maréchal Mortier à plus de 10,000 hommes.

Mortier 10,000

Le corps du maréchal Bernadotte, commandé par le général Victor, était, en mars, sans la division de

A reporter 47,400

Report	47,400
dragons, de 22,000 hommes environ, présents sous les armes. Il fut recruté depuis, mais il avait laissé plusieurs postes en arrière, et, s'il monta à 25,000 hommes, il n'avait pas dû en amener plus de 22,000 à Friedland.	
Victor	22,000
La cavalerie comprenait les cuirassiers du général Nansouty, desquels il faut défalquer les pertes de la marche, celles d'Heilsberg, etc.	5,500
Les dragons du général Grouchy	1,800
Les dragons du général la Houssaye	1,800
Les dragons du général Latour-Maubourg, qui comptait six régiments	2,400
La cavalerie légère des généraux Beaumont et Colbert	2,000
	11,500
	14,500

On trouve donc pour le total de l'armée 80,900

Je crois par conséquent qu'on peut dire que l'armée française était de 80,000 hommes environ à la bataille de Friedland, dont 25,000, comme on le verra, ne tirèrent pas un coup de fusil. Il restait le corps du maréchal Davoust qui n'avait pas combattu, et qui était de 29,000 à 30,000 à l'entrée en campagne, de 28,000, si on veut tenir compte de ce qu'on laisse en arrière en marchant; le maréchal Soult ayant perdu environ 5,000 hommes à Heilsberg, et ne devant guère en avoir plus de 27,000; enfin Murat avec environ 10,000 hommes, ce qui porterait le total de l'armée en action dans le moment :

A Friedland	80,000
Devant Königsberg, ou en marche sur cette ville	{ Davoust 28,000 Soult 27,000 Murat 10,000
	Total 143,000

Ce total de 143,000 hommes agissants correspondrait bien et aux forces qui existaient le 5 juin, et aux pertes que supposent les différents combats livrés depuis le 5 juin. En comptant, en effet, ces pertes à 12,000 ou 13,000 hommes, en morts, blessés, prisonniers, détachés ou trainards, on retrouve les 160,000 hommes de l'entrée en campagne. Bien que ces nombres soient empruntés aux seuls documents dignes de foi, documents éclaircis, modifiés par une correspondance de chaque jour, nous les regardons comme approximatifs, et rien de plus. Et, si nous sommes entré dans ces détails, c'est pour donner une idée de la difficulté d'arriver en ce genre à une exactitude rigoureuse. Mais, nous le répétons, si l'historien, pour ne se relâcher jamais de ses devoirs, doit aspirer à la vérité rigoureuse, la postérité qui le lit, rassurée par ses efforts, peut se contenter, quant aux nombres et aux détails, de la vérité générale. C'est cette vérité générale qui lui importe, qui lui suffit, car c'est elle qui constitue le vrai caractère des choses et des événements.

rie de l'armée leur répondit sur toute sa ligne, et, à ce signal impatientement attendu, le maréchal Ney ébranla son corps d'armée.

Il sortit du bois de Sortlack, en échelons, la division Marchand s'avancant la première à droite, la division Bisson la seconde à gauche. Toutes deux étaient précédées d'une nuée de tirailleurs, qui, à mesure qu'on s'approchait de l'ennemi, se repliaient, et rentraient dans les rangs. On marcha résolument sur les Russes, et on leur enleva le village de Sortlack, si longtemps disputé. Leur cavalerie, pour arrêter notre mouvement offensif, essaya une charge sur la division Marchand. Mais les dragons de Latour-Maubourg et les cuirassiers hollandais, passant entre les intervalles de nos bataillons, chargèrent à leur tour cette cavalerie, la rejetèrent sur son infanterie, et, poussant les Russes contre l'Alle, en précipitèrent un grand nombre dans le lit profondément encaissé de cette rivière. Quelques-uns se sauvèrent à la nage, beaucoup se noyèrent¹. Une fois sa droite appuyée sur l'Alle, le maréchal Ney en ralentit la marche, et porta en avant sa gauche, formée par la division Bisson, de manière à refouler les Russes dans l'étroit espace compris entre le Ruisseau-du-Moulin et l'Alle. Arrivé à ce point, le feu de l'artillerie ennemie redoubla. Outre les batteries qu'on avait en face, il fallait essayer le feu de celles qui se trouvaient à la rive droite de l'Alle, et dont il était impossible de se débarrasser en les prenant, puisqu'on était séparé d'elles par le lit de la rivière. Nos colonnes, battues à la fois de front et de flanc par les boulets, supportaient avec un admirable sang-froid cette horrible convergence de feux. Le maréchal Ney, galopant d'un bout de la ligne à l'autre, soutenait le cœur de ses soldats par sa contenance héroïque. Cependant des files entières étaient emportées, et le feu devenait tel que les troupes même les plus braves ne pouvaient pas le supporter longtemps. A cet aspect, la cavalerie de la garde russe, que commandait le général Kollogrihow, s'élança au galop pour essayer de mettre en déroute l'infanterie de la division Bisson, qui lui paraissait chancelante. Troublée pour la première fois, cette vaillante infanterie cède du terrain, et deux ou trois bataillons se rejettent en arrière. Le général Bisson, qui, par sa stature, domine les lignes de ses soldats, veut en vain les retenir. Ils se retirent en se pelotonnant autour de leurs

officiers. La situation devient bientôt des plus graves. Heureusement le général Dupont, placé à quelque distance, sur la gauche du corps de Ney, aperçoit ce commencement de désordre, et, sans attendre qu'on lui prescrive de marcher, ébranle sa division, passe devant elle en lui rappelant Ulm, Dirnstein, Halle, et la porte à la rencontre des Russes. Elle s'avance dans la plus belle attitude sous les coups de cette effroyable artillerie, tandis que les dragons de Latour-Maubourg, revenant à la charge, se jettent sur la cavalerie russe qui s'était éparpillée à la suite de nos fantassins, et parviennent à la ramener. La division Dupont, continuant son mouvement sur ce terrain déblayé, et appuyant sa gauche au Ruisseau-du-Moulin, oblige l'infanterie russe à s'arrêter. Par sa présence, elle remplit de confiance et de joie les soldats de Ney. Les bataillons de Bisson se reforment, et toute notre ligne raffermie recommence à marcher en avant. Il fallait répondre à la formidable artillerie de l'ennemi, et l'artillerie de Ney, trop peu nombreuse, pouvait à peine se tenir en batterie devant celle des Russes. Napoléon ordonne au général Victor de réunir toutes les bouches à feu de ses divisions, et de les ranger en masse sur le front de Ney. C'était l'habile et intrépide général Sénarmont qui commandait cette artillerie. Il la conduit au grand trot, la joint à celle du maréchal Ney, la porte à plusieurs centaines de pas en avant de notre infanterie, et, se posant audacieusement en face des Russes, ouvre sur eux un feu terrible par le nombre des pièces et par l'habileté du tir. Dirigeant contre la rive droite l'une de ses batteries, il fait taire bientôt celles que l'ennemi avait de ce côté. Puis poussant en avant sa ligne d'artillerie, il s'approche successivement jusqu'à portée de mitraille, et tirant sur des masses profondes, qui s'accumulent en rétrogradant dans le coude de l'Alle, il y cause d'affreux ravages. Notre ligne d'infanterie suit ce mouvement, et s'avance protégée par les nombreuses bouches à feu du général Sénarmont. Les Russes, toujours plus refoulés dans ce gouffre, éprouvent une sorte de désespoir, et tentent un effort pour se dégager. Leur garde impériale, appuyée au Ruisseau-du-Moulin, et à demi cachée dans le ravin qui sert de lit à ce ruisseau, sort de cette retraite, et marche, la baïonnette baissée, sur la division Dupont, placée aussi le long du ruisseau. Celle-ci n'attend pas la garde russe, va droit à elle, et, lui présentant la baïonnette, la repousse, l'accule au ravin. Les Russes,

¹ Deux mille, dit le maréchal Ney dans son rapport.

ramenés, se jettent les uns au delà du ravin, les autres sur les faubourgs de Friedland. Le général Dupont avec une partie de sa division franchit le Ruisseau-du-Moulin, chasse devant lui tout ce qu'il rencontre, se trouve ainsi sur les derrières de l'aile droite des Russes, aux prises avec notre gauche, dans la plaine de Heinrichsdorf (voir la carte n° 42), tourne Friedland, et l'aborde par la route de Königsberg, tandis que Ney, continuant à y marcher directement, entre par la route d'Eylau. Une affreuse mêlée s'engage aux portes de la ville. On presse les Russes de toutes parts, on pénètre dans les rues à leur suite, on les rejette sur les ponts de l'Alle, que l'artillerie du général Sénarmont, restée en dehors, enfile de ses obus. Les Russes se précipitent sur les ponts pour chercher un refuge dans les rangs de la quatorzième division, laissée en réserve de l'autre côté de l'Alle par le général Benningsen. Ce malheureux général, rempli de douleur, était accouru auprès de cette division afin de la porter, sur le bord de la rivière, au secours de son armée en péril. A peine quelques débris de son aile gauche ont-ils passé les ponts, que ces ponts sont détruits, incendiés par les Français, et par les Russes eux-mêmes pressés de nous arrêter. Ney et Dupont, après avoir rempli leur tâche, se réunissent au milieu de Friedland en flammes, et se félicitent de ce glorieux succès.

Napoléon n'avait cessé de suivre des yeux ce grand spectacle, placé de sa personne au centre des divisions qu'il tenait en réserve. Tandis qu'il le contemplait attentivement, un obus passe à la hauteur des baïonnettes, et un soldat, par un mouvement instinctif, baisse la tête. « Si cet obus t'était destiné, lui dit Napoléon en souriant, tu aurais beau te cacher à cent pieds sous terre, il irait t'y chercher. » Il voulait ainsi accréditer cette utile croyance, que le destin frappe indistinctement le brave et le lâche, et que la lâcheté qui se cache se déshonore inutilement.

En voyant Friedland occupé, et les ponts de l'Alle détruits, Napoléon pousse enfin sa gauche en avant sur l'aile droite de l'armée russe, privée de tout moyen de retraite, et ayant derrière elle une rivière sans ponts. Le général Gortschakoff, qui commandait cette aile, aperçoit le danger dont il est menacé, veut conjurer l'orage, et essaye de charger la ligne française qui s'étend de Posthenen à Heinrichsdorf, formée par le corps du maréchal Lannes, par celui de Mortier, par la cavalerie du général Grouchy. Mais Lannes avec ses grenadiers tient tête aux Russes. Le

maréchal Mortier avec le 15^e et les fusiliers de la garde leur oppose une barrière de fer. L'artillerie de Mortier surtout, dirigée par le colonel Balbois et par un excellent officier hollandais, M. Van Brienen, leur cause des dommages incalculables. Enfin Napoléon, tenant à profiter du reste du jour, porte toute sa ligne en avant. Infanterie, cavalerie, artillerie s'ébranlent en même temps. Le général Gortschakoff, tandis qu'il se voit ainsi pressé, apprend que Friedland est occupé par les Français. Il veut le reprendre, et dirige une colonne d'infanterie vers les portes de cette ville. Cette colonne y pénètre, et refoule un moment les soldats de Dupont et de Ney. Mais ceux-ci repoussent à leur tour la colonne russe. Une nouvelle mêlée s'engage au milieu de cette malheureuse cité dévorée par les flammes, qu'on se dispute à la lueur de l'incendie. Les Français en restent enfin les maîtres, et ramènent le corps de Gortschakoff dans cette plaine sans issue, qui lui avait servi de champ de bataille. L'infanterie de Gortschakoff se défend avec intrépidité, et, plutôt que de se rendre, se précipite dans l'Alle. Une partie des soldats russes, assez heureuse pour trouver des passages guéables, parvient à se sauver. Une autre se noie dans la rivière. Toute l'artillerie demeure dans nos mains. Une colonne, celle qui se trouvait le plus à droite (droite des Russes), s'enfuit en descendant l'Alle, sous le général Lambert, avec une portion de la cavalerie. L'obscurité de la nuit, le désordre inévitable de la victoire, lui facilitent la retraite, et elle réussit à s'échapper de nos mains.

Il était dix heures et demie du soir. La victoire était complète à la gauche et à la droite. Napoléon, dans sa vaste carrière, n'en avait pas remporté une plus éclatante. Il avait pour trophées 80 bouches à feu, peu de prisonniers à la vérité, car les Russes avaient mieux aimé se noyer que se rendre; mais 25,000 hommes, tués, blessés ou noyés, couvraient de leurs corps les deux rives de l'Alle. La rive droite, où beaucoup d'entre eux s'étaient trainés, présentait un spectacle de carnage presque aussi affreux que la rive gauche. Plusieurs colonnes de feu, s'élevant de Friedland et des villages voisins, jetaient une sinistre lueur sur ce lieu, théâtre de douleur pour les uns, de joie pour les autres. Nous n'avions pas à regretter, quant à nous, plus de 7,000 à 8,000 hommes, morts ou blessés. Sur près de 80,000 Français, 25,000 n'avaient pas tiré un coup de fusil. L'armée russe, affaiblie de 25,000 combattants,

privée en outre d'un grand nombre de soldats égarés, était désormais incapable de tenir la campagne. Napoléon avait dû ce beau triomphe autant à la conception générale de la campagne qu'au plan même de la bataille. En prenant depuis plusieurs mois la Passarge pour base, en s'assurant ainsi d'avance et dans tous les cas le moyen de séparer les Russes de Königsberg, en marchant de Guttstadt à Friedland de manière à les déborder constamment, il les avait réduits à commettre une grave imprudence pour gagner Königsberg, et avait mérité de la fortune l'heureux hasard de les rencontrer à Friedland, adossés à la rivière de l'Alle. Toujours disposant ses masses avec une rare habileté, il avait su, tandis qu'il envoyait soixante et quelques mille hommes sur Königsberg, en présenter 80,000 à Friedland. Et, comme on vient de le voir, il n'en fallait pas autant pour accabler l'armée russe.

Napoléon coucha sur le champ de bataille, entouré de ses soldats, joyeux cette fois autant qu'à Austerlitz et Iéna, criant *vive l'Empereur!* quoique n'ayant à manger qu'un morceau de pain porté dans leur sac, et se contentant de la plus noble des jouissances de la victoire, celle de la gloire. L'armée russe, coupée en deux, descendait l'Alle par une nuit claire et transparente, le désespoir dans l'âme, quoiqu'elle eût rempli tous ses devoirs. Heureusement pour elle, Napoléon n'avait sous la main qu'une moitié de sa cavalerie. S'il avait eu l'autre moitié, et Murat lui-même, le corps russe qui descendait l'Alle sous le général Lambert eût été pris en entier.

La marche des Russes fut si rapide que le lendemain 15 juin ils étaient sur la Prégel à Wehlau. Ils coupèrent tous les ponts, et le 16 au matin ils s'établirent un peu au delà de la Prégel, à Pétersdorf, attendant pour se retirer sur le Niémen que les corps détachés des généraux Kamenski et Lestocq, incapables de défendre Königsberg contre l'armée française victorieuse, les eussent rejoints, afin d'opérer leur retraite en commun.

Napoléon, le lendemain de la bataille de Friedland, ne perdit pas un instant pour tirer de sa victoire tous les résultats possibles. Après avoir, suivant sa coutume, visité le champ de bataille, témoigné un vif intérêt aux blessés, annoncé à ses soldats les récompenses que sa haute fortune lui permettait de promettre et de donner, il s'était porté sur la Prégel, précédé par toute sa cavalerie, qui courait à la poursuite des Russes, en descendant les deux rives de l'Alle. Mais les

Russes avaient douze heures d'avance, car il avait été impossible de ne pas accorder une nuit de repos à des soldats qui avaient marché toute la nuit précédente pour arriver sur le champ de bataille, et qui s'étaient ensuite battus toute la journée, depuis deux heures du matin jusqu'à dix heures du soir. Les Russes ayant ainsi un avantage de quelques heures, et se retirant avec la célérité d'une armée qui ne peut trouver son salut que dans la fuite, on ne devait pas se flatter de les prévenir sur la Prégel. Quand nous y arrivâmes, tous les ponts étaient rompus. Napoléon se hâta de les rétablir, et il ordonna les dispositions nécessaires pour qu'on fit de la Prégel au Niémen toutes les prises qu'on n'avait pas eu le temps de faire de Friedland à Wehlau.

Pendant qu'il était occupé avec l'armée russe à Friedland, les maréchaux Soult et Davoust, précédés par Murat, avaient marché sur Königsberg. Le maréchal Soult, rencontrant l'arrière-garde du général Lestocq, lui avait enlevé un bataillon entier, et avait, près de Königsberg même, enveloppé et pris une colonne de 1,200 à 1,500 hommes, qui ne s'était pas retirée assez tôt des environs de Braunsberg. Il avait paru le 14 sous les murs de Königsberg, trop bien défendue pour qu'il fût possible de l'enlever par une brusque attaque. De leur côté, Davoust et Murat ayant reçu l'ordre de revenir sur Friedland, pour le cas où la bataille aurait duré plus d'un jour, avaient l'un et l'autre quitté le maréchal Soult pour se reporter à droite sur Wehlau. (Voir la carte n° 58.) Un nouvel avis les ayant rencontrés en route, et leur ayant appris la victoire de Friedland et la retraite des Russes, ils s'étaient dirigés sur la Prégel, à Tapiau, point intermédiaire entre Königsberg et Wehlau. Après avoir réuni les moyens de passer la Prégel, ils l'avaient franchie afin d'intercepter le plus qu'ils pourraient des troupes russes en fuite.

A la nouvelle de la bataille de Friedland, les détachements prussiens et russes qui gardaient Königsberg n'hésitèrent plus à quitter cette place, qui n'était pas en état de soutenir un siège comme celle de Dantzic. Déjà la cour de Prusse s'était réfugiée dans la petite ville frontière de Memel, la dernière du royaume fondé par le grand Frédéric. Les généraux Lestocq et Kamenski se retirèrent donc, abandonnant les immenses approvisionnements, ainsi que les malades et blessés des deux armées accumulés dans Königsberg. Un bataillon laissé pour en stipuler la capitulation la livra au maréchal Soult, qui

put y entrer immédiatement. On trouva dans Königsberg des blés, des vins, cent mille fusils envoyés par l'Angleterre, et encore embarqués sur les bâtiments qui les avaient transportés, enfin un nombre considérable de blessés, qui se trouvaient là depuis Eylau. Les villages environnants en contenaient plusieurs milliers.

Les généraux Lestocq et Kamenski, ramenant leurs troupes en toute hâte, par la route de Königsberg à Tilsit, purent se jeter dans la forêt de Baum, avant que le maréchal Davoust et le prince Murat eussent intercepté la route de Tapiaw à Labiau. (Voir la carte n° 58.) Cependant ils ne se réunirent point au général Benningsen sans laisser trois mille prisonniers dans les mains du maréchal Davoust.

Napoléon, transporté à Wehlau, continua de poursuivre l'armée russe sans relâche, et de tendre des pièges à ses corps détachés, afin d'enlever ceux qui seraient en retard. Il retint le maréchal Soult à Königsberg, pour qu'il s'y établît, et qu'il commençât immédiatement l'attaque de Pillau. Ce petit fort pris, la garnison de Königsberg devait donner la main, par le Nehrung, à la garnison de Dantzig, et de plus fermer aux Anglais le Frische-Haff, dont les marins de la garde faisaient en ce moment la navigation. Il envoya son aide de camp Savary pour prendre le commandement de la place de Königsberg, comme il avait envoyé Rapp à Dantzig, dans l'intention d'empêcher le gaspillage des ressources conquises sur l'ennemi, et de créer un nouveau dépôt. Il dirigea le maréchal Davoust sur Labiau, pointe où toute la navigation intérieure de ces provinces vient aboutir à la Baltique, et lui donna un corps de quelques mille chevaux sous le général Grouchy, pour enlever les détachements russes demeurés en arrière. Sur la route directe de Wehlau à Tilsit, il achemina Murat avec le gros de la cavalerie, et le fit suivre immédiatement par les corps de Mortier, Lannes, Victor et Ney. Le corps de Davoust devait au besoin rejoindre l'armée en une seule marche. Napoléon était ainsi en mesure d'accabler les Russes, s'ils avaient la prétention de s'arrêter de nouveau pour combattre. Sous la droite il jeta deux mille cheuau-légers, hussards et chasseurs, pour remonter la Prégel, et barrer la route à tout ce qui se retirait de ce côté, blessés, malades, traînards, convois.

Ces habiles dispositions nous valurent encore la prise de plusieurs mille prisonniers, et de divers convois de vivres, mais elles ne pouvaient plus nous procurer une bataille avec les Russes.

Pressés de se réfugier derrière le Niémen, ils y arrivèrent le 18, achevèrent de le franchir le 19, et détruisirent au loin tous les moyens de passage. Le 19 nos coureurs, après avoir poursuivi quelques troupes de Calmouks armés de flèches, ce qui égaya fort nos soldats peu habitués à ce genre d'ennemis, poussèrent jusqu'au Niémen, et virent de l'autre côté de ce fleuve l'armée russe, campée derrière ce boulevard de l'empire, qu'elle avait été si impatiente d'atteindre.

Là devait se terminer la marche audacieuse de l'armée française, qui, partie du camp de Boulogne en septembre 1805, avait parcouru la plus grande étendue du continent, et vaincu en vingt mois toutes les armées européennes. Le nouvel Alexandre allait s'arrêter enfin, non par la fatigue de ses soldats, prêts à le suivre partout où il aurait désiré les conduire, mais par l'épuisement de ses ennemis, incapables de résister plus longtemps, et obligés de lui demander la paix dont ils avaient eu l'imprudencce de ne pas vouloir quelques jours auparavant.

Le roi de Prusse avait laissé à Memel la reine, son épouse, instigatrice désolée de cette guerre funeste, pour rejoindre l'empereur Alexandre sur les bords du Niémen. Le modeste Frédéric-Guillaume, quoiqu'il ne partageât point les folles illusions que la bataille d'Eylau avait fait naître chez son jeune allié, s'était laissé entraîner néanmoins à refuser la paix, et il prévoyait maintenant qu'il payerait ce refus de la plus grande partie de ses États. Alexandre était abattu comme au lendemain d'Austerlitz. Il s'en prenait des derniers événements au général Benningsen, qui avait promis ce qu'il ne pouvait pas tenir, et il ne se sentait plus la force de continuer la guerre. Son armée d'ailleurs demandait la paix à grands cris. Elle n'était pas mécontente d'elle-même, car elle avait le sentiment de s'être bien conduite à Heilsberg et à Friedland, mais elle ne se croyait pas capable de résister à l'armée de Napoléon, ralliée tout entière depuis la prise de Königsberg, renforcée de Masséna, qui venait de repousser à Durezewo le corps de Tolstoy, et pouvant opposer 170,000 hommes aux 70,000 soldats russes et prussiens restés debout. Elle demandait pour qui on faisait la guerre? si c'était pour les Prussiens qui ne savaient pas défendre leur pays? si c'était pour les Anglais qui, après avoir tant de fois annoncé des secours, n'en envoyaient aucun, et ne songeaient qu'à conquérir des colonies? Le dédain à l'égard des Prussiens était injuste, car ils s'étaient bravement comportés dans les derniers temps,

et ils avaient fait tout ce que leur petit nombre permettait d'attendre. Les Prussiens, à leur tour, se plaignaient de la barbarie, de l'ignorance, de la férocité dévastatrice des soldats russes. Les uns et les autres ne se trouvaient d'accord qu'au sujet des Anglais. Ceux-ci, en effet, auraient pu, en descendant, soit à Stralsund, soit à Dantzig, apporter d'utiles secours, et peut-être changer, ou ralentir au moins la marche des événements. Mais ils n'avaient montré de l'activité que pour envoyer des expéditions dans les colonies espagnoles, et les subsides même qui, à défaut d'armées, constituaient leur seule coopération, ils les avaient marchandés, jusqu'à refroidir le roi de Suède, et jusqu'à le dégoûter de la guerre. C'est un soulagement du malheur que de pouvoir se plaindre, et, dans ce moment, Russes et Prussiens se déchâinaient avec violence contre le cabinet britannique. Les officiers russes notamment disaient tout haut que c'était pour les Anglais, pour leur misérable ambition, qu'on faisait battre de braves gens qui n'avaient aucune raison de se haïr, ni même de se jalouser, puisque après tout la Russie et la France n'avaient rien à s'envier l'une à l'autre.

Les deux monarques vaincus partageaient la rancune de leurs soldats contre l'Angleterre, et mieux qu'eux encore ils sentaient la nécessité de se séparer d'elle et d'obtenir immédiatement la paix. Le roi de Prusse, qui l'aurait désirée plus tôt, et qui prévoyait combien il lui en coûterait de l'avoir retardée, fut d'avis, sans se plaindre, de la demander à Napoléon, et laissa à l'empereur Alexandre le soin de la négocier. Il espérait que son ami, qui avait seul voulu cette funeste prolongation de la guerre, le défendrait dans les négociations mieux que sur le champ de bataille. Il fut donc convenu que l'on proposerait un armistice, et que, cet armistice obtenu, l'empereur Alexandre chercherait à se ménager une entrevue avec Napoléon. On savait, par expérience, à quel point celui-ci était sensible aux égards des souverains ennemis, à quel point il était accommodant le lendemain de ses victoires, et le souvenir de ce qu'avait obtenu de lui l'empereur François au bivac d'Urschitz fit espérer une paix moins dommageable que celle qu'on pouvait craindre, sinon pour la Russie, qui n'avait que de la considération à perdre, au moins pour la Prusse, qui était tout entière dans les mains de son vainqueur.

En conséquence, le 19 juin le prince Bagration fit parvenir à Murat aux avant-postes une lettre

que lui avait écrite le général en chef Benning-sen, et dans laquelle celui-ci, déplorant les malheurs de la guerre, offrait un armistice comme moyen d'y mettre fin. Cette lettre, remise à Napoléon qui arrivait en ce moment à Tilsit, fut fort bien accueillie, car, ainsi que nous l'avons dit, il commençait à sentir combien les distances aggravaient les difficultés des opérations militaires. Il y avait près d'une année qu'il était éloigné du centre de son empire, et il éprouvait le besoin d'y rentrer, d'assembler surtout le Corps Législatif, dont il avait différé la réunion, ne voulant pas le convoquer en son absence. Il était enfin, en recueillant les propos de l'armée russe, conduit à penser qu'il trouverait peut-être dans la Russie cet allié dont il avait besoin pour fermer à tout jamais le continent à l'Angleterre.

Il fit donc une réponse amicale, consistant à dire qu'après tant de travaux, de fatigues, de victoires, il ne désirait qu'une paix sûre et honorable, et que si cet armistice en pouvait être le moyen, il était prêt à y consentir. Sur cette réponse, le prince de Labanoff se rendit à Tilsit, vit Napoléon, lui manifesta les dispositions qui éclataient de toutes parts autour d'Alexandre, et après avoir reçu l'assurance que du côté des Français le vœu de la paix n'était pas moins vif, quoique moins commandé par la nécessité, il convint d'un armistice. Napoléon voulait que les places prussiennes de la Poméranie et de la Pologne qui tenaient encore, telles que Colberg, Pillau, Graudentz, lui fussent remises. Mais il fallait pour cela le consentement du roi de Prusse, absent alors du quartier général russe, et de la part duquel on craignait d'ailleurs quelque résistance, lorsqu'on lui proposerait d'abandonner ces places, les dernières restées entre ses mains. On stipula donc un armistice particulier entre les armées française et russe, lequel fut signé le 22 juin par le prince de Labanoff et par le prince de Neuchâtel, et porté au quartier général d'Alexandre, qui le ratifia immédiatement.

Le maréchal Kalkreuth se présenta ensuite pour traiter au nom de l'armée prussienne. Napoléon l'accueillit avec beaucoup d'égards, lui dit que c'était le militaire distingué, et surtout le militaire courtois qui seul entre les officiers de sa nation avait bien traité les prisonniers français, qu'il recevait de la sorte, et accorda une suspension d'armes sans exiger la remise des places prussiennes. C'était un gage qu'il était généreux de laisser dans les mains de la Prusse, et

qui ne devait pas inquiéter l'armée française, assez solidement établie sur la Vistule par Varsovie, Thorn et Dantzig, sur la Prégel par Königsberg et Wehlau, pour n'avoir rien à craindre de points tels que Colberg, Pillau et Graudentz. L'armistice fut donc signé avec le maréchal Kalckreuth, comme il l'avait été avec le prince de Labanoff. La démarcation qui séparait les armées belligérantes était le Niémen jusqu'à Grodno, puis en revenant en arrière à droite, le Bober jusqu'à son embouchure dans la Narew, et enfin la Narew jusqu'à Pultusk et Varsovie. (Voir la carte n° 57.)

Napoléon, ne se relâchant jamais de sa vigilance ordinaire, s'organisa derrière cette ligne, comme s'il devait bientôt continuer la guerre, et la porter au centre de l'empire russe. Il rapprocha de lui le corps de Masséna, et l'établit à Bialistok. Il rassembla les Polonais de Dombrowski et de Zayonschek en un seul corps de 10,000 hommes, qui devait lier Masséna au maréchal Ney. Il plaça celui-ci à Gumbinen sur la Prégel. Il réunit à Tilsit les maréchaux Mortier, Lannes, Bernadotte, Davoust, la cavalerie et la garde. Il laissa le maréchal Soult à Königsberg. Il fit préparer à Wehlau un camp retranché pour s'y concentrer au besoin avec toute son armée. Il donna ces ordres à Dantzig et à Königsberg pour distraire une partie des immenses approvisionnements trouvés dans ces places, et les faire transporter sur le Niémen. Enfin il prescrivit au général Clarke à Berlin, au maréchal Kellermann à Mayence, de continuer à diriger les régiments de marche sur la Vistule, tout comme si la guerre n'était pas interrompue. Des diverses mesures qu'il avait prises afin d'augmenter ses forces au printemps, il n'en suspendit qu'une, ce fut l'appel de la seconde partie de la conscription de 1808. Il voulut que cette nouvelle, accompagnant celle de ses triomphes, fût pour la France une raison de plus de se réjouir, et d'applaudir à ses victoires.

Dans cette attitude imposante, Napoléon attendit l'ouverture des négociations, et invita M. de Talleyrand, qui était allé chercher à Dantzig un peu de sécurité et de repos, à venir sur-le-champ à Tilsit, pour lui prêter le secours de son adresse et de sa patiente habileté. Suivant sa coutume, Napoléon adressa à son armée une proclamation empreinte de la double grandeur de son âme et des circonstances. Elle était ainsi conçue :

« SOLDATS,

« Le 3 juin nous avons été attaqués dans nos
CONSULAT. 2.

« cantonnements par l'armée russe. L'ennemi
« s'est mépris sur les causes de notre inactivité.
« Il s'est aperçu trop tard que notre repos était
« celui du lion : il se repent de l'avoir troublé.
« Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg,
« dans celle à jamais mémorable de Friedland,
« dans dix jours de campagne enfin, nous avons
« pris 120 pièces de canon, 7 drapeaux, tué,
« blessé ou fait prisonniers 60,000 Russes, en-
« levé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses
« hôpitaux, ses ambulances, la place de Königs-
« berg, les 500 bâtiments qui étaient dans ce
« port, chargés de toute espèce de munitions,
« 160,000 fusils que l'Angleterre envoyait pour
« armer nos ennemis.

« Des bords de la Vistule nous sommes arrivés
« sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle.
« Vous célébraz à Austerlitz l'anniversaire du
« couronnement, vous avez cette année digne-
« ment célébré celui de la bataille de Marengo,
« qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.
« Français ! vous avez été dignes de vous et de
« moi. Vous rentrez en France couverts de
« lauriers, et après avoir obtenu une paix glo-
« rieuse qui porte avec elle la garantie de sa
« durée. Il est temps que notre patrie vive en
« repos, à l'abri de la maligne influence de l'An-
« gleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma
« reconnaissance et toute l'étendue de l'amour
« que je vous porte.

« Au camp impérial de Tilsit, le 22 juin 1807. »

Les deux souverains vaincus étaient encore plus pressés que Napoléon d'ouvrir les négociations. Le prince de Labanoff, l'un des Russes qui souhaitaient le plus sincèrement un accord entre la France et la Russie, revint le 24 à Tilsit, pour obtenir une audience de Napoléon. Elle lui fut immédiatement accordée. Ce seigneur russe exprima le vif désir que son maître éprouvait de terminer la guerre, l'extrême dégoût qu'il avait de l'alliance anglaise, l'extrême impatience qu'il ressentait de voir le grand homme du siècle, et de s'expliquer avec lui d'une manière franche et cordiale. Napoléon ne demandait pas mieux que de rencontrer ce jeune souverain, auquel il avait tant ouï parler, dont l'esprit, la grâce, la séduction, qu'on vantait fort, lui inspiraient beaucoup de curiosité, et peu de crainte, car il était plus sûr de séduire que d'être séduit, lorsqu'il entrait en rapport avec les hommes. Napoléon accepta l'entrevue proposée pour le lendemain 25 juin.

Il voulut qu'un certain apparat présidât à cette

rencontre des deux princes les plus puissants de la terre, s'abouchant pour terminer leur sanglante querelle. Il fit placer par le général d'artillerie Lariboisière un large radeau au milieu du Niémen, à égale distance, et en vue des deux rives du fleuve. Avec tout ce qu'on put réunir de riches étoffes dans la petite ville de Tilsit, on construisit un pavillon sur une partie du radeau, pour y recevoir les deux monarques. Le 25, à une heure de l'après-midi, Napoléon s'embarqua sur le fleuve, accompagné du grand-duc de Berg, du prince de Neuchâtel, des maréchaux Bessières et Duroc, du grand écuyer Caulaincourt. Au même instant Alexandre quittait l'autre rive, accompagné du grand-duc Constantin, des généraux Benningsen et Uwarow, du prince de Labanoff, et du comte de Lieven. Les deux embarcations atteignirent en même temps le radeau placé au milieu du Niémen, et le premier mouvement de Napoléon et d'Alexandre, en s'abordant, fut de s'embrasser. Ce témoignage d'une franche récon-

ciliation, aperçu par les nombreux spectateurs qui bordaient le fleuve, car le Niémen n'est pas en cet endroit plus large que la Seine, excita de vifs applaudissements. Les deux armées en effet étaient rangées le long du Niémen; le peuple à demi sauvage de ces campagnes s'était joint à elles; et les témoins de cette grande scène, peu versés dans les secrets de la politique, en voyant leurs maîtres s'embrasser, croyaient la paix conclue, et l'effusion de leur sang désormais arrêtée.

Après ce premier témoignage, Alexandre et Napoléon se rendirent dans le pavillon qui avait été préparé pour les recevoir¹. « Pourquoi nous faisons-nous la guerre? » se demandèrent-ils l'un à l'autre, en commençant cet entretien. Napoléon, en effet, ne poursuivait dans la Russie qu'un allié de l'Angleterre, et la Russie, de son côté, bien que justement inquiète de la domination continentale de la France, servait les intérêts de l'Angleterre beaucoup plus que les siens, en s'acharnant dans cette lutte autant qu'elle venait de le

¹ Il est fort difficile de savoir avec exactitude ce qui s'est passé dans les longs entretiens que Napoléon et Alexandre eurent ensemble à Tilsit. Toute l'Europe a retenti à cet égard de récits controuvés, et on a non-seulement supposé des entretiens chimériques, mais publié une quantité de traités, sous le nom d'articles secrets de Tilsit, absolument faux. Les Anglais surtout, pour justifier leur conduite ultérieure à l'égard du Danemark, ont mis au jour beaucoup de prétendus articles secrets de Tilsit, les uns imaginés après coup par les collecteurs de traités, les autres véritablement communiqués dans le temps au cabinet de Londres par des espions diplomatiques, qui, en cette occasion, gagnèrent mal l'argent qu'on leur prodiguait. Grâce aux documents authentiques et officiels dans lesquels j'ai eu la faculté de puiser, je vais donner pour la première fois les véritables stipulations de Tilsit, tant publiques que secrètes; je vais surtout faire connaître la substance des entretiens de Napoléon et d'Alexandre. Je me servirai pour cela d'un monument fort curieux, probablement condamné pour longtemps à demeurer secret, mais dont je puis sans indiscretion extraire ce qui est relatif à Tilsit. Il s'agit de la correspondance particulière de MM. Savary et de Caulaincourt avec Napoléon, et de la correspondance de Napoléon avec eux. Le général Savary demeura quelques mois à Saint-Petersbourg comme envoyé extraordinaire, M. de Caulaincourt y séjourna plusieurs années à titre d'ambassadeur. Le dévouement de l'un, la véracité de l'autre, ne permettent pas de douter du soin qu'ils apportèrent à faire connaître à Napoléon la vérité tout entière, et je dois dire que le ton de sincérité de cette correspondance les honore tous les deux. Craignant de substituer leur jugement à celui de Napoléon, et voulant le mettre en mesure de juger par lui-même, ils prirent l'habitude de joindre à leurs dépêches un procès-verbal, par demande et par réponse, de leurs conversations intimes avec Alexandre. L'un et l'autre le voyaient presque tous les jours en tête-à-tête, dans la plus grande familiarité, et, en rapportant mot pour mot ce qu'il disait, ils en ont tracé, sans y prétendre, le portrait le plus intéressant et certainement le plus vrai. Beaucoup de gens, et notamment beaucoup de Russes, pour excuser Alexandre de son intimité avec Napoléon, mettent cette intimité sur le compte de la politique, et, le faisant plus profond qu'il ne fut,

disent qu'il trompait Napoléon. Cette singulière excuse ne serait pas même essayée, si on avait lu la correspondance dont il s'agit. Alexandre était dissimulé, mais il était impressionnable, et dans ces entretiens on le voit s'échapper sans cesse à lui-même, et dire tout ce qu'il pense. Il est certain qu'il s'attacha quelque temps, non pas à la personne de Napoléon, qui lui inspira toujours une certaine appréhension, mais à sa politique, et qu'il la servit très-activement. Il avait conçu une ambition fort naturelle, que Napoléon laissa naître, qu'il flatta quelque temps, et qu'il finit par décevoir. C'est alors qu'Alexandre se détacha de la France, s'en détacha avant de l'avouer, ce qui constitua pour un moment la fausseté dont les Russes lui font honneur, mais ce qui n'en était presque pas une, tant il était facile de discerner dans son langage et dans ses mouvements involontaires le changement de ses dispositions. J'anticiperais sur le récit des temps ultérieurs, si je disais ici quelle fut cette ambition d'Alexandre, que Napoléon flatta, et qu'il finit par ne pas satisfaire. Ce que je dois dire en ce moment, c'est comment la longue suite des entretiens d'Alexandre avec MM. Savary et de Caulaincourt a pu me servir à éclaircir le mystère de Tilsit. Voici comment j'y suis parvenu. Alexandre, plein du souvenir de Tilsit, rappelait sans cesse à MM. Savary et de Caulaincourt tout ce qui s'était fait et dit dans cette célèbre entrevue, et racontait souvent les conversations de Napoléon, les propos tour à tour profonds ou piquants recueillis de sa bouche, les promesses surtout qu'il disait en avoir reçues. Tout cela fidèlement transcrit le jour même, était mandé à Napoléon, qui contestait quelquefois, d'autres fois admettait visiblement, comme ne pouvant pas être contesté, ce qu'on lui rappelait. C'est dans la reproduction contradictoire de ces souvenirs que j'ai puisé les détails que je vais fournir, et dont l'authenticité ne saurait être mise en doute. J'ai obtenu en outre d'une source étrangère, également authentique et officielle, la communication de dépêches fort curieuses, contenant les épanchements de la reine de Prusse, à son retour de Tilsit, avec un ancien diplomate, digne de sa confiance et de son amitié. C'est à l'aide de ces divers matériaux que j'ai composé le tableau qu'on va lire, et que je crois le seul vrai, entre tous ceux qu'on a tracés des scènes mémorables de Tilsit.

faire. « Si vous en voulez à l'Angleterre, et rien qu'à elle, dit Alexandre à Napoléon, nous serons facilement d'accord, car j'ai à m'en plaindre autant que vous. » Il raconta alors ses griefs contre la Grande-Bretagne, l'avarice, l'égoïsme dont elle avait fait preuve, les fausses promesses dont elle l'avait leurré, l'abandon dans lequel elle l'avait laissé, et tout ce que lui inspirait enfin le ressentiment d'une guerre malheureuse, qu'il avait été obligé de soutenir avec ses seules forces. Napoléon, cherchant quels étaient chez son interlocuteur les sentiments qu'il fallait flatter, s'aperçut bien vite que deux surtout le dominaient actuellement : d'abord une humeur profonde contre des alliés, ou pesants comme la Prusse, ou égoïstes comme l'Angleterre, et ensuite un orgueil très-sensible et très-humilié. Il s'attacha donc à prouver au jeune Alexandre qu'il avait été dupe de ses alliés, et en outre qu'il s'était conduit avec noblesse et courage. Il s'efforça de lui persuader que la Russie se trompait en voulant patroner des voisins ingrats et jaloux comme les Allemands, et servir les intérêts de marchands avides comme les Anglais. Il attribua cette erreur à des sentiments généreux poussés à l'excès, à des malentendus que des ministres, inhabiles ou corrompus, avaient fait naître. Enfin il vanta singulièrement la bravoure des soldats russes, et dit à l'empereur Alexandre qu'on pouvait, en réunissant les deux armées qui avaient si vaillamment lutté l'une contre l'autre, à Austerlitz, à Eylau, à Friedland, mais qui toutes deux s'étaient comportées dans ces journées en vrais géants, combattant un bandeau sur les yeux, qu'on pouvait maîtriser le monde, le maîtriser pour son bien et pour son repos. Puis, mais très-discrettement, il lui insinua qu'en faisant la guerre contre la France, c'était sans dédommagement possible que la Russie dépensait ses forces, tandis que si elle s'unissait avec elle pour dominer en Occident et en Orient, sur terre et sur mer, elle se ménagerait autant de gloire, et certainement plus de profit. Sans s'expliquer davantage, il sembla se charger de faire la fortune de son jeune antagoniste, beaucoup mieux que ceux qui l'avaient engagé dans une carrière où il ne rencontrait jusqu'ici que des défaites. Alexandre avait, il est vrai, des engagements avec la Prusse, et il fallait que son honneur sortit sauf de cette situation. Aussi Napoléon lui donna-t-il à entendre qu'il lui restituerait, des États prussiens, ce qu'il faudrait pour le dégager honorablement envers ses alliés ; après quoi le cabinet russe serait libre de se livrer à

une politique nouvelle, seule vraie, seule profitable, semblable en tout à celle de la grande Catherine.

Cet entretien, qui avait duré plus d'une heure, et qui avait touché à toutes les questions sans les approfondir, émut vivement Alexandre. Napoléon venait de lui ouvrir des perspectives nouvelles, ce qui plaît toujours à une âme mobile, et surtout mécontente. Plus d'une fois, d'ailleurs, Alexandre, au milieu de ses défaites, sentant vivement les inconvénients de cette guerre acharnée, dans laquelle on l'avait entraîné contre la France, et les avantages d'un système d'union avec elle, s'était dit une partie de ce que Napoléon venait de lui dire, mais pas avec cette clarté, cette force, et surtout cette séduction d'un vainqueur, qui se présente au vaincu les mains pleines de présents, la bouche remplie de paroles caressantes. Alexandre fut séduit ; Napoléon le vit bien, et se promit de rendre bientôt la séduction complète.

Après avoir flatté le monarque, il voulut flatter l'homme. « Nous nous entendrons mieux, lui dit-il, vous et moi, en traitant directement, qu'en employant nos ministres, qui souvent nous trompent, ou ne nous comprennent pas, et nous avancerons plus les affaires en une heure que nos négociateurs en plusieurs journées. Entre vous et moi, ajouta-t-il, il ne doit y avoir personne. » On ne pouvait pas flatter Alexandre d'une manière qui lui fût plus sensible, qu'en lui attribuant sur ceux qui l'entouraient une supériorité semblable à celle que Napoléon était en droit de s'attribuer sur tous ses serviteurs. En conséquence Napoléon lui proposa de quitter le hameau où il était logé, de s'établir dans la petite ville de Tilsit, qu'on neutraliserait pour le recevoir, et où ils pourraient eux-mêmes, personnellement, à toute heure, traiter de leurs affaires. Cette proposition fut acceptée avec empressement, et il fut convenu que M. de Labanoff se rendrait dans la journée à Tilsit pour en régler les détails. Il restait cependant à parler de ce malheureux roi de Prusse, qui se trouvait au quartier général d'Alexandre, attendant ce qu'on ferait de lui et de son royaume. Alexandre offrit de l'amener sur ce même radeau du Niémen, pour le présenter à Napoléon, qui lui adresserait quelques paroles rassurantes. Avant de passer en effet d'un système de politique à un autre, il était nécessaire qu'Alexandre, s'il ne voulait pas se déshonorer, eût sauvé quelque chose de la couronne de son allié. Napoléon, qui avait déjà pris

son parti à cet égard, et qui sentait bien qu'il fallait accorder certaines concessions pour mettre à couvert l'honneur d'Alexandre, consentit à recevoir le roi de Prusse le lendemain. Les deux souverains sortirent alors du pavillon, et passant des choses sérieuses aux témoignages de courtoisie, complimentèrent ceux qui les suivaient. Napoléon traita d'une manière flatteuse le grand-duc Constantin et le général Benningsen. Alexandre félicita Murat et Berthier d'être les dignes lieutenants du plus grand capitaine des temps modernes. On se quitta en se donnant de nouvelles marques d'amitié, puis les deux empereurs se rembarquèrent à la vue et au milieu des applaudissements des nombreux spectateurs réunis sur les rives du Niémen.

Le prince de Labanoff vint dans l'après-midi au quartier général français, pour régler tout ce qui était relatif à l'établissement de l'empereur Alexandre à Tilsit. Il fut convenu qu'on neutraliserait la ville de Tilsit, que l'empereur Alexandre en occuperait une moitié, l'empereur Napoléon l'autre, que la garde impériale russe passerait sur la rive gauche pour faire le service auprès de son souverain, et que ce changement de séjour aurait lieu le lendemain même, après la présentation du roi de Prusse à Napoléon.

Le lendemain, en effet (26 juin), les deux empereurs, se transportant, comme la veille, au milieu du Niémen, observant la même étiquette, se rendirent au pavillon où s'était passée leur première entrevue. Alexandre amenait le roi de Prusse. Ce prince n'avait reçu de la nature aucune grâce, et le malheur, le chagrin n'avaient pas dû lui en prêter. C'était un honnête homme, sensé, modeste, et gauche. Il ne s'abaissa point devant le vainqueur, il fut triste, digne et roide. La conversation ne pouvait être longue, car il était le vaincu de Napoléon, le protégé d'Alexandre, et si on paraissait disposé à lui restituer une partie de ses États, ce qui devenait probable sans être certain d'après l'entretien de la veille, c'était la politique de Napoléon qui accordait cette restitution à l'honneur d'Alexandre ; mais on ne faisait rien pour lui, on n'attendait rien de lui, on n'avait donc pas d'explications à lui donner. L'entrevue, par conséquent, devait être courte, et le fut effectivement. Cependant le roi de Prusse parut attacher une grande importance à prouver qu'il n'avait eu aucun tort envers Napoléon, et que si, après avoir été longtemps l'allié de la France, il en était devenu l'ennemi, c'était par l'effet des circonstances, et non par suite d'un

manque de foi dont pût rougir un honnête homme. Napoléon affirma, de son côté, qu'il n'avait rien à se reprocher, et trop généreux, trop homme d'esprit pour blesser un prince humilié, il se borna à lui dire que le cabinet de Berlin, souvent averti de se défier des intrigues de l'Angleterre, avait commis la faute de ne pas écouter ce conseil amical, et qu'il fallait imputer à cette cause seule les malheurs de la Prusse. Napoléon, du reste, ajouta que la France victorieuse ne prétendait pas tirer jusqu'aux dernières conséquences de ses victoires, et que, sous peu de jours, on serait probablement assez heureux pour s'entendre sur les conditions d'une paix honorable et solide.

Les trois souverains se quittèrent après une entrevue qui avait duré à peine une demi-heure. Il fut décidé que le roi de Prusse viendrait lui aussi, mais plus tard, s'établir à Tilsit, auprès de son allié l'empereur de Russie.

Le même jour à cinq heures, Alexandre passa le Niémen. Napoléon vint à sa rencontre jusqu'au bord du fleuve, le conduisit au logement qui lui était destiné, et le reçut à dîner avec les honneurs les plus grands et les égards les plus délicats. Dès ce jour il fut établi que l'empereur Alexandre, n'ayant pas sa maison auprès de lui, prendrait tous ses repas chez l'empereur Napoléon. Ils passèrent la soirée ensemble, s'entretenirent longtemps d'une manière confidentielle, et leur naissante intimité se manifesta des deux côtés par une familiarité à la fois noble et gracieuse.

Le lendemain, 27, ils montèrent à cheval pour passer en revue la garde impériale française. Ces vieux soldats de la révolution, tour à tour soldats de la République ou de l'Empire, et toujours serviteurs héroïques de la France, se montrèrent avec orgueil au souverain qu'ils avaient vaincu. Ils n'avaient pas à étaler devant lui la haute stature, la marche régulière et compassée des soldats du Nord ; mais ils déployèrent cette aisance de mouvements, cette assurance d'attitude, cette intelligence de regard, qui expliquaient leurs victoires et leur supériorité sur toutes les armées de l'Europe. Alexandre les complimenta beaucoup. Ils répondirent à ces flatteries par les cris répétés de : *Vive Alexandre ! vive Napoléon !*

Il y avait quarante-huit heures que les deux empereurs s'étaient abouchés, et déjà ils en étaient arrivés à des termes de confiance qui leur permettaient de s'expliquer franchement. Napoléon développa alors aux yeux surpris d'Alexandre les desseins auxquels il voulait l'as-

societ, desseins que des circonstances récentes venaient de lui suggérer.

C'était une situation extraordinaire que celle de Napoléon en ce moment. En faisant ressortir la grandeur de son génie, la hauteur prodigieuse de sa fortune, elle décelait en même temps les côtés faibles de sa politique, politique excessive et variable comme les passions qui l'inspiraient.

Nous avons souvent parlé des alliances de la France à cette époque ; nous avons souvent dit qu'à moins de réaliser le phénomène effrayant, heureusement impossible, de la monarchie universelle, il fallait que Napoléon tâchât de compter en Europe autre chose que des ennemis, publiquement ou secrètement conjurés contre lui, et qu'il devait s'efforcer de s'y faire un ami, au moins un. Nous avons dit que l'Espagne, notre alliée la plus ancienne et la plus naturelle, était complètement désorganisée, et, jusqu'à son entière régénération, destinée à être une charge pour ceux qui s'uniraient à elle ; que l'Italie était à créer ; que l'Angleterre, alors inquiète sur la possession des Indes, alarmée de nous voir établis au Texel, à Anvers, à Brest, à Cadix, à Toulon, à Gênes, à Naples, à Venise, à Trieste, à Corfou, comme propriétaires ou comme dominateurs, était inconciliable avec nous ; que l'Autriche serait implacable tant qu'on ne lui aurait pas ou restitué, ou fait oublier l'Italie ; que la Russie nous jalousait sur le continent comme l'Angleterre sur l'Océan ; que la Prusse seule, rivale naturelle de l'Autriche, voisine menacée de la Russie, puissance protestante, novatrice, enrichie de biens d'Église, était la seule dont les intérêts politiques et les principes moraux ne fussent pas absolument incompatibles avec les nôtres, et que c'était auprès d'elle qu'il fallait chercher l'ami fort et sincère, au moyen duquel on rendrait toutes les coalitions ou impossibles, ou incomplètes. Mais on a vu que la Prusse, placée entre les deux partis qui divisaient alors le monde, incertaine et hésitante, avait eu les torts de la faiblesse, Napoléon ceux de la force ; qu'une déplorable rupture s'en était suivie ; que Napoléon avait eu l'immense gloire militaire, l'immense malheur politique, de détruire en quinze jours une monarchie, qui était notre seul allié possible en Europe ; que les Russes enfin ayant voulu venir au secours des Prussiens en Pologne, comme ils étaient venus au secours des Autrichiens en Gallicie, il les avait écrasés à Friedland comme à Austerlitz.

Vainqueur du continent entier, entouré de puissances successivement battues, l'une il y avait

dix jours à Friedland, l'autre il y avait huit mois à Iéna, la troisième il y avait dix-huit mois à Austerlitz, Napoléon se voyait maître de choisir, non pas entre amis sincères, mais entre amis empressés, soumis, obséquieux. Si, par un enchaînement de choses presque impossible à rompre, le moment d'essayer à son tour l'alliance russe n'était pas alors venu pour lui, il aurait pu, en cet instant, conjurer en quelque sorte la destinée, rentrer soudainement dans les voies de la bonne politique, pour n'en plus sortir, et il y eût trouvé, avec moins de puissance apparente, plus de puissance réelle, et peut-être une éternelle durée, sinon pour sa dynastie, au moins pour la grandeur de la France, qu'il aimait autant que sa dynastie. Pour cela il fallait se conduire en vainqueur généreux, et par un acte imprévu, mais nullement bizarre quoique imprévu, relever la Prusse abattue, la refaire plus forte, plus étendue que jamais, en lui disant : « Vous avez eu tort, vous avez manqué de franchise avec moi, je vous en ai punie ; oublions votre défaite et ma victoire ; je vous agrandis au lieu de vous amoindrir, pour que vous soyez à jamais mon alliée. » Certainement, Frédéric-Guillaume, qui avait la guerre en aversion, qui se reprochait tous les jours de s'y être laissé entraîner, et qui plus tard en 1815, lorsque Napoléon, à demi vaincu, présentait une proie facile à dévorer, hésitait encore à profiter du retour de la fortune, et ne reprit les armes que parce que son peuple les prit malgré lui, ce roi comblé de biens après Iéna et Friedland, forcé à la reconnaissance, n'aurait jamais fait partie d'une coalition, et Napoléon, n'ayant à combattre que l'Autriche et la Russie, n'eût point été accablé. Si Napoléon désirait une couronne en Allemagne pour l'un de ses frères, désir fâcheux et peu sage, il avait la Hesse, que la Prusse se serait trouvée trop heureuse de lui abandonner. Il aurait tenu le sort du Hanovre en suspens, prêt à le donner à l'Angleterre pour prix de la paix, ou à la Prusse pour prix d'une alliance intime. Et quant à l'empereur Alexandre, n'ayant rien à lui prendre, rien à lui rendre, Napoléon l'aurait laissé sans un seul grief, en reconstituant la Prusse le lendemain de la commune défaite des Prussiens et des Russes. Il l'aurait réduit à admirer le vainqueur, à signer la paix sans mot dire, sans reparler ni de l'Italie, ni de la Hollande, ni de l'Allemagne, prétextes ordinaires à cette époque des contestations de la France et de la Russie.

Ce que nous imaginons ici était sans doute une

utopie, non de générosité, car Napoléon était parfaitement capable de cette générosité imprévue, éblouissante, qui jaillit quelquefois d'un cœur grand et avide de gloire, mais une utopie par rapport aux combinaisons du moment. Alors, en effet, le cours des choses qui mène les hommes, même les plus puissants, conduisait Napoléon à d'autres résolutions. En fait d'alliances, il avait, quoique à la moitié de son règne, déjà essayé de toutes. A peine arrivé au consulat, à l'époque des pensées bonnes, sages, profondes, parce que c'étaient les premières que lui inspirait la vue des choses, bien avant la corruption qui naît d'un pouvoir prolongé, il s'était tourné vers la Prusse, et en avait fait son alliée. Un instant, sous Paul I^{er}, mais comme expédient, il avait songé à s'unir à la Russie. Un instant encore, pendant la paix d'Amiens, il avait imaginé de s'unir à l'Angleterre, séduit par l'avantage de joindre la puissance de mer à celle de terre, mais toujours d'une manière passagère, et la Prusse n'avait pas cessé d'être alors sa confidente intime, sa complice dans toutes les affaires de l'Europe. Brouillé depuis avec la Prusse jusqu'à lui déclarer la guerre, sentant son isolement, il avait adressé à l'Autriche des ouvertures qui auraient fait peu d'honneur à sa pénétration, si le besoin d'avoir un allié, même au milieu de ses victoires, ne l'avait justifié d'en chercher de peu vraisemblables. Bientôt, averti par les perfides armements de l'Autriche, enivré par Iéna, il avait cru pouvoir se passer de tout le monde. Transporté en Pologne, et surpris après Eylau des obstacles que la nature peut opposer à l'héroïsme et au génie, il avait pensé encore une fois à l'alliance de la Prusse. Mais blessé des réponses de cette puissance, réponses moins empressées qu'il n'aurait dû s'y attendre, et redevenu victorieux autant que jamais à Friedland, pressé enfin de mettre un terme à une guerre lointaine, il était nécessairement amené, en tournant sans cesse dans le cercle de ses pensées, à celle qui n'avait pas encore eu son jour, à celle que favorisaient tant de circonstances présentes, à la pensée d'une alliance avec la Russie. Éloigné définitivement de la Prusse qui n'avait pas su saisir un instant de retour vers elle, irrité au plus haut point de la conduite artificieuse de l'Autriche, trouvant la Russie dégoûtée des alliés qui l'avaient si mal secondée, croyant qu'il y aurait plus de sincérité chez la Russie que chez la Prusse, parce qu'il y aurait moins d'ambiguïté de position, séduit enfin par la nouveauté

qui abuse toujours à un certain degré les esprits même les plus fermes, Napoléon imagina de faire d'Alexandre un allié, un ami, en s'emparant de son esprit, en remplissant sa tête d'idées ambitieuses, en offrant à ses yeux éblouis des prestiges qu'il était facile de créer, d'entretenir quelque temps, mais non pas d'éterniser, à moins de les renouveler au moyen des satisfactions les plus dangereuses. L'Orient s'offrait naturellement comme ressource pour procurer au jeune Alexandre ces satisfactions, très-aisées à imaginer, beaucoup moins à réaliser, mais tout à coup devenues faciles, par une circonstance accidentelle et récente : tant il est vrai que lorsque le moment d'une chose est venu, il semble que tout la favorise, même les accidents les plus imprévus !

Napoléon avait engagé les Turcs dans sa querelle, en les excitant à disputer les provinces du Danube aux conquérants de la Crimée, l'Égypte aux possesseurs de l'Inde. Il leur avait promis de les secourir sur terre contre les Russes, sur mer contre les Anglais, et il avait commencé par les aider avec ses officiers à défendre les Dardanelles. Il s'était engagé enfin à ne pas signer la paix, sans la rendre commune et avantageuse à l'empire ottoman. Mais l'infortuné Sélim, odieux aux ulémas dont il voulait réduire le pouvoir, aux janissaires qu'il voulait soumettre à la discipline européenne, avait expié par une chute épouvantable ses sages et généreux desseins. Depuis longtemps les ulémas lui témoignaient une défiance profonde. Les janissaires voyaient avec une sorte de fureur les nouvelles troupes connues sous le nom de *nizam-djedid*. Les uns et les autres n'attendaient qu'une occasion pour satisfaire leurs ressentiments. Le sultan ayant exigé que les janissaires qui tenaient garnison dans les châteaux du Bosphore et des Dardanelles prissent le costume du *nizam-djedid*, la révolte avait éclaté parmi eux, et s'était propagée avec la rapidité de l'éclair parmi les compagnies de janissaires qui se trouvaient soit à Constantinople, soit dans les villes voisines de la capitale. Tous étaient accourus à Constantinople, s'étaient ameutés sur la place de l'At-Méidan (l'ancien hippodrome), avec leurs marmites renversées, signe ordinaire de la révolte, indiquant qu'ils refusaient la nourriture d'un maître devenu odieux. Les ulémas, se réunissant de leur côté, avaient déclaré qu'un prince qui avait régné sept ans, sans avoir de postérité, sous lequel le pèlerinage de la Mecque avait été

interrompu, était indigne de régner. Les janissaires assemblés pendant plusieurs jours avaient successivement demandé, obtenu, et quelquefois pris sans qu'on la leur livrât, la tête des ministres de la Porte, accusés de favoriser le nouveau système, et enfin la révolte s'obstinant, le mufti avait proclamé la déchéance de Sélim, et l'élévation de Mustapha au trône. Le malheureux Sélim, enfermé dans un appartement du sérail, pouvait espérer, il est vrai, le secours de son armée, commandée par un sujet dévoué, le grand vizir Baraictar. Mais ce secours offrait de graves périls, car on devait craindre que l'apparition du grand vizir à la tête de soldats fidèles ne fit assassiner le sultan détroné, avant qu'il pût être secouru. Telles étaient les nouvelles que Napoléon venait de recevoir à son quartier général de Tilsit le 24 juin. D'après toutes les vraisemblances, le nouveau gouvernement turc allait être l'ennemi de la France, justement parce que le gouvernement renversé avait été son ami. Il était certain d'ailleurs que l'anarchie qui minait ce malheureux empire, le rangeait avec l'Espagne au nombre de ces alliés dont il fallait attendre plus d'embarras que de services, surtout quand cet allié, placé à la distance qui sépare Constantinople de Paris, ne pouvait être que difficilement conseillé, et lentement secouru. Napoléon, chez lequel les révolutions d'idées s'opéraient avec la vivacité naturelle à son génie, envisagea tout à coup les événements d'Orient d'une manière nouvelle. Il y avait longtemps que les hommes d'État de l'Europe considéraient l'empire turc comme à la veille d'être partagé, et c'est dans cette vue que Napoléon avait voulu prélever la part de la France, en s'emparant de l'Égypte. Il avait un instant abandonné cette idée, lorsqu'en 1802 il songeait à réconcilier la France avec toutes les puissances. Il y revint violemment en voyant ce qui se passait à Constantinople, et il se dit que puisqu'on ne pouvait faire vivre cet empire, le mieux était de profiter de ses dépouilles pour le meilleur arrangement des affaires de l'Europe, et surtout pour l'abaissement de l'Angleterre. Il avait auprès de lui, vaincu mais redoutable encore, le souverain dont il était le plus facile d'exalter la jeune tête, en lui montrant les bouches du Danube, le Bosphore, Constantinople, et il pensa qu'avec quelques-unes de ces dépouilles turques, qui tôt ou tard ne pouvaient manquer d'échoir à la Russie, il en obtiendrait, non pas seulement la paix, qui dans le moment n'était plus douteuse, mais

une alliance intime, dévouée, au moyen de laquelle il vaincrait l'Angleterre, et accomplirait sur les trônes de l'Occident les révolutions qu'il méditait.

Ayant journellement à ses côtés l'empereur Alexandre, soit dans des revues, soit dans de longues promenades au bord du Niémen, soit enfin dans un cabinet de travail, où la carte du monde était étalée, et où il s'enfermait souvent avec lui après l'heure du repas, il s'empara de l'esprit de ce prince, et le bouleversa complètement, en lui proposant, dans une conversation presque continue de plusieurs jours, les vues suivantes.

« Un coup du ciel, dit-il à Alexandre, vient de me dégager à l'égard de la Porte. Mon allié et mon ami, le sultan Sélim, a été précipité du trône dans les fers. J'avais cru qu'on pouvait faire quelque chose de ces Turcs, leur rendre quelque énergie, leur apprendre à se servir de leur courage naturel : c'est une illusion. Il faut en finir d'un empire qui ne peut plus subsister, et empêcher que ses dépouilles ne contribuent à augmenter la domination de l'Angleterre. » Là-dessus Napoléon déroula aux yeux d'Alexandre les nouveaux projets qu'il venait de concevoir. Alexandre désirait-il être l'allié de la France, son allié solide et sincère, rien n'était plus facile, rien ne serait plus fructueux pour lui et pour son empire. Mais il fallait que cette alliance fût entière, sans réserve, suivie d'un complet dévouement aux intérêts mutuels des deux puissances. D'abord cette alliance était la seule qui convint à la Russie. De quoi, en effet, accusait-on la France? de vouloir dominer l'Italie, la Hollande, peut-être l'Espagne; de vouloir créer sur le Rhin un système qui abaissait la vieille prépondérance de l'Autriche en Allemagne, et y arrêtât la prépondérance naissante de la Prusse? Mais qu'importaient à la Russie, qu'importaient l'Italie, l'Espagne, la Hollande? L'Allemagne elle-même n'était-elle pas à la fois jalouse et secrètement ennemie de la Russie? Ne rendait-on pas service à la Russie en affaiblissant les principales puissances allemandes? De quoi, au contraire, accusait-on l'Angleterre? de vouloir dominer les mers, qui sont la propriété de tout le monde; d'opprimer les pavillons neutres dont le pavillon russe faisait partie; de s'emparer du commerce des nations, de les rançonner en leur livrant les denrées exotiques au prix qu'elle seule fixait; de mettre, partout où elle le pouvait, un pied sur le continent, en Portugal, en Danemark, en Suède;

de prendre ou de menacer les points dominants du globe, le Cap, Malte, Gibraltar, le Sund, pour imposer sa loi à l'univers commerçant. En ce moment même, au lieu de secourir ses alliés, ne cherchait-elle pas à conquérir l'Égypte? Et récemment, si elle avait réussi à se saisir des Dardanelles, qu'en aurait-elle fait? Or, de ces convoitises anglaises, on ne pouvait pas dire comme des prétentions imputées à la France : Qu'importe à la Russie? C'était l'avis de la grande Catherine et de Paul I^{er}, que de telles convoitises importaient fort à la Russie, puisque l'une et l'autre avaient déclaré la guerre à la Grande-Bretagne pour les droits du pavillon neutre. Les Anglais opprimaient à ce point le commerce des nations, qu'ils s'étaient emparés de celui de Saint-Pétersbourg, dont ils tenaient tous les capitaux, et qui devenait dans leurs mains un redoutable moyen d'influence sur la Russie, car en resserrant seulement l'argent, ils poussaient au murmure, à l'assassinat contre les empereurs. Une armée française, conduite par un grand capitaine, pouvait à la rigueur venir jusqu'à la Vistule, jusqu'au Niémen : irait-elle jusqu'à la Néva? Une escadre anglaise, au contraire, pouvait, après avoir forcé le Sund, brûler Cronstadt, menacer Pétersbourg; après avoir forcé le Bosphore, détruire Sévastopol et Odessa. Une escadre anglaise pouvait enfermer les Russes dans la Baltique et dans la mer Noire, les tenir prisonniers dans ces mers comme dans un lac. Mais la France et la Russie, ne se touchant par aucun point, ayant les mêmes ennemis, les Anglais sur mer, les Allemands sur terre, ayant de plus un objet commun et pressant de sollicitude, l'empire ture, devaient s'entendre, se concerter, et, si elles le voulaient, étaient assez puissantes à elles deux pour dominer le monde.

A ces grands aperçus, Napoléon joignit un système de moyens plus séduisant encore que les idées générales qu'il venait de développer. On l'accusait de vouloir la guerre pour la guerre. Il n'en était rien, et il le prouvait à l'instant même. « Soyez, dit-il à Alexandre, mon médiateur auprès du cabinet de Londres. Ce rôle convient à votre position d'ancien allié de l'Angleterre, et d'allié prochain de la France. Je ne songe plus à Malte. Que la Grande-Bretagne garde cette île, en compensation de ce que j'ai acquis depuis la rupture de la paix d'Amiens. Mais qu'elle rende à son tour les colonies de l'Espagne et de la Hollande, et à ce prix je lui restitue le Hanovre. Ces conditions ne sont-elles pas justes, parfaitement équitables? Puis-je en accepter d'autres? Puis-je

abandonner mes alliés? Et quand je sacrifie mes conquêtes sur le continent, une conquête comme le Hanovre, pour recouvrer les possessions lointaines de mes alliés, est-il possible de contester ma loyauté et ma modération? »

Alexandre avoua que ces conditions étaient parfaitement justes, et que la France n'en pouvait pas accepter d'autres. Napoléon, continuant, amena ce prince à reconnaître que si l'Angleterre s'obstinait après de telles propositions, il fallait bien cependant qu'on la contraignît à céder, car le monde ne devait pas être éternellement troublé pour elle; et il lui prouva qu'on avait le moyen de la réduire par une simple déclaration. « Si l'Angleterre, dit-il, refuse la paix à ces conditions, proclamez-vous l'allié de la France; annoncez que vous allez unir vos forces aux siennes pour assurer la paix maritime. Faites savoir à l'Angleterre, qu'outre la guerre avec la France, elle aura la guerre avec le continent tout entier, avec la Russie, avec la Prusse, avec le Danemark, avec la Suède et le Portugal, qui devront obéir quand nous leur signifierons nos volontés; avec l'Autriche elle-même, qui sera bien obligée de se prononcer dans le même sens, si vous et moi lui déclarons qu'elle aura la guerre avec nous, dans le cas où elle ne voudrait pas l'avoir avec l'Angleterre, aux conditions par nous énoncées. L'Angleterre alors, exposée à une guerre universelle, si elle ne veut pas conclure une paix équitable, l'Angleterre déposera les armes. Tout ceci, ajoutait Napoléon, doit être communiqué à chaque cabinet avec assignation de termes précis et prochains pour se décider. Si l'Angleterre ne cède pas, nous agirons en commun, et nous trouverons de suffisantes indemnités pour nous dédommager de cette continuation de la guerre. Deux pays fort importants, l'un des deux surtout pour la Russie, résisteront peut-être. Ce sont le Portugal et la Suède, que leur position maritime subordonne à l'Angleterre. Je m'entendrai, dit Napoléon, avec l'Espagne relativement au Portugal. Vous, prenez la Finlande, comme dédommagement de la guerre que vous aurez été amené à faire contre la Suède. Le roi de Suède, il est vrai, est votre beau-frère et votre allié; mais, puisqu'il est votre beau-frère et votre allié, qu'il suive les changements de votre politique, ou qu'il subisse les conséquences de sa mauvaise volonté. La Suède, répéta souvent Napoléon, peut être un parent, un allié du moment, mais *c'est l'ennemi géographique* ¹. Pétersbourg

¹ Ce sont les propres expressions de Napoléon, répétées par

se trouve trop près de la frontière de Finlande. *Il ne faut plus que les belles Russes de Pétersbourg entendent de leurs palais le canon des Suédois.* »

Après avoir assigné à Alexandre la Finlande comme prix de la guerre contre l'Angleterre, Napoléon lui fit entrevoir quelque chose de plus brillant encore, du côté de l'Orient. « Vous devez, dit-il à Alexandre, me servir de médiateur auprès de l'Angleterre, et de médiateur armé qui impose la paix. Je jouerai le même rôle pour vous auprès de la Porte. Je lui signifierai ma médiation : si elle refuse de traiter à des conditions qui vous satisfassent, ce qu'il ne faut pas espérer dans l'état d'anarchie où elle est tombée, je m'unirai à vous contre les Turcs, comme vous vous serez uni à moi contre les Anglais, et alors nous ferons de l'empire ottoman un partage convenable. »

C'est surtout ici que le champ des hypothèses devenait immense, et que l'imagination des deux souverains s'égara dans des combinaisons infinies. Le premier vœu de la Russie était d'obtenir tout de suite, quoi qu'il arrivât de la négociation avec la Porte, une portion quelconque des provinces du Danube. Napoléon y consentait en retour de l'assistance que la Russie lui prêterait dans les affaires d'Occident. Cependant, comme il était probable que les Turcs ne céderaient rien, la guerre allait s'ensuivre, et après la guerre le partage. Mais quel partage? La Russie pouvait avoir, outre la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie jusqu'aux Balkans. Napoléon devait désirer naturellement les provinces maritimes, telles que l'Albanie, la Thessalie, la Morée, Candie. On trouverait dans la Bosnie, dans la Servie, quelques dédommagements pour l'Autriche, soit en les lui cédant en toute propriété, soit en faisant de ces territoires l'apanage d'un archiduc, et on tâcherait de la consoler ainsi de ces bouleversements du monde, desquels elle sortait chaque fois plus amoindrie, et ses rivaux plus grands.

Qu'on se figure le jeune czar, humilié la veille, venant demander la paix au camp de Napoléon, n'ayant sans doute aucune inquiétude pour ses propres États, que l'éloignement sauvait des désirs du vainqueur, mais s'attendant à perdre une notable portion du territoire de son allié le roi de Prusse, et à se retirer déconsidéré de cette guerre; qu'on se le figure transporté soudainement dans une sorte de monde à la fois imaginaire et réel, imaginaire par la grandeur, réel par la possibilité,

se voyant, au lendemain d'une défaite éclatante, sur la voie de conquérir la Finlande et une partie de l'empire turc, et de recueillir, d'une guerre malheureuse, plus qu'on ne recueillait jadis d'une guerre heureuse, comme si l'honneur d'avoir été vaincu par Napoléon équivalait presque à une victoire, et en devait rapporter les fruits; qu'on se figure ce jeune monarque, avide de gloire, la cherchant partout depuis sept années, tantôt dans la civilisation précoce de son empire, tantôt dans la création d'un nouvel équilibre européen, et ne rencontrant que d'immortelles défaites, puis trouvant tout à coup cette gloire si recherchée dans un système d'alliance avec son vainqueur, alliance qui devait le faire entrer en partage de la domination du monde, au-dessous mais à côté du grand homme qui voulait bien la partager avec lui, et valoir à la Russie les belles conquêtes promises par Catherine à ses successeurs, tombées depuis Catherine dans le royaume des chimères; qu'on se le figure, disons-nous, passant si vite de tant d'abattement à de si hautes espérances, et on comprendra sans peine son agitation, son enivrement, sa subite amitié pour Napoléon, amitié qui prit sur-le-champ les formes d'une affection enthousiaste, et assurément sincère, au moins dans ces premiers instants.

Alexandre, qui était, comme nous déjà l'avons dit, doux, humain, spirituel, mais mobile autant que son père, se jeta brusquement dans la nouvelle voie qui lui était ouverte par son habile séducteur. Il ne quittait pas une fois Napoléon sans exprimer une admiration sans bornes. « Quel grand homme! disait-il sans cesse à ceux qui l'approchaient; quel génie! quelle étendue de vues! quel capitaine! quel homme d'État! Que ne l'ai-je connu plus tôt! que de fautes il m'eût épargnées! que de grandes choses nous eussions accomplies ensemble! » Ses ministres qui l'avaient rejoint, ses généraux qui l'entouraient, s'apercevaient de la séduction exercée sur lui, et n'en étaient pas fâchés, car ils s'applaudissaient de le voir sortir d'un très-mauvais pas, avec avantage et honneur, à en juger du moins par la satisfaction qui rayonnait sur son visage.

Pendant ce temps, l'infortuné roi de Prusse était venu apporter à Tilsit son malheur, sa tristesse, sa raison sans éclat, son modeste bon sens. Ces confidences enivrantes, qui transportaient Alexandre, n'étaient pas faites pour lui. Alexandre lui présentait son intimité avec Napoléon comme un moyen d'obtenir de plus grandes restitutions en faveur de la Prusse. Mais il lui

Alexandre racontant à M. de Caulaincourt ce qui s'était passé à Tilsit.

dissimulait la nouvelle alliance qui se préparait, ou ne lui avouait que la moindre partie du secret. Il eût paru étrange, en effet, que l'un des deux vaincus obtint de si belles conquêtes, quand l'autre allait perdre la moitié de son royaume.

Frédéric-Guillaume, traité avec infiniment d'égards par Napoléon, était cependant laissé à l'écart. A cheval, à la tête des troupes, il n'avait pas la grâce brillante d'Alexandre, l'ascendant tranquille de Napoléon. Il restait le plus souvent en arrière, isolé comme le malheur, faisant attendre ses compagnons couronnés lorsqu'on montait à cheval ou qu'on en descendait, objet, en un mot, de peu d'empressement, et même de moins d'estime qu'il n'en méritait, car les Français croyaient, d'après les oui-dire de la cour impériale, que Napoléon avait été trahi par la Prusse, et les Russes répétaient sans cesse qu'elle s'était mal battue. Quant à Alexandre, tous les soins étaient pour lui. Lorsqu'il rentrait de longues courses, Napoléon le retenait, lui prêtait jusqu'à ses meubles et son linge, et ne souffrait pas qu'il perdît du temps pour aller à sa demeure revêtir d'autres habits. Un superbe nécessaire en or, dont Napoléon faisait usage, ayant paru lui plaire, fut à l'instant même offert et accepté. Après le dîner, auquel assistaient les trois souverains, et qui avait toujours lieu chez Napoléon, on se séparait de bonne heure, et les deux empereurs allaient s'enfermer ensemble, privauté de laquelle Frédéric-Guillaume était exclu, et qui s'expliquait toujours de la même manière, par les efforts d'Alexandre auprès de Napoléon pour recouvrer la plus grande partie de la monarchie prussienne.

Ce n'était pas d'elle cependant qu'il s'agissait dans ces longs tête-à-tête, mais de l'immense système européen, au moyen duquel on allait dominer l'Europe en commun. Le partage possible, probable, de l'empire turc, était le sujet continu de l'entretien. Un premier partage avait été discuté, comme on vient de le voir, mais il semblait incomplet. La Russie avait les bords du Danube jusqu'aux Balkans; Napoléon avait les provinces maritimes, telles que l'Albanie et la Morée. Les provinces intérieures, telles que la Bosnie, la Serbie, étaient données à l'Autriche. La Porte conservait la Roumélie, c'est-à-dire le sud des Balkans, Constantinople, l'Asie Mineure, l'Égypte. Ainsi, d'après ce projet, Constantinople, la clef des mers, et, dans l'imagination des hommes, la vraie capitale de l'Orient, Constantinople, tant promise aux descendants

de Pierre le Grand par l'opinion universelle, opinion formée des espérances des Russes et des craintes de l'Europe, Constantinople restait, avec Sainte-Sophie, aux barbares de l'Asie!

Alexandre y revint plus d'une fois, et un partage plus complet, qui eût donné à Napoléon, outre la Morée, les îles de l'Archipel, Candie, la Syrie, l'Égypte, mais Constantinople aux Russes, lui aurait plu davantage. Toutefois Napoléon qui croyait en avoir assez fait, trop même, pour s'attacher le jeune empereur, ne voulut jamais aller aussi loin. Céder Constantinople, n'importe à qui, fût-ce à un ennemi déclaré de l'Angleterre, laisser faire ainsi à quelqu'un, lui vivant, la conquête la plus éblouissante qui se pût imaginer, ne devait pas convenir à Napoléon. Il pouvait bien, comme obéissant à une tendance naturelle des choses, et pour résoudre beaucoup de difficultés européennes, pour se donner enfin une puissante alliance contre l'Angleterre, il pouvait bien permettre au torrent de l'ambition russe de venir battre le pied des Balkans, surtout dans le désir de détourner ce torrent de la Vistule, mais il ne voulait pas lui laisser dépasser ces montagnes tutélaires. Il ne voulait pas que l'œuvre la plus éclatante des temps modernes fût accomplie par quelqu'un, à sa face, à côté de lui! Il était trop jaloux de la grandeur de la France, trop jaloux d'occuper à lui seul l'imagination du genre humain, pour consentir à un tel empiétement sur sa propre gloire!

Aussi, malgré l'envie de séduire son nouvel ami, il ne se prêta jamais à un autre partage que celui qui enlevait à la Porte les provinces du Danube mal attachées à l'empire, et la Grèce déjà trop réveillée pour subir longtemps le joug des Turcs.

Un jour les deux empereurs, au retour d'une longue promenade, se renfermèrent dans le cabinet de travail, où se trouvaient étalées de nombreuses cartes de géographie. Napoléon, paraissant continuer une conversation vivement engagée avec Alexandre, demanda à M. de Méneval une carte de Turquie, la déploya, puis reprenant l'entretien, et posant tout à coup le doigt sur Constantinople, s'écria plusieurs fois, sans s'inquiéter d'être entendu du secrétaire, dans lequel il avait une confiance absolue : « Constantinople ! Constantinople ! jamais ! c'est l'empire du monde ¹. »

¹ Je tiens ces détails de M. de Méneval lui-même, témoin oculaire, et outre la véracité de ce témoin respectable, j'ai

Cependant, la Finlande, les provinces daniennes, comme prix du concours de la Russie aux projets de la France, présentaient une perspective assez belle pour enivrer Alexandre, car son règne égalerait celui de la grande Catherine, s'il obtenait ces vastes territoires. Il ne se fit donc pas presser plus longtemps, et consentit à tout ce qu'on exigeait de lui.

En conséquence il fut convenu que la France et la Russie noueraient dès cet instant une alliance intime, à la fois défensive et offensive, n'auraient à l'avenir que les mêmes amis, les mêmes ennemis, et en toute occasion tourneraient vers le même but leurs forces réunies de terre et de mer. On se promit de régler plus tard par une convention spéciale le nombre d'hommes et de vaisseaux à employer pour chaque cas particulier. Dans le moment, la Russie devait offrir sa médiation au cabinet britannique, pour le rétablissement de la paix avec la France, et si cette médiation aux conditions arrêtées par Napoléon n'était pas acceptée, elle s'obligeait à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Immédiatement après on devait contraindre toute l'Europe, l'Autriche comprise, à concourir à cette guerre. Si la Suède et le Portugal, comme il était facile de le prévoir, résistaient, une armée russe irait occuper la Finlande, une armée française le Portugal. Quant aux Turcs, Napoléon s'engageait à leur offrir sa médiation, pour les remettre en paix avec la Russie, et s'ils refusaient cette médiation, il était stipulé que la guerre de la Russie contre eux serait commune à la France, et que les deux puissances feraient ensuite de l'empire ottoman ce qu'elles jugeraient convenable, sauf à s'arrêter, quant au démembrement, à la limite des Balkans et du golfe de Salonique.

Ces résolutions une fois adoptées en substance, Napoléon se chargea de rédiger de sa main les traités patents et secrets qui devaient les contenir. Il fallait cependant s'entendre au sujet de cette malheureuse Prusse, que Napoléon avait promis de ne pas détruire entièrement, et, pour l'honneur d'Alexandre, de laisser subsister au moins en partie. Il y avait deux conditions fondamentales que Napoléon avait posées, et desquelles il ne voulait pas s'écarter : c'était de prendre, pour les employer à diverses combinaisons, toutes les provinces allemandes que la Prusse possédait à la gauche de l'Elbe, et en

outre les provinces polonaises qu'elle avait reçues dans les divers partages de la Pologne. Ce n'était pas moins que la moitié des États prussiens, en territoire et en population. Avec les provinces de Westphalie, de Brunswick, de Magdebourg, de Thuringe, anciennement ou récemment acquises par la Prusse, Napoléon voulait, en les réunissant au grand-duché de Hesse, composer un royaume allemand, qu'il appellerait royaume de Westphalie, et qu'il se proposait de donner à son frère Jérôme, pour introduire dans la Confédération du Rhin un prince de sa famille. Il avait déjà couronné deux de ses frères, l'un qui régnait en Italie, l'autre en Hollande. Il en établirait ainsi un troisième en Allemagne. Quant au Hanovre, qui avait appartenu un moment à la Prusse, Napoléon prétendait le garder comme gage de la paix avec l'Angleterre. Quant à la Pologne, son intention était d'en commencer la restauration au moyen des provinces de Posen et de Varsovie, qu'il constituerait en État indépendant, afin de payer les services des Polonais, qui lui avaient été peu secourables jusqu'ici, mais qui pourraient l'être davantage lorsqu'ils joindraient à leur courage naturel l'avantage de l'organisation; afin d'abolir aussi, en renversant l'ouvrage du grand Frédéric, la principale et la plus condamnable de ses œuvres, le partage de la Pologne. Napoléon ne savait pas ce que le temps lui permettrait d'enlever plus tard à l'Autriche, par échange ou par force, des provinces polonaises que détenait cette puissance, et, en attendant, il faisait déjà renaître la Pologne par la création d'un État polonais d'une assez grande étendue et d'une véritable importance. Pour faciliter davantage cette restauration, il avait imaginé de revenir à une autre chose du passé, c'était de donner la Pologne à la Saxe. Ainsi, en détruisant l'une des grandes monarchies de l'Allemagne, la Prusse, il voulait lui substituer deux nouvelles monarchies alliées : la Westphalie, constituée de toutes pièces au profit de son plus jeune frère; la Saxe, agrandie jusqu'à la doubler, et destinées l'une et l'autre, d'après toutes les vraisemblances, à lui rester fidèlement attachées. Il entendait refaire de la sorte un nouvel équilibre allemand, et remplacer, par deux alliances, la forte alliance de la Prusse, qu'il avait perdue. Il assignait donc pour limites à la Confédération du Rhin, l'Inn à l'égard de l'Autriche, l'Elbe à

pour garant de leur exactitude les correspondances de MM. Savary et de Caulaincourt, lesquelles prouvent que la limite

des Balkans ne fut jamais franchie, malgré tous les efforts d'Alexandre.

l'égard de la Prusse, la Vistule à l'égard de la Russie.

La Russie n'avait pas beaucoup d'objections à élever contre de telles combinaisons, une fois surtout qu'elle prenait le parti de s'associer à la politique française. Sauf les sacrifices imposés à la Prusse, sauf la restauration de la Pologne, elle s'intéressait peu à ces créations, à ces démembrements d'États allemands. Mais les sacrifices imposés à la Prusse étaient embarrassants pour l'empereur Alexandre, surtout quand il se rappelait les serments prêtés sur le tombeau du grand Frédéric, et les démonstrations d'un dévouement chevaleresque prodiguées à la reine de Prusse. De 9 millions et demi d'habitants, on réduisait la monarchie prussienne à 5 millions. De 120 millions de francs en revenu, on la réduisait à 69. Alexandre ne pouvait donc admettre un tel amoindrissement de son allié, sans quelques objections. Il les présenta à Napoléon, et n'en fut que médiocrement écouté. Napoléon lui répondit que c'était par considération pour lui qu'il laissait autant de provinces à la Prusse, car sans le motif de lui complaire, il l'aurait réduite à n'être qu'un des États de troisième ordre. Il lui eût enlevé, disait-il, jusqu'à la Silésie, qu'il aurait, ou donnée à la Saxe, pour transporter à celle-ci toute la puissance qu'avait eue la Prusse, ou donnée à l'Autriche, pour en obtenir les Gallicies.

Cette double combinaison aurait assurément mieux valu. Le parti de sacrifier la Prusse une fois pris, il valait mieux la détruire tout à fait qu'à moitié. C'est, dans tous les cas, un mauvais système que de renverser les anciens États pour en créer de nouveaux, car les anciens sont prompts à revivre, les nouveaux prompts à mourir, à moins toutefois qu'on n'agisse dans le sens, déjà très-prononcé, de la marche des choses. La marche des choses avait amené l'agrandissement progressif de la Prusse, la destruction progressive de la Pologne et de la Saxe. Tout ce qu'on essayait dans ce sens avait des chances de durée; tout ce qu'on essayait dans le sens contraire en avait peu. Il aurait fallu, pour donner à ce qu'on faisait quelque consistance, rendre tout de suite la Prusse si faible, la Saxe et la Pologne si fortes, que la première eût peu de moyens de renaître, et les deux autres beaucoup de moyens de se soutenir. Ainsi, en ne reconstituant pas la Prusse en entier, reconstruction qui eût été préférable à tout, Napoléon aurait mieux fait de la détruire complètement. Il le pensait lui-même ainsi, et il le dit à l'empereur Alexan-

dre. Il alla jusqu'à lui offrir une partie des dépouilles de la maison de Brandebourg, s'il voulait se prêter à ses projets, afin de rétablir plus complètement la Pologne. Mais Alexandre s'y refusa, car il lui était évidemment impossible d'accepter les dépouilles de la Prusse. C'était déjà bien assez de ne pas la défendre davantage, et de devenir l'allié intéressé du vainqueur qui la dépouillait. Indépendamment du sort infligé à la Prusse, Alexandre ne pouvait pas voir avec plaisir la restauration de la Pologne. Mais Napoléon s'efforça de lui démontrer que la Russie devait du côté de l'Occident s'arrêter au Niémen; qu'en le dépassant pour se rapprocher de la Vistule, comme elle l'avait fait lors du dernier partage de la Pologne, elle se rendait suspecte et odieuse à l'Europe, se donnait des sujets, longtemps, peut-être même éternellement insoumis, et se mettait pour des conquêtes douteuses dans la dépendance de puissances voisines, toujours prêtes à fomenter l'insurrection chez elle; qu'il fallait qu'elle cherchât son agrandissement ailleurs; qu'elle le trouverait au Nord vers la Finlande, en Orient vers la Turquie; que dans cette dernière direction surtout, s'ouvrait pour elle la route de la vraie grandeur, de la grandeur sans limites, puisque l'Inde même était en perspective; qu'en cherchant à s'agrandir de ce côté, elle rencontrerait sur le continent des amis, des alliés, la France particulièrement, et qu'elle n'aurait d'adversaire que l'Angleterre, dont la puissance, réduite à celle de ses vaisseaux, ne pourrait jamais lui disputer les bords du Danube.

Les raisons de Napoléon étaient fortes, et eussent-elles été mauvaises, on n'était guère en mesure de les contredire. Il fallait choisir: ou n'avoir rien nulle part, ne s'agrandir d'aucun côté, sans empêcher la Pologne de renaître, la Prusse de tomber, ou s'agrandir beaucoup dans le sens indiqué par Napoléon. Alexandre n'hésita pas. D'ailleurs il était tellement séduit, charmé, qu'il n'y avait pas besoin de la force pour le décider. Mais il s'agissait de savoir comment on ferait supporter son malheur à Frédéric-Guillaume, qui, en voyant les deux empereurs si intimes, avait pu se flatter d'être le motif de cette intimité, et d'en recueillir le prix. Alexandre se chargea, quelque embarrassant que fût ce rôle, de faire les premières ouvertures, et après avoir communiqué à Frédéric-Guillaume les résolutions qui le concernaient, de lui laisser le soin de s'en entendre directement avec l'arbitre suprême, qui traçait les frontières de tout le

monde. Frédéric-Guillaume accueillit mal les ouvertures d'Alexandre, et se promit d'en référer à Napoléon. Le malheureux roi de Prusse, que la fortune favorisait alors si peu, mais qu'elle devait dédommager plus tard, n'était pas capable de traiter lui-même ses propres affaires. Il n'était ni adroit, ni imposant; et si parfois son âme, soulevant le poids du malheur, se livrait à quelques mouvements involontaires, c'était à des mouvements de brusquerie, fort peu séants chez un roi sans États et sans armée. La ville de Memel, où la reine de Prusse passait ses nuits et ses jours à pleurer, les 10,000 ou 15,000 hommes du général Lestocq, voilà tout ce qui lui restait. Ce prince eut une longue explication avec Napoléon, et, comme dans leur première entrevue, s'attacha à lui prouver qu'il n'avait pas mérité son malheur, car l'origine de ses démêlés avec la France remontait à la violation du territoire d'Anspach, et en traversant la province d'Anspach, affirmait-il avec obstination, Napoléon avait manqué à la souveraineté prussienne. La question avait peu d'importance au point où en étaient les choses, mais à cet égard Napoléon éprouvait une conviction égale à celle de son interlocuteur. En traversant cette province d'Anspach, il avait agi avec une parfaite bonne foi, et il tenait à avoir raison sur ce point, autant que s'il n'eût pas été le plus fort. Les deux monarques s'animent, et le roi de Prusse, dans son désespoir, se livra à des emportements, regrettables pour sa dignité, peu utiles à sa cause, embarrassants pour Napoléon. Importuné de ses plaintes, Napoléon le renvoya à son allié Alexandre, qui l'avait entraîné à continuer la guerre, lorsque, le lendemain d'Eylau, la paix eût été possible et avantageuse pour la Prusse. « Du reste, lui dit-il, l'empereur Alexandre a un moyen de vous indemniser, c'est de vous sacrifier ses parents, les princes de Mecklembourg et d'Oldenbourg, dont les États procureront un beau dédommagement à la Prusse, vers le nord et vers la Baltique; c'est aussi de vous abandonner le roi de Suède, auquel vous pourrez prendre Stralsund, et la portion de la Poméranie dont il se sert si mal. Que l'empereur Alexandre consente pour vous à ces acquisitions, non pas égales aux territoires qu'on vous enlève, mais mieux situées, et quant à moi je ne m'y opposerai pas. » Napoléon était fondé à renvoyer Frédéric-Guillaume à Alexandre, qui aurait pu effectivement procurer ces compensations à la Prusse. Mais Alexandre avait déjà bien assez de l'embaras que lui cau-

sait la tristesse de ses alliés prussiens, sans y ajouter dans sa propre famille des plaintes, des reproches, des visages consternés. Frédéric-Guillaume n'aurait pas même osé en parler, et il prit l'offre pour une défaite. Il fut donc obligé de se résigner au sacrifice d'une moitié de son royaume. Cependant il était possible de lui ménager quelques consolations de détail, qui eussent fort adouci son chagrin. On lui laissait la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie, mais on lui enlevait la Pologne, on lui enlevait les provinces à la gauche de l'Elbe, et on lui devait, en prenant ces vastes parties de ses États, de ne pas trop isoler entre elles celles qui lui restaient. C'était, en effet, avec des empiétements successifs sur la Pologne, que Frédéric avait lié ensemble la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie. Il s'agissait de savoir quelles portions de la Pologne on laisserait à la Prusse, pour bien rattacher ces provinces entre elles. Enfin, et par-dessus tout, il s'agissait de savoir si, en assignant à la Prusse la frontière de l'Elbe en Allemagne, on lui accorderait la place de Magdebourg, qui est sur l'Elbe plus importante encore que celle de Mayence ou de Strasbourg sur le Rhin.

Napoléon consentait à ce que les frontières de la Pologne fussent tracées de manière à lier autant que possible la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie; mais en concédant la basse Vistule à Frédéric-Guillaume, il voulait lui enlever Dantzic, et la constituer ville libre comme Brème, Lubeck et Hambourg. Quant à Magdebourg, il était inflexible. Mayence, Magdebourg formaient les étapes de sa puissance au Nord, il n'était pas possible qu'il y renonçât. Il fut donc absolu dans ses volontés, relativement à Dantzic et à Magdebourg.

Le roi de Prusse se résigna encore au sujet de Dantzic, mais il tenait à Magdebourg, car c'était au sein de l'Allemagne un point d'appui considérable, et la clef de l'Elbe qui était devenu sa frontière. Il faisait valoir, non pas ce motif politique, mais une raison d'ancienne affection. En effet, les habitants du duché de Magdebourg, répandus à la droite et à la gauche de l'Elbe, étaient au nombre des sujets les plus anciens et les plus affectionnés de la monarchie. Néanmoins il ne gagna rien par ce nouveau moyen. Comme il insistait beaucoup, tantôt auprès de Napoléon, tantôt auprès d'Alexandre, celui-ci imagina d'agir sur Napoléon, en appelant à Tilsit la reine de Prusse, pour qu'elle essayât sur le vainqueur

de l'Europe la puissance de son esprit, de sa beauté, de son infortune. Les bruits calomnieux auxquels avait donné naissance l'admiration d'Alexandre pour cette princesse avaient empêché qu'elle ne se rendit à Tilsit. Cependant on eut recours à son intervention, comme dernier moyen, non de toucher grossièrement Napoléon, mais d'émouvoir ses sentiments les plus délicats, par la présence d'une reine, belle, spirituelle et malheureuse.

Il était tard pour essayer d'une telle ressource, car les idées de Napoléon étaient définitivement arrêtées, et du reste il est peu probable qu'à quelque époque que ce fût, Napoléon eût sacrifié une partie de ses desseins, sous l'influence d'une femme, si intéressante qu'elle pût être.

Frédéric-Guillaume invita donc la reine à venir à Tilsit. Elle s'y décida, et on prolongea la négociation, qui durait depuis une douzaine de jours, pour donner à cette princesse le temps de faire le trajet. Elle arriva le 6 juillet à Tilsit. Une heure après son arrivée, Napoléon la prévint en allant lui rendre visite. La reine de Prusse comptait alors trente-deux ans. Sa beauté, autrefois éclatante, paraissait légèrement ternie par l'âge. Mais elle était encore l'une des plus belles personnes de son temps. Elle joignait à beaucoup d'esprit une certaine habitude des affaires, qu'elle avait contractée en y prenant une part indiscreète, et une parfaite noblesse de caractère et d'attitude. Cependant le désir trop vif de réussir auprès du grand homme dont elle dépendait, nuisit à son succès même. Elle parla de la grandeur de Napoléon, de son génie, du malheur de l'avoir méconnu, en termes qui n'étaient pas assez simples pour le toucher. Mais la force de caractère et d'esprit de cette princesse se fit bientôt sentir dans cet entretien, au point d'embarrasser Napoléon lui-même, qui s'appliqua, en lui prodiguant les égards et les respects, à ne pas laisser échapper une seule parole qui pût l'engager.

Elle vint dîner chez Napoléon, qui la reçut à la porte de sa demeure impériale. Pendant le dîner, elle s'efforça de le vaincre, de lui arracher au moins une parole dont elle pût tirer une espérance, surtout à l'égard de Magdebourg. Napoléon, de son côté, toujours respectueux, courtois, mais évasif, la désespéra par une résistance qui ressemblait à une fuite continuelle. Elle devina la tactique de son puissant adversaire, et se plaignit vivement de ce qu'il ne voulait pas, en la quittant, laisser dans son âme un souvenir qui lui permit de joindre à l'admiration pour le grand homme

un inviolable attachement pour le vainqueur généreux. Peut-être si Napoléon, moins préoccupé du soin d'agrandir des royautés ingrates, ou de créer des royautés éphémères, s'était laissé fléchir en cette occasion, et avait concédé non-seulement ce qui lui était demandé, mais ce qu'il aurait pu accorder encore sans nuire à ses autres projets, peut-être il se fût attaché le cœur ardent de cette reine, et le cœur honnête de son époux. Mais il résista à la princesse qui le sollicitait, en lui opposant d'invincibles respects.

Embarrassé de cette lutte avec une personne à laquelle il était difficile de tenir tête, pressé de terminer son nouvel ouvrage, et de rentrer dans ses États, il voulut en finir sous vingt-quatre heures. Il avait tracé avec son immuable volonté tout ce qui était relatif à la Prusse, à la Pologne, à la Westphalie; il avait consenti à une démarcation entre la Pologne et la Poméranie, qui, suivant les bords de la Netze et le canal de Bromberg, allait joindre la Vistule au-dessous de Bromberg. Il fit, quant à Magdebourg, une concession; il accorda que, dans le cas où le Hanovre resterait à la France, soit que la paix ne se conclût pas avec l'Angleterre, soit qu'elle se conclût sans rendre le Hanovre, on rétrocéderait à la Prusse sur la gauche de l'Elbe, et aux environs de Magdebourg, un territoire de 500,000 ou 400,000 mille âmes, ce qui emportait la restitution de la place elle-même.

Il ne voulut rien accorder de plus. M. de Talleyrand eut ordre de s'aboucher avec MM. de Kourakin et de Labanoff, et de terminer toutes les contestations dans la journée du 7, de sorte que la reine, mandée à Tilsit afin d'améliorer le sort de la Prusse, ne fit qu'accélérer le résultat qu'on cherchait à prévenir, par l'embarras même qu'elle causait à Napoléon, par le succès qu'avait failli obtenir son instance, à la fois gracieuse et opiniâtre. Les négociateurs russes et prussiens, se voyant sommés péremptoirement de consentir ou de refuser, finirent par céder. Le traité, conclu le 7, fut signé le 8, et prit le titre, demeuré célèbre, de TRAITÉ DE TILSIT.

Il y eut trois genres de stipulation :

Un traité patent de la France avec la Russie, et un autre de la France avec la Prusse ;

Des articles secrets ajoutés à ce double traité ;

Enfin un traité occulte d'alliance offensive et défensive entre la France et la Russie, qu'on s'engageait à envelopper d'un secret absolu, tant que les deux parties ne seraient pas d'accord pour le publier.

Les deux traités patents entre la France, la Russie et la Prusse, contenaient les stipulations suivantes :

Restitution au roi de Prusse, *en considération de l'empereur de Russie*, de la vieille Prusse, de la Poméranie, du Brandebourg, de la haute et basse Silésie ;

Abandon à la France de toutes les provinces à la gauche de l'Elbe, pour en composer, avec le grand-duché de Hesse, un royaume de Westphalie, au profit du plus jeune des frères de Napoléon, le prince Jérôme Bonaparte ;

Abandon des duchés de Posen et de Varsovie, pour en former un État polonais, qui, sous le titre de grand-duché de Varsovie, serait attribué au roi de Saxe, avec une route militaire à travers la Silésie, qui donnât passage d'Allemagne en Pologne ;

Reconnaissance par la Russie et par la Prusse de Louis Bonaparte en qualité de roi de Hollande, de Joseph Bonaparte en qualité de roi de Naples, de Jérôme Bonaparte en qualité de roi de Westphalie ; reconnaissance de la Confédération du Rhin, et en général de tous les États créés par Napoléon ;

Rétablissement dans leurs souverainetés des princes d'Oldenbourg et de Mecklembourg, mais occupation de leur territoire par les troupes françaises, pour l'exécution du blocus continental ;

Enfin, médiation de la Russie, pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre ;

Médiation de la France, pour rétablir la paix entre la Porte et la Russie.

Les articles secrets contenaient les stipulations suivantes :

Restitution aux Français des bouches du Cattaro ;

Abandon des Sept-Iles, qui devaient désormais appartenir à la France en toute propriété ;

Promesse à l'égard de Joseph, déjà reconnu roi de Naples dans le traité patent, de le reconnaître aussi roi des Deux-Siciles, quand les Bourbons de Naples auraient été indemnisés au moyen des Baléares, ou de Candie ;

Promesse, en cas de réunion du Hanovre au royaume de Westphalie, de restituer à la Prusse, sur la gauche de l'Elbe, un territoire peuplé de 500,000 ou 400,000 mille habitants ;

Traitements viagers enfin, assurés aux chefs dépossédés des maisons de Hesse, de Brunswick, de Nassau-Orange.

Le traité occulte, le plus important de tous ceux qui étaient signés dans le moment, et qu'on

se promettait d'envelopper d'un secret inviolable, contenait l'engagement, de la part de la Russie et de la France, de faire cause commune en toute circonstance, d'unir leurs forces de terre et de mer dans toute guerre qu'elles auraient à soutenir ; de prendre les armes contre l'Angleterre, si elle ne souscrivait pas aux conditions que nous avons rapportées, contre la Porte si celle-ci n'acceptait pas la médiation de la France, et, dans ce dernier cas, de *soustraire*, disait le texte, *les provinces d'Europe aux vexations de la Porte, excepté Constantinople et la Roumélie*. Les deux puissances s'engageaient à sommer en commun la Suède, le Danemark, le Portugal, l'Autriche elle-même, de concourir aux projets de la France et de la Russie, c'est-à-dire de fermer leurs ports à l'Angleterre, et de lui déclarer la guerre¹.

Les deux États ne pouvaient pas se lier d'une manière plus intime et plus complète. Le changement de politique de la part d'Alexandre ne pouvait être ni plus prompt, ni plus extraordinaire.

La signature donnée par les Russes, entraînant celle des Prussiens, causa à ces derniers une vive émotion. La reine de Prusse voulut partir immédiatement. Après avoir, comme de coutume, dîné le 8 chez Napoléon, après lui avoir adressé quelques plaintes remplies de fierté, et quelques-unes à Alexandre remplies d'amertume, elle sortit, accompagnée par Duroc qui n'avait cessé de lui porter un vif attachement, et elle se jeta dans sa voiture en sanglotant. Elle repartit tout de suite pour Memel, où elle alla pleurer son imprudence, ses passions politiques, la fâcheuse influence qu'elle avait exercée sur les affaires, la fatale confiance qu'elle avait mise dans la fidélité des chefs d'empire à leur parole et à leurs amitiés. La fortune devait changer pour son pays et pour son époux, mais cette princesse infortunée devait mourir avant d'avoir vu ce changement !

Alexandre, débarrassé d'amis malheureux, dont la tristesse lui pesait, se livra tout entier à l'enthousiasme de ses nouveaux projets. Il était vaincu, mais ses armées s'étaient honorées ; et au lieu d'essuyer des pertes à la suite d'une guerre où il n'avait eu que des revers, il quittait Tilsit avec l'espérance de réaliser prochainement les grands desseins de Catherine. La chose dépendait de lui, car il pouvait faire tourner à la paix

¹ Je publie non le texte, mais l'analyse rigoureusement exacte du traité, dont le véritable sens est resté inconnu jusqu'ici.

ou à la guerre la médiation de la Russie auprès du cabinet britannique, et la médiation de la France auprès du divan. L'une devait lui procurer la Finlande, l'autre tout ou partie des provinces danubiennes. Il était charmé de son nouvel allié. Ils se promirent d'être inviolablement attachés l'un à l'autre, de ne se rien cacher, de se revoir bientôt, pour continuer ces relations directes qui avaient déjà porté des fruits si heureux. Alexandre n'osait proposer à Napoléon de venir voir au fond du Nord la capitale d'un empire trop jeune encore pour mériter ses regards; mais il voulait aller à Paris, visiter la capitale de l'empire le plus civilisé de l'univers, où s'offrait le spectacle du plus grand gouvernement succédant à la plus affreuse anarchie, et où il espérait, disait-il, apprendre, en assistant aux séances du conseil d'État, le grand art de régner, que l'empereur des Français exerçait d'une manière si supérieure.

Le 9 juillet, lendemain même de la signature des traités, eut lieu l'échange solennel des ratifications, et la séparation des deux souverains. Napoléon, portant le grand cordon de Saint-André, se rendit à la demeure qu'occupait Alexandre. Il fut reçu par ce prince, qui portait le grand cordon de la Légion d'honneur, et qui avait autour de lui sa garde sous les armes. Les deux empereurs, ayant échangé les ratifications, montèrent à cheval, et vinrent se montrer à leurs troupes. Napoléon demanda qu'on fit sortir des rangs le soldat de la garde impériale russe réputé le plus brave, et lui donna lui-même la croix de la Légion d'honneur. Puis, après s'être longtemps entretenu avec Alexandre, il l'accompagna vers le Niémen. L'un et l'autre s'em brassèrent une dernière fois, au milieu des applaudissements de tous les spectateurs, et se séparèrent. Napoléon resta au bord du Niémen jusqu'à ce qu'il eût vu son nouvel ami débarquer sur l'autre rive. Il se retira seulement alors, et, après avoir fait ses adieux à ses soldats, qui par leur héroïsme avaient rendu possible tant de merveilles, il partit pour Kœnigsberg, où il arriva le lendemain 10 juillet.

Il régla dans cette ville tous les détails de l'évacuation de la Prusse, et chargea le prince Berthier d'en faire le sujet d'une convention, qui serait signée avec M. de Kalkreuth. Les bords du Niémen devaient être évacués le 21 juillet, ceux de la Prégel le 25, ceux de la Passarge le 20 août, ceux de la Vistule le 5 septembre, ceux de l'Oder le 1^{er} octobre, ceux de l'Elbe le 1^{er} no-

vembre, à condition toutefois que les contributions dues par la Prusse, tant les contributions ordinaires que les contributions extraordinaires, seraient intégralement acquittées ou en espèces, ou en engagements acceptés par l'intendant de l'armée. Il y en avait pour cinq ou six cents millions, portant sur les villes hanséatiques, sur les États allemands des princes dépossédés, sur le Hanovre, et enfin sur la Prusse proprement dite. Cette somme comprenait à la fois ce que les troupes françaises ou alliées avaient consommé en nature, et ce qui devait être soldé en argent. Le trésor de l'armée, commencé à Austerlitz, allait donc recevoir une considérable augmentation, et des ressources suffisantes pour récompenser le dévouement de soldats héroïques au plus magnifique de tous les maîtres.

Napoléon distribua l'armée en quatre commandements, sous les maréchaux Davoust, Sout, Masséna et Brune. Le maréchal Davoust avec le troisième corps, les Saxons, les Polonais, et plusieurs divisions de dragons et de cavalerie légère, devait former le premier commandement, et occuper la Pologne jusqu'à ce qu'elle fût organisée. Le maréchal Sout avec le quatrième corps, la réserve d'infanterie qui avait appartenu au maréchal Lannes, une partie des dragons et de la cavalerie légère, devait former le second commandement, occuper la vieille Prusse de Kœnigsberg à Dantzig, et se charger de tous les détails de l'évacuation. Le maréchal Masséna avec le cinquième corps, avec les troupes des maréchaux Ney et Mortier, avec la division bavaroise de Wrède, devait former le troisième commandement, et occuper la Silésie jusqu'à l'évacuation générale. Enfin le maréchal Brune, formant le quatrième commandement avec toutes les troupes laissées sur les derrières, avait mission de veiller sur les côtes de la Baltique, et, si les Anglais y paraissaient, de les recevoir comme il les avait autrefois reçus au Helder. La garde, et le corps de Victor autrefois de Bernadotte, furent acheminés sur Berlin.

Napoléon partit de Kœnigsberg le 15 juillet, se rendit tout droit à Dresde, pour y passer quelques jours auprès de son nouvel allié le roi de Saxe, créé grand-duc de Varsovie, et convenir avec lui de la constitution à donner aux Polonais. Ce bon et sage prince, peu ambitieux, mais flatté, ainsi que tout son peuple, des grandeurs rendues à sa famille, accueillit Napoléon avec des transports d'effusion et de reconnaissance. Napoléon le quitta pour rentrer dans

Paris, qui l'attendait impatiemment, et qui ne l'avait pas vu depuis près d'une année. Il y arriva le 27 juillet à six heures du matin.

Jamais plus d'éclat n'avait entouré la personne et le nom de Napoléon; jamais plus de puissance apparente n'avait été acquise à son sceptre impérial. Du détroit de Gibraltar à la Vistule, des montagnes de la Bohême à la mer du Nord, des Alpes à la mer Adriatique, il dominait, ou directement ou indirectement, ou par lui-même ou par des princes qui étaient, les uns ses créatures, les autres ses dépendants. Au delà se trouvaient des alliés, ou des ennemis subjugués, l'Angleterre seule exceptée. Ainsi le continent presque entier relevait de lui, car la Russie, après lui avoir résisté un moment, venait d'adopter ses desseins avec chaleur, et l'Autriche se voyait contrainte de les laisser accomplir, menacée même d'y concourir. L'Angleterre enfin, garantie de cette vaste domination par l'Océan, allait être placée entre l'acceptation de la paix, ou une guerre avec l'univers.

Tels étaient les dehors de cette puissance gigantesque : ils avaient de quoi éblouir la terre, et en effet ils l'éblouirent ! mais la réalité était moins solide qu'elle n'était brillante. Il aurait suffi d'un instant de froide réflexion pour s'en convaincre. Napoléon, détourné de sa lutte avec l'Angleterre par la troisième coalition, attiré des bords de l'Océan à ceux du Danube, avait puni la maison d'Autriche en lui enlevant à la suite de la campagne d'Austerlitz, les États vénitiens, le Tyrol, la Souabe, et avait ainsi complété le territoire de l'Italie, agrandi nos alliés de l'Allemagne méridionale, éloigné les frontières autrichiennes des nôtres. Jusque-là tout était bien, car achever l'affranchissement territorial de l'Italie, nous ménager des amis en Allemagne, placer de nouveaux espaces entre l'Autriche et la France, était conforme assurément à la saine politique. Mais dans l'enivrement produit par la prodigieuse campagne de 1805, changer arbitrairement la face de l'Europe, et, au lieu de se borner à modifier le passé, ce qui est le plus grand triomphe accordé à la main de l'homme, vouloir le détruire; au lieu de continuer à notre profit la vieille rivalité de la Prusse et de l'Autriche, par des avantages accordés à l'une sur l'autre; arracher le sceptre germanique à l'Autriche sans le donner à la Prusse; convertir leur antagonisme en une haine commune contre la France; créer, sous le titre de Confédération du Rhin, une prétendue Allemagne française, composée de

princes français antipathiques à leurs sujets, de princes allemands peu reconnaissants de nos bienfaits, et après avoir rendu, par cet injuste déplacement de la limite du Rhin, la guerre avec la Prusse inévitable, guerre aussi impolitique qu'elle fut glorieuse, se laisser entraîner par le torrent de la victoire, jusqu'aux bords de la Vistule; arrivé là, essayer la restauration de la Pologne, en ayant sur ses derrières la Prusse vaincue mais frémissante, l'Autriche secrètement implacable : tout cela, admirable comme œuvre militaire, était, comme œuvre politique, imprudent, excessif, chimérique !

Son génie aidant, Napoléon se soutint à ces extrémités périlleuses, triompha de tous les obstacles, des distances, du climat, des boues, du froid, et acheva sur le Niémen la défaite des puissances continentales. Mais au fond il était pressé de mettre un terme à cette course audacieuse, et toute sa conduite à Tilsit se ressentit de cette situation. S'étant aliéné pour jamais le cœur de la Prusse, qu'il n'eut pas la bonne pensée de se rattacher à jamais par un grand acte de générosité, éclairé sur les sentiments de l'Autriche, éprouvant, quelque victorieux qu'il fût, le besoin de se faire une alliance, il accepta celle de la Russie qui s'offrait dans le moment, et imagina un nouveau système politique, fondé sur un seul principe, l'entente des deux ambitions russe et française, pour se permettre tout dans le monde, entente funeste, car il importait à la France de ne pas tout permettre à la Russie, et bien plus encore de ne pas tout se permettre à elle-même. Après avoir ajouté, par ce traité de Tilsit, aux profonds déplaisirs de l'Allemagne, en créant chez elle une royauté française, qui devait nous coûter en dépenses d'hommes et d'argent, en haines à surmonter, en vains conseils, tout ce que nous coûtaient déjà celles de Naples et de Hollande; après avoir reconstitué la Prusse à moitié au lieu de la restaurer ou de la détruire entièrement; après avoir de même reconstitué la Pologne à moitié, et tout fait d'une manière incomplète, parce qu'à ces distances le temps pressait, les forces commençaient à défaillir, Napoléon s'acquiesça des ennemis irréconciliables, des amis impuissants ou douteux, éleva en un mot un édifice immense, édifice où tout était nouveau, de la base au sommet, édifice construit si vite que les fondements n'avaient pas eu le temps de s'asseoir, le ciment de durcir.

Mais si tout est critiquable à notre avis dans l'œuvre politique de Tilsit, quelque brillante

qu'elle puisse paraître, tout est admirable au contraire dans la conduite des opérations militaires. Cette armée du camp de Boulogne, qui portée du détroit de Calais aux sources du Danube avec une promptitude incroyable, enveloppa les Autrichiens à Ulm, refoula les Russes sur Vienne, acheva d'écraser les uns et les autres à Austerlitz, reposée ensuite quelques mois en Franconie, recommença bientôt sa marche victorieuse, entra en Saxe, surprit l'armée prussienne en retraite, la brisa d'un seul coup à Iéna, la suivit sans relâche, la déborda, la prit jusqu'au dernier homme aux bords de la Baltique; cette armée qui, détournée du nord à l'est, courut au-devant des Russes, les rejeta sur la Prégel, ne s'arrêta que parce que des boues impraticables la retinrent, donna alors le spectacle inouï d'une armée française campée tranquillement sur la Vistule, puis troublée tout à coup au milieu de ses quartiers, en sortit pour punir les Russes, les atteignit à Eylau, leur livra, quoique mourante de froid et de faim, une bataille sanglante, revint après cette bataille dans ses quartiers, et là, campée de nouveau sur la neige, de manière que son repos seul couvrait un grand siège, nourrie, recrutée pendant un long hiver à des distances où toute administration succombe, reprit les armes au printemps, et cette fois la nature aidant le génie, se plaça entre les Russes et leur base

d'opération, les réduisit, pour regagner Kœnigsberg, à passer une rivière devant elle, les y précipita à Friedland, termina ainsi par une victoire immortelle, et aux bords même du Niémen, la course la plus longue, la plus audacieuse, non à travers la Perse ou l'Inde sans défense, comme l'armée d'Alexandre, mais à travers l'Europe couverte de soldats aussi disciplinés que braves, voilà ce qui est sans exemple dans l'histoire des siècles, voilà ce qui est digne de l'éternelle admiration des hommes, voilà ce qui réunit toutes les qualités, la promptitude et la lenteur, l'audace et la sagesse, l'art des combats et l'art des marches, le génie de la guerre et celui de l'administration, et ces choses si diverses, si rarement unies, toujours à propos, toujours au moment où il les faut, pour assurer le succès! Chacun se demandera comment on pouvait déployer tant de prudence dans la guerre, si peu dans la politique! Et la réponse sera facile, c'est que Napoléon fit la guerre avec son génie, la politique avec ses passions.

Nous ajouterons toutefois, en finissant, que l'édifice colossal élevé à Tilsit aurait duré peut-être, si de nouveaux poids accumulés bientôt sur ses fondements déjà si chargés, n'étaient venus précipiter sa ruine. La fortune de la France, quoique compromise à Tilsit, n'était donc point inévitablement perdue et sa gloire était immense.

LIVRE VINGT-HUITIÈME.

FONTAINEBLEAU.

Joie causée en France et dans les pays alliés par la paix de Tilsit. — Premiers actes de Napoléon après son retour à Paris. — Envoi du général Savary à Saint-Petersbourg. — Nouvelle distribution des troupes françaises dans le Nord. — Le corps d'armée du maréchal Brune chargé d'occuper la Poméranie suédoise et d'exécuter le siège de Stralsund, dans le cas d'une reprise d'hostilités contre la Suède. — Instances auprès du Danemark pour le décider à entrer dans la nouvelle coalition continentale. — Saisie des marchandises anglaises sur tout le continent. — Premières explications de Napoléon avec l'Espagne après le rétablissement de la paix. — Sommation adressée au Portugal pour le contraindre à expulser les Anglais de Lisbonne et d'Oporto. — Réunion d'une armée française à Bayonne. — Mesures semblables à l'égard de l'Italie. — Occupation de Corfou. — Dispositions relatives à la marine. — Événements accomplis sur mer, du mois d'octobre 1805 au mois de juillet 1807. — Système des croisières. — Croisières du capitaine l'Hermitte sur la côte d'Afrique, du contre-amiral Willaumez sur les côtes des deux Amériques, du capitaine Leduc dans les mers boréales. — Envois de secours aux colonies françaises et situation de ces colonies. — Nouvelle ardeur de Napoléon pour la marine. — Système de guerre maritime auquel il s'arrête. — Affaires intérieures de l'Empire. — Changements dans le personnel des grands emplois. — M. de Talleyrand nommé vice-grand-électeur, le prince Berthier vice-connétable. — M. de Champagny nommé ministre des affaires étrangères, M. Crété ministre de l'intérieur, le général Clarke ministre de la guerre. — Mort de M. de Portalis, et son remplacement par M. Bigot de Préameneu. — Suppression définitive du tribunal. — Épuration de la magistrature. — État des finances. — Budgets de 1806 et 1807. — Balance rétablie entre les recettes et les dépenses sans recourir à l'emprunt. — Création de la Caisse de service. — Institution de la cour des comptes. — Travaux publics. — Emprunts faits pour ces travaux au trésor de l'armée. — Dotations accordées aux maréchaux, généraux, officiers et soldats. — Institution des titres de noblesse. — État des mœurs et de la société française. — Caractère de la littérature, des sciences et des arts sous Napoléon. — Session législative de 1807. — Adoption du code de commerce. — Mariage du prince Jérôme. — Clôture de la courte session de 1807, et translation de la cour impériale à Fontainebleau. — Événements en Europe pendant les trois mois consacrés par Napoléon aux affaires intérieures de l'Empire. — État de la cour de Saint-Petersbourg depuis Tilsit. — Efforts de l'empereur Alexandre pour réconcilier la Suède avec la France. — Ce prince offre sa médiation au cabinet britannique. — Situation des partis en Angleterre. — Remplacement du ministre Fox-Grenville par le ministre de MM. Canning et Castlereagh. — Dissolution du parlement. — Formation d'une majorité favorable au nouveau ministère. — Réponse évasive à l'offre de la médiation russe, et envoi d'une flotte à Copenhague pour s'emparer de la marine danoise. — Débarquement des troupes anglaises sous les murs de Copenhague, et préparatifs de bombardement. — Les Danois sont sommés de rendre leur flotte. — Sur leur refus, les Anglais les bombardent trois jours et trois nuits. — Affreux désastre de Copenhague. — Indignation générale en Europe, et redoublement d'hostilités contre l'Angleterre. — Efforts de celle-ci pour faire approuver à Vienne et à Saint-Petersbourg l'acte odieux commis contre le Danemark. — Dispositions inspirées à la cour de Russie par les derniers événements. — Elle prend le parti de s'allier plus étroitement à Napoléon pour en obtenir, outre la Finlande, la Moldavie et la Valachie. — Instances d'Alexandre auprès de Napoléon. — Résolutions de celui-ci après le désastre de Copenhague. — Il encourage la Russie à s'emparer de la Finlande, entretient ses espérances à l'égard des provinces du Danube, conclut un arrangement avec l'Autriche, reporte ses troupes du nord de l'Italie vers le midi, afin de préparer l'expédition de Sicile, réorganise la flottille de Boulogne, et précipite l'invasion du Portugal. — Formation d'un second corps d'armée pour appuyer la marche du général Junot vers Lisbonne, sous le titre de deuxième corps d'observation de la Gironde. — La question du Portugal fait naître celle d'Espagne. — Penchants et hésitations de Napoléon à l'égard de l'Espagne. — L'idée systématique d'exclure les Bourbons de tous les trônes de l'Europe se forme peu à peu dans son esprit. — Le défaut d'un prétexte suffisant pour détrôner Charles IV le fait hésiter. — Rôle de M. de Talleyrand et du prince Cambacérès en cette circonstance. — Napoléon s'arrête à l'idée d'un partage provisoire du Portugal avec la cour de Madrid, et signe le 27 octobre le traité de Fontainebleau. — Tandis qu'il est disposé à un ajournement à l'égard de l'Espagne, de graves événements survenus à l'Escurial appellent toute son attention. — État de la cour de Madrid. — Administration du prince de la Paix. — La marine, l'armée, les finances, le commerce de l'Espagne en 1807. — Partis qui divisent la cour. — Parti de la reine et du prince de la Paix. — Parti de Ferdinand, prince des Asturies. — Une maladie de Charles IV, qui fait craindre pour sa vie, inspire à la reine

et au prince de la Paix l'idée d'éloigner Ferdinand du trône. — Moyens imaginés par celui-ci pour se défendre contre les projets de ses ennemis. — Il s'adresse à Napoléon afin d'obtenir la main d'une princesse française. — Quelques imprudences de sa part éveillent le soupçon sur sa manière de vivre, et provoquent une saisie de ses papiers. — Arrestation de ce prince, et commencement d'un procès criminel contre lui et ses amis. — Charles IV révèle à Napoléon ce qui se passe dans sa famille. — Napoléon, provoqué à se mêler des affaires d'Espagne, forme un troisième corps d'armée du côté des Pyrénées, et ordonne le départ de ses troupes en poste. — Tandis qu'il se prépare à intervenir, le prince de la Paix, effrayé de l'effet produit par l'arrestation du prince des Asturies, se décide à lui faire accorder son pardon, moyennant une soumission déshonorante. — Pardon et humiliation de Ferdinand. — Calme momentané dans les affaires d'Espagne. — Napoléon en profite pour se rendre en Italie. — Il part de Fontainebleau pour Milan vers le milieu de novembre 1807.

La paix de Tilsit avait causé en France une joie profonde et universelle. Sous le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, on ne pouvait craindre la guerre : cependant, après la journée d'Eylau, on avait conçu un moment d'inquiétude en le voyant engagé si loin, dans une lutte si acharnée ; et d'ailleurs un instinct secret disait clairement à quelques-uns, confusément à tous, qu'il fallait, dans cette voie comme dans toute autre, savoir s'arrêter à temps ; qu'après les succès pouvaient venir les revers ; que la fortune, facilement inconstante, ne devait pas être poussée à bout, et que Napoléon serait le seul des trois ou quatre héros de l'humanité auquel elle n'aurait pas fait expier ses faveurs, s'il voulait en abuser. Il y a dans les choses humaines un terme qu'il ne faut pas dépasser, et, d'après un sentiment alors général, Napoléon touchait à ce terme, que l'esprit discerne plus facilement que les passions ne l'acceptent.

Au reste on éprouvait le besoin de la paix et de ses douces jouissances. Sans doute Napoléon avait procuré à la France la sécurité intérieure, et la lui avait procurée à ce point, que pendant une absence de près d'une année, et à une distance de quatre ou cinq cents lieues, pas un trouble n'avait éclaté. Une courte anxiété produite par le carnage d'Eylau, par le renchérissement des subsistances durant l'hiver, de timides propos tenus dans les salons de quelques mécontents, avaient été les seules agitations qui eussent signalé la crise qu'on venait de traverser. Mais, bien qu'on ne craignît plus le retour des horreurs de 93 et qu'on se livrât à une entière confiance, c'était toutefois à la condition que Napoléon vivrait, et qu'il cesserait d'exposer aux boulets sa tête précieuse ; c'était avec le désir de goûter, sans mélange d'inquiétude, l'immense prospérité dont il avait doté la France. Ceux qui lui devaient de grandes situations aspiraient à en jouir ; les classes qui vivent de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, c'est-à-dire la presque totalité de la nation, désiraient enfin

mettre à profit les conséquences de la révolution et la vaste étendue de débouchés ouverts à la France ; car si les mers nous étaient fermées, le continent entier s'offrait à notre activité, à l'exclusion de l'industrie britannique. Les mers elles-mêmes, on espérait les voir s'ouvrir de nouveau par suite des négociations de Tilsit. On avait vu, en effet, les deux plus grandes puissances du continent, éclairées sur la conformité de leurs intérêts actuels, sur l'inutilité de leur lutte, s'embrasser en quelque sorte aux bords du Niémen, dans la personne de leurs souverains, et s'unir pour fermer le littoral de l'Europe à l'Angleterre, pour tourner contre elle les efforts de toutes les nations, et on se flattait que cette puissance, effrayée de son isolement, en 1807 comme en 1802, accepterait la paix à des conditions modérées. Il ne semblait pas supposable que la médiation du cabinet russe, qui allait lui être offerte, rendant facile à son orgueil une pacification que réclamaient ses intérêts, pût être repoussée. On jouissait de la paix du continent ; celle des mers se laissait entrevoir ; et on était heureux tout à la fois de ce qu'on possédait et de ce qu'on espérait. L'armée, sur qui pesait plus particulièrement le fardeau de la guerre, n'était cependant pas aussi avide de la paix que le reste de la nation. Ses principaux chefs, il est vrai, qui avaient déjà vu tant de régions lointaines et de batailles sanglantes, qui étaient couverts de gloire, que Napoléon allait bientôt combler de richesses, désiraient, comme la nation elle-même, jouir de ce qu'ils avaient acquis. Bon nombre de vieux soldats, qui avaient leur part assurée dans la munificence de Napoléon, n'étaient pas d'un autre avis. Mais les jeunes généraux, les jeunes officiers, les jeunes soldats, et c'était une grande partie de l'armée, ne demandaient pas mieux que de voir naître de nouvelles occasions de gloire et de fortune. Toutefois, après une rude campagne, un intervalle de repos ne laissait pas de leur plaire, et on peut dire que la paix de Tilsit était saluée par les unanimes acclamations de la nation et de

l'armée, de la France et de l'Europe, des vainqueurs et des vaincus. Excepté l'Angleterre qui trouvait le continent encore une fois uni contre elle, excepté l'Autriche qui avait espéré un moment la ruine de son dominateur, il n'y avait personne qui n'applaudît à cette paix, succédant tout à coup à la plus grande agitation guerrière des temps modernes.

On attendait Napoléon avec impatience ; car, outre les raisons qu'on avait de ne pas voir avec plaisir ses absences, toujours motivées par la guerre, on aimait à le savoir près de soi, veillant sur le repos de tout le monde, et s'appliquant à tirer de son génie inépuisable de nouveaux moyens de prospérité. Le canon des Invalides, qui annonçait son entrée dans le palais de Saint-Cloud, retentit dans tous les cœurs comme le signal du plus heureux événement, et le soir une illumination générale, que ni la police de Paris ni les menaces de la multitude n'avaient commandée, et qui brillait aux fenêtres des citoyens autant que sur la façade des édifices publics, attesta un sentiment de joie vrai, spontané, universel.

Ma raison, glacée par le temps, éclairée par l'expérience, sait bien tous les périls cachés sous cette grandeur sans mesure, périls d'ailleurs faciles à juger après l'événement. Cependant, quoique voué au culte modeste du bon sens, qu'on me permette un instant d'enthousiasme pour tant de merveilles, qui n'ont pas duré, mais qui auraient pu durer, et de les raconter avec un complet oubli des calamités qui les ont suivies ! Pour retracer avec un sentiment plus juste ces temps si différents du nôtre, je veux ne pas apercevoir avant qu'ils soient venus les tristes jours qui se sont succédé depuis.

C'est un signe vulgaire, mais vrai, de la disposition des esprits, que le taux des fonds publics dans les grands États modernes, qui font usage du crédit, et qui dans un vaste marché, appelé Bourse, permettent qu'on vende et qu'on achète les titres des emprunts qu'ils ont contractés envers les capitalistes de toutes les nations. La rente 5 pour 100 (signifiant, comme on sait, un intérêt de 5 alloué à un capital nominal de 100), que Napoléon avait trouvée à 42 francs au 48 brumaire, et portée depuis à 60, s'était élevée après Austerlitz à 70, puis avait dépassé ce terme pour atteindre celui de 90, taux inconnu alors en France. La disposition à la confiance était même si prononcée, que le prix de ce fonds allait au delà, et s'élevait, vers la fin de juillet 1807, à 92

et 93. Au lendemain des assignats, quand le goût des spéculations financières n'existait pas, quand les fonds publics n'avaient pas fait encore la fortune de grands spéculateurs, et avaient entraîné au contraire la ruine des créanciers légitimes de l'État, quand le prix de l'argent était tel qu'on trouvait facilement dans des placements solides un intérêt de 6 et 7 pour 100, il fallait une immense confiance dans le gouvernement établi, pour que les titres de la dette perpétuelle fussent acceptés à un intérêt qui n'était guère au-dessus de 5 pour 100.

Le 27 juillet au matin, Napoléon était arrivé au château de Saint-Cloud, où il avait coutume de passer l'été. Aux princesses de sa famille empressées de le revoir, s'étaient joints les grands dignitaires, les ministres, et les principaux membres des corps de l'État. La confiance et la joie rayonnaient sur son visage. « Voilà la paix continentale assurée, leur dit-il, et quant à la paix maritime, nous l'obtiendrons bientôt, par le concours volontaire ou imposé de toutes les puissances continentales. J'ai lieu de croire solide l'alliance que je viens de conclure avec la Russie. Il me suffirait d'une alliance moins puissante pour contenir l'Europe, pour enlever toute ressource à l'Angleterre. Avec celle de la Russie que la victoire m'a donnée, que la politique me conservera, je viendrai à bout de toutes les résistances. Jouissons de notre grandeur, et faisons-nous maintenant commerçants et manufacturiers. » S'adressant particulièrement à ses ministres, Napoléon leur dit : « J'ai assez fait le métier de général, je vais reprendre avec vous celui de *premier ministre*, et recommencer mes *grandes revues d'affaires*, qu'il est temps de faire succéder à mes *grandes revues d'armées*. » Il retint à Saint-Cloud le prince Cambacérès, qu'il admit à partager son dîner de famille, et avec lequel il s'entretint de ses projets, car sa tête ardente, sans cesse en travail, ne terminait une œuvre que pour en commencer une autre.

Le lendemain il s'occupa de donner des ordres qui embrassaient l'Europe de Corfou à Königsberg. Sa première pensée fut de tirer sur-le-champ les conséquences de l'alliance russe qu'il venait de conclure à Tilsit. Cette alliance, achetée au prix de victoires sanglantes, et d'espérances infinies inspirées à l'ambition russe, il fallait la mettre à profit avant que le temps, ou d'inévitables mécomptes, vissent en refroidir les premières ardeurs. On s'était promis de violenter la Suède, de persuader le Danemark, d'entraîner le Portugal

par le moyen de l'Espagne, et de déterminer de la sorte tous les États riverains des mers européennes à se prononcer contre l'Angleterre. On s'était même engagé à peser sur l'Autriche, pour l'amener à des résolutions semblables. L'Angleterre allait ainsi se voir enveloppée d'une ceinture d'hostilités, depuis Kronstadt jusqu'à Cadix, depuis Cadix jusqu'à Trieste, si elle n'acceptait pas les conditions de paix que la Russie était chargée de lui offrir. Pendant son trajet de Dresde à Paris, Napoléon avait déjà donné des ordres, et le lendemain même de son arrivée à Paris, il continua d'en donner de nouveaux, pour l'exécution immédiate de ce vaste système. Son premier soin devait être d'envoyer à Saint-Pétersbourg un agent qui continuât auprès d'Alexandre l'œuvre de séduction commencée à Tilsit. Il ne pouvait pas assurément trouver un ambassadeur aussi séduisant qu'il l'était lui-même. Il fallait néanmoins en trouver un qui pût plaire, inspirer confiance, et aplanir les difficultés qui surgissent même dans l'alliance la plus sincère. Ce choix exigeait quelque réflexion. En attendant d'en avoir fait un qui réunit les conditions désirables, Napoléon envoya un officier, ordinairement employé et propre à tout, à la guerre, à la diplomatie, à la police, sachant être tour à tour souple ou arrogant, et très-capable de s'insinuer dans l'esprit du jeune monarque, auquel il avait déjà su plaire : c'était le général Savary, dont nous avons fait connaître ailleurs l'esprit, le courage, le dévouement sans scrupule et sans bornes. Le général Savary, envoyé en 1805 au quartier général russe, avait trouvé Alexandre rempli d'orgueil la veille de la bataille d'Austerlitz, consterné le lendemain, n'avait pas abusé du changement de la fortune, avait au contraire habilement ménagé le prince vaincu, et, profitant de l'ascendant que donnent sur autrui les faiblesses dont on a surpris le secret, avait acquis une sorte d'influence, suffisante pour une mission passagère. Dans ce premier moment, où il s'agissait de savoir si Alexandre serait sincère, s'il saurait résister aux ressentiments de sa nation, qui n'avait pas aussi vite que lui passé des douleurs de Friedland aux illusions de Tilsit, le général Savary était propre par sa finesse à pénétrer le jeune prince, à l'intimider par son audace, et au besoin à répondre par une insolence toute militaire aux insolences qu'il pouvait essayer à Saint-Pétersbourg. Le général Savary avait un autre avantage, que l'orgueil malicieux de Napoléon ne dédaignait pas. La guerre avec la Russie avait commencé pour la

mort du duc d'Enghien : Napoléon n'était pas fâché d'envoyer à cette puissance l'homme qui avait le plus figuré dans cette catastrophe. Il narguait ainsi l'aristocratie russe ennemie de la France, sans blesser le prince, qui, dans sa mobilité, avait oublié la cause de la guerre aussi vite que la guerre elle-même.

Napoléon, sans aucun titre apparent, donna au général Savary des pouvoirs étendus, et beaucoup d'argent pour qu'il pût vivre à Saint-Pétersbourg sur un pied convenable. Le général Savary devait protester auprès du jeune empereur de la sincérité de la France, le presser de s'expliquer avec l'Angleterre, d'en venir avec elle à un prompt résultat, soit la paix, soit la guerre, et, si c'était la guerre, d'envahir sur-le-champ la Finlande, entreprise qui, en flattant l'ambition moscovite, aurait pour résultat d'engager définitivement la Russie dans la politique de la France. Le général enfin devait consacrer toutes les ressources de son esprit à faire prévaloir et fructifier l'alliance conclue à Tilsit.

Ces soins donnés aux relations avec la Russie, Napoléon s'occupa des autres cabinets appelés à concourir à son système. Il ne comptait guère sur une conduite sensée de la part de la Suède, gouvernée alors par un roi extravagant. Bien que cette puissance eût un double intérêt à ne pas attendre qu'on la violentât, l'intérêt de contribuer au triomphe des neutres, et celui de s'épargner une invasion russe, Napoléon pensait néanmoins qu'on serait prochainement obligé d'employer la force contre elle. C'était chose bien facile avec une armée de 420,000 hommes, dominant le continent du Rhin au Niémen. Il arrêta donc quelques dispositions pour envahir immédiatement la Poméranie suédoise, seule possession que ses anciennes et ses récentes folies eussent permis à la Suède de conserver sur le sol de l'Allemagne. Dans cette vue, Napoléon apporta divers changements à la distribution de ses forces en Pologne et en Prusse. Il ne voulait évacuer la Pologne que lorsque la nouvelle royauté saxonne qu'il venait d'y rétablir y serait bien assise, et la Prusse que lorsque les contributions de guerre, tant ordinaires qu'extraordinaires, seraient intégralement acquittées. En conséquence, le maréchal Davoust, avec son corps, avec les troupes polonaises de nouvelle levée, avec la plus grande partie des dragons, eut ordre d'occuper la partie de la Pologne destinée, sous le titre de grand-duché de Varsovie, au roi de Saxe. Une division devait stationner à Thorn, une autre à Varsovie,

une troisième à Posen. Les dragons devaient manger les fourrages des bords de la Vistule. C'était ce qu'on appelait le premier commandement. Le maréchal Soult, avec son corps d'armée, et presque toute la réserve de cavalerie, eut la mission d'occuper la vieille Prusse, depuis la Pregel jusqu'à la Vistule, depuis la Vistule jusqu'à l'Oder, avec ordre de se retirer successivement, au fur et à mesure de l'acquittement des contributions. La grosse cavalerie et la cavalerie légère devaient vivre dans l'île de Nogath, au milieu de l'abondance répandue dans ce Delta de la Vistule. Au sein de ce second commandement, Napoléon en intercala un autre, en quelque sorte exceptionnel, comme le lieu qui en réclamait la présence : c'était celui de Dantzic. Il y plaça les grenadiers d'Oudinot, plus la division Verdier, qui avaient formé le corps du maréchal Lannes, et qui devaient occuper cette riche cité, ainsi que le territoire qu'elle avait recouvert avec la qualité de ville libre. La division Verdier n'était pas destinée à y rester, mais les grenadiers avaient ordre d'y demeurer jusqu'au parfait éclaircissement des affaires européennes. Le troisième commandement, embrassant la Silésie, fut confié au maréchal Mortier, que Napoléon plaçait volontiers dans les provinces où il se trouvait beaucoup de richesses à sauver des désordres de la guerre, et qui avait quitté son corps d'armée, dissous récemment par la réunion des Polonais et des Saxons dans le duché de Varsovie. Ce maréchal avait sous ses ordres les cinquième et sixième corps, que venaient de quitter les maréchaux Masséna et Ney. Ces deux derniers et le maréchal Lannes avaient obtenu la permission de se rendre en France pour s'y reposer des fatigues de la guerre. Le cinquième corps était cantonné aux environs de Breslau dans la haute Silésie ; le sixième, autour de Glogau dans la basse Silésie. Le premier corps, confié au général Victor, depuis la blessure du prince de Ponte-Corvo, eut ordre d'occuper Berlin, faisant route, dans son mouvement rétrograde, avec la garde impériale, qui revenait en France pour y recevoir des fêtes magnifiques. Enfin les troupes qui avaient formé l'armée d'observation sur les derrières de Napoléon furent rapidement portées vers le littoral. Les Italiens, une partie des Bavares, les Badois, les Hessois, les deux belles divisions françaises Boudet et Molitor, furent acheminés, avec le parc d'artillerie qui avait servi pour assiéger Dantzic, vers la Poméranie suédoise. Napoléon accrut ce parc de tout ce que la belle saison avait permis de réunir en bouches à feu ou en muni-

tions, et le fit placer vis-à-vis Stralsund, pour enlever ce pied-à-terre au roi de Suède, dans le cas où ce prince, fidèle à son caractère, reprendrait, à lui seul, les hostilités lorsque tout le monde aurait posé les armes. Le maréchal Brune, qui avait été mis à la tête de l'armée d'observation, reçut le commandement direct de ces troupes, s'élevant à un total de 58,000 hommes, et pourvues d'un immense matériel. L'ingénieur Chasseloup, qui avait si habilement dirigé le siège de Dantzic, fut chargé de diriger encore celui de Stralsund, si on était amené à l'entreprendre.

Le maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, parti pour Hambourg où il était allé se remettre de sa blessure, eut le commandement des troupes destinées à garder les villes hanséatiques et le Hanovre. Les Hollandais furent rapprochés de la Hollande, et portés sur l'Ems ; les Espagnols occupèrent Hambourg. Ces derniers avaient franchi, les uns l'Italie, les autres la France, pour se rendre, à travers l'Allemagne, sur les côtes de la mer du Nord. Ils formaient un corps de 14,000 hommes, sous les ordres du marquis de la Romana. C'étaient de beaux soldats, au teint brun, aux membres secs, frissonnant de froid sur les plages tristes et glacées de l'Océan septentrional, présentant un singulier contraste avec nos alliés du Nord, et rappelant, par l'étrange diversité des peuples asservis au même joug, les temps de la grandeur romaine. Suivis de beaucoup de femmes, d'enfants, de chevaux, de mulets et d'ânes chargés de bagages, assez mal vêtus, mais d'une manière originale, vifs, animés, bruyants, ne sachant que l'espagnol, vivant exclusivement entre eux, manœuvrant peu, et employant une partie du jour à danser au son de la guitare avec les femmes qui les accompagnaient, ils attiraient la curiosité stupéfaite des graves habitants de Hambourg, dont les journaux racontaient ces détails à l'Europe étonnée de tant de scènes extraordinaires. Le corps du maréchal Mortier ayant été dissous, comme nous venons de le dire, la division française Dupas, qui en avait fait partie, fut dirigée vers les villes hanséatiques, pour voler au secours de nos alliés, Hollandais ou Espagnols, qui recevraient la visite de l'ennemi. Cet ennemi ne pouvait être autre que les Anglais, qui, depuis un an, avaient toujours promis en vain une expédition continentale, et qui pouvaient bien, comme il arrive souvent quand on a beaucoup hésité, agir lorsque le temps d'agir serait passé. Aux troupes du maré-

chal Brune, ayant mission de faire face à Stralsund, à celles du maréchal prince de Ponte-Corvo, ayant mission d'observer le Hanovre et la Hollande, devaient se joindre au besoin la division Dupas d'abord, puis le premier corps tout entier, concentré en ce moment autour de Berlin. Toute tentative des Anglais devait échouer contre une pareille réunion de forces.

Ainsi tout était prêt, si la médiation russe ne réussissait pas, pour rejeter les Suédois de la Poméranie dans Stralsund, de Stralsund dans l'île de Rugen, de l'île de Rugen dans la mer, pour y précipiter les Anglais eux-mêmes, en cas d'une descente de leur part sur le continent. Ces mesures devaient avoir aussi pour résultat d'obliger le Danemark à compléter, par son adhésion, la coalition continentale contre l'Angleterre. Tout était facile sous le rapport des procédés à l'égard des Suédois. Ils s'étaient conduits d'une manière si hostile et si arrogante, qu'il n'y avait qu'à les sommer, et à les pousser ensuite sur Stralsund. Les Danois, au contraire, avaient si scrupuleusement observé la neutralité, s'étaient conduits avec tant de mesure, inclinant de cœur vers la cause de la France qui était la leur, mais n'osant se prononcer, qu'on ne pouvait pas les brusquer comme les Suédois. Napoléon chargea M. de Talleyrand d'écrire sur-le-champ au cabinet de Copenhague, pour lui faire sentir qu'il était temps de prendre un parti, que la cause de la France était la sienne, car la France ne luttait contre l'Angleterre que pour la question des neutres, et la question des neutres était une question d'existence pour toutes les puissances navales, surtout pour les plus petites, habituellement les moins ménagées par la suprématie britannique. M. de Talleyrand avait ordre d'être amical, mais pressant. Il avait ordre aussi d'offrir au Danemark les plus belles troupes françaises, et le concours d'une artillerie formidable, capable de tenir à distance les vaisseaux anglais les mieux armés.

C'était en effrayant l'Angleterre de cette réunion de forces, et en sévissant contre son commerce avec la dernière rigueur, que Napoléon croyait seconder utilement la médiation russe. Tandis qu'il prenait les mesures militaires que nous venons de rapporter, il avait fait saisir les marchandises anglaises à Leipzig, où il s'en était trouvé une quantité considérable. Mécontent de la manière dont on avait exécuté ses ordres dans les villes hanséatiques, il fit enlever la factorerie anglaise à Hambourg, confisquer beaucoup de valeurs et de marchandises, et intercepter à toutes

les postes les lettres du commerce britannique, dont plus de cent mille furent brûlées. Le roi Louis, qui, sur le trône de Hollande, le contraignait sans cesse, par ses mesures irréfléchies, par sa vanité, par la réduction projetée de l'armée et de la marine hollandaises (ce qui n'empêchait pas qu'il voulût instituer une garde royale, nommer des maréchaux, faire la dépense d'un couronnement), le roi Louis, à tous ses plans imaginés pour plaire à ses nouveaux sujets, joignait une tolérance à l'égard du commerce anglais, qui devenait une vraie trahison envers la politique de la France. Napoléon, poussé à bout, lui écrivit qu'à moins d'un changement de conduite, il allait se porter aux dernières extrémités, et faire garder les ports de la Hollande par les troupes et les douanes françaises. Cette menace obtint quelque succès, et les défenses prononcées contre le commerce anglais en Hollande s'exécutèrent avec un peu plus de rigueur.

Napoléon voulut que toutes les marchandises saisies fussent vendues, que le prix en fût versé dans la caisse des contributions de guerre, pour accroître les richesses de cette caisse dont nous ferons bientôt connaître l'emploi à la fois noble, ingénieux et fécond. Il donna des ordres pour que le Hanovre, qu'il traitait sans ménagement parce que c'était une province anglaise, que la Hesse, que les provinces prussiennes de Franconie, que la Prusse elle-même enfin acquittassent leurs contributions avant que l'armée se retirât. On peut dire avec vérité que les vaincus n'avaient pas été traités fort rigoureusement, quand on se rappelle surtout ce qui se passait au xvii^e siècle pendant les guerres de Louis XIV, au xviii^e pendant les guerres du grand Frédéric, et de notre temps lorsque la France fut envahie en 1814 et 1815. Napoléon avait ajouté aux contributions ordinaires, dont la moitié tout au plus avait été acquittée, une contribution extraordinaire, qui était loin d'être écrasante, et qui était le juste prix de la guerre qu'on lui avait suscitée. Moyennant cette contribution, il faisait payer tout ce qu'on prenait chez l'habitant. Il chargea M. Daru, son habile et intègre représentant pour les affaires financières de l'armée, de traiter avec la Prusse, relativement au mode d'acquiescement des contributions qui restaient dues, déclarant que, malgré son désir de rappeler les troupes françaises afin de les porter sur le littoral européen, il n'évacuerait ni une province, ni une place de la Prusse, avant le

d'elle de plus grandes rigueurs contre le commerce britannique, et la soumission du Portugal à ses vastes desseins.

L'Espagne avait à Paris, outre un ambassadeur ordinaire, M. de Masserano, agent officiel tout à fait inutile, et chargé uniquement de la partie honorifique de son rôle, M. Yzquierdo, agent secret du prince de la Paix, qui était revêtu de toute la confiance de ce prince, et avec lequel on avait négocié la convention financière, stipulée en 1806, entre le trésor espagnol et le trésor français. Celui-là seul était chargé de la réalité des affaires, et il y était propre par sa finesse, par sa connaissance de tous les secrets de la cour d'Espagne. Les infortunés souverains de l'Escurial, ne croyant pas que ce fût assez de ces deux agents pour conjurer le courroux supposé de Napoléon, imaginèrent de lui en envoyer un troisième, qui, sous le titre d'ambassadeur extraordinaire, viendrait le féliciter de ses victoires, et lui témoigner de ses succès une joie qu'on était loin de ressentir. On avait fait choix, pour ce rôle fastueux et puéril, de l'un des plus grands seigneurs d'Espagne, M. le duc de Frias, et on avait demandé la permission de l'envoyer à Paris. Il ne fallait pas tant d'hommages pour désarmer Napoléon. Un peu plus d'activité contre l'ennemi commun l'aurait bien plus certainement apaisé que les ambassades les plus magnifiques. Napoléon, ne voulant pas inquiéter au delà du nécessaire cette cour qui avait le sentiment de ses torts, reçut avec beaucoup d'égards M. le duc de Frias, se laissa féliciter de ses triomphes, puis dit au nouvel ambassadeur, répéta à l'ancien, et fit connaître au plus actif des trois, M. Yzquierdo, qu'il agréait les félicitations qu'on lui adressait pour ses triomphes et pour le rétablissement de la paix continentale, mais qu'il fallait tirer de la paix continentale la paix maritime; qu'on ne parviendrait à ce résultat, si désirable pour l'Espagne et pour ses colonies, qu'en intimidant l'ennemi commun par un concours d'efforts énergique, par une interdiction absolue de son commerce; qu'il fallait donc secourir la France, et, dans cette vue, exiger du Portugal une adhésion immédiate et entière au système continental; que pour lui il était résolu à vouloir non pas une feinte exclusion des Anglais d'Oporto et de Lisbonne, mais une exclusion complète, suivie d'une déclaration de guerre immédiate et de la saisie de toutes les marchandises britanniques; que, si le Portugal n'y consentait pas tout de suite, il fallait que l'Espagne

préparât ses troupes, car lui préparait déjà les siennes, et qu'on envahît sur-le-champ le Portugal, non pas pour huit jours ou quinze, comme il était arrivé en 1801, mais pour tout le temps de la guerre, peut-être pour toujours, suivant les circonstances. Les trois envoyés de l'Espagne s'inclinèrent devant cette déclaration, qu'ils durent sans délai transmettre à leur cabinet.

Napoléon fit en même temps appeler M. de Lima, ambassadeur de Portugal, et lui signifia que si, dans le temps rigoureusement nécessaire pour écrire à Lisbonne et en recevoir une réponse, on ne lui promettait pas l'exclusion des Anglais, la saisie de leur commerce, personnes et choses, et une déclaration de guerre, il fallait que M. de Lima prît ses passe-ports, et s'attendit à voir une armée française se diriger de Bayonne sur Salamanque, de Salamanque sur Lisbonne; qu'ainsi le voulait une politique convenue entre les grandes puissances, et indispensable au rétablissement de la paix en Europe. Napoléon, dans sa lutte avec les Anglais, exigeait des rigueurs contre leurs propriétés et leurs personnes tout à la fois, parce qu'il savait qu'une exclusion simulée était déjà secrètement arrangée entre les cours de Londres et de Lisbonne, et qu'il était urgent que celle-ci se compromît tout à fait, si on voulait arriver à un résultat sérieux. La suite des événements prouva qu'il avait deviné juste. D'ailleurs, ayant vu les Anglais, lors de la rupture de la paix d'Amiens, nous enlever plus de cent millions de valeurs, et un grand nombre de commerçants français qui naviguaient sur la foi des traités, il cherchait partout des gages tant en hommes qu'en marchandises.

M. de Lima promit d'écrire sur-le-champ à sa cour, et n'y manqua pas en effet. Mais Napoléon ne se contenta pas d'une simple déclaration de ses volontés, et, prévoyant bien que cette déclaration ne serait efficace qu'autant qu'elle serait suivie d'une démonstration armée, il fit ses dispositions pour avoir sous peu de jours un corps de 25,000 hommes à Bayonne, tout prêt à recommencer contre le Portugal l'expédition de 1801. On se souvient sans doute que quelques mois auparavant, lorsqu'il profitait de l'inaction de l'hiver pour exécuter le siège de Dantzig, et pour préparer sur ses derrières une armée d'observation qui le garantît contre toute tentative de l'Autriche et de l'Angleterre, il avait songé à rendre disponibles les camps formés sur les côtes, en les remplaçant par cinq légions

de réserve, de six batillons chacune, dont l'organisation devait être confiée à cinq anciens généraux devenus sénateurs. Quatre mois s'étaient écoulés depuis, et il écrivit sur-le-champ aux sénateurs chargés de cette organisation, pour savoir s'il pourrait déjà disposer de deux bataillons sur six, dans chacune de ces légions. Se fiant, jusqu'à leur arrivée, sur l'effroi que devait inspirer aux Anglais le retour prochain de la grande armée, ne craignant pas que les expéditions contre le continent, dont on les disait depuis longtemps occupés, se dirigeassent sur les côtes de France, ayant toutes ses précautions prises sur celles de Hollande, du Hanovre, de la Poméranie, de la vieille Prusse, il n'hésita pas à dégarnir celles de Normandie et de Bretagne, et il ordonna la réunion à Bayonne des troupes réparties entre les camps de Saint-Lô, Pontivy et Napoléon-Vendée. Chacun de ces camps, formé de troisièmes bataillons et de quelques régiments complets, présentait une bonne division, et devait, avec les dépôts de dragons réunis à Versailles et à Saint-Germain, avec des détachements d'artillerie tirés de Rennes, de Toulouse, de Bayonne, composer une excellente armée, d'environ 25,000 hommes. Cette armée eut ordre de se concentrer immédiatement à Bayonne. Napoléon fit choix pour la commander du général Junot, qui connaissait le Portugal, où il avait été ambassadeur, qui était un bon officier, tout dévoué à son maître, et n'avait, comme gouverneur de Paris, que le défaut de s'y trop livrer à ses plaisirs. On le disait engagé avec l'une des princesses de la famille impériale dans une liaison qui produisait quelque scandale, et Napoléon trouvait ainsi dans ce choix la réunion de plusieurs convenances à la fois. Ces mesures furent prises ostensiblement, et de manière que l'Espagne et le Portugal ne pussent pas ignorer combien seraient sérieuses les conséquences d'un refus. En même temps les ordres nécessaires furent donnés pour que deux bataillons de chacune des légions de réserve se trouvassent prêts à remplacer sur les côtes les troupes qu'on allait en retirer.

C'est dans le même esprit que Napoléon s'occupa en ce moment des affaires d'Italie. Là, comme ailleurs, le redoublement de rigueurs contre le commerce anglais fut son premier soin, toujours dans l'intention de rendre le cabinet de Londres plus sensible aux ouvertures de la Russie. La reine d'Étrurie, fille, comme on sait, des souverains d'Espagne, établie par Napoléon sur le trône de la Toscane, et devenue, par la

mort de son époux, régente pour son fils ¹ de ce joli royaume, le gouvernait avec la négligence d'une femme et d'une Espagnole, et avec assez peu de fidélité à la cause commune. Les Anglais exerçaient le commerce à Livourne aussi librement que dans un port de leur nation. Napoléon avait réuni tous les dépôts de l'armée de Naples dans les Légations. Avec sa vigilance accoutumée, il les tenait constamment pourvus de conserits et de matériel. Il ordonna au prince Eugène d'en tirer une division de 4,000 hommes, de la diriger à travers l'Apennin sur Pise, de tomber à l'improviste sur le commerce anglais à Livourne, d'enlever à la fois hommes et choses, et de déclarer ensuite à la reine d'Étrurie qu'on était venu pour garantir ce port important de toute tentative ennemie, tentative possible et probable, depuis que la garnison espagnole s'était rendue auprès du corps de la Romana en Hanovre. Tandis qu'il prescrivait cette expédition, il envoya l'ordre de faire filer sous le général Lemarrois, dans les provinces d'Urbino, de Macerata, de Fermo, des détachements de troupes, pour y occuper le littoral, en chasser les Anglais, et préparer des relâches sûres au pavillon français, qui devait bientôt se montrer dans ces mers. Napoléon venait en effet de recouvrer les bouches du Cattaro, Corfou, les îles Ioniennes. Il se proposait de profiter des circonstances pour conquérir la Sicile, et il voulait couvrir de ses vaisseaux la surface de la Méditerranée. Il recommanda en même temps au général Lemarrois d'observer l'esprit de ces provinces, et si le goût qu'avaient en général les provinces du Saint-Siège d'échapper à un gouvernement de prêtres, pour passer sous le gouvernement laïque du prince Eugène, se manifestait chez celles-ci, de n'opposer à ce goût ni contradiction ni obstacle.

En ce moment, la brouille avec le Saint-Siège, dont nous avons ailleurs rapporté l'origine, mais négligé de retracer les vicissitudes journalières, faisait à chaque instant de nouveaux progrès. Le pape qui, venu à Paris pour sacrer Napoléon, en avait rapporté, avec beaucoup de satisfactions morales et religieuses, le déplaisir temporel de n'avoir pas recouvré les Légations; qui avait vu depuis son indépendance devenir nominale par l'extension successive de la puissance française en Italie, avait conçu un ressentiment qu'il ne savait plus dissimuler. Au lieu de s'entendre avec un souverain tout-puissant, contre lequel alors

¹ Depuis prince de Lucques et de Parme.

on ne pouvait rien, même quand on était puissance de premier ordre, qui d'ailleurs ne voulait que du bien à la religion et ne cessait de lui en faire, qui ne songeait pas du tout à s'emparer de la souveraineté de Rome, et demandait uniquement qu'on se comportât en bon voisin à l'égard des nouveaux États français fondés en Italie, le pape avait eu le tort de céder à de fâcheuses suggestions, d'autant plus puissantes sur son esprit qu'elles étaient d'accord avec ses secrets sentiments. Animé de pareilles dispositions, il avait contrarié Napoléon dans tous les arrangements relatifs au royaume d'Italie. Il avait prétendu s'y réserver tous les droits de la papauté, beaucoup plus grands en Italie qu'en France, et n'avait pas voulu admettre un concordat égal dans les deux pays. A Parme, à Plaisance, mêmes exigences et mêmes contrariétés. D'autres tracasseries d'un genre plus personnel encore s'étaient jointes à celles-là. Le prince Jérôme Bonaparte, pendant ses campagnes de mer en Amérique, avait contracté mariage avec une personne fort belle et d'une naissance honnête, mais à un âge qui rendait cette alliance nulle, et avec un défaut de concours de la part de ses parents, qui la rendait plus nulle encore. Napoléon, qui voulait, en mariant ce prince avec une princesse allemande, fonder un nouveau royaume en Westphalie, avait refusé de reconnaître un mariage nul devant la loi civile comme devant la loi religieuse, et contraire au plus haut point à ses desseins politiques. Il avait eu recours au Saint-Siège pour en demander l'annulation, à quoi le pape s'était formellement opposé. La ville de Rome enfin, ce qui était une hostilité plus ouverte, et qu'aucun scrupule religieux ne pouvait justifier, la ville de Rome était devenue le refuge de tous les ennemis du roi Joseph. Outre que le pape avait protesté contre la royauté française établie à Naples, en sa qualité d'ancien suzerain de la couronne des Deux-Siciles, il avait reçu, presque attiré chez lui les cardinaux qui avaient refusé leur serment au roi Joseph. Il avait de plus donné asile à tous les brigands qui infestaient les routes du royaume de Naples, et qui se réfugiaient sans aucun déguisement dans les faubourgs de Rome, encore tout couverts du sang des Français. Jamais on ne pouvait obtenir justice ou extradition d'aucun d'eux.

Napoléon, pendant son voyage de Tilsit à Paris, écrivit de Dresde même au prince Eugène, qui se faisait volontiers l'avocat de la cour de Rome, pour lui retracer ses griefs contre cette

cour, pour lui donner mission d'en avertir le Vatican, et de faire entendre au pontife que sa patience, rarement bien grande, était cette fois à bout, et que, sans toucher à l'autorité spirituelle du pontife, il n'hésiterait pas, s'il le fallait, à le dépouiller de son autorité temporelle. Telles étaient alors les relations avec la cour de Rome, et ces relations expliquent la facilité avec laquelle Napoléon prit les mesures qu'on vient de retracer, pour les portions du littoral de l'Adriatique relevant du Saint-Siège.

Le traité de Tilsit stipulait la restitution des bouches du Cattaro, ainsi que la cession de Corfou et de toutes les îles Ioniennes. Aucune possession n'avait été plus désirée par Napoléon, aucune ne plaisait autant à son imagination si prompt et si vaste. Il y voyait le complément de ses provinces d'Illyrie, la domination de l'Adriatique, un acheminement vers les provinces turques d'Europe, lesquelles lui étaient destinées si on arrivait à un partage de l'empire ottoman, enfin un moyen de plus de maîtriser la Méditerranée, où il voulait régner d'une manière absolue, pour se dédommager de l'abandon de l'Océan fait malgré lui à l'Angleterre. On se souvient que les Russes, après la paix de Presbourg, avaient profité du moment où l'on allait remplacer la garnison autrichienne par la garnison française, pour s'emparer des forts du Cattaro. Ne voulant pas que les Anglais en fissent autant cette fois, Napoléon avait donné de Tilsit même des ordres au général Marmont, pour que les troupes françaises fussent réunies sous les murs de Cattaro à l'instant où les Russes se retireraient. Ce qu'il avait prescrit avait été exécuté de point en point, et nos troupes, entrées dans Cattaro, occupaient solidement cette importante position maritime.

Mais Corfou et les îles Ioniennes l'intéressaient encore plus que les bouches du Cattaro. Il enjoignit à son frère Joseph d'acheminer secrètement vers Tarente, et de manière à n'inspirer aucun soupçon aux Anglais, le 5^e de ligne italien, le 6^e de ligne français, quelques compagnies d'artillerie, des ouvriers, des munitions, des officiers d'état-major, le général César Berthier chargé de commander la garnison, et d'en former plusieurs convois qu'on transporterait sur des felouques de Tarente à Corfou. Le trajet étant à peine de quelques lieues, quarante-huit heures suffisaient pour faire passer en quelques voyages les 4,000 hommes composant l'expédition. C'était l'amiral Siniavin, chef des forces

russes dans l'Archipel, qui avait mission d'opérer la remise des îles Ioniennes. Il le fit avec un déplaisir extrême et nullement dissimulé, car la marine russe, dirigée en général ou par des officiers anglais, ou par des officiers russes élevés en Angleterre, était beaucoup plus hostile aux Français que l'armée elle-même qui venait de combattre à Eylau et à Friedland. Cependant cet amiral obéit, et livra aux troupes françaises les belles positions à la garde desquelles il avait été préposé. Mais son chagrin avait un double motif, car, outre l'abandon de Cattaro, de Corfou et des sept îles, qui lui coûtait, il allait se trouver au milieu de la Méditerranée, ne pouvant regagner la mer Noire par les Dardanelles depuis la rupture avec les Turcs, et réduit à franchir le détroit de Gibraltar, la Manche, le Sund, à travers les flottes anglaises, qui, suivant l'état des négociations entamées, pouvaient le laisser passer ou l'arrêter. Napoléon avait prévu toutes ces complications, et il fit dire aux amiraux russes qu'ils trouveraient dans les ports de la Méditerranée, tant ceux d'Italie et de France que d'Espagne et de Portugal, des relâches sûres, des vivres, des munitions, des moyens de radoub. Il écrivit à Venise, à Naples, à Toulon, à Cadix, à Lisbonne même, à ses préfets maritimes, à ses amiraux, à ses consuls, et leur recommanda, partout où se présenteraient des vaisseaux russes, de les recevoir avec empressement, et de leur fournir tout ce dont ils auraient besoin. A Cadix surtout, où il était représenté par l'amiral Rosily, commandant de la flotte française restée dans ce port depuis Trafalgar, et où il y avait plus de probabilité de voir les Russes chercher un asile, Napoléon enjoignit à l'amiral français de préparer des secours qu'il ne fallait pas attendre de l'administration espagnole, habituée à laisser mourir de faim ses propres matelots, et l'autorisa, si besoin était, à engager sa signature pour obtenir des banquiers espagnols les fonds nécessaires.

Les forces navales russes, averties par leur gouvernement et par le nôtre, se retirèrent en deux divisions dans des directions différentes. La division qui portait la garnison de Cattaro se dirigea vers Venise, où elle déposa les troupes russes, qu'Eugène accueillit avec les plus grands égards. La division qui portait les troupes de Corfou les déposa à Manfredonia, dans le royaume de Naples, et se dirigea ensuite, sous l'amiral Siniavin, vers le détroit. Cet amiral, qui n'était pas entré encore dans les vues de son

souverain, n'avait aucune envie de s'arrêter dans un port français ou dépendant de l'influence française, et se flattait de regagner les mers du Nord avant que les négociations entre sa cour et celle d'Angleterre eussent abouti à une rupture.

L'intention de Napoléon n'était pas de s'en tenir aux précautions qu'il avait déjà prises pour les provinces de l'Adriatique et de la Méditerranée. Le corps de 4,000 hommes qu'il venait de diriger vers Corfou lui paraissait insuffisant. Il savait bien que les Anglais ne manqueraient pas de faire de grands efforts, dans le cas où la guerre se prolongerait, pour lui arracher les îles Ioniennes, qui étaient d'une importance à contrebalancer celle de Malte. Aussi ordonna-t-il d'y envoyer encore le 14^e léger français, et plusieurs autres détachements, de manière à y élever les forces françaises et italiennes jusqu'à 7,000 ou 8,000 hommes, sans compter quelques Albanais et quelques Grecs enrôlés sous des officiers français pour garder les petites îles. 3,000 hommes devaient résider à Corfou même, et 1,500 à Sainte-Maure. 500 devaient garder le poste de Parga sur le continent de l'Épire. Quant à Zante et à Céphalonie, Napoléon n'y voulut que de simples détachements français pour soutenir et contenir les Albanais. Il prescrivit au prince Eugène, au roi Joseph, de faire partir d'Ancône et de Tarente, par le moyen de petits bâtiments italiens, et par tous les vents favorables, des blés, du biscuit, de la poudre, des projectiles, des fusils, des canons, des affûts, et de continuer ces envois sans interruption, jusqu'à ce que l'on eût réuni à Corfou un amas immense des choses nécessaires à une longue défense, en sorte qu'on ne fût pas, comme on l'avait été à Malte, exposé à perdre par la famine une position que l'ennemi ne pouvait pas vous enlever par la force. Ne comptant pas sur la solvabilité du trésor de Naples, il expédia de la caisse de Turin des sommes en or, afin de tenir toujours au courant la solde des troupes, et de pouvoir payer les ouvriers qu'on emploierait à construire des fortifications. Des instructions admirables au général César Berthier (frère du major général), prévoyant tous les cas, et indiquant la conduite à tenir dans toutes les éventualités imaginables, accompagnaient les envois de ressources que nous venons d'énumérer.

Le général Marmont avait déjà construit de belles routes dans les provinces d'Illyrie, qu'il administrait avec beaucoup d'intelligence et de zèle. Il eut ordre de les continuer jusqu'à Raguse

et à Cattaro, de pousser des reconnaissances jusqu'à Butrinto, point du rivage d'Épire qui fait face à Corfou, et de préparer les moyens d'y conduire rapidement une division. Napoléon fit demander à la Porte de lui abandonner Butrinto, pour pouvoir user plus librement de cette position, de laquelle il était facile d'envoyer des secours à Corfou; ce qui lui fut accordé sans difficulté. Enfin il réclama et obtint aussi l'établissement de relais de Tartares, depuis Cattaro jusqu'à Butrinto, afin que le général Marmont fût promptement averti de toute apparition de l'ennemi, et pût accourir avec 10,000 ou 12,000 hommes, force suffisante pour jeter les Anglais à la mer s'ils essayaient une descente.

A ces moyens Napoléon ajouta ceux que le concours de la marine pouvait offrir. Il envoya de Toulon le capitaine Chaunay-Duclos avec les frégates *la Pomone* et *la Pauline*, avec la corvette *la Victorieuse*, pour former à Corfou un commencement de marine. Il prescrivit en outre de mettre en construction dans le port de Corfou deux gros bricks, de les équiper à l'aide des matelots du pays et de quelques détachements de troupes françaises. Cette petite marine naissante, composée de frégates et de bricks, devait croiser sans cesse entre l'Italie et l'Épire, entre Corfou et les autres îles, de manière que le passage fût toujours ouvert à nos bâtiments de commerce, et fermé à ceux de l'ennemi.

En adressant au roi Joseph, au prince Eugène, au général Marmont, ces instructions multipliées, non pas seulement avec l'accent impérieux dont il accompagnait toujours ses ordres mais avec l'accent passionné qu'il y mettait, lorsque ses ordres se liaient à l'une de ses grandes préoccupations, Napoléon leur écrivait : « Ces mesures « tiennent à un ensemble de projets que vous ne « pouvez pas connaître. Sachez seulement que, « dans l'état du monde, la perte de Corfou serait « le plus grand malheur qui pût arriver à l'em- « pire. »

Ces projets, en effet, peu de personnes les connaissaient en Europe. M. de Talleyrand, négociateur de Napoléon à Tilsit, n'en avait lui-même qu'une idée très-incomplète. Ils n'étaient connus que d'Alexandre et de Napoléon, qui, dans leurs longs entretiens au bord du Niémen, s'étaient promis de s'entendre sur le partage à faire de l'empire turc, partage dans lequel l'un cherchait le dédommagement de la grandeur française, l'autre la compensation de la ruine de l'empire turc, que la mollesse asiatique ne pouvait plus défendre

contre l'énergie européenne. Napoléon était loin de vouloir hâter ce résultat; Alexandre, au contraire, l'appelait de tous ses vœux, ce qui constituait le péril de leur alliance. Mais, dans la prévision des événements, Napoléon voulait être prêt à mettre la main sur les provinces turques placées à sa portée; et de plus, quoi qu'il pût arriver, que cette nécessité se présentât ou non, il entendait se rendre maître de la Méditerranée. Il croyait que, maître de cette mer, communication la plus courte entre l'Orient et l'Occident, on pouvait se consoler de n'être que le second sur l'Océan. Aussi Napoléon était-il résolu, le jour même de la signature de la paix de Tilsit, à recouvrer la Sicile, qu'il regardait comme à lui depuis qu'il avait pris Naples pour un de ses frères; et il espérait la tenir ou de l'abandon que lui en feraient les Anglais, si les Russes parvenaient à négocier la paix, ou de la force de ses armes, si la guerre continuait. Aussi, dès la fin de l'hiver, avait-il commencé à envoyer des ordres à son ministre de la marine, pour donner à ses escadres la direction du port de Toulon, et préparer ainsi une grande expédition contre la Sicile.

Ces ordres, contrariés par les circonstances et par l'insuffisance des ressources, furent réitérés avec une nouvelle force après la signature de la paix continentale. Le jour même où cette paix était signée à Tilsit, Napoléon écrivit à quatre personnes à la fois, au prince Eugène, au roi Joseph, au roi Louis de Hollande, au ministre de la marine, que, la guerre du continent étant finie, il fallait se tourner vers la mer, et songer enfin à tirer quelque parti de l'immensité des rivages dont on disposait. Sans doute l'Angleterre avait l'avantage de sa position insulaire, fondement jusqu'ici inébranlable de sa grandeur maritime; mais la possession de tous les rivages européens, depuis Kronstadt jusqu'à Cadix, depuis Cadix jusqu'à Naples, depuis Naples jusqu'à Venise, était bien aussi un moyen de puissance maritime, et un redoutable moyen, si on avait l'art et le temps de s'en servir. Napoléon avait dit à Berlin, dans l'entraînement de ses victoires, *qu'il fallait dominer la mer par la terre*. Il venait de réaliser de cette pensée tout ce qui était réalisable, en obtenant à Tilsit l'union volontaire ou forcée de toutes les puissances du continent contre l'Angleterre; et il fallait se hâter de profiter de cette union, avant que la domination continentale de la France fût devenue encore plus insupportable au monde que la domination maritime de l'Angleterre.

Vingt-deux mois s'étaient écoulés depuis cette fatale bataille de Trafalgar, dans laquelle notre pavillon avait déployé un sublime héroïsme au milieu d'un immense désastre. Ces vingt-deux mois avaient été employés avec quelque activité, et çà et là avec quelque gloire, avec celle au moins qui est due au courage que n'abattent point les revers. L'amiral Decrès, continuant à mettre au service de la volonté impétueuse de Napoléon une expérience profonde et un esprit supérieur, ne réussissait pas toujours à lui persuader que dans la marine on ne supplée pas avec la volonté, avec le courage, avec l'argent, avec le génie même, au temps et à une longue organisation. Il avait proposé à Napoléon de substituer au système des grandes batailles navales celui des croisières très-divisées et très-lointaines. Dans ce système on a l'avantage de hasarder moins à la fois, d'acquérir en naviguant l'expérience dont on est dépourvu, de causer de grands dommages au commerce de l'ennemi, d'avoir chance enfin de rencontrer son adversaire en force numérique moindre; car la mer, par son immensité même, est le champ du hasard. Un pareil système valait assurément la peine d'être essayé, et il aurait eu pour nous d'incontestables avantages sur l'autre, si la disproportion numérique de nos forces avec celles des Anglais n'eût pas été aussi grande, et si nos établissements lointains n'avaient pas été aussi ruinés, aussi dénués de toute ressource.

Conformément au plan de M. Decrès, diverses croisières avaient été préparées à Brest, Rochefort et Cadix, pour les faire sortir à la fin de 1805, en profitant des coups de vent de l'automne. Une division de quatre frégates était partie pour aller croiser sur la route de la mer des Indes, y détruire le commerce anglais, et y faire vivre l'île Bourbon et l'île de France des produits de la course, depuis qu'elles ne vivaient plus des produits du négoce. Ces frégates, arrivées heureusement, procuraient en effet à nos deux îles d'assez abondantes ressources. Le capitaine l'Hermitte avec un vaisseau, le *Régulus*, avec deux frégates, la *Cybèle* et le *Président*, avec deux bricks, le *Surveillant* et le *Diligent*, était sorti du port de Lorient le 30 octobre 1805 et avait fait voile vers les Canaries. Longeant la côte d'Afrique, il l'avait parcourue du nord au sud sur une étendue de plusieurs centaines de lieues, pour y saisir les vaisseaux anglais qui se livraient à la traite, et en avait enlevé ou détruit un grand nombre, car l'amirauté anglaise, ne prévoyant

pas la visite d'une croisière française dans ces parages, n'avait pris aucune précaution. Après avoir croisé pendant les mois de décembre, janvier, février et mars, exerce de grands ravages, fait de riches captures, cette division, privée du brick le *Surveillant*, qu'elle avait envoyé en France pour y donner de ses nouvelles, avait voulu relâcher pour radouber ses vaisseaux, réparer son grément, reposer ses équipages, et se procurer des vivres frais. N'osant pas rentrer en France dans la belle saison, ne voulant pas aller à nos Antilles, toujours fort observées, et n'ayant pas beaucoup de relâches ou françaises ou alliées à choisir, elle s'était livrée aux vents alizés qui l'avaient portée vers la côte d'Amérique, puis était descendue en avril sur San-Salvador, port du Brésil, où elle avait chance de trouver des vivres et de vendre avantageusement les nègres enlevés aux traitants anglais. Au bout de vingt-deux jours de relâche, elle avait remis à la voile pour croiser dans les parages de Rio-Janeiro, avait été souvent poursuivie par les vaisseaux anglais allant dans l'Inde, était remontée à la hauteur des Antilles, avait continué de faire des prises, et enfin assaillie, le 19 août, par un ouragan effroyable, l'un des plus horribles qu'on eût essuyés dans ces mers depuis un quart de siècle, elle s'était dispersée. Le *Régulus*, après avoir perdu de vue ses frégates et les avoir vainement cherchées, était rentré à Brest le 3 octobre 1806, à la suite d'une navigation de près d'une année. La frégate la *Cybèle*, démâtée, s'était enfuie aux États-Unis. La frégate le *Président*, séparée de sa division, avait été capturée.

Malgré les accidents survenus à la fin de cette croisière, accidents inévitables après avoir bravé onze mois les chances de la mer et de la guerre, on aurait pu accepter de la fortune de telles conditions pour toutes nos croisières. Le capitaine l'Hermitte avait détruit vingt-six bâtiments ennemis, fait 570 prisonniers, détruit pour plus de cinq millions de valeurs, et rapporté des sommes considérables, très-supérieures aux dépenses de sa croisière. La traite avait été ruinée cette année sur la côte d'Afrique, et les compagnies anglaises d'assurance poussaient contre l'amirauté des cris de fureur. Mais nos grandes croisières ne devaient pas être aussi heureuses.

Cadix n'offrait que des débris, qu'il fallait réunir et réorganiser, avant de pouvoir en tirer une division. Rochefort contenait la division du contre-amiral Allemand, qui se reposait dans ce port de la difficile croisière qu'il avait faite, à la suite de

la rencontre manquée avec l'amiral Villeneuve. Brest seul présentait des ressources pour organiser une forte division. Sur les vingt et un vaisseaux réunis dans ce grand port, on en avait détaché six, les plus propres à une longue navigation, et on les avait expédiés, sous les ordres du contre-amiral Willaumez, le 15 décembre 1803, pour les mers d'Amérique. Cette division était composée du *Foudroyant*, vaisseau de quatre-vingts, du *Vétéran*, du *Cassard*, de l'*Impétueux*, du *Patriote*, de l'*Éole*, vaisseaux de soixante et quatorze, et de deux frégates, la *Valeureuse* et la *Comète*. Elle portait sept mois de vivres. A la nouvelle de sa sortie, plus de trente vaisseaux anglais s'étaient lancés à sa poursuite, pour la chercher dans toutes les mers. Elle avait d'abord croisé dans les parages de Sainte-Hélène pendant les mois de février et de mars 1806, y avait fait quelques prises, puis, ayant à son bord des malades, et manquant de vivres frais, elle était allée à San-Salvador, par les mêmes motifs qui avaient conduit dans ce port le capitaine l'Hermitte. Après un repos de dix-sept jours, elle en était partie pour croiser de nouveau, et elle était venue en juin toucher à la Martinique, avec le projet de se placer au vent des Antilles pour y rencontrer les grands convois de la Jamaïque. A la Martinique elle avait trouvé peu de vivres, car la colonie en avait à peine assez pour sa propre consommation; peu de moyens de radoub, car l'état de guerre, presque continu depuis quinze années, n'avait guère permis d'y envoyer des matières navales; et elle était allée s'embusquer aux passes des Antilles, dans l'espoir d'y faire quelque riche capture, qui valût les frais d'un aussi grand armement. Le 28 juillet, on courait en éventail, avec l'intention de saisir un convoi qu'on avait aperçu, lorsque, le vent venant à fraîchir, la distance qui séparait les bâtiments de l'escadre s'agrandit sensiblement. Le lendemain 29, au jour, on perdit de vue le *Vétéran*, que montait alors le prince Jérôme Bonaparte, et la frégate la *Valeureuse*. L'amiral, pour rallier ces deux bâtiments, s'éleva au nord, le long des côtes d'Amérique, et vint croiser à trente-huit lieues à l'est de New-York; mais, ne trouvant ni le *Vétéran* ni la *Valeureuse*, il se dirigea vers le rendez-vous assigné d'avance à ses bâtiments séparés, entre le 29° degré de latitude nord et le 67° degré de longitude occidentale. Il y rallia la *Valeureuse*, mais non le *Vétéran*, qui avait fait voile en ce moment vers le banc de Terre-Neuve, et il tint dans ces parages jusqu'au

18 août. Pendant ces vicissitudes, les divisions anglaises l'avaient manqué, et il avait manqué lui-même le convoi de la Jamaïque, passé à quarante lieues de son escadre. Tels sont les hasards de la mer! Ayant attendu au delà du terme assigné à ses vaisseaux pour le rendez-vous, l'amiral Willaumez, qui avait eu l'intention de se porter à Terre-Neuve, assembla ses capitaines, tint conseil de guerre avec eux, et, ayant constaté qu'ils avaient beaucoup de malades, presque point d'eau, de bois ni de vivres, il se décida à relâcher à Porto-Rico, à remonter ensuite au banc de Terre-Neuve, à y détruire les pêcheries anglaises, et à revenir en Europe avec le projet de rentrer dans les ports de France pendant les coups de vent de l'équinoxe qui écartaient l'ennemi. Mais à peine cette résolution était-elle arrêtée, que, dans la nuit du 18 au 19 août 1806, le même ouragan qui avait dispersé la division l'Hermitte surprit l'escadre de l'amiral Willaumez, et pendant trois jours consécutifs la ballotta sur les flots jusqu'à la faire périr. Le *Foudroyant* et l'*Impétueux*, seuls vaisseaux qui n'eussent pas été séparés par la tourmente, perdirent tous leurs mâts, se réparèrent à la mer comme ils purent, et se proposaient de naviguer de conserve, lorsque de nouveaux coups de vent les séparèrent aussi. Apercevant au milieu de la tempête les fanaux de plusieurs vaisseaux ennemis, ils cherchèrent leur salut où ils purent. Le *Foudroyant*, vaisseau amiral, s'enfuit à la Havane; l'*Impétueux*, privé de ses mâts, de l'une de ses batteries jetée à la mer, et d'une partie de ses poudres, se laissa porter par l'ouragan dans baie de la Chesapeake, où il fit côte, poursuivi par deux vaisseaux ennemis. L'équipage, voyant son bâtiment perdu, chercha refuge à terre; il y fut couvert par la neutralité américaine, et se réunit à bord de la *Cybèle*, frégate du capitaine l'Hermitte, réfugiée également dans la Chesapeake. Tandis que le *Foudroyant* et l'*Impétueux* luttèrent ainsi contre la mauvaise fortune, l'*Éole*, complètement démâté, en butte aux vents et à l'ennemi, avait fui aussi dans la Chesapeake. Là, remorqué par des bâtiments américains, il était remonté assez haut dans les terres pour se dérober aux Anglais. Le *Patriote*, privé de ses mâts de hune et de son mât d'artimon, de toute sa voilure, avait gagné de son côté la Chesapeake, et jeté l'ancre à Annapolis. La frégate la *Valeureuse* s'était enfuie dans le Delaware. Le *Cassard*, après avoir été longtemps ballotté par les flots, ayant perdu la barre de son gouvernail, ayant eu quatorze

faux sabords enfoncés, avait failli sombrer. Cependant, ne faisant pas eau par ses fonds, il s'était relevé, et réparé en mer. Profitant de ce que sa voilure se trouvait en assez bon état, et de ce que seul de l'escadre il avait conservé pour soixante et dix-huit jours de vivres, il avait cru devoir ne pas se rendre à Porto-Rico, et avait fait voile vers l'Europe. Il était rentré à Brest le 15 octobre. *Le Vétéran*, capitaine Jérôme, séparé depuis longtemps de l'escadre, après avoir erré quelque temps sur les côtes de l'Amérique du Nord, était revenu en Europe; mais le blocus de Lorient l'avait obligé de se jeter dans la baie de Concarneau, où il ne se trouvait guère en sûreté.

Ainsi, des six vaisseaux partis de Brest, *le Foudroyant* était réfugié à la Havane; *l'Impétueux* était détruit; *le Patriote* et *l'Éole* avaient remonté la Chesapeake dans un état déplorable, et sans beaucoup de chances d'en sortir; *le Cassard* était sauvé; *le Vétéran* se trouvait engagé à Concarneau dans un mouillage d'où il était difficile de le tirer. Quant aux frégates de l'expédition, *la Valeureuse* était dans le Delaware; *la Comète* s'était retirée dans un port d'Amérique. Quelques prises faites sur l'ennemi offraient un faible dédommagement pour de tels désastres.

Pendant ce même temps on avait expédié de Lorient trois frégates, *la Sirène*, *la Revanche* et *la Guerrière*, pour les mers boréales, sous le commandement d'un brave marin flamand, le capitaine Leduc. Les trois frégates, dirigées par ce navigateur intrépide, n'avaient pas éprouvé les mêmes désastres que la grande division Willaumez, mais avaient rencontré des mers affreuses, et supporté la navigation la plus dure. Le capitaine Leduc, parti en mars 1806 de Lorient, transporté aux Açores, où il avait recueilli quelques prises, séparé un moment de *la Guerrière*, puis revenu vers la côte ouest de l'Irlande, était remonté jusqu'à la pointe de l'Islande, qu'il avait aperçue le 24 mai, et à la pointe du Spitzberg, qu'il avait aperçue le 12 juin. Il avait essuyé dans ces parages des temps épouvantables, et perdu de vue *la Guerrière*. Bientôt les maladies l'avaient envahi, et il avait compté jusqu'à 40 morts, 160 malades, 180 convalescents, sur 700 ou 800 hommes qui composaient les équipages de ses deux frégates. Continuant à croiser tantôt sur les côtes du Groenland, tantôt sur celles de l'Islande, et de temps en temps faisant des prises, il était revenu en septembre à Saint-Malo, et, ne pouvant y atterrir, il avait mouillé dans la petite rade de Bréhat. Malgré ces traverses et ces mauvais temps,

supportés par le capitaine Leduc avec une rare constance, il avait pris quatorze bâtiments anglais et un russe, fait 270 prisonniers, et détruit pour près de trois millions de valeurs. Malheureusement il avait perdu 95 hommes. On pouvait regarder cette croisière comme avantageuse, quoique très-contrariée par le temps. Elle faisait le plus grand honneur au capitaine Leduc, qui l'avait dirigée.

En septembre 1806, le contre-amiral Cosmao, le même qui s'était si noblement conduit à Trafalgar, sortait de Toulon avec les vaisseaux *le Borée* et *l'Annibal*, la frégate *l'Uranie*, le cutter *le Succès*, pour aller chercher à Gênes le vaisseau *le Génois*, construit dans ce port. Après avoir traversé le golfe, il était revenu à Toulon, en rendant cette mer libre au commerce français et italien. Il avait renouvelé cette course plus d'une fois, et il était toujours parvenu à écarter les croisières de l'ennemi.

A la même époque, le capitaine Soleil, parti de Rochefort avec quatre frégates et un brick détachés de la division Allemand, essuyait un sanglant désastre. Les Anglais avaient adopté un nouveau système de blocus, c'était de se tenir moins près des côtes, pour donner à nos bâtiments bloqués la tentation de sortir, et pour se ménager ainsi le moyen de les envelopper avant qu'ils eussent le temps de rétrograder. Ce stratagème leur réussit complètement à l'égard du capitaine Soleil. La coutume alors était de sortir de nuit, afin de pouvoir franchir les croisières ennemies avant d'être aperçu. Les Anglais n'étant point en vue à cause de l'éloignement dans lequel ils se tenaient, le capitaine Soleil partit le soir du 24 septembre 1806, ne les rencontra point sur son chemin, le lendemain 25 les aperçut au large, força de voiles pour les gagner de vitesse, parcourut un espace de cent milles sans être atteint, mais, le 26, fut enveloppé par toute l'escadre de sir Samuel Hood, composée de sept vaisseaux et de plusieurs frégates, et soutint pendant plusieurs heures un combat héroïque contre cinq vaisseaux ennemis. Excepté *la Thémis*, qui réussit à se sauver avec deux bricks, toute la division fut prise ou détruite.

A côté de ces rencontres, que la trop grande supériorité numérique de l'ennemi finissait tôt ou tard par rendre malheureuses, il y en avait d'autres où le courage de nos marins montrait que, de bâtiment à bâtiment, quand les circonstances n'étaient pas trop défavorables, nous étions capables de tenir tête aux Anglais, et même

de les vainere. Le 24 avril de la même année, le capitaine Bourayne, allant au Cap avec la frégate *la Canonnière*, avait rencontré un convoi anglais, et s'était jeté au milieu pour faire des prises, lorsque était apparu tout à coup un vaisseau de soixante et quatorze chargé d'escorter ce convoi. Le capitaine Bourayne avait d'abord voulu éviter avec cet adversaire un combat inégal. Mais, se voyant joint de trop près, il avait franchement accepté la lutte, et, profitant de ce que la grosseur de la mer ne permettait pas au vaisseau ennemi de se servir de sa batterie basse, il avait pris une position avantageuse, et l'avait en peu d'instants démâté de son grand mât, complètement dégréé, et mis en fuite. Certains gros bâtiments de commerce ayant cherché à se mêler au combat, il avait couru sur eux, les en avait dégoûtés, et avait continué sa route pour le Cap, dont il ignorait encore la conquête par les Anglais. Ceux-ci, pour attirer les vaisseaux français ou hollandais, n'avaient pas retiré les couleurs hollandaises. A peine le capitaine Bourayne venait-il de jeter l'ancre, qu'à un signal tous les pavillons hollandais avaient été abattus, remplacés par des pavillons anglais, et qu'une grêle de bombes et de boulets était tombée sur *la Canonnière*. Sans se déconcerter, le capitaine Bourayne avait coupé son câble, sacrifié ses aneres, et à force de voiles échappé à tous les dangers. Il était arrivé sain et sauf à l'île de France, où il devait se signaler par de nouvelles aventures de mer non moins hardies, non moins glorieuses.

Un autre accident de ce genre, qui avait lieu sur nos côtes, prouvait aussi tout ce qu'on pouvait attendre de l'ardeur et du courage intrépide de nos marins. La flûte *la Salamandre*, partie de Saint-Malo avec un chargement de bois de construction pour Brest, avait été poursuivie par une grosse corvette de vingt-quatre, deux bricks et un cutter. Elle n'était que faiblement armée, en sa qualité de flûte. Elle se jeta donc à la côte près la bouche d'Erquy, et là l'équipage se défendit tant qu'il put à coups de fusil. Réduit bientôt à l'impossibilité de prolonger cette défense, il se sauva sur un canot et sur un débris de mât, parvint à joindre la terre, se porta vers la batterie dite Saint-Michel, en dirigea le feu sur la corvette anglaise, engagée trop près de la côte, la mit hors d'état de manœuvrer, et la força ainsi à s'échouer. Il se précipita ensuite dans l'eau, et, secondé de quelques soldats accourus sur le rivage, s'empara de la corvette contre les restes

de l'équipage anglais, dont une partie était ou hors de combat ou en fuite.

Telles étaient les actions, peu considérables mais courageuses, par lesquelles se signalaient nos marins contre une puissance ordinairement supérieure à nous par le nombre et par l'organisation, plus supérieure encore dans un moment où toutes nos forces étaient exclusivement dirigées vers la guerre de terre. Aussi à la fin de 1806 l'habile et malheureux ministre Decrès, n'ayant que des infortunes à mander à un maître qui ne recevait de toutes parts que des nouvelles heureuses, était-il entièrement découragé, et non moins dégoûté du système des croisières que du système des grandes batailles. Obligé d'expliquer à Napoléon les revers qu'on avait essayés dans ce nouveau système de guerre aussi bien que dans l'ancien, il lui en donnait les raisons véritables, qui devaient faire considérer tous les genres de guerre maritime comme également dangereux dans l'état présent des choses. D'abord la disproportion numérique était si grande, selon lui, que les Anglais pouvaient bloquer nos ports avec plusieurs grosses escadres, et garder encore de nombreuses divisions pour courir après nos croisières dès qu'elles étaient signalées; ce qui prouvait que, même sans la prétention de livrer des batailles générales, il fallait néanmoins des forces encore très-considérables pour faire la guerre avec de petites divisions. Ensuite notre matériel était trop défectueux comparativement à celui de l'ennemi; et, bien que nos matelots, jamais inférieurs en courage, le fussent beaucoup en expérience, le matériel qu'ils maniaient était encore plus en défaut que leur savoir-faire. Leurs bâtiments résistaient à la tempête beaucoup moins qu'ils n'y résistaient eux-mêmes. Dans l'ouragan du 19 août, qui avait détruit la division Willaumez et gravement maltraité la division l'Hermitte, les Anglais avaient mieux supporté que nous le coup de vent, parce que leur grément était non-seulement mieux manié, mais de qualité fort supérieure. Plus nombreux, mieux équipés, ils étaient certains que parmi eux il en échapperait toujours assez aux dangers de la mer pour réduire nos vaisseaux, les uns à se rendre, les autres à s'échouer, les autres à fuir en Europe. Mais l'infériorité du nombre, celle du matériel n'étaient pas, suivant l'amiral Decrès, les seules causes de nos malheurs. En sortant du port de Brest où ils avaient été choisis avec soin dans une escadre considérable, les vaisseaux de la division Willaumez n'étaient pas inférieurs en qualité aux bons

vaisseaux anglais. Mais dix mois de navigation continue sans trouver de relâche sûre, bien approvisionnée en vivres et en moyens de rechange, les avaient mis hors d'état, soit d'échapper par leur marche à une escadre plus forte, soit de résister à une tempête, soit de poursuivre leur croisière sans renouveler leurs provisions de bouche, ce qui les exposait à être découverts par l'ennemi. Aussi l'amiral Decrès écrivait-il le 25 octobre 1806 à Napoléon : « Après une navigation de dix mois, les vergues et mâts de hune se cassent, les gréements se relâchent et s'usent d'autant plus qu'on ne peut suivre leurs réparations graduelles en pleine mer ; les bas mâts consentent, les vaisseaux se délient, et il est sans exemple que des bâtiments aient tenu la mer aussi longtemps, sans s'être donné le loisir de se réparer à neuf et tranquillement dans un port. » Malheureusement nous n'avions plus de ports, ou ceux que nous avions étaient mal approvisionnés. Nous en possédions à la vérité un excellent, incomparable pour ses avantages, dans la mer des Indes : c'était celui de l'île de France, qui, à l'époque de la guerre d'Amérique, avait servi de base d'opération au bailli de Suffren pendant sa belle campagne de l'Inde. Mais au milieu des désordres de la révolution, et des difficultés de la guerre continentale, on n'avait pu l'approvisionner en munitions navales. Le cap de Bonne-Espérance, qui appartenait à des alliés, ne pouvait être approvisionné comme un port national, et venait d'ailleurs d'être pris. Sur la côte du Brésil, nous n'avions rien qu'un port neutre, et presque ennemi puisqu'il était portugais, celui de San-Salvador. Enfin aux Antilles, nous étions maîtres de la magnifique rade du Fort-Royal, l'une des plus vastes, des plus sûres du monde ; mais la Martinique était complètement dépourvue de munitions navales, et, sous le rapport des vivres, elle avait plutôt besoin que nos flottes y versassent une partie de leur biscuit pour les troupes de la garnison, qu'elle n'était en mesure de leur restituer les vivres consommés en mer. Avec quatre relâches bien pourvues, une aux Antilles, une à la côte du Brésil, une au cap de Bonne-Espérance, une dans l'Inde, nous aurions pu tenir les mers avantageusement. Mais privés de ces ressources, nous ne pouvions y paraître qu'en fugitifs, toujours pressés, toujours craignant une rencontre, et ayant contre nous, outre les chances du petit nombre, toutes celles d'un équipement inférieur et insuffisant. C'étaient là les suites de longs bouleversements intérieurs,

et de guerres extérieures inouïes par leur grandeur, leur durée et leur acharnement.

Napoléon, qui n'était pas facile à décourager, et qui pensait que, malgré beaucoup d'accidents fâcheux, ces dernières expéditions avaient causé de grands dommages au commerce ennemi, voulait expédier de nouvelles croisières en 1807 ; mais M. Decrès s'y était fortement opposé, disant que la côte d'Afrique, ravagée en 1806 par le capitaine l'Hermitte, était pourvue cette année de moyens de défense considérables, par suite des vives réclamations du commerce anglais ; que l'on ne possédait aucune relâche ni à l'île de France, qui manquait de munitions, ni au Cap, qui était pris, ni à San-Salvador, qui était usé, ni à la Martinique, qui avait à peine le nécessaire. Construire, en attendant la paix continentale, occuper par des flottes armées dans nos ports les croisières anglaises, et profiter de certains moments pour envoyer sur des frégates des secours aux colonies, lui avait paru la seule activité permise, activité peu dommageable pour le présent, et avantageuse pour l'avenir. Napoléon, qui entre Eylau et Friedland avait eu à créer de nouvelles armées pour contenir l'Europe sur ses derrières, avait admis le système négatif de M. Decrès, et les travaux de notre marine en 1807 s'étaient bornés à quelques secours expédiés aux Antilles et dans les Indes.

Quoique exposées à beaucoup de souffrances, nos colonies recevaient cependant de fréquents soulagements. Ne produisant que du sucre, du café, quelques épices, quelques teintures, et pas de vivres, pas de vêtements, la prospérité consistait pour elles à bien vendre leurs denrées naturelles, afin de se procurer en échange les moyens de se vêtir et de se nourrir. A l'époque dont nous parlons, ces denrées sortaient difficilement, et les vivres arrivaient plus difficilement encore, à travers les croisières anglaises. Dans cet état de détresse, on s'était relâché, en faveur de nos colonies, des rigueurs du régime exclusif. On leur permettait avec les neutres le commerce qu'on réserve en temps de paix aux nationaux seuls. Les Américains du Nord venaient prendre leurs sucres et leurs cafés, et leur donnaient en retour des grains et du bétail. Mais, comme on est plus hardi pour vendre sa marchandise que pour acheter celle d'autrui, les Américains apportaient plus de vivres qu'ils n'exportaient de sucre ou de café, à cause de la difficulté de revendre en Europe les denrées coloniales. Souvent ils se faisaient payer en argent leurs grains et leur

bétail, ce qui commençait à rendre le numéraire fort rare. De plus, n'acquittant pas de droits de douane à la sortie, puisqu'ils s'en allaient sur lest, ils occasionnaient une diminution sensible dans les revenus locaux, qui consistaient presque uniquement en produits de douane, et par suite les budgets de nos établissements étaient presque tous en déficit. Cet état, supportable encore à l'époque dont il s'agit, devait s'aggraver bientôt, si, la paix n'étant pas rétablie, et la lutte maritime prenant un nouveau caractère d'acharnement, les moyens de gêner le commerce devenaient plus rigoureux de la part de la France et de l'Angleterre. Cependant, jusqu'ici la course de nos frégates dans l'Inde, celle des bricks dans nos Antilles, procuraient en argent, en vivres, en marchandises propres au vêtement, d'assez abondantes ressources. Les frégates *la Sémillante* et *la Piémontaise* avaient fait des prodiges à l'île de France en 1806, et capturé à elles deux pour près de huit millions de valeurs. Elles avaient puissamment secondé le brave général Decaen, qui, de cette position magnifique, dévorait des yeux la presqu'île de l'Inde, et demandait dix mille hommes seulement pour la soulever tout entière. La Guadeloupe et la Martinique avaient été pourvues de nègres par les corsaires, et en avaient reçu plusieurs milliers, au point que la population ouvrière s'y trouvait augmentée malgré la guerre. Mais l'ennemi rendant ses blocus chaque jour plus étroits, les munitions navales manquaient pour les armements en course, et nos colonies demandaient des provisions de bouche au moins pour les troupes, du numéraire pour payer les vivres américains, des bâtiments armés pour continuer la course, des recrues enfin pour remplir les vides qui se produisaient dans nos garnisons. Ainsi, à l'île de France, où il aurait fallu 5,000 ou 4,000 hommes, on était réduit à 1,600. A la Martinique, où il y en avait eu 4,700 et où il en aurait fallu 5,000 au moins, il en restait 5,000 au plus. A la Guadeloupe il en restait à peine 2,000. Il est vrai que ces garnisons, secondées par des habitants pleins d'énergie et de patriotisme, suffisaient pour repousser les forces que les flottes anglaises pouvaient transporter à ces distances lointaines. A Saint-Domingue, après d'affreux bouleversements, après la destruction d'une belle armée française, on avait vu se succéder des scènes aussi ridicules qu'atroces. On avait vu le nègre Dessalines, cherchant à imiter l'empereur Napoléon, comme Toussaint Louverture avait cherché

à imiter le premier consul Bonaparte, poser sur sa tête noire une couronne impériale, succomber bientôt sous le poignard du nègre Christophe et du mulâtre Péthion, puis ces deux nouveaux compétiteurs se disputer, comme les généraux d'Alexandre, le pouvoir de Toussaint Louverture, arroser de leur sang ce sol qu'ils n'avaient plus voulu arroser de leurs sueurs, et le laisser stérile; car le sang, quoi qu'on en puisse dire, ne féconde jamais la terre. Après ces scènes sanglantes et burlesques, nous avons perdu la partie française de l'île, nous avons été relégués dans la partie espagnole, où nous occupions la ville de Santo-Domingo avec 4,800 hommes, restes d'une armée aussi malheureuse qu'héroïque. Le général Ferrand s'y conduisait avec habileté et vigueur, profitant, pour se maintenir, des divisions des nègres et des mulâtres, et attirant, par la sécurité dont on jouissait à l'abri de nos baïonnettes, beaucoup de colons, français ou espagnols, blancs ou noirs, maîtres ou esclaves.

Telle était en 1807, lorsque Napoléon revint de sa longue campagne au Nord, la situation de notre marine et de nos établissements maritimes. Encouragé par ses prodigieux triomphes à tout entreprendre, persuadé qu'à la tête des puissances du continent il obtiendrait la paix, ou bien qu'il vaincrait l'Angleterre par une réunion de forces accablantes, il était plein d'ardeur. Habitué de plus à trouver dans son génie des ressources inépuisables pour vaincre les hommes et les éléments, il ne partageait nullement le découragement de l'amiral Decrès. Il entrevoyait dans l'avenir des ressources nouvelles, et non encore essayées contre les Anglais. D'abord toutes les issues n'avaient pas été fermées jusqu'alors au commerce britannique. Par la Russie, la Prusse, le Danemark et les villes hanséatiques, par le Portugal qui était ennemi, par l'Espagne qui était mal surveillée, par l'Autriche qu'il avait fallu ménager, il était resté bien des portes, au moins entr'ouvertes; et les marchandises anglaises, en se donnant à bon marché (ce qui leur était facile dès cette époque), avaient réussi à pénétrer sur le continent. Maintenant, au contraire, tout accès allait se trouver fermé, et c'était un grand dommage qui se préparait pour les manufactures de l'Angleterre. De plus, Napoléon allait être libre de multiplier les constructions navales, soit avec les ressources du budget français, chaque jour plus riche, soit avec les produits de la conquête, soit avec les bois et les bras de tout le littoral européen. Ayant en outre ses nombreuses

armées disponibles, il avait conçu un vaste système dont on verra plus tard le développement successif, et qui aurait tellement multiplié les chances d'une grande expédition dirigée sur Londres, sur l'Irlande ou sur l'Inde, que cette expédition, dérobée une fois à la surveillance de l'amirauté, aurait peut-être fini par réussir, ou que l'obstination britannique aurait fini par céder devant la menace d'un péril toujours imminent. Napoléon, en effet, n'était guère d'avis des grandes batailles navales, que du reste il n'avait acceptées dans certaines occasions que pour ne pas reculer d'une manière trop manifeste devant l'ennemi. Il n'était guère plus d'avis des croisières, que le défaut de relâches sûres et bien approvisionnées rendait trop périlleuses. Mais il voulait, unissant les marines russe, hollandaise, française, espagnole, italienne, ayant des flottes armées au Texel, à Flessingue, à Boulogne, à Brest, à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Gènes, à Tarente, à Venise, tenant auprès de ces flottes des camps nombreux remplis de troupes invincibles, il voulait obliger l'Angleterre à entretenir devant ces ports des forces navales qui ne pourraient suffire à les bloquer tous, et, partant à l'improviste de celui qui aurait été mal surveillé, transporter une armée ou en Égypte, ou dans l'Inde, ou à Londres même, et, en attendant que cette chance se réalisât, épuiser la nation anglaise d'hommes, de bois, d'argent, de constance et de courage. On verra, en effet, que, s'il ne se fût pas épuisé lui-même en mille entreprises étrangères à ce grand but, s'il n'avait pas fatigué la bonne volonté ou la patience de ses alliés, certainement les moyens étaient si vastes, si bien conçus, qu'ils auraient fini par triompher de l'Angleterre.

Mais avant de parvenir à cet immense développement, que deux ou trois ans auraient suffi pour atteindre, Napoléon commença par ordonner un redoublement d'activité dans les constructions navales de tout l'empire, et ensuite par essayer dans la Méditerranée de ce système d'expéditions toujours prêtes et toujours menaçantes, en faisant une tentative sur la Sicile, afin d'ajouter cette île au royaume de Naples, déjà donné à son frère Joseph.

Il prescrivit à son frère Louis, en lui annonçant que l'armée hollandaise allait rentrer, et absorber dès lors une moindre partie de ses ressources, de remettre en état la flotte du Texel, et d'y réunir au moins neuf vaisseaux tout équipés. Il avait déjà obtenu à Anvers et à Flessingue des résultats étonnants. On y voyait cinq

vaisseaux, les uns de 80, les autres de 74, qui, construits à Anvers, étaient descendus sans accident jusqu'à Flessingue, à travers les bas-fonds de l'Escaut, et qu'on armait dans ce dernier port. Trois autres, presque achevés sur les chantiers d'Anvers, allaient porter à huit l'escadre de l'Escaut. Les marins hollandais, flamands, picards, étaient réunis de tous côtés pour cet armement. Napoléon ordonna de mettre à flot les trois vaisseaux achevés, de couvrir de nouvelles quilles les chantiers devenus vacants, de multiplier le nombre de ces chantiers indéfiniment; car il voulait qu'Anvers devînt le port de construction, non-seulement de Flessingue, mais de Brest, à cause des bois de l'Allemagne et du Nord affluant dans tous les Pays-Bas par les fleuves. Il se proposait de réserver les bois de Brest pour le radoub des escadres qui étaient toujours en armement dans ce grand port. Il se promit, dès son retour à Paris, de revoir et d'organiser sur un autre plan l'ancienne flottille de Boulogne. Il pressa la construction de frégates à Dunkerque, au Havre, à Cherbourg, à Saint-Malo. A Brest, où il restait, depuis la sortie de l'escadre de Willaumez, douze vaisseaux armés, dont cinq mauvais et sept bons, Napoléon ordonna de mettre les cinq mauvais hors de service, et d'armer les sept bons du mieux qu'on pourrait, en réservant les matelots devenus disponibles pour les nouveaux vaisseaux qu'on s'appropriait à construire. Il voulut qu'à Lorient on ajoutât un vaisseau, dont la construction venait d'être achevée, à une division de deux vaisseaux qui s'y trouvait déjà. Il consentit à ce que *le Vétéran*, réfugié à Concarneau et bloqué avec obstination par les Anglais, fût désarmé, et l'équipage conduit à Lorient, pour y armer un vaisseau récemment construit. Nous avions à Rochefort une belle division de cinq vaisseaux, aussi bien équipée que bien commandée. Elle était sous les ordres de l'un de ces hommes que, dans leur langage familier, les marins appellent *un loup de mer*, du brave contre-amiral Allemand, privé de ses frégates par le désastre du capitaine Soleil, mais impatient néanmoins de sortir, et toujours arrêté par une flotte anglaise, qui, depuis huit ou dix mois, ne perdait pas de vue la rade de l'île d'Aix. Napoléon ordonna de mettre à l'eau un vaisseau achevé, d'en radoubier un autre qui était en état de servir, pour porter cette division au nombre de sept. Partout où des bâtiments étaient lancés, il faisait poser immédiatement d'autres quilles sur chantier. Ses res-

sources financières, anciennes et nouvelles, lui permettaient, comme on le verra bientôt, ces immenses efforts. A Cadix, il avait une excellente division de cinq vaisseaux, restes de Trafalgar, bien organisés, bien montés, et commandés par l'amiral Rosily. Napoléon aurait voulu leur adjoindre quelques vaisseaux espagnols; mais, lorsqu'il portait ses yeux sur la Péninsule, il ne pouvait se défendre d'un sentiment de pitié, de colère, d'indignation, en songeant qu'au Ferrol et à Cadix l'Espagne n'était pas même en mesure d'armer une division, qu'à Carthagène seulement elle avait six vaisseaux dont l'armement datait de plusieurs années, dont la carène était salie par le séjour dans le port, dont le grément était relâché, dont les provisions de bouche étaient insuffisantes pour la plus courte campagne, car les équipages avaient consommé les vivres du bord, n'en ayant pas à terre. Il se disait qu'il faudrait bien finir par demander à l'Espagne, pour elle, pour ses alliés, de s'administrer autrement; et en attendant il adressa au cabinet de Madrid des instances, presque menaçantes, pour qu'on joignît quelques vaisseaux à ceux de l'amiral Rosily, et il recommanda à celui-ci de se tenir prêt à lever l'ancre au premier signal. A Toulon, trois vaisseaux, deux appartenant à Toulon, un à Gènes, étaient armés. Réunis à plusieurs frégates, ils exécutaient d'heureuses sorties. Napoléon voulut qu'à Toulon on lançât *le Commerce de la ville de Paris* et *le Robuste*, qu'à Gènes on lançât *le Breslau*, qu'on les armât en désarmant des bâtiments ou mauvais ou inférieurs, qu'on les remplaçât sur les chantiers par de nouvelles constructions, et qu'il y eût six vaisseaux prêts dans ce port. Il envoya des ingénieurs à la Spezzia pour examiner cette position, que l'étude continuelle de la carte lui avait révélée. Il enjoignit à son frère Joseph, après renseignements pris sur les ports de Naples et de Castellamare, d'y commencer la construction de deux vaisseaux, pour en arriver bientôt à la construction de quatre. Se souvenant qu'un vaisseau français avait trouvé asile à Ancône, il pensa qu'on pouvait se servir de ce port, et il ordonna d'y construire deux vaisseaux pour employer les bois et les ouvriers de l'État romain, s'inquiétant peu de la souveraineté temporelle du pape, qu'il traitait déjà comme n'existant plus. Enfin il y avait à Venise cinq vaisseaux en construction. Il en fit mettre trois encore sur chantier, un au compte du trésor d'Italie, deux au compte du trésor de France, et voulut qu'on

travaillât au creusement des passes qui devaient conduire la marine ressuscitée des Vénitiens de leur arsenal dans la mer Adriatique. Ces mêmes pays italiens, qui allaient fournir les bois et les bras pour les constructions, devaient fournir les matelots, toujours en grande quantité sur leurs côtes. Avec ces nombreuses constructions, avec les matelots que contenait le littoral européen, avec une addition de jeunes soldats et d'officiers français, dont il n'était jamais embarrassé d'augmenter le nombre, Napoléon pouvait espérer de doubler ou de tripler les forces navales de l'empire avant une année. Ces vaisseaux, insuffisants d'abord pour se mesurer avec des vaisseaux anglais, seraient suffisants dans peu de temps pour porter des troupes, et devaient l'être tout de suite pour nécessiter de nouveaux blocus, et condamner l'Angleterre à des dépenses ruineuses.

En attendant que ces armements immenses fussent exécutés, Napoléon entendait sur-le-champ porter des secours aux colonies, et réunir par la même opération quarante voiles dans la Méditerranée. Il voulait pour cela que les divisions de Brest, de Lorient, de Rochefort embarquassent 5,400 hommes et beaucoup de munitions, allassent en déposer 1,200 à la Martinique, 600 à la Guadeloupe, 500 à Saint-Domingue, 500 à Cayenne, 400 au Sénégal, 400 à l'île de France, et, faisant retour vers l'Europe, franchissent le détroit de Gibraltar pour se rendre à Toulon. La réunion à Toulon des sept vaisseaux de Brest, des trois de Lorient, des sept de Rochefort, des six de Cadix, des six de Toulon, devait y composer avec les frégates un total de quarante voiles, dont vingt-neuf vaisseaux de ligne, force supérieure à tout ce que les Anglais, même avertis à temps, pourraient amener dans cette mer avant deux ou trois mois, et capable de jeter 15,000 ou 18,000 hommes en Sicile, et tout ce qu'on voudrait dans les îles Ioniennes.

L'amiral Decrès, qui s'appliquait avec un courage honorable à s'opposer aux projets de Napoléon, quand la grandeur n'en était pas proportionnée avec les moyens, ne manqua pas de combattre ce projet de réunions, précédées d'une course aux Antilles. Il pensait que faire dépendre le ravitaillement des colonies du succès de deux ou trois grandes expéditions était chose imprudente; car ces grandes expéditions de plusieurs vaisseaux et frégates, pour porter quelques centaines d'hommes aux colonies, couraient des dangers qui n'étaient pas en rapport avec l'importance du but; qu'il valait mieux expédier des

frégates isolées, chargées chacune d'une certaine quantité de matériel, de deux ou trois cents hommes; que, si on en perdait une, la perte était peu considérable, que les autres arrivaient, et que les colonies étaient ainsi toujours assurées de recevoir une portion des secours qu'on leur destinait. Quant aux réunions dans la Méditerranée, il soutenait que les divisions chargées de franchir le détroit, malgré la croisière anglaise de Gibraltar, avaient à braver d'immenses périls; que, pour y échapper, il fallait les laisser libres de profiter du premier coup de vent favorable; qu'on ne devait donc leur donner que la seule instruction de franchir le détroit, en leur permettant de saisir la première circonstance heureuse, sans compliquer leur mission d'une course aux Antilles et d'un retour vers l'Europe. Enfin il pensait que c'était assez d'envoyer dans la Méditerranée la division de Cadix placée fort près du but, et peut-être celle de Rochefort, mais qu'il ne fallait pas se priver de toutes les forces qu'on avait dans l'Océan, en faisant partir aussi pour Toulon les divisions de Lorient et de Brest.

Napoléon, qui laissait modifier ses idées par les hommes d'expérience quand ces hommes lui fournissaient de bonnes raisons, accueillit les observations de M. Decrès. En conséquence il décida que des ports de Dunkerque, du Havre, de Cherbourg, de Nantes, de Rochefort, de Bordeaux, où il y avait beaucoup de frégates, partiraient des expéditions isolées pour les colonies, que les divisions navales chargées de se rendre dans la Méditerranée n'auraient que cette seule mission, et, quant au nombre, il voulut en appeler deux au moins à Toulon, celle de Rochefort et celle de Cadix, lesquelles devaient former avec la division de Toulon une réunion de dix-sept ou dix-huit vaisseaux, plus sept ou huit frégates, force suffisante pour dominer deux ou trois mois la Méditerranée, et y exécuter tout ce qu'il méditait sur la Sardaigne, sur la Sicile et sur les îles Ioniennes. En conséquence l'amiral Allemand à Rochefort, l'amiral Rosily à Cadix, reçurent l'ordre de saisir la première occasion propice pour lever l'ancre, et de franchir le détroit, en faisant la manœuvre que leur conseilleraient leur expérience et les circonstances de la mer. Il fut demandé à la cour d'Espagne d'armer quelques vaisseaux à Cadix, et de donner immédiatement les ordres convenables pour que la division de Carthagène, commandée par l'amiral Salcedo, fût pourvue des vivres nécessaires à une courte expédition, et dirigée sur Toulon.

Telles furent les mesures ordonnées par Napoléon, en exécution du traité de Tilsit, pour intimider l'Angleterre par un immense concours de moyens, pour la disposer à la paix, et, si elle s'opiniâtrait à la guerre, pour forcer la Suède, le Danemark, la Prusse, le Portugal, l'Autriche à fermer leurs ports aux produits de Manchester et de Birmingham, pour préparer avec la réunion de toutes les forces navales du continent des expéditions dont la possibilité toujours menaçante épuiserait tôt ou tard les finances ou la constance de la nation anglaise, sans compter qu'il suffisait du succès d'une seule pour la frapper au cœur. Mais les affaires extérieures n'attiraient pas seules l'attention de Napoléon. Il lui tardait enfin de s'occuper d'administration, de finances, de travaux publics, de législation, de tout ce qui pouvait concourir à la prospérité intérieure de la France, laquelle ne lui tenait pas moins à cœur que sa gloire.

Avant de s'en occuper, il lui avait fallu opérer quelques changements indispensables dans les hauts emplois civils et militaires. M. de Talleyrand fut la cause principale, sinon unique, de ces changements. Cet habile représentant de Napoléon auprès de l'Europe, qui était paresseux, sensuel, jamais pressé d'agir ou de se mouvoir, et dont les infirmités physiques augmentaient la mollesse, avait été cruellement éprouvé par les campagnes de Prusse et de Pologne. Vivre sous ces froids et lointains climats, courir sur les neiges à la suite d'un infatigable conquérant, à travers les bandes de Cosaques, coucher le plus souvent sous le chaume, et, quand on était favorisé par la fortune de la guerre, habiter une maison de bois, décorée du titre de château de Finkenstein, ne convenait pas plus à ses goûts qu'à son énergie. Il était donc fatigué du ministère des relations extérieures, et il aurait voulu non pas renoncer à diriger ces relations, qui étaient son occupation favorite, mais les diriger à un autre titre que celui de ministre. Il avait beaucoup souffert dans son orgueil de ne pas devenir grand dignitaire, comme MM. de Cambacérès et Lebrun, et la principauté de Bénévent, qui lui avait été accordée en dédommagement, n'avait qu'ajourné ses desirs sans les satisfaire. Une occasion se présentait d'accroître le nombre des grands dignitaires, c'était l'absence indéfinie des princes de la famille impériale, qui étaient à la fois grands dignitaires et souverains étrangers. Il y en avait trois dans ce cas : Louis Bonaparte, qui était roi de Hollande et connétable; Eugène

de Beauharnais, qui était vice-roi d'Italie et archichancelier d'État; enfin Joseph, qui était roi de Naples et grand-électeur. M. de Talleyrand avait insinué à l'Empereur qu'il fallait leur donner des suppléants, sous les titres de vice-connétable, de vice-grand-électeur, de vice-chancelier d'État, et que si, à la vérité, ces fonctions fort peu actives n'exigeaient guère un double titulaire, on ne pouvait trop multiplier les grandes charges destinées à récompenser les services éclatants. M. de Talleyrand aurait voulu devenir vice-grand-électeur, et, laissant à un ministre des affaires étrangères le soin vulgaire d'ouvrir et d'expédier des dépêches, continuer à diriger lui-même les principales négociations. Il n'avait négligé, pendant son séjour à l'armée, aucune occasion d'entretenir l'Empereur de ce sujet, ne cessant de prôner les avantages de ces nouvelles créations, et alléguant, pour ce qui le concernait en particulier, son âge, ses infirmités, ses fatigues, son besoin de repos. Il avait, à force d'insistance, obtenu une sorte de promesse, que Napoléon s'était laissé arracher à contre-cœur; car il ne voulait pas que les grands dignitaires exerçassent des fonctions actives, vu que, participant en quelque sorte à l'inviolabilité du souverain, ils n'étaient guère faits pour être responsables. Napoléon au contraire tenait essentiellement à pouvoir destituer les personnages revêtus de fonctions actives, et il répugnait surtout à placer dans une position de demi-inviolabilité un personnage dont il se défiait, et qu'il croyait prudent de garder toujours sous sa main toute-puissante.

A peine de retour à Paris, au moment où chacun allait recevoir la récompense de ses services pendant la dernière guerre, M. de Talleyrand se présenta à Saint-Cloud, pour rappeler à Napoléon ses promesses. L'archichancelier Cambacérès était présent. Napoléon laissa percer un mécontentement très-vif. « Je ne comprends pas, dit-il brusquement à M. de Talleyrand, votre impatience à devenir grand dignitaire, et à quitter un poste où vous avez acquis votre importance, et où je n'ignore pas que vous avez recueilli de grands avantages (allusion aux contributions qu'on disait avoir été levées sur les princes allemands, à l'époque des sécularisations). Vous devez savoir que je ne veux pas qu'on soit à la fois grand dignitaire et ministre, que les relations extérieures ne peuvent dès lors vous être conservées, et que vous perdrez ainsi un poste éminent auquel vous êtes propre, pour acquérir un

titre qui ne sera qu'une satisfaction accordée à votre vanité. — Je suis fatigué, répondit M. de Talleyrand avec un flegme apparent et avec l'indifférence d'un homme qui n'aurait pas compris les allusions blessantes de l'Empereur; j'ai besoin de repos. — Soit, répliqua Napoléon, vous serez grand dignitaire, mais vous ne le serez pas seul. » Puis s'adressant au prince Cambacérès : « Berthier, lui dit-il, m'a servi autant que qui que ce soit; il y aurait injustice à ne pas le faire aussi grand dignitaire. Rédigez un décret par lequel M. de Talleyrand sera élevé à la dignité de vice-grand-électeur, Berthier à celle de vice-connétable, et vous me l'apporterez à signer. » M. de Talleyrand se retira, et l'Empereur exprima plus longuement au prince Cambacérès tout le mécontentement qu'il ressentait. C'est ainsi que M. de Talleyrand quitta le ministère des relations extérieures, et s'éloigna, avec beaucoup de dommage pour lui-même et pour les affaires, de la personne de l'Empereur.

Le décret fut signé le 14 août 1807. Il fallait remplacer le prince de Talleyrand et le prince Berthier dans leurs fonctions, l'un de ministre des affaires étrangères, l'autre de ministre de la guerre. Napoléon avait sous la main M. de Champagny, ministre de l'intérieur, homme doux, honnête, appliqué, initié par son ambassade à Vienne aux usages mais non aux secrets de la diplomatie, et malheureusement peu capable de résister à Napoléon, que du reste personne alors n'eût été capable de retenir, tant avait de force l'entraînement des succès et des circonstances. M. de Champagny fut donc choisi comme ministre des affaires étrangères. On le remplaça au ministère de l'intérieur par M. Crétet, membre instruit et laborieux du Conseil d'État, et dans le moment gouverneur de la Banque de France. Il fut préféré au comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, dont le double talent d'écrire et de parler parut indispensable au Conseil d'État et au Corps législatif, et dont le caractère ne semblait pas convenir au poste de ministre de l'intérieur. M. Jaubert, autre membre du Conseil d'État, remplaça M. Crétet dans le gouvernement de la Banque.

Napoléon, en élevant le prince Berthier à la dignité de vice-connétable, ne voulut pourtant pas se priver de lui comme major général de la grande armée, fonction dans laquelle nul ne pouvait l'égaliser, et il lui conserva cet emploi. Mais il appela pour le remplacer au ministère de la guerre le général Clarke, dont il venait d'éprou-

ver les talents administratifs dans le poste de gouverneur de Berlin, talents plus spécieux que solides, mais qui, en se produisant sous la forme d'une docilité empressée et d'une grande application au travail, avaient séduit Napoléon. Cependant ce choix était assez motivé, car les militaires propres à la guerre active étaient tous employés, et, parmi ceux qui étaient mieux placés dans le cabinet que sur le champ de bataille, le général Clarke semblait celui qui avait le plus cet esprit d'ordre et cette intelligence des détails que réclame l'administration. M. Dejean resta ministre chargé du matériel de la guerre. Le général Hullin, dont Napoléon avait pu apprécier plus d'une fois le dévouement et le courage personnel, remplaça dans le commandement de Paris le général Junot, qui allait être mis à la tête de l'armée de Portugal.

La France venait de faire à cette époque une perte sensible dans la personne du ministre des cultes, M. le comte de Portalis, jurisconsulte savant, écrivain ingénieux et brillant, coopérateur habile des deux plus belles œuvres de Napoléon, le Code civil et le Concordat, ayant su garder dans ses rapports avec le clergé une juste mesure entre la faiblesse et la rigueur, estimé de l'Église française, exerçant sur elle et sur Napoléon une influence utile; personnage enfin fort regrettable dans un moment où l'on marchait à une rupture ouverte avec la cour de Rome, aussi regrettable dans l'administration des cultes que M. de Talleyrand dans la direction des affaires étrangères. Cet homme laborieux, frappé d'une sorte de cécité, avait eu l'art de suppléer au sens qui lui manquait par une mémoire prodigieuse, et il lui était arrivé, étant appelé à écrire sous la dictée de Napoléon, de reproduire par la mémoire ses pensées et leur vive expression, qu'il avait feint de recueillir par l'écriture. M. de Portalis était devenu cher à Napoléon, qui le regretta vivement. Il eut pour successeur au ministère des cultes un autre jurisconsulte, un autre auteur du Code civil, M. Bigot de Préameneu, esprit peu brillant, mais sage, et religieux sans faiblesse.

Il fallait dédommager M. Regnault de Saint-Jean-d'Angely d'avoir approché du ministère de l'intérieur sans y parvenir. M. Regnault était l'un des membres du Conseil d'État les plus employés par Napoléon, à cause de sa grande habitude des affaires, et de sa facilité à les exposer dans des rapports clairs et éloquentes. Comme il n'y avait alors d'autre lutte de tribune que celle

d'un conseiller d'État discutant contre un membre du Tribunal, devant le Corps législatif muet, et apportant des raisons convenues contre des objections également convenues, il suffisait pour ces luttes arrangées à l'avance dans des conférences préparatoires, et ressemblant à celles des assemblées libres, comme les manœuvres d'apparat ressemblent à la guerre, d'un talent disert, varié, brillant. Seulement il le fallait facile et infatigable, sous un maître prompt à concevoir et à exécuter, voulant, lorsqu'il portait son attention sur un sujet, accomplir à l'instant même ce que lui avait inspiré ce sujet, afin de passer immédiatement à un autre. M. Regnault était le premier des orateurs pour un tel rôle, et il était à lui seul, on peut le dire, toute l'éloquence du temps. Napoléon, appréciant ses services, voulut le dédommager par le titre de ministre d'État, titre sans définition, qui procurait le rang de ministre sans en conférer le pouvoir, et par une charge de cour très-bien rétribuée, celle de secrétaire d'État de la famille impériale. M. Defermon, pour ses services dans la section des finances; M. Lacuée, pour ceux qu'il rendait dans la direction de la conscription, obtinrent aussi la qualité de ministres d'État.

Ces nominations arrêtées avec l'archichancelier Cambacérès, seul consulté en ces circonstances, Napoléon donna à la législation, à l'administration intérieure, aux finances, aux travaux publics, une attention qu'il ne leur avait pas refusée pendant la guerre, mais qui, accordée de loin, rapidement, au bruit du canon, était suffisante pour surveiller, non pour créer.

Napoléon s'occupa d'abord d'introduire dans la constitution impériale une modification qui lui semblait nécessaire, bien que très-peu importante en elle-même, c'était la suppression du Tribunal. Ce corps n'était plus qu'une ombre vaine depuis que, ramené au nombre de cinquante membres, privé de tribune, divisé en trois sections, de législation, d'administration intérieure, de finances, il discutait avec les sections correspondantes du Conseil d'État, dans des conférences particulières, les projets de lois qui devaient être proposés par le gouvernement. Nous avons fait connaître ailleurs comment s'exécutait ce travail. Le temps écoulé n'y avait rien changé, et tout au plus y avait apporté encore un peu plus de calme et de silence. Après des conférences tenues chez l'archichancelier, un membre du Tribunal, un membre du Conseil d'État, allaient prononcer chacun un discours devant le Corps législatif, ou

en sens contraire, ou dans le même sens, suivant qu'il y avait eu accord ou divergence. Le Corps législatif volait ensuite sans mot dire, et à une immense majorité, les projets présentés, excepté dans quelques cas très-rares, où il s'agissait d'intérêts matériels, les seuls sur lesquels on se permit de différer d'avis avec le gouvernement; excepté aussi dans quelques cas plus rares encore, où les propositions dont il s'agissait blessaient les sentiments des hommes attachés à la révolution, sentiments assoupis, non éteints dans les cœurs. Alors des minorités de quarante ou cinquante voix prouvaient que la liberté était ajournée, non détruite en France. Ainsi marchaient les affaires intérieures, silencieusement et vite, avec l'approbation générale, fondée sur la persuasion que ces affaires étaient parfaitement conduites, l'Empereur ayant le plus souvent imaginé, le Conseil d'État approfondi, le Tribunat contredit dans leur rédaction, les mesures adoptées. Quant aux affaires extérieures, qu'il eût été temps alors de discuter hardiment, pour arrêter celui que l'entraînement de son génie allait bientôt précipiter dans les abîmes, elles étaient réservées exclusivement à l'Empereur et au Sénat, dans des proportions fort inégales, comme on le pense bien. Napoléon décidait à son gré la paix, la guerre, d'une manière plus absolue que les empereurs de l'ancienne Rome, les sultans de Constantinople, ou les czars de Russie, car il n'avait ni prétoriens, ni janissaires, ni strélitz, ni ulémas, ni aristocratie. Il n'avait que des soldats, aussi soumis qu'héroïques, qu'un clergé appointé et exclu des affaires, qu'une aristocratie qu'il créait avec des titres enfantés par son imagination, et avec une fortune tirée de ses vastes conquêtes. De temps à autre il faisait confiance au Sénat des négociations diplomatiques, quand elles avaient abouti à la guerre. Le Sénat, qui depuis 1805 avait reçu en l'absence du Corps législatif l'attribution de voter les levées d'hommes, payait ces confidences par deux ou trois conscriptions, que l'Empereur payait à son tour par des bulletins magnifiques, par des drapeaux noirs et déchirés, par des traités de paix malheureusement trop peu durables, et le pays ébloui de tant de gloire, charmé de son repos, trouvant les affaires intérieures supérieurement conduites, les affaires extérieures élevées à une hauteur inouïe, désirait que cet état de choses se maintint longtemps encore, et quelquefois seulement, en voyant une armée française hiverner sur la Vistule, des batailles se livrer près du Niemen,

commençait à craindre que toute cette grandeur ne trouvât un terme dans son excès même.

Un peu d'agitation ne se manifestait dans ce gouvernement que lorsqu'un cinquième du Corps législatif devait sortir. Alors quelques intrigues se formaient autour du Sénat, qui était appelé à choisir les membres des corps délibérants sur des listes présentées par des collèges électoraux formés à vie. On essayait quelques démarches auprès des principaux sénateurs, et on sollicitait un siège au Corps législatif, muet mais rétribué, comme on sollicite une place de finances. L'archichancelier Cambacérés veillait sur ces élections, afin de n'admettre que des adhérents, ce qui n'exigeait pas un grand triage. C'est tout au plus si, à la fin de chaque liste, il se glissait quelques créatures des opposants du Sénat, improbateurs timides et peu nombreux, que Sieyès avait abandonnés et oubliés, qui le lui rendaient en l'oubliant à leur tour, et qui n'en voulaient pas à Napoléon des entreprises téméraires dans lesquelles la France allait trouver sa perte, mais du Concordat, du Code civil, et de beaucoup d'autres créations tout aussi excellentes.

Telles étaient les formes de ce despotisme héroïque issu de la révolution. Il importait peu de les changer, car le fond devait rester le même. On pouvait sans doute rectifier certains détails dans l'organisation de ces corps soumis et dépendants. Cela se pouvait, et Napoléon l'avait ainsi projeté au sujet du Tribunat. Le Tribunat, réduit à des critiques de mots dans des conférences privées, incommode au Conseil d'État, dont il n'était plus que l'obscur rival, avait une position fautive, et peu digne de son titre. Le Corps législatif, bien que ne désirant pas plus d'importance qu'il n'en avait, et nullement disposé à user de la parole si on se décidait à la lui rendre, était cependant quelque peu confus de son mutisme, qui l'exposait au ridicule. Il y avait une chose toute simple à faire, et qui ne pouvait guère nuire à la liberté du temps, c'était de réunir le Tribunat au Corps législatif, en confondant dans un même corps les attributions et les personnes. C'est ce que Napoléon résolut, après en avoir conféré avec l'archichancelier Cambacérés. En conséquence, il décida que le Tribunat serait supprimé, que ses attributions seraient transférées au Corps législatif, remis ainsi en possession de la parole; qu'à l'ouverture de chaque session il serait formé dans le sein du Corps législatif, et au scrutin, trois commissions de sept membres chacune, destinées, comme les commissions supprimées du

Tribunat, à s'occuper, la première de législation, la seconde d'administration intérieure, la troisième de finances; que ces sections continueraient à discuter avec les sections correspondantes du Conseil d'État, et dans des conférences particulières, les projets de lois présentés par le gouvernement; que lorsqu'elles se trouveraient d'accord avec le Conseil d'État, un membre de ce conseil viendrait exposer à la tribune du Corps législatif les motifs que le gouvernement avait eus pour proposer le projet dont il s'agirait, et que le président de la commission donnerait de son côté les motifs qu'elle avait eus pour l'approuver; mais qu'en cas de désaccord, tous les membres de la commission seraient admis à produire publiquement les raisons sur lesquelles se fondait leur résistance, et qu'enfin le Corps législatif continuerait à voter sans autre débat les mesures soumises à son approbation. Il fut arrêté en outre que, pour ne pas changer l'état présent des choses dans la session qui allait s'ouvrir, et dont tous les travaux étaient déjà préparés, le sénatus-consulte contenant les dispositions nouvelles ne serait promulgué que le jour de la clôture de cette session.

En fait, le Corps législatif recouvrait la parole, puisque vingt et un de ses membres, choisis tous les ans au scrutin, étaient appelés à la discussion des affaires, et la suppression du Tribunat ne faisait disparaître qu'un corps depuis longtemps privé de vie. Le Corps législatif fut sensible à cette restitution de la parole, non qu'il fût prêt à s'en servir, mais parce qu'on le délivrait d'un ridicule devenu embarrassant. Toutefois, il y avait un mot supprimé, mot qui avait eu quelque importance, c'était celui de Tribunat. C'en était assez pour déplaire à certains amis constants de la révolution, et pour plaire à Napoléon, qui ne craignit pas, afin d'effacer un mot que les souvenirs de 1802 lui rendaient désagréable, de restituer au Corps législatif des prérogatives de quelque valeur. Il est vrai qu'une précaution fut prise contre ces nouvelles prérogatives, ce fut de fixer à quarante ans l'âge auquel on pouvait siéger dans le Corps législatif: triste précaution qui n'aurait pas empêché une assemblée d'être entreprenante, si l'esprit de liberté avait pu se réveiller alors, et qui faisait commencer trop tard l'éducation politique des hommes publics.

Il restait, après s'être débarrassé de cette ombre importune du Tribunat, à s'occuper du sort des personnes, que Napoléon, par bienveillance naturelle autant que par politique, n'aimait jamais

à froisser. Il fut donc résolu que les membres du Tribunat s'en iraient avec leurs prérogatives chercher un asile dans le sein du Corps législatif, où ils devaient trouver un titre et des appointements. Cependant Napoléon ne voulait pas rendre trop nombreux le Corps législatif, fixé alors à trois cents membres, en y versant le Tribunat tout entier. Aussi n'ouvrit-il cet asile qu'aux membres les plus obscurs du corps. Quant à ceux qui avaient montré des lumières, de l'application aux affaires, il leur destina de hauts emplois. Il plaça d'abord au Sénat M. Fabre de l'Aude, qui avait présidé le tribunat avec distinction, et M. Curée, qui avait commencé sa carrière par la manifestation d'un républicanisme ardent, mais qui l'avait terminée par la motion de rétablir la monarchie, en instituant l'Empire. Quant aux autres membres du Tribunat distingués par leur mérite, Napoléon ordonna aux ministres de l'intérieur et de la justice de les lui proposer pour les places vacantes de préfets, de premiers présidents, de procureurs généraux. Enfin, il en réservait quelques autres pour les faire figurer dans une nouvelle magistrature qui devait être le complément de nos institutions financières, la Cour des comptes, dont nous raconterons bientôt la création.

Il y avait une autre mesure que Napoléon n'était pas moins impatient de prendre, et qu'il regardait comme beaucoup plus urgente que la suppression du Tribunat; c'était l'épuration de la magistrature. Le gouvernement du Consulat, au moment de son installation, avait apporté dans ses choix un excellent esprit; mais, pressé de s'établir, il avait choisi à la hâte les membres de toutes les administrations, et, s'il s'était moins trompé que les gouvernements qui l'avaient précédé, il s'était trompé beaucoup trop encore pour ne pas être bientôt obligé de réformer quelques-unes de ses premières nominations. Dans tous les ordres de fonctions il était revenu sur plusieurs d'entre elles, et ces changements de personnes avaient été d'autant plus approuvables et approuvés, que ce n'était jamais une influence politique qui les avait dictés, mais la connaissance acquise du mérite de chacun. Dans la magistrature, rien de pareil n'avait pu s'accomplir, à cause de l'immovibilité établie par la constitution de M. Sieyès, et certains choix faits en l'an VIII, dans l'ignorance des hommes, dans la précipitation d'une réorganisation générale, étaient devenus avec le temps un scandale permanent. On avait bien attribué à la Cour de cassation une juridiction disciplinaire sur la ma-

gistrature, mais cette juridiction, suffisante dans les temps ordinaires, ne l'était pas à l'égard d'un personnel de magistrats nommés en masse, au lendemain d'un immense bouleversement, et parmi lesquels s'étaient glissés des misérables, indignes du rang qu'ils occupaient. Tandis que la décence et l'application régnaient chez presque tous les agents du gouvernement placés sous une active surveillance, la magistrature seule donnait quelquefois de fâcheux exemples. Il fallait y pourvoir, et Napoléon, qui se croyait appelé en 1807 à mettre la dernière main à la réorganisation de la France, s'était décidé à faire cesser un tel désordre. Il avait demandé l'avis de l'archichancelier, juge suprême en pareille matière. Cet esprit aussi fertile que sage avait trouvé, dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres, un expédient ingénieux, fondé d'ailleurs sur des raisons solides. La constitution de l'an VIII, en déclarant les membres de l'ordre judiciaire inamovibles, les soumettait cependant à une condition commune à tous les membres du gouvernement, c'était de figurer sur les listes d'éligibles. Elle ne leur avait donc assuré la perpétuité de leur charge que conditionnellement, et lorsqu'ils mériteraient toute leur vie l'estime publique. Cette précaution ayant disparu avec les listes d'éligibles, abolies depuis, il fallait, avait dit le prince Cambacérès, y suppléer, et il avait proposé deux mesures, l'une permanente, l'autre temporaire. La première consistait à ne considérer les nominations dans la magistrature comme définitives, et conférant l'inamovibilité, qu'après l'expiration de cinq années, et après l'expérience faite de la moralité et de la capacité des magistrats choisis. La seconde consistait à former une commission de dix membres, à donner à cette commission le soin de passer en revue la magistrature tout entière, et de désigner ceux de ses membres qui s'étaient montrés indignes de rendre la justice. Cette combinaison ingénieuse et rassurante fut adoptée par Napoléon, et convertie en un sénatus-consulte qui devait être présenté au Sénat.

En tout autre temps, cette mesure aurait été considérée comme une violation de la constitution. A cette époque, à la suite d'immenses bouleversements, en présence d'une nécessité reconnue, et avec l'intervention d'un corps dont l'élevation garantissait l'impartialité, elle ne parut que ce qu'elle était en effet, un acte réparateur et nécessaire. Du reste, cette épuration, opérée bientôt avec justice et discrétion,

fut autant approuvée dans son exécution que dans son principe.

Tandis qu'il s'occupait de ces mesures constitutionnelles et administratives, Napoléon donna également son attention aux finances. Il n'était aucune partie de l'administration dont il eût lieu d'être aussi satisfait que de celle-là, car l'abondance régnait au Trésor, et l'ordre achevait de s'y rétablir. On a vu le budget, fixé d'abord à 500 millions en 1802, s'élever bientôt, par la liquidation définitive de la dette publique, par le développement apporté aux travaux d'utilité générale, par le rétablissement successif du culte dans les plus petites communes de France, par la création d'un vaste système d'enseignement, par l'extension des constructions navales, par l'institution enfin de la monarchie et la création d'une liste civile, s'élever à environ 600 millions, et, la guerre survenant, à 700 millions (820 avec les frais de perception). Napoléon, en 1806, au retour de la guerre d'Autriche, et avant son départ pour la guerre de Prusse, avait déclaré au Corps législatif, afin que l'Europe en fût bien avertie, que 600 millions lui suffisaient pour la paix, 700 millions pour la guerre, et que, sans recourir à l'emprunt, système alors antipathique à la France, il obtiendrait cette somme par le rétablissement des perceptions naturelles, que la Révolution française avait abolies, au lieu de se borner à les réformer. En conséquence il avait rétabli, sous le nom de *droits réunis*, les contributions sur les boissons, et, en remplacement de l'impôt des barrières, l'impôt sur le sel. Ces perceptions avaient bientôt justifié sa prévoyance et sa fermeté, car les droits réunis, après avoir produit une vingtaine de millions dans la première année, en produisaient déjà 48 dans l'année 1806, et en promettaient 76 dans l'année 1807. L'impôt sur le sel, qui avait produit 6 à 7 millions en 1806, rapportait 29 millions en 1807, et en faisait espérer bien davantage pour les années suivantes. Les anciennes contributions avaient présenté également des améliorations notables. L'enregistrement était monté de 160 millions à 180; les douanes, de 40 millions à 50 en 1806, à 66 en 1807; car si le commerce maritime était interdit, le commerce avec le continent prenait un immense développement.

Aussi les revenus ordinaires, que Napoléon avait supposé en 1806 devoir s'élever à 700 millions, s'élevaient fort au delà en 1807, et pouvaient être évalués approximativement à 740 millions, se décomposant de la manière suivante :

515 millions provenant des contributions directes (impôt sur la terre, les propriétés bâties, les portes et fenêtres, les loyers, etc.); 180 provenant de l'enregistrement (droit sur le timbre, les successions, les mutations de propriété, avec addition du produit des forêts); 80 provenant des droits réunis, 50 des douanes, 50 du sel, 5 des sels et tabacs au delà des Alpes, 5 des salines de l'est, 12 de la loterie, 10 des postes, 1 des poudres et salpêtres, 10 des décomptes dus par les acquéreurs des domaines nationaux, 6 de recettes diverses, 56 du subside italien, représentant l'entretien de l'armée française chargée de garder l'Italie. Cette somme totale de 740 millions, accrue de 50 millions de produits spéciaux, c'est-à-dire de centimes additionnels ajoutés aux contributions directes pour les dépenses départementales, et de l'octroi établi sur certaines rivières pour l'entretien de la navigation, devait monter à 770 millions. Tel de ces produits, comme celui de l'enregistrement, des droits réunis ou des douanes, pouvait s'élever ou s'abaisser; mais le total des produits devait atteindre et dépasser successivement le revenu moyen de 740 millions, 770 avec les produits spéciaux.

Il est vrai que la dépense n'avait pas moins dépassé que la recette les limites posées dans la loi des finances. Napoléon, en 1806, avait évalué à 700 millions le budget de l'état de guerre, état le plus ordinaire à cette époque; ce qui devait, avec 50 millions de produits spéciaux, porter la dépense totale à 750 millions. On savait déjà qu'elle serait de 760 millions pour cette même année 1806. On sut même plus tard qu'elle avait été de 770. Elle avait donc dépassé de 40 millions le chiffre prévu. En 1807, année dont nous faisons en ce moment l'histoire, la dépense évaluée à 720 millions, à 750 avec les produits spéciaux, menaçait d'être beaucoup plus considérable. Elle fut réglée plus tard à 778 millions. La cause de ces augmentations se devine aisément, car la dépense de la guerre (pour les deux ministères, du personnel et du matériel), évaluée à 500 millions, était montée à 540. Encore cette somme est-elle loin d'en révéler toute l'étendue; car, indépendamment des dépenses mises à la charge de l'État, les pays occupés par nos troupes avaient fourni une partie des vivres, et le trésor de l'armée, dans lequel étaient versées les contributions de guerre, avait supporté une partie des dépenses du matériel et de la solde. Les suppléments tirés de ce trésor ne s'élevaient pas à moins de 40 ou 50 millions pour 1806, et à moins de 140 ou 150

pour 1807. Mais les recettes courantes de l'année donnant déjà 740 millions (770 avec les produits spéciaux), et le trésor de l'armée pouvant fournir quelques suppléments sans s'appauvrir, on est fondé à dire que Napoléon avait atteint son but d'égaliser les recettes aux dépenses, même pendant l'état de guerre, sans recourir à l'emprunt.

Du reste, le total de 770 millions de dépenses pour 1806, de 778 pour 1807, ne s'était pas encore révélé tout entier, car la comptabilité française, quoique en progrès, n'était point alors parvenue à la perfection qui permet aujourd'hui, quelques mois après une année écoulée, d'en constater et d'en arrêter la dépense. Il ne fallait pas moins de deux ou trois années pour arriver à une parfaite liquidation. Napoléon évaluait donc les dépenses de l'année à 720 millions, à 750 avec les services payés sur les produits spéciaux, et, sauf quelques excédants pour l'entretien de l'armée, cette évaluation était exacte. Dans ce total de 720 millions, la dette publique devait entrer pour 104 millions (54 de rentes perpétuelles cinq pour cent, 17 de rentes viagères, 24 de pensions ecclésiastiques, 5 de pensions civiles, 4 de la dette du Piémont, de Gènes, Parme et Plaisance); la liste civile, pour 28 (les princes compris); le service des affaires étrangères, pour 8; l'administration de la justice, pour 22; la dépense de l'intérieur et des travaux publics, pour 54 (non compris les travaux des départements payés sur les 50 millions de produits spéciaux); la dotation des cultes, pour 12; la police générale, pour 1; les finances pour 56 (compris 10 millions pour la caisse d'amortissement); l'administration du Trésor, pour 18 (compris 10 millions de frais d'escompte); la marine, pour 106; la guerre, pour 521; enfin un fonds de réserve destiné aux dépenses imprévues, pour 10; total 720 millions, 750 avec les dépenses des départements.

Ce total des dépenses formant 750 millions, comparé avec le produit des recettes formant 770 millions, laissait une somme libre de 20 millions. Napoléon voulut sur-le-champ en restituer la jouissance au pays, par la suppression des 10 centimes de guerre établis en 1804, en remplacement des dons volontaires votés par les départements pour la construction de la flottille de Boulogne. C'était un soulagement considérable sur les contributions directes, les plus pesantes de toutes à cette époque, et le troisième de ce genre accordé depuis le 18 brumaire. Napoléon

ordonna qu'en présentant la loi de finances au Corps législatif, qui allait être assemblé après une prorogation d'une année, on lui proposât immédiatement cette amélioration importante dans le sort des contribuables, et qu'on annonçât ainsi la fin d'une partie des charges de la guerre, avant la fin de la guerre elle-même.

Sa pensée ardente, aimant à plonger dans l'avenir, avait déjà recherché quel serait en quelques années l'état des finances du pays, et il avait constaté qu'en quinze ans l'extinction rapide des rentes viagères et des pensions ecclésiastiques, le rachat également rapide des rentes perpétuelles dotées d'un fonds d'amortissement que la vente, chaque jour plus avantageuse, des biens nationaux rendait très-puissant, réduiraient la dette publique de 104 millions à 74. Mais bien avant ce résultat, qu'il fallait attendre plusieurs années encore, le rétablissement de la paix pouvait faire tomber les dépenses publiques fort au-dessous de 720 millions, faire monter fort au-dessus les revenus, et offrir d'abondants moyens ou de dégrèvements, ou de créations utiles. Sans les fautes que nous aurons bientôt à raconter, ces beaux résultats eussent été réalisés, et les finances de la France auraient été sauvées avec sa grandeur.

Au bon état des finances se joignait depuis l'année précédente une facilité toute nouvelle dans le service du Trésor. On se souvient que diverses causes, dont l'une était permanente et les autres accidentelles, avaient rendu ce service très-difficile, et avaient donné au Trésor l'apparence du riche embarrassé, qui, soit par défaut d'ordre, soit par difficulté de recouvrer ses revenus, ne peut pas suffire à ses dépenses courantes. La cause permanente naissait du régime des *obligations* et des *bons à vue* que les receveurs généraux souscrivaient, et qui, acquittables à leur caisse, mois par mois, étaient le moyen par lequel le produit des impôts arrivait au Trésor. Les *obligations*, représentant la valeur des contributions directes, n'étaient souscrites qu'à des échéances assez éloignées, et un quart au moins n'était payable que quatre, cinq ou six mois après l'année à laquelle elles appartenaient. Les *bons à vue*, représentant les contributions indirectes, et souscrits à des époques indéterminées, postérieurement au versement réalisé de l'impôt, ne faisaient parvenir à l'État les produits de ces contributions que cinquante ou soixante jours après leur entrée dans les caisses des receveurs généraux. Ces derniers avaient ainsi des

jouissances de fonds qui constituaient une partie de leurs émoluments. Mais ce qui entraînait des inconvénients beaucoup plus graves que des bénéfices excessifs accordés à des comptables, c'était la nécessité où se trouvait le Trésor, pour réaliser ses revenus en temps opportun, de faire escompter ces *obligations* et *bons à vue*, quelquefois par la Banque, quelquefois par de gros capitalistes, qui lui avaient fait payer l'escompte jusqu'à 12 et 15 pour cent, et avaient même, comme M. Ouvrard, commis d'étranges détournements de valeurs. On évaluait à 124 millions les sommes dont l'échéance était ainsi reportée au delà des douze mois de l'année. Cependant, comme la dépense n'est pas plus que l'impôt acquittée dans ces douze mois, le service du Trésor aurait pu s'opérer presque sans escompte, si d'autres causes, tout accidentelles, n'étaient venues compliquer la situation ordinaire. D'une part, les budgets antérieurs de 1803, 1804, 1805, avaient laissé des arriérés, auxquels on essayait de pourvoir avec les ressources courantes; et d'autre part, la singulière aventure financière des négociants réunis, qui en confondant les affaires de France et d'Espagne avaient privé l'État d'une somme de 141 millions, avait constitué le Trésor dans un double embarras. On s'était vu obligé de suppléer à un déficit antérieur de 60 à 70 millions, et à un débet de 141 millions créé par les négociants réunis. Ce débet avait pour gage, à la vérité, des valeurs solides, mais d'une réalisation difficile. Il avait donc fallu, outre l'escompte annuel des 124 millions d'obligations n'échéant que dans l'année suivante, faire face à un déficit d'environ 200 millions. C'est ce qui explique la détresse financière de 1805 et de 1806, même au milieu des succès prodigieux de la campagne qui s'était terminée par la victoire d'Austerlitz.

Mais l'arrivée de Napoléon en janvier 1806, revenant victorieux, et les mains pleines des métaux enlevés à l'Autriche, avait fait renaître la confiance, et apporté un premier secours dont on avait grand besoin. Bientôt le crédit renaissant, l'intérêt de 12 et 15 pour cent était retombé à 9, et même à 6 pour cent, dans l'escompte des valeurs du Trésor.

D'autres moyens avaient été pris pour résoudre les difficultés du moment, et en rendre le retour impossible. Premièrement on avait retiré, comme nous l'avons dit, au Sénat, à la Légion d'honneur, à l'Université, les biens nationaux qui constituaient leur dotation, alloué des rentes en

compensation, et transmis ces biens à la caisse d'amortissement, pour qu'elle en opérât la vente peu à peu, ce qu'elle faisait avec prudence et avantage. On estimait ces biens à 60 millions, et sur ce gage il avait été créé 60 millions de rescriptions, portant 6 et 7 pour cent d'intérêt, suivant les échéances, et successivement remboursables à ladite caisse dans le courant de cinq années. Ces rescriptions, à cause de l'intérêt qu'elles rapportaient, de la certitude du gage, et de la confiance qu'inspirait la caisse qui en était garante, avaient acquis le crédit des meilleures valeurs, et n'avaient pas cessé de se négocier à un taux très-rapproché du pair. Elles avaient ainsi fourni un moyen d'acquitter l'arriéré des budgets de 1805, 1804, 1805. Les biens donnés en gage acquérant avec le temps une valeur plus considérable, on put porter à 70, et même à 80 millions, le chiffre de ces rescriptions, afin de suffire aux charges successivement révélées par la liquidation des exercices antérieurs.

Après avoir pourvu à cet arriéré, on avait apporté un grand soin à la rentrée des 141 millions constituant le débet des négociants réunis. M. Mollien, devenu ministre du Trésor au moment de la destitution de M. de Marbois, et sans cesse stimulé par Napoléon, avait déployé, dans la réalisation des valeurs composant ce débet, un zèle et une habileté remarquables. D'abord on s'était emparé de 40 à 41 millions d'immeubles appartenant aux sieurs Ouvrard et Vanlerbergh; puis on avait saisi les magasins de M. Vanlerbergh; et comme l'Empereur, très-content de son activité, lui avait continué le service des vivres de l'armée et de la marine, on s'était ménagé, en ne lui payant qu'une partie de ses fournitures, le moyen de rentrer bientôt dans une somme d'une quarantaine de millions. MM. Ouvrard, Desprez, Vanlerbergh avaient encore versé, en différents paiements, ou en effets sur la Hollande, une somme de 50 millions. Enfin l'Espagne, reconnue personnellement débitrice dans le débet total d'une somme de 60 millions, s'était acquittée en déléguant 56 millions de piastres sur le Mexique, et en promettant de payer directement 24 millions, dans le courant de 1806, à raison de 5 millions par mois. L'Espagne était le plus mauvais de tous ces débiteurs, car, sur les 24 millions acquittables mensuellement en 1806, elle n'avait versé que 14 millions en août 1807, après avoir montré avant Iéna une mauvaise volonté évidente, et depuis Iéna une impuissance déplorable. C'est à force d'emprunts sur la Hollande

qu'elle avait remboursé, en août 1807, 14 des 24 millions dus en 1806. Quant aux 56 millions de piastres à toucher dans les comptoirs de Mexico, de la Vera-Cruz, de Caracas, de la Havane, de Buenos-Ayres, M. Mollien avait employé un moyen fort ingénieux pour en recouvrer la valeur : c'était de les céder à la maison hollandaise Hope, qui les cédait à la maison anglaise Baring, laquelle obtenait, à cause du besoin que l'Angleterre avait de métaux, la permission de les extraire des ports espagnols sur des frégates anglaises. La France ne garantissait que le versement en rade, à bord des canots anglais, et les livrait au prix de 5 fr. 75 c., prix auquel elle les avait reçues. Le bénéfice de 1 fr. 25 c., abandonné à ceux qui bravaient les difficultés de l'opération, n'était donc pas fait sur elle-même, mais sur l'Espagne, qui payait ainsi par un énorme escompte l'éloignement des sources de sa richesse, et la faiblesse de son pavillon, obligé d'abandonner au pavillon anglais l'extraction des métaux de l'Amérique. Les maisons Baring et Hope, par des virements de valeurs, transmettaient ensuite au Trésor français le montant des piastres cédées. On en avait négocié à ces conditions pour plus de 25 millions, dont une partie venait de rentrer. Le surplus avait été employé à payer aux États-Unis, ou dans les colonies espagnoles, les dettes contractées par notre marine, et notamment les dépenses faites pour les vaisseaux de l'amiral Willaumez, qui avaient cherché refuge, les uns dans le port de la Havane, les autres dans le Delaware et dans la Chesapeake.

C'est à l'aide de ces diverses combinaisons qu'en août 1807 le Trésor français était parvenu à recouvrer 100 millions, sur les 141 composant l'énorme débet des négociants réunis. La rentrée des 41 millions restants était assurée, à 4 ou 5 millions près, et à des termes très-rapprochés.

Le Trésor obéré dans l'hiver de 1806, bientôt soulagé par les secours métalliques que Napoléon avait tirés de l'étranger, par le retour de la confiance, par le paiement intégral de l'arriéré des budgets, par le recouvrement presque total du débet des négociants réunis, n'avait eu à pourvoir, en 1807, qu'à une petite partie de ce débet, et aux 124 millions d'obligations ordinairement recouvrables dans l'exercice suivant, ce qui était facile, comme nous l'avons déjà dit, l'acquittement de la dépense étant presque autant retardé que celui de l'impôt. Aussi l'Empereur

avait-il pu exiger et obtenir que la solde de la grande armée, qui représentait 3 à 4 millions par mois, et dont il avait dispensé le Trésor de faire le versement immédiat, s'accumulât peu à peu à Erfurt, à Mayence, à Paris, et y formât un dépôt en numéraire de plus de 40 millions, précaution excessive qui prouve combien était prudent à la guerre cet homme si imprudent dans la politique ¹.

Mais une institution nouvelle, qui était le complément nécessaire de notre organisation financière, facilita dès 1806 les opérations du Trésor, et y fit régner dans le courant de 1807 une abondance jusque-là inconnue. D'après le système proposé par M. Gaudin au Premier Consul le lendemain du 18 brumaire, système suivi jusqu'en 1807, les receveurs généraux souscrivaient, comme nous avons dit, au profit du Trésor des lettres de change, sous le titre d'*obligations* ou de *bons à vue*, échéant mois par mois. Ce fut là le moyen employé pour opérer la rentrée des revenus publics. On avait ainsi la certitude d'une échéance fixe, et on abandonnait comme émoluments, aux receveurs généraux, les bénéfices d'intérêts qui en résultaient, car l'impôt rentrait toujours avant l'échéance de ces *obligations* ou *bons à vue*. C'était sans doute une grande amélioration, eu égard au temps où ce système fut imaginé, car on s'était ainsi assuré des termes fixes pour le versement des impôts. Il restait en 1807 un dernier pas à faire, c'était d'obliger les comptables à livrer leurs fonds au Trésor au moment même où ils les recevaient. Mais supprimer tout à coup ce système de lettres de change, pour lui substituer le système plus naturel d'un versement immédiat, sous la forme d'un compte courant établi entre le Trésor et les receveurs généraux, aurait constitué un changement trop brusque et peut-être dangereux. L'expérience et l'esprit inventif de M. Mollien lui suggérèrent une transition des plus heureuses.

M. Mollien, comme on s'en souvient sans doute, était directeur de la caisse d'amortissement, lorsque Napoléon, satisfait de la manière

dont il avait dirigé cette caisse, l'appela en 1806 au ministère du Trésor, en remplacement de M. de Marbois, destitué par suite de l'affaire des négociants réunis. M. Mollien était un discoureur subtil, ingénieux, tout plein des doctrines des économistes, très-habile en affaires quoiqu'il les exposât dans un langage prétentieux, timide, susceptible, se troublant aisément devant Napoléon, qui n'aimait pas les longues dissertations, mais retrouvant bientôt en lui-même l'indépendance d'un honnête homme et la fermeté d'un esprit convaincu. Napoléon traitait quelquefois, avec la liberté de la toute-puissance et du génie, les théories de M. Mollien, et puis laissait agir cet habile ministre, sachant à quel point il était consciencieux, appliqué, et propre surtout à réformer le mécanisme du Trésor, où régnaient encore de vieilles routines protégées par des intérêts opiniâtres.

Lorsque la négociation des valeurs du Trésor fut enlevée à M. Desprez, représentant de la compagnie des négociants réunis, un comité des receveurs généraux avait été chargé de le remplacer. Ce comité exista quelque temps, et son service consistait à escompter les *obligations* et *bons à vue*, en agissant pour le compte des receveurs généraux. Les fonds dont ce comité se servait lui venaient des receveurs généraux eux-mêmes, qui touchaient toujours le montant des impôts avant l'époque où l'échéance des *obligations* et *bons à vue* les forçait à le verser. M. Mollien, frappé de cette remarque que l'argent avec lequel on escomptait les valeurs du Trésor était l'argent du Trésor lui-même, imagina d'en exiger le versement immédiat, au moyen d'une combinaison qui, sans priver les comptables des jouissances de fonds dont ils profitaient, les amènerait à livrer directement, et sans intermédiaire, le produit de l'impôt aux caisses du Trésor. Pour y parvenir, il créa une caisse appelée *caisse de service*, titre emprunté de son objet même, à laquelle les receveurs généraux devaient envoyer, à l'instant où ils les recevaient, tous les fonds obtenus des contribuables, moyennant un intérêt

considérable, dont j'ai été dédommagé, quelque long qu'il ait pu être, par l'instruction que j'ai recueillie sur l'origine et la marche de notre administration financière. Je me suis fort éclairé aussi, pour ce qui concerne cette époque, dans la lecture des mémoires inédits, et très-importants, de M. le comte Mollien. Je garantis donc la parfaite exactitude des détails qui ont précédé et qui vont suivre, quant aux faits eux-mêmes et quant aux chiffres. Seulement j'ai donné les sommes rondes, et, pour les chiffres variables d'un jour à l'autre, les sommes moyennes, qui exprimaient le mieux la vérité durable des choses.

¹ Les détails que je rapporte ici peuvent paraître minutieux, mais ils me semblent indispensables pour faire connaître la marche de nos finances, l'habileté administrative de Napoléon et de ses agents, le temps singulier dans lequel ils vivaient. Ces détails, et surtout ceux qui vont suivre sur la création du nouveau système de trésorerie, sont extraits, non des publications officielles, devenues fort rares à cette époque, restées d'ailleurs très-incomplètes, et surtout parfaitement muettes sur les moyens d'exécution, mais des Archives mêmes du Trésor. J'ai fait sur ces archives, avec l'autorisation de MM. les ministres des finances Humann et Dumon, un tra-

de 5 pour cent. Cette caisse, afin de s'acquitter envers eux, devait ensuite, à l'échéance, leur remettre leurs *obligations* et *bons à vue*. Pour amener les receveurs généraux à verser les sommes perçues à cette caisse, il leur adressa une circulaire par laquelle il leur disait que si d'une part ils ne devaient les fonds de l'impôt qu'à l'échéance de leurs *obligations*, de l'autre ils n'étaient que dépositaires de ces fonds, et n'avaient pas le droit de les employer en spéculations privées; que la caisse de service, instituée pour les recevoir, en serait le dépositaire le plus naturel et le plus sûr, et leur en payerait un intérêt raisonnable, celui de 5 pour cent. Il ajouta que leur compte courant avec cette caisse serait mis tous les mois sous les yeux de l'Empereur, que chacun savait attentif, plein de mémoire et de justice. C'était assez pour stimuler le zèle de ceux qui avaient de la bonne volonté. Quant aux autres, M. Mollien s'y prit différemment. Dispensé, par l'abondance d'argent, dont il commençait à jouir, de recourir aussi fréquemment à l'escompte des *obligations* et *bons à vue*, il ne laissa plus paraître un seul de ces effets sur la place; et si, dans certains besoins pressants, il était obligé de s'adresser à la Banque de France, pour qu'elle lui escomptât quelques millions de valeurs, c'était à condition qu'elle en garderait les titres dans son portefeuille. Dès lors les receveurs généraux qui faisaient valoir les fonds de l'impôt en agiotant sur les *obligations* et les *bons à vue*, n'eurent plus d'autre ressource que la caisse de service elle-même, et ils lui envoyèrent ces fonds. Les uns par zèle, par émulation de se distinguer sous les yeux mêmes de l'Empereur, les autres par impossibilité de trouver ailleurs un emploi de leurs capitaux, depuis que les *obligations* ne paraissaient plus sur la place, versèrent le produit réalisé des impôts à la caisse de service, moyennant l'intérêt de 5 pour cent, et la caisse s'acquitta envers eux en leur restituant leurs *obligations* à chaque échéance. L'opération de l'escompte se trouva donc ainsi naturellement supprimée, et remplacée par un versement immédiat au Trésor, moyennant un intérêt de 5 pour cent, pour le temps à courir entre l'époque du versement et l'époque de l'échéance des *obligations* et *bons à vue*.

Instituée à la fin de 1806, au moment du départ de Napoléon pour la Prusse, la caisse de service regorgeait de fonds en 1807, au moment de son retour. M. Mollien, dont on ne saurait trop admirer en cette occasion les combinaisons

ingénieuses et habiles, ne se borna point à diriger vers la caisse de service les fonds des receveurs généraux; il fit mieux encore. Ce n'étaient pas seulement les comptables qui avaient recours aux *obligations* et aux *bons à vue*, pour l'emploi des fonds dont ils avaient la disposition temporaire; c'étaient aussi les particuliers qui cherchaient là des placements à court terme (comme font aujourd'hui les capitalistes français qui recherchent les bons du Trésor, ou les capitalistes anglais qui recherchent les bons de l'Échiquier); c'étaient aussi les établissements publics qui avaient des capitaux à placer, comme le mont-de-piété, la banque, la caisse d'amortissement, etc. Ces divers capitalistes s'adressaient aux banquiers faisant ordinairement l'agio des *obligations* et *bons à vue*, afin de s'en procurer. M. Mollien autorisa la caisse de service, par le décret d'institution, à émettre des billets sur elle-même, portant un intérêt de 5 pour cent, et une échéance déterminée. Au lieu de donner des *obligations* ou des *bons à vue* aux particuliers, elle leur remit de ces billets sur elle-même, et elle en eut bientôt placé pour 18 millions, ce qui la mit en possession d'une égale somme en écus. Elle conclut encore un traité particulier avec le mont-de-piété, qui avait ordinairement besoin de 15 à 18 millions d'*obligations*, pour l'emploi de ses fonds. Au lieu de lui remettre des *obligations*, on lui remit des billets de la caisse de service, en lui donnant la garantie d'un dépôt de 18 millions d'*obligations* conservées au Trésor dans un portefeuille spécial. De la sorte les *obligations* et *bons à vue* ne circulèrent plus; les billets de la caisse de service les remplacèrent dans le public. Il y avait en juillet 1807 un an que cette caisse existait, et elle avait déjà reçu 45 millions des receveurs généraux (dont moitié pour leur compte, moitié pour celui des capitalistes de province), 18 millions du public, 18 millions du mont-de-piété, c'est-à-dire une somme totale de 80 millions.

On comprend quelle facilité la création de la nouvelle caisse avait dû apporter dans le service du Trésor, qui, soulagé de l'arriéré des budgets par la création des 70 millions de rescriptions, remboursé de la plus grande partie du débet des négociants réunis, trouva en outre, dans cet emprunt flottant de 80 millions, des ressources qui le dispensèrent de recourir à l'escompte des *obligations* et *bons à vue*. En réalité cet emprunt avait toujours existé, puisque toujours les capitaux avaient cherché un placement temporaire dans les bonnes valeurs du Trésor. Mais le Trésor

n'en avait pas été l'intermédiaire. Des spéculateurs, placés entre lui et le public, attiraient les capitaux à eux, et ensuite lui faisaient désirer, demander, souvent attendre, et payer à un taux exorbitant l'escompte des obligations et des bons à vue. Quelquefois même ces spéculateurs n'étaient autres que ses propres comptables, qui lui prêtaient les fonds de l'impôt, et non-seulement le rançonnaient sans pudeur, mais prenaient aussi de funestes habitudes d'agiotage. La caisse de service, étant devenue l'intermédiaire, se trouvait maîtresse de cet emprunt permanent, du taux auquel il se contractait ; s'affranchissait des comptables, qu'elle réduisit à n'être plus que les simples dépositaires des deniers publics, et ne leur laissait du rôle de banquiers que le soin de mouvoir les fonds du Trésor d'un point à un autre. L'abaissement subit et extraordinaire des frais de négociation de 1806 à 1807 devint la preuve matérielle de tous ces avantages. Pour l'exercice 1806, qui, à cause du changement de calendrier, comprenait, outre les douze mois de 1806, les trois derniers mois de 1805, la dépense des frais de négociation s'était élevée à la somme exorbitante de 27 à 28 millions¹. Pour les quatre premiers mois, elle avait été de 14 millions (ce qui supposait 5 millions et demi par mois, c'est-à-dire 40 millions par an). Pour les sept mois suivants elle avait été de près de 9 millions (ce qui ne supposait plus que 1,200,000 francs par mois, et 14 ou 15 millions par an). Enfin pour les quatre derniers mois elle avait été de 4,500,000 francs (ce qui supposait tout au plus 12 millions par an). Cette dépense était réduite en 1807 à 9 ou 10 millions, économie considérable, qui ne laissait aux capitalistes que des bénéfices légitimes, et nullement regrettables, si on considère surtout le partage qui s'en faisait. Sur ces 9 millions, la Banque percevait 1,400,000 francs, la caisse d'amortissement 1,500,000, le mont-de-piété 1,550,000, les receveurs généraux et particuliers, pour leurs frais et rétributions, 5 millions. Quel changement, si on se reporte aux années antérieures, où les comptables se ménageaient des bénéfices exorbitants sur les sommes qu'ils retenaient, si on remonte surtout au temps de l'ancienne monar-

chie, où les fermiers généraux payaient la cour, les ministres, les employés, et réalisaient encore des fortunes immenses pendant un bail de quelques années !

La caisse de service, outre ces divers avantages, d'émanciper le Trésor, de lui procurer de grandes économies, de ramener ses comptables à de meilleures habitudes, avait pour conséquence de faire cesser dans la circulation générale des valeurs de faux mouvements, qui se résolvaient pour l'État et pour le pays lui-même, ou en frais de banque, ou en pertes d'intérêts, ou en déplacements inutiles de numéraire. Lorsque, par exemple, le Trésor n'était pas encore, au moyen du compte courant avec ses comptables, en communication directe et journalière avec eux, et qu'il avait besoin d'argent quelque part, ignorant ce qu'il en était, il faisait escompter à Paris des obligations, et en expédiait la valeur sur les lieux, où souvent se trouvaient déjà dans la caisse du receveur général des fonds en abondance. De son côté, le receveur général, intéressé à se débarrasser de fonds inutiles, cherchait à les diriger sur Paris ou sur d'autres points, et chargeait de métaux les voitures publiques, tandis que, si le compte courant eût existé, de simples écritures auraient suffi, et eussent dispensé le Trésor d'envoyer du numéraire dans les départements, et les départements d'en envoyer à Paris.

M. Mollien ne s'était pas borné à la création d'une caisse de service au centre de l'Empire, il en avait institué une semblable dans les départements situés au delà des Alpes. Là, plus encore que dans l'ancienne France, se rencontrait la fâcheuse contradiction de fonds stagnants chez les comptables avec des besoins pressants auxquels il fallait pourvoir par des envois de numéraire. Pour faire cesser ce grave inconvénient, M. Mollien établit, non pas à Turin, mais à Alexandrie, dans l'enceinte de la grande forteresse construite par Napoléon, une caisse de virements, à laquelle tous les comptables de la Ligurie, du Piémont et de l'Italie française, devaient verser leurs fonds, et qui à son tour les dirigeait vers les lieux où existaient des besoins, à Milan surtout, où il y avait à payer l'armée française. Cette caisse, placée sous la direction d'un agent habile, M. Dauchy, avait bientôt produit les mêmes avantages que celle qu'on avait instituée à Paris, c'est-à-dire rendu le service facile, les ressources abondantes, les envois de numéraire inutiles ; et c'était la peine, en vérité, d'apporter un tel ordre dans cette partie des finances de

¹ 27,369,022 fr. pour 463 jours, se décomposant ainsi qu'il suit :

Pour 150 jours. . .	14,588,680 fr.
Pour 197 jours. . .	8,609,872
Pour 138 jours. . .	4,575,470
	<hr/>
	27,369,022 fr.

l'Empire, car l'Italie française (nous entendons par ce nom celle qui était convertie en départements, et non celle qui était constituée, sous le prince Eugène, en État allié mais indépendant), l'Italie française rapportait à cette époque jusqu'à 40 millions, dont 18 millions étaient consacrés à payer l'administration locale, la justice, la police, les routes; et 22 millions restaient, soit pour la construction des places fortes, soit pour contribuer à l'entretien des 120,000 hommes qui fermaient aux Autrichiens les routes de la Lombardie.

Napoléon avait suivi attentivement, tandis qu'il faisait la guerre au Nord, la marche et les progrès de ces nouvelles créations financières; et à son retour, le jour même où les ministres étaient venus saluer en lui l'heureux vainqueur du continent, il avait félicité M. Mollien avec une sorte d'effusion. Ne voulant jamais faire le bien à demi, il se proposait de rendre plus complète encore ce qu'il appelait l'émancipation du Trésor. La nouvelle caisse de service, moyennant l'emprunt flottant de 80 millions dont il vient d'être parlé, était presque dispensée, sauf dans certains besoins pressants, pour lesquels elle s'adressait à la Banque, de recourir à l'escompte des *obligations et bons à vue*. Mais Napoléon résolut d'assurer ses ressources d'une manière définitive, à l'aide d'une combinaison dont il avait déjà eu l'idée lorsqu'il bivaquait au milieu des neiges de la Pologne. La somme des *obligations et bons à vue*, dont l'échéance n'arrivait que dans l'année suivante, et qu'il fallait dès lors escompter, s'élevait à 124 millions environ. Il est vrai que la dépense comme la recette ne s'acquittait pas dans l'année. Mais Napoléon voulait autant que possible faire solder la dépense dans l'année même, et pour cela réaliser dans le même intervalle de temps les revenus de l'État. Conformément à ce qu'il avait imaginé en Pologne, il voulut que les *obligations* de 1807, qui ne devaient échoir qu'en 1808, fussent abandonnées à l'exercice 1808; que celles de 1808, qui ne devaient échoir qu'en 1809, fussent abandonnées également à 1809, de façon que chaque exercice n'eût que des valeurs échéant dans les douze mois de sa durée. Mais pour qu'il en fût ainsi, il fallait fournir à 1807 l'équivalent des 124 millions de valeurs reportées sur les exercices suivants. Napoléon résolut de faire à la caisse de service un prêt de 124 millions, qui pouvait être définitif, grâce aux ressources dont il disposait. Après diverses combinaisons, il s'arrêta à l'idée de

faire fournir 84 millions, sur les 124, par le trésor de l'armée, et les 40 millions restant par les établissements qui avaient l'habitude de placer leurs fonds dans les valeurs du Trésor. La nouvelle caisse allait dès lors se trouver dans une abondance extraordinaire, ayant 84 millions qui lui venaient tout à coup de l'armée, et n'ayant plus que 40 millions à demander au public, au lieu de 80 millions qu'elle lui avait empruntés en 1807. Elle devait être dispensée à l'avenir d'escompter les *obligations et bons à vue*, puisque chaque exercice n'aurait désormais à sa disposition que des valeurs échéant dans l'année même. Napoléon décida en outre que les 124 millions d'*obligations et de bons à vue*, reportés d'une année sur l'autre, seraient enfermés dans un portefeuille, pour n'en sortir que l'année suivante, au moment de leur remplacement par une égale somme de valeurs nouvelles. Il devenait facile alors de les supprimer comme inutiles, car leur seule fonction consistait à rester en dépôt dans le portefeuille, ou à procurer aux comptables par des échéances différées des bénéfices d'intérêts qu'on avait jugé convenable de leur accorder. On pouvait obtenir les mêmes résultats en réglant le compte d'intérêt établi entre le Trésor et les receveurs généraux, de manière à indemniser ces derniers. C'est en effet ce qui est arrivé depuis. La caisse de service, instituée d'après les mêmes principes, s'appelle caisse centrale du Trésor. Les receveurs généraux sont en compte courant avec cette caisse. On les *débite*, c'est-à-dire on les constitue débiteurs de tout ce qu'ils ont reçu dans la dizaine. On les *crédite*, c'est-à-dire on les constitue créanciers de tout ce qu'ils ont versé dans la même dizaine. L'intérêt qui court contre eux, quand ils sont débiteurs, court pour eux quand ils sont créanciers. On règle ensuite le compte d'intérêt tous les trois mois, et, de plus, à la fin de l'année, on leur alloue pour la masse des contributions directes, autrefois représentées par les *obligations*, une bonification d'intérêt, qui les indemnise si les rentrées n'ont pas eu lieu dans les douze mois, qui les récompense s'ils ont su les opérer dans cet intervalle de temps, qui les intéresse enfin au prompt et facile recouvrement des deniers publics.

Cette belle opération achevait la réorganisation des finances, par la bonne constitution de la trésorerie. Il fut convenu qu'elle ne s'exécuterait définitivement qu'en 1808, soit à cause du débit des négociants réunis qui ne pouvait être entièrement acquitté qu'à cette époque, soit à cause du

recouvrement des contributions étrangères qu'il était impossible d'opérer plus tôt. L'emprunt de 124 millions dut être applicable à l'exercice 1808, lequel, moyennant cette somme de 124 millions, allait faire abandon à l'exercice 1809 de toutes les obligations et bons à vue échéant après le 31 décembre 1808; de façon que l'exercice 1809 devait être le premier qui n'aurait à sa disposition que des valeurs échéant dans les douze mois de sa durée ¹.

Ce prêt accordé au trésor de l'État par le trésor de l'armée ne devait pas être temporaire, mais définitif, au moyen d'une combinaison profonde, qui révélait plus clairement encore l'usage que Napoléon entendait faire des produits de la victoire. Il entrevoyait qu'après avoir payé les dépenses extraordinaires de guerre de 1803, de 1806 et de 1807, il lui resterait environ 500 millions, lesquels étaient déjà déposés en partie, et devaient être déposés en totalité à la caisse d'amortissement. Il prétendait faire sortir de ce trésor comme d'une source merveilleuse, non-seulement le bien-être de ses généraux, de ses officiers, de ses soldats, mais la prospérité de l'Empire. Si à cette somme on ajoute 12 à 15 millions qu'il avait l'art d'économiser tous les ans sur les 25 millions de la liste civile, plus une quantité de domaines fonciers, en Pologne, en Prusse, en Hanovre, en Westphalie, on aura une idée des ressources immenses qu'il s'était ménagées pour assurer à la fois les fortunes particulières et la fortune publique. Mais, dans le désir d'en retirer un double bienfait, il se serait bien gardé de récompenser ses généraux, ses officiers, ses soldats avec des sommes en argent, car ces sommes auraient été bientôt dévorées par ceux qu'il voulait enrichir, et qui, se sentant exposés continuellement à la mort, entendaient jouir de la vie pendant qu'elle leur était laissée. Il lui suffisait donc que le trésor de la grande armée fût riche en revenus, et il ne tenait pas à ce qu'il le fût en argent comptant. En conséquence, il décida que, pour les 84 millions qu'il allait verser à la caisse de service, l'État fournirait au trésor de l'armée une somme équivalente d'inscriptions de rentes 3 pour cent. Bien résolu à ne pas recourir au public pour contracter des emprunts, il avait ainsi dans le trésor de l'armée un capitaliste tout trouvé, qui prêtait à l'État, moyennant un intérêt raisonnable, sans qu'il y eût ni agiotage ni

dépréciation de valeurs; et de plus il pouvait compléter par des dotations en rentes les fortunes militaires, qu'il avait déjà commencées avec des dotations en terres.

C'est d'après ce principe qu'il acheva de régulariser les budgets de 1806 et de 1807, qui n'étaient pas encore définitivement liquidés. Les contributions de guerre frappées en pays conquis servaient à acquitter les dépenses extraordinaires d'entretien, de matériel, de remonte de l'armée, et Napoléon ne laissait au compte du Trésor que la solde annuelle et ordinaire. Mais cette charge seule de la solde devait faire monter à 770 millions le budget de 1806, à 778 millions celui de 1807, et, comme on l'a vu, les ressources ordinaires de l'impôt n'avaient pas encore atteint ce chiffre. Napoléon pensa que les produits de la victoire devaient servir non-seulement à enrichir ses soldats, mais aussi à soulager les finances, et à les maintenir en équilibre. Il voulut donc qu'il fût pourvu par la caisse de l'armée à ces excédants de dépense que l'impôt ne pouvait pas couvrir, jusqu'à concurrence de 55 millions pour 1806, et de 27 millions pour 1807. Grâce à ce secours, les quatorze mois de solde dont le versement avait été ajourné, et dont la valeur avait été accumulée peu à peu en numéraire, dans des caisses de prévoyance établies à Paris, à Mayence, à Erfurt, se trouvèrent liquidés. Si on joint ce supplément à ceux que la caisse des contributions avait déjà fournis pour les dépenses extraordinaires de guerre, on arrive à des sommes de 80 millions pour 1806, de 150 millions pour 1807; ce qui ferait monter les dépenses totales de l'armée à 572 millions pour 1806, et à 486 millions pour 1807, sans parler de beaucoup d'autres consommations locales échappant à toute évaluation. C'est là ce qui explique comment sur les 60 millions imposés à l'Autriche en 1805, sur les 570 imposés en 1806 et 1807 à l'Allemagne, soit en nature, soit en argent, il ne devait rester au trésor de l'armée qu'environ 20 millions de la première contribution, et 280 de la seconde. Mais ce genre de service n'était pas le seul que le trésor de l'armée dût rendre aux budgets de 1806 et de 1807. Le Trésor avait compté comme recettes de ces deux exercices des valeurs qui n'étaient pas immédiatement réalisables, telles que 10 millions de biens rétrocedés par les négociants réunis, 6 millions du prix des salines de l'Est, 8 millions d'anciens décomptes des acquéreurs de biens nationaux, le tout montant à 24 millions. Napoléon consentit à ce que le Trésor payât

¹ Le décret définitif, ordonnant le prêt de 84 millions, ne fut signé que le 6 mars 1808.

avec ces valeurs ce qu'il devait à l'armée pour le règlement de la solde. Ces valeurs, d'une réalisation plus ou moins éloignée, mais certaine, convenaient au trésor de l'armée, qui n'avait pas besoin d'argent mais de revenus, et ne convenaient pas au Trésor de l'État, auquel il fallait des ressources immédiates.

Napoléon compléta les belles mesures financières de cette année par l'établissement de la nouvelle comptabilité en *partie double*, laquelle acheva d'introduire dans nos finances la clarté admirable qui n'a cessé d'y régner depuis.

La nouvelle caisse de service ayant créé aux comptables le devoir, l'intérêt, la nécessité de verser leurs fonds au Trésor à l'instant même où ils les percevaient, en n'y apportant que le délai inévitable de la perception locale, de la centralisation au chef-lieu de département, et de l'envoi soit à Paris, soit sur les lieux de dépenses, avait fourni le moyen d'observer plus exactement les faits dont se composent la recette et le versement des impôts. M. Mollien, qui avait été employé autrefois dans la régie des fermes, où l'on ne suivait pas dans la tenue des comptes les formes routinières et vagues de l'ancienne trésorerie, mais les formes simples, pratiques et sûres du commerce, les avait introduites à la caisse d'amortissement, lorsqu'il en était le directeur, et à la caisse de service depuis qu'il en avait fait adopter l'institution. Il avait fait usage dans cette caisse des écritures en *partie double*, qui consistent à tenir un journal quotidien de toutes les opérations de recette ou de dépense au moment même où elles s'exécutent, à extraire de ce journal les faits particuliers à chacun des débiteurs ou créanciers auxquels on a affaire dans une même journée, pour ouvrir à chacun d'eux un compte particulier qui met en regard ce qu'ils doivent et ce qu'on leur doit; à résumer enfin tous ces comptes particuliers dans un compte général, qui n'est qu'une analyse quotidienne et bien faite des relations d'un commerçant avec tous les autres, et lui donne pour contradicteurs naturels tous ceux qui sont nommés dans ses livres, lesquels ont dû tenir de leur côté des livres semblables, et les tenir exactement sous peine de faux. M. Mollien, observant, à l'aide de pareilles écritures, la marche de la caisse de service, et la situation des comptables envers elle, pouvant à chaque instant s'assurer de leur exactitude à verser, et à chaque instant aussi savoir ce qu'elle avait de ressources ou d'engagements, se demanda naturellement pourquoi cette comp-

tabilité ne deviendrait pas celle du Trésor lui-même, sa comptabilité obligatoire et unique. Les receveurs généraux n'envoyaient alors à la comptabilité générale que des déclarations résumées de leurs recettes et de leurs versements, à des intervalles de temps éloignés, et sans y joindre un journal quotidien de leurs opérations. Les comptables inférieurs qui leur versaient les fonds, les payeurs qui les recevaient de leurs mains pour les appliquer aux dépenses de l'État, et qui étaient les uns et les autres leurs contradicteurs naturels, n'envoyaient pas non plus le journal de leurs opérations. Ils n'adressaient tous que des résultats généraux, qui étaient recueillis plus tard, et trop tard pour que la comptabilité générale fût à même, en les comparant, d'apurer le compte de chacun. Aussi les receveurs généraux pouvaient-ils se constituer en débet, sans que le Trésor le sût, et, ce qui est pire, sans qu'ils le sussent eux-mêmes. Lorsqu'il y avait, en effet, tel d'entre eux qui percevait dans l'année 50 à 40 millions, il lui était bien facile, sur pareille somme, de retenir annuellement deux ou trois cent mille francs, et, en gagnant ainsi quatre ou cinq années sans régler son compte, d'accumuler trois ou quatre débits ensemble, et de s'arriérer avec le Trésor d'un ou de plusieurs millions. Il y en avait qui devaient douze, quinze, dix-huit cent mille francs, et qui les employaient ou à faire des spéculations aventureuses, ou à s'engager dans de folles dépenses, ou même, se croyant riches avant de l'être, à acheter des propriétés qui devenaient pour eux des causes de ruine, parce qu'elles n'étaient pas en rapport avec leur fortune véritable. Une enquête sévère prouva que beaucoup d'entre eux se trouvaient dans ces diverses situations. Les receveurs généraux qui ne trompaient pas le Trésor, ou qui, en le trompant, ne se trompaient pas eux-mêmes, étaient ceux qui, sans le dire, faisaient usage pour leur propre compte de la comptabilité quotidienne, rigoureuse, contradictoire, que le commerce emploie sous le titre d'écritures en *partie double*, et que M. Mollien venait d'introduire tant à la caisse d'amortissement qu'à la caisse de service. Cette circonstance, bientôt constatée par les inspecteurs du Trésor, suffisait pour servir de leçon décisive et au ministre, et à Napoléon lui-même, toujours informé de ce qui se passait dans l'administration. M. Mollien, n'osant pas changer sur-le-champ la comptabilité de l'Empire, ni éteindre une lumière, quelque obscure qu'elle fût, sans auparavant en avoir fait luire une nouvelle, ima-

gina de créer une seconde comptabilité à côté de l'ancienne et concurremment avec elle. Il institua auprès de lui un bureau de comptabilité, dirigé par un comptable exercé¹, lui adjoignit des teneurs de livres pris dans diverses maisons de commerce, et une quantité de jeunes gens qui appartenaient à de vieilles familles de finances, quelques-uns même qui étaient fils de ces fermiers généraux dont la révolution avait fait tomber la tête. Il fit tenir par ce bureau des écritures en *partie double* avec plusieurs receveurs généraux, qui, n'ayant pas l'intention de dérober la vérité au Trésor, cherchaient au contraire les meilleurs moyens de la connaître. Quelques autres qui, sans mauvaise intention, n'avaient de raisons d'éloignement pour le nouveau mode d'écritures que sa nouveauté et leur ignorance, reçurent des jeunes gens tirés du bureau créé à Paris, pour leur enseigner à s'en servir. Enfin on l'imposa à ceux qu'on suspectait. Il fallut fort peu de temps pour reconnaître que beaucoup de comptables étaient en débet, les uns par aveuglement sur leur situation, les autres par l'enlèvement des fausses spéculations ou d'un luxe exagéré. Il y en avait qui avaient fini par regarder leurs débet, reportés depuis longues années d'un exercice sur l'autre, comme un capital à eux appartenant, et qui avaient acquis des terres en proportion d'une fortune qu'ils croyaient avoir, et qu'ils n'avaient pas. Plusieurs furent obligés de livrer le secret de leurs relations avec les riches spéculateurs de Paris, et on découvrit ainsi que leurs fonds, c'est-à-dire ceux de l'État, avaient servi à l'agiotage sur les *obligations* et *bons à vue*, agiotage qui coûtait au Trésor 25 millions de frais de négociation au lieu de 10 millions. Le receveur général de la Meurthe fut, à lui seul, constitué débiteur envers le Trésor d'une somme de 1,700,000 francs. Une fois ce mystère éclairci, il n'y eut plus à hésiter, et il fallut changer le système de comptabilité. La chose était facile, puisqu'on avait le moyen de substituer partout le nouveau mode à l'ancien. Napoléon, qui donnait toujours force aux bonnes innovations, en repoussant les mauvaises, avait depuis son retour constamment suivi la marche de cette expérience financière, et il autorisa M. Mollien à rédiger un décret pour rendre la nouvelle comptabilité obligatoire dans tout l'Empire à partir du 1^{er} janvier 1808. Les relations de chaque comptable avec la caisse de service, décrites exactement et rendues

obligatoires, fournirent le dispositif de ce décret. Chaque receveur général ou particulier, chaque payeur, chaque dépositaire en un mot des deniers publics, chargé de les recevoir ou de les verser, fut astreint désormais à tenir un journal quotidien de ses opérations, à l'envoyer tous les dix jours au Trésor, qui, en comparant ces divers journaux les uns avec les autres, a été depuis mis en mesure de constater exactement l'entrée, la sortie des valeurs, de ne payer, de n'exiger que les intérêts qu'il doit, ou ceux qui lui sont dus. Les dispositions de ce décret sont les mêmes qui se pratiquent encore aujourd'hui, et elles ont fait de la comptabilité française la plus sûre, la plus exacte, la plus claire de l'Europe. Elles ont permis de clore chaque exercice dix mois après la fin de l'année à laquelle il appartient, c'est-à-dire au 1^{er} novembre suivant. Grâce à cette réforme, les agents du Trésor, contrôlés les uns par les autres, à l'aide du témoignage journalier et direct de leurs écritures, inondés en quelque sorte de lumière, ne pouvaient plus avoir ni le moyen ni la tentation de tromper, et étaient même soustraits au danger de s'endetter envers l'État. Napoléon et M. Mollien, d'accord sur ce point comme sur tous les autres, furent d'avis qu'il ne fallait, chez les comptables surpris en faute, punir que la mauvaise foi évidente, mais pardonner ou les inexactitudes involontaires, ou les lenteurs, suite d'anciennes habitudes; car la mauvaise méthode avait été le complice et le séducteur des mauvais comptables, et était plus coupable qu'eux. En conséquence, excepté trois receveurs généraux qu'on frappa de destitution, les autres furent ramenés à de meilleures habitudes, mais non privés de leur charge.

Napoléon, charmé de ce bel ordre, voulut récompenser le ministre qui l'avait établi, et qu'il avait du reste puissamment secondé par son approbation, par la force qu'il lui avait prêtée contre des résistances intéressées. N'approuvant pas toujours ses idées en fait d'économie publique, quoiqu'il approuvât toutes ses idées en fait de comptabilité financière, il avait un jour, au Conseil d'État, lancé quelques traits acérés contre les novateurs. M. Mollien avait cru que ces traits étaient dirigés contre lui, et s'en était plaint dans une lettre respectueuse, mais empreinte du chagrin qu'il avait ressenti. Napoléon se hâta de lui répondre en termes pleins de noblesse et de cordialité, et de lui exprimer sa haute estime, et son regret d'avoir été mal compris. Puis il lui adressa l'une des grandes décorations qu'il dis-

¹ M. de Saint-Didier.

tribuait à ses serviteurs, et une somme considérable pour acheter une terre, dans laquelle ce ministre passe aujourd'hui les dernières années d'une vie utile et justement honorée.

Une seule institution manquait encore pour que l'administration de la France ne laissât plus rien à désirer. On avait réuni dans la comptabilité centrale, comme dans un foyer où des rayons lumineux viennent se concentrer pour répandre plus d'éclat, tous les moyens de contrôle et de constatation mathématique. Mais cette comptabilité n'avait qu'une autorité purement administrative. Ses décisions à l'égard des comptables étaient insuffisantes, dans certains cas, pour les contraindre ou pour les libérer, et, à l'égard du pays, elles n'avaient d'autre valeur morale que celle d'un témoignage rendu par les administrateurs du Trésor sur eux-mêmes et sur leurs subordonnés. Il restait à créer une juridiction plus élevée, c'est-à-dire une magistrature apurant tous les comptes, déchargeant valablement les comptables, dégageant leurs personnes et leurs biens hypothéqués à l'État, affirmant, après un examen fait en dehors des bureaux des finances, l'exactitude des comptes présentés, et donnant à leur règlement annuel la forme et la solennité d'un arrêt de cour suprême. Il fallait enfin créer une Cour des comptes. Napoléon y avait souvent pensé, et il réalisa au retour de Tilsit cette grande pensée.

Il avait existé autrefois en France, sous le titre de Chambres des comptes, des tribunaux de comptabilité, exerçant sur les comptables une surveillance active, remplaçant jusqu'à un certain degré celle qu'une trésorerie mal organisée ne pouvait exercer alors, ayant sur eux les pouvoirs d'une juridiction criminelle, chargée de poursuivre les délits de concussion, mais exposée aussi à être dessaisie par un gouvernement arbitraire, et l'ayant été plus d'une fois quand il s'agissait de riches comptables, hautement protégés parce qu'ils avaient été hautement corrupteurs. C'était là un premier modèle qu'il fallait améliorer, et adapter aux institutions, aux mœurs, à la régularité des temps nouveaux. Depuis l'abolition, en 1789, des Chambres des comptes, ensevelies avec les parlements dans une ruine commune, il n'avait existé qu'une commission de comptabilité, indépendante à la vérité du Trésor, mais privée de caractère, trop peu nombreuse, et ayant laissé s'arriérer un nombre immense de comptes. Napoléon, obéissant à son goût pour l'unité, et se conformant au caractère de la nou-

velle administration française, centralisée dans toutes ses parties, ne voulut qu'une seule Cour des comptes, qui aurait rang égal au Conseil d'État et à la Cour de cassation, et viendrait immédiatement après ces deux grands corps. Elle dut juger, directement, individuellement, et tous les ans, les receveurs généraux et les payeurs, c'est-à-dire les agents de la recette et de la dépense. On ne lui attribua aucune action criminelle sur eux, car eût été déplacer les juridictions; mais on lui donna le pouvoir de les déclarer tous les ans quittes envers l'État pour leur gestion annuelle, et de libérer leurs biens, c'est-à-dire de décider les questions d'hypothèque. On la chargea enfin de tenir des cahiers d'observations sur la fidèle exécution des lois de finances, cahiers remis chaque année au chef de l'État par le prince architrésorier de l'Empire. On discuta vivement devant Napoléon, et dans le sein du Conseil d'État, si la nouvelle Cour des comptes jugerait ou ne jugerait pas les ordonnateurs, c'est-à-dire si elle se bornerait à constater que les agents des recettes avaient perçu des deniers légalement votés, et en avaient rendu un compte fidèle, que les agents de la dépense avaient acquitté des dépenses légalement autorisées, ou bien si elle irait jusqu'à décider que les ordonnateurs, c'est-à-dire les ministres, avaient bien ou mal administré, avaient, par exemple, bien ou mal acheté les blés destinés à nourrir l'armée, les chevaux destinés à remonter la cavalerie, qu'ils avaient été, en un mot, ou n'avaient pas été dispensateurs intelligents, économes et habiles de la fortune publique. Aller jusque-là, c'était donner à des magistrats, qui devaient être inamovibles pour être indépendants, le moyen, et avec le moyen la tentation, d'arrêter la marche du gouvernement lui-même, en leur permettant de s'élever du jugement des comptes au jugement des agents suprêmes du pouvoir. Le gouvernement eût abdiqué son autorité en faveur d'une juridiction inamovible, dès lors invincible dans ses écarts. Il fut donc résolu que la nouvelle Cour des comptes ne jugerait que les comptables, jamais les ordonnateurs; et, pour plus de sûreté, il fut établi que ses décisions, loin d'être sans appel, pourraient être déferées au Conseil d'État, juridiction souveraine, à la fois impartiale et imbue de l'esprit de gouvernement, d'ailleurs amovible, et toujours facile à ramener si elle avait pu s'égarer.

Restait à régler l'organisation de la nouvelle Cour. On voulut proportionner le nombre de ses

membres à l'étendue de sa tâche. D'abord pour que l'examen auquel elle se livrerait fût réel, et ne devint pas une simple homologation du travail exécuté dans les bureaux des finances, on institua, sous le nom de conseillers référendaires, une première classe de magistrats, n'ayant pas voix délibérative, aussi nombreux que la multiplicité des comptes l'exigerait, et chargés de vérifier chacun de ces comptes, les pièces comptables sous les yeux. Ils devaient soumettre le résultat de leur travail à la haute magistrature des conseillers-maitres, qui seuls auraient voix délibérative, et seraient divisés en trois chambres de sept membres chacune, six conseillers et un vice-président. Il fut établi que, suivant la gravité des questions, les trois chambres se réuniraient en une seule assemblée, sous la présidence d'un premier président, qui, avec un procureur général, devait être à la tête de la compagnie, lui donner l'impulsion et la direction. Ce corps respectable, qui a depuis rendu de si grands services à l'État, devait prendre rang immédiatement après la Cour de cassation, et recevoir les mêmes traitements. On lui assigna, dès son début, une tâche difficile et qu'il pouvait seul accomplir; c'était d'apurer les comptabilités arriérées, dont le nombre ne s'élevait pas à moins de 2,500, dont la date remontait à la création des assignats, et dont la dernière commission de comptabilité n'avait jamais pu achever l'examen. Cet examen était difficile, car il fallait distinguer entre les comptables de bonne foi, qui avaient souffert des variations continuelles du papier-monnaie, et les comptables frauduleux qui en avaient profité. Il était non-seulement difficile mais urgent, urgent pour l'État qui avait à réclamer des valeurs considérables, et pour les familles des comptables morts ou révoqués, qui avaient à se débarrasser de l'hypothèque légale mise sur tous leurs biens. La nouvelle Cour reçut le pouvoir d'arbitrer à l'égard de ces comptabilités arriérées, tandis que pour les comptes nouveaux elle devait s'en tenir à l'application rigoureuse des lois. Elle s'acquitta bientôt de cet arbitrage avec autant de justice qu'elle en montra depuis dans l'application pure et simple des lois de finances, dont elle a la garde, comme la Cour de cassation a la garde des lois civiles et criminelles de notre pays.

Cette institution, qui devait avoir des résultats si utiles et si durables pour l'administration tout entière, eut encore l'avantage secondaire de fournir des emplois honorables et lucratifs aux mem-

bres les plus distingués du Tribunal, que Napoléon tenait à placer d'une manière convenable; car, dans ses conceptions, tout se liait et s'enchaînait fortement. Il composa donc la nouvelle Cour des comptes avec les membres de la commission de comptabilité qui venait d'être supprimée, et avec les membres du Tribunal qui venait d'être supprimé également. MM. Jard-Panvilliers, Delpierre, Brière de Surgy, les deux premiers membres du Tribunal, le troisième membre de la commission de comptabilité, furent nommés vice-présidents de la nouvelle Cour. M. Garnier, membre de la commission de comptabilité, en fut nommé procureur général. Restait à pourvoir à la charge importante de premier président. C'était le cas de réparer envers un homme respectable les rigueurs passagères dont il avait été l'objet. Cet homme était M. de Marbois, destitué en 1806 des fonctions de ministre du Trésor, pour avoir manqué de finesse et de fermeté dans ses relations avec les négociants réunis. Napoléon avait eu tort d'attendre de lui ces qualités, et de le punir parce qu'il ne les avait pas. Il répara ce tort, en le mettant à sa véritable place, celle de premier président de la Cour des comptes, car M. de Marbois était bien plus fait pour être le premier magistrat de la finance que pour en être l'administrateur actif et avisé.

A ces soins donnés à la comptabilité de l'Empire, Napoléon ajouta des soins non moins actifs pour les grands travaux d'utilité générale. S'occupant de ce sujet avec M. Crétet, ministre de l'intérieur, avec MM. Regnault et de Montalivet, membres du conseil d'État, avec les ministres des finances et du Trésor public, il prit des résolutions nombreuses, qui avaient pour but, ou d'imprimer une plus grande activité aux travaux déjà commencés, ou d'en ordonner de nouveaux. Le rétablissement de la paix, la diminution supposée prochaine des dépenses publiques, la faculté de puiser dans le trésor de l'armée, soit pour égaliser les recettes aux dépenses, soit pour contracter des emprunts à un taux modique sans recourir au crédit, permettaient à Napoléon de suivre les inspirations de son génie créateur. Treize mille quatre cents lieues de grandes routes, formant le vaste réseau des communications de l'Empire, avaient été ou réparées, ou entretenues aux frais du Trésor public. Deux routes monumentales, celles du Simplon et du Mont-Cenis, venaient d'être achevées. Napoléon fit allouer des fonds pour entreprendre enfin celle du Mont-Genève. Il ouvrit les crédits nécessaires pour

tripler les ateliers de la grande route de Lyon au pied du Mont-Cenis, pour doubler ceux de la route de Savone à Alexandrie, destinée à relier la Ligurie au Piémont, pour tripler ceux de la grande route de Mayence à Paris, l'une de celles auxquelles il attachait le plus d'importance. Il décréta en outre l'ouverture d'une route non moins utile à ses yeux, celle de Paris à Wesel. Quatre ponts étaient terminés parmi ceux qui avaient été antérieurement décrétés. Dix étaient en construction, notamment ceux de Roanne et de Tours sur la Loire, de Strasbourg sur le Rhin, d'Avignon sur le Rhône. Il ordonna celui de Sèvres sur la Seine, l'achèvement sur la même rivière de celui de Saint-Cloud, dont une partie était en bois, celui de la Scrivia entre Tortone et Alexandrie, celui enfin de la Gironde devant Bordeaux, qui est devenu l'un des plus grands monuments de l'Europe.

Les canaux, moyen alors le seul connu de procurer aux transports par terre la facilité et le bas prix des transports par mer, n'avaient cessé d'attirer l'attention de Napoléon. Dix grands canaux, destinés à unir toutes les parties de l'Empire entre elles, l'Escaut avec la Meuse, la Meuse avec le Rhin ¹, le Rhin avec la Saône et le Rhône ², l'Escaut avec la Somme, la Somme avec l'Oise et la Seine ³, la Seine avec la Saône et le Rhône ⁴, la Seine avec la Loire, la Loire avec le Cher, la mer au nord de la Bretagne avec la mer au midi, les uns tellement naturels, tellement anciens qu'ils avaient été projetés, même entrepris dans les xvii^e et xviii^e siècles, les autres entièrement imaginés par Napoléon, tous ou continués ou commencés par lui, étaient en pleine exécution. Le canal dit *du Nord*, qui devait mettre en communication l'Escaut et la Meuse, la Meuse et le Rhin, et affranchir les Pays-Bas de la Hollande, conçu par Napoléon, possible pour lui seul, à cause de la réunion à la France des pays traversés par ce canal, était définitivement résolu et tracé. Les travaux récemment adjugés commençaient à s'exécuter. Le percement de Saint-Quentin, difficulté principale du canal qui devait réunir l'Escaut à la Somme, la Somme à la Seine, était terminé, et promettait la prompte ouverture de la navigation de Paris à Anvers. Le canal de l'Ourcq, achevé aux quatre cinquièmes, allait apporter à Paris les eaux de la Marne. En attendant, les eaux de la Beuvronne pouvant arriver

jusqu'au bassin de la Villette, Napoléon voulut les introduire tout de suite dans les quartiers Saint-Denis et Saint-Martin. Le canal de Bourgogne, vœu et création du xviii^e siècle, avait été abandonné depuis longtemps. Napoléon avait fait continuer la partie de Dijon à Saint-Jean-de-Losne. Sur vingt-deux écluses dont se composait cette partie, onze, exécutées sous son règne, venaient d'être terminées. La navigation allait donc devenir possible de Dijon à la Saône. De l'Yonne à Tonnerre il fallait dix-huit écluses, et on y travaillait. Mais le point important de l'œuvre consistait à franchir les faîtes qui séparent le bassin de la Seine de celui de la Saône. Jusqu'ici les moyens proposés paraissaient insuffisants. Napoléon ordonna de reprendre d'abord par des études, et le plus tôt possible par des travaux sur le sol, cette grande ligne de navigation. Après avoir fait un examen des difficultés que présentait le canal du Rhône au Rhin, qu'il avait fort à cœur d'exécuter, et auquel il avait permis qu'on donnât son nom, il lui assigna de nouveaux fonds. Le canal de Beaucaire était achevé. Il fit examiner la situation de celui du Midi, gloire éternelle de Riquet, se proposant de le continuer jusqu'à Bordeaux. Il fit reprendre celui du Berry, tendant à prolonger la navigation du Cher, depuis Montluçon jusqu'à la Loire. Il ordonna de nouveaux travaux sur celui de la Rochelle, indispensable à ce grand établissement maritime, et sur ceux d'Ille-et-Rance, du Blavet, de Nantes à Brest, destinés à percer dans tous les sens, à rendre navigable dans toutes les directions, la péninsule de Bretagne, et à faciliter les approvisionnements de nos grands ports militaires.

A cette navigation artificielle des canaux, il pensait avec raison que devait s'ajouter la navigation naturelle des fleuves et rivières, et que pour cela il en fallait améliorer le cours. Il ordonna d'étudier dix-huit rivières, sur lesquelles du reste certains travaux étaient déjà entrepris. Toujours conséquent dans ses conceptions, il passa des canaux et des fleuves aux ports. Il consacra de nouveaux fonds à celui de Savone, qui était l'un des aboutissants de la route d'Alexandrie. On sait quelles merveilles s'accomplissaient à Anvers, où de vastes bassins, creusés comme par enchantement, contenaient déjà des vaisseaux à trois ponts, qu'ils avaient reçus des chantiers établis dans l'enceinte de cette grande ville, et

¹ Canal du Nord.

² Canal Napoléon, depuis canal du Rhône au Rhin.

³ Canal de Saint-Quentin.

⁴ Canal de Bourgogne.

qu'ils transmettaient par l'Escaut à Flessingue. En arrangement avec la Hollande pour se faire céder Flessingue, Napoléon y ordonna des travaux, afin de rendre l'entrée, la sortie, le mouillage de ce port plus faciles, et d'y mettre les flottes à l'abri de l'ennemi. A Dunkerque, à Calais, il alloua des fonds pour allonger les jetées. A Cherbourg, la grande jetée destinée à former un port était sortie de l'eau, et avait été couronnée par une batterie, dite *batterie Napoléon*. La continuation de cette superbe entreprise, œuvre de Louis XVI, reçut de nouvelles allocations, quoiqu'elle rappelât l'une des gloires de l'ancienne monarchie. Napoléon livra enfin à un nouvel examen le système entier des places fortes de l'Empire. Il voulut leur consacrer une somme qui n'était pas de moins de 12 millions par an, et il la distribua entre elles, en raison de leur importance, qu'il apprécia et fixa en les classant de la manière suivante : Alexandrie, Mayence, Wesel, Strasbourg, Kehl, etc.

Mais jamais il ne s'occupait de grands travaux sans songer à Paris, Paris son séjour, le centre de son gouvernement, la ville de sa prédilection, la capitale qui résumait en elle-même la grandeur, la prédominance morale de la France sur toutes les nations. Il s'était promis de ne pas finir son règne sans l'avoir couverte de monuments d'art et d'utilité publique, sans l'avoir rendue aussi salubre que magnifique. Déjà, grâce à lui, trente fontaines, au lieu de verser l'eau pendant quelques heures, la versaient jour et nuit. L'avancement du canal de l'Oureq permettait encore d'ajouter à cette abondance, et de faire couler l'eau sans interruption dans les autres fontaines anciennes ou nouvelles. En ce moment s'élevaient, par la main de plusieurs milliers d'ouvriers, les deux arcs de triomphe du Carrousel et de l'Étoile, la colonne de la place Vendôme, la façade du Corps législatif, le temple de la Madeleine, alors dit Temple de la Gloire, le Panthéon. Le pont d'Austerlitz, jeté sur la Seine, à l'entrée de cette rivière dans Paris, était achevé. Le pont d'Iéna, jeté sur la Seine à sa sortie, se construisait, et la capitale de l'Empire allait ainsi être enfermée entre deux souvenirs immortels. Napoléon avait enjoint à l'administration de la Banque de bâtir un hôtel pour ce grand établissement. Il avait décrété le palais de la nouvelle Bourse, et en faisait chercher l'emplacement. La grande rue Impériale, résolue en 1806, devait être commencée prochainement. C'était assez, en fait de monuments d'art,

et il fallait s'occuper de monuments d'utilité publique. Napoléon, dans l'un de ses conseils, décida que de longues galeries couvertes seraient construites dans les principaux marchés, pour y mettre à l'abri des intempéries des saisons les acheteurs et les vendeurs; qu'à la place de quarante tueries, où l'on abattait les bestiaux destinés à l'alimentation de Paris, et qui étaient aussi insalubres que dangereuses, on élèverait quatre grands abattoirs aux quatre principales extrémités de Paris; que la coupole de la halle aux blés serait reconstruite; enfin que de vastes magasins, capables de contenir plusieurs millions de quintaux de grain, seraient bâtis du côté de l'Arsenal, près de la gare du canal Saint-Martin, au point même où venaient aboutir les voies navigables. Il avait donné des soins assidus et consacré des sommes considérables à l'approvisionnement de Paris; mais il pensait que ce n'était pas tout que d'acheter des blés pour 20 millions de francs, comme il l'avait fait à une autre époque, qu'il fallait en outre avoir un lieu dans lequel on pût les déposer, et c'est à cette pensée que sont dus les greniers d'abondance existant aujourd'hui près de la place de la Bastille.

Pour tous ces travaux, répandus du centre à la circonférence de l'Empire, le budget de l'intérieur monta instantanément de 50 et quelques millions à 56. Le fonds de réserve, placé dans le budget comme ressource, et enfin des sommes complémentaires qu'on savait où prendre, devaient suffire à ces excédants de dépense, ordonnés, non dans des vues intéressées d'utilité locale, mais dans des vues générales de bien public, et ne dépassant jamais une sage mesure, malgré la fougue créatrice du chef de l'État. Cependant Napoléon voulait soulager le Trésor, ou plutôt lui ménager le moyen de pourvoir sans cesse à de nouvelles entreprises, et il imagina, pour arriver à ce but, diverses combinaisons. D'abord l'abolition des dix centimes de guerre, récemment accordée, lui parut une occasion dont on devait profiter. Il suffisait de retenir une petite partie de ce bienfait dans quelques départements, 5 ou 4 centimes par exemple, pour créer des ressources considérables. Napoléon pensa que certains travaux, quoique ayant un haut caractère d'utilité générale, comme le canal de Bourgogne, le canal du Berry, la route de Bordeaux à Lyon, présentaient, en même temps, un caractère évident d'utilité particulière et locale; que les départements feraient volontiers des sacrifices pour en accélérer l'achè-

vement, et qu'on trouverait dans leur concours, avec une plus grande justice distributive, des moyens d'exécution plus considérables. Ce n'était pas là une vaine espérance, car plusieurs départements s'étaient déjà volontairement imposés pour contribuer à ces vastes travaux d'utilité générale et particulière. Mais ces votes avaient l'inconvénient d'être temporaires, soumis aux vicissitudes des délibérations des conseils généraux, et on ne pouvait guère fonder sur une pareille base des entreprises durables. Napoléon résolut donc de présenter une loi, en vertu de laquelle la participation des départements à certains travaux serait équitablement réglée, et les centimes jugés nécessaires imposés pour un nombre d'années déterminé. Trente-deux départements se trouvèrent dans ce cas. La plus grande durée des centimes était de vingt et un ans, la moindre de trois, la moyenne de douze; le maximum des centimes imposés 6, la moyenne 2 $\frac{2}{5}$. Ainsi les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne, avec l'arrondissement de Bar, durent concourir au canal de Bourgogne; ceux de l'Allier et du Cher, au canal du Berry; ceux du Rhône, de la Loire, du Puy-de-Dôme, de la Corrèze, de la Dordogne et de la Gironde, à la grande route de Bordeaux à Lyon. Il serait trop long de citer les autres. En général la proportion du concours de l'État et du département était fixée à la moitié pour chacun. Cette imposition n'était après tout qu'un moindre dégrèvement de la contribution foncière et la source d'immenses avantages pour les localités imposées. Un subside annuel étant dès lors assuré par la loi qui imposait les centimes, il était possible de contracter des emprunts, puisqu'on avait le moyen d'en servir les intérêts. On s'adressa au prêteur ordinaire, au trésor de l'armée, qui, suivant les intentions de Napoléon, devait tendre à se procurer des revenus solides, en plaçant bien ses capitaux. Ce trésor prêta immédiatement au préfet de la Seine 8 millions pour les travaux de Paris. D'autres villes, ainsi que plusieurs départements, eurent recours à cette bienfaisante dispensation des richesses acquises par la victoire. Tirant toujours de chaque idée tout ce qu'elle renfermait d'utile, Napoléon imagina de pousser plus loin encore l'emploi de ce genre de ressources. Trois canaux parmi ceux que nous venons d'énumérer, ceux de l'Escaut au Rhin, du Rhin au Rhône, du Rhône à la Seine, lui paraissaient plus dignes de fixer son attention, et de devenir l'objet de son activité

toute-puissante. A côté de ces trois canaux, et presque dans leur voisinage, s'en trouvaient trois autres, achevés ou près de l'être, et pouvant donner des revenus prochains : c'étaient les canaux de Saint-Quentin, d'Orléans, du Midi. Napoléon résolut de les terminer sur-le-champ, de les vendre ensuite à des capitalistes, sous forme d'actions qui devaient rapporter 6 ou 7 pour cent, se faisant fort de procurer un acheteur pour toutes celles que le public ne prendrait pas. Cet acheteur, comme on le pense bien, c'était toujours le trésor de l'armée. « Ces sommes, dit-il au ministre de l'intérieur, vous les emploierez à pousser l'exécution des trois canaux dont l'achèvement importe si fort à la prospérité de l'Empire, et, ces trois derniers achevés, je les vendrai à un acheteur qui les prendra encore, et en promenant ainsi d'un ouvrage sur un autre un capital de 500 ou 400 millions, accru des prestations annuelles de l'État et des départements, nous changerons en peu d'années la face du sol. »

Son projet était, après avoir mis toutes ces entreprises en mouvement, après avoir fait voter dans une courte session, outre le budget, les mesures législatives dont il avait besoin pour l'exécution de ses plans, de donner avant l'hiver quelques jours à l'Italie, voulant apporter, à elle aussi, le bienfait de ses regards créateurs. Il se proposait de résoudre à son retour les questions restées sans solution, pour qu'au printemps les travaux pussent commencer dans tout l'Empire. Il ordonna donc au ministre de l'intérieur de soumettre toutes ces idées à un examen approfondi, afin de les réaliser le plus promptement possible. « Si nous ne nous hâtons, lui disait-il, nous mourrons avant d'avoir vu la navigation ouverte sur ces trois grands canaux. Des guerres, des gens ineptes arrivent, et ces canaux resteront sans être achevés! Tout est possible en France, dans ce moment où l'on a plutôt besoin de chercher des placements d'argent que de l'argent... J'ai des fonds destinés à récompenser les généraux et les officiers de la grande armée. Ces fonds peuvent leur être donnés aussi bien en actions sur les canaux qu'en rentes sur l'État ou en argent... Je serais obligé de leur donner de l'argent, si quelque chose comme cela n'était promptement établi... J'ai fait consister la gloire de mon règne à changer la face du territoire de mon empire. L'exécution de ces grands travaux publics est aussi nécessaire à l'intérêt

« de mes peuples qu'à ma propre satisfaction. »

De plus, Napoléon tenait beaucoup à l'extinction de la mendicité. Pour arriver à l'abolir, il voulait créer des maisons départementales, dans lesquelles on fournirait aux mendiants du travail et du pain, et dans lesquelles aussi on les enfermerait de force lorsqu'on les trouverait demandant l'aumône sur les places publiques ou sur les grandes routes. Il exigeait qu'on ouvrit avant peu des maisons de ce genre dans tous les départements. « J'attache, écrivait-il dans la « même lettre au ministre de l'intérieur, une « grande importance et une grande idée de « gloire à détruire la mendicité. Les fonds ne « manquent pas, mais il me semble que tout « marche lentement; et cependant les années « s'écoulent! Il ne faut point passer sur cette « terre sans y laisser des traces qui recomman- « dent notre mémoire à la postérité. Je vais faire « une absence d'un mois. Faites en sorte qu'à « mon retour vous soyez prêt sur toutes ces « questions, que vous les ayez examinées en dé- « tail, afin que je puisse, par un décret général, « porter le dernier coup à la mendicité. Il faut « qu'avant le 15 décembre vous ayez trouvé, « sur les quarts de réserve et sur les fonds des « communes, les ressources nécessaires à l'en- « tretien de soixante ou cent maisons pour « l'extirpation de la mendicité, que les lieux où « elles seront placées soient désignés, et le règle- « ment général mûri. N'allez pas me demander « encore des trois ou quatre mois pour obtenir « des renseignements. Vous avez de jeunes au- « diteurs, des préfets intelligents, des ingé- « nieurs des ponts et chaussées instruits; faites « courir tout cela, et ne vous endormez point « dans le travail ordinaire des bureaux... Les « soirées d'hiver sont longues, remplissez vos « portefeuilles, afin que nous puissions, pendant « les soirées de ces trois mois, discuter les « moyens d'arriver à ces grands résultats. »

Dans cette ardeur extrême qui le portait à accélérer, à précipiter même l'accomplissement du bien, il s'occupa également de la Banque de France, dont il voulait faire l'un des principaux instruments de la prospérité publique. Il avait exigé en 1806 que ce grand établissement changeât sa constitution, et prit la forme monarchique, au lieu de la forme républicaine qu'il avait auparavant, résultat obtenu en lui donnant un gouverneur, et trois régents nommés par le ministre des finances. Il avait voulu de plus que le capital de la Banque fût proportionné au rôle

qu'il lui destinait, et qu'au lieu de 45,000 actions elle en émit 90,000, ce qui devait porter son capital de 45 à 90 millions. Ces actions n'avaient pas encore été émises, parce que la Banque craignait de ne pas trouver l'emploi des fonds qui en proviendraient, depuis surtout que Napoléon avait jugé plus expédient de faire exécuter le service du Trésor par le Trésor lui-même, et qu'il avait consacré à ce service une somme de 84 millions, dont plus de moitié était déjà versée. Le résultat de cette excellente mesure était cependant de laisser sans emploi les capitaux habitués à se placer sur les *obligations* et *bons à vue*. Napoléon était enchanté de l'embaras qu'il causait ainsi à certains capitalistes; car c'était, disait-il, les mettre dans la nécessité de chercher dans le commerce, dans l'industrie, dans les grands travaux publics, des placements que ne leur offraient plus les valeurs du Trésor. La Banque, qui ordinairement se livrait aussi à l'escompte de ces valeurs, et qui ne pouvait plus s'en procurer, hésitait à émettre ses 45,000 actions nouvelles. Napoléon la força de les émettre, promettant de lui fournir bientôt, à elle et à tous les capitalistes, l'emploi de leur argent, par la multiplication des entreprises de tout genre. Dans son langage figuré, il disait à la Banque de France : « Avec le penchant qui existe dans notre « pays à tout centraliser à Paris, à y centraliser « les paiements comme le gouvernement lui- « même, la Banque doit y devenir le plus grand « des agents commerciaux; elle doit être vrai- « ment digne de son nom de Banque de France, « et devenir pour Paris ce que la Tamise, qui « apporte tout à Londres, est pour Londres. » Il exigea donc l'émission des 45,000 nouvelles actions, qui, du reste, se placèrent avec avantage, car, émises à 1,200 francs (1,000 francs représentaient le capital de l'action, 200 francs représentaient d'anciens bénéfices accumulés), elles se négociaient à 1,400 francs. Les trois effets publics du temps étaient la rente 5 pour cent, les actions de la Banque, et les rescriptions sur domaines nationaux, inventées pour liquider l'arriéré. Le 5 pour cent, à l'époque dont il s'agit (août 1807), se vendait 95 francs, les actions de la Banque 1,425, les rescriptions 92. Le taux de ces dernières était devenu presque invariable.

Napoléon demanda que l'intérêt fût réduit à 4 pour cent à la Banque, mesure qu'elle adopta avec empressement. Il ordonna que l'intérêt des cautionnements fût réduit, pour les uns de 6 à 5,

pour les autres de 3 à 4. Enfin il poussa l'impatience du bien jusqu'à vouloir fixer à 5 et 5 1/2 l'intérêt que la caisse de service allouait aux capitaux. N'ayant pas besoin d'argent, en versant abondamment à cette caisse, il soutenait qu'il ne fallait garder que les fonds qui pouvaient se contenter de cette rémunération, renvoyer les autres au commerce, et forcer ainsi la baisse de l'intérêt par tous les moyens dont pouvait disposer le gouvernement. Mais M. Mollien l'arrêta en lui prouvant qu'un tel résultat était prématuré, car l'argent promis à la caisse n'était pas entièrement versé, et on avait encore besoin des ressources qui l'alimentaient ordinairement. Le succès d'une telle mesure eût été infaillible l'année suivante, si de nouvelles entreprises au dehors n'étaient venues détourner les capitaux comme les soldats de la France de leur emploi le meilleur, le plus utile, le plus sûr.

L'aspect sinon effrayant, du moins triste, que la guerre avait pris durant l'hiver de 1807, joint aux rigueurs de la saison, à l'absence de la cour impériale, avait ralenti un moment l'activité des affaires, particulièrement à Paris. Mais le rétablissement de la paix continentale, l'espérance de la paix maritime, avaient rendu le plus vif essor aux imaginations, et de toutes parts on commençait à fabriquer dans les manufactures, et à faire dans les maisons de commerce des projets de spéculation qui embrassaient l'étendue entière du continent. Bien que les produits de la Grande-Bretagne franchissent encore le littoral européen par quelques issues ignorées de Napoléon, néanmoins ils avaient de la peine à pénétrer, et beaucoup plus encore à circuler. Les fils et les étoffes de coton, qui, grâce aux lois prohibitives rendues alors en France, avaient été fabriquées avec bénéfice, en grande quantité, et avec un commencement de perfection, remplaçaient les produits anglais du même genre, passaient le Rhin à la suite de nos armées, et se répandaient en Espagne, en Italie, en Allemagne. Nos soieries, sans rivales dans tous les temps, remplissaient les marchés de l'Europe, ce qui causait à Lyon une satisfaction générale. Nos draps, qui avaient l'avantage de la matière première, depuis que les laines espagnoles manquaient aux Anglais et surabondaient pour nous, chassaient les draps anglais de toutes les foires du continent, car ils avaient la supériorité, non-seulement de la qualité, mais de la beauté. Ce n'étaient pas, au surplus, nos produits seuls qui gagnaient à l'exclusion des produits anglais.

La Saxe, la plus industrielle des provinces allemandes, envoyait déjà des charbons par l'Elbe à Hambourg, des draps fabriqués avec les belles laines saxonnes sur des marchés où ils n'avaient jamais pénétré, et les métaux de l'Erzgebirge partout où manquaient les métaux de l'Amérique. Nos fers et les fers allemands profitaient aussi beaucoup de l'exclusion des fers anglais et suédois, et se perfectionnaient à vue d'œil.

Napoléon s'efforçait de favoriser, par la puissance de la mode, puissance légère et fantasque, qui partage avec la sainte puissance de la conscience le privilège d'échapper au pouvoir, mais qui cependant obéit volontiers à la gloire, Napoléon s'efforçait par cette puissance de faire prévaloir l'usage des produits fabriqués avec des matières d'origine continentale. Il voulait qu'on préférât par exemple la toile et le linon, composés de chanvre et de lin, à la mousseline fabriquée avec du coton. Il voulait aussi qu'on préférât la soierie au simple drap, ce qui devait entraîner un retour vers le luxe de l'ancien régime, vers ce temps où les hommes, au lieu de se vêtir de la modeste étoffe qu'on appelle le drap noir, s'habillaient en étoffes aussi riches que celles qui sont employées aux robes des femmes. Et il encourageait ce retour au luxe, comme le retour à la noblesse, aux titres, aux dotations, par des raisons à lui propres, raisons sérieuses, qui le dirigeaient toujours dans les choses en apparence les plus futiles.

Sauf nos industries maritimes qu'il cherchait à dédommager de leur inaction par d'immenses créations navales, nos autres industries trouvaient donc une cause puissante de développement dans cette situation extraordinaire que Napoléon avait procurée à la France. Mais, chose singulière, la plus grande des forces mécaniques, celle de la vapeur, qui, par sa puissance expansive, anime aujourd'hui l'industrie humaine tout entière, qui fait mouvoir tant de métiers, qui pousse tant de bâtiments, qui est, avec la paix, la cause principale du bien-être des classes inférieures et du luxe des classes supérieures, la force de la vapeur, échappant seule aux regards de Napoléon, se développait à côté de lui et sans lui. Ces machines, dites alors machines à feu, de leur phénomène le plus apparent, grossièrement construites, consommant une quantité excessive de combustible, n'étaient employées que sur les houillères, à cause du bon marché du charbon dans ces sortes d'établissements. La So-

ciété d'encouragement pour l'industrie proposait un prix, afin de récompenser ceux qui les rendraient d'un usage plus pratique et plus économique; et, à deux mille lieues de nos rivages, Fulton, peu écouté de Napoléon en 1805, parce que celui-ci avait besoin pour passer la mer, non pas d'un moyen à l'essai, mais d'un moyen éprouvé, était allé faire l'expérience d'un bateau mù par ce qu'on appelait alors la machine à feu. Il avait exécuté le double trajet de New-York à Albany, et d'Albany à New-York, en quatre jours, et avait à peine attiré les regards du monde, dont trente ans plus tard il devait changer la face. Ce n'est pas la première fois qu'une grande invention, due à des génies secondaires mais spéciaux, a passé à côté de génies supérieurs sans attirer leur attention. La poudre à canon, qui, en détruisant à la guerre l'empire de la force physique, contribua si puissamment à une révolution dans les mœurs européennes, fut non-seulement odieuse à l'héroïque Bayard, mais inspira le dédain de Machiavel, ce juge si profond des choses humaines, cet auteur, si admiré par Napoléon, du traité sur la guerre, et fut considérée par lui comme une invention éphémère et de nulle conséquence.

Pensant qu'une bonne législation est, avec les capitaux et les débouchés, le plus grand bien qu'on puisse procurer au commerce, Napoléon avait ordonné à l'archichancelier Cambacérés de faire préparer un code commercial. Ce code venait effectivement d'être rédigé. On en avait emprunté le fond aux nations maritimes les plus célèbres, et la forme simple et analytique à l'esprit français, qui, plus que jamais, brillait sous ce rapport dans la rédaction des lois, parce que, conçues sur un plan uniforme et vaste, soigneusement remaniées dans leur rédaction au Conseil d'État, elles n'étaient jamais retouchées par le Corps législatif, qui les adoptait ou les rejetait sans amendement. Ce code, tout préparé au moment du retour de Napoléon, devait, avec les autres mesures dont nous venons de parler, être présenté au Corps législatif dans la courte session qui se préparait.

Il était temps que Napoléon accordât enfin à ses glorieux soldats les récompenses qu'il leur avait promises, et qu'ils avaient si bien méritées durant les deux dernières campagnes. Mais ce fut dans la forme même de ces récompenses qu'il fit surtout éclater son génie organisateur et puissant. Il se serait bien gardé, en effet, de leur jeter les dépouilles des vaincus, pour qu'ils les

dévorassent dans une orgie. Il voulait, avec ce qu'il leur donnerait, fonder de grandes familles, qui entourassent le trône, concourussent à le défendre, contribuassent à l'éclat de la société française, sans nuire à la liberté publique, sans entraîner surtout aucune violation des principes d'égalité proclamés par la révolution française. L'expérience a prouvé qu'une aristocratie ne nuit point à la liberté d'un pays, car l'aristocratie anglaise n'a pas moins contribué que les autres classes de la nation à la liberté de la Grande-Bretagne. La raison dit encore qu'une aristocratie peut être compatible avec le principe de l'égalité, à deux conditions : premièrement, que les membres qui la composent ne jouissent d'aucuns droits particuliers, et subissent en tout la loi commune; secondement, que les distinctions purement honorifiques, accordées à une classe, soient accessibles à tous les citoyens d'un même État, qui les ont achetées par leurs services ou leurs talents. C'est là ce qu'il y avait de raisonnable dans les vœux de la révolution française, et c'est là ce que Napoléon entendait maintenir invariablement. Cependant, à notre avis, dans les sociétés modernes, où l'envie est soulevée contre les institutions aristocratiques, ce qu'un gouvernement sensé a de mieux à faire, c'est de laisser les lois de la nature humaine agir, sans s'en mêler aucunement. Elles ramènent l'homme libre à Dieu, et, après Dieu, à un autre culte, celui des ancêtres. Quoi qu'on fasse ou qu'on ne fasse pas, le grand guerrier, le grand magistrat, le savant illustre, légueront à leurs descendants une considération qui les fera distinguer de la foule, et qui leur épargnera, quand ils auront du mérite, la plus sérieuse des difficultés que rencontre le mérite en ce monde, celle d'attirer le premier regard du public. Les lois n'ont pas besoin d'intervenir pour qu'il en soit ainsi; car ce ne sont pas les lois écrites, c'est la nature qui a produit l'aristocratie de tous les pays, et surtout celle des républiques. La nature avait créé l'aristocratie de Venise, bien avant que celle-ci songeât à s'attribuer par les lois des droits particuliers. C'est une chose dont il n'y a pas à se mêler, si on y a goût. Le temps fait partout des aristocraties; il n'y a qu'à s'épargner le ridicule d'en faire soi-même, et tout au plus à les empêcher, ce dont elles ne seront plus tentées à l'avenir, de s'arroger des privilèges exclusifs.

S'il y avait cependant un souverain dans le monde qui pût échapper au ridicule ou à l'odieux qu'excite quelquefois l'établissement d'institu-

tions aristocratiques, c'était celui qui osait et pouvait rétablir la monarchie le lendemain de la République, la différence des rangs (non celle des droits), le lendemain d'une brutale égalité; qui, dans sa vaste imagination, rêvait une société grande comme son génie et son âme, et qui avait, pour créer de puissantes familles, des noms immortels et des trésors; qui pouvait les appeler Rivoli, Castiglione, Montebello, Elehingen, Auerstaedt, et leur donner jusqu'à un million de revenu annuel. Il était donc excusable, car il ne voulait pas violer les vrais principes de la révolution française, et il croyait au contraire les consacrer d'une manière éclatante, en faisant, à l'image de sa propre fortune, un duc, un prince, avec un enfant de la charrue. Une dernière considération enfin se présentait ici pour désarmer la raison la plus sévère, c'était de se ménager des moyens innocents et inoffensifs d'exciter et de récompenser les grands dévouements ¹.

Napoléon profita donc de la gloire de Tilsit, et du prestige dont il était entouré en ce moment, pour accomplir enfin le projet qu'il méditait depuis longtemps d'instituer une noblesse. Déjà, en 1806, lorsqu'il avait donné des couronnes à ses frères, à ses sœurs, à son fils adoptif, des principautés à plusieurs de ses serviteurs, celle de Ponte-Corvo au maréchal Bernadotte, celle de Bénévent à M. de Talleyrand, celle de Neuchâtel au major général Berthier, il avait annoncé qu'un statut postérieur réglerait le système des successions pour les familles en faveur desquelles seraient créés des principautés, des duchés, et autres distinctions destinées à être héréditaires. En conséquence, il établit par un sénatus-consulte que les titres donnés par lui, ainsi que les revenus accompagnant ces titres, seraient transmissibles héréditairement, en ligne directe, de mâle en mâle, contrairement au système de succession admis par le Code civil. Il établit en outre que les dignitaires de l'Empire, à tous les degrés, pourraient transmettre à leur fils aîné un titre, qui serait celui de duc, de comte ou de baron, suivant la dignité du père, à la condition d'avoir fait preuve d'un certain revenu, dont le tiers au moins devait demeurer attaché au titre conféré à la descendance. Ces mêmes personnages avaient aussi le droit de constituer pour leurs fils puînés des titres, inférieurs toutefois à ceux qui auraient été accordés

aux aînés, et toujours à la condition de prélever sur leur fortune une part qui serait l'accompagnement héréditaire de ces titres. Telle fut l'origine des majorats. Les grands dignitaires, comme le grand électeur, le connétable, l'archichancelier, l'architrésorier, durent porter le titre d'*altesse*. Leurs fils aînés durent porter le titre de *ducs*, si leur père avait institué en leur faveur un majorat de 200,000 livres de rente. Les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État, les présidents du Corps législatif, les archevêques, furent autorisés à porter le titre de *comtes*, et à transmettre ce titre à leurs fils ou neveux, sous la condition d'un majorat de 50,000 livres de rente. Enfin les présidents des collèges électoraux à vie, les premiers présidents, procureurs généraux et évêques, les maires des trente-sept bonnes villes de l'Empire, furent autorisés à porter le titre de *barons*, et à le transmettre à leurs fils aînés, sous la condition d'un majorat de 15,000 livres de rente. Les simples membres de la Légion d'honneur purent s'appeler chevaliers, et transmettre ce titre moyennant un majorat de 5,000 livres de rente. Un autre statut dut déterminer les conditions auxquelles seraient soumises ces portions de la fortune des familles, qu'on plaçait ainsi sous un régime exceptionnel.

Ce fut encore le Sénat qui reçut la mission d'imprimer un caractère légal à cette nouvelle création impériale, au moyen d'un sénatus-consulte, qui stipulait très-expressément que ces titres ne conféraient aucun droit particulier, n'emportaient aucune exception à la loi commune, n'attribuaient aucune exemption des charges ou des devoirs imposés aux autres citoyens. Il n'y avait d'exceptionnel que le régime des substitutions imposé aux familles anoblies, lesquelles acquéraient leur nouvelle grandeur en sacrifiant pour elles-mêmes l'égalité des partages.

Ces dispositions arrêtées, Napoléon distribua entre ses compagnons d'armes une partie des trésors amassés par son génie. En attendant qu'il eût décerné à Lannes, Masséna, Davoust, Berthier, Ney et autres, les titres qu'il se proposait d'emprunter aux grands événements du règne, il voulut assurer tout de suite leur opulence. Il leur donna des terres situées en Pologne, en Allemagne, en Italie, avec faculté de les revendre, pour en placer la valeur en France, plus des sommes en argent comptant pour acheter et

¹ Ces lignes ont été écrites en 1846, sous la monarchie. Je les ai écrites parce que je les ai crues vraies dans tous les

temps. Je ne les changerai donc pas, quoique les temps aient changé.

meubler des hôtels. Ce n'était là qu'un premier don, car ces dotations furent plus tard doublées, triplées, quadruplées même pour quelques-uns. Le maréchal Lannes reçut 528,000 francs de revenu, et un million en argent; le maréchal Davoust, 410,000 francs de revenu, et 500,000 francs en argent; le maréchal Masséna, 185,000 francs de revenu, et 200,000 francs en argent (il fut plus tard l'un des mieux dotés); le major général Berthier, 405,000 francs de revenu, et 500,000 francs en argent; le maréchal Ney, 229,000 francs de revenu, et 500,000 francs en argent; le maréchal Mortier, 198,000 francs de revenu, et 200,000 francs en argent; le maréchal Augereau, 172,000 francs de revenu, et 200,000 francs en argent; le maréchal Soult, 503,000 francs de revenu, et 500,000 francs en argent; le maréchal Bernadotte, 291,000 francs de revenu, et 200,000 francs en argent. Les généraux Sébastiani, Victor, Rapp, Junot, Bertrand, Lemarrois, Caulaincourt, Savary, Mouton, Moncey, Friand, Saint-Hilaire, Oudinot, Lauriston, Gudin, Marehand, Marmont, Dupont, Legrand, Suchet, Lariboisière, Loison, Reille, Nansouty, Songis, Chasseloup et autres, reçurent les uns 150,000, les autres 100,000, 80,000, 50,000 francs de revenu, et presque tous 100,000 francs en argent. Les hommes civils eurent aussi leur part de ces largesses. L'archichancelier Cambacérès et l'architrésorier Lebrun obtinrent chacun 200,000 francs de revenu. MM. Mollien, Fouché, Decrès, Gaudin, Daru en obtinrent chacun 40,000 ou 50,000. Tous, civils et militaires, n'étaient encore que provisoirement dotés par ces dons magnifiques, et l'étaient en Pologne, en Westphalie, en Hanovre, ce qui devait les intéresser au maintien de la grandeur de l'Empire. Napoléon s'était réservé en Pologne 20 millions de domaines, en Hanovre 50 millions, en Westphalie un capital représenté par 5 à 6 millions de revenu, indépendamment de 50 millions en capital, et de 1,250,000 francs de rente en Italie, déjà réservés dans l'année 1805. Il avait donc de quoi enrichir les braves qui le servaient, et de quoi réaliser les belles paroles qu'il avait adressées à plusieurs d'entre eux : « Ne pillez pas; je vous donnerai plus que vous ne prendriez, et ce que je vous donnerai, amassé par ma prévoyance, ne coûtera rien ni à votre honneur, ni aux peuples que nous avons vaincus. » Et il avait raison, car les domaines qu'il distribuait étaient des domaines impériaux en Italie, royaux ou grand-ducaux en Prusse, en

Hanovre, en Westphalie. Mais ces domaines acquis par la victoire pouvaient être perdus par la défaite, et, heureusement pour eux, ceux qu'il dotait si magnifiquement devaient pour la plupart recevoir en France, sur des rentes ou des canaux, d'autres dotations moins exposées au hasard des événements que des terres situées à l'étranger.

Les généraux français ne furent pas les seuls à participer à ces largesses, car les généraux polonais Zayonscheck et Dombrowski, vieux serviteurs de la France, obtinrent chacun un million.

Après les généraux, les officiers et les soldats reçurent aussi des marques de sa libéralité. Napoléon fit payer à tous, outre la solde arriérée, des gratifications considérables, afin de leur procurer sur-le-champ quelques plaisirs qu'ils avaient bien mérités. 18 millions furent distribués sous cette forme, dont 6 millions pour les officiers, 12 pour les soldats. Les blessés avaient triple part. Ceux qui avaient été assez heureux pour assister aux quatre grandes batailles de la dernière guerre, Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland, obtenaient le double des autres. A ces gratifications du moment il fut ajouté des dotations permanentes de 500 francs pour les soldats amputés, et de 1,000, 2,000, 4,000, 5,000, 10,000 en faveur des militaires qui s'étaient distingués, depuis le grade de sous-officier jusqu'à celui de colonel. Pour les officiers comme pour les généraux, ce ne fut là qu'une première rémunération, suivie postérieurement d'autres plus considérables, et indépendante des traitements de la Légion d'honneur, ainsi que des pensions de retraite légalement dues à la fin de la carrière militaire.

Ce glorieux vainqueur voulait donc que tout le monde participât à sa prospérité comme à sa gloire. Quant à lui, simple, économe, magnifique seulement pour les autres, réprimant le moindre détournement des deniers publics, impitoyable pour toute dépense qui ne lui semblait pas nécessaire dans son palais ou dans l'État, il n'était prodigue que dans de nobles vues, et pour tout ce qui avait servi la grandeur de la France ou la sienne. Les détracteurs de sa gloire et de la nôtre ont prétendu qu'il avait, en spoliant les vaincus, en assouvissant l'avidité des soldats, pris chez les uns le moyen d'exalter la bravoure des autres. Il faut laisser de telles calomnies à l'étranger, ou aux partis associés aux passions de l'étranger. Ces trésors étaient pris non sur les peuples, mais sur les empereurs, rois, prin-

ces, convents, conjurés contre la France depuis 1792. Quant aux peuples vaincus, ils étaient ménagés autant que la guerre permet de le faire, beaucoup plus qu'ils ne l'avaient été dans aucun temps et dans aucun pays, beaucoup plus que nous ne l'avons été nous-mêmes. Et, quant à ces héroïques soldats, dont on dit que Napoléon excitait la bravoure avec de l'argent, ils ne se doutaient pas plus, en courant à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, qu'ils rencontreraient la fortune sur leur chemin, qu'ils ne s'en doutaient en courant à Marengo, à Rivoli, et plus anciennement à Valmy ou à Jemmapes. Après avoir en 1792 volé à la défense de leur pays, ils s'élançaient maintenant à la gloire, entraînés par la passion des grandes choses, passion que la révolution française avait fait naître en eux, et que Napoléon avait exaltée au plus haut degré. Si au lendemain d'un long dévouement à braver le froid, la faim, la mort, ils trouvaient le bien-être, c'était une surprise de la fortune, dont ils jouissaient ainsi qu'un soldat jouit d'un peu d'or trouvé sur un champ de bataille; et ces satisfactions qu'on leur avait ménagées, ils étaient prêts à les quitter de nouveau, pour répandre encore cette vie qu'ils ne regardaient pas comme à eux, et dont ils se hâtaient d'user comme d'un prêt que leur faisait Napoléon, en attendant qu'il leur en demandât le sacrifice.

Napoléon prit d'autres mesures aussi sages qu'elles étaient humaines. Il ordonna, selon son habitude à chaque intervalle de paix, il ordonna coup sur coup plusieurs revues de l'armée, pour faire sortir des rangs les soldats fatigués ou mutilés, et ne rendant plus d'autre service que celui de stimuler les jeunes soldats par leurs récits militaires. Il faisait régler leur pension, et occuper leur place dans les rangs par des conserits, répétant sans cesse que le trésor de l'armée était assez riche pour payer tous les vieux services, mais que le budget de l'État ne l'était pas assez pour payer des soldats qui ne pouvaient plus servir activement. Songeant aux mérites civils non moins qu'aux mérites militaires, il exigea et obtint une modification à la loi des pensions civiles, loi qui depuis 1789 avait autant varié sous l'influence du caprice populaire, que les récompenses variaient avant cette époque sous l'influence du caprice royal. Du temps de l'Assemblée constituante on avait adopté, pour limite la plus élevée de toute pension civile, 10,000 francs, du temps de la Convention 3,000, du temps du Consulat 6,000. Napoléon voulut que ce terme fût

fixé à 20,000 francs, se réservant de n'en approcher, et de ne l'atteindre, qu'en faveur de services éclatants. C'est la mort de M. Portalis, laissant une veuve sans fortune, qui lui inspira cette pensée, peu dangereuse pour les finances d'un État, et utile pour le développement des talents. Il accorda une pension de 6,000 francs, et une somme de 24,000 francs, à mademoiselle Dillon, sœur du premier officier égorgé dans nos désordres populaires. La mère de l'impératrice, madame de la Pagerie, étant morte à la Martinique, il fit affranchir les nègres et les négresses qui l'avaient servie, doter une jeune fille qui l'avait soignée, placer en un mot dans l'aisance tous ceux qui avaient eu l'honneur d'approcher d'elle.

L'Église, comme tous les serviteurs de l'État, eut part à cette munificence du conquérant. Sur la proposition du prince Cambacérès, qui avait administré temporairement les cultes, pendant l'intervalle écoulé entre la mort de M. Portalis et la nomination de M. Bigot de Préameneu, il établit que le nombre des succursales serait porté de 24,000 à 50,000, afin d'étendre le bienfait du culte à toutes les communes de l'Empire. S'apercevant en outre que la carrière du sacerdoce était moins recherchée qu'autrefois, il accorda 2,400 bourses pour les petits séminaires. Il voulait faire savoir à l'Église que, s'il avait avec son chef quelques différends de nature purement temporelle, il était sous le rapport spirituel toujours aussi disposé à la servir et à la protéger. Dans ce moment il s'occupait, en exécution de la loi de 1806, qui l'autorisait à créer une université, de la fondation de ce grand établissement. Mais cette pensée n'était pas mûre encore, ni chez lui ni autour de lui. Pour le présent il se contenta d'augmenter le nombre des bourses dans les lycées.

Tandis qu'il songeait tant aux autres, il se prêta cependant à une mesure qui semblait n'intéresser que sa gloire personnelle. Il consentit, d'après un vœu que l'attachement sincère chez les uns, l'adulation chez les autres, avaient provoqué, à changer le titre du Code civil, et à l'appeler Code Napoléon. Assurément si jamais titre fut mérité, c'était celui-là, car ce code était autant l'œuvre de Napoléon que les victoires d'Austerlitz et d'Iéna. A Austerlitz, à Iéna, il avait eu des soldats qui lui prêtaient leurs bras, comme dans la rédaction de ce code il avait eu des jurisconsultes qui lui prêtaient leur savoir; mais c'est à la force de sa volonté, à la sûreté de son juge-

ment, qu'était dû l'achèvement de ce grand ouvrage. Et si Justinien, qui, suivant une expression de l'exposé des motifs, *combattait par ses généraux, pensait par ses ministres*, avait pu donner son nom au code des lois romaines, Napoléon avait bien plus le droit de donner le sien au code des lois françaises. D'ailleurs le nom d'un grand homme protège de bonnes lois, autant que de bonnes lois protègent la mémoire d'un grand homme. Rien donc n'était plus juste que cette mesure, et elle fut imaginée, proposée, accueillie par tout ce qui prenait part au gouvernement, presque sans laisser à Napoléon la peine de la désirer et de la demander. En même temps Napoléon écrivait à ses frères et aux princes placés sous son influence, pour les engager à introduire dans leurs États ce code de la justice et de l'égalité civile. Il en avait prescrit l'adoption dans toute l'Italie. Il enjoignit à son frère Louis de l'adopter en Hollande, à son frère Jérôme de l'adopter en Westphalie. Il invita le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, à le mettre en vigueur dans la Pologne restaurée. Déjà on l'étudiait en Allemagne, et, malgré la répugnance que cette contrée devait alors éprouver pour tout ce qui venait de France, tous les cœurs chez elle étaient attirés par l'équité d'un code qui, outre sa précision, sa clarté, sa conséquence, avait l'avantage de rétablir la justice dans la famille, et d'y faire cesser la tyrannie féodale. A Hambourg le Code civil avait été réclamé par le vœu de la population. Il venait d'être mis en pratique à Dantzig. On annonçait qu'il en serait ainsi à Brême, et dans les villes hanséatiques. Le prince primat dans sa principauté de Francfort, le roi de Bavière dans sa monarchie agrandie, l'avaient mis à l'étude, pour l'introduire dans les esprits avant de l'introduire dans les usages. Le grand-duc de Bade venait de l'admettre pour son duché. C'est ainsi que la France dédommageait l'humanité du sang versé pendant la guerre, et compensait un peu de mal fait à la génération présente, par un bien immense assuré aux générations futures.

Tous les genres de gloire seraient par la Providence dispensés à une nation. que cette nation aurait de vifs regrets à concevoir si la gloire des lettres, des sciences, des arts, lui était refusée; et, si les Romains n'avaient eu que le mérite de vaincre le monde, de le civiliser après l'avoir vaincu, de lui donner des lois immortelles, qui, adaptées à nos mœurs, vivent encore dans nos codes; s'ils n'avaient eu que cet éminent mérite,

s'ils n'avaient compté parmi leurs grands hommes Horace, Virgile, Cicéron, Tacite, n'ayant rien fait pour charmer l'humanité, après avoir tant fait pour la dominer, ils laisseraient aux Grecs l'honneur d'en être les délices, et ils occuperaient dans l'histoire de l'esprit humain une place inférieure à celle de ce petit peuple. Mais le génie du gouvernement et de la guerre n'exista jamais sans le génie des lettres, des arts et des sciences, parce qu'il est impossible d'agir sans penser, et de penser sans parler, écrire et peindre.

La France, qui a répandu tant de sang généreux sur tous les champs de bataille de l'Europe, la France a eu aussi cette double gloire, et tandis qu'elle remportait les victoires des Dunes, de Rocroy, elle créait *le Cid* et *Athalie*; elle avait Condé, et Bossuet pour célébrer Condé. Napoléon, dans son immense désir d'être grand, mais de l'être avec la France et par la France, aurait voulu aussi qu'elle eût sous son gouvernement toutes les couronnes, celles de l'intelligence comme celles de la force, et ne renonçait pas à produire des littérateurs, des savants, des peintres, comme il produisait des héros. Mais la volonté peut tout chez les hommes, excepté de changer les temps, et les temps peuvent plus sur le génie des nations que toute la volonté des gouvernements. Charlemagne, si grand qu'il fût, si épris qu'il se montrât des plus nobles études, ne parvint pas à féconder un siècle barbare. Louis XIV, en aimant le génie, quelquefois sans le comprendre, quelquefois même en le maltraitant, n'eut qu'à le laisser faire pour avoir autour de lui le plus beau spectacle que l'esprit humain ait jamais donné, car jamais il n'enfanta des œuvres si grandes et si parfaites. Napoléon aurait eu le temps, qui lui a manqué par sa faute, qu'il n'aurait pas rendu à la nation française la jeunesse d'esprit qui produit *le Cid* et *Athalie*, et certainement lui aurait refusé la liberté qui crée les Cicéron et les Saluste quand elle existe, les Tacite quand elle a cessé d'exister.

La France de 1789 à 1814, éminente dans les sciences, croyant l'être dans les arts du dessin, ne se flattait pas même de l'être dans les lettres. Dans les sciences trois savants illustres, par leurs vastes et nobles travaux, assuraient à leur époque une gloire durable. M. Lagrange, en poussant au delà de ses anciennes limites la science algébrique, donnait au calcul abstrait une nouvelle puissance. M. de Laplace, appliquant cette puissance à l'univers, exécutait la seule chose qui, après

Galilée, Descartes, Kepler, Copernic et Newton, restât à accomplir : c'était de calculer avec une précision encore inconnue les mouvements des corps célestes, et de présenter dans son sublime ensemble le système du monde. Enfin M. Cuvier, appliquant l'observation froide et patiente aux débris dont notre planète est couverte, étudiant, comparant entre eux les cadavres des animaux et des plantes enfouis sous le sol, retrouvait la succession des temps dans celle des êtres, et, en créant l'ingénieuse science de l'anatomie comparée, rendait positive cette belle histoire de la terre, que Buffon avait conjecturée par un effort de génie, et laissée conjecturale, faute de faits suffisamment observés à l'époque où il vivait.

Dans les arts du dessin, une réaction estimable par l'intention s'était opérée contre les goûts du xviii^e siècle. Durant ce siècle efféminé et philosophe, Boucher, le peintre adoré de la Régence, avait d'une main légère tracé sur la toile de licencieuses courtisanes, remarquables non par la beauté, mais par une certaine grâce lascive. Greuze, plus honnêtement inspiré, leur avait opposé des vierges charmantes, peintes avec un pinceau fin et suave. Mais l'art abaissé par Boucher n'avait pas été relevé par Greuze à la dignité de style que Poussin, à défaut de génie, avait su lui conserver. Il n'est permis qu'une fois et qu'à une nation de montrer au monde le génie de Michel-Ange et de Raphaël, mais toutes, quand elles pratiquent les arts, doivent aspirer au moins à la correction, à la noblesse du dessin, et peuvent y arriver par de sévères études. C'est ce que venait d'accomplir le célèbre peintre David. Dégoûté du caractère de l'art au temps de sa jeunesse, il était accouru à Rome, s'y était épris de la beauté touchante, pittoresque et sublime des maîtres italiens, et, sa passion pour le beau s'exaltant peu à peu, il était remonté des Italiens du xv^e siècle aux anciens eux-mêmes, et, au lieu des courtisanes de Boucher, ou des pudiques jeunes filles de Greuze, il avait tracé sur la toile des statues antiques, élégantes mais roides, privées de vie, même de couleur, et, en acquérant un meilleur style de dessin, avait perdu la facilité et l'éclat de pinceau, qui distinguaient encore Boucher et Greuze. C'était une école d'imitation, grave, noble, et sans génie. Un peintre toutefois, M. Gros, échappait à l'imitation des bas-reliefs antiques en peignant médiocrement, mais excité par le spectacle du temps, et entraîné par une sorte de fougue naturelle, il jetait sur la toile des images,

qui vivront probablement par une certaine force d'exécution et un certain éclat de couleur. C'est le style qui assure la durée des œuvres de l'esprit, c'est l'exécution qui assure celle des œuvres de l'art, parce qu'elle est, non pas le seul, mais le plus élevé, mais le plus constant des signes de l'inspiration. Un autre peintre, M. Prudhon, en imitant Corrège par un goût naturel pour la grâce, se donnait quelques apparences d'originalité dans un temps où, si l'on ne peignait des Brutus et des Léonidas, il fallait peindre des grenadiers de la garde impériale. Mais ni M. Gros, ni M. Prudhon, auxquels l'âge suivant a rendu plus de justice, n'inspiraient autant d'enthousiasme que MM. David, Girodet, Gérard. La France croyait presque avoir en eux les égaux des grands maîtres d'Italie. Singulière et honorable illusion d'une nation éprise de tous les genres de gloire, aspirant à les posséder tous, et applaudissant même la médiocrité, dans l'espérance de faire naître le génie !

Dans les lettres la France était plus loin encore de la vraie supériorité. Mais, juge exquis en cette matière, elle ne s'abusait point. Une sorte d'inertie peu ordinaire s'était emparée alors du génie national. On avait vu au xvii^e siècle la France, parée de tout l'éclat de la jeunesse et de la gloire, exceller au plus haut point dans la représentation tragique des passions de l'homme, et dans la représentation comique de ses travers, illustrer la chaire, par une éloquence grave, forte, sublime, inconnue au monde, qui ne l'avait jamais entendue, qui ne l'entendra plus. On l'avait vue dans le xviii^e siècle, changeant soudainement de goût, d'esprit, de croyance, abandonner l'art pour la polémique, attaquer l'autel, le trône, toutes les institutions sociales, et produire une littérature nouvelle, acrimonieuse, véhémente, immortelle aussi, quoique moins belle que la littérature qui s'attache à la peinture du cœur humain. On l'avait vue ainsi varier à l'infini les productions de son esprit, et ne jamais tarir, comme cette fontaine où les anciens faisaient abreuver le génie, et qui versait sur le monde un flot perpétuel. Mais, tout à coup, après une révolution immense, la plus humaine par le but, la plus terrible par les moyens, la plus vaste par ses conséquences, l'esprit français, qui l'avait voulue, appelée et produite, se montrait surpris, troublé, épouvanté de son œuvre, et pour ainsi dire épuisé. La littérature française, à la suite de la révolution de 1789, malgré l'influence de Napoléon, demeurait nulle et sans inspiration. La

tragédie, déjà bien déchue, même lorsque Voltaire peignait dans *Zaïre* les combats de la religion et de l'amour, se trainait, demandant tantôt à la Grèce, tantôt à l'Angleterre, tantôt à Sophocle, tantôt à Shakspeare, des inspirations, qu'il vaut mieux attendre de la nature, qui ne viennent pas quand on les cherche, car le génie vraiment inspiré n'a pas besoin d'excitation étrangère. Sa propre plénitude lui suffit. M. Chénier imitait, en un style noble et pur, la tragédie grecque; M. Ducis, en un style incorrect et touchant, la tragédie anglaise. La comédie, dont M. Picard était alors en France le continuateur le plus renommé, peignait, sans profondeur, mais avec quelque gaieté, des caractères indécis, les grands caractères ayant été tracés pour jamais par Molière, et par un ou deux de ses disciples. La chaire avait perdu son autorité; la tribune était muette. Il n'y avait d'autre éloquence que celle de M. Regnault, exposant en un style brillant et facile les menues affaires du temps, et celle de M. de Fontanes, exprimant quelquefois à la tête des corps de l'État, et en un style correct, élégant et noble, grand de la grandeur des événements plus que de celle de l'écrivain, l'admiration de la France pour les prodiges du règne impérial. L'histoire enfin manquait de liberté, manquait d'expérience, et n'avait pas encore contracté ce goût de recherches qui l'a distinguée depuis.

La littérature française ne retrouvait une originalité véritable, une éloquence touchante, que lorsque M. de Chateaubriand, célébrant les temps d'autrefois, s'adressait, comme nous l'avons dit ailleurs, à cette mélancolie vraie du cœur humain, qui regrette toujours le passé quel qu'il soit, même le moins regrettable, uniquement parce qu'il n'est plus. Cependant le siècle avait un écrivain immortel, immortel comme César : c'était le souverain lui-même, grand écrivain, parce qu'il était grand esprit, orateur inspiré dans ses proclamations, chantre de ses propres exploits dans ses bulletins, démonstrateur puissant dans une multitude de notes émancées de lui, d'articles insérés au *Moniteur*, de lettres écrites à ses agents, qui, sans doute, paraîtront un jour, et qui surprendront le monde autant que l'ont surpris ses actions. Coloré quand il peignait, clair, précis, véhément, impérieux quand il démontrait, il était toujours simple comme le comportait le rôle sérieux qu'il tenait de la Providence, mais quelquefois un peu déclamateur, par un reste d'habitude, particulière

à tous les enfants de la révolution française. Singulière destinée de cet homme prodigieux, d'être le plus grand écrivain de son temps, tandis qu'il en était le plus grand capitaine, le plus grand législateur, le plus grand administrateur! La nation lui ayant, dans un jour de fatigue, abandonné le soin de vouloir, d'ordonner, de penser pour tous, lui avait en quelque sorte, par le même privilège, concédé le don de parler, d'écrire mieux que tous.

Déjà à cette époque, dans cette agitation inquiète d'une littérature vieillie, qui cherche partout des inspirations, une double tendance littéraire se faisait remarquer. Les uns voulaient remonter au xvii^e siècle et à l'antiquité, comme à la source de toute beauté; les autres voulaient demander à l'Angleterre, à l'Allemagne, le secret d'émotions plus fortes : tristes efforts de l'esprit d'imitation, qui change d'objet sans arriver à l'originalité qui lui est refusée! Napoléon, par goût naturel pour le beau pur, et par un instinct de nationalité, repoussait ces tentatives nouvelles, préconisait Racine, Bossuet, Molière, les anciens avec eux, et s'attachait à faire fleurir les études classiques dans l'Université. Enfin cherchant à agir fortement sur l'esprit public, il imagina un moyen, à son avis le plus efficace, de produire de bons ouvrages, c'était de bien donner la réputation, de la donner justement, grandement, avec autorité. Dans un pays libre, des milliers d'écrivains voués à la critique, éclairés ou ignorants, justes ou passionnés, honnêtes ou vils, discutent les œuvres de l'esprit, et puis, après un vain bruit, sont remplacés par le temps, qui prononce de la manière à la fois la plus douce et la plus sûre, en ne parlant plus de certaines œuvres, en parlant encore de certaines autres. Mais la liberté de discussion, Napoléon, en l'accordant pour les lettres, n'était pas même résolu pour elles à la souffrir tout entière; et quant au temps, il était trop impatient pour en attendre les décisions. Il imagina donc de demander à chaque classe de l'Institut des rapports approfondis sur la marche des lettres, des sciences et des arts depuis 1789, en signalant les tendances bonnes ou mauvaises, les œuvres distinguées ou médiocres, en distribuant la louange et le blâme avec une rigoureuse impartialité. Les rapports devaient être délibérés par chacune des classes, pour qu'ils eussent l'autorité d'un arrêt, présentés par l'un des hommes éminents de l'époque, et lus devant l'Empereur au milieu du Conseil d'État, jugeant ainsi du haut du trône, encourageant par cette

attention solennelle les œuvres de l'esprit français.

En conséquence, M. Chénier vint faire devant Napoléon, et dans une séance du Conseil d'État, un rapport simple, ferme, élevé, sur la marche des lettres depuis 1789. Napoléon, après cette lecture, répondit à M. Chénier par ces belles paroles :

« Messieurs les députés de la seconde classe de l'Institut,

« Si la langue française est devenue une langue universelle, c'est aux hommes de génie qui ont siégé, ou qui siègent parmi vous, que nous en sommes redevables.

« J'attache du prix au succès de vos travaux; ils tendent à éclairer mes peuples, et sont nécessaires à la gloire de ma couronne.

« J'ai entendu avec satisfaction le compte que vous venez de me rendre.

« Vous pouvez compter sur ma protection. »

Quand les gouvernements veulent se mêler des œuvres de l'esprit humain, c'est avec cette grandeur qu'ils doivent le faire; et d'ailleurs, à cette manière de distribuer la gloire par une décision de l'autorité publique, Napoléon ajoutait une munificence dont nous avons déjà cité de nombreux exemples, et le plus fécond de tous les encouragements, l'approbation du génie. Dans d'autres séances il entendit M. Cuvier faisant un rapport sur la marche des sciences, M. Dacier sur celle des recherches historiques, et successivement les représentants de toutes les classes sur les objets qui les concernaient. Dans le désir de donner aux arts du dessin une marque non moins élatante d'attention, il se rendit lui-même avec l'Impératrice et une partie de sa cour dans l'atelier du peintre David, afin d'y voir le tableau du Couronnement, et lui adressa après l'avoir vu les paroles les plus flatteuses.

Telles étaient les occupations de Napoléon après son retour de Tilsit; tel est aussi le spectacle que la France présentait sous son règne, soit par l'effet des circonstances, soit par l'influence personnelle qu'il exerçait sur elle. La plupart des résolutions qu'il venait de prendre ne pouvaient se passer du concours du pouvoir législatif. Il y avait plus d'une année qu'il ne l'avait assemblé, et il était impatient de le réunir, autant pour lui présenter les lois de finances, le Code de commerce, les lois relatives aux travaux publics, que pour faire devant les corps de l'État une manifestation européenne. Il avait résolu d'ouvrir la session du Corps législatif le 16 août, lendemain

du 15, destiné à célébrer la Saint-Napoléon. Le 15 fut pour Paris, et pour toute la France, un véritable jour de fête. On était tout plein encore de la joie que la paix avait causée; car, signée à Tilsit le 8 juillet, connue à Paris le 15, il y avait un mois à peine qu'on en jouissait. A cette joie de la paix continentale se joignait l'espérance de la paix maritime. La présence de Napoléon à Paris avait déjà exercé son influence ordinaire. Un mouvement nouveau se communiquait partout. L'argent abondait. Les riches que Napoléon venait de faire construisaient des hôtels élégants, et commandaient pour les orner des ameublements somptueux. Leurs femmes répandaient l'or à pleines mains chez les marchands de luxe. On annonçait un long séjour à Fontainebleau, où toute la haute société de Paris serait conviée, et où l'on donnerait les fêtes dont l'hiver avait été privé. Enfin la gloire nationale, qui touchait vivement les cœurs, contribuait aussi à toutes ces joies, en les relevant. La soirée du 15 août fut éblouissante comme une belle journée. La population entière de Paris était le soir sous les fenêtres du palais, ivre d'enthousiasme, et demandant à voir le souverain glorieux qui avait versé tant de biens, réels ou apparents, sur la France, et qui l'avait surtout rendue si grande. Il faut reconnaître, pour l'honneur de la nature humaine, que ce qui l'attire le plus c'est la gloire. Napoléon n'eût pas été empereur et roi, qu'on aurait voulu voir dans sa personne le plus grand homme des temps modernes. Il parut plusieurs fois, tenant l'Impératrice par la main, à peine discerné au milieu d'un groupe brillant, mais salué et applaudi comme s'il avait été aperçu distinctement. Il voulut lui-même être témoin de plus près de cet enthousiasme populaire, et sortit déguisé avec son fidèle Duroc pour se promener dans le jardin des Tuileries. A la faveur de la nuit et de son déguisement, il put jouir des sentiments qu'il inspirait, sans être reconnu, et il entendit au milieu de tous les groupes son nom prononcé avec reconnaissance et amour. Il s'arrêta dans le jardin pour écouter un jeune enfant qui criait : *Vive l'Empereur!* avec transport. Il saisit ce jeune enfant dans ses bras, lui demanda pourquoi il criait ainsi, et en obtint pour réponse que son père et sa mère lui enseignaient à aimer et à bénir l'Empereur. C'étaient des Bretons, qui, obligés de fuir les horreurs de la guerre civile, avaient trouvé à Paris le repos et l'aisance dans un modeste emploi. Napoléon s'entretint avec eux, et ils ne surent que le lendemain, par une marque

de faveur, devant quel témoin puissant s'était épanchée la naïveté de leurs sentiments.

Le jour suivant, 16, Napoléon se rendit au Corps législatif, entouré de ses maréchaux, suivi par un peuple immense, et trouva le Conseil d'État, le Tribunat réunis aux membres du Corps législatif. M. de Talleyrand, en qualité de vice-grand électeur, présenta au serment les membres récemment élus du Corps législatif; et puis l'Empereur, d'une voix claire et pénétrante, prononça le discours suivant :

« Messieurs les députés des départements au Corps législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon Conseil d'État,

« Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui, la première, se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du Nord.

« Un prince français régnera sur l'Elbe : il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

« La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, l'indépendance qu'elle avait perdue.

« Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de Dantzig, ont recouvré leur patrie et leurs droits.

« Toutes les nations se réjouissent d'un commun accord de voir l'influence malfaisante que l'Angleterre exerçait sur le continent, détruite sans retour.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la Confédération du Rhin; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des Italies, par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations.

« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire.

« Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations. Je n'en saurais avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires, comme sur celle de ses voisins.

« Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi.

« Français, votre conduite dans ces derniers temps où votre Empereur était éloigné de plus de cinq cents lieues, a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais conçue de votre caractère. Je me suis senti fier d'être le premier parmi vous. Si, pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été présent à votre pensée, les marques d'amour que vous m'avez données ont excité constamment mes plus vives émotions. Toutes mes sollicitudes, tout ce qui pouvait avoir rapport même à la conservation de ma personne, ne me touchaient que par l'intérêt que vous y portiez, et par l'importance dont elles pouvaient être pour vos futures destinées. Vous êtes un bon et grand peuple.

« J'ai médité différentes dispositions pour simplifier et perfectionner nos institutions.

« La nation a éprouvé les plus heureux effets de l'établissement de la Légion d'honneur. J'ai créé différents titres impériaux pour donner un nouvel éclat aux principaux de mes sujets, pour honorer d'éclatants services par d'éclatantes récompenses, et aussi pour empêcher le retour de tout titre féodal, incompatible avec nos constitutions.

« Les comptes de mes ministres des finances et du trésor public vous feront connaître l'état prospère de nos finances. Mes peuples éprouveront une considérable décharge sur la contribution foncière.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les travaux qui ont été commencés ou finis; mais ce qui reste à faire est bien plus important encore; car je veux que dans toutes les parties de mon Empire, même dans le plus petit hameau, l'aisance des citoyens et la valeur des terres se trouvent augmentées par l'effet du système général d'amélioration que j'ai conçu.

« Messieurs les députés des départements au Corps législatif, votre assistance me sera nécessaire pour arriver à ce grand résultat, et j'ai le droit d'y compter constamment. »

Ce discours fut écouté avec une vive émotion et applaudi avec transport. Napoléon rentra aux Tuileries accompagné de la même foule, salué des mêmes éris.

Le lendemain et les jours suivants, furent apportées les différentes lois qui fixaient le budget de 1807 à 720 millions en recettes et en dépenses; qui demandaient pour 1808 de simples crédits provisoires, conformément à l'usage du temps; qui pour cette même année 1808 restituaient au pays 20 millions sur la contribution foncière¹; qui réglaient le concours des départements aux grands travaux d'utilité générale, instituaient une Cour des comptes, et devaient enfin composer le Code de commerce. Au Sénat étaient réservées les mesures concernant l'institution des nouveaux titres, l'épuration de la magistrature, la réunion du Tribunal au Corps législatif. Après la présentation de toutes ces lois vint l'exposé de la situation de l'Empire par le ministre de l'intérieur. Quand ce ministre dans un tableau, dont Napoléon avait fourni le fond et presque la forme, eut achevé de peindre l'état florissant de la France, les progrès de son industrie et de son commerce, l'impulsion donnée à tous les travaux, la construction simultanée de canaux, de routes, de ponts, de monuments publics sur toute la surface du territoire, la régularité, l'ordre, l'abondance régnant dans les finances, les efforts déployés pour répandre l'instruction, pour étendre à toutes les communes le bienfait du culte, enfin tant de créations utiles, dont une guerre de géants n'avait pas interrompu le cours, dont elle avait même procuré les moyens, grâce aux tributs levés sur les rois vaincus, M. de Fontanes, président du Corps législatif, répondit par le discours suivant, qu'il avait pu écrire d'avance, car les sentiments qui s'y trouvaient exprimés remplissaient toutes les âmes.

« Monsieur le ministre de l'intérieur, messieurs les conseillers d'État,

« Le tableau que vous avez mis sous nos yeux semble offrir l'image d'un de ces rois pacifiques uniquement occupés de l'administration intérieure au milieu de leurs États; et cependant tous ces travaux utiles, tous ces sages projets qui doivent les perfectionner encore, furent ordonnés et conçus au milieu du bruit des armes, aux derniers confins de la Prusse conquise, et sur les frontières de la Russie menacée. S'il est vrai qu'à cinq cents lieues de la capitale, parmi les soins et les fatigues de la guerre, un héros prépara tant de bienfaits, combien va-t-il les accroître en revenant au

« milieu de nous! Le bonheur public l'occupera tout entier, et sa gloire en sera plus toute chante.

« Nous sommes loin de refuser à l'héroïsme les hommages qu'il obtint dans tous les temps. La philosophie outragea plus d'une fois l'enthousiasme militaire, osons ici le venger.

« La guerre, cette maladie ancienne, et malheureusement nécessaire, qui travailla toutes les sociétés; ce fléau, dont il est si facile de déplorer les effets et si difficile d'extirper la cause, la guerre elle-même n'est pas sans utilité pour les nations. Elle rend une nouvelle énergie aux vieilles sociétés, elle rapproche de grands peuples longtemps ennemis, qui apprennent à s'estimer sur le champ de bataille; elle remue et féconde les esprits par des spectacles extraordinaires; elle instruit surtout le siècle et l'avenir, quand elle produit un de ces génies rares faits pour tout changer.

« Mais pour que la guerre ait de tels avantages, il ne faut pas qu'elle soit trop prolongée, ou des maux irréparables en sont la suite. Les champs et les ateliers se dépeuplent, les écoles où se forment l'esprit et les mœurs sont abandonnées, la barbarie s'approche, et les générations ravagées dans leur fleur voient périr avec elles les espérances du genre humain.

« Le Corps législatif et le peuple français bénissent le grand prince qui finit la guerre avant qu'elle ait pu nous faire éprouver d'aussi désastreuses influences, et lorsqu'elle nous porte au contraire tant de nouveaux moyens de force, de richesses, et de population. La guerre, qui épuise tout, a renouvelé nos finances et nos armées. Les peuples vaincus nous donnent des subsides, et la France trouve des soldats dignes d'elle chez les peuples alliés.

« Nos yeux ont vu les plus grandes choses. Quelques années ont suffi pour renouveler la face du monde. Un homme a parcouru l'Europe en ôtant et en donnant des diadèmes. Il déplace, il resserre, il étend à son choix les frontières des empires: tout est entraîné par son ascendant. Eh bien! cet homme couvert de tant de gloire nous promet plus encore: paisible et désarmé, il prouvera que cette force invincible qui renverse en courant les trônes

¹ J'ai dit ailleurs 15 millions: c'était néanmoins 20 millions, mais les nouveaux centimes imposés pour le concours

des départements aux travaux publics réduisaient ces 20 millions à 15.

« et les empires est au-dessous de cette sagesse
 « vraiment royale qui les conserve par la paix,
 « les enrichit par l'agriculture et l'industrie, les
 « décore par les chefs-d'œuvre des arts, et les
 « fonde éternellement sur le double appui de la
 « morale et des lois. »

Les travaux du Corps législatif commencèrent immédiatement, et se poursuivirent avec le calme et la célérité naturels dans des discussions qui n'étaient que de pure forme; car l'examen sérieux des lois proposées avait eu lieu ailleurs, c'est-à-dire dans les conférences entre le Tribunal et le Conseil d'État. Durant cette courte session, qui le retenait à Paris et différerait son départ pour Fontainebleau, Napoléon célébra le mariage de la princesse Catherine de Wurtemberg avec son frère Jérôme. Cette jeune princesse, douée des plus nobles qualités, belle et imposante de sa personne, fière comme son père, mais douce et dévouée à tous ses devoirs, et destinée à être un jour le modèle des épouses dans le malheur, arriva au château du Raincy près de Paris, le 20 août, un peu troublée de la situation qui l'attendait, dans une cour dont personne en Europe ne niait l'éclat, la puissance, mais qu'on peignait comme le séjour de la force brutale, et dans laquelle ne devait l'accompagner aucun des serviteurs qui l'avaient entourée dès son enfance. Napoléon la reçut le 21 sur la première marche de l'escalier des Tuileries. Elle allait s'incliner devant lui, mais il la recueillit dans ses bras, et la présenta ensuite à l'impératrice, à toute sa cour, et aux députés du nouveau royaume de Westphalie, convoqués à Paris pour assister à cette union. Le lendemain les deux jeunes époux furent civilement unis par l'archichancelier Cambacérès, et le surlendemain ils reçurent dans la chapelle des Tuileries la bénédiction nuptiale du prince primat, qui, toujours aussi attaché à l'Empereur par goût et par reconnaissance, était venu consacrer lui-même la nouvelle royauté allemande, fondée au nord de la confédération, dont il était le chancelier et le président.

Les fêtes célébrées à l'occasion de ce mariage durèrent plusieurs jours, et pendant ce temps Napoléon prépara le départ des nouveaux époux pour la Westphalie. Leur royaume, composé principalement des États du grand-duc de Hesse, détrôné à cause de ses perfidies, devait avoir Cassel pour capitale. Il comprenait, outre la Hesse électorale, la Westphalie et les provinces détachées de la Prusse à la gauche de l'Elbe.

Magdebourg en était la principale forteresse. Il avait encore l'espérance de s'enrichir d'une partie du Hanovre. Le titre de royaume de Westphalie convenait à sa situation géographique, à son étendue, à son rôle dans la Confédération du Rhin. Il avait de plus une sorte de grandeur, et ne rappelait pas, comme aurait fait celui de royaume de Hesse, la dépossession d'une grande famille allemande. Napoléon avait chargé trois conseillers d'État, MM. Siméon, Beugnot et Jollivet, d'aller, sous le titre de régence provisoire, commencer l'organisation administrative de ce royaume, de manière que le prince Jérôme trouvât en arrivant une sorte de gouvernement institué, et après son arrivée de sages conseillers capables de guider son inexpérience. Napoléon le fit partir ensuite avec les instructions qui suivent :

« Mon frère, je pense que vous devez vous
 « rendre à Stuttgart, comme vous y avez été
 « invité par le roi de Wurtemberg. De là vous
 « vous rendrez à Cassel, avec toute la pompe
 « dont les espérances de vos peuples les porte-
 « ront à vous environner. Vous convoquerez les
 « députés des villes, les ministres de toutes les
 « religions, les députés des États actuellement
 « existants, en faisant en sorte qu'il y ait moitié
 « non-nobles et moitié nobles; et devant cette
 « assemblée ainsi composée vous recevrez la
 « constitution et prêterez serment de la mainte-
 « nir, et immédiatement après vous recevrez le
 « serment de ces députés de vos peuples. Les
 « trois membres de la régence seront chargés
 « de vous faire la remise du pays. Ils formeront
 « un conseil privé qui restera près de vous tant
 « que vous en aurez besoin. Ne nommez d'abord
 « que la moitié de vos conseillers d'État; ce
 « nombre sera suffisant pour commencer le tra-
 « vail. Ayez soin que la majorité soit composée
 « de non-nobles, toutefois sans que personne
 « s'aperçoive de cette habituelle surveillance à
 « maintenir en majorité le tiers état dans tous les
 « emplois. J'en excepte quelques places de cour,
 « auxquelles, par suite des mêmes principes, il
 « faut appeler les plus grands noms. Mais que
 « dans vos ministères, dans vos conseils, s'il est
 « possible dans vos cours d'appel, dans vos ad-
 « ministrations, la plus grande partie des per-
 « sonnes que vous emploierez ne soient pas
 « nobles. Cette conduite ira au cœur de la Germa-
 « nie, et affligera peut-être l'autre classe; mais
 « n'y faites pas attention. Il suffit de ne porter
 « aucune affectation dans cette conduite. Ayez
 « soin de ne jamais entamer de discussions, ni

« de faire comprendre que vous attachez tant
 « d'importance à relever le tiers état. Le prin-
 « cipe avoué est de choisir les talents partout où
 « il y en a. Je vous ai tracé là les principes géné-
 « raux de votre conduite. J'ai donné l'ordre au
 « major général de vous remettre le comman-
 « dement des troupes françaises qui sont dans
 « votre royaume. Souvenez-vous que vous êtes
 « Français, protégez-les, et veillez à ce qu'ils
 « n'essuient aucun tort. Peu à peu, et à mesure
 « qu'ils ne seront plus nécessaires, vous renver-
 « rez les gouverneurs et les commandants d'ar-
 « mes. Mon opinion est que vous ne vous pres-
 « siez pas, et que vous écoutiez avec prudence
 « et circonspection les plaintes des villes qui ne
 « songent qu'à se défaire des embarras qu'occa-
 « sionne la guerre. Souvenez-vous que l'armée
 « est restée six mois en Bavière, et que ce bon
 « peuple a supporté cette charge avec patience.
 « Avant le mois de janvier vous devez avoir di-
 « visé votre royaume en départements, y avoir
 « établi des préfets, et commencé votre adminis-
 « tration. Ce qui m'importe surtout, c'est que
 « vous ne différiez en rien l'établissement du
 « Code Napoléon. La constitution l'établit irré-
 « vocablement au 1^{er} janvier. Si vous en retar-
 « diez la mise en vigueur, cela deviendrait une
 « question de droit public; car, si des succes-
 « sions venaient à s'ouvrir, vous seriez embar-
 « rassé par mille réclamations. On ne manquera
 « pas de faire des objections, opposez-y une
 « ferme volonté. Les membres de la régence,
 « qui ne sont pas de l'avis de ce qui a été fait
 « en France pendant la révolution, feront des
 « représentations; répondez-leur que cela ne
 « les regarde pas. Mais aidez-vous de leurs
 « lumières et de leur expérience; vous pour-
 « rez en tirer un grand parti. Écrivez-moi sur-
 « tout très-souvent... Vous trouverez ci-joint la
 « constitution de votre royaume. Cette constitu-
 « tion renferme les conditions auxquelles je re-
 « nonce à tous mes droits de conquête et à mes
 « droits acquis sur votre pays. Vous devez la
 « suivre fidèlement. Le bonheur de vos peuples
 « m'importe, non-seulement par l'influence
 « qu'il peut avoir sur votre gloire et la mienne,
 « mais aussi sous le point de vue du système
 « général de l'Europe. N'écoutez point ceux qui
 « vous disent que vos peuples, accoutumés à la
 « servitude, recevront avec ingratitude vos bien-
 « faits. On est plus éclairé dans le royaume de
 « Westphalie qu'on ne voudrait vous le persua-
 « der, et votre trône ne sera véritablement fondé

« que sur la confiance et l'amour de la popula-
 « tion. Ce que désirent avec impatience les peu-
 « ples d'Allemagne, c'est que les individus qui
 « ne sont point nobles, et qui ont des talents,
 « aient un égal droit à votre considération et
 « aux emplois; c'est que toute espèce de servage
 « et de liens intermédiaires entre le souverain
 « et la dernière classe du peuple soit entière-
 « ment abolie. Les bienfaits du Code Napoléon,
 « la publicité des procédures, l'établissement
 « des jurys, seront autant de caractères distinc-
 « tifs de votre monarchie; et, s'il faut vous dire
 « ma pensée tout entière, je compte plus sur
 « leurs effets pour l'extension et l'affermisse-
 « ment de cette monarchie, que sur le résultat
 « des plus grandes victoires. Il faut que vos peu-
 « ples jouissent d'une liberté, d'une égalité,
 « d'un bien-être inconnus aux autres peuples de
 « la Germanie, et que ce gouvernement libéral
 « produise d'une manière ou d'autre les chan-
 « gements les plus salutaires au système de la
 « Confédération et à la puissance de votre mo-
 « narchie. Cette manière de gouverner sera une
 « barrière plus puissante pour vous séparer de
 « la Prusse que l'Elbe, que les places fortes, et
 « que la protection de la France. Quel peuple
 « voudra retourner sous le gouvernement arbi-
 « traire prussien, quand il aura goûté les bien-
 « faits d'une administration sage et libérale? Les
 « peuples d'Allemagne, ceux de France, d'Italie,
 « d'Espagne, désirent l'égalité et veulent des
 « idées libérales. Voilà bien des années que je
 « mène les affaires de l'Europe, et j'ai eu lieu de
 « me convaincre que le bourdonnement des
 « privilégiés était contraire à l'opinion générale.
 « Soyez roi constitutionnel. Quand la raison et
 « les lumières de votre siècle ne suffiraient pas,
 « dans votre position la bonne politique vous
 « l'ordonnerait... »

La session du Corps législatif, bien qu'il y eût beaucoup de projets à convertir en lois, ne pouvait être longue, grâce, comme nous l'avons déjà dit, aux conférences préalables qui rendaient la discussion publique à peu près inutile et de pur apparat. La seconde moitié du mois d'août et la première moitié de septembre y suffirent. Les travaux de cette session terminés, le sénatus-consulte qui supprimait le Tribunat, et en transférait les attributions et le personnel au Corps législatif, fut porté aux deux assemblées. Il était accompagné d'un discours où l'on rendait hommage aux travaux et aux services du corps supprimé. Le président de ce corps, en recevant

cette communication, prononça de son côté un discours pour remercier le souverain qui reconnaissait les mérites des membres du Tribunal, et leur ouvrait à tous une nouvelle carrière. Après ces vaines formalités, la session fut close, et le caractère légal se trouva imprimé aux dernières œuvres du gouvernement impérial.

Le 22 septembre, la cour partit enfin pour Fontainebleau, où elle devait passer l'automne au milieu des fêtes et d'un faste magnifique. Napoléon y voulut reproduire l'image complète des mœurs de l'ancienne cour. Beaucoup de princes étrangers y avaient été appelés, tels que le prince primat, accouru à Paris pour le mariage du roi et de la reine de Westphalie; l'archiduc Ferdinand, ancien souverain de Toscane et de Salzbourg, actuellement duc de Wurtzbourg, venu dans l'espérance de rétablir la bonne harmonie entre la France et l'Autriche; le prince Guillaume, frère du roi de Prusse, dépêché à Paris pour obtenir la modération des charges imposées à son pays; enfin une multitude de grands personnages français et étrangers. Dans la journée, on chassait, et on forçait à la course les cerfs de la forêt. Napoléon avait prescrit un costume de rigueur pour la chasse, et l'avait imposé aux hommes comme aux femmes. Il ne dédaignait pas de le porter lui-même, s'excusant à ses propres yeux de ces puérilités, par l'opinion que l'étiquette dans les cours, et surtout dans les cours nouvelles, contribue au respect. Le soir, les premiers acteurs de Paris venaient représenter devant lui les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine, de Molière; car il n'admettait à l'honneur de sa présence que les grandes productions, titres immortels de la nation; et comme pour achever cette résurrection des anciennes mœurs, il accorda à certaines dames de la cour, renommées pour leur beauté, des regards qui affligèrent l'impératrice Joséphine, et qui firent tenir sur son compte des discours moins sérieux que ceux dont il était ordinairement l'objet.

Pendant que Napoléon, mêlant à beaucoup d'affaires quelques distractions, attendait à Fontainebleau le résultat des négociations entamées par la Russie avec l'Angleterre, les stipulations de Tilsit occupaient les cabinets, et amenaient dans le monde leurs naturelles conséquences. Le Portugal, obligé de se prononcer, demandait à la cour de Londres la permission de se prêter aux volontés de Napoléon, de manière cependant à froisser le moins possible le commerce britannique, et à épargner aux Anglais comme aux

Portugais la présence d'une armée française à Lisbonne. La cour d'Espagne, soucieuse au plus haut point des conséquences que pouvait avoir sa perfide conduite de l'année dernière, alarmée des pensées que la toute-puissance et le loisir allaient faire naître chez Napoléon, expédiait, comme on l'a vu, auprès de lui, outre son ambassadeur ordinaire, M. de Mazaredo, un ambassadeur extraordinaire, M. de Frias, et de plus un envoyé secret, M. Yzquierdo. Aucun d'eux n'avait réussi à pénétrer l'affreux mystère de son avenir. L'Autriche, regrettant amèrement de n'avoir pas agi dans l'intervalle des deux batailles d'Eylau et de Friedland, profondément inquiétée par les signes d'intelligence que l'on commençait à apercevoir entre les deux empereurs de France et de Russie, se disait que leur alliance, si naturelle quand la France était aux prises avec l'Angleterre sur mer, avec l'Allemagne sur terre, et si redoutable en tout temps pour l'Europe, était peut-être en ce moment tout à fait conclue, et que les provinces du Danube, actuellement occupées par les Russes, seraient selon toute probabilité le prix de la nouvelle union. S'il en était ainsi, les malheurs dont elle avait été frappée en ce siècle allaient être au comble; car en quinze ans, dépouillée des Pays-Bas, de l'Italie, du Tyrol, de la Souabe, rejetée derrière l'Inn, derrière les Alpes Styriennes et Juliennes, il ne pouvait après tant de malheurs lui en arriver qu'un plus grand encore, c'était de voir la Russie établie sur le bas du Danube, la couper de la mer Noire, et l'envelopper à l'orient, tandis que la France l'enveloppait à l'occident. Aussi, dans toutes les cours où les représentants de l'Autriche se rencontraient avec les nôtres, en Espagne, en Italie, en Allemagne, on les voyait inquiets, soupçonneux, fureteurs, chercher par tous les moyens possibles à surprendre le secret de Tilsit, ici le marchander à prix d'argent, là s'efforcer de l'obtenir d'un moment d'abandon, et enfin, quand on refusait de le leur découvrir, le demander avec une ridicule indiscretion. Et tandis qu'ils cherchaient partout à pénétrer les projets de la nouvelle alliance, sans y avoir réussi, à Constantinople ils les donnaient pour complètement découverts, disaient aux Turcs que la France les avait abandonnés, trahis, livrés à la Russie, qu'ils devaient tourner leurs armes contre les Français, continuer les hostilités contre les Russes, et se réconcilier avec les Anglais, qui, ajoutaient-ils, ne seraient pas seuls à les soutenir.

La Prusse, accablée par son malheur, s'inquié-

tant peu des conditions secrètes stipulées à Tilsit, se souciant encore moins de ce que deviendrait en Orient l'équilibre de l'Europe déjà détruit pour elle en Occident, ne songeait qu'à obtenir l'évacuation de son territoire, et à faire réduire les contributions de guerre qui lui avaient été imposées; car, dans l'épuisement où elle se trouvait, toute somme donnée à la France était une ressource de moins pour reconstituer son armée et réparer un jour ses revers.

En Russie, le spectacle était tout autre, et on voyait le souverain, qui avait cherché dans l'alliance française des perspectives de grandeur propres à le dédommager de ses dernières mésaventures, tenter de continuel efforts pour amener la cour, l'aristocratie, le peuple, à ses vues. Mais ayant été seul exposé à Tilsit aux séductions de Napoléon, il ne pouvait pas obtenir qu'on passât aussi vite que lui des fureurs de la guerre aux enchantements d'une nouvelle alliance. Il s'efforçait donc actuellement de persuader à tout le monde qu'en se terminant par un rapprochement avec la France, les choses avaient tourné le mieux possible; que ses derniers ministres, en le brouillant avec cette puissance, l'avaient engagé dans une voie funeste, dont il était sorti avec autant de bonheur que d'habileté; qu'il n'avait dans tout cela commis qu'une erreur, c'était d'avoir cru à la valeur de l'armée prussienne et à la loyauté de l'Angleterre, mais qu'il était bien revenu de cette double illusion; qu'il n'y avait que deux armées en Europe qui méritassent d'être comptées, l'armée russe et l'armée française; qu'il était inutile de les faire battre pour servir la cause d'une puissance perfide et égoïste comme la Grande-Bretagne, et qu'il valait mieux les unir dans un but commun de paix et de grandeur: de paix, si le cabinet de Londres voulait enfin se désister de ses prétentions maritimes; de grandeur, s'il obligeait l'Europe à continuer encore la même vie de tourments et de sacrifices; que dans ce cas il fallait que chacun songeât à soi, à ses propres intérêts, et qu'il était temps que la Russie songeât aux siens. Arrivé à ce point de ses explications, Alexandre, n'osant dévoiler toutes les espérances que Napoléon lui avait permis de concevoir, ni surtout avouer l'existence du traité occulte qu'on s'était promis de tenir entièrement secret, prenait une attitude mystérieuse mais satisfaite, laissait entrevoir tout ce qu'il n'osait pas dire, bien qu'il en fût fort tenté, et, parlant par exemple de la Turquie, déclarait assez ouvertement qu'on allait signer un armistice avec elle,

mais qu'on se garderait d'évacuer les provinces du Danube, qu'on y était pour longtemps, et qu'on ne rencontrerait pas de difficulté à Paris au sujet de cette occupation prolongée.

Ces demi-confidences avaient plutôt excité une curiosité indiscrette et fâcheuse que gagné les esprits aux idées de l'empereur Alexandre. Il était du reste fort secondé par M. de Romanzow, qui savait tout, qui avait servi Catherine, et hérité de son ambition orientale. Le ministre comme le souverain répétait qu'il fallait prendre patience, laisser les événements se dérouler, et qu'on aurait bientôt à donner la plus satisfaisante explication du revirement de politique opéré à Tilsit.

Mais l'empereur n'était pas toujours écouté et obéi. Le public, étranger aux secrets de la diplomatie impériale, froissé des dernières défaites, montrait une attitude triste, et surtout malveillante à l'égard des Français. Les grands en particulier, se rappelant la mobilité de la politique russe sous Paul, commençant à croire que cette mobilité serait la même sous son fils Alexandre, craignaient que l'intimité avec la France ne présageât bientôt la guerre avec l'Angleterre, ce qui les alarmait pour leurs revenus, toujours menacés quand le commerce britannique n'achetait plus leurs produits. Aussi le général Savary, arrivé à Saint-Petersbourg peu de temps après la signature de la paix, y avait-il trouvé l'accueil le plus froid, excepté auprès de l'empereur Alexandre et de deux ou trois familles composant la société intime de ce prince. La catastrophe de Vincennes, que rappelait le général Savary, n'était pas faite assurément pour lui ramener des cœurs que la politique éloignait; mais la vraie cause de l'éloignement général était dans le souvenir d'hostilités récentes, de grandes défaites, sans aucun événement qui pût consoler l'amour-propre national. L'empereur, parfaitement instruit de cette situation, cherchait à rendre le séjour de Saint-Petersbourg supportable, agréable même au général Savary, le comblait de prévenances, l'admettait presque tous les jours auprès de lui, l'invitait fréquemment à sa table, et, dans la crainte des rapports qu'il pourrait adresser à Napoléon, l'engageait à prendre patience, lui disant que tout changerait quand les dernières impressions seraient effacées, et que la France aurait fait quelque chose pour la juste ambition de la Russie. Il ne savait pas jusqu'à quel point le général Savary pouvait être initié au secret de Tilsit, et travaillait à le deviner, pour avoir le plaisir, si le général connaissait ce secret, de

s'entretenir avec lui de ses plus chères préoccupations. L'envoyé français n'était informé qu'en partie, et avait même l'ordre de paraître encore moins informé qu'il ne l'était ; car Napoléon n'avait pas voulu que le jeune empereur, s'entretenant sans cesse des objets qui l'avaient occupé à Tilsit, finît par se confirmer dans ses propres desirs, et par prendre de simples éventualités pour des réalités certaines et prochaines. Le général Savary répondait donc avec une extrême réserve aux insinuations de l'empereur, avec une vive gratitude à ses aimables prévenances, se montrait content, point troublé du désagréable accueil de la société russe, et plein de confiance dans un prompt changement de dispositions. Il avait d'ailleurs, pour se défendre, suffisamment d'esprit, beaucoup d'aplomb, et l'immensité de la gloire nationale, qui permettait aux Français de marcher partout la tête haute.

L'exemple de l'empereur Alexandre, sa volonté fortement exprimée, avaient ouvert au général Savary quelques-unes des plus importantes maisons de Saint-Petersbourg, mais la plupart des grandes familles continuaient à l'exclure ; car Alexandre, maître du pouvoir, ne l'était cependant pas de la haute société, placée sous une autre influence que la sienne. Ayant dû à une catastrophe tragique la possession anticipée du sceptre des czars, ce prince cherchait à dédommager sa mère, descendue avant le temps au rôle de douairière, en lui laissant tout l'extérieur du pouvoir suprême. Cette princesse, vertueuse mais hautaine, se consolait d'avoir perdu avec Paul la moitié de l'empire, par tout le faste de la représentation impériale dont son fils voulait qu'elle fût entourée. Quant à lui, il n'avait point de cour. N'aimant point l'impératrice son épouse, beauté froide et grave, il se hâtait après ses repas de sortir de son palais, pour se livrer ou aux affaires avec les hommes d'État ses confidents, ou à ses plaisirs auprès d'une dame russe dont il était épris. La cour se réunissait chez sa mère. C'est là que se faisaient voir les courtisans aimant à vivre dans la société du souverain, ayant des faveurs à obtenir, ou des remerciements à adresser pour des faveurs obtenues. Tous venaient ou solliciter, ou rendre grâces auprès de l'impératrice mère, comme si elle eût été l'auteur unique des actes du pouvoir impérial. Alexandre lui-même s'y montrait avec l'assiduité d'un fils respectueux, soumis, qui n'aurait pas encore hérité du sceptre paternel. L'impératrice mère chérissait tendrement son fils, ne tenait ni ne souffrait aucun

propos qui pût le contrarier, mais donnait cours à ses propres sentiments, en manifestant à l'égard des Français un éloignement visible. Elle avait donc accueilli le général Savary avec une froide politesse. Celui-ci ne s'en était point ému, mais avait adroitement témoigné au fils qu'aucune de ces circonstances ne lui échappait. Un moment Alexandre, ne se contenant plus, et craignant que, sous ce respect affecté pour sa mère, un étranger, un aide de camp de Napoléon pût ne pas reconnaître le véritable maître de l'empire, saisit la main du général et lui dit : « Il n'y a de souverain ici que moi. Je respecte ma mère, mais tout le monde obéira, soyez-en sûr ; et en tout cas je rappellerai à qui en aurait besoin la nature et l'étendue de mon autorité. » Le général Savary, satisfait d'avoir amené l'empereur à une pareille confiance en piquant son orgueil impérial, s'arrêta, rassuré sur ses dispositions, et sur son zèle à maintenir la nouvelle alliance. Du reste, la cour de l'impératrice mère se montra bientôt, non pas plus polie, car elle n'avait jamais cessé de l'être, mais plus affectueuse. « Attendez, disait sans cesse l'empereur Alexandre au général Savary, ce que fera l'Angleterre. Sachons quel parti elle va prendre ; alors j'éclaterai, et quand je me serai prononcé, personne ne résistera. »

On attendait effectivement avec une vive impatience la conduite qu'allait tenir l'Angleterre. Le traité patent de Tilsit avait été publié. Chacun voyait bien qu'il ne disait pas tout, et que la nouvelle intimité avec la France supposait d'autres stipulations secrètes. Mais enfin, d'après les dispositions patentes de ce traité, et sans aller au delà, on savait que la Russie servirait de médiatrice à la France auprès de l'Angleterre, et la France de médiatrice à la Russie auprès de la Porte. On attendait donc le résultat de cette double médiation.

Fidèle à ses engagements, l'empereur Alexandre, à peine arrivé à Saint-Petersbourg, avait adressé une note au cabinet britannique, pour lui exprimer le vœu du rétablissement de la paix générale, et lui offrir sa médiation, dans le but d'amener un rapprochement entre la France et l'Angleterre. Cette note avait été reçue par l'ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, et par le ministre des affaires étrangères à Londres, avec une froideur qui ne laissait pas beaucoup d'espérance d'accommodement. Les nouveaux ministres anglais, en effet, médiocres disciples de M. Pitt, n'étaient guère enclins à la paix. Leur origine,

leurs relations de parti, leur avènement au ministère, peuvent seuls expliquer la politique qu'ils adoptèrent en cette circonstance décisive.

On se souvient sans doute que, lorsque M. Pitt entra en 1805 dans les conseils de George III, après avoir soutenu en commun avec M. Fox une lutte fort vive contre le ministère Addington, il avait eu ou la faiblesse, ou l'infidélité, d'y rentrer sans M. Fox d'une part, sans ses amis les plus anciens de l'autre, tels que MM. Grenville et Windham. Il était revenu aux affaires avec des hommes nouveaux, qui avaient peu d'importance politique alors, MM. Canning et Castlereagh. Cette conduite envers ses amis anciens ou récents l'avait beaucoup affaibli dans le parlement, et avait rendu son second ministère peu brillant. La bataille d'Austerlitz l'avait rendu mortel. A peine M. Pitt était-il mort, que ses faibles collègues, MM. Canning et Castlereagh, s'étaient crus incapables de tenir tête à des hommes tels que MM. Grenville et Windham, vieux collègues délaissés de M. Pitt, et M. Fox, son illustre et constant rival. Ils s'étaient retirés devant eux en toute hâte, et on avait vu MM. Grenville et Windham rentrer au ministère avec M. Fox. Le sage M. Addington, sous le nom de lord Sydmouth, le célèbre M. Grey, sous le nom de lord Howick, faisaient partie de ce cabinet, qui était une double transaction entre les personnes et entre les opinions. M. Sheridan lui-même s'y était associé en devenant trésorier de la marine. La réapparition de M. Fox au pouvoir, aussi courte que l'avait été celle de M. Pitt, et terminée de même par sa mort, n'avait pas assez duré, comme nous l'avons dit ailleurs, pour amener le rétablissement de la paix. Après les inutiles négociations de lord Yarmouth et de lord Lauderdale à Paris, Napoléon avait envahi la Prusse et la Pologne. Le ministère qu'on appelait Fox-Grenville s'était maintenu après la mort de M. Fox, grâce aux hommes puissants dont il était encore composé, et au système de transaction qu'il avait continué de suivre. A l'intérieur on ménageait les catholiques, à l'extérieur on soutenait la guerre, mais avec une sorte de prudence, en donnant des subsides aux puissances continentales, et en ne risquant les troupes anglaises que dans des expéditions d'un avantage démontré pour la Grande-Bretagne. Les anciens collègues de M. Pitt, fondus avec les anciens amis de M. Fox, affectaient de ne plus faire à la France une guerre de principes, mais d'intérêt. Ils négligeaient ce qui pouvait rappeler la croisade

contre la révolution française, et s'occupaient exclusivement d'étendre dans toutes les mers les conquêtes de l'Angleterre. Pressés par la Prusse et la Russie d'envoyer des troupes sur le continent, soit à Dantzic, pour opérer une diversion sur les derrières de Napoléon, ils avaient toujours différé, tantôt sous le prétexte de l'Irlande, qui exigeait des troupes pour la garder, tantôt sous le prétexte de la flottille de Boulogne, qui n'avait pas cessé d'être armée, et, pendant ce temps, ils avaient fait des expéditions lointaines et conçues dans le seul intérêt de l'Angleterre. Ainsi, ils avaient pris le cap de Bonne-Espérance sur les Hollandais. Du cap de Bonne-Espérance, ils s'étaient reportés sur les bords de la Plata, et avaient essayé un coup de main contre Montevideo et Buenos-Ayres. L'inertie du gouvernement espagnol et la lâcheté de ses commandants avaient permis aux Anglais de pénétrer dans Buenos-Ayres, et de s'emparer de cette métropole de l'Amérique du Sud. Mais un Français, M. de Liniers, passé depuis la guerre d'Amérique au service d'Espagne, avait rallié les troupes et la population espagnoles, et avait chassé les Anglais de Buenos-Ayres, après leur avoir imposé une capitulation affligeante pour leur gloire. A Montevideo également, après être entrés et sortis, les Anglais avaient été obligés de s'éloigner de la ville, et ils occupaient quelques îles à l'embouchure de la Plata. La Méditerranée était devenue aussi le théâtre de leurs expéditions ambitieuses. Ils avaient, on s'en souvient, forcé les Dardanelles, sans résultat pour eux, et fait en Égypte une descente, qui, après un échec devant Rosette et Alexandrie, avait été suivie de leur retraite. A toutes ces entreprises, les Anglais avaient gagné le Cap, l'île de Curaçao, et l'animadversion de leurs alliés, qui se disaient abandonnés.

Telle était la situation du ministère Grenville lorsque, en mars 1807, une question se présenta inopinément, qui mit les principes modérés de ce ministère en opposition avec les principes religieux du vieux George III. Une fois déjà ce prince dévot avait poussé l'entêtement contre les catholiques d'Irlande jusqu'à se séparer de M. Pitt, plutôt que d'accorder un commencement d'émancipation. La même cause devait le séparer des collègues et successeurs de M. Pitt. Les Irlandais servaient bien dans l'armée anglaise, et dans un moment où la lutte avec la France prenait un nouveau caractère d'acharnement, il était politique de satisfaire ces braves militaires en

leur permettant d'arriver aux mêmes grades que les officiers anglais, et de rattacher ainsi les catholiques à la couronne d'Angleterre par un premier acte de justice. Une loi avait donc été projetée en ce sens par le ministère, et, grâce à l'obscurité de cette loi, obscurité calculée de la part des ministres qui l'avaient rédigée, George III, la comprenant mal, avait consenti à ce qu'elle fût présentée. Mais à peine l'avait-elle été que les ennemis du cabinet, qui n'étaient autres que les personnages secondaires dont M. Pitt s'était entouré lors de son dernier ministère, avaient par des intrigues secrètes éveillé les scrupules du vieux roi, et fait parvenir jusqu'à lui des explications qui donnaient à la loi une gravité dont il ne s'était pas douté d'abord. George III avait alors voulu qu'elle fût retirée. Lord Grenville, lord Howick (M. Grey), s'étaient résignés avec peine à cette démarche humiliante, en déclarant au roi que les concessions qu'on refusait actuellement aux Irlandais, il faudrait les leur accorder un peu plus tard ; à quoi George III avait répliqué en exigeant qu'on lui promît de ne plus rien proposer de semblable à l'avenir. Devant cette royale exigence, MM. Grenville, Grey, et leurs collègues s'étaient retirés en mars 1807. Le faible personnel ministériel qui avait entouré M. Pitt était alors rentré au ministère, sous la présidence du vieux duc de Portland, ancien whig, qui n'avait plus aucune signification politique à cause de son grand âge, et qui n'était appelé que pour conserver au nouveau cabinet quelque apparence de la politique de transaction. MM. Canning, Castlereagh, Perceval, membres principaux de ce ministère, étaient poursuivis à juste titre de la qualification de complaisants du roi, profitant des faiblesses royales pour se substituer aux hommes les plus considérables et les plus capables de l'Angleterre. De violentes discussions dans les deux Chambres les ayant constitués presque en minorité, ils avaient osé menacer le parlement de dissolution, et avaient fini par le dissoudre, forts qu'ils étaient de l'appui de George III. Les élections avaient eu lieu en juin 1807, au cri d'*à bas les papistes!* cri qui trouve toujours beaucoup d'échos en Angleterre. Secondés par le fanatisme populaire, qui allait jusqu'à croire que le Pape venait de débarquer en Irlande, des ministres sans considération, défenseurs d'une détestable cause, avaient obtenu une majorité considérable. Tels étaient les hommes qui gouvernaient en ce moment l'Angleterre.

Ces nouveaux venus, à qui la fortune desti-

nait plus tard l'honneur, qu'ils n'avaient pas mérité, de recueillir le fruit des efforts de M. Pitt, voulaient naturellement se distinguer de leurs prédécesseurs, et, ces prédécesseurs ayant cherché à tempérer la politique de M. Pitt, ils devaient, eux, chercher à l'exagérer. Ils avaient d'abord pris l'engagement, qu'on leur avait fort amèrement reproché, de ne rien proposer au roi pour les catholiques ; et quant à la politique extérieure, ils affectaient un grand zèle pour les alliés de l'Angleterre, indignement abandonnés, disaient-ils, par MM. Grenville, Windham, Grey.

Ils s'étaient hâtés de promettre des expéditions sur le continent, et, bien qu'entrés au ministère en mars, ils eussent pu, en avril, mai et juin, apporter aux puissances belligérantes d'utiles secours, puisque Dantzig ne s'était rendu que le 26 mai, il n'avaient rien fait, soit incapacité, soit préoccupation des affaires intérieures ; préoccupation qui devait être grande, car ils avaient alors à dissoudre le parlement et à le convoquer de nouveau. Quoi qu'il en soit, après avoir rassemblé une flotte considérable aux Dunes, et réuni sur ce point de nombreuses troupes d'embarquement, leur coopération à la guerre continentale s'était bornée à l'envoi d'une division anglaise à Stralsund. La nouvelle de la bataille de Friedland et de la paix de Tilsit les avait glacés d'effroi, pour leur pays et surtout pour eux-mêmes ; car, après avoir critiqué avec une extrême vivacité l'inaction de leurs prédécesseurs, ils étaient exposés à s'entendre reprocher bien plus justement leur inertie pendant les trois mois décisifs d'avril, mai et juin 1807. Il fallait donc à tout prix tenter quelque entreprise qui frappât l'opinion publique, qui fit tomber le reproche d'inaction, qui, utile ou inutile, humaine ou barbare, fût assez spécieuse, assez éclatante, pour occuper les esprits mécontents et alarmés.

Dans cette situation, ils résolurent une entreprise qui a longtemps retenti dans le monde comme un attentat envers l'humanité, entreprise non-seulement odieuse, mais très-mal calculée au point de vue de l'intérêt britannique. Cette entreprise n'était autre que la fameuse expédition contre le Danemark, imaginée pour le violenter, et pour l'obliger à se prononcer en faveur de l'Angleterre. Tristes imitateurs de M. Pitt, les ministres anglais voulaient renouveler contre Copenhague le coup d'éclat au moyen duquel l'Angleterre avait en 1801 dissous la coalition

des neutres. Mais lorsque le ministère Addington, alors inspiré par M. Pitt, avait frappé Copenhague en 1801, c'était pour rompre une coalition dont le Danemark faisait publiquement partie; c'était un acte de guerre opposé à un acte de guerre; c'était une opération téméraire mais habile dans sa témérité, cruelle dans ses moyens mais nécessaire. En 1807, au contraire, il n'y avait ni prétexte, ni justice, ni habileté à attaquer le Danemark. Cet État, scrupuleusement neutre, avait apporté un soin extrême à maintenir sa neutralité. Il avait, par une malheureuse habitude de prendre plus de précautions contre la France que contre l'Angleterre, placé toute son armée le long du Holstein, s'exposant, comme on l'avait vu à Lubeck, à une collision avec les troupes françaises, plutôt que de laisser franchir la ligne de ses frontières. Sa diplomatie avait agi comme son armée, et il avait toujours manifesté à l'égard de la France une susceptibilité ombrageuse. Dans le moment même il ne venait pas, ainsi que le prétendirent mensongèrement les ministres anglais, de traiter avec la Russie et la France, et de stipuler son adhésion à la nouvelle coalition continentale. Loin de là, il venait de protester encore une fois de son désir de conserver la neutralité, bien que Napoléon lui fit déclarer avec ménagement, mais avec résolution, que lorsque l'Angleterre se serait expliquée relativement à la médiation russe, il faudrait enfin prendre un parti, et se prononcer pour ou contre les oppresseurs des mers. Si les ministres anglais avaient en cette circonstance agi habilement, ils auraient laissé à Napoléon le rôle odieux de contraindre le Danemark à se prononcer, et envoyé une flotte dans le Cattégat; puis, les Français approchant, ils auraient secouru Copenhague, et seraient devenus, en secourant cette capitale, les maîtres légitimes de la marine danoise, des deux Belts et du Sund. A une époque où l'Europe, déjà lasse de souffrir pour la querelle de la France et de l'Angleterre, était disposée à juger sévèrement celui des deux adversaires qui aggraverait les maux de la guerre, cette conduite amicale et secourable pour le Danemark était la seule à suivre. La conduite contraire donnait le Danemark à Napoléon, épargnait à celui-ci l'embarras d'exercer lui-même une contrainte tyrannique, et l'enlèvement de quelques carcasses de vaisseaux sans un matelot n'était pour les Anglais qu'un acte infructueux de pillage, acte d'autant plus impolitique et odieux qu'on ne pouvait le consommer que par un moyen abominable, celui

de bombarder une population de femmes, d'enfants et de vieillards.

Supposez que des ministres éclairés, placés dans une position simple, eussent alors dirigé la politique de l'Angleterre, le choix n'eût pas été douteux, et la conduite qui aurait consisté à aider le Danemark dans sa résistance contre Napoléon eût certainement prévalu. Mais MM. Canning, Castlereagh, Perceval étaient, avec plus ou moins de talent oratoire, des politiques médiocres, et des ministres plus préoccupés de leur intérêt que de celui de leur pays; ils crurent qu'une répétition du coup d'éclat de 1801 leur était actuellement nécessaire, et ils se montrèrent en ceci tristement imitateurs de la politique de M. Pitt, et qui dit imitateur dit corrupteur, car tout imitateur corrompt ce qu'il imite en l'exagérant.

A peine avait-on la nouvelle de la paix de Tilsit, que le cabinet anglais, alléguant faussement la connaissance acquise par des communications secrètes d'une stipulation qui tendait, disait-il, à soumettre le Danemark à la coalition continentale, résolut d'envoyer une puissante expédition devant Copenhague, pour s'emparer de la flotte danoise, sous prétexte qu'enlever à Napoléon les ressources maritimes du Danemark n'était de la part de l'Angleterre qu'un acte de légitime défense. Cette résolution prise, le cabinet anglais donna immédiatement les ordres nécessaires. Déjà les troupes et la flotte étaient prêtes aux Dunes, et il ne restait qu'à mettre à la voile. Depuis l'échec essuyé devant Constantinople, il était établi dans les conseils de l'amirauté que toute expédition maritime devait être entreprise avec des troupes de débarquement. Conformément à cette opinion, on avait réuni 20,000 hommes aux Dunes, lesquels, joints aux troupes anglaises envoyées à Stralsund, allaient former une armée de 27,000 à 28,000 hommes sous les murs de Copenhague. Les procédés devaient être dignes du but. Profitant de ce que le Danemark avait toutes ses troupes, non dans les îles de Seeland et de Fionie, mais sur la frontière du Holstein, on voulait jeter une division navale dans les deux Belts, intercepter ces passages, empêcher ainsi que l'armée danoise ne revint au secours de Copenhague, puis débarquer 20.000 hommes autour de cette capitale, l'investir, la sommer, et, si elle refusait de se rendre, la bombarder jusqu'à la détruire. Ce plan d'attaque, fondé sur le défaut de préparatifs du côté de la mer, et sur la réunion de toutes les forces da-

noises du côté de la terre, était la complète démonstration de la bonne foi du Danemark, et de l'indigne mauvaise foi du cabinet britannique. Sir Home Popham, fort compromis dans l'insuccès de la tentative sur Buenos-Ayres, et fort impatient de se réhabiliter, avait beaucoup contribué à la conception du plan, et contribua beaucoup aussi à son exécution.

C'est dans ces circonstances que parvinrent à Londres l'offre de la médiation russe et la proposition de traiter d'un rapprochement avec la France. On était beaucoup trop engagé dans un système d'hostilités acharnées, beaucoup trop alléché par l'espérance d'une expédition éclatante, pour écouter aucune proposition pacifique. On résolut donc de faire une réponse évasive, hypocritement calculée, qui, sans interdire tout rapprochement ultérieur, laissât pour le moment la liberté de continuer l'entreprise commencée. En conséquence, on adressa à la Russie une note, dans laquelle, parodiant l'ancien langage de M. Pitt, on disait comme lui qu'on était tout prêt à la paix, mais qu'elle avait toujours manqué par la mauvaise foi de la France, et que, ne voulant pas, après tant de négociations infructueuses, donner dans un nouveau piège, on désirait savoir sur quelles bases la Russie devenue médiatrice avait mission de traiter. C'était une réponse dilatoire, mais dont les actes postérieurs allaient fournir une interprétation cruellement négative.

L'amiral Gambier, commandant la flotte anglaise, et le lieutenant général Cathcart, commandant les troupes de débarquement, mirent à la voile en plusieurs divisions, vers les derniers jours de juillet. L'expédition partie des divers ports de la Manche se composait de vingt-cinq vaisseaux de ligne, quarante frégates, trois cent soixante et dix-sept bâtiments de transport. Elle portait environ 20,000 hommes, et devait en trouver 7,000 ou 8,000 revenant de Stralsund. La flotte de guerre précédait la flotte de transport, afin d'envelopper l'île de Seeland, et d'empêcher le retour des troupes danoises vers Copenhague. Cette flotte était le 1^{er} août dans le Cattégat, le 5 à l'entrée du Sund. Avant de s'engager dans le Sund, l'amiral Gambier avait détaché, sous le commodore Keats, une division de frégates et de bricks, avec quelques vaisseaux de soixante et quatorze tirant peu d'eau pour envahir les deux Belts, et y établir une croisière qui ne permit pas le passage d'un seul homme de la terre ferme dans l'île de Fionie, et de l'île

de Fionie dans celle de Seeland. Cette précaution prise, la flotte franchit le Sund sans résistance, parce que le Danemark ne savait rien, et que la Suède savait tout. Elle jeta l'ancre dans la rade d'Elseneur, près de la forteresse de Kronenbourg restée silencieuse, et elle dépêcha un agent anglais pour adresser une sommation au prince royal de Danemark, alors régent du royaume. L'agent choisi était digne de la mission. C'était M. Jackson, qui avait été autrefois chargé d'affaires en France, avant l'arrivée de lord Whitworth à Paris, mais qu'on n'avait pas pu y laisser, à cause du mauvais esprit qu'il manifestait en toute occasion. Il ne rencontra pas le prince royal à Copenhague, et alla le chercher à Kiel, dans le Holstein, résidence qu'occupait en ce moment la famille royale. Introduit auprès du régent, il alléguait de prétendues stipulations secrètes, en vertu desquelles le Danemark devait, disait-on, de gré ou de force, faire partie d'une coalition continentale contre l'Angleterre; il donna comme raison d'agir la nécessité où se trouvait le cabinet britannique de prendre ses précautions pour que les forces navales du Danemark et le passage du Sund ne tombassent pas au pouvoir des Français, et en conséquence il demanda, au nom de son gouvernement, qu'on livrât à l'armée anglaise la forteresse de Kronenbourg qui commande le Sund, le port de Copenhague, et enfin la flotte elle-même, promettant de garder le tout en dépôt, pour le compte du Danemark, qui serait remis en possession de ce qu'on allait lui enlever, dès que le danger serait passé. M. Jackson assura que le Danemark ne perdrait rien, que l'on se conduirait chez lui en auxiliaires et en amis, que les troupes britanniques payeraient tout ce qu'elles consommeraient. « Et avec quoi, répondit le prince indigné, payeriez-vous notre honneur perdu, si nous adhérons à cette infâme proposition?... » Le prince continuant, et opposant à cette perfide agression la conduite loyale du Danemark, qui n'avait pris aucune précaution contre les Anglais, qui les avait toutes prises contre les Français, ce dont on abusait pour le surprendre, M. Jackson répondit à cette juste indignation avec une insolente familiarité, disant que la guerre était la guerre, qu'il fallait se résigner à ses nécessités, et céder au plus fort quand on était le plus faible. Le prince congédia l'agent anglais avec des paroles fort dures, et lui déclara qu'il allait se transporter à Copenhague, pour y remplir ses devoirs de prince et de citoyen danois. Il s'y rendit en effet, annonça par une procla-

mation les dangers dont le pays était menacé, adressa un appel patriotique à la population, et prescrivit toutes les mesures que le temps et l'investissement inopiné de l'île de Seeland permettaient de prendre, investissement qui était déjà devenu si étroit que le prince avait eu lui-même la plus grande difficulté à traverser les deux Belts. Malheureusement les moyens de défense étaient loin de répondre aux besoins à Copenhague, car il y avait à peine 5,000 hommes de troupes dans la ville, dont 5,000 de troupes de ligne, 2,000 de milice assez bien organisée. On y ajouta une garde civique de 3,000 à 4,000 bourgeois et étudiants. On embossa comme en 1801 tout ce qu'on avait de vieux vaisseaux, en dehors des passes, de manière à couvrir la ville, du côté de la mer, avec des batteries flottantes. On abrita soigneusement dans l'intérieur des bassins la flotte, objet de la prédilection et de l'orgueil des Danois; et enfin, du côté de terre, on éleva des ouvrages à la hâte, car on savait que les Anglais amenaient une armée de débarquement, et de toutes parts on mit en batterie la grosse artillerie dont les arsenaux danois étaient abondamment pourvus. Mais si de tels moyens suffisaient à empêcher une prise d'assaut, ils étaient loin de suffire contre le danger d'un bombardement. Il aurait fallu, pour tenir l'ennemi à une distance qui rendit tout bombardement impossible, ou des ouvrages extérieurs que le Danemark, comptant sur la position insulaire de sa capitale, n'avait jamais songé à construire, ou une armée de ligne que sa loyauté l'avait porté à placer sur sa frontière de terre. Quoi qu'il en soit, le prince, après avoir fait les dispositions que comportait l'urgence des circonstances, laissa un brave militaire, le général Peymann, pour commander la ville de Copenhague, avec ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Comme il existait dans l'étendue même de l'île de Seeland, et par conséquent en dedans des Belts, une population assez nombreuse qui pouvait fournir quelques mille hommes de milice, il ordonna au général Castenskiod de réunir cette milice en toute hâte, et de l'introduire, s'il était possible, dans Copenhague avant l'investissement de cette ville. Quant à lui, il sortit de la place, et courut de sa personne dans le Holstein, pour rassembler l'armée disséminée sur la frontière et la conduire au secours de la capitale, si on parvenait à franchir les Belts.

Pendant ce temps l'envoyé anglais, ayant rejoint

la flotte, prescrivit à la légation anglaise de sortir de Copenhague, et donna à l'amiral Gambier ainsi qu'au général Cathcart le signal de l'exécution épouvantable préparée contre une cité dont tout le crime consistait dans la possession d'une flotte que les ministres anglais avaient besoin de conquérir pour relever leur situation dans le parlement. Les pourparlers avec le gouvernement danois, la nécessité de laisser arriver la flotte de transport, partie plus tard que la flotte de guerre, l'attente d'un vent favorable, avaient retardé jusqu'au 15 août les opérations de l'amiral Gambier. Le 16, il prit terre sur un point de la côte appelé Webeck, à quelques lieues au nord de Copenhague, et y débarqua environ vingt mille hommes, la plupart Allemands au service de l'Angleterre. La division des troupes de Stralsund devait débarquer au midi vers Kiøge. Rassurés par la présence dans les Belts de la division de bâtiments légers du commodore Keats, ils commencèrent en sécurité leur criminelle entreprise. Les Anglais savaient bien qu'ils ne parviendraient pas, même avec 50,000 hommes, à emporter d'assaut une place où se trouvaient de 8,000 à 9,000 défenseurs, dont 5,000 de troupes réglées, et une population de marins fort braves. Mais ils comptaient sur les moyens de destruction dont ils pouvaient disposer, grâce à l'immense quantité de grosse artillerie transportée sur leurs vaisseaux. Ils avaient même, pour être plus assurés du succès, amené avec eux le colonel Congrève, qui devait faire pour la première fois l'essai de ses formidables fusées. En conséquence leur opération ne consista point en travaux réguliers d'approche, mais dans l'établissement solide et bien protégé de quelques batteries incendiaires. Il régnait autour de Copenhague une espèce de lac de forme allongée, qui embrassait presque toute la portion de l'enceinte du côté de terre. Ils prirent position derrière ce lac, et s'y retranchèrent. Couverts ainsi du côté de la place contre les sorties des assiégés, ils cherchèrent à se couvrir du côté de la campagne par une seconde ligne de contrevallation, afin de tenir en respect soit les milices de la Seeland, réunies sous le général Castenskiod, soit les troupes régulières elles-mêmes, s'il en était quelques-unes qui pussent repasser les Belts. Après s'être solidement établis, ils commencèrent à construire leurs batteries incendiaires, s'abstenant d'en faire usage avant qu'elles fussent complètement armées et en état d'ouvrir un feu destructeur. Pendant qu'ils travaillaient ainsi,

leur flotte s'était approchée du côté de la mer, et des escarmouches fort vives avaient lieu sur les deux éléments entre les assiégés et les assiégeants. Une flottille danoise, armée à la hâte, disputait avec avantage à la flottille anglaise les passes étroites par lesquelles on peut approcher de Copenhague, tandis que les troupes de ligne, enfermées dans la ville, exécutaient des sorties fréquentes contre les troupes du général Cathcart. N'ayant malheureusement que deux points d'attaque à choisir, aux deux extrémités du lac qui les séparait de l'ennemi, les Danois trouvaient, quand ils essayaient des sorties, la totalité des forces anglaises réunies sur ces deux points, et n'étaient pas assez nombreux pour y forcer les lignes des assiégeants. Chaque fois ils étaient obligés de reculer, après avoir tué quelques hommes, et en avoir perdu beaucoup plus qu'ils n'en avaient tué, à cause du désavantage de la position.

Les Anglais attendaient, pour en finir, l'arrivée de la seconde division qui était devant Stralsund. Les Suédois, excités par eux, ayant repris les hostilités, le maréchal Brune venait d'entreprendre le siège de cette place avec 38,000 hommes de troupes, et tout le matériel de siège dont la prise de Dantzic, la cessation des hostilités devant Colberg, Mariembourg et Graudenz, avaient rendu l'usage à l'armée française. Le maréchal Brune était accompagné du général du génie Chasseloup, le même qui avait tant contribué à la prise de Dantzic. Cet habile officier, possédant cette fois tous les moyens dont la réunion n'avait été que successive devant la place de Dantzic, s'était promis de faire du siège de Stralsund un modèle de précision, de vigueur et de promptitude. Il avait préparé trois attaques, mais avec la résolution de ne rendre sérieuse que l'une des trois : celle qui, dirigée vers la porte de Knieper au nord, pouvait amener la destruction de la flotte suédoise. Ayant ouvert la tranchée sur tous les points à la fois, malgré les feux de la place, il avait en quelques jours établi et armé ses batteries, et commencé une attaque si terrible, que le général ennemi, quoiqu'il eût 15,000 Suédois et 7,000 à 8,000 Anglais, soit dans la place, soit dans l'île de Rugen, s'était vu contraint d'envoyer un parlementaire, et de livrer Stralsund le 21 août.

Pendant ce siège, conduit par les Français avec une bravoure et une habileté dignes d'admiration, le général Cathcart avait attiré à lui la division des troupes anglaises chargée de coopérer avec les Suédois. Il venait de la débarquer à

Kiøge, et dès ce moment il avait tellement enfermé la ville de Copenhague dans une double ligne de contrevallation, qu'il était en mesure de détruire cette ville infortunée sans avoir à craindre les effets de son désespoir. Rien n'est plus légitime qu'un siège. Rien n'est plus barbare qu'un bombardement, quand l'une de ces nécessités impérieuses de guerre qui justifient tout ne le rend pas excusable. Et quelle nécessité pour justifier l'atroce exécution préparée par les Anglais, que celle de piller une flotte et un arsenal réputé fort riche !

Néanmoins le 1^{er} septembre le général Cathcart, ayant en batterie 68 bouches à feu, dont 48 mortiers et obusiers, somma Copenhague, dans un langage dont la feinte humanité ne pouvait tromper personne. Il demandait qu'on lui livrât le port, l'arsenal et la flotte, menaçant, si on les refusait, d'incendier la ville, et ajoutant à sa sommation de vives instances pour qu'on le dispensât d'employer des moyens qui répugnaient, disait-il, à son cœur. Le général Peymann ayant répondu négativement, le 2 septembre au soir, un feu épouvantable d'obus, de bombes, de fusées à la Congrève, éclata sur la malheureuse capitale du Danemark. Les barbares auteurs de cette entreprise n'avaient pas même l'excuse de leur propre danger, car ils étaient couverts de manière à ne pas perdre un seul homme. Après avoir continué cette cruauté pendant toute la nuit du 2 septembre et une partie de la journée du 3, le général anglais suspendit le feu pour voir si la place se rendrait. L'incendie s'était déclaré dans divers quartiers; des centaines de malheureux avaient péri; plusieurs grands édifices étaient en flammes; la population valide, employée à verser les eaux de la Baltique sur les quartiers incendiés, était exténuée de fatigue. Le général Peymann, le cœur déchiré par ce spectacle, gardait un morne silence, attendant pour se rendre que l'humanité fit taire l'honneur. Insensibles à tant de maux, les Anglais recommencèrent à tirer le 3 au soir, soutinrent leur feu toute la nuit, toute la journée du lendemain, sauf une courte interruption, et persistèrent dans cette barbarie jusqu'au 5 au matin. Il n'était pas possible de laisser plus longtemps exposée à de tels ravages une population de 100,000 âmes. Près de 2,000 individus, hommes, femmes, enfants, vieillards, avaient succombé. Une moitié de la ville était en flammes; les plus belles églises étaient en ruine; le feu avait atteint l'arsenal. Le général Peymann blessé, ne

résistant pas aux scènes horribles qu'il avait sous les yeux, céda enfin aux menaces d'une destruction totale, que renouvelait le général anglais, et livra Copenhague à ses barbares conquérants. La capitulation fut signée le 7. Elle accordait aux Anglais la forteresse de Kronenbourg, la ville de Copenhague et l'arsenal, avec faculté de les occuper pendant six semaines, temps jugé nécessaire pour équiper la flotte danoise et l'emmener en Angleterre. Cette flotte était livrée à l'amiral Gambier, sous condition de la restituer à la paix.

Cette capitulation signée, les Anglais entrèrent à Copenhague, et leurs marins se précipitèrent dans l'arsenal. Aucun spectacle, depuis leur entrée à Toulon, n'était comparable à celui qu'ils offrirent en cette occasion. En présence d'une population au désespoir, qui voyait ses habitations ravagées, qui comptait dans son sein des milliers de victimes mortes ou mourantes, qui, outre ses malheurs privés, sentait vivement les malheurs publics, car la perte de la marine danoise semblait à chacun la ruine de sa propre existence; en présence de cette population désolée, les matelots anglais, descendus en grand nombre à terre, se ruèrent sur l'arsenal avec une brutalité inouïe. L'usage anglais d'accorder aux marins une grande part de la valeur des prises, ajoutant à leur haine contre toutes les marines européennes le stimulant de l'avidité personnelle, officiers et matelots déployèrent une ardeur, une activité extraordinaires à mettre à flot tout ce que Copenhague renfermait de bâtiments en état de naviguer. On y comptait seize vaisseaux de ligne, une vingtaine de bricks et frégates capables de servir, avec le grément déposé dans des magasins fort bien tenus. En quelques jours ces quarante et quelques bâtiments étaient grésés, équipés et sortis des bassins. Le zèle destructeur des marins anglais ne se borna pas à cet enlèvement. Il y avait deux vaisseaux en construction, ils les démolirent. Tout ce qui se trouvait dans l'arsenal de bois, de munitions navales, fut transporté à bord de l'escadre danoise ou de l'escadre anglaise. Ils prirent jusqu'aux outils des ouvriers, et détruisirent tout ce qu'ils ne purent enlever. Une moitié des équipages anglais fut ensuite placée à bord des vaisseaux danois pour les manœuvrer, et l'expédition entière, tant la flotte conquérante que la flotte conquise, sortit des passes, ayant soin de rembarquer à la hâte l'armée qu'elle avait mise à terre, laquelle ne se croyait plus en sûreté dans une ville qu'elle avait ensanglantée, et à l'appro-

che des Français qui allaient arriver en toute hâte pour venger un tel attentat. En passant devant Webeck, Kronenbourg, et tous les points de la côte, cet immense armement naval recueillit les troupes anglaises, puis il fit voile vers les côtes d'Angleterre.

Il serait impossible d'exprimer la sensation que produisit en Europe l'acte inouï que venait de se permettre, non pas la nation anglaise, qui blâma sévèrement cet acte, mais le ministère de MM. Canning et Castlereagh. L'indignation fut générale tant chez les amis de la France, peu nombreux alors, car elle avait trop de succès pour avoir beaucoup d'amis, que chez ses ennemis les plus décidés. Il n'existait pas une nation plus estimée que la nation danoise. Sage, modeste, laborieuse, appliquée à son commerce sans chercher à nuire à celui d'autrui, s'attachant à maintenir scrupuleusement sa neutralité au milieu d'une guerre acharnée, et, quoique inoffensive, sachant, comme en 1801, se dévouer héroïquement au principe de cette neutralité qui formait toute sa politique, elle était, comme les Suisses, comme les Hollandais, l'une de ces nations qui rachètent la faiblesse numérique par la force morale. et savent conquérir le respect universel. La surprise dont elle venait d'être la victime faisait encore plus éclater sa bonne foi; car elle périsait pour n'avoir pris aucune précaution contre l'Angleterre, et pour en avoir trop pris contre la France. Ce ne fut donc qu'un sentiment et qu'un cri dans toute l'Europe. Auparavant on disait que personne ne pouvait reposer tranquille à côté du conquérant redoutable enfanté par la révolution française. Maintenant on disait que l'Angleterre était tout aussi tyrannique sur mer que Napoléon sur terre, qu'elle était perfide autant qu'il était violent, et qu'entre les deux il n'y avait ni sécurité ni repos pour aucune nation. C'était là le langage de nos ennemis, c'était le langage de Berlin et de Vienne. Mais chez nos amis, et chez les hommes impartiaux, on reconnaissait que la France avait bien raison de vouloir réunir toutes les nations contre un despotisme maritime intolérable, despotisme qui, une fois établi, serait invincible, n'admettrait de pavillon que le pavillon anglais, ne souffrirait de trafic que celui des produits anglais, et finirait par fixer à sa volonté le prix des marchandises ou exotiques ou manufacturées. Il fallait donc s'entendre pour tenir tête à l'Angleterre, pour lui arracher le sceptre des mers, et l'obliger à rendre au monde le repos dont il

était, à cause d'elle, privé depuis quinze années.

Il est certain que rien, excepté la paix, n'était plus souhaitable pour Napoléon qu'un événement pareil. Il n'avait plus désormais à violenter le Danemark, qui allait, au contraire, se jeter dans ses bras, l'aider à fermer le Sund, et lui fournir, ce qui valait mieux que quelques carcasses de vaisseaux, des matelots excellents, propres à armer les innombrables bâtiments que la France avait sur ses chantiers. Il pouvait pousser les armées russes sur la Suède, pousser les armées de l'Espagne sur le Portugal; il pouvait même exiger à Vienne l'exclusion des Anglais des côtes de l'Adriatique; il pouvait enfin tout demander à Saint-Petersbourg, car Alexandre, après ce qui venait de se passer à Copenhague, ne devait plus rencontrer dans l'opinion des Russes de résistance à sa politique. Si Napoléon, en ce moment, profitait de la faute de l'Angleterre sans en commettre une égale, il était dans une position unique; il devenait moralement aussi fort par les torts de son ennemi qu'il l'était matériellement par ses propres armées. En effet, l'inconvénient de son système, de vaincre la mer par la terre, était sauvé; car la violence faite aux puissances continentales pour les obliger à concourir à ses desseins se trouvait désormais expliquée et justifiée. S'il fermait les ports des villes hanséatiques, de la Hollande, de la France, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie; s'il condamnait les peuples à se passer de sucre et de café, à substituer à ces produits des tropiques des imitations européennes, coûteuses et fort imparfaites; s'il violentait tous les goûts après avoir violenté tous les intérêts, il avait dans le crime de Copenhague une excuse complète et éclatante. Mais, nous le répétons, il fallait laisser l'Angleterre faillir seule, et ne pas faillir soi-même aussi gravement: chose difficile, car, dans une lutte acharnée, les fautes s'enchaînent, et il est rare que les torts de l'un ne soient promptement balancés ou surpassés par les torts de l'autre.

Napoléon sentit bien l'avantage que lui donnait la conduite de l'Angleterre, et, s'il perdit une espérance d'accommodement, espérance qui n'était pas grande à ses yeux, il vit se préparer tout à coup un concours de moyens, un ensemble d'efforts, qui lui promettaient une paix dont les conditions compenseraient le retard. Aussi ne manqua-t-il pas de déchaîner les journaux de France, et ceux dont il disposait hors de France, contre l'acte abominable qui venait d'indigner l'Europe. Ses armées, ses

flottes, tout fut, de Fontainebleau même, et du milieu des plaisirs de cette résidence, préparé pour une lutte plus vaste, plus terrible encore que celle qui épouvantait le monde depuis tant d'années.

Du reste, Napoléon n'avait aucun effort à faire pour imprimer à l'opinion de l'Europe l'impulsion qu'il lui convenait de lui donner. En Angleterre même, l'attentat commis sur la ville de Copenhague fut jugé avec la plus extrême sévérité. Dans ce pays grand et moral, il se trouva, malgré un ministère indigne, malgré un parlement abaissé, malgré la passion du peuple pour les succès de la marine nationale, il se trouva des gens éclairés, honnêtes, impartiaux, qui flétrirent l'acte inouï qu'on s'était permis envers une puissance inoffensive et désarmée. MM. Grenville, Windham, Addington, Grey, Sheridan et d'autres encore, se prononcèrent avec véhémence contre cet acte odieux, qui n'était, suivant eux, que la parodie inique et funeste de celui de 1801; car le Danemark, en 1801, faisait partie d'une coalition hostile à l'Angleterre, et le moyen employé pour le réduire était le plus légitime de tous, une bataille navale. En 1807, au contraire, ce même Danemark était en paix, tout occupé de défendre sa neutralité contre la France, désarmé du côté de l'Angleterre, et le moyen de le réduire était un atroce bombardement contre une population inoffensive. Le résultat était, au lieu de dissoudre une coalition de neutres, d'enchaîner étroitement le Danemark à la France, d'épargner à celle-ci l'odieuse d'une contrainte générale exercée sur le continent, de prendre cet odieux pour soi, de se fermer le Sund; car les Danois allaient le fermer de leur côté, et les Suédois allaient être forcés de le fermer du leur. Enfin, pour compenser d'aussi déplorables conséquences, on avait à alléguer le pillage d'un arsenal, l'enlèvement d'une flotte, fort vieille, et dont quatre vaisseaux seulement méritaient les frais du radoub. Telles furent les attaques dirigées contre M. Canning avec une véhémence méritée, et il y répondit avec une intrépidité dans le mensonge, qui n'est pas de nature à honorer sa mémoire, relevée d'ailleurs par sa conduite postérieure. Pour toute excuse il ne cessa de répéter qu'on avait obtenu le secret des négociations de Tilsit, et que ce secret justifiait l'expédition de Copenhague. A quoi on répliquait avec raison, en demandant à connaître non pas l'auteur de la divulgation, que la feinte générosité du cabinet britannique refu-

sait de nommer, mais la substance même de ce qu'il avait révélé. Or, sur ce point, le cabinet n'articulait que des réponses confuses et embarrassées, et ne pouvait en fournir d'autres; car s'il était vrai qu'à Tilsit (ce que le cabinet britannique ne savait que très-vaguement) la Russie et la France se fussent promis d'unir leurs efforts pour contraindre le continent à se coaliser contre l'Angleterre, ce n'était qu'après une offre de paix à des conditions modérées; c'était de plus à l'insu du cabinet de Copenhague, qui n'était pas complice de ce projet. Il y avait donc, dans la conduite tenue à l'égard du Danemark, iniquité sous le rapport de la morale, et ineptie sous le rapport de la politique; car le vrai moyen d'avoir avec soi cette puissance neutre, d'avoir sa flotte, ses matelots et le Sund, c'était de la secourir, en laissant à Napoléon le soin de la violenter.

Cependant, malgré la réprobation dont les honnêtes gens d'Angleterre frappèrent l'expédition de Copenhague, un parlement asservi aux préjugés anticatholiques de la couronne, et à la politique outrée de M. Pitt, donna gain de cause aux ministres, mais non sans laisser voir l'embarras qu'il éprouvait. Il prit en effet la forme d'un ajournement, en déclarant qu'on jugerait l'acte plus tard, quand les ministres pourraient dire ce qu'ils étaient obligés de taire dans le moment. Mais toute idée de paix fut à jamais éloignée. Le cabinet britannique, ne se dissimulant pas la fâcheuse impression produite en Europe par ses dernières violences, s'occupa de rétablir son crédit auprès des deux principales cours du continent, celles de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Il envoya à Vienne lord Pembroke, à Saint-Pétersbourg le général Wilson, pour porter quelques-unes de ces propositions qu'on aime mieux communiquer de vive voix que par écrit. Voici quelles étaient ces propositions.

A la satisfaction apparente que l'empereur Alexandre semblait avoir rapportée d'une guerre signalée cependant par des revers, aux demi-confidences qu'il avait faites, et qui toutes donnaient à entendre qu'on verrait sortir de grands résultats de l'alliance avec la France, à la persistance qu'il mettait à occuper la Moldavie et la Valachie, il était évident, pour les hommes doués de quelque sagacité, que la France, afin d'amener la Russie à ses vues, lui avait fait la promesse de grands avantages en Orient, et qu'elle avait singulièrement flatté son ambition de ce côté. Le cabinet britannique se décida

donc sans hésiter aux sacrifices que la circonstance lui paraissait commander; et, quoiqu'il affectât sans cesse de défendre l'intégrité de l'empire ottoman, il pensa qu'il valait mieux donner soi-même la Valachie et la Moldavie à la Russie, que de les lui laisser donner par Napoléon. En conséquence, M. Wilson, militaire et diplomate, personnage hardi et spirituel, trop peu important alors pour qu'on craignît de le désavouer au besoin, fut chargé de porter à Saint-Pétersbourg les paroles les plus séduisantes pour l'empereur Alexandre. Il n'avait aucuns pouvoirs ostensibles; mais M. Canning s'entretenant avec M. d'Alopeus, ministre de Russie, lui déclara qu'on pouvait ajouter foi à ce que dirait M. Wilson. Lord Pembroke, envoyé extraordinairement en Autriche malgré la présence de M. Adair, fut chargé de démontrer à la cour de Vienne la nécessité de bien vivre avec la Russie, et de se résigner dès lors à tous les sacrifices que cette politique pourrait entraîner. Il ne s'agissait effectivement de rien moins que de disposer l'Autriche à voir de sang-froid la Moldavie et la Valachie devenir la propriété des Russes.

Lord Gower, ambassadeur en Russie, et M. Wilson, qu'on lui avait envoyé pour le seconder, s'efforcèrent de persuader au cabinet russe qu'il ne fallait pas trouver mauvais ce qu'on avait fait à Copenhague, qu'on avait tout simplement tâché d'enlever des moyens de nuire à l'ennemi commun de l'Europe; qu'il fallait s'en réjouir au lieu de s'en irriter; que l'on comptait sur la Russie pour ramener le Danemark à une plus juste appréciation des derniers événements, et que, quant à sa flotte, on la lui rendrait plus tard, s'il voulait se rattacher à la bonne cause; que, du reste, sans prétendre s'instituer juge de la nouvelle politique adoptée par la Russie, on était certain qu'elle reviendrait bientôt à son ancienne politique, comme à la seule qui fût bonne; qu'on ne chercherait pas à la mettre de nouveau en guerre avec la France, dans un moment où elle avait tant besoin de repos pour se refaire; qu'on verrait même avec plaisir tout agrandissement de son territoire et de sa puissance; car il n'y avait qu'une sorte d'agrandissement fâcheux, qu'il fallût empêcher par tous les moyens, c'était l'agrandissement de la France; mais que si la Russie désirait la Moldavie et la Valachie, on consentirait à ce qu'elle en fit l'acquisition, pourvu que ce ne fût point par suite d'un par-

tage des provinces turques avec l'empereur Napoléon.

Les plus compromettantes de ces paroles, celles qu'on ne voulait hasarder qu'avec faculté de les retirer au besoin, furent dites par M. Wilson à M. de Romanzoff, qui les rapporta un instant après au général Savary. Les autres furent dites par lord Gower lui-même avec une arrogance qui n'était pas de nature à détruire ce qu'elles avaient d'étrange. Cette manière si leste d'expliquer l'expédition de Copenhague, cette commission donnée à la Russie de justifier l'Angleterre auprès du Danemark, étaient à l'égard du cabinet russe une familiarité des plus offensantes. L'empereur de Russie la ressentit vivement, et voulut qu'on accueillît avec la plus grande hauteur les ouvertures de l'Angleterre. A la proposition de justifier à Copenhague l'enlèvement de la flotte danoise, il fit répondre par une demande formelle d'explications sur ce même sujet, et il exigea de lord Gower qu'il se prononçât sur-le-champ, et d'une manière catégorique, sur la proposition de médiation que le cabinet russe avait adressée au cabinet britannique. Lord Gower, si honorablement connu depuis sous le nom de lord Granville, sembla sortir en cette occasion de son indolence accoutumée, insista impérieusement pour qu'on lui fit connaître le secret des négociations de Tilsit, et prétendit que, tant qu'on ne dirait pas ce qu'on avait fait dans cette célèbre entrevue, l'Angleterre se croirait dispensée de toute explication sur ce qu'elle avait fait à Copenhague. Pour ce qui était de la médiation russe, lord Gower, pressé définitivement de déclarer s'il consentait ou non à l'accepter, répondit fièrement que non.

Telle fut l'issue des explications avec lord Gower. Quant aux ouvertures dont le soin était laissé à M. Wilson, M. de Romanzoff les accueillit légèrement, comme paroles sans importance, et congédia M. Wilson lui-même, sans paraître comprendre ce que celui-ci avait voulu dire. Il l'avait cependant bien compris, ainsi qu'on va bientôt le voir.

M. de Romanzoff, ancien ministre de Catherine, conservant un reflet de la gloire de cette princesse, héritier de sa vaste ambition, grand personnage à tous les titres, était devenu dans ces circonstances le confident intime d'Alexandre et de tous ses rêves. Ministre du commerce, il allait être nommé ministre des affaires étrangères; et Alexandre, cherchant un ambassadeur qui pût convenir à Paris, n'avait pas voulu l'y envoyer, bien qu'aucune qualité ne lui manquât

pour un tel poste, uniquement pour le garder auprès de sa personne. Le jeune souverain et son vieux ministre désiraient avec ardeur les provinces du Danube. La Finlande, acquisition immédiatement plus souhaitable, car c'était le nécessaire, tandis que les provinces du Danube n'étaient que le superflu, ne les touchait pas à beaucoup près autant. La Moldavie, la Valachie menaient à Constantinople, et c'était là ce qui les séduisait. Aussi les auraient-ils acceptées n'importe de quelle main, et, dans l'impatience de leurs désirs, ils ne conservaient de leur jugement que ce qu'il en fallait pour apprécier le donateur le plus capable de donner vite et solidement. Napoléon avait à cet égard toute leur préférence. De qui, en effet, pouvait-on à cette époque recevoir quelque chose, et quelque chose de considérable, si ce n'était de Napoléon? Prendre du territoire dans une partie quelconque du continent européen, sans son assentiment, c'était la guerre avec lui, et la guerre avec lui, en quelque nombre qu'on l'eût faite jusqu'ici, n'avait réussi à personne. En supposant même qu'on pût former de nouveau une coalition générale, c'était une perspective peu engageante que des batailles telles qu'Austerlitz, Iéna, Friedland; et à cette époque, dans l'état de l'armée française, toute rencontre avec elle devait avoir les mêmes conséquences. D'ailleurs si l'Angleterre, répandant çà et là de légères amorcees, avait montré au sujet des provinces du Danube une humeur facile, pouvait-on se flatter que l'Autriche témoignât les mêmes dispositions? N'avait-on pas à Saint-Petersbourg son ambassadeur, M. de Merfeld, qui demandait tous les jours, et tout haut, à tout le monde, le secret des négociations de Tilsit, et qui disait que si la Moldavie et la Valachie étaient le prix de la nouvelle alliance, il fallait se préparer à détruire jusqu'au dernier Autrichien, avant que d'obtenir le consentement de la cour de Vienne? On ne devait donc pas espérer qu'une coalition se formât pour assurer un tel don à la Russie. Ce don, fait malgré l'Autriche, ne pouvait venir que de l'homme qui l'avait toujours vaincue depuis quinze ans, c'est-à-dire de Napoléon; et, l'empereur de Russie d'accord avec celui de France, personne en Europe n'oserait s'élever contre ce qu'ils auraient résolu en commun.

Il fallait donc persister dans ce qu'on avait entrepris à Tilsit, et obtenir de Napoléon, en sachant lui plaire, la réalisation des espérances auxquelles il s'était prêté si complaisamment sur les bords du Niémen. Le prix qu'il mettrait à

tout ce qu'on attendait de lui était facile à entrevoir. Si la guerre continuait, il essaierait en Italie, en Portugal, peut-être même en Espagne, de nouvelles entreprises. Il y avait là des Bourbons, qui devaient faire avec sa dynastie un contraste choquant, insupportable pour lui. Il n'en avait rien dit à Tilsit, ni ailleurs, à qui que ce fût ; néanmoins, si la paix était encore ajournée, il était aisé de prévoir qu'il ne s'arrêterait pas dans son activité, qu'il poursuivrait à l'Occident cette œuvre de renouvellement qui consistait à détrôner les royaumes composant les alliances ou la parenté de l'ancienne maison de Bourbon. Mais la Russie n'était nullement intéressée à empêcher les entreprises de ce genre. Peu importait en effet à la Russie qu'un Bourbon ou un Bonaparte régnât à Naples, à Florence, à Milan, à Madrid. Les idées qui s'introduisaient à la suite des dynasties nouvelles créées par Napoléon ne menaçaient pas encore l'autorité des czars. Quant à l'influence de la France, la Russie n'avait pas à en regretter l'agrandissement, si cette influence était employée à faciliter la marche des armées moscovites vers Constantinople. L'empereur Alexandre ne devait donc pas s'inquiéter de ce que Napoléon serait tenté d'entreprendre au midi et à l'occident de l'Europe, et en s'y prêtant, il avait toute raison d'espérer que Napoléon lui laisserait entreprendre en Orient ce qu'il voudrait. Napoléon pouvait condescendre plus ou moins aux désirs d'Alexandre, permettre qu'il s'avancât jusqu'au Danube, jusqu'au pied des Balkans, ou jusqu'au Bosphore même ; mais le moins qu'il pût accorder, c'était la Valachie et la Moldavie. Tout ce que Napoléon avait dit à ce sujet, ou du moins tout ce qu'Alexandre croyait avoir entendu, semblait n'offrir aucun doute. Alexandre ruminant jour et nuit ses souvenirs de Tilsit, M. de Romanzoff ruminant ce qu'Alexandre lui en avait raconté, s'étaient habitués à considérer la Moldavie et la Valachie comme le moindre des dons qu'ils pussent espérer. Ils en étaient même arrivés, à force de compter sur ce

don, à une sorte de satiété anticipée, et déjà ils commençaient à concevoir de nouveaux désirs. Malheureusement ils ne s'étaient pas bornés à cette jouissance intime et secrète de leurs futures conquêtes, ils avaient voulu en faire part à beaucoup de confidents, aux uns pour répandre leur satisfaction intérieure, aux autres pour se justifier du brusque revirement de la politique russe. Ils avaient ainsi communiqué autour d'eux la conviction que la Moldavie et la Valachie étaient le prix assuré de la nouvelle alliance, et ils avaient pour en souhaiter la possession, outre la passion de les posséder, le besoin de ne pas passer pour dupes.

Les derniers événements ne firent donc que confirmer Alexandre et M. de Romanzoff dans la politique adoptée à Tilsit. Puisque la médiation tournait à la guerre, il fallait tirer de la guerre tout ce que Napoléon avait promis d'en faire sortir ; seulement, pour le lier davantage, on devait se prêter à ce qu'il désirerait. Il allait demander évidemment qu'on expulsât la légation anglaise et la légation suédoise, qu'on marchât sur la Finlande pour obliger la Suède à fermer le Sund. Il fallait le satisfaire sur tous ces points, pour qu'il consentit à laisser les troupes russes en Valachie et en Moldavie. Chose singulière, marcher en Finlande aurait dû être pour la Russie le premier de ses vœux, car c'était le premier de ses intérêts¹. Pourtant l'imagination du jeune empereur et celle de son vieux ministre avaient tellement pris les routes de l'Orient, que marcher sur la Finlande était, de leur part, un vrai sacrifice, qu'ils faisaient uniquement pour obtenir qu'on les souffrit à Bucharest et à Yassy.

L'empereur Alexandre avait alors au département des affaires étrangères un ministre insignifiant, sans passions, sans idées, confident désagréable pour parler d'objets qui le laissaient tout à fait froid : c'était M. de Budberg. Alexandre le congédia, et réalisa son projet de confier les affaires étrangères à M. de Romanzoff lui-

¹ Les historiens font trop souvent penser et parler les personnages historiques, sans avoir aucun moyen de connaître ni leurs pensées ni leurs discours. Je ne me permets ici de rapporter les pensées les plus secrètes et les conversations les plus intimes de l'empereur Alexandre, que parce que je puis m'appuyer, pour le faire, sur des documents d'une authenticité irréfragable. J'ai dit, dans une note du livre XXVII, qu'il existait au Louvre une suite d'entretiens des généraux Savary et Caulaincourt avec l'empereur Alexandre et avec M. de Romanzoff, entretiens de tous les jours, d'une familiarité et d'une intimité telles, que je n'oserais les reproduire en entier, car Alexandre racontait jusqu'à ses plaisirs

aux deux envoyés français ; que ces entretiens, écrits au moment même où ils venaient d'avoir lieu, rapportés avec une fidélité minutieuse, par demandes et par réponses, peignaient avec une vérité frappante ce qui se passait jour par jour dans l'esprit de l'empereur et de son ministre. Aux instances, aux agitations mal dissimulées de l'un et de l'autre, il est impossible de ne pas discerner clairement ce qu'ils pensaient. D'autres documents authentiques et secrets, tels, par exemple, que la correspondance personnelle de Napoléon et d'Alexandre, complètent cet ensemble de preuves, et me permettent de donner comme certains les détails que je fournis dans cette partie de mon récit.

même. Il restait dans le cabinet l'un des membres de la petite société occulte qui avait longtemps gouverné l'empire, le prince de Kotschoubey. C'était le moins jeune et le plus réservé d'entre eux. Mais c'était un témoin du passé, juge incommode du présent; et d'ailleurs MM. de Czartoryski, de Nowosiltzoff, avec lesquels il vivait, ne dissimulaient guère leur improbation touchant la nouvelle marche des choses. On ne pouvait conserver près de soi des critiques aussi fâcheux, et il fallait de plus leur donner un signe de mécontentement. Le ministère de l'intérieur fut donc retiré à M. de Kotschoubey. M. de Labanoff, l'un des personnages qui avaient figuré à Tilsit, fut appelé au ministère de la guerre, l'amiral Tchitchakoff à la marine. M. de Nowosiltzoff reçut l'invitation de voyager. Le prince de Czartoryski, ami trop particulier du souverain pour qu'à son égard l'amitié ne fit pas oublier la politique, vit redoubler le silence affecté que l'empereur gardait avec lui relativement aux affaires de l'empire. Enfin, on fit choix pour l'ambassade de Paris du personnage qui semblait le plus propre à y réussir. Alexandre aurait voulu y envoyer, comme nous venons de le dire, M. de Romanzoff lui-même, mais il aimait mieux le retenir auprès de sa personne. Il avait, comme grand maréchal du palais, un seigneur russe qui lui était dévoué; c'était M. de Tolstoy, et ce seigneur avait pour frère le général de Tolstoy, militaire distingué par l'esprit et par les services. Alexandre pensa que ce dernier, par sa fidélité à son maître, ne chercherait pas à se rendre désagréable en France, comme M. de Markoff avait pris à tâche de le faire; que, par ambition, il serait charmé d'attacher son nom à une politique d'agrandissement, et que, par état, il saurait se plaire auprès d'une cour militaire, lui plaire à son tour, et la suivre partout dans ses mouvements rapides. On se réserva du reste de sonder Napoléon à ce sujet, et de lui soumettre le choix du général comte de Tolstoy, avant de le nommer définitivement.

Le général Savary n'avait pas cessé d'être, à Saint-Petersbourg, entouré des soins d'Alexandre et de la froide politesse de la haute société russe. Bien qu'il ne sût pas d'abord tout ce qu'on s'était dit à Tilsit, et qu'il ne l'eût appris que par une communication postérieure de Napoléon, qui avait voulu l'informer pour prévenir de sa part des fautes d'ignorance, il avait promptement deviné le secret des cœurs, et aperçu que la Russie ferait tout ce qu'on voudrait, moyennant

l'abandon d'une ou deux provinces, non pas au Nord, mais à l'Orient. Sans engager Napoléon plus qu'il ne fallait, sans sortir de son rôle, il avait cherché à se rendre agréable à Saint-Petersbourg, et il y avait réussi en flattant avec prudence les passions du souverain. Aussi, à peine les événements de Copenhague étaient-ils connus, à peine les vives explications avec lord Gower avaient-elles eu lieu, qu'Alexandre et M. de Romanzoff appelèrent le général Savary, et, avec le langage qui convenait à chacun d'eux, lui firent part des résolutions du cabinet russe. « Vous le savez, dit Alexandre au général dans plusieurs entretiens fort longs, nos efforts pour la paix aboutissent à la guerre. Je m'y attendais; mais, je l'avoue, je ne m'attendais ni à l'expédition de Copenhague, ni à l'arrogance du cabinet britannique. Mon parti est pris, et je suis prêt à tenir mes engagements. Dans mon entrevue avec l'empereur Napoléon, nous avons calculé que, si la guerre devait continuer, je serais amené à me prononcer en décembre; et je désirais que ce ne fût pas avant, pour n'avoir la guerre avec les Anglais qu'après la clôture de la Baltique. Peu importe, je me prononcerai tout de suite. Dites à votre maître que, s'il le désire, je vais renvoyer lord Gower. Cronstadt est armé, et si les Anglais veulent s'y essayer, ils verront qu'avoir affaire aux Russes est autre chose que d'avoir affaire à des Turcs ou à des Espagnols. Cependant je ne déciderai rien sans un courrier de Paris, car il ne faut pas nous hasarder à contrarier les calculs de Napoléon. D'ailleurs je voudrais, avant de rompre, que mes flottes fussent rentrées dans les ports russes. Quoi qu'il en soit, je suis entièrement disposé à tenir la conduite qui conviendra le mieux à votre maître. Qu'il m'envoie même, si cela lui convient, une note toute rédigée, et je la ferai remettre à lord Gower en même temps que des passe-ports. Quant à la Suède, je ne suis pas en mesure, et je demande le temps de réorganiser mes régiments fort maltraités par la dernière guerre, et fort éloignés de la Finlande, attendu qu'il faut les ramener du sud au nord de l'empire. En outre sur ce théâtre mon armée ne me suffit pas. Dans les bas-fonds des golfes du Nord on se sert beaucoup de flottilles à rames. Les Suédois en ont une très-nombreuse; la mienne n'est pas encore équipée, et je ne veux pas m'exposer à un échec de la part d'un si petit État. Dites donc à votre maître qu'aussitôt mes moyens préparés, j'accablerai la Suède; qu'il me faut attendre décembre

ou janvier; mais qu'à l'égard des Anglais, je suis prêt à me prononcer immédiatement. Je suis même d'avis que nous ne nous bornions pas là, et que nous exigions de l'Autriche son adhésion, volontaire ou forcée, à la coalition continentale. En ceci encore je suis disposé à recevoir, pour l'envoyer à Vienne, une note rédigée à Paris, car il n'y a pas de demi-alliance; il faut agir en toutes choses dans un parfait accord. Je désire que mon intimité avec Napoléon soit entière, et c'est dans cette vue que j'ai choisi M. de Tolstoy. Je ne possède pas, comme votre maître, une abondance d'hommes éminents en tous genres. M. de Markoff avait de l'esprit, et cependant il a tout brouillé. J'ai préféré M. de Tolstoy à tout autre, parce qu'il appartient à une famille qui m'est dévouée, parce qu'il est militaire, parce qu'il pourra monter à cheval, et suivre votre Empereur à la chasse, à la guerre, partout où il faudra. S'il ne convient pas, qu'on m'avertisse, et j'en enverrai un autre, tant j'ai à cœur de prévenir le moindre nuage. On n'essayera certainement pas de nous faire battre de sitôt; mais on dira à Napoléon que je suis faible, changeant, entouré de ses ennemis, qu'il n'y a pas à compter sur moi. On me dira que Napoléon est insatiable; qu'il veut tout pour lui, rien pour les autres; qu'il est aussi rusé que violent; qu'il me promet beaucoup, qu'il n'accordera rien; qu'il me ménage aujourd'hui, mais que lorsqu'il aura tiré de moi ce qu'il en souhaite, il me frappera à mon tour, et que, séparé de mes alliés que j'aurai laissés détruire, il faudra me résigner au même sort. Je ne le crois point. J'ai vu Napoléon, je me flatte de lui avoir inspiré une partie des sentiments qu'il m'a inspirés à moi-même, et je suis certain qu'il est sincère. Mais lorsqu'on est loin, et qu'on ne peut pas se voir, les défiances sont promptes à naître. Qu'au premier doute, à la première impression pénible, il m'érive, ou me fasse dire un mot par vous, ou par l'homme de confiance qu'il aura choisi, et tout s'expliquera. Pour moi je lui promets une franchise entière, et j'en attends une semblable de sa part. Oh! si je pouvais le voir comme à Tilsit, tous les jours, à toute heure! quel entretien que le sien! quel esprit! quel génie! combien je gagnerais à vivre souvent auprès de lui! que de choses il m'a enseignées en quelques jours! Mais nous sommes si loin! cependant j'espère le visiter bientôt. Au printemps j'irai à Paris, et je pourrai l'admirer dans son Conseil d'État, au milieu de ses troupes, partout enfin où il se montre si grand. Mais

d'ici là il faut essayer de nous entendre par intermédiaire, et rendre la confiance aussi complète que possible. Pour moi, j'y fais ce que je puis; mais je n'exerce pas ici l'ascendant que Napoléon exerce à Paris. Vous le voyez, ce pays a été surpris par le changement un peu brusque qui s'est opéré. Il craint les maux que l'Angleterre peut causer à son commerce, il vous en veut de vos victoires. Ce sont des intérêts qu'il faut satisfaire, des sentiments qu'il faut apaiser. Envoyez-nous ici des négociants français, achetez nos munitions navales et nos denrées, nous achèterons en retour vos produits parisiens: le commerce rétabli fera cesser les inquiétudes que les hautes classes ont conçues pour leurs revenus. Aidez-moi surtout à vous conquérir la nation tout entière, en faisant quelque chose pour la juste ambition de la Russie. Ces misérables Turcs, qui égorgent aujourd'hui vos partisans, qui font voler les têtes de quiconque est réputé ami des Français (c'est ce qui avait lieu dans le moment à Constantinople, grâce aux suggestions de l'Autriche et de l'Angleterre), ces misérables Turcs ne me valent pas, et il me semble que, mis dans la balance avec moi, vous ne devez pas trouver qu'ils pèsent d'un poids égal. Votre maître, sans doute, vous a parlé de ce qui s'est passé à Tilsit... » Ici l'empereur se montra curieux et inquiet. Il était impatient de s'ouvrir avec le général Savary sur le sujet qui l'intéressait le plus, et en même temps il craignait de commettre une indiscretion en s'épanchant avec quelqu'un qui n'aurait pas connu le secret des choses. Il avait cependant un nouveau motif de s'expliquer avec le représentant de Napoléon. Un armistice venait d'être signé entre les Turcs et les Russes par suite de la médiation française, armistice qui stipulait la restitution des vaisseaux pris aux Turcs par l'amiral Siniavin, l'interdiction de toute hostilité avant le printemps, et enfin l'évacuation des bords du Danube. Au fond il n'y avait que cette dernière condition qui touchât l'empereur Alexandre, mais il n'en voulait pas convenir, et il se plaignait d'une manière générale de l'armistice qu'il imputait à l'intervention peu amicale du ministre de France. « Je ne pensais pas, dit-il au général Savary, aux provinces du Danube; c'est votre Empereur qui, en recevant la nouvelle de la chute de Selim, s'est écrié à Tilsit: *On ne peut rien faire avec ces barbares! la Providence me dégage envers eux; arrangeons-nous à leurs dépens!*.... Je suis entré dans cette voie, poursuivit l'empereur

Alexandre, et M. de Romanzoff avec moi. La nation nous y a suivis, et ce n'est pas trop d'un notable avantage de ce côté pour la rendre favorable à la France. La Finlande, où vous me pressez de marcher, est un désert, dont la possession ne sourit à personne, qu'il faut de plus enlever à un ancien allié, à un parent, par une sorte de défection qui blesse la délicatesse nationale, et qui fournit des prétextes aux ennemis de l'alliance. Nous devons donc chercher ailleurs des raisons spécieuses de notre brusque revirement. Dites tout cela à l'empereur Napoléon; persuadez-lui bien que je suis beaucoup moins animé du désir de posséder une province de plus, que du désir de rendre solide, agréable à ma nation, une alliance de laquelle j'attends de grandes choses... Ah! répéta l'empereur, si je pouvais aller à Paris en ce moment, tout s'arrangerait en quelques instants d'entretien; mais je ne le puis pas avant le mois de mars.» En proférant ces dernières paroles, l'empereur Alexandre questionnait le général Savary avec une insistance inquiète, pour savoir s'il n'avait rien reçu de Napoléon, s'il n'avait pas la confiance de ses projets, de ses résolutions à l'égard de l'Orient et de l'Occident.

Le général Savary mit un art infini à ne pas décourager l'empereur Alexandre, lui dit avec raison qu'il ne pouvait pas savoir encore ce que la continuation de la guerre allait provoquer de grandes pensées chez l'empereur Napoléon, mais que certainement il ferait tout pour contenter son puissant allié. M. de Romanzoff fut encore plus explicite que son souverain, raconta au général Savary les ouvertures du général Wilson, l'effet qu'elles avaient produit sur l'empereur Alexandre, l'empressement de ce prince à saisir cette occasion de prouver sa fidélité à la France, en ne voulant tenir que de sa main ce qu'il pourrait tenir de la main de l'Angleterre. Il lui exprima plus vivement que jamais la résolution de se déclarer contre l'Angleterre et la Suède, contre l'Autriche même, s'il en était besoin, afin d'amener cette dernière puissance à la politique de Tilsit. C'est ainsi que, dans le langage du jour (car on s'en crée un pour chaque circonstance), on qualifiait le système de tolérance qu'on s'était réciproquement promis les uns aux autres, pour les entreprises qu'on serait tenté de faire chacun de son côté. Mais M. de Romanzoff ajoutait qu'il fallait que la Russie obtint l'équivalent de tout ce qu'elle était disposée à permettre, ne fût-ce que pour rendre la nouvelle alliance populaire et durable. Recevant dans ce moment

des dépêches de Constantinople qui annonçaient de nouveaux désordres, M. de Romanzoff dit en souriant au général Savary qu'il voyait bien que c'en était fait du vieil empire ottoman, et que, sans que l'empereur Alexandre s'en mêlât, l'empereur Napoléon serait bientôt obligé d'annoncer lui-même, dans le *Moniteur*, l'ouverture de la succession des sultans, pour que les héritiers naturels eussent à se présenter.

Tandis que tout était prodigué au général Savary, les instances, les caresses, les épanchements, les cadeaux même, l'empereur Alexandre, sans en rien dire, fit donner à son armée l'ordre de ne point évacuer les provinces du Danube, sous prétexte que l'armistice ne pouvait être ratifié tel qu'il était. Lui et son ministre répétèrent qu'il fallait les laisser tranquilles au sujet des Turcs, ne pas exiger que les Russes s'abaissent devant des barbares, s'occuper le plus tôt possible d'un arrangement territorial en Orient, s'envoyer des ambassadeurs de confiance, et surtout diriger sur Saint-Petersbourg des acheteurs français, pour remplacer les acheteurs anglais. Alexandre demanda spécialement deux choses: d'abord, l'autorisation de faire élever en France les cadets appelés à servir dans la marine russe, lesquels étaient ordinairement élevés en Angleterre, où ils contractaient un fâcheux esprit; ensuite la faculté d'acheter dans les manufactures françaises des fusils pour remplacer ceux des soldats russes, qui étaient de mauvaise qualité; ajoutant que, les deux armées étant destinées maintenant à servir la même cause, elles pouvaient échanger leurs armes. Il accompagna ces paroles gracieuses d'un magnifique présent de fourrures pour l'empereur Napoléon, en disant qu'il voulait être son marchand de fourrures, et répéta qu'il attendait M. de Tolstoy pour le faire partir dès qu'on l'aurait définitivement agréé à Paris.

En apprenant ces détails, fidèlement rapportés par le général Savary, Napoléon fut à la fois satisfait et embarrassé, car il vit bien qu'il pouvait disposer à son gré de l'empereur Alexandre et de son ministre principal; mais il avait réfléchi froidement depuis Tilsit, et il commençait à penser que c'était chose grave que de laisser faire un nouveau pas vers Constantinople au gigantesque empire de Pierre le Grand, empire dont la croissance depuis un siècle était si rapide qu'elle avait de quoi épouvanter le monde. Le général Sébastiani, de son côté, lui écrivait de Constantinople que les Russes y étaient abhorrés; que si les Turcs avaient la moindre espérance de trouver

un appui auprès de la France, ils se jetteraient eux-mêmes dans ses bras, et qu'au lieu d'avoir à les combattre pour les forcer à devenir sujets de la Russie, il suffirait peut-être d'un léger secours pour les aider à devenir sujets de la France; que toutes les parties de l'empire propres par leur situation à devenir françaises se donneraient spontanément à nous; que, dans ce cas, c'est avec l'Autriche et non avec la Russie qu'il faudrait chercher à s'entendre; que l'accord avec l'Autriche serait bien plus facile et plus avantageux, soit qu'on voulût partager, soit qu'on voulût conserver l'empire ottoman; car si on le partageait, elle demanderait moins, toujours satisfaite que la Russie n'eût rien sur les bords du Danube; et, si on se décidait à le conserver, elle se tiendrait pour si heureuse d'une telle résolution qu'on aurait son concours avec de très-faibles sacrifices. Ces diverses idées, qui avaient toutes leur côté spécieux, s'étaient succédé et alternativement combattues dans l'esprit de Napoléon, dont l'activité ne reposait jamais, et il ne voulait pas être trop pressé de prendre un parti sur un sujet aussi important. Dans un système d'ambition modérée, refusant des satisfactions à l'ambition russe eût été fort sage. Mais avec ce qu'on avait entrepris, avec ce qu'on allait entreprendre encore, c'était ajouter à la témérité de la politique française que de s'engager dans de nouveaux événements sans s'attacher complètement la Russie par un sacrifice en Orient.

Napoléon imagina de satisfaire l'ambition moscovite, non vers l'Orient, où elle était vivement attirée, mais vers le Nord, où elle l'était fort peu, et de lui livrer la Finlande, sous prétexte de la pousser sur la Suède. « C'est beaucoup, se disait-il, qu'une conquête telle que celle de la Finlande, et l'empereur Alexandre doit y trouver pour l'opinion russe une première satisfaction, qui lui donnera le temps d'en attendre d'autres. » C'était beaucoup en effet que la Finlande, surtout en considérant les véritables intérêts européens; car si la Russie, en prenant la Moldavie et la Valachie, faisait vers les Dardanelles un progrès alarmant pour l'Europe, elle en faisait un non moins inquiétant vers le Sund, en s'appropriant la Finlande. Malheureusement, tandis qu'elle obtenait ainsi une extension regrettable pour l'indépendance future de l'Europe, elle recevait un présent presque sans prix à ses yeux. Napoléon donnait beaucoup en réalité, fort peu en apparence; et c'est le contraire qu'il aurait fallu qu'il fit, pour acheter au meilleur marché possible la nouvelle

alliance qui allait devenir le fondement de toutes ses entreprises ultérieures. Il se flatta donc de contenter la Russie avec la Finlande; et quant aux provinces du Danube, il résolut d'ajourner toute décision à leur égard, sans détruire toutefois les espérances qu'il avait besoin d'entretenir.

Il avait eu, lui aussi, beaucoup de peine à trouver un ambassadeur qui pût convenir à Saint-Petersbourg, et il avait fini par choisir M. de Caulaincourt, actuellement grand écuyer, militaire de profession, homme droit, sensé, digne, très-injustement compromis dans l'affaire du duc d'Enghien (ce que Napoléon regardait presque comme une convenance pour l'ambassade de Russie), mais très-propre à imposer au jeune empereur, à le suivre partout, et à dissimuler par sa droiture même ce qu'aurait d'un peu artificieux une mission dont le but était de ne pas tenir tout ce qu'on laissait espérer. Napoléon instruisit M. de Caulaincourt de ce qui s'était passé à Tilsit, lui avoua qu'en s'efforçant de contenter l'empereur Alexandre il ne voulait cependant pas lui faire des concessions trop dangereuses pour l'Europe, et lui recommanda de ne rien négliger pour conserver une alliance sur laquelle devait reposer désormais toute sa politique. Il plaça à sa suite quelques-uns des jeunes gens les plus distingués de sa cour, et lui alloua la somme de huit cent mille francs par an, afin qu'il pût représenter dignement le grand Empire.

Il écrivit en même temps à l'empereur Alexandre pour le remercier de ses présents, et lui en offrir de magnifiques en retour (c'étaient des porcelaines de Sèvres de la plus grande beauté); pour lui demander instamment de l'aider à ramener la paix, en forçant l'Angleterre à la subir; pour le prier de renvoyer à l'instant même de Saint-Petersbourg les ambassadeurs d'Angleterre et de Suède; pour le prévenir qu'une armée française allait occuper le Danemark, en vertu d'un traité d'alliance conclu avec la cour de Copenhague, et le presser de faire marcher une armée russe en Suède, afin que le Sund fût ainsi fermé des deux côtés; pour lui donner de nouveau son adhésion expresse à la conquête de la Finlande; pour lui annoncer les démarches qu'il faisait auprès de l'Autriche, afin de la décider à adhérer à la politique de Tilsit, et lui annoncer aussi l'entrée d'armées nombreuses dans la péninsule espagnole, dans le but de la fermer définitivement aux Anglais; pour lui dire enfin qu'il était étran-

ger à la rédaction de l'armistice avec la Porte, qu'il le désapprouvait (ce qui emportait l'approbation tacite de l'occupation prolongée des provinces du Danube), et que, quant au maintien ou au partage de l'empire ottoman, cette question était si grave, si intéressante dans le présent et l'avenir, qu'il avait besoin d'y penser mûrement; qu'il ne pouvait en traiter par écrit, et que c'était avec M. de Tolstoy qu'il se proposait de l'approfondir; qu'il la réservait à cet ambassadeur, et que c'était même afin de l'attendre qu'il avait retardé son départ pour l'Italie, où il était cependant pressé de se rendre. « Unissons-nous, disait Napoléon à Alexandre, et nous accomplirons les plus grandes choses des temps modernes. » Napoléon manda en outre à l'empereur et à M. de Romanzoff que le ministre Decrès allait acheter vingt millions de munitions navales dans les ports de la Russie, que la marine française recevrait tous les cadets russes qu'on lui donnerait à instruire, et enfin que cinquante mille fusils du meilleur modèle étaient à la disposition du gouvernement impérial, qui pouvait les envoyer prendre au lieu qu'il lui plairait de désigner.

Tandis qu'il écrivait avec effusion à l'empereur Alexandre, Napoléon recommanda à M. de Caulaincourt de ne pas trop parler d'une prochaine entrevue, car, dans un nouveau tête-à-tête impérial, il faudrait arriver à une conclusion, relativement à la Turquie, ce qu'il redoutait infiniment. Toutefois la Finlande immédiatement accordée, les provinces du Danube laissées en perspective, le silence gardé sur leur occupation prolongée, enfin beaucoup de témoignages d'intimité, paraissaient à Napoléon et étaient effectivement des moyens suffisants de vivre en bon accord pendant un temps plus ou moins long, mais restreint.

Napoléon, malheureusement, ne s'était pas borné à voir dans l'attentat de l'Angleterre contre le Danemark une occasion de ramener à lui l'opinion de l'Europe, il y avait découvert au contraire un prétexte pour se permettre de nouvelles entreprises, et il voulait profiter de la prolongation de la guerre pour achever tous les arrangements qu'il méditait. Il pensa que pour mieux arriver à son but il convenait de se concilier la cour d'Autriche, et de faire cesser avec elle un état de malaise extrême, qui provenait, indépendamment des chagrins ordinaires de cette cour, des derniers événements de la guerre. L'Autriche s'en voulait à elle-même d'avoir armé,

sans profiter de l'occasion d'agir qui s'offrait après Eylau et avant Friedland; de s'être livrée à des dépenses inutiles, et d'avoir montré en pure perte des dispositions dont Napoléon ne pouvait pas être dupe. Elle était inquiète de ce qu'il allait exiger d'elle pour la punir, plus inquiète encore de ce qu'il avait pu promettre à la Russie sur le Danube, et peu consolée par le langage de l'Angleterre, qui lui répétait toujours qu'il fallait d'une part se préparer sérieusement à la guerre, et de l'autre ramener la Russie en lui accordant soi-même tout ce que Napoléon était près de lui accorder; c'est-à-dire, après quinze ans d'affreux malheurs, s'en infliger un nouveau, plus grand que tous les autres, celui de voir les Russes sur le bas Danube.

Napoléon, qui n'avait pas eu de peine à discerner le malaise de l'Autriche, tenait à le faire cesser, pour être plus libre de ses actions. Il reçut à Fontainebleau, avec une parfaite courtoisie, le duc de Wurtzbourg, frère de l'empereur François, transféré, comme nous l'avons dit bien des fois, de principautés en principautés, et très-désireux de rapprocher l'Autriche de la France, pour n'avoir plus à souffrir de leurs querelles. Napoléon s'expliqua longuement et en toute franchise avec ce prince, le rassura complètement sur ses intentions vis-à-vis de la cour de Vienne, à laquelle il ne voulait, disait-il, rien enlever, à laquelle, au contraire, il était prêt à rendre la place de Braunau, demeurée dans les mains des Français depuis l'infidélité commise à l'égard des bouches du Cattaro. Napoléon déclara que les bouches du Cattaro lui ayant été restituées, il se considérait comme sans droit et sans intérêt à garder Braunau, place importante qui commandait le cours de l'Inn; que, du côté de l'Istrie, il ne demandait rien que la conservation de la route militaire accordée antérieurement pour le passage des troupes françaises qui se rendaient en Dalmatie; que tout au plus, si on y consentait à Vienne, il proposerait une rectification de frontières entre le royaume d'Italie et l'empire d'Autriche, rectification qui se bornerait à échanger les petits territoires italiens situés sur la rive gauche de l'Isonzo, contre les petits territoires autrichiens situés sur la rive droite, de manière à prendre pour limite le thalweg de ce fleuve; que cela fait il n'exigerait rien de plus, et était tout disposé à respecter scrupuleusement la lettre des traités. Sous le rapport de la politique générale, Napoléon ajouta qu'il s'unissait à la Russie pour demander à l'Autriche de l'aider à

rétablir la paix, en fermant les côtes de l'Adriatique au commerce anglais; que l'atroce événement de Copenhague en faisait un devoir pour toutes les puissances; que, si l'Autriche prenait ce parti, elle aurait l'honneur du rétablissement de la paix, car l'Angleterre ne tiendrait pas devant l'unanimité bien prononcée du continent; qu'enfin, cet accord sur toutes choses étant obtenu, la cour de Vienne renoncerait sans doute à des armements inutiles, dispendieux, inquiétants; que, de son côté, Napoléon n'aurait rien de plus pressé que d'éloigner ses armées, et de les transporter vers les rivages de la basse Italie. Quant à la Turquie, Napoléon en parla très-vaguement, et ne se montra disposé à aucune résolution prochaine. De plus, il laissa toujours entendre que rien en Orient ne devait se faire que d'accord avec l'Autriche, c'est-à-dire en lui ménageant sa part, dans les cas où l'empire ottoman cesserait d'exister.

Ces explications, qui étaient données avec bonne foi, et qui furent reçues avec joie par le duc de Wurtemberg, ces explications transmises à Vienne y causèrent un vrai soulagement. Quel que fût le regret qu'on éprouvât de n'avoir pas saisi le moment où Napoléon marchait sur le Niémen pour se placer entre lui et le Rhin, on ne demandait pas mieux, maintenant que l'occasion était perdue, de demeurer tranquille, et de n'avoir pas un tel ennemi sur les bras, lorsqu'on était seul et sans autre allié que l'Angleterre, alliée peu secourable, qui, lorsqu'elle avait poussé les puissances continentales à la guerre et les avait fait battre, se retirait tranquillement dans son île, se plaignant de la mauvaise qualité des troupes auxiliaires. Apprendre qu'on pouvait recouvrer Braunau sans rien perdre en Istrie, apprendre en outre que rien de prochain ne se préparait en Orient, aurait procuré au cabinet autrichien une véritable joie, si dans l'état des choses il eût été capable d'en éprouver. Aussi parut-il enclin à faire tout ce que voudrait Napoléon, soit quant au thalweg de l'Isonzo, soit quant aux démarches à tenter auprès de l'Angleterre, dont la conduite à Copenhague était si odieuse, que même à Vienne on n'hésitait pas à la condamner hautement. En conséquence, des pouvoirs furent envoyés à M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, pour signer une convention qui embrasserait tous les objets sur lesquels un accord était désirable, et paraissait facile depuis les explications échangées à Fontainebleau.

Il fut convenu que la place de Braunau serait remise à l'Autriche, que le thalweg de l'Isonzo serait pris pour frontière des possessions autrichiennes et italiennes, et qu'une route militaire continuerait d'être ouverte à travers l'Istrie aux troupes françaises qui se rendaient en Dalmatie. La convention contenant ces stipulations fut signée à Fontainebleau le 10 octobre. Aux stipulations écrites on joignit des promesses formelles relativement à l'Angleterre. L'Autriche ne pouvait pas envers cette vieille alliée procéder par une brusque et ferme déclaration de guerre, mais elle promit d'arriver au résultat désiré en y apportant des formes qui n'ôtteraient rien à la fermeté de ses résolutions. En effet elle chargea M. de Starhemberg, son ambassadeur à Londres, de se plaindre de l'acte commis sur Copenhague, comme d'un attentat que devaient ressentir vivement tous les États neutres, d'exiger une réponse aux offres de médiation qui avaient été faites en avril par la cour d'Autriche, en juillet par la cour de Russie, et de signifier que si l'Angleterre ne répondait pas dans un délai prochain à des ouvertures de paix tant de fois réitérées, sauf à débattre ensuite les conditions en présence des puissances médiatrices, on serait forcé de rompre toute relation avec elle, et de rappeler l'ambassadeur d'Autriche. A ces communications officielles il fut ajouté la déclaration secrète que l'Autriche, complètement isolée sur le continent, était incapable de tenir tête à la Russie et à la France réunies; qu'elle était donc obligée de leur céder; que d'ailleurs en ce moment la France lui accordait des conditions tolérables; que décidément elle ne pouvait ni ne voulait plus songer à la guerre, et que l'Angleterre devait de son côté songer à la paix; car, s'il en était autrement, elle contraindrait ses meilleurs amis à se séparer d'elle. Il est vrai que, si le cabinet parlait ainsi, les partisans passionnés de la guerre cherchaient à faire croire que ce n'était là qu'une résolution passagère pour obtenir la remise de Braunau, résolution qui changerait bientôt dès qu'on aurait ramené la Russie à une autre politique. Malgré ces assertions du parti de la guerre à Vienne, le cabinet autrichien en réalité ne demandait pas mieux que de voir ses représentations pacifiques écoutées à Londres, et avait pris le parti d'interrompre les relations diplomatiques avec l'Angleterre, dans le cas où celle-ci persisterait à fermer l'oreille à tout accommodement.

Quant à ses armements, l'Autriche donna des

assurances beaucoup moins sincères. Elle affirma qu'elle vidait ses cadres en renvoyant les hommes qui les avaient remplis momentanément, qu'elle vendait ses magasins, qu'en un mot elle se remettait sur le pied de paix le plus étroit. En réalité elle ne renvoyait que les hommes près d'atteindre l'âge de la libération, pour les remplacer par de jeunes recrues dont elle faisait l'éducation militaire avec beaucoup de soin, sous la direction de l'archiduc Charles, toujours occupé d'apporter de nouveaux perfectionnements à l'organisation de l'armée autrichienne. Elle ne vendait en fait de magasins que les matières peu propres à être conservées, et elle remplissait ses arsenaux d'armes et de munitions de tout genre. En résumé, l'Autriche, adhérant temporairement aux vues de Napoléon pour s'épargner la guerre, voulait néanmoins être prête à se venger de ses revers, si des circonstances nouvelles l'amenaient à reprendre les armes. Pour le présent elle désirait la paix, même générale.

Napoléon, dont le plan était sur tous les points de reporter les hostilités vers le littoral du continent, et pour cela d'en pacifier l'intérieur, avait déclaré à la Prusse qu'il reprendrait volontiers le mouvement d'évacuation, un instant suspendu par suite du retard mis à l'acquittement des contributions, mais qu'il fallait qu'on s'entendit le plus tôt possible sur le montant de ces contributions et sur leur mode d'acquittement. La Prusse ayant proposé d'envoyer le prince Guillaume, Napoléon avait témoigné qu'il l'accueillerait avec infiniment d'égards. Cette puissance infortunée était si abattue, qu'elle avait déclaré non-seulement son adhésion au système continental, mais sa disposition à conclure avec la France un traité formel d'alliance offensive et défensive. Quant au Danemark, il avait signé un traité de ce genre, et stipulé l'envoi de troupes françaises dans les îles de Fionie et de Séeland, pour fermer le Sund, le passer sur la glace, et envahir la Suède au moment où commenceraient les opérations des Russes contre la Finlande.

Napoléon, obligé par les événements à continuer la guerre contre l'Angleterre, et armé de tous les moyens du continent, songea à les employer avec l'énergie et l'habileté dont il était capable. Même avant de connaître le résultat de l'expédition de Copenhague, et dès qu'il avait su que cette expédition se dirigeait vers la Baltique, il avait fait partir M. l'amiral Decrès pour Boulogne, afin d'inspecter la flottille, et de voir si elle pourrait embarquer l'armée qu'il voulait ra-

mener d'Allemagne, aussitôt que la Prusse aurait acquitté ses contributions. Le départ de l'expédition anglaise envoyée vers le Sund était une occasion unique pour surprendre l'Angleterre à moitié désarmée. M. Decrès, transporté en toute hâte à Boulogne, Wimereux, Ambleteuse, Calais, Dunkerque, Anvers, avait trouvé malheureusement la flottille dans un état qui la rendait peu propre à se charger d'une nombreuse armée. Le port circulaire creusé à Boulogne était ensablé de deux pieds; les ports de Wimereux et d'Ambleteuse, de trois, et il suffisait de quelques années encore pour faire disparaître ces créations du génie de Napoléon et de la constance de nos soldats. La plupart des bâtiments, construits précipitamment et avec du bois vert, exigeaient de grands radoubs. On n'avait maintenu en état de servir à la mer qu'environ 500 de ces bâtiments, sur 4,200 ou 4,500, et ces trois cents étaient sans cesse occupés à manœuvrer, ou à former comme en 1804 la ligne d'embossage, du fort de l'Heurt au fort de la Crèche. Quant aux 900 bâtiments de transport, achetés en tout lieu et à tout âge, ils étaient presque hors de service, par suite d'un séjour de quatre années au mouillage. Les marins, organisés pour la plupart en bataillons, avaient perdu quelques-unes de leurs qualités comme hommes de mer, mais comme soldats de terre ils présentaient la plus belle troupe qu'il y eût au monde. Le général Gouvion Saint-Cyr, qui commandait le camp de Boulogne, déclarait qu'il n'y avait rien de plus beau dans l'armée française, la garde impériale comprise. Reportés sur des vaisseaux, et bientôt redevenus marins, ils pouvaient former l'équipage de douze grands vaisseaux de ligne. Quant à la flottille hollandaise, renvoyée en partie chez elle, restée en partie à Boulogne, elle souffrait moins dans son matériel, qui avait été mieux construit; mais elle s'envenimait de son oisiveté, et les hommes regrettaient un emploi plus utile de leur activité et de leur courage.

Il n'était donc pas possible de mettre immédiatement la flottille à la voile, pour la charger de cent cinquante mille hommes, comme en 1804. Mais avec cinq à six millions de dépenses, deux mois de temps, en détruisant un cinquième des bâtiments, en radoubant les autres, on pouvait embarquer sur les deux flottilles, hollandaise et française, environ 90,000 hommes et 3,000 à 4,000 chevaux. Cette inspection terminée et M. Decrès revenu à Paris, Napoléon fut d'avis, comme son ministre lui-même, qu'on ne devait pas retenir

plus longtemps les marins de la Hollande pour un service aussi éventuel que celui de cette flottille, toujours en partance et ne partant jamais; qu'il était difficile de faire sortir un aussi grand nombre de bâtiments à la fois de ces petits ports, qui bientôt même seraient dans l'impossibilité de les contenir; qu'il valait mieux diviser cette expédition, renvoyer les marins hollandais chez eux avec une partie de leur matériel, garder les meilleurs bâtiments de guerre, détruire les autres, radouber ceux qu'on aurait conservés, et les rendre propres à l'embarquement de 60,000 hommes, placer ensuite les matelots hollandais rentrés chez eux à bord de la flotte du Texel, les marins français inutiles à la flottille à bord de l'escadre de Flessingue, et se procurer ainsi, outre la flottille apte à jeter d'un seul coup 60,000 hommes sur les côtes d'Angleterre, les escadres du Texel et de Flessingue aptes à en transporter 50,000 des bouches de la Meuse à celles de la Tamise, sans compter les expéditions qui pourraient partir de Brest et de tous les autres points du continent. Cette opinion arrêtée, les ordres furent expédiés, et la flottille de Boulogne, rendue plus maniable, combinée en même temps avec les escadres qui s'organisaient au Texel, à Flessingue, à Brest, à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Gènes, à Tarente, prit place dans le vaste système conçu par Napoléon, système de camps établis près des grandes flottes, menaçant sans cesse la Grande-Bretagne d'une expédition formidable contre son sol ou contre ses colonies.

Napoléon donna en outre tous les ordres pour l'expédition de Sicile, et pour le complet approvisionnement des îles Ioniennes, sur lesquelles toute son attention était en ce moment appelée par le langage que tenaient les agents anglais à Vienne et à Saint-Pétersbourg. On pouvait en effet conclure de ce langage que tous les efforts imaginables seraient tentés pour enlever ces îles aux Français. Napoléon prescrivit à son frère Joseph, avec une vivacité d'expressions poussée jusqu'à la passion, de recouvrer Scylla et Reggio, restés aux Anglais depuis l'expédition de Sainte-Euphémie; de réunir une partie des régiments composant l'armée de Naples autour de Baïes et autour de Reggio, pour les tenir prêts à s'embarquer. Il enjoignit au prince Eugène de reporter ses troupes de la haute Italie vers l'Italie moyenne, afin de remplacer celles qui seraient employées en expéditions maritimes. Il ordonna au roi Joseph et au prince Eugène de multiplier les expéditions

de vivres, de munitions et de recrues pour Corfou, Céphalonie et Zante. Enfin il renouvela plus expressément que jamais l'ordre aux deux divisions de Rochefort et de Cadix d'opérer leur sortie afin de se rendre à Toulon. Il expédia l'amiral Ganteaume à Toulon pour y commander la flotte destinée à dominer la Méditerranée, à terminer la conquête du royaume de Naples par la prise de la Sicile, et à consolider la domination française dans les îles Ioniennes par le transport de vastes ressources dans ces îles. En attendant, il était recommandé aux ingénieurs de la marine de hâter les constructions entreprises sur tout le littoral européen.

Tandis qu'il s'occupait ainsi des positions maritimes situées en Italie, Napoléon avait de nouveau pressé l'expédition du Portugal. Les trois camps de Saint-Lô, Pontivy, Napoléon, réunis sous le général Junot à Bayonne, y présentaient un effectif nominal de 26,000 hommes, un effectif réel de 25,000 dont 2,000 hommes de cavalerie, et trente-six bouches à feu. Un renfort de 5,000 à 4,000 hommes était en route pour rejoindre. Le 12 octobre, surlendemain de la convention signée avec l'Autriche, Napoléon ordonna au général Junot de franchir la frontière d'Espagne, se contentant d'un simple avis donné à Madrid du passage des troupes françaises. Il assigna au général Junot la route de Burgos, Valladolid, Salamanque, Ciudad-Rodrigo, Alcantara, et la rive droite du Tage jusqu'à Lisbonne. Il lui recommanda la marche la plus rapide. L'Espagne avait promis de joindre ses forces à celles de la France pour concourir à l'expédition, et pour participer naturellement à la distribution du butin. Napoléon avait non-seulement accepté, mais exigé l'envoi réel d'une force espagnole, sauf à en fixer plus tard la composition et le prix, quand on aurait réussi à conquérir le Portugal. Mais, ne comptant ni sur l'Espagne, ni sur les troupes qu'elle pouvait envoyer, il prépara une seconde armée pour le cas possible où le Portugal opposerait quelque résistance, et pour le cas beaucoup plus probable où l'Angleterre réunirait aux bouches du Tage les forces qui revenaient de l'expédition de Copenhague. Dès son arrivée à Paris, Napoléon avait voulu que les cinq légions de réserve, dont il a été si souvent parlé, et qui avaient mission de remplacer les camps chargés de la défense des côtes, fussent complètement organisées, instruites et armées. Il avait prescrit aux cinq sénateurs qui les commandaient de tout disposer pour faire marcher deux

ou trois bataillons sur les six dont elles étaient composées. Ayant appris que ces deux ou trois bataillons par chaque légion étaient prêts, il ordonna de les réunir à Bayonne, de les former en trois divisions sous les généraux Barbou, Vedel, Malher; de les compléter avec deux bataillons de la garde de Paris, que le retour de cette garde, aguerrie en Pologne, rendait disponibles, avec quatre bataillons suisses qui stationnaient les uns à Rennes, les autres à Boulogne et à Marseille, enfin avec le troisième bataillon du 5^e léger, en garnison à Cherbourg, et le premier du 47^e de ligne, en garnison à Grenoble. C'étaient vingt et un ou vingt-deux bataillons, qui allaient partir du siège de chaque légion, c'est-à-dire de Rennes, Versailles, Lille, Metz, Grenoble, et être rendus vers la fin de novembre à Bayonne. Ils devaient former un corps de 23,000 à 24,000 hommes, suivi de quarante bouches à feu, et de quelques centaines de cavaliers, sous les ordres de l'un des généraux de division les plus distingués du temps, du général Dupont, illustré à Albeck, Diernstein, Halle, Friedland, et destiné par Napoléon à devenir bientôt maréchal. C'était une seconde armée suffisante pour soutenir celle de Junot, quelque importance que pussent acquérir les événements du Portugal. Elle prit le nom de deuxième corps d'observation de la Gironde, l'armée de Junot ayant déjà reçu le titre de premier corps. Il ne manquait à l'une et à l'autre de ces armées que de la cavalerie. Napoléon leur en prépara une nombreuse et bonne, à Compiègne, Chartres, Orléans et Tours. Il avait, comme on doit s'en souvenir, pendant la campagne de Pologne, mis autant de soin à entretenir les dépôts de cavalerie que ceux d'infanterie. Il les avait sans cesse pourvus d'hommes et de chevaux, et il pouvait en tirer, pour les employer dans le Midi, les renforts que la paix de Tilsit le dispensait d'envoyer dans le Nord. Il ordonna donc de réunir à Compiègne une brigade de 1,000 hussards, à Chartres une brigade de 1,200 chasseurs, à Orléans une brigade de 1,500 dragons, et une quatrième de 1,400 cuirassiers à Tours, ce qui formait un total de 5,000 chevaux tiré des dépôts, et bien assez nombreux pour les pays montagneux où les deux armées de la Gironde étaient appelées à opérer. Ce n'étaient là que de simples précautions, car il était douteux qu'il fallût autant de forces en Portugal; mais Napoléon avait grand désir d'attirer les Anglais de ce côté, et, bien que les soldats qu'il y envoyait fussent jeunes, il les trouvait suffisants

pour les opposer aux troupes britanniques, et plus que suffisants pour battre les armées méridionales, dont il ne faisait alors aucun cas.

Tout était donc préparé pour s'emparer du Portugal, indépendamment du secours promis par les Espagnols. On avait reçu de la cour de Lisbonne une réponse telle que Napoléon l'avait prévue, et telle qu'il la lui fallait après l'événement de Copenhague, pour se dispenser de tout ménagement. Le prince régent du Portugal, gendre, comme on sait, du roi et de la reine d'Espagne, n'en était pas moins par tradition héréditaire et par faiblesse personnelle le sujet dévoué de l'Angleterre. Ses ministres différaient d'avis, il est vrai, et quelques-uns d'entre eux pensaient que la dépendance de l'Angleterre n'était ni le régime le plus souhaitable pour le Portugal, ni le moyen le plus assuré de vendre ses vins et de se procurer des blés. Mais les autres pensaient que vivre de l'Angleterre et par l'Angleterre était chose bonne en tout temps, et bien meilleure depuis que la France était entrée dans la carrière des révolutions, et qu'en se rapprochant d'elle on courait la chance de changer non-seulement de régime industriel, mais de régime social. Le prince régent, averti par M. de Lima, son ambassadeur à Paris, et par M. de Rayneval, chargé d'affaires de France à Lisbonne, des volontés absolues de Napoléon, avait concerté avec le cabinet britannique la conduite à tenir, dans le double but de s'épargner la présence d'une armée française, et de faire essuyer aux intérêts anglais le moindre dommage possible. En conséquence, on s'était entendu avec M. Canning, par l'intermédiaire de lord Strangford, et on avait pris le parti de concéder à la France l'exclusion apparente du pavillon britannique, si même il le fallait, une déclaration de guerre simulée contre l'Angleterre; mais de se refuser, à l'égard des négociants de celle-ci, à toute mesure contre les personnes et les propriétés, car Lisbonne et Oporto étaient devenus de vrais comptoirs anglais, où négociants, capitaux, bâtiments, tout était anglais. Accorder l'arrestation des personnes et la saisie des propriétés, comme le demandait Napoléon, eût été porter dans ces comptoirs le ravage et la ruine. Cette réponse convenue, on espérait que, si la France s'en contentait, le commerce du Portugal, si avantageux à l'activité britannique, si commode à la paresse portugaise, en serait quitte pour une gêne momentanée, et que la marine royale anglaise en serait quitte aussi pour aller directement de Portsmouth à Gibraltar sans tou-

cher à Lisbonne. Encore ne manquerait-elle pas, au besoin, de relâcher sur les points les moins fréquentés des côtes du Portugal, en prétextant le mauvais temps; de quoi la cour de Portugal s'excuserait en alléguant les lois de l'humanité. Si la France n'acceptait pas de telles conditions, la cour de Lisbonne, plutôt que de rompre avec l'Angleterre, était résolue aux dernières extrémités, non pas à une lutte contre les troupes françaises (elle était incapable de ce noble désespoir), mais à une fuite au delà des mers.

Cette race de Bragance, vieillie comme sa voisine la race des Bourbons d'Espagne, plongée comme elle dans l'ignorance, la mollesse, la lâcheté, avait pris en aversion et le siècle où se passaient de si effrayantes révolutions, et le sol même de l'Europe qui leur servait de théâtre. Elle allait dans sa honteuse misanthropie jusqu'à vouloir se retirer dans l'Amérique du Sud, dont elle partageait le territoire avec l'Espagne. Les flatteurs de ses vulgaires penchants lui vantaient sans cesse la richesse de ses possessions d'outre-mer, comme on vante à un riche qu'on encourage à se ruiner son patrimoine qu'il ne connaît pas. Ils lui disaient que ce n'était pas la peine de contester aux oppresseurs de l'Europe le petit sol, tour à tour rocailleux ou sablonneux, du Portugal, tandis qu'on avait au delà de l'Atlantique un empire magnifique, presque aussi grand à lui seul que cette triste Europe qu'un million d'avidés soldats se disputaient; empire semé d'or, d'argent, de diamants, où l'on trouverait le repos, sans un seul ennemi à craindre. Fuir le Portugal, en abandonner les stériles rivages aux Anglais et aux Français, qui les arroseraient de leur sang tant qu'il leur plairait, et laisser au peuple portugais, vieux compagnon d'armes des Bragance, le soin de défendre son indépendance s'il y tenait encore, tels étaient les honteux projets qui de temps en temps calmaient les terreurs du régent de Portugal et de sa famille. Cependant cette indigne faiblesse n'était combattue chez ce prince que par une autre faiblesse, c'est-à-dire par la peine de prendre un grand parti, de se séparer des lieux où il avait passé sa molle vie, d'armer une flotte, de s'y transporter avec ses domestiques, ses courtisans, ses richesses, de s'en aller enfin à travers les mers braver une nou-

veauté pour en fuir une autre. Entre ces deux faiblesses, la cour de Portugal hésitait, mais prête à s'embarquer si le bruit des pas d'une armée française venait frapper ses oreilles. Il fut donc officiellement répondu à M. de Rayneval qu'on romprait avec la Grande-Bretagne, bien que le Portugal pût difficilement se passer d'elle, qu'on irait même jusqu'à lui déclarer la guerre, mais qu'il répugnait à l'honnêteté du prince régent de faire arrêter les négociants anglais et saisir leurs propriétés.

Napoléon était trop perspicace pour se payer de semblables défaites. Il voyait très-clairement que la réponse avait été concertée à Londres¹, que l'exclusion des Anglais ne serait qu'illusoire, et qu'ainsi son but principal ne serait pas atteint. Il savait d'ailleurs que la famille de Bragance nourrissait le projet de se retirer au Brésil; et il n'en était point fâché, car malheureusement depuis le désastre de Copenhague ses idées avaient pris un autre cours. Il voulait, non pas achever en occupant le Portugal la clôture des rivages du continent, mais s'approprier le Portugal lui-même pour en disposer à son gré. Au lieu de profiter de l'avantage moral que lui donnait sur l'Angleterre la honteuse violence commise par celle-ci contre le Danemark, il était décidé à ne plus s'imposer de ménagements envers les amis et les complaisants de la politique anglaise, et à les détruire tous au profit de la famille Bonaparte, se disant qu'à la fin de la guerre il n'en serait ni plus ni moins; qu'un État de plus supprimé en Europe n'ajouterait pas aux difficultés de la paix; que ce qui serait fait serait fait; qu'on adopterait, suivant l'usage, le *status præsens* comme base des négociations, et que, si la face de la Péninsule était changée, on serait bien obligé de l'admettre telle qu'on la trouverait, et de la comprendre au traité général dans son nouvel état. En conséquence, il résolut de s'approprier le Portugal, sauf à s'entendre avec l'Espagne, et même à s'en servir pour révolutionner l'Espagne elle-même; car elle lui déplaisait, elle le gênait, elle le révoltait dans son état actuel, autant que les cours de Naples et de Lisbonne, qu'il avait déjà chassées, ou qu'il allait chasser de leur trône chancelant. Tel fut le commencement des plus grandes fautes, des plus

¹ Ce n'est point ici une assertion inventée pour justifier Napoléon de sa conduite envers le Portugal, mais une vérité authentique, officiellement prouvée. Eu effet, quelque temps après, lorsque la cour de Lisbonne réfugiée au Brésil n'avait plus à craindre les armées françaises, M. Canning avoua à la

tribune du parlement que toutes les réponses du Portugal à Napoléon avaient été concertées avec le ministère britannique. Des dépêches publiées depuis fournirent cette preuve avec encore plus de détail et d'évidence.

grands malheurs de son règne! Notre cœur se serre en approchant de ce sinistre récit, car ce n'est pas seulement l'origine des malheurs de l'un des hommes les plus extraordinaires, les plus séduisants de l'humanité, mais c'est l'origine des malheurs de notre patrie infortunée, entraînée avec son héros dans une chute épouvantable.

Napoléon ordonna donc à M. de Rayneval de quitter Lisbonne, fit remettre à M. de Lima ses passe ports, recommanda au général Junot de hâter la marche de ses troupes, et de n'écouter aucune proposition, quelle qu'elle fût, sous le prétexte qu'il ne devait se mêler en rien de négociations, et qu'il avait pour mission unique de fermer Lisbonne aux Anglais. L'intention de Napoléon, en faisant marcher sans relâche et sans rémission sur Lisbonne, était de saisir la flotte portugaise, et de confisquer toutes les propriétés anglaises, tant à Lisbonne qu'à Oporto. Si la cour de Lisbonne prenait la fuite, il tenait à lui enlever le plus de matériel naval et de valeurs commerciales qu'il pourrait. Si elle restait, au contraire, en se soumettant à ses exigences, la capture de la flotte portugaise, le butin enlevé aux Anglais, le dédommageraient de ne pouvoir détruire la maison de Bragançe, car il devenait impossible de sévir contre une cour soumise et désarmée.

Mais restait à disposer du Portugal, au cas où la maison de Bragançe s'en irait en Amérique. S'en emparer pour la France n'était pas admissible, même pour un conquérant qui avait déjà constitué des départements français sur le Pô, qui devait en constituer bientôt sur le Tibre et sur l'Elbe. Le donner à un des princes de la maison Bonaparte, qui attendait encore une couronne, semblait plus raisonnable; mais c'était adopter pour la Péninsule un arrangement qui aurait un caractère définitif, et Napoléon de ce côté voulait tout laisser dans un doute qui n'interdit aucune combinaison ultérieure. Depuis quelque temps une pensée fatale commençait à dominer son esprit. Ayant déjà chassé de leur trône les Bourbons de Naples, il se disait souvent qu'il faudrait un jour agir de même avec les Bourbons d'Espagne, qui n'étaient pas assez entreprenants pour l'assaillir ouvertement, comme avaient fait ceux de Naples, mais qui au fond lui étaient aussi hostiles; qui avaient essayé de le trahir la veille d'Iéna; qui ne manqueraient pas d'en saisir encore la première occasion; qui finiraient peut-être par en trouver une mortelle pour lui, et

qui, lorsqu'ils ne le trahissaient pas d'intention, le trahissaient de fait, en laissant périr dans leurs mains la puissance espagnole, puissance aussi nécessaire à la France qu'à l'Espagne elle-même, et aussi complètement anéantie en 1807 que si elle n'avait jamais existé. Quand Napoléon songeait au danger d'avoir des Bourbons sur ses derrières, danger peu alarmant pour lui-même, mais très-inquiétant pour ses successeurs qui n'auraient pas son génie, et qui rencontreraient peut-être dans les successeurs de Charles IV des qualités qu'ils n'auraient plus eux-mêmes; quand il songeait à toutes les bassesses, à toutes les indignités, à toutes les perfidies de la cour de Madrid, non pas du malheureux Charles IV, mais de sa criminelle épouse et de son ignoble favori; quand il songeait à l'état de cette puissance, si grande encore sous Charles III, ayant alors des finances et une marine imposante, n'ayant plus aujourd'hui ni un écu, ni une flotte, et laissant inertes des ressources qui dans d'autres mains auraient déjà servi, par leur réunion avec celles de France, à réduire l'Angleterre, il était saisi d'indignation pour le présent, de crainte pour l'avenir; il se disait qu'il fallait en finir, et profiter de la soumission du continent à ses vues, du concours dévoué que la Russie offrait à sa politique, de la prolongation inévitable de la guerre à laquelle l'Angleterre condamnait l'Europe, et de l'odieux que venait d'exciter contre elle sa conduite envers le Danemark, pour achever de renouveler la face de l'Occident; pour y substituer partout les Bonaparte aux Bourbons; pour régénérer une noble et généreuse nation, endormie dans l'oisiveté et l'ignorance; pour lui rendre sa puissance, et procurer à la France une alliée fidèle, utile, au lieu d'une alliée infidèle, inutile, désespérante. Napoléon se disait, enfin, que la grandeur du résultat l'absoudrait de la violence ou de la ruse qu'il faudrait peut-être employer pour renverser une cour toujours prête à le trahir lorsque dans ses courses incessantes il s'éloignait de l'Occident, prompt à se prosterner quand il y revenait, donnant enfin cent raisons réelles, mais aucune raison ostensible de la détruire.

Ces pensées auraient été vraies, justes, réalisables même, si déjà il n'avait entrepris au nord plus d'œuvres qu'il n'était possible d'en accomplir en plusieurs règnes, si déjà il ne s'était chargé de constituer l'Italie, l'Allemagne, la Pologne! De toutes ces œuvres, non pas la plus facile, mais la plus urgente, la plus utile après la

constitution de l'Italie, c'eût été la régénération de l'Espagne. Sur les quatre cent mille vieux soldats, employés du Rhin à la Vistule, cent mille y auraient suffi, et n'auraient pu recevoir un meilleur emploi. Mais ajouter à tant d'entreprises au nord une entreprise nouvelle au midi, la tenter avec des troupes à peine organisées, était bien grave et bien hasardeux ! Napoléon ne le croyait pas. Il ne savait pas une difficulté qu'il n'eût vaincue du Rhin au Niémen, de l'Océan à l'Adriatique, des Alpes Juliennes au détroit de Messine, du détroit de Messine aux bords du Jourdain. Il méprisait profondément les troupes méridionales, leurs officiers, leurs chefs, ne faisait pas beaucoup plus de cas des troupes anglaises, et ne considérait pas les Espagnes comme plus difficiles à soumettre que les Calabres. Elles étaient plus vastes, à la vérité ; ce qui signifiait que si 50,000 hommes avaient suffi dans les Calabres, 80,000 ou 100,000 suffiraient en Espagne, surtout quand on apporterait à la brave nation espagnole, au lieu de la dissolution honteuse où elle était plongée, une régénération qu'elle appelait de tous ses vœux ! Ce n'était donc pas la difficulté matérielle qui faisait hésiter Napoléon, c'était la difficulté morale, c'était l'impossibilité de trouver aux yeux du monde un prétexte plausible pour traiter Charles IV et sa femme comme il avait traité Caroline de Naples et son époux. Or, une dynastie qui au retour de Tilsit lui envoyait trois ambassadeurs pour lui rendre hommage ; qui, tout en le trahissant secrètement quand elle pouvait, lui donnait ses armées, ses flottes dès qu'il les demandait, une telle dynastie ne fournissait pour la détrôner aucun motif que le sentiment public de l'Europe pût accepter comme spécieux. Si puissant, si glorieux que fût Napoléon ; qu'aux victoires de Montenotte, de Castiglione, de Rivoli, il eût ajouté celles des Pyramides, de Marengo, d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland ; qu'au Concordat, au Code civil, il eût ajouté cent mesures d'humanité et de civilisation, il n'était pas possible, sans révolter le monde, de venir dire un jour : « Charles IV est un prince imbécile, trompé par sa femme, dominé par un favori qui avilit et ruine l'Espagne ; et moi, Napoléon, en vertu de mon génie, de ma mission providentielle, je le détrône pour régénérer l'Espagne. » De telles manières de procéder, l'humanité ne les permet à aucun homme, quel qu'il soit. Elle les pardonne quelquefois après l'événement, après le succès, et alors elle y adore la main de Dieu, si le bien des nations en est

résulté. Mais en attendant elle considère de telles entreprises comme un attentat à la sainte indépendance des nations.

Napoléon ne pouvait donc pas détrôner Charles IV pour son imbécillité, pour sa faiblesse, pour l'adultère de sa femme, pour l'abaissement de l'Espagne. Il lui aurait fallu un grief qui lui conférât le droit d'entrer chez son voisin, et d'y changer la dynastie régnante. Il lui aurait fallu une trahison dans le genre de celle que se permit la reine de Naples, lorsque, après avoir signé un traité de neutralité, elle assaillit l'armée française par derrière ; ou bien un massacre tel que celui de Vérone, lorsque la république de Venise égorgea nos blessés et nos malades pendant que l'armée française marchait sur Vienne. Mais Napoléon n'avait à alléguer qu'une proclamation équivoque, publiée la veille d'Iéna pour appeler la nation espagnole aux armes, proclamation qu'il avait affecté de considérer comme insignifiante, qui était accompagnée, il est vrai, de communications secrètes avec l'Angleterre, démontrées depuis, fortement soupçonnées alors, mais niées par la cour d'Espagne ; et de tels griefs ne suffisaient pas pour justifier ces mots romains prononcés déjà contre les Bourbons de Naples : *Les Bourbons d'Espagne ont cessé de régner.*

Napoléon toutefois attendait des divisions intestines qui troublaient l'Escurial un prétexte pour intervenir, pour entrer en libérateur, en pacificateur, en voisin offensé peut-être. Mais s'il avait une pensée générale, systématique, quant au but à atteindre, il n'était fixé ni sur le jour, ni sur la manière d'agir. Il se serait même accommodé d'une simple alliance de famille entre les deux cours, qui eût promis une régénération complète de l'Espagne, et par cette régénération une alliance sincère et utile entre les deux nations. Aussi ne voulait-il, à propos du Portugal, aucun parti définitif qui l'enchainât à l'égard de la cour de Madrid. Il aurait pu, par exemple, et c'eût été le parti le plus sûr, donner le Portugal à l'Espagne, moyennant les Baléares, les Philippines, ou telle autre possession éloignée. Il aurait ainsi transporté de joie la nation espagnole, en satisfaisant la plus ancienne, la plus constante de ses ambitions ; il aurait enchanté la cour elle-même en jetant un voile glorieux sur ses turpitudes ; il aurait fait aimer l'alliance de la France, qui jusqu'ici ne paraissait qu'onéreuse aux Espagnols. Mais agir de la sorte, c'eût été récompenser la lâcheté, la trahison, l'incapacité, comme la fidélité la mieux éprouvée

et la plus utile. On ne pouvait guère l'exiger d'un allié aussi mécontent que Napoléon avait sujet de l'être. Il y avait un autre parti à prendre; c'était de s'approprier, en échange du Portugal, quelques provinces espagnoles voisines de notre frontière, et de se créer un pied-à-terre au delà des Pyrénées, comme on en avait un au delà des Alpes, par la possession du Piémont; politique détestable, bonne tout au plus pour l'Autriche, qui a toujours voulu posséder le revers des Alpes, et dont le sol d'ailleurs, composé de conquêtes mal liées ensemble, n'est pas dessiné par la nature de manière à lui inspirer le goût des frontières bien tracées. S'emparer des provinces basques et de celles qui bordent l'Èbre, telles que l'Aragon et la Catalogne, eût donc été une faute contre la géographie, un moyen assuré de blesser tous les Espagnols au cœur, et une bien impuissante manière de placer leur gouvernement sous la dépendance de Napoléon; car pour soumis, incapable de se défendre, ce gouvernement l'était; mais habile, actif, dévoué, tel enfin qu'il fallait le souhaiter, il ne le serait pas devenu par l'abandon de l'Aragon ou de la Catalogne à la France. On l'aurait ainsi rendu plus méprisable, mais non plus fort, plus courageux, plus appliqué.

Cette manière de disposer du Portugal était la plus mauvaise de toutes, et la plus dangereuse. Napoléon n'y inclinait pas. Cependant il l'avait examinée comme toutes les autres, et même à cette époque, ce qui prouve qu'il y avait pensé, il faisait demander à la légation française à Madrid une statistique des provinces basques et des provinces que l'Èbre arrose dans son cours. Autour de lui se trouvait alors un conseiller dangereux, dangereux non parce qu'il manquait de bon sens, mais parce qu'il manquait de l'amour du vrai: c'était M. de Talleyrand, qui, ayant deviné les secrètes préoccupations de Napoléon, exerçait sur lui la plus funeste des séductions; c'était de l'entretenir sans relâche de l'objet de ses pensées. Il n'y a pas pour la puissance de flatteur plus dangereux que le courtisan disgracié qui veut recouvrer sa faveur. Le ministre Fouché, ayant perdu en 1802 le portefeuille de la police, pour avoir improuvé l'excellente institution du Consulat à vie, s'était efforcé de regagner son portefeuille perdu en secondant par mille intrigues la funeste institution de l'Empire. M. de Talleyrand jouait en ce moment un rôle pareil. Il avait sensiblement déplu à Napoléon en voulant quitter le portefeuille des affaires

étrangères pour la position de grand dignitaire, et il cherchait à lui plaire de nouveau, en le conseillant comme il aimait à l'être. M. de Talleyrand était du voyage de Fontainebleau. Il voyait depuis l'événement de Copenhague la série des guerres reprise et continuée, la France lançant la Russie au nord et à l'orient pour pouvoir se lancer elle-même au midi et à l'occident, la question du Portugal devenue pressante, et, s'il n'avait pas assez de génie pour juger les arrangements qui convenaient le mieux à l'Europe, il avait assez d'entente des passions humaines pour juger que Napoléon était plein de pensées encore vagues, mais absorbantes, relativement à la Péninsule. Cette découverte faite, il avait essayé d'amener l'entretien sur ce sujet, et il avait vu tout à coup la froideur de Napoléon à son égard s'évanouir, la conversation renaître, et sinon la confiance, du moins l'abandon se rétablir. Il en avait profité, et n'avait cessé d'ajouter, au tableau déjà si hideux de la cour d'Espagne, des couleurs dont ce tableau n'avait pas besoin pour offenser les yeux de Napoléon. A propos du Portugal, il avait paru fort d'avis que descendre sur l'Èbre, s'y établir, en compensation de la cession faite à l'Espagne des bords du Tage, était une position d'attente, utile et bonne à prendre. Napoléon n'inclinait pas vers ce projet, et en préférait un autre. Mais M. de Talleyrand n'en était pas moins devenu son plus intime confident, après avoir été accueilli pendant deux mois avec une froideur extrême. On voyait sans cesse Napoléon, dès qu'il revenait de la chasse, ou qu'il quittait le cercle des femmes, on le voyait en tête-à-tête avec M. de Talleyrand, parler longuement, avec feu, quelquefois avec une sombre préoccupation, d'un sujet évidemment grave, qu'on ignorait, qu'on ne s'expliquait même pas, tant l'Empire semblait puissant, prospère et pacifié depuis Tilsit! Napoléon, se promenant dans les vastes galeries de Fontainebleau, tantôt avec lenteur, tantôt avec une vitesse proportionnée à celle de ses pensées, mettait à la torture le courtisan infirme, qui ne pouvait le suivre qu'en immolant son corps, comme il immolait son âme à flatter les funestes et déplorables entraînements du génie. Un seul homme, privé pour la première fois de la confiance dont il avait joui, l'archichancelier Cambacérès, pénétrait le sujet de ces entretiens, n'osait malheureusement ni les interrompre, ni opposer ses assiduités à celles de M. de Talleyrand; car avec le temps Napoléon, devenu pour lui plus impérieux sans être moins amical,

était moins accessible aux conseils de sa timide sagesse. Quelques mots échappés à l'archichancelier Cambacérés avaient suffi pour déceler l'opposition de cet homme d'État clairvoyant à toute nouvelle entreprise, et particulièrement à toute immixtion dans les affaires inextricables de la Péninsule, où des gouvernements corrompus régnaient sur des peuples à demi sauvages, où l'on devait trouver décuplées les difficultés que Joseph rencontrait dans les Calabres. Napoléon avait donc parfaitement discerné l'opinion du prince Cambacérés, et, craignant l'improbation d'un homme sage, lui qui ne craignait pas le monde, il lui témoignait la même amitié, mais plus la même confiance ¹.

On venait de voir paraître à Fontainebleau un autre personnage, celui-là obscur, rarement admis à l'honneur de figurer en présence de Napoléon, mais aussi rusé, aussi habile qu'aucun agent secret puisse l'être: c'était M. Yzquierdo, l'homme de confiance du prince de la Paix, et envoyé à Paris, comme nous l'avons dit plus haut, pour traiter sérieusement les affaires que MM. de Maserano et de Frias ne traitaient que pour la forme. Il était non-seulement chargé des intérêts de l'Espagne, mais aussi des intérêts personnels du prince de la Paix, auquel il était fort attaché, en ayant été distingué et apprécié jusqu'à recevoir de lui les plus importantes missions. Il faisait le mieux qu'il pouvait les affaires de son pays, et celles d'Emmanuel Godoy; car, bien que dévoué à ce dernier, il était bon Espagnol. Doué d'une sagacité rare, il avait pressenti que le moment critique approchait pour l'Espagne; car d'une part Napoléon se dégoûtait chaque jour davantage d'une alliée incapable et perfide, et d'autre part, ayant successivement touché à toutes les questions européennes, il était naturellement conduit à celle de la Péninsule, et amené aux affaires du Midi, par la conclusion, du moins apparente, de celles du Nord. Aussi cet agent subtil et insinuant employait-il tous ses efforts pour être informé de ce qui se passait dans les conseils de l'Empereur. Il avait trouvé un moyen d'y pénétrer par le grand maréchal du palais, Duroc, lequel avait épousé une dame espagnole, fille de M. d'Hervas, autrefois chargé des affaires de finances de la cour de Madrid, et depuis devenu marquis d'Almenara et ambassadeur à Constantinople. M. Yzquierdo avait cultivé cette pré-

cieuse relation, et cherchait à travers la droiture et la discrétion du grand maréchal Duroc, soit à découvrir les desseins de Napoléon, soit à lui faire parvenir des paroles utiles. Il n'avait pas manqué, à l'occasion du Portugal, de paraître plus souvent à Fontainebleau, pour tâcher d'obtenir le résultat le plus avantageux à l'Espagne et à son protecteur.

La cour de Madrid, bien qu'elle sentit tous ses desirs se réveiller à l'idée d'une opération sur le Portugal, ne voyait pas néanmoins sans quelque chagrin la maison de Bragance poussée vers le Brésil, car elle-même éprouvait de grandes inquiétudes pour ses colonies d'Amérique depuis que les États-Unis avaient secoué le joug de l'Angleterre. L'établissement d'un État européen et indépendant au Brésil lui faisait craindre une nouvelle commotion qui conduirait le Mexique, le Pérou, les provinces de la Plata, à se constituer également en États libres, et dans les moments où la prévoyance l'emportait chez elle sur l'avidité, elle aurait mieux aimé voir les Bragance rester à Lisbonne que de voir naître par leur départ des chances d'acquérir le Portugal. Cependant il n'était pas probable que les Bragance, sauvés une première fois en 1802 par l'Espagne, ce qui avait coûté à celle-ci l'île de la Trinité, pussent l'être encore une fois en 1807. Il fallait donc se résigner à ce qu'ils fussent, de gré ou de force, relégués au Brésil. Dans cette situation, la cour de Madrid n'avait pas mieux à faire que de chercher à acquérir le Portugal. Mais elle sentait bien qu'elle avait peu mérité de Napoléon une si riche récompense; elle se doutait qu'il faudrait l'acheter par des sacrifices, peut-être même consentir à ce qu'il fût divisé; et pour ce cas M. Yzquierdo avait une mission secondaire, c'était d'obtenir l'une des provinces du Portugal pour son protecteur, le prince de la Paix. Celui-ci voyant de jour en jour se former contre lui, tant à la cour qu'au sein de la nation, un orage redoutable, voulait, s'il était précipité du faite des grandeurs, ne pas tomber dans le néant, mais dans une principauté indépendante et solidement garantie. La reine souhaitait avec ardeur pour son favori ce beau refuge. Le bon Charles IV le croyait dû aux grands services de l'homme qui, disait-il, l'aidait depuis vingt ans à porter le poids de la couronne. En conséquence M. Yzquierdo avait reçu de ses souverains, autant que

¹ Je rapporte ici l'assertion du prince Cambacérés lui-même, confirmée par le dire de témoins oculaires, les uns anciens

ministres de Napoléon, les autres membres de sa cour, et par de nombreuses correspondances.

du prince de la Paix lui-même, la recommandation expresse de poursuivre ce résultat, dans le cas toutefois où le Portugal ne serait pas intégralement donné à l'Espagne. Il y avait une autre ambition à satisfaire encore en cas de partage du Portugal; c'était celle de la reine d'Étrurie, fille chérie du roi et de la reine d'Espagne, veuve du prince de Parme, mère d'un roi de cinq ans, et régente du royaume d'Étrurie, institué il y avait quelques années par le Premier Consul. On se doutait bien que Napoléon ne laisserait pas plus à l'Espagne qu'à l'Autriche des possessions en Italie, et, dans cette prévision, l'on demandait pour la reine d'Étrurie une partie du Portugal. Le Portugal, divisé alors en deux principautés vassales de la couronne d'Espagne, serait devenu en réalité une province espagnole. De plus la cour de Madrid, dans sa fainéantise, dans son abaissement, nourrissait un désir ambitieux, c'était d'acquiescer un titre qui couvrit ses misères présentes, et elle souhaitait que Charles IV s'appelât ROI DES ESPAGNES ET EMPEREUR DES AMÉRIQUES. Chacun ainsi dans cette cour avilie eût été satisfait. Le favori aurait eu une principauté pour y abriter ses turpitudes; la reine aurait eu le plaisir de pourvoir son favori, et avec lui sa fille préférée; le roi enfin aurait en passant recueilli un titre pour l'amusement de son imbécile vanité.

Telles étaient les idées que M. Yzquierdo avait mission de faire agréer à Fontainebleau. De tous les projets possibles, le dernier était celui qui s'éloignait le moins des vues de Napoléon. Il ne voulait d'abord, comme nous l'avons dit, d'aucun arrangement qui pût devenir définitif. Il n'entendait pas donner purement et simplement le Portugal à la cour de Madrid, don qu'elle n'avait pas mérité, et qui l'aurait relevée aux yeux des Espagnols. Il avait renoncé à l'idée, préconisée par M. de Talleyrand, de prendre pied au delà des Pyrénées par l'acquisition des provinces de l'Èbre. Dès lors il devait préférer, sauf à le modifier, le projet de morcellement qu'avait apporté M. Yzquierdo, et qui avait pour le moment les seuls avantages auxquels il aspirait. D'abord Napoléon était résolu à purger l'Italie de tous princes étrangers, et après en avoir expulsé les Autrichiens il tenait à en écarter aussi les Espagnols, non pas comme dangereux, mais comme incommodes. On avait donc bien deviné sa véritable pensée, en supposant qu'il chercherait à recou-

vrer l'Étrurie, au moyen d'un échange contre une portion du Portugal. Ensuite, bien que rempli de mépris pour le favori qui avilissait et perdait l'Espagne, il tenait à se l'attacher quelque temps encore, afin de l'avoir à sa disposition dans les différentes éventualités qu'il prévoyait, ou qu'il voulait faire naître. Mais il trouvait que c'était trop que de donner à la reine d'Étrurie une moitié du Portugal pour prix de la Toscane, et au favori l'autre moitié pour prix de son dévouement. En conséquence, prenant peu de peine pour persuader des gens auxquels il n'avait qu'à signifier ses volontés, il dicta à M. de Champagny, le 25 octobre au matin, une note contenant ses résolutions définitives¹. Il accordait à la reine d'Étrurie pour son fils un État de 800,000 âmes de population, situé sur le Douro, ayant Oporto pour capitale, et devant porter le titre de royaume de LA LUSITANIE SEPTENTRIONALE. A l'autre extrémité du Portugal, dans la partie méridionale, il accordait au prince de la Paix un État de 400,000 âmes de population, composé des Algarves et de l'Alentejo, sous le titre de PRINCIPAUTÉ DES ALGARVES. Ces deux petits États réunis représentaient la population de la Toscane, alors évaluée à 1,200,000 âmes. Napoléon n'était pas assez content de l'Espagne pour lui rendre plus qu'il ne lui ôtait. Il se réservait le milieu du Portugal, c'est-à-dire Lisbonne, le Tage, le haut Douro, portant les noms d'*Estramadure portugaise*, de *Beira*, de *Tras-os-Montes*, et comprenant une population de 2,000,000 d'habitants, pour en disposer à la paix. Cet arrangement tout provisoire lui convenait à merveille, car il laissait toutes choses en suspens, et il offrait ou le moyen de recouvrer plus tard les colonies espagnoles en rendant les deux tiers du Portugal à la maison de Bragançe, ou le moyen de faire avec la maison d'Espagne tel partage de territoire qu'on voudrait, si on se décidait à la laisser régner en se l'attachant par les liens d'un mariage. Dans tous les cas, il était convenu que les nouvelles principautés portugaises seraient constituées en souverainetés vassales de la couronne d'Espagne, et que le pauvre roi Charles IV s'appellerait, suivant ses désirs, ROI DES ESPAGNES ET EMPEREUR DES AMÉRIQUES, et porterait comme Napoléon le double titre de MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE.

Outre ces conditions, Napoléon exigeait que l'Espagne joignit aux troupes françaises une divi-

¹ C'est d'après cette note elle-même, et les propres instructions envoyées de Madrid à M. Yzquierdo, les unes et les au-

tres conservées au Louvre dans les papiers de Napoléon, que j'écris ce récit.

sion de 10,000 Espagnols pour envahir la province d'Oporto, une de 10,000 à 11,000 pour seconder le mouvement des Français sur Lisbonne, et une de 6,000 pour occuper les Algarves. Il était entendu que le général Junot commanderait les troupes françaises et alliées, à moins que le prince de la Paix ou le roi Charles IV ne se rendissent à l'armée; ce qu'ils avaient promis de ne pas faire, car Napoléon n'aurait jamais voulu confier à de tels généraux le sort d'un seul de ses soldats. En disposant ainsi du Portugal, Napoléon recouvrait tout de suite l'Étrurie, ce dont il était pressé pour ses arrangements d'Italie, jetait un grossier appât à l'ambition du prince de la Paix, ajournait toute résolution à l'égard de la Péninsule, et ne décidait même pas sans retour la question de l'établissement des Bragance en Amérique.

Le traité qui contenait ce partage provisoire du Portugal fut rédigé conformément à la note que Napoléon avait dictée à M. de Champagny, et signé par M. Yzquierdo pour l'Espagne, par le grand maréchal Duroc pour la France. Il fut signé à Fontainebleau même, le 27 octobre, et il a acquis sous le titre de TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU une malheureuse célébrité, parce qu'il a été le premier acte de l'invasion de la Péninsule.

A peine les signatures étaient-elles données que l'ordre fut expédié au général Junot, dont les troupes entrées le 17 en Espagne se trouvaient déjà rendues à Salamanque, de se porter sur le Tage par Alcantara, d'en suivre la rive droite, tandis que le général Solano, marquis del Socorro, avec 10,000 Espagnols, en suivrait la rive gauche. Il fut expressément recommandé au général Junot d'envoyer à Paris tous les émissaires portugais qui viendraient à sa rencontre, en disant qu'il n'avait aucun pouvoir pour traiter, que ses instructions étaient de marcher à Lisbonne, en ami si on ne lui résistait pas, en conquérant si on lui opposait une résistance quelconque.

M. de Talleyrand, pour avoir prêté l'oreille à tous les épanchements de Napoléon sur l'Espagne, obtint ce qu'il désirait, c'est-à-dire une sorte de suprématie sur le département des affaires étrangères. Napoléon, irrité d'abord de le voir abandonner le portefeuille des affaires étrangères pour

la dignité purement honorifique de vice-grand-électeur, lui avait signifié qu'il n'aurait plus aucune part à la diplomatie de l'Empire. Mais, vaincu par l'adresse de M. de Talleyrand, il décréta que le vice-grand-électeur remplacerait dans leurs fonctions, non-seulement le grand-électeur lui-même, absent parce qu'il régnait à Naples, mais l'archichancelier d'État, absent aussi parce qu'il régnait à Milan. On se souvient sans doute que l'archichancelier d'État avait pour attribution spéciale la présentation des ambassadeurs, la garde des traités, en un mot la partie honorifique de la diplomatie impériale. M. de Talleyrand, joignant ainsi au rôle d'apparat qui lui était attribué par décret le rôle sérieux qu'il tenait de la confiance de l'Empereur, se trouvait à la fois dignitaire et ministre, ce qu'il avait toujours ambitionné, et ce que Napoléon avait déclaré ne jamais vouloir. L'archichancelier Cambacérès en fit la remarque à Napoléon, qui fut légèrement embarrassé, et promit que le décret ne serait point signé. Mais l'archichancelier Cambacérès partait alors pour revoir sa ville natale, celle de Montpellier, qu'il n'avait pas visitée depuis longtemps; et à peine était-il parti que le décret si désiré par M. de Talleyrand fut signé et publié comme acte officiel¹. Ainsi en cet instant décisif et funeste, la sagesse s'éloignait, et la complaisance restait, complaisance plus dangereuse chez M. de Talleyrand que chez aucun autre, car elle prenait chez lui toutes les formes du bon sens.

Le projet de Napoléon était de partir pour l'Italie, tout de suite après avoir reçu M. de Tolstoy, car depuis 1805 il n'avait pas revu ce pays de sa prédilection. Il voulait lui apporter le bienfait de sa présence vivifiante, embrasser son fils adoptif Eugène de Beauharnais, son frère aîné Joseph, et entretenir Lucien lui-même, qu'il espérait faire rentrer dans le sein de la famille impériale, peut-être même placer sur un trône. Mais tout à coup, au moment de partir, les nouvelles venues de Madrid l'arrêtèrent, et l'obligèrent à suspendre son départ². Ces nouvelles, qui depuis quelque temps commençaient à prendre un caractère grave, étaient de la nature la plus étrange et la plus inattendue. Elles annonçaient

¹ Ce qui paraît singulier, et ce qui est bien digne de remarque, c'est que l'archichancelier Cambacérès, dans ses précieux mémoires manuscrits, raconte que Napoléon adhéra à son conseil, et que M. de Talleyrand n'obtint pas ce qu'il souhaitait. C'est une erreur de ce grave personnage, car la correspondance de Napoléon et le *Moniteur* (n° 511 de 1807,

date du 7 novembre) prouvent que le décret fut signé. Mais Napoléon, pour échapper sans doute à l'embarras de s'en expliquer, n'en parla probablement plus à l'archichancelier, qui put croire que le décret n'existait pas.

² La correspondance de Napoléon prouve ce fait de la manière la plus authentique.

que le 27 octobre, jour même où se signait en France le traité de Fontainebleau, le prince des Asturies avait été arrêté à l'Escurial, et constitué prisonnier dans ses appartements; que ses papiers avaient été saisis, qu'on y avait trouvé les preuves d'une conspiration contre le trône, et qu'un procès criminel allait lui être intenté. Immédiatement après, une lettre du 29, signée de Charles IV lui-même, apprenait à Napoléon que son fils aîné, séduit par des scélérats, avait formé le double projet d'attenter à la vie de sa mère et à la couronne de son père. L'infortuné roi ajoutait qu'un tel attentat devait être puni, qu'on était occupé à en rechercher les instigateurs; mais que le prince, auteur ou complice de projets si abominables, ne pouvait être admis à régner; qu'un de ses frères, plus digne du rang suprême, le remplacerait dans le cœur paternel et sur le trône.

Poursuivre criminellement l'héritier de la couronne, changer l'ordre de successibilité au trône, étaient des résolutions d'une immense gravité, qui devaient émouvoir Napoléon, déjà fort occupé des affaires d'Espagne, et qui ne lui permettaient plus de s'éloigner. L'appel qu'on faisait à son amitié, presque à ses conseils, en lui annonçant ce malheur de famille, malheur bien affreux s'il était vrai, bien déshonorant s'il n'était qu'une calomnie d'une mère dénaturée, accueillie par un père imbécile, l'obligeait à s'enquérir exactement des faits, et presque à intervenir pour en dominer les conséquences. De plus, à la même époque, arrivaient des lettres du prince des Asturies, qui implorait la protection de Napoléon contre d'implacables ennemis, et demandait à devenir non-seulement son protégé, mais son parent, son fils adoptif, en obtenant la main d'une princesse française¹. Ainsi ces malheureux Bourbons, le père comme le fils, appelaient eux-mêmes, forçaient presque à se mêler de leurs affaires, le conquérant redoutable, déjà si dégoûté de leur incapacité, et trop disposé à les chasser d'un trône où ils étaient non-seulement inutiles, mais dangereux à la cause commune de la France et de l'Espagne.

On ne s'expliquerait pas ces circonstances étranges, si on ne revenait en arrière pour prendre connaissance de ce qui se passait depuis une année à la cour d'Espagne. On a vu ailleurs

(livre XVII) le tableau de cette cour dégénérée, dominée par un insolent favori, qui était parvenu à usurper en quelque sorte l'autorité royale, grâce à la passion qu'il avait inspirée vingt ans auparavant à une reine sans pudeur. S'il était en Europe un lieu fait pour présenter, dans tout ce qu'il a de plus hideux, le spectacle de la corruption des cours, c'était assurément l'Espagne. Derrière les Pyrénées, entre trois mers, presque sans communication avec l'Europe, à l'abri de ses armées et de ses idées, au milieu d'une opulence héréditaire, qui avait sa source dans les trésors du nouveau monde, et qui entretenait la paresse de la nation comme celle de ses princes; sous un climat ardent qui excite les sens plus que l'esprit, une vieille cour pouvait bien en effet s'endormir, s'amollir et dégénérer, entre un clergé intolérant pour l'hérésie mais tolérant pour le vice, et une nation habituée à considérer la royauté, quoi qu'elle fit, comme aussi sacrée que la Divinité elle-même. Vers la fin du dernier siècle, un prince sage, éclairé, laborieux, et un ministre digne de lui, Charles III et M. de Florida-Blanca, avaient essayé d'arrêter la décadence générale, mais n'avaient fait que suspendre un moment le triste cours des choses. Sous le règne suivant, l'Espagne était descendue au dernier degré de l'abaissement, bien que les belles qualités de la nation ne fussent qu'engourdis. Le roi Charles IV, toujours droit, bien intentionné, mais incapable de tout autre travail que celui de la chasse, regardant comme un bienfait du ciel que quelqu'un se chargeât de régner pour lui; son épouse, toujours dissolue comme une princesse romaine du Bas-Empire, toujours soumise à l'ancien garde du corps devenu prince de la Paix, et lui gardant son cœur tandis qu'elle donnait sa personne à de vulgaires amants que lui-même choisissait; le prince de la Paix toujours vain, léger, paresseux, ignorant, fourbe et lâche, manquant d'un seul vice, la cruauté, toujours dominant son maître en prenant la peine de concevoir pour lui les molles et capricieuses résolutions qui suffisaient à la marche d'un gouvernement avili; le roi, la reine, le prince de la Paix, avaient conduit l'Espagne à un état difficile à peindre. Plus de finances, plus de marine, plus d'armée, plus de politique, plus d'autorité sur des colonies prêtes à se révolter, plus de respect

¹ La lettre fort connue dans laquelle Ferdinand demandait à Napoléon sa protection et la main d'une princesse de sa famille est du 11 octobre. Mais, par des raisons que nous dirons ailleurs, elle ne fut expédiée par M. de Beaubarnais

que dans une dépêche du 20, partit le 20 ou le 21 de Madrid, et ne put arriver que le 28 à Paris, peut-être le 29 à Fontainebleau. Les courriers de Madrid mettaient alors sept ou huit jours pour se rendre à Paris.

de la part d'une nation indignée, plus de relations avec l'Europe qui dédaignait une cour lâche, perfide et sans volonté; plus même d'appui en France, car Napoléon avait été amené par le mépris à croire tout permis envers une puissance arrivée à cet état d'abjection: telle était l'Espagne en octobre 1807.

Le premier intérêt de la monarchie espagnole, depuis qu'enfermée entre les Pyrénées et les mers qui l'enveloppent, elle n'a plus à s'inquiéter ni des Pays-Bas ni de l'Italie, le premier intérêt c'est la marine, qui comprenait alors l'administration de ses colonies et celle de ses arsenaux. Ses colonies ne contenaient ni soldats, ni fusils pour armer les colons à défaut de soldats. Ses capitaines généraux étaient pour la plupart des officiers si timides et si incapables, que le gouverneur des provinces de la Plata avait livré sans combat Buenos-Ayres aux Anglais, et qu'il avait fallu qu'un Français, M. de Liniers, à la tête de cinq cents hommes, entreprît lui-même de chasser les envahisseurs, ce qu'il avait fait avec un succès complet. Les Espagnols, indignés, avaient déposé le capitaine général, et voulaient nommer à sa place M. de Liniers, qui n'avait accepté que le titre provisoire de commandant militaire. La chaîne des Cordillères épuisait en vain de métaux ses riches flancs: l'or et l'argent arrachés de ses entrailles gisaient inutiles dans les caves des capitaineries générales. Il n'y avait pas un vaisseau espagnol qui osât les aller chercher. Le gouverneur des Philippines, par exemple, manquant de munitions, de vivres, d'argent pour en acheter, avait été obligé de s'adresser au brave capitaine Bourayne, commandant la frégate française *la Canonnière*, dont nous avons raconté précédemment les beaux combats, pour lui procurer des piastres. Le capitaine Bourayne en avait apporté pour 12 millions après avoir fait le trajet des Philippines au Mexique, et traversé deux fois la moitié du globe. Pour avoir à Madrid quelque peu de ce précieux numéraire américain, il fallait que le gouvernement espagnol en vendît des sommes considérables aux États-Unis, à la Hollande, quelquefois même à l'Angleterre, qui, en ayant indispensablement besoin pour elle-même, consentait à se charger du transport en Europe, et à donner une moitié de la valeur à l'ennemi afin d'avoir l'autre moitié.

Quant à la marine elle-même, voici quel était son état. Composée de soixante et seize vaisseaux et cinquante et une frégates sous Charles III, elle était sous Charles IV de trente-trois vaisseaux et

vingt frégates. Sur ces trente-trois vaisseaux, il y en avait huit à détruire immédiatement, comme ne valant pas le radoub. Restaient vingt-cinq, dont cinq vaisseaux à trois ponts, bien construits et fort beaux; onze vaisseaux de 74, médiocres ou mauvais; neuf vaisseaux de 54 et de 64, la plupart anciens et d'un échantillon trop faible depuis les nouvelles dimensions adoptées dans la construction navale. Les vingt frégates se divisaient en dix armées ou propres à l'être, dix mauvaises ou à radouber. Dans tout ce matériel naval, il n'y avait que six vaisseaux prêts à faire voile, ayant des vivres pour trois mois à peine, des équipages incomplets, et leur carène sale au point de ne pouvoir naviguer. C'étaient les six vaisseaux de Carthagène, armés et équipés depuis trois ans, et n'ayant jamais levé l'ancre que pour paraître à l'embouchure du port, et rentrer immédiatement. Il ne se trouvait pas un vaisseau capable de prendre la mer ni à Cadix ni au Ferrol. A Cadix il y avait à la vérité six vaisseaux armés, mais privés de vivres et d'équipages. Les matelots ne manquaient pas; mais, n'ayant pas de quoi les payer, on n'osait pas les lever, et on les laissait sans emploi dans les ports. Le petit nombre de ceux qu'on avait levés, au lieu d'être à bord de l'escadre, étaient employés sur des chaloupes canonnières entre Algésiras et Cadix pour protéger le cabotage. Ainsi toute la marine espagnole en état d'activité se réduisait à six vaisseaux armés et équipés à Carthagène (eux-ci sans une seule frégate), et à six armés à Cadix, mais non équipés. Sur vingt frégates il n'y en avait que quatre armées, et six capables de l'être. L'avenir était aussi triste que le présent, car dans toute l'Espagne il n'existait que deux vaisseaux en construction, et placés depuis si longtemps sur chantier, qu'on ne les croyait pas susceptibles d'achèvement.

Les bois, les fers, les cuivres, les chanvres manquaient au Ferrol, à Cadix, à Carthagène. Ces magnifiques arsenaux, construits sous plusieurs règnes, et dignes de la grandeur espagnole par leur étendue autant que par leur appropriation à tous les besoins d'une puissante marine, tombaient en ruine. Les ports s'ensavaient. La superbe darse de Carthagène se remplissait de sable et d'immondices. Les nombreux canaux qui mettent le port de Cadix en communication avec les riches plaines de l'Andalousie se comblaient de vase et de débris de bâtiments. Il y avait de submergé dans ces canaux un vaisseau, *le Saint-Gabriel*, deux frégates, une corvette, trois grandes gabares, deux transports, et quan-

tité d'embarcations. L'un des deux magasins de l'arsenal de Cadix, détruit depuis neuf ans par les flammes, n'avait pas été reconstruit. Les bassins destinés à mettre les vaisseaux à sec se perdaient par les infiltrations. Sur deux bassins à Carthagène, construits depuis cinquante ans, et restés sans réparations, l'un des deux, pour être tenu à sec, avait eu besoin qu'on brûlât le bois de plusieurs vaisseaux pour le service de la machine à épuisement. Encore le *Saint-Pierre d'Alcantara*, qu'on y réparait, avait-il failli être submergé. Les corderies de Cadix et de Carthagène étaient les plus belles de l'Europe; mais on n'avait pas même quelques quintaux de chanvre pour les occuper. Cependant Séville, Grenade, Valence demandaient avec instance qu'on leur achetât leurs chanvres demeurés sans débit. Les hêtres et les chênes de la Vieille-Castille, de la Biscaye, des Asturies, destinés au Ferrol; les chênes de la Sierra de Ronda, destinés à Cadix; les beaux pins de l'Andalousie, de Murcie, de la Catalogne, destinés à Carthagène et Cadix, abattus sur le sol, y pourrissaient faute de transports pour les amener vers les chantiers où ils devaient être employés. Les matières manquaient non-seulement parce qu'on n'en achetait pas, mais parce qu'on les vendait. Sous prétexte de se débarrasser des objets de rebut, l'administration du port de Carthagène, pour se procurer de l'argent, et payer quelques appointements, avait vendu les matières les plus précieuses, surtout des métaux. La régie de Carthagène, chargée d'approvisionner l'escadre, ne trouvait pas de vivres, parce qu'elle était arriérée de 13 millions de réaux avec les fournisseurs. Les ouvriers désertaient, non par trahison, mais par besoin. Sur 5,000 ouvriers, il en restait à peine 700 à Carthagène. Les uns étaient morts de l'épidémie qui

avait désolé les côtes d'Espagne quelques années auparavant, les autres avaient fui à Gibraltar, et allaient manger le pain de l'Angleterre en la servant. Ceux de Cadix se voyaient par les mêmes causes considérablement diminués en nombre. On leur devait en 1807 neuf mois de paye, et ils étaient réduits à tendre la main. Les matelots étaient de même dispersés à l'intérieur ou à l'étranger. Il y en avait à qui il était dû vingt-sept mois de solde. Le peu de ressources dont on pouvait disposer servait à appointer un état-major qui eût suffi à plusieurs grandes marines. On comptait dans cet état-major un grand amiral, 2 amiraux, 29 vice-amiraux, 63 officiers répondant au grade de contre-amiral, 80 capitaines de vaisseau, 154 capitaines de frégate, plus 12 intendants, 6 trésoriers, 11 commissaires ordonnateurs, 74 commissaires de marine, tout cela pour une puissance maritime réduite à trente-trois vaisseaux et vingt frégates, sur lesquels six vaisseaux et quatre frégates seulement armés et équipés! Voilà où en était arrivée la marine de l'une des nations du globe les plus naturellement destinées à la mer, d'une nation insulaire presque autant que les Anglais, ayant de plus beaux ports que les leurs, tels que le Ferrol, Cadix, Carthagène; des bois que les Anglais n'ont pas, tels que les chênes de la Vieille-Castille, de Léon, de la Biscaye, des Asturies, de la Ronda; les pins de l'Andalousie, de Murcie, de Valence, de la Catalogne; des matières de tout genre, telles que les fers des Pyrénées, les cuivres du Mexique et du Pérou, les chanvres de Valence, Grenade, Séville; enfin des ouvriers habiles et nombreux, des matelots braves, des officiers capables, comme Gravina, de mourir en héros! Tous ces faits que nous venons de rapporter, on les connaissait à peine à Madrid¹. Quand on demandait à l'admini-

¹ Le gouvernement espagnol ne savait rien, en effet, ou presque rien des détails que nous rapportons sur l'état de la marine, et de ceux que nous allons rapporter sur l'armée et sur les finances. Napoléon en connaissait la plus grande partie par ses agents, qui étaient fort nombreux, et fort stimulés par son incessante curiosité. Mais leurs rapports n'étaient pas la seule source de ses informations. Lorsque, quelques mois plus tard, il entra en Espagne, les faits relatifs à la marine furent entièrement connus, grâce à une inspection ordonnée dans les ports, et à un travail précieux de M. Muñoz, le plus habile ingénieur de la marine espagnole. Un semblable travail sur l'armée fut ordonné à M. O'Farrill, et sur les finances à M. d'Azanza. Ce travail, exécuté avant l'insurrection générale de l'Espagne, eut pour éléments, quant à l'armée, des inspections générales; quant aux finances, les papiers de la caisse de consolidation. Le tout fut envoyé avec les pièces probantes à Napoléon, qui pendant plusieurs mois gouverna l'Espagne de son palais de Bayonne. Là, tout s'éclaircit, et on sut exactement ce qu'on soupçonnait d'ailleurs, l'état déplorable de

l'administration espagnole. C'est dans le recueil volumineux et très-curieux de ces papiers, réunis au Louvre avec les papiers de Napoléon, que sont puisés les renseignements authentiques que je donne ici sur les affaires administratives de l'Espagne. J'ai fait de tous ces états une soigneuse confrontation, qui ne me permet pas de concevoir un seul doute sur leur exactitude. M. Muñoz, O'Farrill, d'Azanza, n'écrivaient ni pour le public, ni pour une assemblée, ne soutenant de polémique avec personne, faisant connaître purement et simplement les ressources dont on pouvait disposer, étaient forcés de dire la vérité, qu'ils n'avaient aucun intérêt à cacher, et l'appuyaient au surplus de documents irréfragables, tels que des inspections de la veille, ou des registres et des états de caisse. Du reste, à peu de chose près, leurs renseignements concordèrent avec ce que les agents de Napoléon lui avaient antérieurement appris. L'étude de tous ces documents m'a donc permis de tracer un tableau complet de l'état de la monarchie espagnole, qui ne pourrait pas être tracé aujourd'hui en Espagne; car les documents ont passé en France au

nistration espagnole combien il existait de vaisseaux, ou construits, ou armés, ou équipés, elle ne pouvait le dire. Quand on lui demandait à quelle époque telle division serait prête à lever l'ancre, elle était encore plus embarrassée de répondre. Tout ce que le gouvernement savait, c'est que la marine était négligée. Il le savait, et le voulait même. La marine lui paraissait un intérêt secondaire, secondaire pour une nation qui avait à défendre les Florides, le Mexique, le Pérou, la Colombie, la Plata, les Philippines! L'entreprise de lutter contre l'Angleterre lui paraissait une chimère, une chimère quand la France et l'Espagne coalisées avaient des ports tels que Copenhague, le Texel, Anvers, Flessingue, Cherbourg, Brest, Rochefort, le Ferrol, Lisbonne, Cadix, Carthagène, Toulon, Gênes, Tarente, Venise, et en pouvaient faire sortir cent vingt vaisseaux de ligne! Le gouvernement, c'est-à-dire le prince de la Paix, avait quelquefois l'indignité de déverser lui-même la raillerie sur la marine espagnole; il avait des moqueries au lieu de larmes pour Trafalgar! C'est qu'au fond il détestait la France, cette alliée importune, qui lui reprochait sans cesse sa criminelle inertie; et il préférerait l'Angleterre, qui lui faisait espérer, s'il trahissait la cause des nations maritimes, le repos si commode à sa lâcheté. Aussi, tandis qu'il affectait de mépriser la marine, moyen de lutter contre l'Angleterre, il témoignait une grande estime pour l'armée de terre, moyen de résister aux conseils de la France. Le prince de la Paix parlait volontiers de ses grenadiers, de ses dragons, de ses hussards! Voici pourtant où en était cette armée, objet de sa prédilection :

L'armée espagnole se composait d'environ 58,000 hommes d'infanterie et d'artillerie, de 15,000 à 16,000 hommes de cavalerie, de 6,000 gardes royaux, de 11,000 Suisses, 2,000 Irlandais, et enfin de 28,000 soldats de milices provinciales, en tout 120,000 hommes à peu près, pouvant fournir 50,000 à 60,000 combattants au plus. L'infanterie était faible, chétive, et recrutée en partie dans le rebut de la population. La cavalerie, formée avec des sujets mieux choisis, n'était montée qu'en très-petite partie, la belle race des chevaux espagnols, si ardents et si doux, tombant chaque jour en décadence. Les gardes royaux, espagnols et wallons, présentaient la seule troupe vraiment imposante. Les milices,

composées de paysans qui n'étaient pas exercés, qui ne pouvaient pas être déplacés, n'étaient presque d'aucun usage. Les auxiliaires suisses étaient, comme partout, une troupe de métier, fidèle et solide. Aussi, après avoir défalqué les 14,000 hommes envoyés dans le nord de l'Allemagne, il ne restait pas plus de 15,000 à 16,000 hommes à diriger vers le Portugal, sur les 26,000 promis par le traité de Fontainebleau. Les présides d'Afrique, notamment Ceuta, ce redoutable vis-à-vis de Gibraltar, dont la prise par les Anglais ou les Mores aurait fini par rendre impossible le passage de la Méditerranée dans l'Océan, ne contenaient ni garnisons ni vivres. A Ceuta, au lieu de 6,000 hommes de garnison, prescrits par les règlements et l'usage, il y en avait 3,000. Au fameux camp de Saint-Roch, devant Gibraltar, on comptait tout au plus 8,000 à 9,000 hommes. Le reste de l'armée espagnole, répandu dans les provinces, y était employé à faire le service de la police, attendu qu'il n'existait pas alors de gendarmerie en Espagne. La réunion d'une armée quelconque eût été impossible, car les 14,000 hommes envoyés en Allemagne, les 16,000 acheminés vers le Portugal, absorbaient presque entièrement la portion disponible des troupes régulières. Du reste tout ce personnel de guerre, mal vêtu, mal nourri, rarement payé, dépourvu d'émulation, d'esprit militaire, d'instruction, était un corps sans âme. Là comme dans la marine, l'état-major dévorait presque toutes les ressources. Il comptait un généralissime, 5 capitaines généraux répondant au grade de maréchal, 87 lieutenants généraux, 127 maréchaux de camp, 252 brigadiers (grade intermédiaire entre celui de maréchal de camp et celui de colonel) et un nombre inconnu de colonels, car il y en avait dont le titre était réel, d'autres provisoire ou honorifique, et, compris les uns et les autres, on ne parlait pas de moins de 2,000. Voilà ce qui restait de ces redoutables bandes qui avaient fait trembler l'Europe aux xv^e et xvi^e siècles! Voilà aussi à quoi servait la prédilection marquée du prince de la Paix pour l'armée!

Quant aux finances, qui avec les forces de terre et de mer forment le complément de la puissance d'un État, elles répondaient à la situation de ces forces, et servaient à l'expliquer. On devait à la Hollande, à la Banque, au public, aux

moment de l'invasion, et y sont restés depuis. J'ai eu ce tableau utile, nécessaire même à l'intelligence des événements;

et c'est pour cela que je me suis donné la peine de le composer, et que je donne à mes lecteurs celle de le lire.

grandes fermes, en emprunts à échéances fixes et annuelles 114 millions, en arriérés de solde et d'appointements 111 millions, en valés royaux (papier-monnaie, qui perdait 50 pour cent) 1 milliard 55 millions, ce qui présentait une dette exigible de 1 milliard 238 millions, partie échéant prochainement, partie tout de suite, et pouvant être qualifiée de *criarde*; car pour un gouvernement, 110 millions d'arriérés de solde et d'appointements, 52 millions dus aux grandes fermes, 8 millions promis mois par mois à la France et non payés, 7 millions d'intérêts annuels dus à la Hollande, 7 millions d'intérêts de valés non servis, pouvaient bien s'appeler des dettes *criardes*. Les dépenses et les revenus se composaient comme il suit : 126 millions de revenus, et 159 millions de dépenses, offrant par conséquent un déficit annuel de 33 millions, c'est-à-dire du cinquième des besoins. Les impôts étaient fort mal assis. Les douanes, les tabacs, les salines, les octrois supportaient les principales charges. La terre, grâce à ses propriétaires, nobles ou prêtres pour la plupart, ne payait que la dime au profit du clergé. Avec un tel système d'impôt on n'aurait obtenu que 100 millions de produits, si l'Amérique n'avait fourni un supplément de 25 ou 26 millions. L'Espagne contribuait pour des sommes beaucoup plus considérables, mais qui restaient en grande partie dans les mains des collecteurs du revenu public. L'industrie, depuis longtemps détruite, ne produisait plus ni belles soieries, ni belles draperies, malgré les mûriers de l'Andalousie et les magnifiques troupeaux de la race espagnole. Quelques fabriques de toiles de coton, en Catalogne, étaient plutôt un prétexte pour la contrebande qu'une industrie réelle, car alors, comme aujourd'hui, elles servaient à attribuer mensongèrement une origine espagnole aux cotonnades anglaises. Le commerce était ruiné, car il se trouvait réduit à quelques échanges clandestins de piastres, dont la sortie était défendue, contre des marchandises anglaises, dont l'entrée était défendue également, et à l'importation (celle-ci permise) de certains produits du luxe français. L'approvisionnement des colonies et de la marine, qui seul depuis longtemps entretenait encore un reste d'activité dans les ports de l'Espagne, était devenu nul par la guerre. La contrebande anglaise dans l'Amérique du Sud, rendue plus facile depuis la conquête de la Trinité, y suffisait. L'agriculture, arriérée dans ses procédés, difficilement modifiable par les nouvelles méthodes, à cause de la chaleur du climat,

et d'un manque d'eau presque absolu, ravagée en outre par la *mesta*, c'est-à-dire par la migration annuelle de 7 à 8 millions de moutons du nord au midi de la péninsule, présentait depuis des siècles un état stationnaire. Ainsi le peuple était pauvre, la bourgeoisie ruinée, la noblesse obérée, et le clergé lui-même, quoique richement doté, et plus nombreux à lui seul que l'armée et la marine, souffrait aussi de la vente du septième de ses biens, demandée et obtenue en cour de Rome, à cause de la détresse publique. Mais sous cette misère générale, il y avait une nation forte, orgueilleuse, aussi fière du souvenir de sa grandeur passée que si cette grandeur existait encore; ayant perdu l'habitude des combats, mais capable du plus courageux dévouement; ignorante, fanatique, haïssant les autres nations; sachant néanmoins que de l'autre côté des Pyrénées il s'était opéré d'utiles réformes, accompli de grandes choses, et appelant, craignant tout à la fois les lumières de l'étranger; pleine en un mot de contradictions, de travers, de nobles et attachantes qualités, et dans le moment ennuyée au plus haut point de son oisiveté séculaire, désolée de ses humiliations, indignée des spectacles auxquels elle assistait!

C'est en présence d'une nation si près de perdre patience que l'inepte favori, dominateur de la paresse de son souverain, des vices de sa souveraine, poursuivait le cours de ses turpitudes. Tandis qu'on manquait de numéraire, dans un pays qui possédait le Mexique et le Pérou, et qu'on y suppléait avec un papier-monnaie discrédité, Emmanuel Godoy, par un vague pressentiment, accumulait chez lui des sommes en or et en argent, que la libre disposition de toutes les ressources du Trésor lui permettait d'amasser, et que le bruit public exagérait follement, car on parlait de plusieurs centaines de millions entassés dans son palais. Ainsi, tandis qu'on se sentait misérable, on croyait toute la richesse nationale réunie chez Emmanuel Godoy. Au scandale public de ses relations adultères avec la reine, se joignaient de bien autres scandales encore. Après avoir épousé doña Maria-Luisa de Bourbon, infante d'Espagne, propre nièce de Charles III, cousine germaine de Charles IV, sœur du cardinal de Bourbon, qu'il avait choisie pour se rapprocher du trône, et qu'il négligeait par dégoût de ses modestes vertus, il était publiquement attaché, par mariage suivant les uns, par une longue habitude suivant les autres, à une demoiselle, nommée Josefa Tudo, dont il avait plusieurs enfants. Il avait

voulu donner à cette liaison une sorte de consécration, en faisant nommer mademoiselle Josefa Tudo comtesse de Castillo-Fiel (Château-Fidèle), et en ajoutant à ce titre une grandesse pour l'aîné de ses enfants. Il la comblait de richesses, l'entourait d'une sorte de puissance ; car c'était auprès d'elle qu'on allait le voir, quand on désirait l'entretenir en liberté ; c'était chez elle que les agents de la diplomatie européenne allaient chercher leurs informations ; c'était de ses propos que les ambassadeurs remplissaient leurs dépêches ; et, tout en épanchant auprès d'elle les soucis, les chagrins, les anxiétés dont son aveugle légèreté ne le sauvait pas, il trouvait encore dans la jeunesse et la beauté d'une sœur de mademoiselle Tudo des plaisirs qui mettaient le comble aux scandales de sa vie. Et toute l'Espagne connaissait ces honteux désordres ! la reine elle-même les connaissait et les supportait ! Le roi seul les ignorait, et remerciait le ciel de lui avoir envoyé un homme qui travaillait et gouvernait pour lui !

La malheureuse nation espagnole ne sachant, entre un favori insolent, une reine coupable, un roi imbécile, à qui donner son cœur, l'avait donné à l'héritier de la couronne, le prince des Asturies, depuis Ferdinand VII, qui n'était pas beaucoup plus digne que ses parents de l'amour d'un grand peuple. Ce prince, alors âgé de vingt-trois ans, était veuf d'une princesse de Naples, morte, disait-on, d'un poison administré par la haine de la reine et du favori ; ce qui était faux, mais admis comme vrai par toute l'Espagne. Repoussé par sa mère qui dans sa tristesse habituelle croyait apercevoir un blâme, par le prince de la Paix qui croyait y découvrir une jalousie d'autorité, opprimé par tous les deux, obligé de chercher autour de lui un refuge, il l'avait trouvé auprès de sa jeune épouse, et s'était vivement attaché à elle. Comme les deux maisons de Naples et d'Espagne se haïssaient mortellement, et que la jeune princesse arrivait à l'Escurial avec les sentiments puisés dans sa famille, elle n'avait pas contribué à ramener Ferdinand à ses parents. et avait, au contraire, fomenté l'aversion qu'il nourrissait pour eux. Aussi, dans sa médiocrité d'esprit et de cœur, accueillant tout bruit conforme à sa haine, Ferdinand croyait avoir été privé par un crime de la femme qu'il aimait, et il imputait ce crime à sa mère, ainsi qu'au favori adultère qui la dominait. On comprend tout ce qu'il devait fermenter de passions dans ces âmes vulgaires, ardentes et oisives. Le prince était gauche, faible et faux, doué pour tout esprit

d'une certaine finesse, pour tout caractère d'un certain entêtement. Mais, aux yeux d'une nation passionnée, ayant besoin d'aimer l'un de ses maîtres, et d'espérer que l'avenir vaudrait mieux que le présent, sa gaucherie passait pour modestie, sa sauvage tristesse pour le chagrin d'un fils vertueux, son entêtement pour fermeté, et, sur le bruit de quelque résistance opposée à divers actes du prince de la Paix, on s'était plu à lui prêter les plus nobles et les plus fortes vertus.

Dans le courant de 1807, la nouvelle se répandit tout à coup que la santé du roi déclinait rapidement, et que sa fin approchait. Les apparences en effet étaient alarmantes. Ce roi, honnête et aveugle, ne se doutait pas de toutes les bassesses qui à son insu déshonoraient son règne. Doué néanmoins d'un certain bon sens, il voyait bien qu'il y avait des malheurs autour de lui ; car, quoi qu'on fit pour le tromper, la perte de la Trinité, le désastre de Trafalgar, le papier-monnaie substitué à l'argent, ne pouvaient pas prendre l'apparence de la prospérité et de la grandeur. Il accusait les circonstances, et demeurait convaincu que, sans le prince de la Paix, tout serait allé plus mal. Au fond il était triste et malade. On crut sa mort prochaine. La nation, sans lui vouloir du mal, vit dans cette mort la fin de ses humiliations ; le prince des Asturies, la fin de son esclavage ; la reine et Godoy, la fin de leur pouvoir. Pour ces derniers, c'était plus que le terme d'un pouvoir usurpé, c'était une catastrophe ; car ils supposaient que le prince des Asturies se vengerait, et ils mesuraient cette vengeance à leurs propres sentiments. C'est pour ce motif que le prince de la Paix avait attaché tant de prix à devenir souverain des Algarves.

Divers moyens furent successivement imaginés par la reine et par le favori pour se garantir contre les dangers qu'ils prévoyaient. D'abord ils songèrent à s'emparer du prince des Asturies, et à lui faire contracter un mariage qui le plaçât sous leur influence. Pour l'accomplissement de ce dessein ils jetèrent les yeux sur doña Maria-Theresa de Bourbon, sœur de doña Maria-Luisa, princesse de la Paix. Ils pensèrent qu'en épousant cette infante, Ferdinand, devenu beau-frère d'Emmanuel Godoy, serait ou ramené, ou contenu. Mais Ferdinand opposa à ce projet des refus invincibles et même outrageants. « Moi, dit-il, devenir beau-frère d'Emmanuel Godoy, jamais ! Ce serait un opprobre ! » Ces refus, exprimés en un tel langage, redoublèrent les anxiétés de la reine et du favori. Ils ne songèrent

plus qu'à se prémunir contre les conséquences de la mort du roi, supposée alors beaucoup plus prochaine qu'elle ne devait l'être. Le prince de la Paix était déjà généralissime de toutes les armées espagnoles. Il résolut, et la reine accueillit cette résolution avec empressement, de se donner de nouveaux pouvoirs, afin de réunir peu à peu toutes les prérogatives de la royauté dans ses mains, et d'exclure, quand il se croirait assez fort, Ferdinand du trône. Il voulait le faire déclarer inhabile à régner, transporter la couronne sur une tête plus jeune, amener ainsi la nécessité d'une régence, et s'attribuer cette régence à lui-même, ce qui aurait assuré la continuation du pouvoir qu'il exerçait depuis tant d'années. Ce plan une fois arrêté, on commença par compléter l'autorité nominale du prince, car son autorité réelle était depuis longtemps aussi entière qu'elle pouvait l'être. On persuada au roi que, grâce à Emmanuel Godoy, l'armée se trouvait dans un état florissant, mais qu'il n'en était pas ainsi de la marine; que celle-ci avait besoin de recevoir l'influence du génie qui soutenait la monarchie espagnole; que la placer sous l'autorité directe du prince de la Paix, ce serait rendre sa réorganisation certaine, et procurer une vive satisfaction au puissant Empereur des Français, lequel se plaignait sans cesse de la décadence de la marine espagnole. Charles IV adopta cette proposition avec la joie qu'il mettait toujours à se dépouiller de son autorité en faveur d'Emmanuel Godoy, et celui-ci, par un décret royal, fut gratifié du titre de GRAND AMIRAL, titre qu'avaient porté l'illustre vainqueur de Lépante, don Juan d'Autriche, et plus récemment encore l'infant don Philippe, frère de Charles III. A ce titre, qui conférait à Emmanuel Godoy le commandement de toutes les forces de mer, outre le commandement de toutes les forces de terre qu'il avait déjà, on ajouta celui d'ALTESSE SÉRÉNISIME. Il fut formé autour du prince, à l'effet de le seconder, un conseil d'amirauté composé de ses créatures, et malgré la misère publique on décida qu'un palais, dit de l'Amirauté, serait édifié pour lui, dans le plus beau quartier de Madrid. Ainsi pour tout bienfait la marine vit créer de nouvelles charges, propres uniquement à aggraver sa détresse.

Ce n'était pas assez que de réunir dans les mains du prince de la Paix le commandement de toutes les forces de la monarchie, on voulut le rendre maître du palais, et en quelque sorte de la personne du roi. On insinua à celui-ci que

son fils dénaturé, détaché de ses parents par les funestes influences de la maison de Naples, entouré de sujets perfides, était chaque jour plus à craindre; que l'esprit de désordre, particulier au siècle, seconderait peut-être ses mauvais projets, et qu'il fallait que la puissante main d'Emmanuel (c'est ainsi que Charles IV le nommait dans sa confiante amitié) s'étendit sur la demeure royale, pour la préserver de tout péril. En conséquence le prince fut encore nommé colonel général de la maison militaire du roi. Dès cet instant il commandait dans le palais même, et il était le chef de toutes les troupes composant la garde royale. A peine avait-il reçu ce nouveau titre qui complétait sa toute-puissance, qu'il se hâta de faire subir des réformes aux divers corps de la garde. Il existait, indépendamment de deux régiments à pied, l'un dit des gardes espagnoles, l'autre des gardes wallonnes, lesquels présentaient un effectif de 6,000 hommes, un régiment de cavalerie qu'on appelait les carabiniers royaux, et ensuite une troupe d'élite qui était celle des gardes du corps, distribuée en quatre compagnies, l'espagnole, la flamande, l'italienne, l'américaine, rappelant par leurs titres toutes les anciennes dominations espagnoles. Ce corps, le plus éclairé de tous, grâce au choix des hommes dont il était composé, et bon juge de ce qui se passait en Espagne, n'inspirait pas au prince de la Paix une entière confiance. Le prince imagina de le dissoudre, sous prétexte de faire cesser des dénominations qui ne répondaient plus à la réalité des choses, et de le former en deux compagnies seulement, désignées par les titres de première et seconde. Il profita de l'occasion pour en faire sortir tous les sujets dont il se défiait, et particulièrement beaucoup d'émigrés français, qui avaient cherché asile auprès des Bourbons d'Espagne, et qui, dévoués de corps et d'âme au bon Charles IV, étaient cependant, à cause de leur meilleure éducation, plus capables que les autres de juger l'indigne administration qui déshonorait la monarchie. Emmanuel Godoy, en les excluant, écartait d'honnêtes gens qu'il redoutait, et donnait cours à sa haine à chaque instant croissante contre la France.

Emmanuel Godoy ne se borna pas à cette mesure. Il créa son frère grand d'Espagne, et le nomma colonel du régiment des gardes espagnoles. Enfin il choisit pour lui-même une garde dans les carabiniers royaux. Toutes ces précautions prises, il fit sonder l'un après l'autre les

membres du conseil de Castille dont il croyait pouvoir disposer, afin de les préparer à un changement dans l'ordre de successibilité au trône. Les conseils de Castille et des Indes étaient deux corps qui tempéraient l'autorité absolue des rois d'Espagne, comme les parlements tempéraient celle des rois de France. Cependant il y avait une différence dans leurs attributions; car, outre une juridiction d'appel qui leur appartenait sur tous les tribunaux du royaume, ils avaient des attributions administratives, le conseil de Castille relativement aux affaires intérieures du royaume, le conseil des Indes relativement aux vastes affaires des possessions d'outre-mer. Par une suite séculaire de la confiance royale, et du besoin qu'à toute royauté de s'entourer d'un certain assentiment public, aucune grande affaire de la monarchie n'était résolue sans prendre l'avis de ces deux conseils. Le prince de la Paix, qui avait déjà introduit dans leur sein bon nombre de ses créatures, voulait naturellement s'assurer leur concours pour ses projets criminels. Mais tout asservis qu'ils étaient, ils paraissaient peu enclins à se prêter à un changement dans l'ordre de succession au trône. On continuait toutefois à les travailler secrètement, et on pratiquait les mêmes menées auprès des colonels des régiments. Le

langage auprès des uns et des autres consistait à dire que le prince des Asturies était à la fois incapable et méchant, et qu'à la mort du roi la monarchie ne pouvait tomber sans péril entre des mains aussi malfaisantes qu'inhabiles.

Le prince de la Paix étendait ses intrigues fort au delà de la cour d'Espagne. Quoiqu'il détestât la France, pour les conseils importuns et sévères qu'il en recevait, il savait que toute force était en elle, et que les projets auxquels il attachait son salut seraient chimériques s'ils n'avaient l'appui de Napoléon. Il cherchait donc à se l'assurer par mille bassesses, surtout depuis la fameuse proclamation dont le souvenir troublait son sommeil. Ayant appris que Napoléon, qui aimait à monter des chevaux espagnols, venait de perdre à la guerre l'un de ceux que le roi d'Espagne lui avait donnés, il lui en avait offert quatre, choisis parmi les plus beaux du royaume. Se faisant de la cour impériale une idée fautive, empruntée à la cour de Madrid, il s'était imaginé que les influences secondaires valaient la peine d'y être conquises, que Murat était le premier homme de l'armée, qu'il jouissait de beaucoup d'ascendant sur Napoléon, et il avait songé à l'acquiescer. Il avait par ce motif entamé avec lui une correspondance secrète¹, appuyée par des présents, et notamment par l'envoi de chevaux

¹ Il existe au Louvre des échantillons de cette correspondance, dont Napoléon s'était procuré la communication, soit par Murat lui-même, soit par son active surveillance. Ces échantillons donnent une singulière idée de la bassesse du prince de la Paix. Nous citons, pour faire mieux connaître ce personnage, son caractère et ses vues, la lettre suivante, reproduite avec toutes les fautes de langage qu'elle contient. On jugera mieux ainsi du genre d'éducation que recevaient à cette époque les personnages composant la cour d'Espagne.

« *A Son Altesse Impériale et Royale le grand-duc de Berg.*

« La lettre de V. A. I., datée le 7 décembre, à Venise, est pour moi la preuve la plus haute du caractère éminent qui constitue le cœur d'un grand prince comme V. A. I. Je n'ai jamais douté des vertus qui la caractérisent, et jamais mon âme sentit la basse idée de la méfiance. Oui, prince, j'ai juré à V. A. I. fidélité dans l'amitié dont elle m'honore, et ma correspondance durera autant que mon existence.

« J'avais le plus grand regret à garder avec V. A. I. un secret auquel je m'ai vu forcé par la parole de mon souverain, signée dans un traité avec S. M. I. et R. Ma reconnaissance à V. A. I. me l'aurait fait déceler si l'Empereur ne l'aurait pas exigé. Mais puisque je dois croire que V. A. I. en est informée maintenant, je ne puis que lui dévoiler mes sentiments. C'est à présent que je commence à jouir de la tranquillité que me présente un traité qui me met sous la protection de l'Empereur. Rien ne me saurait être nécessaire du vivant de mon roi, puisque Sa Majesté m'honore de sa plus singulière estime; mais si malheureusement elle venait à décéder, ce serait alors que mes ennemis tâcheraient de

flétrir mes services et de détruire ma réputation. Je n'ai au monde d'autre ami que dans V. A. I., et quoique je sois persuadé que son pouvoir m'aurait sauvé de l'affliction, je considérerais toutefois que ses efforts n'auraient été assez puissants pour éviter le premier coup de l'infamie. Que V. A. I. voie donc si ce qui a été convenu dans le traité me doit être d'un prix inestimable! C'est pour ça que j'ose prendre la liberté d'exprimer à S. M. I. et R. ma reconnaissance dans la lettre ci-jointe. Je me serais empressé de m'acquiescer auparavant de ce respectable devoir, si l'expression du traité lui-même ne s'y aurait pas opposé.

« J'attends avec la plus grande impatience les explications que V. A. I. veut bien m'offrir aussitôt après son arrivée à Paris, et puisque S. M. I. et R. a démontré qu'il verrait avec plaisir que le roi mon maître distingue avec la Toison d'or le maréchal Duroc, j'ai l'honneur de l'accompagner à cette lettre, et en même temps V. A. I. en trouvera une autre ci-jointe pour que l'Empereur veuille bien la donner au roi de Westphalie, en démonstration de l'alliance qui existe de fait entre S. M. C. et tous les souverains de la maison de S. M. I. et R.

« Le procès contre les criminels séducteurs du prince des Asturies est poursuivi d'après les dispositions de nos lois, parce que le roi a bien voulu se démettre de son autorité souveraine par laquelle elle pouvait les juger par soi-même, et laissant aux juges la liberté de consulter à S. M. leur sentence. Ils ont tous encouru la peine d'être dépouillés de leurs dignités, et les deux les plus inculpés ont mérité la peine capitale; mais la reine a disposé la volonté du roi à la clémence, et le dernier supplice sera commuté dans une prison perpétuelle, et pour les autres ils seront déportés hors du royaume. On a eu le soin de ne faire la moindre mention

superbes. L'imprudent Murat de son côté, croyant utile de nouer des relations partout où des couronnes pouvaient venir à vaquer, avait mis de l'empressement à se ménager dans la Péninsule un aussi puissant ami que le prince de la Paix. La couronne de Portugal, qui paraissait devoir être bientôt vacante, n'était pas étrangère à ce calcul.

Les menées du prince de la Paix pour changer l'ordre de successibilité au trône, si secrètes qu'elles fussent, n'avaient pas laissé que de transpirer à Madrid, et, jointes à une accumulation de titres sans exemple, elles avaient donné l'éveil aux esprits. Le prince des Asturies, aussi exaspéré qu'alarmé, s'était ouvert de sa situation à quelques amis, sur lesquels il croyait pouvoir compter. Les principaux étaient son ancien gouverneur, le duc de San Carlos, grand maître de la maison du roi, fort honnête personnage, n'ayant d'autre mérite que celui d'homme de cour; le duc de l'Infantado, l'un des plus grands seigneurs de l'Espagne, militaire n'exerçant pas son état, ayant de l'ambition, peu de talents, des intentions droites, et entouré d'une considération universelle; enfin un ecclésiastique qui avait enseigné au prince le peu que celui-ci savait, le chanoine Escoïquiz, relégué alors à Tolède, où il était membre du chapitre archiépiscopal. Ce dernier était un prêtre bel esprit, fort instruit dans les lettres, très-peu dans la politique, aimant tendrement son élève, en étant fort aimé, désolé de la situation à laquelle il le voyait réduit, résolu à l'en tirer par tous les moyens, et, quoique très-bien intentionné, sensible cependant à la perspective qui s'ouvrait devant lui d'être un jour l'ami, le directeur de conscience du roi d'Espagne. C'est dans la société de ces personnages et de quelques femmes de cour attachées à la défunte princesse des Asturies, que Ferdinand épanchait les amers sentiments dont il était plein. Le chanoine Escoïquiz étant absent, on le manda secrètement à Madrid, parce que, aux yeux de Ferdinand et de sa petite cour, il passait pour le plus capable de donner un bon conseil. De ce qu'il était plus lettré que les autres, de ce qu'il entendait Virgile et Cicéron, et connaissait les auteurs français, degré de

science peu ordinaire à la cour d'Espagne, on croyait que, dans ce labyrinthe d'intrigues affreuses, il dirigerait mieux le prince opprimé. Le chanoine étant arrivé de Tolède, on convint que, dans le grave péril qui le menaçait, le prince n'avait qu'une ressource, c'était de se jeter aux pieds de Napoléon, d'invoquer sa protection, et, pour se l'assurer d'une manière plus complète, de lui demander à épouser une princesse de la famille Bonaparte. Le chanoine Escoïquiz voyait dans une pareille alliance deux avantages: le premier de se ménager un protecteur tout-puissant; le second, d'atteindre le but que Napoléon devait avoir en vue, celui de rattacher l'Espagne à sa dynastie par des liens étroits et solides. Ce conseil fut écouté, bien qu'il ne fût pas du goût de Ferdinand. Le jeune prince, en effet, nourrissait au fond du cœur les moins bonnes des passions espagnoles, et spécialement une haine farouche contre les nations étrangères, surtout contre la révolution française et son illustre chef. Ces passions qui lui étaient naturelles avaient été encore fomentées par la princesse de Naples, son épouse. Cependant, plein de confiance dans les lumières du chanoine Escoïquiz, il adopta son avis et résolut de s'y conformer. Le chanoine avait voyagé, visité la France, et il avait pour celle-ci, pour Napoléon, les sentiments que devait éprouver un Espagnol éclairé. Il dirigeait donc tant qu'il pouvait les regards de Ferdinand vers la France et vers Napoléon.

Mais si le prince de la Paix avait le moyen d'établir des relations de tout genre avec la cour de France, le prince des Asturies, au contraire, ordinairement relégué à l'Escurial, entouré d'une surveillance continuelle, n'avait aucun moyen de faire parvenir jusqu'à Napoléon ses pensées et ses désirs. Lui et les siens imaginèrent de s'adresser à l'ambassadeur de France, M. de Beauharnais.

M. de Beauharnais, frère du premier mari de l'impératrice Joséphine, avait remplacé en 1806 le général Beurnonville à Madrid. C'était un esprit médiocre, un ambassadeur gauche et parcimonieux, peu propre aux finesses de son état, et moins encore au genre de représentation que

d'aucun des sujets de S. M. I. et R. par égard à ce qu'elle a fait signifier.

« Il m'est fort sensible de ne pouvoir écrire à V. A. I. dans sa langue, mais je ne veux pas me priver de la satisfaction de lui adresser ma lettre originelle avec cette traduction littéraire. Il n'est pas possible de transcrire le langage du cœur,

mais dans le mien se trouvent empreintes la reconnaissance et l'admiration avec lesquelles aura toujours pour V. A. I. la plus haute considération

« Son invariable serviteur,

« MANUEL.

« A San Lorenzo, ce 26 décembre 1807. »

cet état commande, doué cependant de quelque bon sens et d'une parfaite droiture. A tout cela il ajoutait une morgue assez ridicule, excitée par le sentiment de sa situation, puisqu'il avait, d'après ce que nous venons de dire, l'honneur d'être beau-frère de sa souveraine.

Sa gravité, sa probité, sa maladresse concordaient peu avec la fourberie et la légèreté du favori, et il aimait ce dernier aussi peu qu'il l'estimait. Il adressait à Napoléon des rapports conformes à ce qu'il sentait. Aussi le regardait-on à Madrid comme ennemi du grand amiral. C'étaient là des circonstances favorables pour les

¹ M. de Toreno et plusieurs historiens, tant français qu'espagnols, ont prétendu que M. de Beauharnais avait reçu de Paris ou s'était donné à lui-même la mission d'entrer en rapport avec le prince des Asturies, soit pour lui inspirer l'idée d'épouser une princesse française, soit pour diviser la famille royale d'Espagne, et se ménager ainsi le moyen d'y semer les troubles dont on profita depuis. C'est une erreur complète dont la preuve se trouve dans la correspondance officielle et secrète de M. de Beauharnais. Celui-ci raconte, dans cette double correspondance, comment les agents du prince des Asturies vinrent à lui, et de son récit parfaitement sincère, car il était incapable de mentir, il résulte évidemment que l'initiative de ces relations fut prise par le prince des Asturies et non par la légation française. Nous allons citer, du reste, deux pièces qui déclaient parfaitement ce point. La première est une dépêche de M. de Champagny, dans laquelle ce ministre, répondant à une lettre pleine de réticences de M. de Beauharnais, lui enjoit en un langage assez sévère de s'exprimer avec plus de clarté. Cette première dépêche démontre positivement que ce n'est pas Napoléon qui avait eu l'idée de s'immiscer dans l'intérieur de la famille royale d'Espagne, et qu'au contraire on était venu à lui. La seconde est la lettre même du prince Ferdinand à M. de Beauharnais, dans laquelle ce prince avait renfermé la demande de mariage adressée à Napoléon. On a publié la demande de mariage, on n'a jamais connu ni publié la lettre qui la contenait. La lecture même de cette seconde pièce prouvera que M. de Beauharnais, pas plus que son gouvernement, n'avaient commencé les relations avec le prince des Asturies. Au ton de cette lettre il est facile de reconnaître que le prince recherchait ceux auxquels il s'adresse, et n'était pas recherché par eux.

Voici la dépêche de M. de Champagny à M. de Beauharnais :

« Paris, le 9 septembre 1807.

« M. l'ambassadeur, j'ai reçu votre lettre confidentielle et je m'empresse d'y répondre en n'admettant entre vous et moi aucun intermédiaire. Tous les moyens que vous jugerez convenable d'employer pour me faire connaître, soit les hommes avec qui vous êtes dans le cas de traiter, soit l'état des affaires que vous avez à conduire, me paraîtront tous fort bons lorsqu'ils tendront à me donner plus de lumières et d'une manière plus sûre. Vous n'avez rien à redouter de l'emploi que je pourrai faire de vos lettres. La communication aux bureaux, quand elle aura lieu, sera toujours sans danger : ils méritent toute confiance, et depuis plusieurs années ils sont gardiens des plus grands intérêts du gouvernement et dépositaires de ses secrets les plus importants. C'est d'ailleurs un des premiers devoirs de tout ministre à une cour étrangère de faire connaître à son gouvernement, sans restriction, sans réserve, tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend, tout ce qui parvient à sa connaissance. Placé pour voir et pour entendre, pourvu de

CONSULAT. 2.

confidants de Ferdinand. Le chanoine Escoïquiz se chargea d'entrer en relations avec M. de Beauharnais, et se fit présenter à lui sous prétexte de lui offrir un poème qu'il avait composé sur la conquête du Mexique. Peu à peu le chanoine en arriva à des communications plus intimes, s'ouvrit entièrement à l'ambassadeur de France, et lui fit part de la situation du prince, de ses dangers, de ses désirs, et du vœu qu'il formait d'obtenir une épouse de la main de Napoléon, ne voulant à aucun prix de celle que lui destinait Emmanuel Godoy ¹.

M. de Beauharnais était beaucoup trop nou-

tous les moyens d'être instruit, ce qu'il apprend n'est pas chose qui lui appartienne : elle est la propriété de celui dont il est le mandataire. Vous connaissez ce devoir mieux que personne, et c'est sans doute pour le remplir dans toute son étendue que vous désirez multiplier ces moyens de communication avec moi : je suis loin de m'y opposer.

« Votre lettre confidentielle renferme des choses très-importantes, et tellement importantes qu'on peut regretter que vous ne les ayez pas présentées avec plus de détail, et surtout que vous n'avez pas fait connaître comment elles vous sont parvenues. Telle a été la réflexion de l'Empereur lorsque j'ai eu l'honneur de l'en entretenir. Quels ont été vos rapports avec le jeune prince dont vous parlez ? Quelles sont les raisons positives que vous avez de le juger d'une certaine manière ? Il sollicite à genoux, dites-vous, la protection de l'Empereur ; comment le savez-vous ? Est-ce lui qui vous l'a dit ? ou par qui vous l'a-t-il fait dire ? Ces questions vous sont faites par l'Empereur, et c'est lui qui a fait la réflexion que j'ai énoncée plus haut, qu'un ministre ne peut avoir de secrets pour son gouvernement.

CHAMPAGNY. »

Voici la lettre du prince Ferdinand à M. de Beauharnais :

« Vous me permettez, M. l'ambassadeur, de vous exprimer toute ma reconnaissance pour les preuves d'estime et d'affection que vous m'avez données dans la correspondance secrète et indirecte que nous avons eue jusqu'à présent par le moyen de la personne que vous savez, qui a toute ma confiance. Je dois enfin à vos bontés, ce que je n'oublierai jamais, le bonheur de pouvoir exprimer, directement et sans risque, au grand Empereur votre maître, les sentiments si longtemps retenus dans mon cœur. Je profite donc de ce moment heureux pour adresser par vos mains à S. M. I. et R. la lettre adjointe, et craignant l'importuner par une longueur déplacée, je n'explique encore qu'à demi ce que je sens d'estime, de respect et d'affection pour son auguste personne, et je vous prie, M. l'ambassadeur, d'y suppléer dans celles que vous aurez l'honneur de lui écrire.

« Vous me faites aussi le plaisir d'ajouter à S. M. I. et R. que je le conjure d'exuser des fautes d'usage, de style, etc., qui se trouveront dans ma dite lettre, tant par égard à ma qualité d'étranger qu'en considération de l'inquiétude et de la gêne avec lesquelles j'ai été obligé de l'écrire, étant, comme vous le savez, entouré jusque dans ma chambre d'espions qui m'observent, et obligé de profiter pour ce travail du peu de moments que je puis dérober à leurs yeux malins. — Comme je me flatte d'obtenir dans cette affaire la protection de S. M. I. et R., et qu'en conséquence les communications deviendront plus nécessaires et plus fréquentes, je charge ladite personne qui a eu cette commission jusqu'ici, de prendre ses mesures de concert avec vous pour la conduire sûrement ; et comme jusqu'à présent elle n'a eu pour garants de ladite commission que les signes convenus, étant entièrement assuré de sa loyauté, de sa discrétion

veau dans la profession qu'il exerçait pour ne pas s'effrayer d'une position aussi délicate, car il s'agissait d'accepter des rapports clandestins avec l'héritier de la couronne. Il avait peur d'être trompé par des intrigants, et compromis envers la cour d'Espagne. Il refusa d'abord d'en croire le chanoine Escoïquiz, et accueillit ses ouvertures avec une froideur capable de décourager des gens moins décidés à se faire écouter et comprendre. Mais le chanoine imagina un moyen singulier d'obtenir crédit : ce fut d'établir un échange de signes entre le prince et M. de Beauharnais, dans les visites que celui-ci faisait à l'Escurial pour y présenter ses hommages à la cour. Ces signes convenus d'avance ne devaient pas laisser de doute sur la secrète mission que le chanoine Escoïquiz disait avoir reçue de Ferdinand. En effet, M. de Beauharnais, à sa première visite à l'Escurial, observa le prince avec attention, aperçut les signes convenus, fut en outre de sa part l'objet des prévenances les plus marquées, et ne put dès lors conserver aucune incertitude sur la mission du chanoine Escoïquiz. Quand il fut rassuré sur ce point, il différa encore de l'écouter, jusqu'à ce qu'il eût été autorisé par sa cour à s'engager dans de pareilles relations. Il écrivit alors à Paris une dépêche mystérieuse, pour dire qu'un fils innocent, cruellement traité par son père et sa mère, invoquait l'appui de Napoléon, et demandait à devenir son protégé reconnaissant et dévoué. Napoléon, impatienté de ce ridicule mystère, fit enjoindre à M. de Beauharnais de se rendre plus intelligible et plus clair. Celui-ci obéit en racontant tout ce qui s'était passé; il en fit le récit détaillé dans une correspondance secrète, qui révélait également sa maladresse et sa sincérité, et qui ne devait pas être, qui n'a pas été déposée aux affaires étrangères. On lui répondit qu'il fallait tout écouter, ne rien promettre qu'un intérêt bienveillant pour les infortunes du prince, et, quant à la demande de mariage, déclarer que l'ouverture était trop vague pour être prise en considération, et suivie d'un consentement ou d'un refus.

et de sa prudence, je lui donne, par cette lettre, mes pleins et absolus pouvoirs pour traiter cette affaire jusqu'à sa conclusion, et je ratifie tout ce qu'elle dira ou fera sur ce point en mon nom comme si je l'eusse dit ou fait moi-même, ce que vous aurez la bonté de faire parvenir à S. M. I. avec les plus sincères expressions de ma reconnaissance.

« Vous aurez aussi la bonté de lui dire que si par hasard il arrivait que S. M. I. jugeât, en quelque temps que ce fût, qu'il était utile que j'envoyasse à sa cour avec le secret convenable quelque personne de confiance pour lui donner sur ma situation des renseignements plus amples que ceux qu'on peut donner

Commencées en juillet 1807, ces relations continuèrent en août et septembre, avec la même crainte de se compromettre de la part de M. de Beauharnais, et le même désir d'être accueilli de la part de Ferdinand. Ce prince se décida enfin à faire remettre par le chanoine Escoïquiz deux lettres, l'une pour l'ambassadeur, l'autre pour Napoléon lui-même, dans lesquelles, déplorant ses malheurs et les dangers dont il était menacé, il demandait formellement la protection de la France et la main d'une princesse de la famille Bonaparte. Ces deux lettres, datées du 11 octobre, ne furent expédiées que le 20, par le soin que M. de Beauharnais mit à se procurer un messenger sûr, et n'arrivèrent que le 27 ou le 28, au moment même où parvenaient à Paris d'autres nouvelles non moins importantes, dont on va connaître le sujet.

Tandis qu'il s'adressait à Napoléon, Ferdinand, ne sachant si la protection française serait assez prompte ou assez déclarée pour le sauver, avait voulu en même temps prendre ses précautions à Madrid même. D'accord avec ses amis, il conçut l'idée de tenter une démarche auprès de son père, pour lui ouvrir les yeux, pour lui dénoncer les crimes du prince de la Paix, la complicité de la reine, et, sinon ses relations adultères avec le favori, du moins son abjecte soumission aux volontés de ce dominateur de la maison royale; pour le supplier enfin d'apporter un terme aux scandales, aux malheurs qui désolaient l'Espagne, aux périls qui menaçaient un fils infortuné. Ferdinand devait remettre au roi un écrit contenant ces révélations, avec prière de le lui rendre après en avoir pris connaissance, car une indiscretion pouvait mettre sa vie en danger. La minute de cet écrit était de la main même du chanoine Escoïquiz. Indépendamment de cette démarche, les auteurs du plan avaient encore imaginé, pour le cas où le roi viendrait à mourir subitement, de donner au duc de l'Infantado des pouvoirs signés à l'avance par Ferdinand, pouvoirs en vertu desquels le duc aurait le commandement militaire de Madrid et de la Nouvelle-Castille, afin

par écrit, ou pour tout autre objet que sa sagesse jugeât nécessaire, S. M. I. n'a qu'à vous le mander pour être au moment obéi, comme elle le sera en tout ce qui dépendra de moi.

« Je vous renouvelle, monsieur, les assurances de mon estime et de ma gratitude; je vous prie de conserver cette lettre comme un témoignage de la perpétuité de ces sentiments, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« Écrit et signé de ma propre main et scellé de mon sceau.

« FERDINAND.

« A l'Escurial, le 11 octobre 1807. »

qu'on fût en mesure, s'il le fallait, de résister par la force des armes aux tentatives du prince de la Paix. Tels étaient les moyens préparés par ce conciliabule, pour se garder contre un projet vrai ou supposé d'usurpation ; et ces moyens ne décelaient assurément ni beaucoup de profondeur d'esprit, ni beaucoup d'audace de caractère. Mais pendant ces menées du prince et de ses amis, des espions apostés autour d'eux avaient observé des allées et venues inaccoutumées. Ils avaient vu Ferdinand lui-même écrire plus souvent qu'il ne le faisait d'ordinaire, et ils l'avaient entendu, dans son exaspération contre sa mère et le favori, tenir des propos d'une singulière amertume. L'entrée des troupes françaises en Espagne, sujet d'une infinité de conjectures, avait été aussi l'occasion de discours fort irréflechis de la part du prince et de ses amis. Ceux-ci se regardant déjà comme certains de la protection de la France et s'en vantant volontiers, bien qu'ils eussent longtemps fait un crime à Emmanuel Godoy de la rechercher, et de la payer d'une aveugle soumission, se plaisaient à insinuer, quelquefois même à dire tout haut, que ce n'était pas en vain que les armées françaises passaient les Pyrénées, et que le méprisable gouvernement qui opprimait l'Espagne ne tarderait pas à s'en apercevoir ; ce qui était malheureusement plus vrai qu'ils ne le croyaient eux-mêmes, et qu'ils n'eurent bientôt à le désirer.

Parmi les personnes chargées d'observer Ferdinand, l'une d'elles (on prétend que c'était une dame de la cour), soit qu'elle eût obtenu la confiance des secrets du prince, soit qu'elle eût porté sur ses papiers un œil indiscret, révéla tout à la reine. Celle-ci en apprenant ces détails fut saisie d'un violent accès de colère. Le prince de la Paix ne se trouvait point en ce moment à l'Escurial, distant de Madrid d'une douzaine de lieues. Il avait l'habitude de passer une semaine à l'Escurial, une semaine à Madrid. Il était malade, disait-on, des suites de ses débauches. On le manda secrètement, et il sortit de son palais par une porte dérobée, voulant en cette circonstance laisser ignorer sa présence à l'Escurial, et écarter l'idée qu'il pût être l'instigateur des scènes qui se préparaient. La reine, encore plus irritée que lui, chercha à persuader au roi qu'il n'y avait pas moins qu'une vaste conspiration contre son trône et sa vie dans les indices dénoncés, soutint qu'il fallait agir sur-le-champ, ne pas craindre un éclat devenu nécessaire, envahir l'appartement du prince à l'improviste, et enlever ses

papiers avant qu'il eût le temps de les détruire. Le faible Charles IV, incapable d'apercevoir dans quelle voie il s'engageait par une pareille démarche, consentit à tout ce qu'on lui demandait, et le soir même, 27 octobre, jour de la signature du traité de Fontainebleau, permit qu'on violât la demeure de son fils, et qu'on saisit ses papiers. Le jeune prince, qui, sauf un peu de finesse, n'avait ni esprit ni courage, fut consterné, et livra sans résistance tout ce qu'il avait. Les papiers dont nous venons de faire mention, mêlés à d'autres plus insignifiants, furent portés chez la reine, qui voulut les examiner elle-même. On devine les emportements de cette princesse, en lisant l'écrit où étaient dénoncées toutes les turpitudes du favori, et où les siennes étaient au moins indiquées. Si faible, si asservi que fût l'infortuné Charles IV, cette pièce pourtant n'aurait pas suffi pour lui persuader que son fils avait médité un crime, et elle aurait peut-être, en dessillant ses yeux, atteint le but que le chanoine Escœquiz et Ferdinand s'étaient proposé. Mais il y avait malheureusement d'autres papiers, tels qu'un chiffre destiné à une correspondance mystérieuse, de plus l'ordre qui nommait le duc de l'Infantado commandant de la Nouvelle-Castille, et sur lequel la date avait été laissée en blanc afin de la mettre au moment de la mort du roi. Ces dernières pièces suffisaient à la reine pour construire toutes les suppositions imaginables, pour tromper l'infortuné Charles IV, pour se tromper elle-même. Ne se contenant plus à la lecture de ces papiers, elle dit, peut-être elle crut, que c'étaient là les preuves d'une conspiration tendant à détrôner elle et son époux, à menacer même leurs jours ; car pourquoi ce chiffre, si ce n'était pour correspondre avec des conspirateurs ? pourquoi cette nomination d'un commandant militaire, par Ferdinand qui n'était pas encore roi, si ce n'était pour consommer une criminelle usurpation ? Cette démonstration, présentée au pauvre Charles IV avec beaucoup d'emportements et de cris pour unique preuve, le remplit de trouble. Il versa des larmes de douleur sur un fils qu'il aimait encore, et qu'il était affligé de trouver si coupable ; puis il remercia le ciel qui sauvait d'un si grand péril sa vie, son trône, sa femme, son ami Emmanuel. La reine, que l'exaltation naturelle à son sexe portait à prendre en tout ceci une initiative commode pour le favori, la reine déclara qu'il fallait une répression prompte, énergique, qui satisfît à la majesté du trône outragée, et garantît l'État du retour de pareils

complots. Il fut donc résolu qu'on arrêterait à l'instant même le prince et ses complices, qu'on appellerait ensuite les ministres, les principaux personnages de l'État, qu'on leur dénoncerait la découverte qu'on venait de faire, et la résolution royale d'intenter contre les coupables un procès criminel. C'était là une résolution abominable et insensée, car après un tel éclat il fallait poursuivre le prince à outrance, le convaincre de crime, fût-il innocent, le priver de ses droits au trône, et donner ainsi à ce trône suspendu au bord d'un abîme un ébranlement qui pouvait l'y précipiter, qui l'y a précipité en effet. Mais poursuivre le prince, le faire condamner par des juges vendus, le priver de la couronne, était justement ce que voulait cette reine furieuse, quel que péril qu'il y eût à braver !

Tout ce qu'elle désirait s'accomplit. Godoy fut renvoyé à Madrid, pour faire croire qu'il n'en était pas sorti, et qu'il était étranger aux scènes tragiques de l'Escurial. Le roi se rendit auprès de Ferdinand, lui demanda son épée, et le constitua prisonnier dans son propre appartement. Des courriers furent ensuite envoyés dans toutes les directions, pour ordonner l'arrestation des prétendus complices du prince. Les ministres, les membres des conseils furent convoqués, et, la consternation sur le front, reçurent communication de tout ce qui avait été décidé. Ils donnèrent leur adhésion silencieuse, non par zèle, mais par abattement.

Il n'était plus possible après un semblable scandale de cacher à la nation espagnole les tristes événements dont l'Escurial venait d'être le théâtre. Dans les pays asservis, où toute publicité est interdite, les nouvelles importantes ne se répandent ni moins vite, ni moins complètement. Elles volent de bouche en bouche, propagées par une curiosité ardente, et exagérées par une crédulité non détrompée. Madrid tout entier savait déjà, et toutes les villes d'Espagne allaient savoir les scènes de l'Escurial. Cependant publier officiellement la prétendue découverte du complot, c'était dénoncer le prince à la nation, et rendre irréparables les malheurs du trône. Mais la reine et le favori ne voulaient pas autre chose. En conséquence ils exigèrent un acte de publicité, et dans un pays où il n'y en avait que pour les plus grands événements, tels qu'une naissance ou une mort de roi, une déclaration de guerre, une signature de paix, une grande victoire, une grande défaite, le décret royal qui suit fut communiqué à toutes les autorités du royaume :

« Dieu qui veille sur ses créatures ne permet pas la consommation des faits atroces quand les victimes sont innocentes ; aussi sa toute-puissance m'a-t-elle préservé de la plus affreuse catastrophe. Tous mes sujets connaissent parfaitement mes sentiments religieux et la régularité de mes mœurs, tous me chérissent, et je reçois de tous les preuves de vénération dues à un père qui aime ses enfants. Je vivais persuadé de cette vérité, quand une main inconnue est venue m'apprendre et me dévoiler le plan le plus monstrueux et le plus inouï qui se tramait contre ma personne dans mon propre palais. Ma vie, tant de fois menacée, était devenue à charge à mon successeur, qui, préoccupé, aveuglé, et abjurant tous les principes de foi chrétienne que lui enseignèrent mes soins et mon amour paternels, était entré dans un complot pour me détrôner. J'ai voulu alors rechercher par moi-même la vérité du fait, et, surprenant mon fils dans son propre appartement, j'ai trouvé en sa possession le chiffre qui servait à ses intelligences avec les scélérats et les instructions qu'il en recevait. Je convoquai, pour examiner ces papiers, le gouverneur par intérim du conseil, pour que, de concert avec d'autres ministres, ils se livrassent activement à toutes les recherches nécessaires. Tout a été fait, et il en est résulté la découverte de plusieurs coupables : j'ai décrété leur arrestation ainsi que la mise aux arrêts de mon fils dans sa demeure. Cette peine manquait à toutes celles qui m'affligent ; mais, comme elle est la plus douloureuse, c'est aussi celle qu'il importe le plus de faire expier à son auteur, et, en attendant que j'ordonne de publier le résultat des poursuites commencées, je ne veux pas négliger de manifester à mes sujets mon affliction, que les preuves de leur loyauté parviendront à diminuer. Vous tiendrez cela pour entendu, afin que la connaissance s'en répande dans la forme convenable.

« Saint-Laurent (de l'Escurial), le 30 octobre 1807.

« *Au gouverneur par intérim du conseil.* »

Dans cette cour, où l'on n'osait rien faire sans en référer à Paris, où le fils opprimé, le père involontairement oppresseur, le favori persécuteur de tous les deux, cherchaient auprès de Napoléon un appui pour leur malheur, leur ineptie ou leur crime, il n'était pas possible qu'on se livrât à de si déplorables extravagances sans lui en écrire. En conséquence, la veille même de l'acte officiel que nous venons de rapporter, on dicta au mal-

heureux Charles IV une lettre à Napoléon, pleine d'une ridicule douleur, dépourvue de toute dignité, où il se disait trahi par son fils, menacé dans sa personne et son pouvoir, et n'annonçait pas moins que la volonté de changer l'ordre de succession au trône¹.

Napoléon n'avait reçu, comme on l'a vu plus haut, la lettre du 11 octobre, dans laquelle Ferdinand lui demandait sa protection et une épouse, que le 28 du même mois. Il reçut successivement dans les journées des 5, 6 et 7 novembre, celles de son ambassadeur et de Charles IV, qui lui apprenaient l'esclandre qu'on n'avait pas craint de faire à l'Escurial. Il était donc en quelque sorte obligé de s'immiscer dans les affaires d'Espagne, quand même il ne l'eût pas voulu, et certainement beaucoup plus tôt qu'il ne s'y attendait et ne le désirait. Depuis quelque temps, ainsi que nous venons de le rapporter, il se disait qu'il y avait danger à laisser des Bourbons sur un trône à la fois si haut et si voisin, et qu'il fallait de plus renoncer à tirer de l'Espagne aucun service utile, tant qu'elle resterait aux mains d'une race dégénérée. Il ne savait quel prétexte employer pour frapper des esclaves prosternés à ses pieds, le détestant, voulant le trahir, l'essayant quelquefois, puis désavouant avec humilité leurs trahisons à peine commencées. Il ne se dissimulait pas non plus le danger, en détrônant la dynastie espagnole, de heurter une nation ardente et farouche, désirant des changements, incapable de les opérer elle-même, et prête néanmoins à se révolter contre la main étrangère qui tenterait de les opérer pour elle. Il ajournait donc, n'étant ni pressé, ni fixé quant au parti à prendre, témoin le traité de Fontainebleau, qui ne contenait que des ajournements. Mais un fils qui s'adressait à lui pour demander une épouse et sa protection, un père qui lui dénonçait ce fils

comme criminel, lui offraient une occasion, pour ainsi dire forcée, de se mêler immédiatement des affaires d'Espagne; et tout plein encore de doutes, d'anxiétés, désirant, redoutant ce qu'il allait entreprendre, l'entreprenant par une sorte d'entraînement fatal, il donna des ordres précipités, signes d'une volonté fortement excitée.

Jusqu'ici les mouvements de troupes prescrits par lui n'avaient eu que le Portugal pour but². Mais dès ce moment les préparatifs reçurent une étendue et une accélération qui ne pouvaient laisser aucune incertitude sur leur objet. Il avait composé l'armée du général Junot, destinée à envahir le Portugal, avec les trois camps de Saint-Lô, Pontivy, Napoléon; l'armée de réserve du général Dupont (connue sous le titre de deuxième corps de la Gironde), avec les premiers, deuxième et troisième bataillons des cinq légions de réserve, et quelques bataillons suisses. Ces deux armées, l'une déjà entrée en Espagne, l'autre en route pour Bayonne, présentaient un effectif de 50,000 hommes environ. Ce n'était pas assez, si de graves événements éclataient dans la Péninsule, car la seconde de ces armées pouvait seule être employée en Espagne. Napoléon accéléra sa marche vers Bayonne, ordonna au général Dupont d'aller sur-le-champ se mettre à sa tête, et résolut d'en composer une troisième, qui empruntât son titre au besoin spécieux de veiller sur les côtes de l'Océan, privées des troupes consacrées à leur garde. Il appela cette troisième armée *corps d'observation des côtes de l'Océan*, lui donna pour la commander le maréchal Monecy, qui avait fait jadis la guerre en Espagne, et voulut qu'elle fût forte d'environ 54,000 hommes. Il puisa pour la composer dans les dépôts des régiments de la grande armée, stationnés sur le Rhin, de Bâle à Wesel. Ces dépôts, qui avaient reçu plusieurs conscriptions,

¹ Voici le texte même de cette lettre :

Lettre du roi Charles IV à l'Empereur Napoléon.

« Monsieur mon frère, dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand je croyais que tous les complots de la ci-devant reine de Naples avaient été ensevelis avec sa fille, je vois avec un horreur qui me fait frémir que l'esprit d'intrigue a pénétré jusque dans le sein de mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux! Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot horrible de me détrôner: il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter à la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur la plus exemplaire des lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée: un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses com-

plices pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. et R. en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

« Sur quoi, je prie Dieu, mon bon frère, qu'il veuille avoir V. M. I. et R. en sa sainte et digne garde.

« CHARLES.

« A Saint-Laurent, le 29 octobre 1807. »

² La lecture réitérée de sa correspondance la plus secrète m'a prouvé que jusqu'aux événements de l'Escurial il songeait au Portugal seul, et qu'à partir de ces événements il ne pensa plus qu'à l'Espagne. Les dates de ses ordres, comparées avec les dates des nouvelles de Madrid, ne peuvent laisser aucun doute sur leur corrélation, et prouvent que les uns furent la suite certaine des autres.

et qui n'avaient plus d'envois à faire à la grande armée, abondaient en jeunes soldats, dont l'instruction était déjà commencée, et à l'égard de quelques-uns presque achevée. Pour un corps d'observation, soit en France, soit en Espagne, Napoléon croyait ces jeunes soldats très-suffisants. Il ordonna donc de tirer des quarante-huit dépôts stationnés sur le Rhin quarante-huit bataillons provisoires, composés de quatre compagnies à 150 hommes chacune, ce qui faisait 600 hommes par bataillon, et en tout 28,000 hommes d'infanterie. Il ordonna de réunir quatre de ces bataillons pour former un régiment, deux régiments pour former une brigade, deux brigades pour former une division, et de distribuer le corps entier en trois divisions sous les généraux Musnier, Gobert, Morlot. Les points où elles allaient s'organiser étaient Metz, Sedan, Nancy. Ces troupes devaient avoir l'organisation de corps provisoires, chaque bataillon relevant toujours du régiment dont il était détaché. Napoléon ordonna d'attacher à chaque division une batterie d'artillerie à pied, de former à Besançon et la Fère trois autres batteries d'artillerie à cheval, ce qui devait porter l'artillerie totale du corps à 56 bouches à feu. Le général Mouton eut ordre de se transporter à Metz, Nancy, Sedan, pour surveiller l'exécution de ces mesures. Les quatre brigades de cavalerie, de formation provisoire aussi, réunies à Compiègne, Chartres, Orléans et Tours, furent distribuées entre les deux corps des généraux Monecy et Dupont. Les cuirassiers et les chasseurs furent affectés à celui du général Dupont, les dragons et les hussards à celui du maréchal Monecy. L'armée du général Junot suffisant à l'occupation du Portugal, il restait donc, pour parer aux événements d'Espagne, le corps du général Dupont, intitulé *deuxième de la Gironde*, le corps du maréchal Monecy, intitulé *corps d'observation des côtes de l'Océan*, présentant à eux deux une soixantaine de mille hommes. Enfin, les nouvelles de Madrid s'aggravant de jour en jour, Napoléon prescrivit, comme il l'avait déjà fait, l'établissement de relais de charrettes de Metz, Nancy et Sedan à Bordeaux, afin de transporter les troupes en poste. Pour les encourager à supporter la fatigue, et aussi pour cacher son but, il enjoignit de dire aux soldats qu'ils allaient au secours de leurs frères du Portugal, menacés par la descente d'une armée anglaise.

Napoléon fit coïncider avec le mouvement de ses conscrits vers l'Espagne un mouvement ré-

trograde de ses vieux soldats vers le Rhin. Tous les pays au delà de la Vistule furent évacués. Le maréchal Davoust, qui avec les Polonais, les Saxons, son troisième corps, et une partie des dragons, était resté en Pologne, au delà de la Vistule, et formait le premier commandement, se replia entre la Vistule et l'Oder, occupant Thorn, Varsovie et Posen, sa cavalerie sur l'Oder même. La Pologne, fort recommandée à Napoléon par le roi de Saxe, obtint ainsi un notable soulagement. Le maréchal Soult, qui formait le deuxième commandement, reçut ordre d'évacuer la Vieille-Prusse, et de se reporter vers la Poméranie prussienne et suédoise, sa cavalerie continuant seule à vivre dans l'île de Nogat. Il ne resta sur la droite de la Vistule que les grenadiers d'Oudinot à Dantzig. Le premier corps, passé aux ordres du maréchal Victor, continua d'occuper Berlin, avec la grosse cavalerie en arrière sur les bords de l'Elbe. Le maréchal Mortier, avec les cinquième et sixième corps, et deux divisions de dragons, fut laissé dans la haute et la basse Silésie. Le prince de Ponte-Corvo, commandant seul les bords de la Baltique, depuis la prise de Stralsund et la dissolution du corps du maréchal Brune, dut occuper Lubeck avec la division Dupas. Lunebourg avec la division Boudet, Hambourg avec les Espagnols, Brême avec les Hollandais. Tout ce qui restait de cavalerie n'ayant pas pris place dans ces divers commandements fut envoyé en Hanovre. Les Bavares, Wurtembergeois, Badois, Hessois, Italiens, obtinrent l'autorisation de rentrer chez eux. La grosse artillerie de siège, les approvisionnements en vêtements, souliers, armes, confectionnés à prix d'argent dans la Pologne et l'Allemagne, furent dirigés sur Magdebourg. La garde impériale, au nombre de douze mille hommes, accéléra sa marche vers Paris.

Napoléon en prescrivant ces mouvements avait la double intention de décharger le nord de l'Europe, et de ramener quelques régiments de vieilles troupes en France. Indépendamment de la garde qui allait arriver, il fit rentrer neuf ou dix régiments d'infanterie, une certaine portion d'artillerie à pied, et beaucoup de cadres de dragons. Il s'y prit avec sa dextérité ordinaire, pour qu'il résultât de ce changement, au lieu d'une dislocation, une meilleure organisation de ses corps d'armée.

Le corps de Lannes, composé des grenadiers Oudinot, avait été laissé d'abord à Dantzig. C'était assez des grenadiers pour Dantzig, comme

défense et comme charge. Napoléon prononça la dissolution de la division Verdier, composée de quatre beaux régiments d'infanterie. Deux de ces régiments, les 2^e et 12^e légers, faisant partie de la garnison de Paris, furent rappelés dans cette capitale. Les deux autres, le 72^e et le 5^e de ligne, passèrent à la division Saint-Hilaire, pour la dédommager de trois régiments, les 45^e, 55^e, 14^e de ligne, qu'on lui retira, parce qu'ils avaient leur dépôt au camp de Boulogne et à Sedan. Cette division restait à cinq régiments, nombre que Napoléon ne voulait pas dépasser. La division Morand, ayant six régiments, fut diminuée du 51^e. La division Dupas, qui avec les Saxons et les Polonais composait à Friedland le corps de Mortier, aujourd'hui dissous, ne présentait qu'une agrégation passagère, et pesait sur la ville de Lubeck. Napoléon lui prit le 4^e léger, qui faisait partie de la garnison de Paris, et le 15^e de ligne, qui appartenait à Brest. Enfin le 44^e de ligne, laissé en garnison à Dantzic, pour s'y reposer du désastre d'Eylau, n'étant plus nécessaire dans cette ville, en fut rappelé. Le 7^e de ligne, devenu disponible par l'évacuation de Braunau, le fut également. L'artillerie de la division Verdier, dissoute, se joignit aux corps qui revenaient en France. L'arme des dragons était dans le Nord plus nombreuse qu'il ne fallait. Les troisièmes escadrons des 1^{er}, 5^e, 5^e, 9^e, 10^e, 15^e, 4^e régiments, après avoir versé tous leurs hommes dans les deux premiers escadrons, durent rentrer en France.

Ainsi, sans désorganiser ses corps, en les ramenant à des proportions plus uniformes, en ne rompant que les agrégations passagères, Napoléon sut se créer le moyen de rappeler dix beaux régiments d'infanterie, appartenant presque tous ou à Paris ou aux camps des côtes; ce qui était une convenance de plus, car ces régiments, étant ceux qui avaient le plus fourni aux corps du Portugal et de la Gironde, se trouvaient ainsi

¹ Nous croyons devoir citer une lettre curieuse de Napoléon à Joseph, dans laquelle il lui expose lui-même, et en grande confiance, l'immense étendue de ses forces, lettre où éclate, avec l'orgueil de les voir si grandes, l'embarras d'en avoir à payer de si nombreuses :

Lettre de l'Empereur au roi de Naples.

« Fontainebleau, 21 octobre 1807.

« Le grand besoin que j'ai d'établir le bon ordre dans l'état de mon militaire, afin de ne pas porter le dérangement dans toutes mes affaires, exige que j'établisse sur un pied définitif mon armée de Naples, et que je sache qu'elle est bien entretenue.

« Vous jugerez du soin qu'il faut que je prenne des détails

rapprochés de leurs détachements. Cet art profond de disposer des troupes est la partie la plus élevée peut-être de la science de la guerre. Il est nécessaire à tout gouvernement, même pacifique, à titre de bonne administration. La grande armée dans le Nord était encore d'environ 500,000 Français, sans compter les Polonais et les Saxons restés en Pologne, les Bavares, les Wurtembergeois, les Badois, les Hessois, les Italiens acheminés vers leur pays, mais non licenciés, et prêts à revenir au premier appel. Napoléon avait alors, en ajoutant à la grande armée les armées de la haute Italie, de la Dalmatie, de Naples, des îles Ioniennes, de Portugal, d'Espagne, de l'intérieur, 800,000 hommes de troupes françaises, et au moins 150,000 de troupes alliées¹, puissance colossale, effrayante, si l'on songe surtout que la plus grande partie se composait de soldats éprouvés, que les conscrits eux-mêmes étaient enfermés dans d'anciens cadres, que tous étaient commandés par les officiers les plus expérimentés, les plus habiles que la guerre eût jamais produits, et que ceux-ci enfin marchaient sous les ordres du plus grand des capitaines!

Après avoir rapproché du Rhin ses vieilles troupes, et poussé les jeunes vers les Pyrénées, Napoléon, plein d'une avide curiosité, attendit impatiemment les nouvelles de Madrid, qu'il croyait devoir se succéder coup sur coup à la suite d'un éclat tel que l'arrestation de l'héritier présomptif de la couronne. N'ayant aucune résolution prise, espérant des événements celle qui serait la plus conforme à ses desirs, ne se fiant nullement à l'esprit de M. de Beauharnais, quoiqu'il se fiât pleinement à sa droiture, il ne lui donna d'autre instruction que celle de tout observer, et de tout mander à Paris avec la plus grande célérité possible.

C'est par secousses successives que se développent les grandes révolutions, et avec des intervalles entre elles toujours plus longs que ne le

quand vous saurez que j'ai plus de 800,000 hommes sur pied. J'ai une armée encore sur la Passarge, près du Niémen, j'en ai une à Varsovie, j'en ai une en Silésie, j'en ai une à Hambourg, j'en ai une à Berlin, j'en ai une à Boulogne, j'en ai une qui marche sur le Portugal, j'en ai une seconde que je réunis à Bayonne, j'en ai une en Italie, j'en ai une en Dalmatie que je renforce en ce moment de 6,000 hommes, j'en ai une à Naples. J'ai des garnisons sur toutes mes frontières de mer. Vous pouvez donc juger, lorsque tout cela va refluer dans l'intérieur de mes États et que je ne pourrai plus trouver d'allégeance étrangère, combien il sera nécessaire que mes dépenses soient sévèrement calculées.

« Vous devez avoir un inspecteur aux revues assez habile pour vous faire l'état de ce que doit vous coûter un régiment selon nos ordonnances. »

voudrait l'impatience humaine. C'est ce qui arriva cette fois en Espagne. Les événements ne s'y précipitèrent pas aussi vite qu'on l'aurait cru d'abord.

Le prince des Asturies, engagé dans une trame peu criminelle assurément, dont le but, après tout, n'était que de détromper un père abusé et de prévenir un acte d'usurpation, le prince des Asturies, engagé dans cette trame, sans prudence, sans discrétion, sans courage, devait bientôt prouver qu'il méritait l'esclavage auquel il avait voulu se soustraire. Enfermé seul dans son appartement, effrayé quand il songeait au sort que le fondateur de l'Escurial, Philippe II, avait fait éprouver à l'infant don Carlos, tout plein d'idées exagérées sur la cruauté du favori, assez crédule pour admettre que ce favori et sa mère avaient fait empoisonner sa première femme, il s'imaginait qu'il était perdu, et voulut sauver sa vie par le plus lâche des moyens, la délation de ses prétendus complices. Ce fils, de valeur égale, comme on le voit, à ceux contre l'oppression desquels il luttait, forma le projet de se jeter aux pieds de sa mère, de lui tout avouer; aveu qui ne devait guère la satisfaire s'il ne lui disait que la vérité, mais qui deviendrait une infâme trahison, si pour lui complaire il chargeait ses complices de crimes supposés. Après la communication aux membres des conseils rapportée plus haut, le roi était allé chercher à la chasse l'oubli ordinaire des soucis du trône, qu'il ne pouvait supporter au delà de quelques instants. La reine se trouvait seule à l'Escurial, toujours transportée de colère. Emmanuel Godoy, resté malade à Madrid, s'y faisait passer pour plus malade qu'il n'était. Ferdinand fit supplier sa mère de venir le voir dans son appartement, pour recevoir ses aveux, l'expression de son repentir, et l'assurance de sa soumission. Cette princesse, qui avait plus d'esprit que son fils, et qui ne voulait pas d'une réconciliation, suite probable de l'entrevue demandée par le prince, lui envoya M. de Caballero, ministre de grâce et de justice, personnage fort avisé, sachant prendre tous les rôles, mais entre tous préférant celui qui le rapprochait du parti victorieux. Ferdinand s'humilia profondément devant ce ministre de son père, déclara ce qui s'était passé, en réduisant toutefois son récit à la vérité, qui n'était pas bien accablante; soutint qu'il n'avait voulu que se prémunir contre une atteinte à ses droits, et ajouta, ce qu'on ignorait, qu'il avait écrit à Napoléon pour lui demander la main d'une princesse française. Ce

qu'il y eut de plus grave dans ses aveux, ce fut de désigner les ducs de San-Carlos et de l'Infantado, et surtout le chanoine Escoïquiz, comme les instigateurs qui l'avaient égaré. Sa déclaration eut pour résultat de faire arrêter sur-le-champ, avec une brutalité inouïe, et incarcérer à l'Escurial les personnages qu'il venait de dénoncer. Les prisonniers répondirent avec une dignité, une fermeté qui les honorait, à toutes les questions qui leur furent adressées, et ramenèrent l'accusation à ce qu'elle avait de vrai, en déclarant qu'ils avaient uniquement cherché à détromper Charles IV abusé par un indigne favori, à tirer le prince des Asturies d'une oppression intolérable, et à prévenir, en cas de mort du roi, un acte d'usurpation prévu et redouté par toute l'Espagne. La fermeté de ces honnêtes gens, coupables sans doute de s'être prêtés à des démarches irrégulières, mais ayant pour excuse une situation extraordinaire, leur fermeté, disons-nous, déshonorait et la cour infâme qui voulait les sacrifier à sa vengeance, et le prince pusillanime qui payait leur dévouement du plus lâche abandon.

Cependant l'effet de cette audacieuse et inepte procédure fut immense dans toute la Péninsule. Ce n'était qu'un cri de fureur et d'indignation contre le prince de la Paix, contre la reine, qui cherchaient, disait-on, à immoler un fils vertueux, seul espoir de la nation. On ne savait pas le fond des choses, mais on refusait de croire à cette absurde imputation dirigée contre le prince des Asturies d'avoir voulu détrôner un père, et le bon sens populaire entrevoyait qu'il n'y avait eu dans les actes inériminés qu'un effort pour détromper Charles IV, et quelques précautions pour empêcher le favori d'usurper l'autorité suprême. Peu à peu la démarche tentée par Ferdinand auprès de Napoléon finissant par être connue, on interpréta par la colère que la cour avait dû en ressentir le scandaleux procès de l'Escurial. Aussitôt l'esprit public, se conformant à ce qu'avait fait l'héritier adoré de la couronne, l'approuva sans réserve. C'était, disait-on, une bonne inspiration que de s'adresser à ce grand homme, qui avait rétabli l'ordre et la religion en France, qui pourrait, s'il le voulait, régénérer l'Espagne, sans lui faire traverser une révolution; c'était surtout une sage pensée que de songer à unir les deux maisons par les liens du sang, car cette union pouvait seule faire cesser les défiances qui séparaient encore les Bourbons des Bonaparte. On approuva Ferdinand d'avoir eu confiance dans

Napoléon ; on sut gré à Napoléon de la lui avoir inspirée, et sur-le-champ, avec la mobilité, l'ardeur d'une nation passionnée, la population des Espagnes ne forma qu'un vœu, ne poussa qu'un cri : ce fut de demander que les longues colonnes de troupes françaises acheminées vers Lisbonne se détournassent un moment vers Madrid, afin de délivrer un père abusé, un fils persécuté, du monstre qui les opprimait tous les deux. Ce sentiment fut général, unanime chez toutes les classes de la nation : singulier contraste avec ce qui devait bientôt, dans cette même Espagne, éclater de sentiments contraires à la France et à son chef !

Après avoir longtemps méprisé l'Espagne, au point de se permettre sous ses yeux tous les genres de scandales, le favori commença à s'effrayer, en entendant le cri de réprobation qui de toutes parts s'élevait contre lui. Il sortit de son lit, où il affectait d'être retenu par une grave indisposition, et imagina de se montrer à l'Escorial en pacificateur et en conciliateur. Les passions déchaînées de la reine étaient moins faciles à contenir que les siennes, et il eut quelque peine à lui faire entendre qu'il fallait s'arrêter dans la voie où l'on était entré, si on ne voulait provoquer une sorte de soulèvement populaire. La signature du traité de Fontainebleau venait de lui être annoncée, et, quoique ce traité ne dût pas recevoir encore la consécration de la publicité, Emmanuel Godoy était dans la joie d'avoir obtenu la qualité de prince souverain, avec la garantie par la France de cette qualité nouvelle. Il y voyait une raison de se rassurer, d'éviter toute crise violente, de rechercher en un mot des moyens plus doux pour arriver à son but. Déshonorer le prince des Asturies lui semblait plus sûr que de lui infliger une condamnation, qui révolterait toute l'Espagne, et après laquelle ce prince de-

viendrait l'idole de la nation¹. Il y avait déjà un premier pas de fait dans cette voie par l'empressement du prince à offrir des aveux qu'on ne lui demandait pas, et à dénoncer des complices auxquels on ne songeait point. En conséquence, Emmanuel Godoy amena la reine, et ce ne fut pas sans difficulté, à accorder un pardon, que le prince solliciterait avec humilité, et en s'avouant coupable. Il se rendit donc dans l'appartement de Ferdinand, qu'on avait converti en prison, et y fut accueilli, non pas avec le mépris qu'il aurait dû essuyer de la part d'un prince doué de quelque dignité, mais avec la satisfaction qu'éprouve un accusé qui se sent sauvé. Emmanuel Godoy fit à Ferdinand, ou reçut de lui, la proposition d'écrire à son père et à sa mère des lettres dans lesquelles il solliciterait le pardon le plus humiliant, après quoi tout serait oublié. Ces deux lettres étaient conçues dans les termes suivants :

« 3 novembre 1807.

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable. En manquant à
« V. M., j'ai manqué à mon père et à mon roi.
« Mais je m'en repens, et je promets à V. M. la
« plus humble obéissance. Je ne devais rien faire
« sans le consentement de V. M. ; mais j'ai été
« surpris. J'ai dénoncé les coupables, et je prie
« V. M. de me pardonner, et de permettre de
« baiser vos pieds à votre fils reconnaissant. »

« MADAME ET MA MÈRE,

« Je me repens bien de la grande faute que
« j'ai commise contre le roi, et contre vous, mes
« père et mère. Aussi je vous en demande par-
« don avec la plus grande soumission, ainsi que
« de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre
« soir. C'est pourquoi je supplie V. M. du plus
« profond de mon cœur de daigner interposer sa

¹ M. de Toreno a prétendu, et d'autres écrivains ont répété, que le motif qui fit suspendre la procédure entamée contre le prince des Asturies n'était autre que l'injonction adressée par Napoléon au prince de la Paix de ne compromettre en rien les agents du gouvernement français, ni ce gouvernement lui-même. C'est là une pure supposition, démentie par les faits et par les dates. Il était très-facile de continuer ce procès sans faire figurer l'ambassadeur de France, puisque les communications avec lui n'étaient que le moindre des griefs, et que les autres pièces, telles que l'écrit où l'on révélait à Charles IV la conduite du favori, le chiffre, la nomination éventuelle de M. le duc de l'Infantado, constituaient les prétendus délits du prince et de ses complices. Ce qui le prouve mieux encore, c'est que la procédure fut continuée contre les complices du prince, et que les griefs restant exactement les mêmes, la difficulté, si elle avait existé, eût été aussi grande avec eux qu'avec le prince. Mais cette invention, je le répète, est contredite

préemptoirement par les dates. La demande de pardon, l'acte royal qui l'accorde, sont du 3 novembre. Or à cette époque on savait à peine à Paris l'arrestation du prince ; car la saisie de ses papiers est du 27 octobre, son arrestation du 28, la divulgation de tous ces faits à Madrid du 29. Aucune nouvelle explicite ne put donc partir de Madrid avant le 29 octobre. Tous les courriers, à cette époque, mettaient à faire le trajet de sept à huit jours. Ainsi la nouvelle ne pouvait pas être à Paris avant le 3 novembre. Partic même le 27, elle n'y eût été que le 5, et on n'aurait pas eu le temps assurément d'ordonner à Paris, le 5, un acte qui se consommait à Madrid le 3, qui même y avait été résolu le 3 ou le 4. Les dates suffirent par conséquent pour démentir une pareille supposition. Le prince de la Paix ne fut décidé à jouer le rôle de conciliateur que parce que l'entreprise de faire condamner l'héritier présomptif, pour le priver de ses droits au trône, était au-dessus de son audace et de la patience de la nation espagnole.

« médiation auprès de mon père, afin qu'il veuille
 « bien permettre d'aller baiser les pieds de S. M.
 « à son fils reconnaissant. »

Après que ces lettres eurent été signées, un nouvel acte public de Charles IV prononça le pardon du prince accusé, en réservant toutefois la continuation des poursuites commencées contre ses complices, et en défendant de laisser circuler le premier acte dans lequel il avait été dénoncé à la nation espagnole. Mais il n'était plus temps de revenir sur un si grand scandale. Les déplorables scènes de l'Escurial étaient inséparables les unes des autres, et aucune ne pouvait demeurer cachée. Les premières déshonoraient le roi, la reine, le favori ; la dernière déshonorait le prince des Asturies.

Cependant l'effet sur l'opinion publique ne fut pas tel qu'on l'aurait supposé. Bien que tous les acteurs de ces scènes eussent mérité une réprobation à peu près égale, le père pour sa faiblesse, la mère et le favori pour leurs criminelles passions, le fils pour le lâche abandon de ses amis, néanmoins le peuple espagnol, résolu à ne trouver de torts qu'au favori et à la reine, ne voulait voir dans la conduite du prince qu'une suite de l'oppression sous laquelle il gémissait ; dans ses déclarations, que des aveux ou supposés ou extorqués, et continua de l'aimer avec idolâtrie, de lui prêter toutes les vertus imaginables, de demander à Napoléon un mouvement de son bras puissant vers l'Espagne. Sur-le-champ Napoléon devint le dieu tutélaire, invoqué de tous les côtés, et par toutes les voix. C'est le seul moment peut-être où le peuple espagnol ait admiré avec transport un héros qui ne fût pas Espagnol, et fait appel à une influence étrangère.

De même qu'on avait mandé à Napoléon la mise en accusation du prince des Asturies, on lui manda aussi le pardon accordé à ce prince. Il fut surpris de l'un autant que de l'autre, mais il vit clairement que ce drame, qui eût été sanglant dans un autre siècle, qui n'était que repoussant dans le nôtre, allait se ralentir, pour reprendre ultérieurement son cours, et n'aboutir que plus tard à sa conclusion. Quoique la démarche du prince des Asturies l'eût disposé favorablement, il ne savait s'il fallait se fier à un tel caractère, s'il n'y avait pas dans sa faiblesse et dans ses passions des raisons de voir en lui ou un allié impuissant, ou un ennemi perfide. Lui donner une princesse de la maison Bonaparte, solution en apparence la plus facile, n'était donc

pas un parti très-sûr. D'ailleurs l'histoire présentait des exemples peu encourageants à l'égard des princesses chargées de nous attacher l'Espagne par des mariages. Faire régner encore Charles IV, le prince de la Paix, la reine, ne semblait pas non plus une solution qui offrit beaucoup de durée, tant à cause de la santé du roi que de l'indignation de l'Espagne prête à éclater. Changer la dynastie paraissait donc le parti le plus simple. Mais restait toujours dans ce cas le danger de froisser le sentiment d'une grande nation, et surtout le sentiment de l'Europe, tout prétexte manquant pour détrôner des princes qui, divisés entre eux, n'étaient unis que pour invoquer Napoléon comme ami et comme maître. Persévérant dans ses doutes, comme l'Espagne dans ses agitations, Napoléon résolut de profiter de cet instant de répit pour consacrer quelques jours à l'Italie, et pour mettre ordre à beaucoup de grandes affaires qui réclamaient sa présence. D'ailleurs il devait rencontrer en Italie son frère Lucien, se réconcilier avec lui, et recevoir de ses mains une fille, qui pourrait être la princesse destinée à l'Espagne, si le projet moins violent d'unir les deux maisons par un mariage l'emportait définitivement. Ces résolutions prises, il donna des contre-ordres à ses armées, non pas pour arrêter leur marche vers l'Espagne, mais pour ralentir la célérité de cette marche. Il voulut que les troupes du corps des côtes de l'Océan, qui devaient être transportées en poste à Bordeaux, exécutassent le même trajet à pied, et sans aucune précipitation. Il enjoignit au général Dupont de disposer toutes choses pour que le deuxième corps de la Gironde pût entrer à la fin de novembre en Espagne, et il lui prescrivit d'aller jusqu'à Valladolid, sans s'avancer davantage vers le Portugal. Il fit partir de Paris son chambellan M. de Tournon, dont il appréciait le bon sens, avec ordre de se rendre en Espagne, d'observer ce qui s'y passerait, de bien examiner si le prince des Asturies y avait des partisans nombreux, si la vieille cour en conservait encore, avec mission enfin de porter une réponse aux diverses communications de Charles IV. Dans cette réponse pleine de convenance et de générosité, Napoléon conseillait à Charles IV le calme, l'indulgence envers son fils, niait d'avoir reçu de sa part aucune demande, et ne cherchait pas à jeter de nouvelles semences de discorde, bien qu'il eût plus d'intérêt à troubler qu'à pacifier l'Espagne.

Cela fait, Napoléon, se doutant qu'il aurait

bientôt à reporter son attention de ce côté, quitta Fontainebleau le 16 novembre, accompagné de Murat, des ministres de la marine et de l'intérieur, de MM. Sganzin et de Proni, des directeurs de plusieurs services importants, et se dirigea vers Milan pour y embrasser son fils chéri, le prince Eugène de Beauharnais. En partant il donna des ordres pour la réception triomphale de la garde impériale, qui allait arriver à Paris.

Il désirait être absent de cette solennité, et, s'il était possible, qu'on n'y pensât pas même à lui. Il voulait qu'on fêtât l'armée, l'armée seule, en fêtant la garde qui en était l'élite. Aussi, écrivant au ministre de l'intérieur pour lui prescrire les détails de la cérémonie, lui disait-il : *Dans les emblèmes et inscriptions qui seront faits dans cette occasion, il doit être question de ma garde et non de moi, et on doit faire voir que dans la garde on honore toute la grande armée.*

En effet, le 23 novembre, le préfet de la Seine, les maires de Paris se rendirent à la barrière de la Villette, suivis d'une immense affluence de peuple, pour recevoir les héros d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland. Le maréchal Bessières était à leur tête. Un arc de triomphe avait été élevé en cet endroit. Les porte-drapeaux sortirent des rangs, inclinèrent leurs étendards, sur lesquels les magistrats de la capitale posèrent des couronnes d'or portant cette inscription : *La ville*

de Paris à la grande armée. Puis la garde, forte de 12,000 vieux soldats, hâlés, mutilés, quelques-uns à la barbe déjà grise, défila à travers Paris, suivie de la foule enthousiaste, qui applaudissait à son triomphe. Un repas abondant, servi dans les Champs-Élysées, fut offert à ces 12,000 soldats par la ville de Paris, qui, dans cette solennité fraternelle et nationale, représentait la France aussi bien que la garde représentait l'armée. Le ciel ne favorisa pas la fin de cette journée souvent attristée par la pluie ; car il semblait que cette armée, qui dans nos grandeurs et nos fautes n'eut jamais d'autre part que son héroïsme, ne fût pas heureuse. Du milliard décrété par la Convention il n'était resté qu'une fête promise en 1806 à toute l'armée d'Austerlitz ; de cette fête il restait une fête à la garde, contrariée par le ciel, et privée de la présence de Napoléon. Mais la gloire de l'armée française pouvait se passer de ces pompes frivoles. L'histoire dira que tout le monde en France, de 1789 à 1815, mêla des fautes à ses services, tout le monde excepté l'armée ; car tandis qu'on égorgeait des victimes innocentes en 1793, elle défendait le sol ; tandis que Napoléon violait les règles de la prudence en 1807 et 1808, elle se bornait à combattre, et toujours, sous tous les gouvernements, elle ne savait que se dévouer et mourir pour l'existence ou la grandeur de la France.

LIVRE VINGT-NEUVIÈME.

ARANJUEZ.

Expédition de Portugal. — Composition de l'armée destinée à cette expédition. — Première entrée des Français en Espagne. — Marche de Ciudad-Rodrigo à Alcantara. — Horribles souffrances. — Le général Junot, pressé d'arriver à Lisbonne, suit la droite du Tage, par le revers des montagnes du Beira. — Arrivée de l'armée française à Abrantès, dans l'état le plus affreux. — Le général Junot se décide à marcher sur Lisbonne avec les compagnies d'élite. — En apprenant l'arrivée des Français, le prince régent de Portugal prend le parti de s'enfuir au Brésil. — Embarquement précipité de la cour et des principales familles portugaises. — Occupation de Lisbonne par le général Junot. — Suite des événements de l'Escurial. — Situation de la cour d'Espagne depuis l'arrestation du prince des Asturies et le pardon humiliant qui lui a été accordé. — Continuation des poursuites contre ses complices. — Méfiances et terreurs qui commencent à s'emparer de la cour. — L'idée de fuir en Amérique, à l'exemple de la maison de Bragance, se présente à l'esprit de la reine et du prince de la Paix. — Résistance de Charles IV à ce projet. — Avant de recourir à cette ressource extrême, on cherche à se concilier Napoléon, et on renouvelle au nom du roi la demande que Ferdinand avait faite d'une princesse française. — On ajoute à cette demande de vives instances pour la publication du traité de Fontainebleau. — Ces propositions ne peuvent rejoindre Napoléon qu'en Italie. — Arrivée de celui-ci à Milan. — Travaux d'utilité publique ordonnés partout où il passe. — Voyage à Venise. — Réunion de princes et de souverains dans cette ville. — Projets de Napoléon pour rendre à Venise son antique prospérité commerciale. — Course à Udine, à Palma Nova, à Osopo. — Retour à Milan par Legnago et Mantoue. — Entrevue à Mantoue avec Lucien Bonaparte. — Séjour à Milan. — Nouveaux ordres militaires relativement à l'Espagne, et ajournement des réponses à faire à Charles IV. — Affaires politiques du royaume d'Italie. — Adoption d'Eugène Beauharnais, et transmission assurée à sa descendance de la couronne d'Italie. — Décrets de Milan opposés aux nouvelles ordonnances maritimes de l'Angleterre. — Départ de Napoléon pour Turin. — Travaux ordonnés pour lier Gènes au Piémont, le Piémont à la France. — Retour à Paris le 1^{er} janvier 1808. — Napoléon ne peut pas différer plus longtemps sa réponse à Charles IV, et l'adoption d'une résolution définitive à l'égard de l'Espagne. — Trois partis se présentent : un mariage, un démembrement de territoire, un changement de dynastie. — Entraînement irrésistible de Napoléon vers le changement de dynastie. — Fixé sur le but, Napoléon ne l'est pas sur les moyens, et en attendant il ajoute au nombre des troupes qu'il a déjà dans la Péninsule, et répond d'une manière évasive à Charles IV. — Levée de la conscription de 1809. — Forces colossales de la France à cette époque. — Système d'organisation militaire suggéré à Napoléon par la dislocation de ses régiments, qui ont des bataillons en Allemagne, en Italie, en Espagne. — Napoléon veut terminer cette fois toutes les affaires du midi de l'Europe. — Aggravation de ses démêlés avec le pape. — Le général Miollis chargé d'occuper les États romains. — Le mouvement des troupes anglaises vers la Péninsule dégarmit la Sicile, et fournit l'occasion, depuis longtemps attendue, d'une expédition contre cette île. — Réunion des flottes françaises dans la Méditerranée. — Tentative pour porter 16,000 hommes en Sicile, et un immense approvisionnement à Corfou. — Suite des événements d'Espagne. — Conclusion du procès de l'Escurial. — Charles IV, en recevant les réponses évasives de Napoléon, lui adresse une nouvelle lettre pleine de tristesse et de trouble, et lui demande une explication sur l'accumulation des troupes françaises vers les Pyrénées. — Pressé de questions, Napoléon sent la nécessité d'en finir. — Il arrête enfin ses moyens d'exécution, et se propose, en effrayant la cour d'Espagne, de l'amener à fuir comme la maison de Bragance. — Cette grave entreprise lui rend l'alliance russe plus nécessaire que jamais. — Attitude de M. de Tolstoy à Paris. — Ses rapports inquiétants à la cour de Russie. — Explications d'Alexandre avec M. de Caulaincourt. — Averti par celui-ci du danger qui menace l'alliance, Napoléon écrit à Alexandre, et consent à mettre en discussion le partage de l'empire d'Orient. — Joie d'Alexandre et de M. de Romanzoff. — Divers plans de partage. — Première pensée d'une entrevue à Erfurt. — Invasion de la Finlande. — Satisfaction à Saint-Petersbourg. — Napoléon, rassuré sur l'alliance russe, fait ses dispositions pour amener un dénoûment en Espagne dans le courant du mois de mars. — Divers ordres donnés du 20 au 23 février dans le but d'intimider la cour d'Espagne et de la disposer à la fuite. — Choix de Murat pour commander l'armée française. — Ignorance dans laquelle Napoléon le laisse relativement à ses projets politiques. — Instruction sur la marche des troupes. — Ordre de surprendre Saint-Sébastien, Pampelune et Barcelone. — Le plan adopté mettant en danger les colonies espagnoles, Napoléon pare à ce danger par un ordre extraordinaire expédié à l'amiral Rosily. — Entrée de Murat en Espagne. — Accueil qu'il reçoit dans les provinces

basques et la Castille. — Caractère de ces provinces. — Entrée à Vittoria et à Burgos. — État des troupes françaises. — Leur jeunesse, leur dévouement, leurs maladies. — Embarras de Murat résultant de l'ignorance où il est touchant le but politique de Napoléon. — Surprise de Barcelone, de Pampelune et de Saint-Sébastien. — Fâcheux effet produit par l'enlèvement de ces places. — Alarmes conçues à Madrid en recevant les dernières nouvelles de Paris. — Projet définitif de se retirer en Amérique. — Opposition du ministre Caballero à ce plan. — Malgré son opposition, le projet de départ est arrêté. — Ébruitement des préparatifs de voyage. — Émotion extraordinaire dans la population de Madrid et d'Aranjuez. — Le prince des Asturies, son oncle don Antonio, contraires à toute idée de s'éloigner. — Le départ de la cour fixé au 13 ou au 16 mars. — La population d'Aranjuez et des environs, attirée par la curiosité, la colère et de sourdes menées, s'accumule autour de la résidence royale, et devient effrayante par ses manifestations. — La cour est obligée de publier le 16 une proclamation pour démentir les bruits de voyage. — Elle n'en continue pas moins ses préparatifs. — Révolution d'Aranjuez dans la nuit du 17 au 18 mars. — Le peuple envahit le palais du prince de la Paix, le ruine de fond en comble, et cherche le prince lui-même pour l'égorger. — Le roi est obligé de dépouiller Emmanuel Godoy de toutes ses dignités. — On continue à rechercher le prince lui-même. — Après avoir été caché trente-six heures sous des nattes de jonc, il est découvert au moment où il sortait de cette retraite. — Quelques gardes du corps parviennent à l'arracher à la fureur du peuple, et le conduisent à leur caserne, atteint de plusieurs blessures. — Le prince des Asturies réussit à dissiper la multitude en promettant la mise en jugement du prince de la Paix. — Le roi et la reine, effrayés de trois jours de soulèvement, et croyant sauver leur vie et celle du favori en abdiquant, signent leur abdication dans la journée du 19 mars. — Caractère de la révolution d'Aranjuez.

Tandis que Napoléon, résolu quant au but qu'il poursuivait en Espagne, incertain quant aux moyens, se rendait en Italie, plein au reste de confiance dans l'immensité de sa puissance, les armées françaises s'avançaient dans la Péninsule, et allaient y faire une première épreuve des difficultés qui les attendaient sur cette terre inhospitalière.

L'armée appelée à y entrer d'abord était celle du général Junot. Sa mission, comme on l'a vu, consistait à s'emparer du Portugal. Elle était composée d'environ 26,000 hommes, dont 25,000 présents sous les armes, et suivie de 5,000 à 4,000 hommes de renfort tirés des dépôts. Elle était distribuée en trois divisions sous les généraux Laborde, Loison, Travot. Elle avait pour principal officier d'état-major le général Thiébauld, et pour commandant en chef le brave Junot, aide de camp dévoué de Napoléon, un moment ambassadeur en Portugal, officier intelligent, courageux jusqu'à la témérité, n'ayant d'autre défaut qu'une ardeur naturelle de caractère, qui devait aboutir un jour à une maladie mentale. L'armée était formée de jeunes soldats de la conscription de 1807, levés en 1806, mais enfermés dans de vieux cadres et suffisamment instruits. Ils étaient très-capables de se bien comporter au feu, mais malheureusement peu rompus aux fatigues, qui allaient devenir cependant leur principale épreuve. Napoléon, qui voulait qu'on entrât promptement à Lisbonne, pour y surprendre non pas la famille royale dont il se souciait peu, mais la flotte portugaise et les immenses richesses appartenant aux négociants anglais, avait donné ordre au général Junot de redoubler de célérité, de n'épargner à ses soldats ni fatigues ni privations, afin d'arriver à temps.

Junot, dans son ardeur, n'était pas homme à corriger par un sage discernement ce que cet ordre pouvait avoir de dangereux dans les pays qu'on allait traverser.

Le 17 octobre, l'armée entra en Espagne sur plusieurs colonnes, afin de subsister plus aisément. Elle se dirigea sur Valladolid, par Tolosa, Vittoria et Burgos. Malgré les promesses du prince de la Paix, presque rien n'était préparé sur la route, et le soir on était obligé de réunir quelques vives à la hâte pour nourrir les troupes exténuées des fatigues de la journée. Les gîtes étaient détestables, remplis de vermine, et si repoussants que nos soldats préféraient coucher dans les champs ou dans les rues, plutôt que d'accepter les tristes abris qu'on leur offrait. La population les accueillait avec la curiosité naturelle à un peuple vif, amoureux de spectacles, et à qui son inerte gouvernement n'en procurait guère depuis un siècle. Les classes élevées recevaient bien nos troupes, mais déjà le bas peuple montrait à leur égard sa sombre haine de l'étranger. Sur la route de Salamanque, quelques coups de couteau furent donnés à des soldats isolés, bien qu'ils se conduisissent partout avec la plus sage retenue.

L'armée, en arrivant à Salamanque, où elle fit une courte halte, avait déjà beaucoup souffert des fatigues, et laissé un certain nombre d'hommes en arrière. Le général Junot, qui avait un chef d'état-major prévoyant, établit à Valladolid, à Salamanque, et en avant à Ciudad-Rodrigo, des dépôts composés d'un commandant de place, de plusieurs employés d'administration, et d'un détachement, pour y recueillir les hommes fatigués ou malades, et les acheminer plus tard à la suite de l'armée en groupes assez nombreux pour se défendre. L'ordre de marcher sans relâche ayant

trouvée l'armée à Salamanque, elle quitta cette ville le 12 novembre, formée en trois divisions. Elle avait à traverser, pour se rendre de Ciudad-Rodrigo à Alcantara, la chaîne de montagnes qui sépare la vallée du Douro de celle du Tage, et qui est le prolongement du Guadarrama. De Salamanque à Alcantara, il fallait faire cinquante lieues par un pays pauvre, montagneux, boisé, habité seulement par des pâtres, qui avaient l'habitude d'y conduire leurs troupeaux deux fois l'an : en automne quand ils se rendaient de la Vieille-Castille en Estramadure, et au printemps quand ils revenaient de l'Estramadure dans la Vieille-Castille. Bien que les autorités espagnoles eussent promis de préparer des vivres, on ne trouva presque rien à San Muños, point intermédiaire qui partageait en deux la distance de Salamanque à Ciudad-Rodrigo. Les troupes parcoururent donc dix-neuf lieues en deux jours, sans manger autre chose qu'un peu de viande de chèvre, qu'elles se procuraient en saisissant les troupeaux rencontrés sur leur route. A Ciudad-Rodrigo, ville assez considérable, et place forte de grande importance, on trouva un gouverneur fort mal disposé, qui pour s'excuser alléguait l'ignorance où on l'avait laissé du passage de l'armée française, et qui ne se donna aucune peine pour suppléer aux préparatifs qu'on avait négligé de faire. On recueillit cependant quelques vivres, assez pour fournir demi-ration aux soldats ; on organisa un nouveau dépôt pour y recueillir les trainards, dont le nombre s'accroissait à chaque pas, et on s'achemina vers les montagnes, pour passer du bassin du Douro dans celui du Tage. Le temps était tout à coup devenu affreux, ainsi qu'il arrive dans ces contrées méridionales, où la nature, extrême comme les habitants, passe avec une singulière violence de la température la plus douce à la plus rigoureuse. La pluie, la neige se succédaient sans relâche. Les sentiers que suivaient les diverses colonnes étaient entièrement défoncés, et disparaissaient même sous les pas des hommes et des chevaux. Trompées par des guides à demi sauvages, qui se trompaient souvent eux-mêmes, faute d'avoir jamais franchi les limites de leur village, plusieurs colonnes s'égarèrent, et arrivèrent près des crêtes de la chaîne, au village de Peña Parda, épuisées par la fatigue et la faim, laissant sur la route une partie de leur monde. Il fallait, pour vivre, aller coucher à la Moraleja, sur le revers des montagnes. Une tempête affreuse survint. En un instant tous les torrents furent

débordés, et, au milieu du mugissement des vents, du bruit des eaux, nos soldats inexpérimentés, n'ayant presque pas mangé depuis plusieurs jours, n'espérant pas de gîtes meilleurs pour les jours suivants, furent saisis de l'une de ces démoralisations subites, qui surprennent, abattent les âmes jeunes, peu habituées aux traverses de la vie guerrière. La nuit étant venue, et les tambours détendus par la pluie ne donnant plus de sons, une sorte de confusion s'introduisit dans cette marche. Les soldats ne distinguant plus les lieux, ayant de la peine à s'apercevoir les uns les autres, et cherchant à communiquer entre eux par des cris, firent retentir ces montagnes de hurlements sauvages. Les officiers n'étaient plus ni reconnus ni écoutés ; l'indiscipline s'était jointe au désespoir, et la scène était devenue affreuse. Cependant, une première colonne étant arrivée vers onze heures du soir à la Moraleja, et ayant trouvé un détachement déjà rendu au gîte, fit connaître dans quel état elle avait laissé le reste de l'armée. Alors on fit sortir les hommes les moins fatigués pour aller au secours de leurs camarades. On alluma de grands feux, on plaça un fanal au sommet du clocher, on sonna le tocsin pour attirer sur ce point les hommes égarés. Par surcroît de malheur, il n'avait pas été fait plus de préparatifs à la Moraleja qu'ailleurs. Les vivres manquaient absolument. Les soldats, dans le délire de la faim, ne respectant plus rien, se livrèrent au pillage, et ravagèrent ce malheureux bourg, qui fut ainsi victime de l'inexactitude du gouvernement espagnol à remplir ses promesses. Il n'y avait pas au moment de l'arrivée un quart des hommes autour du drapeau. Peu à peu, dans la nuit, tout ce qui n'avait pas succombé à la fatigue, tout ce qui n'avait pas été noyé dans les torrents, ou assassiné par les pâtres de l'Estramadure, atteignit le gîte dévasté de la Moraleja. Quelques chèvres suffirent encore, non pas à satisfaire la faim des soldats, mais à les empêcher de mourir d'inanition. Il était impossible de s'arrêter en un tel lieu, et le lendemain on s'achemina sur Alcantara, où l'on joignit enfin les bords du Tage et la frontière du Portugal.

Le général en chef Junot y avait précédé son armée afin d'y suppléer par ses soins à l'incurie du gouvernement espagnol. La ville présentait un peu plus de ressources que les montagnes sauvages de l'Estramadure. Cependant ces ressources n'étaient pas très-considérables, et elles avaient été absorbées en partie par les troupes

espagnoles du général Carafa, lequel devait, avec une division de neuf à dix mille hommes, appuyer le mouvement des troupes françaises, et descendre la gauche du Tage, tandis que le général Junot en descendrait la droite. On recueillit quelques bœufs et quelques moutons, on les distribua entre les régiments; on se procura du pain pour en fournir une demi-ration à chaque homme, et on accorda un séjour à l'armée, tant pour la rallier que pour lui rendre ses forces épuisées. Elle avait laissé en arrière ou perdu dans les forêts et les torrents un cinquième de son effectif, c'est-à-dire de 4,000 à 5,000 hommes. La moitié de la cavalerie était démontée, beaucoup de chevaux étant morts de faim, ou n'ayant pu suivre faute de ferrure. Quant à l'artillerie, on avait été réduit à la traîner avec des bœufs, et, ce moyen ayant bientôt manqué, on n'avait pas à Alcantara six bouches à feu. Quant aux munitions, il avait fallu les abandonner en chemin avec le reste du matériel.

L'embarras du malheureux général Junot était extrême. D'une part, il était stimulé par les ordres de Napoléon, par la certitude que, s'il n'arrivait pas bientôt à Lisbonne, il trouverait ou la flotte portugaise partie avec les richesses du Portugal, ou une résistance organisée qu'il aurait de la peine à vaincre; d'autre part, il voyait devant lui le revers des montagnes du Beira, incliné vers le Tage, consistant en une foule de contre-forts abrupts, séparés les uns des autres par des ravins épouvantables, taillés en quelque sorte, comme l'indique le nom de *Talladas* donné à quelques-uns, entièrement dépeuplés, privés de toute ressource, et devenus plus affreux par les pluies torrentielles de l'automne. Ajoutez que nos soldats, partis de France à la hâte, n'ayant pu se faire suivre par leur matériel, se trouvaient pour la plupart sans souliers, sans cartouches, et hors d'état soit de soutenir une longue marche, soit de vaincre une résistance sérieuse, s'ils venaient à en rencontrer une; ce qui n'était pas impossible, car il restait aux Portugais 25,000 hommes de troupes assez bonnes, et très-portées à se défendre, attendu que la perspective d'appartenir à l'Espagne ne les disposait guère à accueillir favorablement les envahisseurs de leur territoire. On ne pouvait pas non plus compter sur le concours des Espagnols, car, au lieu de vingt bataillons, ils ne nous en avaient fourni que huit, et animés de si mauvais sentiments à l'égard des Français qu'il avait fallu les renvoyer dans leurs cantonnements.

En présence de cette alternative, ou de laisser consommer à Lisbonne des événements regrettables, ou de braver de nouvelles fatigues avec des troupes exténuées, à travers un pays plus affreux que celui qu'on venait de parcourir, le général Junot n'hésita pas, et préféra le parti de l'obéissance à celui de la prudence. Il prit donc la résolution de continuer cette marche précipitée, en traversant la suite des contre-forts détachés du Beira, qui bordent le Tage depuis Alcantara jusqu'à Abrantès. Il ramassa quelques souliers et quelques bœufs, profita d'un dépôt de poudres existant sur les lieux, et du papier sur lequel étaient écrites les volumineuses archives des chevaliers d'Alcantara pour fabriquer des cartouches. Puis, il fit deux parts de son armée, l'une composée de l'infanterie des deux premières divisions, l'autre de l'infanterie de la troisième division, de la cavalerie, de l'artillerie et des trainards. Il porta la première en avant, et laissa la seconde à Alcantara, avec ordre de rejoindre, dès qu'elle serait un peu ralliée, refaite, et pourvue de moyens de transport. Il n'emmena avec lui que quelques canons de montagne, que leur calibre rendait plus faciles à traîner.

Il résolut de partir le 20 novembre d'Alcantara, et de franchir la frontière du Portugal par la droite du Tage, tandis que le général Carafa la franchirait par la gauche. Sans doute il eût beaucoup mieux valu passer le Tage, s'enfoncer plus avant dans l'Estramadure, gagner Badajoz, et prendre la grande route de Badajoz à Elvas, que suivent ordinairement les Espagnols, à travers l'Alentejo, province unie et d'un parcours facile. Mais il fallait descendre la Péninsule jusqu'à Badajoz, faire ensuite un long détour à droite pour gagner Lisbonne. Napoléon ordonnant de Paris, d'après la seule inspection de la carte, et préférant la route qui menait le plus vite à Lisbonne, avait prescrit de suivre la droite du Tage, d'Alcantara à Abrantès, tandis que les Espagnols en suivraient la gauche. On s'assurait ainsi, outre l'avantage de la célérité, celui de n'avoir pas à opérer plus tard un passage du Tage, lorsqu'on approcherait de Lisbonne. Toutefois, si Napoléon avait pu savoir qu'on rencontrerait en Portugal des pluies torrentielles, que par la négligence des alliés l'armée arriverait à Alcantara exténuée de faim et de fatigue, il aurait mieux aimé perdre quelques jours que de poursuivre une marche qui allait bientôt ressembler à une déroute. Mais ici commençaient à se révéler les inconvénients funestes d'une politique

extrême, qui voulant agir partout à la fois, sur la Vistule et sur le Tage, à Dantzic et à Lisbonne, était obligée d'ordonner de très-loin, et de se servir de faibles soldats ou de généraux inexpérimentés, quand les soldats robustes et les généraux habiles se trouvaient employés ailleurs. Il y a des lieutenants qui pèchent par mollesse, d'autres par excès de zèle. Ceux-ci sont les plus rares, et en général les plus utiles, quoique souvent dangereux. Le brave Junot était de ces derniers. Il n'hésita donc pas à partir d'Alcantara le 20 novembre, en renvoyant, comme nous l'avons dit, une partie des troupes espagnoles, qui semblaient peu sûres, et en confiant aux autres le soin de border la gauche du Tage, tandis qu'il en suivrait la droite. D'une armée qui avait été à Bayonne de 25,000 hommes présents sous les armes sur 26,000, il en amenait 13,000 au plus avec lui : non pas que les autres fussent tous morts ou perdus, mais parce qu'ils étaient incapables de continuer cette marche précipitée. Il s'avança le long du Tage par des sentiers attachés au flanc des montagnes, réduit sans cesse à monter ou à descendre, tantôt s'élevant sur la croupe des contre-forts qui se détachent du Beira, tantôt s'enfonçant dans les ravins profonds qui les séparent, ayant la cime des monts à sa droite, le fleuve à sa gauche. Il dirigea ses deux divisions d'infanterie sur Castel-Branco par deux chemins différents. La première prit le chemin de Idanha-Nova, la seconde celui de Rosmaniñal. Elles avaient l'une et l'autre à leur suite quelques troupes légères espagnoles. Le temps était toujours affreux, la pluie continuelle, la route presque impraticable. La première division, que commandait le général Laborde, ayant eu à franchir un torrent débordé, plus large, plus profond que les autres, ce brave général mit pied à terre, entra dans l'eau jusqu'à la poitrine, et resta dans cette position jusqu'à ce que tous ses soldats eussent passé. On ne vécut à la couchée qu'avec de la viande de chèvre, des glands, et une once de pain par homme. On arriva le lendemain à Castel-Branco, où les deux divisions se trouvèrent réunies, dans un état difficile à décrire. La première arrivée, qui avait eu moins de difficultés à vaincre, alla bivaquer au dehors, pour laisser à celle qui la suivait, et qui était encore plus fatiguée, l'avantage de se loger dans l'intérieur de Castel-Branco. On avait mis des gardes à chaque four, afin d'empêcher le pillage. Grâce à ce soin, on put distribuer deux onces de pain par homme. On manqua de viande, mais on eut du riz, des

légumes et du vin. Les soldats étaient pâles, défigurés, et presque tous pieds nus. S'arrêter, c'eût été s'exposer à mourir de faim, sans compter l'inconvénient de perdre un temps précieux. On repartit donc dans l'espoir d'atteindre Abrantès, ville riche et peuplée, située hors de la région des montagnes, dans un pays ouvert et fertile. On y marcha sur deux colonnes : l'une, formée de la première division, par Sohreira-Formosa ; l'autre, formée de la deuxième division, par Perdigao. La première avait quatorze lieues à parcourir, quatre ou cinq torrents à traverser. La pluie les avait tellement grossis qu'on ne pouvait les franchir sans danger. Les soldats faisaient la chaîne avec leurs fusils pour se défendre contre la violence des eaux. Quelques-uns débiles ou exténués étaient parfois entraînés. Les officiers, pleins de dévouement, voulant donner aux plus forts l'exemple de secourir les plus faibles, prenaient eux-mêmes sur leurs épaules les soldats incapables de passer, et les aidaient ainsi à franchir les torrents. Sur la route on trouva un seul village, celui de Sarcadas, et les soldats mourant de faim le pillèrent, malgré les efforts du général en chef pour les en empêcher. Le soir on n'arriva à Sohreira-Formosa qu'à onze heures, dans un véritable état de désespoir. Pendant la première heure, il n'y eut qu'un sixième des hommes réunis. On trouva des châtaignes, quelque bétail, et on en vécut. La deuxième division, pour se rendre à Perdigao, avait essuyé de son côté de cruelles souffrances.

Le reste de la route jusqu'à Abrantès était moins affreux par les aspérités du sol, mais tout autant par la stérilité et le dénûment. Enfin, après des fatigues et des privations inouïes, on arriva le 24 à Abrantès au nombre de 4,000 à 5,000 hommes, pâles, défaits, les pieds en sang, les vêtements déchirés, et avec des fusils hors de service, car les soldats en avaient fait des bâtons pour s'aider à passer les torrents ou à gravir les montagnes. Arriver dans cet état au milieu d'une ville très-peuplée, c'eût été lui donner la tentation de fermer ses portes à de tels assaillants, et de se défendre contre eux rien qu'en les laissant mourir de faim. Mais heureusement les immortelles victoires remportées, dans toutes les parties du monde, par les vieux soldats de la France, protégeaient nos jeunes troupes quelque part qu'elles se trouvassent. Le renom de l'armée française était tel qu'à son approche il n'y avait dans les populations qu'un sentiment, celui de la satisfaire en lui fournissant au plus tôt ce dont

elle avait besoin. Si on avait le temps de la connaître, on cessait bientôt de la détester, sans cesser de la craindre, et on lui offrait de bonne volonté ce que le premier jour on lui avait offert sous une impression de terreur.

Le général en chef avait précédé son armée à Abrantès pour préparer d'avance les secours que réclamait son triste état. Les habitants se prêtèrent à tout ce qu'il voulut. On réunit du bétail, du pain en abondance, et, pour la première fois depuis leur départ de Salamanque, c'est-à-dire depuis douze jours, les soldats reçurent la ration complète. On leur procura des vins excellents, de la chaussure, des vêtements, des moyens de transport. On put même envoyer en arrière des voitures pour recueillir les hommes fatigués ou malades. Le temps n'était pas encore redevenu sec et sec; mais on se trouvait dans un beau pays, uni, chaud, couvert d'orangers, exhalant les doux parfums du Midi, présentant le spectacle du bien-être et de la richesse. L'effet sur ces jeunes soldats, accessibles à toutes les sensations, fut prompt, et ils passèrent en deux jours du plus sombre désespoir à une sorte de joie et de confiance. Beaucoup d'entre eux étaient encore engagés au milieu des rochers du Beira; mais ils venaient peu à peu, par bandes détachées, recevoir à leur tour la douce impression d'une belle contrée, abondante en ressources de tout genre.

Junot fit réparer les armes, et, réunissant les compagnies d'élite, forma une colonne de 4,000 hommes, en état de continuer la marche sur Lisbonne. Ayant prévenu par sa célérité une résistance qui, dans les montagnes du Beira, aurait pu devenir invincible, il avait recueilli un premier prix de ses efforts. Mais il aurait voulu arriver à Lisbonne, de manière à saisir au passage tout ce qui allait s'échapper de cette capitale. Ce second succès était presque impossible à obtenir.

En ce moment une incroyable confusion régnait à Lisbonne. Le prince régent, qui gouvernait pour sa mère, atteinte de démence, avait flotté entre mille résolutions contraires. Il avait

essayé, d'accord avec le cabinet de Londres, de faire accepter à Napoléon un moyen terme, qui consistait à fermer ses ports aux Anglais, sans confisquer leurs propriétés. Napoléon s'y étant refusé, le prince régent était retombé dans d'affreuses perplexités. Ses ministres, partagés sur la conduite à suivre, conseillaient, les uns de vivre comme on avait toujours vécu, c'est-à-dire de rester attachés à l'Angleterre, et de résister aux Français avec le secours de celle-ci; les autres de sortir des errements du passé, d'entrer dans les vues de la France, de chasser les Anglais, et de s'épargner ainsi une invasion étrangère. D'autres encore proposaient un troisième parti, dont nous avons déjà parlé, celui de fuir au Brésil, en livrant la malheureuse patrie des Bragance aux Anglais et aux Français, qui allaient s'en disputer les lambeaux. Au milieu de ces pénibles hésitations, le prince régent, dès qu'il avait appris la marche de l'armée française sur Valladolid, avait accédé à toutes les demandes de Napoléon, déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, décrété la saisie de toutes ses propriétés, en donnant toutefois aux commerçants anglais le temps d'emporter ou de vendre ce qu'ils possédaient de plus précieux. Il avait enfin dépêché à la rencontre du général Junot, pour arrêter l'armée française, des messagers, qui malheureusement la cherchaient sur les routes où elle n'était pas. Lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, avait pris ses passe-ports, et s'était retiré à bord de la flotte anglaise, qui avait immédiatement commencé le blocus du Tage.

L'apparition imprévue de l'armée française sur la route d'Alcantara à Abrantès, sans qu'aucun des émissaires envoyés pût ralentir sa marche, fit naître une indicible terreur dans l'âme du régent, terreur partagée par tous ses parents et conseillers. L'idée de fuir prit alors le dessus sur toutes les autres. Lord Strangford, sachant ce qui se passait, s'empressa de repaître à Lisbonne, en apportant des nouvelles de Paris, qui avaient passé par Londres, et qui annonçaient la résolution prise par Napoléon de détrôner la maison de Bragance¹. Ces nouvelles et sa présence déci-

¹ Plusieurs historiens, tant portugais qu'espagnols et français, ont prétendu que lord Strangford décida le prince régent à quitter le Portugal en produisant un *Moniteur* du 11 novembre, arrivé par la voie de Londres, contenant un décret impérial semblable à celui qui avait prononcé la déchéance de la maison de Naples, et déclarant que *la maison de Bragance avait cessé de régner*. Cette assertion, si elle n'est pas tout à fait inexacte, est cependant erronée. Le *Moniteur* ne renferme, ni à la date du 11 novembre, ni à des dates antérieures

ou postérieures, un décret portant que la maison de Bragance *avait cessé de régner*. Cette forme employée en 1806 contre la maison de Naples, après une trahison impardonnable, ne pouvait pas se renouveler contre des familles régnantes, qui n'avaient fourni à Napoléon aucun prétexte de les traiter de la sorte. Le dépôt des minutes à la secrétairerie d'État ne renferme pas plus que le *Moniteur* le décret dont on parle contre la maison de Bragance. Mais le *Moniteur* du 15 novembre contient sous la rubrique Paris, date du 12, un article sur les

dèrent définitivement le départ de la famille royale pour le Brésil. On avait, dans la supposition qu'il faudrait peut-être fermer le Tage aux Anglais, armé, tant bien que mal, ce qui restait de la flotte portugaise, c'est-à-dire un vaisseau de quatre-vingts, sept de soixante et quatorze, trois frégates et trois bricks. La nouvelle de l'entrée de Junot à Abrantès, auquel il suffisait de trois marches pour arriver à Lisbonne, ayant été connue dans cette capitale le 27 novembre, on mit à bord la famille royale et une partie de l'aristocratie, avec ce qu'elle pouvait emporter de ses effets précieux. Par un temps affreux, une pluie battante, on vit les princes, les princesses, la reine mère, les yeux égarés par la folie, presque toutes les personnes composant la cour, beaucoup de grandes familles, hommes, femmes, enfants, domestiques, au nombre de sept ou huit mille individus, s'embarquer confusément sur l'escadre, et sur une vingtaine de grands bâtiments consacrés au commerce du Brésil. Le mobilier des palais royaux et des plus riches maisons de Lisbonne, les fonds des caisses publiques, l'argent que le régent avait pris soin d'amasser depuis quelque temps, celui que les familles fugitives avaient pu se procurer, tout gisait sur les quais du Tage, à moitié enfoui dans la boue, aux yeux d'un peuple consterné, tour à tour attendri de ce spectacle douloureux, ou irrité de cette fuite si lâche, qui le laissait sans gouvernement et sans moyens de défense. La précipitation était si grande, que, sur quelques-uns de ces bâtiments qu'on chargeait de richesses, on avait oublié de placer les vivres les plus indispensables. Dans la journée du 27, tout fut embarqué, et trente-six bâtiments de guerre ou de commerce, rangés autour du vaisseau amiral, au milieu du Tage, large devant Lisbonne comme un bras de mer, attendirent le vent favorable, tandis qu'une population de trois cent mille âmes les regardait tristement, partagée entre la douleur, la colère, la curiosité, la terreur. A l'embouchure du Tage, la flotte anglaise croisait

pour recevoir les émigrants et les protéger au besoin de son artillerie.

Toute la journée du 27 se passa ainsi, les vents ne permettant pas la sortie du Tage, et l'anxiété régnant sur la flotte portugaise; car si un détachement français parvenu à temps à Lisbonne eût couru à la tour de Belem, le Tage se serait trouvé fermé.

Pendant ce temps le général Junot, menant à la hâte ses malheureux soldats, arrivait à perte d'haleine sous les murs de Lisbonne. Il avait été retenu pendant les journées du 26 et du 27 devant le Zezère, dont les eaux s'étaient élevées de douze à quinze pieds en quelques heures, et qui se jette dans le Tage, près de Punhette. Il le passa avec quelques mille hommes, dans des bateaux que lui amenèrent des mariniers bien payés, et au milieu des plus grands périls, car ces bateaux emportés avec une grande violence allaient tomber dans le Tage, et étaient ensuite obligés d'en remonter le cours pour rejoindre le point de débarquement. Le 28, Junot marcha sur Santarem, à travers les inondations qui couvraient au loin les bords du Tage, et au milieu desquelles les soldats faisaient quelquefois une lieue de suite, en ayant de l'eau jusqu'au genou. Le 29, il atteignit Saccavem, et y reçut des nouvelles de Lisbonne. Il apprit que la famille royale était embarquée avec toute la cour, et qu'elle allait emmener la marine portugaise chargée de richesses. Il n'était plus à espérer qu'on pût arriver à temps; mais il fallait prévenir un soulèvement, qu'il aurait été impossible de comprimer avec quelques mille hommes épuisés n'ayant pas un canon. Le général Junot prit son parti résolument, et quitta Saccavem le 30 au matin avec une colonne qui n'était pas de plus de quinze cents grenadiers, et avec une escorte de quelques cavaliers portugais rencontrés sur sa route qu'il avait obligés à le suivre. Il entra dans Lisbonne à huit heures du matin, fut reçu par une commission du gouvernement, à laquelle le prince régent avait livré le royaume, et par un émigré

diverses expéditions des Anglais contre Copenhague, Alexandrie, Constantinople et Buenos-Ayres. Dans cet article, dicté évidemment par Napoléon, et tendant à montrer les conséquences auxquelles s'exposaient tous les gouvernements qui se sacrifiaient à la politique anglaise, on lit le passage suivant:

« Après ces quatre expéditions qui déterminent si bien la décadence morale et militaire de l'Angleterre, nous parlerons de la situation où ils laissent aujourd'hui le Portugal. Le prince régent du Portugal perd son trône; il le perd, influencé par les intrigues des Anglais; il le perd pour n'avoir pas voulu saisir les marchandises anglaises qui sont à Lisbonne. Que fait donc l'Angleterre, cette alliée si puissante? Elle re-

garde avec indifférence ce qui se passe en Portugal. Que fera-t-elle quand le Portugal sera pris? Ira-t-elle s'emparer du Brésil? Non: si les Anglais font cette tentative, les catholiques les chasseront. La chute de la maison de Bragançe restera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable. »

C'est là probablement ce qu'on a entendu par le décret déclarant que la maison de Bragançe avait cessé de régner; c'est là le *Moniteur* qui, paraissant à Paris le 13, rendu à Londres le 15 ou le 16, put par l'amirauté arriver le 25 ou le 24 à bord de la flotte anglaise, et être communiqué au prince régent de Portugal.

français, M. de Novion, qui était chargé de la police, et qui s'acquittait de ce soin avec autant d'intelligence que d'énergie. Le général Junot trouva la capitale tranquille, désolé de la présence de l'étranger, mais soumise, et d'ailleurs tellement indignée de la fuite de la cour, qu'elle en voulait un peu moins à ceux qui venaient prendre son trône. La flotte portugaise, après avoir attendu sous voiles toute la journée du 27, et une partie de celle du 28, avait enfin franchi le soir la barre du Tage, grâce à un changement de vent, et avait été accueillie par les salves de la flotte anglaise, saluant la royauté fugitive. L'amiral Sidney Smith détacha une forte division pour accompagner cette royauté en Amérique, où elle allait commencer par le Brésil l'affranchissement de toutes les colonies portugaises et espagnoles; car il était donné à la révolution française de changer la face du nouveau monde comme de l'ancien, et ces trônes de la Péninsule, qu'elle précipitait dans l'Océan, devaient y produire en tombant un reflux qui se ferait sentir jusqu'à l'autre bord de l'Atlantique.

Le général Junot avait donc vu lui échapper une partie des résultats qu'il poursuivait avec tant d'ardeur. Mais quelques carcasses de vaisseaux tellement usées que les fugitifs qui s'y étaient embarqués craignaient de ne pas arriver au Brésil, quelques pierres, quelques métaux monnayés, et enfin une famille dont la prise eût été un grand embarras, ne valaient pas l'avantage de devenir maître sans coup férir des plus importantes positions du littoral européen, et d'avoir prévenu une résistance qu'on n'aurait pas pu vaincre si elle avait été tant soit peu énergique. Le général Junot et son armée avaient donc recueilli le prix de leur constance. Mais il fallait s'établir à Lisbonne, rallier l'armée, la faire reposer, la pourvoir du nécessaire, et lui rendre l'aspect imposant qu'elle avait perdu pendant cette marche mémorable.

Vers la fin de la journée du 30, Junot vit arriver une partie de la première division. Il s'empara des forts et des positions dominantes de Lisbonne, qui est située sur quelques collines, au bord des eaux épanchées du Tage. La commission du gouvernement, et surtout le commandant de la légion de police, M. de Novion, l'aiderent dans le maintien de l'ordre; en quoi ils agirent en bons citoyens, car l'ordre troublé n'eût amené qu'une effusion inutile de sang, et peut-être le sac de Lisbonne. Junot répartit les troupes de la manière la plus convenable pour

leur bien-être et leur sûreté au milieu d'une population ennemie de trois cent mille âmes. Après avoir solidement établi les premiers détachements arrivés, il s'occupa de rallier les autres. Beaucoup de soldats avaient été ou noyés ou assassinés; quelques-uns étaient morts de fatigue. Cependant, quoique très-regrettables, ces pertes n'étaient pas aussi grandes qu'on aurait pu le craindre d'après le petit nombre d'hommes qui se trouvaient dans les rangs le jour de l'entrée à Lisbonne. Les relevés faits plus tard constatèrent que les morts ou égarés ne dépassaient pas 1,700. Il restait donc environ 21,000 ou 22,000 soldats, déjà fort éprouvés par cette campagne, et suivis de 5,000 à 4,000, qui, conduits par une route d'étapes bien frayée, devaient arriver sains et saufs au but où leurs devanciers n'étaient parvenus qu'après tant de peines et de fatigues. La plupart des soldats demeurés en arrière s'étaient réunis en bandes, marchant plus lentement que les têtes de colonne, mais se défendant contre les paysans, et vivant comme ils pouvaient de ce qu'ils trouvaient dans les bois. Les troupeaux de chèvres ou de moutons rencontrés sur la route faisaient les frais de leur subsistance. Une fois à Abrantès, ils s'embarquaient sur des bateaux qui les transportaient par le Tage à Lisbonne. L'artillerie, fort retardée, fut aussi chargée sur des bateaux, et par ce moyen expéditif de transport conduite au point commun de ralliement. La cavalerie arriva sans chevaux. Mais le Portugal allait fournir à l'armée tout ce qui lui manquait. Il y avait à Lisbonne un arsenal magnifique, servant également aux armées de terre et de mer, peuplé de 3,000 ouvriers très-habiles, et ne demandant pas mieux que de continuer à gagner leur vie, même en travaillant pour les Français. Junot les employa à réparer ou à refaire tout le matériel de l'armée et à fabriquer des affûts pour la nombreuse artillerie qui existait à Lisbonne, et qu'il fallait mettre en batterie contre les Anglais. Près de la capitale se trouvait l'armée portugaise, forte de 25,000 hommes, laquelle attendait qu'on prononçât sur son sort. Les soldats portugais, en général, aimaient mieux vivre dans leurs villages que sous les drapeaux. Junot leur donna des congés, de manière qu'il n'en restât que 6,000 dans les cadres. Il prit tous les chevaux de la cavalerie, et remonta ainsi la cavalerie française. Il fit de même pour l'artillerie, et en quelques jours son armée, ralliée, armée, vêtue à neuf, reposée de ses fatigues, présentait le plus bel aspect. Pour suffire à ces dépenses, il

n'y avait aucuns fonds dans les caisses. Mais en attendant la rentrée des impôts, le commerce, rassuré par le langage et les actes du général Junot, lui fit une avance de 5 millions afin de pourvoir aux besoins les plus pressants, et on put ainsi payer toutes les consommations de l'armée. Le général Junot établit sa première division dans Lisbonne; la seconde, moitié dans Lisbonne et moitié vis-à-vis d'Abrantès; la troisième, sur le revers des montagnes au pied desquelles Lisbonne est assise, de Peniche à Coimbre. Il envoya sa cavalerie sous le général Kellermann dans la plaine de l'Alentejo, pour y faire reconnaître partout l'autorité française. Il plaça à Setuval les Espagnols du général Carafa, qui l'avaient accompagné. Il établit une route d'étapes bien gardée et bien approvisionnée par Leiria, Coimbre, Almeida, Salamanque et Bayonne. Dans ce premier moment, tout parut tranquille et presque rassurant. Il n'y avait qu'une difficulté très-embarrassante dès le début, c'était d'approvisionner, malgré les Anglais, une capitale de 500,000 habitants, habituée à recevoir par la mer les blés et les bestiaux de la côte d'Afrique. Le général Junot traita avec plusieurs commerçants, et donna des commissions de tous les côtés pour amener des vivres de l'intérieur. Il fut habilement secondé par son chef d'état-major Thiébault, et par M. Hermann, que Napoléon lui avait envoyé pour administrer les finances portugaises. Ce dernier était parfaitement probe et très au fait du pays, ayant longtemps rempli des fonctions diplomatiques tant à Lisbonne qu'à Madrid. Grâce aux soins combinés de ces divers agents, rien ne manqua, dans les premiers temps du moins, et on commença même à réarmer les restes de la flotte portugaise. Dans le même moment, le général espagnol Taranco occupait avec 7,000 ou 8,000 hommes la province d'Oporto, et le général Solano, avec 5,000 ou 4,000, celle des Algarves.

Tandis qu'une armée française pénétrait en Portugal, Napoléon, qui en avait disposé deux autres à l'entrée de la Péninsule, avait ordonné au général Dupont, commandant le deuxième corps de la Gironde, de porter l'une de ses divisions à Vittoria, sous prétexte de secourir le général Junot contre les Anglais. Un peu avant la marche de cette division, 5,000 ou 4,000 hommes de renfort, destinés à se fondre dans les trois divisions de l'armée de Portugal, avaient déjà pris le chemin de Salamanque. On s'habitua donc à regarder la frontière espagnole comme

une démarcation abolie, et l'Espagne elle-même comme une route ouverte dont on se servait, sans même prévenir le souverain du territoire. La première division du général Dupont, en effet, était rendue à Vittoria avant que M. de Beauharnais eût donné avis de ce mouvement au cabinet de Madrid. C'était le prince de la Paix qui le premier en avait parlé à M. de Beauharnais avec une anxiété visible. A ce sujet il s'était fort excusé du défaut de préparatifs dont on s'était plaint sur la route parcourue par le général Junot, et avait attribué cette négligence aux graves préoccupations résultant du procès de l'Escorial.

Depuis ce procès, et malgré le pardon accordé au prince des Asturies, l'agitation n'avait cessé de croître en Espagne, tant au sein de la cour qu'au sein du pays lui-même. Le prince des Asturies, que son abjecte soumission, sa lâche trahison envers ses amis, auraient dû déshonorer, était au contraire adoré d'une nation qui, ne trouvant pas un autre prince à aimer dans cette famille dégénérée, se plaisait à tout excuser chez lui, et imputait à ses ennemis, à leurs menaces, à leur tyrannie, ce qu'il y avait eu d'équivoque dans sa conduite. La demande d'une princesse française adressée par Ferdinand à Napoléon, demande désormais bien connue, avait tourné les yeux de la nation comme ceux du prince vers le haut protecteur qui réglait en ce moment les destinées du monde. Les troupes françaises déjà entrées sur le territoire espagnol, celles qui s'accumulaient entre Bordeaux et Bayonne, excédant de beaucoup la force nécessaire à l'occupation du Portugal, accréditaient l'opinion que ce puissant protecteur songeait à se mêler des affaires de l'Espagne, et la nation tout entière se plaisait à croire que ce serait dans le sens de ses désirs, c'est-à-dire pour renverser le favori, reléguer la reine dans un couvent, Charles IV dans une maison de chasse, et donner la couronne à Ferdinand VII uni à une princesse française. L'attitude de M. de Beauharnais ne faisait que favoriser ces illusions. Cet ambassadeur, plein d'aversion pour le favori, induit par ses rapports secrets avec le prince des Asturies à lui porter de l'intérêt, se flattant que ce prince épouserait bientôt une princesse française qui était sa parente (mademoiselle de Tascher), abondait dans tous les sentiments des Espagnols eux-mêmes, et ceux-ci, croyant que le représentant de la France avait ordre d'être tel qu'il se montrait, se prenaient pour Napoléon et les Français d'un enthousiasme croissant, au point que nos troupes, au lieu d'être

pour le peuple le plus défiant de la terre un sujet d'alarme, étaient au contraire devenues pour lui un sujet d'espérance.

Vainement quelques esprits plus avisés se disaient-ils que pour renverser un favori abhorré de la nation espagnole il ne faudrait pas tant de soldats, qu'il suffirait pour le précipiter dans le néant d'un signe de tête du tout-puissant empereur des Français; que ces troupes qui s'accumulaient étaient peut-être les instruments longuement préparés d'une résolution plus grave, tendant à exclure les Bourbons de tous les trônes de l'Europe; vainement quelques esprits plus clairvoyants faisaient-ils ces remarques: elles ne se propageaient pas, parce qu'elles étaient contraires à la passion qui possédait tous les cœurs.

La crainte, inspirant mieux la reine et le favori, leur ouvrait les yeux sur leur propre danger. Ils sentaient tous les deux, et la reine avec plus de vivacité que son amant, quel mépris ils devaient inspirer au grand homme qui dominait l'Europe. Ils sentaient à quel point leur lâche incapacité était au-dessous de ses grands desseins, et le voile dont il couvrait ses intentions ajoutait encore à leurs pressentiments la terreur qui naît de l'obscurité. Bien que Napoléon eût signé le traité de Fontainebleau, que par ce traité il eût reconnu Emmanuel Godoy prince souverain des Algarves, ils n'étaient l'un et l'autre que médiocrement rassurés. D'abord Junot venait de s'emparer de l'administration entière du Portugal, sans en excepter les provinces occupées par les troupes espagnoles. Ensuite Napoléon avait voulu que le traité de Fontainebleau continuât à rester secret. Pourquoi ce secret, lorsque le Portugal se trouvait au pouvoir des troupes alliées, que la maison de Bragance était partie, et avait en quelque sorte par son départ laissé le trône vacant? A ces questions inquiétantes venaient s'ajouter les lettres de l'agent Yzquierdo, qui ne pouvait dissimuler à son patron les appréhensions dont il commençait à être saisi. Ces appréhensions ne reposaient, il est vrai, sur aucun fait précis, car Napoléon n'avait dit à personne sa pensée sur l'Espagne, et n'avait pu la dire, incertain encore de ce qu'il ferait. Mais ce penchant fatal à remplacer partout la famille de Bourbon par la sienne, penchant qui dominait son âme au point de lui faire oublier toute prudence, quelques esprits doués de clairvoyance le pressentaient, et Napoléon, sans avoir parlé, était deviné par plus d'un observateur. Le silence qu'il gardait, tout en se livrant à des prépara-

tifs très-apparens, avait surtout frappé l'agent Yzquierdo, l'homme le plus habile à découvrir ce qu'on voulait lui cacher, et ce dernier ne cessait d'écrire au prince de la Paix que, bien que Napoléon fût parti pour l'Italie, qu'autour de ses ministres et de ses confidants il ne circulât aucun propos, pourtant il y avait dans tout ce qu'il voyait un mystère qui le remplissait d'inquiétude.

Aussi le prince de la Paix et la reine étaient-ils singulièrement agités. La reine, souvent indisposée, cachant son trouble sous un calme affecté, son âge sous les parures les plus recherchées, laissait néanmoins échapper malgré elle de fréquents éclats de colère. Elle remplissait le palais de ses emportemens, demandait le sacrifice de tous ceux qu'elle croyait ses ennemis, exprimait follement la volonté de faire tomber la tête du chanoine Escoiquiz et du duc de l'Infantado, et s'indignait contre l'obséquieux ministre de la justice Caballero, qui, tout tremblant, se bornait à opposer à ses desirs les difficultés naissant d'anciennes lois du royaume, inviolées et inviolables. Elle allait jusqu'à déclarer ce ministre un traître, vendu à Ferdinand. Celui-ci de son côté, mécontent de ce même ministre, l'appelait un vil exécuteur des volontés de sa mère, et se promettait d'en tirer plus tard une vengeance éclatante. Le prince de la Paix croyant, dans son intérêt même, utile de calmer la reine, la comblait de prévenances, et avait passé pour elle d'une indifférence insultante à des attentions de tous les moments. Bien qu'il allât le soir chez les demoiselles Tудо reposer son âme des fatigues de l'intrigue et de la crainte, il prodiguait le matin à cette reine exaspérée les soins d'un courtisan fidèle; et l'on voyait ces deux amants, qu'à leurs infidélités nombreuses on avait dû croire dégoûtés l'un de l'autre, ramenés par des terreurs et des haines communes à une intimité qui présentait tous les semblans de l'amour. En public, la reine témoignait au prince de la Paix un redoublement d'affection, et se plaisait à braver par ses témoignages la pudeur des assistants et l'aversion de ses ennemis. La cour était déserte. Tout ce qu'il y avait d'honnête l'avait abandonnée. Quand la famille royale paraissait hors des jardins de l'Escurial, le peuple restait silencieux, excepté pour le prince des Asturies, qu'il poursuivait de ses acclamations, au point que la reine avait fait rendre une ordonnance de police par laquelle toute acclamation était interdite. Elle avait poussé l'extravagance de ses volontés jus-

qu'à ordonner un *Te Deum*, pour remercier le ciel de la protection miraculeuse qu'il avait accordée au roi, en déjouant les complots du prince des Asturies. Entre les membres de la grandesse, tous convoqués, quatre seulement avaient paru, deux Espagnols, deux étrangers, consternés tous les quatre de leur propre bassesse. Au sortir de l'église, la reine avait montré à Emmanuel Godoy une tendresse, une familiarité outrageantes pour les assistants ; et l'infortuné Charles IV lui-même n'apercevant rien de ces infamies, mais sentant confusément le péril de la situation, avait mis sans le vouloir le comble au scandale, en s'appuyant sur le bras du favori, comme sur un bras puissant duquel il espérait son salut. Déplorable spectacle, honteux non-seulement pour le trône, mais pour l'humanité elle-même, dont la dégradation, manifestée en si haut lieu, devenait plus éclatante !

Chaque soir le prince de la Paix allait, comme nous l'avons dit, chez les demoiselles Tудо épancher les douleurs de son âme, fort souffrante quoique légère. Dans cette maison où les curieux venaient chercher des nouvelles, on avait conçu et témoigné une grande joie du traité de Fontainebleau, joie bientôt empoisonnée par l'ordre reçu de Paris de tenir le traité secret, par l'entrée continuelle des troupes françaises, par les lettres de l'agent Yzquierdo. Comme le public se plaisait à recueillir tout ce qui était défavorable au prince de la Paix, ses affidés tâchaient d'opposer au torrent des mauvaises nouvelles un torrent contraire, citant avec exagération tous les signes de faveur obtenus de la cour des Tuileries. Ainsi, malgré l'ordre de tenir secret le traité de Fontainebleau, on en avait raconté toutes les particularités chez les demoiselles Tудо, et on l'avait fait avec le plus grand détail. On avait dit que le nord du Portugal était donné à la reine d'Étrurie, le midi au prince de la Paix, constitué prince souverain des Algarves, et le milieu réservé pour en disposer plus tard. On motivait ainsi la présence des armées françaises ; et quant à leur nombre, fort supérieur à ce qu'une simple occupation du Portugal aurait exigé, on l'expliquait par les grands projets de Napoléon sur Gibraltar. Afin de prévenir le fâcheux effet que devait produire l'entrée des autres corps prochainement attendus, on disait que l'armée française serait au moins de 80,000 hommes, que le prince de la Paix la commanderait en personne, que par conséquent il n'y avait pas à s'en alarmer. Quant au procès contre les complices du prince des Asturies,

qui indignait tout le monde, et que Napoléon, disait-on, ne laisserait pas achever, les amis du prince de la Paix répondaient que la cour avait des nouvelles de Paris, que Napoléon avait déclaré l'affaire de l'Escurial une affaire étrangère à la France, et qu'il approuvait fort la punition d'intrigants qui avaient voulu ébranler le trône.

Ni le prince de la Paix, ni les femmes de rang si différent qui s'intéressaient à son sort, ne croyaient beaucoup à ces nouvelles. La crainte les tourmentait, et leur inspirait des précautions de la nature de celles qu'on prend en Orient contre la fortune ou contre la tyrannie. Ainsi on accumulait chez le prince de la Paix l'or et les pierres. On démontait de superbes parures pour en détacher les diamants, qu'on transportait chez lui, avec de fortes valeurs en numéraire. Chacun avait pu voir la nuit des mulets chargés sortir de sa demeure, les uns dirigés vers Cadix, les autres vers le Ferrol. Le peuple, suivant sa coutume, exagérait ces faits, et les grossissait démesurément. Il parlait de 500 millions en espèces, amassés chez le prince de la Paix, et partis ensuite en plusieurs convois pour des destinations inconnues. Ces récits fabuleux, concordant avec la fuite de la maison de Bragance, avaient fait naître de toutes parts la supposition que le prince de la Paix voulait entraîner la famille royale au Mexique, pour prolonger au delà des mers un pouvoir qui expirait en Europe. Propagée avec une incroyable rapidité, cette supposition avait indigné tous les Espagnols. L'idée de voir la famille royale d'Espagne fuir lâchement comme la famille royale de Portugal, emmener prisonnier un prince adoré, laisser à Napoléon un royaume vacant, les révoltait, et cette crainte avait ajouté, s'il était possible, à la fureur populaire qu'excitait le favori. Toutes les semaines, le bruit que les richesses de la couronne avaient été emballées pour être secrètement emportées à Cadix, et que le prince de la Paix allait conduire la famille royale à Séville, se répandait comme une sinistre rumeur, soulevait les esprits, déchainait les langues, s'évanouissait ensuite pour un moment, quand les faits ne venaient pas le confirmer, et renaissait de nouveau comme les sourds gémissements qui précèdent la tempête.

Et quelque faux que soient, en général, les bruits qui circulent chez un peuple agité, ceux-ci n'étaient pas sans fondement. Bien avant la fuite de la maison de Bragance, le projet de cette fuite avait été communiqué à la cour de Madrid, sou-

mis à son jugement, discuté avec elle, à ce point qu'il en avait été parlé à l'ambassadeur de France. Frappé de cet exemple, le prince de la Paix, quand il désespérait de sa situation, aimait à rêver en Amérique un asile où il irait chercher le repos, la sécurité, la continuation de son pouvoir. Il s'en était ouvert à la reine, à qui ce projet convenait fort, et, pour y disposer le roi, il avait commencé à l'effrayer des intentions de Napoléon. Après lui avoir dit sur ce sujet plus qu'il ne savait, mais pas plus qu'il n'y avait, il s'était longuement étendu sur un plan de fuite en Amérique, comme sur le parti le plus sûr, le plus profitable même à l'Espagne. Résister aux armées de Napoléon, suivant le prince de la Paix, était impossible. On pouvait lutter, mais pour finir par succomber devant celui que l'Europe entière avait vainement essayé de combattre, et dans cette lutte on perdrait non-seulement l'Espagne, mais le magnifique empire des Indes, cent fois plus beau que le territoire européen de la maison de Bourbon. Les provinces d'outre-mer, déjà fort remuées par le soulèvement des colonies anglaises, ne demandant qu'à se déclarer indépendantes, fort travaillées en ce sens par les agents britanniques, profiteraient de la guerre qui absorberait les forces de la métropole pour secouer le joug de celle-ci, et ainsi, outre les Espagnes, on se verrait enlever le Mexique, le Pérou, la Colombie, la Plata, les Philippines. Au contraire, en se réfugiant aux colonies, on les maintiendrait par la présence de la famille régnante, qu'elles seraient heureuses d'avoir à leur tête pour former un empire indépendant; et si Napoléon, toujours plus odieux à l'Europe, à mesure qu'il devenait plus puissant, finissait par succomber, on reviendrait sur l'ancien continent, plus assuré de la fidélité des provinces d'Amérique avec lesquelles on aurait resserré ses liens, et ayant dans l'intervalle échappé, par un simple voyage, au bouleversement général de tous les États. Si, au contraire, le tyran de l'ancien monde devait mourir sur son trône usurpé et y laisser sa dynastie consolidée, on trouverait dans le nouveau monde un empire rajeuni, qui avait de quoi faire oublier tout ce qu'on aurait abandonné en Europe.

Ces idées, les seules fortes et sensées qu'eût jamais conçues le favori, car, si on renonçait à disputer l'Espagne par une résistance héroïque, ce qu'il y avait de mieux c'était de conserver à la nation les deux Indes, et à la famille régnante un trône quelque éloigné qu'il fût, ces idées

étaient de nature à bouleverser Charles IV. Se défendre par les armes, il n'y songeait certainement pas. S'en aller de l'Espagne à Cadix, s'embarquer, traverser les mers, se priver pour jamais des chasses du Pardo, l'épouvantait presque autant qu'une bataille. Il aimait mieux repousser loin de lui ces sinistres prévisions, et se jeter, disait-il, dans les bras de son *magnanime ami Napoléon*. Il faut ajouter, à l'honneur de ce bon et malheureux prince, que, malgré sa médiocrité, il sentait pourtant ce que Napoléon avait de grand, qu'il admirait ses exploits, et que, s'il eût été capable de quelques efforts, il les eût faits pour l'aider à battre l'Angleterre, dans l'intérêt des deux pays, qu'il comprenait quand il lui arrivait d'y penser. Aussi répondait-il à ceux qui lui parlaient de retraite lointaine, qu'il fallait chercher à deviner les intentions de Napoléon, et s'y conformer, car, au fond, elles ne pouvaient pas être mauvaises; que le prince des Asturies, après tout, n'avait pas été si mal inspiré en demandant pour épouse une princesse de la famille Bonaparte; que c'était un moyen de resserrer l'alliance des deux pays, de faire cesser la haine des deux races; qu'il n'était pas possible que Napoléon, quand il aurait donné à Ferdinand l'une de ses filles adoptives, voulût la détrôner. Il était un héros trop grand, trop magnanime, pour commettre un tel manque de parole. C'était peut-être pour la première fois de sa vie que l'infortuné roi, dont l'esprit s'éveillait sous l'aiguillon des circonstances, concevait une idée à lui, et paraissait y tenir. Il avait déjà pensé à ce mariage du prince héritier de la couronne avec une nièce de Napoléon, et il n'avait pas de violence à se faire pour adopter un tel projet. Il voulait donc que la demande faite par Ferdinand, d'une manière irrégulière, fût renouvelée régulièrement au nom de la couronne d'Espagne, avec la solennité convenable, et les pouvoirs nécessaires pour traiter. Si Napoléon acceptait, il était lié envers la maison de Bourbon; s'il refusait, on saurait ce qu'il fallait croire de ses intentions, et il serait temps alors de songer à la retraite.

Rien ne pouvait être plus désagréable à la reine et au favori que l'idée d'un tel mariage, car Ferdinand, époux d'une princesse française, protégé de Napoléon, protecteur à son tour de la maison d'Espagne, serait devenu tout-puissant. La chute du favori et la destruction de l'influence de la reine devaient s'ensuivre. Mais ne pas renouveler pour le compte de la couronne la proposition de Ferdinand, c'était déclarer qu'il avait

eu tort, non-seulement dans la forme, mais dans le fond; c'était laisser voir à Napoléon qu'on ne voulait pas de son alliance; c'était se priver d'un moyen assuré de sonder ses intentions, et surtout se priver d'arguments indispensables auprès de Charles IV, pour lui faire approuver le projet de fuite en Amérique. Ces raisons furent celles qui ramenèrent la reine et le favori à l'idée de demander une princesse française, c'est-à-dire de renouveler, au nom de la couronne, la proposition clandestine de Ferdinand. C'était la seule fois peut-être qu'il eût fallu débattre une résolution avec Charles IV, la seule fois assurément, pendant tout son règne, qu'une de ses volontés fût devenue celle du gouvernement.

En conséquence, on fit écrire à Charles IV une lettre des plus affectueuses, pour prier Napoléon d'unir l'héritier de la couronne d'Espagne à une princesse de la maison Bonaparte. On ne se borna pas à cette demande. On réclama de Napoléon, dans une seconde lettre jointe à la première, l'exécution immédiate du traité de Fontainebleau, la publication de ce traité, et l'entrée en possession, pour les copartageants des provinces portugaises, du lot qui leur revenait à chacun. Cette réclamation, inspirée par le prince de la Paix, lui tenait fort à cœur, car il était impatient de se voir proclamer prince souverain; elle était en outre dans les intérêts bien entendus de la maison d'Espagne, puisque, par ce traité, Charles IV avait reçu de Napoléon la garantie de ses États, et le titre de roi des Espagnes et d'empereur des Amériques. La publication du traité de Fontainebleau eût été, dans le moment, un préservatif puissant contre les projets vrais ou supposés d'invasion.

En attendant cette publication, on ne s'était pas fait faute, comme nous l'avons dit, de commettre des indiscretions de tout genre, et de divulguer le traité tout entier. On débitait publiquement dans les rues de Madrid, en exagérant même les assertions de la maison Tudo, que le prince de la Paix allait être déclaré roi de Portugal, Charles IV empereur des Indes; qu'en un mot la faveur de Napoléon à l'égard d'Einmanuel Godoy allait se manifester d'une manière éclatante. Dans les instants fort courts où l'on ajoutait foi à ces bruits, on ouvrait les yeux à moitié; on disait que, sans doute, Napoléon se préparait à détrôner les derniers Bourbons comme il avait détrôné tous les autres, qu'il était d'accord avec Godoy pour se les faire livrer, et qu'il lui donnait le Portugal, pour que Godoy à son tour lui don-

nât l'Espagne. On calomniait ainsi ce personnage si difficile à calomnier; car, s'il était vrai qu'il eût asservi, avili et perdu ses maîtres, il n'était pas vrai qu'il les eût trahis en faveur de Napoléon. Heureusement pour la popularité de Napoléon en Espagne, ces bruits ne trouvaient pas longue créance. M. de Beauharnais, à qui sa cour laissait tout ignorer, affirmait qu'il n'avait aucune connaissance de ce traité, et avec tant de bonne foi que personne ne doutait de sa parole. On prenait donc les assertions des amis du favori pour une de leurs vanteries accoutumées, et on recommençait à croire ce qui plaisait, c'est-à-dire que Ferdinand allait devenir d'abord l'époux d'une fille adoptive de Napoléon, puis roi, et qu'ainsi disparaîtrait l'odieuse faction qui opprimait et déshonorait l'Eseurial. Et, chose singulière, dans cette triste et sombre histoire de la chute des Bourbons d'Espagne, tandis que le prince de la Paix demandait à Paris l'autorisation de publier le traité de Fontainebleau, M. de Beauharnais y demandait de son côté l'autorisation de le démentir.

Les lettres de Charles IV, les dépêches de M. de Beauharnais, avaient un long trajet à parcourir pour rejoindre Napoléon alors en Italie, et voyageant de ville en ville avec sa rapidité accoutumée. Dans l'état des communications à cette époque, il ne fallait pas moins de sept jours pour aller de Madrid à Paris, pas moins de cinq pour aller de Paris à Milan; et si Napoléon était en ce moment en course, soit à Venise, soit à Palmanova, les dépêches d'Espagne lui arrivaient quelquefois quatorze et quinze jours après leur départ. Il en fallait autant pour l'envoi des réponses, et ces délais convenaient à Napoléon, qui aurait voulu ralentir la marche du temps, tant il lui en coûtait de prendre des résolutions relativement à l'Espagne, partagé qu'il était entre le désir de détrôner partout les Bourbons, et l'appréhension des moyens violents et odieux qu'il lui faudrait employer pour y réussir.

Parti le 16 novembre de Paris, Napoléon était arrivé le 21 à Milan, après avoir déjà visité plusieurs points intéressants. Il avait même surpris son fils Eugène Beauharnais, qui n'avait pas eu le temps d'accourir à sa rencontre. Se montrant le matin de son arrivée à la cathédrale de Milan pour y entendre un *Te Deum*, l'après-midi au palais de Monza pour y visiter la vice-reine sa fille, le soir au théâtre de la Scala pour s'y faire voir aux Italiens, il avait, dans les intervalles, entretenu les fonctionnaires chargés des services

les plus importants. Il employa le 23, le 24, le 25, à expédier un grand nombre d'affaires, et à donner une foule d'ordres. Frappé en traversant la nouvelle route du mont Cenis, qui était son ouvrage, du dénûment de secours auquel se trouvaient exposés les voyageurs, faute de population sur ces hauteurs couvertes de neiges, il ordonna la création d'une commune, divisée en trois hameaux, un au bas de la montée, un au sommet, un sur le revers. Le hameau situé au sommet devait être le chef-lieu de la commune. Il prescrivit la construction d'une église, d'une maison commune, d'un hôpital, d'une caserne. Il accorda une dispense d'impôts pour tous les paysans qui viendraient s'établir dans la nouvelle commune, et en commença la population par l'établissement d'un certain nombre de cantonniers, chargés d'entretenir la route en temps ordinaire, et de se réunir en cas d'accident sur les points où leur secours serait nécessaire. Après avoir arrêté le budget du royaume d'Italie, donné une sérieuse attention à l'armée italienne, convoqué les trois collèges des *Possidenti*, des *Dotti* et des *Commercianti* pour le moment de son retour à Milan, c'est-à-dire pour le 10 décembre, il partit afin de se rendre à Venise, en suivant la route de Brescia, Vérone, Padoue, accueilli sur son passage par les acclamations d'un peuple enthousiaste. Toujours occupé utilement, même au milieu des fêtes, il avait rectifié en passant le tracé des fortifications de Peschiera, se réservant d'arrêter au retour celles de Mantoue. Chemin faisant, il avait recueilli une partie de sa parenté, le roi et la reine de Bavière, dont Eugène avait épousé la fille; sa sœur Élisa, princesse de Lucques et bientôt gouvernante de Toscane; enfin son frère Joseph, qu'il n'avait pas vu depuis qu'il l'avait nommé roi de Naples, et qu'il chérissait tendrement, malgré de nombreux reproches sur sa molle façon de gouverner. A Fusine, petit port sur les lagunes, où l'on s'embarque pour se rendre à Venise, les autorités et la population l'attendaient dans des gondoles richement pavisées, afin de le conduire au séjour de l'ancienne reine des mers. Ce peuple vénitien, qui se consolait de ne plus former une république indépendante par la satisfaction d'avoir échappé à des lois tyranniques, par l'espérance d'appartenir bientôt à un vaste royaume qui comprendrait l'Italie tout entière, par la promesse enfin de grands travaux destinés à rendre ses eaux navigables, avait déployé pour recevoir Napoléon tout le luxe qu'il étalait autrefois quand son doge

épousait la mer. D'innombrables gondoles brillant de mille couleurs, retentissant du son des instruments, escortaient les canots qui portaient, avec le maître du monde, le vice-roi et la vice-reine d'Italie, le roi et la reine de Bavière, la princesse de Lucques, le roi de Naples, le grand-duc de Berg, le prince de Neuchâtel, et la plupart des généraux de l'ancienne armée d'Italie. Après avoir donné aux réceptions le temps nécessaire, Napoléon employa les jours suivants à parcourir les établissements publics, les chantiers, l'arsenal, les canaux, accompagné partout de MM. Decrès, Proni, Sganzin. L'examen des lieux terminé, il rendit un décret en douze titres qui embrassait tous les besoins de Venise régénérée. Il commença, en vertu de ce décret, par rétablir une quantité de perceptions abolies depuis la chute de la république, mais justifiées par une longue expérience, peu onéreuses en elles-mêmes, et indispensables pour suffire aux dépenses d'une existence tout artificielle, car Venise comme la Hollande est une œuvre de l'art plus que de la nature. Les moyens assurés, il songea à leur emploi. Il organisa d'abord une administration pour l'entretien des canaux et le creusement des lagunes, décréta ensuite un grand canal pour conduire les bâtiments de l'arsenal à la passe de Malamocco, un bassin pour des vaisseaux de soixante et quatorze, des travaux hydrauliques tant sur la Brenta qui amène les eaux dans les lagunes, que sur les diverses issues par lesquelles elles se jettent dans l'Adriatique. Il institua en outre un port franc, où le commerce pouvait introduire les marchandises avant l'acquiescement des droits de douanes. Il pourvut à la santé publique en transportant les sépultures des églises dans une île destinée à cet usage; il s'occupa des plaisirs du peuple en réparant et faisant éclairer la place de Saint-Marc, éternel objet de l'orgueil et des souvenirs des Vénitiens; il assura enfin l'existence des marins par la réorganisation de tous les anciens établissements de bienfaisance. Après avoir répandu ces bienfaits, et reçu en retour mille acclamations, Napoléon partit pour visiter le Frioul, pour voir les fortifications de Palma-Nova et d'Osopo, qu'il ne cessait de diriger de loin, et qu'il regardait avec Mantoue et Alexandrie comme les gages de la possession de l'Italie. Osopo et Palma-Nova sur l'Izongo, Peschiera et Mantoue sur le Mincio, Alexandrie sur le Tanaro, étaient à ses yeux les échelons d'une résistance presque invincible contre les Allemands, si les Italiens mettaient quelque énergie à se défendre. Il était

venu par Porto-Legnago à Mantoue, où il devait revoir son frère Lucien, pour essayer d'un rapprochement dont il avait le plus vif désir, mais qu'il ne voulait accorder qu'à certaines conditions. M. de Meneval alla pendant la nuit chercher Lucien dans une hôtellerie, et le conduisit au palais qu'occupait Napoléon. Lucien, au lieu de se jeter dans les bras de son frère, l'aborda avec une fierté fort excusable, puisqu'il était des deux frères celui qui n'avait aucune puissance, mais poussée peut-être au delà de ce qu'une dignité bien entendue aurait exigé. L'entrevue fut donc pénible et orageuse, mais non sans résultat utile. Napoléon, au nombre des combinaisons possibles en Espagne, rangeait encore l'union d'une princesse française avec Ferdinand. Dans le moment, en effet, il venait de recevoir la lettre du roi Charles IV, renouvelant la demande d'un mariage; et bien qu'il inclinât vers une résolution plus radicale, cependant il n'excluait pas de ses projets cette espèce de moyen terme. Il voulait donc que Lucien Bonaparte lui donnât une fille qui était issue d'un premier mariage, pour la faire élever auprès de l'impératrice mère, la pénétrer de ses vues, et l'envoyer ensuite en Espagne régénérer la race des Bourbons. S'il ne se décidait pas à lui confier ce rôle, il ne manquait pas d'autres trônes, plus ou moins élevés, sur lesquels il pouvait la faire monter par le moyen d'une alliance. Quant à Lucien lui-même, il était disposé à lui conférer la qualité de prince français, à le faire même roi de Portugal, ce qui l'aurait placé près de sa fille, à condition de casser son second mariage, en dédommageant l'épouse ainsi répudiée par un titre et une riche dotation. Ces arrangements étaient possibles, mais furent demandés avec autorité, refusés avec irritation, et les deux frères se séparèrent émus, irrités, point brouillés toutefois, puisque une partie de ce que désirait Napoléon, l'envoi à Paris de la fille de Lucien Bonaparte, se réalisa quelques jours après. Napoléon repartit le lendemain même pour Milan, où il fut de retour le 15 décembre.

Des dépêches venues d'Espagne et de toutes les parties de l'Empire l'y attendaient, et il avait plus d'une résolution à prendre. Les lettres de ses agents relatives à la Péninsule, les lettres de Charles IV demandant une princesse française et la publication du traité de Fontainebleau, lui avaient été remises en route. Résoudre de si graves questions lui était impossible dans la situation d'esprit où il se trouvait. Il ne voulait en-

core s'engager sur aucun point, car il n'était définitivement fixé sur aucun, bien qu'il inclinât, comme nous l'avons déjà dit, vers la résolution de détrôner les Bourbons. En conséquence, il fit écrire par M. de Champagny à Madrid qu'il avait reçu les lettres du roi Charles IV, qu'il en appréciait l'importance, mais qu'absorbé exclusivement par les affaires de l'Italie, où il n'avait que quelques jours à passer, il ne pouvait s'occuper de celles d'Espagne avec l'attention dont elles étaient dignes, et que, de retour à Paris, il ferait aux lettres du roi les réponses que ces lettres méritaient. Il insista de nouveau pour que le traité de Fontainebleau restât secret quelque temps encore; et quant à M. de Beauharnais, ne tenant aucun compte de ses avis et de ses jugements, il lui adressa des réponses insignifiantes, mais formelles en un point: c'était la défense d'afficher aucune préférence pour les partis qui divisaient la cour d'Espagne, et de laisser entrevoir de quel côté penchait le cabinet français.

Il n'était pas vrai cependant que, tout entier aux affaires d'Italie, Napoléon ne songeât pas à celles d'Espagne. Il avait, au contraire, donné de nouveaux ordres militaires, tendant à augmenter peu à peu ses forces, tant en deçà qu'au delà des Pyrénées, de manière qu'il pût, quelque parti qu'il adoptât, n'avoir qu'une volonté à exprimer, lorsqu'il en aurait une. Tout ce qu'il apprenait de l'état de l'Espagne contribuait à lui persuader que le moment d'une crise était proche; car il ne semblait plus possible de faire régner le favori, d'inspirer patience à Ferdinand, et de contenir l'indignation de la nation espagnole. Il voulait donc être prêt à profiter d'une occasion, et avoir pour cela dans la Péninsule des forces considérables, sans diminuer ni la grande armée ni l'armée d'Italie, qui lui servaient l'une et l'autre à maintenir l'Europe dans son alliance ou dans la soumission. Indépendamment de l'armée du général Junot, nécessaire au Portugal, il avait préparé, comme on l'a vu, deux autres corps, celui du général Dupont et celui du maréchal Moncey, et il ne jugeait pas que ce fût assez. Il considérait que ces deux corps dirigés sur la route de Burgos et de Valladolid, sous le prétexte du Portugal, pouvant par un mouvement à gauche se porter sur Madrid, tiendraient en respect la capitale et les deux Castilles. Mais la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, provinces si importantes en elles-mêmes, et par leur esprit, et par leur position, et par les places qu'elles contenaient, lui semblaient devoir être occupées, sinon par des

forces qui s'y transporteraient immédiatement, du moins par des forces qui seraient toutes prêtes à y entrer. Il voulait donc avoir deux divisions préparées : l'une qui, placée près de Saint-Jean-Pied-de-Port, pourrait, sous un prétexte quelconque, se jeter sur Pampelune; l'autre qui, réunie à Perpignan, pourrait également entrer à Barcelone, et s'emparer de cette ville ainsi que des forts qui la dominent. Maître de Pampelune et des forts de Barcelone, Napoléon avait deux bases solides pour les armées qui auraient à s'avancer sur Madrid. Toutefois, bien que la crise lui semblât imminente à l'Escurial, il ne voulait ni la précipiter, ni prendre trop ostensiblement le rôle d'envahisseur, en portant des troupes ailleurs que sur la route de Burgos, Valladolid, Salamanque, qui était celle du Portugal. La réunion probable des troupes anglaises sur les côtes de la Péninsule ne pouvait manquer de lui fournir plus tard des motifs spécieux d'introduire de nouvelles forces dans l'intérieur de l'Espagne. En attendant, il lui suffisait de les tenir réunies sur la frontière. L'armée du général Junot, composée des anciens camps de la Bretagne, avait laissé quelques bataillons de dépôt, dont on pouvait former une division de trois à quatre mille hommes, très-suffisante pour occuper Pampelune et contenir la Navarre. Ces bataillons, au nombre de cinq, appartenaient aux 15^e, 47^e, 70^e, 86^e de ligne. Un bataillon suisse, cantonné dans le voisinage, offrait le moyen de les porter à six. Napoléon ordonna de les réunir immédiatement à Saint-Jean-Pied-de-Port, sous le commandement du général Mouton, et d'y ajouter une compagnie d'artillerie à pied. Quant à la division de Perpignan, il en chercha les éléments en Italie même. Il avait là des régiments lombards et napolitains, bons à employer sous le climat de l'Espagne, mais ayant besoin d'apprendre la guerre à l'école des Français. La rentrée des troupes auxiliaires dans leur pays permettait de disposer sur-le-champ d'une partie des régiments italiens placés le plus près de France. Napoléon prescrivit donc à quatre bataillons italiens, trois résidant à Turin, un à Gènes, de s'acheminer sur Avignon. Un beau régiment napolitain, que son frère Joseph lui avait déjà envoyé pour l'aguerir, se trouvait près de Grenoble. Même ordre lui fut adressé pour Avignon. Quatre escadrons lombards et napolitains, formant 600 ou 700 chevaux, avec plusieurs compagnies d'artillerie, furent dirigés sur le même point. Le régiment français qui sortait de la place de Braunau, restituée aux

Autrichiens, traversait les Alpes pour rentrer en Italie. Sa route fut tracée de manière à l'envoyer dans le midi de la France. Enfin les cinq régiments de chasseurs et les quatre régiments de cuirassiers, transportés l'hiver dernier d'Italie en Pologne, avaient leurs dépôts en Piémont, dépôts bien fournis d'hommes et de chevaux comme tous ceux de l'armée. Napoléon en tira encore deux belles brigades de cavalerie, qui formèrent, sous le général Bessières, une division de 4,200 chevaux. En joignant à ces troupes quelques bataillons français ou suisses résidant en Provence, il était possible de réunir à Perpignan un corps de 10,000 à 12,000 hommes pour la Catalogne.

Ces dispositions prescrites pour les troupes qui ne devaient pas encore passer les Pyrénées, Napoléon ordonna un nouveau mouvement à celles qui les avaient déjà franchies. Il enjoignit au général Dupont, dont une division s'était avancée jusqu'à Vittoria, de mettre en mouvement les deux autres, de manière à les avoir toutes trois réunies entre Burgos et Valladolid dans les premiers jours de janvier, avec apparence de se diriger sur Salamanque et Ciudad-Rodrigo, c'est-à-dire sur Lisbonne, mais avec la précaution d'observer le pont du Douro sur la route de Madrid, afin d'être prêt à s'en emparer au premier besoin. Il prescrivit au maréchal Monecy d'occuper avec le corps des côtes de l'Océan les positions laissées vacantes par le général Dupont, et de porter l'une de ses divisions vers Vittoria. Ces mouvements ne pouvaient pas sensiblement augmenter les ombrages de la cour d'Espagne, puisqu'ils avaient lieu sur la route de Lisbonne. Pour les rendre plus naturels encore, Napoléon fit adresser par M. de Beauharnais au ministère espagnol les avis les plus alarmants sur une agglomération de forces anglaises à Gibraltar : agglomération très-réelle d'ailleurs, et nullement supposée ; car on venait d'apprendre que le gouvernement britannique faisait évacuer la Sicile presque entièrement, et se disposait à envoyer en Portugal les troupes revenues de Copenhague. Il pressa vivement le cabinet espagnol de pourvoir à la garde de Ceuta, de Cadix, du camp de Saint-Roch, des Baléares, et, tout en lui donnant des avis utiles, il ajouta ainsi à la vraisemblance des prétextes allégués pour l'introduction de nouvelles troupes françaises en Espagne.

Napoléon avait hâte d'expédier les affaires d'Italie pour revenir à Paris, d'où il pourrait veiller de plus près à l'objet de ses constantes préoccupations. Néanmoins il était une question

qu'il aurait été plus en mesure de résoudre à Paris qu'à Milan, parce qu'il y aurait été entouré de plus de lumières, et sur laquelle cependant il ne voulut pas remettre sa décision d'un seul jour. Cette question était relative aux dernières ordonnances du conseil, rendues le 11 novembre par le gouvernement britannique, sur la navigation des neutres. Par ces ordonnances, l'Angleterre venait de s'engager davantage encore dans le système de la violence, et Napoléon, comme on le pense bien, n'entendait pas rester en arrière. A un coup fort rude, il avait à cœur de répondre immédiatement par un coup plus rude encore. On connaît les pas déjà faits dans cette voie funeste. A la prétention de saisir la propriété ennemie jusque sous le pavillon neutre, et d'appliquer le droit de blocus à de vastes étendues de côtes qu'il était matériellement impossible de bloquer, Napoléon avait répondu d'abord par l'interdiction au commerce anglais de toutes les côtes de l'Empire et des pays soumis à son influence; puis, son irritation croissant en proportion des violences de l'amirauté, il avait, par les fameux décrets de Berlin, déclaré les îles Britanniques en état de blocus, défendu le commerce des marchandises anglaises dans tous les lieux où il dominait, ordonné partout leur saisie et leur confiscation, et annoncé que tout vaisseau qui aurait touché soit à l'un des trois royaumes, soit à l'une des colonies anglaises, serait repoussé des ports appartenant à la France ou dépendant de sa volonté. Divers décrets réglementaires avaient imposé aux bâtiments chargés de denrées coloniales l'obligation de porter avec eux des certificats d'origine délivrés par les agents français. Toutes marchandises privées de ces certificats étaient sujettes à confiscation. L'alliance conclue avec la Russie et avec le Danemark, l'adhésion promise de l'Autriche, l'obéissance assurée des deux gouvernements de la Péninsule, allaient étendre au continent entier ces redoutables dispositions.

L'Angleterre avait fini par s'apercevoir que le système des interdictions poussé à outrance lui était plus préjudiciable qu'à la France, car elle avait encore plus besoin de vendre que le continent d'acheter; que les denrées coloniales, dont elle avait opéré l'accaparement presque général, car sa marine arrêtait sous divers prétextes jusqu'aux bâtiments des États-Unis eux-mêmes, resteraient invendues dans ses magasins; que ses produits manufacturés subiraient le même sort; qu'elle souffrirait sous le rapport de l'importa-

tation autant que sous celui de l'exportation, car elle ne pourrait recevoir certaines matières premières qui lui étaient indispensables, telles que les laines d'Espagne et les munitions navales du Nord; que dans cet état du commerce la France aurait beaucoup moins à se plaindre, car elle fournirait au continent les étoffes que ne fourniraient plus les manufactures anglaises; que, relativement aux denrées coloniales, il lui en arriverait ou par la course, ou par les navires échappés aux croisières, une certaine quantité, qu'on lui ferait payer fort cher, il est vrai, mais qui suffirait à ses besoins; et qu'après tout la cherté du sucre et du café n'entraînerait jamais pour la France des inconvénients aussi grands que ceux qu'entraînerait pour l'Angleterre la suppression de tous les échanges. Le cabinet britannique avait donc abandonné son système d'exclusion, et il avait imaginé de faciliter le commerce général, mais en le forçant à passer tout entier par la Grande-Bretagne, et en le constituant de plus son tributaire. En conséquence il avait décidé, par trois ordonnances du conseil, datées du 11 novembre 1807, que tout navire appartenant à une nation qui ne serait pas en guerre déclarée avec la Grande-Bretagne, fût-elle plus ou moins dépendante de la France, pourrait entrer librement dans les ports du royaume-uni ou de ses colonies, se rendre ensuite où il voudrait, moyennant qu'il eût touché en Angleterre, pour y porter des marchandises ou en recevoir, et qu'il y eût acquitté des droits de douane équivalant en moyenne à 25 pour cent. Tout bâtiment, au contraire, qui n'aurait point touché aux ports de la Grande-Bretagne, et aurait dans ses papiers des certificats d'origine délivrés par des agents français, devait être saisi et déclaré de bonne prise. De la sorte, les navires de commerce (autant du moins que peuvent s'exécuter des lois violentes sur l'immensité des mers) étaient contraints, de quelque pays qu'ils vissent, ou de s'arrêter en Angleterre pour y payer des droits, ou d'aller s'y approvisionner de denrées et de marchandises anglaises. Tout commerce devait donc passer par les ports anglais, toute marchandise en venir ou y acquitter des droits. Grâce à ces prescriptions, les Anglais avaient un moyen certain de nous envoyer leurs denrées coloniales, qui ne portaient pas en elles-mêmes, comme les toiles de coton, par exemple, la preuve de leur origine. Ils appelaient en effet dans la Tamise les bâtiments neutres, les chargeaient de sucre et de café, puis les convoaient jusqu'à la vue de nos côtes, afin

de leur épargner la visite, et les introduisaient ainsi dans nos ports ou ceux de Hollande, munis de faux papiers, qui les faisaient passer pour neutres, venant directement d'Amérique.

En recevant à Milan, où il était alors, les ordonnances du 11 novembre, Napoléon écrivit d'abord à Paris pour demander au ministre des finances et au directeur des douanes un rapport sur ces ordonnances. Mais, ne pouvant se résigner à attendre leur réponse, il rendit, le 17 décembre, un décret connu sous le titre de décret de Milan, plus rigoureux encore que les précédents. Il s'était borné dans le décret de Berlin à exclure des ports de l'Empire tout bâtiment qui aurait touché en Angleterre; il alla plus loin cette fois, et il déclara dénationalisé, partant de bonne prise, tout bâtiment qui aurait abordé en Angleterre, ou dans ses colonies, et qui se serait soumis à l'obligation d'y payer un droit. Par des mesures réglementaires, il établit des peines sévères contre les capitaines et les matelots coupables de fausses déclarations. Tandis que Napoléon rendait ce décret, MM. Gaudin, Cretet, Defermon, Collin de Sussy, répondant à ses questions, lui proposaient une mesure tendant à peu près au même but, mais encore plus rigoureuse : c'était d'interdire toute relation commerciale avec l'Empire français aux nations qui n'auraient pas elles-mêmes cessé tout commerce avec l'Angleterre. Tel quel, le décret de Milan suffisait pour fermer plus étroitement que jamais les communications que l'Angleterre avait voulu rouvrir à son profit. Mais on achetait cet avantage au prix d'un redoublement de violence, qui devait bientôt fatiguer la France et ses alliés autant que l'Angleterre elle-même.

Sauf cette courte diversion, Napoléon donna tout le temps qui lui restait à l'administration du royaume d'Italie. Conformément à la convocation qu'ils avaient reçue, les trois collèges des Possidenti, des Commercianti et des Dotti se réunirent à Milan vers la fin de décembre, pour entendre la communication de plusieurs actes essentiels. Par le premier de ces actes, Napoléon adoptait officiellement comme son fils le prince Eugène de Beauharnais. Par le second, il précisait les conséquences de cette adoption, en assurant au prince Eugène la succession de la couronne d'Italie, et en restreignant à cette couronne seule son droit d'hériter, ce qui excluait la possibilité de succéder un jour à celle de France. Après avoir établi ses frères et ses sœurs, il était naturel que Napoléon satisfît à la plus vive peut-

être de ses affections, à celle que lui inspiraient les enfants de l'impératrice Joséphine, et surtout Eugène de Beauharnais, qui le servait en Italie avec modestie, sagesse et dévouement. Ce prince était fort estimé des Italiens, qui n'avaient jamais vécu sous un gouvernement aussi doux et aussi éclairé, et qui, depuis deux ans, se reposaient dans une tranquille paix des horreurs de la guerre.

La couronne d'Italie restant pour le présent unie à celle de France, et Eugène de Beauharnais n'en étant encore que l'héritier présomptif, avec la qualité de vice-roi, Napoléon voulut qu'il s'appelât prince de Venise, titre que devaient porter désormais les héritiers présomptifs du royaume d'Italie. Il créa le titre de princesse de Bologne pour la fille qu'Eugène venait d'avoir de son mariage avec la princesse Auguste de Bavière. Enfin, désirant donner au duc de Melzi, l'ancien vice-président de la république italienne, une nouvelle marque de faveur, il le nomma duc de Lodi, titre emprunté à l'un des faits d'armes éclatants de nos premières campagnes. Il s'occupa ensuite de modifier sur quelques points la constitution du royaume, constitution qui était peu importante en elle-même, la volonté de Napoléon faisant tout en Italie; ce qu'il ne fallait pas regretter pour le moment, car, sauf les exigences naissant de la guerre générale, cette volonté n'y poursuivait, n'y réalisait que le bien. Le collège des Possidenti, le plus riche des trois, vota l'érection à ses frais d'un monument qui devait perpétuer la mémoire des bienfaits dont Napoléon avait comblé l'Italie.

Ces opérations terminées, Napoléon partit pour le Piémont, visita la grande place d'Alexandrie, complimenta sur les lieux mêmes le général Chasseloup, chargé de la construction de cette place, puis se rendit à Turin, où il accorda de nouveaux avantages à ces provinces devenues françaises. Afin de rattacher la Ligurie au Piémont, il décréta un canal qui, s'embouchant dans la mer à Savone, et traversant l'Apennin dans sa partie la plus abaissée, pour gagner la Bormida à Carcare, devait joindre le Pô et la Méditerranée. Il ordonna le perfectionnement de la navigation d'Alexandrie au Pô, de manière que les bateaux pussent y passer en tout temps. Il fit rectifier en quelques points la grande route d'Alexandrie à Savone, et voulut qu'elle fût mise en communication avec la route de Turin par un embranchement de Carcare à Ceva. Il décida l'ouverture de la grande route du mont Genève, par Brian-

gon, Fenestrelle et Pignerol, laquelle jointe à celle du mont Cenis devait compléter les communications de la France avec le Piémont par les Alpes Cottiennes. Il décréta aussi la construction de divers ponts : un en pierre sur le Pô, à Turin; un autre en pierre sur la Doire; un en bois sur la Sesia, à Verceil; un en bois sur la Bormida, entre Alexandrie et Tortone; trois enfin d'importance moindre, également en bois, sur trois torrents qui coulent entre Turin et Verceil. Il eut soin en même temps d'assurer des moyens financiers pour suffire à ces vastes travaux, car il n'était pas de ceux qui ordonnent des créations nouvelles sans s'inquiéter des charges qui en peuvent résulter. Un restant dû par les acquéreurs de domaines nationaux, le produit des domaines engagés, un prélèvement sur le monopole du sel, devaient pourvoir à ces utiles dépenses.

Napoléon quitta Turin accompagné par les acclamations des peuples reconnaissants, et arriva à Paris le 1^{er} janvier 1808, fort avant dans la journée, mais assez à temps pour y recevoir les hommages de la cour, des autorités publiques et des Parisiens. Son retour dans la capitale de l'Empire allait être le signal des plus graves déterminations de son règne. Il fallait en effet prendre un parti à l'égard de l'Espagne, car on ne pouvait différer davantage de répondre à Charles IV. Il fallait en prendre un aussi à l'égard de la cour de Rome, avec laquelle les relations devenaient chaque jour plus difficiles. Napoléon allait ainsi se heurter aux deux plus vieux, aux deux plus redoutables vestiges de l'ancien régime, les Bourbons d'Espagne et la papauté.

Dominé sans cesse, depuis que le continent était pacifié, par l'idée systématique de mettre sur tous les trônes les Bonaparte à la place des Bourbons, entraîné vers ce but par un sentiment de famille, et aussi par son génie réformateur, qui répugnait à laisser auprès de lui des royautés dégénérées, inutiles ou nuisibles à la cause commune, Napoléon, comme on l'a vu, était agité au sujet de l'Espagne des pensées les plus diverses. Trois partis s'offraient à son esprit : premièrement, s'attacher l'Espagne par le mariage d'une princesse française avec le prince des Asturies, par le renversement du favori, sans rien exiger des Espagnols qui pût blesser leur fierté ou leur ambition; secondement, accorder tout ce que nous venons de dire, mariage, renversement du favori, mais en le faisant payer par des sacrifices de territoire, qui nous auraient assuré les bords de l'Èbre, les côtes de la Catalogne, et la jouis-

sance en commun des colonies espagnoles; troisièmement, enfin, recourir aux moyens extrêmes, c'est-à-dire détrôner les Bourbons, imposer aux Espagnols une dynastie nouvelle, en ne leur demandant aucun sacrifice de territoire, aucun avantage commercial, et en se contentant pour unique résultat d'avoir étroitement lié les destinées de l'Espagne à celles de la France.

De ces trois partis, aucun n'était bon (nous dirons tout à l'heure pourquoi); mais ils étaient loin d'être également mauvais.

Accorder à Ferdinand une princesse française, ajouter à cette faveur le renversement du favori, en ne faisant payer cette double satisfaction par aucun sacrifice, c'eût été transporter de joie la nation espagnole, acquérir pour quelque temps un dévouement absolu de sa part, et se la donner pour appui énergique contre tout ministre qui n'aurait pas franchement marché dans le sens de la politique française. Mais la reconnaissance dure peu chez les peuples comme chez les individus : la jalousie espagnole aurait bientôt reparu quand se serait effacée la mémoire des bienfaits de Napoléon, et Ferdinand, qui avait tous les défauts du caractère espagnol, sans aucune de ses qualités, serait devenu en peu de temps aussi ennemi de la France qu'Emmanuel Godoy. Son incapacité, sa paresse, lui auraient rendu les conseils de Napoléon aussi incommodés qu'ils l'étaient en ce moment au favori. Après quelques jours de vive reconnaissance, les choses eussent repris leur ancien cours : ignorance, incurie, haine de toute amélioration, jalousie de la supériorité étrangère, auraient été, comme par le passé, les caractères du gouvernement espagnol sous le nouveau règne. Il est vrai qu'une princesse française eût été placée auprès du trône pour y répéter les bons conseils partis de Paris; mais il lui aurait fallu une supériorité bien rare pour résister à des tendances si contraires, et cette supériorité même l'eût peut-être rendue odieuse. Le passé n'était pas rassurant pour une princesse française qui aurait apporté en Espagne de nobles et attrayantes qualités. D'ailleurs, on ne crée pas à volonté des princesses enrichies de tous les dons de la nature, et celles dont Napoléon aurait pu alors se servir n'annonçaient pas les facultés éclatantes que la situation aurait rendues aussi nécessaires à leur rôle que dangereuses à elles-mêmes.

Le second projet, consistant à exiger pour prix du mariage, du renversement du favori, et de la cession du Portugal, des sacrifices considérables,

tels que l'abandon des provinces de l'Èbre et l'ouverture des colonies espagnoles aux Français, n'était que le premier projet fort aggravé. Les provinces de l'Èbre offraient un avantage plus apparent que réel, car ces provinces étaient, à cause du voisinage, celles qui aimaient le moins les Français. Elles n'eussent pas plus contracté, même avec le temps, l'amour de la France, que les Milanais n'ont contracté l'amour de l'Autriche. Les Pyrénées leur auraient toujours rappelé qu'elles étaient espagnoles et non point françaises, et, loin de nous donner un soldat ou un écu, elles nous auraient coûté beaucoup d'hommes et d'argent pour les garder. La prétendue domination qu'elles nous auraient assurée sur l'Espagne était, sous Napoléon du moins, bien illusoire. Partir de Pampelune ou de Saragosse, au lieu de Bayonne, pour marcher sur Madrid, ne constituait pas une assez grande différence pour qu'on pût croire que l'Espagne passait ainsi à notre égard d'un état d'indépendance à un état de soumission; et, au contraire, on aurait indigné les Espagnols par ce démembrement de leur territoire; on aurait tellement empoisonné leur joie de voir Ferdinand marié à une princesse française, le favori renversé, qu'on aurait fait naître l'ingratitude dès le premier jour. Lisbonne même n'aurait eu aucun charme à leurs yeux s'il avait fallu le payer de Saragosse et de Barcelone. Quant à l'ouverture des colonies espagnoles aux Français, c'était là un avantage sérieux, assez sérieux pour être désiré, mais facile à obtenir sans exciter de ressentiment, s'il eût été le seul prix exigé pour le Portugal, le mariage, et le renversement du favori. Ce second projet n'avait donc pas même le mérite de nous attacher l'Espagne un seul jour; et il nous exposait, pour quelques cessions territoriales impossibles à conserver, à l'éternelle haine des Espagnols.

Le troisième projet, celui vers lequel Napoléon paraissait entraîné d'une manière irrésistible, consistait à détrôner les Bourbons, à rapprocher définitivement par l'établissement d'une même dynastie la France et l'Espagne, à régénérer celle-ci pour la rendre utile, soit à elle-même, soit à la cause commune, à ne lui rien ôter, à lui tout donner au contraire, Portugal, renversement du favori, réformes intérieures; à renouveler, en un mot, la politique de Louis XIV, qui n'avait rien de trop grand pour un homme qui avait dépassé toute grandeur connue. Cette politique de Louis XIV, outre qu'elle n'avait rien de trop grand pour Napoléon, était, il faut le

reconnaître, la politique naturelle de la France. Réunir dans un même esprit, dans un même intérêt, tout l'Occident, c'est-à-dire la France et les deux péninsules italienne et espagnole; opposer leur puissance continentale à la coalition des cours du Nord, leur puissance maritime aux prétentions de l'Angleterre, était assurément la vraie, la légitime ambition qu'il aurait fallu souhaiter à Napoléon, celle qui eût été justifiée par les règles de la saine politique, n'eût-elle pas réussi. Mais la punition du prodigue qui a fait de folles dépenses, c'est de ne pouvoir plus faire les dépenses nécessaires. Napoléon, pour avoir entrepris au Nord une tâche immense, exorbitante, hors des véritables intérêts de la France, comme de constituer une Allemagne française au grand déplaisir des peuples allemands, comme d'entreprendre la restauration de la Pologne malgré l'Autriche et la Prusse, allait manquer des forces qu'eût exigées l'exécution des desseins les plus profondément politiques. Il était obligé, en effet, dans le moment même, de garder 500,000 hommes entre l'Oder et la Vistule, pour s'assurer la soumission de l'Allemagne et l'alliance de la Russie, 120,000 hommes en Italie pour ôter à l'Autriche toute idée de repasser les Alpes. S'il lui fallait encore 100,000 ou 200,000 hommes pour contenir l'Espagne, pour en rejeter les Anglais, qui allaient trouver là un pied-à-terre commode et sûr, car ils n'avaient pour y arriver que le golfe seul de Gascogne à franchir; s'il lui fallait ces diverses armées en Allemagne, en Italie, en Espagne, c'était une masse de 800,000 ou 900,000 hommes qui devenait nécessaire, et il devait en résulter une extension de soins, d'efforts, de commandement, à laquelle la France et son génie même finiraient par ne pouvoir suffire.

Ce qui se passait alors en était déjà une preuve frappante, puisque, pour se procurer des troupes sans affaiblir la grande armée, sans dégarnir l'Allemagne et l'Italie, Napoléon était réduit à s'ingénier de mille façons, et ne réussissait à trouver jusqu'ici que des conscrits commandés par des officiers qu'on prenait dans les dépôts ou qu'on arrachait à la retraite. C'était un premier et fort indice de la situation que Napoléon avait créée en multipliant démesurément ses entreprises. Une autre circonstance devait fort aggraver cette insuffisance de ressources. La soumission de la cour d'Espagne, quoique entremêlée de beaucoup de trahisons secrètes, quoique rendue stérile par l'incapacité de l'administration espagnole, avait tous les dehors du dévouement le

plus absolu. Napoléon n'avait donc aucun grief spécieux à faire valoir contre la cour de l'Escorial, et l'acte dictatorial de détrôner Charles IV, pour des raisons très-politiques, il est vrai, mais contraires à la simple équité, difficiles à faire comprendre aux masses, et ayant besoin d'ailleurs du succès définitif pour être admises, pouvait soulever une nation fière, jalouse, animée d'une haine ardente contre l'étranger. On était donc exposé à révolter son sentiment moral, et il aurait fallu, pour la contenir, de bien autres forces que celles que Napoléon était en mesure de réunir. Ce n'étaient pas de jeunes conscrits, braves sans doute, mais peu imposants de leur personne, qu'il aurait fallu; c'étaient de vieux soldats, capables d'inspirer la terreur par leur nombre et leur aspect, et qui, saisissant à l'improviste, sur tous les points à la fois, la Péninsule épouvantée, empêchassent le sentiment public d'éclater, continssent la populace à demi sauvage des Espagnes, donnassent enfin aux classes moyennes, désirant un nouvel ordre de choses, portées à l'espérer de la France, le temps de se confirmer dans leurs sentiments et de les répandre autour d'elles. A ces conditions, l'acte extraordinaire auquel Napoléon était réduit avait chance de réussir, et, le premier mouvement de révolte étant ainsi prévenu, la nation espagnole aurait appris peu à peu à reconnaître les bienfaits que la France lui apportait. Mais, tenté avec de moindres ressources, le projet dont Napoléon nourrissait la pensée pouvait être le commencement d'une série de désastres.

Il y avait encore une autre condition nécessaire au succès de cette entreprise, c'était de conserver dans toute son intimité la nouvelle alliance que Napoléon venait de conclure à Tilsit; car si on était forcé de recommencer ou la campagne d'Austerlitz, ou celle de Friedland, pendant qu'on serait occupé en Espagne, c'était, outre la difficulté de vaincre à ces deux extrémités du monde européen, s'imposer non-seulement une double tâche, mais rendre la seconde cent fois plus difficile, les Espagnols devant recevoir un extrême encouragement de toute guerre qui s'élèverait au Nord. Il fallait donc, quelque fâcheuse que fût la condescendance qu'on montrerait pour l'ambition d'Alexandre, en prendre son parti, et prévenir l'inconvénient de la dispersion des forces françaises en achetant à tout prix le concours du grand empire du Nord, payer, en un mot, de la Moldavie et de la Valachie la possibilité de détrôner impunément les Bourbons d'Espagne.

Enfin, eût-on réuni toutes ces conditions, il restait un danger grave, grave pour l'Espagne et pour la France, la perte possible, probable même des riches colonies espagnoles. Ces colonies, en effet, étaient déjà sourdement travaillées par l'esprit de révolte. L'exemple des États-Unis avait fort développé chez elles le penchant de l'indépendance, et la honteuse incurie de la métropole, qui les laissait sans défense, les y disposait encore davantage. Il était donc à craindre qu'une dynastie nouvelle et imposée à la nation ne leur fournit le prétexte qu'elles cherchaient pour s'insurger, et que la protection anglaise ne leur en fournit en outre le moyen. Dans ce cas, trop facile à prévoir, l'Espagne, en attendant qu'elle se fût ouvert d'autres sources de prospérité, allait être ruinée, et la France n'aurait fait qu'enrichir le commerce anglais de tous les avantages que devait lui procurer l'exploitation des vastes colonies espagnoles.

Tels étaient les trois plans entre lesquels Napoléon avait à choisir. Ils présentaient chacun leurs inconvénients; car le premier, qui aurait comblé tous les vœux des Espagnols à la fois, en les débarrassant du favori, en leur assurant la protection de Napoléon par un mariage français, en leur donnant Lisbonne sans compensation territoriale, n'eût été peut-être qu'une duperie. Le second, qui aurait fait payer tous ces avantages d'un cruel sacrifice de territoire, les eût révoltés. Le troisième enfin, qui résolvait la question d'une manière décisive, qui rapprochait définitivement la France et l'Espagne, qui régénérerait celle-ci en ne lui demandant d'autre sacrifice que celui d'une dynastie avilie, pouvait néanmoins soulever la nation, exigeait dès lors une disponibilité de forces que Napoléon ne s'était pas ménagée, et, pour dernier inconvénient, mettait les colonies espagnoles en grand péril.

Tout considéré, ce que Napoléon aurait eu de mieux à faire, c'eût été d'adopter le premier plan, c'est-à-dire de délivrer l'Espagne du favori, de lui accorder la main d'une princesse française, de lui céder le Portugal sans exiger en retour les provinces de l'Èbre, ce qui aurait porté jusqu'à l'ivresse la joie de la nation, et de demander tout au plus l'ouverture des colonies, peut-être l'abandon des îles Baléares ou des Philippines, dont l'Espagne ne tirait aucun parti; avantages sérieux, les seuls désirables, qu'elle nous aurait abandonnés sans regret, sans que ses sentiments pour nous fussent altérés en aucune manière. La reconnaissance aurait pu ne pas durer, mais

elle se serait conservée assez longtemps pour atteindre la fin de la guerre maritime, pour obtenir pendant la dernière période de cette guerre le concours sincère des Espagnols contre les Anglais, pour acquérir au moins à leurs propres yeux le droit de l'exiger, et, si on ne l'obtenait pas, le droit de punir des ingrats.

Mais ce plan, le seul sage, parce qu'il était le seul qui n'ajoutât pas de nouvelles entreprises à celles qui surchargeaient déjà l'Empire, ne rencontrait aucune approbation, ni chez Napoléon dont il contrariait les secrets desirs, ni chez M. de Talleyrand qui n'avait pas le courage de l'appuyer, quoiqu'il commençât dès lors à s'effrayer des conséquences que pouvait avoir la politique dont il s'était fait le flatteur. On l'avait vu, pour recouvrer la faveur impériale, entrer complaisamment dans toutes les idées de Napoléon, se faire son confident secret, son interlocuteur patient; et maintenant, la prudence contre-balançant chez lui le goût de plaire, il hésitait, et cherchait dans le second projet un terme moyen qui mit d'accord le courtisan et l'homme d'État. Il semblait croire qu'on ne devait pas trop s'engager dans les affaires de la Péninsule, qu'il fallait tirer de l'Espagne ce qu'on pourrait, la livrer ensuite à elle-même, et pour cela, sans prétendre à l'honneur de la régénérer, lui donner une princesse française, puisqu'elle en voulait une, la débarrasser du favori, puisqu'elle n'en voulait plus, et lui abandonner enfin la portion réservée du Portugal, trop éloignée de France pour qu'on y tint, mais se la faire payer par l'Aragon, la Catalogne, les Baléares, par l'ouverture des colonies espagnoles, et, après s'être ainsi ménagé la compensation de ce qu'on lui aurait donné, la laisser faire, en l'observant du haut des murailles de Barcelone, de Saragosse et de Pampelune¹. C'est ainsi que M. de Talleyrand cherchait à ramener Napoléon de la voie fatale où il l'avait poussé. Mais celui-ci, qui jugeait sainement ce plan, parce qu'il n'y avait pas goût, y voyait autant de danger à braver qu'en adoptant le dernier; car enlever aux Espagnols Pampelune,

Saragosse, Barcelone, était aussi difficile à ses yeux que de leur enlever une dynastie avilie. Il en revenait donc toujours et irrésistiblement à l'idée d'expulser les Bourbons du dernier trône qui leur restât en Europe, et se disait qu'il fallait profiter du moment où il était tout-puissant sur le continent, où l'Angleterre venait de tout autoriser par sa conduite à Copenhague, où il était jeune, victorieux, obéi, servi par la fortune, pour achever son système par un grand coup frappé sur la dynastie espagnole; après quoi, lui, l'armée, la France, l'Occident, se reposeraient, éblouis de sa gloire, satisfaits de l'ordre qu'il aurait établi, des sages réformes qu'il aurait opérées. Il se disait encore que la difficulté, après tout, ne pouvait pas surpasser beaucoup celle qu'on avait rencontrée dans le royaume de Naples; qu'en supposant les Espagnols aussi énergiques que les brigands des Calabres, il suffirait de tripler ou de quadrupler l'étendue des Calabres, et, au lieu de 25,000 Français, d'en imaginer 100,000, pour se faire une idée des obstacles à vaincre; que ses jeunes soldats, qui avaient prouvé partout qu'ils valaient les meilleures troupes européennes, réussiraient certainement à vaincre des Espagnols dégénérés, et qu'en faisant passer une conscription de plus dans les dépôts, il aurait, et au delà, les 100,000 conscrits nécessaires à cette nouvelle entreprise; que la grande armée resterait intacte entre l'Oder et la Vistule pour contenir l'Europe; que d'ailleurs la Finlande abandonnée à la Russie, la Moldavie et la Valachie promises, lui assureraient le concours de l'empereur Alexandre à l'achèvement de ses desseins, qu'en un mot, ce qu'il voulait faire en Espagne était la dernière conséquence à tirer de ses victoires, l'établissement définitif de sa famille, l'entier accomplissement de ses destinées.

Toutefois, en janvier 1808, au retour d'Italie, même après le procès de l'Escurial, le parti de Napoléon n'était pas irrévocablement pris, et il revenait quelquefois à l'idée de s'en tenir à un mariage qui rapprocherait les deux maisons, lorsqu'un incident de famille fit naître pour cette

¹ C'est ce qui explique comment M. de Talleyrand, après avoir plus qu'aucun autre flatté le penchant de Napoléon à s'engager dans les affaires d'Espagne, a soutenu depuis qu'il n'avait pas été d'avis de ce qui s'était fait à cette époque. Il avait seul engagé Napoléon à changer l'état des choses dans la Péninsule, ce qui rendait presque inévitable le détronement des Bourbons: ce fait est prouvé par des documents authentiques; mais, à la vérité, les dépêches dans lesquelles M. de Talleyrand rend compte de ses négociations avec M. Yzquierdo prouvent qu'il préférait un mariage avec Ferdinand, et l'ac-

acquisition des provinces de l'Èbre, au parti plus décisif du renversement des Bourbons. C'est en s'appuyant sur cette équivoque que M. de Talleyrand disait qu'il n'avait pas approuvé l'entreprise contre l'Espagne. Il n'en avait pas moins poussé Napoléon à cette entreprise, quand les hommes les plus dignes de confiance, tels que l'archichancelier Cambacérés, auraient voulu l'en éloigner, et, après l'y avoir poussé, la préférence donnée à la plus mauvaise des trois solutions possibles n'est pas une manière valable de dégager sa responsabilité.

combinaison une sorte d'impossibilité matérielle. Napoléon avait, comme nous venons de le dire, appelé à Paris la fille issue du premier mariage de Lucien, qu'on lui avait envoyée pour ne pas rendre cette enfant victime des querelles de ses parents. Mais par malheur cette jeune fille élevée dans l'exil, entendant souvent des plaintes amères contre la toute-puissante famille qui se partageait les trônes de l'Europe, sans songer à un frère éloigné et méconnu, cette jeune fille n'apportait point à Paris les sentiments qu'on aurait pu désirer d'elle. Établie près de son aïeule l'impératrice mère, qui lui prodiguait ses soins, elle trouvait cependant chez elle une sévérité, chez ses tantes une négligence, qui ne devaient pas la ramener à ceux qu'on l'avait enseignée à craindre plus qu'à aimer. Aussi épanchait-elle, dans sa correspondance avec ses parents d'Italie, les sentiments chagrins qu'elle éprouvait. Napoléon qui, dans la supposition où il l'enverrait partager le trône d'Espagne, voulait savoir si elle y apporterait les dispositions qui convenaient à sa politique, la faisait observer avec soin, et avait ordonné qu'on lût sa correspondance à la poste. Elle était à peine arrivée à Paris qu'on saisit des lettres dans lesquelles elle rapportait sur sa grand-mère, ses tantes, son oncle Napoléon, des bruits peu favorables à la famille impériale. Quand on remit ces lettres à Napoléon, il en sourit malignement, et il convoqua sur-le-champ aux Tuileries sa mère, ses frères et ses sœurs, et fit lire en assemblée de famille les lettres qu'on avait interceptées. Il s'égayait fort de la colère excitée chez les témoins de cette scène, tous assez maltraités dans cette correspondance ; puis, passant d'une gaieté ironique à une froide sévérité, il exigea le renvoi sous vingt-quatre heures de sa jeune nièce, qui fut dès le lendemain acheminée vers l'Italie. Il ne restait donc plus de princesse de la maison Bonaparte à donner à l'Espagne ; car mademoiselle de Tascher, récemment admise dans la famille impériale, n'en était pas ¹. Napoléon venait d'adopter cette jeune personne, nièce de l'impératrice Joséphine, et de l'envoyer en Allemagne, pour y épouser l'héritier de la maison princière d'Areberg. A mêler son sang avec

celui des Bourbons, il aurait voulu que ce fût son propre sang, et non celui de sa femme, quelque attachement qu'il ressentît pour elle.

Même sans cet incident, Napoléon aurait probablement fini par préférer le parti le plus décisif, c'est-à-dire le détronement des Bourbons. En tout cas, il n'avait plus le choix. Les renverser pour leur substituer un membre de sa famille, était la seule solution qui lui restait. Mais le prétexte à faire valoir pour les détroner, sans offenser profondément le sentiment public de l'Espagne, de la France et de l'Europe, était toujours ce qui l'embarrassait le plus. Ne pouvant le trouver dans l'abjecte soumission du gouvernement espagnol à ses volontés, il l'attendait des événements. Les divisions de la cour, les fureurs scandaleuses de la reine et du favori, la haine qu'ils avaient pour l'héritier de la couronne et celle qu'ils lui inspiraient, l'impatience de la nation prête à éclater, toutes ces passions, qui allaient croissant d'heure en heure, pouvaient amener une explosion soudaine, et faire naître le prétexte désiré. Il était facile en outre de s'apercevoir que l'introduction successive des troupes françaises en Espagne contribuait beaucoup à augmenter l'exaltation des esprits, par les espérances inspirées aux uns, les craintes inspirées aux autres, l'attente excitée chez tous, et qu'elle finirait peut-être par provoquer un dénoûment. D'ailleurs il pouvait sortir de cet ensemble de causes un résultat qui aurait fort convenu à Napoléon : c'était la fuite de la famille royale d'Espagne, imitant la famille royale de Portugal, et allant comme elle chercher un asile en Amérique. Une pareille fuite aurait mis Napoléon tout à fait à l'aise, en lui livrant un trône vacant, que peut-être la nation espagnole, dans son indignation contre les fugitifs, lui aurait décerné elle-même. Cette nouvelle émigration en Amérique d'une dynastie européenne devint dès cet instant la solution à laquelle il s'arrêta, comme à la moins odieuse, la moins révoltante pour le public civilisé. Une manière certaine d'amener ce résultat, c'était d'augmenter le nombre des troupes françaises en Espagne, en enveloppant ses intentions d'un mystère toujours plus profond. C'est ce qu'il ne manqua pas de faire.

¹ Madame la duchesse d'Abrantès, dans des Mémoires qui révèlent une personne spirituelle, mais mal informée, a dit que la fille du prince Lucien n'était point venue à Paris, et que le refus de son père de l'y envoyer était ainsi devenu la cause de grands événements ; car Napoléon, obligé de renoncer à s'unir aux Bourbons d'Espagne, avait dès lors songé à les détronner. Cette assertion est inexacte. La fille du prince

Lucien vint à Paris, et n'y demeura point à cause de l'incident que je viens de rapporter. Je tiens d'un membre de la famille impériale, témoin oculaire de la scène que je raconte, et d'un personnage, membre de nos assemblées, et désigné pour reconduire la princesse en Italie (mission qu'il n'accepta pas), les détails que j'ai retracés.

Obligé de répondre aux deux lettres de Charles IV, qui lui demandait la main d'une princesse française pour Ferdinand et la publication du traité de Fontainebleau, il répondit à la première que, fort honoré pour sa maison du désir exprimé par la royale famille d'Espagne, il avait besoin cependant, avant de s'expliquer, de savoir si le prince des Asturies, poursuivi récemment comme criminel d'État, était rentré en grâce auprès de ses augustes parents; car il n'était personne qui voulût, disait-il, *s'allier à un fils déshonoré*. Il répondit à la seconde que les affaires ne se trouvaient pas encore assez avancées en Portugal pour qu'on pût en morceler l'administration, et surtout y diviser le commandement militaire en présence des Anglais prêts à débarquer; qu'on devait aussi se garder d'agiter l'esprit des peuples par la révélation prématurée du sort qui les attendait; que par tous ces motifs il fallait éviter pour quelque temps encore la publication du traité de Fontainebleau. Ce fut M. de Vandeuil, employé de la légation française, qui dut remettre ces deux lettres si ambiguës, sans y ajouter aucune explication de nature à en diminuer l'obscurité. A ce redoublement de mystère, Napoléon ajouta une nouvelle augmentation de ses forces.

On a vu quel soin il avait mis à organiser les corps destinés à l'Espagne, sans affaiblir ses armées d'Allemagne et d'Italie. Il avait en effet composé l'armée du Portugal avec les anciens camps des côtes de Bretagne et de Normandie; l'armée du général Dupont, dite *corps de la Gironde*, avec les trois premiers bataillons des cinq légions de réserve, plus quelques bataillons suisses ou parisiens; l'armée du maréchal Moncey, dite *corps d'observation des côtes de l'Océan*, avec douze régiments provisoires tirés des dépôts de la grande armée; la division des Pyrénées occidentales, destinée à Pampelune, avec quelques bataillons restés dans les camps de Bretagne et de Normandie; enfin, la division des Pyrénées orientales, avec les régiments italiens ou napolitains qui n'avaient pas servi en Allemagne, et que le retour de l'armée d'Italie rendait disponibles. Il voulut renforcer ces deux dernières divisions, et créer en outre une réserve générale pour tous ces corps.

Il augmenta la division des Pyrénées occidentales en lui adjoignant les quatrièmes bataillons des cinq légions de réserve, dont l'organisation s'achevait dans le moment. C'étaient trois mille hommes, qui, ajoutés aux trois ou quatre mille

acheminés déjà par Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune, devaient former une division de six à sept mille, suffisante pour occuper cette place et surveiller l'Aragon. Elle fut mise sous les ordres du général Merle, et le général Mouton, qui en avait été d'abord nommé commandant, eut mission d'aller inspecter les autres corps d'armée. Napoléon augmenta la division des Pyrénées orientales, composée d'Italiens, en lui adjoignant des bataillons provisoires tirés des dépôts français placés entre Alexandrie et Turin, et regorgeant de conscrits déjà instruits. Cette nouvelle division française devait être de cinq mille hommes, et, jointe à la division italienne de six ou sept mille que commandait le général Lecchi, former, sous le général Duhesme, un corps très-suffisant pour la Catalogne.

Quant à la réserve générale, Napoléon l'organisa à Orléans pour l'infanterie, à Poitiers pour la cavalerie. Il eut recours au même procédé qu'il avait employé pour composer le corps du maréchal Moncey, et il réunit à Orléans de nouveaux bataillons provisoires tirés des dépôts qui n'avaient pas encore fourni de détachements à l'Espagne. Le général Verdier dut commander ces six nouveaux régiments provisoires d'infanterie, désignés sous les numéros 15 à 18. Napoléon réunit à Poitiers quatre nouveaux régiments provisoires de cavalerie, également tirés des dépôts, présentant trois mille cavaliers de toutes armes, cuirassiers, dragons, hussards et chasseurs, sous un général de cavalerie d'un mérite rare, le général Lasalle. Il restitua au camp de Boulogne, à la garnison de Paris et aux camps de Bretagne, les dix vieux régiments ramenés de la grande armée; ce qui lui préparait, en cas de besoin, de nouvelles ressources d'une qualité supérieure. Enfin, il dirigea secrètement sur Bordeaux quelques détachements de la garde impériale en infanterie, cavalerie, artillerie, se doutant bien qu'il serait bientôt obligé de se rendre lui-même en Espagne, pour y amener le dénouement qu'il désirait. En évaluant à 25,000 hommes le corps du général Dupont, à 52,000 celui du maréchal Moncey, à 6,000 ou 7,000 la division des Pyrénées occidentales, à 11,000 ou 12,000 le corps des Pyrénées orientales, à 10,000 les deux réserves d'Orléans et Poitiers, à 2,000 ou 5,000 les troupes de la garde, on pouvait considérer comme représentant une force de quatre-vingt et quelques mille hommes les troupes dirigées sur l'Espagne, sans compter l'armée de Portugal, ce qui élevait à plus de 100,000 les nouveaux soldats destinés à la Péninsule. Mais ils

étaient si jeunes, si peu rompus aux fatigues, qu'il fallait s'attendre à une grande différence entre le nombre des hommes portés sur les contrôles et le nombre des hommes présents sous les armes. Du reste, un quart de cet effectif était encore en marche dans le courant de janvier 1808. Napoléon, voulant avancer le dénouement, ordonna à ses troupes un mouvement décidé sur Madrid. La grande route qui mène à cette capitale se bifurque à la hauteur de Burgos. L'un des embranchements passe à travers le royaume de Léon par Valladolid et Ségovie, franchit le Guadarrama vers Saint-Ildefonse, et tombe sur Madrid par l'Escorial. L'autre traverse la Vieille-Castille par Aranda, franchit le Guadarrama à Somo-Sierra (nom fameux dans nos annales militaires), et tombe sur Madrid par Buitrago et Chamartin. Les deux corps de Dupont et Monecy étant, le premier à Valladolid (route de Salamanque), le second entre Vittoria et Burgos, avant la bifurcation, n'avaient pas encore fait un pas qui pût révéler l'intention de marcher sur Madrid. Napoléon ordonna au général Dupont de diriger l'une de ses divisions sur Ségovie, et au maréchal Monecy l'une des siennes sur Aranda, sous prétexte de s'étendre pour vivre. Dès lors, la direction sur Madrid était démasquée. Mais l'entrée des troupes françaises en Catalogne et en Navarre, qu'il fallait enfin prescrire pour occuper Barcelone et Pampelune, disait bien plus clairement encore que le véritable but de ces mouvements était tout autre que Lisbonne. Afin de fournir une explication qui ne serait croyable qu'à demi, Napoléon, en ordonnant au général Duhesme de pénétrer en Catalogne, au général Merle d'entrer en Navarre, fit annoncer à la cour d'Espagne, par M. de Beauharnais, l'intention d'un double mouvement de troupes sur Cadix, l'un à travers la Catalogne, l'autre à travers l'Éstramadure et l'Andalousie. La flotte française qui était mouillée à Cadix pouvait être le motif de cette expédition. Si, du reste, on doutait à quelque degré, soit à la cour, soit dans le pays, du but allégué, il devait en résulter tout au plus un redoublement d'émotion, que Napoléon ne regrettait pas, puisqu'il voulait amener, sinon tout de suite, du moins prochainement, la fuite de la famille royale.

Napoléon trouvait trop d'avantage à avoir ses dépôts toujours pleins, au moyen de conscrits appelés à l'avance, et instruits douze ou quinze mois avant d'être employés, pour ne pas persévérer dans le système de conscription anticipée,

surtout dans un moment où il voulait former sur le littoral européen des camps nombreux à côté de ses flottes. En conséquence, après avoir demandé au printemps de 1807 la conscription de 1808, il voulut dès l'hiver de 1808 demander la conscription de 1809. Cette demande lui fournissait d'ailleurs l'occasion d'une communication au Sénat, et d'une explication spécieuse pour l'immense rassemblement de troupes qui s'opérait au pied des Pyrénées. Le Sénat fut donc réuni le 21 janvier, pour entendre un rapport sur les négociations avec le Portugal et sur la résolution arrêtée, déjà même exécutée, d'envahir le patrimoine de la maison de Bragançe. On en prenait texte pour développer le système d'occupation de toutes les côtes du continent, afin de répondre au blocus maritime par le blocus continental. La conscription de 1808, disait M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, auteur du rapport présenté au Sénat, avait été le signal et le moyen de la paix continentale, signée à Tilsit; la conscription de 1809 serait le signal de la paix maritime. Celle-ci malheureusement restait à signer dans un lieu que personne ne connaissait et ne pouvait dire. La promesse de n'employer que dans les dépôts les jeunes conscrits appelés un an d'avance était encore renouvelée cette fois, pour atténuer l'effet moral de ces appels anticipés. Un autre rapport annonçait la réunion à l'Empire, par suite de traités antérieurs, de Kehl, Cassel, Wesel et Flessingue: Kehl et Cassel, comme annexes indispensables aux places de Strasbourg et Mayence; Wesel, comme un point de haute importance sur le cours inférieur du Rhin; Flessingue enfin, comme le port d'un établissement maritime dont Anvers était le chantier. Cette dernière communication amenait à une profession de foi impériale sur le désintéressement de la France, qui ayant tenu dans ses mains l'Autriche, l'Allemagne, la Prusse, la Pologne, n'avait rien gardé pour elle-même, et se contentait d'acquisitions aussi insignifiantes que Kehl, Cassel, Wesel ou Flessingue. Napoléon voulait qu'on regardât le nouveau royaume de Westphalie, par exemple, non pas comme une extension de territoire, puisqu'il était donné à un prince indépendant, mais comme une simple extension du système fédératif de l'Empire français.

Bonnes ou mauvaises, ces argumentations, présentées en un langage brillant et grandiose, dont Napoléon avait fourni les idées et M. Regnaud le style, furent, selon la coutume, reçues avec une respectueuse inclination de tête de la part

des sénateurs, et suivies du vote de la conscription de 1809.

Ce nouveau contingent de 80,000 hommes devait porter à près de 900,000 la masse des troupes françaises, répandues sur la Vistule, l'Oder, les bords de la Baltique, les Alpes, le Pô, l'Adige, l'Isonzo, les côtes de l'Illyrie et des Calabres, sur l'Èbre enfin et sur le Tage. En y joignant cent mille alliés au moins, c'était plus d'un million d'hommes, dont les trois quarts de vieux soldats, égaux pour le moins aux soldats de César, et conduits par un homme qui, sous le rapport du génie militaire, était supérieur au capitaine romain. Qu'y avait-il d'impossible avec ces forces colossales, les plus grandes dont aucun mortel ait jamais disposé, si la prudence politique venait contenir l'ivresse de la victoire? Napoléon ressentait, lorsqu'il en faisait le dénombrement, une satisfaction dangereuse, n'éprouvait d'embarras que pour les payer, mais comptait sur la continuation de la guerre pour les faire vivre à l'étranger, ou sur la paix pour lui permettre d'en réduire l'effectif sans en diminuer les cadres. C'est sur cette puissance militaire prodigieuse qu'il s'appuyait pour tout oser, pour tout vouloir, se considérant à cette hauteur comme dispensé des règles de la morale ordinaire, pouvant donner ou retirer les trônes à la façon de la Providence, toujours justifié comme elle par la grandeur des vues et des résultats.

C'est à cette époque que remonte l'origine d'une idée, dont Napoléon fut sans cesse préoccupé depuis, en fait d'organisation militaire, qui n'était pas absolument bonne en soi, mais qui pour lui seul aurait pu avoir des avantages : c'était de convertir les régiments français en légions, à peu près semblables aux légions romaines. Le bataillon composé de 700 à 800 soldats, ayant pour mesure la puissance physique de l'homme qui ne peut pas commander directement à un plus grand nombre; le régiment composé de trois ou quatre bataillons, et ayant pour mesure la sollicitude du colonel, qui ne peut soigner paternellement une plus grande réunion d'individus, ont été dans les temps modernes la base de l'organisation militaire. Avec plusieurs régiments on a formé la brigade, avec plusieurs brigades la division, avec plusieurs divisions l'armée. Généralement on a laissé sur la frontière un bataillon dit bataillon de dépôt, dans lequel on a pris l'habitude de réunir les hommes faibles, convalescents, non encore instruits, avec les officiers les moins capables d'un service actif, pour offrir à la fois

un lieu de repos et d'instruction, et fournir au recrutement continu des bataillons de guerre. C'est en maniant cette organisation avec un art profond que Napoléon avait su créer ces armées qui, parties du Rhin, quelquefois de l'Adige ou du Volturne, allaient combattre et vaincre sur la Vistule ou le Niémen. Le soin constant des dépôts avait été la secrète cause de ses succès, autant que son génie des combats. Maintenant son art allait se compliquer, sa sollicitude s'étendre, à mesure que ces dépôts, placés sur le Pô et sur le Rhin, ayant déjà envoyé des détachements aux armées de Prusse et de Pologne, devaient en envoyer encore aux armées d'Espagne, de Portugal, d'Illyrie. Suivre de l'œil cent seize régiments français d'infanterie, quatre-vingts de cavalerie, desquels on avait tiré un nombre considérable de corps provisoires, plus la garde impériale, les Suisses, les Polonais, les Italiens, les Irlandais, les auxiliaires allemands et espagnols; suivre de l'œil le régiment et ses détachements en tout pays, en diriger la formation, l'instruction, le placement, de manière à assurer le meilleur emploi de chacun, et à prévenir la désorganisation qui pouvait naître de la dislocation des parties, car un régiment dont le dépôt était sur le Rhin avait quelquefois des bataillons en Pologne, en Allemagne, en Espagne, en Portugal, tout cela exigeait une attention difficile, et singulièrement fatigante même pour le plus infatigable de tous les génies. Napoléon imagina donc soixante légions, au lieu de cent vingt régiments, composées chacune de huit bataillons de guerre, commandées par un maréchal de camp, plusieurs colonels et lieutenants-colonels, pouvant fournir des bataillons de guerre en Pologne, en Italie, en Espagne, et ayant un seul dépôt auquel se rapporteraient tous les détachements qu'on en aurait tirés. C'était dénaturer le régiment, base plus juste, avouons dit, puisqu'elle a pour mesure la force physique du chef de bataillon et la force morale du colonel, et lui substituer une nouvelle composition entièrement arbitraire, pour la commodité d'une position unique, unique comme le génie et la fortune de Napoléon; car, excepté lui, qui pouvait jamais avoir des bataillons d'un même régiment à envoyer en Pologne, en Italie, en Espagne? Cette conception lui tenait tellement à cœur qu'il ne cessa depuis d'y songer pendant son règne, et même dans l'exil. Toutefois, sur les objections de MM. Lacuée et Clarke, il se réduisit à un projet moyen, qui, sans dénaturer le régiment, en augmentait la composition, de ma-

nière à diminuer le nombre total des corps. Il décida par un décret, qui ne fut définitivement signé que le 18 février, que tous les régiments d'infanterie seraient formés à cinq bataillons, dont quatre de guerre, un de dépôt; chaque bataillon à six compagnies, une de grenadiers, une de voltigeurs, quatre de fusiliers. Le bataillon de dépôt était fixé à quatre compagnies seulement, les compagnies d'élite ne devant se former qu'en guerre. D'après ce décret, chaque compagnie était de 140 hommes, le régiment total de 3,970 hommes, dont 108 officiers et 3,862 sous-officiers et soldats. Le colonel et quatre chefs de bataillon commandaient les bataillons de guerre, et le major restait au dépôt. Dans cette formation, qui excédait déjà les proportions naturelles du régiment, et qui était amenée par la situation de Napoléon et de la France, un même régiment, ayant son dépôt sur le Rhin, pouvait, par exemple, avoir deux bataillons de guerre à la grande armée, un sur les côtes de Normandie, un en Espagne. Un régiment, ayant son dépôt en Piémont, pouvait avoir deux de ses bataillons de guerre en Dalmatie, un en Lombardie, un en Catalogne. De la sorte chaque corps prenait part à tous les genres de guerre à la fois; et quand les hostilités cessaient au nord, on avait soin de laisser reposer tout ce qui venait de servir en Pologne, et de diriger vers l'Espagne tout ce qui n'avait pas fait les dernières campagnes, ou tout ce qui avait la force et le désir d'en faire plusieurs de suite. Mais cette composition des régiments, qui offrait peut-être quelques avantages pour Napoléon et pour l'Empire tel qu'il était devenu, est une preuve singulière de l'influence qu'une politique extrême exerçait déjà sur l'organisation militaire. Tandis que l'extension de ses entreprises allait affaiblir les armées de Napoléon en les dispersant, elle allait affaiblir aussi le régiment lui-même, en l'étendant outre mesure, en diminuant l'énergie de l'esprit de famille chez des frères d'armes trop éloignés les uns des autres. Un corps militaire est un tout qui a ses proportions naturelles, son architecture, si on peut ainsi parler, qu'on s'expose à dénaturer en voulant trop l'étendre.

Du reste, plusieurs dispositions de ce décret révélaient les nobles et mâles sentiments du grand homme qui l'avait conçu. L'aigle du régiment, objet du respect, de l'amour, du dévouement des soldats, car c'est leur honneur, devait être là où se trouverait le plus grand nombre de bataillons, et être confiée à un porte-aigle, qui aurait grade, rang, paye de lieutenant, qui com-

terait dix années de service, ou aurait figuré aux campagnes d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland. A côté de lui devaient être placés, à titre de second et troisième porte-aigle, avec rang de sergent et paye de sergent-major, deux vieux soldats, ayant assisté aux grandes batailles, et n'ayant pu avoir d'avancement comme illettrés. C'était une digne façon d'employer et de récompenser de braves gens, chez lesquels l'intelligence n'égalait pas le cœur. Tout dans l'État recevait, comme on le voit, l'influence du génie immodéré de Napoléon et l'empreinte de sa grande âme.

Exalté par le sentiment de sa puissance, se croyant tout permis depuis que l'Angleterre se permettait tout à elle-même, considérant la guerre continentale comme terminée, et la prolongation de la guerre maritime comme un délai utile à l'achèvement de ses desseins, Napoléon était résolu à briser tous les obstacles qui contrariaient sa volonté. Tandis qu'il donnait les ordres que nous venons de rapporter pour faire entrer la Péninsule espagnole dans le système de son Empire, il en donnait d'à peu près semblables pour faire entrer dans le même système la Péninsule italienne, et pour en finir, d'une part, avec la souveraineté du Pape, qui le gênait au centre de l'Italie; de l'autre, avec celle des Bourbons de Naples, qui le bravait du milieu de l'île de Sicile.

On a vu comment le refus de rendre les Légations au Saint-Siège après le sacre, puis la conquête du royaume de Naples, qui achevait de faire des États romains une simple enclave de l'Empire français, avaient successivement mécontenté Pie VII, et converti sa douceur ordinaire en une irritation continue, quelquefois violente, contre Napoléon, que cependant il aimait. La privation des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, données à M. de Talleyrand et au maréchal Bernadotte, l'occupation d'Ancône, les passages continuels de troupes françaises, avaient mis le comble aux déplaisirs et à l'exaspération du Saint-Père. Aussi ne voulait-il adhérer à aucune des demandes de la France, et les rejetait-il toutes, les unes par des raisons spécieuses, les autres par des raisons qui ne l'étaient pas, et qu'il ne prenait pas la peine de rendre telles. Il avait refusé d'abord de casser le premier mariage du prince Jérôme, consommé sans aucune formalité, et avait consenti tout au plus, après l'annulation prononcée par l'autorité ecclésiastique française, à fermer les yeux sur cette annulation.

Il avait refusé de reconnaître Joseph comme roi de Naples, reçu à Rome les cardinaux napolitains récalcitrants, et donné asile dans les faubourgs de cette capitale à tous les brigands qui égorgaient les Français. Il avait gardé auprès de lui le consul du roi de Naples détrôné, prétendant que ce roi, retiré en Sicile, était au moins souverain de Sicile, et pouvait par conséquent se faire représenter à Rome. Il n'avait pas consenti à exclure les Anglais du territoire des États romains, disant qu'il était souverain indépendant, qu'à ce titre il pouvait être en paix ou en guerre avec qui il voulait; et il ajoutait qu'en sa qualité de chef de la chrétienté il ne devait se mettre en guerre avec aucune des puissances chrétiennes, même non catholiques. Il faisait attendre l'institution canonique des évêques, exigeait un voyage à Rome de la part des évêques italiens, contestait l'extension du concordat français aux provinces italiennes devenues françaises, telles que la Ligurie ou le Piémont, et l'extension du concordat italien aux provinces vénitiennes, annexées les dernières au royaume d'Italie. Enfin il ne se prêtait à aucun des arrangements proposés pour la nouvelle Église allemande, et sur tout sujet, quel qu'il fût, opposait les difficultés naturelles qui en naissaient, ou créait volontairement celles qui n'existaient pas. Napoléon recueillait ainsi le prix de sa négligence à contenter la cour de Rome, qu'il aurait pu maintenir dans les meilleures dispositions, moyennant quelques sacrifices de territoire qui lui eussent été faciles; car, sans toucher aux royaumes de Lombardie et de Naples, il avait Parme, Plaisance, la Toscane, pour arrondir le domaine du Saint-Siège. Il est vrai que son impérieuse volonté de soumettre l'Italie entière à son régime de guerre contre les Anglais eût été dans tous les cas une difficulté grave. Mais il eût été certainement possible, sous la forme d'un traité d'alliance offensive et défensive, d'obtenir du Pape satisfait son adhésion à toutes les conditions de guerre qu'on voulait imposer à l'Italie.

Ne tenant aucun compte des motifs qui lui avaient aliéné le Saint-Père, Napoléon lui faisait dire : « Vous êtes souverain de Rome, il est vrai, mais contenu dans l'Empire français; vous êtes pape, je suis empereur, empereur comme l'étaient les empereurs germaniques, comme l'était plus anciennement Charlemagne; et je suis pour vous Charlemagne à plus d'un titre, à titre de puissance, à titre de bienfait. Vous obéirez donc aux lois du système fédératif de l'Empire, et vous

fermerez votre territoire à mes ennemis. » La forme de cette prétention avait blessé Pie VII encore plus que le fond. Ses yeux, ordinairement si doux, s'étaient allumés de tous les feux de la colère, et il avait déclaré au cardinal Fesch qu'il ne reconnaissait pas de souverain au-dessus de lui sur la terre; que si on voulait renouveler la tyrannie des empereurs allemands du moyen âge, il renouvellerait la résistance de Grégoire VII, et que, bien qu'on prétendît que les armes spirituelles avaient perdu de leur force, il ferait voir qu'elles pouvaient être puissantes encore contre un souverain d'origine récente, qu'il avait consacré de ses mains, et qui devait à cette consécration une partie de son autorité morale. A cela Napoléon répliquait qu'il craignait peu les armes spirituelles dans le xix^e siècle; que du reste il ne donnerait aucun prétexte légitime à leur emploi, en s'abstenant de toucher aux matières religieuses; qu'il se bornerait à frapper le souverain temporel, qu'il le laisserait au Vatican, évêque respecté de Rome, chef des évêques de la chrétienté, et qu'au prince temporel, dont la souveraineté spirituelle n'aurait reçu aucune atteinte, personne ne s'intéresserait, ni en France, ni en Europe.

Le cardinal Fesch, dont le caractère hautain, l'esprit médiocre et tracassier, pouvaient compromettre les négociations les plus faciles, ayant été remplacé par M. Alquier, habitué successivement auprès des cours de Madrid et de Naples à traiter avec les vieilles royautés, et porté à les ménager, la situation n'en était pas moins restée la même, et les rapports entre les deux gouvernements avaient conservé toute leur aigreur. La cour pontificale imagina cependant d'envoyer à Paris un cardinal, pour terminer par une transaction les différends qui divisaient Rome et l'Empire, et elle fit choix du cardinal Litta. Napoléon le refusa, comme l'un des cardinaux animés du plus mauvais esprit. On choisit alors le cardinal français de Bayanne, membre éclairé et sage du sacré collège. Le Pape, en même temps, afin de prouver que le cardinal Consalvi n'était pas l'auteur de sa résistance, ainsi que le supposait Napoléon, retira la secrétairerie d'État à cet ami, pour la donner à un vieux prélat sans esprit et sans force, le cardinal Casoni. « On verra, s'écria-il avec un orgueil qui malgré sa douceur éclatait tout à coup lorsqu'on l'irritait, on verra que c'est à moi, à moi seul, qu'on a affaire; que c'est moi qu'il faut opprimer, fouler sous les pieds des soldats français, si on veut violenter mon autorité. »

Ne gardant plus de ménagements, Napoléon, comme nous l'avons dit, fit occuper militairement par le général Lemarois les provinces d'Urbino, d'Ancône, de Maccrata, qui forment le rivage de l'Adriatique ; et alors le Saint-Siège, Pape et cardinaux, craignant que ces provinces ne finissent par subir le sort des Légations, songèrent un moment à composer, et on en vint à un accommodement, dont les conditions étaient les suivantes :

Le Pape, souverain indépendant de ses États, proclamé tel, garanti tel par la France, contracterait cependant une alliance avec elle, et, toutes les fois qu'elle serait en guerre, exclurait ses ennemis du territoire des États romains.

Les troupes françaises occuperaient Ancône, Civita-Vecchia, Ostie, mais seraient entretenues aux frais du gouvernement français.

Le Pape s'engagerait à creuser et à mettre en état le port envasé d'Ancône.

Il reconnaîtrait le roi Joseph, renverrait le consul du roi Ferdinand, les assassins des Français, les cardinaux napolitains ayant refusé le serment, et renonceraient à son ancien droit d'investiture sur la couronne de Naples.

Il consentirait à étendre le concordat d'Italie à toutes les provinces composant le royaume d'Italie, et le concordat de France à toutes les provinces d'Italie converties en provinces françaises.

Il nommerait sans délai les évêques français et italiens, et n'exigerait pas de ces derniers le voyage à Rome.

Il désignerait des plénipotentiaires chargés de conclure un concordat germanique.

Enfin, pour rassurer Napoléon sur l'esprit du sacré collège, et pour proportionner l'influence de la France à l'extension de son territoire, il porterait à un tiers du nombre total des cardinaux le nombre des cardinaux français.

Cet arrangement était près de se terminer, lorsque le Pape, poussé par des suggestions malheureuses, et surtout blessé par deux clauses, celle qui obligeait le Saint-Siège à fermer son territoire aux ennemis de la France, et celle qui augmentait le nombre des cardinaux français, clauses dont la première était inévitable dans la situation géographique des États romains, et la seconde propre à tout pacifier dans l'avenir, le Pape refusa péremptoirement de donner son adhésion.

Alors, sans plus entendre une seule observation, sans même écouter l'offre de revenir sur un premier refus, Napoléon fit remettre ses passe-

ports à M. le cardinal de Bayanne, et envoya les ordres nécessaires pour l'invasion des États romains. Au fond, il était décidé, là comme en Espagne, à en venir à une solution définitive, c'est-à-dire à laisser le Pape au Vatican, avec un riche revenu, avec une autorité purement spirituelle, et à le priver de la souveraineté temporelle de l'Italie centrale. Mais, s'attendant à avoir affaire aux Espagnols sous deux ou trois mois, c'est-à-dire aux approches de Pâques, il ne voulait pas que les causes religieuses vinssent se joindre aux causes politiques pour émouvoir un peuple fanatique. Il forma donc le projet d'occuper pour le moment Rome et les provinces qui bordent la Méditerranée, comme il avait déjà fait occuper celles qui bordent l'Adriatique. En conséquence, il ordonna au général commandant en Toscane de réunir 2,500 hommes à Pérouse, au général Lemarois d'en acheminer autant sur Foligno, au général Miollis de se mettre à la tête de ces deux brigades, de s'avancer sur Rome, de recueillir en passant une colonne de 5,000 hommes, que Joseph avait ordre de faire partir de Terracine, et d'envahir avec ces 8,000 soldats la capitale du monde chrétien. Le général Miollis devait entrer de gré ou de force dans le château Saint-Ange, prendre le commandement des troupes papales, laisser le Pape au Vatican avec une garde d'honneur, ne se mêler en rien du gouvernement, dire qu'il venait occuper Rome, pour un temps plus ou moins long, dans un intérêt tout militaire, et afin d'éloigner de l'État romain les ennemis de la France. Il ne devait s'emparer que de la police, et en user pour chasser tous les brigands qui faisaient de Rome un repaire, pour renvoyer les cardinaux napolitains à Naples, et puiser dans les caisses publiques ce qui était nécessaire à l'entretien des troupes françaises.

L'illustre Miollis, vieux soldat de la république, joignant à un caractère inflexible l'esprit le plus cultivé, la probité la plus pure, et une grande habitude de traiter avec les princes italiens, était plus propre qu'aucun autre à remplir cette mission rigoureuse en conservant les égards dus au chef de la chrétienté. Napoléon lui alloua un traitement considérable, avec ordre de tenir à Rome un grand état, et d'habituer les Romains à voir dans le général français établi au château Saint-Ange le véritable chef du gouvernement, bien plutôt que dans le pontife laissé au Vatican.

L'invasion du Portugal avait attiré vers Gibraltar les troupes que les Anglais tenaient en

Sicile, et celles qu'ils avaient ramenées battues d'Alexandrie. Il ne restait pas en Sicile pour conserver ce débris de sa couronne à leur infortunée victime, la reine Caroline, plus de 7,000 à 8,000 hommes. C'était le cas de préparer une expédition contre cette île, et de profiter de la réunion des flottes françaises dans la Méditerranée pour transporter cette expédition. Napoléon avait ordonné à l'amiral Rosily, commandant la flotte française de Cadix, à l'amiral Allemand, commandant la belle division de Rochefort, de lever l'ancre à la première occasion favorable, et de faire leur jonction avec la division de Toulon. Il avait obtenu qu'on donnât le même ordre à la division espagnole de Carthagène, commandée par l'amiral Valdès, ordre exécuté avec assez de ponctualité depuis que le gouvernement espagnol se montrait si soumis, et il s'attendait à avoir vingt et quelques vaisseaux à Toulon sous l'amiral Ganteaume, si toutes ces réunions s'opéraient heureusement. Avec une seule de ces réunions, celle de l'escadre de Rochefort, l'une des plus probables à cause du point de départ, et la plus désirable à cause de la qualité des équipages et du commandant, il en avait assez pour transporter une armée en Sicile, et pour ravitailler Corfou, second objet, et non pas le moins important, de l'expédition. Il ordonna donc à l'amiral Ganteaume de réunir à Toulon, et d'embarquer sur la division déjà réunie en ce port, une masse considérable de munitions de tout genre, telles que blé, biscuit, poudre, projectiles, affûts, outils, afin de déposer ce chargement à Corfou, quel que fût le succès de l'opération contre la Sicile. Il enjoignit à Joseph de rassembler à Baïes 8,000 ou 9,000 hommes avec leur armement complet, et à Scylla, vis-à-vis le Phare, 7,000 ou 8,000 autres, avec beaucoup de felouques et d'embarcations propres à traverser le très-petit bras de mer qui sépare la Sicile de la Calabre. Il voulait que tout fût prêt de manière que l'amiral Ganteaume, parti de Toulon et arrivé devant Baïes, pût embarquer les 8,000 à 9,000 hommes concentrés sur ce point, les transporter en vingt-quatre heures au nord du Phare, où viendraient aboutir de leur côté les 7,000 ou 8,000 autres assemblés à Scylla, et embarqués sur les petits bâtiments qu'on se serait procurés. On devait, avec ces 15,000 ou 16,000 hommes, enlever le Phare, le charger d'artillerie, armer également le fort de Scylla, et, ces deux points qui fermaient le détroit acquis aux Français, se rendre maître à toujours du passage. Un tel ré-

sultat obtenu, il n'y avait plus un soldat anglais qui osât rester en Sicile.

Mais cette hardie entreprise supposait que les ordres réitérés de Napoléon, relativement aux deux points que les Anglais possédaient encore sur la côte de Calabre, Scylla et Reggio, auraient reçu leur exécution. Napoléon s'était plusieurs fois indigné contre Joseph de ce qu'avec une armée de plus de 40,000 hommes il souffrait que les Anglais eussent encore le pied sur la terre ferme d'Italie. « C'est une honte, lui écrivait-il, que les Anglais puissent nous résister sur terre. Je ne veux pas que vous m'écriviez avant que cette honte soit réparée; et, si elle ne l'est bientôt, j'enverrai l'un de mes généraux vous remplacer dans le commandement de mon armée de Naples. » Sensible à ces reproches, Joseph avait chargé le général Reynier d'attaquer les deux points fortifiés de Scylla et de Reggio, qui offusquaient si vivement les yeux de Napoléon. On touchait au moment de les prendre, mais ils n'étaient pas pris. Napoléon en ressentit une vive colère. Cependant, son irritation contre la mollesse de son frère ne changeant rien à l'état des choses, il fut convenu que le projet d'expédition serait modifié, car on ne pouvait pas s'emparer du détroit quand la côte des Calabres, qui aurait dû naturellement appartenir aux Français, n'était pas encore en leur possession. En conséquence, l'amiral Ganteaume dut se rendre d'abord à Corfou, pour y déposer le vaste approvisionnement de guerre embarqué sur la flotte; puis revenir dans le détroit, toucher à Reggio, qui probablement serait pris à l'époque présumée de son apparition dans ces mers, y prendre une douzaine de mille hommes, et les transporter par l'intérieur du détroit au midi du Phare. La saison était pour l'amiral Ganteaume une raison de plus d'agir ainsi; car, en opérant par l'intérieur du détroit et au midi du Phare, on était à l'abri des vents violents qui, dans l'hiver, soufflent du nord-ouest, et rendent dangereuse l'approche de la côte nord de la Sicile.

Ces dispositions étant arrêtées, l'amiral Ganteaume se tint prêt à s'embarquer à la première apparition de l'une des divisions navales qu'on attendait à chaque instant de Carthagène, de Cadix ou de Rochefort. On se souvient sans doute que, sur les observations fort sages de l'amiral Decrès, il avait été convenu que les divisions de Brest et de Lorient resteraient dans l'Océan, et que celles de Rochefort et de Cadix recevraient seules l'ordre de pénétrer dans la Méditerranée.

L'amiral Rosily avait fort à cœur de sortir de Cadix, où il était retenu depuis plus de deux ans. Mais il lui était plus difficile de sortir qu'à aucun autre, à cause du détroit et de Gibraltar. C'est à l'immensité des mers qu'on doit la facilité de s'éviter ; mais, dans le resserrement d'un détroit, et à portée d'un poste comme Gibraltar, il était presque impossible de tromper l'ennemi, et de lui échapper. La mer entre la côte d'Espagne et celle d'Afrique était couverte de petits bâtiments montant la garde pour la flotte anglaise, qui se tenait au large afin de donner à l'amiral Rosily la tentation de sortir. Mais, aussitôt que celui-ci appareillait, on voyait reparaitre toute entière l'armée navale de l'ennemi. La division Rosily était parfaitement armée, grâce aux ressources du port de Cadix, abondantes pour le gouvernement français qui payait bien, nulles pour le gouvernement espagnol qui ne payait pas. Elle était de plus composée d'équipages excellents, qui avaient navigué et soutenu la plus grande bataille navale du siècle, celle de Trafalgar. L'amiral Rosily, vieux marin, expérimenté autant que brave, n'aurait pas été embarrassé de combattre une division anglaise, même supérieure en forces à la sienne ; cependant, avec six vaisseaux et deux ou trois frégates, il ne pouvait braver douze ou quinze vaisseaux et une multitude de frégates, sans s'exposer à un nouveau désastre. Aussi, quoiqu'il eût l'ordre de sortir depuis septembre 1807, il n'y avait pas encore réussi en février 1808.

Le contre-amiral Allemand, l'officier de mer le plus hardi que la France eût alors, surtout comme navigateur, se trouvait aussi fort étroitement bloqué à Rochefort, et le revers essuyé par les frégates du capitaine Soleil en offrait la preuve. Mais une fois hors des pertuis par une sortie audacieuse, l'Océan s'ouvrait devant lui, et avec des équipages excellents, de bons vaisseaux, et sa hardiesse en mer, il avait bien des chances pour échapper aux Anglais. Plusieurs fois il appareilla, et plusieurs fois il vit l'ennemi accourir en tel nombre qu'échapper était impossible. Un jour cependant, le 17 janvier 1808, favorisé par un gros temps, il mit à la voile, sortit sans être aperçu, plongea dans le golfe de Gascogne, doubla heureusement le cap Ortegale, contourna toute l'Espagne, arriva en vue du resserrement des côtes d'Europe et d'Afrique, et, par une nuit obscure et un vent affreux de l'ouest, se jeta hardiment dans ce détroit, si bien gardé, que l'amiral Rosily ne pouvait y paraître

sans qu'il se couvrit de voiles anglaises. Il y a longtemps qu'on a dit que la fortune seconde les audacieux ; cette fois du moins elle n'y manqua pas, et en peu d'heures l'amiral Allemand se trouvait avec toute sa division en pleine Méditerranée, ayant passé devant Gibraltar et Ceuta sans être aperçu. Le 3 février il paraissait en vue de Toulon, et faisait signal à l'amiral Ganteaume de partir, pour aller tous ensemble au but marqué par l'Empereur. La joie de ce brave marin était au comble d'avoir opéré si heureusement une traversée si périlleuse.

La division espagnole de Carthagène, beaucoup moins observée que celle de l'amiral Rosily, parce qu'elle était à plus de cent lieues du détroit, et qu'on ne faisait pas alors à la marine espagnole l'honneur de la croire entreprenante, la division de Carthagène avait peu de difficultés à vaincre pour sortir. Elle avait donc pu lever l'ancre et faire voile vers Toulon, conformément aux ordres de Napoléon. Elle était commandée par l'amiral Valdès, et se composait d'un vaisseau à trois ponts fort beau, d'un quatre-vingts, de quatre soixante et quatorze. Après trois ans d'immobilité dans le port, elle avait ses carènes sales, était médiocrement pourvue en équipages, et ne portait pas pour trois mois de vivres. Soit qu'on lui eût donné l'ordre secret de ne pas remplir sa mission, soit que la timidité des marins espagnols fût devenue extrême, elle avait navigué autour des Baléares, pour y trouver au besoin un asile, et, à la première apparition d'une voile anglaise, elle s'y était réfugiée, mandant à son gouvernement, qui s'était hâté de le faire savoir à Paris, qu'elle était bloquée, et qu'elle ne savait pas quand il lui serait possible de reprendre la mer. Trahison ou faiblesse, le résultat était absolument le même pour les projets de Napoléon, et révélait dans tout son jour la manière dont l'Espagne était habituée à remplir son devoir d'allié.

Du reste, l'amiral Ganteaume avait ordre de sortir à la première jonction qui viendrait augmenter ses forces. Ayant en effet rallié aux cinq vaisseaux de Toulon les cinq de Rochefort, il n'avait rien à craindre dans la Méditerranée. Les vaisseaux équipés à Toulon étaient loin de valoir ceux qui arrivaient de Rochefort ; et en particulier les vaisseaux équipés dans le port de Gènes l'avaient été avec des enfants recueillis sur les quais de cette grande ville, les vrais marins génois ayant fui dans les montagnes de l'Apenin. Néanmoins, comme il régnait un excellent

esprit dans la marine de Toulon, esprit qui était traditionnel en ce port, et que le contre-amiral Cosmao s'attachait à ranimer par son exemple, la bonne volonté suppléait à l'inexpérience, et la division de Toulon pouvait se conduire honorablement. L'amiral Ganteaume, avec deux lieutenants excellents, les contre-amiraux Allemand et Cosmao, comptait deux vaisseaux à trois ponts, un de quatre-vingts, sept de soixante et quatorze, deux frégates, deux corvettes, deux grosses flûtes, en tout seize voiles. Après avoir pris le temps de répartir sur la flotte entière l'immense approvisionnement qu'il était chargé de déposer à Corfou, il leva l'ancre le 10 février, se dirigeant sur les îles Ioniennes, d'où il devait revenir ensuite dans le détroit de Sicile, pour porter une armée française de Reggio à Catane, lorsqu'il aurait accompli la première partie de sa mission. Il mit à la voile le 10 février, et disparut sans qu'aucun bâtiment ennemi fût signalé. Avec la composition de sa flotte, et dans l'état des forces ennemies au sein de la Méditerranée, tout lui présageait un résultat heureux. En cas de séparation, le rendez-vous était à la pointe de l'Italie, vis-à-vis les côtes de l'Épire, ayant pour refuge le golfe de Tarente, les bouches du Cattaro, et Corfou même, premier but de l'expédition.

Tandis que cette navigation, qui fut longue et dura deux mois, commençait, les événements d'Espagne suivaient leur triste cours. Les lettres de Napoléon en réponse à la demande de mariage et à la proposition de publier le traité de Fontainebleau, écrites le 10 janvier, expédiées le 20, n'arrivèrent que le 27 ou le 28, et ne furent remises que le 1^{er} février. Elles n'étaient pas de nature à rassurer la cour d'Espagne. Par surcroît de malheur, le procès de l'Escurial s'achevait alors avec un éclat extraordinaire, et à la confusion de ceux qui l'avaient entrepris.

Malgré tous les efforts qu'on avait déployés pour faire déclarer complices d'un crime qui n'existait pas les amis du prince des Asturies, leur innocence, appuyée sur l'opinion publique, les avait sauvés. Le marquis d'Ayerbe, le comte d'Orgas, les ducs de San-Carlos et de l'Infantado, le dernier surtout, s'étaient comportés avec une dignité parfaite. Mais le chanoine Escoiquiz en particulier avait montré une fermeté presque provocatrice, excité qu'il était par le danger, par l'ambition de soutenir son rôle, par l'amour de son royal élève, par l'indignation d'un honnête homme. Malgré les menaces inconvenantes du directeur de ce procès, Simon de Viegas, l'un des

plus vils agents de la cour, Escoiquiz, sans désavouer les écrits sur lesquels reposait l'accusation, avait persisté à soutenir et à démontrer son innocence, disant qu'en effet il avait cherché dans ces écrits à dévoiler les turpitudes et les crimes du favori, que c'était là servir le roi et non pas le trahir; que l'ordre en blanc, signé d'avance, pour conférer au duc de l'Infantado des pouvoirs militaires, était une précaution légitime contre un projet d'usurpation connu de tout le monde, et dont il prenait l'engagement de fournir la preuve, si on voulait le placer en présence de Godoy, et permettre qu'il appelât des témoins qui tous étaient prêts à révéler d'affreuses vérités. Le courage de ce pauvre prêtre, désarmé, n'ayant contre une cour toute-puissante d'autre appui que l'opinion, avait déconcerté les accusateurs, et inspiré un intérêt général : car, bien que la procédure fût secrète, les détails en étaient connus tous les jours, et se transmettaient de bouche en bouche avec une rapidité que la passion la plus vive peut seule expliquer, dans un pays sans journaux et presque sans routes. Les juges commençant à chanceler, on leur avait adjoint un renfort de magistrats qu'on supposait dévoués, pour rendre la condamnation plus certaine. Le fiscal don Simon de Viegas s'était conformé à l'ordre qu'il avait reçu de requérir la peine de mort contre les accusés. La cour, circonvenant de toutes les manières les juges sur lesquels elle avait cru pouvoir compter, leur demandait de prononcer la condamnation requise par le fiscal, non pour la faire exécuter, mais pour donner au roi l'occasion d'exercer sa clémence. On ne poursuivait qu'un but, disait-on : c'était de rendre plus respectable l'autorité royale, en punissant d'un arrêt de mort la pensée seule de lui manquer, et de la rendre plus chère aux peuples, en faisant émaner d'elle un grand acte de clémence envers les condamnés. C'était, en effet, le projet de la cour d'obtenir une condamnation à mort pour ne point la faire exécuter. Mais personne ne comptait assez sur elle pour lui confier la tête des hommes les plus honorés de la grandesse espagnole, et l'opinion publique d'ailleurs, prête à se déchaîner contre les juges prévaricateurs qui livreraient l'innocence, était plus imposante que la cour. L'un des juges, parent du ministre de grâce et de justice, don Eugenio Caballero, atteint d'une maladie mortelle, ne voulut pas rendre le dernier soupir sans avoir émis un avis digne d'un grand magistrat. Il pria ses collègues composant le tribunal extraordi-

naire de se transporter dans sa demeure, pour délibérer près de son lit de mort. Quand ils furent réunis, don Eugenio soutint qu'il était impossible de juger les complices d'un délit vrai ou faux sans l'auteur principal, c'est-à-dire sans le prince des Asturies, et que, d'après les lois du royaume, ce prince ne pouvait être appelé et entendu que devant les cortès assemblées; qu'au surplus le crime était imaginaire; que les preuves fournies étaient nulles ou dépourvues de caractère légal, car c'étaient des copies et non des originaux qu'on avait sous les yeux; que la personne inconnue qui avait dénoncé ces faits devait, d'après la loi espagnole, se présenter elle-même et déposer sous la foi du serment; que dans l'état de la procédure, sans accusé principal, sans preuves, sans témoins, avec tout ce qu'on savait d'ailleurs du prétendu attentat imputé à un prince objet de l'amour de la nation, et à de grands personnages objet de son respect, des juges intègres devaient se déclarer hors d'état de prononcer, et supplier la royauté de mettre au néant un procès aussi scandaleux.

A peine ce courageux citoyen d'une monarchie absolue, dans laquelle, tout absolue qu'elle était, il y avait des lois et des magistrats imbus de leur esprit, à peine avait-il opiné, que ses collègues adhérèrent à son avis, et opinèrent comme lui avec une sorte d'enthousiasme patriotique. Ils s'embrassèrent tous après cet arrêt, comme des hommes prêts à mourir. On croyait en effet, non pas Charles IV, mais la cour, capable de tout contre les juges qui avaient trompé ses calculs, et on exagérait sa cruauté, ne pouvant exagérer sa bassesse.

Quand cet arrêt fut connu, il transporta le public de joie, et il frappa la cour d'abattement. On persuada au pauvre Charles IV qu'il fallait faire éclater sa propre justice, à défaut de celle des magistrats, et on lui arracha un décret royal, en vertu duquel les ducs de San-Carlos et de l'Infantado, le marquis d'Ayerbe, le comte d'Orgas, furent exilés à soixante lieues de la capitale, et privés de leurs dignités, grades et décorations. Le chanoine Escoïquiz, le plus haï de tous, fut traité plus sévèrement. On lui retira ses bénéfices ecclésiastiques, et on le condamna à finir ses jours dans le monastère du Tardon. On voulait en outre que le cardinal de Bourhon, archevêque de Tolède, frère de la princesse du sang qu'avait épousée Emmanuel Godoy, fit prononcer par le chapitre de Tolède la dégradation du chanoine Escoïquiz, membre de ce même chapitre. Le car-

dinal s'y refusa obstinément. A ce sujet il osa révéler à Charles IV les scandales de la monarchie, le triste sort de la princesse sa sœur, unie au favori, lequel à tous ses crimes avait joint celui de la bigamie. Il alla, dit-on, jusqu'à demander que sa sœur lui fût rendue, et pût s'enfermer dans une retraite religieuse pour y pleurer l'union qui faisait sa honte et son malheur. Pour toute réponse, le cardinal reçut l'ordre de se retirer dans son diocèse.

Le courageux magistrat qui avait si noblement rempli son devoir, don Eugenio Caballero, étant mort, ses funérailles devinrent une sorte de triomphe. Toutes les congrégations religieuses se disputèrent l'honneur de l'ensevelir gratuitement, et tout ce que Madrid renfermait de plus respectable accompagna à sa dernière demeure le magistrat qui avait si dignement terminé sa carrière. Quant aux accusés, on se réjouissait de voir leur tête sauvée, surtout après les craintes exagérées que leur procès avait inspirées. On ne craignait pas les conséquences de ce procès pour leur considération, car l'estime universelle les environnait, au delà même de leur mérite; et on ne s'inquiétait pas de leur exil, car personne n'imaginait qu'il dût être long. Tout le monde en effet s'attendait à une catastrophe prochaine, soit qu'elle provint de l'indignation publique excitée au plus haut degré, soit qu'elle fût l'ouvrage des troupes françaises s'avancant silencieusement sur la capitale, sans dire ce qu'elles venaient y faire. On se plaisait toujours à croire qu'elles feraient ce qu'on désirait, c'est-à-dire qu'elles précipiteraient le favori de ce trône dont il avait usurpé la moitié, et uniraient le prince des Asturies avec une princesse française au bruit de leurs canons.

Tandis que les sympathies d'une nation exaltée entouraient ceux qui se prononçaient contre la cour, cette cour elle-même était remplie de terreur et de rage. Il était d'usage immémorial qu'en janvier la famille royale quittât la froide et sévère résidence de l'Escorial, pour aller jouir du climat d'Aranjuez, magnifique demeure que traverse le Tage, et où le printemps, comme il arrive dans les latitudes méridionales, se fait sentir dès le mois de mars, quelquefois même dès la fin de février. Il était d'usage encore que, Madrid se trouvant sur la route, la cour s'y arrêtât quelques jours pour recevoir les hommages de la capitale. S'attendant cette année à ne recueillir que des témoignages d'aversion, la cour passa aux portes de Madrid sans s'y arrêter, et

alla cacher dans Aranjuez sa honte, son chagrin et son effroi.

Elle n'avait plus, en effet, un seul appui à espérer nulle part. Le peuple espagnol laissait éclater pour elle une haine implacable, et à peine faisait-il une différence en faveur du roi, en le méprisant au lieu de le haïr. Quant au terrible Empereur des Français, que cette cour avait alternativement flatté ou trahi, dont elle espérait, depuis Iéna, avoir reconquis la faveur par une année de bassesses, il se couvrait tout à coup de voiles impénétrables, et gardait sur ses projets un silence effrayant. Les armées françaises, dirigées d'abord sur le Portugal, exécutaient maintenant un mouvement sur Madrid, sous prétexte de s'acheminer vers Cadix ou Gibraltar. Mais il était inouï qu'on envahit de la sorte, et sans plus d'explications, le territoire d'une grande puissance. La réponse que Napoléon avait faite à la demande de mariage ne pouvait pas être prise pour sérieuse; car il voulait savoir, disait-il, avant de donner une princesse française à Ferdinand, si ce prince était rentré dans les bonnes grâces de ses parents, et il le demandait à Charles IV, qui lui avait annoncé formellement l'arrestation du prince des Asturies et la grâce qui s'en était suivie. Le refus de publier le traité de Fontainebleau, qui contenait la concession d'une souveraineté pour Emmanuel Godoy, et la garantie formelle des États appartenant à la maison d'Espagne, ne pouvait avoir qu'une signification sinistre. Par tous ces motifs, la tristesse régnait à Aranjuez dans l'intérieur royal, et au Buen-Retiro, chez la comtesse de Castelfiel, favorite du favori. Ici et là on commençait à ouvrir les yeux, et à reconnaître qu'à force de bassesses on avait inspiré à Napoléon l'audace de renverser une dynastie avilie, méprisée de tous les Espagnols. Chaque jour l'idée d'imiter la maison de Bragance et de fuir en Amérique revenait plus souvent à l'esprit des meneurs de la cour, et devenait l'occasion de bruits plus fréquents. Emmanuel Godoy et la reine s'étaient presque définitivement arrêtés à cette résolution, et ils faisaient secrètement leurs préparatifs, car les envois d'objets précieux vers les ports étaient encore plus nombreux et plus signalés que de coutume; mais il fallait décider le roi d'abord, dont la faiblesse craignait les fatigues d'un déplacement presque autant que les horreurs d'une guerre; il fallait décider aussi les princes du sang, don Antonio, frère de Charles IV; Ferdinand, son fils et son héritier, ainsi que les plus jeunes

enfants: il suffisait qu'une indiscretion fût comise pour soulever la nation contre un tel projet. Le prince de la Paix, afin de couvrir les préparatifs qui s'apercevaient du côté du Ferrol et du côté de Cadix, répandait le bruit qu'il allait lui-même, en sa qualité de grand amiral, faire l'inspection des ports, et qu'il devait débiter par ceux du Midi.

Mais avant d'en arriver à cette fuite, qui, même pour Godoy et la reine, n'était qu'un parti extrême, il convenait d'essayer de tous les moyens pour arracher à Napoléon le secret de ses intentions, et fléchir, s'il se pouvait, sa redoutable volonté. Il n'était rien en effet qu'on ne dût tenter avant de se décider soi-même à quitter l'Espagne, et avant d'y contraindre Charles IV. En conséquence, pour répliquer à la dernière réponse de Napoléon, on lui fit écrire par Charles IV une nouvelle lettre, à la date du 5 février, huit ou dix jours après la conclusion du procès de l'Escorial, dans le but de le forcer à s'expliquer, de toucher son cœur s'il était possible, d'en appeler même à son honneur, fort intéressé à tenir les paroles qu'il avait données. Dans cette lettre, Charles IV avouait les alarmes qu'il commençait à concevoir à l'approche des troupes françaises, rappelait à Napoléon tout ce qu'il avait fait pour lui complaire, toutes les preuves de dévouement qu'il lui avait données, le sacrifice de ses flottes, l'envoi de ses armées en pays lointain, et lui demandait, en retour d'une si fidèle alliance, la déclaration franche et loyale de ses intentions, ne pouvant pas supposer qu'elles fussent autres que celles que l'Espagne avait méritées. Le pauvre roi ne savait pas, en écrivant de la sorte, que cette fidèle alliance avait été entremêlée de mille trahisons secrètes, que ce sacrifice de ses flottes n'avait servi qu'à faire détruire les deux marines à Trafalgar, que l'envoi d'une division à Hambourg n'avait rendu d'autre service que celui d'une démonstration, et que l'Espagne avait été une auxiliaire inutile à elle-même et à ses alliés, quelquefois même l'occasion de beaucoup d'inquiétudes pour eux. Ignorant ces choses comme toutes les autres, il adressa avec une bonne foi parfaite ces questions à Napoléon, sous la dictée de ceux qui savaient, pensaient et voulaient pour lui. Ce malheureux prince ne pouvait pas croire qu'à la fin de ses jours, après n'avoir jamais cherché à nuire, il pût être réduit ou à se battre ou à s'enfuir, convaincu qu'il était que, pour régner honnêtement et sûrement, il suffisait de n'avoir jamais voulu mal faire; ce dont il était bien sûr, car il

n'avait jamais rien fait que chasser, soigner ses chevaux et ses fusils.

Cette lettre, destinée à Napoléon, fut suivie des lettres les plus pressantes pour M. Yzquierdo. On le suppliait de se procurer à tout prix, quoi qu'il en dû coûter, la connaissance précise des intentions de la France; d'essayer de les changer à force de sacrifices si elles étaient hostiles; ou bien, si on ne pouvait les changer, de les faire connaître au moins, afin qu'on pût en combattre ou en éviter les conséquences. On lui ouvrait tous les crédits nécessaires, si l'or était un moyen de réussir dans une pareille mission.

Les dépêches dont il s'agit arrivèrent à Paris au milieu de février. Napoléon avait éludé la demande d'une princesse française pour Ferdinand, en feignant d'ignorer si ce prince avait obtenu la grâce de ses parents. Ne pouvant plus alléguer un doute à ce sujet, et questionné directement sur ses intentions, il sentit que le jour du dénouement était venu, et qu'après s'être fixé sur la résolution de détrôner les Bourbons, il fallait se fixer enfin sur les moyens d'y parvenir, sans trop révolter le sentiment public de l'Espagne, de la France et de l'Europe. C'était là le seul point sur lequel il eût véritablement hésité; car s'il avait admis un moment comme praticable le plan de rapprocher les deux dynasties par un mariage, et comme discutable le plan de s'adjuger une forte partie du territoire espagnol, au fond il avait toujours préféré, comme plus sûr, plus décisif, plus honnête même, de n'enlever à l'Espagne que sa dynastie et sa barbarie, en lui laissant son territoire, ses colonies et son indépendance. Mais le moyen de rendre supportable cet acte de conquérant, même dans un temps où l'on avait vu tomber non-seulement la couronne des rois, mais leur tête, le moyen était difficile à trouver. La famille de Bragance par sa fuite lui en avait elle-même suggéré un, auquel il avait fini par s'arrêter, ainsi qu'on l'a vu : c'était d'amener la cour d'Espagne à s'embarquer à Cadix pour le nouveau monde. Rien ne serait plus simple alors que de se présenter à une nation délaissée, de lui annoncer qu'au lieu d'une dynastie dégénérée, assez lâche pour abandonner son trône et son peuple, on lui donnait une dynastie nouvelle, glorieuse, paisiblement réformatrice, apportant à l'Espagne les bienfaits de la révolution française sans ses malheurs, la participation aux grandeurs de la France sans les horribles guerres que la France avait eues à soutenir. Cette solution était naturelle, moins sujette à blâme

qu'aucune autre, et fournie par la lâcheté même des familles abâtardies qui régnaient sur le midi de l'Europe. Elle devenait d'ailleurs de jour en jour plus probable, puisqu'à chaque nouvel accès de terreur que ressentait la cour d'Espagne, le bruit d'une retraite en Amérique, écho des agitations intérieures du palais, circulait dans la capitale. Il suffisait, pour pousser cette terreur au comble, de faire avancer définitivement les troupes françaises vers Madrid, en continuant de garder sur leur destination un silence menaçant. En conséquence Napoléon disposa toutes choses pour amener la catastrophe en mars; car, s'il fallait agir en Espagne, le printemps était la saison la plus favorable pour introduire nos jeunes soldats dans cette contrée aride et brûlante, qui, au physique comme au moral, est le commencement de l'Afrique. On était à la moitié de février; Napoléon avait un mois jusqu'à la moitié de mars pour faire ses derniers préparatifs. Il les commença donc immédiatement après avoir reçu la lettre interrogative du roi Charles IV (datée du 5 février), dans laquelle ce malheureux prince le suppliait d'expliquer ses intentions à l'égard de l'Espagne.

Mais avant de provoquer à Madrid le dénouement qu'il désirait, il lui fallait prendre un parti sur une question non moins grave que celle d'Espagne, sur la question d'Orient; car dans le moment l'une se trouvait liée à l'autre. Si quelque chose en effet pouvait ajouter à l'imprudencence de se charger de nouvelles entreprises, quand on en avait déjà de si considérables sur les bras, c'était de s'engager dans l'affaire d'Espagne avec la Russie mécontente. Quelque habituée que fût l'Europe aux spectacles nouveaux, quelque préparée qu'elle fût à la fin prochaine des Bourbons d'Espagne, il y avait loin encore de la prévoyance à la réalité, et le renversement de l'un des plus vieux trônes de l'univers devait causer une émotion profonde, faire passer de la tête de l'Angleterre sur celle de la France la réprobation excitée par le crime de Copenhague. Bien que la Prusse fût écrasée, l'Autriche alternativement irritée ou tremblante, il eût été souverainement imprudent de ne pas s'assurer, à la veille du plus grand acte d'audace, l'adhésion certaine de la Russie. C'était en effet l'un des graves inconvénients de l'entreprise d'Espagne que d'entraîner inévitablement des sacrifices en Orient, et ce fut, comme on le verra plus tard, l'une des plus regrettables fautes de l'Empereur dans cette circonstance, que de n'avoir pas su faire franchement ces sacrifices. Il

en eût été autrement, si ayant moins entrepris au Nord, si ayant abandonné l'Allemagne à la Prusse satisfaite, il n'avait pas eu à laisser sur la Vistule trois cent mille vieux soldats, qui composaient la véritable force de l'armée française. Se bornant alors à occuper l'Italie et l'Espagne, ayant ses armées concentrées derrière le Rhin et personne à craindre ou à soutenir au delà de cette frontière, il aurait pu se dispenser d'acheter par des sacrifices le concours de la Russie. Et si elle avait voulu profiter de l'occasion pour se jeter en Orient, l'Autriche elle-même, quoique inconsolable de la perte de l'Italie, fût devenue l'alliée de la France pour défendre le bas Danube. Mais Napoléon ayant détruit la Prusse, créé en Allemagne des royautes éphémères, et semé du Rhin à la Vistule la haine et l'ingratitude, il lui fallait au Nord un allié, même chèrement acheté.

Le général Savary avait été remplacé à Saint-Petersbourg par M. de Caulaincourt, et presque en même temps M. de Tolstoy, ambassadeur de Russie, était arrivé à Paris. Celui-ci était, comme nous l'avons dit, militaire, frère du grand maréchal du palais, imbu des opinions de l'aristocratie russe à l'égard de la France, mais membre d'une famille qui jouissait de la faveur impériale, qui mettait cette faveur au-dessus de ses préjugés, et qui voyait dans la conquête de la Finlande et des provinces du Danube une excuse suffisante pour les défectionnaires qui passeraient de la politique anglaise à la politique française. « Mon frère s'est dévoué, avait dit le grand maréchal Tolstoy à M. de Caulaincourt; il a accepté l'ambassade de Paris; mais s'il n'obtient pas quelque chose de grand pour la Russie, il est perdu, et nous le sommes tous avec lui ¹. » Ces paroles prouvent dans quel esprit venait en France le nouvel ambassadeur. Alexandre lui avait raconté ce qui s'était passé à Tilsit comme il aimait à se le rappeler et à le comprendre, et, après cette communication fort altérée des entretiens de Napoléon, M. de Tolstoy avait cru que tout était dit, que le sacrifice de l'empire d'Orient était fait, qu'il n'arrivait à Paris que pour signer le partage de la Turquie, et l'acquisition sinon de Constantinople et des Dardanelles, au moins des plaines du Danube jusqu'aux Balkans. De plus, il s'était arrêté en route auprès des malheureux souverains de la Prusse, dépouillés d'une partie de leurs États, et privés de presque tous leurs revenus, par l'occu-

pation prolongée des provinces qui leur restaient. M. de Tolstoy, pensant que si la conquête des provinces d'Orient intéressait la gloire de la Russie, l'évacuation des provinces prussiennes intéressait son honneur, venait à Paris avec la double préoccupation d'obtenir une partie de l'empire, et de faire évacuer la Prusse. Ajoutez à tout cela qu'il était susceptible, irritable, soupçonneux, et fort enorgueilli de la gloire des armées russes.

Napoléon s'était promis de le bien recevoir, et de lui faire aimer le séjour de Paris, pour qu'il contribuât par ses rapports au maintien de l'alliance. Mais il le trouva tellement vif, tellement intraitable sur la double affaire de l'évacuation de la Prusse et de l'acquisition des provinces du Danube, qu'il en fut importuné. Il se sentait si fort, et il était lui-même si peu patient, qu'il ne pouvait pas supporter longtemps l'insistance de M. de Tolstoy. Napoléon, ne dissimulant qu'à moitié l'ennui qu'il ressentait, dit au nouvel ambassadeur que si, après avoir évacué toute la vieille Prusse et une partie de la Poméranie, il continuait à occuper le Brandebourg et la Silésie, c'était parce qu'on avait refusé d'acquitter les contributions de guerre; qu'il ne demandait pas mieux que de retirer ses troupes dès qu'on l'aurait payé; que si du reste il demeurait en Prusse au delà du terme prévu, les Russes de leur côté demeureraient sans motif avouable dans les provinces du Danube, et que la Moldavie et la Valachie valaient bien la Silésie. Sans le dire précisément, Napoléon parut, aux yeux d'un esprit prévenu comme l'était M. de Tolstoy, faire dépendre l'évacuation de la Silésie de celle de la Moldavie et de la Valachie, et lier presque l'acquisition de celles-ci par les Russes à l'acquisition de celle-là par les Français. L'humeur de M. de Tolstoy dut céder à la hauteur de Napoléon, mais le ministre russe conçut un vif dépit; et comme on cherche toujours la société qui sympathise le mieux avec les sentiments qu'on éprouve, il fréquenta de préférence les entêtés peu nombreux qui, dans l'ancienne noblesse française, se vengeaient par leurs propos de n'être point encore admis à la cour impériale. Il tint un langage peu amical, faillit avoir avec le maréchal Ney, qui n'était pas endurant, une querelle sur le mérite des armées russe et française, et se montra plutôt le représentant d'une cour malveillante que celui d'une cour qui voulait être, et qui était en effet, pour le moment du moins, une intime alliée. M. de Talleyrand avec son

¹ Ces paroles sont textuellement extraites de la correspondance secrète, si souvent citée par nous.

sang-froid dédaigneux fut chargé de contenir, de calmer, de réprimer au besoin l'humeur incommode de M. de Tolstoy.

Les choses se passèrent mieux à Saint-Pétersbourg, entre M. de Caulaincourt et l'empereur Alexandre; mais celui-ci ne dissimula pas plus que son ambassadeur le chagrin qu'il éprouvait. M. de Caulaincourt était un homme grave, portant sur son visage la droiture qui était dans son âme, n'ayant qu'une faiblesse, c'était de ne pouvoir se consoler du rôle qu'il avait joué dans l'affaire du duc d'Enghien, ce qui le rendait sensible outre mesure à l'estime qu'on lui témoignait, et ce qui fournit à l'empereur Alexandre un moyen de le dominer. M. de Caulaincourt trouva l'empereur plein à son égard de grâce et de courtoisie, mais blessé au cœur de ne pas voir se réaliser immédiatement les promesses qu'on lui avait faites. A Tilsit Napoléon avait dit à l'empereur Alexandre que si la guerre continuait, et si la Russie y prenait part, elle pourrait trouver vers la Baltique un accroissement de sûreté, vers la mer Noire un accroissement de grandeur, et il avait éventuellement parlé de la distribution à faire des provinces de l'empire turc, sans toutefois rien stipuler de positif. Mais si, d'une part, dans l'entraînement de ces communications, il avait peut-être plus dit qu'il ne voulait accorder, l'empereur Alexandre avait entendu plus qu'on ne lui avait dit, et, revenu à Pétersbourg au milieu d'une société mécontente, il avait fait, pour la ramener, beaucoup de confidences indiscretes et exagérées. Peu à peu l'opinion s'était répandue dans les salons de Saint-Pétersbourg que la Russie, quoique vaincue à Friedland, avait rapporté de Tilsit le don de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie. Ceux qui étaient bien disposés pour l'empereur Alexandre, ou qui du moins n'avaient pas le parti pris de blâmer la nouvelle marche du gouvernement, estimaient que c'était là un fort beau prix de plusieurs campagnes malheureuses; que si la Russie devait de si vastes conquêtes à l'amitié de la France, elle faisait bien de cultiver et de conserver cette amitié. Ceux, au contraire, qui avaient encore dans le cœur tous les sentiments excités par la dernière guerre, ou qui en voulaient à l'empereur de son inconstance, tels que MM. de Czartoryski, Nowosiltzoff, Strogonoff, Kotschoubey, représentants de la politique abandonnée, ceux-là disaient que la conquête de la Finlande, vers laquelle on poussait la Russie, n'avait aucune valeur; que c'était un pays de lacs et de maré-

cages, entièrement dépourvu d'habitants; que de plus cette conquête était immorale, puisqu'elle était obtenue sur un parent et un allié, le roi de Suède; que du reste ce serait la seule que Napoléon laisserait faire à l'empereur Alexandre, que jamais il ne lui livrerait la Moldavie et la Valachie, ce dont on ne tarderait pas à se convaincre; que l'alliance française était donc à la fois une défection, une inconséquence et une duperie.

Ces propos répétés à l'empereur Alexandre le piquaient au vif, et, en voyant par les rapports de M. de Tolstoy qu'ils pourraient bien un jour se vérifier, il en exprima un chagrin extrême à M. de Caulaincourt. Il le reçut avec de grands égards, lui témoigna une estime dont il voyait que cet ambassadeur était avide, et puis, venant à ce qui concernait les intérêts russes, il se répandit en plaintes amères. Il n'avait jamais entendu, disait-il, lier le sort de la Silésie à celui de la Moldavie et de la Valachie. Il avait stipulé et obtenu de l'amitié de l'empereur Napoléon la restitution d'une partie des États prussiens, restitution nécessaire, indispensable à l'honneur de la Russie. Il se serait contenté de cette restitution, et se serait retiré au fond de son empire, satisfait d'avoir épargné à ses malheureux alliés quelques-unes des conséquences de la guerre, si l'empereur Napoléon, voulant l'engager dans son système, ne lui avait fait entrevoir des agrandissements soit au nord, soit au midi de l'empire, et n'avait été le premier à lui parler de la Moldavie et de la Valachie. Poussé à entrer dans cette voie, il avait fait tout ce que Napoléon avait désiré: il avait déclaré la guerre à l'Angleterre, malgré les intérêts du commerce russe; il l'avait résolue avec la Suède, malgré la parenté; et quand lui et tout le monde dans l'empire s'attendait à recevoir le prix de tant de dévouement à une politique étrangère, il arrivait tout à coup de Paris la nouvelle qu'il fallait renoncer aux plus légitimes espérances! Le czar ne pouvait revenir de sa surprise et se consoler de son chagrin. Vouloir lier le sort de la Silésie à celui de la Moldavie et de la Valachie, retenir l'une aux Prussiens pour donner les deux autres aux Russes, c'était lui faire un devoir d'honneur de tout refuser. Il ne pouvait pas payer, avec les dépouilles d'un ami malheureux qu'on l'accusait d'avoir déjà trop sacrifié, les acquisitions qu'on lui permettait de faire sur le Danube. « *Ces malheureux Prussiens*, dit Alexandre à M. de Caulaincourt, *n'ont pas de quoi manger*. Délivrez-moi de leurs importunités, et je n'aurai

plus rien qui me trouble dans mes relations avec la France. D'ailleurs que ferait Napoléon de la Silésie? La garderait-il pour lui? Mais ce serait devenir mon voisin, et les voisins, il me l'a déclaré lui-même, ne sont jamais des amis. A quoi lui servirait une province si éloignée de son empire? Qu'il prenne autour de lui, près de lui, tout ce qu'il voudra, je le trouve naturel et bien entendu. Il a pris l'Étrurie; il va, dit-on, prendre les États romains; il médite on ne sait quoi sur l'Espagne! Soit. Qu'il fasse au Midi ce qui lui convient, mais qu'il nous laisse faire au Nord ce qui nous convient également, et qu'il ne se rapproche pas tant de nos frontières. S'il ne veut pas la Silésie pour lui, la pourrait-il donner à quelqu'un qui me vaille? Assurément non, et en la rendant aux Prussiens, ce qui est la plus simple des solutions, il ne faut pas qu'en revanche il me refuse ce qu'il m'a promis. Il tromperait ainsi non-seulement mon attente, mais celle de la nation russe, qui estimerait que la Finlande ne vaut pas la guerre qu'elle va lui coûter avec l'Angleterre et la Suède, qui dirait que j'ai été dupe du grand homme avec lequel je me suis abouché à Tilsit; qu'on ne peut le rencontrer sans danger, ni sur le champ de bataille, ni dans une négociation; et qu'il eût mieux valu, sans continuer une guerre impolitique et dangereuse, se séparer en paix, mais avec l'indifférence et la froideur que justifient les distances. »

Tel avait été et tel était tous les jours le langage de l'empereur Alexandre à M. de Caulaincourt. Il n'ajoutait pas que, si on lui avait laissé espérer les provinces du Danube, c'était sans les lui promettre, et que si d'une simple espérance la nation russe, trompée par des bruits de cour, avait fait un engagement formel, le tort en était à lui, à son indiscretion, à sa faiblesse même, puisqu'il n'avait su dominer son entourage qu'en promettant ce qu'il ne pouvait pas tenir. Alexandre n'ajoutait pas cela, mais il était évident que, si on ne venait pas à son secours, en accordant ce qu'il avait imprudemment laissé espérer à la nation, il serait cruellement blessé, son ministre Romanzoff aussi, et que, si le brusque changement de politique opéré à Tilsit était trop récent pour qu'on osât s'en permettre un autre tout aussi brusque, on n'en garderait pas moins au fond du cœur une blessure profonde, toujours saignante, et que bientôt de nouvelles guerres pourraient s'ensuivre.

M. de Caulaincourt, en affirmant avec son honnêteté imposante la bonne foi de Napoléon,

en assurant que tout s'éclaircirait, en rejetant sur un malentendu, sur la susceptibilité ombreuse de M. de Tolstoy, les fâcheux rapports arrivés de Paris, parvint à remettre un peu de calme dans l'âme de l'empereur Alexandre. Celui-ci finit par s'en prendre à M. de Tolstoy lui-même, à sa maladresse, à ses mauvaises dispositions, et déclara devant M. de Caulaincourt qu'il ne manquerait pas, s'il trouvait encore M. de Tolstoy, comme jadis M. de Markoff, occupé à brouiller les deux cours, de faire un exemple éclatant de ceux qui prenaient à tâche de le contrarier, au lieu de s'appliquer à le servir. L'empereur Alexandre avait paru fort sensible aux magnifiques cadeaux de porcelaine de Sèvres envoyés à Saint-Pétersbourg, à la cession de cinquante mille fusils, à la réception des cadets russes dans la marine française. Mais rien ne touchait ce cœur, plein d'une seule passion, que l'objet de sa passion même. Les provinces du Danube ou rien, voilà ce qui était sur son visage comme dans son âme, vivement éprise d'ambition et de renommée.

Du reste M. de Caulaincourt, pour savoir au juste si la nation partageait les sentiments de son souverain, envoya à Moscou l'un des employés de l'ambassade, afin de recueillir ce qu'on y disait. Cet employé, transporté au milieu de cercles de la vieille aristocratie russe, où le langage était plus naïf et plus vrai qu'à Saint-Pétersbourg, entendit répéter que le jeune czar avait bien vite passé de la haine à l'amitié en épousant à Tilsit la politique de la France, bien légèrement compromis les intérêts du commerce russe en déclarant la guerre à la Grande-Bretagne; que la Finlande était une bien faible compensation pour de tels sacrifices; qu'il fallait pour les payer convenablement la Valachie et la Moldavie au moins; mais que jamais on n'obtiendrait de Napoléon ces belles provinces, et que leur jeune empereur en serait cette fois pour une inconséquence et un désagrément de plus.

M. de Caulaincourt se hâta de transmettre ces divers renseignements à Napoléon, et lui déclara que sans doute la cour de Russie, quoique vivement dépitée, ne ferait pas la guerre, mais qu'on ne pourrait plus compter sur elle, si on ne lui accordait pas ce qu'avec ou sans raison elle s'était flattée d'obtenir.

Le général Savary, revenu de Saint-Pétersbourg, corrobora de son témoignage les rapports de M. de Caulaincourt, les appuya du récit d'une foule de détails qu'il avait recueillis lui-même, et

confirma Napoléon dans l'idée qu'il dépendait de lui de s'attacher entièrement l'empereur Alexandre, de l'enchaîner à tous ses projets, quels qu'ils fussent, moyennant une concession en Orient. Décidé, dès le milieu de février, à en finir avec les Bourbons d'Espagne, Napoléon n'hésita plus, et prit son parti de payer sur les bords du Danube la nouvelle puissance qu'il se croyait près d'acquérir sur les bords de l'Èbre et du Tage.

C'était assurément le meilleur parti qu'il pût adopter ; car quoiqu'il fût bien fâcheux de conduire soi-même par la main les Russes à Constantinople, ou du moins de les rapprocher de ce but de leur éternelle ambition, cependant il fallait être conséquent, et subir la condition de ce qu'on allait entreprendre. Il fallait accorder une ou deux provinces sur le Danube, pour acquérir le droit de détrôner en Espagne l'une des plus vieilles dynasties de l'Europe, et de renouveler au delà des Pyrénées la politique de Louis XIV. Du reste, si on s'était borné à donner aux Russes la Moldavie et la Valachie sans la Bulgarie, c'est-à-dire à les mener jusqu'aux bords du Danube, en prenant soin de les y arrêter ; si en même temps on avait procuré aux Autrichiens la Bosnie, la Serbie, la Bulgarie, pour les opposer aux Russes en les plaçant eux-mêmes sur le chemin de Constantinople, le mal n'eût pas été à beaucoup près aussi grand. L'Albanie, la Morée auraient été pour la France une belle compensation, et l'on n'aurait pas acheté trop cher la concession qu'on était obligé de faire pour s'assurer l'alliance russe. Le langage quotidien de l'empereur Alexandre et de M. de Romanzoff ne laissait aucun doute sur leur acquiescement à ces conditions. Il fallait donc s'y tenir, payer l'alliance russe, puisqu'on s'en était fait un besoin, mais ne pas pousser plus loin le démembrement de la vieille Europe, ne pas contribuer davantage à la croissance du jeune colosse sorti des glaces du pôle, et grandissant depuis un siècle de manière à épouvanter le monde.

Cependant Napoléon, soit qu'il voulût occuper l'imagination d'Alexandre, soit que, réduit à la nécessité d'un sacrifice, il cherchât à l'envelopper dans un immense remaniement, soit enfin qu'il songeât à tirer des circonstances, outre le renversement de la dynastie des Bourbons, l'acquisition entière des rivages de la Méditerranée, Napoléon ne crut pas devoir s'en tenir au simple abandon de la Moldavie et de la Valachie, qui aurait tout arrangé, et consentit à laisser soulever la question immense du partage complet de l'em-

pire ottoman. Dans le moment les Turcs excités secrètement par l'Autriche, publiquement par l'Angleterre, l'une et l'autre leur disant que la France allait les sacrifier à l'ambition russe, les Turcs se conduisaient de la manière la plus odieuse envers les Français, faisaient tomber la tête de leurs partisans, n'osant faire tomber celle de leurs nationaux, se comportaient en un mot en barbares furieux, ivres de sang et de pillage. Napoléon, exaspéré contre eux, se décida enfin à écrire à l'empereur Alexandre une lettre dans laquelle il annonçait l'intention d'aborder la question de l'empire d'Orient, de la traiter sous toutes ses faces, de la résoudre définitivement ; dans laquelle il exprimait aussi le désir d'admettre l'Autriche au partage, et posait pour condition essentielle de ce partage, quel qu'il fût, partiel ou total, plus avantageux pour ceux-ci ou pour ceux-là, une expédition gigantesque dans l'Inde, à travers le continent d'Asie, exécutée par une armée française, autrichienne et russe. C'est M. de Caulaincourt qui remit à l'empereur Alexandre la lettre de Napoléon. Le czar était averti déjà par une dépêche de M. de Tolstoy du changement favorable survenu à Paris, et il accueillit l'ambassadeur de France avec des transports de joie. Il voulut lire sur-le-champ, et devant lui, la lettre de Napoléon. Il la lut avec une émotion qu'il ne pouvait pas contenir. « Ah ! le grand homme ! s'écriait-il à chaque instant, le grand homme ! Le voilà revenu aux idées de Tilsit ! Dites-lui, répéta-t-il souvent à M. de Caulaincourt, que je lui suis dévoué pour la vie, que mon empire, mes armées, tout est à sa disposition. Quand je lui demande d'accorder quelque chose qui satisfasse l'orgueil de la nation russe, ce n'est pas par ambition que je parle, c'est pour lui donner cette nation tout entière, et aussi dévouée à ses grands projets que je le suis moi-même. Votre maître, ajoutait-il, veut intéresser l'Autriche au démembrement de l'empire turc : il a raison. C'est une sage pensée, je m'y associe volontiers. Il veut une expédition dans l'Inde, j'y consens également. Je lui en ai déjà fait connaître les difficultés dans nos longs entretiens à Tilsit. Il est habitué à ne compter les obstacles pour rien ; cependant le climat, les distances en présentent ici qui dépassent tout ce qu'il peut imaginer. Mais qu'il soit tranquille, les préparatifs de ma part seront proportionnés aux difficultés. Maintenant il faut nous entendre sur la distribution des territoires que nous allons arracher à la barbarie turque. Traitez ce sujet à fond avec

M. de Romanzoff. Néanmoins, il ne faut pas nous le dissimuler, tout cela ne pourra se traiter utilement, définitivement, que dans un tête-à-tête entre moi et Napoléon. Il faut commencer par examiner le sujet sous toutes ses faces. Dès que nos idées auront acquis un commencement de maturité, je quitterai Saint-Pétersbourg, et j'irai à la rencontre de votre Empereur aussi loin qu'il le voudra. Je désirerais bien aller jusqu'à Paris, mais je ne le puis pas ; et d'ailleurs c'est un rendez-vous d'affaires qu'il nous faut, et non un rendez-vous d'éclat et de plaisir. Nous pourrions choisir Weimar, où nous serions au sein de ma propre famille. Cependant là encore nous serions importunés de mille soins. A Erfurt nous serions plus isolés et plus libres. Proposez ce lieu à votre souverain, et, sa réponse arrivée, je partirai à l'instant même, je voyagerai comme un courrier. » En disant ces choses et mille autres inutiles à rapporter, l'empereur, plein d'une joie dont il n'était pas maître, reconnut que M. de Caulaincourt avait raison quelque temps auparavant en cherchant à le rassurer sur les intentions de Napoléon, et en imputant le désaccord momentané dont il se plaignait à de purs malentendus. Il répéta de nouveau qu'il voyait bien que c'était M. de Tolstoy qui avait été cause de ces malentendus. que cet ambassadeur était gauche, emporté, peut-être même indocile à la nouvelle politique du cabinet russe ; qu'il voulait le changer, en envoyer un autre qui serait tout à fait du goût de Napoléon, mais qu'il ne savait où le prendre ; que partout il rencontrait des esprits récalcitrants ; qu'il finirait bien cependant par les soumettre, quelque sévérité qu'il fallût déployer pour *les faire marcher dans le grand système de Tilsit.*

M. de Caulaincourt ne trouva pas le vieux M. de Romanzoff moins vif, moins jeune dans l'expression de sa joie. « Nous voici enfin revenus aux grandes idées de Tilsit ! répéta-t-il à M. de Caulaincourt. Celles-là, nous les comprenons, nous y entrons ; elles sont dignes du grand homme qui honore le siècle et l'humanité. » Après d'incroyables témoignages de satisfaction et de dévouement à la France, M. de Romanzoff voulut enfin aborder cette difficile question du partage. Alors commencèrent les embarras, la confusion même, il faut le dire. Mettre audacieusement la main sur les vastes contrées qui importent tant à l'équilibre du monde, et qui appartiennent, non pas seulement aux stupides possesseurs qui les font vivre dans la barbarie et

la stérilité, mais bien plus encore à l'Europe elle-même, si puissamment intéressée à leur indépendance ; mettre la main sur ces contrées, même en pensée, embarrassait l'avidé ministre russe qui les dévorait de ses desirs, et le ministre français qui les livrait par nécessité au monstre de l'ambition moscovite. Bien que l'un et l'autre fussent munis de leurs instructions, et sussent quoi penser, quoi dire sur le sujet qui les réunissait, néanmoins aucun ne voulait proférer le premier mot. Le plus affamé devait parler le premier, et il parla. Il parla dans cette entrevue et dans plusieurs autres, en toute liberté, avec une audace d'ambition inouïe.

Deux plans se présentaient : d'abord un partage partiel, qui laisserait aux Turcs la portion de leur territoire européen s'étendant des Balkans au Bosphore, par conséquent les deux détroits et la ville de Constantinople, plus toutes leurs provinces d'Asie ; ensuite un partage complet, qui ne laisserait rien aux Turcs de leur territoire d'Europe, et leur enlèverait toutes celles des provinces d'Asie que baigne la Méditerranée.

Le premier plan était celui qui semblait avoir occupé les deux empereurs à Tilsit. Il présentait peu de difficultés. La France devait avoir toutes les provinces maritimes, l'Albanie qui fait suite à la Dalmatie, la Morée, Candie. La Russie devait acquérir la Moldavie et la Valachie qui forment la gauche du Danube, la Bulgarie qui en forme la droite, et s'arrêter ainsi aux Balkans. L'Autriche, pour se consoler de voir les Russes établis aux bouches du Danube, devait obtenir la Bosnie en toute propriété, et la Serbie en apanage sur la tête d'un archiduc. Dans ce système, les Turcs conservaient la partie essentielle de leurs provinces d'Europe, celles que la géographie et la nature des populations leur ont jusqu'ici assez bien assurées, c'est-à-dire le sud des Balkans, les deux détroits, Constantinople, et tout l'empire d'Asie. On ne leur enlevait que les provinces qu'ils ne pouvaient plus gouverner, la Moldavie, la Valachie, auxquelles il avait fallu déjà concéder une sorte d'indépendance ; la Serbie, qui cherchait alors à s'affranchir par les armes ; l'Épire, qui appartenait à Ali, pacha de Janina, plus qu'à la Porte ; la Grèce enfin, qui déjà se montrait disposée à braver le sabre de ses anciens conquérants plutôt que de supporter leur joug. La distribution de ces provinces entre les copartageants était faite d'après la géographie. La France y gagnait, il est vrai, de superbes posi-

tions maritimes. Cependant, outre l'inconvénient de rapprocher elle-même les Russes de Constantinople, il y en avait un autre non moins grave : c'était de donner à la Russie et à l'Autriche des provinces qui devaient leur rester par la contiguïté du territoire, et d'en prendre pour elle qui ne pouvaient lui rester que dans l'hypothèse d'une grandeur impossible à maintenir longtemps. Eussions-nous gardé la partie la plus essentielle de cette grandeur, le Rhin et les Alpes, et même le revers des Alpes, c'est-à-dire le Piémont, la Grèce était encore trop loin pour nous être conservée. Tout cela n'était donc en réalité qu'une triste concession du côté de l'Orient, pour le triomphe en Occident de vues grandes, sans doute, mais inopportunes, excessives, devant ajouter de nouvelles charges à celles qui accablaient déjà l'Empire.

Le second plan était une sorte de bouleversement du monde civilisé. L'empire turc devait entièrement disparaître, soit de l'Europe, soit de l'Asie. Les Russes, d'après ce nouveau plan, passaient les Balkans et occupaient le versant méridional, c'est-à-dire l'ancienne Thrace jusqu'aux détroits, obtenaient l'objet de leurs vœux, Constantinople, et une portion du rivage de l'Asie pour assurer en leurs mains la possession de ces détroits. L'Autriche, mieux dotée aussi, et employée à séparer la Russie de la France, obtenait, outre la Bosnie et la Servie, l'une et l'autre en toute propriété, la Macédoine elle-même jusqu'à la mer, moins Salonique. La France, conservant son ancien lot, l'Albanie, la Thessalie jusqu'à Salonique, la Morée, Candie, avait encore toutes les îles de l'Archipel, Chypre, la Syrie, l'Égypte. Les Turcs, rejetés au fond de l'Asie Mineure et sur l'Euphrate, étaient libres d'y continuer ce culte du Coran, qui leur faisait perdre leur empire d'Europe et les trois quarts de celui d'Asie.

Dans cette chimérique distribution du monde, destinée peut-être à devenir un jour une réalité, moins ce qui alors était réservé à la France, il y avait un point cependant sur lequel on ne pouvait se mettre d'accord, et sur lequel on disputait comme si tous ces projets avaient dû recevoir une exécution prochaine. Constantinople intéressait à la fois l'orgueil et l'ambition des Russes, et chez les nations l'un n'est pas moins ardent que l'autre. Les Russes voulaient la ville même de Constantinople comme symbole de l'empire d'Orient ; ils voulaient le Bosphore et les Dardanelles comme clefs des mers. M. de Caulaincourt, par-

tagant les sentiments de Napoléon qui bondissait d'orgueil et d'effroi quand on lui demandait de céder Constantinople aux dominateurs du Nord, refusait péremptoirement, et proposait de faire de Constantinople et des deux détroits une sorte d'État neutre, une espèce de ville hanséatique, telle que Hambourg ou Brême. Puis enfin quand le ministre russe, insistant, demandait sur tout la ville de Constantinople comme s'il n'eût tenu qu'à Sainte-Sophie, M. de Caulaincourt céda, sauf la volonté de son maître, mais exigeait les Dardanelles pour la France, à titre de route de terre pour aller en Syrie et en Égypte, ce qui eût fait parcourir aux bataillons français le chemin des anciens croisés. Les Russes, ayant Sainte-Sophie, ne voulaient pas abandonner aux Français le détroit des Dardanelles, qu'ils étaient importunés de voir en la possession des Turcs, si faibles qu'ils fussent. Ils refusaient même Constantinople à ce prix, et déclaraient, ce qui était vrai, qu'ils préféraient le premier partage partiel, celui qui laissait aux Turcs le sud des Balkans et Constantinople. Satisfaits, dans ce cas, d'avoir les vastes plaines du Danube jusqu'aux Balkans, ils consentaient à ajourner le reste de leur conquête, et aimaient mieux voir les clefs de la mer Noire dans les mains des Turcs que de les mettre dans celles des Français.

On avait beau discuter sur ce grave sujet, on ne pouvait pas s'entendre, et la querelle interminable qui s'élevait, audacieuse et folle anticipation sur les siècles, révélait l'intérêt vrai de l'Europe contre la Russie dans la question de Constantinople. L'empire français, devenu en ce moment grand comme l'Europe elle-même, en ressentait tous les intérêts, et ne voulait pas livrer le détroit d'où les Russes menaceraient un jour l'indépendance du continent européen. C'était bien assez, en leur livrant la Finlande, de leur avoir procuré le moyen de faire un pas vers le Sund, autre détroit d'où ils ne seront pas moins menaçants dans l'avenir. Lorsque, en effet, le colosse russe aura un pied aux Dardanelles, un autre sur le Sund, le vieux monde sera esclave, la liberté aura fui en Amérique : chimère aujourd'hui pour les esprits bornés, ces tristes prévisions seront un jour cruellement réalisées ; car l'Europe, maladroitement divisée comme les villes de la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même sort.

Après avoir longtemps discuté, le ministre russe et l'ambassadeur français n'avaient fait que

mûrir leurs idées, comme ils disaient. Il n'y avait plus que le rapprochement des deux souverains qui pût terminer ces gigantesques désaccords. Il fut donc convenu que l'exposé des deux plans serait adressé à Napoléon, avec prière d'envoyer ses opinions, et offre d'une entrevue pour les concilier avec celles de l'empereur Alexandre. On devait adopter pour cette entrevue un lieu fort voisin de France, tel qu'Erfurt, par exemple. Mais écrire de pareilles choses coûtait même à ceux qui avaient osé les dire. M. de Caulaincourt, averti quelquefois par son bon sens de ce qu'elles avaient de chimérique ou d'effrayant, aimait

mieux laisser le soin de les consigner par écrit à M. de Romanzoff. Celui-ci accepta cette tâche, et présenta une note, minutée tout entière de sa main, que M. de Caulaincourt devait adresser immédiatement à Napoléon. Cependant s'il osa l'écrire, il n'osa point la signer. Il la remit lui-même écrite de sa main, mais non signée, et, pour lui donner pleine authenticité, l'empereur Alexandre déclara de vive voix à M. de Caulaincourt que cette note avait sa pleine approbation, et devait être reçue, quoique dépourvue de signature, comme l'expression authentique de la pensée du cabinet russe¹.

¹ Nous croyons devoir citer cette pièce elle-même, monument peut-être le plus curieux de ce temps extraordinaire, copiée textuellement sur la minute écrite de la main de M. de Romanzoff, envoyée à Napoléon, et contenue aujourd'hui dans le dépôt du Louvre. Nous avons tenu la pièce originale, et nous affirmons la rigoureuse exactitude de la citation qui suit :

« Puisque S. M. l'Empereur des Français et roi d'Italie, etc., vient de juger que, pour arriver à la paix générale et affermir la tranquillité de l'Europe, il y fallait affaiblir l'empire ottoman par le démembrement de ses provinces, l'empereur Alexandre, fidèle à ses engagements et à son amitié, est prêt à y concourir.

« La première pensée qui a dû se présenter à l'empereur de toutes les Russies, qui aime à se retracer le souvenir de Tilsit, lorsque cette ouverture lui a été faite, c'est que l'empereur, son allié, voulait porter tout de suite à exécution ce dont les deux monarches étaient convenus dans le traité d'alliance relativement aux Turcs, et qu'il y ajoutait la proposition d'une expédition dans l'Inde.

« L'on était convenu à Tilsit que la puissance ottomane devait être rejetée en Asie, ne conservant en Europe que la ville de Constantinople et la Romélie.

« L'on en avait alors tiré cette conséquence, que l'empereur des Français acquerrait l'Albanie, la Morée et l'île de Candie.

« L'on avait dès lors adjugé la Valachie, la Moldavie à la Russie, donnant à cet empire le Danube pour limite, ce qui comprend la Bessarabie, qui, en effet, est une liesière au bord de la mer, et que communément l'on considère comme faisant partie de la Moldavie; si l'on ajoute à cette part la Bulgarie, l'empereur est prêt à concourir à l'expédition de l'Inde, dont il n'avait pas été question alors, pourvu que cette expédition dans l'Inde se fasse comme l'empereur Napoléon vient de la tracer lui-même, à travers l'Asie Mineure.

« L'empereur Alexandre applaudit à l'idée de faire intervenir dans l'expédition de l'Inde un corps de troupes autrichiennes, et, puisque l'empereur, son allié, paraît le désirer peu nombreux, il juge que ce concours trouverait une compensation suffisante si l'on adjugeait à l'Autriche la Croatie turque et la Bosnie, à moins que l'empereur des Français ne trouvât sa convenance à en retenir une partie. L'on peut outre cela offrir à l'Autriche un intérêt moins direct, mais très-considérable, en réglant ainsi qu'il suit le sort de la Serbie, qui est sans contredit une des belles provinces de l'empire ottoman.

« Les Serviens sont un peuple belliqueux, et cette qualité, qui commande toujours l'estime, doit inspirer le désir de bien arrêter leur destinée.

« Les Serviens, pleins du sentiment d'une juste vengeance contre les Turcs, ont secoué le joug de leurs oppresseurs avec hardiesse, et sont, dit-on, résolus de ne le reprendre jamais. Il paraît donc nécessaire, pour consolider la paix, de songer à les rendre indépendants des Turcs.

« La paix de Tilsit ne prononce rien à leur égard : leur propre vœu, exprimé vivement et plus d'une fois, les a portés à prier l'empereur Alexandre de les admettre au nombre de ses sujets; ce dévouement pour sa personne lui fait désirer qu'ils vivent heureux et satisfaits, sans vouloir étendre sur eux sa domination : Sa Majesté ne cherche pas des acquisitions qui pourraient entraver la paix; elle fait avec plaisir ce sacrifice et tous ceux qui peuvent conduire à la rendre prompte et solide. Elle propose par conséquent d'ériger la Serbie en royaume indépendant, de donner cette couronne à l'un des archiducs qui se fût pas chef de quelque branche souveraine et qui fût assez éloigné de la succession au trône d'Autriche : dans ce cas-ci, l'on stipulerait même que jamais ce royaume ne pourrait être réuni à la masse des États de cette maison.

« Toute cette supposition de démembrement des provinces turques, telle qu'elle est énumérée ci-dessus, étant calculée d'après les engagements de Tilsit, n'a paru offrir aucune difficulté aux deux personnes que les deux empereurs ont chargées de discuter entre elles quels étaient les moyens d'arriver aux fins que se proposent Leurs Majestés Impériales.

« L'empereur de Russie est prêt à prendre part à un traité entre les trois empereurs, qui fixerait les conditions ci-dessus énoncées : mais, d'un autre côté, ayant jugé que la lettre qu'il venait de recevoir de la part de l'empereur des Français semblaient indiquer la résolution d'un beaucoup plus vaste démembrement de l'empire ottoman que celui qui avait été projeté entre eux à Tilsit, ce monarque, afin d'aller au-devant de ce qui pourrait convenir aux intérêts des trois cours impériales, et surtout afin de donner à l'empereur, son allié, toutes les preuves d'amitié et de déférence qui dépendent de lui, a annoncé que, sans avoir besoin d'un plus grand affaiblissement de la Porte Ottomane, il y concourrait volontiers.

« Il a pesé pour principe de son intérêt en ce plus grand partage, que sa part d'augmentation d'acquisition serait modérée en étendue ou extension, et qu'il consentait à ce que la part de son allié surtout fût tracée sur une bien plus grande proportion. Sa Majesté a ajouté qu'à côté de ce principe de modération elle en plaçait un de sagesse, qui consistait à ce qu'elle ne se trouvât pas, par ce nouveau plan de partage, moins bien placée qu'elle ne l'était aujourd'hui pour ses relations de limites et commerciales.

« Partant de ces deux principes, l'empereur Alexandre verrait non-seulement sans jalousie, mais même avec plaisir, que l'empereur Napoléon acquière et réunisse à ses États, outre ce qui a été mentionné ci-dessus, toutes les îles de l'Archipel, Chypre, Rhodes, et même ce qui restera des Échelles du Levant, la Syrie et l'Égypte.

« Dans le cas de ce plus vaste partage, l'empereur Alexandre changerait sa précédente opinion sur le sort de la Serbie; il désirerait, cherchant à faire une part honorable et très-avantageuse à la maison d'Autriche, que la Serbie fût incorporée à la masse des États autrichiens, et que l'on y ajoutât la Macé-

Cependant ce n'était pas tout que de discuter éventuellement des projets de partage de l'empire turc. Napoléon pensait qu'il fallait quelque chose de plus positif pour satisfaire les Russes, quelque chose qui, en lui imposant un sacrifice moindre, les toucherait profondément, lorsque des paroles on passerait aux faits : c'était la conquête de la Finlande. Il avait ordonné à M. de Caulaincourt de presser vivement l'expédition contre la Suède, par le motif que nous venons de dire, et aussi parce qu'il désirait compromettre irrévocablement la Russie dans son système. Une fois engagée contre les Suédois, elle ne pouvait manquer de l'être contre les Anglais, et d'en venir à leur égard d'une simple déclaration d'hostilités à des hostilités réelles. Mais, chose singulière, il en coûtait aux Russes d'entreprendre la conquête de la Finlande, la plus utile pourtant de toutes celles qu'ils méditaient, et il leur semblait que c'était assez d'en avoir obtenu l'autorisation, sans se hâter de l'exécuter. C'est avec regret qu'ils détournaient une partie de leurs forces, soit de l'Orient, soit des provinces po-

doine, à l'exception de la partie de la Macédoine que la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de manière à ce que la France puisse obtenir Salonique; cette ligne de la frontière autrichienne pourrait se tirer de Scopia sur Orphano, et ferait aboutir la puissance de la maison d'Autriche jusqu'à la mer.

« La Croatie pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au gré de l'empereur Napoléon.

« L'empereur Alexandre ne dissimule pas à son allié que, trouvant une satisfaction particulière à tout ce qui a été dit à Tilsit, il place, d'après le conseil de l'empereur son ami, ces possessions de la maison d'Autriche entre les leurs, afin d'éviter le point de contact toujours si propre à refroidir l'amitié.

« La part de la Russie en ce nouvel et vaste partage eût été d'ajouter, à ce qui lui avait été adjugé dans le projet précédent, la possession de la ville de Constantinople avec un rayon de quelques lieues en Asie, et en Europe une partie de la Romélie, de manière que la frontière de la Russie, du côté des nouvelles possessions de l'Autriche, partit de la Bulgarie et suivit la frontière de la Serbie jusqu'un peu au delà de Solismick et de la chaîne de montagnes qui se dirige depuis Solismick jusqu'à Trayonopol y compris, et puis la rivière Moriza jusqu'à la mer.

« Dans la conversation qui a eu lieu sur ce second plan de partage, il y a eu cette différence d'opinion, que l'une des deux personnes supposait que si la Russie possédait Constantinople, la France devait posséder les Dardanelles ou au moins s'approprier celle qui était sur la côte d'Asie : cette assertion a été combattue de l'autre part, par l'immense disproportion que l'un venait de proposer dans les parts de ce nouvel et plus grand partage, et que l'occupation même du fort qui se trouvait sur la rive d'Asie détruisait tout à fait le principe de l'empereur de Russie de ne pas se retrouver plus mal placé qu'il ne l'était maintenant relativement à ses relations géographiques et commerciales.

« L'empereur Alexandre, mu par le sentiment de son extrême amitié pour l'empereur Napoléon, a déclaré pour lever la difficulté : 1^o qu'il conviendrait d'une route militaire pour la France qui, traversant les nouvelles possessions de l'Autriche et de la Russie, lui ouvrirait une route continentale vers les

lonaises, fort agitées en ce moment. Néanmoins, poussés continuellement par M. de Caulaincourt, ils finirent par envahir la Finlande dans le courant de février, à l'époque même où se discutait le plan de partage que nous avons rapporté.

Malgré tous ses efforts, l'empereur Alexandre n'avait pas pu réunir plus de 25,000 hommes sur la frontière de Finlande. Il en avait confié le commandement au général Buxhoevden, le même qui avait signalé son impéritie à Austerlitz, et qui la signala mieux encore dans la guerre contre la Suède. On lui avait donné d'excellentes troupes, de bons lieutenants, notamment l'héroïque et infatigable Bagration, qui, une guerre finie, en voulait commencer une autre. Napoléon les avait fort pressés d'agir pendant les gelées, afin qu'ils pussent traverser sans peine les eaux qui couvrent la Finlande, pays semé de lacs, de forêts, de roches granitiques tombées sur cette terre comme des aérolithes. Un brave officier suédois, le général Klingsporr, avec 15,000 hommes de troupes régulières, solides comme les troupes suédoi-

Écheltes et la Syrie; 2^o que si l'empereur Napoléon désirait posséder Smyrne ou tel autre point sur la côte de Natolie, depuis le point de cette côte qui est vis-à-vis de Mytilène jusqu'à celui qui se trouve placé vis-à-vis de Rhodes, et y envoyait des troupes pour les conquérir, l'empereur Alexandre est prêt à l'assister dans cette entreprise, en joignant à cet effet un corps de ses troupes aux troupes françaises; 3^o que si Smyrne ou telle autre possession de la côte de Natolie, tels qu'ils viennent d'être indiqués, ayant passé sous la domination française, venait ensuite à être attaqué, non-seulement par les Turcs, mais même par les Anglais en haine de ce traité, S. M. l'empereur de Russie se portera en ce cas au secours de son allié toutes les fois qu'il en sera requis.

« 4^o Sa Majesté pense que la maison d'Autriche pourrait sur le même pied assister la France en la prise de possession de Salonique, et se porter au secours de cette Échelle toutes les fois qu'elle en sera requise.

« 5^o L'empereur de Russie déclare qu'il ne désire pas acquérir la rive méridionale de la mer Noire qui est en Asie, quoique dans la discussion il avait été pensé qu'elle pouvait être de sa convenance.

« 6^o L'empereur de Russie a déclaré que, quels que fussent les succès de ses troupes dans l'Inde, il ne prétendait pas y rien posséder, et consentait volontiers à ce que la France fit pour elle toutes les acquisitions territoriales dans l'Inde qu'elle jugerait à propos; qu'elle était également la maîtresse de céder une partie des conquêtes qu'elle y ferait à ses alliés.

« Si les deux alliés conviennent entre eux d'une manière précise qu'ils adoptent l'un ou l'autre de ces deux projets de partage, S. M. l'empereur Alexandre trouvera un plaisir extrême à se rendre à l'entrevue personnelle qui lui a été proposée et qui peut-être pourrait avoir lieu à Erfurt. Il suppose qu'il serait avantageux que les bases des engagements que l'un y doit prendre soient d'avance fixées avec une sorte de précision, afin que les deux empereurs n'aient à ajouter à l'extrême satisfaction de se voir que celle de pouvoir signer sans retard le destin de cette partie du globe, et nécessiter par là, comme ils se le proposent, l'Angleterre à désirer la paix dont elle s'éloigne aujourd'hui à dessein et avec tant de jactance. »

ses, et 4,000 ou 5,000 hommes de milice, défendait la contrée. Si le gouvernement suédois, moins insensible à tous les avis qu'il avait reçus, avait pris ses précautions, et dirigé toutes ses forces sur ce point, au lieu de menacer les Danois de tentatives ridicules, il aurait pu disputer avantageusement cette précieuse province. Mais il y avait laissé trop peu de troupes, et des troupes trop peu préparées pour opposer une résistance efficace. De leur côté, les Russes attaquèrent d'après un plan fort mal conçu, et qui attestait la profonde incapacité de leur général en chef. La Finlande, de Viborg à Abo, d'Abo à Uléaborg, forme un triangle, dont deux côtés sont baignés par les golfes de Finlande et de Bothnie, tandis que le troisième est bordé par la frontière russe. Le bon sens indiquait qu'il fallait opérer par le côté du triangle qui longeait la frontière russe, c'est-à-dire par le Savolax, parce que c'était la ligne la plus courte et la moins défendue. Les Suédois en effet occupaient les deux côtés qui forment le littoral des golfes de Finlande et de Bothnie; ils étaient répandus dans les ports, peuplés en général par des Suédois, anciens colons de la Finlande. Si, au lieu de parcourir pour les leur disputer les deux côtés maritimes du triangle, les Russes avaient suivi avec une colonne de 15,000 hommes le côté qui borde leur frontière de Viborg à Uléaborg, n'envoyant le long du littoral qu'une colonne de 10,000 hommes, pour l'occuper à mesure que les Suédois l'évacueraient, et pour bloquer aussi les places, ils seraient arrivés avant les Suédois à Uléaborg, et auraient pris non-seulement la Finlande, mais le général Klingsporr avec la petite armée chargée de la défense du pays. Ils n'en firent rien, s'avancèrent le long du littoral en trois colonnes, commandées par les généraux Gortchakoff, Touchkoff et Bagration, chassant devant eux les Suédois, qui se défendaient aussi vigoureusement qu'ils étaient attaqués, dans une suite de combats partiels. La colonne de gauche parvenue à Svéaborg, tandis que les deux autres marchaient sur Tavastéhus, entreprit le blocus de cette grande forteresse maritime, qui consistait en plusieurs îles fortifiées, et qui était défendue par le vieil amiral Cronstedt avec 7,000 hommes. Les colonnes du centre et de droite s'avancèrent de Tavastéhus jusqu'à Abo, après avoir parcouru le côté du triangle finlandais qui borde le golfe de Finlande. Le général Bagration fut laissé à Abo, et le général Touchkoff fut ensuite acheminé sur le côté qui borde le golfe de Bothnie,

montant droit au nord jusqu'à Uléaborg. Une faible colonne avait été dirigée sur la ligne essentielle, celle de Viborg à Uléaborg. Aussi les Russes ne firent-ils que pousser devant eux l'ennemi, lui enlevant à peine quelques prisonniers, et amenant eux-mêmes la concentration des Suédois, qui auraient pu, en se jetant en masse sur la véritable ligne d'opération, d'Uléaborg à Viborg, par le Savolax, leur faire expier une aussi fausse manière d'opérer. Il y eut néanmoins de brillants combats de détail, qui prouvaient la bravoure des troupes des deux nations, l'expérience acquise par les officiers russes dans leurs guerres contre nous, mais l'ignorance de leur état-major dans tout ce qui concernait la conduite générale des opérations. Ce n'est pas ainsi que les généraux français élevés à l'école de Napoléon auraient agi sur un pareil théâtre de guerre. Les Russes ayant envahi, mais non conquis le pays, entreprirent le siège des places du littoral, entre autres celui de Svéaborg, que la gelée devait singulièrement faciliter.

Un mois à peu près avait suffi à cette marche militaire, qui n'était que le début de la guerre de Finlande, mois employé par le cabinet russe à la discussion du partage de l'Orient. En apprenant l'invasion de ses États, le roi de Suède, pour se venger apparemment de la surprise que lui faisait son beau-frère, se permit un acte qui n'était plus guère d'usage, même en Turquie : il fit arrêter l'ambassadeur de Russie, M. d'Alopéus, au lieu de se borner à le renvoyer, ce qui excita une indignation générale dans tout le corps diplomatique résidant à Stockholm. Alexandre répondit avec la dignité convenable à cette étrange conduite; il laissa partir avec des égards infinis M. de Stedingk, ambassadeur de Suède à Saint-Pétersbourg, vicillard respecté de tout le monde; mais il se vengea autrement, et plus habilement. Il profita de l'occasion, et prononça la réunion de la Finlande à l'empire russe. Cette conquête a été l'unique résultat des grands projets de Tilsit, mais seule elle suffit pour justifier la politique que suivait en ce moment l'empereur Alexandre, et elle est la preuve que la Russie ne peut conquérir qu'avec la complicité de la France.

Malgré le dédain que les Russes avaient affecté pour la conquête de la Finlande, le fait lui-même, qui semblait consommé quoiqu'il restât encore bien du sang à verser, le fait toucha vivement les esprits à Saint-Pétersbourg. On remarqua que, n'ayant essuyé que des défaites au scr

vice de l'Angleterre, on venait, après quelques mois seulement d'amitié avec la France, d'acquiescer une importante province, peu cultivée et mal peuplée, il est vrai, en quoi elle ressemblait assez au reste de l'empire, mais admirablement située comme frontière de terre et de mer, et on commença à espérer que la politique de l'alliance française pourrait être aussi féconde qu'on se l'était promis. L'empereur et son ministre étaient rayonnants. Leurs censeurs ordinaires, MM. de Czartoryski, de Nowosiltzoff, étaient moins dédaigneux et moins amers dans leurs critiques. La société de Saint-Petersbourg elle-même marquait son contentement à M. de Caulaincourt par des égards tout nouveaux, adressés non-seulement à sa personne que l'estime publique environnait, mais aussi à son gouvernement dont on commençait à être satisfait.

L'empereur et M. de Romanzoff, qui venaient d'apprendre l'invasion de l'Étrurie et du Portugal, les mouvements de troupes vers Rome et vers Madrid, et qui ne pouvaient pas douter que ces mouvements n'eussent un motif fort sérieux, n'en parlèrent qu'avec une singulière légèreté, sans apparence de préoccupation, et comme des gens qui livraient le faible pour qu'on leur permit de l'opprimer à leur tour. Cependant, bien qu'ils éprouvassent une véritable satisfaction, ils insistèrent beaucoup auprès de M. de Caulaincourt pour avoir une prompt réponse aux diverses propositions de partage, et l'indication d'un rendez-vous très-prochain, pour se mettre définitivement d'accord. Le printemps n'était pas loin, car on touchait à la fin de février, et il fallait, disaient-ils, pour l'ouverture de la navigation, quelque chose d'éclatant qui fit oublier toutes les disgrâces de cette année. L'ouverture de la navigation dans les mers septentrionales est une époque de contentement; car la lumière reparait, la chaleur revient, le commerce apporte ses trésors. Les denrées du Nord s'échangent contre les produits de l'Europe civilisée ou contre de l'argent. Mais cette année le pavillon anglais, instrument ordinaire de ces échanges, n'allait point paraître, ou, s'il paraissait, devait flotter sur les mâts de bâtiments de guerre. La marine anglaise, au lieu d'apporter des trésors, ne devait montrer que la pointe de ses canons. Il fallait à ce spectacle attristant opposer une grande joie nationale, inspirée par des intérêts d'un autre genre, les intérêts de l'ambition russe.

M. de Caulaincourt, qui rendait exactement à

son maître les pensées de cette cour ambitieuse, avait tout mandé à Napoléon avec sa véracité ordinaire. Mais en exposant les vœux de la Russie il donnait la certitude que pour le présent elle était pleinement satisfaite, et que pour le reste on pouvait la faire vivre quelque temps d'espérance.

Napoléon, averti successivement de cette situation à la fin de février et au commencement de mars, avait bien prévu tout ce que sa lettre produirait à Saint-Petersbourg d'émotions, de projets plus ou moins chimériques, d'espérances plus ou moins exagérées; mais il s'était dit qu'il y avait dans l'invasion immédiate de la Finlande, et dans l'acceptation d'une discussion ouverte sur le partage de l'empire turc, de quoi alimenter plusieurs mois l'imagination de la nation russe et de son souverain, et qu'il pourrait dans cet intervalle donner cours à ses projets sur l'Occident. Il n'est pas vrai, comme on serait disposé à le croire d'après ce qui précède, qu'il trompât entièrement la Russie, et qu'au fond il ne voulût à aucun prix lui accorder une concession en Orient. Il savait qu'en abandonnant la Moldavie et la Valachie, et même la Moldavie seulement, il satisferait le czar, et acquitterait sa dette envers l'ambition russe, quoi que se permit en Occident l'ambition française. Il avait donc cette ressource, dans tous les cas, pour réaliser les espérances qu'il avait fait concevoir à l'empereur Alexandre. Mais s'il allait plus loin, et s'il n'était pas fâché d'occuper de la sorte l'imagination si vive de son nouvel allié, c'est que de son côté sa propre imagination plongeait dans cet avenir plus profondément que celle de ses contemporains. Les Turcs, depuis la chute de Selim, paraissant arrivés au terme de leur existence, Napoléon se demandait s'il ne fallait pas en finir de cette ruine toujours menaçante, et, poussé par sa lutte maritime avec les Anglais, il se demandait encore si ce n'était pas le cas de s'emparer de tous les rivages de la Méditerranée, et de se servir du dévouement momentané qu'il inspirerait à la Russie pour diriger une armée sur l'Inde, à travers le continent partagé de l'Asie. Bien que chimériques aux yeux d'une génération ramenée, comme la nôtre, à de fort médiocres proportions, il ne faut pas juger ces projets de notre point de vue présent. Il faut songer que l'homme qui concevait ces rêves pouvait à volonté faire et défaire des rois, prononcer d'un mot sur les grandes monarchies de l'Europe; et, bien qu'à notre avis il s'abusât, il ne faudrait pas croire qu'on mesure

exactement l'étendue de son erreur, en la mesurant d'après nos idées actuelles; car, en jugeant ainsi, notre petitesse se tromperait autant qu'elle s'était trompée sa grandeur. Parvenu au faite de la toute-puissance, livré à une fermentation d'idées continuelle, il estimait que toutes ces questions devaient être examinées; et, bien qu'il en redoutât la solution autant que son allié la désirait, il ne le trompait point en les mettant en discussion, car dans l'immensité de ses vues il était quelquefois tout disposé à les résoudre.

Quoi qu'il en soit, Napoléon ayant poussé l'empereur Alexandre sur la Finlande, lui ayant donné à discuter le partage de l'empire turc, se dit qu'il avait plusieurs mois devant lui, et il se décida à mettre enfin à exécution le plan auquel il s'était arrêté relativement à l'Espagne.

On a déjà vu quel était ce plan. Il consistait à augmenter progressivement la terreur de la cour d'Espagne, jusqu'à la disposer à fuir, comme avait fait la maison de Bragance. Pour cela il employa les moyens les plus astucieux, et fit en cette circonstance un emploi de son génie qu'on ne saurait trop regretter. Toutes les troupes étaient prêtes. Le général Dupont avec 25,000 hommes était sur la route de Valladolid, une division sur Ségovie prenant la direction de Madrid. Le maréchal Monecy avec 50,000 était entre Burgos et Aranda, route directe de Madrid. Le général Duhesme avec 7,000 ou 8,000 hommes, presque tous Italiens, marchait sur Barcelone. 5,000 Français venant du Piémont et de la Provence étaient en route pour le rejoindre. Une division de 5,000 hommes s'acheminait par Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune. Une seconde, composée des quatrièmes bataillons des cinq légions de réserve, allait renforcer la première. Une réserve d'infanterie s'organisait à Orléans, une de cavalerie à Poitiers. C'étaient 80,000 hommes environ, tous jeunes soldats, n'ayant jamais vu le feu, mais bien commandés, et pleins de l'esprit militaire qui à cette époque animait nos armées.

Il fallait donner un chef à ces forces. Napoléon en choisit un fort indiscret pour une mission politique aussi importante, mais il le plaça dans une situation à lui rendre toute indiscretion impossible. Ce chef était Murat, toujours mécontent de n'être que grand-duc, impatient de devenir roi n'importe où, ayant pris part aux guerres d'Italie, d'Autriche, de Prusse, de Pologne, et contribué à élever des trônes à Naples, à Florence, à Milan, à la Haye, à Cassel, à Varsovie,

sans gagner l'un de ces trônes pour lui; inconsolable surtout de n'avoir pas obtenu celui de Pologne, et avide de toute guerre qui lui offrirait de nouvelles chances de régner. La Péninsule, où vaquait en ce moment le trône de Portugal, où chancelait celui d'Espagne, était pour lui le pays des rêves, comme autrefois le Mexique ou le Pérou pour les aventuriers espagnols. Tout bon et généreux qu'était Murat, s'il fallait hâter la chute du malheureux Charles IV par quelque moyen détourné et peu avouable, il était, dans son ardeur de régner, homme à s'y prêter. Il n'y avait même à craindre de sa part que trop de zèle. Cependant, plus intelligent, plus spirituel qu'on ne l'a jugé en général (les circonstances qui vont suivre en fourniront la preuve), il était capable, dans un grand intérêt d'ambition, d'être même discret et réservé. Il avait à toutes fins, comme on a vu plus haut, noué des relations particulières avec Emmanuel Godoy, relations recherchées par celui-ci avec un égal empressement, l'un croyant que l'autre l'aiderait à atteindre l'objet de ses desirs, et s'abusant tous deux, car Godoy n'était pas plus en état de donner un roi aux Espagnols que Murat une pensée à Napoléon. C'était donc convier Murat à une fête que de l'envoyer en Espagne. Mais Napoléon voulant effrayer la maison régnante par l'envoi de troupes nombreuses, combiné avec un silence absolu sur ses intentions, se servit de son beau-frère conformément au plan qu'il avait adopté. Il l'avait eu à ses côtés soit en Italie, soit à Paris, sans lui dire un seul mot de ses projets sur l'Espagne, dans le moment même où il y pensait le plus. Le 20 février, l'ayant vu dans la journée, sans lui adresser une parole relative à la mission qu'il lui destinait, il chargea le ministre de la guerre de le faire partir dans la nuit pour Bayonne, afin d'y prendre le commandement des troupes entrant en Espagne. Murat devait y être le 26, et y trouver ses instructions. Ces instructions étaient les suivantes: Prendre le commandement général des corps de la Gironde et de l'Océan, de la division des Pyrénées orientales, de la division des Pyrénées occidentales, et de toutes les troupes qui pénétreraient plus tard en Espagne; être rendu dans les premiers jours de mars à Burgos, où allaient se trouver les détachements de la garde impériale; placer son quartier général au milieu du corps du maréchal Monecy, c'est-à-dire à Burgos même; s'avancer avec ce corps sur la route de Madrid par Aranda et Somo-Sierra, y diriger celui du géné-

ral Dupont par Ségovie et l'Escurial; être maître vers le 15 mars des deux passages du Guadarrama; réunir six cent mille rations de biscuit déjà fabriquées à Bayonne, de manière que les troupes eussent des vivres pour quinze jours en cas de marche forcée; attendre pour tout mouvement ultérieur les ordres de Paris; occuper sur le-champ la citadelle de Pampelune, les forts de Barcelone, la place de Saint-Sébastien; donner aux commandants espagnols, pour raison de cette occupation, la règle ordinaire à la guerre d'assurer ses derrières quand on marche en avant, même en pays ami; tenir toutes les troupes bien ensemble, comme on avait l'habitude de le faire en approchant de l'ennemi; veiller à ce que la solde fût toujours au courant, pour que les soldats ayant de l'argent ne fussent pas tentés de consommer sans payer, et, comme il y avait lieu de se défier des Napolitains entrant en Catalogne, faire fusiller le premier Italien qui pillerait; ne pas rechercher, ne pas accepter de communication avec la cour d'Espagne, sans en avoir l'ordre formel; ne répondre à aucune lettre du prince de la Paix; dire, si on était interrogé de manière à ne pouvoir se taire, que les troupes françaises entraient en Espagne pour un but connu de Napoléon seul, but certainement avantageux à la cause de l'Espagne et de la France; prononcer vaguement les mots de Cadix, de Gibraltar, sans rien alléguer de positif; annoncer particulièrement aux provinces basques que, quoi qu'il pût arriver, leurs privilèges seraient respectés; publier, quand on serait à Burgos, un ordre du jour, pour recommander aux troupes la discipline la plus rigoureuse, les relations les plus fraternelles avec le généreux peuple espagnol, ami et allié du peuple français; ne jamais mêler à toutes ces protestations d'amitié d'autre nom que celui du peuple espagnol, et ne jamais parler ni du roi Charles IV, ni de son gouvernement, sous quelque forme que ce fût.

Tel est le résumé des instructions adressées à Murat le 20 février, confirmées et développées les jours suivants, dans des ordres postérieurs. Le général Belliard fut placé auprès de lui comme chef d'état-major, le général Grouchy comme commandant de sa cavalerie. Le général Lariboissière fut chargé de diriger l'artillerie de l'armée. Celui-ci devait acheminer sur Bayonne, de tous les dépôts d'artillerie situés dans l'Ouest et le Midi, des munitions considérables, et notamment des outils, des artifices capables de faire

sauter la porte d'une ville ou d'un château fort. Les transports se faisant à dos de mulets en Espagne, ordre fut sur-le-champ expédié à Bayonne d'en acheter cinq cents des meilleurs et des plus beaux. Le ministre du trésor public, M. Mollien, fut invité à diriger plusieurs millions de numéraire, dont deux en or, sur Bayonne, pour suffire à toutes les dépenses de l'armée, et les acquitter argent comptant. Il devait dresser en outre un tarif équitable présentant la valeur comparative des monnaies françaises et espagnoles, qu'on publierait dans toutes les villes d'Espagne où l'on passerait, afin d'éviter les collisions entre les soldats et les habitants.

A ces instructions données pour les corps entrant en Espagne en furent ajoutées d'autres pour l'armée de Portugal. Napoléon voulait ne rien coûter à l'Espagne dans une entreprise qui allait lui coûter sa dynastie. Mais il ne se faisait pas les mêmes scrupules à l'égard du Portugal, qu'il était autorisé à traiter en pays conquis et allié de l'Angleterre. Calculant la richesse de ce pays, plutôt d'après celle des colonies que d'après celle de la métropole, il prescrivit à Junot d'y frapper une contribution de cent millions. Il lui recommanda la sévérité la plus extrême pour toute tentative d'insurrection, en lui rappelant comme exemple à suivre la manière terrible dont il avait réprimé le Caire en Égypte, Pavie et Vérone en Italie. Il lui ordonna de dissoudre l'armée portugaise, et d'envoyer en France tout ce qui ne pourrait être licencié. Il lui enjoignit expressément d'avoir l'œil sur les divisions espagnoles qui avait concouru à l'invasion du Portugal, de les attirer le plus loin qu'il pourrait des frontières d'Espagne, de tenir le gros de ses forces à Lisbonne, et deux petites divisions françaises, de 4 000 à 5,000 hommes chacune, l'une à Almeida pour contenir les troupes espagnoles du général Taranco qui occupait Oporto, l'autre à Badajoz pour marcher au besoin sur l'Andalousie; de garder cet ordre absolument secret, et, si on apprenait qu'une collision eût éclaté entre les Espagnols et les Français, de répandre parmi les Portugais que le motif de la collision n'était autre que le Portugal lui-même, dont les Espagnols voulaient la possession qu'on leur avait refusée.

Enfin Napoléon donna des ordres à la garde, car il prévoyait qu'il serait obligé de se rendre lui-même en Espagne, soit pour diriger la guerre si elle venait à y éclater, soit pour diriger la politique si elle réussissait à terminer les évé-

ments d'Espagne, comme ceux de Portugal, par la fuite de la famille royale. Il avait successivement expédié sur Bayonne les mameluks, les Polonais, les marins de la garde, plusieurs détachements de chasseurs et de grenadiers à cheval, et un régiment de fusiliers, c'est-à-dire 5.000 hommes environ. Il envoya le brave Lepic pour les commander, avec ordre d'être dans les premiers jours de mars à Burgos, l'infanterie à Burgos même, la cavalerie sur la route de Bayonne à Burgos.

Ces dispositions militaires ne suffisaient pas pour atteindre complètement le but que se proposait Napoléon. Tandis que ses troupes devaient s'avancer mystérieusement sur Madrid, ne disant de paroles rassurantes que pour le peuple espagnol, et pas une seule pour la famille régnante, il fit agir sa diplomatie dans le même sens. M. de Beauharnais demandait sans cesse à Paris des instructions pour une catastrophe qui semblait imminente. Il sollicitait surtout la permission d'accorder quelques témoignages d'intérêt à Ferdinand, toujours convaincu qu'il fallait renverser le favori au profit de ce prince, et opérer la fusion des deux dynasties par un mariage. Napoléon, qui était maintenant bien éloigné d'un plan pareil, et qui se riait souvent de la crédulité de M. de Beauharnais, de sa gaucherie, de son avarice, de l'importance qu'il aimait à se donner, et qui le laissait où il était, parce qu'un honnête homme sans esprit lui convenait mieux qu'un autre pour jouer le personnage ridicule d'un ambassadeur à qui on laissait tout ignorer, lui fit prescrire de garder la neutralité la plus absolue entre les factions qui divisaient l'Espagne, de ne témoigner d'intérêt à aucune d'elles, de répondre seulement, quand on lui parlerait des dispositions de l'Empereur des Français, qu'il était mécontent, très-mécontent, sans dire de quoi; d'ajouter, quand on lui parlerait de la marche des armées françaises, que Gibraltar, Cadix réclamaient probablement une concentration de troupes, car les Anglais amenaient beaucoup de forces sur ce point, mais que le cabinet espagnol était si indiscret qu'on ne pouvait lui confier le secret d'une seule opération militaire.

Ces instructions suffisaient pour le rôle qu'avait à jouer M. de Beauharnais. Mais Napoléon employa un moyen plus sûr pour remplir de terreur la malheureuse cour d'Espagne. M. Yzquierdo était à Paris, toujours errant autour des Tuileries, tantôt auprès du grand maréchal Duroc, avec lequel il avait négocié le traité de Fon-

tainbleau, tantôt auprès de M. de Talleyrand, principal entremetteur de toute l'affaire espagnole. Voyant qu'il lui était impossible d'obtenir la publication du traité de Fontainebleau, il en avait conclu qu'on voulait à Paris autre chose, que ce partage du Portugal n'avait été qu'un arrangement provisoire pour obtenir la cession immédiate de la Toscane, et qu'on méditait sans doute le renversement de la dynastie elle-même. Avec sa perspicacité ordinaire, il avait complètement entrevu non pas les moyens, mais le but auquel tendait Napoléon. Il avait essayé, en circonvenant M. de Talleyrand, de découvrir si de larges concessions de territoire, ou de commerce, ne pourraient pas, accompagnées d'un mariage, apaiser la colère réelle ou feinte du conquérant.

M. de Talleyrand, qui inclinait vers un projet intermédiaire, avait écouté M. Yzquierdo, et peut-être autant proposé qu'accueilli les idées dont cet agent d'Emmanuel Godoy voulait faire l'essai. Ces idées revenaient précisément au second plan que nous avons déjà fait connaître. Il s'agissait en effet de marier Ferdinand avec une princesse française, de prendre pour la France les provinces de l'Èbre, en échange de la partie du Portugal restée disponible, d'ouvrir aux Français les colonies espagnoles, de lier les deux couronnes non-seulement par un mariage, mais par un traité d'alliance offensive et défensive, qui leur rendrait toute guerre, toute paix communes, et de donner enfin à Charles IV le titre d'empereur des Amériques. Telles étaient les idées que M. Yzquierdo mettait en avant, autant pour sonder la cour des Tuileries que pour arriver à une conclusion. Tout à coup Napoléon ordonna de le traiter avec la plus extrême dureté, de le renvoyer comme si on était fatigué de ses tergiversations, comme si on ne voulait plus rien avoir de commun avec une cour aussi faible, aussi incapable, aussi peu sincère; en un mot, de le pousser à partir pour Madrid, afin qu'il y portât la terreur dont on l'aurait rempli. Le grand maréchal Duroc eut l'ordre d'écrire à M. Yzquierdo qu'il ferait bien de retourner immédiatement à Madrid¹, afin de dissiper les épais nuages qui s'étaient élevés entre les deux cours. On ne disait pas quels nuages, mais M. Yzquierdo savait à quoi s'en tenir, et il suffisait de le faire partir pour causer à la cour d'Espagne une agitation après laquelle elle ne pourrait plus demeurer en

¹ La lettre est au Louvre et porte la date du 24 février.

place, et serait amenée à une résolution définitive. M. Yzquierdo quitta Paris le jour même.

Il fallait en même temps répondre à la lettre du 5 février, par laquelle Charles IV éperdu avait demandé à Napoléon de le rassurer sur ses intentions, et sur la marche des troupes françaises qui avançaient en ce moment vers Madrid. Dans cette lettre Charles IV n'avait plus parlé du mariage de son fils avec une nièce de Napoléon, voyant que celui-ci affectait de ne plus songer à cette proposition. Comme quelqu'un qui cherche une mauvaise querelle, Napoléon, au lieu de s'appliquer dans sa réponse à dissiper les alarmes de Charles IV, sembla se plaindre de ce qu'au sujet du mariage on gardait un silence dont il avait lui-même donné l'exemple. Cette réponse, datée du 25 février, était fort courte et fort sèche. Il y rappelait que le 18 novembre le roi Charles lui avait demandé une princesse française, qu'il avait répondu le 10 janvier par un consentement conditionnel; que le 5 février le roi Charles, lui écrivant de nouveau, ne lui parlait plus de ce mariage; et il ajoutait que cette dernière réticence le laissait dans des doutes dont il avait besoin de sortir, pour régler des objets d'une grande importance.

Cette nouvelle lettre, qui n'était qu'un refus de rassurer l'infortuné Charles IV, et qui, rapprochée des autres circonstances du moment, devait le remplir d'effroi, fut portée par M. de Tournon, chambellan de l'Empereur, lequel avait déjà été envoyé à Madrid pour une pareille mission, et joignait à beaucoup de dévouement beaucoup de sens et d'amour de la vérité. Il avait pour instruction de bien observer la marche et la conduite des troupes françaises, les dispositions du peuple espagnol à leur égard, de bien observer aussi ce qui se passait à l'Escurial, et de revenir ensuite à Burgos vers le 15 mars, pour y attendre l'arrivée de Napoléon. Celui-ci en effet avait calculé que ses ordres, donnés du 20 au 25 février, auraient leurs conséquences en Espagne dans le milieu de mars, et qu'à cette époque il faudrait qu'il fût lui-même de sa personne à Burgos, pour y tirer des événements, toujours féconds en cas imprévus, le résultat qu'il désirait.

On avait donc tout lieu de croire que la cour d'Espagne, déjà fort tentée de suivre l'exemple de la maison de Bragançe, quand elle verrait l'armée française s'avancer sur Madrid, M. de Beauharnais ne disant rien parce qu'il ne savait rien, et M. Yzquierdo disant beaucoup parce qu'il craignait beaucoup, n'hésiterait plus à s'enfuir vers

Cadix. Si toutefois, malgré les recommandations faites aux troupes françaises de ménager le peuple espagnol, une collision imprévue survenait, il y avait là encore une solution. On pourrait se considérer comme trahi par des alliés chez lesquels on était venu amicalement pour une grande expédition intéressant l'alliance, et on se vengerait en déposant les Bourbons d'Espagne, de même qu'on avait déposé ceux de Naples, pour une trahison vraie ou supposée. Napoléon, agissant ainsi en conquérant qui s'inquiète peu des moyens pourvu qu'il atteigne son but, comptant sur de grands résultats, tels que la régénération de l'Espagne, le rétablissement des alliances naturelles de la France, pour s'excuser aux yeux de la postérité de la sombre machination qu'il se permettait envers une cour amie, Napoléon croyait enfin avoir trouvé la véritable manière de renverser les Bourbons sans y employer les atroces violences que, dans des siècles moins humains que le nôtre, les conquérants n'ont jamais hésité à commettre. Il pensait qu'en imprimant une légère secousse au trône d'Espagne sans en précipiter violemment Charles IV, on amènerait ce faible prince, sa criminelle épouse, son lâche favori, à l'abandonner afin d'aller en chercher un autre en Amérique. Mais ce plan, imaginé pour ne pas trop révolter l'Europe et la France, donnait lieu à une objection qui avait longtemps fait hésiter Napoléon à l'adopter. En poussant la maison régnante à s'enfuir, comme celle de Portugal, dans le nouveau monde, on amenait inévitablement pour l'Espagne la perte de ses colonies, ainsi que cela était arrivé pour le Portugal. Les Bragançe au Brésil, les Bourbons au Mexique, au Pérou, sur les bords de la Plata, allaient fonder des empires, ennemis de leurs métropoles usurpées, amis des Anglais, qui pour longtemps trouveraient dans l'approvisionnement de ces colonies de quoi se dédommager de la clôture du continent. Sans doute, en perçant dans un avenir éloigné, on pouvait voir dans ces colonies affranchies des nations nouvelles, offrant à leurs anciennes métropoles plus de moyens d'échanges, plus d'occasions de gain, ainsi que cela se passait déjà entre l'Angleterre et les États-Unis. Mais l'Espagne, le Portugal n'étaient pas l'industrielle Angleterre, les Américains du Sud n'étaient pas les Américains du Nord; et tout ce qu'on pouvait prévoir pour de longues années, c'était la perte des colonies espagnoles, et leur exploitation au profit du commerce britannique. Il y avait donc à la fuite de

Charles IV en Amérique, avec une grande commodité quant à l'usurpation du trône, de grands et sérieux inconvénients quant au sort futur des colonies espagnoles. Ce devait être pour les Espagnols eux-mêmes un grave sujet de douleur, dès lors de mécontentement et de révolte, et, pour notre commerce, un dommage proportionné au bénéfice qu'allait faire le commerce de l'ennemi.

Napoléon, fort instruit de ces intérêts compliqués, imagina une nouvelle combinaison beaucoup plus astucieuse que toutes celles dont nous venons de parler, et ayant pour but de corriger le seul inconvénient du plan qu'il avait définitivement adopté. Il y avait à Cadix une belle division française, capable d'en dominer le port et la rade. Il résolut de l'employer à retenir les Bourbons au moment où ils chercheraient à s'embarquer, et, après les avoir poussés par la peur d'Aranjuez à Cadix, de les arrêter par la force à Cadix même, avant qu'ils eussent pris sous l'escorte des Anglais la route de la Vera-Cruz. En conséquence, à la date du 21 février, il expédia pour l'amiral Rosily une dépêche chiffrée, portant l'ordre exprès de prendre dans la rade de Cadix une position telle qu'on pût intercepter le départ de tout bâtiment, et d'arrêter la famille royale fugitive, si elle voulait imiter la folie, disait la dépêche, de la cour de Lisbonne¹.

Assurément, si on jugeait ces actes d'après la morale ordinaire qui rend sacrée la propriété d'autrui, il faudrait les flétrir à jamais, comme on flétrit ceux du criminel qui a touché au bien qui ne lui appartient point; et même en les jugeant d'après des principes différents, on ne peut que leur infliger un blâme sévère. Mais les trônes sont autre chose qu'une propriété privée. On les ôte ou on les donne par la guerre ou la politique, et quelquefois au grand avantage des nations dont on dispose ainsi arbitrairement. Seulement il faut prendre garde, en voulant jouer le rôle de la Providence, d'y échouer, d'être ou odieux ou malheureux en voulant être grand, et de ne pas atteindre les résultats qui devaient vous servir d'excuse. Il faut enfin se défier de toute entreprise si peu avouable qu'on est réduit à y employer la fourberie et le mensonge. Napoléon raisonnait sur ce qu'il allait faire comme raisonne toujours la politique ambitieuse. Cette nation espagnole, si fière, si généreuse, méritait,

se disait-il, un plus noble sort que celui d'être asservie à une cour incapable et avilie; elle méritait d'être régénérée; régénérée, elle pourrait rendre de grands services à la France et à elle-même, aider au renversement de la tyrannie maritime de l'Angleterre, contribuer à l'affranchissement du commerce de l'Europe, être appelée enfin à de belles et vastes destinées. S'interdire tout cela pour un roi imbécile, pour une reine impudique, pour un favori abject, c'était plus qu'on ne pouvait attendre d'une volonté impétueuse qui s'élançait vers le but, comme l'aigle sur sa proie, dès qu'elle l'avait aperçu des hauteurs où elle habitait. Le résultat devait prouver à quel danger on s'expose lorsqu'on veut jouer un de ces rôles si au-dessus de l'humanité, lorsqu'on veut se tenir pour dispensé de respecter la vie, le bien des hommes, sous prétexte du but vers lequel on marche.

Murat avait exécuté avec une parfaite soumission les ordres de Napoléon transmis par le ministre de la guerre. Parti sur-le-champ pour Bayonne, il était arrivé en cette ville le 26, comme le lui prescrivait ses instructions. Son départ avait été si brusque, qu'il n'avait avec lui ni état-major, ni chevaux pour son service personnel. Il n'était suivi que des aides de camp qui devaient accompagner un officier de son grade, maréchal, grand-duc et prince impérial tout à la fois. Il les avait envoyés en tous sens pour connaître l'emplacement et la situation des corps, se mettre en communication avec eux, et attirer à lui la direction des choses. Le mystère que Napoléon avait observé dans ses instructions blessait sa vanité; mais il entrevoyait si bien le but, et le but lui plaisait tellement, qu'il n'en demanda pas davantage, et se mit à l'œuvre afin d'exécuter ponctuellement les volontés de son maître.

Bayonne présentait un spectacle de confusion, car il n'existait pas sur ce point l'immense attirail militaire que quinze ans de guerres avaient permis d'accumuler sur la frontière du Rhin ou des Alpes, et il avait fallu tout y créer à la fois. De plus, les troupes qui arrivaient, composées de conscrits, récemment organisées, manquaient du nécessaire, et de l'expérience qui peut y suppléer. On faisait cuire le biscuit, on fabriquait des souliers et des capotes, on créait les moyens de transport dont on était entièrement dépourvu; car il avait été impossible de se procurer les cinq cents mulets dont Napoléon avait ordonné l'achat, ces précieux animaux ne se trouvant que

¹ On trouvera à la fin de ce volume une note qui expose comment je suis parvenu à découvrir le secret de toutes les machinations restées jusqu'ici entièrement inconnues.

dans le Poitou. L'argent même était en arrière, faute de voitures. L'artillerie des divers corps rejoignait à peine, et le matériel retardé de l'armée de Junot, se croisant avec le matériel arrivant des armées d'Espagne, y augmentait l'encombrement. Malgré la clarté, la précision, la vigueur que Napoléon apportait, aujourd'hui comme autrefois, dans l'exécution de ses ordres, leur exécution se ressentait des distances, de la précipitation, de l'inexpérience des administrateurs, les plus capables étant employés dans les autres parties de l'Europe.

Murat, qui avait de l'intelligence, que Napoléon par ses grandes leçons et ses remontrances continuelles avait formé au commandement, passa plusieurs jours à Bayonne pour y mettre quelque ordre, s'informer de ce qui était exécuté ou demeuré en retard, et en avertir Napoléon, afin que ce dernier y portât remède. Il partit ensuite pour Vittoria. Il franchit la frontière le 10 mars, et se rendit le jour même à Tolosa. S'il y avait un chef qui par sa bonne mine, son air martial, ses manières ouvertes et toutes méridionales, convint aux Espagnols, c'était assurément Murat. Il était fait pour leur plaire, en leur imposant, et, parmi les princes français destinés à régner, il eût été incontestablement le mieux choisi pour monter sur le trône d'Espagne. On verra plus tard combien ce fut une grave faute que de lui en préférer un autre. La population des provinces basques le reçut avec de grandes démonstrations de joie. Cet excellent peuple, le plus beau, le plus vif, le plus brave et le plus laborieux de ceux qui peuplent la Péninsule, n'avait pas les mêmes passions que le reste des Espagnols. Il n'avait ni la même haine des étrangers, ni les mêmes préjugés nationaux. Placé entre les plaines de la Gascogne et celles de la Castille, dans une région montagneuse, parlant une langue à part, vivant du commerce illicite qu'il faisait avec la France et l'Espagne, jouissant de privilèges étendus dont il se servait pour continuer ce commerce, privilèges qu'il devait à la difficulté de vaincre ses montagnes et son courage, il était une espèce de pays neutre, de Suisse, pour ainsi dire, située entre la France et l'Espagne. Il ne tenait donc que médiocrement à la domination espagnole, et n'eût pas été fâché d'appartenir à un vaste empire, qui lui aurait permis d'étendre au loin son activité industrielle. Il accueillit Murat avec de bruyantes acclamations, et laissa percer en mille manières le vœu d'appartenir à la France. Les troupes françaises furent parfaite-

ment reçues; elles observèrent une exacte discipline, payèrent tout ce qu'elles prirent, et en consommant les denrées du pays furent pour lui un avantage plutôt qu'une charge.

Murat ne fut pas moins bien accueilli à Vittoria, capitale de l'Alava, la troisième des provinces basques, dans laquelle l'esprit espagnol commence à se prononcer davantage. Il y entra le 11 dans la voiture de l'évêque, qui était accouru à sa rencontre avec toutes les autorités du pays. La population se pressait aux portes des villes, et faisait au général devenu prince, bientôt appelé à devenir roi, une réception des plus brillantes. Les soldats français, bien que très-nombreux en Espagne, plus nombreux que ne le comportait la guerre du Portugal, n'avaient pas encore donné le moindre sujet de plainte. Si on supposait à leur venue une intention politique, c'était contre la cour, cour aussi exécutée que méprisée. On n'avait donc aucune raison de résister ni à la curiosité qu'ils inspiroient, ni aux espérances qu'ils faisaient naître. Les autorités auxquelles on avait envoyé de Madrid l'ordre de préparer des vivres, afin de prévenir tout mécontentement, les avaient réunis avec assez d'abondance. Murat ayant annoncé que la consommation de l'armée serait payée par la France, les autorités répondirent avec la fierté castillane qu'on recevait les Français en alliés, en amis, et que l'hospitalité espagnole ne se payait pas.

Ainsi dans ce premier moment les choses allaient au mieux. Les illusions étaient réciproques. Tandis que ces demi-Espagnols accueillaient si bien nos soldats et leur illustre chef, celui-ci se figurait que tout serait facile en Espagne, que les Français y étaient désirés, qu'un roi de leur nation y serait accepté avec joie, et avec plus de joie encore si ce roi c'était lui. Frappé de la haine profonde, universelle, qu'inspirait le favori, il reconnut bientôt que c'était un triste appui à se ménager en Espagne que celui d'Emmanuel Godoy, et que, pour y obtenir la faveur populaire, il fallait au contraire donner à croire qu'on venait le renverser.

De Vittoria, Murat se rendit à Burgos, qui devait être le siège de son quartier général. Lorsqu'on quitte Vittoria, qu'on passe l'Èbre à Miranda, limite où se trouvait alors la douane espagnole, et où elle était placée il n'y a pas longtemps encore, on sort du pays montagneux, varié, riant, toujours frais, de la Suisse pyrénéenne, et on entre dans la véritable Espagne. L'Èbre, qui à Miranda n'est qu'un gros ruisseau

coulant entre des cailloux, l'Èbre passé, on franchit les défilés de Pancorbo, espèce de fissure dans une ligne de rochers, qui forment le dernier banc des Pyrénées, et on débouche dans la Castille. Alors commencent les plaines immenses, les horizons lointains, les aspects tristes et sévères. Sur le vaste plateau des Castilles, le ciel est serein et brûlant en été, brumeux et glacial en hiver, et toujours âpre. Les habitations sont rares, la culture est uniforme, et n'offre aux yeux, sauf l'époque où la moisson grandit et mûrit, que de vastes champs de chaume, sur lesquels vivent les troupeaux, maîtres absolus du sol de l'Espagne qu'ils traversent deux fois par an, du nord au midi, du midi au nord, comme des oiseaux voyageurs. A ce nouvel aspect de la nature physique, se joint en entrant dans les Castilles un autre aspect de la nature morale. L'habitant beau, dans les campagnes surtout, beau mais moins vif et moins alerte que le montagnard basque, grand, bien fait, grave, toujours armé d'un fusil ou d'un poignard, prompt à s'en servir contre un compatriote, plus volontiers contre un étranger, présente, avec exagération, tous les traits, bons ou mauvais, du caractère espagnol. Il est à la fois plus ignorant, plus sauvage, plus cruel, plus brave que la bourgeoisie. Celle-ci, dans son instruction imparfaite, semblable à des Turcs à demi civilisés, a perdu avec sa férocité une partie de son énergie. Le peuple en Espagne, qui par ses vices et ses vertus a sauvé l'indépendance nationale, offre un trait particulier qui le distingue des autres peuples de l'Europe. On trouve chez lui avec des passions ardentes une sorte d'esprit public, qu'il doit à sa manière de vivre, à son agglomération dans de gros villages, où il demeure pendant tout le temps qu'il ne consacre pas à la terre, à laquelle il en donne peu, se bornant à un simple labour, puis aux semailles et à la moisson, pour ne rien faire après. Tandis que le paysan français, belge, anglais, lombard, dispersé sur le sol, occupé de cultures diverses et continuelles, n'est excité ni par le rapprochement, ni par le loisir, à se mêler d'autre chose que de son travail, on voit le paysan espagnol, revêtu d'un manteau, appuyé sur un bâton, réuni à ses pareils sur la place publique du village, parler du roi, de la reine, des affaires du temps, avec une étonnante curiosité, ou se livrer à des jeux, à des danses, à des chants, courir à des combats de taureaux, plaisir sanguinaire dont aucune classe de la nation ne saurait se priver, regarder à peine l'étranger qui passe, ou bien le

regarder avec une fierté méprisante qui à la moindre prévenance se change tout à coup en un aimable abandon. L'Espagnol, à cette époque, était plus que jamais disposé à s'occuper de la chose publique avec un redoublement d'ardeur. Relégué à l'extrémité du continent, il y avait plus d'un siècle qu'il n'avait été sérieusement mêlé aux affaires de l'Europe. Quelques batailles navales, quelques opérations en Italie, une guerre d'un moment sur les Pyrénées en 1795, n'avaient pu ni épuiser, ni même satisfaire ses énergiques passions. Assistant avec l'impatience d'un spectateur qui voudrait y jouer un rôle aux grands événements du siècle, il était on ne peut pas plus préparé à prendre à toutes choses une part immodérée.

Tel était le pays, tel était le peuple au milieu duquel nous arrivions en mars 1808, en passant l'Èbre. Murat fut encore bien reçu à Burgos, capitale de la Vieille-Castille, c'est-à-dire avec curiosité et espérance. Cependant la classe inférieure, moins occupée que la bourgeoisie de ce que les Français venaient faire en Espagne, semblait plus affectée du déplaisir de voir des étrangers envahir son sol, et il y eut çà et là, entre la vivacité pétulante de nos jeunes soldats et la gravité orgueilleuse du bas peuple espagnol, quelques collisions, et quelques coups de couteau vengés à l'instant même par des coups de sabre. Il y avait dans cette première rencontre des deux peuples une circonstance fâcheuse. Il aurait fallu présenter à ces fiers Espagnols, si enclins dans leur ignorance à mépriser tout ce qui n'était pas eux, quelques-uns des soldats de la grande armée, qui leur eussent imposé par leur vieille assurance, leurs blessures, leurs moustaches grises. Mais nos légions, composées de conscrits de 1807 et 1808, n'ayant jamais vu le feu, encadrées, comme nous l'avons dit, avec des officiers pris dans les dépôts, ou tirés de la retraite (c'était surtout le cas des officiers des cinq légions de réserve), n'avaient pour les faire respecter que l'immense renommée de nos armées. Parties à la hâte des dépôts, sans qu'on eût complété ni leur vêtement, ni leur chaussure, ni leur armement, elles n'avaient pas même l'éclat de l'équipement pour compenser la jeunesse de leur visage. Elles avaient donc le double inconvénient de n'être pas assez imposantes, et d'offrir les apparences d'une misère avide, qui vient dévorer le pays qu'elle envahit. Il y avait parmi nos soldats beaucoup de malades, les uns ayant souffert de fatigues auxquelles ils n'étaient pas assez préparés,

les autres ayant reçu la gale des mendiants espagnols. Un cinquième de l'armée était atteint de cette hideuse maladie. Il avait fallu, pour en garantir les troupes de la garde impériale, les faire bivouaquer en plein champ. Les Espagnols, croyant que c'étaient là les soldats qui avaient vaincu l'Europe, se disaient qu'il ne devait pas être difficile de remporter des victoires, puisque de pareilles troupes y avaient suffi, ne sachant pas encore, comme ils l'apprirent bientôt pour leur malheur et pour le nôtre, que, tels quels, ces jeunes soldats étaient capables de vaincre eux, et plus forts qu'eux, grâce à l'esprit qui les animait, et au savoir militaire qui surabondait dans toutes les parties de l'armée française. Il n'y avait que les cuirassiers, dont la grande stature, l'armure imposante dissimulaient la jeunesse, et la garde, troupe incomparable, qui inspirassent à la populace des villes espagnoles le respect qu'il eût été nécessaire de lui inspirer dès le premier jour. Au surplus, dans ce moment on ne songeait pas encore à résister; on n'attendait que du bien des Français, et, sauf quelques collisions accidentelles entre les hommes du peuple et nos conserits surpris par le vin des Espagnes, ou excités par la beauté des femmes, la cordialité régnait. Certains Espagnols plus avisés se disaient bien que cette singulière accumulation de troupes devait présager autre chose que le renversement du prince de la Paix, car dans l'état des esprits il n'aurait fallu qu'un seul mot de Napoléon pour le précipiter du pouvoir. Mais on ne voulait croire, espérer que la chute du favori; on ne pensait qu'à cet unique objet. Un autre bruit d'ailleurs, celui d'une expédition sur Gibraltar, adroitement répandu, complétait l'illusion générale.

A peine Murat était-il entré en Espagne que deux lettres de son ami, le prince de la Paix, étaient venues le trouver, coup sur coup, pour le féliciter, et le questionner tout à la fois. Le désir d'y répondre, qui en toute autre circonstance eût été vif chez l'impétueux Murat, fut facilement surmonté par la crainte de resserrer ses liens avec un personnage aussi impopulaire, et par la crainte plus grande encore de déplaire à Napoléon. Les deux lettres demeurèrent sans réponse. Du reste, les questions du prince de la Paix n'étaient pas les seules auxquelles fût exposé Murat. Les autorités civiles, militaires, ecclésiastiques, accourues autour de lui pour le voir et le fêter, provoquaient de mille façons détournées son indiscretion naturelle. Mais il se contenait,

d'abord parce qu'il ignorait les projets de Napoléon, et secondement parce que le but général qu'il entrevoyait était si grave, qu'il aurait suffi de moins d'esprit de conduite qu'il n'en avait pour savoir se taire. Toutefois son dépit de se trouver au milieu de ce tumulte, sans autres instructions que des instructions militaires, était extrême. Aussi, à peine rendu en Espagne, ne manqua-t-il pas d'écrire à Napoléon tout ce qui en était de la situation des troupes, de leur dénûment, de leurs maladies, du bon accueil des Espagnols, de l'impopularité du prince de la Paix, de l'enthousiasme des Espagnols pour Napoléon, de la facilité de faire en Espagne tout ce qu'on voudrait, mais de la nécessité de se fixer sur ce qu'on voulait faire, et de l'embarras de rester sans instructions en présence des événements qui se préparaient. « Je croyais, sire, écrivait-il à Napoléon, je croyais, après tant d'années de service et de dévouement, avoir mérité votre confiance, et, revêtu surtout du commandement de vos troupes, devoir connaître à quelles fins elles allaient être employées. Je vous en supplie, ajoutait-il, donnez-moi des instructions. Quelles qu'elles soient, elles seront exécutées. Voulez-vous renverser Godoy, faire régner Ferdinand, rien n'est plus facile. Un mot de votre bouche suffira. Voulez-vous changer la dynastie des Bourbons, régénérer l'Espagne en lui donnant l'un des princes de votre maison, rien n'est plus facile encore. Votre volonté sera reçue comme celle de la Providence. » Le brave mais faible observateur Murat n'osait pas ajouter une dernière assertion, plus vraie que toutes celles dont il remplissait ses rapports: c'est qu'il eût été le mieux accueilli des princes étrangers qu'on aurait pu substituer à la dynastie régnante.

Napoléon, dont l'intention était d'effrayer la cour par son silence, tout en rassurant au contraire la population par une attitude amicale, afin d'arriver à Madrid sans coup férir, et de s'emparer pacifiquement d'un trône vide, Napoléon éprouva un mouvement d'impatience à la lecture des lettres de Murat, remplies d'interrogations pressantes. « Quand je vous prescriis, lui dit-il, de marcher militairement, de tenir vos divisions bien rassemblées et à distance de combat, de les pourvoir abondamment pour qu'elles ne commettent aucun désordre, d'éviter toute collision, de ne prendre aucune part aux divisions de la cour d'Espagne, et de me renvoyer les questions qu'elle pourra vous adresser, ne sont-ce pas là des instructions? Le reste ne vous re-

garde pas, et, si je ne vous dis rien, c'est que vous ne devez rien savoir. »

Il ajouta à cette réprimande les ordres que réclamait la circonstance. Il prescrivit par un décret de fournir sur-le-champ aux bataillons détachés de leurs régiments des fonds dont on tiendrait compte à l'administration des corps; de prendre dans sa garde de jeunes sous-officiers, suffisamment lettrés, ayant fait les campagnes de 1806 et 1807, pour les nommer officiers, et pourvoir ainsi les régiments qui en manqueraient; de soumettre sur-le-champ tous les galeux à un traitement; de camper les troupes dès que le froid serait passé, ce qui ne pouvait tarder en Espagne; de faire partir la brigade composée des quatrièmes bataillons des légions de réserve, pour la joindre à celle du général Darmagnac, déjà chargée d'occuper Pampelune; de s'emparer de la citadelle de Pampelune, de l'armer, d'y laisser un millier d'hommes, puis de porter la division des Pyrénées orientales tout entière entre Vittoria et Burgos, afin de couvrir les derrières de l'armée; de réunir sur le même point tous les régiments de marche, composés des renforts destinés aux régiments provisoires, d'y envoyer en outre et sans délai la division Verdier (qualifiée plus haut réserve d'Orléans), de former ainsi un rassemblement considérable, sous les ordres du maréchal Bessières, qui, avec la garde, ne devait pas être de moins de 12,000 à 15,000 hommes, et qui, en cas de collision, garderait la ligne de retraite de l'armée contre les troupes espagnoles chargées d'occuper le nord du Portugal. Napoléon régla ensuite la marche sur Madrid. Il ordonna à Murat de faire passer le Guadarrama tant au corps du maréchal Monecy qu'à celui du général Dupont, l'un par la route de Somo-Sierra, l'autre par celle de Ségovie, du 19 au 20 mars, d'être le 22 ou le 25 sous les murs de Madrid, de demander à s'y reposer, avant de continuer sa marche sur Cadix, d'enfoncer les portes de Madrid si elles se fermaient devant lui, mais après avoir fait tout ce qui serait possible pour prévenir une collision. A toutes ces prescriptions se joignaient toujours, et itérativement, la recommandation de se taire sur les affaires politiques, de pourvoir la troupe de tout pour qu'elle ne prit rien, et de retarder même le mouvement d'un jour ou deux, si les moyens d'alimentation et de transport n'étaient pas suffisants.

Murat dut donc se résigner à n'en pas savoir davantage, et s'appliqua à obéir fidèlement aux ordres de l'Empereur, certain qu'après tout ce

mystère ne pouvait cacher que ce qu'il désirait, c'est-à-dire le renversement des Bourbons d'Espagne, et la vacance de l'un des plus beaux trônes de l'univers.

L'occupation des places, ordonnée à plusieurs reprises par l'Empereur, fut exécutée. Les généraux Duhesme et Darmagnac, l'un à Barcelone, l'autre à Pampelune, n'avaient d'abord occupé que les villes mêmes, et non les forteresses dominant ces villes. Un ordre secret émané de Madrid prescrivait aux généraux espagnols de bien recevoir les Français, de leur ouvrir les villes, mais autant que possible de leur refuser l'entrée des citadelles. Le général Duhesme arrivé à Barcelone à la tête d'environ 7,000 hommes, la plupart Italiens, avait été reçu avec une politesse affectée par les autorités, avec bienveillance et curiosité par la bourgeoisie, avec défiance par le peuple. L'incontinence des Italiens avait attiré à ceux-ci plus d'un coup de couteau. La gravité des circonstances ayant occasionné la fermeture des fabriques, il y avait un grand nombre d'ouvriers oisifs, prêts à se livrer à toute espèce de désordres. Le général Duhesme, placé avec 7,000 hommes au milieu d'une ville de 150,000 âmes, bien que suivi à peu de distance par 5,000 Français, était dans une position critique, surtout n'étant pas maître de la citadelle de Barcelone, et du fort de Mont-Jouy qui domine entièrement la ville. Aussi était-il convenu avec le général Lecchi, commandant les Italiens, d'un plan d'enlèvement des forteresses, lorsque l'ordre réitéré de s'en saisir vint mettre fin à toutes ses hésitations. Un matin il fit prendre les armes à ses troupes, en dirigea une partie sur la citadelle, une autre sur le Mont-Jouy. A la principale porte de la citadelle un poste français partageait la garde avec un poste espagnol. On en profita pour pénétrer dans l'intérieur. La moitié de la garnison, par suite de la négligence des officiers espagnols, était répandue dans la ville. On se trouva donc en force très-supérieure dans l'intérieur de la citadelle, et on s'en empara sans coup férir. Au fort Mont-Jouy il en fut autrement. L'entrée fut refusée par l'officier qui y commandait, et qui plus tard défendit énergiquement Gironne, le brigadier Alvarez. Bien qu'une partie de ses troupes fût absente et dispersée, ainsi qu'il était arrivé à la citadelle, il fit mine de se défendre. De son côté, le général Duhesme, qui avait porté là le gros de ses forces, déclara qu'il allait commencer l'attaque. Le capitaine général de la Catalogne, comte d'Espeleta, craignant une collision qu'on

lui avait recommandé d'éviter, prit la détermination de céder, et de livrer le Mont-Jouy aux Français. Ils s'y établirent immédiatement. Maîtres des deux forteresses qui dominent Barcelone, ils n'avaient plus rien à craindre. Mais ils n'y étaient entrés qu'en faisant éprouver à la population de la Catalogne une émotion pénible, et très-fâcheuse dans les circonstances.

A Pampelune, le général Darmagnac, brave homme, plein d'énergie et de loyauté, qui aurait plus volontiers escajadé de vive force que dérobé par surprise une place qu'on lui ordonnait d'occuper, employa un moyen très-adroit pour pénétrer dans la citadelle. Il était logé dans une maison peu distante de la porte principale. Il y fit cacher cent grenadiers bien armés. Ses troupes avaient l'habitude d'aller le matin chercher leurs vivres dans la citadelle même. Il envoya une cinquantaine d'hommes choisis, qui se rendirent sans armes à la porte de la citadelle un peu avant la distribution, et qui tout en feignant d'attendre s'approchèrent du poste qui gardait la porte, se jetèrent sur lui, le désarmèrent, tandis que les cent grenadiers embusqués dans la maison du général Darmagnac, accourant en toute hâte, achevèrent l'enlèvement. Les troupes françaises secrètement réunies survinrent dans le même moment, et la citadelle fut conquise, mais au grand déplaisir du général Darmagnac, qui écrivit au ministre de la guerre, en lui rendant compte de ce qu'il avait fait : *Ce sont là de vilaines missions.* A Pampelune comme à Barcelone l'émotion fut vive et générale.

On eut moins de peine à Saint-Sébastien. Un duc de Crillon, d'origine française, y commandait. Murat le somma de rendre la place. Il refusa nettement d'obéir. Murat lui répliqua qu'il avait ordre de l'occuper, non dans des vues hostiles, mais dans des vues de prudence militaire fort simples, pour assurer les derrières de l'armée, et que si on lui résistait il allait immédiatement ouvrir le feu. Le comte de Crillon, averti comme les autres commandants de place qu'une collision devait être évitée, rendit Saint-Sébastien, à condition que Murat le lui restituerait si sa condescendance n'était pas approuvée à Madrid. Murat consentit à cette réserve puérile, et fit entrer dans Saint-Sébastien un bataillon de troupes françaises.

Cette subite occupation des places, opérée dans les derniers jours de février et les premiers jours de mars, produisit en Espagne la plus fâcheuse impression. Les esprits prévoyants, qui avaient

remarqué que pour s'emparer du Portugal, déjà conquis d'ailleurs, que pour renverser un favori abhorré de la nation, il ne fallait pas tant de troupes, commençaient à trouver leurs remarques justifiées, et à rencontrer plus d'assentiment. Dans les pays surtout qui avaient été témoins de ces surprises, accompagnées de plus ou moins de violence, on faillit en venir aux mains avec nos troupes. La bourgeoisie, qui, moins hostile aux étrangers que le peuple, plus portée à des changements, moins travaillée par le clergé, s'était plu à espérer de nous la chute du favori et la régénération de l'Espagne, fut désolée. Le peuple montra un premier mouvement de fureur, que la ferme attitude de nos soldats et de nos officiers réussit bientôt à réprimer. Deux circonstances contribuèrent encore à aggraver ces sentiments, de découragement chez la bourgeoisie, de colère jalouse chez le peuple : la première et la plus grave fut la contribution de 100 millions frappée sur les Portugais ; la seconde, celle-là moins connue du public, fut le mariage de mademoiselle de Tascher avec le prince d'Areberg. De toutes parts on se mit à dire que les Français traitaient bien mal ceux dont ils recevaient l'hospitalité, et on se demanda quelle serait la charge de l'Espagne si on frappait sur elle une contribution proportionnée à celle qui allait peser sur le Portugal. Quant au mariage de mademoiselle de Tascher, il affecta beaucoup la classe éclairée, de laquelle il fut plus particulièrement connu. On s'était persuadé, en effet, que c'était, non pas une fille de Lucien, personne ignorée en Espagne, mais une nièce de l'Impératrice, récemment adoptée, et parente de l'ambassadeur Beauharnais, que Napoléon destinait au prince des Asturies. Le mariage de cette jeune personne avec le prince d'Areberg désespéra tous ceux qui comptaient sur la prochaine union d'une princesse française avec Ferdinand. Le détronement des Bourbons devenait dès lors la seule intention qu'on pût prêter à l'Empereur. La bourgeoisie, et surtout la noblesse, se seraient peut-être accommodées d'un changement de dynastie, qui leur eût assuré la régénération de l'Espagne sans les faire passer par les cruelles épreuves de la révolution française ; mais le clergé, et principalement les moines, qui voyaient dans les Français des ennemis dangereux pour leur existence, repoussaient une telle idée avec colère, et n'avaient pas de peine à agir sur un peuple encore fanatique, avide de mouvement et de désordres. Le clergé, corres-

pondant d'un bout de l'Espagne à l'autre par les diocèses et par les couvents, avait un moyen puissant de communiquer partout avec une incroyable promptitude les impressions qu'il avait intérêt à répandre. Cependant ces premières impressions ne furent qu'un signe avant-coureur de la haine qui allait éclater contre nous. Pour le moment un autre objet préoccupait les Espagnols ; c'était la cour, la cour dans laquelle une mère dénaturée, un favori exécré, dominant un roi faible, tenaient dans l'oppression un jeune prince adoré. C'était vers Madrid, vers Aranjuez, que se tournaient tous les regards, et qu'on appelait les Français, pour y accomplir une révolution universellement désirée. Certains actes venaient, il est vrai, d'inspirer quelques doutes sur leurs intentions ; mais ces actes, les uns expliqués comme de simples précautions militaires, les autres comme des mesures uniquement applicables au Portugal, passèrent bien vite de la mémoire d'une nation exclusivement occupée d'un seul objet, et on se remit à penser à la cour, à souhaiter sa chute, à la demander aux Français.

Du reste, le moment de la catastrophe approchait. Napoléon avait fait partir de Paris, vers le 25 février, M. Yzquierdo pour porter l'épouvante dans le cœur des souverains de l'Espagne, et M. de Tournon pour remettre une nouvelle lettre, inquiétante à force d'être insignifiante ; car lorsqu'on lui avait demandé une princesse pour Ferdinand, il avait éludé en s'informant si ce prince était rentré en grâce ; et maintenant qu'on ne lui parlait plus de mariage, il demandait qu'on lui en parlât. Ces contradictions, sinistrement expliquées par les rapports de M. Yzquierdo, par la marche des troupes françaises, par le silence de Murat, devaient amener à Madrid la crise longtemps attendue.

M. Yzquierdo, arrivé à Madrid du 3 au 4 mars, fut présenté le 5 à Aranjuez à toute la famille royale. Ses rapports furent des plus alarmants, et remplirent d'effroi tant la famille royale que la société intime du prince de la Paix, sa mère, ses sœurs, sa confidente mademoiselle Tudo. M. Yzquierdo, après avoir fait connaître l'état de la négociation entamée avec M. de Talleyrand, laquelle aurait dû aboutir à concéder aux Français les provinces de l'Èbre et l'ouverture des colonies espagnoles, M. Yzquierdo déclara que cette négociation, toute désolante qu'elle pouvait paraître, n'était elle-même qu'un véritable leurre ; que Napoléon évidemment voulait autre chose,

c'est-à-dire le trône d'Espagne pour un de ses frères. M. Yzquierdo parvint aisément à convaincre la cour d'Aranjuez, déjà saisie de terreur, et à lui persuader que, si elle ne prenait pas un parti décisif, elle était perdue. L'arrivée de M. de Tournon et la remise de la lettre dont il était porteur n'étaient pas faites pour dissiper les alarmes excitées par M. Yzquierdo. Charles IV, malade, souffrant d'un rhumatisme au bras, reçut M. de Tournon avec une politesse à travers laquelle perceait un profond chagrin ; la reine et le favori le reçurent avec un sourire contraint, et cachant mal leur haine furieuse. Charles IV dit d'un ton pénétré de douleur qu'il répondrait bientôt à son allié l'empereur Napoléon, et se hâta de terminer une entrevue inutile et pénible. Dès ce moment, le parti de fuir fut arrêté. C'était pour Charles IV un cruel sacrifice que de quitter les trois ou quatre palais situés autour de Madrid, entre lesquels il avait l'habitude de partager sa vie, allant de l'un à l'autre à chaque changement de saison, comme ces animaux qui changent de climat à la suite du soleil. C'était pour lui une amère privation que de renoncer aux chasses du Pardo, au lieu d'attendre Napoléon, et de s'en remettre à sa toute-puissance du sort de la maison d'Espagne. Le bon roi Charles IV avait le cœur trop loyal et l'esprit trop borné pour supposer une seule des combinaisons de Napoléon, et il inclinait à penser qu'en l'attendant, et en se confiant à lui, tout s'arrangerait pour le mieux. Il est certain que ce naïf abandon de la faiblesse se livrant elle-même aurait étrangement embarrassé Napoléon, et peut-être amené d'autres résultats. Mais le prince de la Paix et la reine, sachant bien que pour eux il n'y avait aucune grâce à espérer, que l'intervention de Napoléon, quelle qu'elle fût, s'exercerait au moins contre eux, ne laissèrent pas le choix à Charles IV, et l'entraînèrent à se retirer en Andalousie. Il est probable qu'ils ne lui firent entrevoir que ce premier éloignement, comptant sur les événements pour décider la retraite définitive en Amérique. Leur résolution à cet égard était si ferme, que le prince de la Paix, emporté par son intempérance ordinaire de langage, s'écria qu'il enlèverait plutôt le roi que de consentir à ce qu'il attendit à Aranjuez l'arrivée des Français.

Cependant, pour ne pas s'ôter toute ressource du côté de la France, M. Yzquierdo dut retourner immédiatement à Paris, employer les supplications auprès de Napoléon, l'or auprès de ses

agents, pour conjurer le coup qui menaçait la maison d'Espagne, et signer tous les traités qu'on exigerait, quelque déshonorants qu'ils pussent être. Il repartit précipitamment le 11 mars au matin, afin d'arriver à Paris avant qu'un ordre fatal fût donné. Son trouble était tel que ceux qui le rencontrèrent, et il y avait beaucoup d'allants et de venants sur la route, en furent vivement frappés.

La résolution de se retirer en Andalousie prise, il fallait y amener bien des volontés tant à Aranjuez qu'à Madrid. Le prince des Asturies, jugeant des intentions de Napoléon par les témoignages d'intérêt qu'il recevait de M. de Beauharnais, et ne voyait dans les Français que des libérateurs, et ne voulait pas se laisser entraîner loin d'eux, prisonnier de la reine et du prince de la Paix. Il le disait hautement depuis qu'on parlait du voyage d'Andalousie, et on en parlait en effet dans le moment comme d'une résolution arrêtée. Il avait rangé de son avis son oncle don Antonio, qui partageait son aversion pour la reine et le favori, ainsi que tous les membres de la famille royale, excepté la reine d'Étrurie, récemment arrivée de Toscane pour prendre possession du nord du Portugal. Cette princesse chère à la reine était par ce motif odieuse à Ferdinand, mais on ne s'occupait guère de ce qu'elle pensait. Tout ce qui comptait dans la famille royale était prononcé contre le projet de fuite, et voulait qu'on attendît les Français. La reine et le favori, sans s'inquiéter de ces résistances, étaient résolus à les vaincre et à conduire de gré ou de force toute la famille royale à Séville. Mais il y avait encore à surmonter d'autres résistances plus redoutables. Le conseil de Castille, secrètement consulté, avait repoussé l'idée d'une retraite honteuse, et répondu qu'il n'aurait pas fallu admettre les Français en Espagne, mais qu'après les avoir si facilement admis, il fallait ou prendre la résolution subite de leur tenir tête, en soulevant contre eux la nation tout entière, ou leur ouvrir les bras en faisant appel à la loyauté de ces alliés, reçus en Espagne comme des amis et des frères. Une autre opposition, celle-là plus imprévue qu'aucune autre, éclata tout à coup. Le ministre de la justice, M. de Caballero, avait paru plus attaché qu'il n'était à la fortune du prince de la Paix. Appelé par ses fonctions de ministre de la justice à figurer fréquemment dans le procès de l'Escorial, il en avait assumé tout l'odieux, sans le mériter cependant, car il avait soutenu auprès du roi et de la reine qu'il n'existait ni dans les

pièces trouvées, ni dans les faits recueillis, des indices suffisants pour tenter des poursuites criminelles. Il lui était même arrivé d'encourir pour ce motif la colère de la reine, qui l'avait qualifié de traître vendu au prince des Asturies. Le public ne l'en croyait pas moins beaucoup plus coupable qu'il ne l'était réellement. Quant au voyage en Andalousie, il n'en voulait pas entendre parler, disant que c'était un lâche abandon de la nation, qu'il n'aurait pas fallu introduire les Français en Espagne, mais que maintenant il fallait savoir les attendre ; que c'était à ceux qui se désaient d'eux à se retirer, mais que probablement Charles IV, dont la conduite avait toujours été loyale à leur égard, n'aurait pas à se plaindre de les avoir attendus. Un autre ministre, M. de Cevallos, qui plus tard voulut se faire passer pour un antagoniste du prince de la Paix, quoiqu'il lui fût servilement soumis, et qui n'avait pour tout patriotisme qu'une haine stupide des Français, M. de Cevallos, ministre des affaires étrangères, demeura paisible spectateur de ce conflit, et laissa M. de Caballero résister seul au projet de fuite. Le prince de la Paix n'en tint compte, et donna tous les ordres pour un prochain voyage en Andalousie. Cherchant à cacher l'objet de ce voyage, il parla vaguement d'un projet personnel de visiter les ports, dont la surveillance, depuis qu'il était grand amiral, lui appartenait spécialement.

Les transports de valeurs et de mobiliers déjà remarqués, les préparatifs de la cour et surtout de la famille Tудо, ne laissèrent bientôt aucun doute. On se ferait difficilement une idée de l'indignation des Espagnols en apprenant qu'ils allaient être abandonnés par la maison de Bourbon, comme les Portugais l'avaient été par la maison de Bragance. Se souciant peu des avantages qu'une telle résolution pourrait avoir plus tard pour la conservation des colonies, ils se disaient que si les Français avaient de si mauvaises intentions, on était ou bien inepte de ne pas les avoir entrevues, ou bien criminel de les avoir favorisées ; qu'il fallait en tout cas leur résister à outrance ; que tous les Espagnols, ayant le roi et les princes à leur tête, devaient couvrir la capitale de leurs corps, et se faire tuer plutôt que d'en permettre l'entrée, mais que fuir lâchement était une indignité, une trahison ; que du reste il y avait dans cette fuite autre chose qu'une précaution de prudence dans l'intérêt de la famille royale, mais tout simplement un calcul pour prolonger le pouvoir usurpé du favori ; car

si on voulait fuir les Français, c'est qu'on les savait contraires à Emmanuel Godoy et favorables au prince des Asturies. Cette dernière pensée devenue générale avait rendu aux Français leur popularité, et on disait que, loin de les fuir ou de les combattre, il fallait aller à eux au contraire, et les accueillir, puisque le prince de la Paix se défiait si fort de leurs intentions. L'exaspération de toutes les classes contre la cour était au comble. La noblesse, la bourgeoisie, le peuple et l'armée n'avaient à Madrid qu'un même langage, et ce langage était aussi ouvert, aussi hardi, aussi immodéré, qu'il peut l'être à la veille des grands événements dans les pays les plus libres. Dans l'armée surtout, une troupe fort maltraitée par le prince de la Paix, qui avait bouleversé son organisation, les gardes du corps manifestaient l'irritation la plus vive, et voulaient s'opposer même par la force au départ du roi. Parmi les officiers de cette troupe il y en avait plusieurs tout à fait dévoués au prince des Asturies, et en communication fréquente avec lui, recevant même, assurait-on, ses inspirations et ses ordres.

Cette bruyante opposition n'avait ébranlé dans leurs projets ni le prince de la Paix ni la reine, et leur inspirait seulement le désir de se soustraire plus tôt à tant de haine et de périls, en se retirant d'abord en Andalousie, puis, s'il le fallait, en Amérique. Le prince de la Paix avait donné des ordres en conséquence. Il avait fait rebrousser chemin aux troupes destinées à occuper le Portugal ; car, à la veille de perdre l'Espagne, il s'agissait d'autre chose que des Algarves ou de la Lusitanie septentrionale. Le général Taranco avait dû quitter Oporto, repasser en Galice, et de Galice dans le royaume de Léon. Le général Carafa avait dû remonter le Tage, et s'avancer jusqu'à Talavera. Le général Solano, marquis del Socorro, avait dû revenir d'Elvas vers Badajoz, et se diriger sur Séville. Assurément le prince de la Paix n'avait pas la pensée avec ces forces, qui ne présentaient que des corps de 6,000 à 7,000 hommes chacun, de lutter contre l'armée française. Il les destinait bien plutôt à couvrir la retraite de la famille royale qu'à organiser une défense désespérée dans le midi de l'Espagne.

¹ Les résolutions intérieures du gouvernement espagnol ne sont en général connues que par oui-dire, car il n'y a rien eu d'écrit sur ce sujet par aucun homme bien informé. Cependant le marquis de Caballero, questionné plus tard par Murat, lui remit, sur les événements qui avaient précédé les journées d'Aranjuez, trois mémoires fort instructifs, et dont le manuscrit existe à la secrétairerie d'État. M. de Caballero, racontant

Plusieurs frégates étaient éventuellement préparées dans le port de Cadix ¹.

Le prince de la Paix, suivant son usage de passer une semaine auprès de Leurs Majestés, après en avoir passé une à Madrid, était revenu le dimanche 15 mars à Aranjuez. Aranjuez se compose d'une magnifique résidence royale, située au bord du Tage, décorée suivant le style italien, avec de superbes jardins qui rappellent un peu le goût arabe. Cette résidence, quand on vient de Madrid, est à droite d'une grande route, large comme l'avenue des Champs-Élysées. Vis-à-vis le palais, cette route s'arrondit en une vaste place. À gauche se trouvent plusieurs belles habitations qui appartenaient aux ministres, à des grands seigneurs de la cour, et dont l'une notamment était occupée par le prince de la Paix. Une multitude de petites maisons servant aux marchands et fournisseurs que la cour et sa nombreuse domesticité attirent après elles, forment ce qu'on peut appeler le bourg d'Aranjuez.

À peine arrivé, le prince de la Paix donna les ordres définitifs pour le départ, qui fut fixé au mardi ou mercredi, 15 ou 16 mars. Le majordome de la cour avait déjà fait préparer les voitures royales. Des relais étaient échelonnés sur la route d'Ocagna, qui est celle de Séville. On avait prescrit à Madrid, aux gardes wallonnes et espagnoles, aux gardes du corps qui n'étaient pas de service, de se tenir prêts à partir pour Aranjuez.

Mais il fallait enfin, bien qu'on n'eût tenu aucun compte de la résistance de certains ministres, leur annoncer la résolution définitive de la cour, et leur demander la signature de divers ordres. Le prince de la Paix, aussitôt son arrivée à Aranjuez, avait fait appeler plusieurs d'entre eux à la résidence royale, principalement le marquis de Caballero, qui s'était fait attendre. Le prince de la Paix impatienté l'accueillit assez mal. Ce ministre, obstiné dans sa résistance, refusa de concourir, soit de son consentement, soit de sa signature, au départ qui n'était plus projeté, mais résolu. « Je vous ordonne de signer, lui dit le prince dans un mouvement de colère. — Je ne reçois des ordres que du roi, » répondit M. de Caballero. Une telle opposition, de la

les discussions qu'il eut avec le prince de la Paix sur le projet de départ, rapporte tout ce qui se passa en cette occasion, et fournit beaucoup de détails infiniment curieux. Il entendit notamment le prince de la Paix affirmer qu'il venait de faire préparer à Cadix cinq frégates pour le transport de la famille royale au delà des mers.

part d'un homme qui ne se distinguait pas par l'audace du caractère, aurait dû prouver à quel point l'autorité du favori était déjà ébranlée. Les autres ministres étant survenus, une vive altercation s'établit entre eux. M. de Caballero, poussé au dernier degré d'irritation, reprocha à M. de Cevallos sa lâche complaisance pour le prince de la Paix, et ne fut soutenu que par le ministre de la marine. On se sépara sans conclusion, et à leur sortie du palais, ces conseillers de la couronne, conservant sur leur visage et dans leur langage l'agitation dont ils étaient pleins, laissèrent entendre des paroles qui apprirent au public de quoi il s'agissait, de quoi on était menacé.

De son côté, le prince des Asturies, son oncle don Antonio, avaient communiqué à leurs affidés ce qui était à leur connaissance, et avaient en quelque sorte demandé secours contre la violence qu'on leur préparait. Les officiers dévoués que le prince comptait dans les gardes du corps, avaient parlé à leur troupe, qui était disposée à enfreindre toutes les règles de la subordination au premier mot qu'on lui dirait. La domesticité, qui savait, par les préparatifs mêmes qu'elle avait faits, à quel point le voyage était prochain, et qui se détachait avec regret du vieux séjour où elle était habituée à vivre, avait prévenu les habitants d'Aranjuez. Ceux-ci, désolés d'être privés de la présence de la cour, étaient résolus à empêcher son départ, et ils avaient, en ébruissant dans les campagnes environnantes le projet de fuite, attiré les redoutables paysans de la Manche, très-fâchés aussi de voir la cour les quitter et leur enlever l'avantage de la nourrir. L'affluence à Aranjuez devenait extrême, et déjà les visages les plus sinistres et les plus étranges commençaient à y paraître. Un personnage singulier, le comte de Montijo, persécuté par la cour, ayant, avec la naissance et la fortune d'un grand seigneur, l'art et le goût de remuer les masses populaires, était au milieu de cette foule, prêt à lui donner le signal de l'insurrection. On voyait donc des bourgeois d'Aranjuez, des paysans de la Manche, mêlés à des gardes du corps, réunis tous par l'anxiété, l'intérêt, la passion, faire autour du château une garde continue.

Le lundi 14, lendemain de l'altercation entre M. Caballero et le prince de la Paix, fut extrêmement agité. Le mardi 15, le spectacle des derniers préparatifs de la cour, les propos des ministres dissidents, certaines paroles attribuées au prince des Asturies, qui demandait secours, disait-on, contre ceux qui voulaient l'emmen-

en Andalousie, produisirent une telle émotion qu'on s'attendait à chaque instant à voir éclater une insurrection populaire. C'en était déjà l'aspect, c'en étaient les cris : il n'y manquait plus que les actes et la violence.

Le lendemain matin 16, jour de mercredi, les auteurs du projet de voyage, voyant que le départ allait devenir impossible si on ne ramenait un moment de calme dans cette population agitée, imaginèrent de publier une proclamation, par laquelle Charles IV promettrait de ne pas quitter Aranjuez. Cette proclamation fut en effet immédiatement rédigée, lue et placardée dans les principales rues d'Aranjuez, et envoyée en toute hâte à Madrid. « Mes chers sujets, disait-elle en substance, ne vous alarmez ni sur l'arrivée des troupes de mon magnanime allié l'empereur des Français, entrées en Espagne pour repousser un débarquement de l'ennemi sur nos côtes, ni sur mes prétendus projets de départ. Non, il n'est pas vrai que je veuille m'éloigner de mon bien-aimé peuple. Je veux rester, vivre parmi vous, comptant sur votre dévouement, si j'en avais besoin contre un ennemi, quel qu'il fût. Espagnols, calmez-vous donc, votre roi ne vous quittera pas. »

Cette proclamation, inspirant aux esprits un peu de sécurité, les calma pour un instant. La multitude se porta devant la résidence royale, demanda ses souverains, qui parurent aux fenêtres du palais, et les applaudit de toutes ses forces, en criant : *Vive le roi ! Meure le prince de la Paix ! Meure le favori qui déshonore et trahit son maître !* La journée du 16 s'acheva ainsi au milieu d'une sorte de satisfaction, qui malheureusement devait être passagère.

Le jour suivant, 17 mars, malgré les promesses royales, le voyage semblait toujours résolu. Les voitures restaient chargées dans les cours du palais. Les chevaux attendaient aux relais. Les troupes formant la garnison de Madrid, et composées des gardes wallonnes et espagnoles, de la compagnie des gardes du corps qui n'était pas de service, s'étaient mises en route pour Aranjuez. Une partie du peuple de la capitale, une foule de curieux les avaient suivies, et avaient fait avec elles le trajet qui est de sept à huit lieues. Chemin faisant, ce peuple poussait des cris contre la reine, contre le prince de la Paix, et demandait aux officiers et soldats s'ils laisseraient enlever leurs souverains par un indigne usurpateur, qui voulait les emmener avec lui pour les tyranniser plus sûrement. Les troupes,

ainsi accompagnées, arrivèrent vers la fin du jour à Aranjuez, et furent logées chez l'habitant, ce qui n'était pas un moyen de les ramener à la subordination militaire. Une dernière circonstance avait achevé de convaincre la foule que les promesses royales n'étaient qu'un leurre : c'est que les demoiselles Tudo étaient arrivées elles-mêmes à Aranjuez, et allaient, disait-on, partir le soir même pour l'Andalousie. L'affluence autour du palais du roi et de celui du prince de la Paix, situé de l'autre côté de la grande avenue, était plus considérable que les jours précédents ; car aux habitants effarés d'Aranjuez, aux paysans de la Manche, s'étaient joints des soldats sans armes qui une fois arrivés à leur logement étaient venus se mêler à la foule, et des curieux sortis en grand nombre de Madrid. Les gardes du corps, ceux du moins qui n'étaient pas de service, visiblement excités par les amis du prince des Asturies, s'étaient répandus par bandes, faisant des patrouilles volontaires, tantôt vers les écuries du roi, tantôt vers la résidence du prince de la Paix.

Aux approches de minuit, un incident singulier, survenu devant le palais du prince de la Paix, devint l'étincelle qui déterminait l'explosion. Une dame sortie de ce palais sous le bras d'un officier, escortée par quelques hussards dont le prince faisait sa garde habituelle, fut aperçue par une bande de gardes du corps et de curieux. Ils reconnurent ou crurent reconnaître mademoiselle Josépha Tudo, qui, suivant eux, allait monter en voiture. On se pressa autour d'elle. Les hussards du prince ayant voulu s'ouvrir un passage, un coup de fusil fut tiré on ne sait par qui. Il s'éleva à l'instant même un tumulte effroyable. Les gardes du corps coururent à leurs quartiers, sellèrent leurs chevaux, et se ruèrent à coups de sabre sur les hussards du prince qu'ils rencontrèrent. Les gardes wallonnes et espagnoles prirent aussi les armes, plutôt pour se joindre à la multitude que pour faire respecter l'autorité royale. Le peuple, ne se contenant plus, s'assembla sous les fenêtres du palais, appela le roi à grands cris, voulut le voir pour lui faire entendre l'expression de ses vœux, en poussant avec fureur les cris de *Vive le roi ! meure le prince de la Paix !* Après l'avoir effrayé en le saluant de pareilles acclamations, il se porta de l'autre côté d'Aranjuez, vers la demeure du prince de la Paix, qu'il enveloppa de toutes parts. En forcer les portes pour s'y précipiter parut d'abord à ce peuple, qui débutait dans la carrière

des révolutions, un attentat au-dessus de son audace. Il s'arrêta un instant, hésitant, mais plein d'impatience, et dévorant sa proie des yeux avant de la saisir. Tout à coup un individu, messenger, dit-on, du château, se présente à la porte du prince pour se la faire ouvrir. On la lui refuse. Il insiste. Les gardiens de la maison, croyant qu'on les attaque, songent à se défendre. Un coup de fusil part au milieu de cette agitation. Alors l'hésitation cesse. La foule furieuse se rue sur les portes, les enfonce, pénètre dans la demeure somptueuse du favori, la ravage, jette par les fenêtres tableaux, tentures, meubles magnifiques, détruit et ne pille pas, plus furieuse qu'avide, comme il arrive dans les mouvements de toute multitude, passionnée mais non avilie. On court d'appartement en appartement, on cherche l'objet de la haine publique, on ne trouve que l'épouse infortunée du prince de la Paix. La populace, en Espagne, même la plus infime, avait fini par connaître toute la vie d'Emmanuel Godoy. Elle savait combien il avait de femmes, quelle il aimait, quelle il n'aimait pas. Elle savait les malheurs de cette auguste princesse de Bourbon, tristement unie à un soldat aux gardes, pour donner à ce soldat le lustre royal qui lui manquait. La foule, en l'apercevant, tombe à ses pieds, la conduit avec respect hors de cette maison envahie, la place dans une voiture, et la traîne en triomphe jusqu'au palais du souverain, en s'écriant : « Voilà l'innocente. » Après l'avoir ainsi replacée dans la demeure des rois, d'où elle n'aurait jamais dû sortir, la foule, qui croyait n'en avoir pas fini avec le palais du prince de la Paix, y revient, le cherche lui-même dans les moindres recoins de sa demeure, et, ne le rencontrant pas, se venge par une affreuse dévastation. Toute la nuit se passe en recherches, en ravages, et, le jour venu, le favori n'étant pas découvert, on suppose qu'il a trouvé ailleurs un asile.

On devine quels devaient être en ce moment l'effroi de Charles IV et le désespoir de la reine. Le souvenir de la révolution française les avait toujours remplis de terreur. Cette révolution qu'ils avaient tant redoutée, ils la voyaient enfin chez eux poussant les mêmes cris, commettant les mêmes actes, quoique excitée par d'autres sentiments. Ils étaient désolés, éperdus, résignés à tout ce qu'on voudrait d'eux. Cette reine, justement odieuse, éprouvait cependant un sentiment vrai, qui sans la rendre intéressante pouvait du moins excuser jusqu'à un certain point

sa honteuse vie. Elle ne songeait, dans sa terreur, ni à sa famille ni à elle-même, mais au dominateur de son âme, au méprisable Godoy. Elle demandait à tout le monde ce qu'il était devenu, et envoyait partout de fidèles domestiques pour qu'ils lui en rapportassent des nouvelles. « Où est Emmanuel ? s'écriait-elle, où est-il ?... » Et elle ne cachait pas les larmes que lui arrachait un souci pareil. Le roi lui-même, quand il cessait d'avoir peur, demandait aussi ce qu'on avait fait du pauvre Emmanuel, qui lui était, disait-il, si attaché. Quant au prince des Asturies, voyant son ennemi abattu, la couronne près de tomber de la tête de son père sur la sienne, et ignorant qu'elle tomberait bientôt à terre pour être ramassée à la pointe du sabre, il montrait une lâche et perfide joie, que sa mère apercevait, et qui lui attirait de sa part les plus violents reproches.

Les ministres et quelques seigneurs dévoués étant accourus, on conseilla tumultueusement au roi de retirer tous ses grades et emplois au prince de la Paix, comme unique moyen de rétablir le calme, et de sauver la vie du prince lui-même. Le roi parce qu'il était prêt à tout, la reine parce qu'elle tenait plus à sauver la vie que le pouvoir de son amant, y consentirent à l'instant même, et un décret parut dès le matin du 18 mars, annonçant que le roi retirait à don Emmanuel Godoy ses charges de grand amiral et de généralissime, et l'autorisait à se rendre dans le lieu qu'il lui plairait de choisir pour sa retraite.

Ainsi finit ce déplorable favori, dont l'étrange destinée était, au milieu de notre temps, un dernier vestige des vices des anciennes cours, en contraste avec les mœurs du siècle ; car, même dans les cours absolues, on en était venu à respecter l'opinion publique : déplorable favori à d'autres titres encore que celui du scandale ; car, excepté l'effusion du sang, il avait attiré sur l'Espagne tous les maux à la fois, la honte, la désorganisation, la ruine, et en dernier lieu les soulèvements populaires. En apprenant la dégradation d'Emmanuel Godoy, le peuple qui encombrait Aranjuez, et qui se composait de plusieurs peuples, venus non-seulement d'Aranjuez, mais de Madrid, de Tolède, des campagnes de la Manche, se livra à une joie furieuse, comme s'il avait dû être le lendemain le peuple le plus heureux de la terre. Ce furent partout des chants, des danses, des feux ; on s'embrassait dans les rues en se félicitant de cette chute, qui satisfaisait

un sentiment plus vif encore que celui de l'intérêt, celui de la haine pour une fortune insolente qui avait offensé toute l'Espagne. La nouvelle, portée en deux ou trois heures à Madrid, y produisit un véritable délire.

Dès que ce mouvement populaire fut connu, l'ambassadeur de France, qui était dépourvu d'esprit, mais non de courage, accourut auprès du roi pour le couvrir de son corps, s'il avait été en danger. Tout s'étant terminé par la chute du favori, dont il était devenu l'ennemi à force de s'intéresser au prince des Asturies, il parut presque triomphant avec ce dernier. Il dit à Charles IV que les troupes françaises dont l'arrivée était prochaine (elles passaient en ce moment le Guadarrama pour descendre sur Madrid) seraient à ses ordres contre tous ses ennemis du dedans et du dehors, et qu'il croyait, en donnant cette assurance, obéir aux instructions de son auguste maître, qui ne laisserait jamais invoquer son amitié en vain. Charles IV remercia M. de Beauharnais, et lui témoigna qu'il serait heureux à l'avenir de traiter les affaires avec l'ambassadeur de France, et sans aucun intermédiaire. Infortuné roi ! la destinée ne lui réservait pas un si lourd fardeau !

La journée du 18 fut calme. Cependant la multitude agitée avait besoin de nouvelles émotions. Il lui fallait autre chose qu'un palais à détruire. Elle aurait voulu avoir pour le déchirer le corps d'Emmanuel Godoy. On le cherchait partout, et la reine tremblait à chaque minute d'apprendre la découverte de son asile et sa mort. Tous les ministres passèrent la nuit au château auprès des deux souverains, dont le sommeil ne vint pas un instant fermer les yeux.

Le 19 au matin, l'agitation populaire, calmée une première fois par la proclamation du 16, une seconde fois par la déposition du favori qui avait été prononcée le 18, était remontée comme un flot qui s'abaisse et s'élève tour à tour. Au palais, les officiers des gardes, sentant toute autorité sur leurs troupes leur échapper, avaient déclaré qu'ils étaient dans l'impuissance de faire respecter l'autorité royale si elle était attaquée. Le roi, la reine éperdus avaient fait appeler leur fils Ferdinand, pour le sommer de les protéger de sa popularité, et il venait de promettre ses bons offices avec la secrète joie d'un vainqueur, et l'aisance d'un conspirateur assuré des ressorts qu'il doit faire jouer, lorsque tout à coup une rumeur nouvelle et violente prouva qu'on avait raison de se défier de la journée qui commençait.

Le prince de la Paix, tant cherché, n'avait cependant pas quitté sa demeure. Au moment où les portes de son palais avaient été forcées, il avait pris une poignée d'or, une paire de pistolets, puis s'était caché sous les toits, en se roulant lui-même dans une natte, espèce de tapis de jonc dont on se sert en Espagne. Resté dans cette affreuse position pendant toute la journée du 18, pendant la nuit du 18 au 19, il n'y avait plus tenu le 19 au matin, et après trente-six heures de ce supplice, vaincu par la soif, il était sorti de son asile, et s'était trouvé en présence d'un soldat des gardes wallonnes qui était en faction. Offrant de l'or à cette sentinelle, et n'osant pas ajouter à son offre la menace de se servir de ses pistolets, il ne réussit qu'à se faire dénoncer, et fut livré à l'instant même. Heureusement pour lui le gros de la populace n'était pas alors autour de son palais. Quelques gardes du corps survenus à propos le placèrent au milieu de leurs chevaux, et s'acheminèrent le plus vite qu'ils purent vers le quartier qui leur servait de caserne. Il fallait traverser tout Aranjuez, et en un clin d'œil la populace avertie accourut. Le prince marchait à pied, entre deux gardes à cheval, appuyé sur le pommeau de leur selle, et défendu par eux contre les attaques de la foule. D'autres gardes en avant, en arrière, faisaient leurs efforts pour le protéger, mais ne pouvaient empêcher un peuple furieux de lui porter, avec des pieux, des fourches, et toutes les armes ramassées à la hâte, des coups dangereux. Les pieds brisés par le fer des chevaux, la cuisse percée d'une large blessure, un œil presque hors de la tête, il arriva enfin à la caserne des gardes, où il fut jeté tout sanglant sur la paille des écuries. Triste exemple de la faveur des rois, quand la fureur populaire vient venger en un jour vingt ans d'une toute-puissance imméritée! Il n'y avait rien dans l'histoire de plus lamentable que le spectacle que présentait en ce moment ce garde du corps, revenu, après avoir traversé la couche royale et presque le trône, dans la caserne et sur la paille où il avait couché dans sa jeunesse!

Le roi et la reine, apprenant ce nouveau tumulte, appelèrent encore une fois Ferdinand, et le supplièrent d'oublier ses injures pour aller au secours de l'infortuné Godoy. Il promit de le sauver, et courut en effet au quartier des gardes du corps, qu'une populace effrénée menaçait d'envahir, la dissipa en annonçant que le coupable serait jugé par le conseil de Castille, et que justice serait faite de tous ses crimes. A la voix

de l'héritier de la couronne, la foule se dispersa. Ferdinand se transporta auprès de Godoy, qu'il trouva tout en sang, et auquel il dit avec une feinte générosité qu'il lui pardonnait tous les maux qu'il en avait reçus, et lui faisait grâce. La vue d'un ennemi abhorré rendit au prince de la Paix la présence d'esprit, qu'il n'avait pas eue un seul instant depuis le commencement de la catastrophe. « Es-tu déjà roi, dit-il à Ferdinand, pour faire grâce? — Non, répliqua le prince, je ne le suis pas, mais je le serai bientôt. »

Le prince retourna au palais pour tranquiliser ses augustes parents, restés dans un état de trouble difficile à décrire, et prêts pour se sauver, eux et leur cher Emmanuel, à tous les sacrifices possibles, même celui du trône. « Que veut-on de nous, s'écriaient-ils, pour épargner notre malheureux ami? Sa déposition? Nous l'avons prononcée. Sa mise en jugement? Nous allons la prononcer. Veut-on la couronne? Nous la déposerons aussi. » Une sorte d'égarement d'esprit s'était emparé du roi, de la reine; ils ne savaient ce qu'ils disaient, et s'adressaient à tout le monde, pour demander soit un appui, soit un conseil. On imagina, pour les rassurer sur la vie du prince de la Paix, d'envoyer celui-ci bien escorté à Grenade, en se servant des relais dont la route était pourvue. Une voiture attelée de six mules fut aussitôt amenée devant la caserne des gardes du corps, afin de l'y placer, et de le faire sortir de ce dangereux séjour d'Aranjuez. Mais à peine ces préparatifs furent-ils aperçus, que la populace, devinant à quel usage ils étaient destinés, se précipita sur la voiture, la brisa, et se montra décidée à empêcher tout départ.

Ce nouvel incident acheva de troubler la tête de l'infortuné Charles IV et de sa femme. Ils crurent l'un et l'autre que c'était la révolution française qui recommençait en Espagne; qu'on en voulait, non-seulement au prince de la Paix, mais à eux-mêmes; que déposer le sceptre entre les mains de Ferdinand serait peut-être un moyen de conjurer cet orage naissant, de sauver leur vie et celle de leur malheureux ami. Ils le dirent à tous ceux qui les entouraient, à MM. de Caballero, de Cevallos, au duc de Castel-Franco, chef des troupes réunies dans la résidence royale, à diverses personnes de la cour enfin; et quand ils faisaient cette proposition, tous les assistants leur témoignaient, par un silence triste et approbateur, que ce serait là certainement la solution la plus simple, la plus sûre, la plus applaudie, la plus capable de terminer dès sa naissance une

révolution aussi effrayante à ses débuts que celle qui avait fait tomber la tête de Louis XVI. Après quelques instants de ces vagues pourparlers, de cette consultation de gens éperdus, Charles IV dit qu'il voulait abdiquer ; son ambitieuse femme lui répondit qu'il avait raison, et, sans qu'il se présentât un seul contradicteur, leurs ministres s'offrirent pour rédiger l'acte d'abdication.

Cet acte fut rédigé à l'instant même, et publié immédiatement au milieu d'une joie sans égale. Charles IV y déclarait que, fatigué des soucis du trône, courbé sous le poids de l'âge et des infirmités, il résignait à son fils Ferdinand la couronne qu'il avait portée vingt années.

La nouvelle de cette abdication causa dans Aranjuez une sorte d'ivresse. Le peuple vint en foule saluer le jeune roi que depuis si longtemps appelaient tous ses vœux, et le combla de mille bénédictions. La cour, devançant le peuple, avait abandonné les vieux souverains, comme on abandonne leurs cadavres quand ils sont morts. Ils furent laissés seuls, un peu rassurés, mais tout abattus de leur chute, et on courut autour de Ferdinand pour bien exprimer à ce nouveau maître que c'était lui, lui seul, qu'on avait dans le cœur depuis des années en baissant la tête devant sa mère et le favori. Ferdinand, que la nature avait fait pour la dissimulation, et que les malheurs de sa jeunesse avaient encore perfectionné dans cet art odieux, parut content de tout le monde, et l'était assez de la fortune pour le paraître des hommes. Il conserva provisoirement les ministres de son père, ne pouvant en changer à l'instant même, et, pour première commission, leur donna l'ordre de faire venir le duc de l'Infantado, exilé à soixante lieues de Madrid, et le chanoine Escoïquiz, enfermé au couvent du Tardon. Il nomma tout de suite le duc de l'Infantado capitaine de ses gardes et président du

conseil de Castille. Ainsi une faveur expulsée, une autre faveur naissait, mais celle-ci devant durer quelques jours à peine, car le redoutable Napoléon approchait. Ses troupes descendaient en ce moment des hauteurs de Somo-Sierra sur Buitrago, et n'étaient plus qu'à une forte marche de Madrid. Les ministres temporaires de Ferdinand lui conseillèrent de commencer son règne par une démarche auprès de l'empereur des Français. Le duc del Parque fut envoyé à Murat, pour s'entendre avec ce prince sur l'entrée des Français à Madrid. Les ducs de Medina-Celi et de Frias, le comte de Fernand-Núñez furent envoyés à Napoléon, qu'on supposait sur la route d'Espagne, pour lui jurer amitié, et lui renouveler la demande d'une princesse française. Cela fait à la fin même de cette première journée, Ferdinand s'endormit en se croyant roi. Il devait l'être, mais après une longue captivité et une guerre effroyable.

Ainsi tombèrent les derniers Bourbons, pour reparaitre bien ou mal, glorieusement ou tristement, quelques années plus tard ; ils tombèrent à Aranjuez, comme à Paris, comme à Naples, sous la révolution française, qui les poussait devant elle, semblable aux furies vengeresses poursuivant des coupables. A Paris cette révolution avait abattu la tête d'un Bourbon. A Naples elle en avait jeté un à la mer, et l'avait réduit à se réfugier en Sicile. A Aranjuez elle réduisait le dernier à abdiquer, pour sauver la vie d'un ignoble favori, et se servait non d'un peuple épris de la liberté, mais d'un peuple épris encore de la royauté, diverse ainsi dans ses manières d'agir comme les lieux où elle pénétrait, mais toujours terrible et régénératrice, quoique heureusement moins cruelle, car déjà elle détrônait et ne tuait plus les rois.

LIVRE TRENTIÈME.

BAYONNE.

Désordres à Madrid à la nouvelle des événements d'Aranjuez. — Murat hâte son arrivée. — En approchant de Madrid, il reçoit un message de la reine d'Étrurie. — Il lui envoie M. de Monthyon. — Celui-ci trouve la famille royale désolée, et pleine du regret d'avoir abdiqué. — Murat, au retour de M. de Monthyon, suggère à Charles IV l'idée de protester contre une abdication qui n'a pas été libre, et diffère de reconnaître Ferdinand VII. — Entrée des Français dans Madrid le 25 mars. — Protestation secrète de Charles IV. — Ferdinand VII s'empresse d'entrer dans Madrid pour prendre possession de la couronne. — Déplaisir de Murat de voir entrer Ferdinand VII. — M. de Beauharnais conseille à Ferdinand VII d'aller à la rencontre de l'empereur des Français. — Effet des nouvelles d'Espagne sur les résolutions de Napoléon. — Nouveau parti qu'il adopte en apprenant la révolution d'Aranjuez. — Il conçoit à Paris le même plan que Murat à Madrid, celui de ne pas reconnaître Ferdinand VII, et de se faire céder la couronne par Charles IV. — Mission du général Savary à Madrid. — Retour de M. de Tournon à Paris. — doute momentané qui s'élève dans l'esprit de Napoléon. — Singulière dépêche du 29, qui contredit tout ce qu'il avait pensé et voulu. — Les nouvelles de Madrid, arrivées le 30, ramènent Napoléon à ses premiers projets. — Il approuve la conduite de Murat, et l'envoi à Bayonne de toute la famille d'Espagne. — Il se met en route pour Bordeaux. — Murat, approuvé par Napoléon, travaille avec le général Savary à l'exécution du plan convenu. — Ferdinand VII, après avoir réuni à Madrid ses confidents intimes, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoiquiz, délibère sur la conduite à tenir envers les Français. — Motifs qui l'engagent à partir pour aller à la rencontre de Napoléon. — Une entrevue avec le général Savary achève de l'y décider. — Il résout son départ, et laisse à Madrid une régence présidée par son oncle, don Antonio, pour le représenter. — Sentiments des Espagnols en le voyant partir. — Les vieux souverains, en apprenant qu'il va au-devant de Napoléon, veulent s'y rendre aussi pour plaider en personne leur propre cause. — Joie et folles espérances de Murat en voyant les princes espagnols se livrer eux-mêmes. — Esprit du peuple espagnol. — Ce qu'il éprouve pour nos troupes. — Conduite et attitude de Murat à Madrid. — Voyage de Ferdinand VII de Madrid à Burgos, de Burgos à Vittoria. — Son séjour à Vittoria. — Ses motifs pour s'arrêter dans cette ville. — Savary le quitte pour aller demander de nouvelles instructions à Napoléon. — Établissement de Napoléon à Bayonne. — Lettre qu'il écrit à Ferdinand VII et ordres qu'il donne à son sujet. — Ferdinand VII se décide enfin à venir à Bayonne. — Son arrivée en cette ville. — Accueil que lui fait Napoléon. — Première ouverture sur ce qu'on désire de lui. — Napoléon lui déclare sans détour l'intention de s'emparer de la couronne d'Espagne, et lui offre en dédommagement la couronne d'Étrurie. — Résistance et illusions de Ferdinand VII. — Napoléon, pour tout terminer, attend l'arrivée de Charles IV, qui a demandé à venir à Bayonne. — Départ des vieux souverains — Délivrance du prince de la Paix. — Réunion à Bayonne de tous les princes de la maison d'Espagne. — Accueil que Napoléon fait à Charles IV. — Il le traite en roi. — Ferdinand ramené à la situation de prince des Asturies. — Accord de Napoléon avec Charles IV pour assurer à celui-ci une riche retraite en France, moyennant l'abandon de la couronne d'Espagne. — Résistance de Ferdinand VII. — Napoléon est prêt à en finir par un acte de toute-puissance, lorsque les événements de Madrid fournissent le dénouement désiré. — Insurrection de Madrid dans la journée du 2 mai. — Énergique répression ordonnée par Murat. — Contre-coup à Bayonne. — Émotion de Charles IV en apprenant la journée du 2 mai. — Scène violente entre le père, la mère et le fils. — Terreur et résignation de Ferdinand VII. — Traité pour la cession de la couronne d'Espagne à Napoléon. — Départ de Charles IV pour Compiègne, et de Ferdinand VII pour Valençay. — Napoléon destine la couronne d'Espagne à Joseph, et celle de Naples à Murat. — Douleur et dépit de Murat en apprenant les résolutions de Napoléon. — Il n'en travaille pas moins à obtenir des autorités espagnoles l'expression d'un vœu en faveur de Joseph. — Déclaration équivoque de la junta et du conseil de Castille, exprimant un vœu conditionnel pour Joseph. — Mécontentement de Napoléon contre Murat. — En attendant d'avoir la réponse de Joseph, et de pouvoir proclamer la nouvelle dynastie, Napoléon essaye de racheter la violence qu'il vient de commettre à l'égard de l'Espagne par un merveilleux emploi de ses ressources. — Secours d'argent à l'Espagne. — Distribution de l'armée de manière à défendre les côtes, et à prévenir tout acte de résistance. — Vastes projets maritimes. — Arrivée de Joseph à Bayonne. — Il est proclamé roi d'Espagne. — Junta convoquée à Bayonne. — Délibération de cette junta. — Constitution espagnole. — Acceptation de cette constitution, et reconnaissance de Joseph par la junta. — Conclusion des événements de Bayonne, et départ de Joseph pour Madrid, de Napoléon pour Paris.

La chute du prince de la Paix avait déjà produit chez le peuple de Madrid une sorte de joie féroce. La nouvelle de l'abdication de Charles IV,

et de l'avènement de Ferdinand VII, y mit le comble. Il n'y a pas pour la multitude de joie complète sans un ravage. On savait le prince de

la Paix arrêté à Aranjuez ; on courut se précipiter sur sa famille et sur les personnages qui jouissaient de sa confiance. On dévasta leurs maisons, on poursuivit leurs personnes, dont aucune heureusement ne tomba au pouvoir de la multitude, grâce au courage de M. de Beauharnais. Celui-ci, après l'abdication de Charles IV, revenu immédiatement à Madrid, eut le temps de donner asile à la famille Godoy. La mère, le frère d'Emmanuel, ses sœurs, mariées aux plus grands seigneurs d'Espagne, avaient passé une affreuse nuit sous le toit de leurs palais. M. de Beauharnais leur offrit un abri dans l'hôtel de l'ambassade, où ils devaient être protégés par la terreur des armes françaises, car Murat n'était plus en ce moment qu'à une marche de Madrid. Le sac, l'incendie durèrent toute la journée du 20, qui était un dimanche, et ne furent empêchés par aucune force publique. Il y avait à Madrid deux régiments suisses (les régiments de Preux et de Reding) ; mais ces soldats étrangers, plus mal placés que d'autres au milieu des agitations populaires, n'osèrent pas se montrer, et ne firent rien pour arrêter le désordre. Une espèce de fatigue, le concours de quelques bourgeois armés spontanément, une proclamation de Ferdinand, qui ne voulait pas déshonorer son nouveau règne par d'odieux excès, mirent fin à ces abominables ravages. D'ailleurs Madrid était tout entier à la joie de voir finir un règne détesté, et commencer un règne ardemment désiré. C'est à peine si dans les âmes satisfaites il restait quelque place à l'inquiétude en apprenant que les Français s'approchaient de la capitale. Après avoir espéré qu'ils renverseraient le favori, le peuple espagnol se flattait maintenant de l'idée qu'ils allaient reconnaître Ferdinand VII ; et en tout cas, ce peuple, enorgueilli de ce qu'il venait de faire, tout fier d'avoir à lui seul vaincu le redoutable favori, avait pris en lui-même une immense confiance, et semblait ne plus craindre personne. Au surplus, dans sa naïve joie, il ne croyait que ce qui lui plaisait, et les Français n'étaient à ses yeux que des auxiliaires, venus pour inaugurer le règne de Ferdinand VII. Avec une pareille disposition des esprits, nos troupes étaient assurées d'être bien reçues.

Elles avaient déjà en grande partie passé le Guadarrama. Les deux premières divisions du corps du maréchal Monecy étaient le 20 entre Cavanillas et Buitrago, la troisième à Somo Sierra. La première division du général Dupont était le même jour à Guadarrama, prête à descendre sur

l'Escorial ; la seconde du même corps à Ségovie, la troisième à Valladolid. Murat pouvait donc entrer en vingt-quatre heures dans Madrid, avec deux divisions du maréchal Monecy, une du général Dupont, toute sa cavalerie et la garde, c'est à dire avec trente mille hommes. Or, il ne restait dans cette capitale que deux régiments suisses déconcertés, et un peuple sans armes. Murat n'avait par conséquent aucune résistance à redouter.

Les désordres de la capitale l'avaient profondément affligé, et il craignait qu'en Europe on n'accusât les Français d'avoir voulu bouleverser l'Espagne, afin de s'en emparer plus facilement. Il ne savait pas non plus si cette solution imprévue était bien celle que Napoléon désirait, et celle surtout qui pourrait amener plus sûrement la vacance du trône d'Espagne. L'humanité, l'obéissance, l'ambition produisaient ainsi dans son âme un pénible conflit. Dans cet état, il écrivit à Napoléon pour lui faire part de ce qu'il venait d'apprendre, pour se plaindre de nouveau de n'avoir pas son secret, pour lui exprimer la peine que lui causaient les événements de Madrid, et lui annoncer qu'il allait entrer immédiatement dans cette capitale, afin de réprimer à tout prix les excès d'une populace barbare. En même temps il ébranla ses colonnes, et marcha en avant pour porter à San-Agostino les troupes du maréchal Monecy, et à l'Escorial celles du général Dupont.

Le lendemain 21, étant en personne à El-Molar, il reçut un courrier déguisé qui lui portait une lettre de la reine d'Étrurie. Cette princesse, qu'il avait connue en Italie, et avec laquelle il était lié d'amitié, faisait appel à son cœur, au nom d'une famille auguste et profondément malheureuse. Elle lui disait que ses vieux parents étaient menacés du plus grand danger, et que pour s'en garantir ils avaient recours à sa généreuse protection. Elle le suppliait de venir lui-même et secrètement à Aranjuez, pour être témoin de leur situation déplorable, et convenir des moyens de les en tirer.

Cette jeune femme éperdue, peu versée dans la connaissance des affaires, bien qu'elle eût plus d'esprit que son mari défunt, imaginait qu'un général en chef, représentant Napoléon, conduisant une armée française à la porte de l'une des grandes capitales de l'Europe, pourrait se dérober nuitamment pour un jour ou deux à son quartier général, comme il l'avait fait peut-être à Florence, en pleine paix, plus occupé alors de

plaisirs que de guerre ou de négociations. Murat lui répondit avec beaucoup de courtoisie qu'il était très-sensible aux malheurs de la famille royale d'Espagne, mais qu'il lui était impossible de quitter son quartier général, où le retenaient des devoirs impérieux, et qu'il lui envoyait à sa place l'un de ses officiers, M. de Monthyon, homme sûr, auquel elle pourrait dire tout ce qu'elle lui aurait confié à lui-même ¹.

M. de Monthyon partit d'El-Molar le 21, arriva le 22 à Aranjuez, et trouva la famille des vieux souverains désolée. Dans un accès d'effroi, Charles IV et son épouse avaient été amenés à se dépouiller de l'autorité suprême. La reine principal auteur des déterminations de cette cour, avait été conduite à cette abdication par le désir de sauver la vie du prince de la Paix, et de se soustraire elle-même et son époux à des périls qu'elle s'était exagérés. Mais, le premier moment passé, le silence et l'abandon succédant au tumulte populaire, de nouveaux dangers menaçant le prince de la Paix, dont le procès avait été ordonné par Ferdinand VII, elle était saisie de la double douleur de se voir déçue, et de ne pas savoir en sûreté l'objet de ses criminelles affections. Et comme les mouvements de son âme se reproduisaient à l'instant dans l'âme de son faible époux, elle l'avait rempli des mêmes regrets et du même chagrin. Par surcroît de malheur, on venait de leur signifier au nom de Ferdinand VII qu'il fallait se rendre à Badajoz, au fond de l'Estramadure, loin de la protection des Français, pour y vivre dans l'isolement, la misère peut-être, tandis qu'un fils détesté régnerait, se vengerait, immolerait probablement le malheureux Godoy ! En face d'une telle perspective, la déchéance était devenue plus cruelle. La jeune reine d'Étrurie, que cet exil désolait en proportion de son âge, ajoutait à toutes les douleurs de cette royale famille son propre désespoir. Liée avec Murat, apportant le secours de ses relations avec lui, elle avait été chargée d'invoquer la protection de l'armée française.

Telle était la situation dans laquelle M. de Monthyon trouva cette famille infortunée. Il fut entouré, assailli des prières et des instances les plus vives, par le vieux roi, la vieille reine, la jeune reine d'Étrurie. On lui raconta les an-

goisses des dernières journées, les violences qu'on avait subies, celles qu'on allait peut-être subir encore, les injonctions qu'on avait reçues de partir pour Badajoz, et surtout les périls qui menaçaient Emmanuel Godoy. On parla de celui-ci beaucoup plus que de la famille royale elle-même; on demanda pour lui, à mains jointes, la protection de la France, en offrant de s'en rapporter à la décision de Murat relativement à tout ce qui était arrivé, de le faire l'arbitre des destinées de l'Espagne, de se soumettre enfin à tout ce qu'il ordonnerait.

M. de Monthyon repartit à l'instant afin de rejoindre Murat, qui s'était rapproché de Madrid, dans la journée du 22, pour y entrer le 23, jour presque indiqué d'avance dans les instructions de Napoléon. Il lui fit part de ce qu'il avait vu et entendu dans son entretien avec les vieux souverains, de leurs regrets amers, et de leur désir d'en appeler à Napoléon des derniers événements d'Espagne. Murat en écoutant ce récit fut saisi d'une sorte d'illumination subite. Il n'avait pas le secret de la politique dont il était l'instrument, mais il avait quelquefois supposé que Napoléon voulait en effrayant Charles IV le porter à s'enfuir, et se procurer la couronne d'Espagne comme celle du Portugal, par le délaissement des possesseurs. Ce plan se trouvant déjoué par la révolution d'Aranjuez, Murat crut qu'il fallait en faire sortir un tout nouveau des circonstances elles-mêmes. En conséquence, il eut l'idée de convertir en une protestation formelle contre l'abdication du 19 les regrets que les vieux souverains manifestaient de leur déchéance, et, après avoir obtenu la rédaction, la signature, la remise en ses mains de cette protestation, de refuser la reconnaissance de Ferdinand VII; ce qui se pouvait très-naturellement, car il était impossible que Ferdinand VII, après une telle manière d'arriver au trône, fût reconnu avant qu'on en eût référé à l'autorité de Napoléon. Le résultat de cette combinaison allait être de laisser l'Espagne sans souverain; car le vieux roi, déchu par le fait, ne reprendrait pas le trône en protestant, et la royauté de Ferdinand VII, grâce à cette protestation, resterait en suspens. Entre un roi qui n'était plus roi, qui ne pouvait plus l'être, et un roi qui ne l'était pas encore, qui ne le se-

¹ Je ne suppose rien ici. J'écris d'après les pièces originales déposées au Louvre, dont quelques-unes furent publiées dans le *Moniteur*, mais en très-petite partie, et après de notables altérations. La correspondance de Murat avec Napoléon, la plus importante, la plus instructive de toutes celles qui sont rela-

tives aux affaires d'Espagne, n'a jamais été publiée. Quelques fragments de celle de M. de Monthyon ont été insérés au *Moniteur*, mais fort altérés. C'est d'après des originaux autographes et exacts que je fais ce récit.

rait jamais si on ne voulait pas qu'il le fût, l'Espagne allait se trouver sans autre maître que le général commandant l'armée française. La fortune rendait ainsi le moyen qu'elle avait enlevé en empêchant le départ de Charles IV.

L'esprit de Murat, aiguisé par l'ambition, venait d'inventer tout ce que le génie de Napoléon, dans son astuce la plus profonde, imagina quelques jours plus tard, à la nouvelle des derniers événements. Sans perdre un moment, et avec toute la vivacité de ses desirs, Murat fit repartir M. de Monthyon pour Aranjuez, lui donnant l'ordre de revoir sur-le-champ la famille royale, et de lui proposer, puisqu'elle déclarait avoir été contrainte, de protester contre l'abdication du 19, de protester secrètement si elle n'osait la faire publiquement, de renfermer cette protestation dans une lettre à l'Empereur, qui ne pouvait manquer d'arriver sous peu de jours en Espagne, et qui serait ainsi constitué l'arbitre de l'usurpation odieuse commise par le fils au détriment du père. Murat promettait de gagner auprès de Napoléon la cause des vieux souverains, et, en attendant, de protéger non-seulement eux, mais le malheureux Godoy, devenu le prisonnier de Ferdinand VII.

M. de Monthyon repartit pour Aranjuez, et Murat se hâta d'écrire à l'empereur pour l'informer de ce qui s'était passé, et lui mander la combinaison qu'il avait imaginée. Parvenu le 22 au soir à Chamartin, sur les hauteurs mêmes qui dominant Madrid, il s'apprêta à y faire son entrée le lendemain. Il venait de recevoir l'envoyé de Ferdinand VII, le duc del Parque, chargé de le complimenter au nom du nouveau roi d'Espagne, de lui offrir l'entrée dans Madrid, des vivres, des logements pour l'armée, et l'assurance des intentions amicales de la jeune cour envers la France. Murat fit au duc del Parque un accueil gracieux où perçait cependant un peu de cette présomption qui lui était propre, et, en acceptant les assurances qu'il avait mission de lui apporter, lui exprima assez clairement que l'Empereur seul pouvait reconnaître Ferdinand VII, et légaliser au nom du droit des gens la révolution d'Aranjuez. Il lui déclara qu'il ne pouvait, quant à lui, en attendant la décision impériale, voir dans le nouveau gouvernement qu'un gouvernement de fait, et donner à Ferdinand VII d'autre titre que celui de prince des Asturies. Ce genre de relations fut accepté, puisque le lieutenant de Napoléon n'en admettait pas d'autre, et tout fut disposé pour l'entrée des Fran-

çais dans Madrid le lendemain 25 mars 1808.

Les meneurs de la nouvelle cour, quoique très-peu sages, avaient senti néanmoins la nécessité de prévenir une collision avec les Français; car leur royauté, sortie d'une révolution de palais, aurait pu être enlevée par un régiment de cavalerie. En conséquence, ils avaient fort recommandé à Madrid de bien accueillir les troupes françaises, et, pour être assurés qu'il en serait ainsi, ils avaient fait afficher à tous les coins de la capitale une proclamation, dans laquelle Ferdinand VII en appelait aux sentiments de bienveillance qui devaient animer l'une à l'égard de l'autre deux nations anciennement alliées. Les Espagnols, comprenant cette politique aussi bien que leur jeune roi, et entraînés de plus par la curiosité, étaient donc parfaitement disposés à courir au-devant de Murat, et à lui prodiguer leurs acclamations.

Le 25 au matin, Murat réunit sur les hauteurs situées en arrière de Madrid, lesquelles ne sont que les dernières pentes du Guadarrama, une partie de son armée, qui consistait en ce moment dans les deux premières divisions du maréchal Monecy, dans la cavalerie de tous les corps, et dans les détachements de la garde impériale envoyés de Paris pour former l'escorte de Napoléon. Il fit son entrée au milieu du jour, à la tête d'un brillant état-major, et charma tous les Espagnols par sa bonne mine, et son sourire confiant et gracieux. La garde impériale frappa singulièrement les Espagnols; les cuirassiers, par leur grande taille, leur armure et leur discipline, ne les frappèrent pas moins. Mais l'infanterie du maréchal Monecy, composée en majeure partie d'enfants mal vêtus et harassés de fatigue, inspira plus de commisération que de crainte, ce qui était fâcheux chez un peuple dont il fallait toucher les sens plutôt que la raison. Toutefois l'ensemble de ce spectacle militaire produisit un certain effet sur l'imagination des Espagnols. Ils applaudirent beaucoup les Français et leurs chefs.

Par une négligence involontaire, bien plus que par un défaut d'égards qui n'était dans l'intention de personne, on avait omis de préparer le logement du général en chef de l'armée française. Murat descendit aux portes de Madrid dans le palais abandonné du Buen-Retiro, et s'arrêta dans l'appartement qu'avait habité les demoiselles Tudo avant leur départ. Il fut blessé de ce manque de soins. Mais on lui offrit immédiatement l'ancienne demeure du prince de

la Paix, située près du magnifique palais que la royauté espagnole occupe à Madrid. Les autorités civiles et militaires, le clergé, le corps diplomatique, vinrent le visiter. Il les reçut avec grâce et hauteur, et presque en souverain, quoiqu'il n'eût d'autre titre que celui de général en chef de l'armée française.

Tandis qu'il entrait dans Madrid, on lui apprit qu'on allait y amener prisonnier, chargé de chaînes, sous la conduite des gardes du corps, le malheureux Godoy, dont on voulait avoir le plaisir de commencer le procès tout de suite. Murat, par générosité et par calcul, pour ménager l'ancienne cour, appelée à devenir l'instrument des nouvelles combinaisons, était résolu à ne pas tolérer un acte de cruauté envers le favori déchu. Craignant que la présence de ce personnage, objet de toutes les haines de la multitude, ne provoquât un tumulte populaire, surtout au moment de l'entrée des troupes françaises, il envoya un de ses officiers, avec l'ordre pur et simple d'ajourner la translation du prisonnier, et de le retenir dans un village voisin de Madrid. Cet ordre trouva et fixa le prince de la Paix au village de Pinto, où il fut détenu quelques jours. Murat dirigea sur-le-champ un détachement de cavalerie sur Aranjuez, pour y protéger les vieux souverains, s'opposer à ce qu'on les acheminât vers Badajoz, et leur rendre le courage de suivre ses conseils, en leur rendant la sécurité. Il annonça en même temps que ni lui ni son maître ne souffriraient les rigueurs qu'on préparait contre Emmanuel Godoy.

M. de Monthyon avait trouvé la famille des vieux souverains encore plus désolée qu'à son premier voyage, encore plus alarmée du sort du prince de la Paix, encore plus navrée de l'abandon dans lequel on la laissait, encore plus irritée du triomphe de Ferdinand VII, et bien plus disposée par conséquent à se jeter dans les bras de la France. L'idée d'une protestation propre à leur faire recouvrer le pouvoir ou à les venger, conforme d'ailleurs à la vérité des faits, ne pouvait qu'être accueillie avec transport. Elle le fut, et tout aussitôt Charles IV se montra prêt à la signer. Mais la rédaction proposée par Murat n'était pas exactement celle qui convenait aux vieux souverains, bien qu'ils fussent peu difficiles et mauvais juges en fait de convenances de langage. Ils craignaient qu'une telle démarche, si elle venait à être connue, ne compromît leur vie et celle du favori, et ils demandèrent quelques heures pour réfléchir à la forme qui sem-

blerait la meilleure, s'engageant du reste à se conduire en tout comme on le voudrait, et à dater la protestation du jour qui ferait le mieux ressortir la spontanéité de leur recours à la justice de Napoléon. M. de Monthyon fut renvoyé à Murat avec toutes ces assurances, et un nouvel appel à la protection de l'armée française.

Murat, certain de disposer des vieux souverains comme il l'entendrait pour le succès de la combinaison dont il était l'auteur, résolut d'agir également sur Ferdinand VII, pour l'engager à ne pas prendre encore la couronne, à faire acte de roi le plus tard qu'il pourrait, et surtout à différer son entrée solennelle dans Madrid. Murat pensait que moins Ferdinand VII serait roi, Charles IV ne l'étant plus, mieux iraient les choses dans le sens de ses espérances. Il désirait en outre obtenir de Ferdinand VII une autre détermination qui lui semblait urgente. Le prince de la Paix, lorsqu'il était question du voyage en Andalousie, avait ordonné aux troupes espagnoles de repasser la frontière du Portugal, pour rentrer, la division Taranco en Castille-Vieille, la division Solano en Estramadure. Celle-ci, déjà revenue aux environs de Talavera, s'approchait de Madrid, et pouvait occasionner une collision contraire aux vues de Murat, qui comprenait très-bien qu'il fallait mener par adresse et non par force les affaires d'Espagne. Mais pour que l'ordre de rétrograder fût donné aux troupes espagnoles, il fallait recourir à Ferdinand lui-même.

Murat manda auprès de lui M. de Beauharnais, dont il se défiait fort, parce qu'il le savait attaché à Ferdinand VII, et auquel il supposait plus de finesse que cet honnête et maladroit ambassadeur n'était capable d'en mettre dans une trame politique. Il lui persuada de se rendre sur-le-champ à Aranjuez, et d'user de son ascendant sur Ferdinand VII pour lui arracher les résolutions que réclamait la circonstance. Afin de décider M. de Beauharnais, Murat commença par l'effrayer sur la fausse manière dont il avait entendu les intentions de Napoléon, en contribuant à empêcher le voyage d'Andalousie (ce qu'à tort ou à raison l'on imputait en effet à M. de Beauharnais). Murat, pour l'inquiéter davantage, lui affirma, ce qu'il ne savait pas, que Napoléon aurait voulu le renouvellement de la scène de Lisbonne; puis il lui suggéra, comme un moyen certain de réparer sa faute, l'idée de se transporter immédiatement à Aranjuez pour obtenir de Ferdinand VII qu'il fit rétrograder les troupes espagnoles, qu'il ne vint pas à Madrid,

et qu'il laissât sa nouvelle royauté en suspens, jusqu'à la décision de Napoléon. M. de Beauharnais, cédant à ces conseils, partit à l'instant même pour Aranjuez, afin de faire, sinon tout, au moins une partie de ce que désirait Murat.

Arrivé auprès de Ferdinand, il lui demanda d'abord avec son opiniâtreté ordinaire le renvoi des troupes espagnoles dans leurs premières positions. Ferdinand n'avait pas encore à côté de lui ses deux confidents principaux, le chanoine Escoïquiz et le duc de l'Infantado, exilés trop loin de Madrid pour avoir eu le temps de revenir. Il avait gardé quelques-uns des ministres de son père, notamment MM. de Cevallos et de Caballero, et, après les avoir consultés, il fit envoyer au général Taranco et au marquis de Solano l'ordre de rentrer en Portugal, ou du moins de s'arrêter sur la frontière de ce royaume, pour y attendre de nouvelles instructions. Les troupes du marquis de Solano en particulier durent retourner, par Tolède et Talavera, à Badajoz. Cette première partie de sa commission remplie, M. de Beauharnais, soit qu'il n'eût pas compris l'intention de Murat quant à la seconde, soit que, l'ayant comprise, il ne voulût pas s'y conformer, s'attacha à persuader à Ferdinand qu'il fallait acquérir à tout prix la bienveillance de Napoléon, et pour cela courir à sa rencontre, se jeter dans ses bras, en lui demandant son amitié, sa protection, et une épouse; que plus tôt il ferait une pareille démarche, plus tôt il serait assuré de régner; que le mieux serait de partir à l'instant même d'Aranjuez pour un tel voyage; qu'il n'aurait pas à faire beaucoup de chemin, car il trouverait Napoléon en route; qu'enfin il ne fallait venir à Madrid que pour le traverser, et se transporter le plus promptement possible à Burgos ou à Vittoria.

C'était de très-bonne foi, et sans se douter qu'il contribuait de son côté, comme Murat du sien, à l'invention de l'intrigue à laquelle Ferdinand succomberait bientôt, que M. de Beauharnais donnait un semblable conseil. Ferdinand VII ne le repoussa point, mais il remit sa décision à l'arrivée des deux confidents sans lesquels il ne voulait rien entreprendre de grave. Il adopta du conseil de M. de Beauharnais ce qui lui convenait actuellement, c'était de quitter Aranjuez pour se rendre tout de suite à Madrid, et il annonça son entrée solennelle dans la capitale pour le lendemain 24.

M. de Beauharnais, revenu à Madrid, raconta naïvement à Murat tout ce qu'il avait dit et fait.

Murat crut y voir un calcul perfide pour amener Ferdinand à entrer immédiatement à Madrid, et à prendre un peu plus tôt possession de la couronne. Il le dénonça sans perdre de temps à l'Empereur, comme un secret complice de Ferdinand VII, comme un agent actif de la révolution qui avait précipité le vieux roi du trône, comme un ambassadeur dangereux qui favorisait la nouvelle royauté, la seule qui fût à craindre. Ces reproches, dictés par l'ombrageuse ambition de Murat, étaient cependant injustes, ou du moins fort exagérés. M. de Beauharnais s'était dès l'origine sincèrement attaché à Ferdinand VII, parce qu'il lui semblait le seul personnage de la cour qui méritât quelque intérêt; peut-être cet attachement était-il devenu plus vif depuis qu'il s'agissait de lui faire épouser une demoiselle de Beauharnais; mais il croyait en conscience que s'unir fortement à Ferdinand VII était pour la France la meilleure des solutions; et, en poussant ce prince sur la route de France, il voulait l'amener, non pas à Madrid, mais aux pieds de Napoléon, afin d'assurer le résultat qu'il estimait le meilleur. Du reste il n'était ni assez actif ni assez habile pour avoir pris une part quelconque à la dernière révolution, où il n'avait figuré qu'en apportant au vieux roi, à l'instant du danger, le secours de sa maladresse et de son courage.

Ceux qui dirigeaient les affaires de la nouvelle royauté avaient tout disposé pour l'entrée de Ferdinand VII dans Madrid. Bien qu'ils ignorassent les desseins de Napoléon, ils se disaient que la royauté de Ferdinand, étant la plus jeune, la plus vigoureuse, devait être la moins agréable aux Français, s'ils avaient quelque mauvaise intention relativement à la couronne d'Espagne. Aussi regardaient-ils comme urgent d'entrer dans Madrid, et de recevoir du peuple de cette capitale des acclamations qui seraient une espèce de consécration nationale. Murat étant entré le 25, c'était trop, à leur avis, que d'être sur lui en retard d'un jour. En conséquence on fit annoncer la translation de la jeune cour d'Aranjuez à Madrid pour le lendemain 24, sans autre appareil que quelques gardes et l'enthousiasme populaire.

Le lendemain 24, en effet, parti d'Aranjuez de bonne heure, Ferdinand descendit de voiture à l'une des portes de la ville, celle d'Atocha, monta à cheval, entouré des officiers de sa cour, traversa la belle promenade du Prado, et pénétra par la large rue d'Alcala dans l'intérieur de Madrid, au milieu d'une foule immense, qui,

après avoir longtemps désiré la fin du dernier règne et le commencement du nouveau, voyait enfin ses espérances réalisées, et cherchait en quelque sorte à s'étourdir à force de cris sur les dangers qui menaçaient l'Espagne. Toute la population, ivre de joie, était aux fenêtres ou dans les rues. Les femmes jetaient des fleurs du haut des maisons. Les hommes, se précipitant au-devant du jeune roi, étendaient leurs manteaux sous les pieds de son cheval. D'autres, brandissant leurs poignards, juraient de mourir pour lui, car le danger se faisait confusément sentir à ces âmes ardentes. Ce prince, fourbe, haineux, si peu digne d'être aimé, était en ce moment entouré d'autant d'amour que Titus en obtint des Romains, et Henri IV des Français. Il faisait les délices de l'Espagne, qui ne se doutait guère de son avenir, à lui et à elle !

Ferdinand VII, parvenu au palais, y reçut les autorités publiques. Dans la journée, le corps diplomatique vint lui rendre hommage, comme au roi incontesté, quoique non reconnu, de toutes les Espagnes. M. de Beauharnais, retenu par Murat, n'y parut point ; son absence alarma beaucoup eux-mêmes du corps diplomatique, qui avaient cédé à leurs secrets sentiments en adhérant si vite à la royauté des Bourbons. Les ministres des cours faibles et dépendantes s'excusèrent. Le ministre de Russie s'excusa aussi, mais moins humblement ; il alléguait les usages diplomatiques qui sont invariables, et en vertu desquels on salue tout nouveau roi, sans préjuger la question de sa reconnaissance définitive.

Murat accueillit avec un mécontentement peu dissimulé ces explications d'une conduite qui lui avait déplu, parce que déjà il regardait Ferdinand comme un rival à la couronne d'Espagne ; et quand on vint lui proposer à lui-même d'aller le visiter, il s'y refusa nettement, en déclarant que pour lui Charles IV était toujours roi d'Espagne, et Ferdinand prince des Asturies, jusqu'à ce que Napoléon eût prononcé sur ce grand et triste conflit. Le 21 au soir, comme nous l'avons dit, il avait écrit d'El-Molar à Napoléon tout ce qui s'était passé ; il lui avait communiqué son plan, consistant à faire protester Charles IV et à ne pas reconnaître Ferdinand VII, pour que l'Espagne se trouvât entre un roi qui ne l'était plus et un prince qui ne l'était pas encore. Le 22, le 25, occupé de sa marche et de son entrée à Madrid, il ne put pas écrire. Le 24 il écrivit ce qui avait eu lieu pendant ces deux jours, et,

continuant à être inspiré par les événements, il ajouta à son plan une nouvelle idée, celle que M. de Beauharnais lui avait innocemment fournie, et dont on allait faire un usage perfide : celle, disons-nous, d'envoyer Ferdinand au-devant de Napoléon, pour que celui-ci s'emparât de sa personne et en fit ensuite ce qu'il voudrait. On n'aurait plus affaire alors qu'à Charles IV, auquel il serait aisé d'arracher le sceptre, incapable qu'il était de le tenir dans ses débiles mains, et l'Espagne elle-même n'étant pas disposée à l'y laisser.

Tandis que ces événements se passaient en Espagne, Napoléon les avait successivement appris six ou sept jours après leur accomplissement, car c'était le temps qu'il fallait alors pour les communications entre Madrid et Paris. C'est du 25 au 27 qu'il avait connu le soulèvement d'Aranjuez, puis le renversement du favori, et enfin l'abdication forcée de Charles IV. Cette solution, la moins prévue de toutes, quoiqu'elle ne fût pas la moins naturelle, le surprit sans le déconcerter. Le départ désiré de la famille régnante, qui aurait rendu vacant le trône d'Espagne, ne s'étant pas effectué, le premier plan n'était plus qu'une combinaison avortée. Cependant Napoléon vit dans ces événements mêmes un nouveau moyen d'arriver à son but, et ce moyen se rencontra exactement avec celui que les circonstances avaient suggéré à Murat. Bien avant que les lettres dans lesquelles celui-ci proposait ses idées fussent arrivées à Paris, Napoléon imagina de ne pas reconnaître Ferdinand VII, dont la royauté jeune, désirée des Espagnols, serait difficile à détruire, et de considérer Charles IV comme étant toujours roi, parce que sa royauté vieille, usée, odieuse aux Espagnols, serait facile à renverser. On pouvait d'ailleurs, sous la forme d'un arbitrage entre le père et le fils, donner gain de cause au père, qui bientôt après ne manquerait pas de céder à Napoléon la couronne d'Espagne, dirigé dans sa conduite par le prince de la Paix et la reine, lesquels avant tout voudraient se venger de Ferdinand VII. Si de plus, sous le prétexte de cet arbitrage, on réussissait à amener Ferdinand VII à la rencontre de Napoléon, il deviendrait dès lors aisé de s'emparer de sa personne, et la difficulté se trouverait ainsi très-simplifiée, car on n'aurait plus devant soi que les vieux souverains détrônés, instruments commodes dans la main qui pourrait leur assurer le repos dont leurs vieux jours avaient besoin, et la vengeance dont leur cœur ulcéré

était avide. On pouvait leur laisser quelque temps le sceptre, et se le faire céder ensuite au prix d'une retraite opulente et douce, ou bien le leur enlever à l'instant même, en profitant de la peur que leur causait une révolution naissante, et de l'aversion que ressentait pour eux un peuple dégoûté de leurs vices.

C'est ainsi qu'entraîné dans cette voie de conquête d'un trône étranger, sans y employer la guerre, moyen légitime quand on ne l'a pas provoquée, Napoléon d'astuce en astuce devenait à chaque instant plus coupable. Les uns ont tout jeté sur ce qu'ils appellent sa perfidie naturelle, les autres sur l'imprudance de Murat, qui l'avait engagé malgré lui. La vérité est telle que nous la présentons ici. L'un et l'autre, inspirés par l'ambition et conduits par les circonstances, concoururent selon leur position à cette œuvre ténébreuse, et, quant au projet de ne pas reconnaître le fils, et de se servir du père irrité contre le fils rebelle, il naquit en même temps à Madrid et à Paris, dans la tête de Murat et de Napoléon, de la vue des événements eux-mêmes. Cela devait être; car la situation, une fois qu'on s'y était placé, ne comportait pas une autre manière d'agir¹.

Sur-le-champ Napoléon fit appeler auprès de lui le général Savary, employé déjà dans les missions les plus redoutables, et qui dans le moment revenait de Saint-Pétersbourg, où il avait, comme on l'a vu, fait preuve de souplesse autant que d'aplomb. Napoléon lui révéla toutes ses pensées à l'égard de l'Espagne, son désir de la régénérer et de la rattacher à la France en changeant sa dynastie, les embarras qui résultaient de cette entreprise, alternativement contrariée ou secondée par les événements, la phase nouvelle qu'elle présentait depuis la révolution

d'Aranjuez, la possibilité enfin de la conduire à la fin désirée, en se servant de Charles IV contre Ferdinand VII. Napoléon exprima au général Savary l'intention de ne pas reconnaître le fils, d'affecter pour l'autorité du père un respect religieux, de maintenir cette autorité le temps nécessaire pour s'emparer de la couronne, en se la faisant transmettre tout de suite ou plus tard, selon les circonstances; de tirer Ferdinand VII de Madrid pour l'amener à Burgos ou à Bayonne, afin de s'assurer de sa personne, et d'en obtenir la cession de ses droits moyennant une indemnité en Italie, telle que l'Étrurie par exemple. Napoléon ordonna au général Savary de s'y prendre avec ménagement, d'attirer Ferdinand à Bayonne par l'espérance de voir le litige vidé en sa faveur; mais, s'il s'obstinait, de publier brusquement la protestation de Charles IV, de déclarer que lui seul régnait en Espagne, et de traiter Ferdinand VII en fils et en sujet rebelle. Les moyens les moins violents devaient toujours être préférés². Napoléon voulut que le général Savary se rendit à l'instant même à Madrid, pour aller enfin y dire à Murat un secret qu'on lui avait caché jusqu'ici, qu'il avait bien entrevu, mais qu'il fallait lui faire connaître par un homme sûr, qui fût capable de le diriger dans cette voie tortueuse, où les moindres faux pas pouvaient devenir funestes. Le général Savary partit immédiatement pour exécuter tout entière et sans réserve la volonté de Napoléon.

Cependant il se produisit tout à coup dans l'esprit de Napoléon l'un de ces retours soudains qui étonnent quand on ne connaît pas la nature humaine, et qu'on se hâte d'appeler des conséquences, lorsqu'on les rencontre chez des hommes d'une supériorité moins reconnue que celui dont nous écrivons ici l'histoire. Bien

¹ Ce que j'avance ici est prouvé par les lettres de Murat et de Napoléon, par leur contenu et par leur date.

² On a nié que le général Savary eût reçu cette mission et que Napoléon l'eût donnée. On a voulu que la déplorable scène de Bayonne soit sortie du hasard des événements; que la famille royale d'Espagne, père, mère, fils, frère, oncles, soient tous venus par une sorte d'entraînement involontaire se jeter dans les mains de Napoléon, qui, les tenant une fois réunis, n'aurait pas résisté à la tentation de se saisir de leurs personnes. Je ne sais si Napoléon serait beaucoup plus excusable dans cette hypothèse que dans l'autre. Quoi qu'il en soit, les preuves existent, et ne laissent sur ce sujet aucun doute, et moi, qui ne veux en rien ternir la gloire de Napoléon, je dirai ici la vérité comme je l'ai dite dans l'affaire du duc d'Enghien, par la loi toute simple et toute souveraine de rapporter, quand on écrit l'histoire, les faits tels qu'ils se sont passés. J'ai donné précédemment la succession des pensées de Napoléon à l'égard de l'invasion de l'Espagne; ici je rapporte au juste, d'après des documents irréfragables, c'est-à-dire d'après les correspon-

dances autographes contenues au Louvre, la succession de ses idées à l'égard de la réunion de Bayonne. D'après ces correspondances, il ne saurait être douteux que le général Savary reçut la mission que je lui attribue. Dès qu'il arrive, en effet, il écrit à l'Empereur : *J'ai rapporté vos intentions au prince Murat. Le prince Murat répond à l'Empereur: Je connais enfin vos intentions, et maintenant tout marchera suivant vos desirs.* Ensuite, jour par jour, Murat raconte tout ce qu'il fait pour conduire à Bayonne le fils, puis le père, les frères et tous les princes, s'en rapportant toujours aux intentions de Napoléon, transmises par le général Savary et d'autres agents envoyés depuis. Les lettres de Napoléon contiennent en outre une approbation de tous ces actes, d'abord à mots couverts, puis à mots découverts, découverts jusqu'à ordonner au maréchal Bessières l'arrestation de Ferdinand VII si celui-ci refuse de se rendre à Bayonne. Ainsi la résolution de faire venir les princes espagnols à Bayonne ne saurait être niée pour Napoléon, pas plus que la mission de les y amener pour le général Savary.

qu'une sorte de penchant fatal l'entraînait vers l'usurpation de la couronne d'Espagne, il ne se dissimulait aucun des inconvénients attachés à cette déplorable entreprise. Il pressentait le blâme de la conscience publique, l'indignation des Espagnols, leur résistance opiniâtre, le parti avantageux que l'Angleterre pourrait tirer de cette résistance; il pressentait tous ces inconvénients avec une étonnante clairvoyance; et néanmoins, aveuglé, non sur les difficultés, mais sur son immense force pour les vaincre, entraîné par la passion de fonder un ordre nouveau en Europe, il marchait à son but, troublé toutefois de temps en temps par l'apparition subite et passagère des plus sinistres images. Un incident, mal compris jusqu'aujourd'hui, fit naître tout à coup chez lui l'un de ces retours accidentels, et le porta un instant à donner des ordres tout contraires à ceux qu'il avait expédiés antérieurement, ordres que certains historiens mal informés ont présentés comme la preuve que Napoléon dans l'affaire d'Espagne n'avait pas voulu ce qui s'était fait, et qu'il avait été engagé plus vite, plus loin qu'il n'aurait souhaité par l'imprudente ambition de Murat.

Parmi les agents de Napoléon voyageant en Espagne, s'en trouvait un dans lequel il avait une juste confiance : c'était son chambellan de Tournon, esprit froid, peu enclin aux illusions, et assez dévoué pour dire la vérité. C'était l'un de ces hommes que Napoléon envoyait volontiers remplir une mission indifférente en apparence, comme de remettre une lettre de félicitations ou de condoléance, parce que chemin faisant il observait beaucoup, observait bien, et rapportait fidèlement ce qu'il avait observé. M. de Tournon, depuis les six derniers mois, avait fait plusieurs voyages en Espagne pour porter à Charles IV des lettres de Napoléon. Il avait jugé la Péninsule et ce qui allait s'y passer avec une sagacité que les événements n'ont que trop justifiée. Ainsi, par exemple, il avait parfaitement discerné que la vieille cour était au terme de sa domination; qu'une nouvelle cour se préparait, adorée déjà des Espagnols; qu'il fallait chercher à se l'attacher par le besoin qu'elle aurait de la protection française, se bien garder de prendre la couronne d'Espagne par force ou par ruse, car on trouverait dans un peuple fanatique une résistance désespérée, et que les avantages qu'on pourrait recueillir d'une telle conquête ne vaudraient pas les efforts qu'il en coûterait pour l'accomplir. M. de Tournon avait

très-distinctement aperçu tout cela, et n'avait pas craint de le dire dans ses nombreux voyages, tant en présence de Murat que de ses officiers, tous épris d'entreprises aventureuses, méprisant profondément la populace espagnole, et ne croyant pas qu'elle pût nous résister quand les meilleurs soldats de l'Europe avaient fléchi devant nous. M. de Tournon, après avoir vu pendant son dernier séjour à Madrid les préludes de la révolution d'Aranjuez et l'enthousiasme du peuple pour le jeune roi, était demeuré convaincu qu'il y aurait folie à vouloir s'emparer de l'Espagne, soit par des moyens détournés, soit par des moyens ouverts, et qu'il valait cent fois mieux faire de Ferdinand VII un allié, qui serait plus soumis encore que Charles IV, parce que le prince de la Paix et la vieille reine ne seraient plus à ses côtés pour apporter à sa soumission l'intermittence de leurs caprices ou de leurs rancunes. Napoléon avait ordonné à M. de Tournon d'être le 15 mars à Burgos, se proposant d'y arriver lui-même à la même époque, et voulant recueillir de la bouche d'un homme sûr le détail de tout ce qui se serait passé. M. de Tournon traversa donc pour aller à Burgos le quartier général de Murat, ne dissimula ni à lui ni à ses officiers l'effroi que lui inspirait l'entreprise dans laquelle on s'engageait, s'exposa à toutes leurs railleries (Murat en particulier ne s'en fit faute), et se rendit à Burgos le 15, comme il en avait l'ordre. De Burgos il écrivit à Napoléon pour le supplier humblement, mais avec l'insistance d'un honnête homme, de ne prendre encore aucun parti définitif avant d'avoir vu l'Espagne de ses propres yeux, surtout de ne point se décider d'après ce que lui manderaient des militaires braves mais étourdis, ne rêvant que batailles et couronnes; qu'on éprouverait en Espagne de cruels mécomptes, et peut-être d'affreux malheurs. Il attendit à Burgos jusqu'au 24; et, ne voyant point arriver Napoléon, il partit pour Paris, où il ne put être rendu que le 29, en se hâtant le plus possible, vu l'état des routes et des relais, ruinés alors par l'excessif usage qu'on venait d'en faire.

Murat n'ayant point écrit le 22 et le 25, occupé qu'il avait été de son entrée à Madrid, Napoléon se trouva le 28 et le 29 sans nouvelles. Il fut fort inquiet de ce qui avait pu survenir en Espagne, et dans cet état d'extrême inquiétude il fut porté un instant à voir les choses par leur côté le moins favorable. L'arrivée imprévue d'un témoin oculaire, sage, bien informé, contredire-

sant avec conviction et désintéressement les rapports intéressés des militaires, l'arrivée d'un pareil témoin produisit chez Napoléon un changement de résolution soudain, et malheureusement trop court, car il dura à peine vingt-quatre heures. Napoléon partagea toutes les anxiétés de M. de Tournon à l'idée des Français pénétrant dans Madrid au moment d'une révolution politique, se mêlant avec leur pétulance naturelle aux factions qui divisaient l'Espagne, entrant en collision avec les Espagnols, et l'engageant dans d'immenses difficultés, peut-être dans une guerre d'extermination avec un peuple féroce, passionné pour son indépendance. Sur-le-champ il écrivit à Murat pour lui dire que M. de Tournon allait repartir et lui porter de nouveaux ordres, qu'il marchait trop vite et se hâtait trop de paraître sous les murs de Madrid (Murat cependant était plutôt en retard qu'en avance sur l'époque désignée par Napoléon pour l'entrée dans la capitale); que non-seulement il marchait trop vite en portant son corps d'armée sur Madrid, mais qu'il portait trop tôt le général Dupont au delà du Guadarrama; qu'il n'aurait pas dû, en apprenant le retour des troupes espagnoles du général Taranco vers la Vieille-Castille, dégarnir Ségovie et Valladolid; qu'il fallait se garder de se mêler aux Espagnols, de prendre part à leurs divisions, d'entrer surtout en collision avec eux, car toute guerre de ce genre serait funeste; qu'on se tromperait si on croyait que les Espagnols étaient peu à craindre parce qu'ils étaient désarmés; qu'indépendamment de leur férocité naturelle ils auraient toute l'énergie d'un *peuple neuf, que les passions politiques n'avaient point usé*; que l'armée, quoiqu'elle fût à peine de cent mille hommes et dans l'impuissance de résister à la plus faible troupe française, se dissoudrait pour aller dans chaque province *servir de noyau à une insurrection éternelle*; que les prêtres, les moines, les nobles, comprenant bien que les Français ne pouvaient venir que pour réformer le vieil état social de l'Espagne, useraient de toute leur influence pour exciter contre eux un peuple fanatique; que l'Angleterre ne manquerait pas de saisir cette occasion pour nous susciter de nouveaux embarras et nous créer d'immenses difficultés; qu'il fallait donc ne rien hâter, et garder entre le père et le fils une extrême réserve; que, relativement au père, il était impossible de le faire régner plus longtemps, car le gouvernement de la reine et du favori était devenu insupportable aux Espagnols; que,

relativement au fils, c'était au fond un ennemi de la France, car il partageait au plus haut point tous les préjugés espagnols, et que l'aversion qu'on lui supposait pour la politique de son père, politique de concessions envers la France, était pour quelque chose dans la popularité dont il jouissait; que l'expérience avait prouvé combien il fallait peu compter sur les mariages pour changer la politique des princes; que Ferdinand serait donc avant peu l'ennemi déclaré des Français; que cependant il ne fallait pas rompre avec lui, car, tout médiocre qu'il était, pour nous l'opposer *on en ferait un héros*; qu'entre l'impossibilité de faire régner le père et le danger de se confier au fils, il ne fallait pas se hâter de choisir, ne pas surtout laisser deviner le parti qu'on prendrait, ce qui était d'autant plus facile que lui, Napoléon, *ne le savait pas encore*; qu'il fallait donner à espérer la possibilité d'un arbitrage bienveillant et désintéressé, et, quant à une entrevue avec Ferdinand VII, ne s'y engager que dans le cas où la France serait décidément obligée à le reconnaître; qu'en un mot la prudence conseillait de ne rien brusquer, de ne rien précipiter; que le prince Murat devait en particulier se garder des suggestions de son intérêt personnel; que Napoléon songerait à lui, pourvu qu'il n'y songeât pas lui-même; que la couronne de Portugal serait toujours à sa disposition pour récompenser les services du plus fidèle de ses lieutenants, de celui qui à tous ses mérites joignait l'avantage d'être l'époux de sa sœur.

Tels étaient les sages conseils que Napoléon, sous l'influence et par l'intermédiaire de M. de Tournon, allait adresser à son lieutenant, lorsque, après avoir passé deux jours sans nouvelles, il reçut les lettres de Murat datées du 24, dans lesquelles celui-ci racontait son entrée paisible à Madrid, l'accueil excellent qu'on lui avait fait, le penchant des vieux souverains à se jeter dans ses bras, leur empressement à protester contre l'abdication du 19, la facilité enfin de rendre le trône vacant en refusant de reconnaître Ferdinand VII, et en plaçant ainsi l'Espagne entre un roi qui avait abdicqué et un roi qui n'était pas reconnu. Napoléon, retrouvant sous sa main tous les moyens auxquels il avait cessé de croire un moment, revint au plan que la révolution d'Aranjuez avait suggéré à Murat et à lui-même, et confirma les ordres dont le général Savary venait d'être, un peu avant l'arrivée de M. de Tournon, constitué le dépositaire et l'exécuteur. En conséquence, dans une nouvelle lettre datée du 30,

Napoléon écrivit à Murat qu'il approuvait toute sa conduite, qu'il avait bien fait d'entrer dans Madrid; qu'il fallait cependant continuer d'éviter toute collision, empêcher surtout qu'on ne fit aucun mal au prince de la Paix, l'envoyer même à Bayonne, s'il se pouvait, protéger avec soin les vieux souverains, les faire venir d'Aranjuez à l'Escurial, où ils seraient au milieu de l'armée française, se garder de reconnaître Ferdinand VII, et attendre enfin l'arrivée de la cour de France à Bayonne, où elle allait se transporter immédiatement. Napoléon fit partir sur-le-champ M. de Tournon, sans lui remettre la lettre si prévoyante dont nous venons de donner l'analyse¹, mais sans avoir pu lui cacher non plus ni la désapprobation passagère dont il avait frappé la conduite de Murat, ni les appréhensions que lui causaient quelquefois les suites possibles de l'affaire d'Espagne. Il le renvoya sans lettre, avec la mission de continuer à tout observer, et de préparer ses logements à Madrid. Napoléon partit lui-même le 2 avril pour Bordeaux, où il voulait demeurer quelques jours, pour recevoir de nouvelles lettres de Murat, et donner à tous ceux qu'on devait conduire à Bayonne, de gré ou de force, le temps d'y être attirés et rendus. Il laissa à Paris M. de Talleyrand, pour y occuper et y entretenir les représentants de la diplomatie européenne, qui auraient besoin d'être rassurés ou contenus à chaque courrier qui leur parviendrait de Madrid. M. de Tolstoy plus qu'un autre réclamait ce genre de soins. Napoléon emmena le docile et fidèle M. de Champagny, duquel il n'avait pas grande objection à craindre, et devança même sa maison, tant il était pressé de se rapprocher du théâtre des événements. S'attendant à demeurer longtemps sur la frontière d'Espagne, et à y recevoir beaucoup de princes et de princesses, il ordonna à l'impératrice de venir l'y joindre sous peu de jours. Il arriva à Bordeaux le 4 avril, très-impatient d'apprendre des nouvelles de Murat.

Mais les événements à Madrid, ralentis un moment, parce que Murat attendait des ordres de Paris, et que Ferdinand VII attendait ses deux confidents principaux, le chanoine Escoïquiz et le duc de l'Infantado, les événements avaient bientôt repris leur cours. Tout en s'engageant

avec sa hardiesse ordinaire, Murat ne laissait pas que d'avoir quelquefois des inquiétudes sur sa conduite, et de se demander s'il avait bien ou mal compris les intentions de l'Empereur. Il fut donc enchanté en recevant la lettre du 30, et, malgré le blâme momentané dont M. de Tournon avait divulgué le secret à Madrid, il n'en persévéra qu'avec plus de zèle et d'astuce dans le plan, si peu digne de sa loyauté, qu'il avait inventé aussi vite que son maître. Le général Savary venait d'arriver porteur des volontés secrètes de Napoléon, qui se trouvaient en si triste harmonie avec celles de Murat, et il n'y avait plus à hésiter sur la marche à suivre. Ne pas reconnaître Ferdinand VII, l'induire à se rendre au-devant de l'Empereur, s'il résistait se servir de la protestation de Charles IV pour déclarer celui-ci seul roi d'Espagne, et Ferdinand VII un fils rebelle et usurpateur; arracher le prince de la Paix à ses bourreaux, par humanité et par calcul, car il allait devenir dans les circonstances un utile instrument, parut à Murat le plan indiqué par les événements, et commandé d'ailleurs par Napoléon, qui était en route alors vers Bayonne. Murat et le général Savary s'entendirent pour mener à bien cette difficile trame. Ils avaient dans les mains un commode auxiliaire, c'était M. de Beauharnais, d'autant plus commode qu'il était convaincu, dans son aveugle confiance, que Ferdinand VII n'avait rien de mieux à faire que de courir au-devant de Napoléon, pour se jeter dans ses bras ou à ses pieds, et obtenir de lui la reconnaissance de son nouveau titre, la confirmation de ce qui s'était passé à Aranjuez, et la main d'une princesse française. Tous les jours M. de Beauharnais conseillait cette conduite à Ferdinand, et celui-ci, qui avait grande impatience de recevoir de Napoléon la permission de régner, mais n'osait encore prendre aucun parti en l'absence de ses favoris, promettait de faire tout ce que lui conseillait l'ambassadeur de France dès qu'il aurait réuni à Madrid les hommes revêtus de sa confiance. Il avait déjà écarté de son ministère les personnages qui passaient pour être les plus dévoués au prince de la Paix, ou qui lui inspiraient peu de goût. Il avait appelé à l'administration de la guerre M. O'Farrill, militaire honorable, chargé autrefois de commander les

¹ On trouvera la lettre dont je donne ici l'analyse rapportée textuellement et discutée, quant à son authenticité, dans une note spéciale que j'ai cru devoir rejeter à la fin de ce volume, pour ne pas interrompre mon récit. Dans cette note j'ai voulu discuter les points principaux de l'affaire d'Espagne et établir

les fondements sur lesquels reposent mes assertions historiques. La lettre dont il s'agit méritait par son importance une attention toute particulière, et je crois être parvenu à prouver et à expliquer son existence, que j'avais été d'abord disposé à contester.

troupes espagnoles en Toscane; à l'administration des finances, un ancien ministre fort respecté, M. d'Azanza; à l'administration de la justice, don Sébastien Pinuela, employé très-estimé de ce même département. Il avait écarté M. de Caballero, qui seul avait tenu tête dans les derniers jours au prince de la Paix, mais auquel on imputait dans la poursuite du procès de l'Escurial un rôle peu favorable aux accusés, et il avait gardé aux affaires étrangères M. de Cevallos, l'humble serviteur du prince de la Paix en toute occasion, notamment dans la grande question du voyage d'Andalousie, se donnant aujourd'hui pour le personnage le plus fidèle à la nouvelle cour, et ayant aux yeux de celle-ci un précieux titre, c'était de détester les Français, que du reste il était prêt à servir si leurs armes venaient à triompher.

Enfin, le duc de l'Infantado étant arrivé, Ferdinand VII le créa, comme nous l'avons dit, gouverneur du conseil de Castille, et commandant de sa maison militaire. Il eut aussi la satisfaction de revoir et d'embrasser son précepteur, qu'il avait indignement livré dans le procès de l'Escurial, mais qu'il aimait d'habitude, et avec lequel il avait la coutume d'ouvrir son cœur, qu'il ouvrait à bien peu de gens. Il voulut le combler de dignités, et le faire grand inquisiteur, ce que le chanoine Eseoïquiz repoussa avec un feint désintéressement, jouant en cela le cardinal de Fleury, et ne désirant être que précepteur de son royal élève, mais, sous ce titre, aspirant à gouverner l'Espagne et les Indes. Il accepta seulement le titre de conseiller d'État et le cordon de Charles III, comme pour accorder à son roi le plaisir de lui donner quelque chose. C'est avec ces divers personnages, et en formant cependant avec le duc de l'Infantado et le chanoine Eseoïquiz un conseil plus intime, où se prenaient les décisions les plus importantes, qu'il devait résoudre les grandes questions desquelles dépendaient son sort et celui de la monarchie.

Les questions que Ferdinand avait à décider se résumaient en une seule : irait-il au-devant de Napoléon pour s'acquérir sa bienveillance, obtenir la reconnaissance de son nouveau titre, et la main d'une princesse française? ou bien attendrait-il fièrement à Madrid, entouré de la fidélité et de l'enthousiasme de la nation, ce que les Français oseraient entreprendre contre la dynastie? Même avant de résoudre cette grave question, on avait multiplié les démarches obséquieuses auprès de Napoléon. Après avoir envoyé

au-devant de lui trois grands seigneurs de la cour, le comte de Fernand Nuñez, le duc de Medina-Celi et le duc de Frias, on lui avait encore dépêché l'infant don Carlos, pour aller jusqu'à Burgos, Vittoria, Irun, Bayonne même, s'il fallait pousser jusque-là pour le joindre. Cette première marque de respect donnée à Napoléon, restait à savoir quelles concessions on ferait pour s'assurer sa faveur dans le cas où il prétendrait se constituer arbitre entre le père et le fils. On employa plusieurs jours à délibérer sur ce sujet difficile.

D'abord il aurait fallu savoir ce que voulait Napoléon à l'égard de l'Espagne, lorsqu'il avait joint aux 50,000 hommes envoyés à Lisbonne une autre armée qu'on n'estimait pas à moins de 80,000, et dont la marche, par Bayonne et Perpignan, par la Castille et la Catalogne, indiquait un tout autre but que le Portugal. Or les conseillers de Ferdinand, tant ceux qu'il venait d'introduire nouvellement dans le ministère que ceux qui en faisaient partie du temps du prince de la Paix, ignoraient absolument le secret des relations diplomatiques avec la France. M. de Cevallos, ministre des affaires étrangères, n'avait été initié à aucune des négociations conduites à Paris par M. Yzquierdo. Le prince de la Paix et la reine en avaient seuls la connaissance, et le roi Charles IV n'en savait que ce qu'on voulait bien lui en apprendre. D'ailleurs ces négociations elles-mêmes, comme l'affirmait avec sagacité M. Yzquierdo, n'étaient peut-être qu'un leurre, pour cacher sous une feinte contestation les desseins secrets de Napoléon.

Ainsi les conseillers de Ferdinand, tant les nouveaux que les anciens, ne savaient rien de ce que savait le prince de la Paix, et le prince de la Paix lui-même ne savait que ce que M. Yzquierdo avait plutôt deviné que connu d'une manière certaine. Tandis qu'on délibérait, il arriva à Madrid une dépêche de M. Yzquierdo adressée au prince de la Paix, et écrite de Paris le 24 mars, avant la connaissance de la révolution d'Aranjuez. Dans cette dépêche, M. Yzquierdo rapportait les détails de la négociation simulée existant entre les cabinets de Madrid et de Paris. Il semblait, d'après cette négociation, que Napoléon exigeait un traité perpétuel d'alliance entre les deux États, l'ouverture des colonies espagnoles aux Français, enfin, pour s'épargner les difficultés du passage des troupes destinées à la garde du Portugal, l'échange de ce royaume contre les provinces de l'Èbre situées au pied des Pyrénées,

telles que la Navarre, l'Aragon, la Catalogne. A ces conditions, écrivait M. Yzquierdo, l'empereur Napoléon donnerait au roi des Espagnes le titre d'empereur des Amériques, accepterait Ferdinand VII comme héritier présomptif de la couronne d'Espagne, et lui accorderait en mariage une princesse française. Il avait, disait-il, fort combattu ces conditions, surtout celle qui consistait dans l'abandon des provinces de l'Èbre, mais sans succès. Il n'ajoutait pas, parce qu'il l'avait déjà dit de vive voix dans son court passage à Madrid, que Napoléon voulait tout autre chose, et aspirait à s'emparer de la couronne elle-même. Du reste, le contenu de cette dépêche était rigoureusement exact, car M. de Talleyrand, de son côté, avait fait un semblable rapport à l'Empereur, lui offrant, s'il le désirait, d'en finir à ces conditions avec la cour d'Espagne.

Les conseillers de Ferdinand en recevant la dépêche de M. Yzquierdo, qui ne leur était pas destinée, se crurent, dans leur ignorance des hommes et des affaires, tout à fait initiés au secret de la politique de Napoléon. Ils supposaient de bonne foi qu'entre les deux gouvernements de France et d'Espagne, il ne s'agissait pas d'autre chose que des questions mentionnées dans la dépêche de M. Yzquierdo, et que Napoléon ne songeait nullement à se saisir de la couronne d'Espagne. Voici comment ils raisonnaient. D'abord, que Napoléon osât braver la puissance de l'Espagne jusqu'à vouloir s'emparer de la couronne, en vrais Espagnols, ils ne pouvaient pas l'admettre. Qu'il en eût le désir, ils l'admettaient moins encore. N'avait-il pas, après Austerlitz, et après Iéna, laissé les souverains d'Autriche et de Prusse sur leur trône? Il n'avait jusqu'ici détrôné que les Bourbons de Naples, qui s'étaient attiré ce traitement sévère par une trahison impardonnable. Or, la cour d'Espagne n'avait en rien mérité un pareil sort. puisqu'elle avait au contraire prodigué toutes ses ressources au service de la France. Il ne s'agissait donc, suivant les conseillers de Ferdinand, que de savoir si on échangerait quelques provinces contre le Portugal, si on ouvrirait les colonies espagnoles aux Français, si on consentirait à une alliance qui existait déjà de droit et de fait, et qui après tout était dans les vrais intérêts des deux pays. Le seul point délicat, c'était le sacrifice des provinces de l'Èbre, sacrifice qu'on obtiendrait difficilement de la nation, et qui pourrait nuire beaucoup à la popularité du jeune roi. Toutefois, sur ce point même, le langage de M. Yzquierdo

n'avait rien d'absolu. C'était pour ainsi dire en échange de la route militaire vers le Portugal que le cabinet français paraissait désirer les provinces de l'Èbre. Mais si on préférait supporter la servitude de cette route militaire, on serait dispensé d'abandonner les provinces demandées, on en serait quitte pour un passage de troupes françaises, incommode mais temporaire; car dès que Napoléon (ce qui ne pouvait manquer d'arriver) aurait une nouvelle guerre au nord, il serait forcé d'évacuer le Portugal, et l'Espagne se verrait ainsi délivrée de la présence de ses troupes.

Telle était la manière d'interpréter la dépêche de M. Yzquierdo. Les conseillers de Ferdinand se disaient que le pis qui pût arriver d'une négociation directe avec Napoléon, ce serait d'être obligé à quelques sacrifices relativement aux colonies, à la nouvelle stipulation d'une alliance qui n'avait pas cessé d'exister, à la concession d'une route militaire vers le Portugal, et qu'en retour on obtiendrait certainement la reconnaissance du titre du nouveau roi. Cette dernière considération était celle qui exerçait le plus d'influence sur l'esprit de ces ignorants conseillers, de leur ignorant maître, et qui à elle seule faisait taire toutes les autres. Quoiqu'il ne leur vint pas à l'esprit qu'on pût refuser la reconnaissance de Ferdinand VII, cependant certains symptômes leur avaient donné de l'inquiétude à ce sujet. Les égards manifestés par Murat pour les vieux souverains, l'empressement à les protéger par un détachement de cavalerie française, la déclaration qu'on ne souffrirait aucun acte de rigueur contre le prince de la Paix, quelques propos venus d'Aranjuez, où la vieille cour se consolait en se vantant de la protection de son puissant ami Napoléon, tous ces signes faisaient appréhender à Ferdinand et à sa petite cour quelque brusque revirement politique en faveur de Charles IV, revirement amené par l'intervention de la France. Bien que M. de Beauharnais leur eût laissé espérer, sans la leur promettre, la bienveillance de Napoléon, ils n'obtenaient plus depuis plusieurs jours de cet ambassadeur que des paroles vagues, le conseil réitéré d'aller se jeter dans les bras de Napoléon, pour se concilier sa faveur, qui n'était donc point acquise, puisqu'il fallait aller la conquérir si loin. Murat, tenant à l'empereur des Français d'une manière bien plus directe, était encore moins rassurant. Il ne montrait, lui, de penchant que pour les vieux souverains, et n'accordait au jeune roi que le

seul titre de prince des Asturies. D'après d'autres propos toujours venus d'Aranjuez, on craignait que les vieux souverains n'eussent l'idée d'aller eux-mêmes au-devant de Napoléon lui raconter à leur manière la révolution d'Aranjuez, surprendre son suffrage, et obtenir le redressement de leurs griefs. On craignait que le pouvoir ne revînt ainsi à Charles IV, et, sinon au prince de la Paix, du moins à la reine, qui remettrait Ferdinand dans sa triste situation de fils opprimé, le duc de l'Infantado, le chanoine Escoïquiz dans des châteaux forts, et se vengerait ainsi sur les uns et les autres des quelques jours d'abaissement qu'elle venait de subir, et surtout de la chute du favori, dont elle serait à jamais inconsolable.

Cette raison fut celle qui, bien plus que toute autre, bien plus que l'ignorance des affaires ou les suggestions étrangères, amena Ferdinand VII et ses ineptes conseillers à l'idée de se porter tous ensemble à la rencontre de Napoléon. Le danger de compromettre dans une négociation imprudente des provinces, des privilèges coloniaux, ou quelque autre grand intérêt de la monarchie espagnole, ne se présenta pas même à leur esprit, tant les occupait exclusivement la crainte que Charles IV n'allât lui-même plaider, et peut-être gagner sa cause auprès de Napoléon. Ils auraient cent fois mieux aimé voir Napoléon régner en Espagne que de voir la reine y ressaisir l'autorité royale; sentiment que les vieux souverains éprouvaient à leur tour, et qui fit tomber, pour le malheur de l'Espagne et de la France, le sceptre de Philippe V dans les mains de la famille Bonaparte.

Dès que cette crainte eut pénétré dans l'esprit de la nouvelle cour, la question du voyage pour aller à la rencontre de Napoléon se trouva décidée, et les délibérations dont ce voyage put encore être l'objet ne furent que les hésitations d'esprits faibles qui ne savent pas même vouloir résolument ce qu'ils désirent. Du reste, pour terminer ces hésitations, les efforts ne manquèrent ni de la part du prince Murat, ni de la part du général Savary. Murat se servait tous les jours de M. de Beauharnais pour faire parvenir à Ferdinand le conseil de partir, en répétant à ce malheureux ambassadeur que c'était le seul moyen de réparer la faute qu'il avait commise en empêchant le voyage en Andalousie. Murat avait vu aussi le chanoine Escoïquiz. Celui-ci, se croyant bien rusé, beaucoup plus surtout que ne pouvait l'être un militaire qui avait passé sa vie sur le champ de bataille, s'était flatté de pénétrer faci-

lement le secret de la cour de France, en s'abouchant quelques instants avec celui qui la représentait à la tête de l'armée française. Murat le vit, se garda bien de promettre à l'avance la reconnaissance de Ferdinand VII, mais déclara plusieurs fois que Napoléon n'avait que des intentions parfaitement amicales, qu'il ne voulait en rien se mêler des affaires intérieures de l'Espagne, que si ses troupes se trouvaient aux portes de Madrid au moment de la dernière révolution, c'était un pur hasard; mais que l'Europe pouvant le rendre responsable de cette révolution, il était obligé de s'assurer, avant de reconnaître le nouveau roi, que tout s'était passé à Aranjuez légitimement et naturellement; que personne mieux que Ferdinand VII ne saurait l'édifier complètement à ce sujet; et que la présence de ce prince, les explications qui sortiraient de sa bouche ne pouvaient manquer de produire sur l'esprit de Napoléon un effet décisif. Murat dupa ainsi le pauvre chanoine, qui s'était flatté de le duper, et qui sortit convaincu que le voyage amènerait infailliblement la reconnaissance du prince des Asturies comme roi d'Espagne.

On savait le général Savary arrivé à Madrid, et on le regardait, quoiqu'il fût dans une position bien inférieure à celle de Murat, comme plus initié peut-être à la vraie pensée de Napoléon. On désirait donc beaucoup une entrevue avec lui. Le chanoine Escoïquiz, le duc de l'Infantado voulurent l'entretenir eux-mêmes, et le mettre ensuite en présence de Ferdinand VII. Après avoir recueilli de sa bouche des paroles plus explicites encore que celles qu'avait dites Murat, parce que le général Savary était tenu à moins de réserve, ils le présentèrent au prince des Asturies. Celui-ci interrogea le général Savary sur l'utilité du voyage qu'on lui conseillait, et sur les conséquences d'une entrevue avec Napoléon. Il n'était pas question encore d'aller à Bayonne, mais seulement à Burgos ou à Vittoria; car l'Empereur, assurait-on, était sur le point d'arriver, et il s'agissait uniquement de lui rendre hommage, de devancer auprès de lui les vieux souverains, d'être les premiers à parler, pour lui expliquer de manière à le convaincre cette inexplicable révolution d'Aranjuez. Le général Savary, sans engager la parole de l'Empereur, dont il ignorait, disait-il, les intentions sur des événements qui étaient inconnus lorsqu'il avait quitté Paris, n'eut pas de peine à abuser des gens qui se seraient trompés à eux seuls, si on ne les avait trompés soi-même. Affectant de ne parler que

pour son propre compte, il affirma cependant que, lorsque Napoléon aurait vu le prince espagnol, entendu de sa bouche le récit des derniers événements, et surtout acquis la conviction que la France aurait en lui un allié fidèle, il le reconnaîtrait pour roi d'Espagne. Il arriva là ce qui arrive dans les entretiens de ce genre : le général Savary crut n'avoir rien promis en faisant beaucoup espérer, et Ferdinand VII crut que tout ce qu'on lui avait donné à espérer, on le lui avait promis. Le général n'avait pas plutôt quitté le prince, que la résolution, déjà prise à peu près, de se rendre au-devant de Napoléon fut définitivement arrêtée. Toutefois un incident faillit compromettre le résultat que Murat et Savary venaient d'obtenir.

L'Empereur avait prescrit d'arracher le prince de la Paix à la fureur des ennemis qui voulaient sa mort, pour ne pas laisser commettre un crime sous les yeux et en quelque sorte sous la responsabilité de l'armée française, et ensuite pour avoir dans ses mains un instrument à l'aide duquel il comptait bien faire mouvoir à son gré les vieux souverains. D'autre part, la vieille reine, fort secondée par l'imbécile bonté de Charles IV, demandait comme une grâce, qui pour elle passait avant le trône, et presque avant la vie, de sauver celui qu'elle appelait toujours Emmanuel, leur meilleur, leur seul ami, victime, disait-elle, de sa trop grande amitié pour les Français. Ainsi sauver le favori était non-seulement un acte d'humanité, mais le moyen le plus sûr de remplir de gratitude et de joie la vieille cour, et d'en faire tout ce qu'on voudrait. Murat demanda donc, avec toute l'arrogance de la force, qu'on lui remit le prince de la Paix, lequel, détenu d'abord au village de Pinto, avait été transporté ensuite à Villa-Viciosa, espèce de château royal où il était plus en sûreté. On l'avait mis là sous une escorte de gardes du corps, résolu à l'égorger plutôt que de le rendre. Après l'avoir chargé de fers, on lui faisait son procès avec un barbare acharnement, inspiré à la fois par la haine, par le désir de déshonorer la vieille cour, et de se mettre en garde, par la mort de cet ancien favori, contre un retour de fortune. Ferdinand VII et ses conseillers se prêtaient à ces indignités autant pour leur propre compte que pour celui de la vile multitude qu'ils voulaient flatter.

Murat leur déclara que si on ne lui livrait pas le prince il ferait sabrer par ses dragons les gardes du corps qui le détenaient, et résoudrait ainsi la difficulté de vive force. Il faut dire, pour

l'honneur de ce vaillant homme, qu'en cette occasion une généreuse indignation parlait chez lui autant que le calcul. Plus il insista, et plus les confidents de Ferdinand, peu capables de comprendre un noble sentiment, virent dans son insistance un projet de se servir du prince de la Paix contre Ferdinand VII, et on assure que l'idée d'assassiner le prisonnier traversa un instant certaines têtes exaltées, on ne sait lesquelles, entre les plus influentes de la nouvelle cour.

Le général Savary, plus avisé que Murat, crut s'apercevoir que la chaleur qu'on mettait à réclamer le prince de la Paix excitait une défiance qui nuisait à l'objet principal, c'est-à-dire au départ de Ferdinand VII, et il prit sur lui de renoncer momentanément à l'extradition du prince, en disant que ce serait une affaire à régler ultérieurement, comme toutes les autres, dans la conférence qui allait avoir lieu entre le nouveau roi d'Espagne et l'empereur des Français.

Cette concession accordée, le départ de Ferdinand fut résolu. Ce prince voulut d'abord aller à Aranjuez visiter son père, qu'il avait laissé depuis le 19 mars (on était au 7 ou au 8 avril) dans l'abandon, presque le dénûment, sans daigner le voir une seule fois. Il désirait obtenir de lui une lettre pour Napoléon, afin de lier en quelque sorte son vieux père par un témoignage de bienveillance donné en sa faveur. Mais Charles IV reçut fort mal ce mauvais fils. La reine le reçut plus mal encore, et on lui refusa tout témoignage dont il pût s'armer pour établir sa bonne conduite dans les événements d'Aranjuez.

Quoique un peu déconcerté par ce refus, il fit néanmoins ses préparatifs pour partir le 10 avril. Il laissa une régence composée de son oncle, l'infant don Antonio, du ministre de la guerre O'Farrill, du ministre des finances d'Azanza, du ministre de la justice don Sébastien de Pinuela, avec mission de donner en son absence les ordres urgents, d'en référer à lui pour les affaires qui n'exigeraient pas une décision immédiate, et de se concerter en toute chose avec le conseil de Castille. Ferdinand emmenait avec lui ses deux confidents les plus intimes, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquiz, le ministre d'État Cevallos, et deux négociateurs expérimentés, MM. de Musquiz et de Labrador. Il était en outre accompagné du duc de San-Carlos et des grands seigneurs formant sa nouvelle maison. M. de Cevallos était chargé de correspondre avec la régence laissée à Madrid.

Toutefois, ce ne fut pas chose facile que de

faire agréer cette résolution au peuple de Madrid. Les uns, par un orgueil tout espagnol, pensaient que c'était assez que d'avoir envoyé au-devant de Napoléon un frère du roi, l'infant don Carlos, et ils croyaient de bonne foi que le souverain de l'Espagne dégénérée valait au moins l'empereur des Français, vainqueur du continent et dominateur de l'Europe. Les autres, et c'était le plus grand nombre, commençant à entrevoir le motif qui avait amené tant de Français dans la Péninsule, à interpréter d'une manière sinistre le refus de reconnaître Ferdinand VII, regardaient comme une insigne duperie d'aller au-devant de Napoléon, car c'était se remettre soi-même dans ses puissantes mains. Ils étaient loin de supposer qu'on pût pousser l'ineptie jusqu'à se rendre à Bayonne sur le territoire français, mais ils jugeaient que, plus on se rapprochait des Pyrénées, plus on se mettait à portée de Napoléon et de ses armées. Il y eut à la nouvelle de ce voyage une émotion inexprimable dans Madrid, et il se serait élevé un tumulte si une proclamation de Ferdinand VII n'était venue apaiser les esprits, en disant que Napoléon se rendait de sa personne à Madrid pour y nouer les liens d'une nouvelle alliance, pour y consolider le bonheur des Espagnols, et qu'on ne pouvait se dispenser d'aller à la rencontre d'un hôte aussi illustre, aussi grand que le vainqueur d'Austerlitz et de Friedland.

Cette proclamation prévint le tumulte, sans dissiper entièrement les soupçons que le bon sens de la nation lui avait fait concevoir. Ferdinand partit le 10 avril, entouré d'une foule immense, qui le saluait avec un intérêt douloureux, avec des protestations d'un dévouement sans bornes. Chez une partie du peuple cependant on pouvait apercevoir une sorte de compassion dédaigneuse pour la sotte crédulité du jeune roi.

Il avait été convenu avec Murat que le général Savary, dans la crainte de quelque retour de volonté de la part de Ferdinand et de ceux qui l'accompagnaient, ferait le voyage avec eux, pour les entraîner de Burgos à Vittoria, de Vittoria à Bayonne, où il était présumable que l'Empereur se serait arrêté. Il fut convenu en outre qu'on différerait la demande de délivrer le prince de la Paix jusqu'à ce que Ferdinand VII eût franchi la frontière, et que jusque-là on s'abstiendrait tant de cette démarche que de toute autre capable d'inspirer des ombrages.

Napoléon, par les généraux Savary et Reille envoyés successivement à Madrid, avait annoncé

à Murat la résolution de s'emparer de Ferdinand VII en l'attirant à Bayonne, de faire régner Charles IV quelques jours encore, et de se servir ensuite de ce malheureux prince pour se faire céder la couronne. Il avait même enjoint à Murat, si on ne décidait pas Ferdinand VII à partir, de publier la protestation de Charles IV, de déclarer que lui seul régnait, et que Ferdinand VII n'était qu'un fils rebelle. Mais la facilité de Ferdinand VII à se porter à la rencontre de Napoléon dispensait de recourir à ce moyen violent, et de replacer le sceptre des Espagnes dans les mains de Charles IV. Quelque faibles que fussent ces mains, quelque facile qu'il pût paraître de leur arracher le sceptre qu'on leur aurait rendu pour un moment, cependant Murat aimait mieux ne pas repasser par ce chemin allongé, qui l'éloignait du but auquel tendaient tous ses vœux. Il comprit donc qu'il fallait se contenter de faire partir Ferdinand VII, sans rendre le sceptre à Charles IV. Ferdinand VII, que les Espagnols désiraient avec passion, une fois au pouvoir de Napoléon, il ne restait plus que Charles IV, dont les Espagnols ne voulaient à aucun prix, et il se pouvait même que celui-ci consentit également à se transporter à Bayonne. Alors tous les Bourbons, jeunes ou vieux, populaires ou impopulaires, seraient à la disposition de Napoléon, et le trône d'Espagne se trouverait véritablement vacant.

Ce que Murat avait prévu ne manqua pas en effet d'arriver. A peine le départ de Ferdinand VII fut-il connu, que les vieux souverains voulurent aussi être du voyage. Il leur avait été impossible depuis le 17 mars de se rassurer un seul instant. L'Espagne leur était devenue odieuse. Ils parlaient sans cesse de la quitter, et d'aller habiter ne fût-ce qu'une simple ferme en France, pays que leur puissant ami Napoléon avait rendu si calme, si paisible et si sûr. Mais ce fut bien autre chose quand ils apprirent que Ferdinand VII allait s'aboucher avec Napoléon. Quoiqu'ils n'eussent ni une grande espérance ni une grande ambition de ressaisir le sceptre, ils furent pleins de dépit à l'idée que Ferdinand aurait gain de cause auprès de l'arbitre de leurs destinées; que, roi reconnu et consolidé par la reconnaissance de la France, il deviendrait leur maître, celui de l'infortuné Godoy, et qu'il pourrait décider de leur sort et de celui de toutes leurs créatures. Ne se contenant plus à cette idée, ils conçurent le désir ardent d'aller eux-mêmes plaider leur cause contre un fils dénaturé devant le souverain tout-puissant qui s'approchait des Pyrénées. La reine

d'Étrurie, qui haïssait son frère Ferdinand dont elle était haïe, avait, elle aussi, à défendre les droits de son jeune fils, devenu roi de la Lusitanie septentrionale. Elle craignait que ces droits ne périsent au milieu du bouleversement général de la Péninsule, et elle voulait aller avec son père et sa mère se jeter dans les bras de Napoléon afin d'en obtenir justice et protection. Elle contribua pour sa part à rendre plus vif le désir de ses vieux parents, et à les précipiter sur la route de Bayonne. Ainsi ces malheureux Bourbons étaient saisis d'une sorte d'émulation pour se livrer eux-mêmes au conquérant redoutable, qui les attirait comme on dit que le serpent attire les oiseaux dominés par une attraction irrésistible et mystérieuse.

Sur-le-champ ce désir fut transmis à Murat, qui en accueillit l'expression avec une indicible joie. S'il n'eût obéi qu'à son premier mouvement, il aurait mis en voiture la vieille cour pour la faire partir immédiatement à la suite de la jeune. Mais il craignait de donner trop d'ombrages en faisant partir tous les membres de la famille à la fois, de provoquer dans l'esprit de Ferdinand et de ses conseillers des réflexions qui les détourneraient peut-être de leur voyage, et surtout de prendre une pareille détermination sans avoir l'agrément de l'Empereur. Il se borna donc à lui mander sur l'heure cette nouvelle importante, ne doutant pas de la réponse, et voyant avec bonheur tous les princes qui avaient droit à la couronne d'Espagne courir d'eux-mêmes vers le gouffre ouvert à Bayonne. Il en conçut des espérances folles, et se persuada que tout serait possible en Espagne avec la force mêlée d'un peu d'adresse.

Pendant ce temps, Ferdinand VII et sa cour se dirigeaient vers Burgos avec la lenteur ordinaire à ces princes fainéants de l'Espagne dégénérée. D'ailleurs les hommages empressés des populations ne contribuaient pas peu à ralentir leur marche. Partout on brisait en ce moment les bustes d'Emmanuel Godoy, et on promenait couronné de fleurs celui de Ferdinand VII. Les villes que ce prince traversait lui pardonnaient un voyage qui leur procurait la joie de le voir, mais, pénétrées de crainte sur son sort, juraient de se dévouer pour lui s'il en avait besoin. Elles rendaient ces témoignages plus expressifs quand les Français pouvaient les remarquer, comme si elles avaient voulu les avertir et de leur défiance et du dévouement qu'elles étaient prêtes à déployer.

Arrivés à Burgos, Ferdinand VII et ses com-

pagnons de voyage éprouvèrent une surprise qui fit naître chez eux un commencement de regret. Le général Savary leur avait toujours dit qu'il s'agissait uniquement d'aller à la rencontre de Napoléon, qu'on le trouverait sur la route de la Vieille-Castille, peut-être même à Burgos. Le désir ardent d'être les premiers à le voir, de prévenir auprès de lui les vieux souverains, leur avait ôté toute clairvoyance, jusqu'à ne pas apercevoir un piège aussi grossier. Mais, en approchant des Pyrénées, en s'enfonçant au milieu des armées françaises, une sorte de frémissement les avait saisis, et ils étaient presque tentés de s'arrêter, d'autant plus qu'on n'entendait rien dire ni de Napoléon, ni de sa prochaine arrivée. (Il était alors à Bordeaux.) Le général Savary, qui ne les quittait pas, survint à l'instant, raffermi leur confiance chancelante, leur affirma qu'ils allaient enfin rencontrer Napoléon; que plus ils feraient de chemin vers lui, plus ils le disposeraient en leur faveur, et que d'ailleurs ils seraient ainsi rassurés deux jours plus tôt sur le sort qui les attendait. C'est un moyen sûr d'entraîner les cœurs agités que de leur promettre un plus prompt éclaircissement du doute qui les agite. On se décida donc à se rendre à Vittoria. On y arriva le 15 avril au soir.

A Vittoria, les hésitations de Ferdinand VII se convertirent en une résistance absolue, et il ne voulut pas pousser son voyage au delà. D'une part, il avait appris que, loin d'avoir franchi la frontière espagnole, Napoléon n'était encore qu'à Bordeaux, et la susceptibilité espagnole se sentait blessée de faire autant de pas à la rencontre d'un hôte qui en faisait si peu. De l'autre, en approchant de la frontière de France, la vérité commençait à luire. A Madrid, au milieu de factions ennemies cherchant à se devancer l'une l'autre auprès de Napoléon, au milieu d'un peuple infatué de lui-même, qui n'imaginait pas qu'une main étrangère osât toucher à la couronne de Charles-Quint, on avait pu croire que Napoléon avait remué ses armées uniquement pour l'intérêt de la famille royale d'Espagne. Mais, dans le voisinage de la France, où tout le monde entrevoyait le but de Napoléon, où les armées françaises, accumulées depuis longtemps, avaient dit indiscrètement ce qu'elles supposaient de l'objet de leur mission, il était plus difficile de se faire illusion. Chacun en effet disait, à Bayonne et dans les environs, que Napoléon venait tout simplement achever son système politique, et remplacer sur le trône d'Espagne la famille de Bourbon

par la famille Bonaparte. On trouvait cette conduite naturelle de la part d'un conquérant, fondateur de dynastie, si toutefois le succès couronnait l'entreprise, et surtout si les colonies espagnoles n'allaient pas, dans ce bouleversement, grossir l'empire britannique au delà des mers. Ces propos avaient passé des provinces basques françaises dans les provinces basques espagnoles, et ils produisirent sur l'esprit de Ferdinand VII et du chanoine Escoïquiz une telle sensation que la résolution de s'arrêter à Vittoria fut immédiatement prise. On donna pour motif la raison d'étiquette, qui avait bien sa valeur; car aller à la rencontre de Napoléon, au delà même de la frontière espagnole, n'était pas un acte fort digne. Le général Savary, pour amener les Espagnols jusqu'à Vittoria, avait toujours fait valoir auprès d'eux l'espérance et la presque certitude de rencontrer Napoléon au relais suivant. Mais la nouvelle certaine de la présence de Napoléon à Bordeaux ne permettait plus d'employer un pareil moyen. Alors il dit que, puisqu'on était venu pour voir Napoléon, pour solliciter de lui la reconnaissance de la nouvelle royauté, il fallait mettre les petites considérations de côté, et marcher au but qu'on s'était proposé d'atteindre; qu'après tout, ceux qui venaient à la rencontre de Napoléon avaient besoin de lui, tandis qu'il n'avait pas besoin d'eux, et il était naturel dès lors qu'ils fissent le chemin que d'autres affaires, toutes fort graves, l'avaient jusqu'ici empêché de faire; qu'il fallait donc cesser de se mutiner comme des enfants contre les suites d'une démarche qu'on avait entreprise pour des motifs d'un grand intérêt. Puis le général, chez lequel une sorte de vivacité militaire déjouait souvent la prudence, voyant qu'il n'était pas écouté, changea tout à coup de manière d'être, de caressant et de cauteleux devint arrogant et dur, et, montant à cheval, leur dit qu'il en serait comme ils voudraient, mais que quant à lui il retournait à Bayonne pour y joindre l'Empereur, et qu'ils auraient probablement à se repentir de leur changement de détermination. Il les laissa cefrayés, mais pour le moment obstinés dans leur résistance.

Le général Savary partit aussitôt pour Bayonne, où il arriva le 14 avril, peu d'heures avant l'Empereur, qui n'y fut rendu que le 14 au soir. Celui-ci s'était arrêté quelques jours à Bordeaux, pour donner aux princes espagnols le temps de s'approcher de la frontière, et être dispensé de se porter à leur rencontre, ce qu'il aurait été

contraint de faire s'il avait été à Bayonne. A Bordeaux il avait occupé ses loisirs, comme il avait coutume de le faire partout, à s'instruire de ce qui intéressait le pays, à prendre des informations sur le commerce de cette grande cité, et sur les moyens d'entretenir les relations de la France avec ses colonies. Ayant reconnu de ses propres yeux combien la ville de Bordeaux souffrait de l'état de guerre, il avait ordonné qu'il lui fût accordé un prêt de plusieurs millions par le trésor extraordinaire, et il avait prescrit un achat considérable de vins pour le compte de la liste civile. Arrivé à Bayonne le 14, il apprit avec grande satisfaction tout ce qui avait été fait à Madrid dans le sens de ses desseins, et il prit les mesures convenables pour en assurer l'exécution définitive.

Après s'être concerté avec le général Savary, il convint de le renvoyer à Vittoria, porteur d'une réponse à la lettre que Ferdinand lui avait déjà adressée, et conçue dans des termes qui pussent attirer ce prince à Bayonne sans prendre avec lui aucun engagement formel. Dans cette réponse, Napoléon lui disait que les papiers de Charles IV avaient dû le convaincre de sa bienveillance impériale (allusion aux conseils d'indulgence donnés à Charles IV lors du procès de l'Escurial); que par conséquent ses dispositions personnelles ne pouvaient pas être douteuses; qu'en dirigeant les armées françaises vers les points du littoral européen les plus propres à seconder ses desseins contre l'Angleterre, il avait eu le projet de se rendre à Madrid pour décider en passant son auguste ami Charles IV à quelques réformes indispensables, et notamment au renvoi du prince de la Paix; qu'il avait souvent conseillé ce renvoi, mais que s'il n'avait pas insisté davantage, c'était par ménagement pour d'augustes faiblesses, faiblesses qu'il fallait pardonner, car les rois n'étaient, comme les autres hommes, que *faiblesse et erreur*; qu'au milieu de ces projets il avait été surpris par les événements d'Aranjuez; qu'il n'entendait aucunement s'en constituer le juge, mais que, ses armées s'étant trouvées sur les lieux, il ne voulait pas aux yeux de l'Europe paraître le promoteur ou le complice d'une révolution qui avait renversé du trône un allié et un ami; qu'il ne prétendait point s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne, mais que, s'il lui était démontré que l'abdication de Charles IV avait été volontaire, il ne ferait aucune difficulté de le reconnaître, lui prince des Asturies, comme légitime souve-

rain d'Espagne ; que pour cela un entretien de quelques heures paraissait désirable, et qu'enfin, à la réserve observée depuis un mois de la part de la France, on ne devait pas craindre de trouver dans l'empereur des Français un juge défavorablement prévenu. Puis venaient quelques conseils exprimés dans le langage le plus élevé sur le procès intenté au prince de la Paix, sur l'inconvénient qu'il y aurait à déshonorer non-seulement le prince, mais le roi et la reine, à initier au secret des affaires de l'État une multitude jalouse et malveillante, à lui donner la funeste habitude de porter la main sur ceux qui l'avaient longtemps gouvernée ; car, ajoutait Napoléon, *les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent*. Il se montrait, en finissant, disposé encore à l'idée d'un mariage, si les explications qui allaient lui être données à Bayonne étaient de nature à le satisfaire.

Cette lettre, adroit mélange d'indulgence, de hauteur, de raison, eût été une belle pièce d'éloquence si elle n'avait caché une perfidie. Le général Savary devait la porter à Vittoria, y joindre les développements nécessaires, et au besoin ajouter de ces paroles captieuses dont il était prodigue, et qui dans sa bouche pouvaient décider Ferdinand VII sans cependant engager Napoléon. Mais il fallait prévoir le cas où Ferdinand VII et ses conseillers résisteraient à toutes ces embûches. Ce cas survenant, Napoléon n'entendait pas s'arrêter à mi-chemin. Il décida donc que la force serait employée. Il avait fait passer en Espagne, outre la division d'observation des Pyrénées occidentales, la réserve d'infanterie provisoire du général Verdier, la division de cavalerie provisoire du général Lasalle, et de nouveaux détachements de la garde impériale à cheval. Ces troupes, réunies sous le maréchal Bessières, devaient, en occupant la Vieille-Castille, assurer les derrières de l'armée. Il ordonna sur-le-champ à Murat ainsi qu'au maréchal Bessières de ne pas hésiter, et, sur un simple avis du général Savary, de faire arrêter le prince des Asturies, en publiant du même coup la protestation de Charles IV, en déclarant que celui-ci régnait seul, et que son fils n'était qu'un usurpateur qui avait provoqué la révolution d'Aranjuez pour s'emparer du trône. Néanmoins, si Ferdinand VII consentait à passer la frontière et à venir à Bayonne, Napoléon agréait fort l'avis de Murat de ne pas rendre à Charles IV le sceptre qu'on serait bientôt obligé de lui reprendre, et d'acheminer tout simplement vers Bayonne les

vieux souverains, puisqu'ils en avaient eux-mêmes exprimé le désir. Il lui recommandait toujours, aussitôt que Ferdinand VII aurait passé la frontière, de se faire livrer le prince de la Paix de gré ou de force, et de l'envoyer à Bayonne. Telles furent les dispositions qui devaient achever au besoin par la violence, si elle ne s'achevait par la ruse, cette trame ténébreuse ourdie contre la couronne d'Espagne ¹.

Après avoir donné ces ordres et renvoyé le général Savary à Vittoria, Napoléon s'occupait de faire à Bayonne un établissement qui lui permit d'y séjourner quelques mois. Il s'attendait à y recevoir, indépendamment de l'impératrice Joséphine, grand nombre de princes et princesses, et par ce motif il tenait à laisser disponibles les logements qu'il occupait dans l'intérieur de la ville. Dans ce pays, l'un des plus attrayants de l'Europe, et auquel Napoléon a malheureusement attaché un souvenir moins beau que ceux dont il a rempli l'Égypte, l'Italie, l'Allemagne et la Pologne, dans ce pays composé de jolis coteaux, que baigne l'Adour, que les Pyrénées couronnent, que la mer termine à l'horizon, il y avait à une lieue de Bayonne un petit château, d'architecture régulière, d'origine incertaine, construit, dit-on, pour l'une de ces princesses que la France et l'Espagne se donnaient autrefois en mariage, placé au milieu d'un agréable jardin, dans la plus riante exposition du monde, sous un soleil aussi brillant que celui d'Italie. Napoléon voulut le posséder sur-le-champ. Il ne fallait heureusement pour satisfaire un tel désir ni les ruses ni les violences que coûtait en ce moment la couronne d'Espagne. On fut charmé de le lui vendre pour une centaine de mille francs. On le décora fort à la hâte avec les ressources qu'offrait le pays. Le jardin fut changé en un camp pour les troupes de la garde impériale. Napoléon alla s'y établir le 17, et laissa libres les appartements qu'il occupait à Bayonne, afin de loger la famille royale d'Espagne, qu'on espérait bientôt y réunir tout entière.

Le général Savary, parti en toute hâte pour Vittoria, y trouva Ferdinand entouré non-seulement des conseillers qui l'avaient suivi, mais de beaucoup de personnages importants accourus pour lui offrir leurs services et leurs hommages. Parmi ces derniers il y en avait un fort considérable : c'était l'ancien premier ministre d'Ur-

¹ C'est d'après la minute des ordres existant au Louvre que je trace ce récit.

quijo, disgracié si brutalement en 1802, lorsque l'influence du prince de la Paix avait définitivement prévalu, et retiré depuis dans la Biscaye, sa patrie. Esprit ferme, pénétrant, mais chagrin, M. d'Urquijo tint à Ferdinand, devant ses autres conseillers, le langage d'un homme d'État sage et expérimenté. Il dit à lui et à eux que rien n'était plus imprudent que le voyage du prince, si on le poussait au delà des frontières; que, sous le rapport des égards, on avait fait tout ce que pouvait désirer le plus grand, le plus illustre des souverains, en venant le recevoir aux extrémités du royaume; qu'aller au delà c'était manquer à la dignité de la couronne espagnole, et commettre surtout un acte d'insigne duperie; que si on avait lu avec attention le récit de la révolution d'Aranjuez, inséré dans le journal officiel de l'Empire (le *Moniteur*), on y aurait vu percer l'intention de discréditer le nouveau roi, de lui contester son titre, d'inspirer de l'intérêt pour le vieux souverain, ce qui déclait le parti pris de repousser l'un comme usurpateur, l'autre comme incapable de régner; que si on avait bien observé depuis quelque temps la politique de Napoléon à l'égard de l'Espagne, on y aurait découvert le projet de se débarrasser de la maison de Bourbon, et de faire rentrer la Péninsule dans le système de l'empire français; que l'indifférence affectée pour la proclamation du prince de la Paix, accompagnée du soin de disperser les flottes et les armées espagnoles en appelant les unes dans les ports de France, les autres dans le Nord, révélait jusqu'à l'évidence le projet de se venger à la première occasion, et que la réunion de tant de forces au Midi, après la conclusion des affaires du Nord, ne pouvait plus laisser de doute sur un tel sujet.

A ces réflexions fort sages, MM. de Musquiz et de Labrador, qui avaient appris dans les diverses cours de l'Europe à se former quelques idées justes de la politique générale, donnèrent des marques d'assentiment; mais on ne tint pas compte de leur avis. Les conseillers en crédit étaient le médiocre et versatile Cevallos, cachant la duplicité sous la violence, ne pardonnant pas à M. d'Urquijo les torts qu'il avait eus autrefois à l'égard de cet homme éminent, car il avait été l'instrument subalterne de sa disgrâce, et peu disposé par conséquent à accueillir ses idées; puis les deux confidents intimes du prince, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquiz, aimant l'un et l'autre à rêver un heureux règne sous leur bienfaisante influence, et repoussant

tout ce qui contrariait ce rêve de leur vanité. Ni les uns ni les autres ne voulaient admettre qu'ils eussent commencé et déjà poussé fort avant la plus fatale des imprudences. Il leur en coûtait aussi de croire qu'ils étaient à l'origine d'une longue suite d'infortunes, au lieu d'être à l'origine d'une longue suite de prospérités. Aussi repoussèrent ils les sinistres prophéties de M. d'Urquijo comme les vœux d'un esprit morose, aigri par la disgrâce. « Quoi donc ! s'écria le duc de l'Infantado avec la plus étrange assurance, quoi ! un héros entouré de tant de gloire descendrait à la plus basse des perfidies ! — Vous ne connaissez pas les héros, répondit avec amertume et dédain M. d'Urquijo, vous n'avez pas lu Plutarque ! Lisez-le, et vous verrez que les plus grands de tous ont élevé leur grandeur sur des monceaux de cadavres. Les fondateurs de dynasties surtout n'ont le plus souvent édifié leur ouvrage que sur la perfidie, la violence, le larcin ! Notre Charles-Quint, que n'a-t-il pas fait en Allemagne, en Italie, même en Espagne ? Et je ne remonte pas aux plus mauvais de vos princes ! La postérité ne tient compte que du résultat. Si les auteurs de tant d'actes coupables ont fondé de grands empires, rendu les peuples puissants et heureux, elle ne se soucie guère des princes qu'ils ont dépouillés, des armées qu'ils ont sacrifiées. » Le duc de l'Infantado, le chanoine Escoïquiz, insistant sur la réprobation à laquelle s'exposerait Napoléon en usurpant la couronne, sur le soulèvement qu'il produirait soit en Espagne, soit en Europe, sur la guerre éternelle qu'il s'attirerait, M. d'Urquijo leur répondit que l'Europe jusqu'ici n'avait su que se faire battre par les Français; que les coalitions, mal conduites, travaillées de divisions intestines, n'avaient aucune chance de succès; qu'une seule puissance, l'Autriche, était encore en mesure de livrer une bataille; mais que même avec l'appui de l'Angleterre elle serait écrasée, et payerait sa résistance de nouvelles pertes de territoire; que l'Espagne pourrait bien faire une guerre de partisans, mais qu'au fond son rôle se bornerait à servir de champ de bataille aux Anglais et aux Français, qu'elle serait horriblement ravagée, que ses colonies profiteraient de l'occasion pour secouer le joug de la métropole; que si Napoléon savait se borner dans ses vœux d'agrandissement, donner de bonnes institutions aux pays soumis à son système, il établirait d'une manière durable lui et sa dynastie; que les peuples de la Péninsule, liés à ceux de France par des intérêts de tout genre, quand ils verraient

qu'ils se battaient pour la cause d'une famille beaucoup plus que pour celle de la nation, finiraient par se rattacher à un gouvernement civilisateur ; qu'après tout, les dynasties qui avaient régénéré l'Espagne étaient toujours venues du dehors ; qu'il suffisait que Napoléon ajoutât à son génie un peu de prudence pour que les Bourbons perdissent définitivement leur cause ; qu'en tout cas l'Espagne serait accablée d'un déluge de maux, et frappée certainement de la perte de ses colonies ; qu'il fallait donc ne pas se jeter dans les filets de Napoléon, mais rebrousser chemin au plus tôt ; que si on ne le pouvait pas, il fallait dérober le roi sous un déguisement, le ramener à Madrid ou dans le midi de l'Espagne, et que là, placé à la tête de la nation, il aurait de bien meilleures chances de traiter avec Napoléon à des conditions acceptables.

Il est rare qu'un homme d'État pénètre dans l'avenir aussi profondément que le fit M. d'Urquijo en cette occasion. Il n'obtint cependant que le sourire dédaigneux de l'ignorance aveuglée, et dans son dépit il partit sur-le-champ, sans vouloir accompagner le roi, pour lequel on lui demandait la continuation de ses conseils, tout en refusant de les suivre. « Si vous désirez, dit-il, que j'aille seul à Bayonne discuter, négocier, tenir tête à l'ennemi commun, tandis que vous vous retirerez dans les profondeurs de la Péninsule, soit : mais autrement je ne veux pas, en vous accompagnant, ternir ma réputation, seul bien qui me reste dans ma disgrâce, et au milieu des malheurs de notre commune patrie. »

M. d'Urquijo, non écouté, se retira à l'instant, et livra à eux-mêmes les conseillers de Ferdinand, toujours fort entêtés, mais quelque peu troublés néanmoins des sinistres prédictions d'un homme clairvoyant et ferme. Le général Savary étant survenu, avec la lettre de Napoléon à la main, ils reprirent toute leur confiance en leurs propres lumières et dans la destinée. Cette lettre, dans laquelle ils auraient dû apercevoir à toutes les lignes une intention cachée et menaçante, car l'étrange prétention de juger le litige survenu entre le père et le fils ne pouvait révéler que la volonté de condamner l'un des deux, et celui des deux évidemment qui était le plus capable de régner, cette lettre, loin de leur dessiller les yeux, ne fit que les abuser davantage. Ils ne furent sensibles qu'au passage dans lequel Napoléon disait qu'il avait besoin d'être édifié sur les événements d'Aranjuez, qu'il espérait l'être à la suite de son entretien avec Ferdinand VII, et

qu'immédiatement après il ne ferait aucune difficulté de le reconnaître pour roi d'Espagne. Cette vague promesse leur rendit toutes leurs illusions. Ils y virent la certitude d'être reconnus le lendemain de leur arrivée à Bayonne, et ils eurent la simplicité de demander au général Savary si ce n'était pas ainsi qu'il fallait interpréter la lettre de Napoléon ; à quoi le général répondit qu'ils avaient bien raison de l'interpréter de la sorte, et qu'elle ne voulait pas dire autre chose. Ainsi rassurés, ils résolurent de partir le 19 au matin de Vittoria, pour aller coucher le soir à Irun, en se faisant précéder d'un envoyé qui annoncerait leur arrivée à Bayonne. Il faut ajouter aussi que les troupes du général Verdier réunies à Vittoria, et les entourant de toutes parts, ne leur auraient guère laissé la liberté du choix, s'ils avaient voulu agir autrement. Du reste ils ne s'aperçurent même pas de cette contrainte, tant ils étaient aveuglés sur leur péril.

Mais le peuple des provinces environnantes, accouru pour voir Ferdinand VII, ne raisonnait pas sur cette situation comme ses conseillers. M. d'Urquijo avait répété à tout venant ce qu'il avait dit à la cour de Ferdinand VII. Ses paroles avaient trouvé de l'écho, et une multitude de sujets fidèles s'étaient réunis pour s'opposer au départ de leur jeune roi. Le 19 au matin, moment assigné pour se mettre en route et les voitures royales étant attelées, il s'éleva soudainement un tumulte populaire. Une foule de paysans armés, qui, depuis plusieurs jours, couchaient à terre, soit devant la porte, soit dans l'intérieur de la demeure royale, manifestèrent l'intention de s'opposer au voyage. L'un d'eux, armé d'une faucille, coupa les traits des voitures et détela les mules, qui furent ramenées aux écuries. Une collision pouvait s'ensuivre avec les troupes françaises chargées d'escorter Ferdinand. Heureusement on avait ordonné à l'infanterie de rester dans les casernes les armes chargées, la mèche des canons allumée. La cavalerie de la garde se tenait seule sur la place où étaient les voitures, mais à une certaine distance des rassemblements, le sabre au poing, dans une immobilité menaçante. Les conseillers de Ferdinand, craignant qu'une collision ne nuisit à leur cause, envoyèrent le duc de l'Infantado dans la rue pour parler au peuple. Le duc, qui jouissait d'une grande considération, se jeta au milieu de la foule, réussit à la calmer, en invoquant le respect dû aux volontés royales, et affirma que si on allait à Bayonne, c'est qu'on avait la certitude d'en re-

venir sous quelques jours avec la reconnaissance de Ferdinand et un renouvellement de l'alliance française. Le peuple s'apaisa par respect plus que par conviction. Les mules furent attelées de nouveau sans obstacle, et Ferdinand VII monta en voiture en saluant la foule, qui lui rendit son salut par des acclamations à travers lesquelles perçaient quelques cris de colère et de pitié. Les superbes escadrons de la garde impériale, s'ébranlant au galop, entourèrent aussitôt les voitures royales, comme pour rendre hommage à celui qu'elles emmenaient prisonnier. Ainsi partit ce prince inepte, trompé par ses propres désirs encore plus que par l'habileté de son adversaire, trompé comme s'il avait été le plus naïf, le plus loyal des princes de son temps, tandis qu'il était l'un des plus dissimulés et des moins sincères. Le peuple espagnol le vit partir avec douleur, avec mépris, se disant qu'au lieu de son roi il verrait bientôt l'étranger appuyé sur des armées formidables.

Ferdinand VII coucha dans la petite ville d'Irun, avec le projet de passer la frontière française le lendemain. Le 20 au matin, il traversa en effet la Bidassoa, fut fort surpris de ne trouver pour le recevoir que les trois grands d'Espagne revenus de leur mission auprès de Napoléon, et n'apportant après l'avoir vu que les plus tristes pressentiments. Mais il n'était plus temps de revenir sur ses pas; le pont de la Bidassoa était franchi, et il fallait s'enfoncer dans l'abîme qu'on n'avait pas su apercevoir avant d'y être englouti. En approchant de Bayonne, le prince rencontra les maréchaux Duroc et Berthier envoyés pour le complimenter, mais ne le qualifiant que du titre de prince des Asturies. Il n'y avait là rien de très-inquiétant encore, car Napoléon avait pris pour thème de sa politique de ne reconnaître ce qui s'était passé à Aranjuez qu'après explication. On pouvait donc attendre quelques heures de plus avant de s'alarmer.

Parvenu à Bayonne, Ferdinand y trouva quelques troupes sous les armes, et une population peu nombreuse, car personne n'était averti de son arrivée. Il fut conduit dans une résidence fort différente des magnifiques palais de la royauté espagnole, mais la seule dont on pût disposer dans la ville. A peine était-il descendu de voiture, que Napoléon, accouru à cheval du château de Marac, lui fit la première visite. L'empereur des Français embrassa le prince espagnol avec tous les dehors de la plus grande courtoisie, l'appelant toujours du titre de prince des Astu-

ries, ce qui n'était que la continuation d'un traitement convenu, et le quitta après quelques minutes, sous prétexte de lui laisser le temps de se reposer, et sans lui avoir rien dit qui pût donner lieu à une interprétation quelconque. Une heure après, des chambellans vinrent engager le prince et sa suite à dîner au château de Marac. Ferdinand s'y rendit en effet à la fin du jour, suivi de sa petite cour, et fut reçu de la même façon, c'est-à-dire avec une politesse recherchée, mais avec une extrême réserve quant à ce qui touchait à la politique. Après le dîner, l'Empereur s'entretint d'une manière générale avec Ferdinand et ses conseillers, et eut bientôt démêlé sous l'immobilité de visage habituelle au jeune roi, sous le silence qu'il gardait ordinairement, une médiocrité qui n'était pas exempte de fourberie; à travers les discours plus abondants du précepteur Escoïquiz, un esprit cultivé, mais étranger à la politique; enfin, sous la gravité du duc de l'Infantado, un honnête homme, se respectant beaucoup plus qu'il ne fallait, car une grande ambition sans talent formait tout son mérite. Napoléon, après avoir aperçu d'un coup d'œil à quelles gens il avait affaire, les congédia tous, sous le prétexte des fatigues de leur voyage, mais retint le chanoine Escoïquiz en exprimant le désir, qui était un ordre, d'avoir un entretien avec lui. Il laissa au général Savary le soin d'aller dire au prince des Asturies tout ce qu'il allait dire lui-même au précepteur, avec lequel il préférerait s'aboucher, parce qu'il lui supposait plus d'esprit.

Son secret lui pesait doublement, car il y avait longtemps qu'il le gardait, et ce secret était une perfidie, genre de forfait étranger à son cœur. Il avait besoin de s'ouvrir avec le moins ignare des conseillers de Ferdinand, de s'excuser en quelque sorte par la franchise qu'il apporterait dans l'exposé de ses desseins, et par l'aveu pur et simple des motifs de haute politique qui le faisaient agir. Il commença d'abord par flatter le chanoine, et par lui dire qu'il le savait homme d'esprit, et qu'avec lui il pouvait parler franchement. Puis, sans autre préambule, et comme pressé de se décharger le cœur, il lui déclara qu'il avait fait venir les princes d'Espagne pour leur ôter à tous, père et fils, la couronne de leurs aïeux; que depuis plusieurs années il s'apercevait des trahisons de la cour de Madrid; qu'il n'en avait rien témoigné, mais que, débarassé maintenant des affaires du Nord, il voulait régler celles du Midi; que l'Espagne était né-

cessaire à ses desseins contre l'Angleterre, qu'il était nécessaire à l'Espagne pour lui rendre sa grandeur; que sans lui elle croupirait éternellement sous une dynastie incapable et dégénérée; que le vieux Charles IV était un roi imbécile; que son fils, quoique plus jeune, était tout aussi médiocre, et moins loyal: témoin la révolution d'Aranjuez, dont on savait le secret à Paris, sans être obligé de venir à Madrid pour l'apprendre; que l'Espagne n'obtiendrait jamais sous de tels maîtres la régénération morale, administrative, politique, dont elle avait besoin pour reprendre son rang parmi les nations; que lui Napoléon ne trouverait jamais que perfidie, fausse amitié, chez des Bourbons; qu'il était trop expérimenté pour croire à l'efficacité des mariages; qu'une princesse supérieure d'ailleurs n'était pas un trésor qu'on eût toujours à sa disposition; qu'en eût-il une, il ne savait pas si elle aurait action sur ce prince taciturne et vulgaire, dont tout l'esprit, s'il en avait, consistait dans l'art de dissimuler; qu'il était conquérant après tout, fondateur de dynastie, obligé de fouler aux pieds une quantité de considérations secondaires, pour arriver à son but placé à une immense hauteur; qu'il n'avait pas le goût du mal, qu'il lui coûtait d'en faire, mais que quand son char passait il ne fallait pas se trouver sous ses roues; que son parti enfin était pris, qu'il allait enlever à Ferdinand VII la couronne d'Espagne, mais qu'il voulait adoucir le coup en lui offrant un dédommagement; qu'il lui en préparait un, fort bien choisi dans l'intérêt de son repos: c'était la belle et paisible Étrurie, où ce prince irait régner à l'abri des révolutions européennes, et où il serait plus heureux qu'au milieu de ses Espagnes, qui étaient travaillées par l'esprit agitateur du temps, et qu'un prince puissant, habile, pouvait seul dompter, constituer et rendre prospères.

En tenant cet audacieux discours, Napoléon avait été tour à tour doux, caressant, impérieux, et avait poussé au dernier terme le cynisme de l'ambition. Le pauvre chanoine demeurait confondu. L'honneur d'être flatté, lui simple chanoine de Tolède, par le plus grand des hommes, combattait en son cœur le chagrin d'entendre de telles déclarations. Il était saisi, stupéfait; et cependant il ne perdit pas son talent de dissenter, et il en usa avec Napoléon, qui voulut en l'écoutant le dédommager de ses peines.

L'infortuné précepteur s'attacha à justifier la famille de Bourbon auprès du chef de la famille Bonaparte. Il lui rappela qu'au moment des plus

grandes horreurs de la révolution française, la cour d'Espagne n'avait déclaré la guerre qu'après la mort de Louis XVI; qu'elle avait même saisi la première occasion de revenir au système de paix, et du système de paix à celui de l'alliance entre les deux États; que depuis elle avait prodigué à la France ses flottes, ses armées, ses trésors; que si elle n'avait pas mieux servi, c'était non pas défaut de bonne volonté, mais défaut de savoir; qu'il ne fallait s'en prendre qu'au prince de la Paix, que lui seul était l'auteur de tous les maux de l'Espagne et la cause de son impuissance comme alliée; que du reste ce détestable favori était pour jamais éloigné du trône, que sous un jeune prince dévoué à Napoléon, attaché à lui par les liens de la reconnaissance, par ceux de la parenté, dirigé par ses conseils, l'Espagne, bientôt régénérée, reprendrait le rang qu'elle aurait toujours dû conserver, rendrait à la France tous les services que celle-ci pouvait en attendre, sans qu'il lui en coûtât aucun effort, aucun sacrifice; que, dans le cas contraire, on rencontrerait de la part de l'Espagne une résistance désespérée, secondée par les Anglais, et peut-être par une partie de l'Europe; on perdrait les colonies, ce qui serait un malheur aussi grand pour la France que pour l'Espagne, et on imprimerait enfin une tache à la gloire si éclatante du règne. « Mauvaise politique que la vôtre, monsieur le chanoine! mauvaise politique! répliqua Napoléon avec un sourire bienveillant, mais ironique. Vous ne manquerez pas, avec votre savoir, de me condamner si je laissais échapper l'occasion unique que m'offrent la soumission du continent et la détresse de l'Angleterre pour achever l'exécution de mon système. Vos Bourbons ne m'ont servi qu'à contre-cœur, toujours prêts à me trahir. Un frère me vaudra mieux, quoi que vous en disiez. La régénération de l'Espagne est impossible par des princes d'une antique maison qui sera toujours, malgré elle, l'appui des vieux abus. Mon parti est arrêté, il faut que cette révolution s'accomplisse. L'Espagne ne perdra pas un village, elle conservera toutes ses possessions. J'ai pris mes précautions pour lui conserver ses colonies. Quant à votre prince, il sera dédommagé s'il se soumet de bonne grâce à la force des choses. C'est à vous à user de votre influence pour le disposer à accepter les dédommagements que je lui réserve. Vous êtes assez instruit pour comprendre que je ne fais que suivre en ceci les lois de la vraie politique, laquelle a ses exigences et ses rigueurs inévitables. »

En disant ces choses et d'autres, dans un langage où perçait le regret plutôt que le remords d'une pareille spoliation, Napoléon était devenu doux, amical, et plusieurs fois il s'était permis les gestes les plus familiers envers le pauvre précepteur, dont la taille très-élevée formait avec la sienne un singulier contraste. Effrayé de cette inflexible résolution, le chanoine Escoïquiz, les larmes aux yeux, s'étendit sur les vertus de son jeune prince, s'efforça de justifier Ferdinand VII de la révolution d'Aranjuez, s'attacha à prouver que Charles IV avait abdiqué volontairement, que l'autorité de Ferdinand VII était par conséquent très-légitime; à quoi Napoléon, répondant avec un sourire d'incrédulité, lui dit qu'il savait tout, que la révolution d'Aranjuez n'était pas aussi naturelle qu'on voulait le lui persuader; que Ferdinand VII avait cédé à une impatience coupable, mais qu'il avait eu tort de faire déclarer ouverte une succession qu'il ne devait pas recueillir, et que, pour avoir cherché à régner trop tôt, il ne régnerait pas du tout. Le chanoine, ne réussissant pas à toucher Napoléon par la peinture des vertus de Ferdinand VII, essaya de l'émouvoir en lui parlant de la situation de ses malheureux conseillers, de leur rôle devant l'Espagne, devant l'Europe, devant la postérité; qu'ils seraient déshonorés pour avoir cru à la parole de Napoléon qui les avait amenés à Bayonne en leur faisant espérer qu'il allait reconnaître le nouveau roi; qu'on les accuserait d'ineptie ou de trahison, lorsqu'ils n'avaient eu d'autre tort que celui de croire à la parole d'un grand homme. « Vous êtes d'honnêtes gens, reprit Napoléon, et vous en particulier vous êtes un excellent précepteur, qui défendez votre élève avec le zèle le plus louable. On dira que vous avez cédé à une force supérieure. Aussi bien, ni vous ni l'Espagne ne sauriez me résister. La politique, la politique, monsieur le chanoine, doit diriger toutes les actions d'un personnage tel que moi. Retournez auprès de votre prince, et disposez-le à devenir roi d'Étrurie, s'il veut être encore roi quelque part, car vous pouvez lui affirmer qu'il ne le sera plus en Espagne. »

L'infortuné précepteur de Ferdinand VII se retira consterné, et trouva son élève tout aussi surpris, tout aussi désolé de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le général Savary. Celui-ci, sans y mettre aucune forme, sans y mettre surtout aucun de ces développements qui, dans la bouche de Napoléon, étaient en quelque sorte des excuses, avait signifié à Ferdinand VII qu'il fallait renoncer à la couronne d'Espagne, et ac-

cepter l'Étrurie comme dédommagement du patrimoine de Charles-Quint et de Philippe V. L'agitation fut grande dans cette cour, jusqu'ici complètement aveuglée sur son sort. On se réunissait autour du prince, on pleura, on s'emporta, et on finit, dans la disposition où l'on était, par ne pas croire à son malheur, par imaginer que tout cela était une feinte de Napoléon, qu'il n'était pas possible qu'il voulût toucher à une personne aussi sacrée que celle de Ferdinand VII, à une chose aussi inviolable que la couronne d'Espagne, et que c'était pour obtenir quelque grosse concession de territoire, ou l'abandon de quelque colonie importante, qu'il faisait planer sur la maison d'Espagne une si terrible menace; qu'en un mot il voulait effrayer, et pas davantage. On se dit donc qu'il suffisait de ne pas céder à cette intimidation pour triompher. On se décida par conséquent à résister, et à repousser toutes les propositions de Napoléon. M. de Cevallos fut chargé de traiter avec M. de Champagny sur la base d'un refus absolu.

Le lendemain, M. de Cevallos se rendit au château de Marac pour avoir un entretien avec M. de Champagny. Cet homme, chez lequel la bassesse n'empêchait pas l'emportement, parla à M. de Champagny avec une violence qui n'était pas du courage, car il n'y avait de danger ici que pour les couronnes, et nullement pour les personnes elles-mêmes. Il fut entendu de Napoléon, qui survint et lui dit : « Que parlez-vous de fidélité aux droits de Ferdinand VII, vous qui auriez dû servir fidèlement son père, dont vous étiez le ministre, qui l'avez abandonné pour un fils usurpateur, et qui en tout cela n'avez jamais joué que le rôle d'un traître ! » M. de Cevallos, auquel ces paroles eussent été justement adressées par quiconque n'aurait eu rien à se reprocher, se retira auprès de son nouveau maître, pour lui raconter ce qui s'était passé. On jugea autour de Ferdinand qu'un tel négociateur n'avait ni assez d'autorité morale ni assez d'art pour défendre les droits de son souverain, et on chargea de cette mission M. de Labrador, qui avait appris dans diverses ambassades à traiter les grands intérêts de la politique avec la réserve nécessaire. La base des négociations resta la même : ce fut toujours le droit inaliénable de Ferdinand VII à la couronne d'Espagne, ou, à défaut du sien, celui de Charles IV, seul roi légitime si Ferdinand VII ne l'était pas.

Napoléon éprouvait quelque dépit de cette résistance, mais il espérait que bientôt elle tom-

berait devant la nécessité, et surtout devant Charles IV venant faire valoir ses réclamations, beaucoup mieux motivées que celles de Ferdinand VII; car, si l'idée de protester contre son abdication lui avait été suggérée par Murat, il n'en était pas moins vrai que cette abdication avait été le résultat d'une violence morale exercée sur son faible caractère, et qu'il était très-fondé à revendiquer la couronne. Tout même eût été juste, si, en la retirant à Ferdinand VII, on l'avait rendue à Charles IV. Napoléon, regardant la présence de Charles IV comme indispensable pour opposer au droit du fils le droit du père, ce qui ne créait pas le droit des Bonaparte, mais ce qui mettait tous ces droits dans un état de confusion dont il espérait profiter, pressa vivement Murat de faire partir les vieux souverains, et de lui envoyer aussi le prince de la Paix, toujours prisonnier à Villa-Viciosa. Napoléon enjoignit à Murat d'employer la force, s'il le fallait, non pour le départ de la vieille cour, qui demandait instamment à se mettre en route et que personne ne songeait à retenir, mais pour la délivrance du prince de la Paix, que les Espagnols ne voulaient relâcher à aucun prix. Il recommanda en même temps, pour préparer les esprits, de communiquer à la junte de gouvernement et au conseil de Castille la protestation de Charles IV, ce qui réduisait à néant la royauté de Ferdinand VII, sans rétablir celle de Charles IV, et commençait une sorte d'interrègne commode pour l'accomplissement d'un projet d'usurpation. Il tâcha de faire bien comprendre à Murat qu'il ne fallait pas s'attendre à un grand succès d'opinion en opérant un changement qui n'était pas du gré des Espagnols, mais qu'il fallait les contenir par la crainte, gagner ensuite l'adhésion des hommes sensés, par l'évidence des biens dont une royauté française serait la source, par la certitude qu'au prix d'un changement de dynastie l'Espagne ne perdrait ni un village ni une colonie, avantage qui ne serait résulté d'aucun autre arrangement, et puis suppléer à ce qui manquerait en assentiment par le déploiement d'une force irrésistible. Napoléon prescrivit à Murat de bien se tenir sur ses gardes, de fortifier deux ou trois points dans Madrid, tels que le palais royal, l'amirauté, le Buen-Retiro, de ne pas laisser coucher un seul officier en ville, d'exiger qu'ils fussent tous logés avec leurs soldats, de se comporter en un mot comme à la veille d'une insurrection qu'il croyait inévitable, car les Espagnols voudraient probablement tâter

les Français; qu'il fallait dans ce cas les recevoir énergiquement, de manière à leur ôter tout espoir de résistance, et ne pas oublier la manière dont il pratiquait la guerre de rue en Égypte, en Italie et ailleurs; qu'il ne fallait pas s'engager dans l'intérieur de la ville, mais occuper la tête des rues principales par de fortes batteries, y faire sentir la puissance du canon, et, partout où la foule oserait se montrer à découvert, la faire expirer sous le sabre des cuirassiers. Ainsi, de la ruse Napoléon était conduit à la violence, par cette usurpation de la couronne espagnole!

Sur un seul point, Murat avait devancé les instructions de Napoléon : c'était relativement au départ des vieux souverains, et à la délivrance du prince de la Paix. Il avait mandé à Charles IV et à la reine, en réponse à l'expression de leurs désirs, que l'Empereur les verrait avec plaisir auprès de lui, que par conséquent ils n'avaient qu'à préparer leur départ, et qu'il allait exiger la remise du prince de la Paix, pour l'acheminer avec eux vers Bayonne : double nouvelle qui leur fit éprouver la seule joie qu'ils eussent ressentie depuis les fatales journées d'Aranjuez.

Ayant appris que Ferdinand VII avait enfin passé la frontière, Murat n'avait plus de ménagements à garder; et d'ailleurs les Espagnols, irrités d'une telle faiblesse, humiliés d'avoir de tels princes, semblaient pour un moment prêts à se détacher d'une famille si peu digne du dévouement de la nation. On devait donc pour quelques jours les trouver plus faciles. Mais quand on leur parla de délivrer le prince de la Paix, il y eut chez eux une sorte de soulèvement. La multitude avide de vengeance voyait avec désespoir sa victime lui échapper. Les hautes classes, et parmi elles les hommes qui s'étaient compromis dans la révolution d'Aranjuez, craignaient qu'au milieu de tous ces revirements politiques, le prince de la Paix ne ressaisît un jour le pouvoir, et ne les punit de leur conduite. On se refusait donc, pour ces divers motifs, à lui rendre la liberté. La junte de gouvernement, composée des ministres et de l'infant don Antonio, éprouvait plus que personne ces tristes sentiments. Elle avait dès l'origine opposé aux instances de Murat une forte résistance, et prétendu qu'étant sans autorité pour décider une semblable question, elle devait en référer à Ferdinand VII. Elle s'était en effet adressée à lui pour lui demander ses ordres. Ferdinand, très-embarrassé de répondre à ce message, avait déclaré que cette question serait traitée et résolue à Bayonne, avec

toutes celles qui allaient occuper les deux souverains de France et d'Espagne. La réponse de Ferdinand ayant été immédiatement transmise à Murat, celui-ci considéra la question comme tranchée par les ordres de Napoléon, et il exigea qu'on fit sortir de prison le prince de la Paix pour l'envoyer à Bayonne. Il annonça du reste qu'Emmanuel Godoy serait à jamais exilé d'Espagne, et qu'il ne serait transporté en France que pour y recevoir la vie, seule chose qu'on voulût sauver en lui. Murat, après avoir adressé cette communication à la junte, dirigea des troupes de cavalerie sur Villa-Viciosa avec ordre d'enlever le prisonnier de gré ou de force. Le marquis de Chasteler, qui était préposé à sa garde, mettant son honneur à servir la haine nationale, se refusait à le rendre, quand la junte, pour prévenir une collision, lui fit dire de le livrer.

L'infortuné dominateur de l'Espagne, qui naguère encore était entouré de toutes les superfluités du luxe, qui surpassait la royauté elle-même en somptuosité, comme il la surpassait en pouvoir, arriva au camp de Murat presque sans vêtements, avec une longue barbe, des blessures à peine fermées, et les marques des chaînes qu'il avait portées. C'est dans ce triste état qu'il vit pour la première fois l'ami qu'il s'était choisi au sein de la cour impériale, dans de bien autres vues que celles qui se réalisaient aujourd'hui. Murat, chez qui la générosité ne se démentait jamais, combla d'égards Emmanuel Godoy, lui procura tout ce dont il manquait, et le fit partir pour Bayonne sous l'escorte de l'un de ses aides de camp et de quelques cavaliers. Cette partie des ordres de Napoléon exécutée, il s'occupa du départ des vieux souverains, qui dans leur malheur ne se sentaient pas de joie à l'idée de savoir que leur ami était sauvé, et qu'ils allaient être prochainement en présence du tout-puissant empereur qui pouvait les venger de leurs ennemis. Leurs préparatifs de voyage achevés, préparatifs dont le principal consista à s'emparer des plus beaux diamants de la couronne, ils demandèrent à Murat d'ordonner leur départ. Ils vinrent en effet coucher le 25 de l'Escurial au Pardo, au milieu des troupes françaises, où ils virent et embrassèrent Murat avec la plus grande effusion de sentiments. Ils partirent de là pour se rendre à Buitrago, et suivre la grande route de Bayonne avec la lenteur qui convenait à leur âge et à leur mollesse. Ils rencontrèrent sur la route quelques marques de respect, pas une seule de sympathie. Il aurait suffi, pour les étouffer toutes, de la pré-

sence de la vieille reine, objet depuis vingt ans de la haine et du mépris de la nation.

Murat, cette fois, était bien seul maître de l'Espagne, et pouvait se croire roi. Il venait, par ordre de Napoléon, de communiquer à la junte la protestation de Charles IV, rédigée en quelque sorte sous sa dictée, et de réclamer avec la publication de cette pièce la suppression du nom de Ferdinand VII dans les actes du gouvernement. La junte, embarrassée, avait voulu faire partager la responsabilité au conseil de Castille, en le consultant. Le conseil la lui avait renvoyée tout entière en refusant de s'expliquer. Murat avait terminé le différend par une transaction, et on était convenu que les actes du gouvernement seraient publiés au nom du roi, sans dire lequel. Le trône devenait ainsi tout à fait vacant, et les Espagnols commençaient à s'en apercevoir avec une profonde douleur. Tantôt ils s'indignaient contre l'ineptie et la lâcheté de leurs princes, qui s'étaient laissé tromper, et précipiter dans un gouffre dont ils ne pouvaient plus sortir; tantôt ils se sentaient pleins de pitié pour eux, et de fureur contre les étrangers qui s'étaient introduits sur leur territoire par la ruse et la violence. Les hommes éclairés, comprenant bien maintenant pourquoi les Français avaient envahi l'Espagne, flottaient entre leur haine de l'étranger et le désir de voir l'Espagne réorganisée comme l'avait été la France par la main de Napoléon. Attirés avec leurs femmes aux fêtes que donnait Murat, ils étaient quelquefois entraînés, à demi séduits, mais jamais conquis entièrement. Le peuple, au contraire, ne partageait en aucune manière cette espèce d'entraînement. Quelquefois à la vue de la garde impériale et de notre cavalerie il était saisi, il admirait même Murat; mais notre infanterie, surtout composée de soldats jeunes, à peine instruits, malades de la gale, et achevant leur éducation sous ses yeux, ne lui inspirait aucun respect, et lui donnait même la confiance de nous vaincre. Les paysans oisifs des environs étaient accourus à Madrid, armés de leurs fusils et de leurs coutelas, et s'habituèrent à nous braver des yeux avant de nous combattre avec leurs armes. Quelques-uns, fanatisés par les moines, commettaient d'horribles assassinats. Un homme du peuple avait tué à coups de couteau deux de nos soldats, et blessé un troisième, sous l'inspiration, disait-il, de la sainte Vierge. Le curé de Caramanchel, village aux portes de Madrid, avait assassiné l'un de nos officiers. Murat avait fait punir exemplairement les auteurs de ces crimes,

mais sans apaiser la haine qui commençait à naître. Une émotion indéfinissable remplissait déjà les âmes, à tel point qu'un cheval s'étant échappé sur la belle promenade du Prado, tout le monde s'était enfui à l'idée qu'un combat allait s'engager entre les Espagnols et les Français. Murat se faisant toujours illusion sur les dispositions des Espagnols, mais stimulé par les avis réitérés de Napoléon, prenait quelques précautions. Il avait logé en ville la garde et les cuirassiers, et placé le reste des troupes sur les hauteurs qui dominent Madrid. Il avait, aux trois divisions du maréchal Monecy, ajouté la première division du général Dupont, et tenait ainsi Madrid avec la garde, toute la cavalerie et quatre divisions d'infanterie. La seconde division du général Dupont avait été portée à l'Escorial, la troisième à Segovie. Les troupes campaient sous toile tout autour de Madrid. Approvisionnées avec difficulté à cause de l'insuffisance des transports, elles l'étaient néanmoins avec assez d'abondance. Le traitement contre la gale, appliqué à nos jeunes soldats, les avait presque tous remis en santé. Ils s'exerçaient tous les jours, et commençaient à acquérir la tenue qu'il aurait fallu leur souhaiter dès leur entrée en Espagne. Murat leur avait donné des officiers pris dans les sous-officiers de la garde, et apportait un soin infini à l'organisation d'une armée qu'il regardait comme le soutien de sa future couronne. La division du général Dupont surtout était fort belle. Malheureusement il aurait fallu, nous le répétons, montrer cela tout fait aux Espagnols, mais ne pas le faire sous leurs yeux. Murat se consacrant à une œuvre qui lui plaisait fort, quelquefois encore applaudi de la populace espagnole qui se laissait éblouir par sa présence et par les beaux escadrons de la garde impériale, maître de la junte, qui, placée entre deux rois absents, ne sachant auquel obéir, obéissait à la force présente, Murat se croyait déjà roi d'Espagne. Ses aides de camp, se croyant à leur tour grands seigneurs de la nouvelle cour, le flattaient à qui mieux mieux, et lui, renvoyant à Paris ces flatteries, écrivait à Napoléon : « Je suis ici le maître en votre nom ; ordonnez, et l'Espagne fera tout ce que vous voudrez ; elle remettra la couronne à celui des princes français que vous aurez désigné. » Napoléon ne répondait à ces folles assurances qu'en réitérant l'ordre de fortifier les principaux palais de Madrid, et de tenir les officiers logés avec leurs troupes, mesures que Murat exécutait plutôt par obéissance que par conviction de leur utilité.

Le prince de la Paix, acheminé en toute hâte vers Bayonne pour ne pas donner le temps à la populace de s'ameuter sur son passage, y arriva bien avant ses vieux souverains. Napoléon était fort impatient de voir cet ancien dominateur de la monarchie espagnole, et surtout de s'en servir. Après un instant d'entretien, ce favori lui parut aussi médiocre qu'on le lui avait dit, remarquable seulement par quelques avantages physiques qui l'avaient rendu cher à la reine des Espagnes, par une certaine finesse d'esprit, et une assez grande habitude des affaires d'État, mais calomnié quand on voulait faire de lui un monstre. Napoléon s'abstint toutefois, par égard pour le malheur, de témoigner le mépris que lui inspirait un tel chef d'empire, et il se hâta de le rassurer complètement sur son avenir et celui de ses vieux maîtres, avenir qu'il promit de rendre sûr, paisible, opulent, digne des anciens possesseurs de l'Espagne et des Indes. A cette promesse Napoléon en ajouta une non moins douce, celle de les venger promptement et cruellement de Ferdinand VII, en le faisant descendre du trône, et il demanda à être secondé dans ses projets auprès de la reine et de Charles IV ; ce qui lui fut promis, et ce qui devait être facile à tenir, car le père et la mère étaient irrités contre leur fils au point de lui préférer sur le trône de leurs ancêtres un étranger, même un ennemi.

On annonçait l'arrivée de Charles IV et de la reine pour le 30 avril. La politique de Napoléon voulait que les vieux souverains fussent seuls accueillis avec les honneurs royaux. Il disposa tout pour les recevoir comme s'ils jouissaient encore de leur pouvoir, et comme si la révolution d'Aranjuez ne s'était point accomplie. Il fit ranger les troupes sous les armes, envoya sa cour à leur rencontre, ordonna de tirer le canon des forts, de couvrir de pavillons les vaisseaux qui étaient dans les eaux de l'Adour, et lui-même se prépara à mettre par sa présence le comble aux honneurs qu'il leur ménageait. A midi ils firent leur entrée à Bayonne au bruit du canon et des cloches, furent reçus aux portes de la ville par les autorités civiles et militaires, trouvèrent sur leur chemin les deux princes Ferdinand VII et l'infant don Carlos, qu'ils accueillirent avec une indignation visible quoique contenue, descendirent au palais du gouvernement qui leur était destiné, et purent un instant encore se faire illusion, jusqu'à se croire en possession du pouvoir suprême : dernière et vaine apparence dont Napoléon amusait leur vieillesse, avant de les

précipiter tous, père et enfants, dans le néant où il voulait plonger les Bourbons. Un moment après, il arriva lui-même au galop, accompagné de ses lieutenants, pour apporter l'hommage de sa toute-puissance au vieillard, victime de ses calculs ambitieux. A peine arrivé en présence de Charles IV, qu'il n'avait jamais vu, il lui ouvrit les bras, et l'infortuné descendant de Louis XIV s'y jeta en pleurant, comme il aurait fait avec un ami duquel il eût espéré la consolation de ses chagrins. La reine déploya pour plaire tout l'art d'une femme de cour, surtout avec l'impératrice Joséphine arrivée depuis quelques jours à Bayonne, et accourue auprès des souverains de l'Espagne. Après un court entretien, Napoléon laissa Charles IV entouré des Espagnols réunis à Bayonne, et des officiers et chambellans français destinés à composer son service d'honneur. D'après les intentions de Napoléon, qui désirait qu'aucun des usages de la cour d'Espagne ne fût négligé en cette occasion, il y eut un baisemain général. Chacun des Espagnols présents vint, en s'agenouillant, baiser la main du vieux roi et de la reine son épouse. Ferdinand, prenant son rang de fils et de prince des Asturies, vint à son tour s'incliner devant ses augustes parents. On put facilement discerner à leur visage les sentiments qu'ils éprouvaient. Quand cette cérémonie fut achevée, le roi et la reine, fatigués, songèrent à s'enfermer chez eux. Ferdinand VII et son frère ayant voulu les suivre dans leur appartement, Charles IV, ne pouvant plus se contenir, arrêta son fils aîné en lui disant : « Malheureux ! n'as-tu pas assez déshonoré mes cheveux blancs ?... Respecte au moins mon repos... » Et il refusa ainsi de le voir autrement qu'en public. Ferdinand VII, ramené en quelques heures par la seule étiquette à la qualité de prince des Asturies, se sentit perdu : il était puni, et Charles IV vengé ! Mais celui-ci allait être bientôt obligé d'acquitter dans les mains de Napoléon le prix de la vengeance obtenue.

Ce que les vieux souverains désiraient avec le plus d'impatience, c'était d'embrasser leur ami, leur cher Emmanuel, qu'ils n'avaient pas revu depuis la fatale nuit du 17 mars. Ils se jetèrent dans ses bras, et Napoléon, qui voulait leur laisser le temps de se voir, de s'épancher, de s'entendre, ayant remis au lendemain la réception qu'il leur préparait à Marac, ils eurent toute la journée pour s'entretenir de leur situation et de leur sort futur. Le prince de la Paix leur eut promptement fait connaître ce dont il s'agissait à

Bayonne ; ce qui ne pouvait ni les étonner ni les affliger, car ils n'avaient plus la prétention de régner, et ils eurent la satisfaction d'apprendre que Napoléon, en les vengeant de Ferdinand VII, leur destinait en France une retraite sûre, magnifique, des revenus égaux à ceux des princes régnants les mieux dotés de l'Europe, et pour toute privation la perte d'un pouvoir dont ils prévoyaient depuis longtemps la fin prochaine. Il ne fut donc pas difficile de les amener aux projets de Napoléon, auxquels ils étaient résignés d'avance, même quand ils ne connaissaient pas tous les dédommagements qu'on leur réservait.

Le lendemain, Napoléon les fit inviter à dîner au château de Marac, où il se proposait de les traiter tous les jours avec les plus grands honneurs. Charles IV et son épouse s'y rendirent dans les voitures impériales, si différentes des antiques voitures de la cour d'Espagne, qui étaient construites sur le même modèle que celles de Louis XIV. Il avait la plus grande peine à y monter et à en descendre ; et il laissait voir jusque dans les moindres détails combien il était étranger aux usages comme aux idées du temps présent. Arrivé au château de Marac, il s'appuya pour mettre pied à terre sur le bras de Napoléon, qui était venu le recevoir à la portière. « Appuyez-vous sur moi, lui dit Napoléon, j'aurai de la force pour nous deux. — J'y compte bien, » répondit le vieux roi ; et il lui témoigna une véritable gratitude, tant il était heureux de trouver en France le repos, la sécurité et l'opulence pour le reste de ses jours ! Napoléon avait oublié d'inscrire le prince de la Paix au nombre des convives. Charles IV, ne l'apercevant pas, s'écria avec une vivacité embarrassante pour tous les assistants : « Où est donc Emmanuel ? » On alla chercher le prince de la Paix par ordre de l'Empereur, et on rendit à Charles IV cet ami sans lequel il ne savait plus exister.

Tandis que Napoléon s'occupait d'adoucir le sort de ce vieil enfant découronné, l'impératrice Joséphine veillait avec sa grâce accoutumée sur la reine d'Espagne, et lui procurait les futiles distractions qui étaient à sa portée, en lui offrant toutes les parures de Paris les plus nouvelles et les plus recherchées. Mais l'épouse de Charles IV était plus difficile à consoler que lui, en raison même de son intelligence et de son ambition. Toutefois elle pouvait compter sur deux consolations certaines, la sûreté d'Emmanuel Godoy et le détronement de Ferdinand.

Après avoir ainsi comblé d'égards des hôtes

augustes et malheureux, Napoléon, impatient d'en finir, fit mouvoir les instruments qu'il avait à sa disposition. D'après sa volonté, une lettre fut adressée à Ferdinand par Charles IV, pour lui rappeler sa coupable conduite dans les scènes d'Aranjuez, son imprudente ambition, son impuissance de régner sur un pays livré par sa faute aux agitations révolutionnaires, et lui demander de résigner la couronne. Cette sommation révélait clairement aux conseillers détronés de Ferdinand comment allait être conduite la négociation depuis l'arrivée de l'ancienne cour. Il était évident qu'on allait redemander la couronne au fils, pour la laisser un certain nombre de jours ou d'heures sur la tête du père, et la faire passer ensuite de cette tête vieillie sur celle d'un prince de la famille Bonaparte. Les meneurs de la jeune cour opposèrent à cette sommation une lettre assez adroite, dans laquelle Ferdinand VII, parlant à son père en fils soumis et respectueux, se déclarait prêt à restituer la couronne, bien qu'il l'eût reçue par suite d'une abdication volontaire, prêt toutefois à deux conditions : la première, que Charles IV voudrait régner lui-même ; la seconde, que la restitution se ferait librement à Madrid, en présence de la nation espagnole. Sans ces deux conditions, Ferdinand refusait formellement de restituer la couronne à son père ; car si celui-ci ne voulait pas régner, Ferdinand se considérait comme seul roi légitime, d'après les lois de la monarchie espagnole ; et si la rétrocession se faisait ailleurs qu'à Madrid, au sein même de la nation assemblée, elle ne serait ni libre, ni digne, ni sûre.

La réponse était habile et convenable. On fit répliquer par Charles IV, en s'appuyant toujours sur l'irrégularité de l'abdication, sur les violences qui l'avaient amenée, sur l'impossibilité où se trouvait Ferdinand de gouverner l'Espagne sortie d'un long sommeil et prête à entrer dans la carrière des révolutions, sur la nécessité de remettre à Napoléon le soin d'assurer le bonheur des peuples de la Péninsule. On finissait en laissant voir des intentions menaçantes si cette obstination ne cessait pas. A cette réplique la jeune cour opposa une contre-réplique semblable au premier dire de Ferdinand VII.

La négociation n'avancait pas, car on avait employé du 1^{er} au 4 mai à échanger cette vaine correspondance. Napoléon commençait à éprouver l'impatience la plus vive, et il était résolu à faire déclarer Ferdinand VII rebelle, à rendre la couronne à Charles IV, qui la lui transmettrait

ensuite, après un délai plus ou moins long. Il fit d'abord, par l'intermédiaire du prince de la Paix, rédiger un acte en vertu duquel Charles IV se déclarait seul légitime roi des Espagnes, et, dans l'impuissance où il était d'exercer lui-même son autorité, nommait le grand duc de Berg son lieutenant, lui confiait tous ses pouvoirs royaux, et en particulier le commandement des troupes. Napoléon regardait cette transition comme nécessaire pour passer de la royauté des Bourbons à celle des Bonaparte. Il s'empressa d'expédier ce décret, avec l'ordre, déjà donné depuis plusieurs jours et réitéré en ce moment, de faire partir de Madrid tous les princes espagnols qui s'y trouvaient encore : le plus jeune des infants, don Francisco de Paula ; l'oncle de Ferdinand, don Antonio, président de la junte, et la reine d'Étrurie, qu'une indisposition avait empêchée de suivre ses parents. Après avoir pris ces mesures, il se disposait à mettre un terme aux scènes de Bayonne par une solution qu'il imposerait lui-même, lorsque les événements de Madrid vinrent rendre facile le dénouement qu'il désirait, en le dispensant d'y employer la force.

Tandis que Napoléon correspondait avec Madrid, Ferdinand VII, de son côté, ne négligeait rien pour y faire parvenir des nouvelles qui excitassent l'intérêt de la nation en sa faveur, qui pussent surtout corriger le mauvais effet qu'avait produit son inepte conduite. Il n'ignorait pas que les Espagnols avaient pris autant de pitié, presque de dégoût pour sa personne que pour celle de son vieux père, en le voyant donner dans le piège tendu par Napoléon. Il avait donc, par des courriers qui partaient déguisés de Bayonne, et traversaient les montagnes de l'Aragon pour gagner Madrid, fait répandre les nouvelles qu'il croyait les plus propres à lui ramener l'opinion publique. Il avait fait savoir qu'on voulait le violenter à Bayonne pour lui arracher le sacrifice de ses droits, mais qu'il résistait et résisterait à toutes les menaces, et que ses peuples apprendraient plutôt sa mort que sa soumission aux volontés de l'étranger. Il se peignait comme la plus noble, la plus intéressante des victimes, et de manière à exalter pour lui tous les cœurs généreux. Ces courriers, voulant éviter les routes directes, couvertes de troupes françaises, perdaient un jour ou deux pour arriver à Madrid, mais y arrivaient sûrement, et les nouvelles qu'ils portaient, propagées rapidement, avaient ramené à Ferdinand VII l'opinion un moment aliénée. Le bruit universellement accrédité que Ferdinand VII

était à Bayonne l'objet de violences brutales, et qu'il y opposait une résistance héroïque, avait ranimé en sa faveur la populace de la capitale, laquelle s'était accrue, comme nous l'avons dit, des paysans oisifs des environs. Ne pouvant pas recourir aux imprimeries, soigneusement surveillées par les agents de Murat, on se servait de bulletins écrits à la main, et ces bulletins reproduits avec profusion, circulant avec une incroyable rapidité, excitaient au plus haut point les passions du peuple. Quant à la junta de gouvernement, elle dissimulait profondément ses sentiments secrets, affectait une grande déférence pour les désirs de Murat; mais, dévouée comme de juste à Ferdinand VII, elle était l'agent des communications avec Bayonne, et des publications qui en étaient la suite. Elle avait dépêché des émissaires à Ferdinand pour savoir s'il voulait qu'elle se dérobât aux Français, qu'elle allât elle-même proclamer quelque part la royauté légitime, provoquer le soulèvement de la nation, et déclarer la guerre à l'usurpateur. En attendant une réponse à ces propositions, elle ne céda qu'après d'interminables retards à toutes les demandes de Murat qui étaient de nature à servir les desseins de Napoléon.

Parmi ces demandes, il s'en trouvait une qui l'avait fort agitée : c'était celle qui consistait à exiger l'envoi à Bayonne de tous les membres de la famille royale restant encore à Madrid. D'une part, la vieille reine d'Espagne désirait qu'on lui envoyât le jeune infant don Francisco, laissé en arrière à cause de l'état de sa santé; de l'autre, la reine d'Étrurie, demeurée par un pareil motif à Madrid, demandait elle-même à partir, effrayée qu'elle était de l'agitation chaque jour croissante du peuple espagnol. Murat, à qui l'Empereur avait recommandé d'acheminer vers Bayonne tous les membres restants de la famille royale, exigeait impérieusement ce double départ. Quant à la reine d'Étrurie, il ne pouvait y avoir de difficulté, puisqu'elle était princesse indépendante, et désirait partir. Quant au jeune infant don Francisco, placé à cause de son âge sous l'autorité royale, il dépendait actuellement de la junta de gouvernement, exerçant cette autorité en l'absence du roi. La junta, devant bien l'intention de ces départs successifs, s'assembla dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, pour délibérer sur la demande de Murat. Elle était accrue en nombre par l'adjonction des divers présidents des conseils de Castille et des Indes, et de plusieurs membres de ces conseils. La séance fut fort agitée. Quelques-

uns des membres de cette réunion voulaient qu'on se refusât à une proposition qui avait pour but évident d'enlever les derniers représentants de la royauté espagnole, et que, plutôt que de céder, on essayât la résistance à force ouverte. Le ministre de la guerre, M. O'Farrill, exposa la situation de l'armée, dont les corps désorganisés, dispersés les uns dans le Nord, les autres dans le Portugal et sur les côtes, ne présentaient pas à Madrid une force réunie de plus de trois mille hommes. Les esprits ardents voulaient qu'on y suppléât avec la populace armée de couteaux et de fusils de chasse, et qu'on cherchât son salut dans un grand acte de désespoir national. La majorité opina pour qu'on répondit à Murat par un refus dissimulé, en se gardant toutefois de provoquer une collision. À côté de la junta, une réunion de patriotes, mécontents de ce qu'ils appelaient sa faiblesse, voulaient qu'on empêchât le départ des infants par tous les moyens possibles, et soufflaient leurs passions au peuple, qui n'avait du reste pas besoin d'être excité. Le 1^{er} mai, qui était un dimanche, attira dans la ville beaucoup de gens de la campagne, et l'on vit des figures agrestes et énergiques se mêler aux groupes nombreux qui stationnaient sur les différentes places de Madrid. À la *Puerta del Sol*, grande place située au centre de Madrid, et où viennent aboutir les principales rues de cette capitale, telles que les rues *Mayor*, d'*Alcala*, de *Montera*, de *las Carretas*, il y avait une foule épaisse et menaçante. Murat y envoya quelques centaines de dragons, qui par leur aspect dissipèrent la multitude et l'obligèrent à se tenir tranquille.

Murat, auquel la junta avait communiqué son refus fort adouci, répondit qu'il n'en tiendrait compte, et que le lendemain lundi, 2 mai, il ferait partir la reine d'Étrurie et l'infant don Francisco, déclaration à laquelle on n'opposa pas de réplique. Le lendemain en effet, dès huit heures du matin, les voitures de la cour avaient été amenées devant le palais pour y recevoir les personnes royales. La reine d'Étrurie se prêtait très-volontiers à ce départ. L'infant don Francisco, du moins à ce qu'on disait aux portes du palais, versait des larmes. Ces détails, répandus de bouche en bouche dans les rangs de la multitude qui était nombreuse, y avaient produit une vive agitation. Tout à coup survint un aide de camp de Murat, que celui-ci envoyait pour complimenter la reine au moment de son départ. À l'aspect de l'uniforme français, le peuple poussa

des cris, lança des pierres à l'aide de camp du prince, et se préparait à l'égorger, lorsqu'une douzaine de grenadiers de la garde impériale, qui étaient de service au palais occupé par Murat, et d'où on pouvait apercevoir ce tumulte, se jetèrent baïonnette en avant au plus épais de la foule, et dégagèrent l'aide de camp qu'on était sur le point de massacrer. Quelques coups de fusil partis au milieu de ce conflit furent le signal d'un soulèvement universel. De toutes parts la fusillade commença à se faire entendre. Une populace furieuse, composée surtout de paysans venus des environs, se précipita sur les officiers français, dispersés dans les maisons de Madrid malgré les recommandations de Napoléon, et sur les soldats détachés qui allaient par escouades recevoir les distributions de vivres. Plusieurs furent égorgés avec une horrible férocité. Quelques autres durent la vie à l'humanité de la bourgeoisie, qui les cacha dans ses maisons.

Au premier bruit, Murat était monté à cheval et avait donné ses ordres avec la résolution d'un général habitué à toutes les occurrences de la guerre. Il avait ordonné aux troupes des camps de s'ébranler pour entrer dans Madrid par toutes les portes à la fois. Les plus rapprochées, celles du général Grouchy, établies près du Buen-Retiro, devaient entrer par les grandes rues de San Geronimo et d'Alcala pour se diriger sur la Puerta del Sol, tandis que le colonel Frederichs, partant avec les fusiliers de la garde du palais qui est situé à l'extrémité opposée, devait se porter, par la rue Mayor, à la rencontre du général Grouchy, vers cette même Puerta del Sol, où allaient aboutir tous les mouvements. Le général Lefranc, établi au couvent de Saint-Bernard, devait y marcher concentriquement de la porte de Fuencarral. Au même instant, les cuirassiers et la cavalerie, arrivant par la route de Caramanchel, avaient reçu ordre de s'avancer par la porte de Tolède. Murat, à la tête de la cavalerie de la garde, était derrière le palais, au pied de la hauteur de Saint-Vincent, près de la porte par laquelle devaient pénétrer les troupes établies à la maison royale del Campo. Placé ainsi en dehors des quartiers populeux, et sur une position dominante, il était libre de se porter partout où besoin serait.

L'action commença sur la place du Palais, où Murat avait dirigé un bataillon d'infanterie de la garde, précédé d'une batterie. Un feu de peloton, suivi de quelques coups de mitraille, eut bientôt fait évacuer cette place. La promptitude de la

fuite, comme il arrive toujours en pareil cas, empêcha que le nombre des victimes ne fût grand. Le palais et les entours dégagés, le colonel Frederichs marcha avec ses fusiliers, par les rues Plateria et Mayor, sur la Puerta del Sol, vers laquelle marchaient aussi les troupes du général Grouchy, par les rues d'Alcala et de San Geronimo. Nos soldats, vieux et jeunes, s'avançaient avec l'aplomb qu'ils devaient à des chefs aguerris et inébranlables. La populace, soutenue par des paysans plus braves qu'elle, ne tenait pas, mais s'arrêtait à tous les coins des rues transversales pour tirer, et puis envahissait les maisons pour faire feu des fenêtres. On l'y suivait, et on tuait à coups de baïonnette, on jetait par les fenêtres les fanatiques pris les armes à la main. Les deux colonnes françaises, marchant à la rencontre l'une de l'autre, avaient refoulé au centre, c'est-à-dire à la Puerta del Sol, la multitude furieuse, présentant l'obstacle de son épaisseur, et n'ayant plus même la liberté de fuir. Du milieu de cette foule les plus obstinés tiraient sur nos troupes. Quelques escadrons de chasseurs et des mameluks de la garde, lancés à propos, pénétrèrent en la sabrant dans cette masse de peuple, et l'obligèrent à se disperser par toutes les issues qui restaient encore libres. Les mameluks surtout, se servant de leurs sabres recourbés avec une grande dextérité, firent tomber quelques têtes, et causèrent ainsi une épouvante qui a laissé un long souvenir dans la population de Madrid. La foule repoussée n'en eut que plus d'empressement à se réfugier dans les maisons pour tirer des fenêtres. Les troupes du général Grouchy eurent plusieurs exécutions sanglantes à faire dans la rue de San Geronimo, surtout à l'hôtel du duc de Hajar, d'où étaient partis des feux meurtriers. Celles du général Lefranc eurent à soutenir un combat plus opiniâtre à l'arsenal, où était renfermée une partie de la garnison de Madrid, avec ordre de ne pas combattre. Des insurgés s'y étant portés firent feu sur nos troupes, et le corps des artilleurs espagnols se trouva malgré lui engagé dans la lutte. La nécessité d'enlever à découvert un édifice fermé, et d'où partait un feu très-vif de mousqueterie, nous coûta quelques hommes. Mais nos soldats, conduits vivement à l'assaut, débusquèrent les défenseurs, et leur firent payer cher cet engagement. L'arsenal fut pris avant que le peuple eût pu s'emparer des armes et des munitions.

Deux ou trois heures avaient suffi pour répri-

mer cette sédition, et on n'entendait plus, après la prise de l'arsenal, que quelques coups de feu isolés. Murat avait fait former à l'hôtel des Postes une commission militaire, qui ordonnait l'exécution immédiate des paysans saisis les armes à la main. Quelques-uns furent, pour l'exemple, fusillés sur-le-champ au Prado même. Les autres, cherchant à s'enfuir vers la campagne, furent poursuivis et sabrés par les cuirassiers. Les troupes du camp, arrivant à l'instant, ne trouvèrent plus à se servir de leurs armes. Tout était pacifié par la terreur d'une prompte répression, et par la présence des ministres O'Farrill et Azanza, qui, accompagnés du général Harispe, chef d'état-major de Murat, faisaient cesser le combat partout où il en restait quelque trace. Ils demandèrent aussi, et on leur accorda sans difficulté, la fin des exécutions qu'ordonnait la commission militaire établie à l'hôtel des Postes.

Cette journée fatale, qui devait plus tard avoir en Espagne un retentissement terrible, eut pour effet immédiat de contenir la populace de Madrid, en lui ôtant toute illusion sur ses forces, et en lui apprenant que nos jeunes soldats, conduits par de vieux officiers, étaient invincibles pour les féroces paysans de l'Espagne, comme ils le furent bientôt à Essling et à Wagram pour les soldats les plus disciplinés de l'Europe. L'infant don Antonio, qui la veille n'avait pas été au nombre des fauteurs de la révolte, et qui paraissait même obsédé de la jactance des partisans de l'insurrection, dit le soir même à Murat, comme un homme qui respirait après une longue fatigue : « Enfin on ne nous répétera plus que des paysans armés de couteaux peuvent venir à bout de troupes régulières ! » L'impression était profonde, en effet, chez le peuple de Madrid, et, dans son exagération, il débitait et croyait qu'il y avait eu plusieurs milliers de morts ou de blessés. Il n'en était rien cependant, car les insurgés avaient à peine perdu 400 hommes et les Français une centaine au plus. Mais la terreur, grossissant les nombres comme de coutume, donnait à cette journée une importance morale très-supérieure à son importance matérielle. Dès cet instant, Murat pouvait tout oser. Il fit partir le lendemain non-seulement l'infant don Francisco, mais la reine d'Étrurie, son fils, et le vieil infant don Antonio lui-même, qui avait tous les sentiments des insurgés, moins leur énergie, et qui ne demandait pas mieux que d'aller trouver à Bayonne ce qui attendait en ce lieu tous les princes d'Espagne, le repos et la déchéance. L'infant don Antonio

consentit à partir immédiatement, et abandonna la présidence de la junte de gouvernement, sans même en donner avis à cette junte. Murat venait de recevoir le décret de Charles IV qui lui conférait la lieutenance générale du royaume. Il appela la junte, se fit accepter comme son président à la place de l'infant don Antonio, et fut investi dès lors de tous les pouvoirs de la royauté. Il alla s'établir au palais, où il occupa les appartements du prince des Asturies, et, reprenant dans sa correspondance avec Napoléon son langage habituel, il lui écrivit que toute la force de résistance des Espagnols s'était épuisée dans la journée du 2 mai, qu'on n'avait qu'à désigner le roi destiné à l'Espagne, et que ce roi régnerait sans obstacle. Dans plus d'une lettre il avait déjà dit, comme un fait qu'il citait sans y ajouter aucune réflexion, que les Espagnols, impatients de sortir de leurs longues et pénibles anxiétés, s'écriaient souvent : « Courons chez le grand-duc de Berg, et proclamons-le roi. » Dans ces folles illusions, il y avait quelque chose de vrai cependant. A prendre un roi français, Murat était celui que sa renommée militaire, sa bonne grâce, sa jactance méridionale, sa présence à Madrid, auraient fait accepter le plus facilement par le peuple espagnol.

Les nouvelles de Madrid arrivèrent le 5 mai à Bayonne, à quatre heures de l'après midi. En les recevant, Napoléon y vit sur-le-champ le moyen de produire la secousse dont il avait besoin pour terminer cette espèce de négociation entamée avec les princes d'Espagne. Il se rendit auprès de Charles IV, la dépêche de Murat à la main, et montra plus d'irritation qu'il n'en éprouvait de ces Vêpres siciliennes dont on avait voulu faire l'essai à Madrid. Il aimait fort ses soldats ; mais, quand il en sacrifiait dix ou vingt mille dans une journée, il n'était pas homme à en regretter une centaine pour un aussi grand intérêt que la conquête du trône d'Espagne. Néanmoins il simula l'irritation devant ces vieux souverains, qui furent fort effrayés de voir en colère celui dont ils dépendaient. On fit appeler les infants, et à leur tête Ferdinand VII. Aussitôt entrés dans l'appartement de leurs parents, ils furent apostrophés par le père, par la mère, avec une extrême violence. « Voilà donc ton ouvrage !... dit Charles IV à Ferdinand VII. Le sang de mes sujets a coulé ; celui des soldats de mon allié, de mon ami, le grand Napoléon, a coulé aussi. A quels ravages n'aurais-tu pas exposé l'Espagne si nous avions affaire à un vainqueur moins gé-

néreux ! Voilà les conséquences de ce que toi et les tiens avez fait pour jouir quelques jours plus tôt d'une couronne que j'étais aussi pressé que toi de placer sur ta tête. Tu as déchainé le peuple, et personne n'en est plus maître aujourd'hui. Rends, rends cette couronne trop pesante pour toi, et donne-la à celui qui seul est capable de la porter. » En proférant ces paroles, le vieux roi, condamné à une si affligeante comédie, agitait une canne à pomme d'or, sur laquelle il s'appuyait ordinairement à cause de ses infirmités, et il sembla aux yeux de tous les assistants qu'il en menaçait son fils. Le père avait à peine achevé que la vieille reine, celle-ci avec une colère qui n'était pas jouée, se précipita sur Ferdinand, l'accabla d'injures, lui reprocha d'être un mauvais fils, d'avoir voulu détrôner son père, d'avoir désiré le meurtre de sa mère, d'être faux, perfide, lâche, sans entrailles... En essayant toutes ces apostrophes, Ferdinand VII, immobile, les yeux fixés à terre, avec une sorte d'insensibilité stupide, ne répondait rien, ne témoignait rien, et souffrait tout. Plusieurs fois sa mère, l'interpellant, s'approchant de lui, le menaçant de la main, lui dit : « Te voilà bien, tel que tu as toujours été ! Lorsque ton père et moi voulions t'adresser quelques exhortations dans ton intérêt même, tu te taisais, en ne répondant à nos conseils que par le silence et la haine... Mais réponds donc à ton père, à ta mère, à notre ami, à notre protecteur, le grand Napoléon. » Et le prince, toujours insensible, se taisait, affirmant seulement qu'il n'était pour rien dans les désordres du 2 mai. Napoléon, embarrassé, presque confus d'une scène pareille, quoiqu'elle amenât la solution désirée, dit à Ferdinand d'un ton froid, mais impérieux, que si, le soir même, il n'avait pas résigné la couronne à son père, on le traiterait en fils rebelle, auteur ou complice d'une conspiration qui, dans les journées des 17, 18 et 19 mars, avait abouti à priver de la couronne le souverain légitime. Il se retira ensuite pour attendre à Marac le prince de la Paix, afin de conclure avec lui un arrangement définitif, sous l'impression des événements de Madrid.

« Quelle mère ! quel fils ! s'écria-t-il en rentrant à Marac, et en s'adressant à ceux qui l'entouraient. Le prince de la Paix est certainement très-médiocre ; eh bien ! il était pourtant encore le personnage le moins incapable de cette cour dégoûtée. Il leur avait proposé la seule idée raisonnable, idée qui aurait pu amener de grands résultats si elle avait été exécutée avec courage

et résolution : c'était d'aller fonder un empire espagnol en Amérique, d'aller y sauver et la dynastie et la plus belle partie du patrimoine de Charles-Quint. Mais ils ne pouvaient rien faire de noble ou d'élevé. Les vieux parents par inertie, le fils par trahison, ont ruiné ce dessein, et les voilà se dénôçant les uns les autres à la puissance de laquelle ils dépendent ! » Puis Napoléon parla longtemps, grandement, avec une rare éloquence, sur ce vaste sujet de l'Amérique, de l'Espagne, de la translation des Bourbons dans l'empire des Indes. Après avoir jugé les autres, il se jugea lui-même, car il ajouta ces paroles : « Ce que je fais ici, d'un certain point de vue, n'est pas bien, je le sais. Mais la politique veut que je ne laisse pas sur mes derrières, si près de Paris, une dynastie ennemie de la mienne. »

Le soir, le prince de la Paix vint à Marac, et les résultats que Napoléon poursuivait par des moyens si regrettables furent consignés dans le traité suivant, signé du prince de la Paix lui-même et du grand maréchal Duroc.

Charles IV, reconnaissant l'impossibilité où il était, lui et sa famille, d'assurer le repos de l'Espagne, cédait la couronne, dont il se déclarait seul possesseur légitime, à Napoléon, pour en disposer comme il conviendrait à celui-ci. Il la cédait aux conditions suivantes :

1° Intégrité du sol de l'Espagne et de ses colonies, dont il ne serait distrait aucune partie ;

2° Conservation de la religion catholique comme culte dominant, à l'exclusion de tout autre ;

3° Abandon à Charles IV du château et de la forêt de Compiègne pour sa vie, et du château de Chambord à perpétuité, plus une liste civile de 50,000,000 de réaux (7,500,000 francs) payés par le trésor de France ;

4° Traitement proportionné à tous les princes de la famille royale.

Ferdinand VII était rentré chez lui, éclairé enfin sur sa situation et sur la ferme volonté de Napoléon, non pas de l'intimider seulement, mais de le détrôner. Ses conseillers étaient détrompés aussi. Parmi eux, un seul, le chanoine Escœquiz, quoiqu'il ne fût pas le moins honnête, donna pourtant à son jeune maître un conseil peu digne : c'était d'accepter la couronne d'Étrurie, pour que Ferdinand restât roi quelque part, et lui, Escœquiz, directeur de quelque roi que ce fût. Les autres, avec plus de raison, pensèrent que ce serait déclarer à l'Espagne qu'il n'y avait plus à s'occuper de Ferdinand, puisqu'il

acceptait une couronne étrangère en dédommagement de celle qui lui était arrachée. Ne rien accepter qu'une pension alimentaire leur semblait indiquer à l'Espagne qu'il avait été violenté, qu'il protestait contre la violence, qu'enfin il pensait toujours à l'Espagne, que par conséquent elle devait toujours penser à lui.

Ferdinand VII signa donc à son tour un traité par lequel Napoléon lui assurait le château de Navarre en toute propriété, 1,000,000 de revenu, plus 400,000 francs pour chacun des enfants, moyennant leur renonciation commune à la couronne d'Espagne.

Deux châteaux, et 10,000,000 par an, étaient le prix auquel devait être payée, tant au père qu'aux enfants, la magnifique couronne d'Espagne, prix bien modique, bien vulgaire, mais auquel il fallait ajouter un terrible complément, alors inaperçu : six ans d'une guerre abominable, la mort de plusieurs centaines de mille soldats, la division funeste des forces de l'Empire, et une tache à la gloire du conquérant ! Napoléon, à qui l'aveuglement de la puissance dérobait les conséquences de ce funeste marché, se hâta d'en exécuter les conditions. Le succès lui rendant sa générosité naturelle, il donna des ordres pour traiter avec tous les égards possibles la famille qui venait de tomber sous les coups de sa politique, comme tant d'autres tombaient sous les coups de son épée. Il chargea le prince Cambacérès du soin de recevoir les vieux souverains, et, en attendant qu'on eût achevé à Compiègne les dispositions nécessaires, il voulut qu'ils allassent faire à Fontainebleau un premier essai de l'hospitalité française, dans un lieu qui devait plus qu'aucun autre plaire à Charles IV. Il leur ménageait la compagnie du vieux et doux archichancelier, comme plus conforme à leur humeur. C'était du reste la première nouvelle qu'il donnait des affaires d'Espagne à ce grave personnage, n'osant plus lui parler de projets qui ne pouvaient supporter les regards d'un politique aussi sage que dévoué. Quant aux jeunes princes, il leur assigna le château de Valençay pour résidence, en attendant que celui de Navarre fût prêt, et pour compagnie celle d'un personnage aussi fin que dissipé, le prince de Talleyrand, devenu depuis peu propriétaire de ce même château de Valençay par un acte de la munificence impériale. Napoléon lui écrivit la lettre qui suit, car Napoléon exécutait avec la douceur des mœurs du XIX^e siècle une politique digne de la fourberie du XV^e.

« AU PRINCE DE BÉNÉVENT.

« Bayonne, le 9 mai 1808.

« Le prince des Asturies, l'infant don Antonio, son oncle, l'infant don Carlos, son frère, partent mercredi d'ici, restent vendredi et samedi à Bordeaux, et seront mercredi à Valençay. Soyez-y rendu lundi au soir. Mon chambellan de Tournon s'y rend en poste, afin de tout préparer pour les recevoir. Faites en sorte qu'ils aient là du linge de table et de lit, de la batterie de cuisine... Ils auront huit ou dix personnes de service d'honneur, et le double de domestiques. Je donne l'ordre au général qui fait les fonctions de premier inspecteur de la gendarmerie, à Paris, de s'y rendre, et d'organiser le service de surveillance. Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre, et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y amener madame de Talleyrand avec quatre ou cinq dames. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, surtout si on en était sûr. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne commette aucune fausse démarche. Je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La farouche politique voudrait qu'on le mit à Bitché ou dans quelque château fort ; mais comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis de ne rien faire sans mon ordre, et que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne, en l'environnant de plaisirs et de surveillance. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin, les affaires d'Espagne auront pris une tournure, et je verrai alors le parti que je prendrai.

« Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir chez vous trois illustres personnalités pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. »

Charles IV quitta la frontière d'Espagne avec un profond serrement de cœur, car il disait adieu à sa terre natale, au trône et à des habitudes qui avaient toujours fait son bonheur, celui du moins qu'il était capable de goûter. Toutefois les agitations populaires dont il avait entendu le

premier retentissement l'avaient tellement troublé, les divisions intestines de sa famille l'avaient abreuvé de tant d'amertume, qu'il se consolait de sa chute à l'idée de trouver en France la sécurité, le repos, une opulente retraite, des exercices religieux, et les belles chasses de Compiègne. Sa vieille épouse, désespérée de perdre le trône, avait aussi plus d'un dédommagement : la vengeance, la présence assurée du prince de la Paix, et de riches revenus. Ferdinand VII, qui avait passé d'un stupide aveuglement à une véritable terreur, était plein de regrets, et on n'imaginerait pas quel en était l'objet ! Il regrettait d'avoir envoyé à la junte de gouvernement, en réponse aux questions de celle-ci, l'ordre secret de convoquer les cortès, de soulever la nation, et de faire aux Français une guerre acharnée. Il craignait que l'exécution de cet ordre, irritant Napoléon, ne mit en péril sa propre personne, sa dotation et la terre de Navarre. Il envoya un nouveau messenger pour recommander à la junte une extrême prudence, et lui prescrire de ne faire aucun acte qui pût indisposer les Français. Il ne s'en tint pas même à cette précaution. A peine était-il sur la route de Valençay qu'il écrivit à Napoléon pour lui demander l'une de ses nièces en mariage, et, n'oubliant pas son précepteur Escœquiz, il réclama pour lui la confirmation de deux grâces royales qu'il lui avait accordées en succédant à son père, et qui consistaient, l'une dans le grand cordon de Charles III, l'autre dans la qualité de conseiller d'État. On voit que les victimes de l'ambition de Napoléon se chargeaient elles-mêmes de détruire chez lui tout remords, et chez le public tout intérêt.

Napoléon, maître de la couronne d'Espagne, se hâta de la donner. Cette couronne, la plus grande, après la couronne de France, de toutes celles dont il avait eu à disposer, lui parut devoir appartenir à son frère Joseph, actuellement roi assez paisible et assez considéré du royaume de Naples. Napoléon était conduit dans ce choix par l'affection d'abord, car il préférerait Joseph à ses autres frères ; puis par un certain respect de la hiérarchie, parce que Joseph était l'aîné d'entre eux, et enfin par confiance, car il en avait plus en lui que dans tous les autres. Il croyait Jérôme dévoué, mais trop jeune ; Louis honnête, mais tellement aigri par la maladie, les querelles domestiques, l'orgueil, qu'il le regardait comme capable des déterminations les plus fâcheuses. Quant à Joseph, tout en lui reprochant beaucoup de vanité et de mollesse, il le jugeait

senté, doux et très-attaché à sa personne, et il ne voulait confier qu'à lui l'important royaume placé si près de France. Ce choix ne fut pas la moindre des fautes commises dans cette fatale affaire d'Espagne. Joseph ne pouvait pas être avant deux mois rendu à Madrid, et ces deux mois allaient décider de la soumission ou de l'insurrection de l'Espagne. Il était faible, inactif, peu militaire, hors d'état de commander et d'imposer aux Espagnols. C'est Murat, qui était à Madrid, qui plaisait aux Espagnols ; qui, par la promptitude de ses résolutions, était homme à déconcerter l'insurrection prête à naître ; qui, par l'habitude de commander l'armée en l'absence de Napoléon, savait se faire obéir des généraux français : c'est Murat qu'il aurait fallu charger de contenir et de gagner les Espagnols. Mais Napoléon n'avait confiance qu'en ses frères ; il voyait dans Murat un simple allié ; il se défiait de sa légèreté et de l'ambition de sa femme, quoiqu'elle fût sa propre sœur ; et il ne voulut lui accorder que le royaume de Naples.

Il écrivit donc à Joseph : « Le roi Charles, « par le traité que j'ai fait avec lui, me cède « tous ses droits à la couronne d'Espagne... « C'est à vous que je destine cette couronne. Le « royaume de Naples n'est pas ce qu'est l'Espa- « gne ; c'est 11,000,000 d'habitants, plus de « 150 millions de revenus, et la possession de « toutes les Amériques. C'est d'ailleurs une cou- « ronne qui vous place à Madrid, à trois journées « de la France, et qui couvre entièrement une « de ses frontières. A Madrid vous êtes en « France ; Naples est le bout du monde. Je « désire donc qu'immédiatement après avoir reçu « cette lettre, vous laissiez la régence à qui vous « voudrez, le commandement des troupes au « maréchal Jourdan, et que vous partiez pour « vous rendre à Bayonne par le plus court che- « min de Turin, du Mont-Cenis et de Lyon... « Gardez du reste le secret ; on ne s'en doutera « que trop... » Etc.

Telle était la manière simple et expéditive avec laquelle se donnaient alors les couronnes, même celle de Charles-Quint et de Philippe II.

Napoléon écrivit à Murat pour l'informer de ce qui venait de se passer à Bayonne, lui annoncer le choix qu'il avait fait de Joseph pour régner en Espagne, la vacance du royaume de Naples, laquelle, ajoutée à celle du royaume de Portugal (car le traité de Fontainebleau disparaissait avec Charles IV), laissait l'option entre deux trônes vacants. Napoléon, dans ces mêmes dépêches,

offrit à Murat l'un ou l'autre à son gré, en l'engageant néanmoins à préférer celui de Naples, car les projets maritimes qu'il méditait devant lui assurer la Sicile, ce royaume serait, comme autrefois, de 6,000,000 d'habitants. Il lui enjoignit, en attendant, de s'emparer à Madrid de toute l'autorité, de s'en servir avec la plus grande vigueur, de faire part à la junte de gouvernement, aux conseils de Castille et des Indes, des renonciations de Charles IV et de Ferdinand VII, et d'exiger de ces divers corps qu'ils lui demandassent Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne.

On se ferait difficilement une idée de la surprise et de la douleur de Murat en apprenant le choix, pourtant si naturel, auquel Napoléon venait de s'arrêter. Le commandement des armées françaises dans la Péninsule, converti bientôt en lieutenance générale du royaume, lui avait paru un présage certain de son élévation au trône d'Espagne. Le renversement de ses espérances fut pour lui un coup qui ébranla profondément son âme et même sa forte constitution, comme on en verra bientôt la preuve. La belle couronne de Naples, que Napoléon faisait briller à ses yeux, fut loin de le dédommager, et ne lui sembla qu'une amère disgrâce. Il s'abstint néanmoins, tant il était soumis à son tout-puissant beau-frère, de lui en témoigner aucun mécontentement; mais en lui répondant il garda sur ce sujet un silence qui prouvait assez ce qu'il sentait, et il laissa voir à M. de la Forêt, qui avait conquis toute sa confiance, les sentiments douloureux dont il était plein. M. de la Forêt, ancien ministre à Berlin, venait de lui être envoyé en remplacement de M. de Beauharnais, frappé d'une révocation imméritée pour les gaucheries qu'il avait commises, et qui étaient inévitables dans la position où il se trouvait, eût-il été plus habile.

Toutefois Murat avait encore une chance : c'est que Joseph n'acceptât pas la couronne d'Espagne, ou que les difficultés mêmes de la transmission à un prince placé loin de Madrid, et n'ayant pas dans les mains les rênes de l'administration espagnole, portassent Napoléon à changer d'avis. Il se remit donc de sa pénible émotion, conçut un reste d'espérance, et travailla sincèrement à l'exécution des ordres qu'il avait reçus. La junte de gouvernement, que ne présidait plus don Antonio, et qui s'était accrue, comme on l'a vu, de quelques membres du conseil de Castille et des Indes, était naturellement attachée à Ferdinand VII, car les hommes qui la composaient

étaient Espagnols de cœur; mais ils étaient irrésolus, et ne savaient quel parti prendre dans l'intérêt de leur pays. Comme Espagnols, il leur en coûtait fort de renoncer à l'ancienne dynastie qui depuis un siècle régnait sur l'Espagne, et qui était identifiée avec le pays autant que si elle était descendue directement de Ferdinand et d'Isabelle. Cet attachement chez eux se fortifiait de toute l'énergie des passions du peuple, qui, excité par la haine de l'étranger, par celle du favori Godoy, voyant dans Ferdinand VII la victime de l'un et de l'autre, tendait partout à s'insurger. Mais ils étaient retenus par la crainte qu'éprouvaient tous les hommes éclairés de voir, si on résistait aux Français, l'Espagne servir de champ de bataille aux armées européennes, une populace fanatique et barbare entrer en lice au grand dommage des honnêtes gens, les colonies enfin secouer le joug de la métropole, et peut-être ouvrir les bras aux Anglais. Tel était le conflit de sentiments qui faisait hésiter la junte, et agitait le cœur de tout Espagnol comprenant et aimant les intérêts de son pays. Quand l'âme est incertaine, la conduite l'est aussi. La junte, et avec elle les classes éclairées, devait donc, dans ces graves occurrences, jouer un rôle équivoque et faible. En recevant les renonciations de Charles IV et de Ferdinand VII, et les déclarations par lesquelles ces princes déliaient les Espagnols de leur serment de fidélité, les membres de la junte, tout en croyant que la force avait arraché ces renonciations, furent disposés à fléchir devant une destinée supérieure. Les récentes recommandations de Ferdinand VII, qui les engageait à s'abstenir de tout acte imprudent, achevèrent de les confirmer dans cette disposition. Toutefois ils eurent un moment de pénible incertitude quand la réponse aux questions antérieures de la junte, demandant s'il fallait se réunir ailleurs qu'à Madrid, convoquer les cortès, et faire aux Français une guerre nationale, leur parvint par un messenger secret, qui avait mis beaucoup de temps à traverser les Castilles. La première réponse à ces questions avait été affirmative, comme on s'en souvient, et datée du 5 mai au matin, un peu avant la scène qui avait eu lieu chez le vieux roi Charles IV, et qui avait décidé les renonciations. Après mûre réflexion, les membres de la junte, considérant que ce qui s'était passé depuis entre le père et le fils avait changé tout à fait l'état des choses, amené Ferdinand VII à se démettre de la royauté, et à conseiller lui-même la prudence, crurent ne devoir tenir aucun compte

d'ordres annulés par des résolutions postérieures. Ils se montrèrent donc devant Murat tout à fait résignés, prêts à obéir à ses commandements et à reconnaître le roi que leur donnerait Napoléon. Ceux notamment qui, par conviction ou intérêt, adoptaient l'idée d'un changement de dynastie, le marquis de Caballero par exemple, étaient disposés à servir activement la nouvelle royauté, surtout si c'était Murat, qu'ils connaissaient, qui devait en être investi.

Murat cependant avait autre chose qu'un concours passif à réclamer de leur part. Il avait ordre de faire surgir du sein de la junte et des conseils de Castille et des Indes la demande formelle de Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne. C'était trop pour la faiblesse des uns, pour les calculs intéressés des autres. Laisser tomber les droits de la maison de Bourbon, sans prendre la responsabilité du changement de dynastie, était tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. Se compromettre pour un prince nouveau, à la condition de le faire sous ses yeux, et d'acquiescer ainsi toute sa faveur, aurait pu convenir aux ambitieux; mais il ne leur convenait pas de se compromettre pour un prince absent, inconnu, qui n'était pas témoin de l'ardeur qu'on mettait à le servir.

Murat trouva donc tous les courages glacés, quand il proposa à la junte de se concerter avec les conseils de Castille et des Indes pour appeler Joseph Bonaparte au trône d'Espagne. Les uns ne cachèrent pas leurs craintes, les autres leur peu de zèle pour les intérêts d'un roi absent. Il y avait là de quoi flatter les secrets penchants de Murat, car il était évident que l'initiative des autorités espagnoles eût été plus facile à obtenir s'il se fût agi de lui, soit parce qu'il plaisait, soit parce qu'il était sur les lieux. Il n'en insista pas moins beaucoup, et vivement, auprès des autorités espagnoles, pour leur arracher ce qu'il avait mission d'en obtenir.

Les conseils de Castille et des Indes, qui sous quelques rapports répondaient, comme nous l'avons dit, à ce qu'étaient autrefois en France les parlements, avaient toujours recherché les occasions d'étendre leur compétence. Cette fois, loin de viser à l'étendre, ils en firent valoir au contraire les étroites limites, en se récriant contre la prétention qu'on voulait leur suggérer de toucher aux droits du trône, et de décider si une dynastie avait mérité d'en descendre, et une autre d'y monter. Cependant, après de nombreuses et actives négociations, dont le marquis

de Caballero fut l'intermédiaire, les conseils de Castille et des Indes aboutirent à une déclaration portant que, dans le cas où Charles IV et Ferdinand VII auraient définitivement renoncé à leurs droits, le souverain qu'ils croyaient le plus capable de faire le bonheur de l'Espagne serait le prince Joseph Bonaparte, qui régnait avec tant de sagesse dans une partie de l'ancien patrimoine espagnol, dans le royaume de Naples. Ainsi les conseils ne prenaient pas sur eux de prononcer sur les droits de Ferdinand VII et de Charles IV, mais se bornaient, en cas de vacance bien reconnue du trône, à témoigner une préférence, qui n'était après tout qu'une marque de haute considération pour l'un des princes les plus estimés de la famille Bonaparte.

Murat manda ce résultat à Napoléon, sans lui dissimuler les peines qu'il avait eues à l'obtenir, et les difficultés particulières que rencontrait un candidat absent. Il était facile d'apercevoir qu'il éprouvait une sorte de satisfaction en voyant s'élever contre la candidature du prince Joseph des objections qui pouvaient faire renaître la sienne. Napoléon, qui n'avait pas coutume de le ménager, ne voulut pas toutefois l'irriter dans un moment où il avait tant besoin de son zèle, et se contenta d'adresser à M. de la Forêt la plus violente et la moins juste des réprimandes, lui disant qu'on l'avait placé auprès du prince Murat pour lui donner de bons et sages avis, non pour flatter ses penchants; que les hésitations qu'on rencontrait à Madrid ne provenaient que de la faiblesse avec laquelle on avait agi auprès des autorités espagnoles; que le grand-duc de Berg se berçait de l'espoir de régner sur l'Espagne, et que sa conduite s'en ressentait; que c'était là une illusion qu'il fallait détruire chez lui, car personne en Espagne ne songeait à le prendre pour roi; qu'on n'oublierait jamais qu'il avait été l'auteur de toute la trame qui venait d'aboutir à la déposition de la famille déchue, et le général qui avait commandé la mitraille du 2 mai; qu'un prince étranger à tous ces actes, sur lequel ne pèserait aucun souvenir d'intrigue ou de rigueur, serait bien mieux reçu, et que la récompense des services rendus par le prince Murat serait dans le royaume de Naples, destiné à devenir vacant par le succès même de ce qu'on faisait à Madrid. Cette réprimande, adressée à M. de la Forêt afin qu'il en arrivât quelque chose à Murat, était pour ce dernier un triste prix de la complaisance qu'il avait mise à seconder une odieuse machination : triste prix, disons-nous,

mais très-mérité, car c'est ainsi que doivent être traités tous ceux qui prétent leur concours à de coupables desseins.

Après avoir fait parvenir son mécontentement à Murat par cette voie indirecte, Napoléon pensa qu'en attendant la proclamation définitive de la dynastie nouvelle, il fallait employer les quelques semaines qui allaient s'écouler à préparer la réorganisation administrative de l'Espagne. Il voulut s'excuser, aux yeux des hommes politiques de tous les pays, de l'acte qu'il venait de commettre, par un emploi merveilleux des ressources de l'Espagne, et aucun homme, il faut le reconnaître, n'était plus capable que lui de racheter, par la manière de régner, un forfait commis pour régner. Les projets qu'il forma, et que l'Espagne déjoua par une résistance fanatique et généreuse, furent des plus vastes, des mieux combinés qu'il eût jamais conçus de sa vie.

Il commença d'abord par se faire envoyer à Bayonne tous les documents dont disposait l'administration espagnole relativement aux finances, à l'armée, à la marine. On en trouvait bien peu ; car, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, les finances étaient un secret du ministre des finances, créature du prince de la Paix. La distribution de l'armée et de la marine, leur situation, leurs ressources, leurs besoins, restaient des faits locaux, que l'on connaissait à peine dans l'administration centrale à Madrid. Quand Murat demanda pour l'Empereur un état de la marine, on lui présenta un annuaire imprimé. Mais Napoléon n'était pas homme à se contenter de pareils documents. Il fit adresser à MM. O'Farrill, ministre de la guerre, et d'Azanza, ministre des finances, principaux personnages de la junte, des marques d'estime, et même des prévenances flatteuses qui pouvaient leur faire espérer une grande faveur sous le nouveau règne, et leur demanda immédiatement un travail approfondi sur toutes les parties du service. Il ordonna d'envoyer sur-le-champ des ingénieurs dans tous les ports, des officiers auprès des principaux rassemblements de troupes, pour avoir des documents positifs et récents sur chaque objet. Les Espagnols n'étaient pas habitués à une telle activité, à une précision si rigoureuse ; mais ils s'émurent enfin sous l'impulsion de cette puissante volonté, dont Murat leur transmettait à chaque courrier la nouvelle expression, et ils envoyèrent à Napoléon un tableau de l'état de la monarchie, tableau que nous avons déjà fait connaître. Chose singulière, en demandant ces documents,

Napoléon disait à Murat : « Il me les faut d'abord pour les mesures que j'ai à ordonner ; il me les faut ensuite pour apprendre un jour à la postérité dans quelle situation j'ai trouvé la monarchie espagnole. » Ainsi lui-même sentait qu'il aurait besoin, pour se justifier, de montrer l'état dans lequel il avait trouvé l'Espagne, et celui dans lequel il espérait la laisser. La Providence vengeresse ne voulait lui accorder que la moitié de cette justification.

Le premier, le plus urgent besoin de l'Espagne était celui de l'argent. Murat n'avait pas de quoi fournir le prêt aux troupes, ni de quoi envoyer dans les ports les fonds indispensables pour mettre quelques bâtiments à la mer. Ferdinand VII avait pu disposer à son avènement de sommes en métaux, lesquelles appartenaient, soit à la caisse de consolidation, soit au prince de la Paix, et qu'on avait arrêtées au moment où la vieille cour allait partir pour l'Andalousie. Il les avait employées à faire quelques largesses, et, ce qui valait mieux, à payer aux rentiers de l'État un à-compte, dont ils avaient grand besoin, et qu'ils attendaient depuis bien des mois. Après cet emploi, il n'était rien resté. Murat aux abois, réduit à puiser pour ses dépenses personnelles dans la caisse de l'armée française, avait fait connaître à Napoléon cet état désespéré des finances, et demandé instamment un secours pécuniaire, comptant sur les richesses que la victoire avait mises dans les mains de Napoléon. Mais celui-ci, craignant de dissiper un trésor qu'il destinait à récompenser l'armée en cas de prospérité soutenue, ou à créer de grandes ressources défensives en cas de revers, lui avait d'abord répondu qu'il n'avait point d'argent, réponse qu'il faisait toujours quand on s'adressait à lui, à moins qu'il ne s'agit d'œuvres de bienfaisance. S'étant bientôt aperçu que l'Espagne était encore plus dénuée qu'il ne l'avait supposé, il revint sur son refus, et se décida à la secourir, ce qui était une première punition d'avoir voulu s'en emparer. Cependant il ne voulait pas laisser voir sa main, même en accordant un bienfait, car il savait qu'on se hâterait peu de s'acquitter si on croyait n'avoir que lui pour créancier. Il imagina donc de faire prêter à l'Espagne 400 millions de réaux (25 millions de francs), par la banque de France, sur les diamants de la couronne d'Espagne, que Charles IV, d'après ses engagements, avait dû laisser à Madrid. Les principaux de ces diamants ne s'étant pas retrouvés, par suite de l'enlèvement qu'en avait fait la

vieille reine, Napoléon n'en conclut pas moins cette opération financière, à des conditions raisonnables, qu'il obtint d'autant plus facilement de la banque, qu'elle n'était qu'un prête-nom du trésorier de l'armée. Il fut secrètement stipulé avec le gouverneur de la banque que Napoléon fournirait les fonds, courrait toutes les chances du prêt, mais qu'elle agirait avec toute la précaution et l'exigence d'un créancier opérant pour lui-même. Afin de ne pas perdre de temps, Napoléon fit verser sur-le-champ plusieurs millions au trésor de l'Espagne, au moyen des valeurs métalliques qu'il avait réunies à Bayonne. Son active prévoyance abrégait ainsi les délais ordinairement attachés à toutes les transactions.

Avec ce premier secours, d'autant plus efficace qu'il était en argent et non en valés royaux (papier créé sous le prince de la Paix, et perdant 50 pour 100), il donna un premier à-compte aux fonctionnaires publics et à l'armée; mais il réserva la presque totalité des ressources en métal pour le service des ports, service qu'il tenait plus qu'aucun autre à ranimer.

Quoiqu'il ne prévît pas une insurrection générale de l'Espagne, surtout d'après ce qu'écrivait sans cesse Murat, Napoléon se défiait pourtant de l'armée. Il en ordonna une distribution qui, exécutée à temps, aurait prévenu bien des malheurs. Il avait d'abord voulu qu'on écartât de Madrid les troupes du général Solano, et qu'on les dirigeât sur l'Andalousie. Il renouvela cet ordre, mais prescrivit d'en envoyer une partie au camp de Saint-Roch, devant Gibraltar; une autre en Portugal, afin de les employer sur les côtes, où elles devaient être plus utiles que dangereuses quand elles seraient en présence des Anglais. Il ordonna de porter sur-le-champ la première division du général Dupont de l'Escorial à Tolède, de Tolède à Cordoue et Cadix, pour aller protéger la flotte de l'amiral Rosily, qui était devenue le plus grand sujet de ses soucis depuis que le changement de dynastie était connu. Il avait enjoint en même temps de porter la seconde division du général Dupont à Tolède, pour qu'elle fût prête à soutenir la première; la troisième, à l'Escorial, pour qu'elle fût prête à soutenir les deux autres. Il fit en outre diverses dispositions afin de renforcer le général Dupont. Il ajouta à sa première division une forte artillerie, 2,000 dragons et quatre régiments suisses servant en Espagne. Il avait fait annoncer à ces derniers qu'il les prendrait à sa solde, et leur accorderait exactement les mêmes condi-

tions que celles dont ils jouissaient en Espagne, ne doutant pas d'ailleurs qu'ils fussent plus fiers de servir Napoléon que Ferdinand VII. Mais il ajoutait, en écrivant à Murat, que si les Suisses étaient dans *un courant d'opinion française*, ils se conduiraient bien, et mal s'ils étaient dans *un courant d'opinion espagnole*. En conséquence, il ordonna de réunir à Talavera les deux régiments de Preux et de Reding, lesquels avaient fait partie de la garnison de Madrid, pour les placer sur la route du général Dupont, qui devait les recueillir en passant. Il commanda de rassembler à Grenade les deux régiments suisses qui étaient à Carthagène et à Malaga, d'où ils devaient rejoindre le général Dupont en Andalousie. Il prescrivit en outre au général Junot de diriger sur les côtes du Portugal les troupes espagnoles, d'en retirer les troupes françaises, et de porter deux divisions de celles-ci, l'une vers la haute Castille à Almeida, l'autre vers l'Andalousie à Elvas. Le général Dupont devait donc contenir l'Andalousie avec 10,000 Français de sa première division, 4,000 ou 5,000 de la division envoyée par le général Junot, et 5,000 Suisses. Les Espagnols réunis au camp de Saint-Roch devaient se joindre à lui, et protéger en commun les intérêts du nouvel ordre de choses contre les Anglais et les mécontents espagnols. La flotte de l'amiral Rosily n'avait dès lors plus rien à craindre.

Napoléon ordonna encore l'envoi aux Baléares, à Ceuta et à tous les présides d'Afrique, d'une grande partie des troupes espagnoles du Midi, afin de bien garder ces points importants contre toute attaque des Anglais, et d'avoir dans ce moment le moins possible de troupes espagnoles sur le continent de l'Espagne. Il en fit acheminer une division vers le nord, c'est-à-dire vers le Ferrol, pour une expédition aux colonies dont on va bientôt voir l'importance et l'objet. Enfin il prescrivit à Murat de disposer un certain nombre de celles qui étaient aux environs de Madrid, sur la route des Pyrénées, pour les préparer peu à peu à passer en France, sous prétexte d'aller partager la gloire de la division Romana, dans une expédition de Scanie contre les Anglais et les Suédois. Même disposition fut prescrite pour les gardes du corps, qui avaient témoigné tant de haine au prince de la Paix, tant d'amour à Ferdinand VII, et que par ce motif on devait fort suspecter. Une campagne au Nord, à côté de l'armée française, était l'appât qu'on avait à leur offrir, en leur donnant ainsi à choisir entre cette mission glorieuse et leur licenciement.

ment. Il était impossible assurément d'imaginer une distribution plus habile ; car les troupes espagnoles dispersées sur les côtes de la Péninsule, en Afrique, en Amérique et dans le nord de l'Europe, placées partout sous la surveillance de l'armée française, ne pouvaient pas être à craindre. Malheureusement il devait être donné bientôt à l'élan unanime d'un grand peuple de déjouer les plus profondes combinaisons du génie.

Vinrent ensuite les dispositions relatives à la marine. Le premier soin de Napoléon, dans ce premier moment, fut de garantir les colonies espagnoles des dangers d'un soulèvement, de se rattacher ainsi le cœur des Espagnols en sauvant l'intérêt qui les touchait le plus, et d'exalter leur imagination en réalisant enfin les vastes projets maritimes qu'il méditait depuis Tilsit, mais auxquels avait manqué jusqu'ici le temps d'abord, et en second lieu la franche coopération de l'Espagne.

Napoléon commença par ordonner des communications multipliées tant avec les colonies françaises qu'avec les colonies espagnoles. Pour cela il fit partir de France, de Portugal, d'Espagne, de petits bâtiments portant des proclamations remplies des plus séduisantes promesses, des écrits émanés de toutes les compagnies de commerce confirmant ces proclamations, des commissaires chargés de les répandre, enfin des secours en armes et munitions de guerre, dont les derniers événements de Buenos-Ayres avaient révélé l'urgent besoin. Tous les colons, en effet, avaient manifesté le plus grand zèle à défendre la domination espagnole, et il ne leur avait manqué que des armes pour rendre ce zèle efficace. Napoléon, qui non-seulement ordonnait tout, mais se faisait lui-même l'exécuteur de ses ordres dans les lieux où il se trouvait, avait déjà recherché à Bayonne, port d'où l'on commerçait alors beaucoup avec les colonies espagnoles, les moyens de communiquer avec l'Amérique. Il avait découvert une espèce de bâtiment, très-petit, très-fin voilier, coûtant très-peu à construire, presque imperceptible en mer, à cause de sa faible voilure, et pouvant échapper à toutes les croisières ennemies. Il en fit expédier un qui existait déjà, et en fit mettre six sur chantier, sous le nom de *mouches*, pour les envoyer dans l'Amérique espagnole, chargés d'armes et de communications pour les autorités. Un mois suffisait à leur construction. Il avait donc la certitude d'en avoir bientôt un assez grand nombre tout prêts à partir.

Il avait constaté, par des renseignements recueillis à Cadix, que ce port était le meilleur pour les expéditions lointaines, parce que les bâtiments, en se jetant à la côte d'Afrique, et la descendant jusqu'à la région des vents alizés, n'avaient plus à doubler aucun des caps espagnols où se tenaient ordinairement les croisières ennemies. Il voulut qu'on expédiât immédiatement de ce port une multitude de petits bâtiments, porteurs comme les autres de proclamations et de matériel de guerre.

Après ces soins pour rendre fréquentes les communications avec les colonies, il s'occupa d'y envoyer des forces considérables. Il commanda des armements au Ferrol, à Cadix, à Carthagène. Une partie de l'emprunt accordé à l'Espagne devait être consacrée à cet objet, et procurer le double résultat de réjouir les yeux des Espagnols par le spectacle d'une grande activité maritime, et de préparer des expéditions capables de sauver leurs possessions coloniales. Il y avait au Ferrol deux vaisseaux et deux frégates en état de prendre la mer. Il ordonna de radouber immédiatement deux autres vaisseaux, d'armer ces six bâtiments, de les charger d'armes et de munitions de guerre, et de les tenir prêts à recevoir 5,000 ou 4,000 soldats espagnols acheminés en ce moment sur le Ferrol. Cette expédition était destinée au Rio de la Plata ; et comme il avait suffi de quelques centaines d'hommes sous les ordres d'un officier français, M. de Liniers, pour expulser les Anglais de Buenos-Ayres, et d'une centaine de Français à Caracas pour déjouer les tentatives de l'insurgé Miranda, il y avait lieu d'espérer que l'envoi d'un tel secours suffirait pour mettre les vastes possessions de l'Amérique du Sud à l'abri de toute tentative.

A Cadix il existait depuis longtemps six vaisseaux armés. Napoléon ordonna de les pourvoir de tout ce qui leur manquait en vivres, en équipages, et d'ajouter cinq autres vaisseaux, que les ressources de ce port, si on avait de l'argent, permettaient de radouber, d'armer et d'équiper. Cadix contenait encore cinq vaisseaux français et plusieurs frégates sous l'amiral Rosily, restes glorieux, comme nous l'avons dit, du désastre de Trafalgar, et aussi bien organisés que les meilleurs vaisseaux anglais. Napoléon voulut renforcer cette division de deux autres vaisseaux, au moyen d'une combinaison fort ingénieuse, et fort avantageuse à l'Espagne. Il envoya, sur les fonds du trésor de France, l'avance nécessaire pour la construction de deux vaisseaux neufs, lesquels

devaient être mis sur chantier à Carthagène, port où l'on construisait plus habituellement, tandis que dans celui de Cadix on réservait les bois au radoub des flottes armées. En retour de cette avance, l'Espagne devait prêter à la France *le Santa-Anna* et *le San-Carlos*, deux trois-ponts magnifiques, qui lui seraient rendus après l'achèvement des deux vaisseaux construits à Carthagène. Napoléon prescrivit au bataillon des marins de la garde, fort de 600 à 700 hommes, qui avait suivi les détachements de la garde en Espagne, de se rendre à Cadix à la suite du général Dupont. Outre ces 600 ou 700 marins excellents, l'amiral Rosily pouvait bien, sans affaiblir son escadre, en détacher 500 ou 400, que le général Dupont lui remplacerait en jeunes conscrits de ses bataillons, et avec ces moyens il devenait facile d'équiper les deux nouveaux vaisseaux empruntés à l'arsenal de Cadix. On devait donc avoir tout de suite à Cadix sept vaisseaux français, cinq ou six espagnols, ce qui faisait douze ou treize, et, avec les cinq espagnols dont l'armement était ordonné, un total de dix-huit, employés, comme on le verra bientôt, à l'exécution des plus grands desseins.

A Carthagène, la mise sur chantier de deux vaisseaux neufs pour le compte de la France allait ranimer les constructions et ramener les ouvriers dispersés. Il était sorti de ce port une escadre de six vaisseaux pour se rendre à Toulon. Il en restait deux capables de naviguer. Napoléon ordonna de les armer immédiatement, et d'y ajouter quelques frégates. Il enjoignit à la flotte de Carthagène, réfugiée à Mahon, de se rendre à Toulon, ou de revenir à Carthagène. Revenue à Carthagène, elle devait, avec les deux vaisseaux qu'on allait armer, y présenter une division de huit vaisseaux. « Donnez-vous la gloire, écrivait Napoléon à Murat, d'avoir, pendant votre courte administration, ranimé la marine espagnole. C'est le meilleur moyen de nous rattacher les Espagnols, et de motiver honorablement notre présence chez eux. »

Maintenant il faut voir comment ces préparatifs, propres à réveiller l'activité dans les ports de l'Espagne, allaient concourir avec les forces navales déjà créées dans toute l'étendue de l'empire français. Nous avons dit que le projet de Napoléon était de disposer dans tous les ports de l'Europe, depuis le Sund jusqu'à Cadix, depuis Cadix jusqu'à Toulon, depuis Toulon jusqu'à Corfou et Venise, des flottes complètement équipées, et, à côté de ces flottes, des camps, que le

retour de la grande armée permettrait de composer des plus belles troupes, afin de ruiner, de désespérer l'Angleterre par la possibilité toujours menaçante d'immenses expéditions pour tous les pays, la Sicile, l'Égypte, Alger, les Indes, l'Irlande, l'Angleterre elle-même. C'est le cas de montrer où en étaient ces projets, et ce qu'ils allaient devenir par la réunion de l'Espagne et de la France sous une même autorité.

L'expédition de Corfou, destinée principalement pour la Sicile, avait eu bien des contretemps à surmonter, mais avait dominé la Méditerranée pendant deux mois, du 10 février au 10 avril. L'amiral Ganteaume, parti, comme on l'a vu, de Toulon le 10 février, avec les deux divisions de Toulon et de Rochefort, formant dix vaisseaux, deux frégates, deux corvettes, une flûte, avait essuyé dans la nuit du 11 une horrible tempête. Son escadre dispersée n'avait pu se rallier. Avec le vaisseau à trois ponts *le Commerce de Paris*, et la division de Rochefort, il avait tenu la mer, doublé la Sicile, et paru en vue de Corfou, où il était entré le 25. De son côté, le contre-amiral Cosmao, avec quatre vaisseaux, deux frégates et deux flûtes, avait longtemps battu les mers de Sicile pour rejoindre l'amiral, avait ensuite gagné le cap Sainte-Marie, rendez-vous qui lui était assigné à l'extrémité de la terre d'Otrante, et, au lieu d'entrer à Corfou, où il aurait trouvé le reste de la flotte, s'était retiré dans le golfe de Tarente, sur le faux bruit de l'approche d'une escadre anglaise. L'amiral Ganteaume, sorti le 25 février de Corfou pour rallier la division Cosmao, ballotté par une affreuse tourmente de dix-neuf jours, avait enfin rencontré son lieutenant le 15 mars, et ramené ses dix vaisseaux, ses deux frégates, ses deux corvettes, et l'une de ses deux flûtes à Corfou. Il y avait versé des munitions et des vivres en quantité considérable, et porté la garnison à 6,000 hommes. Il s'appropriait à pénétrer dans le détroit de Messine, pour opérer le passage des troupes françaises en Sicile, lorsqu'un avis de Joseph était venu l'informer que l'amiral anglais Strachan était à Palerme avec dix-sept vaisseaux; il avait alors pris le parti de retourner à Toulon, laissant à Corfou ses frégates fraîchement armées, et ramenant *la Pomone* et *la Pauline*, qui avaient épuisé leurs ressources et usé leur armement par leur séjour prolongé dans cette île. Accueilli par les mauvais temps de l'équinoxe, il n'avait rejoint Toulon que le 10 avril.

Cette expédition de deux mois, quoique fort

contrariée par le temps, avait néanmoins causé une vive satisfaction à Napoléon, et il avait voulu qu'on prodiguât les plus pompeux éloges à l'amiral et à ses officiers dans toutes les feuilles de l'empire. Il en avait conclu qu'avec un peu plus de hardiesse et de pratique ses amiraux pourraient tenter de grandes choses. Il ordonna sur-le-champ de radouber les dix vaisseaux de l'amiral Ganteaume, qui étaient pourvus d'excellents équipages et de deux bons officiers, les contre-amiraux Cosmao et Allemand, de mettre à la mer *l'Austerlitz*, *le Breslaw*, *le Donauwerth*, et d'y adjoindre deux vaisseaux russes réfugiés à Toulon, dont il avait stipulé le concours avec le gouvernement de Russie. Il décréta une nouvelle levée de marins sur les côtes de Provence, de Ligurie, de Toscane et de Corse, avec une adjonction de conscrits, pour armer les trois vaisseaux neufs *l'Austerlitz*, *le Breslaw*, *le Donauwerth*. Il ordonna d'équiper en flûte plusieurs frégates et vieux bâtiments, de manière à pouvoir embarquer 20,000 hommes et 800 chevaux. L'arrivée de la division espagnole de Carthagène, si elle se rendait des Baléares à Toulon, devait y augmenter d'un tiers ou d'un quart les moyens de transport.

Nous venons de parler des préparatifs commandés à Carthagène et à Cadix. Le général Junot avait trouvé à Lisbonne deux vaisseaux en état de prendre la mer, et un vaisseau sur chantier sur le point d'être lancé. Napoléon lui avait envoyé quelques officiers et quelques marins, et lui avait prescrit d'enrôler les matelots danois, portugais, espagnols, qui se trouvaient sans emploi à Lisbonne, pour équiper les trois vaisseaux portugais. Cette division française, réunie à celle de l'amiral russe Siniavin, forte de neuf vaisseaux, devait ainsi s'élever à douze.

A Rochefort, Napoléon avait remplacé la division Allemand au moyen de trois vaisseaux mis à l'eau, et d'un quatrième lancé plus récemment. A Lorient, il avait une division de trois vaisseaux neufs, plus *le Vétéran* qui allait y rentrer, avec des frégates et des flûtes. Il fit préparer dans ce port des moyens d'embarquement pour 4,000 à 5,000 hommes. A Brest, il restait de l'ancienne flotte sept vaisseaux en bon état. Il ordonna d'y joindre des frégates, des vaisseaux armés en flûte, n'ayant qu'une batterie pourvue de ses canons, et pouvant, sur un très petit nombre de bâtiments, porter au loin 12,000 hommes. L'amiral Villameuz devait commander cette escadre.

Enfin il existait déjà huit vaisseaux neufs des-

endus d'Anvers à Flessingue, sans compter une douzaine d'autres en construction, dont quelques-uns prêts à être lancés. Napoléon ordonna de détacher de Poulgogne une partie des équipages de la flottille, organisés en bataillons de marins, servant tour à tour à terre ou à la mer, et très-capables de remonter sur des vaisseaux de haut bord. La flottille, réduite à ce que la rade de Boulogne pouvait facilement contenir, était encore assez considérable pour transporter 80,000 hommes en deux ou trois traversées. Au Texel, le roi Louis avait huit vaisseaux tout prêts, et des détachements de troupes hollandaises.

Napoléon avait ainsi quarante-deux vaisseaux français déjà armés et équipés, plus vingt espagnols déjà armés ou près de l'être, dix hollandais, onze russes dans les ports de France, douze russes dans l'Adriatique, plus un ou deux appartenant au Danemark. Il se flattait d'avoir construit encore trente-cinq vaisseaux à la fin de l'année, dont douze à Flessingue, un à Brest, cinq à Lorient, cinq à Rochefort, un à Bordeaux, un à Lisbonne, quatre à Toulon, un à Gênes, un à la Spezzia, trois ou quatre à Venise. Ces trente-cinq vaisseaux étaient construits aux deux tiers. Toutes ces constructions terminées, il devait posséder ainsi cent trente et un vaisseaux de ligne, et son projet était de placer 7,000 hommes au Texel, 25,000 à Anvers, 80,000 à Boulogne, 50,000 à Brest, 10,000 entre Lorient et Rochefort, 6,000 Espagnols au Ferrol, 20,000 Français autour de Lisbonne, 50,000 autour de Cadix, 20,000 autour de Carthagène, 25,000 à Toulon, 15,000 à Reggio, 15,000 à Tarente. Avec cent trente et un vaisseaux de ligne et 500,000 hommes environ, toujours prêts à s'embarquer sur un point ou sur un autre, on devait causer aux Anglais une continuelle épouvante.

En attendant que ce grand développement de forces fût achevé, Napoléon calculait que les Anglais devraient avoir dix vaisseaux dans la Baltique pour veiller sur les Russes et les opérations de la Finlande, huit pour observer les flottes préparées au Texel et aux bouches de la Meuse, vingt-quatre pour opposer aux huit ou dix de Flessingue, aux sept de Brest, aux quatre de Lorient, aux trois de Rochefort; quatre pour opposer à l'expédition du Ferrol, douze à l'armement de Lisbonne, vingt à l'armement de Cadix, vingt-deux ou vingt-quatre à l'armement de Toulon, ce qui exigeait un total de cent deux vaisseaux, sans compter les forces nécessaires en Amérique, dans les Indes, et dans toutes les mers

du globe. C'était un effort ruineux pour la Grande-Bretagne, si on la condamnait à le continuer pendant deux ou trois années.

Napoléon cependant ne voulait pas se borner à une simple menace, quelque inquiétante et coûteuse qu'elle pût être pour la Grande-Bretagne, et il entendait tirer de ces immenses préparatifs deux résultats immédiats : une expédition dans l'Inde et une en Égypte, double projet qui attirait toute son attention dès qu'elle cessait d'être fixée sur le détroit de Calais. Il avait, suivant sa coutume, ordonné d'ajouter aux divisions armées en guerre les moyens de transport consistant en vieux vaisseaux et en vieilles frégates armés en flûte, et permettant de porter beaucoup de monde et de vivres sans trainer après soi un trop grand nombre de voiles. Il avait ainsi de quoi embarquer 12,000 hommes à Brest, 4,000 ou 5,000 à Lorient, 5,000 à Rochefort, les uns et les autres pourvus de six mois de vivres. Il existait à Toulon des moyens d'embarquement pour 20,000 hommes avec trois mois de vivres. Il avait ordonné à Cadix de semblables préparatifs pour 20,000 hommes, mais pour une époque moins rapprochée.

Profitant de l'incertitude dans laquelle se trouverait l'Angleterre menacée sur tous les points à la fois, l'expédition de Lorient devait partir la première, pour porter à l'île de France les 4,000 ou 5,000 hommes qu'elle pouvait embarquer. Si elle arrivait, c'était un renfort d'hommes, de munitions, de forces navales, qui allait faire de l'île de France un poste formidable pour le commerce des Indes. L'expédition de Brest devait partir la seconde. Si elle arrivait aussi à l'île de France, le général Decaen, avec une force de 16,000 à 17,000 hommes, et une escadre puissante, était en mesure de renverser ou d'ébranler au moins l'empire britannique dans les Indes. Un peu après, l'amiral Ganteaume enfin devait porter 20,000 hommes ou en Sicile, ou en Égypte, tandis que la flotte de Cadix serait en mesure de le suivre dans l'une de ces directions. Le moins qu'il pût résulter de ces tentatives combinées, ce serait, dans l'Océan, le ravitaillement de nos colonies, dans la Méditerranée la conquête d'un point important, et, dans l'une et l'autre mer, un tel trouble pour l'amirauté anglaise qu'elle ne pourrait rien tenter contre les colonies espagnoles.

Tandis qu'il discutait avec opiniâtreté ces divers plans, soit avec le ministre Decrès, soit avec les amiraux chargés du commandement, et qu'il en ordonnait l'ensemble ou en rectifiait les dé-

tails d'après l'avis des hommes pratiques, Napoléon dans ses moments de loisir montait lui-même à cheval, pour courir le long de la mer, visiter l'embouchure de l'Adour, et recueillir de ses propres yeux beaucoup d'informations relatives à la marine. Depuis qu'il était dans les Landes, et qu'il avait vu gisant sur le sol de magnifiques bois de pins et de chênes, qui pourrissaient faute de moyens de transport, il s'était promis de vaincre la nature à force d'art. « *Le cœur me saigne*, écrivait-il à M. Decrès, en voyant périr inutilement des bois si précieux et si rares. » Il ordonna d'abord de transporter une partie de ces bois à Mont-de-Marsan, par les eaux de l'Adour, puis de préparer des attelages de bœufs pour les trainer jusqu'à Langon, et les faire descendre ensuite par la Garonne jusqu'à Bordeaux et la Rochelle. Ce mode de transport étant fort coûteux, il s'obstina à faire construire à Bayonne même, pour employer le reste des bois du pays. La barre qui obstrue le fleuve formait le seul obstacle. Elle ne donnait que quatorze pieds d'eau à marée haute. Ce n'était pas assez pour un vaisseau de soixante et quatorze, échantillon que Napoléon voulait construire dans ce port. Il imagina des travaux qui devaient reculer la barre de quelques centaines de toises, et procurer tout de suite un fond de vingt ou trente pieds, parce qu'en s'éloignant la mer devenait extrêmement profonde, et que la barre descendait en proportion. Il fit venir des ingénieurs de Hollande, afin de discuter et d'arrêter avec eux ces divers travaux. Puis il adopta plusieurs projets pour envoyer aux colonies des recrues, des farines, dont elles manquaient, et en rapporter des sucres, des cafés, dont elles ne savaient que faire. Il commença par offrir aux armateurs du commerce une certaine somme par tonneau pour le transport des munitions et des hommes. Leur exigence s'étant élevée trop haut, il décida le départ de corvettes et de frégates, qui devaient porter des recrues, des farines, et rapporter des denrées coloniales pour le compte de l'État. « *A des circonstances extraordinaires il faut*, disait-il, *des moyens extraordinaires* ; le pire serait de ne rien faire, car les colonies mourraient de faim à côté de leurs barriques de sucre et de café, et nous manquerions de ces denrées si précieuses à côté de nos farines ou de nos salaisons invendues. »

En ce moment il venait d'arriver à Bayonne un certain nombre d'Espagnols considérables, choisis par ordre de Napoléon dans les diverses provinces de l'Espagne pour composer une junte.

Ils avaient répondu à son appel, les uns parce qu'ils étaient convaincus que, pour le bonheur de leur patrie, pour lui épargner une guerre dévastatrice, pour sauver ses colonies et assurer sa régénération, il fallait se rattacher à la dynastie Bonaparte; les autres, parce qu'ils étaient attirés par l'intérêt, par la curiosité, par la sympathie qu'inspire un homme extraordinaire. Cependant le mouvement insurrectionnel qui avait éclaté à Madrid le 2 mai s'était communiqué dans plusieurs provinces à la fois, en Andalousie à cause de son éloignement des troupes françaises, en Aragon à cause de l'esprit national de cette province frontière, dans les Asturies à cause d'un vieux sentiment d'indépendance propre à cette région inaccessible. Là le sentiment des gens éclairés était vaincu par le sentiment du peuple, moins touché par les considérations politiques que par l'attentat commis contre une dynastie nationale. Dans ces provinces on n'avait ni pu ni osé nommer des députés à la junte de Bayonne. Le gouvernement de Madrid y avait suppléé en les nommant lui-même. Quelques-uns, bien que portés à se rendre à Bayonne, craignaient toutefois d'y aller; car il y avait une idée qui commençait à se répandre universellement: c'est que quiconque faisait le voyage de Bayonne n'en revenait plus. Une sorte de terreur populaire et superstitieuse s'était emparée des esprits. Les troupes qu'on avait voulu diriger vers les Pyrénées, et notamment les gardes du corps, avaient obstinément refusé d'obéir; ce qui était fâcheux, car c'étaient autant de forces laissées à l'insurrection. Napoléon, averti par Murat de cette disposition des esprits, avait renvoyé pour quelques jours MM. de Frias, de Medina-Celi et quelques autres personnages considérables, afin de montrer qu'on pouvait revenir de Bayonne quand on y était allé.

On touchait à la fin de mai, et l'esprit public s'altérait visiblement en Espagne, surtout par le retard à proclamer le nouveau roi. Murat demandait avec instance qu'on en finit, pour décider d'abord une question qui n'avait pas cessé de le préoccuper beaucoup, et ensuite pour prévenir une plus grande altération dans les sentiments des Espagnols. Napoléon, qui devinait parfaitement les motifs personnels de son beau-frère, et qui ne pouvait pas faire arriver plus tôt la réponse qu'il attendait de Naples, lui avait écrit de la manière la plus dure; et Murat, agité de mille soucis, de mille espérances, tour à tour conçues ou abandonnées, bourrelé par les reproches in-

justes de Napoléon, avait fini par succomber tant au climat qu'à ses propres émotions. Il avait été atteint d'une fièvre presque mortelle, qui mettait ses jours en péril, et persuadait aux basses classes que le lieutenant de Napoléon venait d'être frappé par la Providence. Ce n'était pas un médiocre inconvénient que cette superstition populaire, et cette subite disparition de l'autorité du lieutenant général dans les circonstances actuelles.

Enfin Napoléon apprit, dans les premiers jours de juin, après trois semaines d'attente, l'acceptation et l'arrivée de Joseph, qui n'avait pu, à cause des distances, ni répondre ni arriver plus tôt. Le 6 juin, veille de son arrivée, Napoléon se décida à le proclamer roi d'Espagne, afin qu'il pût paraître à Bayonne en cette qualité, et y recevoir immédiatement les hommages de la junte. En conséquence Napoléon rendit un décret dans lequel, s'appuyant sur les déclarations du conseil de Castille, il proclamait Joseph Bonaparte roi d'Espagne et des Indes, et garantissait au nouveau souverain l'intégrité de ses États d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Le 7 juin, Napoléon alla à sa rencontre, sur la route de Pau, et l'accabla de démonstrations tout à la fois sincères et calculées, car il l'aimait, et voulait en même temps lui donner crédit aux yeux de la junte. Joseph était enivré de sa grandeur, et inquiet aussi des difficultés qu'il entrevoyait, difficultés dont la révolte des Calabres pouvait déjà lui faire présager une partie. Comme tous les parvenus, il était beaucoup moins heureux que ne le suppose la jalouse envie. Il recevait presque avec effroi ce royaume d'Espagne, que Murat désirait jusqu'à en mourir; et dans ces perplexités il se laissait aller à regretter le doux royaume de Naples, qui ne suffisait pas à consoler la douleur de Murat! Étrange scène, qui n'était pas la moins singulière de celles que devait offrir cette famille, placée un moment par un grand homme dans la région des fables, pour retomber ensuite dans la région des réalités, de toute la hauteur des trônes les plus élevés de la terre.

Dès que Joseph fut arrivé, Napoléon lui présenta les personnages les plus considérables d'Espagne qu'il avait successivement attirés à Bayonne, ou à titre de membres de la junte, ou à titre d'hommes importants, qu'il voulait connaître, et que sa désignation seule flattait assez pour qu'ils y vinsent. Joseph avait dans le visage quelque chose de la beauté de Napoléon, moins la parfaite régularité, moins le regard, moins enfin ce qui accusait, dans le vainqueur de Rivoli

et d'Austerlitz, la présence de César ou d'Alexandre. Il y suppléait par une extrême douceur, et par une certaine grâce mêlée d'un peu de hauteur empruntée. Les frères de Napoléon avaient contracté auprès de lui l'habitude de parler d'armées, de diplomatie, d'administration, et le faisaient assez bien pour n'être pas trop déplacés dans les rôles extraordinaires que l'auteur de leur fortune les appelait à jouer. Aucun d'ailleurs n'était dépourvu d'esprit. Devant ces grands d'Espagne, vains de leur grandeur, mais ignorants, déjà séduits par la présence de Napoléon, Joseph, par beaucoup de prévenances, et l'étalage de quelques connaissances acquises à Naples, sut plaire et inspirer confiance dans sa capacité. Bientôt, comme la servilité est contagieuse, la plupart des Espagnols appelés autour de lui se mirent à vanter ses vertus, même à y croire. Les ducs de San Carlos, de l'Infantado, del Parque, de Frias, de Hajar, de Castel-Franco, les comtes de Fernand Nuñez, d'Orgaz, le fameux Cevallos lui-même, si ennemi des Français, avaient déjà été conduits à penser que l'intérêt bien entendu de l'Espagne voulait qu'on se soumit à la nouvelle dynastie, ce qui était vrai assurément. MM. O'Farrill, ministre de la guerre, d'Azanza, ministre des finances, appelés à Bayonne, avaient été amenés à la même conviction; ce qui de leur part était beaucoup plus naturel, car ils n'étaient pas hommes de cour, mais hommes d'affaires, point astreints à la fidélité domestique, et tenus seulement de chercher en politique le plus grand bien de leur pays. Pour de tels hommes il ne pouvait pas y avoir de doute sur l'avantage de remplacer l'ancienne dynastie par la nouvelle. Après avoir approché Napoléon, d'ailleurs, ils furent pénétrés d'admiration, et oublièrent presque les procédés employés à l'égard de la famille détronée. Ils promirent de servir le nouveau roi. En attendant l'arrivée de Joseph, Napoléon avait préparé avec les Espagnols présents à Bayonne un projet de constitution accommodé au temps et aux mœurs de l'Espagne. Il fut convenu que dans un local, celui de l'ancien évêché de Bayonne, disposé pour cet usage, on rassemblerait la junte, reconnaîtrait le roi, discuterait la constitution, pour lui donner les apparences d'une adoption libre et volontaire. Ce qui avait été convenu fut exécuté avec une précision toute militaire. Joseph était arrivé le 7 juin. Le 15, la junte fut convoquée sous la présidence de M. d'Azanza, ministre des finances de Ferdinand VII, destiné à le devenir de Joseph Bonaparte, et digne de l'être de tout

roi éclairé. M. d'Urquijo remplissait les fonctions de secrétaire. Après quelques discours d'apparat, répétant tous qu'il fallait recevoir de la main de Napoléon un membre de cette dynastie miraculeuse envoyée sur la terre pour régénérer les trônes, et que ce membre était Joseph Bonaparte, on lut le décret impérial qui proclamait Joseph roi d'Espagne et des Indes; puis on se rendit auprès de lui pour lui offrir les hommages de la nation espagnole, dont malheureusement on représentait les lumières, mais non les passions. Après Joseph, on alla visiter Napoléon, et remercier le puissant bienfaiteur auquel on croyait devoir le plus bel avenir.

Les jours suivants, on lut le projet de constitution, et on présenta sur ce projet quelques observations dont il fut tenu compte. Il était modelé sur la constitution de France, sauf quelques modifications appropriées aux mœurs de l'Espagne, et contenait les dispositions qui suivent :

Une royauté héréditaire, transmissible de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, réversible de la branche de Joseph à celles de Louis et de Jérôme; ne pouvant jamais être réunie à la couronne de France, ce qui assurait l'indépendance de l'Espagne;

Un sénat, composé de vingt-quatre membres, chargé, comme celui de France, de veiller à la constitution, pourvu aussi de la faculté de protéger la liberté de la presse et la liberté individuelle, au moyen d'une commission déclarant les cas dans lesquels l'une ou l'autre de ces libertés avait pu être violée;

Une assemblée des cortès, comprenant, sous le nom de *banc du clergé*, vingt-cinq évêques désignés par le roi; sous le nom de *banc de la noblesse*, vingt-cinq grands d'Espagne désignés par le roi, 62 députés des provinces d'Espagne et des Indes, 50 députés des grandes villes, 15 commerçants notables, 15 lettrés ou savants représentant les universités et les académies, tous élus par ceux qu'ils devaient représenter, laquelle assemblée, réunie au moins tous les trois ans, discutait les lois, et arrêtaît pour trois ans la recette et la dépense;

Une magistrature inamovible, rendant la justice d'après les formes de la législation moderne, sous la juridiction suprême d'une haute cour, qui n'était autre que le conseil de Castille, conservé sous le titre de cour de cassation;

Enfin un conseil d'État, régulateur suprême de l'administration, à l'exemple de celui de France.

Telle fut la constitution de Bayonne, qui, assurément, était appropriée et aux mœurs de l'Espagne et à l'état de son éducation politique. On n'y avait parlé ni de l'inquisition, ni du clergé, ni des droits de la noblesse, car il ne fallait éloigner aucune classe de la nation. On laissait à la législation le soin de tirer plus tard toutes les conséquences des principes posés dans cet acte, qui contenait en germe la régénération de l'Espagne.

La constitution étant achevée, une séance royale eut lieu le 7 juillet, dans le lieu consacré aux séances de la junte. Joseph, assis sur le trône, lut un discours où il exprimait les sentiments de dévouement avec lesquels il allait entreprendre le gouvernement de l'Espagne, et puis prêta serment à la nouvelle constitution; la main posée sur les Évangiles. La junte, à son tour, prêta serment au roi et à la constitution. De bruyantes acclamations accompagnèrent tous ces actes. On se rendit ensuite à Marac pour complimenter l'auteur trop obéi de toutes les choses du temps.

Il était urgent que Joseph allât prendre possession de son royaume. Déjà on disait que les Espagnols, animés par la vue du sang répandu le 2 mai à Madrid, indignés de la ruse avec laquelle la famille des Bourbons avait été attirée et spoliée à Bayonne, s'insurgeaient en Andalousie, en Aragon, dans les Asturies, et que la route que suivrait le nouveau roi serait à peine sûre. Il fallait partir pour aller relever Murat malade, atteint d'un délire continu, demandant à quitter un pays qui lui était devenu odieux, et où il ne pouvait rester sans péril pour sa vie.

Napoléon, dont les yeux commençaient à s'ouvrir, et qui ne voulait pas envoyer son frère chez une nation étrangère sans le faire respecter, avait préparé de nouvelles forces pour lui servir d'escorte. Déjà les réserves d'infanterie qu'il avait organisées à Orléans, les réserves de cavalerie qu'il avait réunies à Poitiers, étaient entrées sous les généraux Verdier et Lasalle, et formaient un corps d'armée qui occupait le centre de la Castille. Avec quelques vieux régiments tirés de la grande armée, il avait recomposé les camps des côtes, et de ces camps reformés il put tirer quatre beaux régiments, le 15^e de ligne, et les 2^e, 4^e, 12^e d'infanterie légère. Il y joignit des

lanciers polonais, plus un superbe régiment de cavalerie levé par Murat dans le pays de Berg, et de ces divers corps il composa une division de vieilles troupes, au sein de laquelle Joseph dut s'avancer sur Madrid à petits pas, afin de donner aux soldats le temps de marcher, et aux Espagnols le temps de voir leur nouveau roi. La junte et tous les grands d'Espagne devaient l'accompagner en marchant du même pas.

Joseph partit le 9 juillet, escorté de vieux soldats, et précédé et suivi de plus de cent voitures que remplissaient les membres de la junte. Napoléon le conduisit jusqu'à la frontière de France, l'embrassa, et lui souhaita bon courage, sans lui dire tout ce qu'il entrevoyait déjà dans sa profonde intelligence. Le faible cœur de Joseph n'eût pas tenu à de pareilles révélations, bien que le génie de Napoléon, à demi éclairé sur l'avenir, ne vit pas encore la moitié des maux qui allaient découler de la grande faute commise à Bayonne.

Tels furent les moyens par lesquels Napoléon, obéissant à une idée systématique bien plus encore qu'aux affections de famille, car il avait de quoi pourvoir tous ses proches sans usurper la couronne d'Espagne, parvint à détrôner les derniers Bourbons régnant en Europe. Comme il ne pouvait, à cause de leur faiblesse, y employer la force, car il eût été ridicule de déclarer la guerre à Charles IV, il voulut y employer la ruse, et les faire fuir en leur faisant peur. L'indignation de l'Espagne ayant arrêté dans leur fuite ces malheureux Bourbons, il profita de leurs divisions de famille pour les attirer à Bayonne, par l'espérance d'une justice qu'il leur rendit comme le juge de la fable qui donnait l'écaille de l'huître aux plaideurs. Il fut entraîné ainsi de la ruse à la fourberie, et ajouta à son nom la seconde des deux taches qui ternissent sa gloire. Il lui restait pour l'absoudre le bien à faire à l'Espagne, et par l'Espagne à la France. La Providence ne lui réservait pas même ce moyen de se laver d'une perfidie indigne de son caractère.

Mais ne devançons pas la justice des temps. Les récits qui vont suivre montreront bientôt cette justice redoutable, sortant des événements eux-mêmes, et punissant le génie, qui n'est pas plus dispensé que la médiocrité elle-même de loyauté et de bon sens.



Biblioteka UJK Kielce

UJK



0517444